LE CORRESPONDANT

RELIGION — PHILOSOPHIE — POLITIQUE
HISTOIRE — SCIENCES — ÉCONOMIE SOCIALE
VOYAGES — LITTÉRATURE — BEAUX-ARTS

QUATRE-VINGT-NEUVIÈME ANNÉE

TOME DEUX CENT SOIXANTE-HUITIEME
DE LA COLLECTION

NOUVELLE SÉRIE. — TOME DEUX CENT TRENTE-DEUXIÈME

PARIS
BUREAUX DU *CORRESPONDANT*
31, RUE SAINT-GUILLAUME, 31

1917

LE

CORRESPONDANT

LA QUESTION AGRAIRE
EN RUSSIE

LA SUPPRESSION PROJETÉE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

La révolution russe, à peine éclose, a voulu établir qu'elle entendait dépasser en radicalisme, sinon en violence, celles de 1789 à 1800. La Révolution française a supprimé ou fondu les classes sociales, elle a amené un énorme déplacement de la propriété foncière, mais elle en a laissé le principe à ce point intact, qu'en ce qui la concerne, le Code civil d'aujourd'hui n'est guère que la reproduction de l'ancienne coutume de Paris commentée par Pothier. En Russie, c'est le principe même de la propriété foncière qui est en cause. Dans le chaos de projets échappés presque subitement de l'outre d'Eole crevée entre le 12 et le 16 mars de cette année, il y en a trois qui ont pris assez de corps pour être déjà l'objet d'études au sein de commissions instituées par le Gouvernement provisoire, ou même d'exécution partielle. Ce sont : 1° l'application subite du principe électif, dans un pays où ce mode de sélection n'était jusqu'à présent qu'un leurre, à des fonctions que jamais aucun grand Etat n'avait osé lui confier, sur des bases d'une largeur inconnue même en pays de suffrage universel; 2° l'adoption du principe des autonomies, plus ou moins nationales, qui pourrait vite transformer un Etat jusqu'ici exa-

gérément centralisé en une Autriche républicaine; 3° enfin le bouleversement absolu, dans un pays presque exclusivement agricole, des conditions de la tenure du sol. Chacun de ces bouleversements suffirait, à lui tout seul, à transformer complètement la physionomie d'ensemble de la Russie à l'intérieur, et à l'extérieur sa valeur comme facteur de la politique et de l'équilibre mondiaux et mériterait une étude séparée. En attendant, je tâcherai d'exposer au lecteur les données du dernier problème; en effet il peut se présenter tels événements imprévus (en Russie l'imprévu seul est probable) qui arrêteront le pays sur la première ou la seconde de ces pentes : au contraire la question agraire, une fois posée comme elle l'a été, ne pourra plus être esquivée. On ne ferme pas complètement la bouche — les procédés médiévaux étant désormais impossibles — à plus de 100 millions de moujiks que le gouvernement lui-même a invités à crier : « la terre ! », aux yeux desquels tous les postulats libéraux ou progressistes n'existent que dans la mesure où ils renforcent celui-là et qui, en attendant qu'on leur distribue la terre, s'en emparent déjà.

I

A première vue il y a quelque chose de plus que paradoxal dans ce fait que la question agraire, prétendument basée sur la pénurie de terre, soit posée dans la forme aiguë précisément dans celui des pays de l'Europe où le sol est le plus abondant et la population la moins dense. La Russie d'*Europe* (dans celle d'Asie, où la grande propriété seigneuriale est complètement absente, ce sont les hommes qui manquent au sol,) couvre, disent les dictionnaires, une superficie de 5 390 000 kilomètres carrés avec une population de 107 millions, ce qui donne tout juste 20 habitants au kilomètre carré; même si l'on défalque les trois provinces septentrionales d'Arkhangelsk, Olonets et Vologda, glacées, marécageuses, avec une superficie totale de 1 283 000 kilomètres carrés et une population de moins de 2 habitants au kilomètre carré, on obtient pour la Russie d'Europe agricole 4 107 000 kilomètres carrés pour 104 600 000 habitants, soit 25 habitants au kilomètre carré. Et la question agraire, basée sur la pénurie de la terre, se présenterait avec une acuité telle qu'on ne lui trouve d'autre remède que la confiscation générale, le « grand soir » agraire, alors qu'il n'en est pas question en Belgique, où 29 456 kilomètres suffisent à 7 517 000 habitants soit *255* habitants au kilomètre carré ! Ceci fournirait l'axiome suivant : « L'étendue de terre suffisante à 10 hommes est insuffisante pour un. »

Pourtant les effets d'apparence les plus paradoxaux ont des

causes. Parmi les plus certaines, je mentionnerai les suivantes :

1° Si la fertilité, pour plus de moitié de ce colossal espace, est presque prodigieuse (la *Terre noire*), et pour le reste non inférieure en somme à celle du Berry, de la Bretagne ou de l'Orléanais, — le climat est tellement rigoureux que, pendant quatre à sept mois de l'année selon les régions, les travaux des champs sont entièrement suspendus, le paysan ne trouvant pas l'emploi rémunérateur de son temps, et tellement inégal qu'à moins de soins et d'améliorations dont l'immense majorité des cultivateurs petits et grands ne se doutent pas ou ne veulent pas se douter, la sécheresse dans la « terre noire » l'excès d'humidité par ailleurs, amènent périodiquement des récoltes déficitaires ou nulles.

2° On sait tout ce qu'il entre dans « l'âme russe » d'insouciance de l'avenir, de répulsion pour l'effort méthodique, persévérant et par suite d'engouement pour les solutions simplistes et extrémistes, dans un sens ou dans l'autre. Ces particularités du caractère national se sont traduites, depuis les temps les plus reculés jusqu'aux jours récents, par l'adoption et la conservation de méthodes ou de traditions que les écrivains russes ont longtemps défendues et prônées comme « nationales » ; alors que toutes ont été suivies, puis rejetées par les autres nations au cours de leur évolution de la barbarie primitive à la civilisation ; toutes ces méthodes concourent d'ailleurs au gaspillage le plus complet des ressources du sol et du vrai capital de l'homme, qui est son travail et l'accumulation de ses efforts. De là la persistance jusqu'à présent, de procédés de culture et d'exploitation du sol que feu Triptolème eût déjà reniées. De là, la conservation, depuis le légendaire Rurik jusqu'à ces tout derniers jours, d'un régime politique rudimentaire, le despotisme illimité, basé avant tout (cela n'a pas besoin de démonstration) sur l'ignorance et la misère *voulues* des masses populaires.

3° Ces mêmes particularités du caractère national, l'aptitude à l'effort subit, parfois héroïque, mais bref, et l'aversion pour l'effort persévérant, ont développé, aussi bien dans le peuple que dans ses maîtres, la tendance irrésistible vers *l'extension* aux dépens de *l'intensification*. De même que, depuis Georges Dolgorouki, le fondateur de Moscou, jusqu'à Nicolas II, tous les maîtres de la Russie ne se sont jamais souciés que de « rassembler la terre », c'est-à-dire d'étendre indéfiniment leur domaine, au lieu de le mettre en valeur (la Russie d'Europe, juste dix fois plus étendue que la France, a dix fois moins de routes bâties), de même l'immense majorité des Russes, surtout les paysans, considèrent encore les biens de ce monde non comme des choses que l'on *produit*, mais comme des choses que l'on acquiert toutes prêtes. De tout temps le moyen simpliste d'acquérir a été de prendre.

4° Ce sont ces mêmes caractères spécifiques de « l'âme russe » qui expliquent le maintien, jusqu'en 1906, d'un mode barbare de tenure du sol, adapté à des temps où les espaces cultivables étaient pratiquement illimités, puisqu'il en restait toujours d'incultivés, mais qui, avec l'augmentation fabuleuse de la population de la Russie d'Europe (elle est plus que septuple de ce qu'elle était au temps de Pierre le Grand), jointe à une industrialisation insuffisante — dont je reparlerai — devait amener à la fois une répartition vicieuse et, dans certaines localités et certaines conditions, un resserrement réel suffisant pour permettre aux partisans *a priori* de toutes les variétés de « grand soir » de généraliser et d'étendre à tout l'empire des souffrances locales, mais indéniables.

5° Enfin ces vices dans les formes de la tenure du sol et ces souffrances réelles, plus souvent supposées, encore plus souvent volontaires, en tout cas guérissables bien plus aisément que dans les pays à population dense, ne pouvaient manquer de se transformer en Russie, comme ailleurs d'autres « injustices sociales », en tremplin politique au profit de l'éternel : « Ote-toi de là que je m'y mette. »

Seule une exposition, que je tâcherai de rendre aussi succincte que possible, des formes de cette tenure du sol et des modifications, les unes riches de graves erreurs, les autres judicieuses mais trop récentes pour avoir pu produire tous leurs effets, que de 1861 à nos jours le régime impérial y a apportées, permettra au lecteur de se rendre compte de la situation, des remèdes qu'elle comporte, comme de la valeur de ceux que l'on projette actuellement : d'ailleurs la crise agraire actuelle n'est que la rechute, très aggravée, de celle que subit la Russie, en 1905-1906, à la suite de la guerre japonaise, et à la solution ou à l'allègement de laquelle, par voie législative, l'auteur de cette étude fut obligé d'appliquer son attention.

II

Jusqu'en 1861, les modes de tenure et d'exploitation du sol en Russie étaient d'une simplicité antique ; je parle de la vraie Russie, dans les limites de Pierre le Grand, car dans les territoires de la république de Pologne et les provinces baltiques, la tenure du sol différait sensiblement et, par suite, la crise agraire ne s'y est jamais manifestée que par ricochets sporadiques. J'y reviendrai. Toute la terre russe était propriété soit de l'Etat, soit de la maison impériale (apanages et « terres du Cabinet »), soit des églises, des monastères, soit enfin de la caste dite noble. J'emploie à dessein le

correctif « dite » : tandis qu'en Pologne, ou en Pays baltiques, la conception de noblesse était intimement liée à celle de chevalerie, chargée principalement, ou uniquement (en Pologne), de la défense de la patrie commune, la classe correspondante russe n'a jamais porté d'autre nom que « dvorianstvo » de « dvorianin » (courtisan du prince). Ils deviennent « pomiechtchiki » parce qu'ils occupent des pomiestïa (investitures). Quant au peuple agricole, il était lui-même propriété de la propriété (du domaine) comme dans le reste de l'Europe féodale. Puis, grâce aux aggravations successives de Boris Godounov et de Pierre le Grand, propriété du propriétaire même, qui le vendait à la pièce selon son bon plaisir. Le domaine était, par la volonté toujours modifiable du propriétaire, divisé en deux parties : l'une était concédée non aux chefs de famille individuellement, mais à leur collectivité (le célèbre *mir*) qui les répartissait périodiquement entre les familles au prorata de leurs membres mâles et adultes (les « âmes »); l'autre était réservée au seigneur qui la faisait cultiver à son profit exclusif, gratuitement, par ces paysans-serfs, à la corvée. Cette réserve était tantôt beaucoup plus, tantôt beaucoup moins étendue que la « terre paysanne » selon le nombre d' « âmes » dont il fallait assurer la subsistance, d'où ce contresens (à noter) que fréquemment la réserve du seigneur était d'autant plus étendue qu'il disposait de moins « d'âmes » pour la cultiver.

Pour tirer parti de leur réserve, les « pomiechtchiki » recouraient à deux moyens : ou bien ils la faisaient cultiver à leur profit sous la direction d'un intendant, le plus souvent un « staroste » (aîné) pris parmi ses serfs eux-mêmes, et réalisaient les récoltes; ou, très fréquemment, ils en abandonnaient l'exploitation au *mir* lui-même qui leur payait une redevance ou « obrok ». Ce dernier système était surtout employé par les absentéïstes, dont le nombre ne fit que croître, jusqu'à former la grande majorité, à partir de Pierre le Grand. Pour ce génial despote, comme pour tous ses successeurs, y compris le dernier, l'organisation de l'Etat et de la nation, toute la politique intérieure, étaient concentrées vers un but unique : étendre jusqu'aux limites dernières, puis maintenir leur pouvoir illimité, leur droit de propriété, avec le *jus utendi et abutendi*, sur la Russie, indéfiniment agrandie, envisagée comme le « pomiestie » octroyé à la famille régnante par Dieu lui-même. Essentiellement copiste de l'Occident, Pierre le Grand, qui avait eu, et ses prédécesseurs encore plus, non moins de difficultés avec ses boïars que les Valois et les deux premiers Bourbons avec leur noblesse, sut mettre à profit ses visites à la cour de Versailles et adopta le système perfectionné par Louis XIV, — détourner la noblesse de la terre, l'attirer à la

cour ou au service, l'émasculer dans une pompeuse dépendance, la ruiner en lui imposant le faste par l'exemple, la rendre étrangère ou même odieuse au peuple, et transformer la rivale en servante à l'affut des grâces. Nicolas I[er] imposa même à tout noble, sous peine de perte de ses privilèges, dix ans de service militaire ou civil qui, généralement, n'était que de la figuration.

Cet absentéisme trop généralisé, avec délégation à quelque intendant rapace, ou *staroste* illettré, des droits du barine (maître) et de ses devoirs moraux de patronage, ne pouvait pas, dès lors, ne pas créer, chez ces paysans, la désaffection, et leur faire considérer cet inconnu pour lequel ils travaillaient comme un parasite ou un « vampire », tandis que, d'autre part, partout où le *mir* cultivait la réserve seigneuriale contre redevance, ils s'habituaient à confondre cette réserve seigneuriale avec la leur propre, et son retrait, à fin de faire valoir direct, leur faisait l'effet d'une spoliation. Les paysans serfs traduisaient volontiers cette idée en disant aux barines : « Nous sommes vôtres, mais la terre est nôtre. »

Quant au métayage, il est inconnu dans la Russie au point de n'être pas mentionné par le Code civil; et le louage à bail de fermes entières, à la française, très usité dans l'Occident à culture polonaise, était assez peu pratiqué pour que le chapitre correspondant du Code se limitât à quatre articles.

Tel était, *grosso modo*, le système de tenure du sol en 1861, au moment de l'abolition du servage.

III

L'acte du 19 février 1861, par lequel furent supprimés le servage et la corvée et créée la propriété paysanne, est loin de mériter les épithètes grandiloquentes et les superlatifs dont les publicistes d'Occident se sont plu à le couvrir depuis plus d'un demi-siècle. Il n'améliora pas, à vrai dire, la condition matérielle du moujik, en le libérant d'une condition avilissante. Pour le reste, la « magnanimité » consistait essentiellement dans un déplacement de despotisme. L'autocrate lui-même n'y perdait ni une parcelle de son pouvoir, ni un hectare de ses domaines propres, ni un rouble de ses ressources ou de celles de l'Etat. La liquidation du statut ancien devait porter sur trois points :

1° Suppression et remplacement de l'autorité administrative, judiciaire, policière du seigneur qui, jusque-là, servait au tsar de policier, de juge de paix, de collecteur d'impôts et de recruteur gratuit; toutes ces fonctions furent dévolues au *mir* lui-même constitué en communes rurales, sans aucun contact avec l'ancien seigneur, qui ne relevait que des autorités centrales du district, le

mir étant, d'ailleurs, placé sous le contrôle presque omnipotent, d'abord d'un « arbitre » élu par la noblesse, puis d'un « chef terrien » nommé par l'administration.

2° Suppression de la corvée, en remplaçant pour la culture des terres seigneuriales qui, à cette époque, formaient plus de la moitié de la propriété privée, le travail servile par le travail salarié. Pour ce faire, on recula de deux ans l'expiration de la corvée obligatoire. Presque dans le même temps, le Brésil, en supprimant l'esclavage, répartit la liquidation du travail servile par annuités sur près de quarante ans et, par là, sut éviter toute crise de main-d'œuvre agricole. Il en fut autrement en Russie. Tandis que, dans l'Ouest polonais ou polonisé, les seigneurs, tous résidant dans leurs domaines, profitaient du délai de deux ans pour s'organiser en vue du travail salarié et résistaient sans grandes difficultés à une crise de main-d'œuvre passagère, les absentéistes russes se sentirent débordés et renoncèrent pour la plupart à fonder des exploitations agricoles, munies de l'outillage et des attelages indispensables, et recoururent à la location de leurs champs aux paysans eux-mêmes dans des conditions que j'expliquerai.

3° Enfin, création de la propriété foncière paysanne. La tâche fut courageusement résolue par Alexandre II, malgré la vive opposition de ceux qui proposaient de donner aux paysans la liberté gratuite, en réservant le droit de propriété sur tout le sol à l'ancien seigneur, ce qui aurait fait de la Russie une gigantesque Irlande ; il reconnut le *mir* propriétaire du sol qui, au 1er janvier 1857, avait été de fait cultivé par les paysans à leur propre profit. Pour indemniser les anciens seigneurs de la perte à la fois de cette propriété et de la corvée, les paysans devaient leur payer, par l'intermédiaire de l'Etat, une redevance répartie, amortissements compris, sur une quarantaine d'années. Le taux de cette « indemnité de rachat » fut assez modéré en comparaison de la valeur réelle des avantages perdus, surtout parce que cette réforme coïncida avec l'établissement de lignes de chemins de fer nombreuses qui, très rapidement, doublèrent ou triplèrent le prix des céréales et le revenu net de la terre.

Toutefois, le législateur de 1861 commit trois fautes impardonnables qui lui furent promptement, mais en vain, signalées par les gens clairvoyants et sur lesquels je dois m'appesantir parce qu'elles ont été principalement, l'une la cause, l'autre encore plus le prétexte de cette menaçante crise agraire, à vrai dire ouverte depuis quinze ans ; et la dernière lui donne ce caractère sismique que prennent tous les mouvements d'une foule gigantesque et compacte.

La *première* faute fut le maintien obstiné de la communauté

du sol entre tous les membres du *mir*, avec répartition, tantôt fréquente, tantôt rare et plutôt théorique, au gré de la majorité, de tous les champs cultivés et des prés, avec communauté absolue des pâturages et parcours. Les vices de ce système, inlassablement mais vainement critiqué pendant un demi-siècle, sautent aux yeux de tout homme un peu au courant des lois de l'agriculture.

Celui qui les domine ou les engendre tous est la précarité de la jouissance. Alors que l'agriculture repose tout entière sur une série de placements de main-d'œuvre, de matières ou d'argent, dont le rendement et la rémunération sont toujours éloignés, parfois d'années nombreuses, le communautaire est toujours tenté, souvent forcé, de se limiter lui-même à des efforts d'un rendement immédiat. D'autre part, ce système ayant pour effet d'exaspérer la tendance à l'égalité *de fait* absolue, on égalisait non seulement en quantité mais en qualité, et, dans chacune des trois soles (l'assolement triennal des Géorgiques), on attribuait à chaque chef de famille un nombre divers de parcelles parfois distantes de plusieurs kilomètres l'une de l'autre — lorsque, ainsi qu'il arrive communément au pays de terre noire, le village comporte plusieurs centaines de feux. Au point de vue de la composition du sol, de la profondeur de la couche arable, de la perméabilité, de l'exposition, de la déclivité, tout le monde devait être également loti. On y arrivait, à l'aide d'une ingéniosité incroyable chez ces illettrés, mais à quel prix ! J'ai vu les plans de communes où un lot total de 4 hectares était divisé en quatre-vingt-dix parcelles ; j'ai vu, de mes yeux, le paysan herser indéfiniment en long sans même essayer en travers, et au bout de sa bande dételer son bidet, soulever la herse sur son dos et réatteler, pour ne pas piétiner ou herser les voisins qui avaient déjà semé. Ajoutez le pacage et le parcours communs après la récolte, le résultat est : personne n'est maître de son travail, et comme dans les ateliers où règnent certaines règles adoptées par les organisations ouvrières, l'effort des plus capables est rabaissé au niveau des moins capables. A quoi peuvent mener de telles conditions de tenure du sol, on s'en doute, et j'en donnerai plus loin quelques exemples.

La *deuxième* très grande faute du législateur de 1861 a été celle-ci : Nous avons dit que les paysans, en compensation du droit de propriété sur la terre qu'ils cultivaient, surtout du travail gratuit qu'ils fournissaient au seigneur, devaient payer par voie d'annuités une indemnité de rachat. Des agrariens trop retors suggérèrent à Alexandre II la clause suivante : le propriétaire gardait le droit, en renonçant à toute indemnité, de ne distraire au profit du *mir* qu'un tiers des terres dont celui-ci jouissait jusque-là, en joignant les deux autres tiers à son domaine

réservé. La très grande majorité des « barines » ne profitèrent pas de cette clause, quelques-uns parce qu'ils désiraient trouver dans l'indemnité (tel était son but avoué et justifié) le moyen de monter leur exploitation agricole, à laquelle jusque-là le *mir* fournissait tout, sauf le cheptel; la grande masse, pour aller inonder de ce Pactole éphémère tous les lieux de plaisir d'Occident. De cette époque, qui coïncide avec l'établissement du réseau ferré, date l'immigration depuis ininterrompue, temporaire ou prolongée, des Russes en Occident[1], où, jusque-là, on ne connaissait que le légendaire prince russe, rival du mylord. Il arriva même mieux : nombre de *mirs*, effrayés par la perspective de paiements en espèces à un moment où, comme dans tous les pays primitifs, l'abondance des produits côtoyait l'extrême pénurie de numéraire, incapables de calculer que, grâce à l'abolition de la corvée, la location de leurs bras ou leur emploi leur vaudraient trois ou quatre fois le montant de l'annuité, réclamèreut eux-mêmes à leurs seigneurs, comme une faveur, l'adoption de ce mode de liquidation.

Le résultat fut ce qu'il devait être. Un tiers de l'ancien territoire du *mir* ne suffisait pas à nourrir les familles. Avec l'accroissement prodigieux de la population 1,6 pour 100 en 1907, au dire de l'illustre Mendeleïev[2] vers 1906 dans les provinces de terre noire, où la fertilité du sol justifiait de faibles étendues, les familles étaient réduites à deux tiers, jusqu'à un quart d'hectare. Que faire? Louer la terre du seigneur, sa réserve d'autrefois et la terre paysanne perdue, non à long bail (pour le bon Russe, ce serait tenter Dieu que de regarder si loin) mais à l'année, pour une récolte, l'année de jachère ne comptant pas.

Cependant, tandis que l'annuité de rachat ne dépassait guère, dans les terres noires, trois roubles par an, la hausse du prix des céréales s'accentuait sans cesse et, la côncurrence aidant, le prix de location de la désiatine (6 pour 100 de plus que l'hectare) montait jusqu'à arriver vers 1907 (au dire de M. Ermolov, longtemps ministre de l'agriculture) dans la province de Riazan, à terre noire, avec un climat trop rude pour le froment, à 36 roubles payés d'avance, pour une récolte de seigle. Or, la culture paysanne ne permet guère, dans les années moyennes, de rendement au-dessus de 100 pouds (16 quintaux) à l'hectare, à 50 kopeks habituellement soit, déduction faite de la semence,

[1] Plût à Dieu qu'il y eût eu récriprocité : bien des malentendus eussent été évités.

[2] Voy. *K poznaniiou Rossii* (pour connaître la Russie), un chef-d'œuvre sans pareil, je crois en France, par sa clarté, sa richesse, et sa brièveté, Saint-Pétersbourg, Souvorine, 1907.

45 roubles. En somme, le paysan locataire pouvait espérer 20 pour 100 de bénéfice pour son travail et les risques d'une récolte nulle, par suite de sécheresse absolue; cela arrive au moins une fois par décade (en 1905 et 1906, deux fois de suite).

On peut se douter de l'état d'âme de ces moujiks au moment où ils payent d'avance 36 roubles l'hectare pour ensemencer une terre que leurs pères ont cultivée en temps de servage à leur profit personnel, et qui, sans cette « clause à la Shylock » leur appartiendrait gratuitement depuis l'expiration de l'amortissement des indemnités de rachats (vers 1900).

Toutefois, si l'on se reporte aux chiffres fournis lors des grandes discussions auxquelles la crise de la réforme agraire de 1905 donna lieu au sein des Chambres russes, on compte que le nombre de ces *tretiaki* (ou tertiaires) comme on les appelle, ne dépassait pas alors, dans toute la Russie d'Europe, 2 millions de familles sur un total de 22 millions, presque exclusivement dans le centre. C'était largement suffisant pour légitimer l'intervention de l'Etat, et la concession à ces malheureux, autrefois trompés par l'Etat lui-même, de terres nouvelles : à quoi une colonisation intelligente vers l'Est, fertile et à peu près vide d'habitants, l'utilisation des biens de main-morte, l'acquisition de gré à gré à fin de morcellement de domaines privés eussent certainement suffi. Ce n'était pas une raison suffisante pour légitimer une mesure aussi périlleuse que l'expropriation générale, étendue aux dix onzièmes où elle ne se justifiait pas. Mais c'était un excellent *prétexte*. Presque tous les grands « chambardements » s'appuient sur des abus parfois tout à fait isolés, mais habilement généralisés.

La *troisième* faute, non moins funeste de la réforme de 1861, fut le maintien, intact, de la *caste* paysanne comme telle. De même que l'on accordait au paysan la terre et la liberté, le bon sens paraissait indiquer une mesure toute simple : faire du paysan un citoyen comme les autres, et un propriétaire sur la base de l' « uti possidetis ». C'était trop simple, et le Tsarisme n'a jamais vu le bon sens d'un œil favorable, encore moins « les bureaux ». Le maintien de la caste comportait : l'exclusion de l'application du Code civil au profit de la « coutume », nulle part écrite jusqu'à ce jour, établie pour chaque cas par des « experts » illettrés, les sources étant habituellement... un baril de vodka. Une commune, une municipalité, une police, un tribunal civil et correctionnel composés de paysans, également illettrés, assistés d'un « écrivain » imposé par l'administration, absolument incompétents à l'égard de tout habitant étranger au *mir*; l'application, jusque vers 1910, des châtiments corporels, des prestations en nature (charrois, voirie) exclusives aux paysans; le droit exorbitant du *mir* de

déporter administrativement en Sibérie quiconque lui déplaisait soit par ses vices, soit par ses vertus. Pour couronner le tout, — au grand plaisir des fonctionnaires (c'était peut-être la raison des raisons), qui au lieu d'établir 800 cotes de contribution immobilière et autant de contraintes n'en établissaient qu'une, — arrivait la responsabilité collective du *mir* pour le versement des impôts : le laborieux, l'économe, le sobre payant pour le fainéant, le prodigue ou l'ivrogne. Au « starchina » et aux « starostes » de se débrouiller, à l'aide de prières, saisies ou râclées au choix, — le fonctionnaire ne dressait qu'une quittance.

Voici les réflexions que m'inspirait ce système, il y a plus de douze ans[1]. Je réimprime :

En dehors de ces conséquences ruineuses au point de vue économique, toute cette organisation offre un terrible danger social. En constituant ainsi toute la masse paysanne en caste hermétiquement fermée, en la soustrayant jalousement au contact des autres classes et, par une politique plus rouée que sage, en entretenant ses défiances, ses jalousies, les vagues espoirs d'expropriations nouvelles aux dépens des anciens seigneurs, on a cru peut-être assurer le régime autocratique contre toute entreprise des classes intelligentes, que cette masse pourrait écraser sur un signe d'en haut. La combinaison peut être efficace aussi longtemps que le paysan adorera le tsar comme un Dieu, qu'il obéira aveuglément à ses « tchinovniks », qu'il considérera les propagandistes révolutionnaires comme des blasphémateurs, qu'il trouvera naturel de ne jamais s'élever au-dessus de sa condition, enfin qu'il ne se sera pas rendu compte que le libérateur de 1861 ne l'a soustrait au servage seigneurial que pour le soumettre au sien propre. Le jour peut venir où tout cet échafaudage de croyances et d'illusions s'effondrera, où il en restera ce qui reste, au matin, des rêves de la nuit. A sa place, il n'y aura rien : ni l'attachement incroyable du paysan occidental à son champ amoureusement fécondé et arrondi, ni les mille petits liens invisibles qui, dans une société insensiblement étagée, relient l'humble laboureur aux riches et aux puissants, ni le sentiment civique, ni la confiance modératrice de l'envie, qu'il peut, comme tout autre, s'élever graduellement en bien-être, en influence et en considération.

Ce jour-là on se trouvera en face d'un océan d'êtres impersonnels, longuement dressés à ne vouloir et à n'agir qu'en masses, qui d'un seul mouvement de houle peut tout noyer, submerger la noblesse, la bureaucratie et l'autocratie elle-même.

Le jour annoncé avait eu son aurore en 1906 — il semble bien qu'il luise de toute sa splendeur depuis mars 1917.

IV

Le lecteur n'a pas oublié les troubles qui suivirent la guerre japonaise : la grande grève de 1905 terminée par le manifeste du 30 octobre 1905, et l'entrée en scène au printemps de 1906

[1] « La crise constitutionnelle en Russie », le *Correspondant*, 10 janvier 1905, et Lemerre, même année.

du pseudo-parlement que constituaient la Douma et le Conseil de l'Empire transformé en Chambre Haute. C'est alors que surgit, d'une manière vraiment menaçante, la question agraire. Ainsi qu'il arrive souvent des questions sociales, elle dut son apparition officielle avant tout à des causes politiques. Si, au contraire de tous les autres pays, les partis avancés furent obligés d'établir leur tremplin non sur des questions ouvrières et industrielles, mais sur une question essentiellement paysanne, c'est que le tsarisme lui-même les y avait invités. Ainsi qu'on l'a déjà dit dans ce recueil même, les imprudents conseillers de Nicolas II lui avaient persuadé d'assurer dans la loi électorale, par diverses malices cousues de fil blanc, la prédominance à des députés paysans, dans l'espoir de les voir s'agenouiller pieusement devant le trône pour lui demander sa bénédiction, lui donner *satisfecit* du passé et carte blanche pour l'avenir. La tentation était trop grande pour les partis avancés de s'assurer ces 200 voix (sur 500) par l'appât irrésistible de la terre. C'est ainsi que la question agraire devint subitement non pas l'une des questions, mais la question dominante. Aussi la dissolution de cette première Douma fut-elle immédiatement suivie d'un essai de véritable Jacquerie qui s'étendit un peu sur toute la Russie centrale, amena le pillage et la destruction de 3000 exploitations agricoles seigneuriales, et fut réprimée et arrêtée avec la plus grande facilité, aussitôt que son effet réfrigérant sur les visées libérales dont la classe des « pomiechtchiki » paraissait elle-même infectée, fut dûment constaté. Comme épilogue, paraissait le 9/22 novembre 1906, pendant l'intervalle entre la dissolution de la première Douma et les élections à la seconde, un oukase-loi, édicté en vertu de l'article 87 de la Constitution, qui apportait à toute la structure de la vie paysanne instaurée en 1861 des modifications profondes. Déposée sur le bureau des Chambres à fin de confirmation, ainsi que l'exigeait la Constitution, cette loi y fut l'objet de discussions prolongées qui occupèrent deux sessions et fut enfin adoptée à une majorité minime; ses adversaires, aussi nombreux à droite qu'à gauche, tenaient au maintien de la propriété communautaire, les premiers parce qu'elle était la « tradition », les derniers parce qu'elle était la « formule de l'avenir ». Concilie qui pourra.

L'économie générale de cette loi est la suivante. Dans toutes les communes où il n'y a pas eu de répartition nouvelle de tout le sol depuis douze ans, tout chef de famille est reconnu propriétaire du terrain qu'il possédait au jour de la promulgation de la loi, avec *droit d'aliénation*, et la communauté de biens est légalement dissoute. Dans les communautés où des répartitions nouvelles ont été accomplies depuis un temps plus rapproché (un peu

moins de moitié du nombre total des *mirs*), la propriété communautaire subsiste provisoirement, mais tout chef de famille acquiert le droit individuel de sortir de la communauté et de se faire attribuer la propriété quiritaire de son lot. Enfin, chaque paysan, une fois devenu propriétaire, a le droit de réclamer de la commune qu'en échange des nombreuses parcelles qu'il cultivait jusque-là, il lui soit attribué et délimité dans les mêmes conditions de valeur, sinon d'étendue, un lot compact.

Cette loi, non exempte de défauts de détail nombreux que je n'ai pas le loisir d'examiner, avait pourtant ce mérite de mettre fin progressivement à deux des vices, les plus gros d'inconvénients économiques, du régime précédent : l'instabilité de la possession et le morcellement exagéré. Dans l'application, elle fut vigoureusement appuyée de tous les moyens plus ou moins délicats dont dispose l'administration, et dès avant que la loi de 1906 eût été confirmée par les Chambres, plus de deux millions de chefs de familles avaient déclaré vouloir en profiter. Stolypine, son principal inspirateur, qui aimait les formules lapidaires et qui aimait surtout l'exaltation de la force, avait déclaré « que le gouvernement mettait son enjeu sur les forts ». Ce furent effectivement les forts, c'est-à-dire les chefs de famille qui disposaient d'un nombre de bras, de bétail et d'outillage suffisants, qui les premiers profitèrent de la réforme. Reconnaissons que, même en dehors de la pression gouvernementale, cette réforme paraissait dans son ensemble répondre au vœu de tout ce que la classe paysanne comptait de plus sain et, jusqu'à la guerre, le passage volontaire de l'ancienne forme de tenure du sol à la nouvelle n'a cessé de se développer. Sans cette catastrophe, il n'est pas impossible, ainsi que le rêvait Stolypine, que la Russie se fût constituée, en l'espace d'une ou deux générations, un nombre de millions respectable de petits « freeholders » qui eussent formé boulevard contre le « grand soir agraire » longtemps menaçant.

Telles étaient les conditions de tenure du sol de la classe paysanne qu'a trouvées devant elle la révolution russe de 1917.

J'ai déjà fait observer que ce tableau ne s'appliquait dans tous ses détails qu'à la Russie proprement dite. En Pologne, en Lithuanie et dans les provinces baltiques, la propriété communautaire n'a jamais existé. Le paysan, même serf, ou plutôt la famille paysanne, avait toujours été considérée comme propriétaire héréditaire de son lot, et l'idée même de répartition nouvelle leur était étrangère. D'autre part, l'affranchissement des paysans ayant à peu près coïncidé avec l'insurrection polonaise de 1863, le gouvernement russe, comme corollaire de sa politique de russification et d'extirpation des éléments polonais, tant pour s'attacher les

paysans que pour semer des causes de discorde entre eux et leurs anciens seigneurs, avait, à l'aide de commissions dites de vérification, considérablement augmenté les lots des paysans, les avait enrichis de divers droits de servitude sur les réserves et les forêts seigneuriales, avait réduit de 75 pour 100 les indemnités de rachat, et par là ils se trouvaient placés dans des conditions économiques infiniment supérieures à celles de leurs anciens confrères de la Russie propre.

D'autre part, malgré cet effort pour créer des zizanies entre les classes, les seigneurs polonais, systématiquement exclus des fonctions publiques, n'ont jamais cessé de résider sur leurs terres, de les faire valoir, par conséquent de distribuer autour d'eux des salaires considérables, enfin d'être en contact journalier avec leurs anciens vasseaux et de leur donner l'exemple, bien plus efficace que tous les cours théoriques, du progrès agricole. C'est à ces causes diverses qu'il faut attribuer ce fait que les essais de Jacquerie de 1906 n'eurent dans ce pays absolument aucune répercussion. On peut même être sûr que l'idée de la « nationalisation du sol », dont il avait été question en 1906 et qui se trouve de nouveau à l'ordre du jour, ne séduirait guère les paysans de ces pays, parce que, à l'instar du paysan français, toutes les promesses d'enrichissement aux frais d'autrui ne compensent pas pour eux la terreur de voir toucher, ne fut-ce qu'à une motte de terre de leur propre patrimoine.

Si dans les provinces baltiques, où le servage avait déjà été aboli par les barons eux-mêmes au commencement du dix-neuvième siècle, il y eut en 1905 de nombreux cas de pillage ou d'incendie de châteaux, il faut voir là plus un élément d'antagonisme national qu'un mouvement agraire. Dans ce pays, le paysan est letton ou esthe, les anciens seigneurs Allemands; la morgue propre à leur race s'est trouvée beaucoup plus efficace que les services civilisateurs qu'ils ont rendus à cette population.

Pour en finir avec les essais de solution par voie législative et progressive, ce même mois de novembre 1906 vit paraître un autre oukase-loi (6/19 novembre si j'ai bon souvenir) qui ouvrait une large brèche dans la « caste paysanne »; il fut suivi de plusieurs autres mesures, dont la dernière de caractère général, adoptée par les deux chambres l'automne dernier. Si la guerre et la révolution, avaient permis l'élaboration complète et l'application de ces mesures, la caste eût vécu et aussi la commune fermée, remplacée par une commune territoriale qui aurait compris tous les habitants et réparti les charges entre eux.

En même temps qu'il tentait de porter remède à un des vices fondamentaux de l'organisation de 1861, le gouvernement s'effor-

çait de lutter contre l'idée d'expropriation forcée en cherchant d'autre manière à élargir le domaine paysan et à le dégorger. Cela à l'aide : 1°. de la « transplantation » (pereselenïé) bien entendu volontaire, de nombreux paysans dans les espaces à peu près illimités de l'Est européen (province d'Oufa et d'Orenbourg sur le versant ouest de l'Oural) et surtout de la Sibérie. — 2° des opérations de la Banque paysanne.

La « transplantation » souffrit tout de suite, dans l'exécution, des défauts inhérents à toute entreprise de la lamentable administration de l'autocratie : manque de plan et de préparation, désordre dans le détail, coût exagéré. Toutefois elle a rendu, et aurait continué à rendre des services sérieux : de 1907 à 1914 elle soulageait le trop plein de certaines agglomérations de plus de 100 000 chefs de famille par an. Si elle avait porté exclusivement sur les « tertiaires » dont il a été question plus haut, une quinzaine d'années auraient suffi pour racheter ce vieux péché de l'Etat.

Encore mieux conçues en théorie, les opérations de la « Banque paysanne » ont donné dans la pratique des résultats encore plus insuffisants. L'idée était celle-ci : la Banque, fortement subventionnée par l'Etat, devait servir d'intermédiaire entre le paysan acheteur et le *barine* vendeur, en payant celui-ci en obligations garanties par l'Etat et en récupérant son avance par annuités versées par l'acheteur, qui bénéficiait d'un écart d'intérêt de 1 pour 100. Cette opération très simple, mais où le « petit bénéfice » chéri du « tchinovnik » était mis en péril de ce fait que l'acheteur paysan et le barine vendeur pouvaient trop facilement connaître le prix *réel* que l'un payait et que l'autre touchait, devint bientôt l'exception, tandis que l'opération courante fut la suivante : sous prétexte de constituer un *fonds*, — qui au lieu de servir aux « forts » de Stolypine pourrait servir tous les Jean-sans-terre de toute provenance et au besoin servir la vieille marotte bureaucratique de *russification* des pays allogènes en y transplantant des sans-terre grands-russiens, — la Banque se mit à acheter, sur une très vaste échelle, des domaines entiers qui, bien entendu, devaient lui rester longtemps sur les bras, donnaient lieu à des frais d'administration (anse du panier), mais surtout à un *boni* parfois scandaleux entre le prix vraiment payé par la Banque et celui vraiment touché par le vendeur.

Au début de la guerre, la Banque disposait ainsi de plus de deux millions d'hectares non encore morcelés et revendus, sans compter les deux autres millions que Nicolas II avait donné ordre de vendre à la Banque sur la masse des apanages, avec un rabais réellement considérable.

V

Passons à une autre cause, irrémédiable tant qu'elle durera, de la crise agraire russe et risquons un axiome : il y a des limites aux capacités de l'homme; il n'y en a pas (même dans la haute politique) à son incapacité. Un moujik ne peut pas, sans acheter de denrées, — à l'aide des gains (salaires ou autres) qu'il peut, ou ne peut pas, ou ne veut pas faire à côté, — nourrir sa famille sur un demi-hectare. Mais il peut très bien crever la faim sur dix ou vingt hectares. Sous cet aspect le moujik russe jusqu'aux tout derniers temps méritait d'être considéré comme un spécialiste.

Un volume, souvent humoristique, suffirait à peine à dépeindre ses procédés de culture courants. Voici deux exemples :

La célèbre « terre noire », profonde généralement de $0^{m},50$ à 4 mètres, est lourde, compacte, exposée à la sécheresse; elle demande donc à être bien et profondément ameublie. Les « barines » quelque peu soigneux emploient la grande charrue type Sack à six bœufs ou chevaux, comme en Nivernais. On connaît la photographie de Tolstoï, l'illustre comte-moujik, derrière son petit bidet blanc de $1^{m},35$, qui ne flaire l'avoine que quand il la rentre, l'un tirant, l'autre poussant, une pauvre araire en bois qui, lorsque la terre est humide, la retourne à 5-7 centimètres de profondeur, lorsqu'elle est sèche, la raie à peine. Mais celui-là, c'est un progressiste. Voici, au dire de M. Ermolov, l'ancien ministre de l'agriculture déjà cité, la méthode courante de culture paysanne des céréales dans la province de Riazan et quelques autres voisines, à peu près la superficie de l'Italie. Le moujick a rentré son seigle. A l'automne, il laboure, comme il a été dit. Au printemps, pour profiter de l'humidité hivernale, il sème par-dessus ce labour de l'avoine ou de l'orge, recouvre avec sa bonne herse à dents de chêne reliées par des tortilles d'osier. Il a rentré son avoine. Tout le bétail, les moutons, les chevaux pâturent jusqu'à l'été suivant et tassent un asphalte à rendre jalouse la place de l'Opéra. Alors Ivan se signe, sème son seigle sur cet asphalte, herse éperduement jusqu'à ce que la poussière ait recouvert la semence, et il passe la main... au Bon Dieu. Si le Bon Dieu se montre clément, s'il envoie en temps voulu la bonne pluie, le grain germe, le germe vrille dans l'asphalte, et cet asphalte est tellement généreux, qu'il rend tout de même 10 pour 1. Et si le Bon Dieu préfère rappeler sévèrement à Ivan : « Aide-toi, le Ciel t'aidera », il ne récolte rien de rien, il tend la main, la presse et le parlement s'émeuvent; on dépense (en 1906) 190 millions de roubles pour nourrir huit provinces, — périodi-

quement. Cependant, le *barine* à côté, s'il a proprement labouré, fait encore une demi-récolte et se rattrape un peu sur les prix.

Malgré que le nombre de barines qui font de la culture raisonnable soit très inférieur à ce qu'il est dans l'ouest polonais ou baltique, le rendement moyen en céréales des terres paysannes en Russie est de 40 pour 100 inférieur à celui des terres de « pomiechtchik ». Le paysan en terre noire ne fume jamais sa jachère. Il prétend que le fumier « brûle » le blé. De la façon qu'il l'enterre et l'épand, cela est possible. Il le brûle, le laisse se consumer ou le cède gratis au barine voisin, qui, par pitié, consent à l'en débarrasser.

Il n'en va pas mieux dans les contrées non « noires » de la Russie d'Europe, où la culture ne peut se passer d'engrais de ferme. Le bétail, au lieu d'être un élément de revenu égal ou supérieur à la production des céréales, ne compte que pour la production du fumier. Exemple : dans un domaine que je connais très bien, en dehors de nombreuses fermes louées à bail à la française, le faire valoir direct de l'ancien seigneur s'étend sur 1600 hectares de champs, prés et pâturages naturels. En sus des attelages, d'une bouverie de 60 à 100 têtes, du croît, d'un haras nombreux, il y a 330 vaches laitières, dont 90 consacrées à l'entretien du personnel, et 240 livrent à la laiterie à peu près 300 000 litres de lait par an, avec réserve du lait écrémé pour les veaux, les poulains et la porcherie.

A côté les anciens serfs du domaine (à peu près 480 familles), sur quelque 5000 hectares de terres, prés et pâturages de même qualité, avec très peu d'élevage, entretenaient, au jour de la première réquisition de 1914, *1860 vaches*, et n'ont jamais vendu ni un pot de lait, ni une motte de beurre, de ci, de là, un peu de caillé. Les traites suffisent à peine à blanchir les soupes de la famille et à nourrir les enfants. Pourquoi? Parce que le paysan n'a pas encore compris que quatre vaches bien soignées et nourries donnent plus de lait et de fumier que six jamais pansées, affamées, tenues en hiver dans des abris, où le fumier ne dégèle pas, puis entassées sur des pâturages où elles piétinent plus qu'elles ne broutent; ici nous avons la rivalité que fait naître le pacage commun, illimité. Enchérissant l'un sur l'autre, mes voisins paysans, sur des espaces diminués par la suppression graduelle des jachères, sortent deux fois et demi plus de têtes qu'il y a quarante ans. Le printemps débute par une cérémonie particulière : dans moitié des étables, la famille réunie soulève les bêtes par la queue, elles n'ont pas la force de se dresser sur leurs jambes.

Ainsi du reste.

Enfin mentionnons l'ivrognerie, la grande plaie nationale jus-

qu'à la guerre; elle est connue de la province française aussi, et tout a été dit à ce sujet.

Ici encore, la guerre et la révolution ont surpris la Russie en gestation de progrès. Jusqu'en 1892, on peut dire que (sauf toujours l'ouest polonais, baltique ou finlandais) la Russie entière ignorait que l'agriculture pût être autre chose qu'une fonction naturelle s'accomplissant d'elle-même comme la digestion : on sème quelque chose sur un terrain quelconque et l'on attend; l'effort véritable, très intense, il est vrai, grâce à la brièveté de la bonne saison, c'est la récolte. Le premier, Alexis Sergeievitch Ermolov, joignant à son titre de ministre des domaines celui de ministre de l'agriculture, apprit à la Russie qu'il existait une profession, une science et un art agricoles. Mais, soupçonné par ses collègues de troubler la quiétude antique et de « saper les bases », il était réduit à des crédits ridiculement restreints, et dut se borner, en somme, à des travaux de statistique d'ailleurs précieux.

Ayant occupé le poste en 1907, Alexandre Vasilievitch Krivocheine, personnellement très estimé de Nicolas II jusqu'à ce que Raspoutine le fit sauter fin 1915, sut donner à son administration, grâce à des crédits plus que décuplés et à un zèle intelligent, une extension et une efficacité considérables. Les procédés, à peu près partout les mêmes, peuvent se deviner. Comme résultat, en 1914, toute la Russie possédait déjà, disséminées partout, en nombre relativement insuffisant, mais considérable absolument, des exploitations seigneuriales ou paysannes, parmi les *freeholders* de formation récente, où le progrès agricole constant et régulier était devenu l'idée directrice, qui faisaient tache d'huile autour d'elles d'autant plus facilement que le sommeil enchanté où le peuple russe se berçait depuis mille ans avait été vigoureusement secoué par la répétition générale révolutionnaire de 1905-1906.

Même progrès interrompu pour l'ivrognerie. La suppression absolue de la vente de l'alcool, le chant du cygne de Nicolas II, avait produit des effets économiques considérables. Le paysan et l'ouvrier avaient vu croître leur bien-être et, grâce à la hausse prodigieuse des salaires et prix, leurs ressources pécuniaires augmenter tellement qu'il y eut là, dans les derniers temps, une cause bizarre d'exaspération des masses. Depuis dix siècles bien plus soucieux de jouissance immédiate que d'épargne, le moujik et l'ouvrier avaient les poches bourrées d'argent — et pas d'emploi : pas de vodka, défendue et, la guerre ayant bientôt épuisé les stocks d'objets fabriqués, pas d'achats possibles. De l'argent impuissant et stérile : il devait y avoir du sortilège, de la « force impure », là-dessous. Notons qu'à en croire les derniers journaux russes, depuis la révolution des districts entiers s'enivrent déjà d'une

ignoble bouillie de seigle fermentée (cela donne encore 16° d'alcool pur), en attendant la fabrication des petits alambics qui transformeront la bouillie en *vodka*.

N'oublions pas enfin que l'agriculture russe, la grande aussi bien que la petite, souffre encore de ce fait que le pays n'est pas suffisamment industrialisé ; par suite, 80 pour 100 de la population sont adonnés exclusivement à l'agriculture. C'est un lieu commun économique que là où presque tout le monde produit des denrées alimentaires ou des matières premières assimilées, leur production ne saurait être véritablement rémunératrice ; l'exportation à l'étranger ne peut suppléer à la consommation intérieure parce que, grâce à l'immensité du territoire et à la pénurie des voies de communication, la marchandise arrive sur le marché grevée de frais trop lourds. Cet inconvénient aussi allait s'atténuant, ainsi que le démontre l'accroissement énorme, depuis une quinzaine d'années, de la population ouvrière dans les grandes villes russes. Le « grand soir » projeté, ainsi que nous le verrons, est, au contraire, destiné à l'aggraver.

Telles étaient les causes principales du mal agraire russe. Comme on le voit, au cours des dernières dix années, le gouvernement tsariste les avaient presque toutes attaquées, et il est au moins possible, sinon certain, que l'ensemble des mesures adoptées aurait à la longue donné à toute la vie paysanne russe une configuration analogue à celle des autres grands pays européens, où le « grand soir » agraire existe dans les cerveaux des théoriciens, mais n'obsède pas celui des paysans.

N'est-ce pas le cas de rappeler la malédiction célèbre de Joseph de Maistre : « Malheur aux mauvais gouvernements ! Trois fois malheur à eux quand ils veulent s'amender ! »

VI

Après avoir exposé les causes principales du mal, voyons le remède, plutôt l'orviétan projeté aujourd'hui. Il est simple, toujours du même ordre, depuis Rurick. Le mal est là, on le constate, on le supporte pendant des générations, il grandit, grandit, on répète *nitchevo*. Un beau jour, on en a assez. Alors un ministre Ivanov, ou les citoyens délégués, ou Ivan lui-même, prennent leur bonne hache et tranchent le nœud, quel qu'il soit, et au besoin le membre noué avec.

Examinons, dans la mesure où le permettent les données actuelles, le coup de hache levé sur la propriété froncière en Russie.

Comme on le sait, le principe général de l'expropriation des propriétés seigneuriales, d'église, des apanages, et leur distribution

aux paysans selon ce que décrètera la future Constituante, a été proclamé par le gouvernement provisoire aussitôt qu'il fut installé, dans les vingt-quatre heures. Ainsi la Constituante se trouvera en face d'un principe préalablement posé qu'il ne lui viendra pas à l'idée de contester, grâce à sa composition, que l'on peut prédire. La nouvelle loi électorale, pour cette Constituante, est aussi bien que promulguée puisqu'elle vient d'être appliquée à l'élection de tous les conseils municipaux, subitement dissous. Celui de Pétrograd, déjà élu, a, bien entendu, donné une majorité socialiste-révolutionnaire écrasante. Avec le suffrage universel dès l'âge de vingt ans — abaissé à l'avenir à dix-huit ans, pour les deux sexes, sans même aucune condition de domicile, avec parmi les hommes de 50 à 98 pour 100 d'illettrés selon les pays — et pour les femmes nulle part moins de 90 pour 100, on peut d'avance prédire que dans cette Chambre les « messieurs » seront totalement absents. Les villes donneront, comme vient de faire Pétrograd, des révolutionnaires — socialistes — communistes, etc..., soit 20 pour 100 de l'Assemblée qui voteront au profit des paysans, toutes les « nationalisations » possibles, pour en obtenir la nationalisation des usines, banques, capitaux, immeubles urbains dont il est déjà largement question; les campagnes fourniront 80 pour 100 de moujiks, y compris un certain nombre de nomades de l'Est. Les élections aux Doumas précédentes, où l'on votait encore par curies ou castes, n'ont pas fourni d'exemple de moujiks votant pour des députés non paysans, si ce n'est à titre d'échange[1].

Une assemblée pareille serait-elle en état d'élaborer un projet à elle? Evidemment non; elle acceptera en bloc ce que lui proposera le « gouvernement » probablement de plus en plus épuré et dominé par les organisations révolutionnaires, avec quelques amendements dus aux « sublimes » qu'elle contiendra dans son sein. Que seront ces projets? On peut le prévoir grâce aux répétitions générales de la révolution et de la liquidation agraire, qui se sont jouées en 1905-1906.

Toutes les variantes peuvent se ramener à deux types, abondamment discutés à cette époque, si bien que l'on est en mesure dès à présent d'exposer et de critiquer leur contexture et presque leurs détails. Ce sont les projets du parti K. D. (Constitutionnels-

[1] Cette hypothèse est naturellement basée sur la supposition que les députés proclamés élus seront ceux-là mêmes pour lesquels aura voté, ou cru voter, la majorité des électeurs et électrices (qui ne seront pas moins de 60 millions). Les « surprises du scrutin » sont d'autant plus faciles que la « matière électorale » est plus abondante et plus fruste, et, après le bouleversement actuel, la Russie reste plus que jamais « le pays de toutes les possibilités ».

Démocrates, leader Milioukov) et celui des « travaillistes » (leader Kerenski).

Le projet K. D.[1] paraissait s'inspirer, tout en le renforçant dans le sens radical, de la réforme agraire anglaise en Irlande. Partant de cette constatation, que nombre de propriétés privées ont des dimensions exagérées et bien des « lots » paysans une étendue trop exiguë, il projetait de compenser ces deux défauts l'un par l'autre, en réduisant les premières à un maximum de 500 désiatimes (532 hectares) pour faire de l'excédent un fonds national qui aurait permis d'y dégorger les communes trop pauvres en terre. Le projet laissait naturellement intact le *mir* et sa propriété communautaire et, s'il comportait la transplantation des familles trop parcimonieusement loties et la répartition de leurs lots entre les restants, il augmentait l'étendue possédée par de très nombreux moujiks, sans diminuer celle d'aucun. Les « pomiechtchik » devaient, en principe, être indemnisés. Une phrase célèbre du député cadet Herzenstein, le spécialiste du parti, bientôt assassiné par la « bande noire », faisait pressentir la nature vraie de cette indemnité : « Tant que l'Etat dispose de planches à graver, la question d'indemnité n'offre pas de difficultés. »

L'état de fait sur lequel reposait ce projet était indéniable, et, au point de vue des intérêts généraux de l'Etat et de la richesse nationale, il était plus nuisible peut-être que la pénurie de terres paysannes dans certaines régions, à laquelle, je l'ai dit, il eût été possible de remédier sans atteinte au principe de la propriété privée. Pour ne parler que de quelques propriétaires particulièrement en vue, voici Mme P..., qui, il y a quelques années, possédait *entre autres*, sur les confins des provinces de Viatka, Perm et Arkangelsk, 800 000 hectares de forêts. Dans les mêmes régions et sur l'Oural, le comte S... et le prince G... près ou plus d'un million chacun. M. B..., dans des contrées infiniment plus peuplées, 110 000 hectares par ci et 160 000 hectares par là. Le prince T..., dans une dizaine de provinces à population plutôt dense, 400 000 hectares et, dans l'un de ses domaines, un haras de 1000 poulinières. J'abrège la liste. J'ose dire que pas un de ces nababs agraires, à l'aide bien entendu de régiments d'intendants, régisseurs, employés, surveillants, qui auraient fourni peu de candidats au prix Montyon, n'a jamais eu comme revenu net plus d'un pour 100 de la valeur vénale de ses domaines.

Les graves inconvénients, pour la nation dans son ensemble, d'une pareille distribution de la propriété foncière sautent aux yeux.

[1] Je dois avertir le lecteur que n'ayant pas de documents sous la main, je m'en rapporte, pour les chiffres, à mes souvenirs des grandes discussions de 1906 à 1910. J'espère que l'écart possible sera sans importance.

L'Angleterre en souffre aussi, s'efforce d'y remédier et y réussira parce que, patiemment et progressivement, elle s'applique à défaire le nœud au lieu de le trancher à la russe.

Ce projet des Cadets soulevait dès lors les irréfutables objections suivantes :

Le maximum uniforme de 500 désiatines adopté pour tout l'empire était presque puéril : 532 hectares de terre noire dans les provinces, déjà déboisées, de Koursk ou de Podolie, peuvent facilement fournir 480 hectares de champs labourés et produire dans une bonne année moyenne, 6000 quintaux de céréales. Une propriété de la même étendue dans les provinces froides et humides du nord de Moscou (par exemple Tver, Pskov, Novgorod, Pétersbourg) ne mériterait pas qu'un homme instruit et actif lui consacrât son travail. Que faire sur un espace ainsi réduit, des habitations, bâtiments d'exploitation, etc..., érigés pour un cadre beaucoup plus vaste ? Pour y remédier, le maximum projeté aurait dû être au moins quintuplé dans la terre noire, décuplé ailleurs. Surtout, dans ce pays de radicalisme incurable (dans le sens conservateur aussi bien que dans l'opposé) l'on aurait ébranlé jusqu'au fondement le principe de la propriété foncière privée, pour n'apporter au mal (nous le verrons tout à l'heure) qu'un palliatif éphémère.

Ce projet, dont les partisans, dès les premiers jours de la révolution, consentaient à réduire le maximum de 500 désiatines[1] à 125 paraît déjà rentré dans les limbes des pieux désirs.

En effet, au récent congrès du parti K. D. (fin mai de cette année), le parti a adopté, non un projet définitif, mais un « programme élargi » dont les lignes principales, d'après le rapporteur M. Tcherenko et la discussion qui suivit, malgré les critiques des sommités du parti (Maklakov, Troubetskoï, Roditchev) seraient

[1] Je rejette en note, pour ne pas interrompre mon exposition, une observation générale. Tout ce que je dis ne s'applique qu'aux terres dites « utiles », champs de labour, prés, pâturages naturels. Quant aux forêts, qui n'existent presque plus dans la *terre noire* et, dans la partie non « noire » de la Russie d'Europe, couvrent des espaces énormes, leur conservation dans ce pays, où le chauffage est une condition d'existence plus absolue même que la nourriture, où la houille est rare, la pierre à bâtir aussi, on ne les a jamais considérées comme matière à partage. Actuellement il serait question, selon les goûts, soit de confisquer sans indemnité, soit d'exproprier sur estimation toutes les forêts privées dont l'ensemble n'est pas, comme espace, inférieur à celui des terres « utiles ». Reconnaissant le gaspillage progressif, depuis un demi-siècle, de cette richesse indispensable, un très grand nombre de pomiechtchik, peut-être la majorité, accepteraient le moyen intermédiaire suivant : soumission de toutes les forêts privées à l'administration forestière domaniale, avec aménagement obligatoire en coupes réglées et assurées par cette administration, mais au profit du propriétaire.

les suivantes : Toute propriété foncière supérieure à une « norme de travail » non définie encore (probablement moins de dix hectares) serait sujette à expropriation au profit des agriculteurs sans terre ou insuffisamment lotis. Les forêts, mines, eaux, au profit de l'Etat. Indemnité, mais non d'après la valeur vénale ou locative : d'après une « estimation équitable (???) ». On laisse ouvertes les questions de la forme de tenure des lots, propriété individuelle ou collective, perpétuelle ou temporaire. On réserve aussi la question des terres cosaques, celle des paysans sortis de l'indivision en vertu de la loi Stolypine ; on agira avec eux selon qu'au moment décisif ils paraîtront plus ou moins redoutables. Tout le programme est lardé de réticences de ce genre.

En l'opposant aux programmes des divers partis socialistes, l'organe du parti K. D., la *Rietch*, prévoit que ces derniers « en poursuivant la chimère de l'égalité absolue » ramèneraient la Russie à la barbarie. « La division du travail, exigée par la vie moderne, serait écartée. Les villes, les usines, des millions d'ouvriers sans pain. Le paysan lui-même, condamné à la « norme alimentaire » et menacé de répartitions ultérieures de la terre, serait voué à une triste existence de demi-indigence. » On ne saurait mieux dire, ainsi qu'on verra plus bas. Mais, si l'on songe que la même *Rietch* s'applaudit en même temps de voir réalisé, grâce à ce projet, l'idéal de la démocratie russe, c'est-à-dire « la disparition de la grande et moyenne propriété », on se demande vainement en quoi ce projet offre les moindres garanties contre tous ces dangers, attribués au projet concurrent qui, de toute évidence, serait, à bref délai, un successeur ? Ce projet K. D. que le prince Eugène Troubetzkoï a carrément traité de « démagogie de la peur » est évidemment destiné à s'élargir ou se retrécir, selon le degré de frayeur que l'on éprouvera au moment décisif.

Etant donné ce que nous avons dit de la composition de la future Constituante, le vrai thème sur lequel elle délibérera sera, peut-être avec des variantes de détail, le projet élaboré à la première Douma par le parti des *travaillistes* qui formait alors les deux cinquièmes de la Chambre. Très réduit à la quatrième Douma, il avait pour président M. Kerenski.

Le système se recommande par une grande apparence de justice superficielle et une extrême simplicité, au point que quelques mots suffisent pour l'exposer. Toute la terre « utile » russe, quel que soit son propriétaire actuel, est versée dans un fonds commun accessible à tout Russe désireux de se livrer à l'agriculture personnellement et de ses propres mains. Ce fonds sera réparti entre les ayants-droit « proportionnellement aux facultés de travail de

chacun ». (De là la dénomination de « travaillistes » ou *troudoviki*). Qu'est-ce que la faculté de travail ? Les auteurs du système ne proposent pas de décréter simultanément que tous les Russes seront également forts, intelligents et laborieux, ce qui serait non moins juste, simple et, ainsi qu'on le verra, réalisable. La faculté de travail sera donc établie d'après le nombre de bras dont dispose le chef de famille. Originairement, et aujourd'hui de nouveau pour la majorité des faiseurs de projets, la « nationalisation » projetée ne comporterait aucune indemnité pour personne. Plus généreux que les congrès de soldats ou d'ouvriers, certains congrès de paysans récents ont parlé d'indemnité. Cela fait plus d'honneur à leur droiture qu'à leur compétence financière. Ces indemnités ne pourront consister qu'en obligations qui ne pourront pas être gagées, le fonds national et toutes ses parties étant forcément inaliénables, et si l'on songe à ce que deviendra probablement, grâce justement au « grand soir », le crédit public, on trouvera la consolation plutôt mince.

Ce projet, conçu et exposé comme dessus, est matériellement irréalisable. L'un des ministres actuels (M. Konovalov, je crois) aurait reconnu que l'opération réclamera dix années de temps. Il se trompe, elle réclamera l'éternité.

De toute évidence il y aurait au moins trois opérations distinctes : mensuration et relevé sur plans de tout le fonds terrien national, bien entendu au point de vue quantitatif et qualificatif, pour éviter d'odieuses injustices ; statistiques de tous les ayants-droits avec estimation des « facultés de travail » de chacun ; enfin répartition entre 22 millions au moins d'ayants-droit. Dès 1906, il était reconnu que tout ce travail, réparti sur dix ans, pour près de 200 millions d'hectares de « fonds national » de ce côté-ci de l'Oural, en tenant compte de ce que, le sol étant gelé et couvert de neige pendant trois à six mois de l'année, on ne saurait tabler sur plus de 200 journées ouvrières par an au plus, exigerait une armée stable d'au moins 200 000 géomètres, répartiteurs, commissaires aux réclamations, etc... Mais au bout de dix ans voici ce qui arriverait : la population russe, que le malthusianisme n'est pas encore près d'infecter, s'augmente, au dire de Mendeleïev, de 1/6 pour 100 au bas mot, chaque année, et spécialement la population rurale de 1,9. Donc en dix ans, même sans tenir compte du reflux inévitable des villes sur les campagnes (nous dirons pourquoi), les 22 millions de chefs de famille seront augmentés de 4 millions et demi, qu'il faudra lotir à leur tour, en reprenant sur le fonds national à peine distribué un bon cinquième à chaque usager. Entre temps les *facultés de travail*, grâce à l'augmentation et à la diminution des familles de chaque partici-

pant, se modifiant inlassablement, si le principe n'est pas un simple attrape-nigauds, la terre russe et ses dizaines de millions de « lots » feront l'effet d'un vermicelle bouillonnant dans une immense marmite. Combien de gens se résoudront, non plus à planter ou à bâtir, mais même à fumer les champs?

Toutefois que le lecteur se garde d'imiter le brave général qui, ayant appris que M. le Maire n'avait pas tiré le canon parce qu'il n'avait pas de canon, se refusa à écouter les trente-et-une autres raisons qui s'y opposaient. Non : de ce qu'une mesure vraiment révolutionnaire n'est pas réalisable, il ne suit nullement qu'elle ne sera pas réalisée. Au contraire, elle le sera... autrement. Toutes les révolutions politiques, sociales, économiques ont eu, et auront toujours, la pudeur de viser à des *reconstructions*; dans toute opération de ce genre, il y a deux phases : la destructive et la constructive. Si la seconde est problématique et ardue, la première est relativement aisée, s'accommode d'une grande variété de moyens et, souvent, dépasse le but visé : on met le feu à un immeuble, et l'on en détruit dix. Cela est surtout vrai lorsque (c'est presque toujours le cas) la reconstruction n'est que le prétexte et la destruction le but véritable.

Il en sera de même pour la réforme agraire russe : de ces deux opérations, dépossession des barines, partage entre les paysans, la première s'accomplira avec d'autant plus d'aisance qu'en face des 22 millions de demandeurs, il y aura (chiffre de 1906) 130 000 défendeurs, propriétaires de domaines dits nobles, soit un contre 170. Dans ces conditions, Léonidas lui-même eût capitulé. Et le partage? Il s'opérera par tous les moyens très divers que peut fournir l'anarchie. Plus probablement, une fois atteint le but véritable, c'est-à-dire la spoliation des riches, en jetant par-dessus bord le prétexte, soit l'égalité de partage véritable pour toute la Russie, l'opération s'accomplirait le plus aisément du monde, même sans intervention du géomètre, que le *mir* ne consultait pas lors des répartitions périodiques. Ivan *fara da se.*

VII

Laissons de côté le prétendu « droit à la terre » comme *instrument de travail* de tout candidat à l'agriculture, — qui entraînerait la concession gratuite d'une épicerie, d'une forge, d'un atelier photographique..., à quiconque voudrait exercer les professions correspondantes, — et voyons les conséquences prochaines de cette grande liquidation foncière. Toutes ont été envisagées dès la « répétition générale » de 1906. Je ne m'arrêterai qu'à celles que l'on peut considérer comme certaines, en expliquant brièvement

celles que feront naître les conditions spéciales à la Russie, en énumérant simplement celles qui découlent d'une manière inéluctable des lois économiques et agricoles communes à tous les pays de l'univers.

Ce sera d'abord, tout au moins pendant les dix années, plutôt plus, que l'on assigne d'avance à l'accomplissement pratique de la réforme, le *bellum omnium contra omnes* dans toute sa beauté. On n'est plus en 1861 où, entre les pomiechtchik d'un côté, la masse grise des moujiks, tous pareils, tous en communauté dans le *mir*, de l'autre, il n'y avait rien. En 1861, la « terre paysanne » et la « terre noble » se balançaient à peu près, avec un léger avantage pour la seconde, de 60 à 70 millions de désiatines de chaque côté. En dehors de toute mesure radicale, par le seul jeu des lois économiques (absentéïsme des barines, prodigalité, hausse constante du prix de la terre), vers 1906, plus de la moitié de la terre noble, qui avait sensiblement augmenté du fait de la mise en valeur (souvent aux dépens de l'Etat et avec l'aide habituelle des diverses formes de concussion ou collusion) des immenses steppes de terre noire du sud et sud-est, était déjà passée aux mains des paysans : il n'en restait plus que 35 millions de désiatines contre plus de 100 millions de terre paysanne Actuellement la proportion paraît être de 110 millions à 30. Or, si la majorité de ces terres nobles ont été acquises par des communautés paysannes entières qui les ont jointes à leur domaine ancien et réparties à leur façon, une partie très notable a été acquise à titre *individuel* par des moujiks qui s'en sont fait de petits domaines de dimensions variables, parfois au-delà de 100 désiatines, sans cesser d'être moujiks jusqu'à la moelle. D'autre part, depuis la loi de 1906 mentionnée plus haut, les paysans sortis de la communauté et de l'égalité se chiffrent par millions. Dès 1909, M. Lykochine, adjoint de Stolypine, se glorifiait de plus de 2 millions. De 1909 à 1914, le chiffre a dû au moins doubler. Presque tous étant des « forts », ont arrondi leurs propriétés aux dépens des « faibles » ou des pomiechtchik.

Et nous avons les cosaques. Ce sont les aristocrates de la classe agricole. Dans tout l'Est et le Sud-Est, en retour de l'obligation de fournir toujours à l'Etat, au premier appel, un guerrier monté sur son cheval, ils ont aux siècles passés obtenu de l'Etat des espaces énormes; ils en ont imprudemment cédé une partie à des colons moujiks, se sont partagé le reste à leur gré, en lots de dimensions variables (certains sont de petits hobereaux) en tous cas très supérieurs à ce que leur laisserait la « capacité de travail ». Là git probablement le secret du conservatisme qu'ils manifestent actuellement.

Et nous avons les trois provinces baltiques et la province lithuanienne de Kovno où les barons baltes ici, les seigneurs polonais là, ont, dès le commencement du dix-neuvième siècle, constitué à leurs serfs d'alors de gentilles fermes isolées, généralement de 20 à 35 hectares, où ils mènent une vie de cocagne. Additionnez le tout, vous trouverez de 4 à 5 millions de familles que le « grand soir » annoncé n'enrichirait pas, qu'il dépouillerait des deux tiers, ou davantage, de leur patrimoine. Or s'il est certain que les 130 000 pomiechtchik se laisseront dépouiller avec autant de résignation qu'en montrèrent leurs confrères français de 1793 pour monter à l'échafaud, ces millions de petits propriétaires qui ont gardé l'âme paysanne ne se laisseront probablement pas « nationaliser » avant que la faux, la fourche, la hache et le fléau aient dit leur dernier mot. Peut-être les laissera-t-on tranquilles? Du double programme « dépouillement des riches et enrichissement des pauvres », la première partie ayant été remplie, la seconde pourra attendre. Depuis cent trente ans que ce jeu se joue en des pays divers, il y a eu des exemples.

Autre chose. De province à province. et même de « volost » (commune) à volost, la proportion entre la terre paysanne et la terre seigneuriale varie énormément; dans bien des communes où les propriétaires ont depuis longtemps tout vendu, il n'y a plus rien à prendre. La conception du « fonds national » et de la répartition idéale à travers toute la Russie est une idée de songe-creux que l'on put, en 1906, faire accepter des « sublimes » paysans députés à la Douma. Mais le moujik du crû ne l'entend pas ainsi. Pour lui son *mir* et le domaine seigneurial dont son père fut serf sont un monde fermé à tout intrus. Dans le domaine dont j'ai parlé plus haut, en 1906, le châtelain, au cours d'une conversation (parfaitement amicale) avec ses anciens serfs, leur expliquait le mécanisme du projet « travailliste » par rapport à la *volost* voisine, domaine de l'Etat où toute la « terre utile » ayant été, dès 1840 répartie entre les paysans moyennant rachat, ceux-ci s'étaient multipliés au point de n'avoir plus que 3 désiatines par feu, alors que ceux du domaine en avaient encore plus de 10; il en résulterait que toute la « terre utile » du domaine suffirait tout juste à porter au niveau commun les lots de ces voisins, tandis que pour ses interlocuteurs il n'y aurait rien; on lui répondit sur un ton de résolution froide : « Petit seigneur, on nous a parlé de cela, mais cela n'arrivera pas. Dans ce domaine-ci, vous et nous, nos pères et arrière-grands-pères, avons vécu et travaillé ensemble, c'est affaire entre vous et nous. Tant que vous êtes propriétaire, vous profitez des récoltes, mais nous avons notre part, parce que vous nous distribuez tous les ans en salaires

de journaliers de quoi couvrir une bonne part de notre dépense en argent. Si les gens de B...y prenaient votre terre, nous perdrions et l'espoir de l'avoir, et les salaires; ce serait trop injuste, et s'ils mettent les pieds à L..y, ils n'en sortiront pas vivants. »

C'est une idée invétérée dans presque tous les grands domaines. Le gouvernement tsariste, s'il s'était chargé du « grand soir » — pourquoi pas? l'outrance du socialisme et l'outrance du despotisme vont fort bien ensemble — aurait pu réfréner ces prétentions parce que le gouvernement du « Petit Père » appliquait au besoin les moyens paternels, depuis la fessée collective de la main des cosaques jusqu'au gibet. Mais aujourd'hui que tout cela est remplacé par des discours — *vibrants*, croyons-le, tout ce qu'il y a de plus vibrant, — mais plutôt inefficaces, il est probable que de ce fait il surgira, dans des dizaines de milliers de *mirs* et de domaines, autant d'Athènes et de Lacédémones.

Autre résultat spécial à la Russie. Une de ses particularités les plus fâcheuses — je parle de la Russie propre, à l'exclusion des allogènes d'Occident — est que, par-dessus l'immense masse grise à peu près illettrée, des moujiks et ouvriers, la couche sociale quelque peu cultivée est excessivement mince. L'on peut dire que son noyau même, ce sont ces 130 000 familles de pomiechtchiks dont émanent principalement, ou autour desquels gravitent et s'agglomèrent fonctionnaires, professeurs, hommes de professions libérales, industriels, officiers, etc. Cette classe presque subitement déracinée ou dispersée, toute la masse « grise » retomberait à l'état primitif, — dont elle n'est pas éloignée d'ailleurs. A vrai dire mon cœur de vieux cultivateur ne s'attendrit pas outre mesure sur le sort de cette caste de pomiechtchiks « tchinovisés » dont la plupart ont déserté leur poste et l'existence monotone, mais si noble, que la Providence leur avait assignée. Cependant il y a lieu de craindre que, même au point de vue moral et intellectuel, en Russie comme en d'autres contrées les « nouvelles couches » qui les remplaceront ne fassent regretter les anciennes.

Passons aux conséquences d'ordre général et mentionnons :

L'énorme diminution de la production agricole dans son ensemble que produiront infailliblement les constants remaniements dans la possession du sol, l'absence des foyers de culture progressive, l'élimination du capital comme facteur de production, celle de la machinerie agricole, etc. Or, le supplément du *Temps*, de juin 1917 (page 2), nous apprend que sur une exportation totale, dernièrement, de 1357 millions de roubles, les produits agricoles, animaux et lin compris, entraient pour 925 millions et que l'excédent de l'exportation sur l'importation n'était,

en chiffres ronds, que de 200 millions par an, à peine de quoi maintenir tant bien que mal le cours du rouble.

Ainsi revenue aux temps primitifs, cette population de plus de 100 millions ne consommera plus que ce qu'elle produira. Elle reviendra facilement à 1861, alors que le serf ne portait que des vêtements tissés de son lin et de sa laine et cousus par ses femmes, qu'ils ne dépensait d'argent que pour son soc d'araire et sa vodka. Et s'il persiste à ne pas boire de vodka, à quoi bon l'argent? — Les forces vives de quelque 160 millions d'hommes sur 180 enchaînées à une tâche unique, suffisante pour les empêcher de s'adonner à une autre, insuffisante à utiliser leur énergie productrice, capable, tout juste, d'assurer leur alimentation, jamais leur bien-être.

Le prince E. Troubetzkoï vient de très bien marquer le reflux inévitable, mentionné plus haut, de moitié de la population ouvrière, qui a relâché plutôt que rompu ses attaches villageoises, sur la terre, diminuant encore l'appoint mesquin (d'un quart au plus, 30 millions d'hectares contre 110) qu'on jette aux appétits paysans. Alors, privée à la fois de moitié de ses bras et de la masse de ses consommateurs, que deviendra l'industrie? Et que deviendront les finances publiques, grevées de 30 milliards de roubles de dettes nouvelles (au moins), privées des 600 millions nets que donnait la vodka, dans un pays où 80 pour 100 de la population n'achèteront ou vendront, ne transporteront rien, ne gagneront pas de salaires (leur « capacité de travail » devant être épuisée par leur terre même, et personne pour louer les bras); où l'impôt foncier lui-même sera irrécouvrable; où personne ne pourra acheter le « lot » de terre saisi, et parce qu'il fera partie du « fonds national » et parce que l'acheteur outrepasserait du coup sa « capacité de travail », ce qui serait interdit?

Mentionnons aussi en passant la question des hypothèques dont est grevée l'énorme majorité des propriétés foncières grandes et petites, ces dernières grâce aux opérations de la « banque paysanne ». Une énigme d'une portée plus large naît de ce fait que de tout temps la terre a été, longtemps la seule, et dans un pays éminemment agricole, encore la principale assiette du crédit privé ou même public, sur laquelle, de répercussion en répercussion, se greffent toutes ses autres formes. Dans quelle mesure un pays dont tout le territoire se composera de parcelles détenues à titre précaire, non négociables, trouvera-t-il encore à user de cet indispensable moteur de la vie économique moderne?

Laissons le lecteur compléter cette série d'hypothèses et courons au plus pressé, la période de transition; elle a déjà commencé. Voici ce que nous apprennent la presse russe, les corres-

pondances privées et des amis récemment débarqués de là-bas. L'annonce seule du « grand soir » a suffi pour qu'une partie très notable des propriétés privées, grandes et petites, celles-là mêmes qui fournissaient presque exclusivement et l'exportation et l'alimentation urbaine, n'aient pas été ensemencées : du fait de la panique des propriétaires, et aussi d'une mesure qui, pareille à celles de tous les « dictateurs aux vivres », est allée directement contre son but. Pour encourager les semailles, les autorités improvisées ont fait courir le bruit que toute terre (jachère triennale exclue) non ensemencée serait immédiatement versée au « fonds national ». Résultat : un peu partout les paysans, pour s'assurer plus vite les terres seigneuriales ou autres ne rentrant pas dans celles du *mir*, ont de force empêché les emblavements. De même pour le combustible, question plus vitale encore dans ce climat que les vivres. On ne lutte pas contre 40 degrés de froid avec du bois vert : aussi est-il de règle que le bois destiné à l'hiver suivant doit avoir été abattu, fendu et débité l'hiver précédent, pour profiter des vents desséchants du printemps. Faute de main-d'œuvre on s'était partout fort attardé, et depuis la moitié de mars les paysans interdisent partout de toucher aux forêts, sur lesquelles ils ont aussi jeté leur dévolu.

A un conseil récemment tenu prirent part deux anciens ministres du tsar — disgraciés pour cause de libéralisme et convoqués à cause de leur compétence dans les questions de combustible et de ravitaillement. L'un exposa la crainte que, d'après ses renseignements, au cours de l'hiver prochain toute la population urbaine russe ne vînt à geler; à quoi son collègue répondit : « Rassurez-vous, d'ici là elle sera morte de faim. »

C'est ce qui permettait au journal *Novaïa Jizn* (la Vie nouvelle), dirigé par le célèbre Maxime Gorki, d'affirmer (5 mai) non sur le ton du désespoir mais sur celui du triomphe que « le Gouvernement provisoire ne possède plus aucun moyen de renforcer la valeur combative de l'armée, de sauver les villes de la famine, de prévenir la banqueroute financière ».

L'annonce inconsidérée du « grand soir » agraire est pour les trois quarts dans la situation qui réjouit le patriotisme de l'écrivain révolutionnaire.

★★★.

SILHOUETTES DE GUERRE

M. DATO

C'est un équilibré. Tous ceux qui ont approché et fréquenté l'actuel Président du Conseil des ministres d'Espagne, sont unanimes là-dessus. Et je doute qu'on trouve pour un homme qualificatif plus louangeur et plus séduisant.

Jusqu'à ces derniers temps, sa vie s'était déroulée droite et harmonieuse, sans heurt ni secousses, sans aucune de ces paroles sonores ou de ces gestes audacieux qui attisent les enthousiasmes ou les haines, accompagnée de l'universelle et pacifique sympathie des âmes les plus diverses et les plus opposées. Il approche de la soixantaine. Il appartient par sa naissance à la Corogne, petite ville port de mer sur l'océan et capitale de la province de ce nom, au nord-ouest de l'Espagne, entre la Galice et les Asturies. Le peuple qui l'habite, pratique et ardent au travail, n'a rien des allures abstraites du Castillan et de l'Andalou. Tout est calme et rassis dans ces tempéraments.

La famille de M. Dato était de simple bourgeoisie provinciale, à l'écart, par goût autant que par dédain, des compétitions politiques. Avec quelques autres Espagnols illustres, comme Antonio Maura et Canalejas, il est le fils de ses œuvres. Il doit ses convictions à ses études réfléchies plus qu'à sa parenté. Son mérite et ses efforts personnels, non le sang ou la protection d'un nom aristocratique, l'ont hissé aux sommets de l'échelle sociale. Il est très exactement *a self made man.*

Vers dix-huit ans, ses études secondaires terminées en province, il arrive à Madrid. Il suit les cours de droit de l'Université centrale et se fait bientôt inscrire au barreau de la capitale. Au rebours de tant d'autres que pipent les mots, il ne s'imagine pas tout savoir parce qu'il a pu mettre à côté de son nom : *abogado*. A travers l'armée

nombreuse des désœuvrés du barreau, il sait se frayer un passage pour aller avec l'élite briller au premier rang, à côté de confrères déja illustres. Noblement ambitieux, le travail ardu et patient de la formation personnelle ne le lasse pas. Il fréquente assidûment l'*Académie de Jurisprudence* où se réunissent des avocats et des juristes pour traiter les questions délicates intéressant leur fonction. Il prend aux discussions une part très active. Son robuste et ferme bon sens le signale vite à l'attention. Plusieurs Mémoires sur des points de droit très épineux, achèvent de le distinguer et le rangent de bonne heure parmi les plus éminents jurisconsultes. L'Académie le fait trois fois son président.

Sans négliger ses études ni son cabinet d'avocat, il se mêle aux luttes politiques. C'est l'heure où se constituent les deux partis qui, jusqu'ici, ont « tourné » au pouvoir. On trouverait leurs ancêtres parmi les députés des « immortelles » Cortès de 1812. Mais tels qu'ils existent, ils sont surtout l'œuvre de Canovas del Castillo et de Sagasta, l'un et l'autre premiers ministres, à tour de rôle, d'Alphonse XII et de la régente Marie-Christine. En vertu d'une sorte de pacte tacite, les deux hommes d'Etat constituèrent leurs groupes sur le modèle des wighs et des tories. D'autres diront si, comme naguère en Angleterre, ils répondent à des réalités nationales profondes et vivaces. Dès sa jeunesse universitaire, Dato combat sous le drapeau de Canovas del Castillo. Il lui est depuis resté fidèle. C'est une particularité qui le distingue d'Antonio Maura qui, pendant vingt-deux ans, fut l'un des orateurs les plus écoutés du parti libéral lequel n'avait d'ailleurs pas alors, et il faut le dire, la nuance anticléricale assez accentuée qu'il a prise sous l'influence de Lopez Dominguez, de Moret, de Canalejas et même de Romanones, successeurs de Sagasta.

A vingt-cinq ans, en 1884, M. Dato est élu député par la province de Léon. En entrant dans le champ de la politique active, il se trouve être, ce qu'il déclare demeurer encore aujourd'hui, un conservateur modéré. Il se range parmi les amis de Romero Robledo qui, dans la famille des tories espagnols, représente davantage cette nuance.

Il commence à faire l'apprentissage de l'art de gouverner comme secrétaire d'Etat du ministre de *la Gobernacion*, Canovas del Castillo étant président du Conseil. Quelque temps avant que ce grand homme d'Etat tombât sous le couteau d'Angiolillo, une scission se produisit parmi ses fidèles. Francisco Silvela en était l'initiateur. Fidèle à ses principes de modération, Dato crut de son devoir de le suivre. Après la mort de Canovas, les fractions séparées se réconcilièrent sous la houlette du même Silvela. Celui-ci s'empressa d'appeler le jeune député à collaborer avec lui et en fit un sous-

secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur. Tant que Silvela resta chef des conservateurs, il trouva en Dato un ami, un disciple et même un conseiller entièrement dévoué à sa politique de temporisation. Obligé par l'âge et les infirmités d'abandonner le pouvoir et la direction du groupe, il désigna Antonio Maura pour lui succéder.

Maura, je l'ai dit, n'avait pas toujours appartenu au parti conservateur. Il y était venu attiré par le prestige de Silvela, désillusionné par les faiblesses de Sagasta, car ce dernier n'avait pas su s'opposer au courant démagogique qui l'avait entraîné malgré lui dans la guerre avec les Etats-Unis, alors que rien n'était prêt pour la soutenir. Depuis longtemps d'ailleurs, Maura demandait aux libéraux, plus désignés que d'autres par leurs principes, d'entreprendre dans les colonies des réformes radicales, en vue surtout d'empêcher leur exploitation par la nuée de fonctionnaires qui les dévoraient. Venues à leur heure, ces réformes auraient sans doute gardé Cuba et les Philippines à l'Espagne. Maura ne fut pas écouté. Lassé, découragé, il abandonna le parti libéral et demanda son agrégation aux conservateurs qui furent tout heureux d'ouvrir leurs rangs à une telle recrue.

Cependant, lorsque Silvela, se retirant de la vie publique, leur demanda de le prendre pour chef, quelques vieux amis de Canovas, Romero Robledo, l'illustre financier Villaverde et une poignée d'autres désignés sous le nom de Chevaliers du Saint-Sépulcre, *Caballeros del Santo Sepulcro*, refusèrent d'accéder à ses désirs. A leur tour ils firent scission. Eduardo Dato ne fut pas parmi les schismatiques et, quelles qu'aient pu être ses vues personnelles, il était trop l'ami et l'admirateur passionné de Silvela pour ne pas suivre ses indications. Abandonnant dans leur dissidence Romero Robledo et Villaverde qui lui demeurèrent très chers, il groupa autour de Maura tous ceux, déjà nombreux, qui subissaient son influence et s'inclinaient devant sa précoce supériorité. Villaverde et Robledo morts, il s'employa à ramener au bercail les quelques brebis qui avaient suivi ces bergers mécontents et il y réussit. Depuis lors il resta immuablement et sans réticence fidèle au chef que Silvela avait désigné.

Il n'a jamais brigué de charges, mais les plus hautes sont naturellement venues au-devant de ses mérites. Ministre de l'intérieur en 1899 dans le premier cabinet Maura, ministre de justice et de grâce de 1903 à 1906, durant la deuxième étape au pouvoir des conservateurs, maire de Madrid et puis président de la Chambre de 1907 à 1909 dans la troisième étape, il apporta dans toutes ces situations, avec un talent supérieur mûri par l'étude et par l'expérience, un dévouement sans bornes au bien public et ce

sens de la mesure, vraie caractéristique des hommes d'Etat.

Cet équilibré fut nécessairement un modéré en politique et il le reste. A dessein il appelle son parti, avec Canovas et Silvela, le parti *liberal conservador*. Il se donne personnellement et avec insistance ces deux qualificatifs. On le lui a reproché en certain milieu. Mais il ne paraît ajouter au mot *libéral* aucune signification doctrinaire. Ce mot exprime à ses yeux la méthode et l'attitude d'une pensée qui, tout en restant inflexiblement attachée aux principes, ne méprise pas les contingences et sait se plier, sans rompre ni abdiquer, à leurs exigences et à leurs souplesses.

Il a tout naturellement un sens très averti de la nécessité actuelle de la tolérance, cette forme sociale de la charité chrétienne.

Nous ne mériterions pas, a-t-il dit un jour, d'être de notre siècle, qui prétend marcher par un chemin d'évolutions et de progrès constants, si tous nous n'inscrivions sur notre programme ce principe sauveur : « Nous gouvernons avec les idées de notre parti, mais pour le bien de tous, des amis et des ennemis... » Y a-t-il la moindre inconséquence ou la moindre abdication des principes politiques dans le phénomène universel qui montre les partis s'unissant en tout ce qui signifie idée de patrie, de civilisation, de progrès national? S'il n'en était pas ainsi, à quoi bon parler de la première des vertus de notre temps, de la *tolérance* [1]?

Avec tous les Espagnols que n'aveuglent pas les passions politiques, il demande qu'on accepte les libertés politiques sinon comme un droit absolu, du moins comme un fait, et que laissant les vaines querelles on travaille unis sur ce large terrain, à la grandeur de la patrie. « Ces libertés étant implantées parmi nous et étant même reçues par les éléments conservateurs de la société, comme l'on ne peut songer à des régressions que les courants modernes des peuples civilisés rendent impossibles, il est temps que, détournant les regards du lamentable tableau de nos guerres civiles, nous nous unissions tous les Espagnols sous ce régime sincèrement libéral et que nous travaillions à reconstituer les forces de notre glorieuse patrie [2]. » Cette modération dans les idées, qui encore une fois n'est pas abandon des principes, mais vision aiguë du réel et de la manière de l'approcher, n'empêche pas M. Dato d'être un catholique de pensée et de pratiques. Dès son arrivée au pouvoir en janvier 1914, il rétablit la normalité des relations avec le Saint-Siège, fort compromise par les gouvernements libéraux; il promit de garantir aux catholiques toutes les liberté dont ils jouissent et l'enseignement religieux dans les écoles publiques.

[1] *La Epoca*, 9 mai 1914, Conférence sur l'*Enfance coupable*, devant l'Académie de jurisprudence, 1906.

[2] Discours prononcé à Bilbao.

*
* *

Un réaliste comme lui devait nécessairement se préoccuper des problèmes sociaux. Il n'y a qu'à ouvrir les yeux pour les voir posés et en Espagne peut-être plus qu'ailleurs, surtout après la guerre. Ici, en effet, grande est la distance qui sépare le capital du travail. C'est un fait, et redoutable.

Plus qu'aucun autre pays, l'Espagne semble un terrain favorable à la propagation rapide des idées socialistes. Si le respect de Dieu, du roi et de la propriété, s'efface jamais dans les consciences, les ouvriers et les paysans ayant, en général, bien peu à protéger ou à conserver, deviendront de farouches adeptes des partis révolutionnaires. Nous avons déjà eu à Barcelone, en 1909, un avant-goût de ce que sont capables de réaliser ces primaires.

A n'y prendre point garde, la rencontre entre les deux forces antagonistes pourrait couvrir de ruines la péninsule. Avant beaucoup d'autres, M. Dato a vu le danger et a travaillé de toutes ses énergies à le conjurer. Je sais que s'il attache peu d'importance au titre d'homme politique, il tient, au contraire, beaucoup à celui de sociologue. On manquerait à la justice en affirmant qu'il a été le seul dans le parti conservateur à se préoccuper des questions sociales, mais il a été peut-être le seul ayant une doctrine organisée, fruit de méditations personnelles. Sans relâche, il s'est appliqué à l'incorporer dans les lois dès que les circonstances le lui ont permis. Entre la demi-douzaine de sociologues distingués que possède l'Espagne à cette heure, il est sans contredit l'un des plus éminents.

Et, pour se rendre compte que M. Dato appartient à la grande école sociale catholique, il n'y a qu'à examiner ses idées comme théoricien et son œuvre comme homme d'action.

Parlant en 1905 à Bilbao devant un public d'intellectuels et de patrons, sur « les relations entre le capital et le travail », il distingue dans la question ouvrière le point de vue économique et le point de vue social. Celui-ci est à peu près exclusivement envisagé par les socialistes, « mais l'égalité des classes, le travail commun à tous, la propriété collective, et autres utopies qu'ils rêvent, si elles se réalisaient, conduiraient au chaos général ». L'aspect économique du problème, au contraire, mérite toute l'attention et la sympathie du penseur et du gouvernant. « Les partis ouvriers, dit M. Dato, avec leurs programmes de réformes et leurs désirs d'améliorer leurs salaires, de diminuer la journée de travail, d'obtenir la considération sociale, une justice égale pour tous, des conseils d'arbitrage, des caisses de retraite, etc.,

ont droit au respect. Les législateurs doivent écouter leurs réclamations et ils auront la sympathie de la nation, toutes les fois qu'ils manifesteront leurs aspirations dans les limites de la légalité. » Il observe, en passant, que les véritables hommes d'Etat sentent si bien les nécessités présentes, qu'un conservateur comme le ministre anglais Chamberlain, « après avoir contribué à faire promulguer au Parlement dix-huit lois sociales, envoyait à ses électeurs de Birmingham une affiche en lettres noires et rouges, où on lisait : « Journée de huit heures pour les mineurs ; — caisse de retraites ; — conseil d'arbitrage. » Un autre ministre anglais, d'un cabinet conservateur, mettait dans un manifeste électoral « le droit au travail. » Traçant ensuite le programme social à réaliser par le gouvernement espagnol, M. Dato déclare qu'après les lois votées sur les accidents du travail, sur le travail des femmes et des enfants, sur le repos dominical, sur la création de l'Institut de réformes sociales, sur les décrets à propos de la statistique, sur la formation des ouvriers à l'étranger, « il est urgent de créer la statistique, le recensement et le registre du travail ; d'assurer les conditions hygiéniques des fabriques et de l'alimentation ouvrière ; de favoriser les caisses de retraite pour la vieillesse ; d'étendre à l'ouvrier agricole la loi des accidents du travail ; de changer les comités locaux en jurys mixtes d'arbitrage, pour éviter les grèves. »

L'œuvre intellectuelle et législative de M. Dato est avant tout une œuvre sociale. Ses discours et ses écrits purement politiques sont jusqu'en 1913 rares. Dans la presse, à la tribune, poussé par son instinct pratique autant que par ses goûts personnels, il n'aborde guère que les problèmes sociaux.

En 1902, plusieurs journaux de Madrid publièrent de lui des articles très remarqués, sur la fondation d'un « Institut du travail », sur « le concept de justice sociale » et autres questions connexes. En juin 1903, étant ministre de grâce et de justice dans le deuxième cabinet Maura, il ne craignit pas d'aller parler à la fédération ouvrière du Grao, le port de Valence, sur « les obligations des gouvernements par rapport au problème ouvrier ». Cette conférence, qui lui valut les ovations des travailleurs accourus en foule, lui attira les critiques de pas mal d'envieux et de quelques retardataires. Vouloir mettre le pouvoir au service des aspirations même légitimes du prolétariat, leur paraissait aussi chimérique que dangereux. Cette même année 1903, il donnait au cercle de l'instruction de Madrid une conférence sur « le repos dominical » qui prépara la loi que Maura et lui devaient bientôt publier. Acclamée par tous les travailleurs et par les socialistes, elle fut combattue avec acharnement par les libéraux et leurs alliés, les « mastro-

quets ». En août encore de 1903, il prononçait, au théâtre de Vitoria, un discours sur « la question prolétarienne ». En cette même ville, le même mois, l'année suivante, à l'occasion d'une distribution de récompenses à des ouvriers, parlant devant le roi, il profita de l'occasion pour exciter le jeune monarque, sous le couvert de l'éloge, à appliquer sa vive intelligence et son cœur généreux à l'étude des problèmes économiques.

Mais son coup d'audace fut en l'année 1905, étant toujours ministre, sa conférence aux socialistes de *la Casa del Pueblo*, de Valence. Lui conservateur, membre d'un cabinet Maura, parler à des ouvriers qui, ici plus qu'ailleurs, sont travaillés par les idées révolutionnaires et ont la tête si près du bonnet! Il ne l'oserait pas! Il l'osa. La salle était comble et l'on s'y disputait les places pour l'entendre.

Ces ouvriers n'ignoraient pas, — disent dans la monographie suggestive, mais un peu redondante que lui ont consacrée deux jeunes écrivains catalans, — qu'il était l'unique gouvernant qui se fût occupé avec un réel intérêt de l'ouvrier; ils se rappelaient que plus d'une fois ses lois leur apportèrent de sérieux avantages. Mais l'arrière-pensée leur restait que Dato devait être comme leurs chefs dépeignaient tous les surhommes conservateurs. Aussi quand, droit et haut, il se leva pour parler, il y eut un silence impressionnant. Sa voix retentit vibrante en ce lieu où ils entendirent tant de paroles de haine et de mensonges et le miracle se fit. L'ombre se dissipa, et tandis que, paternel et bon, il leur recommandait, il leur conseillait, de distinguer *toujours* entre « l'idéal politique et leurs intérêts comme ouvriers », ceux-ci sentirent l'action profonde de la vérité dans leurs âmes et les larmes aux yeux, délirants, ils firent à ce conservateur une longue ovation [1].

Le meeting cependant n'est pas le milieu le plus adapté à l'éloquence de Dato. Elle est trop calme et trop raisonneuse, trop ennemie des grands gestes et des tremolos oratoires. Elle triomphe dans la conférence où il peut tranquillement dérouler ses raisons sereines pour exposer les théories qui lui sont chères.

L'Académie des sciences morales et politiques lui ayant ouvert ses portes, il prit comme sujet de son discours de réception, le 15 mai 1910, *la Justice sociale*. C'est une synthèse complète et fort bien conduite de tout ce qui a été écrit sur cette délicate question. J'espère qu'un jour elle sera traduite en notre langue, car elle le mérite. Au début, il fait habilement remonter au parti conservateur et à sa législation sociale l'honneur de son élection. « Ce n'est pas ma personne que vous récompensez, c'est la législation dont le parti conservateur a été l'initiateur que vous applau-

[1] G. Nadals Camps, P. Vila San-Juan. *Sociologos* españoles. Dato, p. 54-55.

dissez. Si la distinction que vous m'accordez m'infatuait jusqu'à me faire croire qu'elle m'est personnelle, ma sottise pourrait difficilement s'expliquer. J'accepte ce laurier de votre main, pour le passer tel quel à la collectivité politique qui a établi dans nos codes et nos lois, le point de départ de l'action qui revient à l'Etat dans la solution des problèmes sociaux. »

Qu'on me permette de détacher de ce long et important traité, car c'est cela bien plus qu'un discours, la définition que Dato donne de la Justice sociale, et qui à l'entendre, résume exactement les solutions données par les catholiques aux problèmes sociaux : « Elle est comme le complément du devoir qui incombe à tout homme de reconnaître la personnalité et la dignité d'autrui, d'aider à son soutien et à son expansion, moyennant l'introduction dans la société, comme normes de conduite, de la conciliation des intérêts, de l'élévation de la vie matérielle et intellectuelle, de la tolérance, du respect mutuel, du bien et de l'amour. »

Nous avons vu M. Dato tout jeune fréquenter l'Académie de jurisprudence et de législation de Madrid, dont il a été trois fois élu président. A l'inauguration des cours de 1906-1907, il choisit pour thème de sa conférence : « La correction de l'enfance coupable. » Il y fait cette importante remarque dont sociologues et magistrats comprendront la portée et la justesse : « Si les lois ouvrières obéissaient dans leur apparition et leur développement à une méthode tout à fait naturelle depuis le début jusqu'à la fin de leur série, et non à une méthode de pure circonstance (car en politique on fait ce qu'on peut, en mettant à profit l'occasion), la première loi protectrice aurait été celle qui, protégeant la mère, aurait visé à assurer au fils une défense. »

Les années suivantes, en cette même Académie, il parlera de « la morale dans le code civil », de « l'orientation technique », de « l'assurance ouvrière dans ses rapports avec la politique », enfin de « la législation ouvrière ». Cette dernière conférence fut présidée par le roi. « Si les jurisconsultes romains, y disait-il, qui rédigèrent l'œuvre immortelle du *Corpus juris civilis*, pouvaient connaître l'ensemble des lois nouvelles qui forment et constituent ce que, par analogie, on peut appeler *le Corps du droit ouvrier*, ils resteraient perplexes et troublés devant l'esprit et devant la lettre, devant le corps et devant l'âme de la moderne législation sociale. »

M. Dato s'est appliqué, sans trêve, à faire descendre ses idées dans la vie. Les lois sociales espagnoles, dont le mérite, il n'est que juste de le proclamer, revient à peu près exclusivement au parti conservateur, sont principalement son œuvre. S'il ne les a pas signées ou promulguées toutes, il les a du moins inspirées à peu près toutes.

Le 24 décembre 1908, un décret royal, sur la proposition de M. La Cierva, ministre de l'intérieur, du troisième cabinet conservateur, nommait M. Dato président du Conseil de patronage de l'Institut national de prévoyance. A cette place, aucun choix ne pouvait valoir celui de l'homme qui avait écrit à propos de l'assurance ouvrière :

Il faut louer l'action protectrice qui accompagne l'ouvrier dans son pénible pèlerinage à travers sa vie active, quand il s'emploie et dépense ses énergies à la production de la richesse. Mais il est plus louable encore de prolonger cette protection quand les forces lui manquent, quand il entre fatigué et abattu en ce triste déclin de la vie qui s'appelle la vieillesse. Ne pas se préoccuper de l'ouvrier jeune et robuste serait un lamentable oubli, un égoïsme sans excuse; abandonner le vieillard cassé et infirme serait quelque chose de plus, ce serait une impardonnable dureté.

Sous la direction de M. Dato, l'Institut a admirablement progressé. Il compte parmi les œuvres qui font le plus d'honneur à l'Espagne. La première année de son fonctionnement, il délivra plus de carnets que la caisse nationale de Belgique en une occasion semblable. L'armée, les municipalités, les associations ouvrières et patronales, les écoles de toute sorte, ont apporté à l'œuvre entreprise leur concours enthousiaste, et assuré son succès.

C'est surtout comme législateur et comme ministre que M. Dato a accompli une œuvre sociale importante. A son ami et vénérable maître Romero Robledo qui, devant les Cortès, se disait « individualiste impénitent », ajoutant que « les tendances interventionnistes attaquaient la propriété, et qu'accorder des améliorations législatives à la classe ouvrière signifiait une abdication devant le socialisme et la force brutale, en même temps qu'une grave offense aux classes bourgeoises et patronales », M. Dato répliquait :

Romero Robledo affirme qu'il est un individualiste impénitent, oubliant que ces individualistes exagérés sont, dans l'opinion de beaucoup de sociologues, les plus directement et immédiatement responsables de la lutte de classes. Justement, Monsieur Romero Robledo, parce que nous comprenons que le moyen le plus efficace pour combattre le socialisme et l'anarchisme est d'offrir à l'élément ouvrier quelque allègement à sa situation précaire, nous cherchons des solutions dans l'ordre juridique et dans l'ordre économique qui adoucissent leurs maux et contribuent à diminuer les misères des classes laborieuses. Ainsi, nous rendons hommage à la justice et nous évitons que les agitateurs profitent du désespoir de ces classes pour atteindre leurs fins révolutionnaires.

Mais il est trop pondéré pour être un outrancier des doctrines protectionnistes. « Elles doivent se réaliser, dit-il, dans le temps nécessaire sans se laisser guider par les impatiences des uns ou

par les craintes des autres, selon que le demandent les nécessités et le permettent les circonstances de chaque pays[1]. »

Le 30 janvier 1900, fut promulguée en Espagne la première loi importante de caractère social. Elle avait pour objet les accidents du travail et était l'œuvre de M. Dato, alors jeune ministre de l'intérieur. En juillet de la même année il publiait le règlement pour l'application de cette loi qu'il fit bientôt suivre du catalogue des mécanismes à employer pour éviter les accidents. Treize jours après il insérait au *Journal officiel* la loi réglementant le travail des femmes et des enfants, et celle ordonnant la création de comités provinciaux et locaux de réformes sociales.

En 1902, lors de la première grève générale et des événements de Barcelone, il s'éleva contre le gouvernement libéral dont un projet de loi prétendait empêcher l'exercice du droit de coalition. Et à ceux qui, même dans son parti, troublés par ces hardiesses, lui reprochaient ses attitudes comme une nouveauté, il répondait en se couvrant de l'autorité universellement respectée du grand Canovas del Castillo :

Il est inutile, disait dès 1881 l'éminent patricien que citait Dato, de fermer les yeux pour ne pas voir qu'il existe une question sociale... Est-ce que l'Etat doit contempler, impassible, le triomphe des uns, tandis que d'autres tombent et meurent exténués au hasard, sans que lui, l'Etat, perde un instant sa sérénité et son immobilité, alors même que les vaincus sont les plus nombreux et ceux qui en fin de compte représentent plus de force brute? Ainsi donc il existait, au jugement de Canovas, une question sociale et l'Etat avait le devoir d'y intervenir. Dans quel but? Pour protéger le faible, pour protéger la classe déshéritée, là où avec prudence et discrétion, elle pouvait recevoir des secours.

Le 3 novembre 1899, M. Dato, ministre de l'intérieur, remettait à la Commission des réformes sociales, le projet de loi élaboré par lui sur « les enfants qui se livraient habituellement à la mendicité ou que leurs parents avaient abandonnés », pour que cette commission le discute. Porté aux Cortès il ne put être mis à l'ordre du jour. Il fut repris et voté sous l'impulsion du deuxième cabinet conservateur qui l'inséra dans le code le 8 mars 1904. Durant son premier ministère, Dato avait promis que si on lui en donnait le temps, il présenterait un projet de loi sur les jurys mixtes et les retraites ouvrières. Dans le discours devant les Cortès où il développait ses plans, il déclarait qu'il verrait avec plaisir de « vrais représentants ouvriers, non pas des apôtres et des messies étrangers à leur classe », s'asseoir sur les bancs de la Chambre popu-

[1] Rapport sur l'*Interventionnisme* lu devant l'Académie de Jurisprudence.

laire. « Un jour ils viendront, nous les écouterons. Et ce n'est pas parce que nous sommes des conservateurs, tout à fait opposés par conséquent aux doctrines du socialisme, que nous devrons refuser de prendre dans ce qu'ils diront, tout ce qui sera convenable et utile pour améliorer la condition du travailleur, sans mettre en aucune manière l'industrie en péril. »

C'est encore M Dato qui a eu l'idée de la création de l'Institut des réformes sociales, réalisée par les conservateurs en avril 1903. Cette institution n'a pas, à ma connaissance, d'équivalent en France et sa fonction propre est de préparer les lois sociales avant qu'elles ne soient discutées par les Chambres. A peine arrivé à la présidence du conseil, il annonça son intention de former un ministère du travail, de présenter aux Cortès deux projets de lois sur les retraites ouvrières, les bureaux de placement et le chômage.

Le cœur de cet homme d'Etat semble vraiment ne battre que pour assurer à ses frères et à ses concitoyens, les travailleurs espagnols, le bonheur relatif auquel ils ont droit. Si la reconnaissance n'est pas un vain mot, il doit être populaire. Il l'est. Il a des adversaires politiques, il n'a pas d'ennemis, même dans ce monde ouvrier où l'on est si porté à maudire très injustement les bourgeois et plus que d'autres, les conservateurs. D'ailleurs sans jamais jouer au démagogue et sans flatter les passions du populaire, il a toujours su se faire peuple avec le peuple. Et l'ouvrier ne sera jamais insensible à cette manière digne de le traiter, qui lui laisse entrevoir l'estime et l'affection dont on l'entoure, en lui épargnant la flagornerie ou des caresses hypocrites qui masquent les visées ambitieuses.

M. Dato prit la présidence du conseil le 8 novembre 1913. Il ne nous appartient pas d'examiner ici les difficultés qui le séparèrent momentanément de M. Maura et de quelques-uns des alliés du célèbre leader, difficultés dont il faut désirer la solution pour le plus grand bien du parti conservateur et même de l'Espagne. Mais il est juste de dire que, de l'aveu de tous, le nouveau chef responsable constitutionnellement, montra de remarquables qualités d'homme d'Etat. Il apporta à traiter les affaires ce doigté, cette mesure où est l'art suprême du politique. Avoir d'excellentes idées ne suffit pas.

M. Dato présida aux élections municipales qui eurent pour résultat d'enlever aux grandes villes les représentations républicaines dont elles jouissaient depuis longtemps. Il termina la grève du Rio-Tinto par un arbitrage entre ouvriers et patrons, pour lequel ses adversaires politiques, en particulier M. Gabriel Maura, n'eurent que des éloges. La petite révolte des étudiants des universités espagnoles, à propos d'un accident de tramway dont un adolescent fut

victime à Barcelone par la maladresse d'un wattman, fut prudemment étouffée. Le décret sur les *mancommunidades*, publié en décembre 1913 et dont l'objet était d'accorder aux provinces le droit de se réunir pour s'administrer en commun en certains cas, fut accueilli avec joie en Espagne et avec un enthousiasme délirant en cette Catalogne qui, plus encore que les autres provinces, demandait qu'on la délivrât des chaînes centralisatrices qui entravaient son remarquable essor industriel et ses initiatives. Les élections pour le Parlement se firent avec la plus grande somme de liberté que comportent les mœurs électorales du pays et amenèrent aux Cortès 227 conservateurs de gouvernement sur 404 députés. L'organisation du protectorat de l'Espagne dans l'Afrique du Nord se développa sans trop de pertes d'hommes, sous l'habile direction du général Marina. M. Dato comprenait combien il importait de donner satisfaction à l'opinion, qui ne voudrait pas voir le Maroc absorber le plus net des faibles ressources dont dispose le pays. Dans cet ordre d'idées, le Président du Conseil s'appliqua à réaliser toutes les économies compatibles avec la dignité de l'Espagne et les accords internationaux.

*
* *

La guerre trouva M. Dato au pouvoir. Dès les premiers jours, il déclara que son pays observerait une stricte neutralité dans le conflit. Combattu par les éléments qui estiment que certaines « neutralités tuent » et par ceux qui auraient voulu une politique extérieure nettement germanophile, il resta fidèle à son programme avec dignité et non sans équité.

Quand, l'année passée, on n'a jamais bien su pourquoi, en vertu sans doute d'un de ces jeux parlementaires fréquents en Espagne, M. Dato dut passer la main au comte de Romanones, il put proclamer devant le pays que le désir de la paix et la bonne harmonie entre les citoyens n'avaient pas été troublés durant son ministère. D'aucuns cependant lui reprochèrent d'avoir manqué d'énergie à réprimer des manifestations maladroites de certains personnages qui, ne sachant pas modérer leurs sentiments, auraient pu éloigner de l'Espagne des nations amies.

La politique internationale de M. de Romanones ne différa pas substantiellement de celle de M. Dato. Il maintint la « stricte neutralité » jusqu'au jour où elle ne lui parut plus possible pour protéger la dignité et les intérêts de l'Espagne. Ce point de vue n'étant pas partagé par plusieurs vedettes du parti libéral, cette raison et quelques autres obligèrent M. de Romanones à se retirer. Interrogé alors sur l'homme qui, à son avis, était le mieux

qualifié pour gouverner en ces heures difficiles, un chef républicain répondit sans hésiter : Dato. Vue de réaliste et de connaisseur, qui devait se réaliser après que M. Garcia Prieto, marquis de Alhucemas, président du Conseil pendant deux mois, eut échoué dans le règlement de certaines affaires militaires.

Soutenu par la confiance du Roi et assuré de l'appui de Romanones et d'autres groupes, Dato revient au pouvoir en un moment où la nation traverse une crise pénible et qui a besoin, pour être résolue, d'un homme de sang-froid. La confiance qu'ont mise en lui les bons citoyens, est justifiée. Répétons-le : c'est, avant tout, un équilibré. Il ne dira pas un mot qui ne soit à sa place ou qui puisse blesser. Il connaît l'art de manier les cœurs. Rien de rèche et d'intransigeant dans son attitude. Lui et les siens représentent la mentalité de l'Espagne qui travaille, pense et dirige, dans les banques, les industries, les fonctions publiques, les universités et même l'armée. Cette Espagne, foncièrement pratique, a horreur de la surenchère dont elle aperçoit tous les jours les inconvénients et l'inefficacité. Non qu'elle ne désire pas la fin de cette oligarchie, de ce *caciquisme*, comme on dit là-bas, qui l'épuise; mais, pour venir à bout de ce mal, il faut du temps, de la patience et du doigté plus que de grands gestes ou des discours bruyants. Elle le sait et fait confiance à M. Dato qui n'est pas homme à reculer devant les tâches ardues. On annonce déjà que les difficultés militaires, jusqu'ici plutôt d'ordre économique que politique, sont en voie d'arrangement.

Pour nous, qu'intéressent à juste titre l'attitude et les sentiments de ceux qui président aux destinées de la noble nation voisine, nous n'oublions pas que roi ou ministres espagnols, quelles que soient leurs sympathies particulières, sont avant tout des Espagnols et qu'ils doivent penser aux intérêts espagnols. Peut-être les Alliés ne s'en sont-ils guère préoccupés et n'ont-ils offert en perspective à ces intérêts que des verbalismes insuffisants. Il serait vain d'escompter que l'Espagne rompe sa neutralité en notre faveur. Elle ne le veut pas : qu'y gagnerait-elle, d'ailleurs, et qu'y gagnerions-nous? Mais, sans poursuivre une chimère, munis de ces trois indispensables conditions de succès : la connaissance exacte de ce pays, l'esprit réaliste, le sens de notre dignité, — nous pourrions, avec le nouveau ministère, avoir en vue d'autres résultats que ceux obtenus jusqu'ici.

MILES.

A TRAVERS
LES PROVINCES DE FRANCE[1]

Dijon — Grenoble — Nice — Marseille — Avignon

Dijon : une fourmilière; un va-et-vient qui, à certaines heures, est une cohue de civils et de militaires, de camions et de chariots. Cette animation dérange l'harmonie de la vieille cité. Dijon est une de nos plus riches *villes d'art*, une ville aristocratique et seigneuriale entre toutes. Le palais de Charles le Téméraire, celui où siégeaient les Etats de Bourgogne, entretiennent sa fierté. On y vit d'ordinaire dans un recueillement un peu hautain. Et ses hôtels de la Renaissance, habités jadis par des ambassadeurs, des princes, de grands parlementaires, doivent contempler avec étonnement les spectacles nouveaux que la guerre leur impose.

Dijon, très rapprochée des fronts de Champagne et de Lorraine, a une grande importance comme lieu de passage et de répartition des soldats, des blessés, des réfugiés, du matériel, et, en général, du ravitaillement. A diverses reprises, et surtout pendant les premiers mois de la guerre, la ville a été submergée de malheureux qui fuyaient et de blessés qu'il fallait diriger vers des hôpitaux éloignés. Les soldats ensuite passèrent et passent, passent sans fin, plusieurs milliers par jour. Des trains entiers « d'effets » arrivent du front, et, vêtements, chaussures, casques, doivent être mis en état et renvoyés. On cuit, pour l'armée, le pain et le biscuit. Bref, Dijon est un centre de transit et d'expédition, et c'est ce qui lui donne cette physio-

[1] Voir le *Correspondant* des 25 décembre 1916, 10 février et 10 avril 1917. Ces pages n'ont pas l'ambition de fixer la physionomie si complexe des provinces françaises; l'auteur s'est seulement appliqué à noter avec toute l'exactitude possible ce qu'il a vu et entendu au cours de l'enquête que nous lui avons confiée. — N. D. L. R.

nomie agitée qui convient si peu à sa beauté noble et réfléchie.

En janvier dernier, ce mouvement inaccoutumé n'avait encore rien changé, me dit-on, à la vie des Dijonnais. On commençait à peine à souffrir de la guerre à cause du sucre plus rare. Mais je n'ai jamais rencontré dans les rues tant de mitrons porteurs de pièces montées et de mannes remplies de gâteaux. Tout ce qui touchait à l'alimentation abondait. L'enchérissement de la vie était encore très raisonnable. On payait 1 fr. 90 la livre de veau qui valait auparavant 1 fr. 40, et le filet de bœuf se vendait 50 sous. La plus grosse augmentation portait sur le vin. La pièce de vin ordinaire coûtait 180 francs au lieu de 90. Cette majoration des prix provenait de la difficulté des transports qui avait empêché l'arrivée des vins du Midi destinés au coupage. Mais seuls les petits rentiers en étaient gênés.

Je connaissais, à Dijon, une jeune religieuse dominicaine, de celles qui vont soigner les malades pauvres dans leurs taudis, et qui accomplissent les plus humbles besognes ménagères : cuisine, raccommodage, lessive, soin des enfants. Sur les murs blancs du parloir de son modeste couvent on lisait : « Nous ne savons du lendemain qu'une seule chose : c'est que la Providence se lèvera pour nous plus matin que le soleil. » Sœur Gabrielle n'avait pas plus de pauvres à secourir qu'avant la guerre. Peut-être en avait-elle moins, car dans presque chaque famille il y avait un mobilisé et, par conséquent, une allocation. Les femmes travaillaient dans toutes les usines et fabriques du pays. L'*entrepôt d'effets*, à lui seul, en occupait 2500. Je suis allé les voir travailler. La neige, sous le piétinement des hommes et des chevaux, se changeait déjà en boue noire et gluante, et donnait à cette agglomération de baraquements et de hangars un aspect morne. On ne voyait d'abord que des amas de vêtements boueux, de bottes sans couleur et presque sans forme, de casques bosselés. Des lessiveuses mécaniques désinfectaient, lavaient ces loques sordides et glorieuses. Sous un abri, autour d'un brasero, des prisonniers retapaient les casques. Ailleurs, des cordonniers rapiéçaient les bottes. Et, dans des ateliers fermés, les femmes raccommodaient les vêtements. Elles gagnent, en moyenne, 6 francs par jour. Les moins habiles travaillent dans le vieux. Les autres confectionnent les bandes molletières, des manteaux de gardes-voies en toile huilée, des musettes, des capotes; elles tricotent à la machine des chaussettes et des chandails. Des wagons remplis emportent tous les jours le travail au front.

Les Dijonnais ont organisé leurs hôpitaux d'une façon remarquablement pratique, en centralisant les dons dans un *Office*

central de secours aux blessés. C'est la Chambre de commerce qui en a pris l'initiative dès les premiers jours de la guerre. Lorsque l'Office fut créé, la ville de Dijon abritait vingt-quatre formations sanitaires, improvisées, pour la plupart, dans des établissements scolaires. La centralisation des dons évita tous les gaspillages et les doubles emplois, et permit une plus complète utilisation des ressources. Le Comité directeur est composé d'hommes d'affaires qui ont mené l'œuvre comme une affaire. En septembre 1916, les distributions de l'Office central pouvaient être évaluées à 428 000 francs.

La Chambre de commerce a aussi organisé et administre une cantine de gare pour les soldats de passage. Quatre cents hommes peuvent y manger en même temps. Elle en reçoit 4000 par jour. La cantine est payante, mais les prix sont minimes et affichés sur un grand tableau. Cependant l'œuvre fait ses frais et paie son nombreux personnel. La salle est claire, accueillante, toute décorée d'immenses cartes du théâtre de la guerre peintes sur les murs. Les permissionnaires ont aussi à leur disposition une salle de repos, et même un dortoir quand ils doivent attendre leur train pendant plusieurs heures de nuit. C'est la plus belle cantine de France. Les soldats l'ont surnommée le « Poilu-Palace de Dijon ». Un registre garde leur témoignage de satisfaction et d'admiration. « C'est un modèle à tous les points de vue »; un « paradis », où l'on vous sert « une soupe épatante et pas chère », déclarent deux poilus de la *Division de fer*. Souhaitons donc, avec un sous-officier de dragons qui, après avoir « roulé sa bosse un peu partout », n'a rien trouvé nulle part d'aussi bien organisé, qu'il « y ait bientôt dans chaque grande gare des cantines militaires comme celle de Dijon ».

*
* *

Grenoble contraste avec Dijon par sa modernité et par sa tranquillité. Elle a des rues larges, droites, unies; de longs boulevards et de hautes maisons que l'on devine très confortables. Peu de mouvement, si ce n'est vers le soir. La guerre est responsable de cette physionomie un peu morne de la « reine des Alpes ». Elle l'a privée, depuis deux ans, des principaux éléments qui contribuaient à l'animer : les étudiants et les touristes.

Une neige épaisse était tombée, et il faisait grand froid, malgré le soleil qui mettait des tons roses et dorés sur la frise de montagnes. Cependant en janvier, à Grenoble, on ne souffrait point matériellement. Le charbon ne manquait pas encore; on se procurait assez facilement du sucre par 60 grammes à la fois; et on

ne ménageait ni le beurre, ni la crème, ni le fromage. Les menus des restaurants étaient copieux et la majoration des prix n'avait rien d'excessif. La crise des transports en était en partie la cause, car les « denrées périssables » ne sortaient pas du pays. Dans la campagne montagneuse, la vie économique a surtout été modifiée suivant la difficulté plus ou moins grande des communications. Presque partout, les articles d'épicerie se raréfièrent et augmentèrent de prix dès le début de la guerre. Mais les produits du sol, et le beurre, les œufs, la volaille, tombèrent à un bon marché que l'on n'avait encore jamais vu. On paya 50 centimes et 60 centimes la douzaine d'œufs; 2 francs le kilo de beurre; 2 francs la paire de poulets, et 4 francs le couple de dindonneaux. On eut quelquefois de la peine à avoir du pain : les boulangers, dont les chevaux étaient réquisitionnés, ne l'apportaient plus. On dut faire son pain soi-même. Le charbon, et même le charbon de bois, manqua dès septembre 1914. Mais les ménagères, d'abord désorientées et de méchante humeur, s'accommodèrent vite du bois que leur fournissaient abondamment les forêts voisines. On peut dire qu'en Dauphiné il n'y a eu de misère nulle part; et dans les familles nombreuses les allocations ont même assuré l'aisance.

On n'a, pour s'en assurer, qu'à lire les rapports que M. Petit-Dutaillis, ex-recteur de l'Académie de Grenoble, a demandés aux instituteurs et aux institutrices. Historien lui-même, M. Petit-Dutaillis a songé aux historiens de l'avenir; et, dès la mobilisation, il a eu la pensée de réunir ces documents qui seront précieux lorsqu'on écrira plus tard l'histoire de la grande guerre. Très émouvants, ces simples récits qui racontent comment s'est faite la mobilisation dans ces villages de montagne où les journaux ne pénétraient guère et où d'ailleurs, en cette saison, on s'inquiétait moins des nouvelles politiques que de la moisson. L'émotion des premiers moments s'y changea très vite en une résolution froide et énergique : « Il faut en finir. Ils nous querellent depuis assez longtemps, entendait-on. » « Depuis 40 ans la France s'incline devant l'Allemagne, disait un autre; ils nous ont fait toutes sortes d'affronts, il faut que ça finisse[1]. » Les paysans regardaient tristement les bêtes réquisitionnées qui allaient partir. Un vieux qui restait disait : « J'ai donné mes deux fils à la patrie; mon mulet a

[1] *L'appel de guerre en Dauphiné,* notes prises par les instituteurs et les institutrices des villages de l'Isère, de la Drôme et des Hautes-Alpes; publiées avec une introduction par Ch. Petit-Dutaillis, professeur honoraire d'histoire à l'Université de Lille, recteur de l'Académie de Grenoble. Imprimerie Allier, Grenoble.

été réquisitionné, ainsi que deux de mes vaches. Il ne m'en reste qu'une, mais je la donnerai si c'est nécessaire. »

Et avec quelle promptitude, après le départ des mobilisés, sans s'attarder à des lamentations amollissantes, on se remit à moissonner, à battre, à engranger les récoltes! On travailla aussi pour ceux qui n'étaient plus là. La mobilisation des montagnards du Dauphiné, par sa résignation tranquille et sa dignité, ressembla à celle des Bretons. Et, comme les Bretons, ils ont fourni à la France des troupes d'élite : les bataillons de chasseurs alpins que l'on a admirés dans les Vosges, et les régiments de ligne qui se sont si bravement battus en Lorraine.

Dans ces villages perdus, on a su pourtant ce que c'était que la guerre. Les blessés et les réfugiés en ont apporté les échos et les reflets. Pour les recevoir, pour les nourrir, tous se mettent à l'œuvre et, spontanément, réalisent l'union sacrée. Voici un gros bourg où le curé et le président du groupe radical-socialiste vont ensemble quêter de maison en maison. L'institutrice laïque et la châtelaine se partagent la direction d'un ouvroir, et, à défaut de véhicule plus commode, les enfants du château vont, avec une petite voiture à âne, recueillir des ustensiles de ménage chez les paysans et chez les ouvriers. Le temps passe. La vie reprend son cours normal. La joie délirante causée par l'entrée de nos troupes en Alsace se calme. La guerre, dont on croyait voir la fin pour Noël, se prolonge : la résolution de vaincre ne faiblit pas. Les habitants acceptent la guerre avec résignation : « Il faut aller jusqu'au bout, disent-ils, maintenant que les sacrifices sont faits. »

En ville, les premiers jours ont été plus difficiles, toutes les industries s'étant arrêtées à la fois. Mais la période de malaise fut courte, et le commerce marche aussi bien à Grenoble que partout.

Cependant, pour la première fois au cours de mon enquête, j'ai entendu une pâtissière se plaindre de ses affaires. Elle ne vendait pas le quart d'une année ordinaire, m'a-t-elle dit. Mais sa maison est la plus élégante de la ville, et on y fait surtout de la confiserie très fine. Elle fournissait les desserts des dîners, les buffets des soirées, les thés mondains : et on ne reçoit plus. Sa provision de petites *caisses* à bonbons en papier gauffré, commandée pour la saison de 1914, suffirait encore aux besoins de 1917. La société « se resserre ». Les habitués de son salon de thé ne venaient plus. Ils n'avaient pas été remplacés : l'air de la maison intimidait, sans doute, ceux qui, aujourd'hui, dépensaient sans compter et qui faisaient la fortune de maisons plus modestes.

L'industrie locale, la ganterie, n'a eu qu'un arrêt insignifiant. Les commandes de l'Amérique, qui achetait auparavant en Alle-

magne, ont largement compensé la diminution de la vente en Angleterre et en France, où les classes habituées à porter des gants de peau ont adopté, depuis le début de la guerre, les gants de tissu. On achetait en France 25 pour 100 de la production totale. La vente est tombée à 10 pour 100. Mais l'exportation de 1916 a été la plus considérable qu'on ait jamais vue.

La ganterie occupait 4000 hommes et 40 000 femmes. Les hommes coupaient et préparaient les peaux. Les femmes cousaient, finissaient et brodaient les gants. Elles font à présent le travail des hommes; mais on les a spécialisées dans des *parties* de gants, afin d'obtenir un meilleur rendement. On a même été obligé d'employer la machine pour le *dollage*, ou amincissement des peaux, opération qui était plus délicatement exécutée à la main.

On travaille dans la ganterie, actuellement, autant qu'il est possible. Les peaux ne manquent pas : il en vient d'Espagne, d'Italie, de l'Amérique du Sud. Mais c'est la France qui fournit les plus belles. Les commandes de gants sont si abondantes que les fabricants n'en acceptent plus pour cette année. On fait les gants dans la campagne. Des entrepreneuses portent l'ouvrage aux ouvrières qui sont payées à la semaine d'après un tarif convenu avec les fabricants. Elles gagnent de 2 à 5 francs par jour. C'est un appoint sérieux au budget d'une famille paysanne.

L'aisance règne dans le Dauphiné. Les propriétés sont peu étendues, bien cultivées, et le tourisme est, pour les habitants de ce pays privliégié, une source inépuisable de profits. A la déclaration de guerre, toutes les villégiatures avaient cessé. Lorsque vint l'été de 1915 la situation s'améliora; et la saison de 1916 fut excellente : tous les hôtels étaient pleins. Cette année il n'en sera sans doute pas ainsi à cause des difficultés pour les billets de famille et pour la circulation en chemin de fer. Mais l'après-guerre offre au tourisme et au Dauphiné de brillantes perspectives. On sait déjà que près d'un million d'Américains forment le projet de se rendre, en une sorte de pèlerinage, aux champs de bataille où s'est décidé, avec le sort de la France, celui de la civilisation. Les statistiques évaluaient à plus de deux milliards par an, les sommes dépensées par eux en Europe. « Il n'y aura pas de plus fructueuse opération, dit le Syndicat d'initiative de Grenoble, que d'aménager la province française pour bien les recevoir et pour les retenir ».

Le tourisme n'est pas le seul avenir du Dauphiné. Que ne peut-il espérer de ses rivières, de ses torrents, de ses chutes d'eau? Déjà avant la guerre, Grenoble, au point de vue hydro-électrique, était le centre de toute la région circonscrite par le Rhône, depuis son

confluent avec la Drôme, jusqu'à la Savoie. On y fabriquait du ciment; et le Dauphiné fournissait à lui seul un tiers de la production totale de la France. Il possédait des usines de mécanique et d'électro-métallurgie. Depuis la guerre, on en a créé de nouvelles, et les fours électriques se multiplient pour la fabrication de l'aluminium et de l'acier et pour les alliages titrés de métaux rares : manganèse, nickel, chrome, tungstène, silicium, cerium, vanadium, avec le fer ou l'acier dont ils augmentent la résistance et qu'ils dotent de qualités nouvelles. Des industriels du Nord, dont les fabriques sont détruites, vont, paraît-il, les reconstituer dans cette région de la *houille blanche*. Le Dauphiné, où l'on ne peut établir de grosses industries métallurgiques, faute de fer et de charbon, deviendra sans doute un réservoir de force électrique qu'il distribuera au loin. On en envoie maintenant à plus de 200 kilomètres : c'est peu, si l'on songe qu'en Afrique la force du Zambèze est transmise à 300 lieues. Mais il est nécessaire, m'a-t-on dit à Grenoble, qu'après la guerre les industriels français renoncent à leur esprit d'individualisme, qu'ils sachent se grouper, et que les banques les appuient selon les méthodes qui ont fait la force de l'Allemagne.

Quant à la ville de Grenoble en tant que ville, elle tire sa vie et presque son importance de son Université. C'est une Université d'esprit très moderne et très pratique, autour de laquelle ont grandi des instituts et des écoles spéciales, que l'on ne rencontr point ailleurs. Peu de temps avant la guerre elle avait créé un laboratoire électro-chimique, qui a rendu des services à la défense nationale. Son directeur, M. le professeur Flusin, a retrouvé quelques-uns des produits dont les Allemands semblaient avoir le monopole : le magnésium, par exemple, l'acide picrique, et d'autres encore, dont on ne révèle pas les noms. Grenoble possède une école de papeterie que l'Union des fabricants de papier de France a voulu fonder comme annexe à l'Institut électro-technique, dont la réputation est solidement établie dans le monde industriel. La guerre lui a fait du tort en la privant de la plupart de ses professeurs et de ses élèves, et en raréfiant la pâte de bois qui venait de Suède et de Norvège. Mais on y travaille toujours. J'y ai vu fabriquer du papier d'emballage avec d'horribles chiffons de tous les tissus et de toutes les couleurs.

L'Institut de pisciculture, autre dépendance de la Faculté des sciences, est une des curiosités de Grenoble. Ses aquariums ne renferment que des poissons de lacs et de rivières, surtout des truites, qui semblent revêtues de velours frappé, où se fondent

les ors, les verts, les bleus vifs ou tendres, et des carpes moirées d'or et d'argent. Toute l'eau en est illuminée.

Cet Institut est l'œuvre de M. le professeur Louis Léger. Il ne lui consacre pas seulement son travail de l'année; mais il emploie ses vacances à parcourir la campagne française, et à *semer* du poisson dans les cours d'eau. Car nos rivières depuis longtemps se dépeuplent sans que l'on y prenne garde. La France perd des millions chaque année par pure négligence, et les Français ignorent, ce que l'on sait si bien ailleurs, que l'*aquiculture* est *encore plus productive* que l'agriculture, et que nos cours d'eau doivent être ensemencés comme nos champs. La France achetait, avant la guerre, pour *dix millions* de francs de poissons par an; et la plus grosse partie de cette somme était payée à l'Allemagne qui nous envoyait les poissons chers : truites, carpes, brochets, écrevisses. Nous n'en tirions de chez nous que pour quatre millions. Ce n'est pas être trop ambitieux que de souhaiter le renversement de cette proportion. Selon M. Léger, rien ne serait plus simple. Les habitants des pays de montagne, où l'eau abonde, pourraient facilement et sans gros frais faire de petits élevages. Deux ou trois bassins suffiraient pour recevoir deux ou trois cents truites de différents âges. L'Institut offre un modèle de cette organisation peu coûteuse, qui permettrait aux paysans d'ajouter sans peine 150 à 200 francs par an à leurs revenus. La truite, qui avant la guerre valait 6 fr. 50 le kilog., se vend maintenant 8 francs et se vendra 12 dans quelque temps. M. Léger ne conseille pas aux particuliers de grandes exploitations, car en cas d'épidémies les pertes peuvent être considérables. Il vaut mieux généraliser la pisciculture et entreprendre, selon les méthodes scientifiques, le repeuplement des eaux de France. Scientifiques, car il faut, avant de jeter le poisson, étudier les qualités biogéniques des eaux. Trop souvent on leur confie une quantité de nouveaux hôtes qu'elles sont incapables de nourrir. Ces études sont la raison d'être de l'Institut de Grenoble. Grâce à lui, certains ruisseaux ont déjà vu leur production décupler; et les paysans dauphinois, malgré leur méfiance, ont commencé d'ajouter cette culture à celle de leurs champs. Mais n'est-elle pas regrettable la négligence que l'on a apportée à mettre en valeur cette partie du patrimoine national? Nos fleuves et nos rivières auraient pu contribuer dans une large mesure au ravitaillement de la France.

J'ai entendu dire, à Grenoble, que la guerre se prolongeant, l'Institut de pisciculture se verrait peut-être dans l'obligation de fermer, faute d'une subvention suffisante. Ce serait grand dommage, car il lui faudrait ensuite cinq ans avant de pouvoir

reprendre son œuvre bienfaisante, et de fournir des « sujets » aux particuliers et aux communes qui lui en demandent. Il semblerai qu'au contraire son activité dût être aujourd'hui plus grande que jamais, et l'appui dont il a besoin plus vigoureux.

L'Université avait attiré à Grenoble un grand nombre d'étudiants étrangers. C'est, je crois, la première des universités de province qui ait organisé pour eux un enseignement spécial. Ce furent d'abord, en 1897, de simples cours de vacances. Le nombre des auditeurs, qui fut de 57 la première année, atteignit le chiffre de 154 l'année suivante. Dix ans après, ils étaient un millier; et, en 1913, plus de 1500. Jusqu'en 1910, les Allemands composaient la majorité; puis les Slaves et les Américains arrivèrent, et parmi les Slaves beaucoup de Bulgares. Les femmes étaient plus nombreuses que les jeunes gens, surtout chez les Russes et les Américains. Il y avait aussi des jeunes filles bulgares, « très sauvages », me dit-on. Leur premier soin était de se familiariser avec nos modes. En quelques mois elles acquéraient l'habitude du corset. Lorsque la guerre balkanique de 1912-1913 éclata, presque tous ces Bulgares, hommes et femmes, qui ne recevaient plus rien de leur famille, se trouvèrent dans une situation très difficile. L'Université les exonéra des droits d'inscription, et leur vint en aide de plusieurs manières.

La déclaration de guerre dispersa tous ces étudiants. Cependant une centaine, qui appartenaient aux nations alliées ou neutres, restèrent, et les cours de vacances, même en 1914, ne furent point interrompus. Des Serbes ont été depuis envoyés à Grenoble. L'Université s'est empressée de créer des bourses pour un certain nombre d'entre eux. Ces jeunes gens étudient surtout les sciences et les applications de l'électricité à l'industrie.

*
* *

Le lendemain de mon arrivée, Nice se réveilla sous une épaisse couche de neige qui, durcie par le vent de la nuit, résista plusieurs jours au soleil. Les mimosas, qui commençaient seulement à fleurir, — la végétation fut si tardive cette année! — furent en partie brûlés. Ceux qu'un heureux hasard défendait contre la bise faisaient peine à voir avec leur mine frileuse et recroquevillée. Les promeneurs avaient ce même air gelé et ils échangeaient des regards de consternation. Car on n'avait pas vu de neige pareille à Nice depuis dix-huit ans. Les gamins émerveillés se mirent à jouer à la guerre. Ils amoncelaient les « munitions » et mitraillaient les passants.

La neige n'est pas seyante aux villes du Midi. Sa blancheur

faisait paraître plus ternes les couleurs des magasins et des maisons dont on a négligé depuis trois ans d'entretenir et de renouveler la peinture. Nombre de gens qui n'étaient point équipés pour un froid aussi sérieux s'en protégeaient comme ils le pouvaient et parfois d'une façon assez bizarre. J'ai vu un châle fait d'un tapis de table. Des soldats noirs déambulaient dans les rues d'un pas indolent et en claquant des dents. Ils s'arrêtaient sur les trottoirs ensoleillés et tendaient leur dos à la chaleur devant les magasins dont ils contemplaient les étalages avec curiosité. Les hôtes habituels de la Côte d'Azur ont cédé la place aux troupes noires et aux troupes jaunes qu'on y envoie hiverner. Leurs campements se succèdent depuis Saint-Raphaël jusque près de la frontière italienne et à l'entrée de l'Estérel.

Les premières semaines de la guerre, Nice et les autres villes du littoral reçurent de nombreux blessés. Les grands hôtels, dont beaucoup appartiennent à des Allemands, furent réquisitionnés et transformés en hôpitaux. Mais on renonça à imposer aux blessés un si long voyage. Ils ont été remplacés par les malades et les fiévreux de l'armée d'Orient dont la guérison est plus lente.

Supprimez ces malades dont la présence attire sur la côte méditerranéenne des parents et des amis. Supprimez ces troupes qui essaient de se chauffer au soleil, et qui, en attendant de retourner au feu, mettent de la couleur et du mouvement dans les rues et sur les routes : ce pays de luxe, de plaisir et d'oubli, si l'on songe à ce qu'il était, paraîtra presque déserté. De toute la France — à l'exception bien entendu des départements envahis — la Côte d'Azur est la région qui a matériellement le plus souffert de la guerre. Pour ne parler que de Nice, un négociant m'assurait que la ville était en déficit de *cinq millions* (il faut songer que la taxe du jeu produisait 1 500 000 francs avant la guerre et que, depuis la guerre, on ne joue plus). En Italie, Venise serait, paraît-il, dans une situation analogue. Ce sont des villes qui ne vivent que des étrangers. Il n'y a pas de grosses industries sur la Côte d'Azur, si ce n'est l'industrie hôtelière qui, dans la seule circonscription de Nice, compte huit cents hôtels et réalise, en une année moyenne, 156 millions de francs. Mais ce n'est presque plus une industrie française : les patrons étaient et sont presque tous des étrangers; et les 75 pour 100 du personnel qu'ils employaient étaient aussi des étrangers. En 1914, ils avaient gardé leurs hôtels fermés. En 1915, ils cherchèrent à attirer les voyageurs en leur offrant des « prix de guerre » très avantageux. Cette année, la rareté du combustible est cause qu'un certain nombre d'établissements n'ont pu

ouvrir, et surtout les plus importants. Cependant il est venu beaucoup de monde; mais non point la clientèle habituelle, celle des joueurs. Les hôteliers qui travaillent ont tout de même fait de bonnes affaires, car les hôtels, étant moins nombreux, n'ont pas désempli. Ils en ont profité pour rétablir leurs anciens tarifs de la « haute saison ». Ils les ont maintenus, tout en appliquant l'ordonnance des repas à deux plats avec un zèle qui a peut-être dépassé les intentions du législateur.

Ce ne sont pas seulement les hôteliers qui auraient le droit de se plaindre : le commerce des fleurs subit des pertes énormes, et, ce qui est plus grave, la culture même des fleurs est menacée. Elle occupe plus de vingt mille ouvriers, la plupart italiens. Depuis la guerre, ils sont rentrés en Italie. La récolte des fleurs d'orangers n'a pu se faire qu'imparfaitement. On y employait 15 000 Italiennes qui ne sont pas venues cette année. Conséquence : l'eau de fleurs d'oranger a presque doublé de prix, et à un moment où tant de malades en ont besoin. La floriculture demande des soins incessants, et les femmes de cette région ne travaillent guère à la terre, me disait un grand horticulteur réduit, comme bien d'autres, *à un seul ouvrier*. Il faudra quelque temps pour réparer le mal causé aux champs fleuris, par la négligence forcée dont ils souffrent depuis deux ans. La culture florale représente une superficie de 5000 hectares; et elle rapportait 46 millions de francs. Une partie de la production était absorbée par la parfumerie et la distillation des essences dont Grasse est le centre. Le reste se vendait sur place pendant la saison ou était expédié à Paris et surtout à l'étranger. Mais voici deux ans et demi que la distillation et la fabrication des parfums sont ralenties et que la vente des fleurs coupées est insignifiante. Les floriculteurs ont commencé à élaborer des plans de défense contre l'exploitation future de l'Allemagne. C'est un curieux chapitre de l'histoire de l'emprise allemande sur les marchés du monde, et en particulier sur le marché russe. Dans ce pays où la fleur représente la suprême élégance et la joie des yeux, dans ce pays du grand luxe, la France ne fournissait que pour 408 000 roubles de fleurs ; alors que l'Allemagne en envoyait pour 13 154 000 roubles. Et cependant, *presque toutes ces fleurs* étaient sorties de notre sol, s'étaient épanouies sous notre ciel. Mais avant d'arriver en Russie, elles avaient passé par Berlin. Des commissionnaires allemands les recevaient et les triaient. Les fleurs détériorées par le voyage ou celles de second choix restaient en Allemagne. Les plus belles étaient dirigées vers la Russie du Nord ou du Sud, par les gares de transit Thorn-Alexandrovo, ou Eydtkhunhn-Virballen, où

d'autres maisons allemandes en prenaient livraison. Après un nouveau triage, nos fleurs atteignaient enfin le point terminus de leur voyage : Petrograd, Moscou, Riga, Varsovie. Et voilà comment nos fleurs de France, naturalisées allemandes, rapportaient à nos ennemis des bénéfices considérables.

Si l'industrie florale dépérit depuis deux ans, on peut en dire autant de tout le commerce de luxe, et principalement de celui qui touche à la mode et qui employait un nombreux personnel féminin. Contrairement à ce que l'on voit dans les pays d'usines, une grande gêne règne sur la Côte d'Azur. Afin de remédier au mal, les dames de Nice ont créé des industries nouvelles. M[me] Claire Virenque a formé des ateliers de broderies, et principalement de broderies d'or et d'argent pour uniformes. Elle a été aussi l'initiatrice de l'œuvre de *la Vannerie des Alpes-Maritimes* qui, fondée d'abord simplement en vue d'aider les réfugiés, a pris une assez grande extension. On y emploie des femmes du pays, des réfugiés, des mutilés, qui apprennent à fabriquer des paniers de tous les genres, mais d'un usage pratique et courant, et les commandes affluent. Le public devrait appuyer cette initiative comme toutes les autres manifestations du réveil économique de la France. Sait-on que 80 pour 100 des paniers, corbeilles et malles en osier qui se vendaient chez nous venaient d'Allemagne? L'œuvre de *la Vannerie des Alpes-Maritimes* aura aussi une heureuse répercussion sur la campagne, car elle se propose d'encourager la culture de l'osier, et d'aider, au besoin, à la création de nouvelles oseraies. Nous ne produisions presque plus d'osier en France. Un vieux pharmacien niçois me disait : « On est démuni de tout et on ne s'est point réassorti parce qu'il n'y a pas de « saison ». Il ajoutait que la Côte d'Azur comptait trop sur les étrangers. On n'y fabrique rien, pas même les objets dont on aurait sur place la vente assurée : les boîtes, par exemple, et les flacons. Il faut bien dire, du reste, que ces petites industries existaient autrefois ; mais elles ont été tuées par la grosse industrie. Ainsi, à Cannes, il y avait une verrerie au quartier de la Bocca, où l'on fabriquait des flacons pour l'eau de rose et pour l'eau de fleurs d'oranger. La guerre les fera-t-elle renaître ?

La société niçoise s'est montrée extrêmement généreuse envers les blessés, les soldats du front et les prisonniers. On m'a parlé d'une gracieuse petite œuvre : *l'Œuvre du citron*. L'évêque de Nice, Mgr Chapon, qui s'est réservé l'aumônerie des contagieux, l'avait créée et en chargea les *Noélistes*. Les Noélistes sont les abonnées de cette revue bien connue, le *Noël*, dont les enseignements achèvent la formation religieuse et sociale de tant de jeunes

filles. Au début de la guerre, les Noélistes se « mobilisèrent », selon leur expression, dans toutes les œuvres qui semblaient avoir besoin de renfort. Et elles en fondèrent plusieurs pour les soldats, les prêtres-soldats, les réfugiés, les enfants. Elles ont apporté un zèle charmant à développer celle *du citron*. Elles récoltent les fruits et les « mendient » parfois chez les particuliers, les horticulteurs et les marchands. Elles les emballent, les expédient aux hôpitaux les moins fortunés ; et elles en ont déjà envoyé plus de 25 000 kilos.

On a réuni à Nice la plupart des enfants serbes qui avaient été disséminés dans nos lycées. Ils sont là cinq cents avec leurs professeurs, qui ont repris le cours régulier de leurs études. Je suis allé les voir à l'hôtel des Iles Britanniques où ils ont leurs réfectoires. Dans une salle à part dînaient les jeunes filles qui préparent leur baccalauréat, et qui doivent aller ensuite faire leurs études de médecine ou de droit dans l'une de nos Facultés. Les garçons étaient contents de leur séjour parmi nous. Les jeunes filles me parurent plus mélancoliques.

*
* *

Notre grand port cosmopolite n'a jamais été plus vivant ni plus bariolé : un ciel d'un bleu intense, les manteaux rouges des spahis et le turban des hindous, les teints bronzés des soldats d'Afrique et tout le kaki des uniformes anglais sous une lumière éclatante.

Marseille est environnée de camps dont la diversité fut, pendant la première année de la guerre, une grande attraction. Ces étrangers avaient apporté avec eux leurs pénates et leurs modes de vivre. On admirait chez les Anglais leur confortable, et des systèmes perfectionnés pour faire le thé à toute heure et dans toutes les circonstanees de la vie guerrière. Les Russes chantaient soir et matin des mélopées sauvages qui, m'a-t-on dit, « vous faisaient chavirer le cœur ». Les Hindous, eux, ne chantaient pas; mais dans leur camp dressé sous les pins, au pied d'une colline à la terre rougeâtre, parmi les lentisques, le romarin et la brousse parfumée de la Provence, c'était toute l'Inde. Ses fils en conservaient les coutumes, priant et vivant, comme ils avaient jusqu'alors vécu et prié. Des feux allumés en plein air séparaient les clans et les castes. Dans des marmites semblables, le riz ne cuisait pas avec les mêmes rites. Ce pittoresque a disparu. En deux ans la civilisation occidentale a usé cet exotisme, et les soldats hindous, vêtus à l'européenne, ne gardent plus de leur race et de leur pays que leur couleur basanée et des turbans volumineux d'un blanc grisâtre ou d'un jaune terni.

Le pittoresque, et un pittoresque d'actualité, on le trouve surtout autour des bassins et dans ces rues étroites et noires, fermées au soleil par de très hautes maisons, qui descendent rapidement vers le port. Les petits commerces de plein air se sont multipliés sur les quais et sur les trottoirs. On dirait une foire permanente. Les éventaires, disposés avec l'art naturel que l'on possède dans le Midi, offrent des nougats veinés, pareils à des marbres rares; des cornets d'*oublies* fourrés de crème; des *chichis fragis* ou beignets à l'huile dorés. Et les soldats de toutes les armes et de toutes les couleurs assiègent les légères boutiques de toile. « Ils passent leur temps ici, les *povres* », me dit une marchande dont les cheveux savamment tordus et ondulés étaient piqués d'épingles scintillantes. La coiffure est le luxe des Marseillaises. Les affaires sont bonnes, et je comprends que le plus clair de la paye des soldats reste dans ce quartier du port.

Le commerce d'un genre plus relevé, et surtout les bijoutiers et les maisons de thé, profitent grandement aussi du passage des troupes alliées. Vers cinq heures on trouve difficilement une table libre dans les principales pâtisseries, bien que, depuis la guerre, les plus importantes maisons aient ouvert des succursales. Les Anglais les envahissent : ce sont toujours de bons clients. L'interdiction de vendre des gâteaux les mardis et mercredis, qui allait entrer en vigueur la quinzaine suivante, assombrissait les patrons. Le propriétaire de deux salons de thé très fréquentés estimait à 2000 francs par semaine la perte qu'il allait subir. Il serait plus exact de dire l'occasion de gain qu'il allait perdre. Chacun de ses *tea-room* faisait 500 francs d'affaires par jour.

Marseille est une des villes de France où la vie est encore le plus facile. A l'exception du charbon qui devenait rare et du sucre qui commençait seulement à manquer, le prix des autres denrées n'avait pas augmenté comme à Paris et dans certaines grandes villes. Au marché, où je suis allé, la présidente du syndicat des marchandes nous dit que les légumes n'avaient guère enchéri. Un beau chou valait quatre sous. Cependant les arrivages de la campagne sont gênés par la difficulté des transports. Au lieu de dix à quinze charrettes de légumes, elle n'en recevait plus que deux. Mais comme on n'expédiait rien et que tout devait être consommé sur place, les prix ne montaient pas.

Cette présidente des marchandes est un personnage populaire à Marseille. Rondelette et d'âge moyen, coiffée à l'ancienne mode d'un mouchoir à carreaux noué en marmotte autour de sa tête, Mme F. trônait devant un petit bureau, à l'ombre de son parapluie-tente. Des jeunes filles venaient lui apporter de l'argent

que, tout en continuant de parler, elle inscrivait sur un carnet. Nous étions au samedi : c'est le jour où les dames du marché font entre elles une quête pour les soldats. Le jeudi elles vont distribuer des fruits et des cigarettes dans trois ou quatre hôpitaux. A Noël, elles ont offert le dessert à tous les blessés soignés à Marseille : une orange, une cigarette, un gâteau « et pas de la ratatouille, affirmait Mme F., mais des gâteaux à quatre sous, tout ce qu'il y a de bon »! D'autres fois, elles régalent de pâtisseries et d'oranges un hôpital. Elles s'y transportent en corps, garnissent les tables de fleurs et leur présidente dit des vers : les siens. Car Mme F. est félibre. Elle nous récita, en provençal, sa réponse « au sénateur qui a insulté le XVe corps » (celui-là fera bien de ne pas aller se promener au marché de Marseille)! Elle nous dit aussi sa prière à Notre-Dame de la Garde qu'elle a fait imprimer pour l'envoyer en cadeau d'étrennes aux *filleuls* du marché, soldats du front ou prisonniers, et même à ceux des régions envahies, car, « qu'ils soient de Marseille ou du Nord, ils se battent tous de même pour nous »; et elle termina par une pièce « au roi Albert » qu'elle lui a fait parvenir, copiée en belle écriture, « sur du papier de luxe, du papier parchemin, qu'on dirait rongé par les rats ».

A la poissonnerie, le bruit était étourdissant. Les marchandes, juchées sur des sièges élevés, dominent la foule des acheteurs qu'elles appellent et tour à tour complimentent ou invectivent. « Il ne faut point prendre peur à nous entendre crier, me dit aimablement l'une d'elles, c'est le métier qui veut ça, mais on a bon cœur. » Elles ont aussi un goût d'artistes, car leurs éventaires sont d'admirables tableaux. Sur un fond d'algues vertes et mordorées, toutes luisantes, reposent les *rascasses* rouges, les *rascaous* d'un bleu d'ardoise, les *rougets* couleur de corail et les fines *girelles* allongées, rayées de bleu, de rouge et de blanc, encadrés par une bordure d'oursins rébarbatifs, pareils à d'énormes marrons d'Inde. Mais si le poisson est beau, il est cher cette année, car les pêcheurs sont plus rares. On en vend beaucoup « à cause des permissionnaires que l'on régale », nous dit une marchande. On paie « sans rechigner » une langouste 12 francs, et 3 ou 4 francs le kilo de menu poisson.

Comme nous quittions la poissonnerie, une religieuse y entrait. Elle passait sans rien demander ni acheter. Mais les marchandes lançaient adroitement qui une poignée de coquillages, qui un rouget ou quelques girelles dans le panier suspendu à son bras.

J'ai traversé les bassins en canot automobile jusqu'à leur extrémité, où commencent les travaux du canal-tunnel qui mettra

le port en communication avec l'étang de Berre et le Rhône. Rien ne serait plus utile aujourd'hui, car, le long des quais, la place manque aux navires. Ils attendent leur tour, alignés sur plusieurs rangs. Autour d'eux, les docks sont pleins. Les cargaisons s'amoncellent au dehors. Et le vent nous apporte l'odeur spéciale aux entrepôts de marchandises : l'odeur des épices et du chanvre des sacs neufs. Il bruinait et ventait, la mer était mauvaise. La houle du large se faisait sentir jusque dans les bassins.

Un transport allait profiter du gros temps défavorable aux sous-marins, et partir pour Salonique. Le branlebas de l'appareillage était commencé. Des hommes s'empressaient autour des canons effilés; et les soldats, appuyés aux bastingages, contemplaient le spectacle du port. Devant eux, s'élevaient les deux forts que Vauban construisit jadis, afin de le fermer en cas de révolte des Marseillais. Car ils avaient la tête chaude et, comme tous les Méridionaux, ils conservaient la tradition des libertés municipales. Là-haut, très haut, l'image de Notre-Dame de la Garde brillait, malgré l'absence de soleil. Elle est toujours l'objet d'une dévotion aussi ardente. Depuis le commencement de la guerre, des troupes de pèlerins, venus de toute la Provence, gravissent chaque jour les roides escaliers qui mènent au temple aérien. On a même vu des « dames en chapeaux » qui montaient pieds-nus la colline. Et avant de s'embarquer pour l'Orient, bien des marins et bien des soldats, « et même de ceux du Nord », vont prier dans ce sanctuaire plein d'ex-voto.

Un grand nombre de navires neutres étaient ancrés dans les bassins : des espagnols, des suédois, des norvégiens. Ils portent leurs couleurs peintes de chaque côté de leur coque, en larges bandes bien éclatantes, bien visibles. Le fret de tous ces bateaux s'est élevé, depuis trois ans, dans des proportions fantastiques [1]. La tonne de marchandises qui, en 1914, payait 21 francs de Calcutta à Marseille, en paie 375 à présent. Le riz venait d'Indo-Chine pour 13 shillings, il en coûte 190. Le charbon a passé de 8 fr. 75 à 110 francs la tonne, de Cardiff en France. Le fret de l'Amérique du Nord qui était de 14 fr. 25 est de 193 fr. 75. A Marseille même, on loue des navires 15 000 francs par jour, au lieu de 2000 francs, le prix d'autrefois. Des fortunes énormes s'édifient. On connaît des armateurs qui ont gagné 20 millions depuis trois ans, et des consignataires de navires qui sont plusieurs fois millionnaires. On s'enrichit dans les métiers les moins relevés : un conducteur de camion fait des journées de 80 francs. Un *chef*

[1] Chiffres cités par le grand journal anglais, *Fair Play*, qui fait autorité sur ces questions.

portefaix[1] en gagne 60 000 par an. Il n'est pas de débardeur qui n'empoche au moins ses 20 francs par jour. Les nouveaux riches poussent à Marseille comme des champignons; et c'est surtout à eux que le commerce de luxe doit sa prospérité. Bijoux, dentelles, fourrures, argenterie, ils achètent tout sans regarder au prix, ignorant d'ailleurs la valeur réelle des choses. Une marchande disait à d'anciennes clientes qu'elle reconnaissait ces enrichis du matin à ce qu'ils demandaient d'abord « ce qu'il y a de plus cher ».

Tous les milieux ont plus ou moins profité de cet afflux d'argent, comme en témoigne le mouvement d'affaires de la Caisse d'épargne. Elle est la troisième de France : la première est celle de Lyon, la seconde celle de Paris. Lorsque la guerre éclata, 75 millions y étaient déposés. Pendant la première année on en retira une cinquantaine. Les versements reprirent en 1916. En janvier 1917, il y avait en caisse 58 millions de francs. Mais ce sont toujours les mêmes personnes qui placent : de petits bourgeois, des employés. Il y a *très peu* d'ouvriers parmi les déposants. J'ai entendu répéter à Marseille ce qu'on m'a dit partout : les ouvriers dépensent et même gaspillent tous leurs gains, à l'exception toutefois ici des Italiens et des Espagnols qui vivent avec une économie sordide et vont placer leurs gains dans leur pays.

Autour de Marseille les usines se sont multipliées et des villages sont devenus des villes. Les poudreries de Saint-Chamas ont fait passer sa population de 2500 habitants à plus de 11 000. A Miramas, on a monté des fabriques d'explosifs. Les abattoirs et les installations frigorifiques de la Compagnie française du froid sec sont à Marignane. Et il y a dans la région beaucoup d'autres établissements de produits chimiques. Les femmes travaillent dans presque toutes les industries. Elles gagnent en moyenne 6 francs par jour et elles espèrent bien continuer après la guerre un travail aussi avantageux. On peut se demander ce que deviendront les enfants et s'ils seront nombreux dans des foyers ainsi organisés, ou désorganisés. Des dames de Marseille qui s'occupent de crèches et de « maternités » m'ont assuré que déjà le travail et la vie d'usine avaient une lamentable répercussion sur la santé des enfants qui venaient au monde. Il était question d'imposer aux industriels l'ouverture et l'entretien de pouponnières attenant à l'usine, où les bébés seraient soignés, et où les mères pourraient aller les allaiter plusieurs fois par jour.

Elle existe déjà, cette fabrique modèle, et c'est une femme qui l'a créée, de sa propre initiative, longtemps avant que les pouvoirs

[1] C'est un métier spécial au port de Marseille : de gros entrepreneurs de déchargements et de chargements.

publics y eussent songé. C'est une filature de soie, située dans un faubourg de Marseille. Fille et petite-fille de filateurs, « née dans la soie », sa propriétaire, Mme G., s'intéressa de bonne heure au travail et à la vie de la fabrique et, en général, aux questions commerciales et industrielles. Elle a monté et dirige trois filatures. Elle fait travailler presque uniquement des femmes et n'emploie que les hommes indispensables aux travaux trop durs pour des ouvrières. L'usine en occupe ordinairement mille. Mais la guerre a raréfié la matière première, les cocons, qui viennent surtout d'Orient et d'Extrême-Orient. Et cependant les demandes affluent. Nous ne fîmes que traverser les salles très éclairées, et où des femmes et des fillettes lavaient et dévidaient les petites boules oblongues, jaunes et blanches. L'atmosphère était lourde de vapeur d'eau et de l'odeur fade des vers à soie. Mais la majeure partie de la fabrique a été adaptée au lavage de la laine, et Mme G. travaille pour l'armée. Nous passâmes entre des montagnes de toisons. Les troupeaux de la Crau avaient fourni les unes; les autres étaient arrivées d'Algérie ou de l'Australie. Mme G. nous fit remarquer la propreté, la blancheur de ces dernières, alors que celles de nos moutons étaient sales, noires, encore boueuses. La laine de France n'en est pas moins la meilleure, la plus belle, la seule que l'on puisse employer pour faire les tapisseries des Gobelins.

« La guerre, me dit Mme G., aura démontré que les femmes sont capables de travailler au moins aussi bien que les hommes. » A travail égal, elle les paie autant qu'eux. Au lieu d'un contremaître, elle a une contremaîtresse qui touche 6000 francs d'appointements et qui surveille, outre le travail, l'hygiène et la santé des ouvrières et des mères de famille. Mme G. a installé une crèche où les enfants (que l'on prend à un mois) sont baignés, nourris, soignés et dorment dans des berceaux blancs. Ceux qui marchent ont un jardin et une salle de jeux pour les jours de pluie. On conduit les plus grands à l'école. Les ouvrières ont aussi leur infirmerie et les visites quotidiennes du médecin. Enfin les femmes ont à leur disposition une immense cuisine et deux cuisinières. Elles apportent une soupe, un ragoût prêts à cuire et, pendant qu'elles travaillent dans les ateliers, le repas de la famille mijote sans qu'elles aient à payer un sou pour le combustible et la surveillance. Elles s'en retournent avec leur plat chaud qu'elles vont manger chez elles. Comment s'étonner qu'un personnel si affectueusement, si *humainement* traité ne se mette jamais en grève? On a vu quelquefois toutes les filatures de la région se fermer, alors que celle de Mme G. continuait le travail. Et Dieu

sait pourtant si, dans les milieux industriels, les femmes sont faciles à conduire !

La guerre a interrompu la vie mondaine. Les dames qui, presque toutes, faisaient partie des sociétés de la Croix-Rouge, sont immédiatement entrées dans les hôpitaux. Ce ne sont pas les Marseillaises « du monde » qui font la fortune des pâtissiers, des couturiers et des orfèvres. Les jeunes filles ont profité de l'occasion pour conquérir leur indépendance : dès le 2 août, elles commencèrent à sortir seules, ce qui ne « se faisait pas » auparavant. Elles sont allées au cours de la Croix-Rouge, dans les dispensaires, dans les vestiaires, dans les asiles de réfugiés, dans toutes les nombreuses œuvres où travaillent les femmes que n'a pas accaparées le soin des blessés.

Ces dernières, après quelques tâtonnements, ont organisé une œuvre centrale, peut-être la plus complète de ce genre qu'il y ait en France. L'Entr'aide féminine, qui a pour présidente Mme de Larivière, a groupé toutes les bonnes volontés, toutes les compétences, et les a mises au service de tous les besoins, de toutes les misères. L'idée première de l'œuvre, créée à la fin de 1914, fut surtout de donner un appui moral aux femmes atteintes par la mobilisation et désemparées. Elles devaient trouver à la permanence, qui fut immédiatement instituée, des conseils pour les circonstances difficiles, des indications pratiques. Les fondatrices sollicitèrent et obtinrent le concours d'hommes d'affaires, de magistrats, d'avocats, de médecins, de notaires, qui formèrent le *Conseil* de l'Entr'aide, et cette collaboration n'est pas la moindre originalité de cette œuvre dont elle est aussi une des causes de réussite. La première semaine, l'œuvre reçut 400 demandes. A la fin de 1915, elle avait assisté 3470 femmes par l'intermédiaire de ses six sections (allocations, placement, assistance, travail, recherche des réfugiés et disparus, affaires juridiques), et ainsi elle avait démontré quels services elle pouvait rendre à des femmes qui ignoraient la loi et qui manquaient d'appui.

L'œuvre fonda un ouvroir où travaillèrent les femmes qui ne pouvaient ou ne voulaient entrer dans les usines. Intelligemment dirigé par Mme Autran, cet ouvroir est un des rares qui aient fait leurs frais, tout en payant le maximum de salaires à ses ouvrières. On lui avait adjoint une cantine qui, pour 35 centimes, servait un excellent repas composé de deux plats chauds. Malheureusement, à la fin de janvier, on n'eut plus ni charbon ni gaz. Il fallut fermer, au grand désespoir des fondatrices et des bénéficiaires de cette charitable institution.

L'Entr'aide a aussi tenté une œuvre d'éducation sociale et

morale dans ses causeries aux ouvrières. Deux fois par mois, quelques dames y traitent, devant un auditoire de deux cents personnes, des questions pratiques : hygiène, alimentation, éducation, ou des sujets d'un intérêt actuel et féminin : *Les devoirs de la femme pendant la guerre; Comment nous devons attendre nos soldats; Que pouvons-nous faire pour la France de demain?* Parmi les auditrices, il y a des ouvrières qui ne s'étaient jamais rencontrées avec des dames; et quelques-unes ont dit : « Nous ne savions pas que les dames étaient comme cela. »

Comme cela, c'est-à-dire comprenant leurs besoins, sympathiques aux difficultés de leur vie, capables de les aider à les surmonter. Beaucoup de dames, de leur côté, ignoraient également tout ce qu'il y avait de résignation, de courage et de petits labeurs ingrats dans l'existence des travailleuses. Que la lutte de classes est monstrueusement stupide! Sa principale condition est que les classes s'ignorent. Dès qu'elles se rapprochent, elles s'étonnent de se trouver tant d'intérêts communs et tant de sympathie. Aussi ceux qui exploitent cette lutte et qui en vivent ont-ils soin qu'elles ne se rapprochent pas.

*
* *

On se rappellera longtemps, en Provence, l'hiver de 1917. J'allai de Marseille à Avignon, en février, au plus fort du froid. Quelques journées ensoleillées avaient fait espérer un prochain dégel. Mais, aux alentours d'Arles, la terre restait couverte d'un givre dur, et les canaux qui sillonnent la campagne étaient encore gelés et luisaient d'un éclat métallique entre les plantations d'oliviers au feuillage grêle. *En Avignon*, ce jour-là, qui était un dimanche, on eût dit que le soleil avait attiré dehors toute la population de la ville, tant la foule était compacte dans la longue rue de la République. Mais les autres quartiers restaient déserts. La solitude et le silence environnaient le palais des Papes. Le silence, la solitude et l'ombre remplissaient l'antique sanctuaire des Doms. L'image de *Notre-Dame de Tout-Pouvoir* régnait dans ce vide, entre des lueurs de cierges et des parfums d'encens.

Pendant la nuit, la neige tomba, très abondante. Un vent âpre et glacé la durcissait à mesure qu'elle se posait. Le matin, Avignon avait disparu sous une épaisse couche blanche, unie et brillante, et les rues étaient désertes. On n'en distinguait que mieux les façades anciennes, les fenêtres à guirlandes, les portes sculptées, les traits, enfin, du beau visage de l'Avignon d'autrefois. Plus tard, la ville s'anima, mais d'une animation morne et

sans grâce. Des gens passaient en poussant des charrettes à bras ou chargés de sacs et de hottes : on faisait la chasse au charbon.

On avait annoncé, par voie d'affiches, la distribution des carnets de sucre à la mairie pour ce même lundi. C'était aussi la veille du premier jour où les pâtisseries devaient fermer. Mais cette mesure n'atteignait pas encore les confiseurs. L'après-midi, en entrant à l'Hôtel de ville, j'entendis ce bruit de la grande voix des foules, qui est toujours impressionnant, surtout quand on l'entend de loin. Un employé de la mairie me rassura. C'étaient des Avignonnaises qui attendaient leurs carnets de sucre et s'impatientaient devant les portes encore fermées.

C'est par la rareté du sucre que l'on commençait, me dit-on, à sentir les effets de la guerre dans le pays d'Avignon. Peut-être même n'en aurait-on pas manqué si tôt, sans les provisions que chacun a cru bon d'accumuler. Il n'y a pas de misère en ville, car la main-d'œuvre est rare et tous les genres de travaux sont largement payés. La mairie avait organisé des repas gratuits, en août 1914, afin de parer aux besoins immédiats, et, pendant l'hiver de 1914-1915, elle en distribua deux mille par jour. Ces cantines, fermées en été, furent rouvertes en novembre 1915. Cette année, on n'avait repris les distributions de nourriture qu'en janvier, et on se disposait à fermer en mars, car 125 personnes seules en profitaient, que l'on pouvait aider autrement.

La campagne, — qui depuis s'est bien dédommagée, — fut, au début de la guerre, plus atteinte que la ville dans sa prospérité matérielle. Le département de Vaucluse est essentiellement agricole; mais la propriété est très morcelée et empêche la grande culture. On cultive surtout les fruits et les légumes dont on fait des conserves et des confitures à Carpentras, à Apt, à Avignon. Le reste est exporté, et ce « reste », qui représentait, à vrai dire, la plus grosse part de la production, s'en allait en Allemagne, soit directement, soit en passant par la Suisse. Les Allemands, par ici, étaient extrêmement nombreux, établis à Saint-Rémy, à Barbantane, dans ces petites villes provençales exquises, avec leur grâce latine et leurs souvenirs antiques. On ne voyait qu'eux à Château-Renard, le grand marché du Midi. Ils achetaient en bloc la presque totalité des récoltes, pour les expédier à leurs confitureries d'Allemagne ou de la Suisse allemande. Ils achetaient nos graines fourragères, qui partaient presque toutes pour Hambourg et de là se répandaient en Europe, et encore plus loin. Le Vaucluse produit des chardons cardères, qui servent à carder la laine : des Allemands d'Allemagne ou établis en Suisse en étaient toujours les acquéreurs et les exportaient. On trouve aussi dans le

département beaucoup d'excellentes truffes; mais certains commerçants avaient concédé leur commerce d'exportation tout entier à des Allemands. Ces derniers avaient aussi monopolisé le commerce et l'industrie des plantes aromatiques, entre autres des lavandes, dont la Provence est embaumée.

Dans le courant de juillet, les Allemands disparurent. Mais ils s'éloignaient avec l'espoir de revenir, et sans doute de transformer ce coin de la France en une florissante colonie germanique, car, dans le même temps, de Berlin, on demandait à une librairie d'Avignon plusieurs douzaines de grammaires provençales.

La guerre interrompit le commerce en pleine saison des fruits qui, en 1914, furent, on s'en souvient, exceptionnellement abondants. La main-d'œuvre faisant défaut du même coup, la plupart de ces fruits restèrent sur les arbres; les légumes, qui encombraient les marchés, tombèrent à rien. Pour ne pas les voir perdus, les propriétaires les offraient à leurs amis, aux femmes des mobilisés, aux mères de famille. Les amis se dérangeaient quelquefois... par politesse. Mais les femmes que l'on aurait voulu obliger répondaient le plus souvent : « Ah! faut donc aller les chercher? C'est que c'est loin! » et elles n'y allaient pas. On m'a cité un propriétaire qui a offert sans succès sa récolte à onze femmes. Que voulez-vous? On était sûr que la guerre ne durerait que deux mois! Alors à quoi bon se fatiguer? On disait : « C'est la guerre : eh! bien, on va se reposer. » Le Midi est aussi imprévoyant que ses cigales, il n'aime pas à se donner du mal et préfère se contenter de peu, et puis sa terre est si généreuse! Un champ de fraises du côté de Carpentras fait vivre une famille de cinq ou six personnes.

Mais, par une contradiction assez curieuse, l'imprévoyance indidividuelle n'est pas incompatible avec la prévoyance organisée. Il y a, en Avignon, plusieurs sociétés de secours mutuels qui sont très florissantes. On trouve dans les campagnes des preuves d'un certain esprit d'association. Depuis la guerre, quelques villages se sont mis à cultiver en commun.

Les récoltes de ces dernières années ont été déficitaires; mais les prix de vente se sont fort élevés, et sont même devenus excessifs, m'a-t-on dit, pour les produits que l'on peut expédier dans d'autres régions, aux armées, en Suisse et en Angleterre. Un Avignonnais me racontait qu'un cultivateur lui avait dit : « Vraiment j'ai honte de vendre à des prix pareils; mais ce n'est pas nous qui les faisons : ce sont nos acheteurs, j'ai si grand honte que je n'ose pas compter l'argent qu'ils me donnent. Je tends la main et j'empoche sans regarder. »

Avignon, comme les autres villes de France, a ses œuvres de guerre : hôpitaux, Paquets du soldat, Envoi aux prisonniers, Secours aux réfugiés dont elle a reçu un nombre considérable. Au début de la guerre, l'œuvre de « La Provence pour le Nord » fut fondée afin de ravitailler en vêtements et en meubles les habitants ruinés des régions envahies. Des dames confectionnèrent des trousseaux de femmes et d'enfants de tous les âges. Avec 12 000 francs de matières premières, elles composèrent un stock qui en représentait une valeur de 30 000. La guerre se prolongeant, les vêtements furent distribués aux malheureux restés dans les départements occupés, par les soins du comité hispano-américain. Le surplus des fonds est mis en réserve en vue de l'achat des mobiliers.

C'est à Avignon qu'est née une des œuvres les plus sympathiques et les plus fécondes que la guerre ait inspirées; l'œuvre des layettes, ou de la *Croix Bleue*, complétée par *l Adoption familiale des orphelins de la guerre*. Ce sont les jeunes filles Noélistes qui l'ont créée et qui la soutiennent. En août 1914, le groupe d'Avignon avait été amené par les circonstance à s'occuper des familles de mobilisés. Il commença par faire des layettes. Les autres groupes suivirent cet exemple, et, à la fin de 1916, les Noélistes avaient distribué plus de 5000 layettes d'une valeur totale de 250 000 francs.

L'œuvre de l'*Adoption familiale* suivit de près celle des layettes. A un moment où le sort des orphelins de la guerre inquiète la France, la méthode suivie par les Noélistes paraît à la fois la plus pratique et la plus sage, celle qui offre le plus de garantie pour l'enfant. Elle consiste en une pension annuelle de 200 francs accordée au plus jeune orphelin d'une famille dont le chef est mort pour le pays, et servie par l'intermédiaire du curé de la paroisse de l'adopté, et sous sa surveillance. Cette somme, bien que modique, suffit, durant plusieurs années, à assurer l'entretien d'un enfant. Elle est un appoint précieux au budget d'une famille. L'enfant y gagne de rester au milieu des siens, il ne sera point un déraciné, un orphelin isolé dans sa petite vie. Cette méthode fort simple a l'avantage de supprimer absolument les frais généraux qui accablent trop souvent les œuvres, au point d'absorber quelque fois le plus clair de leurs ressources. En deux ans, l'œuvre a déjà adopté 1100 orphelins. C'est un beau résultat pour une œuvre de jeunes filles.

Comme j'étais encore à Avignon, on annonça l'arrivée d'un convoi de rapatriés des départements du Nord, de la Somme et de l'Aisne, arrachés de leurs villages depuis plusieurs mois; ils

arrivèrent cinq cents. Ce fut un spectacle navrant. Il y avait parmi eux des malades et des vieillards épuisés par un voyage de cinq jours, et qu'il fallait traîner. Les femmes étaient chargées d'enfants et de paquets, de sacs, de boîtes. Les enfants plus grands disparaissaient sous des fardeaux mal ficelés. Ces pauvres gens avaient « sauvé » ce qui leur restait de plus précieux : leurs meilleurs vêtements et leurs couvertures qui formaient des ballots difficiles à manier. Pendant les formalités de réception, ils attendaient sur le quai, troupeau pitoyable et silencieux, les épaules courbées, l'air humble, avec de la peur dans leurs yeux mornes.

On les répartit en plusieurs groupes; et le triste cortège se mit en marche. Les vieillards montèrent dans une ou deux voitures qui se trouvaient là. Le reste s'en alla lentement, à pied, sous une averse glacée de neige fondue, pataugeant de lassitude dans la boue froide et dans les flaques d'eau. Des femmes qui portaient des enfants butèrent plusieurs fois de faiblesse; et l'une d'elles tomba. Sur leur passage on faisait la haie.

On en conduisit d'abord cent cinquante à deux cents dans une ancienne taverne allemande, où les attendait un bon repas. Leur couvert était mis, et chaque place était marquée par une orange. Ah! cette orange que saluèrent les cris de joie des enfants, et qui fit glisser un sourire sur les visages tirés des autres! Les premiers cris, les premiers sourires de nos frères martyrisés et perdus pour nous depuis deux ans! Il y avait des petits qui, n'en ayant jamais vu, prenaient ces beaux fruits pour des balles à jouer, comme savent en tricoter les grands'mères. Puis ce fut la joie du pain, du gros morceau de pain blanc à croûte jaune (le pain d'Avignon est délicieux). « Vous avez donc du pain blanc? » Les Allemands leur avaient dit que les Français étaient rationnés et voici qu'on leur en présentait des corbeilles pleines!

Le lait manquait pour les enfants : les laitiers s'étaient mis en grève le matin même. Ils voulaient vendre le litre de lait 50 centimes « comme dans le Gard ». Mais dans le Gard le fourrage avait été vendu 30 francs les 100 kilos, au lieu qu'en Vaucluse on ne l'avait acheté que 14 francs; et leurs prétentions n'étaient point justifiées.

J'allai le lendemain faire visite à nos pauvres compatriotes. Ils avaient dormi dans de vrais lits et mangé à leur faim. Ils se chauffaient autour des poêles et ne parlaient guère encore. Ils semblaient indifférents à tout. Dans deux ou trois jours, me dirent les personnes qui, depuis plusieurs mois, s'occupaient de ces misères, ils pleureraient et ce serait un signe de détente. Mais pendant quelque temps ils garderaient encore cette expression

craintive et l'habitude de la soumission qui les amenait près de la directrice pour demander la permission de sortir ou d'écrire une lettre. Ils n'osaient pas croire à leur liberté. Leur extrême fatigue se traduisait par de longs sommeils et par une faim insatiable. Cet état durerait une quinzaine de jours. Dans une semaine, me dit l'infirmière qui prenait soin d'eux, les maladies apparaîtraient, et surtout les *bobos* : abcès, maux blancs, et parfois la gale.

Maintenant qu'ils s'étaient nettoyés, on commençait à distinguer entre eux les différences des conditions qu'avait effacées l'égalité de la misère. Il y avait parmi eux des gens riches, ou qui étaient riches avant l'invasion. Les moins affaissés donnaient des détails sur leur vie *là bas*. La femme d'un riche brasseur me dit qu'elle avait dépensé depuis la guerre 25 000 francs pour se nourrir, avec sa petite fille et ses deux bonnes. Dans sa ville, non loin de la frontière belge, des *fonceurs* apportaient des vivres en traversant, au péril de leur vie, les fils de fer barbelés. On payait le cacao 50 francs le kilog. ; la viande 35 francs ; le café 25 ; et un œuf coûtait de 25 à 30 sous. Mais les pauvres, ou ceux qui manquaient d'argent comptant, connaissaient d'horribles privations.

Elles nous dit aussi que dans sa ville on « savait tout ». *Un* numéro du *Matin* y entrait une fois par semaine. Il était payé 100 francs à celui qui l'apportait. Des boutiques le louaient ensuite à tour de rôle pour 20 francs, et les clients payaient à leur tour vingt sous pour aller le lire. Mieux encore : on possédait un *sans fil* et tous les jours on avait des nouvelles.

Mais dans d'autres villes et surtout dans les villages, il n'en était pas ainsi ! Là, on ne connaissait ce qui se passait en France et dans le monde que par les affiches des Allemands. Ils y donnaient des « nouvelles de Paris » où on lisait combien de centaines de personnes n'avaient pu entrer, faute de place, dans les cinéma et dans les théâtres parisiens. Ils faisaient circuler des gravures, des illustrations montrant Paris et ses plaisirs et les modes. Les braves gens nous dirent : « Ils voulaient nous faire croire qu'on nous oubliait. Mais nous ne l'avons pas cru. » Cependant les jupes si amples, si courtes et les hauts talons les étonnaient. « Quelles drôles de modes ! disaient-ils. Nous croyions qu'il n'y avait que les Allemandes à porter ça. »

Quelques-uns avaient été maltraités. On les obligeait, sous peine de mort, à creuser des tranchées. Une mère de plusieurs enfants faisait tous les jours 20 kilomètres aller et retour pour aller travailler aux fils de fer barbelés, afin d'obtenir le pain de sa famille. Et quel pain !

La directrice du refuge me raconta que, dans un des derniers

convois, se trouvait une ravissante jeune fille avec ses parents. Elle venait de passer deux ans dans une cave, et la plupart du temps couchée dans un coffre. Elle en sortait quand la maison était vide d'Allemands, mais sans quitter la cave. Privée d'air et de lumière, elle était tombée dans une langueur dont on craignait qu'elle ne pût guérir. Ses yeux affaiblis ne supportaient plus la clarté du jour.

Tout était nouveau pour ces *revenants*, et d'abord les uniformes horizon. « On nous avait dit là-bas d'embrasser le premier soldat français qu'on verrait, et on cherchait partout les pantalons rouges. Quand on les a vus en bleu, on est resté là tout bêtes », nous dit une femme.

De son voyage de retour, une des dames gardait un souvenir émouvant. Une nuit, à un arrêt dans une station obscure, un casque à pointe apparut à la portière du wagon : « Où sommes-nous ? » demanda-t-elle. « En Lorraine », répondit une voix qui avait l'accent lorrain. Et tout bas : « Ces c.... de boches, comme ils vous traitent ! — Mais qui donc êtes-vous ? — Un Lorrain. Dites-leur là-bas que nous les attendons. »

Autour de la place, près du refuge, des enfants s'exerçaient à patiner sur des ruisseaux gelés. Mais les petits Avignonnais, qui ne connaissaient pas la glace, se jetaient par terre à tout coup. Cependant les enfants du Nord étaient sortis. D'abord timides, ils avaient commencé par regarder en curieux les jeux de ces autres enfants bien vêtus et à la mine florissante. Puis leur maladresse les avait fait rire. Et, peu à peu, ils les avaient remplacé sur la glissoire improvisée. Eux, ils étaient maîtres dans l'art de patiner, de glisser sur un pied ou sur le derrière et, toujours glissant, de former une longue chaîne en se tenant par la main. C'était au tour des gamins d'Avignon de regarder. Et une admiration respectueuse se lisait sur leurs visages expressifs pour ces petits malheureux dont la ville avait vu la veille le défilé lamentable, et qui portaient encore les loques rapiécées de leur douloureux voyage.

Marc Hélys.

LA FRONTIÈRE DE 1871

ET

L'ESPRIT D'OFFENSIVE

I. — Le carrefour des routes d'invasion : la trouée de Charmes et ses défenses.

Le Rhin est la ligne de partage évidente de l'Europe occidentale d'avec l'Europe centrale, c'est, a dit Salvien « le fleuve qui sépare deux mondes », la limite naturelle des Allemagnes[1]. A chacun des pays délimités il ne constitue pas qu'une frontière politique, il leur est une incomparable frontière militaire, puisque le fossé qu'il met entre ces deux parties de l'Europe se trouve sur chaque rive protégé par une haute muraille et abrupte pour l'envahisseur de l'autre bord, la Forêt Noire, les Vosges. Le Rhin offre ainsi à chacun des peuples qu'il partage et sur chacun de ses bords une double protection, le fossé et l'escarpe; jamais frontière ne fut plus nettement tracée par la nature et l'on comprend que Napoléon ait dit de ces limites qu'elles nous furent données « par un décret de Dieu ». Vidal de la Blache a comparé le système montueux du Rhin à un dôme, lentement soulevé et finalement effondré en son milieu : la lézarde est la vallée rhénane[2]. De cette disposition géologique il résulte que les pentes extérieures des Vosges, ainsi que de la Forêt Noire, sont lentes et les pentes intérieures verticales, escalier raviné d'un côté, muraille à pic de l'autre. Au pied de chacune deux rivières recueillent les eaux de chaque versant, le Neckar, la Moselle.

Les Vosges ont leur origine à la trouée de Belfort et se dirigent du sud au nord, parallèlement au Rhin, jusqu'au coude que le fleuve

[1] Ernest Babelon, *La grande question d'Occident. Le Rhin dans l'histoire* (Leroux 1916-1917).
[2] Vidal de la Blache, *La France*. Hachette, 1898.

fait à Mayence; le mont Tonnerre en est le terminus nord. Elles acquièrent dès leur point de départ une hauteur considérable; c'est au sud que le massif a sa plus grande épaisseur, 60 à 70 kilomètres. Les divisions de la chaîne sont faites quant à la hauteur : les Hautes Vosges, du ballon d'Alsace à la dépression de Saverne, par la chaîne des Ballons aux altitudes de 1000 et 1200 mètres, puis les deux grands pitons le Hohneck (1366 mètres), roi du massif, et le Donon; crête continue et n'autorisant la communication entre les deux versants qu'aux cols dont cette guerre a popularisé les noms, Bussang, Saales, le Bonhomme, Sainte-Marie-aux-Mines; — les Basses Vosges et leur suite le Hardt qui encadrent toute la vallée de la Sarre et séparent la Lorraine des plaines rhénanes de l'Alsace septentrionale et du Palatinat, ligne de monts et de forêts d'une quarantaine de kilomètres d'épaisseur et d'élévation moyenne, 4 à 500 mètres.

L'importance stratégique des Vosges, surtout des Hautes, est considérable; c'est une solide barrière contre une attaque de l'est ou du nord-est, pourvu qu'on ait tout le massif et ses deux versants. Dans les Hautes Vosges, quatorze routes carrossables établissent les communications, mais il n'existe aucune voie ferrée, des embranchements seulement montent sur chaque versant et s'interrompent près de la frontière, ils sont comme autant de mains qui tendent à se joindre et l'attestation la plus saisissante de l'arbitraire et de l'impiété de la séparation. Dans les Basses Vosges les routes sont plus nombreuses, et le chemin de fer traverse en deux points le massif, aux dépressions de Pirmasens et de Kaiserlautern, qui commandent les communications du Palatinat et de la région lorraine de la Sarre. Malgré tout, il est aisé à qui a tout le massif de maîtriser ces défilés; aussi la chaîne des Vosges est-elle dans tout son développement difficilement franchissable, mais elle peut être tournée; le point classique, à cet effet, fut longtemps la trouée de Belfort.

Cette solution de continuité entre les Vosges et le Jura réunit la plaine alsacienne et la plaine comtoise et fusionne, pour ainsi dire, les bassins du Rhin et du Rhône, car la ligne de partage de leurs eaux n'est tracée par aucune saillie du terrain : ce fut de tout temps l'un des grands chemins de pénétration de la Germanie en Gaule, la porte maîtresse de la France qui y donne accès dans toutes les directions par le sud sur la Franche-Comté, par le nord sur la vallée d'entre Meuse et Marne, Langres, les plaines de Champagne, Paris. C'était la voie normale d'invasion quand le centre de gravité de l'Empire était à Vienne, elle implique en effet le Danube comme base d'opérations : ce centre passé à Berlin, l'Autriche restant en dehors de la Confédération et de l'alliance

germaniques et l'Allemagne sur la rive droite du Rhin, la situation stratégique se fût assurément modifiée; l'annexion de l'Alsace et l'alliance de l'Autriche avec l'Allemagne rendirent à la trouée de Belfort tous ses dangers.

Le pire était de permettre à l'ennemi de couper les communications entre le Midi et le Nord et de troubler profondément notre concentration. Ce sont, en effet, les corps d'armée du Midi et d'Afrique, amenés par les chemins de fer remontant les vallées du Rhône, de la Saône et du Doubs, qui constituent l'aile droite de nos armées; le libre usage de la voie ferrée Lyon-Besançon-Vesoul-Epinal est donc indispensable, et par la trouée de Belfort, l'ennemi peut en trois ou quatre marches atteindre cette ligne essentielle, par là faire tomber la place d'Epinal, puis, marchant par Dijon sur la Loire, séparer Paris des provinces du Centre et du Midi.

La trouée de Belfort fut longtemps le principal défaut de la cuirasse de la France. Le mieux, pour le réduire, serait d'en faire cesser la cause, en détachant l'Autriche de l'alliance de l'Allemagne. Alors Belfort pourrait devenir une base d'offensive contre le pays de Bade, et, même dans les circonstances d'avant la guerre, un succès de nos armes sur la Moselle eût pu permettre aux troupes de réserve, par une poussée énergique, de couper les communications de Strasbourg avec l'Allemagne du Sud : d'où l'obligation, pour l'ennemi, d'immobiliser, dès le début d'une campagne, une fraction sérieuse de ses forces en Haute Alsace.

Les Hautes Vosges étaient pour la France, dans ses limites de 1815, le grand obstacle à une invasion venue de l'est et même, avec les limites de 1871 et l'Alsace en glacis jusqu'au Rhin, la voie était difficile et scabreuse : l'attaque de la France était bien plus facile par le nord-est. Là les Basses Vosges, moins élevées, plus coupées, n'interposaient point un barrage comparable et offraient trois couloirs de pénétration : Saverne, Pirmasens, Kaiserlautern.

La trouée de Saverne est au point de jonction des Hautes et des Basses Vosges. Le Zorn, s'y frayant un passage, a ouvert la voie aux diverses communications de l'Alsace avec la vallée de la Sarre et la France, entre Strasbourg et Nancy : là, en effet, passent le chemin de fer de Paris à Strasbourg et le canal de la Marne au Rhin. Phalsbourg maîtrise ce nœud important qui, par Sarrebourg et Lunéville, aboutit en droite et courte ligne à la trouée de Charmes. Plus au nord Pirmasens et Kaiserlautern commandent de même les communications du Palatinat rhénan au travers des Vosges, Pirmasens celles de Deux Ponts et de Landau, Kaiserlautern surtout, nœud de huit routes, celles du Rhin, de la Moselle, de la Sarre, de la Blies, — toutes deux clefs du Palatinat, positions offensives contre la France, que la Prusse

en 1815 eut soin de se faire remettre et par où elle dominait la vallée de la Sarre; réciproque couloir de pénétration de la France en Allemagne et de l'Allemagne en France, mais d'inégales facilités. « La région de la Sarre est sur notre frontière la région militaire par excellence : Sarrebrück, avec ses trois ponts, présente un passage favorable de la rive gauche à la rive droite; une armée française essayant de pénétrer en Allemagne, se dirigerait naturellement vers Sarrebrück; c'est le principal débouché de la Lorraine vers le Palatinat, c'est de cette ville que rayonnent les chemins de fer de la Nahe et de la Bavière rhénane, ce point stratégique est de la plus haute importance[1]. » Les Prussiens le savaient aussi bien et mieux que nous et ils eurent soin en 1815 de mettre la main sur Sarrebrück et Sarrelouis où ils trouvaient, en plus d'un bassin houiller inestimable, les débouchés et les têtes du défilé de la vallée de la Sarre. Par là ils dominaient stratégiquement la France et y avaient un double accès : ils pouvaient tourner au nord et au sud l'obstacle des collines de la Meuse. Par Thionville et les plaines de la Haute Woëvre ils arrivaient à la trouée Dun-Stenay; il subsistait sans doute une distance jusqu'à la trouée de Charmes, mais, maîtres du cercle des hauteurs circonvoisines du Hunsruck et du Hardt, ils avaient par Sarrelouis et Sarrebrück les têtes de la vallée de la Sarre, du grand couloir de pénétration qui, par Sarreguemines et Dieuze, rejoignait à Sarrebourg la trouée de Saverne et aboutissait à cette trouée de Charmes, porte de la France qui, forcée, ouvre le chemin de Paris et à l'orifice de laquelle le traité de Francfort mit cet ennemi avide et entreprenant.

La trouée de Belfort, la trouée de Charmes étaient les deux seules voies d'invasion que permettait à l'Allemagne le respect des traités; elle s'assura à cet effet toutes les facilités, sans avoir peut-être suffisamment entrevu l'obstacle que Nancy, les collines de la Meuse et le massif des Hautes Vosges mettraient à de tels projets. Toutefois, malgré les apparences, ces voies n'étaient ni les plus courtes, ni même les plus commodes; de Berlin à Paris c'était le chemin des écoliers : le chemin direct était, au long des rivages de la mer du Nord par les plaines de la Belgique, tracé par la nature et facilité par les relations internationales; il suffisait, pour s'en apercevoir, de regarder une carte de l'Europe physique et, pour s'en convaincre, la carte des chemins de fer. On le sut pertinemment en France jusqu'en 1880, pour notre malheur on l'oublia depuis et l'on se crût dès lors très suffisamment protégé de ce côté par un obstacle « qui n'a pas l'épaisseur d'un fil » et que Sully-Pru-

[1] Hanotaux, *Histoire illustrée de la guerre de 1914*, tome III. — Voir aussi *la Géographie militaire*, du commandant Marga (Berger-Levrault, 1885) et d'Eugène Tenot, *la Frontière* (Germer-Baillière, 1883).

dhomme en ce temps-là affirmait plus puissant que l'eau, le roc et le sable : l'honneur.

A cette barrière défensive les Vosges ajoutent encore, par les deux rivières maîtresses auxquelles elles donnent naissance, la Meurthe, la Moselle qui, par elles et leurs tributaires, la Seille, la Vezouse, le Sanon, la Mortagne, le Madon, mettent devant l'envahisseur un septuple fossé au point le plus critique, la trouée de Charmes.

La Moselle a jusqu'à Epinal un cours tourmenté entre deux arêtes montueuses et des bois épais; elle perd là son allure de torrent et coule alors apaisée à travers les ondulations d'une large plaine de 50 kilomètres, dite trouée de Charmes. Au sortir de là elle se heurte à un vaste plateau rocheux et boisé, de 200 mètres de surélévation, le plateau de Haye, trait d'union entre Toul et Nancy, et dès lors ses eaux, grossies de celles du Madon, reprennent un cours irrégulier : d'abord à Pont-Saint-Vincent elles s'ouvrent un passage et coulent au fond d'une gorge étroite, puis après quelques kilomètres s'engagent dans la plaine, la quittent presque aussitôt et, comme attirées par ce plateau, font devant Toul demi-tour, retrouvent à Liverdun le promontoire nord du plateau, s'y ouvrent une issue et s'en vont à quelques kilomètres rejoindre la Meurthe, s'y jeter, devrait-on dire, car si officiellement la Meurthe est dite affluent de la Moselle, géologiquement à Frouard c'est la Moselle qui se jette dans la Meurthe et porte alors par Metz au Rhin leurs eaux mêlées.

Le cours de la Meurthe est bien plus calme et régulier; c'est presque en droite ligne que du col de la Schlucht, où est sa source, elle dévale par Saint-Dié, Raon-l'Etape, traverse à Lunéville la trouée de Charmes et met à l'est de Nancy un fossé protecteur. La Moselle, par la vaste boucle qu'elle fait de Pont-Saint-Vincent à Frouard, enserre à l'ouest le plateau de Haye au pied oriental duquel est assise Nancy, et comme, au sud, un canal de jonction relie la Moselle et la Meurthe, on peut dire que cette région nancéenne est comme dans une île, dont l'abord est protégé à l'est par une double couronne de collines et de forêts. Cette défense-là n'est que la crête extrême du bassin parisien, une suite régulière de falaises concentriques à la ville, reliées entre elles par des bois et lui faisant comme une couronne, d'où le nom de Grand Couronné; linéairement c'est une demi-circonférence tangente à la frontière, avec Nancy pour centre et la Meurthe prolongée par la Moselle pour diamètre.

Le point de départ, le pilier nord du Couronné, est sur la rive droite de la Moselle, au-dessous de Pont-à-Mousson, le mont Sainte-Geneviève (390 m.), nom prédestiné et donné en souvenir

de l'intervention victorieuse de la vierge de Paris contre les premiers barbares; après c'est le mont Toulon (375 m.), les Moivrons (417 m.), le col de Bratte, les collines surplombant Leÿr et Bouxières-aux-Chênes, puis le mont d'Amance (410 m.). Toute cette partie du Couronné commande la vallée de la Seille; là une solution de continuité se manifeste, causée par un petit affluent de la Meurthe, la Pissotte, mais comblée par la grande forêt de Champenoux, prolongée elle-même par la forêt de Saint-Paul. Le Couronné reprend après et assure la défense sud de Nancy par les collines du Rembétant et de Varangeville, qui rejoignent la Meurthe et dominent la plaine de Lunéville ainsi que toutes les grandes communications sur Nancy. Interrompu là par la Meurthe, le Couronné repart sur l'autre rive, à Saint-Nicolas du Port et s'achève par les collines de Saflais-Belchamps, qui aboutissent à Bayon, l'un des points essentiels de passage de la Moselle dans la trouée de Charmes.

Nancy a donc une position stratégique hors pair. Entourée d'une fortification naturelle, d'une couronne — c'est le terme technique — dont chacun des monts, qui en forment les fleurons, sont autant de bastions et les forêts les courtines, Nancy est comme le réduit d'une citadelle, de toutes parts fermée par le roc, l'eau, les forêts, un ouvrage avancé de Toul par le plateau de Haye et prolongé jusqu'à la frontière de 1871, où il s'enfonce comme un coin. Ce môle solide se développe au long d'un côté de la plaine de Woëvre, porte de sortie de Metz sur la France, de l'autre de la trouée de Charmes, voie éternelle d'invasion, — position défensive incomparable et du fait de sa contiguité à la frontière pouvant même devenir offensive, mais qui, laissée sans défense, donnera à l'ennemi un avantage offensif exceptionnel, car il est l'un des battants de cette porte de la France qu'est la trouée de Charmes.

La trouée de Charmes est donc une solution de continuité de 50 kilomètres dans le front de défense que font à la France les collines de la Meuse et la chaîne des Vosges, un large pertuis seulement défendu par les cours parallèles de la Vezouse, de la Meurthe, de la Mortagne, de la Moselle, de cette dernière surtout qui n'y peut être franchie que sur trois points : à Bayon, à Charmes, à Chatel. Ce débouché se trouve imposé à l'envahisseur par cela seul qu'il est l'aboutissement des diverses voies de communication entre l'Allemagne et les pays rhénans. C'est le carrefour des routes d'invasion, — de la route de la trouée de Saverne, juste dans la direction de celle de Charmes et qui conduit de Strasbourg par Sarrebourg, Blamont, Baccarat à Rambervillers, puis à Charmes; de la route de vallée de la Bruche qui, de Strasbourg par Schirmeck, contournant le Donon, débouche par la vallée du

Plaine à Raon-l'Etape et Rambervillers; surtout de la grande voie de la vallée de la Sarre qui, de Sarrelouis, de Sarrebrück, de Sarreguemines, par Saint-Avold, Château-Salins, Dieuze, Moyenvic, conduit à Lunéville et à Bayon, à Blamont et à Rambervillers.

Rambervillers est ainsi l'étoile de toutes les voies de communication d'Alsace, Moyenvic de celles des Lorraines; Bayon et Charmes sont les points de convergence non seulement de toutes les voies terrestres, mettant l'Est en communication avec la vallée de la Marne et avec Paris, mais encore de la grande voie ferrée qui relie le Midi et la Franche-Comté à la Lorraine et s'embranche à Blainville sur la ligne Paris-Strasbourg. Epinal et Nancy sont les deux défenses indiquées de cette trouée de Charmes, dont l'importance stratégique apparaît assez : « si une armée d'invasion, écrit M. Hanotaux (IV, 292), parvient à franchir la Moselle à Charmes, elle a tourné Nancy et Toul d'une part, Epinal de l'autre et elle n'a plus qu'à marcher par Neufchâteau sur Troyes et la Champagne. » Ce débouché-là était imposé par la nature à l'envahisseur; le commandement français, après 1871, avait compris le parti à en tirer, et le général Seré de Rivières, établissant ses deux digues défensives Belfort-Epinal, Toul-Verdun, avait aménagé là un champ de bataille de choix, tendu un piège, « une souricière », disait-on déjà. « C'est là, écrivait Tenot dès 1883, que l'armée française, si elle est concentrée en temps utile, affrontera le choc de l'ennemi. » « C'est par les routes qui traversent cette trouée, déclarait dans le même temps le commandant Marga, que les armées allemandes s'avanceraient si elles voulaient éviter de se heurter aux forteresses dès le début des hostilités et d'attendre le résultat des sièges pour envahir notre territoire. »

II. — La France sur la défensive : Nancy, point fort de la frontière.

En 1815, après Waterloo, quand le roi de Prusse eut fait connaître à ses alliés ses buts de guerre et la carte des territoires français dont il réclamait l'annexion, l'empereur Alexandre, s'opposant à cette prétention forcenée, déclara que la frontière ainsi délimitée était « un chef-d'œuvre de destruction »; elle fut réalisée en 1871. Le traité de Francfort traça la frontière politique de façon à mettre l'Allemagne en France, à lui permettre de la dominer de toutes parts et de la tenir sous le canon, à lui livrer les voies d'accès de Paris. La frontière était à l'orifice même de la trouée de Charmes et l'est de la France totalement ouvert aux entreprises de l'ennemi. Les vallées de la Meurthe et de la Moselle pouvaient être débordées vers leurs sources; la chaîne des Vosges n'avait, en effet, plus

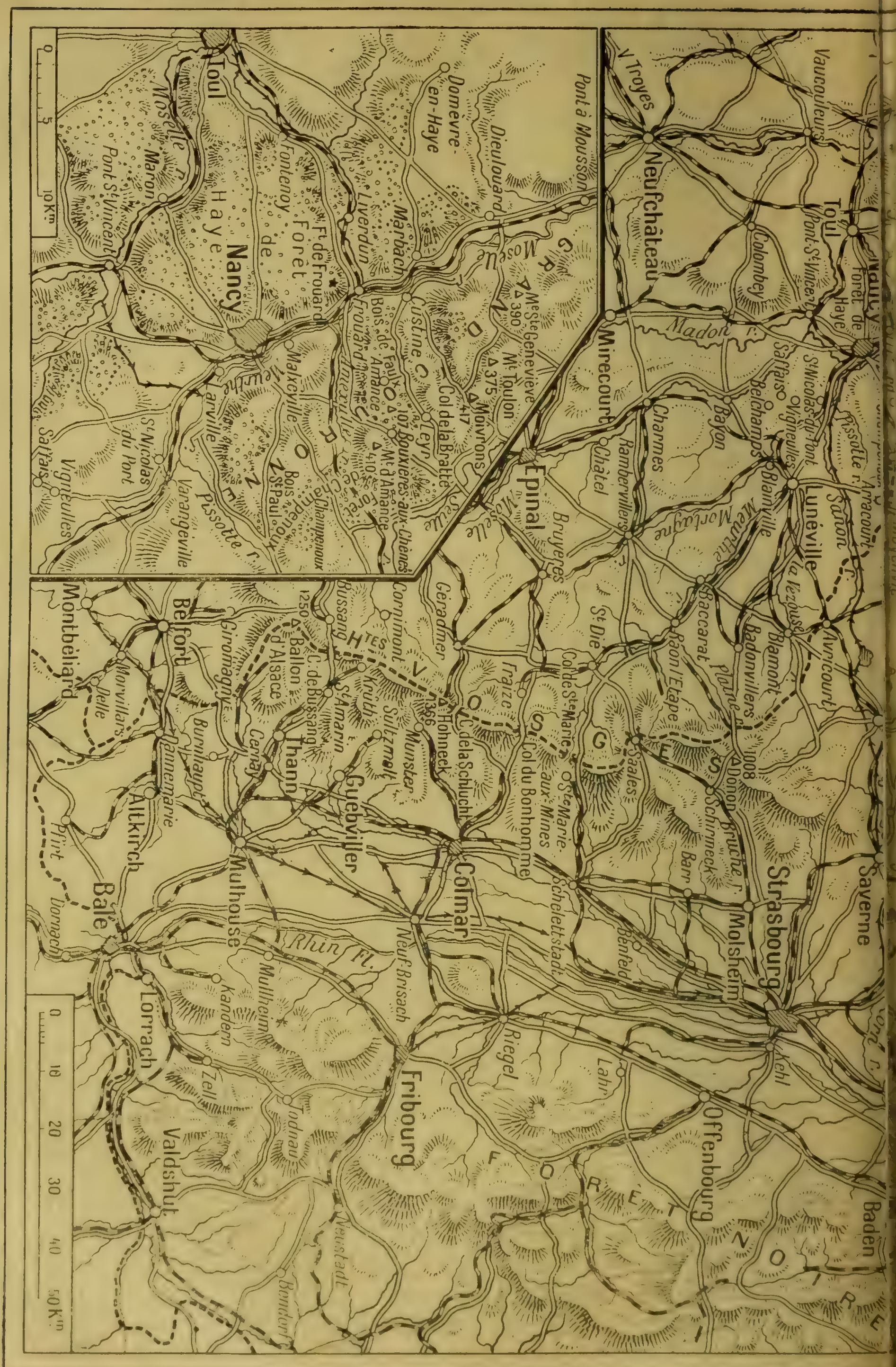
de valeur défensive, les Allemands s'étant attribué les lignes de faîte et les ouvrages de défense ne pouvant être posés que sur les contreforts, et d'autre part, le massif du Donon donné à l'ennemi, tout le pays au nord était ouvert et la ligne de défense pouvait être débordée et tournée dès les premières marches.

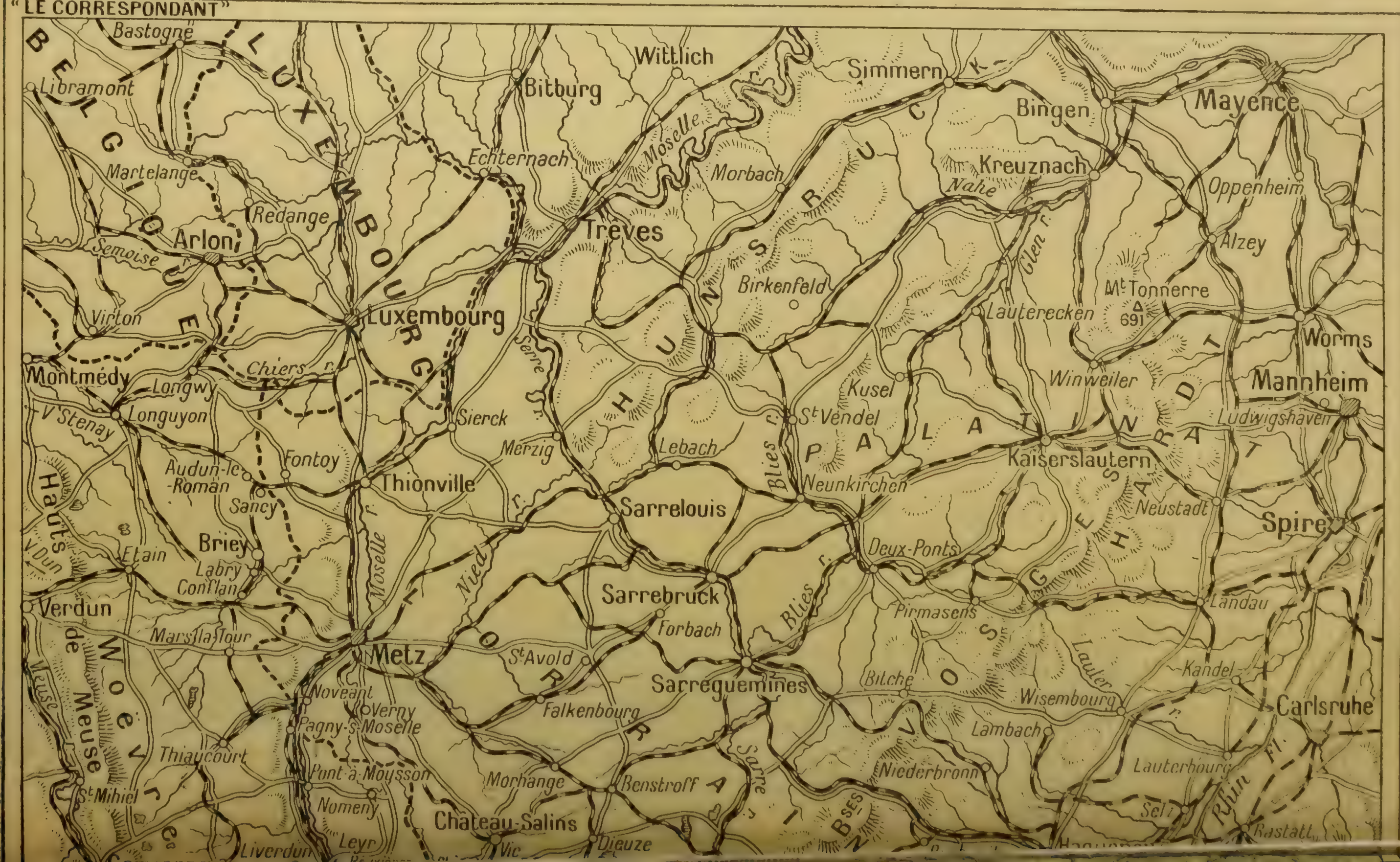
En arrière de ces vallées s'étendait la Meuse que l'ennemi, il est vrai, ne pouvait tourner, mais qu'il pouvait aborder sur tous les points, car à ce moment les cinquante lieues de son développement ne comportaient pas de défense efficace. Et ainsi notre grande ligne de concentration se trouvait découverte, mise à nu, cette section Lyon-Besançon-Epinal-Lunéville, artère essentielle de l'armée de l'Est qu'elle mettait en communication avec sa base, le bassin du Rhône, le cœur d'où partait sa vie; la concentration dès lors devait être reportée sous Paris. De par sa frontière de 1871, la France était condamnée à la défensive. Nous avons déjà exposé l'œuvre admirable du général Seré de Rivières[1]; par la façon dont, en août et septembre 1914, cette frontière militaire joua sur le seul point où elle avait été convenablement entretenue, on devine l'aide inestimable qu'elle nous eût donnée et qu'elle eût, sur tout son développement, arrêté net l'invasion et préservé le sol national de l'insulte de l'ennemi, si au lieu de la détruire on l'avait tenue en état et renforcée, et si, au lieu de céder à l'impulsion offensive, notre commandement s'était tenu résolument sur la défensive, seule politique stratégique permise depuis le traité de Francfort.

De par la frontière de 1871 la défense restait incertaine des points où porteraient les premiers efforts de l'ennemi, à la merci de ses combinaisons, exposée à une surprise. Le problème consistait à régler, par une organisation défensive, les débouchés de l'adversaire, et à l'obliger à donner, par ses premières démonstrations, des indications certaines sur ses opérations ultérieures; on se rappelle la solution fournie par le général de Rivières.

Le grand objectif fut de parer à la menace la plus immédiate, la trouée de Charmes. A cet effet, un solide rideau défensif fut établi entre Toul et Verdun par la fortification des Hauts de Meuse, chaîne de collines accidentées, aux berges abruptes vers l'est et aux extrémités desquelles convergeaient les grandes communications entre la vallée de la Moselle et la Champagne, au nord par Dun et Stenay, au sud par l'entonnoir de Commercy. En maîtrisant ces diverses communications, la protection de la région moyenne de la Meuse se trouvait assurée et l'on réduisait la partie directement abordable, d'une part à l'ouverture nord entre Verdun et Montmédy, barrée en arrière par l'Argonne, de l'autre

[1] *La frontière de l'Est et du Nord* (1871-1914) : *La frontière refaite. — La frontière défaite* (*Correspondant*, 10 et 25 février 1917.


Toul
Nancy
Forêt de Haye
Pont St Vincent
Maron
Fontenoy
Liverdun
Marbach
Frouard
Domèvre-en-Haye
Dieulouard
Pont à Mousson
Custine
Malzéville
St Nicolas du Port
Varangéville
Vigneulles
Saffais
Moselle
Neufchâteau
Mirecourt
Épinal
Charmes
Rambervillers
Bruyères
St Dié
Baccarat
Lunéville
Blamont
Avricourt
Raon l'Étape
Saales
Schirmeck
Strasbourg
Molsheim
Saverne
Kehl
Belfort
Montbéliard
Giromagny
Altkirch
Thann
Guebwiller
Colmar
Mulhouse
Bâle
Lörrach
Neuf Brisach
Mullheim
Kandern
Fribourg
Riegel
Offenbourg
Lahr
Valdshut
Baden
Gérardmer
Rhin Fl.
Ballon d'Alsace
Hohneck
Col de la Schlucht
Col du Bonhomme
Ste Marie-aux-Mines
Schelestadt
Benfeld
Barr
Donon
Munster
Cernay
St Amarin
Bussang
Cornimont
Fraize
Mt Toulon
Ste Geneviève
Col de la Bratte
Bois de Faulx
Mt d'Amance
Leyr
Mouvrons
10 Km
0 10 20 30 40 50 Km
F O R Ê T N O I R E


"LE CORRESPONDANT"
BELGIQUE
LUXEMBOURG
Bastogne
Libramont
Martelange
Redange
Arlon
Semoise
Virton
Montmédy
Chiers r.
Longwy
Longuyon
Stenay
Audun-le-Roman
Sancy
Fontoy
Hauts
Briey
Labry
Conflans
Etain
Verdun
Mars-la-Tour
Woevre
Meuse
Thiaucourt
St Mihiel
Metz
Novéant
Verny
Pagny-s-Moselle
Pont-à-Mousson
Nomeny
Liverdun
Château-Salins
Vic
Dieuze
Morhange
Benstroff
Falkenbourg
St Avold
LORRAINE
Thionville
Moselle r.
Nied r.
Sierck
Merzig
Sarre r.
Luxembourg
Echternach
Bitburg
Wittlich
Trèves
Moselle r.
Morbach
Birkenfeld
HUNSRUCK
Simmern
Bingen
Mayence
Kreuznach
Nahe
Glen r.
Oppenheim
Alzey
Mt Tonnerre
691
Lauterecken
Worms
Winweiler
Mannheim
Ludwigshaven
Kusel
St Vendel
PALATINAT
HARDT
Lebach
Sarrelouis
Blies r.
Neunkirchen
Kaiserslautern
Neustadt
Spire
Deux-Ponts
Sarrebruck
Forbach
Sarreguemines
Pirmasens
Landau
VOSGES
Bitche
Lauter r.
Wisembourg
Kandel
Carlsruhe
Lambach
Niederbronn
Lauterbourg
Rhin Fl.
Seltz
Rastatt

à l'ouverture sud de la trouée de Charmes, allant s'évasant sur une superficie de 90 kilomètres, de Vaucouleurs à Langres.

Un second rideau défensif couvrait de même le cours supérieur de la Meuse. La frontière politique mise sur la ligne de faîte des Hautes Vosges, celles-ci étaient en fait annulées pour notre défense, la frontière militaire devait être mise en deçà : les Hauts de la Moselle offraient l'obstacle voulu. Du ballon d'Alsace par le contrefort de Servance ils se rattachent à la chaîne des Vosges. Ces côtes mosellanes se dirigent d'abord au nord jusqu'à Epinal et là s'infléchissent vers l'ouest et se relient à la chaîne des Faucilles formant un V dont la pointe est à Epinal et les branches s'ouvrent sur la Franche-Comté. Les routes mettant en communication la vallée de la haute Moselle et le bassin de la Saône furent maîtrisées par des forts puissants établis sur le contrefort de Servance, isolant ainsi les armées ennemies qui opéreraient au nord et au sud des Faucilles et renforçant encore la défense de la trouée de Belfort.

Il résultait de cette disposition de la frontière militaire que l'envahisseur, prenant pour point de direction Paris par la Champagne, n'avait comme passages possibles que la trouée de Dun-Stenay au nord et, au sud, de Nancy au ballon d'Alsace, que l'étranglement entre Epinal et Toul, la trouée de Charmes. L'armée ennemie était donc obligée, pour franchir cette frontière militaire, de se partager en deux ou trois tronçons entre lesquels la défensive française eût pu, heureusement, devenir offensive; l'ennemi était appelé sur un champ de bataille soigneusement machiné, sur des positions fortement préparées et où la contre-attaque pouvait, avec toutes les chances, se déclencher. A l'abri de ce rideau défensif, les lignes essentielles de communication avec Lyon et le Midi pouvaient assurer la concentration et l'armée, massée en arrière de la Meuse, prévenue à temps des intentions de l'ennemi, était en mesure d'engager, selon les circonstances, des opérations de front ou de flanc.

En somme l'ennemi était attiré dans cette trouée de Charmes, où un piège lui était tendu. Il était à prévoir que le sachant, car l'intention était écrite sur le terrain, il tâcherait de l'éviter et de trouver une autre voie moins scabreuse et plus facile; notre frontière du nord avait été, dans cette intention, habilement machinée pour lui ôter cette tentation, mais il fallait la tenir aussi exactement en état que celle de l'est... Pour amorcer le piège, la trouée de Charmes fut donc laissée ouverte; elle n'était défendue que de flanc par les deux places d'Epinal et de Toul. L'armée campée à Epinal était à une marche des divers points de passage permis à l'envahisseur et pouvait se jeter sur ses derrières; de l'autre côté

les ouvrages du camp retranché de Toul, tenant sous leur feu le plateau de Haye, laissaient à nos troupes cette forte position, qui commandait les principaux débouchés de la trouée. Plus l'ennemi s'avançait et plus il se mettait dans un étau puissant dont les branches étaient Epinal et Toul : pourquoi pas Nancy ?

La simple vue du terrain révélait même à des yeux profanes l'importance d'une telle position et qu'il y avait là le plus puissant ensemble défensif naturel ; comment alors les hommes et ceux de guerre ne mirent-ils pas à profit un tel avantage ? Ne pas défendre Nancy c'était abandonner à l'ennemi tout un coin de notre frontière, spécialement toute la région de la Woëvre jusqu'aux Hauts de Meuse et engager ainsi l'ennemi à porter immédiatement la guerre sur notre territoire, tentation d'autant plus dangereuse que chaque jour la région se découvrait plus riche, et c'était, au cas d'une guerre, laisser à l'ennemi un gage sans égal et un avantage politique considérable, risquer d'ébranler le moral du pays et l'opinion de l'étranger. Défendre Nancy ce n'était pas seulement tenir la rive droite de la Meurthe et de la Moselle et maîtriser les voies de pénétration qui traversent la frontière à Avricourt, Moncel et Pagny-sur-Moselle, c'était encore couvrir Toul et le plateau de Haye et mettre une menace sur le flanc de l'ennemi engagé au nord dans la Woëvre, au sud dans la trouée de Charmes ; c'était aussi nous donner un débouché offensif vers la Seille, au delà de la frontière. Nancy constitue, en effet, à la hauteur de la Seille, une position avancée qui sépare les deux directions de marche des armées allemandes ; au nord, de Metz sur Verdun, par les plaines de la Woëvre ; au sud, de Strasbourg vers Neufchâteau, par la trouée de Charmes, à tel point qu'elle doit être avant tout abordée par l'ennemi. Suivant le mot très juste du capitaine Gilbert, Nancy est « un coin enfoncé au cœur des lignes d'opérations allemandes », à une étape de la zone de concentration allemande, des lignes de communication entre Strasbourg et Metz, de ce point vital Mohrange-Benstroff : que là, en effet, et plus bas à Dieuze soient bousculées les troupes allemandes et la liaison est coupée entre les XVIe et XVe corps allemands.

Nancy a donc une importance sans égale, non seulement défensive mais offensive : fortifiée et avec une garnison égale à Metz, elle impose à l'armée allemande une attitude purement défensive et de couverture sur la Seille. Metz et Nancy sont alors « deux pôles opposés qui s'annulent réciproquement[1] » : Nancy, tête de pont à

[1] Capitaine Gilbert, *Sept études militaires* (*Nouvelle Revue*, 1892). — Voir aussi sur cette question de la défense de Nancy Général de Lardemelle, *La défense de Nancy* (*Revue militaire générale*, 1910). — Dimo (commandant Ligrisse), *Nancy place de guerre* (Nancy, Crépin-

la fois sur la Moselle et sur la Meurthe, tient Metz en échec, menace le flanc gauche de l'ennemi qui de la Moselle va vers la Meuse, le flanc droit du même ennemi qui s'avance dans la trouée de Charmes, et permet de déboucher en masse par une contre offensive qui, si elle est heureuse, coupe les communications entre Metz et Strasbourg.

De cela un œil, l'œil aigu et l'esprit avisé du général Seré de Rivières ne pouvaient pas ne pas s'être aperçu; le 20 mai 1874, dans son *Exposé du système défensif de laFrance*, il écrivait :

Le plateau de Haye, situé entre Toul et Nancy, est tenu en échec par les ouvrages du camp retranché de Toul; en avant de ce plateau s'étendent les belles positions de Nancy et, par cette désignation, nous entendons parler de l'ensemble des hauteurs comprenant le plateau de Faux, la hauteur d'Amance et le plateau de Malzéville. L'ensemble des défenses de la trouée de Vigneulles, de Toul, de la forêt de Haye et des hauteurs de la rive droite de la Meurthe (lire : le Couronné de Nancy), constitue une position militaire de premier ordre à la fois défensive *et offensive*, appuyée sur la Meuse, prenant à revers la vallée de la Moselle et de la Seille, faisant face à la trouée de Sarreguemines et menaçant la vallée de la Woëvre. Il n'est pas besoin d'insister sur l'importance extrême qu'il y a à nous en assurer la possession et sur la nécessité *de se borner, quant à présent, à développer seulement les qualités défensives* de ce vaste ensemble. En ce qui concerne d'ailleurs les débouchés de l'ennemi, le camp retranché de Toul suffit pour les rejeter au sud de Nancy[1].

Leblond,1906), et surtout un article du général de Négrier : *La frontière de l'Est* (*Revue de Paris*, 15 février 1897).

[1] Dans ses *Considérations sur la reconstitution de la frontière de l'est* (15 novembre *1873*), le général de Rivières au § 2 « Défense des Vosges », parlait ainsi de la défense de Nancy :

« L'organisation du rideau défensif de la Meuse aura pour conséquence de restreindre à l'espace compris entre Verdun et Montmédy les débouchés vers le nord d'une armée d'invasion. D'autre part le plateau de Haye, entre Toul et Nancy, étant tenu en échec par les ouvrages avancés du camp retranché de Toul, ce n'est que du pont Saint-Vincent jusqu'aux monts Faucilles que l'ennemi pourra déboucher vers le sud. Nous passerons sous silence les avantages et les inconvénients qui résulteraient de l'occupation de la position de Nancy, et par cette désignation nous entendons parler de l'ensemble des hauteurs situées au nord-est de Nancy, comprenant le plateau de Faux, la hauteur d'Amance et le plateau de Malzéville. En ce qui concerne d'ailleurs les débouchés de l'ennemi, point de vue dont nous nous occupons essentiellement, le camp retranché de Toul suffit pour les rejeter au sud de Nancy jusqu'à Pont-Saint-Vincent. »

Le général de Rivières avait pourtant prévu un fort à Bouxières-aux-Chênes, point de rencontre des vallées de la Meurthe et de la Moselle et qu'on pourrait ainsi maîtriser, de même que la gare de Frouard et les chemins de fer se dirigeant sur Metz, Paris, Nancy et Château-Salins. « Ce point de Bouxières, insistait-il, a une importance vraiment stratégiqu »

Il est visible que là le plan défensif du général de Rivières fut dominé par des contingences politiques, dont le mystère n'a pas encore été complètement éclairci.

L'importance de Nancy, la menace qu'elle mettait dans la nouvelle frontière, le trouble qu'elle pouvait apporter aux plans stratégiques de l'Allemagne, n'avaient pas pu échapper à Bismarck ni au grand état-major, et s'ils laissèrent à la France un tel morceau, ce ne fut assurément pas par oubli, moins encore par bonté d'âme, mais dans la crainte qu'une aussi forte prise ne soulevât les protestations de l'Europe et n'obligât à soumettre tout le rapt au contrôle et peut-être à la revision d'une conférence, ce que Bismarck redoutait par-dessus tout. Mais, ne pouvant prendre Nancy, il s'assura contre le danger qu'il n'avait pas été sans deviner, et, très vraisemblablement, usant de ces procédés d'intimidation qui lui étaient familiers, il dut sinon interdire formellement la défense de Nancy, au moins déclarer verbalement aux négociateurs français qu'un tel acte exposerait aux pires répliques, peut-être même en faire un *casus belli*. Les négociateurs durent souscrire à cette exigence; la chancellerie allemande eut toujours grand soin d'entretenir la menace, et les gouvernements successifs de la France, désireux par-dessus tout de ne pas s'attirer d'histoires d'un tel ordre pour décourager les demandes de défense de Nancy, laissèrent se propager le bruit qu'une clause secrète du traité de Francfort interdisait toute fortification dans la région de Nancy et de Pont-à-Mousson. En 1878, au colonel de Castex qui le suppliait d'intervenir pour qu'on défendît Nancy, Gambetta, après s'être renseigné, répondait avec émotion : « Hélas ! nous ne pouvons; ne me demandez pas plus de détails, nous ne pouvons pas [1] ! » Et jusque-là, en effet, à toutes les demandes faites en juillet 1874 et en mai 1876, par Denfert-Rochereau, à l'Assemblée Nationale et au Conseil de défense, une fin de non-recevoir absolue avait été opposée.

Le général de Rivières dressa donc son rideau défensif sans utiliser Nancy, le gardant vraisemblablement pour des temps plus favorables. Rapportant la pensée intime du général, M. Ernest Judet donnait le mot de la situation : « Tant que notre mobilisation n'aura pas acquis la perfection qui seule pourrait nous assurer l'initiative, nous devons nous borner à organiser une défensive

on ne saurait hésiter à l'occuper. » Une dépense de deux millions avait été prévue, à cet effet, dans le programme de 1873, comme de première urgence; elle disparut du programme au 20 mai 1874.

[1] Le fait est mentionné dans une lettre adressée le 20 septembre 1912 au *Journal de Rouen*, par le baron de Maugni à l'occasion de la mort du général de Castex.

puissante; politiquement, la fortification de Nancy n'est pas discutable, car, si l'on est résolu à prévenir les bombardements, le périmètre fortifié doit être reporté si près de la frontière qu'il devient déraisonnable de braver de gaieté de cœur des observations blessantes pour la dignité du pays[1]. » Notre frontière militaire ne devait être que défensive, Nancy fortifié en changeait le caractère : pour donner le change à l'opinion et sauver la face, on affirma que jamais les Allemands ne s'engageraient dans le cul-de-sac formé par la boucle de la Moselle, avec Toul comme seule porte de sortie, que nécessairement ils prendraient l'espace laissé ouvert entre Pont-Saint-Vincent et Epinal, qu'ils entreraient dans la souricière de la trouée de Charmes...

En 1880, pour masquer l'abandon du plan de Rivières, le général Farre, ministre de la guerre, fit élaborer par le nouveau directeur du génie le général de Villenoisy un projet complet de défense de Nancy, avec huit forts d'arrêt et quelques batteries annexes, évalué à 20 millions et qui fut adopté par le Conseil de défense; des fonds furent votés, les travaux commencés, on construisit ainsi les forts de Frouard et de Pont-Saint-Vincent. Le 8 juillet 1881, le gouvernement de la République faisait demander par notre ambassadeur à Berlin, M. de Saint-Vallier, ce que le gouvernement impérial penserait de la mise en état de défense de Nancy, il fut répondu que dans une telle mesure rien ne pouvait plaire, et l'on n'alla pas plus avant; en 1882, le général Billot donnait l'ordre de suspendre les travaux : au lieu de forts, on éleva autour de la ville des batteries de campagne, des redoutes en terre et en bois sans valeur militaire...

Quand, en 1887, l'affaire Schnœbelé tendit à les rompre nos relations avec l'Allemagne et que la guerre fut menaçante, le général Boulanger prescrivit l'exécution d'urgence des travaux défensifs de Nancy et les fit pousser avec ardeur. L'alerte et le ministre passés, ils furent abandonnés : « moins d'un an après, rapporte un témoin, les promeneurs pouvaient voir des trous remplis d'eau fangeuse, des carcasses de ferraille rongées par la rouille, des cavernes servant d'abri à des vagabonds; c'était tout ce qui subsistait des batteries, des citernes, des abris à munitions de 1887 ». A dater de là, et quand la terreur de déplaire à l'Allemagne dominait notre politique, l'esprit d'offensive s'empara de l'armée; comme Nancy et son Couronné avaient une valeur offensive de premier ordre, la question de leur fortification fut soulevée par l'opinion militaire mais dans un but offensif, qui était bien la plus maladroite des tactiques puisqu'on

[1] *La frontière ouverte.* (Dentu, 1881.)

donnait ainsi à une œuvre de défense un caractère de menace qui nécessairement devait soulever des difficultés. Le capitaine Gilbert posa nettement la question dans ce sens agressif et entraîna l'adhésion de la jeune armée; plus raisonnablement le général de Négrier n'envisageait que la contre-offensive et demandait que Nancy, substitué à Toul, devînt le Belfort de la Lorraine : « Il faut, écrivait-il, organiser Nancy en grande tête de pont, couvrant la ville et ses magasins contre le bombardement et assurant les débouchés dans tous les sens; alors les troupes de couverture deviennent libres, elles peuvent agir en dehors du camp retranché et se porter en masse sur l'un des flancs des lignes de marche de l'assaillant, c'est la contre-offensive possible dès le début. »

La question de Nancy se posait chaque fois que nos relations se gâtaient avec l'Allemagne; c'était l'indication de l'importance stratégique du problème, et comment ne se rencontra-t-il pas un chef militaire assez énergique pour l'imposer aux pouvoirs publics? Il fallait un civil et il se trouva fort heureusement en la personne d'un étudiant patriote passionné pour le bien public, laborieux, étranger à l'ambition comme aux vanités mondaines, curieux de tout, renseigné sur tout, un bénédictin laïc qui avait dressé sa cellule au quartier latin où il ne vivait que pour apprendre, au milieu des dossiers et des livres; avec cela tenace, agissant, mais n'agissant que pour sa conscience et non pour la réclame, un caractère enfin, M. Louis Marin. En 1905, quand M. Delcassé dut quitter le ministère sur l'injonction allemande, M. Louis Marin vint se présenter à la députation dans sa ville de Nancy avec ce simple et audacieux programme : Nancy et sa zone environnante à l'abri d'une surprise militaire; il fit sur son nom une consultation populaire sur la nécessité de l'organisation défensive du Grand-Couronné, bravant les préjugés d'école et les hostilités théoriques, dont la plus redoutable était celle du général Langlois, mais y opposant le bon sens populaire; tout alla bien, la fière cité acclama le programme, se donna un incomparable représentant, et affirma sa volonté d'être défendue. Cette formule raisonnable rallia vite les défensifs et les offensifs et, pour vaincre l'opposition du général Langlois, on en fit un sénateur.

M. Louis Marin arrivait à la Chambre à un bon moment. Un patriote, M. Paul Doumer, avait dû procéder contre le président Brisson à un torpillage heureux qui brisa net le développement d'une politique désastreuse pour la défense nationale : il apporta à la présidence un souci très vif de la frontière. Précisément, au cours de la période électorale, il était allé à Nancy reconnaître, sous la conduite du colonel de Castelnau, commandant alors le

37e d'infanterie, les emplacements stratégiques du Grand-Couronné. M. Louis Marin n'eut pas de peine à amener à ses idées le président Doumer, et celui-ci réunit un petit groupe parlementaire et militaire dont le nouveau député de Nancy fut le secrétaire, et qui résolut en première ligne de réaliser cette défense de Nancy. L'affaire fut ainsi mise en train.

Le problème comportait plusieurs données : aménager d'abord le Grand Couronné, puis fournir des troupes suffisantes pour la défense sur place de ses divers éléments, enfin renforcer les garnisons voisines, Saint-Nicolas du Port, Lunéville, Pont-à-Mousson. M. Louis Marin avec la plus grande clairvoyance insista sur ce dernier point : l'état-major n'admettait que la seule possibilité d'attaque de Nancy par le sud-est, par la trouée de Charmes. Le jeune député affirmait que l'attaque se ferait de tous les côtés et que Pont-à-Mousson devait être fortement organisé. Pont-à-Mousson est, en effet, le point de partage entre la Lorraine de Metz et celle de Nancy, le chemin qui de Metz conduit à l'entonnoir de Commercy et de là ouvre aussi la voie sur Paris; c'est la clef de la Woëvre; la côte de Mousson est devant le mont Sainte-Geneviève, pilier nord du Couronné; Pont-à-Mousson non défendu, c'est Nancy tourné par le nord.

C'était, pour un simple député, une entreprise quasi surhumaine que de faire aboutir un tel programme; les événements apportèrent une aide précieuse. L'affaire de Casablanca survint, M. Clemenceau étant président du Conseil. M. Clemenceau a un mauvais caractère, mais il a du caractère : il comprit vite l'importance de la défense de Nancy et enjoignit à son ministre de la guerre d'y procéder sans délai. Mais alors, au-dessus du ministre, il y avait le chef d'état-major général, le général Brun, l'un des plus néfastes militaires de la troisième République, un général qui ne croyait pas à la guerre et tenait l'armée pour une institution archaïque et désuète : il tint tranquillement en échec tous les ordres de M. Clemenceau jusqu'à sa chute d'abord. Le point capital était l'organisation défensive de Pont-à-Mousson; il y fallait une garnison renforcée et des casernements importants, la municipalité en faisait les frais; au lieu de la renforcer, le général Brun, quand il fut ministre de la guerre, prétendit supprimer la garnison existante, mais par bonheur sa prétention fut barrée.

Il fallut faire appel à l'opinion. M. Louis Marin trouva le plus précieux coadjuteur dans le commandant Driant, que Nancy venait de prendre comme son député et qui, avec M. Ferri de Ludre, passionné lui aussi pour la défense de sa ville, donnait sur ce point à la représentation nancéienne une unanimité profonde et absolue. Driant batailla dans la presse et à la tribune de la

Chambre [1]; Louis Marin avait établi son quartier général à la Commission du budget, et ce fut de là qu'il enleva la victoire.

En octobre 1912, l'Allemagne augmenta ses armements, nous y répondîmes par la loi de trois ans et il fallut doter cette loi d'un programme d'armement de 500 millions. La commission du budget était quasi-souveraine ; en mai 1913, elle eut d'importantes séances secrètes, M. Marin y souleva la question de la défense de Nancy. On se rendit compte que les motifs donnés depuis trente ans pour ne pas agir n'existaient pas en réalité; le ministre des affaires étrangères affirma qu'il n'existait point à ce sujet de clause secrète du traité de Francfort, la mise en état de défense du Grand-Couronné fut votée. « C'est parce que vous êtes un bon type qu'on vous a donné le Grand-Couronné », avouait amicalement au député de Nancy un de ses collègues généralement mal disposé aux dépenses militaires; heureuse camaraderie des commissions! Mais le vote d'une mesure n'est rien, le plus dur est de contraindre l'administration à l'exécuter. Celle de la guerre n'y mit aucun entrain; un projet minutieux fut bien préparé, mais en novembre 1913, rien n'était encore commencé. Le 2 décembre, le ministère tombait et le portefeuille de la guerre était attribué à M. Noulens. Celui-ci avait été rapporteur général du budget et, à ce titre, avait appuyé à la commission du budget les revendications de M. Louis Marin; le jour même de son entrée au ministère, mis au fait du retard, il consacrait, de sa seule autorité, le reste des crédits disponibles à la défense du Grand-Couronné et donnait l'ordre de commencer sur le champ les travaux, qui devaient être achevés en mai 1915. En juin et juillet 1914, l'horizon se chargea de nuages sur l'Est, le général Foch, qui

[1] Le 29 novembre 1911, dans la discussion du budget de la guerre, Driant appelait l'attention du ministre sur la situation de Nancy et demandait la mise en état de défense. « Nancy est digne d'être défendue et désire l'être, affirmait-il avec force Je demande à M. le ministre de la guerre de ne pas s'en référer aux réponses qui ont été faites lors des premières tentatives de mise en état de défense de ses abords, notamment à cette conception que la fortification annihile l'esprit d'offensive, que tous les chefs s'accrochent aux ouvrages et ne peuvent s'en dégager. Il faut, au contraire, considérer, dans ce cas particulier, les ouvrages fortifiés comme un appui pour les troupes de couverture. » Le rapporteur du budget de la guerre répondait, découvrant ainsi les dangereuses illusions de l'état-major : « Nombre de personnalités militaires estiment que Nancy doit rester ville ouverte et que notre résistance est en arrière... *Il n'y a qu'un moyen de couvrir Nancy, c'est de prendre l'offensive.* » A quoi Driant répliquait : « La première offensive sera prise par notre adversaire ; il sera à Nancy au moment où l'on apprendra en France que l'invasion est déclanchée Avec les quelques ouvrages que je demande, il serait arrêté pendant un temps suffisant pour permettre à nos troupes de se ressaisir et de prendre à leur tour l'offensive ? »

commandait le 20e corps, pressa énergiquement l'organisation et, quand la guerre éclata, le programme électoral de Louis Marin était réalisé dans ses lignes essentielles : Nancy et sa zone environnante étaient à l'abri d'une surprise ennemie.

Nancy défendue, c'était la trouée de Charmes et Toul protégées de la plus efficace façon; la menace était conjurée au sud, mais elle n'était qu'atténuée au nord, car de ce côté, le programme n'avait été qu'incomplètement réalisé; Pont-à-Mousson, sentinelle de Nancy, n'avait été qu'incomplètement armée, et la frontière, de Pont-à-Mousson à Longwy, restait ouverte et exposée aux entreprises de l'ennemi que tout y attirait.

Le plan de Seré de Rivières abandonnait la Woëvre. Les digues défensives des Hauts-de-Meuse et des Côtes de la Moselle, avec leurs musoirs Verdun-Toul, Epinal-Belfort, semblaient suffisantes pour briser l'effort de l'ennemi : l'objectif étant de l'attirer dans les trouées au nord et surtout au sud des Hauts-de-Meuse, on lui avait laissé libre champ à travers la Woëvre, et notre frontière militaire fut reportée là à 25 kilomètres en arrière de la frontière politique et assurément pour les mêmes considérations diplomatiques que celles qui pendant quarante ans devaient retarder la défense de Nancy[1]. Notre frontière militaire devait être strictement défensive, la concentration se faisait à l'abri des Hauts-de-Meuse, il fallait commander les passages du fleuve et mettre par suite tous ses ponts sous notre canon : ainsi les forts Hauts-de-Meuse furent établis sur le versant occidental, leurs canons tournés à l'ouest, vers la France...

Au moment de l'établissement du plan du général de Rivières, l'inconvénient d'un tel abandon était politique plus qu'économique. En 1875 les mines de Briey n'étaient pas découvertes, le traité de Francfort avait fait passer en Allemagne presque toutes nos usines siderurgiques de la Moselle et la métallurgie française avait délaissé l'Est pour s'établir dans le Centre, sur le charbon.

[1] Le général de Rivières avait pourtant prévu la création d'un fort d'arrêt au nord de Briey, sur la frontière même; on lit ainsi dans son rapport du 15 novembre 1873 : « Chemin de fer de Thionville à Montmédy. La conservation des fortifications de Longwy implique naturellement l'inoccupation de la position de Longuyon. Dans ce cas il serait indispensable de maîtriser la ligne des Ardennes au point où elle pénètre, sur le territoire à hauteur de Fontoy. Il existe entre Fontoy et Sanzy des positions sur lesquelles il serait facile de construire un fort d'arrêt. »

Le point de vue seul envisagé était la maîtrise des lignes de chemin de fer. Pour le fort d'arrêt de Fontoy, les prévisions étaient de 2 millions, mais en 1874, dans le plan d'ensemble, ce projet fut abandonné et reporté à Vachémont, au-dessus de Longuyon, avec une prévision de 2 millions.

En 1878 le procédé Thomas permit d'utiliser les minerais phosphoreux; cette région de Briey prit de l'importance, mais l'extraction minière ne commença à présenter de l'intérêt qu'en 1896 pour ne prendre son grand essor qu'à partir de 1906.

Or cette date de 1906 est précisément celle où nos relations commencèrent à se tendre avec l'Allemagne et c'est aussi celle où les métallurgistes allemands, à court de minerai et de plus en plus tributaires de l'exportation, recherchaient en France toutes les mines de fer disponibles et avaient déjà réussi à prendre le contrôle d'un trop grand nombre, dans ces régions de Briey et de Nancy, — on comprend quelle devait être leur tentation, au cas d'une guerre, de s'emparer d'un gage aussi précieux; la menace sur Nancy devenait aussi forte par le nord que par le sud, par la Woëvre que par la trouée de Charmes, et c'était la plus grave et la plus inexplicable des imprudences que de ne pas protéger un coin aussi capital.

D'autant que notre métallurgie, à la suite de la mise à fruit des mines de Briey, du Centre était revenue à l'Est; en 1913, le seul département de Meurthe-et-Moselle centralisait 85 pour 100 de notre production de fonte, 95 pour 100 de notre production minière, et son grand réservoir était Briey, qui en 1913 fournissait 15 des 19 millions de tonnes, où se chiffrait l'extraction de tout le département. La fonte et le fer sont le principal moyen de la force militaire, notre état-major ne devait pas ignorer qu'en cas de guerre il y aurait lieu d'augmenter dans de considérables proportions notre matériel d'artillerie, que le tir rapide exigeait des quantités considérables de munitions, que le 75 était un gros mangeur et que l'usure précoce des bouches à feu en commanderait vite et très vite le remplacement. Cette faute ayant été commise de laisser se concentrer notre métallurgie sur la frontière, au moins fallait-il la défendre, elle et ses approvisionnements.

Mais là n'était pas encore l'importance sans égale de ce coin de la frontière. La métallurgie allemande, nous l'avons déjà dit ici même [1], demandait avant la guerre, à ces mines de la Lorraine,

[1] *La politique métallurgique de l'Etat allemand.* (*Correspondant*, 10 et 25 septembre 1916.)

Déjà en 1900, M. Ardouin Dumazet s'étonnait de la non-défense de la frontière de Frouard à Pagny-sur-Moselle et Novéant; il ajoutait que dans cette basse Woëvre les hautes collines boisées qui dominaient la vallée de la Moselle jusqu'à Pagny offraient des moyens de défense excellents et que, au delà jusqu'à Novéant les abords de la vallée du Rupt de Mad pourraient être utilisés : « Si nous pouvions, écrivait-il, amener du monde sur ces hauteurs de la Moselle, il y aurait une redoutable ligne de défense. Malheureusement, notre concentration ne saurait être assez rapide et nos voisins, maîtres des tragiques campagnes de Saint-Privat, continuation de

qu'elle avait prises en 1871, et à celles du Luxembourg, la quasi totalité de son minerai; dans la seule Lorraine annexée, l'extraction du minerai passa d'un million de tonnes en 1880 à 14 millions en 1905, à 21 millions en 1913, et en cette année 1913, sur 36 millions de tonnes que l'Allemagne tirait de son sol, près de 29 millions provenaient des seules mines de la Lorraine annexée et du Luxembourg. Or, tout ce minerai se trouvait en bordure même de la frontière, sur une longueur d'une vingtaine de kilomètres et une profondeur maximum de 7, — en sorte que, restant strictement sur la défensive, gardant ces quelques kilomètres de notre frontière, nous tenions sous le canon la presque totalité de la production de minerai de fer de l'Allemagne et lui rendions ainsi impossible une guerre prolongée.

C'était là le problème militaire de Briey. Il est acquis qu'avant la guerre notre état-major ne fut pas informé d'une telle situation; le directeur des mines a reconnu ne pas avoir appelé son attention sur un fait d'une aussi considérable importance pour notre défense nationale[1]. Les métallurgistes de cette région ne pouvaient pas ignorer cette position du minerai allemand : l'exemple des députés de Nancy était là, comment ne donna-t-on pas à Briey les mêmes sûretés?

Or, sur cette partie de la frontière de Longwy à Pont-à-Mousson, les Allemands avaient deux corps d'armée, tenus à effectifs renforcés, le XIVe à Metz, le XXIe à Sarrebruck et en plus les têtes de colonnes du VIIIe à Trèves, — et dans la région sur laquelle pesait une telle menace rien, rien et rien! Pourtant le général Maitrot affimait que l'état-major était convaincu que ce serait dans la Woëvre que se ferait l'attaque brusquée « pour confisquer les ressources de cette riche région, troubler notre concentration en essayant de percer jusqu'à la Meuse, et couvrir la concentration allemande[2] ». On ne changea même pas l'orientation des forts des

la Woëvre au nord, pourraient pénétrer sur le plateau de Mars-la-Tour sans trouver d'autre obstacle que la nature même du sol, formé d'une argile épaisse et tenace, où les eaux s'amassent en étangs avant de traîner paresseusement au fond des plis peu accusés qui vont à l'Yron, au Rupt de Mad, à l'Ache et au Terrouin. Par les pluies, ces terres sont presque impraticables. Au cœur du pays, une vaste forêt a été particulièrement défrichée, mais il en reste des lambeaux assez étendus pour que ces bois au sol fangeux offrent un sérieux obstacle. » (*Voyages en France*, 22e série. Berger-Levrault, 1900).

Il eût été possible, sans doute, dans ces pays marécageux, d'utiliser l'eau comme moyen de défense et d'y tendre les inondations comme on l'avait fait pour la région du nord.

[1] *Echo de Paris*, 30 mars 1917.

[2] Général Maitrot. *Correspondant*, et ensuite en volume *Nos frontières de l'Est et du Nord* (Berger-Levrault, 1913).

Hauts-de-Meuse et notre couverture était en deçà du bassin de Briey : fin 1913 pourtant, on mit un bataillon de chasseurs, à Labry, sous le feu des canons des forts de Metz, pour garder le dépôt de machines que la Compagnie de l'Est avait établi à Conflans. Non seulement ce coin capital ne fut pas mis en état de défense en temps de paix, mais son abandon était escompté en cas de guerre : le général Verraux, qui commandait la 42e division sur la lisière du bassin de Briey, a témoigné que ses consignes, datées de janvier 1914, comportaient le repli à 20 kilomètres de l'antenne la plus avancée[1].

Le général Malleterre a-t-il donné le mot de l'énigme? « On craignait peut-être, a-t-il écrit, de livrer une bataille prématurée et incertaine dans ces régions industrielles, entraînant leur destruction immédiate; pourtant cette destruction eût mieux valu que de les laisser exploiter par les Allemands[2]! » Cette non-défense de Briey était désastreuse pour Nancy, puisqu'elle recréait au nord la menace qu'on venait de conjurer au sud...

III. — L'erreur offensive et l'École de Guerre.

L'*Exposé du système défensif de la France* du général Seré de Rivières débute ainsi : « La guerre de 1870, en nous enlevant deux de nos plus belles provinces, a mis en lumière la nécessité de pourvoir à la sécurité de notre territoire, nécessité que le sentiment exagéré de notre prépondérance militaire nous empêchait d'apprécier à sa juste valeur. Il n'y a pas à se le dissimuler maintenant, s'il est en Europe une puissance exposée à être envahie, c'est la France. » La défaite avait arraché sur le coup cet aveu. La vieille armée, qui avait vécu 1870 et savait quelle frontière nous avait faite le traité de Francfort, comprenait que la défense seule nous était dorénavant permise, et que le premier devoir, la condition même de la vie et la sauvegarde de l'honneur du pays étaient de reconstituer sans délai, en arrière de la frontière politique, une frontière militaire défensive, à l'abri de laquelle la France ne fût plus à la merci de son vainqueur. Ce fut l'œuvre du général de Rivières. La frontière militaire dont il dota la France lui permettait une défensive puissante et victorieuse; elle faisait disparaître le plus grave péril du traité de Francfort, mais ne changeait pas les possibilités stratégiques qu'il nous avait faites, la France devait comme devant rester sur la défensive.

On peut dire de cette frontière défensive qu'elle rendit à la France la liberté de sa politique; elle fit plus, elle influença l'équi-

[1] *L'Œuvre*, 3 février 1917.
[2] *Le Temps*, 31 janvier 1917.

libre et la répartition des groupes des puissances de l'Europe. Quand nos théoriciens militaires dissertaient sur l'avantage ou l'inconvénient de la fortification, l'empereur allemand, lui, avait compris que cette barrière décuplait notre force, que contre elle se briserait l'effort de ses armées, et qu'il lui fallait désormais une alliance pour triompher de cette France redressée. Le 20 octobre 1879, il en faisait l'aveu à Bismarck :

Si nous avions une guerre avec la France, je ne partage pas l'opinion du feld-maréchal de Moltke qui croit nos forces suffisantes pour nous permettre de poursuivre une telle guerre sans alliés. Nous nous trouverions maintenant en présence d'une armée complètement différente de celle de 1870, car on ne peut nier les progrès que la France a faits. Puis, il y a une autre considération : c'est que *la frontière française est presque hermétiquement fermée depuis la Suisse jusqu'à la Belgique, qu'une ligne continue de forteresses et de forts, même si on parvenait à la passer, rendrait impossible l'envoi de tout renfort et entraverait énormément l'avancement stratégique de nos forces.*

D'après le feld-maréchal de Moltke, c'est sur un champ restreint que nous devrons livrer bataille. *Si nous sommes victorieux, nous ne pourrons pas poursuivre l'ennemi comme en 1870, car il nous faudrait immédiatement assiéger cette ceinture de forteresses avant de nous engager dans une poursuite. Des mois peut-être s'écouleraient avant que nous parvenions à prendre quelques forts, et cela donnerait le temps à l'armée défaite de se refaire derrière cette ligne et de se bien préparer à une nouvelle rencontre.* Si les Allemands, par malheur, étaient défaits dans la première bataille, la rive gauche du Rhin serait perdue et nous devrions nous retirer de l'autre côté du fleuve. Pour cette raison, l'Autriche ne peut pas rester neutre dans une telle guerre, mais, au contraire, elle doit être obligée par ce traité à nous soutenir de toutes ses forces [1].

Un tel témoignage aurait dû faire dresser, sur toutes les places de France, des statues au nouveau libérateur du territoire ; ce fut, au contraire, le moment que le gouvernement français choisit pour congédier cet admirable serviteur, brutalement et sans même lui conférer ce platonique hommage de la cravate de la Légion d'honneur. Dans le même temps, l'Ecole supérieure de guerre était fondée, qui allait prendre pour doctrine le mépris de la fortification et dont l'enseignement devait avoir pour conséquence l'abolition du plan défensif du général de Rivières.

Aux grandes manœuvres il y a « la critique » ; sur le terrain même le chef signale à ses subordonnés leurs erreurs — excellent exercice et dont il est regrettable qu'avant la guerre ces grands chefs n'aient pu pour eux-mêmes bénéficier ; leur prestige n'en eût pas été amoindri, car leur autorité réside dans le savoir-faire et non dans la désignation officielle dont ils furent l'objet. A ces manœuvres appliquées qu'est la guerre, la « critique » est plus

[1] *Mémoires de Bismarck*, par Busch, tome II, p. 260.

qu'utile, nécessaire. Les peuples paient de leur sang ces redoutables erreurs; ils ont au moins le droit de les connaître, car elles leur font mieux apparaître leurs égarements passés. « Un pays, a écrit Beudant, peut être grand et prospère malgré des erreurs dans l'ordre des sciences physiques; au contraire, qu'une erreur l'égare dans l'ordre moral ou politique, c'en est fait de lui. » Mais encore, pour s'en corriger, faut-il savoir d'où elle procède. Je voudrais, en tout respect mais en toute liberté, faire cette recherche sur un point qui me paraît avoir été capital. Je ne vise que les idées non les personnes et n'en puis donner meilleure preuve qu'en taisant les noms des chefs dont l'enseignement propagea ce qui m'apparaît comme une erreur; j'affirme la réalité des citations que je produirai, mais je demande au lecteur de me croire sur parole et de me dispenser de fournir les références.

La guerre, c'est deux volontés aux prises, qui s'affrontent et cherchent concurremment à prévaloir. Pour ces grands duels comme pour les autres il est une escrime courante, mais banale : on apprend, en somme, assez vite à mener un combat selon les règles, mais ainsi mené il ne met d'ordinaire des adversaires pareillement entraînés qu'à égalité sans entraîner la décision; le bon moyen, c'est le coup inédit, la botte secrète, la surprise, qui exige sans doute la pleine possession de l'art, mais associée au goût de l'innovation et servie par l'imagination, l'audace d'esprit, le bon sens. Le secret de l'art militaire c'est la surprise, et la surprise, c'est l'invention, l'observation attentive du détail mais pour s'élever à la conception de l'ensemble; d'un mot, le coup d'œil. On a prêté à Taine cette boutade que l'art militaire est celui qui s'apprend le plus vite; si l'on entend la stratégie, il se peut, mais pour la tactique c'est une autre affaire; il y faut le don, la prédestination, le génie. « La guerre, témoigne le maréchal de Saxe, a des règles dans les parties de détail; elle n'en a pas dans les sublimes. » L'art militaire est une science en élaboration continue, en perpétuel devenir et qui ne risque pas seulement d'être modifiée dans le détail, mais qui peut être d'un coup totalement bouleversée dans ses fondations; il n'en est pas qui doive plus tenir compte des contingences; le génie est celui qui voit le plus vite la réalité et s'y adapte le mieux. Susciter le génie, tel devrait donc être le grand objectif de l'enseignement militaire; l'étude exclusive de l'Histoire y serait impropre, elle peut lui donner son aplomb, elle ne saurait le créer, puisqu'elle est la science du passé et que la guerre est au contraire celle du présent : « Napoléon, a très justement observé M. Hanotaux[1],

[1] Je ne saurais trop engager le lecteur qui voudrait pousser plus à fond cette méditation à lire le chapitre V du tome III de *l'Histoire de la guerre*

avait une façon de s'instruire qui est celle des maîtres; il élevait les leçons jusqu'à lui et les nourrissait de ses méditations; c'est dans ce sens qu'on a pu dire de ses études qu'elles furent superficielles, il connut les doctrines, mais ne les subit pas. »

C'est en 1876 que fut fondée l'Ecole de guerre, laboratoire de l'intellectualité militaire, grand séminaire où l'élite de nos officiers venaient apprendre à penser et à réfléchir, l'Ecole normale supérieure de l'armée. La base de sa doctrine est résumée dans cette définition d'un de ses plus glorieux chefs : « *En l'absence forcée d'un génie suffisant*, où trouver les moyens de conduire rationnellement la guerre avec de pareilles masses d'hommes, sinon dans un corps d'officiers rendus capables par la méthode, le travail, la science, animés d'un même esprit, obéissant à la même discipline intellectuelle et assez nombreux pour faire mouvoir et manœuvrer la lourde machine des armées modernes? » L'erreur fondamentale est ainsi découverte : il ne peut y avoir « un génie suffisant » pour conduire les armées modernes. Pourquoi un tel axiome? d'où une telle nécessité? où saisir l'origine de ce préjugé, si ce n'est dans la crainte politique ambiante des supériorités militaires? Ç'aurait dû être précisément l'objet de l'Ecole de guerre de susciter ce génie; autrement, prendre prétexte de son « absence forcée », c'était le vrai moyen de l'empêcher, car la méthode et l'esprit d'école en furent presque toujours l'étouffoir. Et d'autre part, du moment qu'on substituait au génie la méthode, on se mettait inévitablement à la remorque intellectuelle de l'Allemagne : « dans l'incertitude où l'on est de découvrir à l'heure dite le génie sublime, on en venait à le remplacer comme on l'avait fait en Allemagne par un groupement de forces individuelles qui se trouvaient naturellement désignées par l'assiduité et le classement à l'Ecole[1] ». Si l'Ecole de guerre forma l'intellectualité militaire, elle donna aussi à l'armée, en trop grand nombre, des intellectuels, et avec les défauts des autres[2].

de 1914. M. Hanotaux a exposé là des idées et apporté quelques preuves, qui ont pu paraître très hardies à d'aucuns, mais qui ont très heureusement posé le problème qu'on s'efforce ici d'approfondir. A lire aussi, dans la *Revue de Paris* du 1er juin 1916, l'article du général Fonville : « l'Enseignement de l'Ecole de guerre et la guerre. »

[1] Hanotaux, livre cité, IV, 119.

[2] D'un des plus fameux maîtres de l'Ecole de guerre : « Les officiers d'état-major à la Grande Armée remplissaient fréquemment des missions même appartenant au service des étapes, et qui n'étaient pas de nature à rehausser la fonction. Il faut ignorer les principes les plus élémentaires de la biologie pour croire qu'un officier de haute valeur intellectuelle soit apte à remplir, tantôt des missions d'un ordre élevé, tantôt des missions d'un ordre infime... Attelle-t-on un pur sang à un tom-

Cette Ecole de guerre, qui devait être l'école préparatoire du haut commandement, n'aboutit, en somme, qu'à former d'excellents sous-ordres, ce qui, assurément, n'était pas négligeable! La mise en train d'une armée est un organisme fort compliqué et qui n'admet pas d'improvisation, il faut longtemps s'y préparer, l'Ecole de guerre porta des esprits sérieux vers des travaux administratifs regardés jusque-là comme peu reluisants, transports, système de marche, ravitaillement, etc.; « une transformation psychologique profonde s'accomplit peu à peu dans l'armée française; au caractère pimpant, brillant, parfois superficiel qui avait été celui de l'officier français se substitua un caractère nouveau fait de gravité, de soin, d'attention vigilante et d'application réfléchie ». Mais l'envers de cette qualité fut la disposition à voir la bataille d'un bureau et non sur le terrain; excellente pour la préparation, cette formation d'esprit devenait redoutable pour le combat qu'elle faisait concevoir comme un mécanisme qui se pouvait régler sans tenir compte des contingences ni de l'imprévu.

L'autre erreur fut de vouloir demander l'orientation de la guerre à l'Histoire, au lieu de s'appliquer à l'adapter à l'évolution de la science et l'avancement économique. Un des plus grands maîtres de l'Ecole a ainsi exposé et développé le sophisme : « Pour entretenir en temps de paix le cerveau d'une armée, le tendre constamment vers la guerre, il n'y a pas de livre plus fécond en méditations que l'histoire; si la guerre, prise au point de vue le plus élevé, est une lutte de deux volontés, *la justesse des décisions s'inspire toujours des mêmes considérations que dans le passé;* les mêmes fautes se reproduisent amenant les mêmes échecs; l'art se puise aux mêmes sources. » Un tel esprit d'imitation, négation même du génie, devait atrophier et abolir le sens inventif, facteur de la surprise et de l'initiative. On reste étonné qu'il y ait eu, en somme, dans notre haut commandement si peu d'hommes d'imagination; Driant, Jules Verne militaire, avait mieux prévu et deviné la guerre que tous les états-majors. L'esprit d'invention fut donc proscrit dans l'armée; la pire note était de s'être signalé par une découverte heureuse et, même dans les conjonctures les plus tragiques, l'inventeur, l'homme à idées, celui qui découvre les erreurs et qui fera travailler pour les réparer, fut impitoyablement éconduit et écarté. J'ai vu, au cours de cette guerre et quand la question des transports donnait de si graves déboires, le génial créateur du matériel à voie étroite, l'officier qui connaissait le mieux et en praticien le chemin de fer, systématiquement tenu à l'écart : personne n'a pu faire lever cet ostracisme.

bereau? L'homme d'élite à l'intelligence vive, au cœur ardent, peut devenir rétif quand on ne sait pas l'utiliser complètement. »

Le pire fut que cette formation vint à réagir sur l'esprit même de l'armée. L'officier français est hors de pair, héroïque au combat, et avec cela intelligent, possédé du désir de comprendre, plein d'initiative, — qualités incomparables, dont on n'a jamais tiré tout le parti qu'on eût pu, et dont il semble même qu'on ait tout fait pour contrarier le développement. Par crainte des officiers raisonneurs, on a mal noté les officiers raisonnant, ceux qui, tout en obéissant, cherchaient à comprendre, et l'on a ainsi inspiré à cet officier, à tous les degrés, l'effroi de l'idée personnelle, le culte de l'idée reçue. Le grand chef n'adoptera une manœuvre que couvert par un précédent; chez le subalterne c'est la vérité subordonnée à la hiérarchie, les théories reçues sans trop oser y réfléchir et enseignées parfois sans y croire, et par dessus tout la terreur de la responsabilité; dans les états-majors l'on en vint à vouloir tout résoudre au moyen de règles générales, à mettre la guerre en formules et la tactique en précédents historiques.

C'est ainsi que le dogme de l'offensive devint la religion de l'armée sans trouver pour ainsi dire d'hérétiques; par un faux point d'honneur la défensive fut considérée comme la marque de la faiblesse et le signe de l'infériorité. Une nation a la stratégie de ses frontières et l'on avait oublié que précisément, en 1815 et en 1871, nos frontières avaient été tracées pour briser chez nous tout effort offensif, que stratégiquement et géographiquement nous étions dominés par l'ennemi, que nous avions des frontières d'assailli et de vaincu qui nous condamnaient à la défensive, et qu'au surplus « l'armée d'une république parlementaire ne peut être un instrument d'offensive [1] ». C'était fermer les yeux à l'évidence; hypnotisé sur notre plus glorieux passé militaire, l'on ne se préparait qu'à une guerre de mouvements et de manœuvres, à la guerre telle que la représentait l'Histoire.

L'enseignement de l'Ecole de guerre fut dominé par le culte de Napoléon et se basa presque exclusivement sur la notion de manœuvre et l'étude des campagnes impériales : « manœuvrer son ennemi, être manœuvrier, c'est tout l'art de la guerre », proclamait l'apôtre de cette doctrine. Suivant une judicieuse remarque, on en vint à « substituer l'esprit des manœuvres à l'esprit de la guerre » et à tenir pour secondaires les considérations du territoire et de la position; la destruction de la force ennemie était le but essentiel, le reste accessoire. « Le fond de l'enseignement de l'Ecole de guerre, a écrit le général Fonville, était nettement en faveur de l'offensive qu'il considérait comme seule capable de procurer le succès; il rejetait délibérément la défensive passive comme fatalement vouée

[1] Général de Négrier, étude citée.

à succomber tôt ou tard, ou ne l'admettait qu'à condition qu'elle fût temporaire et acceptée seulement en vue de ménager le passage ultérieur à une offensive bien préparée et féconde en résultats. »

Il serait intéressant et d'un grand profit national de faire dans son détail l'histoire de cette erreur; on ne peut ici qu'en marquer l'aboutissement; il est dans deux conférences sensationnelles, faites en 1911 aux officiers de l'état-major de l'armée, et qui résument bien l'état d'esprit de trop de nos grands chefs à la veille de la guerre.

La sûreté d'une troupe, l'unique garantie contre la surprise est dans l'offensive, tel est l'axiome originel, et voici comment se déroule et où aboutit ce violent paradoxe : « Un adversaire assailli brusquement et partout à la fois songe à parer les coups, il ne manœuvre plus et devient rapidement incapable de toute offensive sérieuse : c'est donc la rapidité de l'engagement qui nous garantira de la surprise et la violence de l'attaque qui nous assurera contre la manœuvre de l'ennemi. » Ainsi, ce n'est pas à la surprise, c'est-à-dire à la réflexion et à l'invention, que l'on demande de déjouer la surprise, mais à l'offensive, c'est-à-dire à la force aveugle et irréfléchie, portée à son maximum de brutalité, c'est, conséquence inévitable, « le bourrage », le fantassin jeté, sans préparation, sur des obstacles infranchissables, « le bec de gaz », comme devaient dire pittoresquement les victimes.

Aussi, dans le commandement, point d' « *avarice morale* », — mot terrible, générateur d'hécatombes : « La moindre retenue dans l'offensive en détruit toute l'efficacité et en fait perdre tous les avantages...; il faudra préjuger, se décider sur des renseignements incertains, risquer et risquer beaucoup... *dans l'offensive, l'imprudence est la meilleure des sûretés.* » Et comme conclusion : « La méthode offensive seule peut forcer la victoire, il faut s'y préparer et y préparer les autres, en cultivant avec passion, avec exagération et jusque dans les détails infimes de l'instruction, tout ce qui porte la marque de l'esprit offensif : *allons jusqu'à l'excès et ce ne sera peut-être pas assez.* » La déraison raisonnée!

Voilà les paradoxes délirants qui, à la veille de la guerre, étaient professés : la jeune école, issue de l'Ecole de guerre, avait l'hystérie de l'offensive au moment où on réduisait les effectifs, où on laissait tomber les forteresses, où on réagissait officiellement contre le militarisme... Mais le pire fut que ces théories ne circulaient pas sous le manteau, elles n'étaient pas seulement enseignées, elles étaient imprimées, mises dans le commerce, publiquement discutées devant l'ennemi qui, ainsi, pouvait savoir et prendre ses précautions. Ce ne fut pas qu'un paradoxe personnel, une exagération de jeunesse; les chefs, ayant

le poids des ans et de l'expérience avec la responsabilité de la future guerre, cédaient au vertige : les décrets des 28 octobre et 2 décembre 1913 sur la conduite des grandes unités et le service des armées en campagne, proclamaient que « l'armée française, revenue à ses traditions, n'admet plus, dans la conduite des opérations, d'autre loi que l'offensive », que « seule l'offensive parvient à briser la volonté de l'adversaire, que la défensive, au contraire, ne donne jamais la victoire ».

La fonction de l'armée et sa raison d'être, c'est la défense du territoire, et tout doit être subordonné à cette considération; l'offensive, si elle ne veut pas être conquérante, ne s'explique que dans cette intention de défense, et la manœuvre n'est admissible qu'à la condition de se faire chez l'ennemi. C'est sur des territoires étrangers que se menèrent les offensives et les guerres napoléoniennes, et ce fut précisément pour s'assurer contre leur retour que l'Europe en 1815, l'Allemagne en 1871 imposèrent à la France des frontières la condamnant à la défensive. Redisons encore, car jamais on ne le fera trop, que le traité de Francfort, combiné avec ceux de 1815, permettait à l'Allemagne de dominer stratégiquement la France et nous retirait précisément le champ nécessaire à un déploiement offensif; avec nos frontières de 1871, la guerre de mouvement ne se pouvait mener avec l'ampleur voulue que sur le territoire propre de la France, et il est tout de même scabreux d'attirer chez soi l'ennemi pour le manœuvrer, quand on n'a pas au moins vingt fois l'assurance de l'en pouvoir vivement chasser.

Les théoriciens offensifs avaient cependant accepté sans sourciller cette éventualité; une école s'était mise d'accord sur le principe, la discussion ne portait que sur le champ à céder et sur le point du territoire où l'on arrêterait l'ennemi. Le capitaine Gilbert, en 1892, n'hésitait pas à le fixer à Orléans parce que Clausewitz avait écrit que Paris n'est que la tête de la France, mais qu'Orléans en est le cœur. De plus modérés estimaient ce redressement possible sur la rive gauche de la Seine : c'est à ce contre-sens qu'est dû l'abandon de la mise en état de notre seconde ligne de défense La Fère-Laon-Reims, reconnue trop rapprochée pour une telle manœuvre ! Quelques grands chefs pourtant firent entendre la voix de la raison : « L'armée d'une république parlementaire n'est pas et ne peut pas être un instrument d'offensive, écrivait en 1897 le général de Négrier; aussi, au moment d'une déclaration de guerre, faut-il s'attendre à voir l'ennemi franchir la frontière... ; mais si notre organisation politique nous interdit cette offensive, est-il admissible que notre organisation militaire soit telle qu'au moment d'une attaque, nous soyons forcés d'abandonner une partie

importante du territoire et de laisser tomber aux mains de l'adversaire de précieuses ressources et des populations nombreuses? » On n'entendit pas; la considération du territoire ne comptait plus; seuls la manœuvre, le *kriegspiel* étaient envisagés : c'était le but subordonné au moyen, l'art pour l'art. L'Histoire n'a peut-être jamais connu rien de plus formidable que cette aberration, ce dilettantisme stratégique; le dogme de l'offensive pour l'offensive aboutissait là.

Très différentes et même opposées les doctrines de l'état-major allemand. Assurément, il reconnaissait les avantages moraux de l'offensive, et que presque toujours c'est l'attaque qui amène la décision, que la passivité est contraire à la nature même de la guerre, « que dans le seul fait d'attaquer, il y a une puissance entraînante qui, dès le début, met en œuvre les aptitudes de l'esprit, toutes les forces de l'âme, les oriente vers un seul et même but et par là leur donne une tension maxima [1] »; mais il n'oubliait pas qu'il y a des obstacles humainement infranchissables et que c'est dans les lisières des frontières qu'ils doivent normalement se trouver.

Les stratégistes allemands les plus notables ne croyaient pas déchoir en signalant les avantages primordiaux de la défensive, en proclamant même sa supériorité. « La défensive, affirmait Clausewitz, est la plus forte des formes de la guerre [2] : le but de l'offensive est la conquête, celui de la défensive la conservation; or, il est plus facile de conserver que d'acquérir et, en supposant les moyens égaux, la défense est plus aisée que l'attaque. » Les avantages qu'elle tenait naturellement de l'attente et de l'appui du terrain s'étaient, depuis, trouvés considérablement renforcés; Bernhardi démontrait ainsi, en 1911, que le perfectionnement du fusil et l'emploi de la mitrailleuse profitaient surtout à la défense.

Le défenseur a le choix de la position et il peut ainsi donner le plus large champ à son tir; il représente le plus petit but puisqu'il tire derrière un abri quand l'assaillant doit traverser tout le terrain des attaques; il tire tranquillement et posément, son feu est le plus efficace et plus grande est la portée de son arme, plus grand l'espace que l'assaillant aura à parcourir servant de cible. Surtout il a un abri choisi et préparé à loisir quand pour l'assaillant le fait de se terrer entraîne une interruption de l'attaque et de la volonté offensive. Et tous ces avantages sont multipliés par cent par l'emploi de la mitrailleuse : « les mitrailleuses, affirmait

[1] Général von Bernhardi, *La guerre d'aujourd'hui*. Chapelot, 1913.
[2] Général de Clausewitz, *Théorie de la grande guerre*. Baudoin, 1889.

Bernhardi, ne sont au fond que des armes de défense et ne donnent leur plein résultat que dans la défensive. »

Sans doute l'artillerie, par son feu à longue portée et par son tir indirect, avait quelque peu rétabli la situation et rendu l'attaque moins difficile, mais ce résultat supposait l'égalité entre les belligérants quant à l'artillerie et la défense retrouvait l'avantage si elle bénéficiait d'une artillerie, à plus longue puissance et, à plus forte raison, si elle était seule à en avoir. Bernhardi, sans raisonner dans cette hypothèse, n'en demeurait pas moins incertain sur la forme de guerre à laquelle le perfectionnement de l'armement donnait la supériorité :

Il est difficile, concluait-il, de décider si la supériorité que l'artillerie donne à l'assaillant suffit à compenser celle qu'a la défense en fait d'infanterie... Je crois qu'en général la défense tirera de la supériorité de son infanterie de plus grands avantages que l'assaillant de la supériorité de son artillerie. L'infanterie constitue la masse principale des armées, c'est elle qui procure la décision, toutes les autres armes sont destinées à lui faciliter le combat... C'est la supériorité en infanterie qui est décisive : en toutes circonstances la supériorité du feu de l'infanterie de défense entre en ligne de compte, tandis que pour l'artillerie assaillante la possibilité d'utiliser le tir indirect dépend du terrain.

Sans s'embarasser de théories plus ou moins incertaines, on s'était arrêté en Allemagne à ce système pratique de l'offensive consécutive de la défensive :

La défense, affirmait Clausewitz, n'est nullement en contradiction avec la nature même de la guerre, car on peut trouver son avantage à *attendre l'ennemi sur un terrain, sur des positions ou sur un théâtre d'opérations dont on connaît les ressources et que l'on a étudiées et préparées d'avance...* Mais comme la défensive ne peut conduire qu'à un résultat négatif, il convient logiquement de l'abandonner dès que l'on devient assez fort pour viser un but positif; or, comme par le fait même d'une résistance victorieuse le rapport des forces s'accentue davantage en faveur du défenseur, la marche naturelle de l'action de ce dernier est de commencer par la défensive et de finir par l'offensive... Dès que la résistance proprement dite a accompli son œuvre et en raison de ce que, *pour conserver sa part de direction dans la conduite de la guerre, ce défenseur doit de toute nécessité rendre à l'attaquant les coups qu'il en a reçus, il se produit aussitôt une action offensive de la part de la défense elle-même.*

En définitive, rester sur la défensive et se faire attaquer au point voulu et préparé, puis contre-attaquer l'ennemi fatigué et alors pousser à fond l'offensive : telle fut la tactique allemande, on n'a cessé d'en voir l'application au cours de cette guerre...

IV. — La faillite de l'offensive : l'artillerie lourde et l'extension des fronts.

En 1897 le général de Négrier, signalant au cas d'une guerre l'irruption fatale de l'ennemi sur notre territoire, réclamait avec force une réorganisation de notre frontière militaire pour interdire une telle insulte. Ce problème de la frontière militaire aurait dû être l'objet d'une vive attention, car il ne se posait plus de la même façon avec les nations armées et une nation aussi nombreuse que l'Allemagne : il se pouvait que l'invasion ne se coulât plus seulement par les brèches de la frontière, mais qu'elle essayât de la forcer toute, de la submerger; il fallait donc une ligne ininterrompue d'obstacles et renforcer puissamment ceux que la nature ou l'art des hommes avaient établis. Le bon sens disait : si notre armée est la plus forte (et elle ne pouvait pas l'être numériquement), si son moral permet l'offensive, on essaiera de porter la guerre au delà des frontières, nos places fortes alors serviront pour l'approvisionnement ou pour l'organisation des services de l'arrière; si l'offensive échoue et que la retraite soit nécessaire, ces places embarrasseront la marche de l'adversaire, disperseront son effort et donneront le répit nécessaire pour que l'armée se refasse. La conclusion était un renforcement de l'organisation défensive de la frontière; à l'Ecole de guerre on tenait, au contraire, notre système défensif pour une erreur et un embarras, l'enseignement de la fortification était dédaigné, « on l'écoutait par devoir plus que par goût [1] » : à la théorie des forteresses on opposait le dogme des « poitrines humaines », la force morale est tout, la victoire ne se tire que du cœur du soldat et la furie française est irrésistible. La plus grande concession qu'on fit à l'œuvre de Seré de Rivières était de n'en pas réclamer la démolition totale, mais on se fut insurgé contre qui eût prétendu la renforcer ou même la remettre en état.

On s'est laissé entraîner à un abus de la fortification permanente, écrivait à la veille de la guerre un officier supérieur breveté; puisque le mal est fait, la seule manière d'éviter le danger, c'est de faire la guerre comme si ces ouvrages n'existaient pas, ou tout au moins, en ne les considérant que comme des ouvrages de fortification passagère, c'est-à-dire avec la résolution de les évacuer, si l'armée est obligée de s'en éloigner à la suite d'une défaite. Il n'y aurait plus qu'une faute à commettre, et la plus grave de toutes, ce serait de fortifier Nancy [2].

---

[1] Général Fonville, étude citée. — Cf. également *l'Artillerie lourde avant la guerre* (*Nouvelle Revue*, 15 avril 1917); et nos précédentes études : *la Frontière de l'Est et du Nord* (*Correspondant*, 10 et 25 février 1917).

[2] Le général Bonnal écrivait : « Nos régions fortifiées du nord-est ne rendront de grands services que si nous prenons résolument l'offensive;

On partait de ce principe qu'on aurait toujours, fût-ce en reculant, la liberté voulue de mouvement pour le maniement des armées; on eût considéré comme un fou qui eût osé soutenir que, dans le combat, les procédés de la guerre de siège se pourraient substituer à ceux de la guerre de campagne, et l'on se préparait à une guerre napoléonienne sans s'aviser que Napoléon avait été, au point de vue de l'art militaire, un révolutionnaire de génie et une exception.

Jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, la formule traditionnelle avait été la guerre de sièges et de positions et la fortification du champ de bataille. Dès 1877, il eut été possible à un œil pénétrant de discerner les prodromes d'une renaissance : par l'organisation de tranchées reliant les divers côteaux de Plevna, les Turcs avaient arrêté les Russes trois fois plus nombreux et pourvus de six fois plus de canons, il avait fallu la famine pour les réduire après cinq mois d'investissement. C'était le moment même où l'Ecole de guerre commençait d'enseigner la guerre de mouvement.

La science transforma l'armement et bouleversa radicalement la tactique : le fusil et le canon multipliaient la rapidité de leur tir, la fumée disparaissait du champ de bataille, l'orientation de la guerre se faisait de plus en plus contre le mouvement et contre l'offensive. La guerre du Transvaal fut une sérieuse indication : 35 000 paysans immobilisèrent, cinq mois durant, par leurs fusils 80 000 soldats anglais, et, pour en venir à bout, l'Angleterre dut mettre en ligne 250 000 hommes et plusieurs milliards; le secret de la force des Boers était dans l'extension du front et dans le recours à la tranchée, contre laquelle l'artillerie très supérieure des Anglais ne put rien. En France on fut assez déconcerté, mais on se raidit vite contre le fait : les Anglais, pensait-on et disait-on, sont des soldats d'occasion, sans haute science militaire. L'Ecole de guerre accentua son enseignement de la guerre offensive et de mouvement.

Vint la guerre de Mandchourie, une guerre de grandes armées avec des fronts de 100 kilomètres. Là encore les hommes se terrent, les canons se cachent, les lignes prennent figure de travaux de siège, parallèles enfoncées aux parois recouvertes de sacs de terre, gabions, fascines, madriers, épaulements et plates-formes pour les batteries, boyaux de communication, trous de tirailleurs, défense de fils de fer, etc... La guerre emprunte l'atti-

car si l'ennemi écoule ses masses entre Epinal et Toul et au nord de Verdun, les musoirs fortifiés, qui ont coûté si cher et qui absorberont pour leur défense tant d'éléments actifs, ne seront pas plus utiles que ne l'ont été, en 1813, pour Napoléon, les places de l'Elbe et, en 1814, celles de l'Est de la France. »

rail et la technique du siège, la pelle et la pioche jouent autant que le fusil. Le fusil multiplié, la mitrailleuse, « le moulin à balles », — dont on souriait en France et qu'on tenait pour une invention saugrenue, — apparaît, tireur dépourvu de nerfs et, trouvant dans la tranchée un lieu d'élection, affirme du coup son pouvoir foudroyant : elle anéantit le déploiement offensif et par elle le champ de bataille ne donne plus l'impression du mouvement intensifié, mais du vide. Les fronts de fortification passagère ou semi-permanente restèrent inviolés ; il y eut bien quelques succès locaux, mais pas de percement et rien de décisif; la tranchée bravait l'artillerie de campagne; on essaya de la lourde, elle eut de puissants effets matériels et moraux : pour anéantir de tels abris il eut fallu une convulsion du sol, un bouleversement, un « pilonnage » qui exigeaient une consommation imprévue de projectiles. Le combat cessa faute de munitions appropriées; la mitrailleuse et l'artillerie étaient les reines des batailles modernes, et la guerre devenait métallurgique autant et plus qu'humaine.

C'était la faillite à peu près totale de l'enseignement de l'Ecole de guerre, et sinon la fin de la stratégie napoléonienne, au moins son interception par un obstacle dont l'anéantissement préalable était la condition de son exercice. En France quelques chefs éminents comprirent la leçon : les généraux de Négrier et Kessler soutinrent que, dans ces conditions nouvelles, le percement du front deviendrait quasi impossible ; le colonel Rimailho affirmait que « quand des troupes d'assaut se heurtent à un obstacle qui ne veut pas céder, la plus lourde artillerie, à ce moment, devient la meilleure » ; le général Herr, après s'être rendu compte, dans la guerre des Balkans, que les victoires des Serbes à Kumanovo et à Monastir étaient dues à un judicieux emploi de l'artillerie lourde, déclarait que « l'utilisation de batteries à longue portée par un seul des adversaires rompt à son avantage l'équilibre et que si l'on ne dispose pas d'un matériel de guerre, il sera parfois impossible d'engager la lutte d'artillerie sans risquer d'être écrasé ». Ces voix isolées rendaient un peu le son de l'hérésie, l'excommunication majeure fut lancée contre ces atteintes au dogme; les faits avaient tort s'ils démentaient des doctrines conformes au « tempérament national » : la guerre de tranchées n'était pas de notre goût et l'on se persuada que, pour ne pas l'avoir, il suffisait de ne pas le vouloir, on aggrava les théories offensives, le mouvement, l'échelonnement en profondeur, le coup de massue.

Le grand-maître de l'artillerie était pour lors le général Langlois et sa doctrine se reliait à celle que le général Bonnal inculquait à l'infanterie : le mouvement est la condition de la guerre; l'artillerie, dans la préparation du combat, doit suivre pas à pas l'infan-

terie, se déplacer rapidement et la mobilité est sa qualité essentielle; sa mission ne saurait être de détruire les obstacles qui font points d'appui à l'ennemi « mais seulement de chercher à paralyser le défenseur, l'obstacle vivant ». A ces fins on avait accommodé l'artillerie au mouvement et puissamment allégé l'arme tout en lui laissant sa puissance : le 75 est une merveille, l'arme idéale d'une guerre d'évolutions, apte à toutes les tâches en rase campagne avec ses deux obus et en pouvant tirer, dans un même temps, un tiers de plus que le canon allemand; l'artillerie fut orientée vers le tir le plus rapide et le projectile le plus léger.

Les faits de la guerre russo-japonaise renversaient toutes ces théories, compliquaient le problème et le rendaient infiniment plus malaisé, car l'artillerie lourde exigeait une infinité d'études complémentaires, et spécialement du chemin de fer à voie normale comme à voie étroite. On ne voulut rien savoir; cette théorie du général Langlois fut érigée en dogme « que l'artillerie seule est impuissante à déloger un ennemi, qu'il y faut la menace de l'infanterie, c'est-à-dire l'attaque, et qu'on ne saurait reconnaître l'ennemi à coups de canon, encore moins l'user » :

Le feu, concluait-il, ne déloge pas d'un point d'appui une bonne infanterie; on dit en Allemagne que l'assaillant ne peut avancer sans grandes pertes contre un ennemi abrité, d'où cette idée de s'arrêter, d'appeler le canon à l'aide, d'accabler l'adversaire sous une grêle d'obus, de l'user ainsi par le feu de l'artillerie sans rien exposer à ses coups. Ne laissons jamais pénétrer chez nous une telle conception de la guerre; après une dépense épouvantable de munitions sur des points d'appui peut-être occupés par des forces insignifiantes, nous ne serons pas plus avancés qu'auparavant, mais les coffres seront vides.

Et voici l'excommunication :

Des canons lourds dans une artillerie de campagne, dont la mobilité doit être une des qualités maîtresses, sont un encombrement inutile et le transport de leurs pesants projectiles, surtout sur routes, est une grave complication : qu'ils restent dans les équipages de siège! Il ne doit y avoir, dans les batteries de campagne, qu'une sorte de canon de manière à réaliser l'unité de calibre, canon léger, passant partout, à tir rapide [1].

Les Allemands, eux, ne s'étaient pas rebellés contre les faits et en avaient accepté tout de suite l'enseignement. Au lendemain de la guerre du Transvaal, ils adoptaient sans hésiter le principe de la guerre de tranchées et de siège et conséquemment celui de l'artil-

[1] Général Langlois, *l'Artillerie de campagne en liaison avec les autres armes*. — « Qui donc a jamais pensé, écrivait ultérieurement un disciple du général Langlois, que l'horizon pourrait présenter une ligne continue, une muraille de Chine? qui donc a songé à battre cette ligne sans lacune? ce serait la négation du bon sens. »

lerie lourde. La tactique de la tranchée fut mise en application aux manœuvres de 1906 et perfectionnée à chacune des autres manœuvres allemandes, sous les yeux mêmes des officiers français. Le règlement de 1908 dispose que l'artillerie lourde doit être rattachée comme partie intégrante et permanente à l'armée de campagne et employée dans la batterie au même titre que les autres armes. En 1910 parut l'instruction sur la guerre de siège et le kaiser lui-même s'en faisait le préfacier : « La guerre de siège, proclame Guillaume II, prend de plus en plus d'importance à mesure que se développent les travaux de fortification du temps de paix et que se perfectionnent les moyens d'attaque et de défense ; la connaissance de cette branche de l'art de la guerre doit devenir familière à l'armée[1]. » Et le grand état-major allemand était en conséquence pourvu d'une section nouvelle d'armée de siège : « Dans la guerre de 1870, — commentait le lieutenant-colonel Frobenius, — un général allemand d'un rang élevé ne rougissait pas d'avouer ouvertement son ignorance de la guerre de siège parce qu'il n'avait jamais eu l'occasion de combler cette lacune, pareille assertion serait aujourd'hui sans excuse. » Cette instruction sur la guerre de siège fit sensation dans le monde militaire européen : en Russie, elle fut instantanément et intégralement adoptée et le haut commandement réorganisé en ce sens; en France, elle fut commentée dans les revues militaires, mais ne changea rien au réglement ni à l'esprit des chefs et des bureaux.

La direction de l'artillerie marquait la plus franche hostilité à cette innovation contrariante qu'était l'artillerie lourde : le Creusot pourtant en avait établi les modèles; le canon de 155, l'obusier de 105, le mortier de 120 furent mal accueillis. En 1911, le général Dubail, alors chef d'état-major, saisit de la question le Conseil supérieur de la guerre, qui adopta l'obusier de 120, et l'ordre fut donné à la direction de l'artillerie de présenter dans les trois mois un modèle; dans l'intervalle le ministère tomba, l'état-major muta, l'opinion du Conseil supérieur de guerre changea, seul le mauvais vouloir de la direction de l'artillerie resta immuable. En mai 1913, quand le premier programme d'armement fut soumis à la commission du budget de la Chambre, la question d'artillerie lourde fut soulevée précisément à propos de la défense de Nancy : des officiers subalternes de Nancy et de Toul s'étaient rendu compte de l'action terrible de l'artillerie lourde quant à la défense du plateau de Haye et des Hauts-de-Meuse, une note impressionnante du capitaine Blaison fut versée au débat par M. Louis Marin, et, malgré le ministre qui déclarait que l'artillerie

[1] *Instruction allemande sur la guerre de siège du 13 août 1910* (Lavauzelle). *Revue militaire des Affaires étrangères* (février et mars 1911).

lourde allemande n'existait que sur le papier, des crédits nécessaires furent votés...

Et pourtant, en août 1914, nous avions par corps d'armée 120 canons de 75 et *par armée* une douzaine seulement de grosses pièces de 155, et nous étions réglés sur une consommation quotidienne totale de 13 000 obus! Chaque corps d'armée allemand, au contraire, comptait 108 pièces légères de 77 et 52 pièces lourdes. En résumé 700 pièces d'artillerie lourde pour l'armée allemande, 84 seulement pour l'armée française. « L'artillerie, a écrit le général Fonville, était comme le reste de l'armée l'esclave de cette idée préconçue que, dans la guerre de campagne, le stationnement sous abri serait l'exception et que le mouvement à travers champs serait la règle générale. » Nous étions préparés à une guerre comme nous la voulions, panache et épopée, et la conviction était quasi unanime, dans le civil comme dans le militaire, que le soldat français, incomparable et au-dessus de tous, suffirait à tout...

Cette foi profonde dans une guerre de mouvements et de manœuvres, notre état-major en vint, par une pente naturelle, à se persuader que l'ennemi la partageait comme lui. Comme une telle guerre, du fait que le mouvement en devenait de plus en plus rapide, exigeait des troupes spécialement entraînées, des éléments offensifs qui, naturellement, se trouvaient être les éléments actifs, notre commandement assigna aux réserves un rôle de second plan et d'exploitation de succès [1], il estimait qu'à de si rudes besognes des pères de famille ne conviendraient guère, conception de la guerre humaine et souhaitable, mais admissible à condition de réciprocité. L'état-major français était, avant la guerre, convaincu que les Allemands ne nous attaqueraient qu'avec une armée dans laquelle le soldat de caserne tiendrait la plus grande place, que les réservistes ne constitueraient au plus qu'un appoint levé dans les plus jeunes classes et sur place et que ceux ayant femme et enfants seraient laissés en arrière; la première bataille — celle qui déciderait de la guerre — serait entre les deux armées actives. Aussi en 1911 et 1912, en présence de l'accroissement des effectifs actifs allemands, crut-il avoir contrarié suffisamment le plan ennemi par l'augmentation de notre seule armée active en portant à trois ans la durée du service militaire.

La loi de trois ans n'eut probablement ni tous les mérites ni tous les démérites que lui prêtèrent ses dithyrambistes et ses détracteurs. A tout prendre, il semble bien que ce fut une bonne

[1] Sur cette partie, cf. *La guerre et l'armée de demain*, par le général Percin. (Rivière, 1917)

loi en ce qu'elle accrut la force de l'armée active par l'incorporation, au moment de la guerre, de la classe 1913 et incontestablement l'armée en fut plus forte. Pourtant son principal bienfait fut peut-être plus moral que matériel : elle fit apparaître soudain à la nation, engourdie par le pacifisme, la possibilité de la guerre et lui permit de ceindre ses reins; elle prépara au sacrifice ces générations hosties et marquées pour l'immolation — on remarqua dans les casernes le moral très supérieur de la classe 1913, la première qui fit trois ans, et qui ne fut surpassé que par l'héroïque classe 1915 la plus admirable que la France ait connue. En somme, cette loi de trois ans donna confiance au pays, une confiance peut-être excessive mais nécessaire, mais elle eut des inconvénients dont le plus grave fut dans les discussions qu'elle souleva au Parlement et dans la presse : l'état-major en vint, sans le vouloir, à découvrir ses plans de campagne, et si, après ces débats, les parlementaires français pouvaient encore tout ignorer, l'état-major allemand, lui, ne pouvait pas ne pas avoir compris.

Comme toujours, le gros choc fut à la Chambre; cette loi y fut mieux attaquée que défendue. Le rapporteur faisait ses débuts parlementaires; lieutenant d'artillerie déraillé dans la politique, il avait pris ce terrible rapport comme il eût fait d'une question d'intérêt local; le président de la commission de l'armée préparait, dans le temps de la discussion, sa candidature au Sénat; le ministre de la guerre ne savait pour ainsi dire rien de la loi; le seul M. Barthou, président du conseil, eut tout le poids du débat et tint le coup. Jaurès contre lui menait le combat. De Jaurès, on peut dire qu'il fut « le poète de la parole » ; en tout et sur tout il était poète, avec des prévisions souvent plus justes que nous, ses adversaires, ne le voulions croire; mais ce don était gâté par de sérieux défauts. Si l'éloquence est l'art de persuader, on ne peut dire qu'il était éloquent, car sa parole tumultueuse, toute hérissée, agressive et provocante, éloignait de ses idées, même justes, plus qu'elle n'y amenait; il leur donnait un tel tour que l'adhésion apparaissait comme une capitulation et, si l'on peut dire, il solidifiait les oppositions au lieu de les pénétrer. Mais ce n'est que justice de reconnaître que là il fut sinon le seul à prévoir le mode de l'attaque allemande, car assurément il avait été documenté, au moins le premier à l'annoncer :

Que l'Allemagne, prophétisait-il, se décide, pour mieux réussir d'emblée un effet d'enveloppement, à jeter d'un bloc, sur le champ de bataille, toute son armée active et toutes ses réserves, nous serons alors exposés à la plus terrible des surprises, à une sorte de submersion, si nous n'opposons à la manœuvre menaçante tout le bloc de nos réserves...

Puisqu'on nous répète que l'art de la guerre consiste toujours à pouvoir,

sur le point décisif, opposer des forces supérieures à l'ennemi ; puisque les chefs prétendent que les premiers événements de la guerre auront une influence décisive ou capitale sur toute la guerre, pourquoi les 1 600 000 hommes valides des onze classes de réserve ne sont-ils pas concentrés, dès les premiers jours, avec les deux classes de l'active et pourquoi toute cette masse n'est-elle pas précipitée sur l'envahisseur [1] ?

C'était toute la question, mais l'interrogation, faite ainsi sur la place publique, était terriblement dangereuse puisqu'elle obligeait l'état-major, indiquant comment il utiliserait ses réserves, à découvrir l'état des effectifs qu'il opposerait à l'ennemi et à avouer ainsi ceux auxquels il comptait avoir à faire face et le plan d'attaque qu'il prêtait à l'ennemi : dès lors l'ennemi renseigné pouvait déjouer ces prévisions et combiner à souhait une surprise. Rapporteur et gouvernement, la presse et les porte-voix officieux assurèrent que les formations actives seraient les premières jetées à la frontière, que les réserves seraient transportées sur le terrain des opérations dès que le permettrait leur degré d'entraînement, que nos forces actives trouveraient devant elles 830 000 Allemands, que ceux-ci laisseraient en arrière les pères de famille, qu'ainsi la première bataille serait entre les deux armées actives... C'est le pire inconvénient d'un régime de libre discussion que de telles controverses; on dissertait sur notre plan de campagne comme on eût fait sur les guerres de Louis XIV ou de Napoléon, et pourquoi? Si le vote se fût produit avant la discussion, la répartition des suffrages n'eût pas varié : chacun ne consulta que ses sympathies ou ses antipathies; les fidèles de Jaurès votèrent sur sa parole; ceux dont l'âme était gouvernementale ou qui avait le respect inné des autorités établies se décidèrent sur les dires de l'état-major et de l'orateur du gouvernement, M. Barthou.

Le plus clair fut que cette discussion notifia au grand état-major allemand que nous croyions n'avoir devant nous au premier choc que ses troupes actives, renforcées de quelques éléments de réserve; il lui était dès lors facile d'apprécier, pour ainsi dire mathématiquement, l'extension que nous donnerions à notre front..., mais, avait-il besoin de ces révélations et de tels calculs? Dès 1913 l'état-major n'avait-il pas imprudemment laissé découvrir notre plan de concentration?

Dans une brochure intitulée : *la Concentration allemande* [2], adressée sous pli recommandé à tous les officiers généraux appelés à exercer un haut commandement en temps de guerre, mise également dans les bibliothèques publiques et aussi dans le com-

[1] *L'Armée nouvelle*, pp. 537 et 52.
[2] Paris, Chapelot, 1913.

merce, un officier d'ordonnance du général en chef exposait nettement le plan d'attaque escompté des Allemands. Ils nous attaqueraient avec 22 corps d'armée, soit un million d'hommes et 300 000 réservistes[1], et sur une ligne allant de Belfort à Mézières, leur extrême aile droite sur la portion de la frontière à l'est de Mézières, se couvrant par la possession de la rive droite de la Meuse entre Givet et Liège : soit une armée d'observation de la Belgique à cinq divisions de réserve et deux de landwehr masquant Liège et Namur; l'aile droite à trois armées de onze corps marchant dans la direction Mézières, Buzancy, Montfaucon et tentant la manœuvre d'enveloppement; le centre à deux armées de six corps se portant de Metz et Château-Salins sur Verdun et Toul; l'aile gauche, composée d'une armée, avec Epinal ou Belfort comme direction. C'était donc l'abandon de toute idée d'attaque par la trouée de l'Oise et la frontière du nord; l'effort ennemi était prévu sur le front Mézières-Verdun, par la trouée nord des Hauts de Meuse, Dun-Stenay. Au surplus, en se reportant au tome III de *l'Histoire de la guerre de 1914*, de M. Hanotaux (pages 82-83), on aura la preuve que c'était bien à cette hypothèse que répondait le plan de concentration prévu par notre état-major.

L'état-major, pour des raisons qui n'étaient pas toutes de sentiments, ne croyait pas, ne voulait pas croire à la possibilité d'une attaque allemande par la rive gauche de la Meuse et le nord de la Belgique; un des chefs les plus éminents s'en expliquait ainsi :

Verrons-nous deux actions allemandes se préparer l'une en Alsace-Lorraine, l'autre sur le Rhin inférieur? Ce seraient là deux attaques au lieu d'une, *séparées en outre par une distance telle qu'elles seraient distinctes*. On n'y peut songer. Mais cette action unique, pour éviter l'obstacle de nos places fortes, peut avoir intérêt, dira-t-on, à se développer par le Rhin inférieur, en Belgique, plutôt qu'en Alsace-Lorraine. Ce n'est pas à prévoir, car la concentration va avoir pour premier objet la réunion de toutes les forces dans le plus bref délai possible; elle nécessite l'emploi le plus large des chemins de fer, des quais de débarquement, etc. Elle s'effectuera donc incontestablement et uniquement dans la région qui en est le mieux pourvue. La région du Rhin inférieur n'est pas comparable, à ce point de vue, aux pays d'Alsace-Lorraine. La concentration de l'avenir est écrite sur le terrain par le nombre et la densité des quais de débarquement. Ils sont en Alsace-Lorraine. En tous cas si, méconnaissant leurs intérêts ou guidés par des considérations qui nous échappent, les Allemands se déterminaient à violer soit la neutralité belge, soit la neutralité suisse, il faudrait y voir des avantages pour nous, — car, indépendamment des obstacles qu'ils auraient à renverser sur leur route, du fait de ces petites nations, ils s'affaibliraient des détachements à laisser

[1] On a vu que, dans la discussion de la loi de trois ans, ce chiffre fut même officiellement abaissé à 830 000.

devant Anvers ou à Bruxelles, — ils nous fourniraient l'occasion de les attaquer en flanc avec toutes nos forces réunies, à la condition que, de notre côté, nous ayons maintenu et poursuivi la réunion de toutes nos forces en une seule masse, sans détachements, dans une même région, la mieux outillée en chemins de fer et quais de débarquement, seul moyen de la terminer dans le moindre temps, et à la condition de donner à cette concentration, par la profondeur, une forme qui lui permette de faire face, en cas de nécessité, au nord, à l'est et au sud.

Ainsi c'est surtout parce qu'on tablait sur la nécessité pour l'assaillant de deux actions séparées et, entre ses armées d'opération, d'une solution de continuité qui offrirait à l'assailli l'avantage d'une attaque de flanc qu'on se basait pour conclure à l'impossibilité d'une attaque allemande par le nord de la Belgique. Pour justifier cette hypothèse, il est clair qu'on n'escomptait que l'engagement des seules armées actives, et comment ne s'avisa-t-on pas que l'ennemi pouvait faire disparaître cette solution de continuité en appelant une partie de ses inépuisables réserves et en les mettant en ligne du premier coup? Erreur terrible, aberration tragique, qui entraîna l'abolition des fortifications du Nord ainsi que de notre seconde ligne de défense, de cette forte barrière Lille-Maubeuge, suprême articulation de notre système défensif et complément du plan de défense active de notre frontière.

Parti de ce principe que l'attaque allemande serait au maximum à 25 corps d'armée, et qu'une offensive de notre part forcerait l'Allemagne à masser le gros de ses troupes en Alsace-Lorraine, ne mesurant l'extension possible du front que d'après les seuls éléments actifs et, sur une telle base de calcul, arrivant à cette conclusion qu'une attaque par la rive gauche de la Meuse, trop scabreuse, ne serait pas tentée, on conclut que point n'était besoin de prendre de précautions du côté du Nord ni même de conserver celles que la prudence des autres générations y avait établies.

La frontière du Nord, on l'a déjà vu [1], fut condamnée en 1900 et depuis lors inlassablement détruite. Hirson fut déclassé et c'était la trouée de l'Oise libre; déclassés de même les forts de Condé, du Quesnoy, de Curgis, de Maulde, de Flines qui, tenant sous leurs canons toutes les voies d'accès et les écluses de la Rhonelle, de l'Escaut et de la Scarpe, non seulement interdisaient à l'ennemi l'accès de notre frontière d'entre Sambre et Scarpe, mais encore protégeaient de flanc l'armée établie dans ce secteur pour tomber sur le flanc de l'armée d'invasion engagée dans la trouée de l'Oise. Lille et Maubeuge restaient, les deux musoirs de la digue qu'on avait laissé tomber; telles quelles ces deux places fortes constituaient encore une redoutable menace, de nature à

[1] Cf. nos études déjà citées du *Correspondant, La frontière de l'Est et du Nord.*

impressionner l'ennemi mais à cette condition de se soutenir l'une par l'autre, car l'une tombant, l'autre défaillait, et Lille fut déclassée et ouverte! Pourtant le bon sens et le seul instinct dénonçaient le péril; en 1904, un Révérend Père Jésuite, qui n'était pas stratège, le signalait avec force : « Relever avec luxe, disait-il, la frontière de l'Est et laisser tomber la frontière du Nord est une invitation à se faire attaquer de ce côté. »

Et ce désarmement se fit quand l'Allemagne hérissait de défenses sa frontière lorraine et faisait de Metz une formidable place d'armes; quand, indice plus grave, elle développait intensivement son réseau ferré dans les provinces rhénanes et sur sa frontière belge; quand la Hollande et la Belgique, renseignées sur les intentions de l'Allemagne et son respect négatif de la neutralité, prenaient leurs précautions en conséquence; bien plus quand, en France, des ministres de la guerre comme le général Picquart tenaient pour certaine l'attaque par la Belgique et que des chefs, comme le général Herment, annonçaient, étape par étape, la marche de la prochaine invasion! Une telle persévérance dans l'erreur est humainement inexplicable; comment personne ne s'avisa-t-il de la méprise? Eût-elle été possible avec un président, comme Thiers, averti de notre histoire militaire, et responsable? *Custodes quis custodiet?*

M. Vandame, député de Lille, avait accepté de la Commission de l'Armée le mandat de soutenir devant la Chambre le projet de loi, présenté par le gouvernement, et portant déclassement de l'enceinte et des forts détachés de Lille. Je tiens de lui qu'il eut quelque hésitation et qu'avant d'ouvrir le débat il prit conseil de l'état-major de l'armée et de la direction du génie : « rien à craindre, lui fut-il répondu; les Allemands n'auront que 25 corps d'armée et une attaque par la rive gauche de la Meuse n'est pas possible. »

En août 1914 les Allemands mettaient contre nous 34 corps d'armée; ils nous opposaient, au lieu des 1 300 000 hommes dont nous escomptions au plus grand maximum le choc, 2 millions dont 700 000 soldats de caserne et 1 300 000 de la réserve; 13 corps d'armée nous attaquaient par cette région du Nord où nous n'avions pas voulu les attendre. C'était la submersion totale de notre frontière de l'Est et du Nord, le raz de marée irrésistible.

Et pourquoi ne pas reconnaître que la surprise fut sans égale, puisque le redressement le fut aussi et qu'une telle erreur engendra la plus magnifique des victoires que jamais l'Histoire ait enregistrée?

Fernand ENGERAND,
Député du Calvados.

La suite prochainement.

UN MOIS DE BOMBARDEMENT
A REIMS[1]

NOTES AU JOUR LE JOUR

Mercredi 18 avril. — Maman s'obstine dans la vie normale. Coucher en cave ! fi ! beaucoup cependant, la majorité, y dorment, pas mal même y vivent, et en seconde cave encore. Les grands royaumes de Champagne sont peuplés. En tel de leurs domaines, près de S..., se trouvent un millier de réfugiés. La paroisse s'y est transportée; l'église est fermée, la cave ouverte. Le pauvre quartier en a vu de grises depuis quelque temps. Les offices se célèbrent au noir, parfois sous la présidence d'un vicaire général. D'autres paroisses ont de même gagné ensemble une cave... La cave paroissiale : quelque chose d'étrangement doux, intime.

Les caves particulières n'en fonctionnent pas moins. Par les rues on voit de-ci de-là sortir des soupiraux les tuyaux courts et fumants, des poêles du grand coup. Cela, c'est le maximum d'encavement. Les installations plus modestes se contentent d'un fourneau : c'est plus vite posé. D'autres bombardés ne font que dormir en bas et vivent leur journée en plein air, voire toujours sur les chemins. Certains, dont nous sommes, ont simplement transformé les dépendances souterraines en lingerie et garde-meubles, et n'usent pas des lits que leur prévoyance retardataire y a quand même dressés. Les derniers, enfin — il n'est pas besoin de dire que ni eux, ni nous, n'habitons les faubourgs si martelés — n'ont rien dérangé du tout, ni dans leurs mœurs ni dans leurs biens, laissant l'universalité de leurs possessions en

[1] Voir le *Correspondant* du 25 juin 1917.

leur maison ou leurs armoires, et descendant les bras ballants quand « cela bombarde » pour remonter reprendre la vie habituelle, absolument normale, quand « cela ne bombarde plus ». Ceux-là sans doute sont l'exception et auront tort s'ils sont pris. Mais s'ils échappent, comme nous les envierons de n'avoir pas déménagé leurs affaires et avec elles gâté leur vie.

On goûte cependant un certain plaisir à installer sa cave. On en parle avec tendresse comme de tout déploiement d'énergie. Les amis content à leurs amis le nombre de matelas et de couvertures, le gentil plancher avec descentes de lits, les grands Christs à la muraille, les bons fauteuils moelleux pour les bombardements de jour. Les inconnus mêmes détaillent pour peu qu'on les écoute l'installation des trois matelas traditionnels sur le piédestal de rigueur qui tantôt se trouve être des bancs, tantôt des tables ou même de simples caisses, et puis l'aménagement de la cuisine et la manière de vivre tout au long du jour.

C'est vraiment familial. D'autant plus qu'à présent les familles sont réunies. On ne travaille plus guère au dehors. Le père est là, le foyer est complet comme les dimanches et aux grandes occasions...

Même 18, soir. — Je reviens de l'église . Elle n'est pas dévastée : c'est la dévastation même dans toute son étendue, son intensité, son horreur, sa stupeur.

La place! la place si jolie avec ses pelouses, ses parterres de fleurs vives, ses grands arbres ombreux. La place n'est plus qu'un champ informe de terre crayeuse et bourbeuse, de branches, petites et grosses, fauchées, arrachées. La rue latérale, un chaos de pierres, de décombres, de trous. Et l'église? Elle dresse silencieusement sa tête découronnée et meurtrie au milieu, au sommet d'un amas de destructions. Sa façade est poignante. La fière pointe du clocher s'est effondrée à l'aube blanchissante de lundi, après avoir, au dire d'un témoin, offert un spectacle féerique, cette flèche si svelte semblant vouloir, tout embrasée, s'élancer jusqu'au ciel. Le clocher, sans elle, ressemble à un décapité. Et il est encore blessé de grandes blessures et d'innombrables crachats. C'est un mort profané. A son pied, devant les trois portails béants, sur les marches, dans la cour intérieure, et, la dépassant, dans le jardin extérieur, la jonchée de ses grosses poutres carbonisées, se mêlant très noires aux blocs de pierre très blanche : lac de décombres. La petite porte de la grille est entrebaillée. En la poussant et en sautant de pierres en poutres, je vais près du petit portail gauche. A l'intérieur de ce portail, un monceau de débris s'élève à la place de la porte et du tambour disparus. En l'escaladant, je me trouve dans l'église.

Si encore elle peut être appelée église, cette grande ruine où le jour entre à flots par les lattes d'une moitié de la toiture effondrée, par les immenses brèches des murs, par les trous béants des portails, par les coins de ciel qui percent de tous côtés les portions de voûtes demeurées. Le tableau est fantastique. Je n'ose cependant m'aventurer trop loin dans ce monument depuis si longtemps clos et sous ces nefs si branlantes. La marche n'est pas aisée d'ailleurs. Des pierres, des gravats, des décombres de tous genres obstruent encore l'allée étroite qui serpente par la basse-nef gauche. Je tâche d'apercevoir le chœur qu'on disait à peu près conservé. La grande uef est effrayante. Un haut monceau de débris l'occupe tout entière, débris tout blancs sous l'immense lumière. Le sanctuaire paraît avoir moins souffert, en effet. Mais je m'enfuis. Je me sens trop mal à l'aise seule dans cette immensité de destruction. Un coup de canon retentit, passe par les brèches immenses... Si une bombe me surprenait ici!

Je repasse et ferme la grille de fer, pourtant bien épaisse et par places si endommagée. A l'angle, la tête du réverbère repose, comme une grande lanterne de Fête-Dieu, fauchée au pied du tabernacle à jamais vide.

La suite va à l'avenant : une allée boueuse, bordée de maisons ébréchées, décoiffées, éventrées, abattues, et cela sur un kilomètre, dit-on. Je ne veux pas pousser plus avant aujourd'hui : je sens que ma mémoire faillirait. Trop d'impressions profondes auraient à se superposer : l'une engloutirait l'autre.

Je veux du moins faire le tour de l'église. Je saute de pierre en pierre dans la rue , contournant les vastes entonnoirs du milieu de la chaussée. Rue tragique. D'une part la place, la cour de l'église, spectres de la dévastation. De l'autre côté de la chaussée qui monte chaotique comme une moraine de glacier, une rangée de ruines, des maisons affreusement démolies, sur lesquelles la destruction semble s'être acharnée, des maisons qui ne portent pas des brèches, mais qui ne sont qu'une brèche, une brèche immense d'où pendent de-ci de-là des angles de toiture, fragments d'ailes faits de petites lattes poussiéreuses et brisées. Cependant l'église n'a pas si hideusement souffert sur ce bas-côté gauche protégé contre le tir par la masse de l'édifice. On retrouve là un peu du d'autrefois, et même, couronnant la toiture, un long pan de la dentelle élégante du faîte.

Soudain, à ma grande stupeur et émotion, une porte s'ouvre non loin du petit portail, la porte d'une de ces maisons-trou dont cette rue paraît avoir la spécialité. Une femme en sort, une femme d'un certain âge, mais qui marche ferme. « Quelqu'un habite

encore ici? — Mais oui. Nous avons une bonne cave et c'est chez nous : on est mieux chez soi que partout ailleurs... Si cela a été terrible?... Allez à l'église, tenez, là, par le petit portail. Il faut la voir. Hier, ç'a été une procession. Il est bien accouru un millier de personnes et les soldats ne cessaient pas. Monseigneur est venu ici avec Mgr Neveux. Et il a eu bien de la peine. Oui, il est venu. Oh! il est courageux; nous pouvons bien l'être, nous autres, puisqu'il l'est tant. Vous voulez demeurer un peu dans l'église? Pourquoi pas? Prenez juste garde si une pierre tombait. N'allez pas trop loin. »

Cette fois, je vois le vaisseau par le haut. C'est fantastique. On se croit à la fois dehors et dedans, plutôt dehors. La moitié de la toiture manque; la basse-nef droite et le transept sont percés de brèches monstres, par lesquelles le jour entre, cruel, mais artiste quand même. Cette ruine noyée de lumière est merveilleusement symbolique, idéale, immatérielle. C'est bien là la dépouille d'une maison du Christ, jeune et blanche comme lui.

En avant de sa couronne de vitraux béants, le maître-autel est demeuré à peu près le même. La porte dorée du tabernacle le surmonte toujours close et encore belle. « Celui qui croit en moi vivra, fût-il mort. » De hauts tableaux demeurent suspendus au-dessus des grandes brèches brutales, en un contraste saisissant. Les rosaces vides ont conservé leur forme exquise.

Il faut m'en aller. Je ne peux m'attarder davantage. D'ailleurs je comprends que j'aurais beau regarder, je ne pourrais jamais tout voir, ni surtout me le rappeler. Devant ces amoncellements d'horreurs, on se sent le cerveau trop étroit, les yeux impuissants, le souvenir rebelle. Je n'ai pas dit la centième partie de ce qu'il faudrait dire. Tout ce que nous avons vu jusqu'à présent pâlit à côté de cette immensité de dévastation. On se croit sur un champ de bataille. Les photographies que nous donnent les journaux des églises des régions dévastées sont sœurs de ce tableau. A moins d'abattre les murailles elles mêmes, les bombes sacrilèges ne pouvaient faire davantage. Tout cela dans la seule soirée de dimanche.

On s'éloigne la pensée perdue. Comme un vieux Rémois me le disait tout à l'heure près du square : « Ils ont causé plus de mal en quinze jours que pendant ces deux ans et demi... Adieu, Madame, je m'en vais voir si ma maison est encore debout. Voilà une semaine que je n'y ai été : le cœur se serre quand on approche. »

se trouve aussi tellement touché qu'il est tout juste réparable. Il n'était pas encore terminé... Elle naît et s'impose, cette impression que j'avais toujours repoussée comme déraisonnable : la ville pourrait être détruite avant de se trouver délivrée.

On tremble maintenant pour la cathédrale. Certes, elle est bâtie pour les siècles, mais il y a des puissances et des heures de ténèbres.

Jeudi 19 avril. — Cela bombarde très près et nous ne nous décidons guère à aller en cave, nous ne pouvons même pas nous y décider, car la cave est encore pleine de gaz... Oui, nous avons été lacrymogénés, en personne, et asphyxiés. Cela, cette nuit, en une aube de certaine mémoire.

Nous avions couché sur le sol par bonheur. Vers une heure et demie, série de sifflements d'abord lointains, puis allant se rapprochant. Après trois quarts d'heure de tergiversations, ils ont fini par se décider à viser en plein le quartier et les entêtés dormeurs à l'air libre ont filé en cave. Nous ne sommes pas en bas que des sifflements étranges se produisent, légers, rapides, et surtout sans éclatement appréciable. Nous avions eu une idée de la chose lors de quelques bombardements de batteries. De cette vague donnée nous déduisons, très hésitantes, et en nous refusant ferme à le croire possible, que peut-être bien s'agit-il de nous servir pour la première fois de nos masques. Cela paraît même si invraisemblable que certains incrédules endurcis et intrépides remontent dans la cour pour humer et redescendre convaincus : les gaz sont là.

Le moment est nettement pénible et humiliant. C'est pitié que d'aider de bonnes grand'mamans à imposer cet instrument de supplice à leurs pauvres poumons usés. Toutefois les bonnes grand'mamans se montrent dociles et faciles comme des enfants. En quelques minutes — les gaz, par bonheur, ont été lents à se répandre — elles ont placé l'appareil tant bien que mal, le haut à peu près en haut, les lunettes sur les compresses au lieu d'être dessous. Mais, pour une première fois, précédée d'aucune expérience réputée inutile et surtout ridicule, c'est assez réussi. Cependant que les habitués, les prudents, ceux-là qui ont fait l'exercice depuis un an, revêtent aisément l'objet désagréable pour s'en aller habiller le prochain avec cette tête de cauchemar sur les épaules; et que les sages *nec plus ultra* tendent des draps mouillés à l'entrée de la cave ou de leurs mains prévoyantes y allument un grand feu.

Le masque mis, il faut le garder. C'est plus ou moins commode. Certains le conservent deux heures durant, stoïques, au fond de leur seconde cave sans air. D'autres, moins patients ou plus gazés, étouffent presque aussitôt, commencent à tousser et, comme le bombardement semble avoir cessé, s'avisent de monter pour pouvoir respirer librement. Angoisse : en courant dans la rue, le masque ôté, on s'aperçoit que les yeux piquent, que la gorge se prend, que

les bronches commencent à se creuser. La rue semble contaminée. Que faire? Monter le plus haut possible, n'est-ce pas? On monte en toussant et en pleurant; on se jette aux fenêtres. Nouvelle angoisse : la toux et les picotements d'yeux continuent; la hauteur ne remédie en rien. Le gaz est là aussi. Tout en pleurant et toussant sans arrêt, on se précipite pour faire des courants d'air. Les courants d'air eux-mêmes refusent de calmer l'irritation; à chaque fenêtre quelqu'un larmoie et étouffe dans la nuit. On demeure interdit. Quelques femmes gémissent qu'elles sont bien malades et s'abandonnent. Ceux qui se taisent n'en souffrent pas moins. Quant aux énergiques qui ont conservé le masque, ils demeurent inattaquables. Et même certains vieillards, que sûrement la mort et la maladie n'osent toucher, déambulent au milieu des pleureurs, leur offrant, comme pour une toux ordinaire, des bonbons et des pastilles. Après tout, ils ont peut-être raison dans leur belle simplicité.

Quoi qu'il en soit, à présent, c'est trop tard; ni pastilles ni masques remis n'y font grand'chose. On s'étrangle à tousser; les yeux pleurent dans le groin, le précieux groin qu'il ne faut pas mouiller; une salive brûlante et singulièrement acide emplit par moments la bouche... On ressemble ni plus ni moins à un volcan en éruption. Les bronches sont nettement touchées et certaines crampes se dessinent. On prend un peu peur. Et on se sent si mal à l'aise, oh! si mal! On veut de l'air et on ne rencontre que cette atmosphère suffocante et qui sent très mauvais, on s'en rend compte peu à peu. Les pessimistes déclarent même tout simplement qu'ils vont mourir et en tous cas qu'ils veulent partir, émigrer. Les esprits moyens ne disent rien parce qu'ils ne trouvent rien à dire. Quant aux optimistes, la race en semble évanouie dans cet air empesté. Tout ce qu'on peut faire de moins mal, c'est en toussant le plus fort possible, de ne pas se décourager.

Et aussi de s'habiller. Car on s'aperçoit vite, à la fraîcheur de la nuit et au froid causé par le malaise, qu'on n'est plus, malgré ses châles et ses emmitouflements, dans la tiédeur bien oubliée des bons lits. Et puis, s'il fallait se sauver? On envie, après les avoir cent et cent fois blâmés et raillés, les gens précautionneux qui se couchent tout vêtus. S'habiller dans ces conditions n'est pas chose aisée. D'abord, au bout de quelques minutes, on ne voit pas clair du tout, derrière les gros yeux de noyé embrumés par la respiration. Et si l'on n'a pas remis ses lunettes parce qu'on les a égarées dans la presse un peu rapide de la remonte ou parce qu'on y veut mieux voir, on n'y voit guère davantage sous les larmes brûlantes qui piquent les paupières. Et puis les vêtements

ont été portés en cave, selon la loi habituelle des bombardements. Il faut redescendre du grenier, soufflant derrière l'instrument de supplice, et chercher, et retrouver et revêtir. Cela prend du temps et gaspille de l'air. En haut, le reste du groupe languit, prostré ou toussant. Et bien que le moi soit, en l'occurrence, fort embarrassant, on se rappelle qu'on a autre chose à faire que de penser à lui, et qu'on peut essayer de soulager. On retrouve dans sa mémoire et dans sa cave les flacons préparés. On les remonte à ceux qui gémissent ou se taisent au grenier. On essaie de nouveaux tampons. Cela ne soulage guère. L'ennemi est dans la place. On continue de plus belle à tousser.

Et puis un ami intrépide passe, semant le réconfort et la peur : une vague est annoncée, d'une hauteur formidable. Il s'agit à présent de fermer les ouvertures. On les ferme sans se douter, tant on est plongé dans l'odeur, que la maison est pleine du gaz funeste... Après avoir parcouru le quartier pour prévenir le plus de personnes possible, l'âme charitable et cuirassée revient. Dans les pièces l'atmosphère est irrespirable. Descendons dans la rue.

Nous voici de nouveau sur la chaussée où l'on étouffait tout à l'heure. A présent, en effet, on n'y étouffe plus. On y respire bien au contraire. C'est délicieux. Seulement les angoisses morales s'y dessinent. Des encavés ne répondent pas, en plein milieu d'une zone empoisonnée. Leur cave est profonde et sourde, mais on n'y songe pas. On ne voit, on ne peut voir que leur silence. Il affole. Des soldats priés s'en mêlent : on escalade la maison... et on trouve la famille en seconde cave, bien tranquille et bien muselée.

Telle autre rue est intenable par places. L'odeur du gaz, l'odeur hideuse, qui porte sur le cœur qu'elle a tant fait souffrir, l'odeur s'y révèle très nette. Les soldats la sentent aussitôt et mettent sans tarder leur masque. Nous aussi. Le geste devient familier. On ne s'en va même plus tenant, caressant le bout de son groin; on s'en va comme cela, sans le soutenir, le groin tout seul en avant. On a perdu jusqu'à l'impression qu'on doit être joli. Non, c'est naturel, rien que naturel... La nécessité a la main leste.

Quand les asphyxiés ont fini de stationner ou de se promener dans la rue pour se remettre, ils voudraient bien rentrer chez eux se réchauffer et dormir un peu. Las! ils ne sont plus maîtres au logis. Le gaz y trône; eux n'ont qu'à demeurer dehors. On y reste sans sourciller. Après en avoir tant vu, on sent qu'on pourrait tout voir. A 4 h. 1/2 du matin, un froid matin de printemps retardataire, on s'assied sur sa chaise, à côté de sa porte, large ouverte ainsi que toutes les portes et fenêtres de la demeure, pour en chasser l'hôte cruel, — qui ne partira pas de bonne grâce.

Le jour est venu. On s'apprête à sillonner la ville pour ne pas rentrer dans la maison contaminée. A peine le temps d'une toilette plus que réduite, et on s'échappe. La cour est intenable; la cave bien plus encore. On n'y peut plus pénétrer sans le groin.

Personne n'est très brillant parmi les grands pleureurs de la nuit. Je me suis saisie dix fois le jour à me tâter le pouls avec une certaine perplexité. Je ne me sens pas mal, mais pas bien non plus. Et surtout l'exemple des victimes précédentes, enlevées le lendemain après une journée pas trop mauvaise comme celle d'aujourd'hui, cet exemple-là laisse à penser.

Les yeux qui pleuraient et piquaient dans la première matinée avec une opiniâtreté lassante, picotent encore et sursautent à la moindre fumée. La toux demeure latente, mais facilement prête, et petite, courte, fatigante, un peu déchirante même pour la muqueuse surlassée. La respiration manque parfois et on n'ose la chercher très profond parce qu'on sait qu'on ne la trouvera que légère, inachevée, pénible. Mais la bonne bête docile veut bien manger. Et on sent, à sa façon de s'endormir dans tous les coins qu'elle tombe de sommeil après sa dernière nuit de quatre heures à peine, et qu'une part du malaise gît là.

Malgré cette alerte et ces avaries, le moral reste ferme. Maman répond souriante à ceux qui s'inquiètent pour elle et voudraient la savoir partie qu' « il faut bien que nous voyons tout. » Les autres lacrymés sont à l'avenant. On sait dominer toute épreuve à présent. On est content aussi de s'être délivré de la menace, de n'avoir plus à se mesurer qu'avec l'exécution, toujours moins effrayante et plus vivable. On se sent satisfait, non seulement d'avoir franchi ce pas, mais de l'avoir si bien passé. Et tandis que quelques amis poussent à l'exode, d'autres prononcent, très calmes et naturels, que nous n'avons plus, maintenant que nous savons comment se présente la chose, qu'à organiser parfaitement la défense. Et, en effet, au lieu de mûrir le plan du départ, on rumine dans sa tête les moyens d'éviter les inconvénients de la première surprise, et de s'y prendre la fois prochaine mieux qu'aujourd'hui. Et on se dit surtout que la fin arrive, que ce n'est plus qu'un dernier effort de patience à fournir.

... N'importe, j'aimerais autant ce soir que la nuit soit passée. J'ai peur et d'ouvrir et de fermer nos fenêtres. J'ai peur de nos poumons un peu secoués. Et surtout je suis lasse... la lassitude, le grand peintre du gris.

Vendredi 20 avril. — Les asphyxiantes s'estompent déjà. Nous en avons reçu cependant cette nuit encore. Vers deux heures, l'heure rituelle, semblerait-il, derechef ces sifflements brusques et

rapides comme des jets d'eau, dont on cueille la description fidèle sur bien des lèvres. Genre des incendiaires, oui, quoiqu'en plus vif; éclatement léger, comme le leur, pas du tout cette fosse de bruit que les bombes ordinaires semblent creuser en tombant.

Quand on les entend en plein sommeil cela fait froid sur le moment. On ne sait trop quel parti prendre. Se lever, s'habiller assurément. Et en mettant son masque. Et souvent en l'enlevant, car, subitement, les poumons entamés ne peuvent plus supporter cet air chaud et rare. On imbibe son mouchoir des liquides protecteurs de l'an passé et puis un instant on songe à monter très haut. Mais si les bombes sont tombées sur les toits, comme la nuit dernière? Finalement, on déclare en hésitant que puisque les fenêtres des chambres où l'on se trouve sont hermétiquement closes — oh! oui, hermétiquement : on ne prendrait plus un gazé à dormir fenêtres ouvertes ou entrebaillées — les gaz n'ont pu entrer, que donc on peut demeurer là, dans son fauteuil.

Dans son fauteuil à deux heures du matin? Perspective désolante, surtout quand on se sent brisé par la nuit précédente sans sommeil. Pourquoi pas dans son lit? avec son masque?... Le masque est difficile à garder; on s'étend tout habillé en se tamponnant de son mouchoir plein de chimie. Et puis le mouchoir lassé aussi et on le pose en voile sur le visage... et on s'endort d'un sommeil de bienheureux. Le jour guette au réveil derrière les persiennes qu'on ne veut pas ouvrir de crainte de laisser pénétrer l'ennemi. On se sent dispos et frais. Les bronches sont irritées encore, douloureuses à la toux; la respiration courte et aussitôt essoufflée; le cœur instable et battant; quelques crampes persistent, sourdes. Mais les yeux remis savent de nouveau regarder en face les interlocuteurs et la vie. Quant à la tête, elle est normale, voire fort satisfaite de se découvrir encore de ce côté du détroit et en bonne voie d'y demeurer longtemps.

Certains cependant se réveillent courbaturés par le froid de l'autre nuit et l'impression de cette rude alerte. Au lever on les croit malades; quand on revient vers eux on les trouve frileux, fatigués, mais en santé. Nous pleurons déjà assez de victimes ainsi. On signalait hier encore un mort d'asphyxie sur les trente paroissiens qu'a conservés Saint-Benoît.

Nous avons tous le cœur lourd. Les bombes d'hier sont tombées, une certaine crainte nous en avertissait, sur la cathédrale. Dix-huit, dit-on, l'ont atteinte. Une trentaine d'autres l'ont environnée. Obus énormes, 305 dont on a retrouvé la base près du Palais de Justice. Vers le milieu de la tour de droite un grand vide se dessine déjà, frappant tous les yeux et tous les

cœurs. On pense qu'ils voudraient saper les colonnades arrière de la tour pour la faire tomber, disparaissant et à la fois écrasant les voûtes de son poids énorme. Y arriveront-ils? La plupart le nient, évaluant très fiers l'immense masse. Certains ont bien peur pourtant et contemplent l'image merveilleuse avec ce regard aigu, brûlant dont on enveloppe ceux que l'on ne verra plus.

Ce matin, le spectacle était navrant autour d'elle. Je la croyais à plaindre lundi, le jour du premier attentat de grand style. J'ai idée que nous n'assistions alors qu'à un pâle début. Le massacre, à présent, enfonce sa griffe. Les pierres détachées ne se comptent plus. Elles sont là partout sur le sol, émiettées, mêlées aux centaines de pavés qu'ont fait sauter les monstres tombant à faux. Deux grands entonnoirs se sont creusés en avant du chantier, avec, à l'entour de l'excavation profonde, une cour de pavés déracinés. Quelque chose de chaotique. Et cependant ces fosses sont encore petites comparées aux deux autres creusées dans le parvis même, l'une presque au pied de la tour gauche, occupant toute la rue entre la barrière défoncée et le trottoir du Palais de Justice, l'autre au commencement de la rue , quasi à l'angle du mur de la prison.

Un des édicules, le premier touché sur la basse-nef gauche, a perdu sa flèche. Au pied de la muraille, des pierres gisent, très grandes et très blanches. On ne peut croire qu'elles proviennent d'une sculpture aussi ancienne et svelte. Des coups de marteau retentissent à l'intérieur de la basilique, faisant vibrer le cœur et l'espoir. Travailler à la cathédrale à l'heure même où elle est sapée. Ce sont des soldats, hélas! et qui ont tout l'air de fermer une porte brisée; ce n'est qu'une ruine qu'ils consolident... Un petit, tout petit Rémois à l'air futé se glisse près d'eux, le bonnet de police sur l'oreille et sur les cheveux blonds. Il voudrait des vitraux de la cathédrale. Il enjambe les très gros débris avec ses petits pieds de coq. Les « bleu horizon » écoutent et le laissent faire. Il paraît très joli et réconfortant là, ce tout jeune fils de la grande ancêtre, son futur défenseur auprès de ses vengeurs. « C'est que cela aura un prix inestimable », explique en dehors de la barrière à des soldats étonnés un grand Rémois qui fouille lentement le trottoir, les yeux rivés au sol. Tout un défilé de pèlerins passent, serrant les poings. « Brigands! » murmurent les anciens. On sent que l'on se trouve devant le trésor de la ville, le trésor de sa pensée et de son cœur, celui sans lequel elle semble ne pas pouvoir exister.

Rue , le semis de pierres et de débris continue, paraît même reprendre. Quelque accident encore par là, à coup

sûr. Des mottes de gazon très vert sont projetées au milieu de la chaussée. Dans la cour du Palais de justice, après avoir longé le groupe auquel une femme vend l'*Eclaireur*, ni plus ni moins que si les 305 étaient des inconnus sur le parvis, je trouve un nouvel entonnoir, à gauche du perron, un entonnoir immense aussi, creusé mollement sur le bord de la pelouse. Sous le péristyle, des pierres, des gravats; éclat sans doute qui a meurtri le plafond. Encore un monument visé et qui eût été bien détérioré, malgré la puissance de ses colonnes massives, si le monstre ne s'était pas écroulé deux mètres trop tôt. A l'extérieur, à l'intérieur, ce sont les allées et venues des correspondants, les distributions des lettres. Les Rémois sont infatigables, et onze employés se dévouent là, tous volontaires. C'est beau et fort.

Rue , le tapis de terre et de décombres reprend. A l'angle de la place du parvis s'ouvre la fosse dont je parlais tout à l'heure, l'entonnoir, sinon le plus grand, du moins le plus sinistre. Une ligne de maisons déchiquetées lui sert de fond, offrant au regard appesanti le tableau indicible de leur dévastation. Des débris de toutes sortes entourent le cratère; des planches poussiéreuses sont couchées sur ses pentes. La couronne traditionnelle de terre et de pavés l'encercle. A côté, à quelques mètres à peine, l'excavation des deux bombes dans l'angle du mur du Palais, avec son hémicycle de pierres de taille. Tel est le parvis que nous a donné la Kultur. « C'est de cette civilisation qu'ils voulaient gratifier l'Europe », murmure un ouvrier pensif. D'autres évaluent : deux, trois mètres de profondeur, sept ou huit de diamètre. « Un trou, quoi », comme disent les soldats.

Tout cela visant la cathédrale. On possède des photographies d'obus éclatant sur le monument, pièces à conviction que l'on se gardera de ne pas produire un jour. En attendant, la basilique est bien menacée. Des corneilles jouent cependant entre les tours, et dans le fond de l'horizon le canon de la libération gronde sourdement. Oui, elle sera délivrée, mais le sera-t-elle à temps?

Samedi 21 avril. — 5 h. 1/2. Tendance à grisailler, chez le prochain tout au moins. Les Allemands sont rageurs et les nôtres n'avancent guère. On insinue depuis quelques jours et on dit ouvertement aujourd'hui que l'action par surprise a échoué et que nous nous trouvons devant la bataille ordinaire, face à un ennemi qui s'est singulièrement renforcé et se débat bien plus singulièrement encore. Alors, selon leur dose de réflexion et de génie tactique, les esprits puissamment organisés annoncent à la masse des moutons qu'il n'y a pas d'illusions à se faire, que nous en avons encore ici pour quinze jours au minimum, ce qui est fort modeste

à côté des six semaines, voire des trois et six mois que les plus refroidis ne craignent pas d'avancer.

Et l'on apprend encore quelques départs, oh! bien forcés, mais qui affectent d'autant plus. Maman dit que l'on se sent au désert ici. Le fait est que l'animation est tombée à zéro, à moins que zéro. Les rues sont un Sahara, un pôle tout au moins, car l'hiver s'obstine à Reims tout comme les Rémois, il faut faire du feu tard et matin, s'emmitoufler moyennement et avoir encore un peu froid, ce qui n'est pas fait non plus pour rasséréner les esprits et la situation. Donc la majorité s'ennuie et trouve le temps long. Pour parachever, les bombardements sont fréquents, colères, violents, chaque jour, plusieurs fois par jour, et chaque nuit, souvent alors mêlés d'asphyxiants. Tous les matins on peut aller en ville faire le nouveau parcours des dégâts. Cela affecte à la longue. Et puis la guerre a changé d'aspect, changé même de bruit. Elle n'offre plus ce que maintenant nous dirons volontiers les petits et paisibles tableaux de lutte, les disputes honnêtes entre batteries, somme toute assez rarement semées de danses pour la ville si l'on compare avec aujourd'hui, les jolies et moqueuses promenades des avions au milieu des éclatements inutiles mouchetant le ciel, les nuits sereines ponctuées en général des seuls coups de fusil aux tranchées... Où est-il ce bon temps paisible où nous étions si nombreux encore, où ne manquait presque aucun Rémois du siège, dans un Reims qui, malgré les ravages, avait par rapport aux désastres actuels, conservé de lui-même à peu près tout encore?

Aux Halles ce matin, pour la première fois depuis l'évacuation. Eh bien, Halles habituelles. Des marchands en moins, mais des marchands quand même, des marchandes surtout. Elles sont stupéfiantes, ces marchandes. L'une d'elles comptait demeurer là du matin au soir, couchant ces deux semaines dans les caves du marché, ainsi qu'une dizaine d'autres ménages de vendeurs. « Quand cela bombarde durant la journée, on descend vite. La nuit, mais oui, on est bien là en bas. Chacun a son caveau, cela fait comme une petite chambre. Avec des matelas sur des caisses et beaucoup de couvertures, on n'a pas froid du tout. » A Pâques, cette vaillante a laissé partir son mari pour Paris et elle rit de bon cœur de le savoir aller quotidiennement aux trains de réfugiés pour la retrouver : « Ah! il peut y aller! » D'autres marchands ne couchent aux Halles que les mauvais jours : « Quand c'est calme, on rentre chez soi, disent-ils platoniquement. Pourquoi pas? »

On en trouve partout de ces vaillants. L'*Eclaireur de l'Est*, lors du premier bombardement de la cathédrale, quasi sur lui, n'a pu imprimer. Le lendemain du second bombardement, pourtant bien

plus terrible, il paraissait : « Nous avons été en cave, et nous nous sommes mis au travail après. On a fini à 9 heures au lieu de terminer à 5 heures... Si l'on entend bombarder quand la presse marche? Oui, un peu, lorsque c'est proche... La cave? Assez bonne. Il y en a même trois; mais les deux premières sont en craie, la troisième seule est maçonnée. Si un 305 arrivait dessus... Et on a été là depuis le commencement du siège. » Vrai type d'ouvriers rémois.

Dans la pharmacie du Parvis, qui, ayant reçu directement trois 305, se trouve à moitié, peut-être totalement dévastée, et où les sauveteurs seuls montent par l'escalier troué, la gardienne demeure indomptable. « Je ne sais comment cela se peut se faire, mais je ne suis pas découragée. — Non, non, ne vous découragez pas », s'écrie une amie. Vaillantes femmes de Reims, pliant comme le roseau, mais ne se brisant pas, et ne pliant même plus, cuirassées qu'elles sont par l'épreuve.

Lundi 23 avril. — Des bombes aujourd'hui encore, très drues; une certaine accalmie cependant. Nuit bonne, non pas positivement celles de ces derniers mois, mais où l'on pouvait, dans notre quartier tout au moins, ne pas se lever. Ce plein sommeil paraissait délicieux. On donnerait vraiment quelques liards pour reprendre la petite vie des temps derniers. Que nous étions bien sans nous en douter!

Matinée également bonne. Bombes éloignées. Tout semblerait dire que nous allons retomber dans l'ère de paix. Le communiqué va à petits pas. Les critiques militaires nous expliquent qu'on aménage les routes. Ils disent aussi que nous avons empêché par notre action l'offensive ennemie prête à se déclancher. Tout cela insinue que nous n'avons qu'à attendre patiemment, on ne peut plus patiemment, le grand jour.

Quoi qu'il en soit, encore et toujours des bombes vers la cathédrale. Hier une dizaine entre 2 et 3 heures, moins grosses d'abord qu'à l'ordinaire, passant comme des trombes, mais ne semant pas d'éclats à dix lieues à la ronde; puis, plus fortes, éveillant des échos et laissant tomber des pluies dans toutes les rues avoisinantes. La pharmacie du Parvis, encore bombardée, est éventrée à présent. Voilà une voisine qui paie son voisinage, une fille à qui sa mère coûte cher. Je n'ai encore pu me faufiler jusque là-bas : les bombes ont sifflé de trop bonne heure ce matin. Un petit éclat est même venu frôler nos pieds, éclat très argenté portant au front le diadème d'or de la couronne. Mais cela n'impressionne plus. Cela fait même un peu plaisir : c'est si bien, et à si peu de frais, dans la note du siège.

Après réflexion, cependant, on pense fort différemment. Il suffit d'un éclat gros comme une noisette pour fracturer un membre, et d'un plus mignon encore pour éteindre un cerveau. Devant cet avertissement quasi-personnel, devant le petit fer très argenté sous son diadème d'or, je me suis sentie devenir toute prudente.

Elles sont d'ailleurs tout uniment effrayantes à entendre de près, les bombes tombant sur la cathédrale. Prises hier en ville par le bombardement, nous avons été tout à fait à même de le constater. Les oreilles croient se déchirer. Le sifflement est un hurlement de fauve au désert. Les éclats, en masses serrées, volent à des distances inimaginables. Une nuée de poussière fine se répand avec eux, portée par le vent comme de la fumée et poudre l'air et les gens. Une colonne de fumée noire, de vraie fumée, cette fois, s'élève du lieu de l'explosion pour le masquer, dirait-on, dérobant entièrement la cathédrale. Et parfois, enveloppés dans le grand tourbillon de l'air pourchassé, des pavés et des pierres tombent comme des masses sur les maisons voisines qu'ils défoncent, et même en des lieux pas voisins le moins du monde, telle la   où nous avons trouvé l'autre jour, avec la surprise désagréable que l'on imagine, un fragment de pavé du parvis. Et cela sous le bourdonnement lointain de l'avion boche qui surplombe la cathédrale, au milieu des flocons blancs des antiavions, et qui dirige froidement, des trois coups secs de sa mitrailleuse, le massacre du monument.

Mardi 24 avril. — Quant aux résultats, ils sont navrants. Ce matin encore, bombardement de la cathédrale. Et je viens de courir sur le parvis, la première fois depuis samedi. Oh! de courir : le canon grognait, les bombes sifflaient au loin et le soleil était trop beau, bien trop beau. Le printemps est entré enfin. Hélas! à moitié inutile : les yeux et le cœur ne le sentent qu'en passant, un peu comme s'ils n'en avaient pas le temps. On court de pensée en pensée comme de place en place : une petite fièvre sourde doit nous miner.

D'ailleurs, qu'illumine-t-il, ce premier beau soleil? La calme parvis de jadis est à présent un champ d'horreur. Dans les rues d'alentour, semis de pierres, d'autant plus touffu que l'on approche davantage de la basilique, mère et cœur de la ville brisée. A l'entrée de la place, le   , éventré, aux trois quarts démoli, ressemble à une vaste boutique de petit bois. Après c'est le tapis de terre, de débris, de gravats, l'étendue grise et blanche, piquée de plus en plus dru par les pavés et les pierres, comme un vaste cimetière de nains. En avant, en arrière, à droite vers l'Archevêché, à gauche rue   , rue

c'est le même spectacle désolé, éteint. Rue , après avoir cheminé entre les pavés sur le bord du premier entonnoir au pied de la tour, la seule voie possible, le trottoir étant couvert par la couronne du cratère; après avoir longé de même le second entonnoir qui s'est creusé là, à quelques mètres du premier, un peu moins profond parce que la bombe a d'abord renversé le mur vis-à-vis, on louvoie à grand'peine parmi les pierres, parfois grosses, disséminées sur toute la largeur de la chaussée. Presque détruite, la barrière de bois qui isole le pied de la tour incendiée, encombre aussi le sol, déjà remplacée par des fils de fer militaires posés à la hâte. Par la porte du bas de la nef, de tous temps close, des soldats passent et repassent, se hâtant dans un mystérieux et douloureux travail de réparation. Et si pénible! On sent à présent que c'est le suprême désastre qu'on veut empêcher, et bien des lèvres prononcent le mot fatal de résignation... Nous ne la conserverions pas... Nous n'y rentrerions plus!... On ne peut comprendre, imaginer. Reims, nous... sans la cathédrale!

Et cependant la réalité s'impose. A la fin de la semaine dernière le troisième trou dans la voûte était déjà percé. Maintenant le sixième est fait. Et derrière l'abside, juste en face de la chapelle , un autre entonnoir nouveau s'étale, immense et profond, couvrant la rue, avec tout autour de lui sa cour de pavés arrachés, assesseurs muets. Les officiers nient le 305 et parlent de 340. On a en effet ramassé ce matin, assez près de la cathédrale, dans une maison de la rue où il avait rebondi, le fond démontable d'un 340 sans doute autrichien. Un monstre seul pouvait faire ce trou immense, grossier. La cathédrale s'élève tout auprès, royale toujours et comme délicate, fragile en cette partie si fine de son pourtour. Le contraste est violent, cynique. On croit voir les images des deux races dressées l'une en face de l'autre.

Nouvel entonnoir encore à l'entrée gauche du parvis, non loin de la rue . Près d'un cratère du Parvis, il se trouve toujours deux ou trois civils, quelque soldat. Le soldat, à l'instant, regardait en connaisseur : « En voilà des entonnoirs! Tout autour de la cathédrale. On dirait vraiment qu'on les y a posés. » Le fait est que nous en comptons sept, en dehors de ceux que, creusés sans nul doute à l'intérieur du chantier et des ruines de , nous ne pouvons voir.

C'est navrant. Et cependant le tableau antique et nouveau qui se dore au soleil reste merveilleux. Dans le jardin du palais, les arbres bourgeonnent et au travers de leurs branches les deux tours se dessinent, plus ajourées, plus merveilleuses encore. Puis apparaît le côté de l'abside proche des sacrilèges du petit

portail droit. Et l'on sursaute : l'épreuve l'a idéalisé, revêtu d'une fine neige de poussière qui accuse avec une merveilleuse délicatesse les fleurs de la pierre, les contours harmonieux des rosaces, les grillages épais et serrés des vitraux, les lignes sveltes et fières des ogives... Coin d'une cathédrale blanche et jeune, telle qu'elle était sortie des mains et du cœur de nos pères, telle qu'elle était apparue à l'art et au monde qui l'avaient saluée toute belle. Oh! toute belle elle est encore malgré ses blessures, belle de cette beauté surnaturelle de ceux qui ont souffert, belle dans le contraste étourdissant des plaies sauvages et des chants du ciseau.

Même soir, 4 heures. — Deux voyageurs qui viennent de passer près de Moronvilliers affirment que le calme y règne... Le grand coup est arrêté. A quel moment reprendra-t-il? Mystère et mystère lointain. « Vous avez eu bien raison de rester, car on ne sait vraiment quand les partis rentreront... »

Alors ce serait une quatrième année de siège en perspective! *Pater, ne in æternum* cependant! Une quatrième année! Une nouvelle vie dans une nouvelle ville, une ville déserte et ruinée. Eh bien, cette quatrième année, je l'envisage déjà paisiblement. Je la vois forte et élevante, plus encore que les trois autres, parce que singulièrement plus austère et solitaire. Je goûte par avance les leçons et les fruits de la nouvelle retraite qui se rouvre pour nous... Et je rentre joyeusement, par les pas de la pensée, — des pas émus, car les heures que nous y avons vécues ont été bien douces parfois — dans les chers foyers bombardés, dans ceux du moins qui nous restent. Oh! si nous pouvions rouvrir notre vie à la page, dans le cadre où nous a surpris le grand coup, comme, malgré tout, on la reprendrait avec docilité, qui plus est, avec attendrissement, l'existence grave et intime et si humaine, si vraie du front bombardé!

Samedi 28 avril. — Fatigue. Encore des rangements de cave. On sait, entre bombardés, ce que cela représente. Et quel travail stupide au fond! On y est habitué, sans quoi il semblerait positivement fou. Vraiment ce sera prodige si nous nous trouvons en entier équilibre à la libération. Nous aurons eu, en tout cas, tout ce qu'il fallait pour nous détraquer.

Comme le ciel était un peu couvert et l'air silencieux, j'ai couru ce matin par les rues désertes où les chiens grognants veulent déjà contrôler le motif de votre passage, et où les éclats d'obus traînent à terre comme de vulgaires cailloux que personne ne distingue, ne ramasse, ne désire plus. J'ai refait le tour de la cathédrale. Les entonnoirs sont toujours là, et les pavés aussi, jalons déconcertants de quelque redoutable étape. De même que la grille

brisée en deux places, la barrière de bois qui empêche de longer la tour gauche incendiée, se trouve raccommodée par des quadrillages de fils barbelés que tendent des soldats attentifs. Et cela fait chaud au cœur et apaisant à la raison de voir notre cathédrale, bombardée comme le front, défendue militairement comme lui.

Trois des clochetons de ce bas-côté sont en bien triste état. Dans le premier à partir de la tour veille, sous une flèche à moitié brisée, un ange décapité. Le second est intact, mais le troisième n'est plus. L'arc-boutant qu'il dissimulait et équilibrait a lui-même disparu. Entre les colonnettes du quatrième l'ange aux ailes horizontales monte toujours une garde longue de sept siècles, mais le bas d'un fût manque. Et sur le sol, à l'intérieur de la grille, c'est un débordement de pierres, très blanches pour la plupart, entassées jusqu'au rebord de l'enceinte. On ne peut admettre qu'une telle masse provienne de ces seules démolitions. C'est cependant. « Nous n'en avons pas sorti de la cathédrale, dit un des soldats qui barbèlent; il y en a même encore pas mal dedans. » Il faut s'incliner. C'est une géante que nous aimons.

De bons Rémois passent, examinent, s'indignent, cherchent. « Tiens, là-bas, voilà par terre une des têtes d'animaux dont je te parlais. Et ici, quel beau morceau! Oh! celui-là, il faut qu'il aille dans mon cabas! » On sent que jusqu'aux plus humbles la chérissent, qu'elle fait partie intégrante de toutes les pensées.

A gauche de l'abside, l'aérienne galerie à jour ne couronne plus guère le contour sinueux des chapelles. Grandes brèches laides et grossières. Un peu plus loin, aux approches du portail, un saint comme gratté tant il est blanc et nivelé épaule, sous son clocheton, une des colonnettes brisées, crosse d'évêque, dirait-on, très lourde..., telle celle du diocèse à l'heure présente. Sur le trottoir de la rue ´, des soldats regardent à l'intérieur de la basilique : « Vois-tu cette lumière là-bas? elle indique que la voûte est percée. » Un jour sinistre se faufile, en effet, dans la pénombre du sanctuaire.

Pauvre chère cathédrale! et pauvre mère désolée de tant de filles meurtries! hier après-midi, c'était le tour de l'église cinq ou six bombes, portail très endommagé, pierres de taille hautes d'un mètre jonchant la place.

Hier aussi, dit-on, 380 aux , dans . « Quel choc! » s'écrie la charmante jeune boulangère voisine dont le frais visage, en s'encadrant gaiement au milieu de la glace brisée, fait s'évanouir subitement la tristesse de cette ruine et applaudir les graves papas à cette apparition de printemps. Si je vais en ville? continue-t-elle. Mais je tomberais malade à

rester enfermée... Autant partir alors. » Ah! le joli « alors! » Il en est tant chez nous dont on se sent si fier. On ne passe guère sur le parvis, au pied de la pharmacie, plutôt de ce qui était autrefois la pharmacie et n'est plus maintenant qu'une grande écumoire perchée sur un fond troué, — le magasin éventré — sans trouver sur la porte de sa cave ou de sa maison l'habitante invincible de cette demeure tragique. On la sait là; instinctivement l'œil la cherche. Le sens rémois aussi : c'est une de ces vaillantes qui a toujours un mot d'espoir à donner au passage. Et, sous cette maison tant déchiquetée, qui paie à si haut prix sa place sur le parvis, des voisins viennent dormir. Les Allemands occupent la bâtisse, les Rémois la cave. Cette cave est excellente, dit-on, mais c'est quand même inimaginable.

D'autant que le marmitage avec obus de 305 et plus est effrayant. J'entendais l'autre jour cette gardienne étonnante dire ses impressions au sujet des six monstres de passé 300 que la maison a reçus, sans compter celui qui a creusé un entonnoir sur le trottoir près du : « Je descendais mes tourterelles au sous-sol quand la première marmite est arrivée. Ce qu'on entend? On ne peut le rendre. Non, ce n'est pas un sifflement. J'ai eu la sensation d'un instrument froid qui me traversait, me perçait les oreilles (et le simple souvenir lui en faisait mal encore : son regard était devenu fixe, son visage respirait l'horreur, le même froid aux yeux). Pendant deux minutes je suis demeurée perdue, et après je n'arrivais pas à me ressaisir. Depuis ces quelques jours d'accalmie, je me sens mieux. Mais je ne peux rien faire. Et je pleure une, deux heures durant; puis je ris sans savoir pourquoi, ou en songeant à des choses qui se sont passées il y a très longtemps... Non, je ne dors plus. La cave est bonne cependant et une voisine qui a peur chez elle vient coucher près de moi; mais je suis toujours inquiète, je me retourne à tous les bruits. » Situation qui a l'air bien intenable, n'est-il pas vrai? Mais situation qui sera gardée, tenue... On disait notre race incapable de persévérance. Je crois que le front civil, comme le beau front armé, aura fait la preuve éclatante du contraire. Et qu'il la fournira, infatigable, loin avant dans le règne de la bienheureuse paix. « Si je passe cela, disait tantôt cette vaillante, je pourrai sûrement tout passer. » C'est une refonte du caractère national qui s'opère, par le feu, sans doute, et par ses tortures, mais dans l'airain.

Jeudi 3 mai. — 4 h. 1/2 du soir. Invention de la Croix du Maître et d'une des nôtres encore, très lourde. J'allais écrire tout à l'heure que je ne voyais rien de spécial à noter... Nous appre-

nons à l'instant que l'Hôtel de Ville brûle, que la
est brûlée. Par cette pure journée de printemps, sous ce soleil radieux, trop radieux, hélas! pour une ville au front et sans eau, la chose paraît invraisemblable. Et cependant... un nuage de fumée jaunâtre coupe la rue; les bombes continuent, légères ou lourdes, incendiaires, allumant de nouveaux foyers, marmites à l'adresse des pompiers qui luttent avec des moyens de fortune, avec l'eau chiche des réservoirs péniblement remplis aux puits voisins; le beffroi de l'Hôtel de Ville est tombé, rapporte un passant qui l'a vu s'effondrer; la rue de la brûle, la
aussi, et la rue des et peut-être la rue . Une femme dit que cela a dû commencer vers midi; une autre, qu'elle a reconnu au passage les incendiaires... On dit... On dit... Je ne me rends plus bien compte de rien; j'ai au fond de la pensée cette contradiction incroyable entre ce cadre de joie et de vie et ces scènes de ruine et de désolation. Et c'est au cadre que je crois, et je ne peux imaginer ces feux monstres, cette douce chapelle avec sa foule d'intimes souvenirs anéantis, et la belle et imposante façade de l'Hôtel de Ville incendiée sous son beffroi évanoui.

L'inlassable esprit rémois reprend toujours le dessus : « Bientôt il ne nous restera plus de maisons... Par cette chaleur, sans eau, que tenter? » On s'imagine déjà entendre la finale : « Nous n'avons plus qu'à partir. » Ah! oui! « On habitera les caves, les caves des ruines; celles-là ne pourront plus brûler. Et, qui plus est, on y sera fort bien. »

Pour l'instant, je ne me sens pas capable d'une telle dose de philosophie. Le drame qui se déroule en ce moment me paraît toujours inacceptable. C'est surtout le tableau de la
cachée et effacée qui me hante. De l'hôtel de ville immense et bâti ferme comme roc, il restera toujours quelque chose. De la pauvre chapelle vieillie, il ne restera plus rien, rien qu'un souvenir à la fois tendre et poignant. Je monte en ce moment par l'allée étroite, au milieu de cette familiale demeure en contrebas, éclairée par les grandes fenêtres aux très petits carreaux en verre tout comme les nôtres. Je revois le sanctuaire pieux et orné, les autels anciens, les vastes cloisonnements de vieux beau bois du chœur, les saints nichés dans les angles, la grille confortable et riche, et puis les prie-Dieu de chacun en un ordre, une netteté inaltérable, et les rangées de chaises serrées... Et la cour avec ses maisonnettes basses et gaies, et le jardinet aux fleurs variées... Tout cela n'est plus qu'un monceau de décombres fumants...

Nappe de canon sourd ce matin. Ah! qu'on se hâte si l'on veut nous sauver! Je me sens mal à l'aise ce soir : il faut nous faire à

trop d'ablations. Bientôt nous ne hanterons plus que des décombres. Je pense souvent maintenant à la parole prophétique de notre « curé des mauvais jours [1] » : « Quand la France se retrouvera, ce sera à genoux sur des ruines. » ... C'est angoissant de vivre l'agonie de sa ville, la naissance de notre nécropole.

Vendredi 4 mai. — Trente-deux mois aujourd'hui, jour pour jour, premier vendredi pour premier vendredi, que les Rémois sont des bombardés. Quelqu'un vient de souligner la coïncidence, nous n'y aurions guère songé. On se sent enfoncé, enseveli dans le siège. L'immense brasier continue à brûler. Je n'ai pu aller le voir, parce que les bombes faisaient mine de reprendre ce matin; mais j'ai entendu des témoins, et ils content tous de poignantes, de terribles choses. Incendie immense, gagnant tout le cœur du beau quartier. Beffroi écrasant dans sa chute un des soldats qui se sont tant dévoués pour aider les pompiers impuissants! Hôtel de ville féerique à voir hier soir vers neuf heures : toutes les fenêtres pleines de feu, ardentes du haut en bas, laissant transparaître la charpente embrasée qui s'effondre. La rue brûle, et la rue , et la rue et celle . D'autres rues proches s'allument encore. Les pompiers font la part du feu, une part très large, puisque le foyer est immense et les moyens de protection si limités. Il faut, impassible, voir brûler de pauvres et belles demeures sacrifiées, les étincelles s'accrocher cruelles aux toits, les foyers nains se déclarer. Sous les obus qui reprennent à neuf heures, les pompiers se dépensent, décuplent leur effort. Mais la tâche est surhumaine. Ils ne lâchent pas pied, pourtant, et lutteront aujourd'hui encore, stoïques. Tout Reims a admiré, ce matin, ce brave pompier, des nôtres et, par conséquent, volontaire, dont le journal nous a appris indirectement, par la perte de son petit avoir disparu hier en courant au feu, les six enfants et les assauts intimes qu'un père doit subir quand il songe à eux... Mais, geste touchant : sous les flammes, les camarades se cotisent, et Monseigneur, sans doute aussi sur le théâtre du sinistre, tient à parfaire la somme.

Ce qui ajoutait à l'impression saisissante de cette nuit embrasée, c'était, dit-on, la solitude tragique. Les grandes maisons hautes, l'imposant quadrilatère de l'Hôtel de Ville flambent sous le seul regard de la lune claire et des étoiles glacées, tandis que dans un coin d'ombre quelques casques ténébreux complotent à mi-voix, comme des conspirateurs, où l'on pourra tenter d'arrêter le sinistre et que, note horrible surpassant toutes ces horreurs, des

[1] Mgr Landrieux, alors archiprêtre de la cathédrale, allocution du 4 septembre 1914, jour de l'entrée des Allemands à Reims.

cris déchirants montent d'un sous-sol en plein brasier et s'éteignent aussitôt dans un silence terrifiant. Un prêtre se trouve là pour absoudre s'il en est temps encore.

C'est une résurrection de la nuit farouche du 19 septembre. Le spectacle est poignant vu des toits : une longue ligne de feu, pas un foyer, mais une suite de brasiers; onze rues brûlent à gauche , quatre à droite : une couronne, un diadème de flammes. Ce devait être diaboliquement beau, en effet. Même les yeux qui n'ont pas vu se dilatent quand ils veulent reconstituer cette scène. On parle de cinq morts, de cinquante-deux sinistres, de cent six maisons détruites. Tu as pu contempler, Néron!

On annonçait tout à l'heure un nouvel incendie à la ... Le ciel est cruellement clair. On implore de la pluie. Nous nous trouvons sous l'impression nette qu'avec une huitaine encore de telles journées notre pauvre Reims ne serait plus que des murs noircis ou tombés et des souvenirs aigus... Cependant le beau temps est nécessaire à la délivrance. Quelle situation! Etre détruits pour être plus vite libres! Heureusement que l'âme a la foi et, par la foi, la confiance et une douceur malgré tout. Mais on en est à se poser impassiblement la question : que faire si notre maison brûle? Et à la résoudre aussi froidement. On ne dit même pas qu'il faut envisager la chose comme possible; non : comme probable... Le feu!

Dimanche 6 mai. — Hier journée ordinaire. Des bombes, évidemment, un peu de canon, en particulier du gros hurleur sur auto qui fait sursauter bêtes et gens; puis, le soir, la canonnade sourde accoutumée, au moment ordinaire aussi, comme cela, vers 8 heures, pour bercer d'une voix farouche, la tombée du jour. Mais cette nuit elle a persisté, opiniâtre, réapparaissant entêtée sous les coups de tonnerre qui nous ont lavés d'une journée torride. Ce matin de gros chocs rudes continuent encore, fréquents. On croirait que cette fois les canons refusent de s'arrêter, et nous apprenons la brillante et suggestive prise de Craonne et les 4 kilomètres de lignes enlevées au nord-ouest de notre Reims. On a beau le nier, la libération vient à petits pas. Sans doute l'offensive a dû se déclancher trop tôt, bien avant l'offensive générale, mais elle avait ses raisons pour le faire et elle continuera quoique moins rapide. Oui, elle continuera, elle continue. Nous ne serons pas de longs mois encore ensevelis dans le linceul sanglant; l'aurore point, elle resplendit même déjà sous les nuages livides.

Livides, en effet; plusieurs incendies encore. Et cette nuit, dit-on, bombardement d'enfer. Le petit journal pourra, ainsi que ces

deux jours-ci, reprendre sa triste formule : « Impossible d'évaluer le nombre des obus. » Non, si ce n'est par milliers, comme durant le mois d'avril où il nous donne la moyenne de cinq à six mille par vingt-quatre heures.

Hier un peu de lassitude générale. Les plus jeunes et les plus vivants disaient ouvertement en déambulant par les bombardements que pour être tué demain au lieu d'aujourd'hui cela ne valait vraiment pas la peine de prendre tant de précautions. Des asphyxiantes étaient encore tombées sur le quartier
dans la nuit. Et nous avions eu à nous lever trois fois précipitamment sous des salves de bombes rageuses, de vraies quintes, pas éloignées du tout. Quoique beaucoup se recouchent et se rendorment aussitôt avec une merveilleuse souplesse, chacun a perdu un peu de sommeil et cela se sent en ces heures de surexcitation sourde et visible. Puis le est encore atteint et nous n'avons plus que le vide et les inquiétudes dans nos tuyaux de concession. Et la pauvre paroisse se trouve diminuée par la mobilisation : un départ alors que nous sommes si peu, si resserrés, si en famille. Et enfin le poids très lourd de tous ces incendies qui vont toujours brûlant, et dont la pensée ne parvient pas à prendre son parti... Quelle tristesse sur le vieux beau Reims, quelle crispation devant cette menace étendue sur toutes nos têtes. On tient bon cependant. Je m'ennuie : c'est trop long, c'est trop; mais partir? oh non! passe quand on sera brûlé, pas avant... Et encore!

Même soir. — Bombardement de trois à sept. Une heure dans une cave glacée; j'en demeure moulue, enrouée, maussade. Bombes moyennes coupées de grosses, qui imitaient un peu le train entrant en gare et dispersaient des éclats sifflants comme des cris d'insecte, vibrations très minces, très légères. On parle de trois blessés graves dont deux agoniseraient. La laitière a commencé sa tournée pour l'interrompre et la reprendre à la première accalmie et entendre presque aussitôt les bombes s'écraser sur le quartier où elle doit aller. « C'est fatigant quand même », dit-elle, mais son ton ne le dit pas. Et pour monter du côté bombardé, elle achète un bouquet de muguet... O femme de France, femme vraie! courageuse, gaie, artiste, aimante.

Ce matin, j'ai enfin pu courir à l'Hôtel de Ville. Courir est le mot, car la canonnade n'était pas éteinte et des bombes sifflaient par intervalles, du côté sans doute de la maison , l'immense bâtiment qui commande le et qui flambe depuis l'aube. Mais j'ignorais tantôt que les ennemis avaient ce point de mire, et je ne me sentais vraiment pas confirmée en sérénité lorsqu'un roucoulement survolait, hardi. D'autant que la solitude

est complète, impressionnante dans ces rues que la dévastation seule semble habiter. Je n'ai entrevu qu'une ombre lointaine, plus une bicyclette proche qui m'a répondu laconiquement au passage qu'en effet cela tombait du côté où je voulais aller.

Aussi me suis-je bien gardée du . J'ai commencé la triste tournée par la rue , brûlée dans sa seconde moitié. L'odeur caractéristique y flotte; quelques fumées bleuâtres et ténues s'élèvent encore des intérieurs anéantis; maisons en général basses et faibles qui se sont abandonnées à la souffrance et encombrent la chaussée de leurs pierres entamées, de leurs restes noircis, parfois des meubles arrachés au vieux logis, chaises bancales dansant sur les décombres. Quoique entièrement détruite, une des boucheries a plus de tenue. Quant à rue , elle est stupéfiante de réserve fière. Pas de traces extérieures, pas de moignons, pas de bris. C'est la ruine farouchement muette et nette, la ruine grandiose, aristocratique. Mais poignantes ces hautes et belles demeures du début de l'avenue, dont les murs conservés intacts, à peine enfumés par places, cachent le désastre que seules dévoilent les fenêtres emplies de destruction, de vide et de ciel. Même en sa partie brûlée, cette rue reste elle-même, et on la retrouve avec un soulagement indicible.

Je la trouve de plus dans l'assoupissement de la mort. Vendredi soir encore c'était navrant. On entendait le travail implacable de la démolition ardente, la chute lourde des poutres, des escaliers, des étages consumés. Aujourd'hui je n'entends plus rien. Si pourtant, un coq qui claironne, très haut et très perçant d'un soupirail, dirait-on, son cri d'aurore et de résurrection.

Par la rue j'arrive devant la façade arrière de l'Hôtel de Ville... Cela l'Hôtel de Ville!... Les murs sont toujours debout, certes, et ornés et sculptés, et couronnés comme d'un dôme de treillage aux larges mailles par les lattes demeurées à la toiture. Mais les fenêtres sont béantes et par les portes ouvertes on voit les belles salles de jadis, à présent mers de débris. En face , compatit, sauve, parce que le vent ne soufflait pas de son côté, mais bien outragée aussi. Je n'ose traverser la cour de l'Hôtel de Ville que j'aperçois par des panneaux brisés. Le pignon va à l'avenant. Derrière les hautes fenêtres grillées se dessinent la dévastation et le néant. La façade principale est douloureuse, cette façade élégante et imposante, demeurée si vivante après ces trente-deux mois que l'on croyait fermement qu'elle devait toujours durer, qu'on n'aurait jamais pensé qu'elle pût périr. Non jamais nous n'aurions eu d'inquiétudes à l'endroit de notre Hôtel de Ville. Il incarnait

la cité, humain, permanent comme elle. Il est tué, disparu à présent. Des combles au sol ce sont les fenêtres vides dont généralement les meneaux subsistent, même aux croisées des combles qui se découpent fines et harmonieuses sur le ciel. C'est aussi la muraille aux fines sculptures criblée d'éclats ou même mordue par les flammes, d'étranges flammes qui ont passé une artistique teinte bleuâtre sur plusieurs panneaux fouillés. Au premier étage, grande brèche d'obus qui unit deux fenêtres en un rustique carré de ciel. A côté du perron demeuré, la cloche du beffroi gît à terre, petite et abandonnée, morte là sur une dernière vibration étourdissante, elle, la causeuse publique, la mère des tocsins d'alarme qu'elle semble se déclarer trop faible pour sonner.

Sans la tourelle du beffroi, la façade semble inachevée, mais non mutilée; les décors ressortent avec plus de relief, ces décors de gloire et de victoire ornant la maison incendiée. C'est une belle morte, une morte sans plaies qui défigurent, une morte qui conserve le plus qu'elle peut de sa beauté. Là encore, là surtout, ruines fières, à peine quelques décombres extérieurs. Ce quartier s'est noblement éteint, sans faiblesse. On croit voir un de ces Romains antiques qui entendaient mourir debout. Cette mort forte parle déjà du réveil.

Cela semble un peu paradoxal dans un tel quartier disparu... Et pourtant... Je franchissais tantôt la porte ouverte et demeurée telle de la   Les maisonnettes de la cour sont sauves, blanches et vertes; seule la chapelle a brûlé, mais complètement brûlé, ramassée à présent entre les quatre murs qui la rendent toute basse, étroite, réduite à un très court et très peu profond lac de petits débris. Rien ne demeure qu'aux murs quelques vestiges des croix de la décoration; près de la porte, le poêle à la fois sarcastique dans ce sinistre et poignant par ses évocations de foyer à jamais détruit; puis deux grosses poutres qu'on dirait d'étai tant elles semblent posées là, mais dont l'une brûle sournoisement du pied; et enfin, au haut du chœur, sur un tronçon d'autel, le tabernacle, le lieu, la source de vie. Etrange, cette persistance de la tente du Maître dans cette chapelle à jour et consumée. Après le cœur rémois l'âme chante à son tour, et à la résurrection de la cité et à l'éternité du Christ immortel, ami des Francs, fondateur, père de Reims.

Cl.-J. Remy.

QUELQUES RÉFLEXIONS

SUR

L'EMPLOI DE LA CAVALERIE

Plus peut-être encore que le temps, la multitude des impressions et des événements efface. Et c'est un lointain souvenir déjà, que ce départ, au soir du 5 août 1914, d'une petite garnison de Normandie. Pleins d'enthousiasme et d'espoir, nous causions, entre officiers, dans le train qui nous rapprochait de la frontière. Nous étions pénétrés de cette idée directrice de notre règlement : la cavalerie est l'arme qui se sacrifie. Et les exemples du passé, qui nous aidaient à déchiffrer l'avenir, venaient tous justifier ce principe. Aussi, bien ferme était notre conviction que le choc le plus rude serait pour nous, que les charges meurtrières demeureraient notre destinée. Nous en étions fiers et tel supérieur se trouvant avec nous, promettait au premier qui, de son sabre, abattrait un officier allemand, la dragonne blanche qu'il avait emportée. Avec quelle ironie et quel scepticisme un fantassin d'aujourd'hui écouterait semblables propos; bien que ne se formulant plus guère, ils n'en sont pas moins demeurés, en dépit des désillusions, l'expression indéracinable des espoirs de bien des cavaliers! La cavalerie aurait un rôle, un grand rôle, voilà ce qui se dégageait de tout ce que nous disions; et ce rôle, elle l'aurait par le sabre.

Le sabre, en effet, n'était-il pas notre première arme? La souplesse et la rapidité de nos chevaux, leur parfait dressage, l'esprit offensif de nos hommes et de nos cadres ne nous assureraient-ils pas d'une manière certaine l'avantage sur un adversaire que nous savions plus massif, remonté avec des chevaux moins vites et moins maniables? Les rencontres de cavalerie seraient évidemment fréquentes. Quant au combat contre l'infanterie et l'artil-

lerie, qui se verrait aussi, l'effet de surprise, la puissance du choc d'une masse de chevaux, la difficulté d'atteindre un objectif très mobile et manœuvrier nous donnerait « le dessus » d'une manière non moins certaine. Très répandues, les théories du colonel Ardant du Picq, qui nous laissaient entrevoir le facteur moral comme si prépondérant, n'étaient-elles pas faites pour nous confirmer dans nos pronostics, étant donnée la conviction avec laquelle nous entrions dans la lutte? Voilà ce que nous répétions.

Notre instruction avait, de tout temps, été basée sur ces considérations. L'équitation, les évolutions, l'emploi du sabre remplissaient presque à eux seuls notre « tableau de travail ». Les exercices de tir, le combat à pied, nous les pratiquions aussi, mais combien peu! Nos hommes tiraient mal et sans goût, le tir était une corvée que souvent l'on expédiait le plus vite possible. Jamais de marches; les guêtres de nos cavaliers ne s'y prêtaient guère et ils eussent été incapables de fournir une sérieuse étape. D'ailleurs, pour eux, n'était-ce pas « déchoir » que de marcher à pied! Nous n'avions, de parti pris, aucune confiance dans nos mitrailleuses et peu d'officiers s'intéressaient à « cette spécialité » et à ce que l'on pouvait en obtenir. Je me souviens même du résultat peu concluant — en 1910 — d'un tir comparatif d'escadron et de mitrailleuses qui prouve combien mal nous nous servions de cette arme pourtant merveilleuse. Et cette expérience avait fourni de nouveaux arguments aux sceptiques qui insistaient, en outre, sur la fragilité et la difficulté de transport de la pièce en terrain varié.

Si d'aucuns trouvent que j'exagère, ils se rappelleront cependant combien nos « combats à pied » étaient peu étudiés. Ils ne s'exécutaient guère que par peloton, rarement par escadron, jamais pour ainsi dire par régiment. Dans tous les cas, ce n'étaient que des exercices à courte portée, au cours desquels les déplacements ne dépassaient guère 3 ou 400 mètres. Ils étaient donc absolument impropres à nous apprendre réellement l'utilisation du terrain, la manœuvre, la liaison, ce qui eût été pourtant si utile.

Mais ce n'est pas une critique de notre préparation que je veux entreprendre : elle était parfaite à d'autres points de vue. Notre erreur était une conception fausse de ce qui devait être notre emploi. Et je voudrais simplement essayer de faire ressortir de ce qui va suivre, — étant donné la différence entre ce que nous avions prévu et ce que la réalité nous a montré, — quelle aurait pu et dû être notre adaptation aux circonstances dès les premières rencontres, ce que pourra être notre emploi au cours des opérations futures et comment nous y préparer.

Si je n'insiste pas davantage sur tout ce qu'il y a lieu de louer

et d'admirer, aussi bien dans l'ensemble de notre préparation de paix que dans notre dur et sanglant labeur de guerre, surtout que l'on ne se méprenne pas sur ma pensée : Français nous savons quelle incomparable armée lutte pour notre drapeau et l'orgueil que nous en tirons, le monde entier, y compris nos ennemis, le trouve légitime. Mais mon rôle d'officier n'est-il pas de contribuer de toutes les manières possibles, dans ma petite sphère et selon mes faibles moyens, à rendre son œuvre plus efficace encore?

*
* *

Pendant les premiers jours d'août 1914, cette conception nous valut cependant une belle période. Les armées se concentraient avant de marcher au combat. En avant d'elles, la cavalerie, opérant soit par masses, soit par détachements, avait à remplir son rôle de reconnaissance et de couverture. Il n'y eut que peu de rencontres et toutes furent entre petits éléments. Mais en toutes s'affirma notre supériorité offensive. Les patrouilles allemandes qui acceptaient ou plus exactement étaient acculées au combat se révélaient inférieures. Il en résulta pour nous, indépendamment d'un enthousiasme facile à deviner, une confiance plus grande dans nos méthodes. Pourtant, ce que nous nous plaisions à attribuer au manque de courage, à un esprit combatif insuffisant de l'adversaire, n'était la plupart du temps que la conséquence d'une autre tactique que la nôtre. Si les Allemands avaient accepté le défi sous la forme que nous avions prévue, la vraie et traditionnelle rencontre de cavalerie, il est probable que nous aurions triomphé. Tous les combats isolés semblent le prouver. Mais leur conception était autre, je crois qu'elle était la vraie. Lorsque leurs patrouilles refusaient systématiquement la lutte à l'arme blanche, — bien que moins glorieux, cela était aussi efficace, sinon plus, — ils nous attiraient sur des embuscades de fusils, alors que nous cherchions loyalement des adversaires face à face. Peut-être ne verra-t-on là qu'une question de tempérament et de race, d'un côté comme de l'autre : c'est possible. Quoi qu'il en soit, il faut savoir modérer l'impulsion de la race quand le résultat l'exige. Ne trouve-t-elle pas par ailleurs bien assez d'occasions plus utiles pour prendre sa revanche?

Une autre qualité que l'on nous attribue volontiers et certainement à juste titre, c'est la puissance d'adaptation. Mais peut-être pourrions-nous fréquemment en profiter davantage encore si nous nous défaisions plus rapidement de certaines routines aux effets déplorables. Nous avons sans cesse sous les yeux l'exemple

de nos alliés anglais qui furent tellement servis par leur manque d'idées préconçues. Leur éducation militaire était nulle avant la guerre, c'est une chose entendue; — je fais abstraction naturellement de leur armée permanente peu nombreuse. Ils se contentèrent donc d'observer impartialement les faits de guerre tels qu'ils se présentaient et d'en dégager les conséquences logiques, alors qu'il nous fallait dans certains cas lutter vigoureusement pour déraciner de vieilles théories d'école et aboutir plus tardivement aux mêmes conclusions! Ceci est particulièrement vrai au point de vue de la cavalerie. La toute première période des opérations, celle d'août, aurait pu déjà nous enseigner tant de choses, éliminer bien des erreurs de principe. Si la vie de campagne et trop peu de temps rendaient difficile l'établissement et la diffusion de nouvelles doctrines, du moins ce que nous avions pu voir par nous-mêmes, ce que nous apprenions au contact de régiments voisins, qui eux aussi avaient agi, tout cela aurait pu déterminer et justifier d'utiles corrections. Et pourtant, longtemps nous sommes demeurés figés dans les mêmes idées, espérant toujours que des circonstances nouvelles viendraient donner raison à notre ancienne manière de penser. Malgré les longues et instructives chevauchées en Belgique, malgré les déductions que nous aurions pu tirer des combats sur la Sambre, autour de Charleroi, nous devions au cours de la retraite demeurer fidèles aux préceptes d'avant-guerre. Si, dès cette époque, nous avions voulu nous adapter aux conditions nouvelles, que d'occasions nous eussions trouvées d'intervenir utilement, agissant par notre feu tout en évitant un « accrochage à fond », lequel use trop rapidement.

Au hasard, parmi beaucoup d'autres analogues, je prends un exemple de la manière dont nous opérions. C'était peu de jours après Guise; mon régiment se trouva engagé dans ces conditions : nous étions en position d'attente, à proximité d'une batterie d'artillerie en action. Cette batterie, soudainement attaquée par un parti de cavaliers allemands et un élément cycliste, fit appel à notre concours. Le régiment prit aussitôt ses dispositions, en vue d'un combat à cheval comme toujours, pour tout son effectif, formation dense, et marcha de l'avant, au galop. Le résultat fut le suivant : les Allemands, bien moins nombreux, se replièrent derrière une lisière voisine, et comme l'un des escadrons prolongeait son mouvement dans leur direction, il fut reçu à coups de fusil. Son élan se trouva brisé. D'ailleurs, qu'aurait-il pu faire, à cheval, sous bois, contre des tirailleurs? Les Allemands se replièrent indemnes, nous ayant fait subir des pertes assez sensibles. Nous avions évidemment dégagé la batterie d'artillerie : ne serions-nous

pas parvenus au même résultat par une intervention à pied, sinon totale, du moins partielle, — et qui pouvait être aussi rapide, — à un résultat meilleur même, puisqu'il nous permettait d'infliger des pertes tout en courant moins de risques? Seulement, il était passé dans nos habitudes, je dirais presque dans nos réflexes, de soutenir une batterie d'artillerie, à cheval et non à pied. Il ne suffit pas que les règlements qui déterminent les conditions dans lesquelles une arme doit opérer soient complets, il faut encore que la manière dont on les interprète sache les adapter et fasse prévaloir, selon les circonstances, tel procédé qui devient supérieur à tel autre.

Il semble que souvent nous trouvons indigne de nous telle solution parce que trop simple. Et je citerai encore cette anecdote à ce propos : Il y a quelques mois, étant en permission, je retrouvai un de mes anciens camarades de Saumur, passé dans l'infanterie au début de la campagne et ayant donné en toutes circonstances des preuves, non seulement de courage, mais de bon sens et d'esprit pratique. Et comme nous évoquions nos vieux souvenirs d'école, comme nous rapprochions notre préparation d'antan de la réalité d'aujourd'hui, il me rappela son examen de tactique en fin de cours. Il s'agissait de la défense d'un cimetière; son dispositif, très rationnel, prévoyait l'emploi de sa cavalerie à pied. Et l'examinateur qui, sans doute, considérait cette solution comme trop simple, lui répondit ironiquement : « Mais, mon cher ami, vous n'en sortiriez plus de votre cimetière... » Mon camarade ajoutait : « Je pense que, maintenant, il trouverait ma solution plus acceptable. »

A partir de la bataille de la Marne, une innovation très heureuse nous permit, en dépit de l'éreintement de nos chevaux, d'avoir un rôle plus efficace — hélas! de trop courte durée. Il fut adjoint une batterie d'artillerie à notre régiment et pendant les quelques journées de notre marche en avant, nous trouvâmes l'occasion de faire du travail utile.

La bataille de l'Yser devait être la revanche des cavaliers, sinon celle de la cavalerie. Car elle montra que si nous n'avions pu donner toute la mesure de nos aptitudes si développées de sabreurs, nous étions du moins capables de tenir notre place comme fantassins. Et le souvenir de ces mémorables journées d'octobre et de novembre pourrait donner quelque indulgence à tels détracteurs de parti pris qui ne veulent pas se rendre compte que notre fréquente inaction fut toujours involontaire. L'excellent esprit et la discipline de nos hommes, le très bon encadrement que nous avions nous permirent de résister victorieusement à des

effectifs très supérieurs, dans des conditions d'autant plus pénibles que nous n'étions ni outillés, ni armés, ni organisés en vue de cet emploi — et cela presque sans artillerie. Ce fut une trop courte période, suivie de long mois à l'arrière, à peine entrecoupés de séjours passagers dans des tranchées de secteurs calmes. L'instruction reprit loin des lignes, comme en temps de paix et combien peu modifié, hélas! Si l'enseignement des spécialités s'était mis au diapason, si nos hommes apprenaient à lancer des grenades, à se servir de la baïonnette que l'on venait d'ajouter à leur armement, s'ils étudiaient la construction de « gourbis » et de tranchées, l'esprit qui nous animait semblait garder ses illusions. Et le « travail d'ensemble » reprenait sa forme ancestrale, ses évolutions, ses mouvements compliqués d'échelons, prélude du combat à cheval des unités importantes. Jamais une seule fois, au cours des critiques, je n'ai entendu prononcer le mot d' « infanterie montée » qui correspondait si bien à ce que l'on pouvait envisager désormais comme notre seul rôle possible.

Notre instruction prit une intensité particulière aux approches du mois de septembre 1915. L'offensive imminente qui permettait toutes les espérances allait sans doute nous rendre notre place sur le champ de bataille. Notre mission se précisa et je dois avouer mon étonnement et ma désillusion en voyant plus que jamais reprendre, sous forme d'attaques à cheval, l'étude de ce qui devait être notre engagement contre les batteries d'artillerie allemandes. L'on semblait oublier systématiquement l'état dans lequel serait le sol à proximité de pareilles cibles, l'impuissance du cavalier armé de son sabre contre l'artilleur dont le canon est le plus souvent sous bois ou dans un repli de terrain, fréquemment couvert par un réseau de « barbelé », contre l'artilleur qui, s'abritant sous sa pièce et se servant de son mousqueton ou de grenades, peut défier, même en terrain découvert, tous les cavaliers du monde! Le combat à pied, dans cette circonstance plus que dans toute autre, s'impose. Nos hommes sont lestes, ils avaient baïonnette et grenades : n'était-il pas infiniment plus logique de leur faire quitter leurs montures à proximité de l'objectif et de les conduire à l'assaut comme une troupe d'infanterie? Le nombre de chevaux sacrifiés sera plus grand peut-être, je l'admets; mais le rendement de l'attaque sera incomparablement supérieur : car dans le premier cas, l'effet moral seul peut agir; il s'ajoute intégralement dans le deuxième à une efficacité réelle des moyens de combat : grenade, baïonnette et mousqueton.

Les circonstances ne nous permirent pas de juger pratiquement ce qui pouvait être obtenu, du moins en Artois où se trouvait mon

régiment. En Champagne, où les opérations eurent un début plus favorable, certains éléments de cavalerie furent engagés. L'un d'eux, un demi-régiment du ...e hussards obtint un résultat fort intéressant sur un centre de résistance encore tenu en opérant *à pied*, les chevaux ayant été abandonnés à proximité de l'objectif.

Depuis[1] la cavalerie n'a plus trouvé d'occasion de paraître, si ce n'est dans des opérations de secteur et loin de ses chevaux. Beaucoup d'escadrons ont été démontés. Les régiments qui subsistent ont subi des modifications fort heureuses. La cavalerie de corps a été fractionnée en groupes , qui constitueront des éléments bien plus faciles à engager, plus maniables, sous un commandement plus jeune. Le nombre des mitrailleuses a été augmenté; l'outillage des hommes a été complété : ils peuvent actuellement réaliser, dans des conditions beaucoup plus parfaites, « l'infanterie montée » qui devra être désormais leur tactique.

*
* *

Toutefois, ces améliorations si justifiées ne serviront à rien si l'esprit des officiers n'évolue pas dans le même sens. Notre règlement d'avant-guerre, que l'on ne peut incriminer, prévoyait bien le combat à pied. Nos idées n'en faisaient cependant qu'un procédé très secondaire. Il faut lui donner la première place, dans notre instruction pratique aussi bien que dans nos théories et nos exercices d'application. Il faut en outre qu'il soit poussé et étudié comme un véritable combat d'infanterie, que nos hommes et nos gradés se fassent à l'idée de demeurer loin de leurs chevaux pendant des périodes de temps indéterminées, que l'organisation de détail soit prévue en conséquence. Que l'on ne se contente pas d'une improvisation hâtive, toujours incomplète. Si peu de terrains se prêtent à l'attaque à cheval : tous, sans exception, permettent le combat à pied.

Il sortirait du cadre de cette revue et de la place dont je dispose de faire une étude plus approfondie de la manière dont doit être envisagé l'engagement d'une troupe de cavalerie au cours et au lendemain d'une percée. Il y aurait une foule de cas à prévoir, d'objections à émettre et à réfuter. Aussi je résume mes conclusions. Le bon sens d'une part, de l'autre l'examen des faits, des difficultés à vaincre, l'expérience du passé devraient conduire, il me semble, à n'engager la cavalerie que d'une manière relativement tardive; j'entends par là lorsque l'ennemi sera *nettement*

[1] Je ne parle pas de ce que la cavalerie a fait autour de Saint-Quentin, opérations trop récentes pour être discutées. Mais les échos qui m'en sont parvenus semblent bien confirmer ma manière de voir.

disloqué et en retraite. J'insiste sur ce fait important, devant l'impatience, fort légitime, de certains officiers et de leur troupe au moment d'une offensive, impatience dont il m'est arrivé plusieurs fois d'être le témoin. La cavalerie ne peut avoir une action assez puissante pour briser une résistance et elle s'use très vite. Il importe donc de la réserver pour un rôle où elle ne peut être remplacée et en vue duquel il lui faut conserver tous ses moyens.

Une fois encore, à ce propos, rappelons-nous parmi les enseignements du passé, telles fatigues excessives et inutiles qui diminuèrent la valeur de notre effort au moment précis où il pouvait devenir particulièrement efficace.

Quand ce moment sera revenu, et il reviendra, les éléments légers, tout autant que les groupements plus importants pourront, démontrer leur utilité à condition d'agir en tant que troupe d'infanterie dont la vitesse de déplacement, l'incomparable souplesse de manœuvre autorisera les conceptions les plus audacieuses, surtout si elle est appuyée par des mitrailleuses et quelques canons.

Si ces quelques pages doivent tomber, et je le souhaite, sous les yeux de cavaliers, surtout qu'ils ne me considèrent pas comme un « faux frère ». Autant qu'eux, je suis fier de l'arme à laquelle nous appartenons. Les circonstances, hélas! trop rares, où elle a pu s'employer suffisent amplement, malgré tout, à montrer que les cavaliers de 1914 et 1915 sont dignes de leurs aînés, sans parler de tous ceux qui l'ont si vaillamment représentée dans l'aviation et dans l'infanterie. Je voudrais seulement que la leçon des faits, qui coûte si cher, soit utilisée d'une manière plus complète, que le bon sens corrige certaines erreurs dues à un excès de panache, de façon qu'elle puisse briller de tout son éclat dans un avenir prochain. Les erreurs de doctrine sont évidemment fâcheuses, elles peuvent être heureusement compensées par certaines qualités qui dominent tout. Bien que nos artilleurs n'aient pas vu la nécessité d'une artillerie lourde, bien que nos fantassins n'aient appris que pendant cette guerre la toute-puissance de l'organisation du terrain, bien que nos cavaliers aient fait du sabre leur symbole, l'armée française a cependant remporté la victoire de la Marne sur un adversaire qui, plus que nous, avait su éliminer les utopies. Et elle fut victorieuse parce qu'elle avait un sens militaire supérieur. Ce sens militaire, dans la cavalerie, est aussi développé qu'il est possible, et c'est une base qui peut et doit nous permettre la réalisation de toutes nos espérances, dès que les circonstances le permettront.

UN CAVALIER.

L'AMITIÉ DE LA SUISSE

Il est temps de prévoir et de préparer l'après-guerre. Prévoir et préparer, n'est-ce pas ce qui nous a manqué le plus?

A côté de nous, un petit peuple, riche de promesses et déjà de réalisations, qui est comme un demi-frère du peuple français, — le peuple suisse, — va se trouver après la paix dans une situation plus périlleuse encore que pendant la guerre. Il s'agit de voir, dès maintenant, si on ne pourrait pas améliorer, à son avantage et au nôtre, les conditions particulières où le placera l'hostilité durable des ennemis apaisés.

Il est là entre deux, entre tous, vaillant, loyal, mais prisonnier serré à mourir. Et il reste lui-même, blotti en sa neutralité, parce qu'elle est un devoir strict, un devoir d'honneur, autant qu'une nécessité vitale. Il demeure, réparant sans trêve, avec une vigueur très caractéristique de sa loyauté, toutes les erreurs, les partialités, les injustices... Il résiste aux intrigues et aux menaces; il s'affermit dans sa volonté de vivre, honnête et uni, à l'encontre des difficultés économiques qui vont croissant, et des dissensions intestines que l'influence sourde de l'Allemagne ne cesse d'exciter.

Celui qui ayant vécu plusieurs années en Suisse avait su pénétrer jusqu'au cœur de cette nation, ne pouvait douter de sa fidélité à sa parole et à elle-même; mais sachant jusqu'à quelle profondeur, avec quelle habileté et quelle force, l'Allemagne s'était installée chez elle, dans les affaires, dans les administrations, dans l'armée, dans la politique, dans les universités, dans les journaux et dans les esprits, il pouvait craindre les pires désastres pour ce petit peuple fermement décidé à demeurer neutre loyalement.

Nous n'avons pas soupçonné en France, — parce que nous connaissons mal la Suisse, — le courage qu'a supposé sa neutralité irréductible. La Suisse neutre, son armée mobilisée et résolue nous ont facilité la concentration au Nord, et la bataille salutaire de la Marne. Cependant, comme nous sommes des sentimentaux et que

les manifestations du cœur nous touchent plus que l'obstination muette dans le devoir ingrat, il nous a fallu l'accueil, magnifique d'enthousiasme et de dévouement, fait à nos rapatriés, pour nous donner à croire que la neutralité des Suisses n'était pas une demi-hostilité.

Nous connaissions mal la loyauté suisse, aussi mal que la fourberie allemande, en sorte que vingt fois, tombant dans le piège ennemi, nous avons douté de nos voisins, arrêté leur sympathie, gêné nos relations, au détriment de notre avenir. L'Allemand n'a eu qu'une seule tactique, mais une tactique tenace : provoquer contre nous la mauvaise humeur et la défiance, peut-être l'hostilité des Suisses, en provoquant les nôtres à l'égard de ce pays neutre. Je me souviens de cet avertissement judicieux d'un officier de l'armée helvétique, haut placé ; c'était en 1913 : « Méfiez-vous ; ils vous tendront un piège pour vous faire commencer chez nous les hostilités — économiques, politiques ou militaires. »

On se rappelle, entre autres, la gêne que créa l'affaire si regrettable des colonels Egli et de Wattenville. J'ai la conviction qu'elle a été exploitée en France par des agents ennemis. Nos journaux et l'opinion, heureusement, ont su être, comme nos diplomates, énergiques, mais consciencieux. Ce que les Allemands cherchaient n'était pas tant des renseignements militaires que notre rupture avec la Suisse, leur permettant d'entrer chez elle pour la défendre. Récemment, dès que la démission nécessaire de M. Hoffmann vint rendre à la Suisse sa dignité compromise et aux Alliés leur confiance en ce peuple loyal, mais trompé, les journaux allemands insinuèrent que l'Entente avait exigé cette « humiliation » des autorités fédérales. Mais cette fois la fourberie était trop visible !

Mon intention n'est point de faire œuvre de parti-pris. Je ne veux point nier ou excuser ce qui est aussi patent que regrettable : une lenteur presque inconcevable de certains Suisses à se former une opinion ; des sympathies de race ou d'intérêts aveuglantes, des compromissions, des faiblesses coupables, des trahisons même. Et pas davantage, je ne veux larmoyer sur un peuple qui certes subit quelques souffrances de la guerre, mais ignore celles du sang versé, des demeures pillées et des morts qui s'entassent. D'ailleurs, de cette pitié, il ne veut pas ; il est trop noble pour en vouloir !

Ma conviction étant que notre intérêt même exige de nous assurer pour l'après-guerre l'amitié de la Suisse, mon dessein est de faciliter le rapprochement. Il n'y a souvent, au fond d'une mésentente, qu'un préjugé ou un jugement téméraire.

Je crois que, malgré tout ce qui a été dit, nous posons mal le problème franco-suisse (si problème il y a), problème présent et

problème d'avenir. Nos relations ont été faussées; il s'agit de les redresser, de les « sanifier », comme me l'écrivait récemment un Suisse de vieille race et d'une neutralité sévère, un de ceux qui se sentent déchirés en leur âme, parce qu'elle tient à deux civilisations hostiles, mais que leur patriotisme, leur bon sens et leur conscience mènent irrésistiblement aux défenseurs du Droit.

Notre erreur impardonnable, et irréparable, serait de faire fi de la Suisse, comme il en a été pratiquement avant la guerre, alors que nous négligions son marché, ses journaux, ses universités, — pour lui porter notre or que les Allemands y faisaient travailler à notre détriment.

L'Allemagne, elle, n'a pas arrêté un instant sa conquête pacifique depuis 1914. Si nous n'y parons déjà, si déjà nous ne nous assurons point l'amitié des Suisses, si nous ne leur envoyons point notre pensée et l'assurance de notre foi, si nous ne facilitons point notre accord par des arrangements politiques et douaniers, si nous ne nous lions point par des voies fluviales et des tarifs de chemin de fer, bref si nous fermons les bras à la Suisse, l'Allemagne après la guerre en fera définitivement sa proie. Ainsi nous aurons agrandi le territoire et les ressources du vaincu, alors qu'il s'agit précisément de restreindre son appétit et son orgueil.

Cette guerre ne se terminera point par la paix. Demain il y aura un vaincu, et ce vaincu cherchera la revanche; il continuera la guerre, la guerre d'influence et d'expansion.

Ou la Suisse deviendra un hinterland allemand, et comme l'arsenal du démarquage pour une invasion nouvelle; il nous faudra la traiter en suspecte. Ou bien nous l'aurons aidée (nous sommes déjà en retard) à se maintenir libre et forte contre l'accapareur; elle sera dès lors notre amie et comme notre alliée.

Ne comprendrons-nous pas, enfin, l'importance de ce pays qui s'avance au cœur du continent, et où se croisent les routes commerciales; ce pays où la main-d'œuvre et l'ingéniosité abondent autant que la houille blanche; ce pays dont un tiers de la population parle notre langue; ce pays que nous avons si souvent fécondé de nos idées et où vivent tant d'âmes généreuses!

Nous avons intérêt à ce que la Suisse existe, comme c'est son droit, forte et indépendante. A son indépendance et à sa richesse, c'est-à-dire à l'établissement définitif de sa personnalité nationale, nous devons contribuer par une collaboration franche et active, — collaboration économique, collaboration intellectuelle, — ainsi qu'il fut pendant trois siècles. En échange, la Suisse nous donnera sa confiance de même qu'il est arrivé souvent dans le passé.

*
* *

L'ignorance de la plupart des Français en est encore, touchant la Suisse et son histoire, à la légende de Guillaume Tell. Du moins, si l'on réfléchissait, ce mythe suffirait-il à nous révéler l'esprit de la Suisse naissante. Elle a été posée par l'Empire gardienne de la route du Gothard et des libertés communales contre les ambitions des Habsbourg. Berne, par une charte de 1218, qui la plaçait directement sous la protection impériale, a été élevée comme un boulevard contre les empiètements de la noblesse féodale. Treize années plus tard, en 1231, la communauté paysanne d'Uri, au pied du Saint-Gothard, recevait des empereurs la franchise et la vie politique. La Suisse est fondée; Uri fait alliance avec Schwytz et Unterwalden, auxquels l'unissaient déjà la communauté de la race, la similitude des institutions, des mœurs et du sol. L'esprit des cantons réunis — Waldstaetten — sera de maintenir leur indépendance coûte que coûte. C'est la période « héroïque ».

Cette période procède par quatre étapes dont la première est l'affermissement de l'autonomie. La seconde est de « croissance par confédération d'Etats ». Les cités entrent dans la ligue qui, par elles, devient stable et viable. Berne, en particulier, renforce la Suisse définitivement de ses traditions, de ses conquêtes, de son influence : avec Berne la politique suisse, jusqu'alors orientée uniquement vers l'Est et le Nord, se porte en partie vers l'Ouest, vers le Jura. Les Alémanes cessent désormais de dominer exclusivement dans la confédération; ils ouvrent leurs bras aux Burgondes, cependant qu'Uri commence à son tour à pénétrer dans le Tessin et que l'activité Schwytzoise se développe dans le bassin du lac de Constance. C'est alors — troisième étape — le développement à l'intérieur des frontières naturelles, qui dure jusqu'aux guerres de Bourgogne. L'offensive des Habsbourg est définitivement brisée; ils doivent maintenant se défendre.

A partir de cette époque on est en droit de parler d'un sentiment national, d'un esprit suisse et même d'une « culture suisse » qui se manifeste par les lettres et surtout par les arts. En 1460, l'Université de Bâle est fondée. L'humanisme, importé d'Italie, organise la vie intellectuelle.

Redoutée et redoutable, pleine de jeunesse et débordante d'énergie, la Confédération va sortir de ses limites devenues trop étroites pour entrer sur la scène plus vaste de l'Europe; et c'est la dernière étape, la plus brillante, la plus glorieuse; le développement à l'extérieur par les guerres de Bourgogne, de Souabe et l'Italie. La Suisse s'établit définitivement dans les vallées tessi-

noises, le Jura, les régions romandes et le sur Rhin. Définitivement elle lie à son sort le Valais et les ligues grisonnes, ses compléments indispensables. Définitivement aussi elle se sépare non seulement de l'Autriche mais de l'Empire même. Un temps, elle apparaît maîtresse de la Franche-Comté et de la Haute-Italie...

Mais cette fortune trop rapide et trop éclatante l'a grisée ; sa présomption sera sa ruine ; et puis les mœurs politiques sont en décadence. La Confédération va infailliblement à une catastrophe : Marignan, défaite glorieuse, mais défaite, et à une crise, la Réforme. Ce fut la plus terrible des secousses. La Suisse, néanmoins, resta ; elle voulait, elle devait vivre.

C'est à Marignan que se scella entre Français et Suisses une alliance militaire de trois siècles. Déjà ils avaient fait connaissance, les armes à la main, sur le champ de bataille de Saint-Jacques-sur-la-Birse, en 1444. La maison d'Autriche ayant connu l'humiliation de voir ses armées écrasées en plus de vingt batailles par les rudes fantassins des Hautes-Ligues suisses, l'empereur Frédéric III, altéré de vengeance, fit appel au roi de France pour châtier les Suisses insolents. Il en obtint un secours de 30 000 Armagnacs sous le commandement du dauphin, le futur Louis XI. L'avant-garde des Confédérés, forte d'un millier d'hommes seulement, rencontra l'ennemi à Saint-Jacques-sur-la-Birse, et l'arrêta un jour entier, lui tuant 8000 hommes et 1200 chevaux. Le dauphin, comprenant l'avantage de s'attacher un peuple si vaillant, lui offrit la paix et se retira. Le traité d'Ensisheim, signé le 28 octobre 1444, fut le précurseur de la Paix perpétuelle de Fribourg (1516, après Marignan) et de l'alliance de 1521, qui devait unir pour trois cents ans la Suisse aux destinées de la France.

Les avantages de cette union séculaire furent avant tout d'ordre militaire pour la France et d'ordre économique pour la Suisse. La France y gagna de solides régiments et la sécurité de sa frontière du Jura. En tenant les Alpes, Henri IV et Louis XIII eurent une armée puissante pour inquiéter l'Espagne en Italie et isoler le Milanais des possessions allemandes de la maison d'Autriche. Le roi très chrétien s'engageait à secourir les cantons sur leur demande et à ne pas prendre sous sa protection les ennemis des Suisses. D'autre part, les marchandises suisses étaient exemptes du droit de péage et les Suisses résidant en France jouissaient de privilèges étendus. Les régiments suisses avaient leurs propres tribunaux. Ainsi dura jusqu'en 1789.

L'invasion de la Suisse en 1798 par les armées républicaines, si elle libéra les Vaudois et les Valaisans de la tutelle de Berne, divisa contre elle-même la Confédération helvétique. En 1802, il

est vrai, le premier consul imposa à la Suisse l'Acte de médiation qui la réorganisait. Mais politiquement, elle ne s'appartenait plus. Après Leipzig (1813), les Alliés marchant sur le Rhin, la Diète suisse proclama son intention de rester neutre. Mais comment résister aux troupes de Bubna et à ses promesses de délivrer le pays du joug de la France ! La Suisse se scinda en deux camps et politiquement inexistante, subit le protectorat des Alliés. Cependant elle voulait, elle devait vivre. A sa demande, le congrès de Vienne, le 20 mars 1815, reconnut « que la neutralité et l'inviolabilité de la Suisse et son indépendance de toute influence étrangère sont dans les vrais intérêts de l'Europe entière ».

La Suisse est devenue une nation. Les constitutions de 1848 et de 1874 lui ont permis de se donner, au-dessus des pouvoirs cantonaux, qui cependant demeurent, un gouvernement central, une armée fédérale, un budget, des douanes, des administrations, une législation communes et par là un esprit vraiment spécifique. Grâce à cette centralisation, ou tout au moins sous l'égide de la Constitution centralisatrice de 1874, la Suisse a su acquérir dans l'ordre économiqne un développement et une vitalité d'autant plus surprenants que son sous-sol est pauvre et son sol pour moitié improductif. Son commerce extérieur s'est élevé en 1913 au chiffre de 3 milliards 301 millions. Sa production industrielle à cette date était, en proportion du chiffre des habitants, supérieure à celle de tous les pays d'Europe. Son exportation de produits manufacturés montait à 250 francs par tête, alors que la Belgique atteignait seulement le chiffre de 157, l'Allemagne, celui de 96, la France, celui de 84.

La Suisse est un des principaux marchés de capitaux du continent européen. Par sa politique « ferroviaire » elle s'est faite le lieu de passage et le point de rencontre des grands courants commerciaux de l'ancien monde. Creusant 386 tunnels, jetant 3360 ponts, établissant 4820 kilomètres de chemins de fer (13 pour 10 000 habitants), la Suisse a su faire converger sur son sol montagneux les grands chemins ferrés de l'Europe. De Hambourg à Brindisi, de Londres, de Paris à Milan, la route la plus courte passe par la Suisse, grâce au percement du Saint-Gothard, du Simplon, du Lötschberg. Cette « politique des tunnels » a été géniale, et permet de croire à la réalisation prochaine autant qu'habile d'une politique fluviale la complétant.

Le lecteur trouvera dans notre *France et Suisse*[1] tous les

[1] *France et Suisse.* — Regards d'un Français sur la Suisse, opinions de quelques Suisses sur la France. — Mai 1914. (Perrin.)

détails de cette croissance merveilleuse, et par contre toutes les preuves de notre apathie à y collaborer pour notre profit même. Mais l'Allemagne, elle, s'est empressée d'y aider et de s'insinuer. Beaucoup de maisons suisses d'industrie électrique, chimique et métallurgique sont des filiales de maisons allemandes. La moitié des banques suisses étaient avant la guerre en connexion étroite avec les banques allemandes. Les Allemands ont obtenu des avantages de détaxe sur la ligne internationale du Saint-Gothard, qui dépassent de beaucoup les droits issus de leur collaboration financière à la construction; d'autant plus que ces droits ont été rachetés par la Suisse. Ils ont profité de la convention du Gothard pour extorquer du Conseil fédéral le régime de la nation la plus favorisée, et à perpétuité, sur tout le réseau suisse.

Où ne s'étaient-ils pas glissés? Où ne sont-ils pas encore?

Indigné, M. Wagnière, directeur du *Journal de Genève*, écrivait, le 21 juin 1917 : « L'Allemagne continue chez nous son invasion pacifique. Le 30 décembre 1916, se fonde à Berne la société *Metallum*, et elle a pour président M. Rathenau, de Berlin, qui préside également aux destinées de l'*Allgemeine Electricitäts-Gesellschaft*. A la *Metallum* se joint la *Militaria*; tout un personnel allemand envahit la ville fédérale!... »

Mais l'influence allemande s'exerçant sur les esprits a été beaucoup plus grave et plus dangereuse pour la Suisse.

Voyant de l'extérieur et de notre point de vue de belligérants (l'optique n'en est pas toujours juste), nous avons cru voir la Confédération helvétique divisée en deux blocs hostiles de race et de sympathie : les Romands, les Alémanes; les francophiles, les germanophiles. En réalité, toute la Suisse a été neutre, au sens politique du mot. Elle l'a été par devoir, par décision prise depuis un siècle, par habitude, si l'on veut, et par besoin, mais avec plus ou moins de bienveillance pour les défenseurs du droit, avec plus ou moins de clairvoyance des vrais intérêts du pays, suivant que sa conscience s'était gardée plus ou moins, en tel ou tel canton, de l'influence allemande. Bien avant la guerre, on pouvait discerner la *Realpolitik* (celle pour qui nécessité ne devait connaître aucun droit) s'infiltrant dans la philosophie pratique d'hommes politiques suisses, et même de simples citoyens. Ce principe matérialiste et immoral a fait courir un risque grave à nos voisins; car quelques-uns auraient bien pu croire que ce n'est pas le droit qui sauve, mais l'astuce ou la force.

En même temps, l'esprit prussien de hiérarchie caporaliste et d'absolutisme autocratique, — essentiellement contradictoire à la démocratie, — avait gagné l'état-major de l'armée suisse et les

administrations fédérales. On prenait cela pour de la centralisation excessive, à l'encontre du système fédéraliste, avec lequel la Constitution de 1874 avait accordé sainement le besoin d'unification. En réalité, Berlin étendait son âme impérialiste et perverse jusqu'à Berne.

M. Wagnière avait raison de se plaindre et de dire en 1913 :

> Ce qui pourrait davantage justifier le reproche de germanisation adressé à nos pouvoirs publics, c'est l'admiration béate de nos fonctionnaires à l'égard de tout ce qui est allemand. Ils nous citent à tout propos les lois allemandes, les usages allemands, au point de nous faire croire que, pour toutes choses, Berne doit consulter Berlin. Mais ici ne confondons pas quelques fonctionnaires avec le peuple suisse-allemand. Rien de plus suisse, rien de plus attaché à ses mœurs républicaines, à son particularisme cantonal, que nos confédérés de l'autre côté de la Sarine.

C'est vrai, le peuple suisse sentait bien l'opposition irréductible entre l'impérialisme et sa démocratie, entre la théorie du pangermanisme machiavélique et son besoin foncier de loyauté et de libéralisme; mais il subissait cependant, il acceptait.

N'a-t-il pas accepté cette négation même de sa tradition démocratique et de ses droits souverains, qu'a été l'interprétation abusive des « pleins pouvoirs » concédés au Conseil fédéral un jour d'effroi, le 4 août 1914? Depuis, les Suisses ont vu ce qu'il en coûtait. Tous les Romands et beaucoup d'Alémanes, plus indépendants que leurs compatriotes du Nord, plus libéraux, plus démocrates, plus Suisses en un mot, ont réagi avec violence. Ils ont appelé germanophiles les fonctionnaires, les militaires, les politiciens plus ou moins inconsciemment prussianisés, et avec eux les citoyens plus ou moins intoxiqués par la philosophie de la force et de l'autocratie. S'appuyant avec raison sur le libéralisme de la France et de ses alliés, ils ont accentué, contre l'administration fédérale, les manifestations de leur francophilie.

La Suisse vient de passer par une crise aussi dangereuse et douloureuse que celle de 1815. Elle en est sortie, une toujours et indivisible dans l'association de ses vingt-deux cantons de langues différentes; elle en est sortie loyalement neutre, irréductiblement consciencieuse et fière, franchement, définitivement républicaine. La dernière contraction a été cet effort de volonté unanime pour rejeter hors de sa vie et de son esprit les prévaricateurs et même les suspects.

Elle en est sortie; donc elle vivra. Et il nous faut désormais compter sur elle, la placer à nos côtés, avec honneur, provoquer et apprécier son amitié, l'aider enfin, avec tout le respect qu'on doit à une nation libre, à être elle-même et maîtresse chez elle.

C'est à dessein que j'ai développé l'histoire de la Suisse et le récit de ses difficultés présentes. Il s'agissait de montrer que la Suisse a droit à l'existence, parce qu'elle a voulu être, et qu'elle porte en elle les forces de vivre. La Suisse a un rôle en Europe : se dresser démocratiquement, en toute indépendance, avec courage, en face des Habsbourg et des Hohenzollern; arrêter pacifiquement, par la seule vertu de sa conscience probe, l'invasion du germanisme toujours renaissante; cependant rapprocher deux esprits, dont l'un n'est pas en tout malsain puisque naquirent de lui Gœthe, Schiller, Beethoven et tant d'autres. La Suisse est la terre de rencontre, providentiellement confiée à un peuple judicieux, courageux et loyal.

Elle a voulu être un îlot de paix, et l'asile des misères. Elle est le temple de la Croix-Rouge, d'où l'on sort réconforté. Croyez que la conscience de ses citoyens est le sanctuaire du droit comme celui de la charité.

Si la Suisse n'avait pas été nation libre et vivante, si même elle ne s'était pas voulue neutre, en toutes occasions, elle n'aurait pu tenir son rôle. Elle ne le pourrait point dans l'avenir si elle ne se dégageait pas définitivement de l'emprise germanique.

Qui ne voit les avantages pour nous, Français, d'une Suisse fière et robuste, s'avançant à l'Est pour préserver notre frontière et prolonger notre influence? Quel crime nous commettrions contre nous-mêmes de l'abandonner aux aigles de proie!

N'entendrons-nous pas sa demande discrète d'amitié, — discrète parce que son âme est fière et ne veut point de sujétion, — discrète mais nette à nos cœurs attentifs?

Oublierions-nous le passé, trois siècles d'alliance et l'enrichissement intellectuel que nous lui avons donné par un réciproque échange de belles idées et de grands hommes?

Enfin oublierions-nous l'intérêt de nos affaires et cette défense pied à pied, heure par heure, qu'il nous faudra poursuivre après la victoire des armes et la paix des traités!

*
* *

Nous avons donc une influence à exercer en Suisse, ou — plus exactement — un rôle à reprendre, une collaboration à réaliser.

On ne s'attend point à en trouver ici tout le programme; il y faudrait l'étendue d'un livre et je ne pourrais que me répéter. L'essentiel est de montrer comment les Suisses comprennent l'amitié avec nous.

On a dû déjà conclure que toute action de notre part allant à l'encontre de l'indépendance helvétique, et même ne contribuant pas

à son affermissement, aurait une conséquence opposée à nos désirs et à nos intérêts. Tôt ou tard la Suisse réagirait violemment contre cette ingérence, en contradiction d'ailleurs avec notre libéralisme.

Au dix-huitième siècle, la vieille et authentique Suisse s'est indignée contre nos mœurs et notre esprit, parce que ayant trop accepté notre exemple, elle se trouvait dans le malaise de l'inassimilation et de l'impersonnalité. Depuis des siècles, en effet, un esprit suisse s'élabore et s'affermit, fils du sol, si l'on peut dire, de la volonté des Suisses et du croisement des civilisations latine et germanique. Ou plutôt l'esprit suisse, autochtone, se nourrit de l'une et de l'autre. Mais une trop forte proportion de celle-ci ou de celle-là l'intoxique.

On remarquera, au surplus, qu'il n'y a pas eu parallélisme entre notre histoire et celle de la Confédération : origine, méthode, moyens, facteurs, époques et circonstances, tout a été différent. Les périodes de croissance intellectuelle et morale de la Suisse romande elle-même ne correspondent pas aux nôtres. Le beau siècle de Genève fut le seizième avec le calvinisme grandissant; celui de Zurich, le dix-huitième avec le romantisme naissant et l'helvétisme. De ces dissemblances, il est resté une disparité de caractère, dont il faut tenir compte.

Le Suisse est pratique, réalisateur, audacieux quelquefois, tenace, intéressé, peu discoureur, peu idéologue, modeste, simple de manières, profondément religieux. Il aime l'ordre, la discipline, les joies calmes et saines, la nature, la liberté, son pays. Il est hospitalier, respectueux du droit des gens; il a le cœur droit et fidèle. A tout prendre le Suisse est aimable et à mesure qu'on le connaît mieux, car il ne sait point se faire valoir. C'est pourquoi trop souvent les Français le méconnaissent. Sa rude franchise les blesse, comme il est froissé souvent de leur esprit facétieux. Voilà ce que nous ne comprenons pas toujours.

Et n'avons-nous pas eu le tort de croire que tous les Suisses devaient être Romands, et tous les Romands nécessairement francophiles, et tous les francophiles admirateurs? De là, notre dépit quelquefois, et l'intention — sentimentale — de quelques-uns, chez nous, de laisser en pâture à l'ennemi ce pays neutre.

Or, je prétends que même les Suisses les plus sévèrement neutres sont avec nous, — ou bientôt le seront — et de cœur et d'esprit. Même ceux qui s'étaient laissés piper par l'astuce de la diplomatie allemande, ou le mirage de la force et de l'organisation germaniques, sont aptes à se ressaisir, tout simplement parce qu'ils sont Suisses, c'est-à-dire portant un fonds inaltérable de bon sens, de loyauté et de libéralisme. Leur amour même de l'indépendance et de la patrie les sauvera.

Je voudrais en convaincre mes compatriotes, — et peut-être quelques Suisses avec eux, — par l'examen de la pensée, de l'âme même d'un Suisse, très authentique, d'une intelligence et d'une dignité remarquables, qui a, dès les premiers jours, affirmé avec hauteur sa stricte neutralité. Cet écrivain, qui est un penseur, est par-dessus tout un patriote. Ainsi nous apparaîtra-t-il éminemment respectable et excusable en ce qui pourrait sembler à quelques-uns son erreur.

Il est un de ceux qui ont restauré la « Société helvétique », fondée au dix-huitième siècle par des hommes de pensée et d'action, alors que la patrie suisse laissait perdre sa personnalité et sa vie. Aujourd'hui, la *Nouvelle Société helvétique* groupe 2500 Suisses, des plus ardents, des plus judicieux, des plus influents parmi les jeunes hommes, Romands ou Alémanes, de tous les partis. Pour qui veut savoir comment se comporter avec les Suisses en vue de l'amitié, il importe de connaître ce que pense un groupement si important de patriotes. Il est le centre suisse. De lui que pouvons-nous espérer? Où en est-il? Gonzague de Reynold, Fribourgeois, professeur de littérature française à l'université de Berne, et pendant plusieurs mois chef du service des conférences à l'armée suisse, me semble le représenter au mieux.

M. de Reynold a écrit en 1915 dans la *Revue militaire suisse* un article très caractéristique : « Indépendance et neutralité. Le devoir suisse ». Je vais m'efforcer de le résumer le plus consciencieusement possible par des citations :

Avec beaucoup de compatriotes qui n'osent rien dire, crainte d'être excommuniés, j'estime que nous allons un peu trop loin dans notre réaction si nécessaire au début, et si justifiée contre le péril allemand, pour le droit et la justice. Nous pourrions, sans nous en apercevoir, effacer petit à petit une frontière et, sous prétexte de ne vouloir être ni Prussiens, ni Bernois, glisser lentement sur une pente au bas de laquelle nous ne nous trouverions plus en Suisse.

Je comprends qu'on ne veuille point d'un nationalisme patenté, mais, et c'est plus grave, on nous inocule un autre patriotisme, d'autres idées, d'autres mœurs qui ne sont ni le patriotisme suisse, ni les idées suisses, ni les mœurs de chez nous.

Je vais me faire traiter sans doute une fois de plus de jeune pessimiste; et sans doute une fois de plus, on infligera la malsonnante épithète de « Boche » à un écrivain de langue française, dont les aïeux ont pendant trois siècles servi la France, répandu leur sang pour elle et qui a été lui-même l'un des premiers à dénoncer les dangers précis de l'influence allemande en Suisse. Mais j'ai le droit de parler.

Je sais que notre situation de neutre est une contrainte pour bien des âmes ardentes et généreuses. J'admets qu'on puisse faire sans trahison passer l'humanité avant la patrie, la conscience individuelle avant la conscience nationale. Mais, quand même, dans notre pays qui a tant besoin

d'union intérieure, est-il bien nécessaire d'accentuer sans trêve les divergences de sympathie et les conflits de devoir ?

Le devoir suisse est, dans la pratique, un enchaînement de petits devoirs précis et journaliers. Il manque peut-être, mais en apparence seulement, d'héroïsme ; il exige, en revanche, d'autres vertus tout aussi rares : le stoïcisme, l'abnégation, la prudence et la prévoyance, la ténacité, le sang-froid et le calme.

Il est parfaitement naturel que nous ayons été surpris, que nous ayons eu peur, que nous ayons songé à nos vies, à nos biens, à notre nourriture. Il est parfaitement naturel aussi, dans un pays comme le nôtre, que nous ayons suivi le courant de nos sympathies de langues et de races. Il est fort légitime que nous nous soyons indignés et que nous ayons procédé aux réprobations nécessaires : notre conscience, comme les intérêts supérieurs de la Suisse, l'exigeait de nous. L'indifférence devant des faits comme la violation de la neutralité belge aurait été coupable, une faute à tous les points de vue...

Cependant, quelle est notre première raison d'être et de rester strictement neutres ? *La fidélité à notre parole, le respect des engagements que nous avons pris vis-à-vis de l'Europe*[1]. A l'heure où les plus forts déchirent les traités qu'ils ont signés, où de grandes puissances foulent au pied le droit international, c'est un exemple que nous avons à donner, nous, petit peuple.

Sans taire ni cacher, encore un coup, des préférences légitimes ou des indignations plus légitimes encore, nous devons garder cependant un peu de réserve. Il s'agit là moins de fond que de forme, moins de pensée que de ton. Nous n'avons pas le droit de prendre parti ostensiblement avec des clameurs, des épithètes, des injures, en faveur d'une puissance belligérante contre une autre puissance.

Il s'agit de l'*intérêt national* et c'est la seconde raison qui nous impose la neutralité. Cette neutralité que chaque citoyen est tenu d'observer comme membre actif et responsable d'un peuple souverain, n'est pas une fin en soi ; elle n'est qu'un moyen, celui d'affermir notre indépendance. La neutralité n'est qu'un mot dénué de sens ; elle ne peut être qu'illusoire si elle est incapable de se défendre. Or un peuple se défend par deux forces : une force morale, qui est le patriotisme, et une force matérielle, qui est l'armée. Tout peuple qui ne sait pas subordonner à l'intérêt général les intérêts privés, locaux ou régionaux ; tout peuple qui ne sait pas s'imposer des sacrifices militaires sous leur forme la plus lourde, c'est-à-dire des sacrifices personnels ; tout peuple chez lequel le patriotisme n'est pas assez conscient pour dominer les querelles de parti, les divisions entre les races ou les langues, tout peuple enfin qui met la prospérité économique avant la santé morale, se place lui-même dans un état de moindre résistance et doit être rendu responsable des catastrophes qui peuvent tomber sur lui.

Nous avons une troisième raison d'être neutres : *l'esprit confédéral*. Nous ne devons point oublier que nous ne sommes pas seuls en Suisse[1].

---

[1] « On nous exhorte parfois amicalement, en bons voisins, à ne pas trop marquer par le sentiment nos frontières politiques. Si nous écoutions ces exhortations, voici ce qui en résulterait : à la place des frontières extérieures abolies, il s'en créerait de nouvelles au dedans, qui ouvriraient des abîmes entre Suisse occidentale, Suisse méridionale et Suisse orientale. Je crois donc qu'il vaut mieux nous en tenir aux frontières que nous avons déjà. » (Carl Spitteler, *Notre point de vue suisse*, Zurich, 1915.)

Il faut bien comprendre ceci : les racines de notre vie spirituelle plongent à la fois et profondément dans la culture française comme dans la culture allemande. Elles y puisent leur sève et leur force de croissance pour l'arbre entier.

Dans cette guerre, qui est malheureusement une guerre de culture, nous devons nous souvenir que nous sommes la terre des contacts et non des oppositions. Le rôle particulier de la Suisse allemande est de nous tenir, malgré tout, en contact avec la pensée germanique, de comprendre l'Allemagne, de pénétrer dans son esprit et dans son âme, de suivre l'évolution de sa conscience, de sauver et de conserver ainsi, pour la civilisation même du monde, ce qui, du germanisme et de la culture allemande, peut et doit être encore sauvé, conservé. Nos confédérés éprouvent très vivement le sentiment de ce devoir qu'ils ont à remplir vis-à-vis de l'Allemagne, comme nous aurions éprouvé le même sentiment à l'égard de la France, si elle avait été menacée de la défaite et de la ruine. Nous devons d'autant plus nous en souvenir que nos confédérés alémanes ont évolué. Entre eux et nous, il n'y a plus de différences essentielles et c'est à nous maintenant de combler la dernière fissure, s'il en est une encore. Les meilleurs d'entre eux souffrent des erreurs, des violences et des injustices commises par un grand peuple auquel les rattache le fort lien de la langue, et par de grands esprits qui furent des maîtres pour eux. Laissons-les souffrir en silence et ne mettons pas une amertume nouvelle dans leur pensée en leur reprochant leurs sympathies et leur race.

Non seulement dans le domaine philanthropique, mais encore dans le domaine moral et intellectuel, nous devons agir non en belligérants, mais en conservateurs, non en démolisseurs, mais en constructeurs. Nous devons garder pour nous absolument le bénéfice de l'impartialité.

A cette thèse que reprocher? Si pour la juger nous nous plaçons, comme il convient, au cœur de la Suisse et non en France, pourrons-nous la trouver blessante à notre égard, neutraliste jusqu'à la « pleutrerie », et inconsciemment germanophile?... En toute franchise je ne le crois pas. D'ailleurs je ne l'ai apportée au dossier qu'à titre documentaire. Elle a été approuvée dans le tréfond du cœur par beaucoup plus de Romands qu'on ne pense, — et aussi, je le sais, par beaucoup d'Alémanes.

Cependant, je comprends fort bien le sentiment des Suisses romands qui n'ont pas goûté la pensée de M. de Reynold. Ils ont eu peur que ce silence des neutres ne soit pris par l'Europe pour de la peur ou de l'impuissance. Ils craignent que ce ne soit sacrifier l'âme et l'avenir de la patrie que de sacrifier trop au devoir civique. Un peuple qui souffre pour la Justice et l'Idéal ne sème-t-il pas dans ses sillons des moissons d'honneur et de vie? L'entrée en guerre de l'Amérique a dû aviver dans certains cœurs suisses la douleur de la neutralité obligatoire, « contrainte pour bien des âmes ardentes et généreuses », a écrit M. de Reynold. Mais connaissant bien son pays, dans le passé et le présent, il a préféré que la Suisse parût, un instant, moralement diminuée,

pourvu qu'elle vive. Et l'immense majorité des Suisses l'a préféré avec lui.

En France, on peut se demander si cette neutralité systématique n'est pas, plutôt qu'un devoir et un moyen de vivre, une conséquence du croisement germano-latin dont l'esprit helvétique semblerait issu. Depuis cette guerre, nous sommes envers l'Allemagne en un état de défiance et de haine, certes très légitime, mais qui pourrait nous faire douter injustement des Suisses, placés par la nature aux confins de deux civilisations ennemies.

M. de Reynold a toujours eu le courage, même depuis 1914, d'avouer sa double parenté intellectuelle. Parlant aux Soleurois, en janvier 1915, il leur a dit :

Ce que nous devons à la Suisse allemande, n'est-ce pas ce que nous devons aussi, particularisé, il est vrai, différencié, à la civilisation germanique ? La Suisse, d'ailleurs, n'est-elle pas aujourd'hui encore le pays où survit, où se développe, dans les institutions politiques et dans les mœurs, le principe communautaire du moyen âge germanique, le droit germanique en un mot? Il y a non seulement dans notre vie suisse, mais encore dans notre vie romande elle-même, des éléments essentiels que nous avons empruntés, parce que nous en avions besoin pour être Suisses, à la culture allemande. Le nier serait une erreur et une injustice. Pour ma part, — mais peut-être suis-je une exception, — je me renierais moi même si je n'affirmais point hautement et publiquement ce que je dois à la vieille Allemagne *idéaliste*, à ses écrivains et à ses artistes, à ses poètes et à ses penseurs. (*Deux conférences*, Zurich, 1915)

Cela est vrai, moins vrai peut-être, j'ose le prétendre, que M. de Reynold ne l'affirme. Il n'est probablement pas en France, ni peut-être en Suisse, personne qui se soit penché plus attentivement que moi sur l'âme et l'œuvre de cet homme, pour les scruter et les comprendre, afin d'y trouver tout ce que ma chère France leur a donné, à lui et à ses amis. M. de Reynold est un patriote, un amoureux de sa patrie, et il ne peut supporter que l'âme helvétique n'apparaisse pas autonome, libre, digne de gloire pour sa personnalité. D'instinct il cherche, au moins dans ses déclarations, à compenser par une autre toute influence étrangère. Redoutant par-dessus tout (c'est son devoir) l'incompréhension des Alémanes et des Romands, il s'efforce de montrer ce qu'ils se doivent les uns aux autres, c'est-à-dire ce que chacun doit à la race dont l'autre est parent. Enfin, cet honnête homme, critique habile et consciencieux, ne peut pas nier qu'il ait reçu de la « vieille et idéaliste » Allemagne autant pour le moins que nous en avons nous-même accepté.

Cependant, quand on connaît son âme et ses œuvres, quand on analyse son talent et sa pensée, on arrive à n'y trouver de l'esprit germanique que des traces impondérables. Il a un esprit clair, une

conscience ferme en même temps que délicate, une philosophie nette et solide, toute latine, un goût attique et tout français. Cet écrivain, qui est un artiste, s'apparente nettement à nos classiques, et ce poète de la nature n'a rien pris au romantisme de la mièvrerie ou du scepticisme allemands. C'est un homme de foi et d'esprit.

On remarquera bien qu'ici c'est le chef de groupe, le chef d'école, le type de l'intellectuel suisse qu'il nous importe de connaître et de juger. Carl Spitteler, Suisse, le grand poète de langue allemande; Loosli, romancier et critique bernois, le sentent frère de leur pensée, alors qu'ils se séparent solennellement des intellectuels, ex-amis, d'outre-Rhin.

Si M. de Reynold et ses amis ont pu subir en quelque chose l'influence allemande, c'est en acceptant comme absolue la valeur de l'intellectualisme aristocratique et de la force ambitieuse; mais leur sens latin a eu tôt fait de prédominer et de les ramener au « bon » sens.

« J'appartenais à une génération inquiète, nerveuse, ambitieuse, et voici son erreur, son péché : elle a trop écouté ceux qui prêchaient l'égoïsme et la force. Séduisantes doctrines, théories claires, viriles paroles qui exaltaient l'orgueil des races, leur montraient l'empire du monde, les incitaient à le conquérir. Leur nom était nationalisme, et longtemps je n'ai conçu l'helvétisme que sous cette forme. Je ne voyais pas que leur seule conclusion logique était la guerre. Là est ma part de responsabilité. (« Examen de conscience », *Journal de Genève*, 25 décembre 1916.)

M. de Reynold et ses amis ne seraient pas prêts à l'amitié que je prône s'ils ne reconnaissaient pas ce qu'ils doivent à la France. Ils le savent, ils le disent, sans contrainte, avec joie :

Les racines profondes de notre vie intellectuelle plongent dans la terre française; coupez les racines et la plante se desséchera. En réalité, la pensée romande est la fille de la pensée française : fille majeure, émancipée, fille pourtant. Nous sommes un trop petit pays pour nous suffire continuellement à nous-mêmes; les forces de renouvellement et de rajeunissement, par deux fois, à la Réforme, au moment du Refuge, quand tout était à recréer, c'est en France que nous les avons puisées. Et il en sera sans doute ainsi toujours, et il est bon, et il est nécessaire, même à notre point de vue national, qu'il en soit ainsi. C'est une force pour notre patrie de participer aux deux grandes civilisations européennes. Je comparerai la France au feu sacré, perpétuel, où nous allons, quand notre humble foyer s'éteint, chercher, dans nos mains pleines de cendre, les belles braises incandescentes avec lesquelles nous rallumons notre bois mort ramassé dans les forêts du Jura, des Alpes ou du Plateau. (*Deux Conférences*, *op. cit.*)

La culture française ne songe point à démolir la maison... Patricienne dans la ville ou bergère dans les Alpes, sa présence remplit la Suisse entière de tout ce charme que seule la présence d'une femme sait mettre dans une vieille demeure. (*Histoire littéraire de la Suisse au XVIIIe siècle.*)

D'ailleurs, la Suisse, de Genève à Bâle, n'a-t-elle pas eu pour marraine l'âme latine? C'est M. de Reynold encore qui le montre à ses compatriotes :

Depuis Erasme, Bâle eut le culte de l'Italie et de l'Antiquité; et toujours, semble-t-il, ce fut à Bâle que se réfugièrent et vinrent enseigner ceux-là des Allemands dont le génie, échappant au germanisme, éprouvait le besoin de se soumettre à une discipline latine. Goethe souhaita d'y vivre.

Les Waldstætten ont deux capitales : l'une spirituelle, le couvent d'Einsiedeln où l'on vénère la miraculeuse vierge noire; l'autre temporelle, Lucerne, aux façades peintes, dont le Rathaus — toit alpestre sur un palais florentin — est un symbole.

Soleure, Fribourg et Berne sont les capitales de la Nuithonie. Mais Berne est la plus grande. Dans cette ville, toutes nos différences viennent se concilier, s'équilibrer, s'harmoniser. Berne est à égale distance de Genève savoyarde et française, de Schaffhouse souabe, de l'allemande Zurich, de Bâle rhénane, de l'italienne Locarno. Elle est alémanique de langue et d'origine burgonde; elle n'est pas germanique. Elle doit à la France son art patricien, à l'Italie ses arcades. Mais assimilatrice, elle n'a rien de composite. Elle a fait des conquêtes, non des emprunts.

Le charme composite de Fribourg, c'est d'être une ville dont la « matière » allemande et alpestre — bois des chênes, des noyers, des hêtres, des sapins; molasse, aux couches horizontales, des falaises sariniennes — revêt souvent une forme latine. Le Français retrouve la vieille France à chaque coin de rue : elle est dans les moulures discrètes des petits hôtels patriciens comme elle est dans la vie et les mœurs d'une société à la fois religieuse et mondaine. L'Italien même pense reconnaître parfois l'accent de son pays lorsqu'il écoute, les jours de foire, dans les auberges, les paysans parler le dialecte de la Gruyère; les sculptures des fontaines rappellent les cités lombardes; le patriciat de Fribourg suggère celui de Gênes dont il a subi l'influence [1].

*
* *

Il me semble avoir donné à entendre, par ces citations et ces explications, que les Suisses les plus neutres sont prêts à notre amitié. Laissons agir leur patriotisme et leur bon sens. Ils veulent se faire leur opinion eux-mêmes et se vexent de toute propagande qui paraîtrait coercition. Sans doute on pourra dire qu'il est bien tard pour se décider, et que les consciences sont bien falôtes qui n'ont pas su discerner encore le côté du bon droit... Qui sait si l'évolution morale de ces neutres par contrainte n'est pas plus ancienne et plus accentuée qu'ils ne le montrent? Au surplus, les événements travaillent-ils en notre faveur : et les méfaits de l'ennemi qui s'amoncellent, et les révélations qui se précisent, montrant aux Suisses loyaux qu'ils ont été trompés.

Notre faute serait de méconnaître une amitié qui vit, qui croît, ou qui simplement se prépare.

[1] Extrait de *Cités et pays suisses* (Payot, Lausanne).

Les Suisses ont besoin de nous, de notre collaboration, et ils le savent. J'aurais pu aussi bien soutenir ma thèse en résumant mon enquête de 1913 : « Ce que les Suisses pensent de la France » (*France et Suisse*, 2e partie). L'opinion était unanime :

Nous vous aimons, parce que l'esprit de la France a nourri notre esprit, que votre âme française a comme achevé la nôtre. La nôtre et notre pays, notre sol et notre liberté, nous les aimons par-dessus tout, et nous serons les ennemis impitoyables de quiconque voudrait y porter atteinte. Notre neutralité politique, en conséquence, est un devoir : plus qu'un devoir, un dogme. Aujourd'hui la menace nous vient du Nord. La menace s'est faite danger. Nous avons besoin de votre force pour nous inspirer et nous soutenir... En sorte que toutes vos hésitations, vos apathies, vos dissensions nous vont au cœur comme une inquiétude et parfois une souffrance. Rien de ce qui se passe en France ne peut nous être indifférent; nous somme de la même famille. Sans doute, nous serions froissés d'une ingérence qui lèserait notre fierté, d'autant plus susceptible que nos droits, souvent, ont été méconnus (les droits des petits!). Mais parfois nous ressentons du dépit à vous voir négliger si facilement notre marché, nos affaires, notre pensée, notre vie morale, notre amitié en d'autres termes. Et pendant ce temps l'Allemagne nous envahit.

Ces sentiments d'avant-guerre n'ont pu que prendre de la force au spectacle des événements, des dangers que la Suisse a courus, des vexations qu'elle a dû subir. Elle les ressent plus qu'elle ne les avoue. Le temps de guerre, c'est-à-dire, pour la Suisse, de neutralité, n'a pu être favorable aux déclarations. C'est pourquoi il faut interpréter les silences, les demi-mots et les actes; les actes éloquents comme la réception enthousiaste faite à nos rapatriés.

Ne pas deviner en ce moment les secrets et les douleurs de l'âme helvétique serait un manque d'intelligence, dont elle aurait le droit de se formaliser. En même temps, ne pas comprendre la fierté de ce petit peuple et vouloir forcer ses sentiments serait un manque de tact dont il aurait raison de se froisser.

Tous les Français qui connaissent la Suisse jusque dans son âme, tous ceux qui, présentement, y vivent, soucieux des intérêts de la patrie française, s'accordent à penser ainsi. Ecoutez le correspondant d'un grand journal du matin parler à Genève devant l'Association des journalistes étrangers en terre romande; lisez Max Turmann ou Victor Giraud; interprétez les paroles discrètes ou les actes prudents de nos représentants diplomatiques, et vous viendrez à cet avis.

Quelques-uns peut-être parmi mes lecteurs me suspecteront de partialité inconsciente ou de libéralisme utopique... Je ne nie point avoir en Suisse des amis chers, et dans tous les milieux. Mais je revendique l'honneur d'avoir toujours travaillé là-bas pendant des années, et ici même aujourd'hui, en toute conscience, aux seuls intérêts de ma patrie, la France.

Henri Moro.

SOUS LES VIEUX TOITS

LE VILLAGE DOMINICAL

C'est un village au soleil, le dimanche matin. La route monte entre les bois; les toits luisent comme des coquelicots et le clocher sort du feuillage.

C'est un dimanche matin. On sait bien qu'on ne rencontrera pas de chars attelés et chargés faisant grincer leurs essieux sur les routes. Les routes sont blanches et le travail s'est tu.

Seulement, la paysanne sort quelquefois du seuil en tenant un grand seau pour entrer dans l'étable. Les enfants sont vêtus de neuf : les garçons avec des vestes trop larges et qui doivent servir longtemps; les filles ornées de cols en dentelle et de chapeaux à fleurs. Les enfants des campagnes qui n'ont pour jouer que les ruisseaux et la terre n'osent plus bouger tant ils craignent pour leurs beaux vêtements.

Mais voici sur tout le pays, du hameau caché par les peupliers tremblants jusqu'au chef-lieu de canton qui barre la plaine de ses grosses maisons blanches, voici les cloches du dimanche. Cloches grêles, un peu fêlées comme les voix des aïeules villageoises; mais gaies comme du soleil et de l'eau claire. Les cloches sonnent le premier coup de la grand'messe.

Le premier coup de la grand'messe! C'est toute la poésie du dimanche matin. C'est la cour de la métairie toute propre. C'est la soupe qui chante déjà sur le feu et dehors les haies en fleurs, l'ombrage des vergers, l'air bleu.

Dans l'église, on ne voit guère que des femmes en robes noires et des vieux qui tournent leurs chapeaux de feutre entre leurs doigts. Les hommes jeunes ont tout laissé : la herse et la faux qu'ils portaient sur l'épaule, l'étable avec son odeur chaude et la table du dimanche sous les acacias. Ils sont partis pour la guerre. Quelques-uns ne reviendront plus. On a lu tout à l'heure leurs noms et leurs prénoms dans l'église. Les femmes ont regardé l'enfant agenouillé à leur côté. Il porte un petit nœud de crêpe à son chapeau. Elles ont essuyé une larme.

... C'est la fin de l'après-midi. L'homme qui marche sur la route aperçoit, de là-bas, le toit de sa maison d'où s'échappe une fumée bleue. Il reconnaît maintenant le hêtre qui ombrage la cour et la barrière qui clôt le jardin.

De la porte, la femme regarde :

— Qui est-il? pense-t-elle; est-ce pour nous qu'il vient?

Elle a si peur de tous les messages!

Mais soudain, elle l'a reconnu. Alors, ils se retrouvent simplement, sans gestes, presque sans paroles, comme s'ils s'étaient quittés la veille.

Il est entré. La cuisine est toujours sombre avec sa grande cheminée et ses rideaux à fleurs. Un fuchsia fleurit dans un pot sur la fenêtre. Dans la chambre, au fond, voici le lit rouge et l'armoire qui sent la pomme et le linge frais. La petite fille qui est née avant son départ marche maintenant en trébuchant; elle a des cheveux si blonds qu'ils semblent passés au soleil et elle porte des boucles d'oreilles en forme de myosotis bleus.

Maintenant, ils sont assis pour le repas du soir, comme autrefois. Il y a la miche sur la table, le vin clair dans la bouteille et la cruche de faïence où l'on boit. L'homme, les deux bras appuyés, la tête penchée en avant, mange comme s'il revenait, harassé, d'une longue journée de moisson. Il prononce quelques paroles qui veulent dire :

— On a souffert là-bas; il fait meilleur ici.

Puis, le repas fini, la femme a tout remis en ordre, rangé les pots sur la crédence. Ce soir, elle accomplit sa tâche avec une joie intérieure qui ne déborde pas. Et, comme les jours sont longs et qu'il fait encore clair, elle dit :

— Allons voir le jardin.

C'est un jardin disposé en carrés avec des bordures de fleurs. Il y a des balsamines d'un rose pareil aux corsages des jeunes filles de la campagne, et puis les saponaires qu'on met dans la lessive. Il y aussi des roses; ce sont des roses de Bengale ou bien des roses mousseuses dont la tige colle un peu aux doigts.

Les salades se rangent en touffes vertes et les pois grimpent déjà sur les rames. Ces rames, elle les a coupées dans le bois, le lundi de Pâques.

Elle dit ainsi tout ce qu'elle a fait; elle a bêché, planté, surveillé les jeunes plants à l'abri d'un grand chapeau de paille, les jours de printemps. Elle est allée aussi au travail des champs. C'est dur quand l'homme n'y est pas; mais il faut bien faire ce qu'il y a à faire.

Ils se sont assis sur le banc adossé au mur. La lune glisse entre les branches. Les poules sont rentrées et l'on a fermé le

pigeonnier à cause de la « bête ». L'heure qui sonne au clocher tombe en gouttes de paix sur les jardins que mouille déjà la rosée.

L'homme qui revient de si loin ne pensait pas retrouver tout son bonheur. Il avait dit adieu à tout cela, un soir de juillet, comme lorsqu'on s'en va pour toujours.

Et voici le banc contre le mur, l'herbe du pré et la fenêtre avec ses volets ouverts sur la nuit. Il est ému. Il le sent confusément. Il ne sait pas le dire. Il se tait.

LA DISTRIBUTION DES PRIX

C'est une journée de grande chaleur comme il y en a au mois de juillet, à l'époque des distributions de prix.

L'école blanche, sur la route du faubourg, ouvre toutes grandes ses portes sous les marronniers, on entre par la cour que l'on a balayée la veille; mais il faut traverser les classes où les pupitres sont rangés, on y respire déjà le goût des vacances et le silence a vite fait son nid dans la maison; sauf, pourtant, dans la grande salle où se trouvent réunis les parents et les enfants.

On a tendu deux guirlandes de feuillage piquées, çà et là, de roses en papier. Mais c'est tout ce que l'on a voulu faire, parce que c'est la guerre. Il est certain que la moitié des gens qui sont ici n'ont pas beaucoup le cœur à la fête.

Les mouches bourdonnent. Par la porte ouverte, on aperçoit l'ombre des arbres, la cour solitaire — et triste dès que le rire des enfants n'y sonne plus.

La cérémonie a commencé. L'une des grandes est venue dire un compliment en faisant une longue révérence. Les protecteurs de l'école sont assis au premier rang sur des chaises de velours. Ils ont un tapis sous les pieds. Chaque fois qu'il est fait allusion à l'un de ces personnages, l'enfant n'oublie pas non plus le salut qu'on lui a recommandé.

Ensuite, une toute petite a récité une fable. Elle est bien émue d'avoir à raconter cette histoire en public. D'abord, sa mémoire lui fait défaut. Elle tient, de chaque côté, deux plis de sa robe en se balançant et porte, de temps en temps, son doigt à sa bouche. Mais cela ne fait pas venir l'inspiration. Elle essaie. Elle s'arrête. Elle reprend encore. Quelqu'un lui souffle, Enfin, tout à coup, le récit se dévide comme un écheveau dont on a trouvé le fil.

Mais ce qu'il y a de plus beau et qui fait ouvrir les yeux à toutes les petites, c'est certainement le morceau à quatre mains sur le piano. Celles qui le jouent ont bien de la chance! Leurs parents sont riches et peuvent faire apprendre la musique à leurs

enfants. Ce qui n'empêche pas le piano de rendre un son métallique qui indique son long passé et l'usage immodéré qu'on en a fait.

Et maintenant, c'est la distribution des prix. On a découvert, sur l'estrade, la table où se rangent les livres. Mais ce ne sont pas les beaux volumes à tranches dorées dont la vue réjouissait les yeux; ce sont des livres brochés qui ont l'air de pauvres et qui, certainement, ne doivent pas contenir de bien belles histoires avec des images.

De plus, cette année, il n'y aura pas de couronnes vertes ou dorées que l'on pose sur le front des élues et que celles-ci rajustent sur leurs cheveux en revenant à leur place.

Cette année, la distribution des prix ne sera ni rouge, ni verte, ni or, comme le sont généralement les distributions de prix.

Elle sera toute grise, grise comme les livres brochés. Il s'agit seulement de récompenser celles qui ont été très appliquées pendant les longues heures de la classe où l'on entend la voix de la maîtresse dicter lentement, en accentuant les syllabes, tandis que, la tête penchée, écartant du bout de leur porte-plume des boucles de cheveux qui entrent dans leurs yeux, les petites filles écrivent en gonflant la joue avec leur langue.

L'institutrice qui est très mince, avec une coiffure tirée sur les tempes, s'est avancée; elle appelle :

— Marie Combet.

C'est une grande qui porte une robe de lainage blanc et de bons souliers solides. Elle monte les degrés de l'estrade. D'autres lui succèdent. Quelques-unes sont en noir; alors, on pense :

— C'est depuis la guerre.

Mademoiselle a nommé :

— Louise Latour.

Celle-ci a mis une robe noire. Les cheveux blonds sont nattés derrière le dos.

— Blanche Latour.

Moins grande, l'air un peu triste, avec de gros bas reprisés.

— Rose Latour.

Encore une petite Latour! Les joues roses comme son nom, vêtue de noir comme ses sœurs. Pauvre petite Rose Latour!

On sent que pour les habiller toutes les trois il a fallu bien de la peine. Il a fallu couper, tailler, agrandir, afin qu'elles aient ces robes si propres.

En redescendant, chargées de livres, elles ne font pas comme les autres qui courent embrasser quelqu'un dans la salle. Elles s'asseyent posément et ramènent autour d'elles les plis de leurs jupes.

Leur maman n'est pas venue. Il y a encore trois petits à la maison. Et puis, elle a trop de peine. Elle n'aurait pas pu voir, à

côté des siennes, les petites filles qui portent des robes bleues et blanches et qui n'ont pas de chagrin.

Avant de partir pour la guerre, le père assistait toujours à la distribution des prix. Il mettait son bel habit d'ouvrier. Il disait en rentrant :

— N'abîmez pas vos couronnes.

On sentait qu'il en était fier et c'est lui qui lisait les livres des petites, le soir, sous la lampe à pétrole, quand la table était desservie.

Cette année, elles vont s'en aller toutes les trois sur la route, entre les haies. La dernière petite maison, c'est la leur. Elles entreront. La mère dira seulement :

— Quittez vos robes du dimanche.

Car il ne faut rien gaspiller et maintenant, il n'y a plus de jours de fête, pas même le jour de la distribution des prix.

LES BONS MÉTIERS

Croyez-le! un métier que l'on peut faire dès le matin dans sa maison pleine de soleil, c'est ce qu'il y a de mieux.

Le sabotier a bien de la chance, parce qu'il emploie le bois de la forêt qui sent bon et qui fait de jolis copeaux. Il est assis dans l'atelier. Sur le feu, la marmite chante, car l'atelier c'est aussi la cuisine et la femme est là, tout près, qui va, qui vient, qui fait le ménage et qui balaie devant la porte.

A midi, quand on a bien travaillé, on se lève et l'on secoue les paillettes de bois restées sur le tablier. La femme a dit :

— Viens manger la soupe.

C'est une soupe faite avec des choux et un petit morceau de lard. Le vin est clair sur la table et la miche de pain dénote l'appétit de la famille.

L'après-midi, le père Michaud est entré. C'est pour une paire de sabots. Il a demandé :

— Comment cela va-t-il?

Il s'est assis et l'on cause un peu.

Le sabotier, qui a perdu une jambe à la guerre, dit :

— C'est un peu gênant quelquefois pour le travail; mais cela vaut mieux que d'être resté là-bas.

— Pour sûr, reprend l'homme et d'avoir perdu le goût du pain.

Ils rient.

Et puis le métier n'est pas mauvais au village. Pour marcher sur la terre mouillée, dans les labours quand il pleut, rien de tel que de bons sabots pour être au sec.

— Faites-m'en une paire solide.

— Entendu... Un verre de vin?

On a bu le petit vin clair et l'homme s'est levé. Il est parti tranquillement. On ne se presse pas dans les campagnes, surtout quand c'est l'automne et que les travaux sont finis.

*
* *

Le cordonnier se mariera un jour ou l'autre; c'est certain. Il a installé son échoppe sur la place de l'église, dans une petite maison qui a deux fenêtres avec une porte basse.

La place de l'église! Peut-on dire tout ce qu'on y voit, surtout par les jours de beau temps?

Les dimanches, quand sonne la grand'messe, les gamins sont déjà là. On voit bientôt arriver les demoiselles âgées qui portent des bonnets à fonds brodés et des « caracos » noirs ornés de franges. Le jour du 15 août, après vêpres, la procession sort sur deux files et fait le tour de la place. Les jeunes filles en blanc chantent de leurs voix aiguës des complaintes qui montent dans l'azur, car il n'y a pas de vent. Le soleil baisse sous les platanes et l'ancienne statue de bois doré, portée par les vieux du pays, rentre en cahotant sous le porche.

Mais toute la semaine, le cordonnier tape. Il tape. Il est penché sur son travail. Pourtant, lorsqu'il lève les yeux, il peut voir Philippe le maraudeur qui passe avec un filet sur l'épaule. Ou bien c'est Laurence, une jeune brune aux cheveux frisés, qui vient faire ses provisions chez l'épicier. Elle monte les quatre marches de la boutique; mais elle regarde du côté de Justin. En sortant, elle s'arrêtera un peu sous sa fenêtre.

— Eh bien, cela marche-t-il, l'ouvrage?

— Oh! pour ce qui est de l'ouvrage, ça va. On ne sait où donner de la tête. Jusqu'aux dames de Noublancs qui ont envoyé des ressemelages.

— Allons, tant mieux.

Elle s'en va, son panier au bras. Justin la regarde partir.

Il se mariera, croyez-le, malgré cette vilaine jambe de bois qu'il a attrapée à la guerre.

La maison n'est pas déplaisante : deux pièces ; la porte s'ouvre sur la cuisine en laissant entrer le soleil et l'on peut mettre sur la fenêtre des géraniums pour qu'ils fleurissent.

C'est la douce vie au village quand on a un jardin derrière sa maison et que le soir, en été, tombe comme un voile bleu sur les prairies. Les crapauds chantent. Une note. Deux notes. Puis le silence... La nuit est tout à fait venue.

Marguerite Henry-Rosier.

NOTES ET APERÇUS

LES CHANTS NATIONAUX DES ÉTATS-UNIS

Ils sont quatre — d'importance inégale — mais un seul d'entre eux est quelque peu connu en France : le *Yankee Doodle*. C'est par lui que nous commencerons cette brève revue. Aussi bien son ancienneté suffirait-elle à lui mériter cette prérogative; même si nos romanciers — et par exemple Jules Verne — n'avaient point accoutumé, lorsqu'ils mettent en scène un matelot américain, de lui faire immanquablement siffler le *Yankee Doodle*. *Siffler*, entendez bien, et non *chanter*, car c'est plutôt un *air* qu'un *chant* national. Au reste, les paroles en sont désuètes et le texte comporte d'ailleurs tant de variantes que l'on ne sait lesquelles choisir. Mais l'air, s'il manque de poésie et de grandeur, est, en revanche, rempli d'humour et de franchise, et depuis cent cinquante ans nos amis d'Amérique ne se sont point lassés de le fredonner.

Toutefois si la mélodie en est simple, rien, par contre, n'est plus embrouillé que la question de ses origines. On ne compte pas, à cet égard, moins de *seize* théories, dont nous énumérerons brièvement les principales : l'une attribue au chant en question une origine hessoise; un autre y voit la reproduction de la *Danza esparta*, familière aux paysans pyrénéens. Puis la Hongrie réclame à son tour, suivie de la Hollande qui devrait à des moissonneurs allemands le thème tant disputé. « Ne serait-ce point un air savoyard? » s'écrie un érudit chercheur, cependant qu'un autre le juge évidemment anglais, et qu'un autre encore le reconnaît pour appartenir à l'Irlande et l'identifie à la chanson : *All the way to Galway*. Cruelle énigme, en vérité!

N'en déplaise aux Hessois, aux Biscayens et aux Hongrois, leurs revendications ne sont point recevables. Ils ont pu danser aux accents du *Yankee Doodle*, mais bien longtemps après son apparition en Amérique. Ce chant ne peut d'ailleurs qu'être flatté d'avoir été apprécié par Kossuth et ses compagnons, qui le crurent de bonne foi « air national hongrois ». La Hollande et la Savoie ne résistent pas davantage à une critique tant soit peu perspicace.

Un certain Moncrieff produit sur ces entrefaites une hypothèse accordant la paternité de la mélodie — écrite pour fifres et tambours — à un fifre-major anonyme des grenadiers de la Garde anglaise, qui l'aurait composée en 1750. Les paroles y auraient été ensuite adaptées. Cet échafaudage tombe devant le fait brutal que lesdits grenadiers, qui d'ailleurs n'arrivèrent pas en Amérique avant 1776, ne possédaient point de fifre-major.

Viennent maintenant deux respectables versions, dont la première nous reporte en Angleterre, au règne de Charles I[er], et a trait à une chanson en usage parmi les paysans. La seconde évoque une ballade concernant les Têtes rondes et les Cavaliers et dirigée contre

Cromwell. Il en faut citer la strophe initiale, que pendant des générations ont chantée les Américains, en lui faisant subir de légères modifications :

[Nankee] Yankee Doodle came to town
Upon a Kentish pony.
He stuck a feather in his hat
And called it Macaroni.

C'est-à-dire : « Nankee Doodle (surnom donné au Protecteur) vint à la ville, monté sur un poney du Kent. Il planta une plume dans son chapeau et l'appela macaroni. » Il y aurait là une allusion dérisoire à l'entrée de Cromwell à Oxford « sur un petit cheval, avec une seule plume fixée dans une sorte de nœud que les royalistes qualifiaient par moquerie de « macaroni ». L'érudit W. Barclay Esquire, à qui nous empruntons cet exposé, en nie catégoriquement le bien-fondé. D'ailleurs, le mot « macaroni » nous ramène à une date postérieure, et l'on sait qu'Horace Walpole, dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, parle du « *macaroni club*, composé de jeunes gens aux longs cheveux bouclés, et maniant des lunettes d'approche ». C'est donc à l'un de ces « doodles » (*fats* ou *niais*) que serait dédiée la strophe primitive.

Notons la non moins fragile hypothèse se référant à un chant de nourrice et nous contant que « Lucy Locket avait perdu sa poche que trouva Kitty Fischer », cela sur l'air en question qui aurait été chanté, tant aux Etats-Unis qu'en Angleterre, depuis un temps immémorial. Lucy Locket se serait transformée en Lucy Lockit pour figurer dans le célèbre *Beggar's opera* de John Gay ; et d'autre part, Kitty Fischer aurait donné son nom à l'une des gigues composant le recueil des Danses de Walsh pour l'année 1750. Tout ceci doit rejoindre, dans le champ des fantaisies ingénieuses, la parenté du *Yankee Doodle* avec un air de l'*Ulysse* de Smith ou de *Two to one* de Samuel Arnold.

La vérité est, — ou semble bien être, — ceci : l'air est d'origine anglaise et prit naissance vers le milieu du dix-huitième siècle. Le bostonien *Journal of the Times*, de septembre 1768, paraît en avoir fait mention pour la première fois en ces termes : « La flotte (britannique) jeta l'ancre près de Castle William; cette nuit-là... les bateaux qui l'approchèrent y observèrent de grandes réjouissances; le *Yankee Doodle* était le principal morceau joué par la *band.* » Il est probable que la composition des paroles est de treize années antérieure à la date précitée, et qu'il la faut attribuer à un chirurgien militaire, le docteur Schuckburgh, qui servait sous les ordres du général Amherst, et avait recommandé l'air aux autres officiers comme « l'un des plus fameux de la musique martiale ». Air et paroles obtinrent sur-le-champ un succès unanime, sous le titre de *Yankee's return from camp.* En voici le premier couplet :

Father and I went down to camp,
Along with captain Gooding ;
There we see the men and boys
As thick as hasty-pudding[1].

[1] Père et moi nous descendîmes au camp
Avec le capitaine Gooding;
Là nous voyons les hommes et les garçons
Aussi épais que du pudding au maïs.

Le général Washington n'est point oublié, comme l'on peut bien penser!

There was captain Washington
. . . .
A giving orders to his men.
I guess there was a million[1].

Et nous transcrivons avec satisfaction ce fragment d'une strophe ajoutée en 1779 :

The Frenchmen came upon the coast,
Our great allies[2]...

Envisagerons-nous maintenant les étymologies diverses proposées au mot *Yankee?* Provient-il des Cherokees, ou le faut-il aller chercher en Perse? Laissant aux érudits le soin d'élucider ce problème, nous constaterons qu'il s'applique généralement, sans aucune ombre de défaveur, aux citoyens des Etats-Unis, et nous terminons en citant une strophe datant de 1799 et qui qualifie à merveille le *Yankee Doodle :*

Sing Yankee Doodle, that fine tune
Americans delight in.
It suits for peace, it suits for fun,
It suits as well for fighting[3]!

Plus récent est *The Star-Spangled Banner* (la bannière semée d'étoiles). Ce chant vraiment national se trouve d'abord mentionné dans le *Baltimore American* du 21 septembre 1814, à propos de la courageuse défense du fort McHenry, où se distingua un « gentleman » nommé Francis Scott Key. C'est au milieu du tumulte des combattants qu'il traça fébrilement l'ébauche du texte de la *Star-Spangled Banner*. Promptement complété, rapidement imprimé, il fut adapté à un vieil air : *Anacreon in heaven* « Anacréon au ciel », dont nous parlerons un peu plus loin. Un acteur, d'origine probablement française, Ferdinand Durang, semble bien l'avoir chanté le premier. Il ne bornait d'ailleurs pas ses accomplissements esthétiques au seul exercice du chant, car nous le trouvons, lors d'une représentation donnée le 14 octobre 1814 sur le théâtre de Baltimore, « au bénéfice du fond de défense de la cité », dansant une *military hornpipe*[4]. Mais, cinq jours plus tard apparaît dans la gazette précédemment invoquée une importante information : Après la représentation de *Beniowsky*[5], un certain

[1] Il y avait le capitaine Washington
Donnant des ordres à ses hommes.
J'estime qu'il y en avait un million.

[2] Les Français vinrent sur la côte,
Nos grands alliés...

[3] Chantez *Yankee Doodle*, ce beau chant
Qui fait les délices des Américains.
Il convient à la paix, il convient à la plaisanterie,
Il convient aussi à la guerre!

[4] Le *hornpipe*, dont le nom provient sans doute de celui d'un instrument tombé en désuétude, était une danse anglaise fort répandue. Un des concertos de Händel et sa *Semele* en présentent d'intéressants spécimens.

[5] Il peut s'agir ici, soit du drame de Kotzebue, soit de l'opéra d'Alexandre Duval, musique de Boieldieu, sur le même sujet.

M. Harding devait chanter « un nouveau chant, fort admiré, écrit par un gentleman du Maryland, en commémoration de la belle défense du fort McHenry, et nommé *The Star-Spangled Banner* ».

Qu'était donc cet air *Anacreon in heaven*, si heureusement destiné à servir de véhicule aux paroles du belliqueux poète? Rappelons ici le souvenir de l'*Anacreontic Society* qui florissait à Londres vers la fin du dix-huitième siècle et réunissait, sous le patronage de la duchesse de Devonshire, la fleur de la noblesse et de la finance. On y faisait de la musique, et la fin de chaque banquet était signalée par le chant « constitutionnel » de la Société : *To Anacreon in heaven*, qui, probablement, fut composé vers 1770. C'est la production d'un honorable amateur qui présida les réunions anacréontiques, Ralph Tomlinson. Il y invoque les dieux et déesses de l'Olympe, y unit « le myrte de Vénus à la vigne de Bacchus » à la fin de chaque strophe, et invite à la fraternité et à l'union les membres du club. Détail curieux : cet hymne servit plus tard de chant maçonnique, il suffit pour cela de substituer « Old Hiram » au nom du poète de Téos. Quant à la musique, elle fut vraisemblablement composée par l'excellent musicien John Stafford Smith, gentilhomme de la chapelle royale de Sa Majesté britannique et auteur de « favorite glees » et autres compositions de valeur, sans parler de sa célèbre « Antiqua musica ».

Remarquons que l'étendue de la partie vocale est considérable et demande des voix d'une étendue assez peu commune. Mais loin d'être envisagée comme un défaut, cette particularité était alors regardée comme l'indispensable caractère d'un chant bachique. Ce parcours heurté et passant violemment du grave à l'aigu, sinon au doux, excitait probablement la verve des convives déjà mis au point par la bonne chère et les vins capiteux. Quoi qu'il en soit, l'air d'*Anacreon in heaven* sembla fait sur mesure pour le texte de la *Star-Spangled Banner*. Il nous suffira de traduire une strophe de ce dernier pour en faire apprécier la martiale noblesse :

Oh! dites, pouvez-vous voir dans la lueur de l'aube,
Ce que nous saluâmes si fièrement à la dernière lueur du crépuscule!
Ces larges rayures et ces brillantes étoiles qu'à travers le combat périlleux
Nous guettions du haut des remparts, et qui flottaient si vaillamment!
Le rouge éclat des fusées,
Les bombes explosant dans l'air
Prouvaient qu'à travers la nuit notre drapeau était toujours là ;
Oh! dites, cette bannière scintillante d'étoiles ne flotte-t-elle point toujours
Sur la terre des hommes libres et le foyer des braves ?

Que le poète ait modifié son texte primitif en vue d'une union plus plastique avec la mélodie choisie, cela n'est pas douteux. Il suffit qu'il y ait pleinement réussi ; et l'on ne s'étonnera pas en constatant que peu à peu, l'ensemble ait été promu au rang de « national song », qu'il occupa définitivement à partir de la guerre de Sécession.

Deux stances, entre autres, y furent ajoutées : l'une en 1824, par Georges Spowers, qui y glorifiait l'amitié réciproque unissant désormais l'Amérique à l'Angleterre,

La terre de nos ancêtres — la terre de nos amis!

et voyait la *Star-Spangled Banner* et la *Red Cross* réunies, se déployant libres et triomphantes sur toute la surface du globe. L'autre

strophe est due au célèbre poète Oliver Wendell Holmes, qui y flétrissait l'esclavage et évoquait le triomphe de la bannière,

Tandis que la terre des hommes libres est la patrie des braves !

Hail Columbia nous amène à un point délicat de l'histoire des Etats-Unis, alors qu'en 1798, leurs citoyens étaient divisés en deux partis, l'un voulant soutenir la France, l'autre l'Angleterre, dans le conflit qui s'agitait entre ces nations. A ce moment, un écrivain américain, Joseph Hopkinson reçoit la visite d'un jeune chanteur qui le prie d'écrire, pour son « bénéfice[1] » un air s'adaptant à la « Marche du Président ». La requête est favorablement accueillie et le poème, rapidement composé, ne contenant aucune allusion aux querelles des partis, obtient la faveur de tous. Seul l'infortuné chanteur, Gilbert Fox, s'en trouva mal, car sa santé ne put résister aux nombreuses invitations à banqueter que lui procura l'éclatant succès de sa création. Celle-ci avait effectivement reçu un accueil enthousiaste, et le chanteur avait dû la répéter *onze* fois. Le « new song » dû à un citoyen de Philadelphie, accompagné par la « band » et le « Grand Chorus », rallia tous les suffrages, en dépit de quelques polémiques de presse; et après avoir été qualifié de « federal song », il fut définitivement baptisé *Hail Columbia* en apparaissant sur un théâtre de New-York. On n'en sera point surpris si l'on considère l'écho que devaient éveiller chez les auditeurs ces fières paroles :

Hail! Columbia, happy land!
Hail! ye heroes, heav'n-bo n band!
Who fought and bled in freedom's cause[2]...

Quant à l'auteur de *la Marche du Président*, bien des nuages nous voilent son identité; il semble toutefois avoir été allemand, violoniste et *herr professor* à Philadelphie. Son nom n'y devait pas jouir d'une éclatante renommée, car les chroniqueurs l'ont orthographié sous des formes nombreuses et variées, telles que *Pfyle, Fyles, Fayles, Feyles, Pfales, Pfazles, Pfeil, Pfyles, Phyle, Philo, Phyla, Phylo, Phylz, Flyle, Fhyla*, et enfin *Pheil*, que l'on trouve sur un ancien exemplaire de la *President's March*.

Ecrite en l'honneur de l'illustre Washington[3], cette marche, d'ailleurs d'allure franche et de rythme entraînant, était devenue populaire dès les dernières années du dix-huitième siècle. En septembre 1794, le *Cedar street theatre* de Philadelphie annonçait qu'une tragédie imminente : *The Grecian Daughter*, serait précédée de l'exécution, par la « band », de plusieurs airs populaires, parmi lesquels nous trou-

[1] L'attrait principal en devait être une pièce, mêlée de chant, en trois actes : *The italian monk*, qui pourrait bien avoir été tirée du fameux roman de Lewis.

[2] Salut, Colombie, heureuse terre!
Salut, héros, troupe née du ciel!
Qui avez combattu et répandu votre sang pour la cause de la liberté...

[3] L'auteur du poème avait fait don au général Washington d'un exemplaire qui lui valut une lettre de remerciements, précieusement conservée par ses descendants. Ajoutons qu'un passage se réfère au président John Adams, qui avait exercé la vice-présidence sous Washington.

vons *la Marseillaise*, le *Ça ira*, *la Carmagnole*, le *Yankee Doodle*, et enfin la *President's March*. C'était, sous les espèces de la musique patriotique, un signe précurseur de la future alliance !

« *America*, écrit avec raison M. Théodore Sonneck, ressemble peut-être trop à une hymne religieuse pour être considérée proprement comme un chant national. » L'auteur, le Révérend Samuel F. Smith, qui mourut il y a quelque vingt ans, nous en a conté la genèse, laquelle ne manque pas d'intérêt : « En 1831, dit-il, je reçus, d'un mien ami qui revenait d'Europe, communication d'une certaine quantité de musique allemande, avec prière de traduire ou d'imiter les textes qui me paraîtraient dignes de cette entreprise. Je tombai sur l'air : *God save the King* qui m'impressionna favorablement..., et fus conduit par l'impulsion du moment à écrire l'hymne que l'on appelle à présent *America*. Je n'avais pas l'intention de composer un « chant national » et ne m'attendais guère à le voir acquérir une telle notoriété. »

La composition ainsi improvisée en février 1832 fut exécutée pour la première fois le 4 juillet suivant par le chœur de la « Park street Church » à Boston. Il fut extrêmement goûté, et ses nobles et pacifiques appels à la liberté, à la nature, à la divinité, n'ont assurément rien perdu de leur actualité. Notons ici qu'une seule strophe faisait allusion à la guerre, mais que l'auteur lui-même la supprima. Au point de vue musical, il est assez piquant de constater que l'air national anglais — plus tard emprunté, ou plutôt dérobé par l'Allemagne — a été involontairement transmis par celle-ci à l'Amérique. *Habent sua fata libelli*... même les livres de musique! D'ailleurs le célèbre *tune* a également été associé à des invocations telles que : « God save America! » « God save the President! » « God save George Washington! » Même, et ce détail enchantera les féministes, la *Philadelphia Minerva* du 17 octobre 1795 publia un poème intitulé : *Rights of women* (les Droits des femmes) adapté à l'inépuisable thème et commençant ainsi :

Que Dieu sauve le droit féminin
Et montre à nos yeux ravis
Que la femme est libre!

On le voit, nos amis d'Amérique sont bien pourvus d'hymnes patriotiques, tant pacifiques que guerriers. Nul doute que nous ne les entendions résonner bientôt de toute la force des poumons accompagnés de tout l'éclat des cuivres! Puis les pianos s'en mêleront à leur tour, ce qui est, comme l'on sait, la consécration parfois regrettable, mais indubitablement définitive de toute célébrité musicale.

René Brancour,
Conservateur du musée
du Conservatoire national de musique.

[1] Et son intéressant et documenté *Report* à la *Library of Congress* auquel nous avons emprunté plusieurs renseignements précieux sur les chants américains.

REVUE DES SCIENCES

Les chalands en ciment armé. — Nouvelle méthode pour la distillation de la houille. — Le séchage des fruits est une industrie qui doit se développer en France. — Faut-il changer l'heure de nos repas? — La signification géographique, astronomique et mathématique de la Grande Pyramide d'Egypte.

Produisons! Utilisons! Voilà deux mots à l'ordre du jour. Pendant que les ténors de la tribune et de la presse développent à l'envi, sur ce thème, les périodes les plus grandiloquentes, nos industriels et nos savants travaillent. Il est certain que les réalisations obtenues ne sont pas toujours conformes à leur désir, mais ce n'est pas exclusivement à eux qu'il faut s'en prendre : ils auront eu l'incontestable mérite d'avoir cherché, d'avoir lutté et — dans de nombreux cas — d'avoir trouvé.

Nous avons besoin de moyens de transports et, par-dessus tout, de moyens de transports maritimes; mais, tant par l'usure des bateaux contraints à assurer un service de mer intensif que par suite des pertes consécutives au torpillage, notre marine marchande a subi, depuis le début des hostilités, des pertes considérables. Pour la maintenir en état de nous servir comme il le faudrait, tant pour notre ravitaillement actuel que, plus tard, pour soutenir victorieusement la concurrence commerciale étrangère, il est indispensable que nous sachions accroître le nombre des unités de notre flotte marchande, bien au delà de ce qu'il était avant le mois d'août 1914.

Cependant, le bois et le fer sont rares, la main-d'œuvre ne l'est pas moins et les délais nécessaires pour construire et équiper un bateau sont relativement très longs. Il est donc nécessaire et urgent de pouvoir aller vite et, pour cela, une condition essentielle est d'avoir, malgré les difficultés de l'heure présente, des matériaux de construction en abondance. Le problème a été résolu en ce qui concerne les édifices et la solution intervenue est applicable aux constructions navales. Pourquoi ne pas avoir recours à elle?

Pourquoi ne pas fabriquer des bateaux en béton armé? C'est une idée française qui, comme c'est malheureusement le cas trop fréquent, n'a eu aucune espèce de succès chez nous et a été tout d'abord expérimentée à l'étranger. Cependant, la nécessité aidant, elle pourrait être en train de triompher en France des résistances qu'elle avait d'abord rencontrées. Nous possédons des chalands d'eau douce en ciment armé. Il est probable que nous allons avoir besoin des chalands de mer fabriqués avec la même matière première.

Pour le moment, il ne s'agit pas de navires de fort tonnage : la technique nouvelle n'est pas encore complètement au point et mieux vaut agir avec prudence; mais les essais déjà tentés ont prouvé jusqu'à l'évidence qu'il est possible, en même temps que pratique, de l'appliquer à des navires de 1000 tonnes, ce qui serait à tous égards très avantageux.

En principe, il s'agit de mouler une coque à peu près comme on moule, dans l'industrie, un mur ou un pilier; il n'est besoin, pour cela, de mettre en œuvre qu'une quantité assez faible d'acier et d'employer surtout du sable et du ciment; d'où économie d'argent qui peut être évaluée à 50 pour 100 environ, d'où, surtout, économie de temps de construction qui est considérable. D'après les déclarations qui viennent d'être portées à la tribune lors d'une récente interpellation, un chantier bien organisé peut achever et lancer chaque semaine un navire de ce genre. Il deviendra possible ainsi de multiplier les unités navales, et cette multiplication est de nature à permettre de construire « en série » et de doter largement tous les ports, y compris ceux qui ne peuvent pas recevoir de grands vaisseaux, des unités de transports dont ils ont besoin pour amener à leurs quais ou pour en emporter de petits chargements. Enfin, la construction de bateaux en béton armé présente pratiquement cet avantage primordial de répartir sur un grand nombre d'unités les risques de toute nature : naufrage, incendie, torpillage, etc. Tout cela vaut au moins qu'on en tente l'épreuve. Sur mer, l'âge du bois a précédé l'âge du fer, puis l'âge de l'acier. Pourquoi ne serait-il pas réservé à notre époque de nous faire connaître l'âge de pierre?

Les bateaux obtenus, il faut à notre industrie du charbon dont elle manque absolument, bien qu'un ministre des travaux publics, M. Sembat, ait cru pouvoir déclarer à la Chambre que nous n'en manquerions jamais. Les faits lui ont donné un éclatant démenti. Evidemment, il n'appartient pas aux savants d'augmenter à eux seuls la production des mines, mais il leur appartient à coup sûr,

de donner des conseils et des directives pour qu'une utilisation judicieuse de nos richesses naturelles nous permette de tirer le plus grand parti possible de nos faibles ressources. Dans une note qu'ils viennent de présenter à l'Académie des sciences, MM. Charpy et Gadchot ont établi que la distillation de la houille et la fabrication du coke indispensable à nos hauts-fourneaux pourraient être singulièrement améliorées. Contrairement à l'opinion généralement reçue dans les milieux industriels, toutes les houilles, d'après eux, sont propres à fournir du coke; c'est une question de vitesse d'échauffement, de température rationnellement fixée, d'humidité et de compression initiale. Il ressort de leur travail une indication précieuse pour la métallurgie. Il en ressort surtout que des expériences de laboratoire scientifiquement conduites peuvent aider à découvrir la solution des grands problèmes techniques, beaucoup plus que ne sauraient le faire des constatations empiriques enregistrées à l'usine. Ainsi que l'indique justement M. Lechatelier, le laboratoire du savant est de plus en plus indipensable à l'industrie.

Il nous faut aussi des aliments. A ce point de vue, on a trop généralement le tort de considérer que les fruits de nos vergers sont, avant toute chose, un objet de gourmandise, un dessert savoureux et agréable, mais sans importance réelle au point de vue de la nutrition. C'est une erreur grave, qui est imputable tout entière à nos habitudes fâcheuses de gros mangeurs de viande et de féculents. Les fruits constituent, au contraire, un aliment de tout premier ordre, surtout quand ils ont perdu une partie de leur eau ou de leur acidité et quand une préparation appropriée les a rendus plus facilement assimilables. Ils contiennent, en effet, des matières sucrées, des matières amylacées, des matières minérales, tous les constituants, en un mot, d'un aliment excellent. A l'heure actuelle où la nécessité est urgente de s'ingénier pour multiplier et utiliser rationnellement toutes les ressources de notre sol, il serait donc impardonnable de ne pas chercher à tirer le meilleur parti possible de notre production fruitière.

Celle-ci est aussi considérable que variée. L'année dernière, les vergers de France ont fourni environ 1 150 000 quintaux de fruits de table divers, sans compter les pommes à cidre, les raisins, les châtaignes, les amandes, les noix, les oranges et les citrons. Or, l'année était, au point de vue fruitier, une année très médiocre. L'année présente s'annonce bien meilleure : encore qu'une invasion de chenilles et d'insectes parasites soit venue détruire en

partie les merveilleuses espérances du printemps, tout porte à croire que nous allons trouver dans la douceur d'un été chaud, sans être trop sec, des compensations aux rigueurs de l'hiver dernier. C'est ainsi que s'établissent ces moyennes de température annuelles qui sont chères aux météorologistes. D'abord en retard, les vergers ont répondu de tout leur élan aux invitations d'un mois de mai qui fut radieux et, comme ils n'ont pas eu à redouter les pernicieuses atteintes des gelées tardives, ils nous donnent en ce moment les plus belles promesses de récolte. On peut, sans exagération, escompter que, dans le rendement total de nos arbres fruitiers en 1917, les pommes figureront pour 800 000 quintaux environ, les poires pour 400 000, les cerises pour 300 000, les pêches pour 200 000, les prunes, les figues, fraises, groseilles et framboises pour un total de 150 000 environ. Ce sont des chiffres respectables, que le ministre de l'agriculture nous a récemment communiqués par la voie de son *Bulletin Officiel*. Ils nous assurent un précieux appoint alimentaire pour l'hiver prochain, à la condition que nous sachions d'abord répartir, ensuite conserver ses fruits. La répartition est, avant tout, une question des transports. Espérons, — l'espérance est une vertu en temps de guerre surtout, — espérons que les pouvoirs publics, cette entité mystérieuse qui s'accorde volontiers à elle-même des allures de providence bienfaisante, sauront prendre, en temps opportun, les mesures qui s'imposent.

Ces mesures seront d'ailleurs grandement facilitées si, au lieu de diriger immédiatement tous les fruits cueillis vers les centres urbains où ils courraient grand risque d'être gaspillés, on s'applique à les mettre en réserve pour ne les livrer qu'en hiver à la consommation. Ce problème de la conservation des fruits comporte plusieurs solutions. Sans parler des précautions délicates et coûteuses qui permettent de garder les fruits dans un état de fraîcheur durable, sans parler de la macération dans l'alcool qui ne saurait intéresser vraiment l'alimentation générale, on peut envisager surtout deux méthodes, par cuisson ou par dessiccation. Les procédés par cuisson sont variés et bien connus : avec, ou parfois sans le concours du sucre, ils permettent, suivant les cas, de faire dans les ménages ou dans les usines spéciales des compotes, des marmelades, des gelées, des pâtes ou des confitures diverses. Il faut bien se dire que la plupart de ces fabrications vont être rendues cette année très difficiles, en raison de la pénurie de sucre qui est une conséquence de la guerre, mais aussi, en ce qui concerne particulièrement les confitureries industrielles, par la difficulté de se procurer du charbon, de la main-d'œuvre, sur-

tout des récipients pour la vente : les poteries et les verreries ne peuvent actuellement rien fournir pour cet usage et quant au fer-blanc, l'Etat, grand accapareur, paraît ignorer, avec une sérénité parfaite, que, sans tôle étamée, les autoclaves sont inutiles et que, sans boîtes de fer-blanc, les industries de la conserve alimentaire sont condamnées à une désastreuse inertie. Les pertes qui sont à craindre se chiffreront par millions, peut-être par dizaine de millions. Il est vrai que les journaux officiels, ou officieux, remplissent leurs colonnes de savantes études sur les services que peuvent rendre les confitureries industrielles dans l'alimentation publique : ce qu'ils racontent ainsi n'a peut-être pas une valeur alimentaire considérable.

Reste la dessiccation qui pourra, si on sait la pratiquer rationnellement, pallier dans une certaine mesure le mal, au commun avantage du producteur et du consommateur. Le procédé le plus simple, et qui est connu depuis l'antiquité, consiste dans le séchage effectué au moyen des seuls rayons solaires. Il donne des satisfactions partout où il peut être employé : c'est ainsi qu'on traite dans le Midi de la France les figues, les raisins, les prunes, les cerises et même les tomates; mais on ne saurait recourir à lui avec certitude que dans les pays où l'on peut compter, pendant de longues périodes consécutives, sur un soleil chaud et persistant, dans les pays aussi où les fruits mûrs sont assez riches en sucre pour pouvoir rester longtemps à l'air libre sans altération. Le séchage au soleil ne saurait donc être généralisé. Dès lors, il est nécessaire, dans un grand nombre de cas et dans un grand nombre de lieux, de suppléer à son déficit par l'emploi méthodique de la chaleur artificiell .

C'est ce que l'on fait depuis longtemps dans nos campagnes, mais d'une façon toute rudimentaire et tout empirique. Tantôt directement, tantôt après exposition préalable au soleil, les fruits sont déposés dans des fours à pain ou dans des étuves primitives chauffées au bois. Ces installations sommaires et défectueuses sont impuissantes à permettre une exploitation à grand rendement. Il serait par conséquent tout indiqué de mettre en œuvre les procédés perfectionnés et ingénieux que les Allemands appliquent depuis de longues années pour sécher industriellement les légumes, en s'inspirant des découvertes qu'a faites, en 1845, notre compatriote Masson. Mais il faudrait un outillage spécial qu'il est extrêmement difficile de se procurer chez nous en ce moment. Le mieux est donc de se servir d'installations de fortune, rationnelles cependant et qu'il est facile de réaliser partout à peu de frais. Sur un foyer en maçonnerie, on dispose d'un côté une marmite en fer

qui donnera l'eau bouillante pour le blanchiment préalable des fruits, de l'autre une cloche percée de trous. Par ces trous, arrive l'air nécessaire qui s'échauffe et perd son humidité sur le foyer avant d'aller traverser le séchoir proprement dit. Ce dernier est constitué par une sorte d'armoire close à deux parois, entre lesquelles on tasse une substance mauvaise conductrice de la chaleur : papier froissé, liège, tourbe, afin d'empêcher les déperditions de température par rayonnement. Dans cette armoire, les fruits sont étalés sans contact les uns avec les autres sur des claies superposées. L'air chaud, venant de la cloche, arrive par la partie inférieure, traverse de bas en haut les claies et s'échappe dans l'atmosphère par une longue cheminée de tôle qui détermine un violent appel. Après avoir trempé pendant une minute, les fruits dans l'eau bouillante, additionnée si l'on veut de 8 à 10 pour 100 de carbonate de soude, on les laisse pendant 14 heures environ dans le séchoir, en prenant la précaution de régler le chauffage de telle sorte que la température de l'air qui le traverse ne dépasse pas 60°. Les résultats obtenus sont excellents. L'opération, pratiquée sur les pommes, donne 35 pour 100 de rendement, 30 pour 100 avec les poires, 25 avec les prunes et les pêches; les fruits séchés ont un goût excellent, leur conservation et leur transport sont faciles, leur prix de revient est tout naturellement très inférieur à celui des mêmes produits actuellement importés de Californie en quantités considérables. La cuisine peut les utiliser de diverses manières avec ou sans addition de sucre. En somme, il y a là toute une industrie à développer, on pourrait même dire à créer dans la plupart des régions françaises où elle n'existe pas encore. Elle ne saurait manquer de donner, après la guerre, des résultats en rapport avec l'excellente qualité des fruits du terroir et avec la technique consciencieuse de nos fabricants.

C'est une des nouveautés sociales les plus curieuses de l'état de guerre que l'importance considérable prise dans l'opinion publique par l'étude des problèmes alimentaires. Naguère, il était d'une élégance discutable de s'y attarder. Aujourd'hui il est admis dans les milieux « les plus parisiens » que l'on peut, sans déchoir, parler de confitures, de sucre, de beurre, voire de légumes secs ou de salaisons. Il faut bien vivre!

Aussi ne saurait-on passer sous silence une controverse qui s'est tout récemment élevée dans les milieux scientifiques au sujet de la question de savoir s'il faut changer l'heure coutumière de nos repas. Ce n'est pas, assurément, que nous en soyons réduits, à la fin de cette troisième année de guerre, à réclamer du nouveau, « n'en

fût-il plus au monde » ; nous en trouvons assez, hélas! dans les conditions matérielles aussi bien que dans les conditions morales de notre existence présente; mais le moment semble à d'aucuns propice aux réformes les plus radicales et, comme le sentiment qui anime la plupart des novateurs est parfaitement louable, il convient de leur prêter attention, surtout quand leurs dires se fondent à la fois sur une réelle compétence scientifique et sur des considérations sociologiques fort judicieuses. C'est le cas pour le docteur Bergonié, professeur à la Faculté de médecine de Bordeaux et correspondant de l'Académie des sciences, qui vient d'entretenir la docte compagnie des avantages que présenterait, au triple point de vue hygiénique, économique et social, un changement dans le nombre, l'horaire et l'importance de nos repas.

M. Bergonié est parti de cette constatation qu'il y aurait, pour les travailleurs de l'atelier, du bureau ou du magasin, une économie très appréciable de temps, de peine et d'argent s'ils pouvaient se dispenser des allées et venues qu'entraîne pour le plus grand nombre d'entre eux la nécessité de prendre un repas substantiel au milieu du jour. D'autre part, il a établi que, dans la plupart des cas, le régime actuel est antihygiénique parce que, si l'on considère le graphique des variations de notre dépense physiologique en calories dans une journée de vingt-quatre heures, on observe que les deux repas principaux, celui de midi et celui du soir, qui fournissent à l'organisme son approvisionnement maximum d'énergie, sont précisément placés après les heures de déficit énergitique et au moment où la courbe tend vers ses minima. Le contraire, selon lui, paraîtrait plus rationnel.

Il préconise donc d'adopter pour les repas un horaire nouveau qui se rapprocherait autant que possible de celui qu'observent d'ordinaire les Anglais : deux repas par jour, le principal pris le matin vers 7 h. 1/2 et dont le menu serait établi de telle sorte qu'il puisse fournir environ 2000 calories utilisables; le second le soir, vers 18 heures, qui serait un peu moins important que le précédent et fournirait environ 1500 calories; entre les deux, 8 heures consécutives de travail. Les expériences ont prouvé que l'organisme s'habitue très vite et très aisément à ce régime et qu'en tout état de cause la digestion y gagne en rendement. Mais les avantages seraient surtout d'ordre social et d'ordre économique. M. Bergonié est prêt à nous montrer, dans l'adoption de son projet, la promesse d'une Salente bien moderne : un plus complet et plus long repas, une grosse économie dans les transports en commun, la suppression des repas pris hors du domicile, une diminution dans l'usure des vêtements, la possibilité de logements extra-urbains pour les

travailleurs, une aide précieuse apportée à la lutte contre l'alcoolisme, l'efficacité d'une instruction complémentaire pour l'ouvrier et pour l'apprenti, des heures moins anormales pour les réunions corporatives, la diminution sensible des pertes de temps, des malfaçons, des erreurs occasionnées par la cessation et la reprise du travail. Enfin une vie de famille plus complète et moins « hachée ».

Cependant, le projet, bien que présenté sous les auspices les plus favorables, n'a pas eu la bonne fortune de rallier à soi toutes les adhésions, même dans les milieux scientifiques. Le « décalage » que son adoption imposerait créerait en réalité un bouleversement considérable dans un grand nombre d'habitudes invétérées, qui ont certainement leur origine rationnelle dans une accommodation nécessaire à toutes sortes de conditions et d'influences ethniques, climatériques, etc. Le régime du repas principal au milieu du jour, la *cena*, suivi d'ailleurs dans la soirée du souper, la *commissatio*, était celui des Romains, après avoir été celui des Grecs au temps d'Homère. Il est donc vénérable au moins par son antiquité. D'autre part, il faut bien confesser qu'il est difficile de réglementer tout ce qui touche à l'estomac. « Messer Gaster » a toujours été rebelle à la contrainte. En thèse générale, il se soucie fort peu des lois et décrets, ceux-ci fussent-ils justifiés par un vœu de l'Académie des sciences.

A côté de ces précieuses interventions dans l'ordre pratique, l'activité des savants français ne laisse pas de se manifester, dans le domaine purement spéculatif, par des travaux plus ou moins inspirés par les contingences de l'heure présente. C'est ainsi qu'un astronome éminent, M. l'abbé Moreux, directeur de l'observatoire de Bourges, nous communique, dans l'*Actualité Scientifique* (avril-mai 1917), des révélations vraiment stupéfiantes sur les significations géographique, astronomique et mathématique de la grande Pyramide, dite Pyramide de Khéops. Les égyptologues la considèrent généralement comme un monument funéraire : cette opinion est discutée. Mais, tombeau ou non, cette pyramide n'en est pas moins un étonnant symbole scientifique et beaucoup plus remarquable à ce titre que par l'énormité brutale de ses dimensions. On savait déjà que ses deux diagonales prolongées jusqu'à la mer forment les deux côtés égaux d'un vaste triangle isocèle qui renferme exactement le delta du Nil. On savait aussi que ses quatre faces sont exactement orientées vers les quatre points cardinaux, ce qui ne laisse pas d'être étonnant, car l'orientation aussi précise d'un édifice est très difficile, même avec la boussole et tous les moyens dont nous disposons. Or, cette orientation a été faite en tenant

compte de ce que les astronomes actuels appellent la précession des équinoxes. Mais ce qui a lieu de surprendre encore davantage, c'est que le méridien passant par le sommet est précisément celui qui traverse sur le globe le plus de continents et le moins de mers, tout en partageant en deux parties rigoureusement égales les terres que l'homme peut habiter; et, de même, le cercle parallèle à l'équateur qui passerait exactement par le même point est également celui qui renferme le plus d'étendue continentale.

N'y a t-il là que des rencontres fortuites : la chose est déjà bien difficile à admettre! Mais que dire alors des constatations suivantes?

Le rapport exact du périmètre complet des quatre bases au double de la hauteur est égal au fameux nombre π, c'est-à-dire au rapport de la circonférence au diamètre, soit 3,1416.

Cette hauteur elle-même, 148^{m},208, multipliée par 1 million, donne très sensiblement la distance de la terre au soleil, telle qu'elle est évaluée par les mesures les plus récentes (149 400 000 kilomètres), alors que Kepler lui-même l'arrêtait encore à 58 millions de kilomètres!

La coudée pyramidale, mesure sacrée dont se servaient les prêtres égyptiens, était de 0^{m},6 356 521 : c'est exactement la dix-millionième partie du rayon polaire de notre planète.

Le rapport de cette coudée à la longueur d'une base est de 365,2563, chiffres qui correspondent absolument à la durée en jours de l'année sidérale; l'année civile, telle que la fixe notre calendrier, est également mesurée en multipliant par 3,1416 la longueur en pouces pyramidaux. D'autre part, le pouce pyramidal, multiplié par 100 milliards, donne la longueur parcourue, en un jour, par la terre sur son orbite!

Enfin on a trouvé que les mesures du coffre en pierre taillée, qui se trouve dans la chambre du roi, sont l'expression exacte de la densité du globe terrestre!...

On avouera qu'il y a dans tout cela de quoi nous laisser rêveurs, tout au moins de quoi nous inspirer quelque modestie touchant l'immense supériorité que nous attribuons volontiers à notre science par rapport à celle des anciens...

N'oublions pas que plusieurs époques de sombre barbarie ont passé entre les temps lointains des Pharaons et les nôtres. Qui saurait affirmer que, dans cinq ou six mille ans, les hommes se feront une idée juste de notre civilisation et de nos connaissances, même s'ils ont pour s'en informer ce qui subsistera de nos monuments, fussent-ils en fer ou en béton armé?

Fracnis Marre.

CHRONIQUE POLITIQUE

Nous sommes à la marée montante et, fort heureusement, la vague de dépression qui a suivi les opérations d'avril dernier est brisée. Elle était due, surtout, en dépit des apparences, non pas à un découragement qui n'existe point, mais à une désillusion, elle-même créée par les prédictions volontairement et exagérément optimistes. On ne s'est pas encore rendu compte — et je doute qu'on y arrive jamais ! — du tort grave que l'on fait à ce pays dont le fonds est admirable, par l'incessante préoccupation de lui farder la vérité. Je ne cesserai de dire qu'on a tort de se défier de lui. D'abord il ne le mérite pas, après toute l'abnégation très consciente dont il fait preuve. Ensuite on affaiblit à plaisir la confiance qu'il ne demanderait qu'à garder dans ses guides et dans leurs truchements. On a maintes fois essayé de m'expliquer que c'est le revers fatal de la grande politique. Je n'en crois pas un mot. Et si quelque jour, il manifeste un peu bruyamment son mécontentement, la faute en reviendra à la gent à la fois suffisante et imprudente qui s'arroge, je ne sais vraiment en vertu de quelle investiture, le droit de lui faire prendre, comme s'exprime le dicton populaire, des vessies pour des lanternes. Le tout, au moment même où l'on n'a pas assez de majuscules pour célébrer la Démocratie, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et où l'on émet la prétention d'imposer à l'univers entier ce régime dont on ne voit pas que les mots employés le rendent simplement hypocrite.

L'exercice sincère de la démocratie est d'une flagrante impossibilité dans un pays en guerre : il suffit d'ouvrir les yeux et de regarder derrière toutes les frontières pour s'en rendre compte. Avec sa plasticité coutumière, notre pays n'a marchandé, depuis trois ans, sa docilité à aucune autorité. Hélas ! il en accepte même d'anonymes et dont l'influence est profondément pernicieuse. Mais ce qui pourrait l'irriter à la longue, c'est de sentir sa docilité inefficace, grâce à la sempiternelle et trop souvent contradictoire incompétence de ceux qui se sont chargés d'ordonner sa vie. S'il est las de quelque chose, c'est moins de pâtir, — le grand but final lui en montre la nécessité, — que de pâtir pour rien, et de constater que çà et là sa souffrance et son effort restent vains. Dans

le militaire, — certaines récentes circulaires du nouveau chef, et notamment sur les permissions, montrent qu'on s'en est rendu compte, — il est arrivé parfois que certains chefs traitaient une armée « nationale » comme une armée « de métier ». Tout ce qui rappelle la brimade ou le bon plaisir, au lieu de consolider l'autorité, la sape. Et l'autorité étant plus que jamais indispensable, rien ne l'assure mieux que la justice. De même dans le civil, ce qui fatigue, irrite, énerve, ce n'est pas l'autorité, c'est le tâtonnement, l'expérimentation, l'essai tentés au petit bonheur, une facilité exagérée à décréter pour contre-décréter ensuite. Tout cela n'est ni de la démocratie, ni du gouvernement, c'est de l'improvisation. Et l'on me fera difficilement croire qu'un décret pris le matin, amendé le soir et rapporté le lendemain ait été préparé avec les précautions nécessaires! Je sais bien que la matière est difficile et les décisions urgentes. Mais sans faire de fronde, on peut souhaiter que le travail et la compétence remplacent le génie.

Grâce aux discussions intervenues au Sénat, le fameux projet de « mobilisation civile » a été abandonné. On n'en a gardé que la réquisition des choses. Le danger de détruire l'organisation qui s'est si péniblement constituée à l'arrière a finalement été entrevu : ce qui prouve que la discussion n'est pas inutile, et que — j'ai eu déjà l'occasion de le rappeler — c'est le seul moyen qui nous reste soit de ruiner les malfaisantes autocraties qui pourraient se manifester, soit d'éclairer les bonnes volontés imprudentes ou aveugles. Les projets d'impôts nouveaux fourniront ample matière à semblables études contradictoires. Le ministre des finances se trouve devant l'inéluctable nécessité de « faire de l'argent », et il est le premier, j'imagine, à douter que son projet, souvent draconien, franchisse victorieusement les défilés du vote. Mais du moins, cette première annonce de notre avenir fiscal aura eu le mérite de mettre le grand public en face des exigences de la situation, quitte aux législateurs à modifier la répartition des charges. Quelques-unes d'entre elles sont stupéfiantes, par exemple celle qui consiste à étendre indéfiniment soit le droit de succession lui-même, soit la périodicité régulière de sa perception, même pour les héritages acquis depuis un certain nombre d'années, ou pour ceux dont le total aura été perdu. Ce sera le cas de se souvenir de la morale du fabuliste, et de ne pas tuer la poule aux œufs d'or ou même de ne pas la chasser hors de la volière. J'espère du reste que la fertilité parlementaire produira d'utiles modifications, et peut-être quelques suggestions appelées à un certain rendement : pourquoi, par exemple, si l'on faisait la répétition de droits de succession sur les années écoulées, ne pas demander aux anciens ministres un impôt sur leur ancien traitement?... Je n'ai pas sous la main les tableaux de M. Léon Muel, mais à prendre tous les cabinets depuis quarante ans, nous arriverions certainement à un total appréciable...

Et quel notoire exemple serait ainsi donné, qui pourrait être suivi d'autres aussi édifiants! Mais nous aurons tout loisir de revenir sur ce riche sujet, au moment de la discussion.

Pour le moment deux faits considérables, sans réussir à nous masquer les préoccupations de l'équilibre financier, sont venus en cette quinzaine, fortifier nos espoirs et notre confiance dans l'issue de la guerre : l'arrivée du premier contingent américain, et la reprise de l'offensive russe. Nos lecteurs ont certainement vu, dans les journaux quotidiens, les récits de la réception enthousiaste faite par la population parisienne et par les corps constitués au général Pershing et à son état-major, de même qu'au premier bataillon de soldats américains qui défilèrent aux Invalides dans la prise d'armes en l'honneur de la fête de l'Indépendance. Nos hôtes ont dû être touchés de cet accueil, plus même que leur calme habituel ne le montrait, car ils traversaient impassibles, les flots de la foule clamante. Ce fut une manifestation comme sait en faire le peuple de Paris, quand il s'enthousiasme. Un des Français qui assistèrent au voyage triomphal de M. Viviani, du maréchal Joffre et de l'amiral Chocheprat aux Etats-Unis me disait que ce fut bien autre chose encore. Je le crois sans peine. Mais je suis sûr que nos amis d'Amérique, qui savent estimer les choses à leur valeur vraie, n'auront pas manqué de penser que nous avons déjà trois ans de guerre sur les épaules ou dans le cœur, et que c'est tout de même un poids très lourd; ils peuvent prévoir, en tout cas, ce que seront les acclamations quand le major général Pershing reviendra du front maréchal et victorieux!

J'ai vu, dans la presse, que l'on comparait la réception faite aux Américains à celle que Paris fit aux marins de l'amiral Avellan et au tsar Nicolas II à leurs premières visites en France. Quels souvenirs! Et quelle fidélité à suivre les traditions! Il y a vingt ans, on posait, en grand gala, la première pierre du pont Alexandre III. Aujourd'hui, on annonce déjà la constitution d'un comité pour élever à Paris un monument en l'honneur du concours des Etats-Unis à la grande guerre. Voilà une préface éloquente aux faits d'armes futurs de nos nouveaux alliés. Nous ne doutons pas que le livre qu'ils vont écrire ne contienne de belles pages.

Tout ce que nous avons entendu ou lu des discours prononcés à Paris le 4 juillet montre combien notre « parenté » historique donne d'ampleur et de portée à l'accession des Etats-Unis. Devant la tombe de La Fayette, le colonel Stanton proclama : « La France est accourue vers nous lorsque l'Amérique combattait pour assurer son indépendance. Nous n'avons pas oublié : « La Fayette! nous « voilà! » Très ému, le général Pershing prit lui-même la parole à l'improviste : « Je n'ai pu résister, dit-il, à l'émotion de cette minute. Je tiens à dire combien les manifestations d'enthousiasme qui nous ont été prodiguées au cours de cette matinée nous ont touchés. Nous saurons nous inspirer du haut exemple que nous a donné le héros qui dort son dernier sommeil ici, pour contribuer

de toutes nos forces et de tout notre cœur à établir de façon définitive, dans le monde, ce régime de liberté auquel La Fayette a si généreusement voué sa vie. » Un peu plus tôt, le général américain avait reçu les deux guidons offerts l'un par la ville du Puy, près de laquelle naquit La Fayette, et l'autre par les descendants des combattants de la guerre de l'Indépendance, parmi lesquels se trouvaient les plus beaux noms de France : Dampierre, Contenson, Mac-Mahon, Gontaut, Lasteyrie, Vogüé, Montmorency, Kergorlay, Montesquieu, etc. Il ne faut pas oublier ces pages d'autrefois qui nous valent les réponses d'aujourd'hui. Je veux bien que les Etats-Unis se soient décidés par amour du Droit et de bien d'autres choses! Mais ce qui est au tréfonds central de la décision nationale, c'est le sentiment du gentleman qui n'oublie pas et qui vient à l'aide. Le vrai mot de la situation, c'est celui du colonel Stanton, faisant du nom de La Fayette le symbole de la vieille France : « La Fayette, nous voilà! » Ce n'est pas à nous d'employer à ce sujet les mots de dette, de reconnaissance; mais il nous est bien permis d'y voir, il est impossible d'y méconnaître un rendez-vous d'honneur, et même de point d'honneur. C'est une fierté qui nous revient, que de tels souvenirs aient remué profondément, dans la grande République américaine, la fibre populaire.

Cela dit une fois pour toutes, pour relier le passé au présent, voyons quelles sont les intentions d'avenir. M. Ribot a été, sur ce point, plus net qu'il ne l'avait jamais été :

M. Lloyd George répétait hier ce qu'a dit le président Wilson et ce que j'ai dit moi-même à la tribune de la Chambre des députés : « La paix serait singulièrement plus facile à conclure si, au lieu de l'empereur d'Allemagne, nous avions devant nous les représentants d'une démocratie fondée sur les principes du droit moderne. » Voilà ce qu'il faut dire très haut, jusqu'à ce que nous soyons entendus de nos ennemis eux-mêmes.

La victoire est certaine, à condition que nous ne faiblissions pas au moment suprême. Certes, la lutte est dure après trois années, après tant de sacrifices et de souffrances. Mais quel Français voudrait, par lassitude, perdre la récompense de ces souffrances, de ces héroïsmes, de ces deuils si noblement supportés!

Les mots que j'ai soulignés expriment la pensée qui n'a jamais cessé d'être la nôtre et que j'illustrais, il y a deux ans, le 25 juin, en citant une lettre que je venais de recevoir de l'étranger. On me permettra de la reproduire ici, parce que, sans prévoir à cette époque la longueur de l'attente, mon correspondant caractérisait déjà fort exactement ce que serait la période finale. Il y avait peut-être, à cette date, quelque mérite :

Dans la guerre d'usure (qui semble bien être définitivement la guerre qu'on fait), la victoire s'obtiendra par l'anéantissement de l'une des armées en présence. Mais quand commencera la débâcle de l'un des adversaires? Au moment imprévisible, *mais inévitable, où il n'aura plus de réserves.* On lui tue 10 000 hommes et il n'a rien pour les remplacer. Les trous qui se creusent dans ses rangs, il ne peut les combler.

Par des prodiges de virtuosité, il pourra amener d'un point à l'autre du front des troupes qui paraîtront neuves, mais qui ne le seront pas; il prélèvera à droite pour porter à gauche. Pendant quinze jours, un mois, il gardera l'apparence de la force; il n'en aura plus la réalité, et chaque jour qui passe l'affaiblira un peu plus Toutefois, et il le faut bien remarquer, *la façade restera debout, intacte, jusqu'à l'effondrement final* Un beau jour, sans que rien, la veille, ait pu le faire soupçonner, ils se trouveront à court; et les Alliés seront loin d'avoir dit le dernier mot. Avant la « décision » [et c'est cela dont il faut être bien persuadés], le vaincu du lendemain n'aura rien qui le distinguera du vainqueur éventuel. Celui qui se sait condamné à la défaite continuera de crâner, de plastronner pour en faire accroire à son adversaire. Il gardera toujours l'espoir que l'autre se laissera prendre au piège, s'énervera, manquera de patience et consentira à une paix boîteuse au moment précis où il aurait pu imposer sa volonté.

Si nous savons attendre, notre succès revêt ainsi un caractère automatique et fatal Nous pouvons continuer les hostilités plusieurs mois de plus que les Allemands. Notre front se maintiendra alors que le leur ira s'affaiblissant jusqu'à devenir intenable. A quand l'échéance? Nul n'en sait rien; mais elle est *inévitable*. Le matin du jour où elle se produira, nous croirons les Allemands invincibles et, pourtant, ils seront à deux doigts de l'irréparable désastre! Patientons et, un beau jour, nous serons étonnés de constater qu'il n'en reste rien.

Allemands et Français ressemblent étonnamment à deux hommes qui se battent avec des cailloux. Ces projectiles sont enfermés dans des boîtes cadenassées, mais percées chacune d'un orifice permettant à chacun des lutteurs d'extraire une seule pierre à la fois. Dans la caisse allemande il y a cent cailloux, dans la caisse des Alliés il y en a cent cinquante. On se cogne. Tant que les réserves ne font pas défaut, il ne peut être question pour un parti de prendre un avantage marqué. *Au centième coup lancé, les ennemis paraissent être d'égale force.* Et le danger, pour le mieux fourni, est de se dire qu'il n'y a rien à faire, de perdre la tête et de renoncer au combat... alors qu'il lui restait encore cinquante coups à asséner et qu'il lui eût suffi de « tenir » cinq minutes de plus pour « avoir » son adversaire. La comparaison est naïve, je la crois juste. »

Et j'ajoutais : « Je le crois aussi. C'est pourquoi j'ai laissé la parole à notre compatriote. C'est ainsi qu'on apprécie les choses de loin, et quand on peut juger du fâcheux effet que produisent les airs de fanfare qui sont des « morceaux » pour promenades militaires, mais non des hymnes dignes de la vraie guerre. Il faut voir les choses comme elles sont. Comme lui, de les voir ainsi n'amène pas à les voir en noir, au contraire. Le grand avantage de considérer de cette façon les chances de demain, c'est de ne pas donner l'éveil à des illusions, dont on ne remarque vraiment pas assez que chacune d'elles qui tombe crée une désillusion, réalité deux fois plus pénible que le rêve ne fut fortifiant. » Deux ans ont passé depuis lors. Contre vents et marées nous avons tenu et même progressé. Les réserves des Alliés se sont accrues de tous les nouveaux concours, et le remplacement, au front, s'opérera de plus en plus, pour nous permettre, à nous qui avons donné, eu égard à notre population, le plus gros effort, de reconstituer une vie nationale où manquent les meilleurs éléments.

Toutefois, écartons les chimères et sachons regarder en face les événements. Nos ennemis savent, aussi bien que nous, qu'un

certain temps s'écoulera encore avant l'arrivée des forts contingents d'Amérique. S'ils sont de nouveau capables d'un gros effort, ce qui ne me paraît pas impossible, il est élémentaire qu'ils le tentent avant la date présumée des nouveaux débarquements. *Tenir* est donc plus que jamais indispensable; car je ne crois guère, en ce moment, à une proposition de paix spontanée de l'Allemagne. On lui a trop dit, à mon sens, qu'on voulait « l'anéantir ». Tout le monde est piqué au jeu terrible, et même le « peuple » beaucoup plus qu'on ne le croit. Nous essayons de diviser aujourd'hui, comme en témoignent les récents discours. Je crains que ce ne soit trop tard et que nous n'ayons cimenté le bloc qu'il eût mieux valu désagréger. C'est en cela même que je me permettrai de ne pas partager ce que je crains n'être qu'une illusion : à savoir que l'Allemagne démocratisée, si l'on peut ainsi dire, serait moins unie dans la guerre. J'ai indiqué pourquoi. Cela ne supprime, ni n'atténue, ni n'absout aucune cruauté, ni aucune duplicité, ni pis encore, mais il faut bien reconnaître tout de même qu'une nation qui tient tête à une telle supériorité numérique d'adversaires a droit, au point de vue militaire et patriotique, à quelque considération. Nous lui avons répété à satiété, pour employer l'expression vulgaire, que nous « voulons avoir sa peau ». Je crois, pour mon compte, qu'elle est convaincue que nous l'aurons. Mais je crois aussi qu'elle la défendra jusqu'au bout et qu'elle la vendra cher. Cela peut nous mener encore loin.

Je ne vois guère qu'une chance, directe, d'en finir plus tôt, c'est que, après l'arrivée sur notre front, des gros contingents américains, M. Wilson ne s'adresse une dernière fois à l'Allemagne et ne lui dise : « Par ce que nous avons fait, jugez de ce que nous ferons certainement. Si vous voulez vivre, en voici la dernière possibilité, et voici à quelles conditions. Si vous refusez, que le sort en soit jeté, mais l'Allemagne et même les Allemagnes en mourront. » A ce moment, peut-être toute illusion croulerait-elle outre-Rhin, et l'appétit de vivre amènerait-il la solution finale. Mais cette perspective, qu'on y a certainement envisagée, sera un motif de plus de précipiter l'effort dont je parlais plus haut et qui serait le coup donné dans un élan désespéré.

C'est ici que la reprise de l'offensive russe prend une valeur dont l'importance dépendra de sa durée, de son activité et de son succès. Si Broussilov peut continuer vigoureusement, si les divisions roumaines reconstituées, — et qui sont très supérieures à la précédente armée, — opèrent des mouvements concordants, il paraît matériellement impossible que les « centraux » puissent suffire à faire face partout. Mais il faut que la diversion russo-roumaine s'accentue encore. Nous ne doutons pas des intentions du généralissime russe, et il n'est que juste de reconnaître, dans le récent réveil de son armée, l'effet de son ascendant. On sait que Broussilov déclarait ces jours-ci : « Ce qui m'a rendu révolutionnaire, c'est que si notre offensive n'avait pas été arrêtée

volontairement par les intrigues d'en haut, la guerre pourrait être finie à l'heure qu'il est, à la suite d'offensives générales sur tous les fronts. » D'autre part, ce qui vient de se passer est dû aussi, il ne faut pas davantage l'oublier, à l'action de M. Kerenski, soutenue par celle de M. Albert Thomas, et ce n'est pas pour rien que les bombes « diplomatiques » étaient destinées à être enfournées, comme de simples briquettes, dans la chaufferie du bateau qui ramenait le ministre français. Le passé récent commande la prudence dans les espoirs, et il serait risqué d'escompter ferme l'instabilité jusqu'ici endémique de la Révolution russe. Cependant de grands progrès y sont incontestables sur la question militaire, même dans le Soviet, et c'est un symptôme qu'il ne faut ni majorer ni négliger.

Ce peuple, en immense majorité, est ataviquement disposé à l'obéissance. Ce qui manquait au gouvernement, c'est de *pouvoir* oser. Au point de vue de l'alliance, le mérite de M. Thomas est de lui avoir appris à *savoir* oser. M. Kerenski a trouvé dans M. Lebedev, nouveau gérant du ministère de la marine, un auxiliaire aussi ardent que lui pour propager l'idée de l'offensive. J'ai vu le lieutenant Lebedev, retour de Salonique, avant son départ pour Pétrograd, et je suis convaincu de son zèle et de son énergie à promouvoir l'exécution loyale de l'alliance. Je ne doute pas de la volonté de ces protagonistes, pas plus que je ne doute de l'entraînement que l'heureuse décision de Broussilov va provoquer dans le reste de l'armée, en réveillant l'ardeur militaire par l'orgueil national. La question est de savoir où en sont les ressources en armement et en munitions, et sur ce point d'une importance capitale, je n'ai aucun renseignement.

Il reste, en fait, que, après plusieurs mois de tranquillité ou d'illusion, les Centraux ont de nouveau à se préoccuper du front oriental. Le discours de M. Zimmermann au Reichstag déclare qu'on s'attend à une offensive anglaise au nord d'Arras. D'autre part, malgré les furieuses attaques de l'adversaire, il n'a pu mordre sur les positions récemment conquises, du chemin des Dames à Craonne, et qui le dominent. Les plans de l'état-major allemand subiront-ils une modification, du fait nouveau dû à l'offensive de Broussilov? Pour les mois qui vont suivre, tout est là.

Par ailleurs, la politique étrangère nous réserve sans doute quelques complications. Nous nous occuperons, la prochaine fois, en détail de l'Italie où la situation est infiniment « intéressante ».

En Espagne, elle ne l'est pas moins, bien qu'elle nous touche plus indirectement. M. Dato emploie sa plus souple autorité à aplanir des difficultés sans cesse renaissantes et dont la propagation semble bien être due au message de M. de Romanonès où l'Espagne a pris conscience qu'elle pourrait se trouver entraînée à la guerre. Le plus clair résultat de ce subit éclat de lumière a été de rendre plus manifeste le désir du *pays* de conserver la paix. Ce n'est évidemment pas à cela qu'on s'attendait.

En Grèce, M. Venizelos occupe la présidence du Conseil et rompt avec les Empires Centraux. La contre-partie semble devoir être la reprise de l'alliance avec la Serbie. Du reste déclaration de bonne confraternité à l'Italie, tandis que le mot d'ordre à l'intérieur est l'apaisement entre les partis. Mais on comprendra les réserves de ma dernière chronique si l'on veut bien remarquer ce que M. Bonar Law vient de dire aux Communes, à savoir « que le roi Constantin ne s'est pas engagé à ne pas combattre contre les Alliés ». Or, l'on se rappelle qu'un corps d'armée grec est interné à Gorlice. Je n'insiste pas...

En Chine, sans doute par esprit de contradiction, l'armée procède à une restauration de la dynastie proclamée déchue en 1911. Jusqu'ici pas de complications trop graves, mais on sait prendre son temps dans l'Empire du Milieu et l'attitude de la Chine du Sud reste douteuse. D'autre part, quelle position a prise ou prendra le Japon dans les affaires de sa grande voisine? Les Etats-Unis ne se sont pas engagés sans doute dans leur action en Europe sans avoir pris avec le Japon et avec le Mexique certains arrangements sur lesquels un avenir prochain nous fixera peut-être. M. Wilson est un homme trop méthodique pour ne pas avoir assuré ses derrières.

En Suisse, enfin, en revanche du fâcheux incident dû à M. Hoffmann, nous avons la joie de saluer l'entrée au Conseil fédéral d'un homme dont les sentiments de justice et de tolérance sont avérés, non moins que les sympathies. M. Ador, président du Comité international de la Croix-Rouge, est bien connu en France où on l'a vu siéger dans les congrès à côté de son ami le marquis de Vogüé, qui le tenait en particulière estime pour son inlassable dévouement à la cause charitable qu'ils servaient tous les deux. Il est au centre de cette admirable organisation à laquelle quiconque est atteint par la guerre doit sa part de gratitude, pour l'espoir qu'elle entretient ou l'aide qu'elle donne. Il est ferme sans être agressif et modéré sans faiblesse. L'accueil que reçut son élection, dans la Suisse romande, fut triomphal et la justice que lui rend l'unanimité des confédérés est le plus bel hommage à l'unité de sa vie. C'est ce que M. Motta, ancien président de la Confédération, a très heureusement résumé dans sa dépêche de félicitations : « Il n'y a rien de plus beau dans la vie d'un homme que d'incarner l'unité nationale et la pitié humaine. Vous symbolisez l'une et l'autre et vous affirmez ainsi, au-dessus des orages de cette époque sanglante, les destinées immortelles de la patrie suisse. » Etre désigné pour témoigner, devant le monde, de l'honneur et de la loyauté de sa patrie, n'est-ce pas l'éloge suprême pour un homme d'Etat?

INTÉRIM.

5 juillet 1917.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Etats-Unis, France, par Victor Cambon. 1 vol in-12, 28 hors texte. (Pierre Roger.)

Etude sur l'Amérique moderne, qui rappelle celle que l'auteur avait donnée autrefois de l'Allemagne et qui, dans un genre différent, montre la même clairvoyance et la même pénétration. Composée à la suite d'un voyage fait dans les meilleures conditions pour bien voir et appuyé sur une documentation qu'on devine abondante et précise, il se recommande par une netteté de composition qui naît ici de la netteté même de l'esprit et par un tour vivant et alerte qui anime les idées. Il se lit avec un vif agrément, il fait connaître un peuple que nous avons intérêt à bien juger et il apporte maintes occasions de réfléchir.

Les déportations belges, à la lumière des documents allemands, par Fernand Passelecq. 1 fort vol. avec nombreux fac-similis hors texte. (Berger-Levrault.)

Composé presque exclusivement de documents et principalement de documents allemands — selon l'excellente méthode dont nos lecteurs savent qu'use si heureusement l'auteur en ces difficiles questions, — cet important travail donne une histoire aussi authentique et aussi nette que possible de ces déportations qui ont à juste titre ému l'opinion; on y retrouve la clarté d'esprit, la netteté de composition et la vigueur de discussion que l'on connaît; nul doute qu'il ne contribue à éclairer les neutres de bonne foi.

La gloire de la terre, par A.-P. Garnier. 1 broch. in-8°. (Garnier.)

Beau poème, simple et symbolique histoire d'une âme, où la noblesse des pensées, le sentiment de la nature et celui de la vie humaine, la souplesse des rythmes variés et la pureté de l'expression charment à la fois l'esprit. Editeur de goût en même temps que bon poète, l'auteur a donné à son volume un fort élégant aspect.

L'abbé Chevolot, caporal au 90e d'Infanterie, par Emile Baumann. 1 vol. in-12. (Perrin.)

La majeure partie de ce livre a paru ici cet hiver. On y voit vivre et monter de plus en plus la belle âme chrétienne d'un Français qui était aussi un esprit distingué, profond et attiré vers les grandes choses; les lettres qu'il laisse font regretter vivement sa perte. Le remarquable écrivain et le connaisseur d'âme qu'est M. Baumann l'anime à nos yeux et nous le fait comprendre avec toutes les ressources de son sobre et vigoureux talent.

Face à l'épreuve!... par Mgr Pons. 1 vol. in-12. (Roblot.)

Sous une forme très littéraire, où l'anecdote, le souvenir historique, l'impression vécue habillent d'un vêtement fort agréable une doctrine théologique sûre et profonde, c'est le problème du mal, l'utilisation chrétienne de la souffrance et le chemin de la paix intérieure que nous montre ici l'excellent prédicateur. Les qualités de style qui font lire son volume comme une œuvre d'agrément, le tour original qu'il a su donner à son éloquence, comme aussi la belle clarté de l'ordonnance expliquent le succès qu'ont obtenu ses conférences, notamment à Tunis, où elles ont contribué pour leur part à renforcer le sentiment patriotique et à maintenir notre influence.

La vie mystique. — La route des Dardanelles, par Edward Montier. 2 vol. in-12. (Soc. fr. d'imp. à Lille.)

Voici deux ouvrages fort différents, l'un qui nous explique en chrétien, en philosophe et en poète le sens et la beauté de la vie enclose dans les carmels et les cloîtres, et nous montre sa bienfaisance et son rayonnement qu'on ignore trop souvent; — l'autre qui évoque tout le merveilleux passé, toutes les pittoresques visions, les légendes exquises, l'histoire et les paysages de ces contrées de l'Orient où nos soldats ont combattu et combattent, Cyclades et rivages de l'Asie Mineure. L'un et l'autre volume sont d'un écrivain délicat et charmant.

Des chants dans la tourmente, par Paul Barbier. 1 broch. in-12. (Crès.)

Poésies de guerre, d'une belle inspiration, d'un souffle soutenu, tour à tour entraînantes et émouvantes. L'auteur est un bon poète, qui manie le vers avec succès et habileté.

Tout ce qui concerne la Rédaction de la Revue doit être adressé à M. Edouard Trogan, Directeur du *Correspondant*, 31, rue Saint-Guillaume, à Paris, VIIe.

L'un des Gérants : JULES GERVAIS.

PARIS. — L. DE SOYE, IMPR., 18, R. DES FOSSÉS-S.-JACQUES.

LA MARINE

QUELQUES-UNS DES ENSEIGNEMENTS DE LA GUERRE

S'il est une vérité que l'heure actuelle autorise à proclamer, c'est, pour un peuple qui a l'heureuse fortune de posséder des frontières maritimes, la nécessité vitale de conserver la liberté de les utiliser en temps de guerre, afin de recevoir du dehors les matières brutes ou ouvrées, le combustible, les armes, les munitions, les équipements, les vivres, les animaux dont l'apport lui est indispensable pour suppléer à ses ressources industrielles entravées par la mobilisation, et à l'exploitation de son sol déserté par les hommes valides.

Cette liberté, c'est à une marine puissante, entraînée, prévoyante qu'il appartient de l'assurer. Tous nos soins doivent donc être donnés, dès le temps de paix, à créer et à entretenir cet organe essentiel de notre indépendance nationale.

Il paraîtrait banal d'affirmer une fois de plus ce principe si, bien des fois, depuis 1870, nous n'avions entendu répéter que seule, à ce moment, la lutte sur terre avait décidé de notre sort, que dans le nouveau duel qu'on devait prévoir, il en serait de même, qu'il était par conséquent bien inutile de gaspiller les milliards que coûte une marine pour n'en tirer, au moment du drame où chacun avait le sentiment que devait se jouer notre existence nationale, qu'un secours sans effet appréciable sur le dénouement.

Les arguments se pressent pour réfuter une pareille théorie, mais je ne pense pas qu'il soit utile de les faire valoir. Ce n'est pas, dans tous les cas, le but de ces pages. Le pays est éclairé, il sait que sans la liberté de la mer, la France était vaincue, même

après la Marne, parce qu'il lui eût été impossible de créer ou de reconstituer, sur son sol, les éléments matériels nécessaires à l'âpre lutte qu'elle devait poursuivre et même de pourvoir à la subsistance et au ravitaillement, tant de ses combattants que de sa population civile. Le pays sait en outre, et il l'a maintes fois exprimé, quels services il a tiré du personnel élevé à l'école de la marine, école faite de la solidarité dans le danger sans cesse entrevu en commun, et de la confiance mutuelle dont cette épreuve a pétri le cœur de ceux qui commandent comme de ceux qui obéissent.

Mais, par une étrange conséquence, c'est peut-être précisément la diversité des services que la marine a rendus qui laisse l'opinion hésitante ; lorsqu'elle voit les marins luttant aussi bien sur leurs vaisseaux qu'aux bords fameux de l'Yser, aussi bien dans les batteries de la Meuse et de la Somme que dans le domaine aérien, elle se demande si la marine proprement dite, dont elle aperçoit mal le rôle, n'est pas un instrument de luxe, et s'il n'eût pas mieux valu ne lui réserver, dans la mobilisation du pays (et j'entends ce mot dans le sens le plus général qu'il est possible de lui donner) que le personnel strictement nécessaire à l'armement de ses vaisseaux, afin de faire bénéficier directement l'armée, voire même les services publics, de tous les éléments que la flotte de guerre n'exigerait point.

Couper l'arbre plein de vie pour en utiliser les rameaux détachés dont la sève ne tarderait pas à se tarir, est-ce là, vraiment, ce qu'on nous propose? Mais, puisque cette hantise existe, qu'elle a même été la cause de la plupart des erreurs commises, alors que le gouvernement hésitait à prévoir l'étendue des besoins de sa marine, je voudrais aujourd'hui l'aborder et la combattre, je voudrais même, élargissant le débat, me demander quelles organisations nouvelles, la marine, mettant à profit les leçons si diverses et parfois si inattendues que la guerre actuelle lui a apportées, doit dès maintenant prévoir et faire triompher devant l'opinion, devant le parlement, devant le pouvoir, afin d'être mise en mesure de faire face aux devoirs étroits qu'elle a vis-à-vis du pays.

L'heure est venue d'un pareil examen. Nous allons nous retrouver en face de la confusion des créations hâtives et éphémères que de pressants besoins nous ont imposées. Il va falloir faire sortir de tout cela l'ordre et la sécurité de l'avenir. J'ajouterai que les circonstances sont favorables : la crise que nous traversons a porté, sur la nature et l'étendue des devoirs de la marine, une lumière qui permet de les discerner sans hésitation. Je les passerai en revue, sous les titres suivants :

I. — Conception. — Construction et entretien de la flotte.

II. — Armement de la flotte. — Recrutement. — Instruction des états-majors et des équiqages. — Entraînement du personnel. — Ecoles.

III. — Organisation et approvisionnement de nos arsenaux et de nos points d'appui.

IV. — Défense des côtes.

V. — Surveillance et sécurité de la navigation. — Sémaphores. — Postes de T. S. F. côtiers. — Service des phares et balises.

VI. — Organisation des transports par mer.

VII. — Commandement dans les ports de commerce. — Leur protection militaire. — Fonctionnement de leurs services techniques en temps de guerre.

VIII. — Protection et ravitaillement de nos possessions d'outre-mer.

IX. — Protection de nos intérêts à l'étranger. — Concours prêté par la marine de guerre au développement de notre influence.

I. — Conception. — Construction et entretien de la flotte. Travail dans les arsenaux.

La conception et la construction de notre flotte ressortissent à la préparation du temps de paix. Nos grands conseils pourvoient à l'élaboration des programmes qui sont soumis à l'approbation du ministre. Nos services techniques étudient dans les détails les devis destinés à satisfaire à ces programmes; le ministre les soumet au parlement en introduisant une demande de crédit; l'exécution s'opère dans nos arsenaux maritimes ou dans des chantiers privés.

C'est là un processus qui apparaît comme obligatoire et qui ne saurait être amendé que dans des modalités de détail. On doit souhaiter que le temps soit le plus court possible entre la conception et l'exécution. L'engin de guerre moderne, et surtout l'engin maritime, se modifie avec une telle rapidité qu'un bâtiment se démode pour ainsi dire dans le temps de sa gestation.

Au moment de la déclaration de guerre, on a été naturellement porté à rejeter les travaux concernant l'achèvement des unités qui n'apparaissaient point comme pouvant entrer en ligne dans un délai rapproché, si bien que les arsenaux ne se sont plus vus en face que de l'entretien et de l'armement.

Je n'insiste pas sur l'erreur ainsi commise, elle a été générale dans tous les services; le gouvernement a été de la sorte amené à penser que les arsenaux militaires étaient bien luxueusement

pourvus de personnel pour le travail qui apparaissait, et a fait l'abandon d'un nombre considérable d'ouvriers qui ont suivi le sort de leurs classes et qui sont allés grossir l'armée.

Le geste était généreux, il était malheureusement irréfléchi. On n'a pas tardé à reconnaître qu'on avait commis une lourde faute.

La guerre faisant mine de devoir durer, non seulement il fallait achever les unités grandes ou petites en cours de construction, pour remplacer celles qui succombaient, non seulement il fallait pourvoir à l'entretien et aux réparations des unités navigantes et du matériel flottant, dont un service des plus durs et des plus actifs multipliait les avaries, non seulement il fallait construire ou aménager des bâtiments répondant à des besoins qui n'avaient pas été prévus et dont la nouvelle formule de guerre révélait le copieux besoin, chasseurs de sous-marins, chalutiers, dragueurs et poseurs de mines, patrouilleurs de toute espèce, yachts, transports, etc., mais, dès que la mobilisation eut vidé les magasins, le département de la guerre appelait la marine à son secours en lui révélant son affreuse détresse : c'était d'abord pour ses équipements, bientôt après pour son matériel de toutes sortes, voitures, affûts, travées de pont, puis pour ses munitions dont la fabrication à elle seule a absorbé une grosse partie de l'effort de nos arsenaux.

Je n'ai pas la prétention de faire ici l'énumération de tout ce que le département de la guerre a demandé à la marine; ce que je viens de dire suffit à établir quelle imprudence nous avions commise en consentant à désorganiser le travail dans les arsenaux pour récupérer quelques milliers de combattants, et surtout pour satisfaire à un principe absolu d'égalité devant la mort, principe que tous les faits de la guerre ont démontré inapplicable, auquel il est nécessaire de substituer celui d'égalité devant le devoir, chacun étant astreint à s'employer pour le service national, d'après un classement fait dans le temps de paix, là où sa technicité permet sa meilleure utilisation.

On ne saurait proclamer trop haut le principe que dès le jour de la mobilisation l'ouvrier des arsenaux n'est plus un travailleur libre, mais un travailleur astreint et pouvant être contraint, soumis à la discipline militaire, absolument comme tel de ses camarades qui, n'étant pas réservé par sa spécialité, a été envoyé aux armées. C'est par un illogisme vraiment monstrueux que, de deux hommes ayant vis-à-vis de la nation les mêmes devoirs militaires d'obéissance et de discipline, l'un des deux peut ne remplir ces devoirs que sous des conditions qu'il fixe et qu'il pourrait faire valoir même par l'abstention de travail. Inexplicable

aberration dont on ne doit point à nouveau affronter le scandale.

La mobilisation du personnel de nos arsenaux, suivant un mode qui la soumette à la discipline et à la hiérarchie militaires, doit donc être prévue dès le temps de paix. Il y a des formations, des groupements à étudier de façon à faciliter la distribution du travail. Le rendement doit être porté au maximum, la journée n'étant plus limitée que par le souci de ne pas imposer au personnel des fatigues pouvant nuire à sa santé; l'administration, la solde, la nourriture et le logement de ce personnel devront faire l'objet de réglements spéciaux édictés en tenant compte des situations de famille. Les ouvriers doivent être astreints à l'uniforme militaire au dedans comme au dehors de l'arsenal. Des mesures analogues sont à prendre dans les chantiers privés travaillant pour la marine.

Pour les ouvriers que leur âge soumet aux obligations militaires, la légitimité des mesures qui viennent d'être énumérées ne peut être contestée. Quant aux autres, aussi bien ceux qui ont dépassé l'âge que ceux qui ne l'ont pas encore atteint, il serait nécessaire de ne les admettre dès le temps de paix dans les arsenaux qu'à condition qu'ils contractent pour le temps de guerre un engagement les mettant à la disposition de l'autorité militaire. Il serait d'ailleurs prévu que, quand surviendrait l'appel par anticipation des jeunes classes, la marine aurait le devoir de mettre ceux de ses ouvriers qui en feraient partie (dont l'expérience technique est pour ainsi dire nulle) à la disposition du département de la guerre.

En réalité, la mobilisation, loin d'imposer à nos arsenaux une activité réduite, doit être pour eux le signal de l'utilisation intensive de tous leurs moyens en personnel et en matériel, par une organisation méthodique du travail qui les mette à même de satisfaire, dans le minimum de temps et avec leur degré d'urgence, aux besoins de la marine et de la défense nationale.

II. — Armement de la flotte. — Les équipages. — Recrutement et entrainement. — Réserves. — Ecoles.

La marine puise ses équipages à deux sources à peu près égales comme débit quantité, mais donnant des sujets très différents comme sorte, instruction et spécialité.

L'Inscription maritime, de laquelle relèvent les marins de profession, lui fournit un personnel dévoué, endurant, discipliné, déjà plié aux dangers et aux privations de la mer, mais en général peu lettré et ne pouvant, par conséquent, donner qu'un faible contingent aux écoles de spécialités dans lesquelles se forment les brevetés qui constituent la véritable ossature de notre flotte

(canonniers pointeurs, chefs de section d'artillerie lourde et légère, fusiliers, timoniers, télégraphistes, électriciens, torpilleurs, mécaniciens-aérostiers, etc...).

Le recrutement, doublé de l'engagement volontaire, donne un contingent qui n'a pas les mêmes qualités professionnelles, mais peut fournir des sujets plus aptes à s'assimiler les connaissances d'ordre presque scientifique que nécessite la formation d'un breveté.

Les marins de l'Inscription maritime restent à la disposition du département de la marine jusqu'à l'âge de cinquante ans. Les marins provenant du recrutement obéissent aux mêmes obligations que les hommes de leur classe qui servent dans l'armée de terre, mais ils ne restent à la disposition de la marine que pendant la période d'activité et de réserve, et sont remis au département de la guerre, dès que leur âge les fait passer dans la territoriale.

Ces mesures avaient paru plus que suffisantes pour assurer les besoins de la marine en temps de guerre; les événements ne tardèrent pas à nous montrer à quel point nous nous étions trompés.

Lorsqu'avant 1914, nous supputions les besoins en personnel pour le temps de guerre, nous comptions nos bâtiments de combat, que la spécialisation, la complication et la délicatesse de leurs engins obligent à tenir armés, pour ainsi dire, en permanence, tant pour leur bon entretien que pour l'éducation et l'entraînement de leurs équipages; nous escomptions, d'autre part, les ressources que nous pourrions tirer du personnel de nos bâtiments sans valeur militaire et aussi du désarmement de nos écoles flottantes ou à terre, que nous avions la funeste intention de rompre, et nous apercevions ainsi des ressources suffisantes pour n'avoir à faire qu'un faible appel à nos réserves, dont le parlement nous reprochait chaque jour l'abondance.

C'est sous l'empire de cette grave erreur que, poussant le sacrifice au delà de ce qu'exigeait la loi, la marine a, dès le début des hostilités, mis à la disposition du département de la guerre un nombreux personnel, dont le défaut n'a pas tardé à se faire sentir dans ses services. Ce fut d'abord la brigade de fusiliers-marins, bientôt après les escouades de canonniers et de pontonniers; puis, enfin, lorsqu'il s'est agi de reconstituer nos régiments décimés dans nos premiers revers, les inscrits des classes correspondant, comme âge, à la territoriale. Elle a même compris, dans ce sacrifice, ses capitaines et officiers du commerce qui n'étaient pas effectivement embarqués, créant ainsi, pour les services extra-militaires que le pays est en droit d'attendre de sa marine, des difficultés qui les ont souvent paralysés.

Loin de moi l'idée de regretter ce concours prêté à l'armée de

terre dans un moment éminement critique; l'admirable résistance de nos fusiliers-marins aux bords de l'Yser a jeté sur les tristesses de l'invasion un tel manteau de gloire, que la France entière s'en est sentie plus fière et plus forte, mais quand l'élite de nos officiers et de nos admirables sous-officiers a été fauchée, quand les compagnies sont devenues squelétiques, on a, une fois, deux fois, dix fois bouché les trous, vaille que vaille, et puis, il a bien fallu s'avouer qu'on était à bout de souffle. D'autres besoins qu'on n'avait pas d'abord aperçus sollicitaient d'ailleurs le personnel marin. La brigade a été dissoute; on ne pouvait faire autrement.

La première charge inopinée et obligatoire qui est retombée sur le personnel de la marine a été celle de la défense des côtes. La guerre retirait son monde, il a fallu au pied levé trouver officiers, sous-officiers et marins pour aller occuper les ouvrages.

Bientôt après apparaissait, pour le service à la mer, des besoins que nous n'avions pas prévus. La guerre sous-marine qui se développait nous obligeait à couvrir les mers de patrouilleurs, dans toute la limite que nous permettaient les disponibilités de notre flotte de pêche, de commerce et de plaisance, et même les acquisitions que nous pouvions faire à l'étranger. Il fallait en même temps augmenter la surveillance sur les côtes, armer dans ce but ceux de nos bâtiments sans valeur militaire, quelquefois même déjà condamnés pour lesquels nous n'avions point réservé d'équipages.

Puis ce furent les transports militaires nécessités par nos opérations dans le Levant, les bâtiments-hôpitaux qu'il a fallu armer en nombre tout à fait imprévu, l'aviation maritime dont le développement s'est imposé pour le service de la surveillance et de découverte contre les sous-marins.

Enfin, la marine de commerce, qui était dans les premières semaines restée inactive, se voyait ardemment sollicitée non seulement à reprendre son trafic, mais à l'intensifier dans toute la mesure que nécessitaient les besoins croissants de la défense nationale et du pays. Les frets montaient à des prix inconnus, alors les armateurs se tournaient vers nous, nous montraient leurs rôles vides, vides d'officiers, vides d'équipage et péniblement, en nous amputant de ci, de là, nous arrivions à leur octroyer quelques hommes. Partout c'était la misère.

Non seulement nous avions abandonné nos réserves, mais nous avions abandonné nos recrues. Dès la déclaration de guerre, nous avions renoncé au contingent qui nous est fourni par le recrutement, et qui constitue près de la moitié de notre levée annuelle.

Nous n'avions plus aucun réservoir dans lequel puiser pour combler nos vacances. On s'est débrouillé : par quels moyens? on me permettra de ne pas insister par discrétion nationale, disons seulement que ces expédients précaires et dangereux ne peuvent constituer la règle et qu'il est nécessaire qu'ils ne nous soient plus imposés à l'avenir.

La marine doit garder la disposition de tous ses inscrits, les uns pour servir sur ses bâtiments de guerre, de surveillance ou de transport, les autres pour assurer la défense des côtes et des arsenaux, d'autres enfin, cheminots de la mer, pour assurer les transports commerciaux dont l'activité importe au plus haut point à la défense nationale, à l'alimentation et au ravitaillement des populations. Il n'y a pas jusqu'à la pêche, qui apporte un appoint appréciable à l'alimentation, dont il faille se préoccuper afin de la favoriser dans toute la mesure du possible.

C'est ainsi d'ailleurs que la marine était pourvue légalement; à ceux qui pensaient qu'elle l'était beaucoup trop largement, on peut demander aujourd'hui d'accepter la leçon des événements, afin d'éviter de retomber dans l'erreur très généreuse, mais erreur au demeurant, commise sous l'empire de préoccupations plus asservies à l'heure présente que prévoyantes du lendemain.

L'éducation de nos équipages, ébauchée dans les dépôts, acquise dans les écoles de spécialités, est définitivement mise au point dans les escadres ou escadrilles qui sont la véritable école pratique succédant à l'école théorique.

La marine a cet avantage que ses unités de combat, formées au complet dès le temps de paix, peuvent être pleinement exercées aux manœuvres de mouvement, thèmes de combat, tir, etc..., dont la pratique continue est absolument indispensable pour que ses bâtiments représentent autre chose qu'un corps flottant, apte à brûler du charbon et à consommer des vivres et du matériel. Mais, par contre, nous avons assisté à cette conséquence paradoxale de la guerre telle que les circonstances l'ont faite, que cet entraînement a cessé, dès qu'il a été reconnu, — et cela n'a pas tardé, — que la présence à la mer de notre flotte cuirassée l'exposait à des dangers hors de proportion avec les minces objectifs qui pouvaient être poursuivis. Son action a dû se transformer en une menace constante d'action s'exerçant à proximité suffisante des bases de l'ennemi. Il lui a fallu rechercher pour elle-même des rades qu'elle pût défendre d'une façon absolue par des barrages, par des estacades, par une étroite surveillance au dehors et au dedans, mais elle s'est trouvée ainsi privée des exercices en haute mer qui absorbent son activité en temps de paix et qui

maintiennent le niveau d'entraînement, malgré l'afflux constant de personnel nouveau. Ce n'a pas été une des moindres préoccupations du commandement que celle de soutenir dans ces conditions énervantes le moral des équipages et même des états-majors de nos grandes unités de combat. Tous aspiraient à s'évader pour aller servir sur les petits bâtiments, afin d'y trouver le mouvement, la lutte, le danger et peut-être la satisfaction d'envoyer par le fond un de ces sous-marins qui faisaient peser sur les mers une si lourde tyrannie.

Si je fais mention de cette face de la question, c'est pour montrer combien il importe que nos flottes de haute mer soient, dès le temps de paix, fournies d'éléments instruits et entraînés; j'ajouterai cette considération que c'est aux premières heures qu'elles auront l'occasion des actions les plus profitables et peut-être les plus faciles.

Les éléments instruits, je l'ai déjà dit, c'est à nos écoles de spécialités qu'il appartient de nous les fournir, c'est à elles aussi qu'il aurait dû appartenir de combler les vides survenus de toutes parts et de subvenir aux exigences imprévues que la guerre révélait, mais hélas! les écoles étaient fermées.

L'organisation des écoles de la marine, dont le rendement est de tous points remarquable comme qualité, est le produit d'une longue et patiente élaboration. Assez souple pour s'adapter aux exigences créées par un matériel sans cesse en gestation ou en progrès, l'armature reste néanmoins assez résistante pour supporter les à-coup qu'entraîne le changement des hommes et des choses. Quelques novateurs téméraires y ont parfois porté une main un peu lourde dans son inexpérience, mais les traditions dont était faite l'âme de ces écoles ont toujours prévalu, et nous pouvons dire que nous avons été très bien servis. C'est une charge très lourde, charge d'argent, charge de matériel, charge de personnel. Il faut y employer sans compter un personnel instructeur, subalterne et supérieur, trié sur le volet, ayant le feu sacré, le respect et la foi dans sa mission d'éducateur. Ce n'est qu'à ce prix qu'on obtient des résultats, dans le temps fatalement très mesuré qu'on peut consacrer à l'éducation du breveté. Les hommes nous arrivent liés par des obligations militaires de plus en plus courtes, il faut se hâter si on veut en tirer des services effectifs en rapport avec les sacrifices consentis.

L'étendue de ce sacrifice avait amené, dans les dispositifs de mobilisation, à décréter le désarmement des écoles et l'utilisation de leur personnel tout particulièrement entraîné, pour compléter l'armement en guerre de nos escadres, ainsi que des quel-

ques bâtiments de combat qui n'avaient pas reçu leurs équipages dès le temps de paix. Cette façon de procéder, séduisante pour une guerre de six mois, réduisait presque à néant l'appel que la marine devait avoir à faire à ses réserves. Comme, d'autre part, on n'avait personne à congédier, on était accoutumé de dire que nous avions plus de facilités en cas d'une grande guerre qu'au cas d'une expédition en Chine, au Maroc, ou ailleurs, au cours de laquelle nous n'interromprions le fonctionnement d'aucune de nos écoles.

Malheureusement, l'événement s'est chargé de montrer que sur ce point, comme sur bien d'autres, nous nous étions trompés. Le déchet normal, doublé du déchet de guerre, la nécessité imprévue de l'armement des flottilles de patrouilleurs, les emprunts faits par les services extérieurs, dont la marine a dû subitement prendre charge, les besoins même du commerce, n'ont pas tardé à faire apparaître une pénurie qui a constitué plus qu'une difficulté, un véritable danger. La pénurie a été d'autant plus grande, au moins pour certaines spécialités, que la marine, versant régulièrement à la guerre ses territoriaux provenant du recrutement, perd ainsi bon nombre de brevetés qui pourraient lui rendre encore d'utiles services, et dont la technicité est mal employée à la guerre. Il y aurait évidemment, sur ce dernier point, une modification à introduire dans nos lois.

Je viens de dire que le manque de brévetés était arrivé à constituer pour notre flotte un véritable danger; ce danger nous ne devons plus nous y exposer à l'avenir, il nous faut conserver des écoles, non pas des écoles en plein fonctionnement, mais des écoles réduites, écoles à terre ou sur pontons, école de dégrossissement, à la suite desquelles les brevetés provisoires, ainsi préparés, seront versés aux escadres qui auront charge impérative d'achever leur formation, en affectant un bâtiment à chaque spécialité, sans nuire bien entendu à sa disponibilité pour le combat.

Où devront se tenir ces écoles? Sans doute Lorient pour les écoles à terre, Brest ou Toulon pour les écoles sur ponton, en tenant compte de l'avantage que peuvent offrir les différentes rades que constitue la superbe rade de Brest, au point de vue des exercices et même des tirs, aussi bien que de l'isolement indispensable à un entraînement intensif.

On ne gardera pour ces écoles qu'un nombre très limité d'officiers d'activité ou de réserve, choisis dans la mesure du possible parmi ceux que leur état de santé rend impropres au service à la mer. Je répète qu'il ne s'agira là que d'un dégrossissement et que

le développement technique approfondi sera obtenu dans les escadres. On ne fera peut-être pas très bien, mais on fera beaucoup mieux que rien; il suffit de le vouloir délibérément.

L'Ecole navale, elle-même, n'a pas trouvé grâce devant le principe du licenciement, de sorte que trois promotions vont manquer dans le corps des officiers de marine. Elles ne manqueront pas effectivement en nombre, parce que, malgré tout, l'administration de la marine, devenue plus prévoyante, s'est ravisée, et s'est alors hâtée de former, par des moyens de fortune improvisés, des générations d'aspirants et d'enseignes. Force a été de rétablir une espèce d'école navale, recrutée d'après des éléments de sélection fatalement très imparfaits, et chargée d'un programme d'instruction rudimentaire et rapide. Si l'erreur du début est explicable, on s'explique moins qu'on y ait persévéré si longtemps; il a fallu qu'on mêlât aux motifs d'ordre purement militaire des considérations d'absolutisme tranchant, auxquelles on s'est entêté d'autant plus obstinément que la raison les condamnait.

Le résultat a été que nous avons été médiocrement servis, et je dis cela sans aucune idée de reproche vis-à-vis de jeunes officiers qui n'eussent demandé qu'à nous servir mieux si nous les avions mis à même de le faire. Inscrivons donc le maintien de l'Ecole navale, dans les modifications à apporter à nos prévisions de guerre. Il y a certainement un processus spécial à étudier par avance et à décider pour le cas de guerre, de façon à diminuer dans une large proportion la dépense de personnel. Il y a peut-être même à prévoir le remplacement de certains professeurs ou instructeurs par des officiers ou des brevetés auxquels leur état de santé interdit les lourdes fatigues du service à la mer en temps de guerre, mais le principe de la permanence d'une école d'officiers doit être proclamé.

La question adjacente à celle-ci, qui se posera après la guerre, sera de savoir comment nous allons compléter l'instruction scientifique à peine dégrossie de ces trois ou quatre générations d'officiers, comprenant aussi bien ceux qui sont passés par une pseudo-école navale, que ceux qui nous sont arrivés par les écoles de sous-officiers ou par les officiers auxiliaires. De ces derniers quelques-uns retourneront sans doute au commerce; d'autres ne demanderont pas mieux que de faire titulariser définitivement le grade qu'ils auront obtenu, souvent par des services dont la vaillance méritera bien qu'on leur en tienne compte. La marine aura d'ailleurs besoin de compléter ses cadres très éprouvés, et sera, elle aussi, désireuse de garder des officiers qui lui auront donné bonne preuve d'énergie et d'intelligence.

Il va donc falloir créer, pour tous ces jeunes officiers, une école de formation scientifique, à laquelle seront admis ceux d'entre eux qui prouveront, par examen, qu'ils sont aptes à en suivre les cours. L'acquisition de ce brevet complémentaire serait, pour les officiers dont il vient d'être question, une condition indispensable pour l'avancement au choix, les non-brevetés ne pouvant bénéficier à ce point de vue que d'une action d'éclat dûment constatée.

L'école complémentaire, qui aura à se préoccuper surtout de préparation théorique, sera à terre, dans un de nos ports. Il y aura lieu d'examiner si elle ne devra pas être installée à proximité de l'Ecole navale, afin de bénéficier en partie des mêmes professeurs.

Quant à l'Ecole navale proprement dite, l'heure paraît venue de procéder hardiment aux réformes dont le principe avait été agité ces dernières années, mais avait été écarté afin de ne pas toucher à une institution d'un rendement connu. Aujourd'hui où tout est à remettre sur le chantier, ces raisons n'existent plus.

On s'est plaint bien souvent, et je ne saurais dire que c'était à tort, du manque de cohésion, de lien, de commun langage entre les divers corps d'officiers ressortissant de la marine, appelés à la conception, la création et l'utilisation de son matériel. On s'est alors demandé si la communauté d'origine ne serait point le plus sûr garant de la cohésion dont il s'agit, et s'il n'y aurait pas avantage à ce que, par surcroît, tous prissent, dès le début de leur carrière, notion des exigences auxquelles chacun d'eux devait dans sa sphère être appelé à satisfaire.

Au point de départ de cette éducation commune, nous devons trouver une forte préparation scientifique, aussi nécessaire aux services qui conçoivent et qui créent qu'aux services qui emploient; au delà de la période d'école proprement dite, les leçons de choses puisées dans la pratique de la profession maritime, viendraient affermir les assises sur lesquelles la spécialisation, survenant seulement à ce moment, pourrait élever le solide édifice de la science et de l'expérience.

L'idée est très séduisante, les progrès incessants de la technique maritime mettent plus que jamais en évidence la nécessité de la pénétration réciproque des domaines théorique et pratique. L'heure est venue d'une réforme pleine de promesses.

J'essaierai d'indiquer comment m'apparaît, dans les grandes lignes, l'organisation qui pourrait la consacrer.

L'école que je vise aurait à fournir à la marine ses officiers de marine proprement dits et ses ingénieurs de toutes spécialités,

constructeurs, électriciens, ingénieurs d'artillerie, ingénieurs hydrographes (si ce corps n'est pas absorbé par celui des officiers de marine, ce qui paraît possible et souhaitable). Je n'ai pas compris à dessein dans cette énumération les officiers mécaniciens, pour la simple raison que l'acquis théorique que nous sommes obligés de demander aux sous-officiers de ce corps nous oblige à leur ouvrir largement l'accès aux grades d'officiers, et qu'il y aurait lieu de craindre que, si ces grades étaient donnés presque à leur exclusion, nous ne commettions en même temps une injustice et une faute : une injustice si nous ne récompensions pas des services méritants et des serviteurs tout particulièrement exposés (la guerre l'a maintes fois montré), une faute si nous ne mettions pas à profit, dans les grades supérieurs, l'expérience essentiellement pratique, laborieusement acquise dans les grades subalternes, qu'une éducation scientifique, même très poussée, ne saurait remplacer. Nous nous apercevrions bien vite d'ailleurs de notre erreur en voyant se tarir le recrutement déjà si difficile de nos cadres subalternes.

Le programme d'entrée à l'Ecole navale générale devra être à peu près celui de l'Ecole polytechnique actuelle, à l'âge de vingt ans. Le séjour à l'Ecole serait de trois ans, coupés par des voyages d'application. Les études seraient en même temps théoriques et pratiques. Je n'entre pas ici dans le détail des programmes, disons simplement qu'ils comporteraient une préparation scientifique de l'ordre de celle de l'Ecole polytechnique, et une préparation technique pratique correspondant à celle qui est acquise, à l'heure actuelle, à l'Ecole navale, doublée de l'Ecole d'application.

En sortant les élèves seraient nommés enseignes de vaisseau de 2e classe ; un ou deux ans après, suivant sélection, enseignes de 1re classe. Après deux ans de grade les enseignes de vaisseau de 1re classe seraient appelés à concourir pour la spécialisation dans laquelle ils seraient admis, dans les limites fixées par les besoins que le ministre ferait connaître. C'est à ce moment qu'intervient l'Ecole d'application.

Tous les ingénieurs (à l'exception des hydrographes) suivent, pendant la première année, les cours de l'Ecole du génie maritime. Alors a lieu leur spécialisation définitive.

Les ingénieurs-constructeurs partagent leur seconde année entre le complément de leur instruction à l'Ecole du génie maritime et des missions dans les ports et chantiers de guerre ou de commerce français ou étrangers.

Les ingénieurs d'artillerie spécialisent leur instruction à la

Commission de Gâvres, à l'Ecole de tir à la mer, dans les usines de France et de l'étranger.

Les électriciens suivent en principe les cours de l'Ecole supérieure d'électricité de Paris, mais peuvent être autorisés à suivre les cours des écoles similaires à l'étranger.

Les hydrographes font leur deux ans d'Ecole d'application tant dans les missions hydrographiques qu'au service central à Paris.

L'Ecole d'application pour les officiers de marine proprement dits, est ce que nous appelons actuellement l'Ecole supérieure.

A la sortie de l'Ecole d'application, les officiers sont promus au grade de lieutenant de vaisseau ou assimilé.

Comme le fait voir le schéma que je viens de tracer, ce projet ne fournit, dans les corps assimilés, aucun officier au-dessous du grade de capitaine. Il est permis de penser que l'avancement par les rangs d'auxiliaires infiniment précieux, suffira à combler cette lacune, qui en fait est moins grande qu'elle n'apparaît tout d'abord, les ingénieurs du grade de lieutenant, quelque instruits qu'ils soient, ayant peu d'action sur les chantiers, où leur inexpérience est fatalement dominée par le savoir faire pratique et par l'habitude de commandement des agents techniques de diverses classes. Si l'absence d'officiers de bas grade ne présente pas d'inconvénients pour les corps dont je viens de parler, le système que j'indique aurait par contre l'incomparable avantage de fournir au service naviguant le surcroît de jeunes officiers dont il a le plus pressant besoin et qu'il ne peut se procurer parce que la marine, dominée par la désharmonie entre ses besoins en officiers supérieurs et ses besoins en officiers subalternes, ne peut augmenter le nombre des derniers auxquels elle n'a point de débouchés sortables à offrir.

Quelque longue qu'ait été cette digression sur l'Ecole navale, elle est infiniment trop courte pour pouvoir passer pour une étude du système : elle en indique cependant les grandes lignes; j'espère qu'elle en fait assez apparaître les côtés séduisants pour que l'idée soit jugée digne d'être poussée à fond.

III. — Organisation, approvisionnement et aménagement des points d'appui.

Les points d'appui, au sens le plus général qu'il convient de donner à ce mot, comportent non seulement les arsenaux métropolitains et coloniaux, mais aussi tout port national dans lequel les bâtiments de la marine peuvent être appelés à venir chercher un refuge, un secours, un atelier de réparations, un renouvellement d'approvisionnements, en un mot un tremplin pour s'élancer

à de nouveaux combats. Il importe donc de définir, dès le temps de paix, les points choisis en tenant compte aussi bien de leur facilité d'accès et de l'efficacité possible de leur défense militaire, que des ressources industrielles qu'ils peuvent fournir; ces points une fois déterminés, leur défense doit être prévue et organisée afin de mettre les chantiers et ateliers à l'abri des entreprises et destructions de l'ennemi.

Le droit international, accepté et à peu près exactement pratiqué jusqu'à la guerre actuelle, avait admis qu'aucun port neutre ne pouvait être utilisé comme point d'appui par les belligérants. Il était par contre loisible à ces bâtiments de s'y ravitailler en matières de subsistance, dont la plus importante était le combustible, dans la mesure nécessaire pour rejoindre le port de leur nationalité le plus voisin : ils étaient également autorisés à réparer par leurs propres moyens les avaries les mettant hors d'état de tenir la mer. Comme, d'autre part, le bâtiment de guerre n'était pas autrement défini, les sous-marins ont pu bénéficier de cette imprécision pour aller chercher dans les ports neutres les réapprovisionnements nécessaires à la poursuite de leurs croisières de destruction. Certains pays ont bien essayé, par une décision prise sous l'empire des circonstances, de modifier cet état de choses, qui constitue en équité une violation flagrante de la neutralité, mais ces décisions unilatérales, diverses suivant les intérêts et les sujétions des pays qui les édictent, ne peuvent instaurer un dogme international dont l'essence même exige l'acceptation préalable par l'ensemble des nations. On sera donc certainement appelé, quand le Congrès de la paix se réunira, à resserrer les prohibitions afin de maintenir la neutralité dans l'intégralité de ses droits et de ses devoirs? Il ne me paraît pas douteux qu'il faudra aller jusqu'à la prohibition des eaux neutres pour quelque opération de ravitaillement que ce soit, et jusqu'à la prohibition de l'emploi des ports neutres comme refuge, sous peine de désarmement et d'internement, ainsi que cela se pratique pour les armées de terre franchissant la frontière.

Cette conception est la seule logique et légitime; et si elle n'a pas prévalu jusqu'à ce jour, c'est que le droit international pour la marine procédait encore de l'époque où le champ d'opérations de nos vaisseaux s'étendait sur des océans, bordés par des terres dans lesquelles ils rencontraient des ports que l'Europe pouvait considérer comme *res nullius* ou du moins comme appartenant à des nationalités mal instruites de leurs droits et de leurs devoirs, incapables ou peu soucieuses de faire respecter les uns ou de respecter elles-mêmes les autres.

L'universalité de la conflagration qui a embrasé le monde et qui a obligé les neutres, même les plus résolus à l'abstention, à prendre des mesures d'ordre très délicat, sera, à n'en point douter, une raison suffisante pour que la question de l'efficacité réelle de la neutralité soit posée à nouveau devant l'aréopage des nations. Une fois posée, elle ne peut être résolue que dans le sens de la logique. Si quelques intérêts particuliers, entre autres ceux de l'Allemagne, font obstacle à la solution que j'envisage, ce sera bien le moment de passer outre. J'ose espérer que ses plénipotentiaires seront obligés à mettre leur signature au bas de bien d'autres conditions qui ne seront pas pour leur plaire. Dût-on d'ailleurs s'en passer, sur ce point la clause n'en resterait pas moins obligatoire pour les nations qui l'auraient signée.

On me pardonnera cette digression qui paraît sortir un peu de mon sujet, mais qui était cependant nécessaire pour m'autoriser à affirmer la nécessité pour nous de pourvoir à l'organisation de points d'appui extra-européens principaux ou secondaires assez nombreux et assez judicieusement répartis, pour que notre flotte y trouve en combustible, en munitions et en vivres, les ressources nécessaires à la poursuite de ses opérations.

Ce n'est pas ici le lieu d'examiner quels doivent être ces points d'appui, disons simplement qu'ils devront être continentaux toutes les fois que cela sera possible, afin d'être défendables, et ajoutons qu'ils devront mettre à profit, pour leur défense, toutes les ressources nouvelles dont la guerre a démontré l'efficacité en épargnant ainsi, dans une large mesure, la dépense des batteries lourdes dont l'emménagement et le maintien ne sont pas sans imposer de gros sacrifices.

L'organisation de nos points d'appui devra comporter des mesures différentes suivant qu'ils appartiendront à la métropole ou à nos possessions dites coloniales. Dans nos arsenaux de la métropole et de l'Afrique du Nord nous devons trouver toutes les ressources que la technique industrielle moderne met au service de l'usine, tous les approvisionnements en munitions et engins de combat, dont les conseils de la marine auront fixé les quotités, en s'inspirant des faits acquis, des éventualités probables, tous les rechanges et vivres qui devront suffire aux besoins des premiers mois.

En ce qui concerne les munitions, leur diversité, conséquence naturelle des incessants progrès de l'artillerie, rend la question infiniment délicate. Les rechanges de l'X seront-ils à Brest, à Cherbourg ou à Toulon, seront-ils répartis dans ces trois ports, peut-être même à Bizerte, et pourrons-nous éviter de voir nos

munitions traverser la France par chemin de fer, alors que nos voies ferrées sont déjà surchargées par tant de services divers? Il est, hélas! bien certain que la question ne peut pas être, *a priori*, résolue d'une façon immuable. Non seulement il n'est pas possible de savoir quels seront les belligérants engagés, de prévoir quel sera le théâtre principal de l'action maritime et quels seront les champs d'action secondaires, quels bâtiments paraîtront sur les uns et sur les autres, mais il arrivera la plupart du temps que nos pyrotechnies travailleront non pas spécialement pour approvisionner l'arsenal dont elles dépendent, mais pour utiliser au mieux leurs ressources au point de vue de l'approvisionnement général.

Il est donc logique de résoudre la question par la cote la moins mal taillée possible, en tenant compte des similitudes qui, malgré tout, existent entre les munitions de tel ou tel bâtiment, de façon que chacun d'eux trouve dans la Manche, l'Océan et la Méditerranée le moyen de se pourvoir.

Dans les points d'appui extra-européens qui auront été choisis, on pourra se contenter d'approvisionner des munitions pour croiseurs et bâtiments légers, mais on aperçoit tout de suite que cette décision restrictive, imposée par l'économie, ne pouvant pas régir les faits, il sera sage d'avoir des transports aménagés ou aménageables pour le transport des munitions, dans le cas où les événements rendraient nécessaires de pourvoir certains points d'appui coloniaux.

Pour les poudres, la difficulté s'augmente de l'angoissante question de leur conservation. Il n'est pas douteux cependant que des progrès considérables ont été réalisés, tant au point de vue chimique proprement dit, qu'à celui de l'efficacité de la surveillance et de la sécurité des magasins. Ici, où nous parlons d'avenir, nous pouvons exprimer l'espoir que le doute qui nous oppresse encore sera levé, dans un temps prochain; les expériences de la guerre nous y aideront, nous pouvons ajouter que, dans tous les cas, la conservation à terre peut être prévue et aménagée dans de bien meilleures conditions qu'à bord.

L'approvisionnement des rechanges comporte matières brutes et matières ouvrées : parmi ces dernières, il convient en outre de distinguer les matières spécialisées pour tel ou tel type ou même pour tel ou tel vaisseau. Les quantités à se pourvoir dès le temps de paix seront évidemment variables suivant que les matières appartiendront à l'une ou à l'autre de ces trois catégories. C'est là une discrimination à étudier; si l'on veut en même temps ménager les finances publiques et assurer le bon fonctionnement de

la flotte, on ne doit point trancher la question par un chiffre brutal et uniforme. Il ne peut cependant s'agir d'établir une quotité différente pour les milliers d'articles du répertoire, il y a des catégories à établir. La considération des ressources qui pourraient être demandées soit à l'achat direct, sur marchés éventuels passés avant la guerre, soit à la réquisition, une fois la guerre imminente, interviendra pour aider aux déterminations dont il s'agit. Les marchés éventuels ne laisseront pas cependant que d'être assez onéreux, par l'obligation qu'ils constitueront pour le fournisseur de se tenir approvisionné; on pourra donc renoncer à cette précaution, pour les matières d'ordre absolument banal et se contenter de se tenir constamment au courant des ressources de la place ou des places voisines. Pour les matières spécialisées par type ou même par bâtiment, la charge est plus lourde, la chance de perte par inutilisation est plus grande, il y a lieu de surveiller de très près l'opportunité du déclassement ou de la transformation de ces matières, à mesure que les unités pour lesquelles elles étaient spécialisées disparaissent.

Si dans les rechanges, on considère à part le combustible solide et liquide et les huiles de graissage, on est bien vite amené à conclure que les prix ont, dans cette guerre où nous avons été maîtres de la mer, atteint de telles proportions, qu'il y a tout avantage à être approvisionné aussi largement que le permettent la superficie de nos parcs et la capacité de nos réservoirs.

A la vérité, il y a lieu d'envisager également d'une part l'intérêt du capital immobilisé, d'autre part la conservation du charbon par renouvellement périodique. Cette dernière question est liée à la consommation de la flotte en temps de paix, mais si celle-ci n'était pas suffisante pour assurer le renouvellement périodique utile du stock, on pourrait examiner si la marine ne devrait pas se faire le fournisseur de certaines administrations d'intérêt public consommant sur place, à des conditions qu'il s'agirait de débattre. Quel que soit le parti adopté, la leçon que la guerre vient de nous donner ne doit pas être perdue.

Pour le combustible liquide, sa conservation ne présente pas d'autres difficultés que l'existence de réservoirs suffisants et de moyens appropriés pour se défendre utilement contre l'incendie. A ce dernier point de vue, malgré le surcroît de dépenses auquel on sera amené par l'établissement des canalisations, un fractionnement suffisamment protecteur s'impose.

La question vivres est infiniment plus simple, surtout depuis que la marine est entrée dans la voie de l'utilisation des viandes congelées. On aura recours à un approvisionnement limité, à des

marchés éventuels ou à des achats immédiats dans la « période de tension », enfin à la réquisition en tant que besoin.

On ne devra pas perdre de vue, je le dis en passant, que la fameuse « période de tension », pour laquelle on avait réservé bien des efforts, a cette fois duré juste dix jours entre l'ultimatum aux Serbes et la déclaration de guerre. Virtuellement la certitude de guerre était acquise quatre jours plus tôt. Ne surchargeons donc pas la période de tension.

Quoi qu'il en soit, il n'apparaît point que la question particulière des vivres ait été pour la marine l'objet d'anxieuses préoccupations. Son organisation à ce point de vue a donné parfaite satisfaction.

IV. — Défense des côtes. — Défense de nos arsenaux et de nos points d'appui.

La défense des côtes est légalement du ressort du département de la guerre. En réalité elle a dû être, au pied levé, assumée par la marine dès les premiers jours de la présente guerre. L'expérience est donc acquise. Il ne s'agit plus que d'inscrire dans la loi une nécessité de fait à laquelle l'événement a montré, comme beaucoup de bons esprits le pensaient depuis longtemps d'ailleurs, qu'on ne pouvait pas se soustraire.

Comment une semblable anomalie a-t-elle pu se maintenir? Je n'en ai entendu donner aucune raison plus solide que celle-ci : qu'elle résultait de la loi de 1789. Il est au moins extraordinaire qu'en notre temps de touche-à-tout, cet argument ait pu prévaloir contre la logique, et qu'on ait maintenu à la guerre une charge qu'elle se déclarait elle-même incapable d'assumer, tout en tenant à la conserver!

La question de l'attribution de la défense des côtes a été agitée, très peu de temps avant la guerre, dans des réunions successives du comité de défense nationale. Le département de la guerre s'était déclaré, par ses représentants les plus autorisés, dans l'impossibilité de distraire son exclusive attention des frontières terrestres et avait affirmé qu'il n'avait ni un homme ni un écu à consacrer à la défense des côtes, dont il se désintéressait. Cette déclaration, faite au moment où notre organisation militaire était encore régie par la loi de deux ans, avait été, il est vrai, moins énergiquement soutenue au cours de la réunion suivante. Entre les deux séances était advenu le vote de la loi de trois ans. Le département de la guerre, apercevant des ressources nouvelles en personnel, ne consentait plus qu'à regret à se dessaisir de l'universa-

lité de la charge de la défense du territoire qui lui était conférée par la loi de 1789.

On essaya de s'en tirer par une cote mal taillée et on rechercha une combinaison qui, sans toucher à la loi sacro-sainte, permit au moins à la guerre de se décharger en partie sur la marine. Cette combinaison bâtarde était déjà ébauchée par un commencement d'exécution quand, de nouvelles idées ayant prévalu au département de la marine, dont la direction avait changé, celui-ci se déclara incapable de distraire de ses vaisseaux ou de ses services actifs le personnel nécessaire : l'exécution de la réglementation nouvelle fut donc suspendue. C'est dans ces conditions que nous surprit la mobilisation en août 1914. Dès nos premiers revers, la guerre réclamait le personnel qu'elle avait consacré à la défense des côtes; la marine, comme je l'ai dit, prenait charge, au pied levé, mais elle entrait dans les ouvrages, sans autre mandat que celui d'y servir les pièces existantes, sans aucun droit et aucun moyen d'améliorer, de modifier ou d'augmenter le rendement de notre système de défense, sans même pouvoir élever la voix, lorsqu'on venait lui enlever ses canons ou ses munitions sous le nez de ses canonniers.

Je me hâte de dire d'ailleurs que prenant en considération la situation stratégique générale qui nous était faite par nos alliances, la marine était la première à s'incliner devant les nécessités résultant de notre défaut de gros matériel sur les champs de bataille terrestres : elle ne pouvait s'empêcher de songer cependant, en constatant la variété des moyens mis en œuvre par l'ennemi, qu'une vigilance effective restait nécessaire et de s'effrayer des responsabilités qui lui avaient été imposées, sans qu'elle fût mise à même d'y faire face.

Dans la crise suraiguë qu'a traversée la France, nous avons été, sur ce point comme sur bien d'autres, au plus pressé, par des solutions de circonstance, mais l'inorganisation de la défense des côtes ne saurait demeurer un état normal : il faut prévoir l'avenir et ses surprises. La défense des côtes doit appartenir à la marine principale intéressée à son efficacité, seule en mesure de réunir dans ses mains tous les éléments qui y concourent et possédant les moyens, j'espère le montrer, d'y pourvoir.

Ce mot d'historique était nécessaire pour bien situer le débat, les constatations de fait auxquelles il m'a conduit pourraient suffire pour permettre d'affirmer, comme je viens de le faire, que la défense des côtes, abandonnée par la guerre au moment critique, doit régulièrement revenir à la marine. Mais, pour qu'il ne subsiste aucun doute sur la matière, j'ai le devoir d'aller au delà de

ce constat brutal et d'établir que la logique de la défense générale du territoire conduit à confier à la marine la défense des côtes.

Ma démonstration tiendra dans la réponse à ces deux questions. Quel est le but de la défense des côtes? Quels sont ses moyens?

La défense des côtes a pour but d'empêcher l'ennemi d'entreprendre sur nos côtes des destructions dont la portée matérielle ou morale pourrait être d'un poids avantageux dans la balance des événements, d'y prendre pied par un débarquement, de bloquer nos ports de guerre ou de commerce, d'en miner les abords et d'exposer ainsi à de graves dangers les bâtiments qui les pratiquent. C'est à dessein que je n'ai pas énoncé, dans l'énumération de nos buts défensifs, l'assurance de l'inviolabilité de nos côtes, terme absolu dont on a abusé et qui ne correspond pour la population qu'à une dangereuse illusion. Il n'y a pas de côtes inviolables. Quelle que soit la maîtrise qu'une nation exerce sur la mer, cette maîtrise n'est jamais assez absolue pour permettre d'assurer que des bâtiments rapides ne pourront pas, échappant à toute surveillance, venir jeter quelques obus sur tel ou tel point de nos côtes. Cette affirmation était déjà vraie à l'époque où l'on ne considérait que la navigation apparente, elle l'est bien plus encore depuis que les sous-marins sont entrés en jeu, non seulemeut comme mineurs et lanceurs de torpilles mais aussi comme bombardiers.

Nous avons toutes raisons de penser que les progrès si rapides auxquels nous venons d'assister dans le tonnage, la vitesse, l'endurance et l'armement de ces redoutables bâtiments sont loin d'être à leur limite, et bien osé serait le marin qui, à l'heure actuelle, fixerait le calibre du canon maximum (pour ne parler que de cet engin) que le sous-marin de l'avenir pourra porter. Certes, il trouvera des adversaires plus avertis et mieux préparés à le combattre, ses chances de leur échapper diminueront peut-être, elles demeureront cependant assez considérables, pour que le rendement du sous-marin comme engin de destruction reste rémunérateur de la dépense engagée, de l'effort mis en œuvre et du danger encouru.

J'ai indiqué les buts prohibitifs de la défense des côtes, il me reste à énumérer ses moyens de surveillance et ses moyens d'action fixes ou mobiles, apparents ou invisibles.

Les moyens de surveillance sont les sémaphores, les postes-vigies spéciaux établis pour le temps de guerre dans des endroits choisis à l'avance, les microphones noyés qui décèlent les bruits sous-marins, les projecteurs dont les faisceaux fouillent la mer dans les parages d'un particulier intérêt, les agences de renseignements, les postes de télégraphie ou de téléphonie avec ou sans fil qui permettent de faire affluer les avis jusqu'au commandement

central et à celui-ci de mettre en jeu ou en défiance les moyens de défense appropriés.

Les moyens d'action, ce sont les batteries de côtes fixes [1], les batteries mobiles, les pelotons de troupes armées détachées des ouvrages ou en station de surveillance sur les côtes, les barrages fixes, les barrages de mines, les lignes de torpilles, qu'il faut encore mentionner, malgré la condamnation peut-être un peu rapide dont nous les avons frappées. Ce sont les escadrilles de torpilleurs, de sous-marins et d'hydravions, engins à la fois de surveillance et d'attaque; ce sont les dirigeables dont le rôle ne peut que s'accroître, parce qu'eux seuls permettent de suivre et d'attaquer avec de bonnes chances de succès les sous-marins en plongée.

Après cette énumération, quel esprit réellement impartial pourrait admettre que les éléments de surveillance et de défense active ou passive dont je viens de parler peuvent être dissociés et obéir à des directions différentes? Je n'ai pas besoin de démontrer, je pense, que le département de la guerre est incompétent, aussi bien pour tirer, des renseignements recueillis sur la mer, des conclusions lui permettant de mettre utilement en œuvre les divers organes de la défense passive, que pour donner d'opportunes instructions à nos flottilles, il ne me reste donc qu'à établir que la seule fonction que la guerre avait assumée dans ce réseau multiple, celle d'armer les batteries de côte, la marine peut et doit la remplir pour que la conclusion s'impose d'elle-même avec une logique dont l'évidence ne laissera aucun doute au législateur.

Jusqu'à ce jour, ce sont les canonniers dépendant du département de la guerre qui, commandés par leurs officiers, ont servi les pièces de côte, mais comme il importait d'éviter de désastreuses méprises, on avait été amené, soit à doubler les canonniers par des marins signaleurs, plus experts en l'art de reconnaître les navires, soit à organiser tout un système très complexe de reconnaissance, confié aux officiers de marine, dont devait partir, pour les batteries, l'ordre ou la permission de tirer. La juxtaposition nécessaire de ces deux services, dont le lien ne se fait qu'à la tête, c'est-à-dire au commandant en chef, ne peut être qu'une cause d'hésitation, de retards, peut-être d'opportunes occasions manquées et, pis encore, de périls graves pour la défense. La fusion du service des batteries et du service de reconnaissance supprime ces dangers en même temps qu'elle permet une économie notable de personnel, surtout de personnel officiers; la présente guerre a

[1] Batteries de canons ou batteries de torpilles automobiles, et il y a tout lieu de penser que ces dernières joueront un rôle de plus en plus important.

montré avec quel soin cette précieuse économie doit être recherchée.

Je ne m'attarderai point à établir que les marins sont capables de servir des batteries de côtes. Il suffit d'évoquer les souvenirs de Sébastopol, du siège de Paris et, tout dernièrement, ceux des batteries de la Meuse, dont les services ont été si hautement appréciés par nos généraux ; il suffirait même de rappeler que quand, au début de la présente guerre, les canonniers soldats ont dû abandonner des batteries de côte, la question ne s'est même pas posée. Du jour au lendemain, on a dit à la marine : « Prenez charge », — et elle a pris charge.

Je n'ai point voulu faire état, dans cette étude de principes, du mécanisme compliqué et dangereux par lequel s'établissait la mobilisation de nos batteries de côtes ; il est cependant nécessaire d'en dire un mot pour montrer quelles conséquences l'illogisme du principe avait admis à accepter.

C'est au moment même où nos ports, places, frontières au premier chef pouvaient avoir à faire face à une attaque brusquée que le personnel était soumis aux plus périlleuses mutations, et finalement constitué par des territoriaux nettement inexpérimentés sur ce point spécial.

C'est là un danger que nos préfets maritimes avaient signalé bien souvent sans avoir jamais réussi à se faire écouter.

Il est nécessaire de le rappeler une fois de plus. L'heure grave pour la défense des côtes, c'est la première.

Il ne me reste plus, pour que ma démonstration soit complète, qu'à aborder l'argument capital des partisans de la défense des côtes à la guerre, le débarquement.

« Si vous touchez, nous disent-ils, au principe de l'unité de commandement dans la défense du territoire national, comment le département de la guerre sera-t-il mis à même de repousser un débarquement qui viserait à occuper une partie de ce territoire, à tirer rançon de nos ports de commerce, à détruire ou paralyser nos arsenaux maritimes, ou enfin à constituer une menace dans le dos ou sur le flanc de nos armées. »

Il ne peut venir à l'idée de personne que la résistance à des opérations de semblable envergure ne soit essentiellement du ressort du département de la guerre, il suffit de fixer à quel moment il devra prendre charge, comment il sera tenu au courant des intentions présumées de l'ennemi, de l'importance apparente de l'entreprise, de la réussite de ses premières opérations et du développement qu'elles sont susceptibles de prendre. Point n'est besoin de toucher au principe de l'unité de commandement de la terre nationale pour attribuer à la marine la défense de la mer nationale.

Il suffit de décider que la marine est chargée de la défense contre l'ennemi flottant, apparent ou invisible, mais que dès que l'ennemi prend terre par des détachements assez nombreux et assez pourvus en matériel pour s'accrocher à notre sol et pour tenter d'y constituer la base d'opérations futures, c'est à l'armée qu'il appartient de le combattre et de le jeter à la mer.

Le général commandant la région n'est pas plus autorisé à se désintéresser de l'ennemi qui lui vient par la mer que de celui qui lui tombe du ciel.

En deux mots, voici comment j'aperçois le partage des devoirs et des responsabilités : la marine est chargée de la défense contre l'ennemi flottant ; si cet ennemi essaie de prendre terre, il est tout d'abord combattu par les troupes de la défense mobile, placées sous l'autorité maritime et formées de détachements fournis par les marins gardes-côtes stationnés dans les ouvrages et les éléments de troupes de l'armée de terre prévus dans ce but. Le général commandant la région est, en tout état de cause, informé par la marine des intentions apparentes ou supposées de l'ennemi, de l'importance des opérations qu'elles paraissent comporter et se tient prêt à intervenir dans la mesure nécessaire ; il a le droit et le devoir de prendre charge d'autorité dès que l'opération tentée par l'ennemi dépasse l'importance d'un parti de ravageurs ou dès que l'autorité maritime lui déclare que les forces mobiles dont elle dispose lui paraissent insuffisantes pour s'opposer aux intentions de l'ennemi. Dans l'un et l'autre cas, il avise l'autorité maritime qu'il prend la direction des opérations à terre. En dehors de la liaison entre le général commandant la région et le vice-amiral préfet maritime, une liaison par mutuel détachement d'officiers est immédiatement établie entre les commandants locaux des opérations.

Un tel partage d'attributions et de responsabilités ne peut prêter à aucun conflit d'autorité, comme à aucune hésitation.

N'est-ce pas ici le lieu d'ajouter que, quelque nécessaire qu'il soit que des mesures soient prises contre la chance d'un débarquement, cette chance, dans les guerres modernes entre grandes puissances, devient chaque jour plus problématique, lorsqu'il s'agit d'un déploiement de forces capable d'influer d'une façon utile sur le développement stratégique des opérations générales. Autant il est impossible d'affirmer qu'on est assuré d'empêcher l'ennemi de jeter, sur un point quelconque de nos côtes, des ravageurs qui iront faire sauter un sémaphore, un phare ou un ouvrage d'art, autant il est difficile d'imaginer un concours de circonstances qui fasse qu'un débarquement d'ordre stratégique ne soit

pas, pour celui qui le tentera, une aventure dont le succès reste tellement aléatoire qu'il est hors de toute proportion avec les risques à courir.

Je sais bien qu'à cette affirmation on objectera les faits de l'histoire, la Crimée, les débarquements des Japonais en Chine et en Corée, mais à cela nous avons le droit de répondre, sans entrer dans de plus longues considérations sur l'inorganisation du pays attaqué, que c'est l'histoire d'avant-hier, que l'histoire d'hier et celle d'aujourd'hui nous dictent d'autres conclusions, que si le débarquement des Dardanelles a été réussi en tant que débarquement, son bilan est resté désastreux; nous avons surtout le droit de montrer que, qu'elle qu'ait été la puissance navale de l'Angleterre et sa maîtrise de la mer, quelle que soit devenue la force de l'armée qu'elle a créée, elle a cru devoir résister à la tentation d'un débarquement de vive force sur les côtes de la Belgique occupée par les Allemands, ou sur les côtes mêmes d'Allemagne estimant les chances de succès trop peu proportionnées avec les risques à courir.

C'est qu'entre avant-hier et aujourd'hui l'expression « maîtrise de la mer » a singulièrement perdu de son absolutisme; c'est que sont intervenus des moyens de défense que la puissance navale la plus incontestée ne peut être assurée d'avoir mis à néant; c'est qu'une armée, pour progresser, doit être pourvue d'un matériel dont l'importance jusqu'à ce jour insoupçonnée, exige qu'elle conserve avec sa base nationale un lien d'une solidité à l'abri de toute surprise et capable d'un débit qui dépasse toutes les prévisions acquises. Que ce lien soit rompu un seul jour, l'expédition est immédiatement compromise.

Sans exclure donc, ainsi que je l'ai dit, la possibilité d'un débarquement stratégique des prévisions de notre organisation défensive, — car bien osé serait celui qui, en face des transformations des engins de guerre auxquelles nous assistons, prononcerait le mot « jamais », — il nous reste cependant le droit d'affirmer que cette opération ne pourra pas être une surprise, et, pour en revenir au but premier de cette digression, de dire que le département de la guerre aura le temps d'être informé et de prendre charge des opérations à terre, pendant que la marine déploiera tous ses moyens pour repousser ou mettre à mal l'ennemi flottant, pour couler ses transports et jeter à la mer les premières troupes débarquées.

Je crois avoir démontré que la perspective du débarquement n'est pas de nature à faire échec au principe de l'attribution de la défense des côtes à la marine. J'ai indiqué, d'autre part, que,

comme capacité professionnelle, le personnel de la marine est tout à fait en mesure d'assurer le seul service de la défense des côtes qui ne lui soit pas, d'après les lois actuelles, régulièrement dévolu, celui de l'artillerie.

Notre hésitation ne pourrait donc porter que sur une question d'effectifs, et c'est en effet sur la pénurie d'effectifs que les services de la marine se sont retranchés en 1914, quand ils ont déclaré n'être point en mesure d'assumer la charge qu'on leur offrait. C'est qu'en 1914, la question a été mal ou incomplètement posée. Pour n'avoir point voulu refaire la loi de 1789, on avait eu recours à des décrets qui donnaient la responsabilité à la marine sans la délier d'une sujétion qui lui enlevait les moyens d'y pourvoir. Sujétion pour la conception des ouvrages, sujétion pour leur armement, leur approvisionnement et leur entretien, enfin sujétion financière qui domine toutes les autres. On conçoit que quelques esprits se soient montrés dans la marine peu disposés à accepter un pareil cadeau. M'est avis qu'il eût fallu le recevoir quand même, quitte à harceler le parlement pour obtenir la revision de la loi de 1789. Mais l'administration, volontiers routinière, n'aime pas et ce n'est d'ailleurs pas son rôle, aller au devant de la bataille, c'est aux services directeurs qu'il appartient de l'y mener. A l'époque dont je parle, les services directeurs ne le voulaient pas.

La question a été mal posée, ai-je dit. Et en effet, c'est tout de suite dans son service actif que la marine a pensé puiser le personnel nécessaire à l'armement des côtes : elle n'a pas tardé à reconnaître que, tant au point de vue du personnel officier que du personnel équipages, c'était mettre en péril l'armement de sa flotte de combat, — et combien plus fort, soit dit en passant, apparaîtrait actuellement l'argument! Sans plus chercher, elle a poussé le cri d'alarme et elle a demandé à être dessaisie.

Ce n'est pas dans le personnel d'activité qu'il faut chercher l'armement de nos côtes, c'est dans la création d'un corps spécial de marins gardes-côtes, comprenant personnel actif et personnel de réserve, l'un et l'autre choisis dans les classes d'inscrits au-dessus d'un âge à déterminer, trente-deux ans par exemple, le premier constituant un cadre volontaire permanent chargé en même temps de l'entretien des ouvrages et de l'encadrement des réserves aux périodes d'appel, le second se mobilisant presque sur place, pouvant, à l'exception de quelques grands pêcheurs et longs courriers dont l'emploi apparaît nettement dans l'organisation des transports, rejoindre leur poste dès les premières heures de tension, sans même que les chemins de fer autres que les petits chemins

de fer d'intérêt local soient intéressés. Pour le personnel officier, c'est à une solution du même ordre qu'il faudrait avoir recours par la création d'un cadre permanent, issu des états-majors et de la maistrance de la marine de guerre et d'un cadre auxiliaire fourni par des officiers démissionnaires, par des officiers de la marine marchande ayant subi un entraînement et un examen spécial, par des gradés de la réserve jugés capables et dignes d'avancement.

Nul doute que si le problème eût été abordé de la sorte, il n'eût été solutionné, ne disons pas facilement, — rien n'est facile de ce qui brise des situations acquises, des opinions toutes faites, des routines irraisonnées, — mais disons avec le sentiment d'avoir fait une chose droite et nette, mettant chacun à sa place et assurant, dans toute la mesure du possible, le fructueux fonctionnement d'un organisme nécessaire à la défense nationale, qui n'a été jusqu'à ce jour envisagé que comme un hors-d'œuvre.

J'ajouterai qu'à la fin de la guerre actuelle, quand il va falloir sonner la retraite après le branle-bas de combat général, le moment sera particulièrement favorable pour organiser le personnel officier dont je viens de parler. La marine a été forcée de donner à ses cadres d'officiers subalternes, un développement hors de proportion avec ses besoins normaux; elle a dû, pour satisfaire aux nécessités pressantes, faire appel à toutes les branches de recrutement, aux officiers venant du rang, aux officiers des équipages, aux officiers de la marine de commerce qu'elle a hâtivement militarisés, et enfin aux jeunes gens qui se destinaient à l'Ecole navale qu'elle a instruits militairement, tant bien que mal, et dans le domaine scientifique d'une façon nettement insuffisante. Que va-t-on faire de ce cadre de jeunes officiers? La marine naviguante en gardera un certain nombre, elle en a besoin, mais, ainsi que nous l'avons déjà dit, il faudra qu'elle soumette ceux qu'elle gardera à un complément d'éducation scientifique en vue duquel elle sera amenée à faire une sélection. Qu'est-ce qu'elle fera des autres, de ceux qui auront, par leur vaillance, acquis un grade définitif auquel ils ne voudront pas renoncer et dont il serait vraiment cruel de les priver? N'est-ce pas précisément parmi ceux-là qu'on pourra trouver les cadres permanents de notre défense des côtes et ne trouverait-on pas de la même façon, parmi ceux qui retourneront à leurs occupations antérieures, les cadres mobiles qu'il suffira par la suite d'entretenir?

Je n'ai pas la prétention, dans ces quelques lignes, d'établir un projet de loi de défense des côtes, mais simplement de montrer que le projet n'est pas difficile à mettre sur pied. Il suffit que l'opinion et le pouvoir soient acquis à cette idée que la défense

des côtes doit être à la marine et que l'une et l'autre arrivent à se faire obéir.

V. — Surveillance et sécurité de la navigation. Les sémaphores. — Les postes de T. S. F. côtiers. Le service des phares et balises.

Il suffit d'évoquer le nom de ces différents organes pour que le lecteur les attribue immédiatement à la marine. Il n'en est malheureusement pas ainsi. Les services de télégraphie sans fil, dépendant pendant la paix de l'administration des postes et télégraphes, ne cessent pas à la mobilisation d'appartenir à cette administration, et la surveillance que la marine a le devoir d'exercer sur leur fonctionnement est entravée par tellement de difficultés, contrecarrée par tellement de jalousies, qu'en réalité elle reste inefficace et que le résultat obtenu est loin d'être en proportion avec les efforts faits de part et d'autre.

Il est nécessaire que tout ce service côtier passe, au moment de la mobilisation, sous les ordres de la marine avec son personnel qui doit être mobilisé au titre de la marine et soumis à une hiérarchie militaire.

Une observation analogue s'applique au service des phares et balises. En temps de paix ce service appartient aux ponts et chaussées et dépend du ministère des travaux publics. Dès la mobilisation, la marine peut être amenée, pour la sécurité de ses forces navales ou des ports, à éteindre certains phares d'une façon continue ou discontinue, à en modifier certains autres, à supprimer ou à camoufler certains amers, et elle avait établi à ce sujet, de concert avec la direction des phares et balises, des prévisions que l'expérience a conduit à modifier sur certains points, mais qui ont eu le précieux avantage de fournir un cadre d'action immédiatement prêt à fonctionner.

Naturellement, le préfet maritime est, par les rapports qu'il reçoit sur les mouvements de l'ennemi, par la notion qui lui est donnée des objectifs de notre flotte de guerre ou de ceux de nos alliés, par la connaissance des besoins du commerce maritime et du ravitaillement par voie de mer, spécialement et uniquement qualifié pour savoir quelles modifications il importe, et il est possible d'apporter à notre système d'éclairage et de balisage, d'une façon permanente ou accidentelle, quels phares il convient d'éteindre ou de rallumer, à quelle heure et pour combien de temps. Il paraîtrait naturel qu'un simple télégramme ou radiogramme parti de la préfecture suffise à l'exécution? Mais les

gardiens de phare ne sont pas sous les ordres du préfet maritime : ils appartiennent aux travaux publics. Quelque étrange que cela soit, passons pour le temps de paix, car il n'est que juste de reconnaître que ce service est très bien assuré; mais pour le temps de guerre, cette anomalie incompréhensible a subsisté, si bien qu'il a fallu imaginer une commission, dite commission exécutive, dans laquelle intervient l'ingénieur des ponts et chaussées du port chef-lieu qui, seul, a qualité pour faire passer les ordres du préfet maritime. Un échelon et un retard de plus, alors que le temps presse et que quelquefois le bâtiment, qui se résout inopinément à demander l'entrée et les feux, attend dans une situation dangereuse à tous points de vue.

Le personnel des phares et balises doit, dès la mobilisation, passer tout entier, ingénieur en tête, sous les ordres directs du préfet maritime et être doté d'une hiérarchie militaire; ainsi seront supprimées toutes difficultés.

Je ne parle point des sémaphores qui sont dans le temps de paix un des organismes réguliers du service de la marine.

*
* *

Puisque je viens d'envisager les divers services que doit mettre en mouvement le préfet maritime, je voudrais dire un mot sur l'inorganisation des pouvoirs de cet officier général, simplement pour faire toucher du doigt les difficultés auxquelles on s'est buté, de propos délibéré, afin d'éviter de reconnaître ce principe bien net : c'est que la place forte, constituée par l'arsenal et ses défenses de terre et de mer, dont le préfet maritime est gouverneur, constitue dans la région un îlot où il commande au même titre et dans les mêmes conditions que son égal en grade ou en fonctions; le général, commandant la région en temps de guerre, commandant le corps d'armée en temps de paix.

Avec ce principe, tout se simplifie : pouvoirs civils, pouvoirs militaires, discipline des corps; les textes, péniblement torturés pour éviter de le reconnaître, n'ont organisé que la confusion des responsabilités et si, par mutuel bon vouloir, le conflit est la plupart du temps évité, il faut confesser que c'est souvent au détriment de la solution des affaires.

Si la marine prend effectivement charge de la défense des côtes, toutes les troupes de terre ou de mer affectées à cette défense, de même que celles qui sont préposées à la défense terrestre de la place forte, passent naturellement sous les ordres directs du préfet maritime, qui a le droit et le devoir de se faire rendre compte de leur instruction et de leur entraînement. Quant

aux dépôts éventuellement situés dans la place forte, rien ne serait changé à leurs conditions actuelles. Dépendant du gouverneur en ce qui concerne la discipline générale et leur coopération aux services intérieurs de la place, ils resteraient, en ce qui concerne leur recrutement, leur équipement, leur administration et leur instruction, directement sous les ordres du général commandant la région ou le corps d'armée. Ce sont des troupes de passage dans la place, tant que celle-ci n'est pas investie.

Il y a là une situation parfaitement nette et qui ne peut donner lieu à aucun conflit.

VI. — Organisation des transports par mer.

Sous ce rapport tout est à créer. Aucune mesure de mobilisation n'avait prévu l'intervention de l'Etat dans l'organisation des transports par mer, quand la marchandise transportée ne lui était pas directement destinée. Son droit universel de réquisition lui avait paru suffisant pour assurer ses propres besoins : le ravitaillement général du pays n'avait été ni réglé ni même envisagé, si bien que, dès le début des hostilités, la marine a généreusement offert à l'armée ses vieilles classes d'inscrits et qu'elle a mis ses bâtiments de commerce dans la quasi-impossibilité d'armer au moment où le besoin de leur trafic s'est impérieusement fait sentir. La marine de guerre, anxieusement sollicitée, a fait le possible pour fournir quelques hommes au commerce, mais ce n'a été qu'au détriment de l'armement de ses propres vaisseaux et sans arriver jamais à satisfaire les besoins de plus en plus pressants qu'on lui signalait, en même temps que les siens s'augmentaient chaque jour par les armements de flottilles de patrouilleurs, chalutiers, torpilleurs, bâtiments légers de toutes sortes dont il fallait couvrir les mers pour essayer de protéger en même temps nos cuirassés et nos transports.

Les conséquences de la faute initiale ont été très lourdes. Je demande la permission de ne pas m'attarder à le démontrer; disons simplement que nous ne devons pas y retomber et que la marine doit garder ses inscrits, tout comme les chemins de fer doivent garder leurs cheminots, les jeunes à la flotte active, les plus âgés à la défense des côtes, les vieux aux transports maritimes.

Mais l'intervention de l'Etat ne doit pas, semble-t-il, se borner, au point de vue transports, à tenir des marins à la disposition des armateurs, à réquisitionner tels ou tels bâtiments, à affréter tels ou tels autres, pour tel ou tel temps, en laissant l'armateur incertain du lendemain et inapte par conséquent à entreprendre.

Il y a sur ce point des prévisions très précises à établir, tant

pour augmenter dans toute la mesure du possible le rendement de notre marine de commerce et la sécurité de sa navigation que pour éviter des inégalités flagrantes, j'allais dire scandaleuses, des incertitudes déprimantes qui ont jeté le découragement chez quelques armateurs et souvent dans les équipages.

Il semble qu'une assimilation est indiquée entre les voies de terre et les voies de mer et que si le département de la guerre prend charge des chemins de fer et de leur matériel, la marine doit, de la même façon et pour les mêmes raisons, prendre charge des lignes de navigation et de leur matériel, laissant à la navigation libre les caboteurs, ces diligences de la mer. Ce n'est pas à dire que les marchandises privées, comme les passagers civils français ou étrangers, ne pourront pas trouver place sur nos paquebots et nos longs courriers de charge, mais pour poursuivre l'analogie avec les chemins de fer, ils y seront admis après que les besoins de l'Etat auront été satisfaits.

Les inscrits portés sur les rôles de ces bâtiments seront mobilisés sur place; capitaines, officiers et équipages, ils seront soumis à la hiérarchie et à la discipline militaires, l ur administration suivra les dépenses et les recettes pour le compte de l'Etat comme elle les suivait au compte de sa compagnie.

L'Etat, représenté par l'administration de la marine auprès de laquelle sera créé un service centralisateur des transports, réglera leurs itinéraires d'après ses propres besoins et d'après ceux qui lui seront signalés, il assurera dans la mesure du possible leur protection militaire.

Je ne méconnais point les inconvénients que présente pour l'Etat l'obligation de se faire armateur, mais j'ajoute qu'ils sont infiniment moins grands que les difficultés auxquelles notre imprévision nous a exposés dans la guerre actuelle et qu'ils ne peuvent pas, dans tous les cas, être pris en considération quand il s'agit du rendement de nos transports.

VII. — Commandement dans les ports de commerce.

Les lamentables échecs dont ont retenti la tribune et la presse, et dont ont cruellement souffert tant la défense nationale que les intérêts particuliers, sont assez présents à toutes les mémoires pour qu'il soit permis d'affirmer que le système anarchique qui a présidé aux manutentions dans nos ports de commerce doit faire place à une réglementation rationnelle, mettant l'autorité entre des mains compétentes lui donnant le droit et les moyens de se faire obéir.

Trop de départements ministériels, trop d'agents divers, trop de conflits d'intérêts interviennent dans la manutention des ports de commerce, le système, déjà vicieux en temps de paix, devient intolérable en temps de guerre, quand le département de la guerre, particulièrement intéressé dans les mouvements des marchandises ou des matériaux qui lui sont destinés, est amené à intervenir directement dans le réglement d'opérations qui sortent de sa compétence.

Il faut que quelqu'un commande. Cette autorité devra être à la fois militaire et technique. Ce ne peut être que celle de la marine de guerre, chargée de veiller en même temps à la rapidité et à la sécurité des opérations des bâtiments qu'elle a mission de couvrir contre les entreprises possibles de l'ennemi.

Là comme dans tous les autres cas analogues, dont nous avons déjà parlé, il ne s'agit pas pour la marine de substituer ses agents à ceux qui existent, dont l'expérience et le dévouement doivent être mis à profit, il s'agit simplement de coordonner les efforts en constituant un commandement supérieur auquel tous obéissent; les ports de commerce sont les gares du trafic maritime; l'autorité maritime doit en contrôler les mouvements au même titre que l'autorité militaire contrôle les mouvements de nos gares de chemins de fer.

Aidé de toutes les collaborations techniques qu'il trouve sur place, instruit des besoins de chacun, Etat ou particulier, le commandant du port s'attache à les satisfaire en leur attribuant le degré d'urgence qu'imposent les nécessités de la défense nationale et le respect des intérêts privés, dont l'ensemble importe d'une façon si pressante à la vie intérieure du pays. *Nous avons trop pensé que cette vie intérieure pouvait être arrêtée ou suspendue. La durée de l'épreuve que nous subissons ne permet plus de pareilles erreurs.*

Le service des ports de commerce se trouvera tout naturellement lié, d'une façon intime, au service des transports par voie de mer dont j'ai parlé plus haut. Dépendant du même département ministériel, leur pénétration mutuelle en sera grandement facilitée pour le plus grand bénéfice des opérations.

VIII. — Protection et ravitaillement de nos possessions d'outre-mer.

Concours apporté par elles a la défense nationale.

C'est à la marine qu'échoit le devoir d'assurer le ravitaillement en personnel, en munitions, en matériel de guerre, en vivres, de

nos possessions d'outre-mer, comme à elle qu'il appartient d'assurer le transport des nombreux contingents que ces possessions peuvent fournir en combattants et en travailleurs. Ce sera évidemment là une des obligations les plus importantes du service général des transports par mer, qui devra combiner les voyages afin que les bâtiments soient utilisés au plein sur les itinéraires les plus brefs et les mieux protégés d'aller et de retour.

Quant à la protection même de nos colonies contre l'ennemi flottant, elle doit être organisée comme la défense de nos côtes, sous la même autorité et par des procédés analogues, en faisant un large appel aux contingents de réserve du pays même. Il faudra toutefois tenir compte de ce fait qu'ici une tentative de débarquement est plus probable; les points sur lesquels cette tentative peut se produire doivent être déterminés à l'avance, afin d'être pourvus d'éléments de surveillance et défendus à proximité par des défenses mobiles terrestres et navales importantes.

Il ne peut pas être question d'immobiliser et d'égrener pour cette protection, dans une surveillance stérile, les éléments de notre flotte de haute mer, mais nos forces navales peuvent et doivent intervenir soit au large, soit à la côte, pour combattre les forces navales ennemies, disperser ou détruire leurs transports.

Une entreprise de ce genre restera toujours très aléatoire pour une puissance qui n'aura pas la maîtrise presque absolue de la mer. Si, à la faveur d'une surprise (moins probable à l'heure actuelle qu'à l'époque où Bonaparte débarquait en Egypte), l'expédition peut prendre terre, comment arrivera-t-elle à s'alimenter si la mer ne lui est pas ouverte? Il est bien probable, pour poursuivre ma comparaison, que le sort qui l'attend est celui de l'armée de Bonaparte.

Cependant les faits, dans une guerre qui met en jeu tant d'intérêts, de rancunes ou de passions, ne se présentent pas toujours avec la simplicité d'une lutte à coups de fusil ou à coups de canon entre deux armées. Un débarquement peut s'être préparé des complicités dans la population indigène, il peut être le point de départ de révoltes qui n'attendent qu'un appui pour éclater, il peut, sur un continent morcelé comme le continent africain, être recherché comme diversion à une attaque tentée sur la frontière terrestre; la préoccupation d'être en mesure de le repousser doit donc rester la préoccupation dominante de la défense. A la marine échoit la tâche de combattre l'ennemi flottant, à la guerre celle de jeter à la mer, de capturer ou de détruire les éléments ennemis qui auraient pris pied sur le sol de la colonie.

Le défense des points d'appui aménagés dans nos colonies devra naturellement être organisée d'une façon particulièrement solide; c'est là une très lourde charge, très difficile à remplir, ce qui me faisait dire que nos points d'appui principaux doivent être exclusivement choisis dans nos possessions continentales, celle dont on ne peut pas faire le siège.

Ce n'est que si nos points d'appui présentent une solidité qui nécessiterait, pour la mettre en échec, une véritable expédition, qu'ils peuvent être réellement utiles pour l'action de la flotte, en lui fournissant avec sécurité les points de relâche et de ravitaillement sur territoire national qui seront plus que jamais, je l'ai dit, nécessaires à son action.

IX. — Protection de nos intérêts outre-mer.

Ce devoir national échoit principalement à la marine, et disons tout de suite que c'est en l'accomplissant pleinement en temps de paix, que la France doit préparer à ses nationaux une situation assez solide pour qu'ils puissent passer sans dommages les mauvais jours de la guerre.

C'est là une œuvre de longue haleine qui demande à être menée avec esprit de suite et qui ne se satisfait point d'efforts espacés et incohérents. Cette vérité, qui était un des termes de notre *credo* diplomatique, a été méconnue depuis la fin du siècle dernier. La marine, doit comme le parlement, faire son *mea culpa*, dans cette grave erreur. Hynoptisée par le désir de consacrer toutes ses ressources à la bataille navale qu'elle préparait, elle a été amenée petit à petit à diminuer, pour ne pas dire à réduire à néant, notre représentation navale permanente sur les mers extra-européennes; le quai d'Orsay, a bien protesté, on l'a apaisé au jour le jour, en envoyant de ci, de là, un bâtiment quand une difficulté se présentait; quant au parlement ses préoccupations habituelles devaient naturellement lui faire apparaître comme superflues des dépenses dont on ne pouvait présenter aux électeurs le rendement direct. Ceux-ci, plus mal instruits encore que leurs mandataires, n'avaient d'ailleurs, à l'exception de ceux de nos compatriotes qui avaient été à l'étranger, jamais rien compris à l'utilité que peut avoir, au point de vue des affaires, l'entretien de bâtiments de guerre dans les pays d'outre-mer; la parcimonie naturelle du parlement n'avait donc pas trouvé de contre-partie, nos bâtiments ne naviguaient plus, notre pavillon disparaissait et on s'habituait à ne plus compter avec cette France qu'on ne voyait plus, alors que nos ennemis multipliaient les visites, solli-

citaient des missions, présentaient des modèles, encourageaient par la présence constante de forces vivantes, ceux, — et ils sont le nombre, — qui vont à la force avec un sentiment fait d'admiration et de crainte.

Petit à petit, nos commerçants, malgré le bon goût de leurs articles, voyaient leurs marchandises délaissées, nos entrepreneurs, malgré l'excellence de leurs travaux, voyaient les concessions leur échapper, nos cargos sans charge disparaissaient, nos paquebots qui trop longtemps avaient fait fond, sur leur réputation acquise, se vidaient. Pour l'étranger, la France était en décadence. Qui pourra nier à quel point nous avons eu la notion de ce sentiment au début de la guerre et qui ne voit combien de temps il a fallu, combien de crimes commis par nos ennemis, combien par-dessus tout de preuves de notre vitalité et de notre force pour que l'opinion étrangère revienne à cette France qu'elle ne pouvait s'empêcher d'aimer, mais qu'elle croyait trop malade pour qu'il fût sage de s'y attacher?

Certes l'influence de la présence d'un bâtiment de guerre sur une rade étrangère échappe à une brutale analyse; il faudrait, pour la constater, feuilleter les archives du quai d'Orsay, mais là je suis sûr qu'on serait édifié. Cependant il y a des faits et des résultats que tout Français a dans la mémoire. N'est-ce point par les visites des flottes que s'est nouée l'alliance franco-russe et que la France est sortie de son funeste isolement; plus tard, ne sont-ce point encore les visites navales franco-italiennes qui ont commencé à détacher l'Italie des étreintes de la pieuvre germanique; ne sont-ce point aussi les échanges de courtoisie avec la flotte britannique qui ont scellé, si ce n'est engendré les pactes de l'Entente cordiale? Si j'avais l'outrecuidance de me laisser aller à des souvenirs personnels, combien n'en trouverais-je point pour confirmer mon dire!

Quelles que soient les dépenses dont l'effrayante masse se dressera devant nous à la fin de la guerre, il sera plus que jamais indispensable, au moment où tant de relations vont se renouer ou se rompre dans le cadre nouveau des amitiés ou des affaires, d'inscrire à notre budget notre représentation maritime à l'étranger. Je repousse le système, longtemps prôné par une école de novateurs, de divisions volantes se succédant à intervalles réguliers, apparaissant avec une certaine ostentation et le prestige d'une certaine force dont l'influence morale n'est, je le confesse, pas négligeable, mais ayant l'inconvénient que les commandants ne sont point au courant de la situation du pays, de l'état d'âme de sa population, des tendances, des ambitions ou des manœuvres

de ses classes dirigeantes et de son gouvernement. Ils doivent alors, sous peine de risquer de s'engager dans des voies périlleuses, se borner à des échanges de courtoisies qui restent assez banals. Ce que savent bien nos commandants, mais ce que sait moins le gros public français, c'est qu'il ne s'agit pas en cette circonstance de faire sonner notre sabre, mais tout au contraire de montrer à quel point la force, dont on vient apporter le vivant témoignage, tient à ne pas s'employer. On est en face de nationalités jeunes dont l'amour-propre chatouilleux doit être ménagé et utilisé.

A défaut de divisions navales, dont l'entretien apparaît comme bien coûteux, c'est à des bâtiments de station affectés respectivement à des secteurs déterminés qu'il faut confier notre représentation maritime à l'étranger. Ce seront des croiseurs modernes suffisamment puissants et rapides, qui le jour de la déclaration de guerre seront sur le terrain même de chasse. Qui ne se rappelle quel profit les Allemands ont tiré de leurs croiseurs répandus sur les mers dès le temps de paix et qui ont été immédiatement utilisés avec une activité, une audace et un savoir-faire qu'il serait puéril de ne pas reconnaître. Ils ont succombé, cela est vrai, mais après quels services rendus, et peut-on penser qu'à moins d'une coalition armée contre nous, nous nous trouverons jamais dans une situation comparable à celle dans laquelle s'est trouvée la marine allemande, sans points d'appui, autres que ceux qu'elle a pu trouver chez les neutres (dont elle a usé d'ailleurs sans scrupule, il faut le reconnaître), dans des conditions d'infériorité numérique écrasantes, sans retour probable, possible aux rivages de la métropole.

Ainsi que j'ai eu l'occasion de le dire, il y a tout lieu de penser que les conventions qui règlent le droit maritime international seront revisées et que l'accès des ports neutres sera interdit aux navires belligérants, sous peine d'internement; il faudra donc que les secteurs de nos croiseurs en station soient déterminés de telle sorte que chacun de ceux-ci puisse rallier le point d'appui extra-européen qui lui sera assigné comme point de ravitaillement ou de refuge et comme centre de ses opérations de croisière, il faudra que soient également prévus à l'avance les groupements qui devront s'opérer en vue de constituer des forces navales cohérentes liées à notre système général de mobilisation.

Pourquoi cette organisation, qui paraît rationnelle, avait-elle cessé d'exister depuis un assez grand nombre d'années, c'est que les escadres avaient petit à petit absorbé toutes nos forces. Les croiseurs modernes, de plus en plus lourds, de plus en plus armés,

de plus en plus chers, avaient apparu comme une vraie dépense de luxe, s'ils n'étaient pas rivés à la flotte de bataille qui ne voulait pas s'en dessaisir, qui, au contraire, en réclamait toujours de plus nombreux, de plus puissants et de plus vites. Pendant combien d'années le thème de nos manœuvres navales a-t-il roulé sur l'éclairage, la recherche de l'ennemi, le contact, la conduite de l'ennemi, enfin découvert dans un traquenard où il devait se trouver en face de forces navales réunies vis-à-vis desquelles il serait en infériorité; et, comme généralement le problème ratait, on avait coutume de dire que c'était parce qu'on n'avait pas assez de croiseurs. Comment aurait-on consenti à se dessaisir de ceux qu'on tenait ! Qu'est-ce que la guerre actuelle, qu'est-ce que la bataille du Jutland a laissé debout parmi ces préoccupations? N'eût-il pas mieux valu que nous eussions, en août 1914, quelques bons croiseurs épandus sur les mers, capables de protéger nos paquebots en cours de voyage, de courir sus à ceux de l'ennemi, d'assurer le retour en France de nos réservistes qui n'ont pu rentrer que toutes chandelles éteintes par des sentiers détournés, non sans avoir frisé de bien près le désastre ou la capture.

Une fois leurs devoirs des premiers jours accomplis, certaines de nos divisions navales, formées à l'extérieur, pourront d'ailleurs rallier nos escadres lourdes et y apporter leur contingent de forces, non point tant pour la recherche de l'ennemi que pour coopérer au blocus et aux barrages à intervenir dans les mers européennes.

Quant à la recherche de l'ennemi, comme à la transmission des renseignements, les avions et la T. S. F. se seront sans doute utilement substitués aux coûteux raids de croiseurs.

Résumé et conclusions.

J'ai terminé l'examen sommaire des devoirs auxquels la marine est astreinte vis-à-vis du pays; j'ai été amené, au cours de cet examen, à faire état des enseignements nouveaux que la guerre nous a apportés et à indiquer la répercussion de ces enseignements sur nos institutions organiques pour le temps de paix et principalement pour le temps de guerre. J'en ai déduit les modifications qu'il convient d'y apporter. Pour chacun des problèmes nouvellement posés, je me suis efforcé de montrer qu'une solution « de guerre » simple, nette et logique était possible et qu'elle était nécessaire, j'en ai dessiné les grandes lignes; mais point n'est besoin d'ajouter que je n'ai pas eu la prétention, dans cette courte note, d'en fixer les détails : c'est à mes jeunes camarades qu'il

appartient de le faire et de réaliser le programme que mon expérience me fait un devoir de leur présenter.

J'en rappellerai ici les différents termes; ce sera ma conclusion :

1° Militarisation du travail dans les arsenaux pour le temps de guerre.

2° Maintien à la disposition du département de la marine de tous les inscrits soumis à la mobilisation et des territoriaux provenant du recrutement appartenant à certaines spécialités.

3° A la mobilisation, remplacement des écoles de spécialités de plein exercice par des écoles à rendement réduit, organisation de l'instruction complémentaire sur les vaisseaux armés ou à bord des flottilles, suivant les spécialités.

4° Maintien de l'Ecole navale en temps de guerre.

5° Réorganisation de cette école à la fin des hostillités sur la base d'une école générale fournissant à la marine ses officiers et ses ingénieurs. Organisation des écoles d'application.

6° Attribution de la défense des côtes à la marine. Formation d'un corps de marins gardes-côtes permanents et de réserve.

7° Revision des attributions des préfets maritimes, en vue d'affirmer leur indépendance comme commandants militaires dans le secteur de la place forte constituée par le port chef-lieu.

8° A la mobilisation, placement sous l'autorité du préfet maritime de tous les postes de T. S. F. côtiers dépendant en temps de paix de l'administration des P. T. T. Militarisation du personnel de ces postes.

9° A la mobilisation, autorité directe donnée à la marine sur le service des phares et balises, militarisation du personnel de ce service dans les différents arrondissements maritimes.

10° Organisation, au département de la marine, d'un service centralisant les transports par mer en connexion directe avec la direction des ports de commerce.

11° A la mobilisation, attribution du commandement des ports de commerce à la marine de guerre.

12° Organisation de la défense des côtes dans les points d'appui extra-européens.

13° Réorganisation dès le temps de paix de notre représentation maritime dans les mers extra-européennes, par des bâtiments de station.

14° Préparation de l'action de ces bâtiments au moment de la déclaration de guerre.

Vice-Amiral Berryer.

SILHOUETTES DE GUERRE

L'AMIRAL SIMS

Paris a fait au Général Pershing et aux troupes de l'avant-garde de la grande armée américaine un accueil enthousiaste. Les exploits des régiments français qui, sous Lafayette, allèrent combattre pour l'Indépendance et contribuèrent si brillamment à la décisive victoire de Yorktown, ont laissé dans le cœur des deux grandes nations des souvenirs inoubliables. Nos alliés anglais ont fait à l'amiral Sims, commandant en chef les forces navales des Etats-Unis envoyées dans les eaux européennes, une réception qui n'est pas moins significative. Mais, à ma surprise, j'ai vu qualifier de « jeune marine » la marine de nos nouveaux alliés.

La marine des Etats-Unis n'est pas une « jeune marine », elle a les plus glorieux services, et qui remontent à l'aurore de la lutte pour l'Indépendance. Ils commencèrent en mai 1776 quand le capitaine Mugford, commandant le *Franklin*, un petit schooner de 50 tonnes, armé de 4 canons, prit à l'abordage le *Hope*, navire anglais de 300 tonneaux, armé de 6 pièces, chargé d'armes et de munitions qu'il portait à la garnison anglaise de Boston.

« Marine » est, du reste, un terme impropre, car les Colonies soulevées n'en avaient pas au sens propre du terme; elles n'avaient pas de cadres navals, et c'est un fait digne de remarque que pendant la guerre de l'Indépendance, et plus tard dans celle de 1812, non moins de 60 officiers parmi les plus distingués de la flotte américaine avaient commencé à servir comme commandants ou comme officiers à bord de corsaires.

Truxton, Hopkins, Talbot, Barney, Decatur, Porter, Biddle, Rodgers, Bainbridge, Little, Robinson, Smith avaient appris la guerre à bord de « privateers ».

Dans la guerre de 1812, la marine de guerre officielle ne comptait que 23 navires portant 556 canons. Ces navires prirent ou détruisirent 254 navires appartenant à la marine de guerre de l'ennemi ou à sa marine marchande. Les corsaires américains, dans la même guerre, étaient au nombre de 517 navires portant 1893 canons qui prirent ou détruisirent 1300 navires anglais d'une valeur totale de 45 600 000 dollars et firent 30 000 prisonniers. Une curieuse « résolution », votée à l'unanimité à Glasgow en septembre 1814, dans un meeting tenu à la requête du Lord Provost de cette ville, montre à quel point le pavillon américain s'était rendu redoutable[1].

Pendant la guerre de la Sécession, tout le monde a souvenir de la lutte épique entre le *Monitor* et le *Merrimac*, le 9 mars 1862, — « le combat naval, dit le comte de Paris dans son *Histoire de la guerre*, qui marque la plus grande et la plus soudaine de toutes les révolutions qui ont eu lieu dans la science de la guerre navale ; » — tout le monde sait la prise de la Nouvelle Orléans par la flotte de l'amiral fédéral Farragut, le torpillage du navire confédéré *Albemarle* par le lieutenant W. Cushing, jeune officier de vingt ans, montant une petite chaloupe à vapeur dont l'avant était muni d'une pièce de bois de 28 pieds de long au bout duquel était une torpille ; le combat, le 19 juin 1864, à un mille des eaux françaises de Cherbourg entre les croiseurs l'*Alabama* confédéré et le *Kearsage* fédéral. Enfin je n'ai pas besoin de rappeler la destruction de la flotte de l'amiral Montojo dans la Baie de Manille et celle de l'amiral Cervera à Santiago, malgré l'héroïque résistance des équipages espagnols et de leurs chefs, pour montrer qu'en moins de cent vingt-cinq ans, la marine des Etats-Unis avait inscrit à son actif les plus glorieux exploits.

Cette marine est la première du monde après celle de l'Angleterre et l'Amirauté britannique vient de le proclamer en lui rendant, en la personne de l'amiral Sims, le plus grand honneur qu'elle pût lui accorder, qu'elle ait jamais accordé à un officier étranger. Le 23 juin, pendant l'absence du Vice-Amiral Sir Lewis Bayly, en congé, le Vice-Amiral Sims, « commanding United States Destroyer Forces, European Waters », pour lui donner son titre officiel, a été mis temporairement à la tête du « Naval Irish Command » (commandement des forces navales dans les eaux irlandaises). Ainsi, pour la première fois dans l'histoire de la marine anglaise, le pavillon d'une nation alliée flotte au-dessus du quartier général d'un commandement maritime dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.

[1] *The Romance of the American Navy*, par Frédéric Stanhope Hill, New-York, 1910.

Ce n'est pas seulement pour ses qualités professionnelles et parce qu'il est un des officiers les plus en vue et les plus estimés de la marine américaine que l'amiral Sims a été choisi par le Président Wilson. Il y a sept ans, à une époque où les relations entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne n'étaient pas ce qu'elles sont aujourd'hui, et alors que la diplomatie américaine s'en tenait encore entièrement à la doctrine de non intervention absolue dans toutes les questions européennes, qui était alors, avec la doctrine de Monroe, la base de toute sa politique étrangère, la flotte des Etats-Unis était venue en Europe et avait fait une visite dans les eaux anglaises. La Cité avait tenu à honneur de recevoir officiellement les officiers américains et, au Guildhall, l'amiral Sims avait pris la parole et fait un petit discours, où il avait hautement affirmé ses sympathies pour l'Angleterre.

Le 3 juin dernier, une sorte de service d'actions de grâces, c'est d'ailleurs ainsi qu'il était appelé — « Thanksgiving Service » — avait lieu dans la salle de l'Opéra de Londres, pour célébrer l'anniversaire de la bataille du Jutland. Il avait été organisé et était tenu sous les auspices de la « British and Foreign Sailors' Society » (Société des marins britanniques et étrangers) et était présidé par l'évêque (anglican) de Willesden. Dans l'assistance étaient l'Amiral Sir Cecil Burney, qui avait commandé une division de la flotte de bataille à la bataille du Jutland, et le Très Révérend Herbert Hensley Henson, Doyen de la cathédrale de Durham, Professeur honoraire d'histoire moderne à l'Université de Durham, auteur des *War Times Sermons* (Sermons du temps de guerre) parus en 1915, et un des plus belliqueux parmi les hauts dignitaires de l'Eglise d'Angleterre. Les officiers américains avaient été invités et l'amiral Sims prit à son tour la parole.

Je suis heureux, dit-il, d'avoir l'occasion d'exprimer mon admiration pour ces vaillants héros qui, à la bataille du Jutland, donnèrent leur vie dans cette lutte afin de faire du monde une place convenable pour que des honnêtes gens puissent y vivre.

Beaucoup de ces hommes étaient de mes amis ou des amis des officiers mes camarades, de sorte que nous comprenons dans une certaine mesure la douleur de ceux qui leur étaient chers.

Je puis vous affirmer que ces affligés ont l'entière sympathie de notre marine et de la grande majorité du peuple des Etats-Unis, où on se rend compte que le sang versé dans la plus grande bataille navale de l'histoire, a été versé non seulement pour la Grande-Bretagne et ses Alliés, mais aussi pour la cause de la liberté dans le monde. Ce fait ne fut pas d'abord compris de l'autre côté de l'eau, mais il est compris maintenant, et notre Président a déclaré que nous sommes préparés à tous les sacrifices pour que cette cause puisse triompher.

La difficulté venait de ce que l'association d'idées entre notre peuple et le vôtre n'avait pas été jusqu'ici assez intime pour nous faire comprendre les liens spirituels qui nous unissaient.

Pour ceux d'entre nous qui avions joui de cette association d'idées, la question était claire. Il y en avait beaucoup parmi nous qui comprenions que cette union spirituelle se manifesterait d'elle-même, d'une façon qui ne laisserait place à aucune incertitude, à la première menace de danger réel pour notre civilisation.

Je suis heureux de pouvoir dire que, à la suite et comme résultat de bien des visites à la Grande-Bretagne et à ses Colonies, j'étais arrivé à cette conclusion. En 1910, quand notre flotte visita l'Angleterre, je fis au Guildhall un discours bref, mais fort peu diplomatique. J'y exprimais une opinion, qui est maintenant traduite en action par l'opinion publique éclairée et la volonté du peuple américain entier.

Voici ce que je disais en 1910 :

« Dans mon opinion, si le temps vient jamais où l'intégrité de l'Empire « Britannique soit sérieusement menacée par une Coalition européenne, « vous pouvez compter sur chaque navire, chaque dollar, chaque homme « et chaque goutte de sang de vos parents au delà des mers. »

Parlant au nom du service auquel j'appartiens, je désire rendre hommage aux braves marins qui ont sacré de leur sang les eaux de la Mer du Nord, à l'éternel honneur de leur service et de notre profession.

J'ai confiance que si la fortune de la guerre rendait nécessaire une autre bataille du Jutland, les marins américains pourraient avoir l'occasion de prouver qu'ils sont égaux à la tâche de soutenir vos traditions navales.

L'Amiral conclut en ces termes : « Nos forces navales sont déjà en service actif dans ces eaux, et combattent bord à bord avec les vôtres dans la coopération la plus cordiale et la plus complète. »

Ce discours fut à plusieurs reprises, et notamment quand l'Amiral rappela ce qu'il avait dit en 1910, interrompu par des bravos prolongés.

*
* *

La chance, qui joue un si grand rôle dans toutes les choses humaines, qu'on trouve à chaque pas dans le destin des individus, et qui a, dans les événements qui ont précédé et amené cette guerre, une part extraordinaire qu'il ne serait certainement pas permis d'indiquer, même légèrement, tant que régnera la censure, la chance a eu une influence considérable dans le destin de l'Amiral Sims.

William S. Sims est né, il y a cinquante-neuf ans à Port-Hope (Ontario), sur une grande ferme qu'exploitait son père, qui était de Pensylvanie et avait épousé une Canadienne. « Bill » (pour lui donner le surnom, abrégé de William, dont on l'appelait dans sa famille) était le cadet de trois fils. On ne peut dire que dès son enfance il fut un de ces petits prodiges que représentent habituellement les biographes. Il était très loin d'avoir des dispositions pour le travail et était fort peu studieux, pour ne pas dire plus. Les années de sa prime jeunesse passées en liberté dans la ferme de Port-Hope lui avaient donné l'amour des grands espaces libres, et il ne pouvait supporter d'être tenu dans une salle

d'études. Cette réclusion l'exaspérait, comme aujourd'hui encore il déteste, à bord de son vaisseau-amiral, d'être enfermé dans son logement, le « hole » (le trou) comme il l'appelle invariablement. Même quand la flottille de l'Atlantique était rassemblée au large de la côte sud de Cuba, et que le thermomètre marquait près de 40 degrés centigrades à l'ombre de la tente installée sur le gaillard d'arrière du navire, Sims finissait toujours par persuader à de jeunes officiers, généralement des enseignes, de descendre à terre pour une excursion le long des routes brûlées par le soleil, à travers les terres rougeâtres de l'île.

Au bout de quelques années, le père du futur amiral était retourné dans son pays natal, à Rock Hill, en Pensylvanie, et à l'époque où William atteignait ses dix-sept ans, il fut offert à Sims père une place à Annapolis [1] pour un de ses fils. Les deux aînés refusèrent fermement de profiter de cette proposition, déclarant qu'ils n'avaient aucun goût pour la vie militaire.

« Fort bien, dit alors le jeune « Bill » quand la décision de ses deux aînés fut déclarée irrévocable, comme dans chaque génération il y a eu des Sims qui ont servi le Gouvernement, je suppose que c'est à moi de marcher. »

Le père accepta l'offre pour son cadet, qui partit pour aller passer les examens d'entrée. Il n'alla pas jusqu'au bout des épreuves. « C'est complètement inutile de continuer, lui dit l'officier examinateur, vous n'avez aucune chance d'être reçu, c'est perdre votre temps et le mien d'aller plus loin. »

Etre refusé en pareils termes eût découragé n'importe quel candidat. Sur le jeune « Bill » l'effet fut différent, et il montra à cette occasion l'opiniâtreté dont il devait donner la preuve à divers moments difficiles de sa carrière.

Il demanda qu'il lui fût accordé une autre chance. Il dut faire cette demande en termes singulièrement résolus, car l'officier examinateur en fut si impressionné qu'il lui accorda sa demande, contraire pourtant à toutes les règles. Au bout d'un mois Sims revint passer un nouvel examen, il réussit tout juste, et comme il le dit lui-même, « got through by the skin of his teeth », passa par la peau de ses dents.

Ses deux points faibles étaient le français et les mathématiques : c'étaient les deux sujets sur lesquels il était toujours « bilging » pour employer l'expression nautique qui, dans l'argot spécial de l'école navale, signifie qu'on ne brille pas, qu'on a « une voie d'eau dans la cale ». Toutefois, grâce à son assiduité et à des

[1] C'est à Annapolis qu'est établie la « Naval Academy ».

succès obtenus par son application suivie, dans d'autres études pour lesquelles il avait plus de dispositions, il réussit à obtenir son brevet avec les élèves de sa classe en 1880, et il quitta l'Ecole navale avec une aversion complète pour la langue française et persuadé que le français et les mathématiques étaient parfaitement inutiles pour l'éducation d'un officier de marine et, dit son biographe, aussi peu nécessaire que la connaissance du sanscrit [1].

Mais William Sims a la grande qualité, s'il est opiniâtre, de n'être pas entêté, et de changer d'idée quand il s'aperçoit qu'il s'est trompé. Quelques années plus tard, il reconnaissait que, hors des eaux américaines, la connaissance de la langue française était un avantage capital pour un officier de marine. Il prit un congé d'un an pour aller en France, s'y consacra à l'étude du français et revint en Amérique le parlant aussi bien que l'anglais. Si, comme il est très probable, au cours des opérations qui vont avoir lieu dans la dernière partie de la guerre, la flotte américaine opère de concert avec la flotte française, cette connaissance acquise par son chef sera fort utile. A diverses reprises, tant dans les conférences entre les ministres et hommes politiques, que dans les conseils entre militaires anglais et français, l'ignorance mutuelle de la langue a présenté des inconvénients. Je pourrais citer entre autres une réunion importante ou pas un Anglais ne parlait français et pas un Français ne parlait anglais. Il y a bien les interprètes, mais je n'ai jamais entendu une conversation interprétée reproduire exactement la pensée des interlocuteurs.

*
* *

A l'époque où le jeune Sims débutait dans la carrière, le tir de l'artillerie dans la marine des Etats-Unis comme dans la marine britannique, comme dans les marines des autres puissances navales, était fort négligé. L'exercice du tir sur cibles à la mer était généralement considérée comme une corvée presque aussi désagréable que d'embarquer du charbon.

Les règlements prescrivaient un certain nombre d'exercices de tir, pour lesquels était fixée d'avance une quantité déterminée de munitions. On se hâtait de les brûler pour obéir aux prescriptions du règlement, mais sans y prendre aucun intérêt.

Le tir se pratiquait sur une cible triangulaire et l'on ne cherchait pas à toucher la cible, mais simplement à tirer le plus près

[1] « First Real Story of Admiral Sims, our Fighter abroad », par Frank O'Connor, *Boston Sunday Post*, 20 mai 1917. — Cette « première histoire réelle » de l'amiral Sims est très bien faite et a été utilisée pour une partie de cette silhouette.

possible de ce but. Maudit était le pointeur dont le projectile touchait la cible en plein, parce qu'il fallait la réparer ou en faire une nouvelle, ce qui retardait d'autant la fin de l'exercice. Il n'existait aucune méthode d'enregistrer la précision ou l'efficacité du tir, en portée ou en direction, et personne ne savait ou ne se préoccupait de savoir comment tirait son voisin.

William Sims, dans ses premières années de service, fut affecté à l'escadre d'Asie, sous les ordres de l'amiral Evans, un des officiers les plus justement célèbres de la marine des Etats-Unis, qui lui avait donné le surnom de « Fighting Bob Evans[1] ».

Pendant qu'il appartenait à cette escadre, il rencontra Sir Percy Scott, servant alors dans l'escadre britannique d'Asie. Les lecteurs du *Correspondant* n'ont certainement pas oublié les éminents services rendus par Sir Percy à l'artillerie navale britannique. C'est en très grande partie à lui qu'est due la supériorité du tir dont la flotte anglaise a donné de si brillantes preuves au cours des batailles qu'elle a livrées dans cette guerre[2]. Les deux officiers se lièrent intimement et l'Anglais fit part à l'Américain de ses idées sur l'emploi et le tir de l'artillerie navale. Sims accueillit avec ardeur ces théories qui passaient alors pour révolutionnaires. Il se passionna

[1] Le contre-amiral Robley Dunglison Evans, nommé à l'Académie Navale en 1860, commandait à la bataille de Santiago, comme capitaine, le cuirassé *Iowa*. Ce fut à son bord que le capitaine Eulate, commandant le vaisseau espagnol *Vizcaya*, après avoir soutenu une lutte inégale contre l'*Oregon* et le *Brooklyn* et s'être échoué à Asseraderos, fut amené, gravement blessé à la tête. A peine sur le pont du navire américain, le capitaine Eulate salua et tendit son sabre au capitaine Evans qui refusa chevaleresquement de l'accepter. Ce geste, digne des deux adversaires, fut accueilli par les acclamations enthousiastes de l'équipage américain.

Ce fut le contre-amiral Evans qui, en 1907, commanda en chef la flotte américaine qui fit le fameux voyage du tour du monde. Tombé gravement malade au cours de cette croisière, ce ne fut que grâce à son indomptable énergie qu'il put continuer à exercer son commandement jusqu'à la Golden Gate et conduire, du bord du *Connecticut*, le vaisseau amiral, sa flotte de quarante-deux navires, dans le port de San Francisco. Le lendemain, le Secrétaire Metclaf, représentant personnellement le président, passa en revue les flottes combinées. Le 8 mai, l'amiral Evans remettait le commandement en chef au contre-amiral Thomas, et le soir se faisait porter dans un fauteuil à roulettes dans la salle à manger d'un hôtel où était donné un banquet au Secrétaire Metclaf et aux officiers de la flotte. Là, l'amiral Evans, pâle, faible et pouvant à peine se tenir debout, électrisa l'assistance par son bref et célèbre speech où il déclara en termes passionnés : « Ce qu'il faut au pays, c'est plus de cuirassés et moins d'hommes d'Etat. » (*The Romance of the American Navy*) par Frédéric Stanhope Hill, New-York, 1910.)

[2] Voir, dans le *Correspondant* du 10 octobre 1915, la Silhouette de Sir Percy Scott.

pour elles et, dès lors, sa résolution fut prise de se consacrer au développement du tir dans la marine de son pays. De ses longues conversations avec Percy Scott, il avait acquis la conviction que, dans la supériorité du tir, était le secret de la victoire navale et sa foi entière dans cette théorie, que devait justifier la bataille, lui a valu dans la flotte américaine le surnom de « père du tir à la cible de la marine des Etats-Unis ». Tout le monde aujourd'hui sait que le système qu'il a fait triompher, après bien des difficultés, a accru dans des proportions extraordinaires la puissance de combat de cette marine.

Après bien des difficultés, disons-nous. Après avoir mûrement étudié les diverses méthodes de tir et leurs résultats et avoir établi son système, Sims s'adressa à Washington. Il n'obtint aucune réponse. Sans se décourager il écrivit, inlassable, lettres sur lettres. Il pria, supplia, pour que le système d'instruction qu'il avait formulé fût adopté, ou, tout au moins, qu'il fût mis à l'épreuve de la pratique. Il ne put arriver à se faire écouter. Ses lettres et ses plans étaient simplement mis dans un dossier et beaucoup de ses envois n'étaient même pas ouverts.

Lorsqu'il quitta l'Atlantique, il vint à Washington et se rendit au département de la Marine. Il retira des archives ses plans et ses exposés et, sans appui, entama une propagande pour répandre ses idées et essayer d'éclairer les esprits. Mais il avait de redoutables adversaires. Il avait contre lui tous les marins de la vieille école, il avait à lutter contre ceux que M. Frank O'Connor appelle les fossiles du Département de la Marine à Washington, qui s'indignaient de la présomption de ce tout jeune officier, il avait contre lui tous les incapables et les jaloux, il fut pendant un temps l'homme le plus cordialement détesté de toute la marine, et plus d'une fois il faillit succomber et courut le risque de perdre son grade. A toutes les fureurs de ceux dont il troublait la quiétude et qui s'indignaient de l'audace de ce nouveau venu, il répondait impassible par des faits irréfutables, il démontrait, preuves en mains, que le tir de la marine des Etats-Unis était une « farce » (*ioke*), et il accablait de ses critiques cinglantes ses adversaires qu'il couvrait de ridicule. Seul il pourrait dire les pressions de toute nature qui furent exercées contre lui pour le faire renoncer à sa campagne. Animé d'un patriotisme ardent, convaincu qu'il défendait la cause de la marine américaine, rien ne put l'ébranler ni le détourner de son but.

En 1897, il fut nommé lieutenant et, presque aussitôt après sa nomination, désigné, bien contre son gré, pour aller en Europe remplir les fonctions d'attaché naval à l'ambassade des Etats-Unis

à Paris. La guerre éclata avec l'Espagne, Sims demanda avec instance un emploi de son grade à bord d'un des navires de la flotte de combat. Le Département de la Marine à Washington refusa de le rappeler au service actif et toutes ses démarches furent inutiles.

Mais s'il ne pouvait se battre, il pouvait du moins rendre des services à son pays et il en rendit, témoin ce fait cité par M. Frank O'Connor qui le tient d'une source très autorisée[1]. Lorsque le gouvernement américain avait déclaré la guerre à l'Espagne, il avait dû organiser hâtivement non seulement les forces militaires, comme on l'a rappelé précédemment à propos du général Pershing, mais il avait dû chercher à se procurer en Europe bien des choses dont il manquait, entre autres des munitions. (Les temps ont changé!) Il avait acheté ainsi à une firme anglaise de Liverpool des munitions pour une valeur d'environ un million de dollars et, comme leur expédition était urgente, Sims avait reçu l'ordre de se rendre à Liverpool pour en hâter et surveiller l'embarquement. Tout allait pour le mieux quand arriva à Liverpool la nouvelle que la flotte espagnole partait pour l'Amérique.

Le 29 avril, l'amiral Cervera avait quitté les îles du Cap Vert à la tête d'une escadre composée de l'*Infanta Maria Teresa*, sur lequel il avait hissé son pavillon, du *Vizcaya* et de l'*Almirante Oquendo*, chacun de 7000 tonnes, armés chacun de deux canons de 279 millimètres, de dix de 128 millimètres et d'une batterie secondaire, du croiseur légèrement cuirassé *Cristobal Colon* et des torpilleurs-destroyers *Furor*, *Pluton* et *Terror*.

La crainte de l'apparition d'une escadre de cette force dans le voisinage des côtes américaines causa en Amérique l'inquiétude la plus vive, d'autant plus que sa destination avait été strictement tenue secrète et qu'on ignorait où elle pouvait frapper.

Les armateurs et les industriels anglais, qui devaient envoyer navires et marchandises aux Etats-Unis, furent naturellement fort agités en apprenant ces nouvelles : la firme anglaise qui avait fourni les munitions et l'armateur à qui appartenait le navire refusèrent catégoriquement de le laisser prendre la mer à moins que la valeur totale du navire et de sa cargaison ne leur fût garantie.

Sims savait toute la gravité de la situation aux Etats-Unis relativement au manque de munitions, il savait à quel point il était urgent que le navire partît sans retard et il savait aussi qu'il faudrait des semaines suivies d'autres semaines pour obtenir des bureaux de Washington, à cette époque aussi paperassiers et

[1] *First real Story of Admiral Sims, op. cit.*

formalistes que n'importe quelle bureaucratie du vieux monde, les garanties demandées. Sans une seconde d'hésitation il répondit : « Certainement, vous avez parfaitement raison, je ne vous blâme pas. Je me déclare responsable à la condition que votre navire soit en route avant le coucher du soleil. » Cette assurance de la part de l'officier américain parut suffisante et le navire leva l'ancre le jour même. Quand on rappelle cette histoire à l'amiral, il sourit et dit qu'il se demande souvent combien il lui eût fallu de temps pour payer ce million de dollars.

En 1900 il fut rappelé aux Etats-Unis et, aussitôt de retour, recommença sa campagne sur l'artillerie, avec plus d'énergie et de résolution que jamais.

Bien qu'on ait, depuis, sévèrement blâmé l'administration du département de la marine d'avoir fait si longtemps opposition aux idées qui ont enfin triomphé, il est pourtant juste de reconnaître que, dans aucune autre marine que la marine américaine, un officier en activité de service, et à plus forte raison un officier d'un grade subalterne, n'eût pu attaquer ainsi publiquement et pendant si longtemps le département dont il dépendait et ses chefs hiérarchiques, rompre en visière avec toutes les théories en vigueur, sans qu'il lui en coutât plus que probablement sa carrière et même son grade.

Non seulement il avait contre lui l'opinion du département et celle des chefs les plus élevés, mais, à un moment, où, d'un bout à l'autre des Etats-Unis, les victoires de la flotte américaine étaient célébrées avec enthousiasme, il avait contre lui l'opinion de la plupart des officiers par son affirmation constamment répétée que « le tir de l'escadre américaine à Santiago était la plus honteuse exhibition de canonnage qui ait jamais eu lieu sur le globe[1] ».

Ses critiques constamment répétées finirent par faire impression et elles devinrent si désagréables à Washington que le département de la marine résolut d'y mettre un terme et de discréditer Sims en démontrant effectivement que la flotte savait se servir de ses canons. Par un beau jour d'été elle quitta Newport. Elle était précédée d'un vieux bateau-phare hors de service, amarré à un remorqueur.

Les navires de la flotte commencèrent à tirer sur ce bateau. A la nuit tombante le remorqueur ramena à Newport le bateau-phare qui ne portait dans sa coque qu'une seule et unique atteinte provenant du projectile d'un canon d'une livre, tiré à courte portée et qui était incrusté dans la coque à hauteur de la ligne de flottaison. C'était

[1] *Frakn O'Connor, op. cit.*

la justification complète, éclatante de toute la campagne qu'avait menée Sims. Un mouvement d'opinion en sa faveur se manifesta aussitôt avec une telle vigueur que Washington dut s'incliner. Le lieutenant-commander[1] fut nommé « inspector of target practice » (inspecteur du tir à la cible) et, dans cette situation, put commencer à mettre sa méthode en application dans l'artillerie de la flotte.

Ce ne fut toutefois pas sans grandes difficultés et sans rencontrer une forte opposition que Sims parvint à faire reconnaître à l'ensemble du corps d'officiers les mérites de sa méthode. Il serait trop long d'entrer ici dans les détails du système et d'en expliquer les données scientifiques. Pour la partie purement matérielle, il suffira de dire que, pour chaque pièce, chaque servant avait une mission particulière dont il ne devait pas s'écarter, que la vitesse du tir était poussée aussi loin que possible et que la pratique constante, incessante du tir était la règle qui primait toutes les autres. C'était un changement complet dans les méthodes en usage. Personne dans la marine américaine n'avait jamais songé à l'exercice du tir à grandes distances, d'après la méthode que préconisait Sims. Jamais avant lui personne n'avait envisagé que le nombre de coups touchés par minute fût un facteur essentiel d'efficacité du tir, avant qu'il ne l'eût démontré par des faits.

Sims embarqué sur l'*Indiana*[2] commandé par le vieux capitaine Emery, arriva finalement à s'entendre si bien avec son chef qu'il fut chargé par lui entièrement de tous les exercices du tir à son bord. Au printemps de 1903 l'*Indiana*, avec toute la flotte, se rendit à Pensacola, sur la côte de la Floride, pour les exercices de tir sur cibles. Quand l'*Indiana* eut fini son tir et que les résultats en furent connus, ils provoquèrent dans toute la marine la plus vive surprise. Sims avait gagné la partie. Sa méthode était sortie victorieuse des épreuves et allait devenir réglementaire dans la marine américaine. Nommé capitaine, il fut appelé au commandement du *Minnesota*[3].

[1] Dans la marine des Etats-Unis le lieutenant-commander est l'officier qui prend rang immédiatement au-dessous du grade de capitaine.

Dans la marine anglaise le commander prend rang au-dessus du lieutenant et au-dessous du capitaine. Un commander a généralement le commandement d'un petit navire, mais dans de nombreux cas il est commandant en second à bord d'un grand navire. La responsabilité de la navigation sur un grand navire incombe habituellement à un commander.

[2] L'*Indiana*, mis en chantier en 1891. Cuirassé de bataille de 11 000 tonnes, armé de 4 canons de 13 inches, de 8 de 8 inches, de 2 tubes lance-torpilles, vitesse 17 nœuds, horse power 9500.

La classe *Indiana* comprend *l'Oregon*, le *Massachusetts* et *l'Indiana*.

[3] Le *Minnesota* appartient à la classe du *Kansas*, la dernière des Pre-Dreadnoughts. Construite en 1904-1905, elle comprend le *Kansas*, le

Exactement quatre jours avant l'expiration des pouvoirs présidentiels de Théodore Roosevelt, il reçut la visite d'un de ses camarades, officier fort connu et grand ami du président. Dans la conversation, celui-ci lui demanda si les grands services qu'il avait rendus avaient fait l'objet d'une note officielle spéciale dans les archives du département de la Marine. « Je n'en sais rien, répondit-il, et je ne vois aucune nécessité de faire le moindre bruit à ce sujet. » L'ami se rendit immédiatement à Washington, et vit Roosevelt à qui il commença à parler de Sims. Le Président l'interrompit en disant : « Je sais trop bien ce que Sims a fait pour le pays, et je suis peiné que ses services n'aient pas été suffisamment reconnus sous mon administration. »

Et avec sa vivacité habituelle, appelant son secrétaire, il lui dicta une lettre qui constitue certainement un des plus hauts témoignages qu'un Président de la République des Etats-Unis ait jamais adressés à un officier américain.

En voici quelques passages; ils permettent de juger la valeur de l'officier général appelé aujourd'hui à l'honneur de mener à l'ennemi le pavillon de la flotte de guerre de son pays :

Avant de quitter ses fonctions, le Président désire simplement reconnaître d'une manière positive les services réellement inappréciables que le commander Sims a rendus, au cours des sept dernières années, en créant dans la marine des Etats-Unis une méthode de tir du canon, qui a conquis pour nos marins une réputation unique et enviable de tireurs d'élite, qui a rendu possible une rapidité de tir de précision aux grandes portées qui n'avait jamais été rêvée jusqu'ici, et qui, en tout ce qui est essentiel pour obtenir des succès en temps de guerre, a accru dans des proportions énormes notre efficacité de combat comme puissance navale... Je suis informé par des officiers dans le jugement desquels j'ai confiance, y compris l'amiral Wainwright [1], que notre efficacité de combat est maintenant cinq fois plus grande au moins qu'elle n'était avant que nos méthodes d'instruction du tir fussent perfectionnées par le système du commander Sims. Pendant l'année dernière seule, notre rapidité dans le tir s'est accrue de plus de 100 pour 100. En addition à ces services, ses connaissances spéciales ont largement contribué, grâce à ses recommandations, à perfectionner les plans de nos vaisseaux de guerre, particulièrement en faisant adopter définitivement l'armement unique de pièces de gros calibre pour les cuirassés, résultat dû aux arguments concluants qu'il a présentés sur cette question dans diverses études.

Vermont, le *Minnesota* et le *New Hampshire*. Leur déplacement est de 16 000 tonnes, leur armement principal est de 4 canons de 12 inches, 8 de 8 inches, 12 de 7 inches, 4 tubes lance-torpilles, vitesse 18 nœuds, horse power, 16 500 chevaux.

[1] L'amiral Wainwright servait comme lieutenant commander à bord du *Maine*, quand ce vaisseau sauta, le 15 février 1897, dans le Port de la Havane. A la bataille de Santiago, il commandait le petit *Gloucester*, qui se distingua dans l'engagement contre les torpilleurs espagnols *Furor* et *Pluton*.

Je considère qu'il a rendu à la marine des Etats-Unis de tels services, d'une valeur tellement insigne, qu'il est de mon devoir de les reconnaître hautement.

Veuillez mettre cette lettre dans le dossier du commander Sims. — Signé : Théodore Roosevelt.

*
* *

Grand, mince, élancé, — il aime à dire que, quand il était enfant, les chiens aboyaient en le voyant si grand et si maigre, — il est, malgré ses cinquante-neuf ans, remarquablement agile et très jeune d'apparence. C'est à peine si ses cheveux et sa barbe ont commencé depuis peu d'années à grisonner.

Il est aujourd'hui parmi les rares officiers de la marine américaine qui portent la barbe, qu'il a toujours portée depuis le temps où il a passé ses examens de sortie à Annapolis. A cette époque, c'était la mode chez les officiers américains de porter la barbe, mais peu de temps après cette mode passa. Un jour le père de Sims, alors que le futur amiral était un tout jeune enseigne à la face rasée, lui emprunta son rasoir. Deux jours se passèrent sans qu'il le lui rendît. « Papa, dit Sims, si vous ne me rendez pas mon rasoir demain, je ne me raserai plus jamais. » Papa n'ayant pas rendu le rasoir à temps, le fils ne se rasa plus jamais.

D'une vive intelligence, d'un grand esprit d'analyse, caustique, l'amiral ne redoute pas la discussion, bien au contraire, comme ont pu s'en apercevoir, souvent à leurs dépens, ses adversaires de jadis. Il se plaît à débattre avec ses officiers les problèmes du métier. Il aime tout particulièrement les conférences avec eux.

Si, par exemple, il est consulté par le département de la Marine sur une question spéciale, il réunit ses officiers, leur explique le sujet, leur dit qu'il n'en connaît pas plus long qu'eux, leur donne deux ou trois jours pour y penser et les convoque pour une conférence où chacun apportera sa solution ou son opinion.

Au jour dit, chacun expose ses idées, après quoi l'Amiral prend la parole et dit : « Messieurs, maintenant que nous avons eu plus de deux tonnes de bavardage sur ce sujet, voyons à nous mettre à la besogne et à trouver quelque chose. »

Et avec la plus grande patience, il explique pourquoi telle solution ne vaut rien, pourquoi telle autre est impraticable, puis il expose la sienne, mais si un officier a exprimé une idée qu'il juge meilleure, il la fait sienne en félicitant chaudement l'auteur.

On raconte dans la marine, à propos de ces conférences, cette anecdote. Quand il commandait le *Minnesota*, il exposait sa théorie à propos d'une manœuvre et était complètement dans l'erreur, si complètement dans l'erreur évidente que tous les

jeunes officiers présents s'en étaient rendu compte, et qu'un d'entre eux pouvait à peine s'empêcher d'interrompre son chef et de se faire un petit succès en le lui démontrant.

Mais, tout en parlant, Sims comprit soudainement qu'il faisait fausse route. Sans se troubler il continua à développer sa thèse jusqu'à la fin, puis au moment de terminer, il éleva la voix et désignant du doigt l'officier qu'il avait pressenti prêt à le critiquer, il dit d'une voix tonnante : « Voilà, Monsieur, comment un jeune officier qui ne prend pas la peine de réfléchir et qui ne sait pas profiter de mes instructions aurait traité la situation, maintenant voici comment, moi, je l'envisagerais... » Mais il ne put jamais achever de dire comment il l'aurait considérée, parce que toute l'assistance partit d'un grand éclat de rire auquel l'amiral se joignit bruyamment de tout cœur.

Quand il n'est pas occupé par les détails du service et par l'exercice de ses fonctions, ou qu'il n'est pas plongé dans ses livres, car il lit et beaucoup, il passe son temps à causer gaiement avec ses officiers, et quand il ne leur parle pas, il écrit de ces petites poésies drolatiques de quelques vers qu'on appelle des *limericks*. Il en a certainement écrit des centaines.

Quand l'escadre était au mouillage dans la baie de Guacanayaba, sur la côte sud de l'île de Cuba, tandis qu'un soir les officiers réunis causaient entre eux de divers sujets, l'amiral, étrangement silencieux et penché sur la table, écrivait sans s'interrompre avec la plus grande attention. Pendant plus d'une heure il continua ainsi à écrire, et les officiers se demandaient s'il ne s'agissait pas de quelque manœuvre ou de quelque ordre important. Soudain, il se leva de la table, se dirigea vers ses officiers et leur tendit à chacun un bout de papier. Sur chaque papier était un limerick sur le sujet particulier que chaque officier venait de discuter.

Jamais il n'appelle un officier par son grade, s'il est possible de le désigner par un sobriquet. Ces façons pourront surprendre un peu ceux qui sont habitués à voir la distance qui sépare toujours un grand chef de ses officiers dans les marines européennes, elle ne porte en rien atteinte à la discipline et jamais un seul officier ne s'est permis la moindre familiarité irrespectueuse vis-à-vis de lui. Au contraire, tous ceux qui ont servi sous ses ordres ont pour lui le plus loyal et le plus respectueux attachement parce que tous savent qu'ils peuvent absolument compter sur lui, qu'il prendra en toutes circonstances leur parti.

Souvent, dit un officier qui le connaît bien, il a été jusqu'aux dernières limites pour défendre un de ses subordonnés. L'accusateur emporte l'impression de la conviction entière de l'amiral que

l'officier attaqué ou dénoncé l'a été injustement et qu'il a parfaitement agi. Mais quand l'accusateur est parti, l'amiral fait venir le coupable dans sa cabine et, sans emportement, faisant appel à son cœur, à son intelligence, à son honneur d'officier américain, le convainc de ses torts et le renvoie repentant, reconnaissant et corrigé.

Si parfois des rapports d'officiers lui rendent compte que ses hommes se sont grisés ou se sont attardés à terre, il donne simplement l'ordre de les rassembler devant lui, il leur dit quelques mots et les renvoie. Il leur a simplement rappelé pourquoi la marine américaine a été créée, ce qu'elle signifie. Dans le langage le plus simple, sans menaces, sans reproches, sans bruit, il leur fait comprendre que le maintien de la discipline est une nécessité essentielle pour l'existence de la marine et la grandeur de la patrie. Tranquillement, sans phrases, il leur montre que de leur conduite à chacun dépend la force de tous et leur inculque le sentiment de leur responsabilité. Les équipages sous ses ordres sont toujours des modèles de discipline et les hommes qui sous d'autres chefs étaient d'invétérés mauvais sujets, coureurs de bordées, regagnent leur bord longtemps avant l'heure. Il encourage par tous les moyens les exercices physiques. Ses sports de prédilection sont la marche, la bicyclette et le tennis. Au tennis ses adversaires favoris sont les jeunes enseignes et il n'y a pas bien longtemps encore, quand son navire touchait dans un port, un de ses premiers soins était de s'enquérir où il y avait un tennis-court et de s'y rendre.

Chose curieuse, cet officier de marine, ce canonnier qui a perfectionné l'art de tuer, cet homme qui a un si grand amour des bois, des grands espaces et de la mer, est incapable de tuer un gibier ou de prendre un poisson, l'idée de donner la mort à un animal lui est profondément désagréable. C'est du reste l'homme le plus simple du monde, et de lui on peut dire qu'il est véritablement « démocrate ». Quand, l'année dernière, il fut nommé amiral il fut en même temps envoyé à Newport comme président de l'Ecole de Guerre (War College) et commandant de la station navale. Au commandement de la station est attachée la jouissance d'un automobile et d'un cheval et d'une voiture. A la gare il mit tous ses bagages dans des fourgons, puis envoya chercher le cheval et la voiture, il y installa la bonne de ses enfants; le cortège se mit en route, et derrière la voiture venait Sims sur sa bicyclette.

Sims et sa bicyclette sont connus de tout Newport. En avant est installé un petit siège sur lequel il met un de ses enfants, il en a cinq dont les âges varient de dix ans à un an. Il les idolâtre et passe avec eux tout le temps que lui laissent ses fonctions.

Mrs Sims était, avant son mariage, Miss Anna Hitchock, fille du secrétaire d'Etat de l'Intérieur. Le mariage eut lieu à Washington le 21 novembre 1905 et ce fut dans toute la marine une surprise extrême. S'il y avait, en effet, un célibataire endurci c'était certainement Sims. Jamais personne ne l'avait vu dans le monde et même aujourd'hui il est bien rare qu'on l'y voie, car à toutes les fêtes mondaines auxquelles il n'assiste que contraint et forcé, il préfère la rencontre d'un vieux camarade.

Son horreur du mariage était connue de tous, et il suffisait qu'un de ses officiers lui fît part d'intentions matrimoniales pour qu'il se renfrognât et que son amabilité ordinaire se changeât aussitôt en maussaderie. Il lui déclarait qu'un officier devait avant tout et par dessus tout se consacrer entièrement à ses devoirs, et il proclamait qu'il était impossible à un officier marié de rendre de bons services. Ses opinions à ce sujet étaient absolues. Aussi quand il se maria la marine tout entière le prit-elle joyeusement à partie. Un numéro presque tout entier de l'*Army and Navy Journal* fut rempli de lettres et de poésies qui lui étaient adressées, il fut plaisanté et « blagué », qu'on nous passe le mot, sans merci. Mais il ne sourcilla pas et accepta tout avec sa bonne humeur et son calme habituels. Car, avant tout, il est d'un caractère égal, joyeux et optimiste. Quand il prit le commandement du *Birmingham*, il trouva inscrit au-dessus de son bureau ces mots : « Cheer up ».

Il les prit immédiatement comme devise, et depuis lors les répète constamment. L'amiral Sims compte de nombreux amis dans la flotte anglaise : l'amiral Jellicoe, l'amiral Beresford entre autres sont de ses amis intimes. L'Amirauté britannique, tous les officiers de la « Royal Navy » savent sa grande valeur et les services qu'il a rendus à son pays. De l'avis de tous, le Président Wilson et M. Josephus Daniels, le secrétaire d'Etat pour la marine, ne pouvaient remettre en meilleures mains le commandement de la flotte américaine dans les eaux européennes.

« — Quand serez-vous prêt à travailler? » lui demanda le commandant britannique à son passage à Queenstown.

« — Nous pouvons commencer tout de suite », répondit-il.

All right and Cheer up.

MILES.

L'ITALIE
LA GUERRE ET LA PAIX[1]

Le 23 mai 1915, le gouvernement du royaume d'Italie déclarait la guerre à l'Autriche-Hongrie, et le jour même les soldats de ma patrie franchissaient les obstacles symboliques qui séparaient, à la moitié d'une route, les territoires des deux Etats, et qui divisaient en deux groupes opposés les habitants d'une région, dont, bien plus que de l'Italie tout entière, on pourrait célébrer l'unité avec les vers du poète national :

Una d'armi, di lingua, d'altare,
Di memorie, di sangue, di cor.

Depuis lors, deux années se sont écoulées; mais je ne puis évoquer ce souvenir sans éprouver une intense émotion. En rappelant la date historique qui a ouvert pour l'Italie une période remplie déjà de tant de gloires et de tant de sacrifices, en réveillant dans ma mémoire les enthousiasmes qui saluèrent nos premiers combats, effacèrent d'un seul coup les doutes qui, la veille encore, hantaient tant d'esprits et réalisèrent une fois de plus le vœu de l'hymne patriotique :

La terra dei fiori, dei suoni, dei carmi,
Ritorni qual'era la terra dell'armi;

je ne peux me soustraire à la fascination d'un événement décisif dans la vie de mon pays.

Et j'ai encore dans l'esprit les félicitations cordiales par lesquelles nombre d'hommes politiques et d'écrivains français ont bien voulu alors nous encourager à revendiquer nos droits natio-

[1] Le 15 juillet, avait lieu, à la Sorbonne, l'inauguration officielle de l'*Institut italien* créé à Paris par nos amis et alliés pour faciliter et promouvoir les relations intellectuelles des deux pays. M. Filippo Meda, le ministre des finances du royaume d'Italie — dont nous publiâmes la « Silhouette » il y a un an, le 10 juillet 1916, au lendemain de son arrivée au pouvoir avec le cabinet Boselli, — y a fait un important exposé dont il a bien voulu nous réserver le texte. Nos lecteurs en goûteront certainement les lucides aperçus et la loyale fermeté. — N. D. L. R.

naux, ainsi qu'à affirmer notre solidarité avec les puissances et les peuples coalisés contre la violence des Empires centraux.

Cependant il ne me paraît pas inutile d'établir une vérité qu'il faut mettre à la base de tout jugement sur l'œuvre et sur la conduite de l'Italie dans la conflagration mondiale : à savoir, que sa participation à l'entente avec la France, l'Angleterre et la Russie a été résolue dans le but non seulement de conquérir ses frontières naturelles, mais encore de préparer à l'Europe et au monde civilisé une organisation internationale, dans laquelle les droits et les intérêts de tous les peuples soient mis à l'abri des ambitions, des haines, des convoitises d'une race quelconque, enivrée d'un rêve de domination universelle.

C'est justement en partant de ce point de vue que l'historien de demain sera amené, je crois, à reconnaître que, si les hostilités de la part des armées italiennes n'ont été ouvertes que le 23 mai 1915, l'Italie était déjà en guerre depuis le 2 août 1914 : oui, nous n'étions pas peut-être alors contre l'Autriche-Hongrie et contre l'Allemagne, mais nous étions déjà à côté de la France et de ses alliés.

Dans le plan de guerre des empires centraux, et notamment dans les desseins de l'état-major allemand, la victoire n'était que trop sûre ; sans quoi, très probablement — et cela eût été terrible pour nos enfants et pour nos neveux — la guerre n'aurait été entreprise que quelques années plus tard. Mais cette victoire allemande supposait deux faits, dont, dans son orgueil et dans sa conception matérialiste et utilitaire de la politique et du droit, l'Allemagne ne pouvait douter : elle supposait que la Belgique ne réagirait pas et que l'Italie marcherait : ce fut exactement le contraire qui arriva : la petite Belgique opposa son héroïque résistance à l'invasion, l'Italie se refusa à l'appel des provocateurs.

Eh bien ! est-ce une illusion patriotique ou est-il vrai, comme je le crois, que la conclusion de la guerre était virtuellement acquise le jour où elle commençait ?

Ce n'était pas encore la victoire des Alliés ; mais c'était l'obstacle initial à la victoire des Empires centraux ; c'était, en tout cas, la guerre pour l'Italie : la guerre à terme, mais la guerre inévitable.

Que l'on me permette maintenant de tâcher d'expliquer encore une fois la signification de la conduite de l'Italie. Je suis venu, accueillant l'invitation de nombreux amis, avec le propos de collaborer à l'œuvre de fusion spirituelle entre nos deux pays, à laquelle se sont particulièrement dévoués les promoteurs de l'Institut italien à Paris : c'est une fusion désormais consacrée par les chaînes indissolubles qui unissent nos destinées, chaînes soudées au feu

des batailles sur le front unique de l'alliance; mais c'est en même temps une fusion qui doit se fortifier par la manifestation fréquente de nos souvenirs, de nos vœux, de nos espérances : ce qui rendra plus facile aussi la consolidation dans les ententes économiques de l'après-guerre. C'est pour cela que je n'hésite pas à répéter ce que d'autres orateurs italiens, et bien mieux, ont déjà peut-être exposé; mais j'obéis à ce sentiment naturel qui nous fait désirer de renouveler les manifestations de l'amitié et d'en chercher le renforcement dans l'échange des points de vue, des remarques, des jugements.

Je veux souligner encore ici la pensée et le sentiment de tous les Italiens qui, dans la terrible période que nous venons de traverser, ont su oublier leurs opinions particulières, leurs différences, peut-être raisonnables et autrefois nécessaires, pour se dévouer à la patrie, à sa destinée, à son avenir.

Je le sais bien, chez nous, — comme cela se passe je crois dans tous les pays éprouvés par les privations, par les souffrances, par les douleurs de la guerre, — il y a des esprits fatigués, troublés même, devant le spectacle de tant de maux qu'elle a produits dans la vie. Mais je ne connais pas en Italie, comme certainement vous ne connaissez pas en France, des concitoyens ayant la conscience de ce que serait le sort, je ne dis pas seulement de nos Etats, mais de l'Europe et de la civilisation dans le monde, le lendemain d'une issue favorable aux Empires centraux, qui puissent songer à affaiblir par des doutes, par des soupçons, par des illusions sentimentales, la résistance dans la lutte; dans cette lutte épouvantable, que l'Italie, pas plus que la France, n'a aucunement voulue, mais dans laquelle chacun de nos deux pays a dû subir la dure loi de la nécessité, la loi dictée par leur situation géographique et politique dans le monde, par leur esprit de conservation, par leur devoir de réprimer ou de prévenir les menaces et les agressions d'un ennemi redoutable, qui a ouvert les hostilités en déchirant non pas seulement le traité qui assurait à la Belgique sa condition d'Etat loyalement neutre, mais aussi le droit des gens, c'est-à-dire l'ensemble des obligations internationales, auxquelles nous avions cru pouvoir confier, en dehors des défenses matérielles, la sûreté de nos territoires, de nos biens, de nos femmes et de nos enfants.

Les événements ont amené une certaine partie de l'opinion publique des pays belligérants à désirer et même à réclamer ce qu'on appelle une revision des buts de la guerre. Ce n'est pas à moi de me charger d'un tel examen, et d'ailleurs ce ne serait pas ici le lieu, ni le moment de le faire : mais je veux dire bien net-

tement que personne, en Italie, n'a d'autre but que d'assurer un démenti au lugubre présage dans lequel un savant espagnol a cru devoir résumer la prévision de l'expérience psychologique des malheurs contemporains : « Quand les orphelins d'aujourd'hui auront atteint l'âge d'homme, a écrit Ramon y Cajal, le terrible massacre recommencera ».

Ah! non : quoi qu'on puisse penser théoriquement au sujet de la fonction sociale de la guerre et de la possibilité de la déraciner pour toujours, il est bien établi que, de la part des Alliés, cette guerre est faite avec le dessein inébranlable qu'elle soit la dernière pour les peuples civilisés : et cela suffit à justifier les gouvernements alliés lorsqu'ils refusent de prêter l'oreille à l'invocation d'une paix qui n'aurait pas, dans ses éléments, les garanties d'une durée aussi longue que possible. La conscience humaine, de même que l'histoire, ne sauraient nous acquitter, si nous acceptions une fin de la guerre qui ne fût pas aussi, — autant qu'il dépendrait de nous, — la fin des guerres; nos enfants et nos neveux nous maudiraient si, ayant pu trancher aux racines l'arbre du mal, nous lui avions laissé la possibilité de pousser encore ses rameaux et ses feuilles mortifères.

Mais comment serait-il possible de réaliser cette conception, si la guerre n'avait pas, — par les armes ou par la prédominance du bon droit, — une issue capable d'éliminer, en Europe et dans le monde, toute question susceptible de faire bientôt surgir à nouveau la nécessité de demander l'emploi de la force pour la protection de la liberté des peuples, de leur vie morale et politique, de leurs intérêts économiques?

Non : l'Europe ne pourrait pas, sans se rendre coupable, non pas seulement d'une faute, mais peut-être d'un crime vis-à-vis des générations de demain, renouveler l'erreur que nos aïeux, il y a un siècle, ont commise avec le traité de Vienne; il n'est plus question de partager dans un système d'équilibre politique les territoires de l'Europe; il faut désormais écouter les voix de la nature, qui ne sont pas moins impérieuses lorsqu'elles réclament les droits des nations et des peuples que lorsqu'elles réclamaient les droits de l'homme : il faut donner à chaque Etat les conditions essentielles de son indépendance et de son développement.

Voilà ce que l'Italie a demandé par la guerre; voilà ce qu'elle demande pour la paix; car elle est bien convaincue que la paix ne pourrait pas être sa paix, si ce n'était pas la paix de l'Europe.

Il y a beaucoup de gens qui sont vivement préoccupés de l'après-guerre, et qui y songent avec angoisse, en redoutant je ne sais quel bouleversement de l'organisation sociale et politique

des Etats : qu'il me soit permis de dire que, sans mépriser de tels soucis, et sans méconnaître l'utilité des études et des mesures par lesquelles on tâche de préparer les conditions d'une existence meilleure pour demain, je crois que l'on doit se préoccuper avant tout d'aujourd'hui, parce que demain sera ce qu'aujourd'hui l'aura fait. C'est, à mon avis, une illusion de croire possible d'assurer une ère de tranquillité en souhaitant une fin quelconque de la guerre, pourvu qu'elle vienne au plus tôt. Si nous avons le succès sur les ennemis, nous aurons aussi la prospérité et la liberté pacifique de nos pays; si au contraire le succès nous manquait par la défaillance des esprits ou des armes, nous irions au devant de dommages et de ruines incomparablement plus redoutables que les sacrifices que la résistance nous coûterait; des mois de souffrances pour assurer le succès nous épargneront, si je ne me trompe, des années de détresses et de douleurs : tout ce que l'on dépense aujourd'hui d'énergie, tout ce que l'on supporte pour tenir jusqu'au bout, on le thésaurise pour le lendemain, et on pourra le rendre à la collectivité comme un capital bien employé.

Pour cela, l'Italie tiendra, non moins que ses alliés; et moi, de même que mes amis, nous n'aurions pas osé demander à la France d'accueillir sur son territoire un Institut qui se propose d'attirer l'attention des Français sur notre patrie, sur son effort, sur ses aspirations, sur ce qu'elle est, et sur ce qu'elle veut être, si nous n'avions pas la conscience de la place que l'Italie a prise, qu'elle occupe, et qu'elle occupera dans l'histoire de la civilisation et du droit.

Je crois, cependant, qu'on se tromperait beaucoup en s'abandonnant à l'illusion d'un après-guerre dans lequel on puisse saluer la renaissance immédiate du programme pacifiste, le désarmement, l'internationalisme, l'instauration d'un régime juridique capable d'écarter le danger d'un nouveau conflit : tous ces biens ne peuvent être que le produit d'une élaboration très longue, à laquelle il faudra que les nations, alliées dans la guerre, travaillent dans la paix, avec beaucoup d'énergie, et même de patience, si elles veulent se défendre contre l'esprit de revanche des ennemis qui pourraient aussi exploiter nos faiblesses intérieures. En dehors de la lutte économique, qui pourrait être une inévitable conséquence de la lutte des armes, nous aurons à tenir compte de l'action des forces psychologiques, que la guerre a développées, et dont les plus pernicieuses, malheureusement, ne s'effaceront pas tout de suite devant le soleil de la paix; il y aura une aube, puis une aurore, et le soleil n'atteindra son zénith dans le monde que

selon les lois qui président à la mécanique sociale; peut-être le ciel, après l'orage, ne sera-t-il pas tout de suite dégagé des nuages et des brouillards qui empêcheront le soleil de répandre sur la terre, dans toute leur plénitude, la lumière et la chaleur de ses rayons.

Sans doute, les hommes les meilleurs, dans tous les pays, travailleront au plus tôt à l'œuvre de reconstruction de l'ordre juridique, et les peuples seront prêts à les aider dans leur noble entreprise; mais il ne sera pas possible que les Etats mettent encore leur pleine confiance dans un optimisme qui a permis naguère aux rêves d'hégémonie de naître, de grandir, de préparer la conquête. Loin d'alimenter les desseins de vengeance et en poursuivant, au contraire, l'idéal de la solidarité humaine, les Etats auront le devoir, non pas seulement de pourvoir à leur résistance intérieure, mais aussi de préparer les moyens d'établir une équation absolue entre la force du droit et le droit de la force; parce que l'Europe, en travaillant à assurer de telles conditions d'existence internationale qui empêchent la reprise de l'incendie épouvantable, devra néanmoins avoir sous la main de quoi l'étouffer immédiatement lorsqu'une étincelle menacerait de le rallumer.

Voilà comment, sur le terrain de la nécessité et des réalités, devra se poser la question de maintenir et de renforcer les alliances après le succès; et voilà donc pourquoi il est sage et patriotique d'y songer dès maintenant, par l'échange des idées et la conciliation des intérêts.

En reproduisant ici les Instituts que la France a fondés dans certaines de nos villes, l'Institut italien de Paris veut donc accomplir une œuvre qui dépasse dans ses buts les raisons de la guerre. Cette œuvre se rallie d'un côté aux aspirations de tant d'esprits éclairés, soucieux de souder les liens d'amitié spirituelle entre nos deux peuples, puisque dans leurs veines coule le même *latin sangue gentile*; de l'autre, à la réalisation du *magnus ab integro saeclorum ordo*, dans lequel le doux poète de la latinité classique parut préconiser le triomphe de la loi de justice et d'amour prêchée par le Christ à l'humanité : cette loi à laquelle il faudra une fois encore qu'on aille puiser les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, pour le code qui devra sanctionner les droits des peuples délivrés à jamais de l'esclavage du crime et de la haine.

Filippo Meda,
Ministre des Finances d'Italie.

EN CAMPAGNE

IMPRESSIONS D'UN OFFICIER DE LÉGÈRE[1]

XII. — Les coureurs de Verdun-Souville.

15 juin 1916.

J'entends des voix étouffées dans la cave qui précède celle où est installé notre dortoir. Quelle heure peut-il être? Six heures du matin, sans doute. Aucune lueur ne filtre dans notre souterrain et les soucis que j'ai rapportés de ma mission à la Fourche m'ont empêché de m'endormir. Voici déjà longtemps que je cherche le sommeil et je commençais justement à m'assoupir, malgré la fraîcheur humide qui pénétrait sous mon manteau. Près de moi, les deux capitaines d'état-major dorment encore, après avoir veillé une partie de la nuit.

Je viens d'être secoué de ma torpeur par le bruit qu'a fait un homme en entrant dans le P. C. Marceau. J'ai entendu le bruit de ses bottes ferrées grinçant sur les marches, celui de sa boîte à masque frôlant la muraille. Même, malgré la cloison qui nous sépare, j'ai perçu le choc de son casque contre la voûte de la porte basse. Maintenant, il parlemente avec le sous-officier de planton. J'ai cru entendre chuchoter mon nom. Mon premier mouvement a été de me lever, et puis, lâchement, je me suis renfoncé sous mon manteau avec l'espoir de m'être trompé et celui de pouvoir enfin reposer ma tête endolorie et mes membres brisés.

Des pas s'approchent en faisant crier le sable et la toile qui sépare les deux caves en guise de portière se soulève. Un flot de lumière pénètre dans notre dortoir obscur. Le capitaine H..., qui

[1] Voir le *Correspondant* des 10 et 25 décembre 1914, 25 janvier, 10 et 25 février, 25 mars, 25 avril 1915, 10 mars, 10 avril, 25 mai et 25 juin 1917.

dort à mes côtés, s'est retourné en maugréant, fuyant les rayons de la lampe placée dans la première salle. Deux ombres courbées sont entrées et l'une d'elles a dit à voix très basse :

— C'est là... le lit au fond, et à droite.

Je ne peux plus douter : il s'agit bien de moi. Et je préfère stupidement ne pas bouger, comme si cela pouvait dissuader l'homme de venir jusqu'à moi. Mais la deuxième ombre avance avec des précautions maladroites, essayant de ne pas accrocher ou de ne pas heurter son équipement dans l'étroit espace resté libre entre les piliers de bois et les cadres rustiques des lits. Je sens près de moi une odeur âcre de drap mouillé. L'ombre se penche sur moi :

— Mon lieutenant...

— Qu'y a-t-il?

La voix prend un ton timide, comme pour s'excuser du dérangement inévitable qu'elle me cause.

— Mon lieutenant, je viens du « poste intermédiaire »... Je suis venu vous prévenir, mon lieutenant, parce que... S... vient d'être tué.

— Oh!...

J'ai sauté en bas de ma couche, gratté une allumette et ma bougie éclaire notre réduit. Mes compagnons de dortoir s'agitent. Au bruit que j'ai fait en me levant, en rajustant mes vêtements, ils ont compris qu'il y avait quelque chose de nouveau et déjà le souci des ordres qu'il va falloir solliciter, recevoir et transmettre, commence à chasser le sommeil pesant où ils sont plongés depuis bien peu de temps.

— Qu'y a-t-il? dit l'un d'eux sans lever la tête.

— Un de mes coureurs qui vient d'être tué.

— Ah!...

Cette exclamation, poussée d'un ton indifférent, m'a causé une impression douloureuse. Pourtant, qu'est-ce qu'un mort de plus dans l'immense hécatombe? Je devais comprendre l'insouciance du capitaine qui s'attendait à une pire nouvelle dans les instants tragiques que nous traversons. Pour lui, cette victime n'est qu'un numéro ajouté à l'interminable et funèbre liste. Oui, mais cet homme était des miens.

Je l'ai bien connu. Il était sous mes ordres jadis, quand il suivait le cours des élèves-brigadiers. Je revois sa physionomie pensive, ses yeux bleus limpides et remplis de mélancolie qui semblaient lire déjà sa brève destinée. Mon cœur se serre à la pensée de revoir ces yeux éteints, ce corps allongé et froid. On peut, à la guerre, s'accoutumer à la pensée de la mort pour soi-

même, mais quand elle frappe l'un des nôtres, cela nous semble toujours une injustice du sort.

Devant moi, immobile contre la porte, le coureur qui m'a apporté la mauvaise nouvelle attend, le dos courbé, appuyé sur son bâton. Je ne puis voir son visage qui forme une tache sombre entre la visière métallique du casque et le large col du manteau. Mais, chose étrange, mon attention est attirée par une goutte d'eau éclairée par la clarté de la lampe. Elle forme une perle brillante au bord du casque et mon regard s'y attache inconsciemment, tandis que mon esprit troublé agite mille pensées confuses. Il pleut donc?... Oui..., c'est cela : il doit pleuvoir. Pourtant, tout à l'heure, la nuit était sereine, quoique chaude. Pourquoi pleut-il?... Et pourquoi S... a-t-il été tué?... Je mets mon casque sans mot dire. Je prends mon masque et mon bâton.

— Allons!

Tous ces gestes ont été accomplis machinalement et je m'éloigne sans savoir exactement ce que je vais faire. Mais, en gravissant l'escalier, puis en montant la pente douce qui me ramène dans la campagne, je sens ma raison qui renaît au contact de l'air frais. Il a plu. Peut-être même un orage a-t-il éclaté, dont, au fond de mon terrier, j'aurai confondu les grondements avec le bruit du canon. De la terre mouillée monte une odeur fade et les feuillages des arbres et des taillis ont repris des teintes vives. Les pieds s'enfoncent dans la boue des sentiers en faisant un clapotis léger; parfois ils font entendre un bruit mat quand ils foulent le sol couvert de mousse ou tapissé d'aiguilles de pins. Dans les étroits layons les branches basses me frôlent le visage de leurs feuilles mouillées et la brise très légère, agitant faiblement les arbres, fait tomber une pluie de gouttes fraîches qui me font frissonner. Petit à petit mon engourdissement s'atténue, disparaît.

Derrière moi j'entends le pas léger du chasseur qui me suit en silence. Son compte-rendu terminé, il n'a plus rien dit. Respectueux de mon chagrin, il a compris l'inutilité des paroles et le trouble qu'elles apportent dans les instants de tristesse. Au contact continuel de la mort, les hommes les plus frustes comprennent vite la gravité des heures de deuil et baissent instinctivement la voix ou se taisent devant leur douloureux mystère. Je me retourne Quel est cet homme? Je ne le connais pas : c'est un des coureurs fournis par le 3e escadron. Figure quelconque de jeune paysan normand, regard honnête, visage pâli par la fatigue, front plissé par une pensée morose. Il marche à grandes enjambées, fixant le sol et appuyant son bâton sur la terre à chaque pas. Je l'interpelle. Il trottine quelques instants pour me rattraper et, ne pou-

vant se placer à ma hauteur à cause du chemin trop étroit, il marche tout près de moi, faisant bien attention à ne point me gêner.

— Comment cela est-il arrivé?

— C'est ce matin, mon lieutenant. On avait apporté un pli du poste de commandement à destination du fort de Souville. C'était son tour de marcher... avec Colin. C'était juste au moment où l'orage a éclaté. Ils sont partis sous la pluie quand le jour commençait à poindre, et puis... ils sont revenus tout à l'heure. Nous étions sortis de l'abri, où l'on ne peut se coucher parce qu'il est trop étroit, et nous les voyions qui redescendaient la côte à travers bois, car, vous comprenez, le boyau était impraticable à cause de l'averse...

— Après, après?

— Alors, tout à coup, comme ils sautaient l'ancienne tranchée inachevée, voilà une marmite qui arrive, et v'lan! elle éclate derrière eux. Colin s'est jeté à terre, mais S... est resté debout. Seulement il a crié deux fois : « Ah! Ah!... » Et puis..., il a dit quelques mots à Colin qui s'était relevé et qui le regardait sans comprendre... et puis il est tombé... et, quand nous sommes arrivés, il était déjà comme mort. Ça le tenait dans les reins. Il y avait un gros trou rouge...

— Qu'avez-vous fait?

— On l'a porté dans l'abri, à cause des mouches qui venaient déjà. Et puis le brigadier a envoyé Colin pour prévenir les brancardiers divisionnaires... et moi pour vous rendre compte, mon lieutenant.

Nous longeons le boyau conduisant des casernes Marceau au fort de Souville : l'orage l'a rendu complètement impraticable. D'ailleurs, la cannonade est peu active en ce moment; sans doute les Allemands préparent-ils un nouvel assaut et procèdent-ils à un changement dans l'emplacement de leurs batteries. Sous les grands arbres, au tronc couvert de mousse, nous voyons de temps en temps passer des hommes qui, en silence, le visage incliné vers la terre, vont d'un pas cadencé vers des buts inconnus. Les vêtements et les figures ont des teintes livides et la boue de la nuit, ramassée au hasard des abris transpercés, a mis partout l'empreinte de la misère.

Nous avançons péniblement sur le sol rendu glissant par la pluie. Le boyau dont nous suivons le bord, afin de ne pas nous perdre dans les méandres de la forêt, décrit des courbes nombreuses qui font paraître la route plus longue. Mais nous devons approcher, car je distingue entre les arbres et parmi les herbes la teinte brune des tranchées de repli qu'on est en train de creuser à

mi-chemin entre le fort et les côtes Saint-Michel. C'est là qu'on a installé le « poste intermédiaire » qui sert de relai entre Souville et le P. C. Marceau. D'ici nous entendons même des hommes qui parlent et le bruit sourd des pioches qui creusent la terre molle. Une voix lointaine chante une sorte de complainte naïve avec l'accent traînant où les hommes de la campagne mettent la mélancolie des solitudes, des champs aux lointains horizons, des crépuscules où teintent les angélus.

Et, au coin d'un taillis, j'aperçois venant vers nous un couple d'hommes portant une civière. J'ai senti comme un grand coup frappé au plus profond de moi. J'ai compris, en voyant là-bas le groupe immobile de mes coureurs, que c'était leur camarade qui s'en allait. Le voici qui passe près de moi, porté par deux brancardiers peinant sous le poids du fardeau. C'est ce qui reste du petit chasseur au front large, aux yeux limpides..., une forme indécise balancée au rythme de la marche lente et, sortant de la couverture qui lui sert de linceul, les pieds chaussés des gros souliers enduits de boue qui, aux cahots du chemin, semblent ceux d'un vivant. Voilà tout le glorieux cortège de cet enfant mort pour son pays. Et je le trouve plus touchant ainsi que s'il était accompagné de la pompe militaire, couvert de couronnes et de fleurs, salué de discours. Il n'est pas un être au monde qui n'aurait envie de s'agenouiller ici, dans la boue, pour honorer ce mort qui passe. Mais il faut se redresser et donner l'exemple d'un cœur ferme à ceux qui regardent là-bas. Debout, tête haute et la main au casque : c'est ainsi qu'en retenant les sanglots qui montent de mon cœur je salue le soldat qui s'en va. Car c'est ainsi que S... nous a quittés, porté par deux vieux brancardiers aux barbes grises. Nous l'avons vu s'éloigner entre leurs dos courbés, sous le ciel gris de Verdun où couraient des nuées légères semblables à des voiles de deuil et parmi les hautes futaies mutilées qui semblaient lui faire escorte.

Ces funérailles sont le symbole de notre destinée, à nous, cavaliers de Verdun. Notre part a été sans gloire parce qu'elle a été faite de courage individuel et d'héroïsme obscur. Etre coureur, c'est risquer tous les dangers, c'est les braver loin des regards qui admirent, des voix qui encouragent; c'est passer au travers des tirs de barrage pour porter un pli pressé ou un renseignement important; c'est marcher à découvert dans la plaine balayée par les mitrailleuses; c'est remplacer le téléphone dont les fils sont hachés par la mitraille; c'est porter les paroles du chef aux unités engagées dans la fournaise.

Le coureur de Verdun ne pouvait compter cheminer à l'abri des

boyaux, car les boyaux n'existaient pas ou eussent demandé trop de temps si l'on eût voulu les emprunter. Les distances étaient longues et les ordres devaient être portés rapidement au cours des combats gigantesques qui se livraient. Il fallait donc, dans notre secteur, parcourir en ligne droite les deux à trois kilomètres qui séparaient le P. C. Marceau de Fleury ou de Souville. Ce service fonctionnait jour et nuit, car l'intensité du feu allemand était telle que les lignes téléphoniques étaient coupées à chaque instant. Le commandement avait décidé d'employer à cette mission des cavaliers à pied. C'est ainsi que j'eus à organiser le service des coureurs dans le secteur défendu par la ...e division. Cent cavaliers pris dans le 3e et dans le 4e escadrons me furent confiés. Cinquante d'entre eux étaient employés comme agents de liaison entre les batteries et les groupes d'artillerie et les cinquante autres comme coureurs pour relier le poste de commandement du général de division à ceux des commandants des brigades et ces derniers entre eux.

Ceux qui ont vu nos chasseurs à l'œuvre ne les oublieront pas. Certes, il eût été merveilleux de renouveler les héroïques chevauchées de jadis, mais nos soldats y eussent eu moins de mérite. La bravoure de l'homme qui est dans le rang n'est pas toujours la vraie bravoure : l'exemple des chefs, l'amour-propre, l'entraînement de la masse en sont sinon les raisons, du moins les adjuvants. La bravoure de l'homme isolé au milieu du danger est la vraie forme du courage.

Aux heures affreuses où l'ennemi écrasait tout le secteur sous l'avalanche de ses projectiles, c'était avec un serrement de cœur que je les voyais s'éloigner, mes chasseurs. Il faut avoir connu ces instants pour savoir l'angoisse que l'on peut ressentir quand, au plus fort de la lutte, on se sent tout à coup séparé de ceux qui se battent. J'ai assisté à des scènes terribles au poste de commandement du général. J'ai vu, à la lueur rougeâtre des lampes qui éclairaient les tables couvertes de cartes et de plans, le général, le chef d'état-major, les capitaines groupés autour du téléphone qu'occupait l'un d'eux. Les murs tremblaient, le sol frémissait sous l'effort de la canonnade. Le capitaine, l'oreille au récepteur, répétait à haute voix ce qu'on lui téléphonait de Fleury ou de Souville. Oh! ces visages crispés, ces plis qui se creusaient sur les fronts, tandis que tombaient des phrases brèves et coupantes comme des arrêts de mort : « Toutes nos tranchées sont bouleversées... Nous avons de fortes pertes... L'ennemi se prépare à donner l'assaut... Nous demandons de forcer les tirs de barrage sur... » Et, tout à coup, l'officier se taisait, laissait tomber le bras qui tenait le récepteur.

— Coupé! disait-il.

Aussitôt, le général commandait :

— Vite! deux coureurs.

Et, une minute après, les deux braves étaient là. Je les regardais tandis qu'ils écoutaient les ordres. Rangés contre le mur de la cave, debout, immobiles, ils concentraient toutes les forces de leur cerveau pour bien comprendre chaque phrase. Aucune peur ne se lisait dans leurs yeux, sinon celle qu'avaient ces esprits simples et frustes de ne pas bien saisir le sens des paroles. On y voyait leur volonté de se donner entièrement corps et âme, pour bien remplir la mission et aussi l'étonnement, le respect, l'émotion causés par cette chance extraordinaire d'approcher, eux, simples cavaliers, du général qui commandait à tant de soldats, de le voir, de l'écouter, de recevoir directement ses ordres. Et puis, quand le général avait dit :

— Allez, mes amis.

Alors, mes deux braves se redressaient en faisant claquer leurs talons l'un contre l'autre et ils saluaient, la main ouverte à la visière du casque. La lumière falote de la lampe se réflétait dans leur regard comme un éclair glorieux. Et ils sortaient de la salle basse en courbant la tête pour passer sous la porte voûtée. Je les accompagnais toujours jusqu'à la sortie de l'abri, leur répétant les instructions, leur recommandant la prudence et la rapidité. Ils écoutaient gravement et disaient :

— Ne craignez rien, mon lieutenant, on arrivera puisqu'il le faut.

Et ils partaient d'un pas allongé, l'un derrière l'autre, pliés en deux et appuyés sur leurs bâtons, tandis que rugissaient de toute part les canons, tandis que les obus allemands, venus de cinq, de dix kilomètres de là, passaient au dessus d'eux en fendant l'air ou éclataient à leurs côtés en faisant trembler le sol, les buissons, les arbres. Ma pensée les suivait, ces deux pauvres êtres vivants qui semblaient de si infimes créatures parmi le bouleversement de la nature. Je les voyais courant sur les pentes de Souville ou parmi les vallonnements qui précèdent la crête de Fleury. J'imaginais leur émotion quand autour d'eux les arbres centenaires s'écroulaient au milieu d'un fracas horrible, ou quand, dans la plaine étrangement déserte, le sol semblait s'entr'ouvrir à gauche, à droite, devant, derrière pour projeter avec un fracas épouvantable des colonnes de fumée, de poussière, de terre, de pierres et de fer, semblant autant de volcans éveillés soudain.

Quelques-uns sont morts, beaucoup sont blessés. Mais tous les renseignements ou les ordres qui leur furent confiés arrivèrent à

destination. Enfin, près de quarante furent cités à l'ordre du jour.

Comment ne pas être fier de commander à de tels hommes? Auprès d'eux on oublie fatigues, chagrins, désillusions; on retrempe son âme. Ils peuvent servir d'exemple quand on est tenté de se désespérer devant l'injustice du sort, car, inconsciemment, ils sont la plus belle expression du devoir militaire. Jamais je ne l'ai si bien senti qu'à Verdun.

C'est à cela que je songeais, tandis qu'après avoir adressé quelques paroles d'encouragement aux coureurs du « poste intermédiaire », je me dirigeais vers le fort de Souville.

Je partis seul, on distinguait à travers les arbres, au flanc de la pente qui s'étendait doucement devant moi, le chemin de fer Decauville montant au fort et dont la voie bouleversée passait à vingt mètres de là. Un peu plus haut, j'apercevais le talus de la route stratégique qui mène au faite des côtes de Belleville. Aucune erreur n'était possible. En quelques enjambées j'atteignis la chaussée et, à pas lents, comme marchant vers un pieux pèlerinage, je suivis la route montante.

Comment dire la majesté du spectacle qui m'entoure? Rien ne peut en donner une idée; il serait puéril d'essayer de faire comprendre cela à qui ne l'a pas vu. Vous avez sans doute été émus, vous qui avez voyagé par le monde, en contemplant certains paysages dont la grandeur vous frappait. Parfois, vous avez senti en vous un sentiment ressemblant à la crainte devant les solitudes infinies qui semblent recéler des mystères, devant des forêts aux arbres séculaires, devant des gorges profondes où coulent des torrents. Ceci n'est rien. Il faut avoir vu la forêt de Souville à l'heure où j'y étais pour comprendre l'émotion intense que peut produire un paysage.

Celui-ci me bouleversa. Je ne prenais plus garde au grondement du canon et j'oubliais le drame qui se jouait autour de moi. Ce n'était plus que la partie accessoire du spectacle; les bruits de la bataille n'étaient que le concert lointain chargé de faire valoir le décor qui se déroulait sous mes yeux. Je montais la pente rude, et j'étais seul.

Seul parmi les arbres gigantesques qui semblaient vivre, pencher vers moi leurs membres et leur corps mutilé et me parler. Les bois de Verdun devaient souffrir et me prendre à témoin de la barbarie des hommes. Oui, ils me parlaient et je les entendais. Ils me parlaient des années passées où ils avaient grandi en paix, où ils avaient formé petit à petit de leurs troncs puissants les piliers de ce temple émouvant qu'est une forêt; de leurs branches emmêlées ils en avaient constitué la voûte et ils avaient offert aux

hommes la nef incomparable où l'on est si bien pour rêver, pour contempler, pour prier. Déjà, maintes fois, au cours des jours anciens, des guerriers étaient venus combattre par ici. La forêt avait frémi au bruit des armes pesantes heurtant les armures, à celui de la mousqueterie mêlé au fracas des lourds canons. Mais quand la bataille s'était éloignée, le dôme de la forêt était toujours debout et intact et les hommes revenaient sous ses ombrages goûter la paix de la vie.

Mais aujourd'hui son temple est violé. Des engins conçus par un esprit infernal viennent ravager, briser, anéantir ce qui semblait éternel. La mort plane partout. Des souffles géants passent dans les airs et semblent porteurs des plus affreuses catastrophes. Des voix déchirantes, des voix profondes hurlent au loin, d'autres se font entendre tout près. La forêt se tait, mais sa vue laisse deviner ses souffrances. Les vieux arbres ont des regards de détresse.

J'avance et je suis tout seul. Qui oserait se risquer dans cette contrée d'épouvante? S'il y a des hommes ils sont terrés, ils se cachent. Sans doute, lorsqu'il le faut, des êtres humains passent là où je suis, mais ils passent comme des fantômes, courbés en deux, d'un pas allongé, le regard inquiet et le cœur battant, glissant d'un arbre à l'autre comme s'ils craignaient d'être vus par l'ennemi. En ce moment il n'y a rien de vivant que la fuite chantante des obus et là-haut, au terme de ma course, l'explosion soudaine de quelque 380 qui éclate avec un fracas formidable en projetant dans le ciel une haute gerbe noire.

Et voilà qu'à ma droite j'entends parler. Le son d'une voix humaine est un réconfort; elle fait paraître moins affligeante la détresse que m'a inspirée cette solitude. Je me penche au-dessus du mur de pierres sèches qui borde ici le remblai de la route. En contre-bas, tout près de moi, j'aperçois quatre longues pièces d'artillerie, la gueule béante tournée dans ma direction. On dirait trois grandes bêtes de proie, au corps gris et froid, tapies en embuscades. Autour d'elles quelques hommes hâves et boueux travaillent avec des gestes las, tandis qu'une fumée légère s'élève d'un abri creusé sous terre.

Un sous-officier m'aperçoit et son visage s'illumine d'un sourire. Nous nous réjouissons tous deux. Il semble dire : enfin voici un homme qui vient des pays habités où la vie est presque normale; et, en moi-même je songe : « Je ne suis donc pas seul; il y a des hommes qui vivent là. » Le sous-officier prend la parole et je m'arrête, heureux d'entendre cette voix claire dans la forêt qui semble morte.

— Mon lieutenant, méfiez-vous, dit-il, nous allons tirer. Et, bien qu'il n'y ait aucun danger, je tiens à vous prévenir, car les obus vont passer au-dessus de votre tête, pas bien haut, et cela fait un effet désagréable.

— Merci, maréchal des logis. Sur quel but tirez-vous?

— Sur les batteries allemandes de Thiaumont, et elles vont riposter aussitôt. Mais nous y sommes habitués : leurs projectiles tombent toujours en arrière de nous, dans le ravin.

Il se tait un instant. Les canonniers ont chargé leurs pièces sans hâte et ils attendent l'ordre d'ouvrir le feu.

— Allons, au revoir, dis-je, je monte jusqu'au fort. Tâchez de nous faire de bonne besogne.

— Bonne chance, mon lieutenant...

Il hocha la tête, tandis que je reprenais ma marche. Je fis quelques pas et je l'entendis qui ajoutait :

— Faites bien attention pour franchir le glacis... Depuis ce matin ils tirent dessus sans discontinuer, tantôt avec du 380, tantôt avec du 420..., un coup environ toutes les trois minutes.

— Merci.

Je continue mon ascension par la route défoncée. Les charrois et les obus ont raviné la chaussée et l'orage de cette nuit a rempli les excavations d'une eau jaunâtre; cela ajoute à la désolation qui m'entoure. On ne peut faire un pas sans rencontrer un témoignage de la lutte qui se livre ici depuis quatre mois avec un acharnement sauvage. La route est bordée par mille débris que l'on a simplement traînés là pour débarrasser le passage; l'endroit est trop exposé pour qu'on puisse se livrer à un nettoyage en règle.

Voici tout l'attelage d'un caisson qui a dû être frappé pendant un ravitaillement de nuit; les six chevaux sont là, raides et gonflés, encore chargés de leur harnachement. Je passe vite en me cachant le visage dans mon mouchoir pour échapper à l'odeur affreuse que dégagent ces cadavres et pour ne pas voir les horribles blessures où pullulent les mouches. Un peu plus loin, tout un tas de sacs destinés aux tranchées pour faire des épaulements et qu'un hasard a conduits là, finit de se consumer. Quelque obus a éclaté au milieu d'eux et y a mis le feu, sans doute; ils brûlent lentement, en dégageant une fumée âcre et quelques petites flammes roussâtres.

Et, tout à coup, mon regard est attiré par une toile de tente soigneusement étendue sur le bas-côté de la route et qui semble avoir été placée là pour abriter quelque objet allongé dans l'herbe. Je m'approche et je m'arrête aussitôt, saisi par l'angoisse, tandis qu'un grand froid m'envahit. Un mince filet de sang filtre sous la

toile grise, glisse jusqu'à l'ornière du chemin et là, dans la boue liquide, mes yeux voient la tache rouge qu'il a faite et qui va en s'adoucissant sur les bords, devient rosée, puis se confond petit à petit avec la teinte blanchâtre de l'eau. J'ai envie de fuir et malgré moi je reste cloué au sol devant ce mystère qui remplit mon âme de détresse et de pitié. Ce ne peut être le corps d'un homme qui est caché là-dessous, car le morceau de toile ne serait pas assez grand pour le dissimuler tout entier. D'ailleurs, on distinguerait la forme du cadavre sous ce linceul improvisé, et l'on ne voit rien de semblable. Il semble y avoir là simplement un petit tas de pauvres choses assemblées pieusement et pieusement voilées par une main amie. Je devine qu'il s'est passé ici cette nuit, ou ce matin, un des drames innombrables qui, chaque jour, au cours de cette guerre, font connaître le comble de l'horreur à ceux qui en sont témoins.

Des hommes, sans doute, passaient sur le chemin où je suis. Ils filaient vite, hagards et courbés. Combien étaient-ils? Que faisaient-ils? Qu'importe. Ils allaient, ils couraient dans la hâte de gagner un abri, tandis que devant, derrière, tout autour d'eux la mort les guettait, leur tendait des pièges, leur barrait le chemin, les poursuivait. Et, tout à coup, elle tomba parmi eux. Un obus qui éclate, des hommes qui s'applatissent saisis de terreur, puis qui fuient, se dispersent, se retrouvent, se comptent.

L'un d'eux manque. Ils se consultent, tapis derrière un talus. Peut-être n'est-il que blessé? Il faut aller voir. Le plus brave, ou bien l'un des amis de l'absent, se décide à revenir sur ses pas. Il se presse; il a un peu l'espoir de retrouver son camarade seulement blessé, traînant son corps mutilé et implorant l'aide de ses compagnons. Le voici arrivé au point d'où ils ont fui tout à l'heure. Et toute sa chair frémit à la vue de ce qui reste de son compagnon. Le projectile a éclaté pour ainsi dire sur lui et il subsiste à peine quelques lambeaux sanglants de celui qu'on a connu et aimé. Alors le vivant a compris ce qu'il devait au mort. Il a rassemblé minutieusement les pauvres débris épars, il a déroulé la toile de tente qu'il portait en sautoir et il l'a étendue comme un suaire. Les restes de son ami attendront ainsi, dans ce sépulcre fragile, le jour ou l'heure d'aller rejoindre ceux d'autres héros, dans un des innombrables cimetières où reposent nos morts de Verdun.

Je m'éloigne le cœur serré. Maintenant le spectacle devient plus angoissant, car j'approche du fort. Un projectile formidable vient de s'abattre sur lui et l'explosion a fait trembler le sol sous mes pas. Ici les arbres n'ont plus de branches. On croirait voir,

au-dessus de l'océan, les mâts brisés d'une flotte innombrable qu'un cyclone géant viendrait d'engloutir. Les uns, coupés en leur milieu, montrent dans le ciel leur cassure déchiquetée. D'autres, encore debout, laissent voir leurs déchirures plus blanches sur la teinte grise de l'écorce. Pas de verdure, pas de taillis : la mitraille a raflé tout cela. La terre ravagée, sarclée, labourée, apparaît entre les arbres qui subsistent.

Je longe ce qui reste d'une maison isolée sur le côté de la route. Ce devait être un poste de gardien, un dépôt de matériel ou tout autre bâtiment militaire. On distingue le rectangle formé par un pan de mur encore debout et par les quelques pierres blanches qui subsistent sur les trois autres faces. Tout autour et de l'autre côté du chemin, un gigantesque amoncellement de planches, de fascines, de fils de fer barbelés a été bouleversé par les obus. Des débris de toute sorte ont été projetés aux quatre vents : c'est un chaos indescriptible et il monte de cet enchevêtrement de matériaux disparates l'odeur écœurante et fade de cadavre, qui plane sur toute la région.

A gauche, on distingue encore ce qui fut un boyau menant à la première tourelle du fort, mais le bombardement l'a complètement bouleversé. Je ne puis espérer m'en servir et je devrai aborder le glacis sans aucune protection, sans aucune chance de salut si l'un des énormes projectiles arrive au moment de mon passage.

Justement, en voici un. J'entends venir de loin le bruissement terrible qu'il fait en fendant l'air. Aucune comparaison, aucune description ne saurait dépeindre l'effet produit. Certains l'ont comparé au bruit de ferrailles secouées que fait un train en marche. Il y a quelque chose de cela avec, en plus, une sorte de mugissement qui va en grandissant avec une rapidité vertigineuse et se termine dans un fracas formidable. Celui-ci est tombé au moins à trois cents mètres de moi, à l'est du fort, et pourtant tout a tremblé. Instinctivement, je me suis jeté derrière un gros tronc d'arbre et je regarde avec un peu d'admiration, je dois l'avouer, la colonne noire projetée dans les airs, faite de terre arrachée, de quartiers de roc, de morceaux de bois qui montent à une hauteur prodigieuse, tournoient, se renversent, semblent hésiter, puis retombent de tous côtés en gerbe de feu d'artifice. En même temps une lourde fumée rousse s'élève lentement du cratère que l'obus a creusé; elle s'étale en grosses volutes cotonneuses à reflets cuivrés et se dissipe comme à regret, tandis qu'une odeur âcre se répand dans l'atmosphère et parvient jusqu'à moi.

Accoudé au gros arbre, j'étudie le terrain découvert qui s'étend devant moi afin de bien calculer le trajet de ma course. La route

a presque complètement disparu et la zone qui s'étend entre l'entrée de la tourelle et le point où je suis n'est qu'un chaos. Les centaines de gros obus qui, presque sans discontinuer, tombent depuis quelques jours sur le glacis ont transformé le sol en une succession ininterrompue de gouffres ayant quatre à cinq mètres de profondeur. Ils se touchent ou chevauchent les uns sur les autres. Pour atteindre mon but il me faudra suivre le bord croulant de ces précipices au fond desquels stagne une eau remplie de débris innomables.

Autour de moi ce ne sont que voitures de ravitaillement brisées, cadavres de chevaux, matériel abandonné par les corvées que le bombardement a surprises. A mes pieds, émergeant de l'eau glauque croupissant au fond d'un des entonnoirs, les quatre membres raidis d'un cheval dressent vers le ciel le croissant brillant des fers et, au bord, un brancard abandonné montre sa toile teinte de sang. Chaque objet évoque en moi un petit drame rapide, affreux, où la mort a joué le principal rôle.

Plus loin, des tonneaux éventrés, des caisses brisées laissant échapper des biscuits, tout ce qui, partout ailleurs, est considéré comme si précieux et que l'on abandonne ici sans regret, dans cette région de terreur que l'homme aborde avec crainte et avec la volonté de la traverser au plus vite. Enfin, à 150 mètres de moi environ, je vois une sorte de muraille trapue et grise, semblable à la façade d'un tunnel et où s'ouvre une porte basse et voûtée. C'est l'entrée de la tourelle qu'il va falloir atteindre le plus vite possible.

Je regarde de tous mes yeux ce petit trou noir vers lequel je vais courir. Il semble m'appeler et me dire : « Ici est le refuge, ici la sécurité. Vois la coupole trapue, massive, à l'abri de laquelle tu peux venir te reposer. Personne ne supposait, quand elle fut construite, qu'elle aurait à supporter les chocs formidables dont elle est accablée. Le génie malfaisant de nos ennemis a dépassé ce que l'esprit pouvait imaginer. Il a réduit Anvers, Namur, Douaumont, Vaux et toutes les forteresses auxquelles il s'est attaqué. Maintenant, c'est mon tour. Et chaque jour il augmente l'intensité de ses assauts. Mon échine résiste; elle est secouée, ébranlée, tassée à chaque coup qu'elle reçoit. Mais elle est faite de bonne trempe et semble se raidir sous l'avalanche qui voudrait la briser ».

Un nouveau projectile vient d'éclater un peu plus près, mais cette fois sur le versant qui fait face au bois du Chapitre. Je m'élance sans attendre que la pluie des débris soit retombée à terre; je cours en glissant sur le sol détrempé, croulant; je longe

des précipices et je bute sur des restes informes; de ci, de là, au creux des entonnoirs, l'eau de la pluie a conservé une teinte rougeâtre. Mais je n'y prends pas garde. Je me hâte et la distance qui me sépare de la tourelle me semble interminable. Encore quelques bonds, une chute, une glissade et me voilà sous une voûte sombre et grise qui semble creusée dans un formidable rocher.

Le sol qui est sous mes pieds descend par une pente rapide entre deux murailles humides. Le couloir semble s'enfoncer dans la terre; il offre à mes yeux l'aspect d'un gouffre redoutable car on n'en voit pas le fond. Jusqu'où va-t-il? C'est ainsi que je m'imaginais l'entrée des Enfers quand je traduisais jadis les *Dialogues des Morts*. Mais il est peu vraisemblable que cette entrée morose me mène aux Champs-Elysées. Plutôt que les ombres des héros antiques, je compte y trouver quelques-uns de mes chasseurs et les camarades qui sont détachés auprès du colonel B... Cependant, j'hésite à m'avancer davantage car mes yeux, encore éblouis par la lumière du jour, ne distinguent plus rien. Ah! voici cependant une ombre, une ombre bien vivante et qui parle :

— Mon lieutenant, par ici... Ne craignez rien, vous n'avez qu'à me suivre : il n'y a pas de marche et ça continue en pente douce.

Maintenant je reconnais un de mes chasseurs qui s'est avancé à ma rencontre et qui sourit, tel un hôte faisant accueil à son ami.

— Bonjour, Vauchel... Comment cela va-t-il, ici?

— Pas trop mal, mon lieutenant. Dame! Ce n'est pas très gai, vous pensez bien, mais on s'y fait.

Je comprends que Vauchel ne considère pas Souville comme un séjour bien agréable. Aussitôt que j'ai avancé de quelques pas et que l'obscurité devient plus complète, je suis saisi d'une sorte d'angoisse. Il me semble qu'un poids énorme me pèse sur les épaules, que je suis à des milliers de mètres sous terre et qu'au-dessus de ma tête sont suspendues des montagnes prêtes à m'écraser. Et puis, cette ombre qui m'entoure me laisse dans l'incertitude de l'endroit où je suis; j'ignore la forme des choses et quels sont les hommes dont je distingue les ombres.

Nous tournons à droite et la descente devient plus rapide. Pour empêcher les glissades, on a recouvert le sol d'un caillebotis que je sens chancelant sous mes pas. Ici filtre une légère lueur tombant d'un soupirail élevé et presque complètement bouché pour empêcher les éclats de pénétrer. Mais ce mince filet de jour suffit à chasser l'impression pénible qui m'accablait; il me fait songer à la vie réelle, au grand air, aux bois, à la route que je retrouverai tout à l'heure. Et puis mes yeux commencent à voir. Maintenant e distingue des hommes assis par terre, contre la paroi. Ce sont

des territoriaux qui sont venus chercher un refuge momentané. Ils sont venus sans être appelés; ils repartiront sans qu'on le leur dise, quand ils entendront que le bombardement est moins nourri; et ils continueront, lents et résignés, la tâche qu'on leur avait confiée. Ils sont là une demi-douzaine, accroupis dans le passage étroit, se faisant tout petits pour ne pas gêner et tâchant seulement de passer inaperçus. Près d'eux des pioches, des pelles sont soigneusement alignées contre le mur; ils ne parlent pas, ils ne bougent pas et ces spectres immobiles dans le faux jour contribuent à donner au souterrain une physionomie inquiétante.

Voici une porte étroite au-dessus de laquelle une petite lampe brûle. La courte flamme jette une lumière dérisoire dans ce coin obscur. Elle permet à peine de distinguer l'ouverture percée dans la muraille que je franchis presque à tâtons, et, aussitôt, je dois m'arrêter un instant, à demi suffoqué par l'air qu'on respire dans cette nouvelle salle. Cela prend à la gorge et donne des nausées. C'est une odeur aigre montant des hommes qui vivent, mangent et dorment là depuis de nombreux jours, dans une atmosphère à peine renouvelée. Il fait une chaleur humide, presque insupportable. A gauche, sur quelques bottes de paille éparpillées, des hommes sont vautrés et ronflent. A la lueur d'une lanterne suspendue au-dessus d'eux j'aperçois leur bouche ouverte, leur chemise baillant sous la vareuse déboutonnée et, près de moi, leurs grosses chaussures recouvertes d'une couche épaisse de boue. Chasseurs et fantassins mélangés dorment pesamment, sans souci de la bataille, avec cette merveilleuse insouciance du soldat qui songe à profiter du moindre moment de repos pour manger, boire et dormir. Tout à l'heure, si on les appelle pour courir aux premières lignes, ils seront tout de suite debout et prêts à aller au danger.

En face, à la lueur de quelques bougies plantées dans des chandeliers improvisés, des soldats écrivent, d'autres épluchent des légumes : ce sont les secrétaires et les cuisiniers de l'état-major qui ont fraternellement partagé une longue table. La lumière jaune plaque des taches sombres sur les visages; les yeux semblent creusés profondément, les mâchoires paraissent plus fortes et les moindres gestes font contre la muraille des ombres gigantesques. Sous le martèlement des obus la vie continue paisiblement, comme à la caserne. On se fait à tout : la paille humide semble aussi délicieuse qu'un lit; la lumière des chandelles est, au fond de cet antre, aussi belle que celle du soleil et le repas qu'on prépare paraîtra succulent dans cet abri à l'armature puissante qui tremble sous l'ouragan des obus, semble parfois fléchir et ne rompt pas.

Voici mon bon camarade Pierre de F... qui vient au devant de moi et dont je serre la main avec plaisir. Il suffit de le voir pour que la confiance revienne. Son visage épanoui exprime à chaque instant le bonheur de vivre. Dans tous les événements de notre vie guerrière il trouve sujet à s'égayer; aux instants de souffrance il découvre toujours un détail comique et s'empresse de le signaler en termes amusants. Lui présent, la fatigue ne se fait plus sentir, la faim est oubliée et le danger n'existe plus. Sa bonne humeur est communicative et l'esprit le plus chagrin ne peut y résister. Je l'ai vu, et déjà je ne songe plus à la menace effroyable qui pèse sur Verdun, aux misères que je vois chaque jour, à la situation tragique de ce dernier fort qui résiste en avant de la vieille cité. Je sens en moi une impression de sécurité complète et le tableau que j'ai sous les yeux me semble respirer la paix et le confort.

— Sois le bienvenu chez nous, dit F... Tu vois qu'en réalité nous ne sommes pas à plaindre. La maison est solide et nous ne manquons de rien.

Il me rend compte que nos chasseurs lui ont donné toute satisfaction et que jusqu'ici aucun de ses coureurs n'a été blessé.

— Viens, dit-il ensuite; je vais te présenter au colonel.

Le colonel B... commande une des deux brigades de notre division. Une partie de ses régiments tient la ligne comprise entre la Chapelle-Sainte-Fine et le bois de la Laufée, l'autre est en réserve dans les bois situés au sud du fort et travaille aux tranchées de soutien. Pour les troupes engagées, c'est un combat désespéré de jour et de nuit, une lutte féroce où les défenseurs s'accrochent à chaque trou d'obus, à chaque tronc d'arbre, à chaque fossé. Jamais l'imagination ne pourra concevoir ce qui se passa pendant ces journées de juin, sur ces quelques milliers de mètres carrés sans cesse écrasés d'obus, sillonnés de balles, où des hommes invisibles, cramponnés désespérément à la terre, semblaient vouloir y creuser leur propre tombeau plutôt que de l'abandonner.

Le colonel B..., attentif, concentré, farouche, est là. Je le vois, assis à une grande table où sont étalées de vastes feuilles de papier. La lampe allumée devant lui éclaire, de bas en haut, le front large, le pli creusé entre les yeux, le nez aquilin et la courte moustache noire. Arrêté au seuil de la nouvelle salle, je n'ose avancer et je regarde avec toute mon âme l'homme qui commande ce petit coin de la terre de France.

Les bras croisés sur la table, ses yeux sont baissés vers les plans étendus devant lui. Ils scrutent avidement ces lignes de

couleurs diverses qui serpentent en tous sens sur le papier. Pour lui seul, enfoui sous terre, ces signes mystérieux évoquent des lambeaux de tranchées, des glacis bouleversés par les explosions, des bois aux arbres déchiquetés. Il sait que là se trouvent les restes de tel bataillon et ici ceux de tel autre. Sa mémoire lui dit qu'en ce point il peut compter sur le courage et l'énergie de tel chef, en cet autre sur la discipline et le dévouement de telle troupe. Dans son esprit apparaissent des visages, des silhouettes aux gestes connus; il revoit ceux qu'il commande; il connaît les vertus de chacun, sang froid, adresse, enthousiasme, persévérance.

Souvent un coureur essoufflé entre et lui apporte un chiffon de papier crasseux, couvert de terre, de sueur, parfois de sang, sur lequel un officier courbé sous la rafale, appuyé sur son genou ou sur le corps de l'un des siens, a écrit quelques lignes au crayon. Et aussitôt, d'un trait jeté sur la carte, le colonel B... a noté le changement accompli sur la ligne qui lui est confiée. Puis d'une voix brève, mordante, qui martèle les syllabes pour signifier sa volonté, il donne ses ordres. Comment oser distraire un tel chef de son devoir?

Mais F... m'a nommé. Le colonel B... a relevé son visage pensif et, aussitôt, il m'accueille en souriant. Tandis que les deux officiers d'état-major écrivent, téléphonent, transmettent les ordres et rédigent les renseignements, j'ai une courte conversation avec le commandant de la ...e brigade. Je devrais plutôt dire que je l'écoute, car il me semble que toute parole de ma part serait vaine. Je préfère l'entendre parler, mes yeux contemplent de toute leur force cet homme qui dit des choses admirables avec tant de simplicité, qui explique en quelques phrases tranquilles des événements appelés à tenir une place immense dans l'histoire du monde. Voilà l'occasion d'écouter les récits de guerre les plus admirables : ceux que se font entre eux les acteurs du drame et non ceux des communiqués, ceux que font les journaux en termes lyriques. C'est là qu'on entend battre le cœur des hommes qui sont les ultimes défenseurs de Verdun : qu'ils soient écrasés ou qu'ils reculent, l'ennemi aura franchi la dernière barrière qui le sépare de la ville convoitée. Ils savent cela. Ils savent que les Allemands vont redoubler leurs attaques, que la proximité du but augmentera leur frénésie, que leur formidable artillerie travaille nuit et jour pour ouvrir le passage, et ils ont encore foi en eux-mêmes. Le colonel B... sourit :

— Nous tiendrons jusqu'à la relève, dit-il, nous tiendrons coûte que coûte...

Puis il se tait. Pendant ce moment de silence, je vois l'expression de son visage qui change. Son regard se remplit de tristesse. Ce n'est pas l'angoisse qu'on devine dans ces yeux où je crois entrevoir les reflets sanglants de la bataille; c'est le regret de tous les braves qui meurent et celui de ne pouvoir arrêter tant de misères.

Mais le mauvais songe est vite chassé; la bonne humeur, la fermeté, la confiance ont aussitôt remplacé la mélancolie. Et il poursuit :

— Je ne vous dirai jamais assez toute l'admiration que j'ai pour vos chasseurs. Nous ne les connaissions pas et nous avons appris à les connaître sous le feu... Maintenant, ils sont nos frères ici et ils prennent la meilleure part du danger. Jamais ils ne m'ont fait défaut. Jamais je n'ai eu à craindre d'être coupé de mes soldats. Non seulement ils sont toujours partis sans forfanterie et sans crainte, mais encore ils sont toujours arrivés là où on les envoyait. Et ils montrent ainsi qu'ils ne sont pas seulement braves, mais qu'ils sont également vigoureux, adroits, intelligents. Tous ont été parfaits...

Je quitte le colonel. Aucun éloge ne pouvait me causer plus de plaisir que celui adressé par ce chef réputé à nos chers cavaliers. Je sors du poste de commandement le cœur joyeux, tandis que F..., m'ayant saisi par le bras, m'explique :

— Viens à l'observatoire. Je vais te faire voir tout le champ de bataille.

Nous traversons la salle obscure qui sert à la fois de dortoir, de cuisine et de bureau. Les chandelles piquent toujours l'ombre de leurs flammes minuscules, éclairant à peine les faces blafardes des soldats. Nous voici de nouveau dans le couloir voûté aux parois humides, nous tournons l'angle droit qui nous ramène vers le jour. Devant nous, tout au bout, l'ouverture étroite nous permet d'entrevoir un petit carré de ciel gris.

— Nous tournerons à droite aussitôt sortis, me dit F..., il y a environ une centaine de mètres à faire pour gagner l'entrée de l'autre tourelle. Il faudra courir vite car l'endroit est mauvais. Heureusement, le sentier qui longe l'ouvrage n'est pas trop abîmé... Allons-y! Hop!

Il sort, tourne à droite et file à toutes jambes. Je le suis sans hésiter. Derrière nous, vers la batterie de l'Hôpital, viennent de s'écraser successivement trois formidables projectiles ennemis. Instinctivement, je me retourne sans interrompre ma course. Ils ont dû tomber très près les uns des autres, car je ne vois qu'une seule masse de fumée jaunâtre et lourde s'élever au-dessus du sol

bouleversé et nu; on dirait que la terre s'est entr'ouverte pour laisser passer un nuage mortel créé par de mauvais génies. A la suite de F... je pénètre vivement sous une voûte semblable à celle qui sert d'entrée au poste de commandement et nous descendons de nouveau une pente identique. Entre les parois massives le jour diminue rapidement et bientôt l'obscurité nous entoure. Je suis mon camarade. Mes mains tendues frôlent des murs froids et visqueux. Ici l'on n'entend aucun bruit et l'on croirait errer dans une cité souterraine et morte. Mais au loin paraît une petite lumière presque imperceptible; elle semble allumée pour nous guider vers des profondeurs infinies et ceci n'est qu'une illusion car il nous suffit de quelques pas pour nous en rapprocher. Maintenant elle éclaire assez pour nous permettre de distinguer une sorte de salle étroite et basse ou trois hommes, assis autour d'une petite table, fument en silence. A la faible lueur de la bougie plantée sur la table, nous distinguons des visages graves, aux traits creusés par la fatigue, aux joues hâves, couvertes de poils rudes.

— Les guetteurs, me dit F...

L'un des hommes, un sous-officier, s'est levé et s'avance lentement vers nous.

— Aucun changement, mon lieutenant, dit-il en s'adressant à F... Aucun mouvement n'a été aperçu depuis le lever du jour. Nous avons seulement distingué à la jumelle, sur les pentes sud de Douaumont, des corvées qui descendaient chercher de l'eau..., deux ou trois petits groupes seulement, une vingtaine d'hommes en tout. Maintenant, depuis une heure, notre artillerie lourde tire sur le fort et on ne voit plus rien.

— Bien, dit F..., veuillez alors faire descendre le guetteur de faction; le lieutenant va monter à l'observatoire.

Le sous-officier nous précède dans une autre salle, plus petite que la première et qu'éclaire à peine un mince filet de jour tombant d'un coin de la voûte. On croirait être dans quelque cachot profond, dans quelque oubliette des temps passés. Et toujours ce silence où raisonnent nos pas et que nos voix craignent de troubler. Mais notre guide a levé la tête vers l'étroite cheminée d'où vient le pâle rayon de lumière.

— Holà! crie-t-il, descends un instant.

Alors une voix qu'on entend à peine, qui semble venir de très loin, répond :

— Voilà! je descends.

Et j'aperçois deux pieds qui dépassent le bas de l'étroit boyau percé verticalement dans la voûte et par où filtre la lumière. Ils

s'appuient tour à tour à des aspérités que je n'avais pas remarquées dans la muraille; des jambes, puis un corps, puis une tête casquée apparaissent successivement. L'homme descend avec précaution. Un instant, son pied cherche dans le vide un escabeau juché sur une table trapue, placée au-dessous du soupirail. Quand il l'a trouvé son second pied rejoint le premier sur l'étroite plate-forme et le guetteur saute vivement à terre.

— A toi, dit F...

Un peu ému, je me hisse sur la table, puis sur le tabouret. Enfin, engageant mon buste dans l'espèce de puits où disparaissait l'homme tout à l'heure, je commence l'ascension compliquée en posant avec précaution mes pieds sur chacune des pierres qui font saillie hors de la paroi. Les quatre côtés de la cheminée vont en se rétrécissant au point que mon corps se trouve pour ainsi dire calé par le béton, soutenu par lui de tous côtés. En même temps la lumière du jour, puis l'air frais viennent me caresser le visage, tandis que la canonnade, d'abord assourdie, augmente d'intensité, puis frappe directement mes oreilles. Enfin, mes yeux dépassent le bord de la paroi et je vois...

Je vois le champ de bataille de Verdun. Quelle émotion! Que de grandeur et de tristesse! Je sens en moi une sorte d'angoisse indéfinissable devant le tableau qui s'offre soudain à mes yeux et s'y imprime d'une façon ineffaçable. D'abord c'est une impression étrange d'immensité et de désert. Les regards n'osent se poser sur un point plus que sur un autre. Ils se perdent dans cette étendue de terrain où l'on distingue aucune verdure et qui semble taillée dans le même roc aride et jaunâtre. On ne songe pas que tout ceci était autrefois une contrée riante, au sol tapissé d'herbages ou recouvert d'épaisses forêts. Non, on croirait voir une contrée rocailleuse, inculte ou dévastée par quelque cyclone colossal.

Et puis, quand on songe qu'il y a là des milliers d'hommes qui se battent et qui meurent, on est saisi d'effroi. Où sont-ils? Où sont les nôtres? Où sont nos chers frères d'armes? Rien; on ne voit rien de vivant. Seraient-ils tous morts, balayés par l'ouragan qui déferle sur eux depuis quatre mois? Et pourtant cela n'est pas possible, car on entend distinctement les coups de fusil et, par saccades brèves, le crépitement tout proche des mitrailleuses. Mais ceux qui combattent sont couchés sur le sol, dans les innombrables trous d'obus, ou dans des tranchées hâtivement creusées ressemblant aux fossés qui bordent les routes. Nul ne se montre, ni de notre côté, ni de l'autre, car sur ce champ de carnage quiconque paraît est perdu.

Sur ce pays désert et mort une seule chose manifeste sa vie : c'est le canon. De tous côtés s'élèvent du sol comme des centaines de volcans en éruption. Des fumées de toutes les couleurs blanches, noires, rousses, verdâtres montent en hautes volutes de la terre meurtrie. Et ce roulement continu des départs et des arrivées forme un murmure formidable se perdant vers l'occident où la lutte se prolonge aussi ardente de l'autre côté de la Meuse.

Petit à petit, le cœur battant, je contemple chacun de ces coins de terre dont les noms, inconnus jadis, sont passés maintenant à la postérité. Une sorte de piété me porte à vénérer en chacun d'eux les innombrables morts qui sont tombés pour leur défense. Chacun d'eux rappelle des faits héroïques auprès desquels pâlissent les exploits des héros anciens. Chaque parcelle de ce champ sacré est un cimetière et l'on voudrait baiser partout ce sol arrosé de tant de sang. A demi-voix, je me répète à moi-même les noms fameux. Ils me semblent qu'ils chantent à mes oreilles un chant de gloire. Chacun d'eux évoque à mon esprit des figures pâles et fiévreuses, des yeux agrandis par l'épouvante de la mort et la volonté du sacrifice, des haies de baïonnettes rouges et des lignes de cadavres formant comme une série de murailles sanglantes pour barrer le chemin.

A ma droite, voici les bois du Chapitre et de la Laufée, entre lesquels file le chemin menant à Dieppe. Des bois!... Peut-on donner ce nom aux quelques centaines de troncs dépouillés qui dressent encore leur squelette par là? Pas une feuille, pas une branche, des choses tordues, déchiquetées qui s'élèvent vers le ciel comme se tendraient des bras pour demander vengeance. Et sans cesse arrivent de nouveaux obus dont les flocons de fumée s'élèvent pesamment de-ci, de-là, entre les colonnes brisées de ces temples sans voûte.

A ma gauche, en arrière de quelques pierres semblables aux ossements d'une tombe violée et qui sont les derniers vestiges de Fleury, s'élève la lourde croupe où se trouvaient les batteries de Thiaumont. Encore un souvenir impérissable pour ceux qui, comme moi, peuvent prononcer les noms de tant de camarades qui donnèrent leur vie pour les défendre et savent les numéros des régiments qui, plutôt que de reculer, se firent écraser là par l'innombrable artillerie allemande.

Enfin, devant moi, face à face, se dresse la masse imposante de Douaumont. Le soleil a percé les nuages et met une teinte dorée sur les flancs bouleversés du colosse. Il me semble que le fort prend une face humaine et que, penché sur la plaine, il jette des

regards désolés sur la terre chaotique, sur les morts disséminés par centaines, sur ce coin de France dont il avait la garde et qu'il n'a pu défendre jusqu'au bout.

Je distingue à son faîte les lignes géométriques de certains ouvrages et, au flanc de la colline, un chemin qui descend en serpentant vers l'étang de Vaux ; il se perd dans ce qui fut le bois de la Caillette où, par deux fois, les fantassins de notre corps d'armée se couvrirent de gloire.

Sans cesse et sans pitié, notre artillerie lourde martèle le fort. La fumée des explosions forme au-dessus de sa masse comme une épaisse auréole mouvante...

Alors, en face du colosse dressé devant moi, je suis pris d'une sorte de vertige où entrent de l'espoir et de la crainte, de l'enthousiasme et de la tristesse. Je songe aux champs et aux bois dévastés, aux braves tombés et à ceux qui tomberont encore. Mais je sens une confiance inébranlable dans cet autre colosse qui se dresse où je suis. Souville semble défier Douaumont devenu allemand. Arc-bouté sur le mont, cramponné au sol, écrasé, tapi, il est prêt. Il paraît concentrer ses forces pour tenir tête aux vagues d'assaut qui se préparent à s'élancer contre lui, et, dans mon exaltation, il me semble que tout le pays dévasté qui s'étend devant moi le regarde avec crainte. De Douaumont, de Vaux, de Thiaumont, des tranchées perdues dans les bois et de celles qui sillonnent la plaine, je sais que des milliers d'Allemands aperçoivent sa masse robuste. Et, en la voyant, un frisson d'épouvante doit les secouer ; car, pour passer, ils savent qu'ils devront d'abord renverser le colosse... Le pourront-ils ? Et, s'ils le peuvent, combien des leurs devront donner leur sang sur les pentes de cette colline. Oui, je sens cette frayeur qui, des lignes allemandes, monte vers nous.

Et, derrière moi, tout près, Verdun, calme, fière et confiante en Souville, attend.

Marcel Dupont.

LES GRANDS TRAVAUX NÉCESSAIRES

LA VOIE NAVIGABLE

DE

LA MÉDITERRANÉE A L'EUROPE CENTRALE

De tous les grands travaux publics dont la prompte exécution s'impose après la guerre, aucun ne peut se comparer en importance à la mise en valeur de la grande voie navigable du Rhône, de Marseille à Lyon, et de là à Genève d'un côté, à Bâle et Strasbourg de l'autre.

Cette œuvre est appelée à jouer, dans notre prospérité nationale, un rôle immense, dont le grand public ne se rend pas encore suffisamment compte. Elle aura, en Suisse et dans la région rhénane, d'heureuses conséquences politiques. D'autre part, et c'est ce qui la différencie de toutes les autres créations de voies navigables, ses avantages au point de vue des transports sont à peine égaux à ceux qu'on doit en attendre à d'autres titres : utilisation de nos forces naturelles pour l'économie nécessaire de nos ressources en combustible; fertilisation des plaines du Midi et, par répercussion, restauration de nos montagnes du Sud-Est ruinées par la transhumance.

C'est donc un travail d'une nature absolument exceptionnelle, qui doit primer de loin tous les autres.

Au nombre des privilèges dont la Providence a comblé notre beau pays, l'un des plus précieux réside assurément dans la possession de la seule artère fluviale remontant de la Méditerranée vers le Centre de l'Europe, c'est-à-dire d'une voie de transit vers la Suisse et l'Allemagne à travers la France.

Dans un pays importateur comme le nôtre, une voie navigable de *pénétration locale*, telle que la Loire navigable, la Seine navigable, n'apporte à l'ensemble de la nation que des avantages limités. Le trafic qu'elle recueille est pris à nos voies ferrées; l'économie de transport réalisée sur les importations du dehors, qui profite en partie aux consommateurs, en partie à l'étranger, vient concurrencer directement les produits français similaires. L'établissement de ces nouvelles voies fluviales reste donc relativement secondaire au point de vue de l'intérêt national.

Au contraire, une voie de *transit* ne procure que des bénéfices sans aucune contre-partie fâcheuse. Les marchandises étrangères qui emprunteront la voie de Marseille à Lausanne ou Mulhouse seront prises en majeure partie au trafic du Rhin. Leur passage chez nous, avec les relations d'affaires qui en seront la suite, laissera dans notre pays des profits de toute sorte, en outre du fret procuré à nos navires.

Nous avons un immense intérêt politique et économique à développer autant que possible ce trafic de transit, qui ramènera la Suisse vers notre sphère d'influence. Il n'y a pas à hésiter à donner dans ce but, à nos voisins et amis, les plus grandes facilités, par la concession d'un port franc spécial à Marseille ou sur l'étang de Berre, comme le propose M. Henri Hauser (*Annales de géographie*).

Au même point de vue, l'avantage n'est pas moindre en ce qui regarde le prompt rattachement économique à la mère-patrie de l'Alsace, aujourd'hui exclusivement tournée vers le Rhin.

Les villes du parcours bénéficieront dans une large mesure du nouveau courant d'affaires : Lyon, Chalon, comme grandes stations d'escale et de transbordement, Besançon et Montbéliard comme entrepôts du trafic avec la région rhénane. Le mouvement intense qui se produira sur ces grandes voies navigables vivifiera toute la région traversée et rendra au décuple aux chemins de fer les recettes momentanément perdues sur le transport de marchandises lourdes et encombrantes.

Il n'y a aucune comparaison à établir entre l'importance du tonnage à prévoir et celle qu'on pouvait espérer sur le fameux canal des Deux Mers, dont on a tant parlé, ou sur la Loire navigable, qui ne pourra jamais être une voie de transit, puisque vers l'Océan aucun canal ne peut concurrencer le Rhin.

Et pourtant, jusqu'ici, nous n'avons pour ainsi dire rien fait pour tirer parti de cet admirable outil mis entre nos mains. Les Allemands ont dépensé plus d'un milliard sur le Rhin pour en faire la magnifique artère qui apporte la vie au tiers de l'Allemagne. On a commencé par faire franchir à la grande navigation les seuils d'Andernach et de Bingen; puis la tête de ligne des

grands bateaux a été reportée de Mayence à Mannheim, de Mannheim à Strasbourg. On visait en dernier lieu Bâle, en attendant les lacs de Constance, de Neuchâtel et même de Genève. Dans toutes les villes importantes, on a créé d'immenses ports, dont certains ont un tonnage plus considérable que les grands ports de mer (Ruhrort, 35 millions de tonnes, Mayence, 2 700 000); on y a aménagé pour l'industrie, comme le montrent les belles études de M. V. Cambon sur l'Allemagne, des terrains admirablement desservis à la fois par eau et par fer, où les occupants ont pu installer leurs fabrications dans des conditions de prix de revient défiant toute concurrence. Enfin de vastes canaux en voie d'achèvement ou en projet doivent relier le réseau rhénan à la mer du Nord (Herne-Emden), à l'Elbe et au Danube.

En France, nous allons seulement achever le canal d'accès de Marseille au Rhône. L'artère principale, de Lyon à Arles, reste à peine navigable, malgré les quelques travaux qu'on y a exécutés. De Lyon à Genève, tout est à faire, sauf la traversée de Lyon, heureusement commencée par le canal des forces motrices du Rhône. Dans la direction du Rhin, la Saône est déjà une excellente voie navigable. Mais le vieux canal du Rhône au Rhin, qui la prolonge, est inaccessible à toutes les péniches de type courant, du fait des dimensions trop réduites des écluses.

La grande œuvre à accomplir comprend donc diverses parties bien distinctes. La portion essentielle, et comme importance du travail, et surtout comme avantages de tous ordres à en attendre, c'est l'aménagement ou plutôt la création d'une voie de grande navigation de Lyon à la mer, recevant en toute saison les bateaux de 500 à 600 tonnes et leur assurant un remorquage rapide et économique.

Le Rhône inférieur. — Si nous n'avons pas su, jusqu'à ce jour, tirer réellement parti de la voie navigable du Rhône, il est juste de reconnaître que nous nous trouvions en présence d'obstacles tout autres que ceux rencontrés sur le Rhin.

Comme le rappelle la substantielle étude de M. le docteur Ledoux, de Besançon, les eaux du Rhône sont à 159 mètres d'altitude à Lyon; la pente moyenne jusqu'à la mer est donc voisine de $0^{m},50$ par kilomètre, soit presque triple de celle du Rhin, de Mannheim à la mer ($0^{m},18$). Le débit varie dans des proportions énormes, de 210 jusqu'à 8000 mètres cubes; la profondeur est souvent faible.

Les dépenses faites pour la régularisation, 60 à 80 millions environ, ont surtout porté sur des digues et des épis destinés à main-

tenir et à approfondir le chenal. Elles n'ont pas été inutiles, mais la force du courant s'en est encore accrue, inconvénient d'autant plus grave que tout le trafic de fort tonnage, houille, céréales, vins, ciments, etc., a lieu dans le sens de la montée. Il faut un matériel de navigation tout spécial, avec de puissants remorqueurs, pour affronter les eaux du Rhône.

C'est pourquoi le tonnage moyen de la navigation y reste relativement insignifiant, 300 000 tonnes environ, tandis qu'il devrait atteindre et dépasser très rapidement 3 millions.

Mais cette forte pente porte en elle-même le remède à côté du mal. Elle permettra, en établissant, aux principaux seuils, des usines hydro-électriques, d'obtenir des forces énormes. Si l'on suppose qu'on utilise seulement le tiers de la chute totale, soit 50 mètres, pour un débit moyen de 500 mètres cubes, on aura 250 000 chevaux, correspondant pour la France à une économie de 1 million de tonnes de houille et pouvant procurer à un concessionnaire une recette de plus de 30 millions.

Aujourd'hui toute cette force précieuse est frappée d'interdit, car, pour conserver au lit navigable un tirant d'eau toujours insuffisant, le Service de la navigation est obligé de garder jalousement toutes les eaux d'étiage.

De même pour les irrigations, si nécessaires et depuis si longtemps promises aux populations du Midi. L'eau du Rhône, prise suffisamment loin à l'amont, fertilisera d'immenses étendues de territoire, notamment dans les Bouches-du-Rhône et dans le Gard. Sous le soleil du Midi, l'eau transforme les sols en apparence les plus stériles, même les sables du désert, en greniers d'abondance.

Les Egyptiens et les Hindous ont su faire des prodiges avec les eaux du Nil et du Gange; il est grand temps de leur montrer que les Français des bords du Rhône ne sont pas des barbares.

Les éleveurs de Provence, ayant sur place des fourrages à discrétion, pourront élever leurs moutons à l'étable pendant les mois d'été, comme les cultivateurs du Nord et les montagnards sont forcés de le faire en hiver. On pourra donc supprimer la néfaste coutume des migrations du bétail, système primitif, bon pour des sauvages errant sur d'immenses territoires, mais absolument contraire à la bonne utilisation du sol. Et l'on aura, par le fait même et sans dépense spéciale, préparé le retour de la végétation et de la prospérité dans les régions les plus pauvres et les plus dévastées des Alpes et des Cévennes.

Aussi, quel que soit le nombre de centaines de millions à consacrer à cette œuvre immense de relèvement national, la somme sera toujours faible à côté des profits de toute sorte qu'y trouve-

ront l'industrie et l'agriculture aussi bien que le commerce.

Nous n'avons pas à craindre, en présence d'intérêts de cet ordre, de voir trop largement les choses : les résultats, dans trente ans, dépasseront tout ce que nous pouvons escompter aujourd'hui.

La solution technique la plus coûteuse, celle du canal latéral, paraît être la seule complète et la seule acceptable, comme laissant réellement disponible la presque totalité de l'eau pour la force motrice et les irrigations. Elle est en même temps de beaucoup la meilleure pour la navigation, surtout si on allonge autant que possible les biefs et si on remplace les nombreuses écluses par cinq ou six ascenseurs de bateaux ou plans inclinés leur faisant franchir rapidement les principaux seuils, ainsi que le propose M. le commandant Le Vallois.

Les devis des projets de canal latéral, projet Denèfle, projet des Ponts et Chaussées, projet Chambaud de la Bruyère, etc., variaient de 350 à 525 millions. Admettons qu'il faille porter le total à 700 millions, pour tenir compte de la hausse de la main-d'œuvre et pour y comprendre les travaux complémentaires nécessaires, usines hydro-électriques, têtes d'eau des canaux d'irrigation, aménagement du lac du Bourget comme réservoir pour les eaux des crues, etc. Le chiffre n'a encore rien d'inabordable, puisque les deux tiers en seraient gagés par les recettes de force motrice.

Si l'Etat recule devant la dépense, il trouvera facilement une société privée pour se charger des travaux et de l'exploitation avec concession des produits, comme il l'a fait pour les chemins de fer, tout en imposant un tarif maximum très modéré, 5 à 6 francs par tonne par exemple, de Lyon à la mer pour marchandises lourdes, donnant une recette probable de 15 à 20 millions. On peut aussi demander le concours des Chambres de commerce et des Conseils généraux, soit sous forme de subventions, soit sous forme d'actions de second rang comme au Lœtschberg.

Le Rhône moyen, de Lyon à Genève. — Les considérations visant l'utilisation du Rhône inférieur de Lyon à la mer s'appliquent presque intégralement à la partie moyenne de son cours, sauf en ce qui concerne les irrigations.

La différence de niveau est de 200 mètres, sur une longueur moindre. Les difficultés techniques semblent donc encore plus grandes et, d'autre part, le tonnage à transporter sera beaucoup plus faible. Aussi l'utilisation de la force motrice prend-elle ici une importance tout à fait prépondérante pour rendre l'œuvre pratiquement réalisable.

C'est bien à ce point de vue qué se sont placés les auteurs du

grand projet du barrage de Génissiat, qui solutionnerait la grosse part des difficultés techniques, en créant dans la région la plus accidentée un vaste bief horizontal, avec ascenseur faisant franchir d'un seul coup aux bateaux une dénivellation de 70 mètres. La Suisse a déjà achevé les études pour les 24 kilomètres qui la concernent, de Genève à Chancy-Pougny, c'est-à-dire jusqu'au nouveau bief. Elle contribuera sans doute encore au reste de la dépense, si on lui donne la certitude d'une liaison pratique avec la mer pour bateaux de 5 à 600 tonnes et avec tarifs modérés.

Dans ces conditions, le gros du travail se trouve assuré sans frais pour l'Etat, et il devient relativement facile d'exécuter en aval, pour une dépense inférieure à 100 millions, la section complémentaire allant jusqu'à Lyon.

La Saône. — De toutes les sections de la grande voie navigable à créer, la Saône est la seule qui soit dès maintenant presque en état, grâce à la nature : son cours est très lent et les écluses sont rares; il suffira d'en agrandir quelques-unes pour permettre aux gros bateaux de 600 tonnes de remonter aussi loin qu'on voudra.

On ne doit donc pas hésiter à aller ainsi jusqu'à l'entrée du canal du Rhône au Rhin (confluent du Doubs). Chalon-sur-Saône deviendra l'avant-port de la France du côté de la Méditerranée. Il sera muni des installations les plus perfectionnées pour transborder économiquement le chargement des bateaux du Rhône dans les péniches de 300 tonnes partant vers les artères secondaires : canaux du Centre, de Bourgogne, de la Marne et de l'Est.

Le canal du Rhône au Rhin. — Cette vieille voie de navigation a perdu presque toute son utilité depuis l'annexion, les Allemands s'étant toujours refusés à un accord pour l'améliorer et mettre les écluses au gabarit normal. Les petits bateaux de 150 tonnes, qui peuvent seuls y circuler, sont aujourd'hui presque introuvables. Leur emploi est, du reste, peu avantageux. Aussi le tonnage transporté a-t-il diminué des trois quarts; il comprenait surtout des échanges locaux de matériaux de construction, sable, tuiles et pierres et, dans la partie supérieure, 15 à 20 000 tonnes de houille de Sarrebruck.

Le retour de l'Alsace à la France changera complètement la situation économique de ce canal et doit en faire une artère de première importance, d'abord comme section terminale de la grande voie de Marseille au Rhin. Mais le mouvement en sens inverse des marchandises entre l'Alsace et les provinces voisines est également appelé à un développement énorme.

Le bassin houiller de Sarrebruck, actuellement en majeure

partie propriété privée de la Couronne royale de Prusse, appartenait autrefois pour une bonne part à la France et doit lui revenir, en réparation des destructions de nos mines et usines du Nord. Il aura à jouer un rôle capital pour combler le déficit de la production française en combustibles minéraux. Sur les 12 ou 15 millions de tonnes que nous aurons à lui demander, en outre de la consommation de l'Alsace-Lorraine, une partie, pouvant se chiffrer par millions de tonnes, prendra naturellement le chemin de la Franche-Comté et de la Bourgogne, aujourd'hui si mal partagées.

Enfin, un autre événement considérable justifierait à lui seul la création d'une grande voie navigable de Mulhouse à la Saône : c'est la mise en exploitation du puissant gisement de potasse de Cernay. Sa valeur est estimée à plusieurs dizaines de milliards : les couches sont à la fois plus épaisses, plus pures et plus faciles à exploiter que celles de Stassfurt, qui ont été une des grandes richesses de l'Allemagne.

Il doit donner à l'exportation française un de ses aliments les plus précieux, tout en augmentant dans des proportions considérables la fertilité de notre sol. L'extraction totale des sels de potasse était d'environ 5 millions de tonnes; l'agriculture allemande en consommait annuellement 470 000, et ce chiffre, jugé insuffisant, allait en croissant rapidement. En France, nous nous contentions de 26 000 tonnes. C'était une des principales raisons du faible rendement de nos terres : 13 à 14 quintaux de blé en moyenne à l'hectare, contre 22 en Allemagne! Nous serons forcés de faire disparaître cette infériorité; pour assurer une bonne utilisation de notre sol et de notre main-d'œuvre agricole, nous devrons évoluer vers la culture intensive et distribuer plus largement les engrais dont nous disposerons en abondance. Nous avions presque le monopole des phosphates, grâce à nos gisements d'Algérie et de Tunisie; nous enlèverons désormais à l'Allemagne celui de la potasse et, quant aux nitrates, nos chutes d'eau doivent nous permettre de les produire en grand, comme en Norvège.

Une bonne partie des 400 000 tonnes de sels potassiques nécessaires à la France prendra naturellement la voie du canal du Rhône au Rhin, de même que la presque totalité du tonnage destiné à l'exportation dans les pays méditerranéens. D'où, pour le canal, un nouveau tonnage à espérer de 3 à 400 000 tonnes, dont la moitié continuant jusqu'à Marseille, tonnage d'autant plus précieux qu'il constituera un fret de retour pour les bateaux redescendant à vide, comme pour les navires arrivés à Marseille avec des chargements de céréales.

Le canal du Rhône au Rhin deviendra donc, en peu de temps,

l'une des voies navigables les plus fréquentées de notre réseau. Et, même en prévoyant l'admission des grands bateaux du Rhône et du Rhin, les dépenses à engager ne sont pas énormes. Vu l'importance du trafic, un péage modéré, deux millimes, par exemple, par tonne kilométrique, suffirait à en couvrir une notable partie.

Il s'agit de reconstruire 60 écluses, de Deluz à Mulhouse, et de réaliser une augmentation de tirant d'eau de $0^m,40$ et $0^m,80$ entre Dampierre (près Fraisans) et Mulhouse, tout en élargissant le canal et en relevant un certain nombre de ponts pour donner la hauteur libre voulue.

Pour rendre le parcours plus rapide et plus facile, la haute échelle d'écluses de Valdieu devrait faire place à un ascenseur ou plan incliné comme ceux du Rhône inférieur et de Génissiat.

Les ports de raccordements nécessaires entre le canal et la voie ferrée sont prêts ou faciles à établir à Besançon (près de Vaux) et Froidefontaine (Est, P. L. M.) : ils ne demandent qu'à être outillés.

* * *

En résumé, les diverses sections de la grande voie de navigation de la Méditerranée à la Suisse et à l'Alsace ont chacune leur utilité propre.

On ne peut espérer tirer un parti convenable du lit même du Rhône et l'artère principale, de Lyon à la mer, reste coûteuse à établir dans les conditions imposées par les grands intérêts à desservir. Mais la récupération des forces motrices aujourd'hui perdues permet à l'Etat de compter sur les initiatives privées pour une grande partie de la dépense et même, s'il le veut, pour l'exécution du travail. De même pour la partie principale de la voie navigable de Lyon à Genève.

Les dépenses pour le reste du réseau sont faibles, en regard de la bienfaisante révolution économique et agricole qui en serait le fruit.

Quelles que soient les combinaisons financières auxquelles on doive s'arrêter, adoptons un programme aux vues larges et lointaines.

Abandonnons, dans nos conceptions de travaux publics, la fâcheuse habitude de tout mesurer à l'échelle des besoins actuels; sachons envisager l'avenir, sinon à 30 ou 40 ans de distance, du moins à 15 ou 20, en tenant compte des augmentations de trafic constatées dans le passé ou à l'étranger.

Mais avant tout, le pays exige qu'on aboutisse promptement et qu'on sorte des discussions théoriques pour arriver à l'action.

J. Maitre,
Ingénieur au Corps des mines.

UN AMÉRICAIN D'AUJOURD'HUI[1]

COMMENT MON GRAND-PÈRE TRAITAIT LES PRISONNIERS DE LA VILLE.

Cet été-là, je venais d'atteindre mes dix ans. Un jour que la chaleur était vraiment torride, mon grand-père, ayant achevé la sieste à laquelle il ne manquait jamais de se livrer après le repas de midi, m'annonça qu'il allait m'emmener en ville.

C'était pour moi non seulement un soulagement, mais aussi la perspective de quelque surprise agréable. Un soulagement : en effet, aussi longtemps que durait la sieste, ma grand'mère tenait soigneusement baissés, à toutes les fenêtres, les stores verts qu'elle avait rapportés de Nuremberg et sur lesquels étaient peintes des scènes des bords du Rhin. Jusqu'à ce qu'ils fussent relevés, la maison entière était condamnée à un lourd silence. Quand mon grand-père faisait sa méridienne, toutes les activités du logis devaient demeurer assoupies et il semblait vraiment que la vie fût suspendue.

J'entrevoyais aussi quelque événement agréable, parce que chaque fois que mon grand-père m'emmenait en ville, il ne manquait pas de me faire un cadeau, de valeur supérieure à ceux qu'il m'octroyait à la maison, pour récompenser les mérites et les sacri-

[1] Le ministre des Etats-Unis à Bruxelles, M. Brand Whitlock, a conté en des pages pleines d'humour, d'esprit satirique et d'émotion sociale ses premières illusions et la leçon profonde imprimée en son esprit par les expériences que son observation pénétrante lui fit accumuler. Il est intéressant de le suivre au cours de sa prime carrière de journaliste, d'avocat, d'archiviste du gouvernement de l'Illinois et de maire de Toledo, littérateur toujours entravé, sociologue épris d'un idéalisme frôlant peut-être la chimère. Et c'est ce que fit, au cours de sa captivité en Allemagne, la femme du ministre belge de la Justice. Mme Henri Carton de Wiart traduisit ainsi, loin des siens et des malheureux à qui l'avait arrachée l'impitoyable envahisseur, le volume du diplomate américain si ardemment dévoué à la cause de la Belgique. La version française va paraître chez l'éditeur Berger-Levrault, et une obligeante communication, dont nous sommes reconnaissants, nous permet d'y cueillir quelques chapitres qui, dans l'élégante parure d'une traduction très littéraire, nous ont semblé caractéristiques de la pensée et de la manière de l'auteur. — N. D. L. R.

fices que représentait pour moi l'institution de la sieste. J'y avais droit toutes les fois qu'il avait traversé à sa pleine satisfaction cette partie importante de sa journée, c'est-à-dire sans être réveillé. Il consistait en menue monnaie, petits billets de cinq ou de dix cents, imprimés en vert, *shinplasters* comme on les appelait en ces jours anciens.

Quand mon grand-père eut réparé le désordre de sa toilette et qu'après avoir lissé son épaisse chevelure blanche, il y eut passé les doigts afin d'y dessiner un grand pli sauvage, nous partîmes.

Il portait des souliers vernis, larges et bas, fermés par des boucles. Faisant contraste avec son habit de couleur foncée, son gilet très empesé s'étalait dans sa blancheur immaculée. Des boutons de nacre qui l'ornaient, seuls, quelques-uns, ceux du bas, étaient attachés. Les boutonnières du haut demeuraient béantes : à l'une d'elles, la seconde, une longue chaîne en or était suspendue par un large anneau. On devinait la cravate noire sous la barbe blanche que mon grand-père ne portait pas aussi longue que la plupart des *gentlemen* de l'Ohio de ce temps-là. Son chef était couronné d'un vaste panama, jauni par de nombreux étés et divisé par un sillon qui, débutant au milieu du large bord de devant, courait à l'assaut du sommet d'où il dévalait pour terminer son impressionnante carrière au beau milieu du large versant opposé.

Je marchais à sa gauche, le long des murs. Toutefois, lorsque nous touchâmes à l'ombre que projetaient les ormes et les ifs de la chapelle des Swedenborgiens, je passai vivement du côté droit, car je savais qu'un esprit hantait ses ténèbres. Mon cousin m'en avait fait la confidence et, une fois, j'avais vu l'esprit — distinctement. Au fait, ma précaution était superflue, puisque je tenais mon grand-père pour un homme très brave. Il avait été soldat, et de nombreuses personnes à Urbana continuaient à le saluer du titre de « major », bien qu'il fût maire de la ville à l'époque dont je parle. Et c'est pourquoi aller en ville signifiait en réalité aller à l'Hôtel de Ville, avant que d'aller nulle part ailleurs.

Quand nous fûmes à l'ombre, il enleva son chapeau et, déployant un large foulard de soie, il le passa à plusieurs reprises sur son visage cramoisi et tout en sueur.

C'était, comme je l'ai dit, par une après-midi torride, et c'était l'heure la plus chaude de la journée.

Main Street, la rue dans laquelle nous venions de nous engager, était déserte, et son aspect avait quelque chose d'irréel, tout comme les décors de la *Cité morte*, que j'avais vue à l'Opéra. Interminablement, vers le sud, elle étirait son axe dans une buée de poussière blanche, jusqu'au point où ses deux rangées d'arbres

se confondaient en ce mystérieux lointain où se trouvait le champ de foire, tandis que, vers le nord, la perspective qu'elle ouvrait était barrée par la statue de bronze du cavalier, se dressant sur son piédestal au milieu du square, la tête inclinée en une méditation triste, une main — celle au gantelet — appuyée sur la hanche, l'autre à la garde du sabre.

Au-dessus de l'épaisse couche de poussière qui jonchait la chaussée, la chaleur semblait vibrer, et lorsque mes yeux fixaient en plein soleil la statue vers laquelle nous marchions, je voyais le cavalier palpiter et se mouvoir sous l'étreinte de cette atmosphère étouffante.

L'Hôtel de Ville s'élevait au square du marché car, outre le square où s'érigeait le cavalier de bronze, il existait un square du marché, la doctrine des esthètes qui n'admettent pour chaque cité qu'un centre unique, un seul cœur, d'où se répandent partout aux alentours la circulation et la vie, n'ayant pas encore à cette époque fait son apparition à Urbana, et je ne crois pas que cette doctrine y ait triomphé depuis.

En dépit de son nom, le square du marché n'était pas un carré, mais un long parallélogramme où, sur l'un des grands côtés, et faisant front à Main Street, s'élevait l'Hôtel de Ville, construction basse, toute en briques, représentant un étonnant assemblage des diverses manifestations de la vie municipale, et constituant, après tout, à sa façon, un véritable « cœur de la cité ». Ici l'*Auditorium* servait aux récréations dramatiques et aux concerts d'une population qui n'appréciait pas assez le privilège d'avoir un théâtre municipal. Là, dans une grande salle, siégeait le Conseil de la Cité, renforcé des députations de Lighttown, de Gooseville, de Guiena et des autres faubourgs. Sous le long toit surbaissé s'abritaient aussi la « calaboose » — c'est ainsi qu'on appelait la prison de la ville — et le poste central du service des incendies. Les communs de cette construction se prolongeaient en une sorte de marché couvert, avec les balances publiques et de larges auvents à l'ombre desquels les pompiers, le « city marshal » et les autres personnages d'un caractère officiel, bénéficiant d'un demi-jour favorable, consacraient au noble jeu d'échecs le meilleur de leurs loisirs.

De l'autre côté de la place s'épaulaient les uns aux autres quelques bâtiments en briques, qui jadis avaient peut-être été peints, et qui affectaient en tout cas pour le moment de délicieuses colorations de teinte cerise dégradée. On y découvrait aussi une succession ininterrompue de petits cabarets faisant suite les uns aux autres, vers le sombre quartier de Guinea.

Le long de cette ligne droite de cabarets, — si tant est que des

cabarets puissent garder la ligne droite, — ou du moins devant le premier et le principal d'entre eux, stationnaient toujours plusieurs haquets à la conduite desquels étaient préposés des Irlandais de Lighttown, fumant de courtes pipes de terre, et quelques camions à deux roues confiés à des nègres de Guinea et de Gooseville. Ces cochers nègres étaient de solides gaillards, à la peau luisante, dont les yeux et les dents brillaient d'un même éclat et dont les rires joyeux ne laissaient pas d'être démentis par les fouets féroces dont ils ne se séparaient pas, — des fouets semblables à celui que j'avais vu dans un drame joué par Simon Legree, précisément au théâtre d'en face, — et qui servait, dans la pièce, au fameux *Oncle Tom* pour faire travailler ses nègres.

Mais, ce jour-là, les pompiers étaient invisibles sous les auvents du Marché. Leurs tables de jeu étaient à l'abandon. Quant aux mules, entre les brancards des carrioles à deux roues, elles baissaient la tête et laissaient pendre leurs longues oreilles, tant la chaleur les accablait, tandis que les noirs, leurs maîtres, dormaient couchés tout du long à l'ombre courte des façades. Pas plus d'Irlandais que de pompiers. La place du Marché était un désert et une fournaise où la lumière se réverbérait de façon aveuglante, et où les vibrations de la chaleur semblaient monter et descendre comme des vagues sur une plage de poussière impalpable.

Et pourtant, il y avait là, bien en vue, un être qui vivait. Bien plus, il travaillait!... Tout au centre du square, je l'apercevais debout, en une silhouette crayeuse et misérable, — portant un vieux chapeau de feutre sur un crâne que cette implacable température devait mettre en fusion, avec un amas de loques sur le corps, les pantalons effilochés enserrés autour des chevilles par des anneaux, ces anneaux étant réunis l'un à l'autre par une courte chaîne en fer, et cette chaîne munie elle-même d'un gros boulet pour empêcher le misérable de se mouvoir autrement qu'à tout petits pas. Il avait en mains un balai avec lequel il s'occupait à amasser un petit tas de poussière, jouant ainsi son rôle dans la survivance d'une ancienne et cruelle tradition répressive.

De suite, j'avais reconnu en lui un des prisonniers de la ville. D'habitude, ils étaient là trois ou quatre, parfois une demi-douzaine, en tout semblables à celui-là. Ces êtres enchaînés représentaient le *mal*, tel que la vindicte publique le conçoit et le condamne. Je savais qu'on les extrayait des cachots de la « calaboose », cette cage humide et obscure qui se trouvait sur le marché, quelque part entre les bureaux de la mairie et le quartier général des pompiers, et où parfois j'avais aperçu leurs visages pressés contre les barreaux de fer.

Lorsque, à l'ombre des larges auvents, nous fûmes sur le point de pénétrer dans le cabinet du maire, mon grand-père fit signe au prisonnier d'approcher. Aussitôt, le pauvre diable jeta son balai, ramassa son boulet de fer et, le serrant dans ses bras, il arriva en sautillant tout près de nous, si près que je pouvais voir la sueur qui baignait son front, s'amassait en grosses perles sur sa lèvre supérieure, plaquait les poils de ses avant-bras, maculait de taches sa vieille chemise, lustrait son cou et son torse boucanés par le soleil. Alors il déposa à terre son boulet, retira son vieux sale chapeau et, levant ses paupières poudrées de poussière, il regarda mon grand-père...

— Combien de jours vous ai-je infligés? lui demanda mon grand-père.

— Quinze, Votre Honneur, dit-il.

— Combien de jours avez-vous déjà faits?

— Trois, Votre Honneur.

— Etes-vous le seul là?

— Oui, Votre Honneur.

Mon grand-père fit une pause et le considéra, puis :

— Passablement chaud là dehors, n'est-ce pas? demanda-t-il.

Le prisonnier grimaça le sourire qu'aurait eu n'importe qui en réponse à une telle question. Mais déjà, sur son visage, ce sourire s'était évanoui, lorsqu'il répondit :

— Oui, Votre Honneur.

Mon grand-père parcourut tout le square du regard, de long en large et de large en long. Aucun être humain n'était en vue.

— Bien..., accompagnez-moi à mon bureau...

De nouveau, le prisonnier ramassa son boulet et suivit mon grand-père dans le cabinet du maire. Mon grand-père alla vers un secrétaire, tira un tiroir, y fouilla, y prit une clef, et avec cette clef il ouvrit les cadenas des fers aux chevilles du prisonnier. Mais il n'enleva point les fers. Puis, il s'assit dans son large fauteuil et s'appuya confortablement au dossier canné qui crissait.

— Maintenant, dit mon grand-père, vous allez retourner dans le square. Soyez bien attentif à ne pas détacher vos fers en descendant les marches. Puis vous continuerez à balayer pendant quelque temps, et dès que le moment sera favorable, vous secouerez vos entraves — et vous disparaîtrez.

Cette créature loqueteuse fixa mon grand-père un moment, ouvrit les lèvres, les referma, avala sa salive et...

— Vous feriez mieux de vous dépêcher, dit mon grand-père... je ne sais à quelle minute le marshal...

Le prisonnier ramassa son boulet, le serra soigneusement,

presque tendrement, dans ses bras, et, avec d'infinies précautions pour ne pas faire tomber les fers qui encerclaient ses pieds, il se glissa à reculons, mais rapidement, au dehors. Je l'aperçus un instant se détachant dans l'étincelante lumière du soleil, encadré par la porte. Puis il se retourna et disparut, et je ne vis plus par cette porte que la surface des pavés, sur lesquels la chaleur continuait à vibrer.

Mon grand-père mit ses lunettes, se dirigea vers son secrétaire et y prit quelques papiers. Immobile dans un coin de la chambre silencieuse et chaude, j'attendais. Les battements de l'horloge marquaient les minutes. A chacun de ces battements, je me demandais si c'était la minute pour le prisonnier de secouer les fers de ses chevilles et de se mettre à courir.

Alors, au bout d'un temps que je ne saurais préciser, un homme apparut dans l'embrasure de la porte et s'écria, essoufflé...

— Joe, il s'est sauvé!

C'était l'oncle John, un frère de mon grand-père, un des Brand du Kentucky. Il faisait, à cette époque, un séjour chez nous, un de ces longs séjours durant lesquels il se plaisait à reconstituer, au gré de ses souvenirs et de ceux de mon grand-père, une synthèse touffue des incidents, des polémiques, des querelles et des batailles de la guerre de Sécession. Il était à peu près de l'âge de mon grand-père, vigoureux comme lui, avec une barbe blanche, mais plus longue.

A son entrée, grand-père ne se retourna pas et ne dit mot, et l'oncle John Brand de s'écrier derechef :

— Joe, il est parti, je vous le jure, il est en train de se sauver.

Mon grand-père se décida à lever les yeux de dessus ses paperasses et répondit :

— John, vous faites bien de ne pas demeurer au dehors par cette chaleur et de venir vous mettre à l'abri. Vous êtes congestionné.

— Mais il se sauve, je vous le répète! Est-ce que vous ne comprenez pas?

— Qui se sauve?

— Mais ce prisonnier!

— Quel prisonnier?

— Le prisonnier, là, dehors, dans le square. Il s'est sauvé, il s'est enfui!

— Mais comment le savez-vous?

— Je viens de le voir courir dans Main Street avec la rapidité d'un éclair!

Mon grand-père sortit son foulard de soie, le passa sur ses sourcils, et dit :

— Penser que quelqu'un puisse courir, un jour comme celui-ci!

L'oncle John Brand considéra son frère d'un air désespéré.

— Ne comprenez-vous pas, dit-il d'un ton solennel, fait pour convaincre mon grand-père que l'événement dont il lui faisait part avait une véritable portée sociale, ne comprenez-vous pas que le forçat qui était dans le square, là, sous vos fenêtres, a brisé ses entraves, qu'il s'est sauvé, et qu'en ce moment même il détale dans Main Street, et qu'il s'échappe de plus en plus, à chacune des minutes pendant lesquelles vous restez là, assis et inerte?

A mes yeux s'évoquait très nettement la vision de l'homme, fuyant à toutes jambes, dans la poussière légère du Main Street. A ce moment précis, il devait, je me l'imaginais, être loin dans la rue, tout près de chez Bailey, et peut-être le chien de Bailey s'élançait-il après lui en aboyant. Et j'espérais qu'il courrait vite, et plus vite, et qu'il s'échapperait, bien que je sentisse qu'il était mal d'espérer cela. En effet, mon oncle me semblait bien avoir raison; mais qu'il eût raison ou non, je ne l'aimais pas autant que j'aimais mon grand-père.

— Mais comment a-t-il pu se sauver? questionna mon grand-père. Il était aux fers.

— C'est qu'il est parvenu à enlever ses fers de l'une ou de l'autre façon..., reprit l'oncle John Brand, exaspéré. Comment, je n'en sais rien. Il ne s'est pas arrêté pour me l'expliquer.

Il éprouva quelque soulagement de ce fin sarcasme et ajouta :

— N'allez-vous pas faire quelque chose?

— Eh! dit mon grand-père, d'un ton irrésolu qui ne lui était pas habituel; en effet, vraiment, il me semble que je devrais faire quelque chose, mais je ne sais pas exactement quoi.

Il se leva, regardant tout autour de la chambre :

— Est-ce que vous n'apercevez pas le marshal?

L'oncle John Brand lui jetait un regard chargé d'un lourd mépris.

— Voulez-vous donc voir au dehors, voulez-vous, John, continua mon grand-père, et voyez si vous pouvez découvrir le marshal. Si vous le rencontrez, envoyez-le-moi, je lui expliquerai l'affaire et le dépêcherai après le prisonnier.

Sur le pas de la porte, ne trouvant aucun terme pour traduire sa pensée, l'oncle John Brand du Kentucky s'arrêta un moment. Puis, brusquement, il s'en alla. Et quand il fut parti, mon grand-père se carra dans son fauteuil et se mit à rire, et à rire tant et si bien que son visage énergique devint, par la gaieté qu'il éprouvait, infiniment plus rouge qu'il ne l'était par la chaleur de cette journée torride.

Comment Altgeld gracia les anarchistes de Chicago.

Ce ne fut pas dans un livre ni dans un essai de Mr Howells que j'appris ce que je vais conter, mais bien parmi des paperasses déjà en proie aux vers, qui dormaient dans un souterrain du palais du Gouvernement de l'Illinois. J'avais dans mes attributions la garde des archives. Les plus anciennes étaient conservées dans une des caves voûtées de l'immense bâtiment où l'on venait de constater la présence de je ne sais quel insecte parasite qui criblait les documents de petits trous; aussi avait-on aménagé un nouveau refuge, garni de casiers métalliques, et les archives les plus précieuses furent successivement transportées dans ce nouveau sanctuaire. Besogne fastidieuse jusqu'au jour où nous commençâmes à empiler ce que l'on appelait le « dossier des anarchistes ». J'y trouvai les rapports de la commission des grâces au sujet de quatre condamnés, Spies, Engel, Fischer et Parsons, qui avaient été pendus et de trois autres, Fielden, Schwab et un vieillard du nom de Neebe, qui avaient vu leurs condamnations commuées en travaux forcés, soit à perpétuité, soit à temps, et qui purgeaient en ce moment leurs peines au pénitencier de Joliet. Le dossier renfermait en outre les rapports au gouverneur Oglesby, quantité de pétitions, de lettres, de dépêches qui demandaient la grâce de ces malheureux. On y rencontrait tour à tour du bon sens et de la folie. D'autres lettres, aussi nombreuses, réclamaient un châtiment impitoyable. Certaines ne s'expliquaient que par l'hystérie de la peur. Elles exigeaient que le gouverneur laissât « la Justice » suivre son cours.

Il n'y avait pas dans le nombre d'appel plus éloquent et plus courageux qu'une lettre de Mr Howells reproduite par un journal de New-York, où il analysait toute l'affaire et démontrait la flagrante injustice de la condamnation... Il l'avait fait et certes mieux et plus hardiment que personne, de toute l'ardeur d'une conscience qui ne faussa jamais compagnie aux faibles et aux opprimés. D'ailleurs, lorsqu'elle écoute la voix de la miséricorde, l'Humanité n'a-t-elle pas bien plus de chances de se rapprocher de la perfection divine que lorsqu'elle cherche à rendre la justice? Mais tous ces appels n'avaient pas été compris des oreilles officielles, trop terre à terre, sans doute, pour les bien entendre. Il ne restait donc qu'à en classer les témoignages dans les nouveaux casiers métalliques, admirablement perfectionnés et dûment patentés, qui les attendaient. En les y enfermant, nous allions sans doute enfouir définitivement dans l'oubli cette grande erreur

et la « classer » à jamais, comme tant d'autres dont les hommes ont perdu le souvenir.

Il n'en fut rien. La conscience de John P. Altgeld ne devait pas permettre la prescription de l'injustice. Durant les premiers mois de son administration, il avait ruminé sur cette erreur judiciaire flagrante. La décision était prise. Il savait ce qu'elle allait lui coûter. Après trente années de luttes et de revers, son parti venait d'arriver au pouvoir, et comme gouverneur de l'Etat, il en était le leader. En accordant leur grâce à ces trois condamnés ignorés, il devinait à quelles conséquences politiques il s'exposait.

Certes, la plupart des intellectuels de l'Illinois convenaient tout bas que les anarchistes avaient été condamnés à tort, et que non seulement ils n'étaient pour rien dans le meurtre dont on les avait accusés, mais qu'ils n'étaient pas même anarchistes! En réalité, c'était la foule qui les avait condamnés, la foule compacte et aveugle, égarée par une de ces paniques collectives auxquelles le jury n'avait pu lui-même se soustraire.

Un jour de juin, de grand matin, je fus appelé au cabinet du gouverneur et chargé de préparer des arrêtés de grâce pour Fielden, Neebe et Schwab.

— Ecrivez-les vous-même, me dit le secrétaire du gouverneur, et n'en dites rien à personne.

Comment exprimer ma surprise et l'émotion avec laquelle je me mis à la tâche? Je recherchai les pièces et les formules, et avant que l'employé aux écritures, dont c'était la besogne, fût arrivé, j'avais achevé de rédiger les trois arrêtés de grâce et de ma meilleure main. Je les avais scellés du grand sceau de l'Etat, soumis à la signature du secrétaire d'Etat et portés moi-même au cabinet du gouverneur. Celui-ci me reçut dans son cabinet privé, assis devant son grand bureau. Une seule personne était présente avec lui. C'était Dreier, un banquier de Chicago, qui avait multiplié ses efforts pour obtenir la grâce de ces malheureux. Il était debout, très fébrile. Ce moment avait pour lui quelque chose de solennel. Le gouverneur prit les grandes feuilles de parchemin que je lui apportais. Il les lut attentivement, les signa, puis il posa la plume, et par-dessus la table, il les tendit à Dreier. Le banquier les parcourut d'un coup d'œil. Il voulut parler, mais il ne put articuler que ces mots : « Gouverneur, je puis à peine... », et il éclata en sanglots. Altgeld fit un geste d'impatience. Par la fenêtre, il regarda sans rien dire les ormes de la cour. Puis il tira sa montre et prévint Dreier qu'il allait manquer son train. En effet, Dreier devait prendre le train pour Joliet, afin d'annoncer lui-même la bonne nouvelle aux condamnés et les ramener avec

lui dès le soir à Chicago. Nerveusement, Dreier glissa dans sa poche les formules de grâces, prit sa petite valise, serra la main d'Altgeld et s'en alla.

Sur le bureau se trouvait tout préparé un long mémoire écrit par le gouverneur et dans lequel celui-ci justifiait la décision qu'il venait de prendre. Ce mémoire mériterait de devenir classique. A peine pourrait-on trouver à y reprendre quelques expressions véritablement trop dures à l'adresse des juges qui avaient condamné ces hommes. Cette violence n'était pas dans les habitudes d'Altgeld. Je le voyais toujours calme et flegmatique. Le lendemain même, comme j'arrivais au Capitole, — c'était une de ces radieuses matinées de juin qui sont le sourire de la Savane, — je rencontrai le gouverneur qui était à cheval. Il me salua et se rapprocha un instant de la bordure du trottoir où je me trouvais.

— Eh bien, lui dis-je, Monsieur le Gouverneur, l'orage va éctater maintenant?

— Je m'y attends, fit-il, avec insouciance. Mais cela doit être ainsi.

J'ajoutai quelques paroles pour lui exprimer toute ma joie de la noble décision qu'il avait prise et qui devait être si mal interprétée. Je ne lui dis pas tout ce que j'aurais voulu lui dire, car je sentais bien que mon opinion était pour lui de minime importance. Depuis, j'ai regretté de n'avoir rien trouvé à lui dire qui eût pu alléger le fardeau qu'il venait d'assumer si courageusement. Mais il esquissa une sorte de sourire et s'éloigna.

Comme je l'avais prévu, l'orage éclata bientôt furieux et implacable. Altgeld devait être victime de ses rafales. Et cependant, plus jamais, je ne lui entendis faire allusion au cas des anarchistes de Chicago.

La loi d'amour.

Il y eut quelque chose de dramatique dans cette dernière campagne électorale, le pathétique du « hourvari ». Toutes les oppositions qui, depuis si longtemps, pourchassaient Sam Jones [1], s'étaient coalisées, et cette fois elles étaient bien résolues à l'abattre. Il avait hésité à se représenter. Mais, conformément à l'usage de Toledo, ses amis lui avaient présenté une pétition signée par plusieurs milliers de citoyens qui lui demandaient d'accepter une nouvelle candidature et il s'était laissé faire. Mais

[1] Maire de Toledo, connu sous le sobriquet de « Jones Règle d'or » parce qu'il prétendait accepter en tous points et pratiquer de son mieux les principes essentiels de la doctrine chrétienne, de la « loi d'amour ».

lorsqu'il eut rédigé son programme — où il avait mis toute son originalité — les journaux se refusèrent à l'insérer, fût-ce au tarif des annonces. Il ouvrit la campagne, au coin du bureau central des postes, debout, tête nue dans le vent de mars, son fils Paul soufflant dans un saxophone pour attirer le public. Beaucoup de ses anciens partisans avaient disparu. On se demanda même s'il n'allait pas être seul à devoir faire cette nouvelle tentative, au rebours de ce qui s'était passé au début de sa carrière politique, lorsque, après avoir été exclu de la Convention républicaine, il s'était présenté pour la première fois comme candidat indépendant, l' « homme sans parti », comme il s'était nommé lui-même. A cette époque, nombre de gens, irrités par le traitement qui lui avait été infligé, s'étaient spontanément offerts à l'appuyer. Depuis lors, la face des choses avait bien changé. Un incident, qui se passa aux premiers jours de cette campagne, démontra clairement la puissance du courant qui s'était formé contre lui.

Un personnage important de la ville l'avait publiquement injurié et vilipendé. Bien plus, il avait contesté la loyauté et la sincérité de ses intentions. Mû, je le suppose, par un noble souci de dissiper ce qui pouvait n'être qu'un malentendu, Jones se rendit chez son accusateur, avec son programme écrit, et lui demanda de le lire, rien de plus.

La réponse de cet individu fut d'arracher le papier des mains de Jones et de le déchirer en morceaux devant lui. On devine ce qu'eût fait tout autre homme que Jones en réponse à un tel outrage : c'était le moment ou jamais « du revolver et du bâton ». Sam Jones était grand et robuste. Il avait été élevé dans la région des puits de pétrole où l'on en vient vite aux mains. Taillé en force, il était toujours entraîné et les exercices physiques lui étaient familiers. Un des arguments que ses adversaires invoquaient contre lui était son habitude de dormir en plein air, dans une galerie d'arrière de son habitation, habitude qui semblait radicale en ce temps-là et qui est devenue parfaitement orthodoxe aujourd'hui. Enfin, c'était un Celte, c'est-à-dire un homme naturellement prompt à ressentir l'insulte et à réagir contre une attaque. Cependant, il se borna à laisser là son insulteur, et sortit sans un mot.

Je le vis arriver à mon bureau, aussitôt après cette scène et m'aperçus bien qu'il s'efforçait de maîtriser une vive émotion. Je le verrai toujours, assis devant moi, me racontant l'incident qui venait de se passer. Au bout d'un moment, sa physionomie s'épanouit dans cet admirable sourire qui était le sien, plus admirable que je ne l'avais jamais vu, et il me dit :

— Eh bien! voilà le plus grand succès de ma vie. Je viens de

remporter une victoire sur moi-même et de reproduire à peu près un exemple qui m'avait toujours paru trop difficile à imiter.

— Et lequel? lui demandai-je.

Il garda un moment le silence, puis il reprit :

— Celui de Jésus-Christ. Il est dit de lui, et rien n'est plus remarquable et plus méritoire, que, lorsqu'on le maudissait, lui-même ne maudissait pas. C'est la chose la plus difficile du monde à faire.

On était en pleine lutte pour le renouvellement de la concession accordée à la Compagnie des Tramways. Déjà, le Conseil avait voté le renouvellement, qui assurait à la Compagnie la prolongation de ses privilèges pour une nouvelle période de vingt-cinq ans. Et comme le maire Jones opposa son veto à cette décision, le Conseil se réunit à nouveau afin de décider qu'il passerait outre à cette opposition. Mais au cours de cette séance — à laquelle le public était accouru en foule — Jones lui-même, et avec lui M. Negley D. Cochran, l'éditeur du *News-Bee*, démontrèrent avec une telle évidence les inconvénients du renouvellement, que la foule s'insurgea, assaillit l'Hôtel de Ville et effraya le Conseil, au point que celui-ci décida d'ajourner son vote définitif. Le représentant de la Compagnie était présent. On devine sa déconvenue. Profitant d'une accalmie dans la discussion, il interpella Sam Jones et lui dit en ricanant :

— Je suppose, Monsieur le Maire, que vous voulez nous donner un exemple d'une administration soumise à la Règle d'or!

— Oui, Monsieur, répliqua Jones en éclatant. Et vous, un exemple d'une administration soumise à la règle de l'or!

A moins que ce ne fût à cause de son attitude vis-à-vis des privilèges et des spéculations, on ne voit pas, en vérité, pourquoi la presse et la chaire étaient à ce point hostiles à ce brave homme. Qu'avait-il fait? Il professait que la doctrine fondamentale du christianisme était saine, et pour autant qu'il est possible de le faire dans une civilisation complexe comme la nôtre, il s'efforçait de mettre cette doctrine en pratique. Il enseignait la bonté et l'indulgence, la pitié et la miséricorde; visitant les malades et les prisonniers, affirmant que tous les hommes sont libres et qu'ils sont égaux, ayant tous été investis par leur Créateur de certains droits inaliénables. Il estimait que c'est faire le mal de mettre les gens à mort, fût-ce sur une chaise d'électrocution et que c'est aussi faire le mal que de prendre le bien d'autrui sans le lui rendre. Ce qu'il disait à ce sujet, il le disait sans haine ni colère, en évitant toujours les personnalités, en répétant que lui-même, en sa qualité de membre du corps social, avait sa part de respon-

sabilité et de culpabilité dans les fautes collectives qu'il blâmait. Les seules autorités qu'il invoquât dans ses campagnes électorales étaient le Nouveau Testament, la déclaration de l'Indépendance et aussi Walt Whitman, son poète bien-aimé. Comment expliquer cette fureur de la société contre un homme qui ne faisait que prôner et appliquer tous les principes traditionnels sur lesquels on dit que la société est fondée?

A y réfléchir, je crois que son vrai tort était d'être trop franc et d'afficher la prétention de traduire dans la pratique de la vie privée et de la vie publique tous les préceptes qui sont faits pour être respectés plutôt que suivis. La société pardonne tout à un homme, la sincérité exceptée. Qu'il soit sincère dans sa charité, dans sa pitié, dans sa sympathie pour des êtres qu'on délaisse, qu'on méprise, qu'on condamne, la société s'insurge d'instinct contre lui, car elle se rend compte, d'instinct aussi, que tous les avantages que les hommes détiennent ou recherchent seraient singulièrement compromis dans un régime où de tels principes seraient acceptés à l'état de commandements impératifs, au lieu d'être de simples conseils abandonnés à la discrétion de chacun. Mais pour celui qui, comme moi, avait foi dans les doctrines américaines, comment ne pas soutenir un tel homme surtout lorsqu'il apparaissait abandonné de tous? J'avoue cependant avoir hésité plus d'une fois à lui servir de second. La peur du ridicule, — que Jones ne connaissait pas, — était ce qui m'arrêtait le plus, et j'avais quelque mérite à l'accompagner quand il s'en allait parler sur une borne, à l'entrée du bureau des postes, avec son fils soufflant dans un saxophone.

L'opposition — c'est à-dire les deux vieux partis — présentait contre Jones de sérieux candidats. Le candidat républicain, Mr John W. Dowd, était un professeur dont j'avais suivi les cours et un vieil et excellent ami de ma famille. Homme charmant, de goûts cultivés, il était malaisé pour moi de le combattre de front. Cependant mon devoir était clair. J'entrai en campagne avec Jones, et tous les soirs je pris la parole avec lui.

Ce fut une étrange campagne électorale au cours de laquelle furent agités tous les problèmes essentiels de la vie sociale. Un étranger qui serait tombé à Toledo à ce moment-là nous aurait pris pour une bande de philosophes — de l'espèce des scoliastes — se livrant à des dissertations sur les fondements du droit de punir et du droit de propriété.

Si puissante que fût l'organisation du parti républicain, et bien que ce parti fût maître de toutes les branches du gouvernement de la cité, sauf du pouvoir exécutif, il ne parvint, pas plus cette

fois que les précédentes, à dévisser de son siège curule le vaillant Jones Règle d'or.

Les joies, les contrariétés et les revanches des vieux gentlemen de Loami.

Au cours des polémiques provoquées par la rage de la réglementation, il m'arriva plus d'une fois de rappeler une aventure qui remontait aux jours lointains de Springfield et qui s'était passée à Loami. Ce petit bourg, en ce temps-là, se vantait de posséder une institution qui n'avait pas sa pareille dans la région. C'était une sorte d'arène circulaire ménagée au milieu du square public, et dont le sol était uni et dur comme l'asphalte. C'était là que, chaque jour, quand le temps était beau, des hommes d'âge se réunissaient pour jouer aux billes. De quel jeu s'agissait-il, je l'ignore. Sans doute de quelque jeu de gamins, embelli et perfectionné à l'usage des hommes mûrs. On voyait les joueurs tout à leur passion lancer, de leurs doigts noueux, de grosses billes, avec un air de profonde gravité qui impressionnait les nombreux spectateurs. Parmi ces joueurs, se rencontraient des sages, qui avaient siégé comme jurés et connu Lincoln, des vétérans qui avaient été avec Sherman à la côte ou avec Grant à Appomattox. Arrivés au déclin de leur carrière, ils trouvaient dans ce sport une excitation sans danger. Le talent que ces anciens y déployaient était remarquable, au dire de ceux qui étudièrent ce sujet. Ils avaient véritablement élevé le jeu de billes à la dignité d'un jeu scientifique, tout comme le whist ou le golf.

Ces émouvants tournois duraient depuis des années. Ces vieux gentlemen étaient heureux. Le petit bourg coulait des jours uniformes et paisibles, quand tout à coup souffla la bourrasque. Loami avait élu une administration composée de réformateurs. Comment cela était-il arrivé? Je n'en sais rien. Je crois bien que de bonnes gens s'étaient avisés d'ouvrir une campagne contre l'un ou l'autre privilège, et que le privilège menacé avait détourné le coup, suivant son système, en opposant la réformation des mœurs à celle des situations. Le nouveau maire réformateur — tout enveloppé d'influences vertueuses, — était un jour à une des fenêtres de l'Hôtel de ville quand son regard tomba sur les vieux joueurs de billes qui s'amusaient en rond. Aussitôt il donna au commissaire l'ordre d'agir. Sur quel règlement s'appuya-t-il? Je n'en sais rien, mais il n'est pas douteux qu'ayant environ seize mille lois applicables à son terrain d'administration, il ne lui fût pas difficile de trouver un texte. On se rappellera, en effet,

que ces vieux gentlemen jouaient dans un square public. Peut-être jouaient-ils pour des « gages », et il n'est pas impossible que dans les règles du jeu, il y eût quelque petite place pour le hasard qui se mêle de tout. En tout cas, ces vieux gentlemen s'amusaient. Et si le premier des devoirs d'un commissaire n'est pas d'intervenir dans les amusements de la population, que deviendraient « l'ordre et la loi »?

Défense fut donc faite aux vieux gentlemen de continuer leur partie. Les billes furent confisquées et l'arène supprimée. Cela n'alla pas sans résistance, ni sans bagarres, suivies elles-mêmes de comparutions devant le tribunal, d'où naquirent de nouvelles querelles et disputes entre les individus et les familles désormais groupées en factions

Tandis que la discorde faisait ainsi son œuvre, l'herbe semée sur l'arène poussait peu à peu, sous l'œil sévère de la police qui en défendait l'accès et sous l'égide d'un bel écriteau portant ces mots : « Défense de marcher sur le gazon. »

Mais Loami est une démocratie. A l'élection suivante, les vieux gentlemen firent si bien qu'ils renvoyèrent le maire réformateur dans les ténèbres extérieures, où dorment les élus d'un seul terme. Un maire libéral fut nommé à sa place, à la grande joie des gens à privilèges, certains de n'être plus inquiétés. Et ces vieux hommes, après avoir fait un cercle plus grand que l'ancien pour leur servir d'arène, et y avoir arraché le gazon, reprirent leur jeu favori, et tout le monde fut enchanté, à l'exception des réformateurs, qui se consolèrent peut-être en trouvant un nouveau motif de se lamenter et de branler la tête.

Socialiste?

Mon attitude vis-à-vis des ouvriers me valut d'être accusé, de temps en temps, par ceux qui ne connaissaient rien au socialisme, d'être moi-même un socialiste. En revanche, ceux qui en connaissaient quelque chose me déniaient ce titre. En réalité, le mouvement auquel je m'étais attaché ne comptait pas dans la ville d'adversaires plus âpres que le parti socialiste, composé de socialistes authentiques et orthodoxes, se réclamant de Karl Marx. Ils me combattaient avec autant de violence que si j'avais été le plus infâme des capitalistes tout à la dévotion de la classe abhorrée. Cette hostilité prenait à mon égard une forme toute personnelle, que je n'aurais pas attendue d'un parti si féru de science et de théorie, et pour lequel toute la complexité de la vie humaine et de ses problèmes se traduit en quelques formules aussi précises que

rigoureuses. Je m'entendais reprocher par ces doctrinaires de la vraie doctrine d'enrayer, par les améliorations que j'introduisais dans la vie de la cité, l'évolution sociale dont ils étaient les apôtres et les seuls représentants qualifiés. Pour quelques-uns d'entre eux, mon œuvre municipale faisait partie d'un plan mystérieux contre l'humanité, vaste conspiration ourdie par les capitalistes dont j'étais le secret complice. Que n'avions-nous laissé les choses telles quelles? déclaraient-ils. Elles en seraient arrivées à un tel degré de désordre que seuls les socialistes eussent été capables d'y porter remède par l'application de leur programme intégral.

Ce langage ne reflétait d'ailleurs que l'opinion d'un petit groupe dont je ne suspectais pas la bonne foi, mais qui prétendait bien, jusqu'au jour où le peuple serait suffisamment organisé et conscient de lui-même, conduire les destinées et diriger la pensée du peuple. Bref, ce petit groupe désirait jouer vis-à-vis des ouvriers un rôle à peu près semblable à celui que les comités de politiciens prétendaient jouer eux-mêmes au nom des anciens partis : le parti républicain et le parti démocrate. C'était, tout compte fait, la même mentalité. Quant aux moyens d'action, les socialistes ne faisaient que reproduire, en les exagérant, les méthodes de contrainte et de répression qui ont été, depuis si longtemps, employées dans ce monde et qui, depuis si longtemps y ont échoué. Aux anciennes orthodoxies ils voulaient en substituer de nouvelles, et remplacer les tyrannies classiques par des tyrannies d'un autre genre : bref, maintenir l'humanité dans son vieux cercle vicieux.

Il m'était impossible de me joindre aux socialistes, précisément parce que la vie m'avait enseigné que la société humaine est un monde de relativités, dans lequel l'absolu est la plus certaine des impossibilités. Certes, je partageais leur espoir, ou l'espoir de certains d'entre eux, en une société mieux ordonnée, bien que pour beaucoup d'entre eux la beauté de ce rêve semblât faite surtout de la pensée qu'ils auraient à diriger eux-mêmes cette nouvelle ordonnance, en sorte que, après avoir été esclaves, ils devinssent les maîtres à leur tour. Mais comment accepter leur notion rigoureuse, au point d'en être enfantine, de la division des classes et de la lutte des classes, théorie bien faite pour circonscrire l'horizon des hommes et restreindre leur effort à une révolution illusoire destinée à élever un moment au sommet ceux qui sont à la base?

Je m'accordais avec eux dans un médiocre respect pour les maîtres qui nous gouvernaient. Mais, à n'envisager qu'un simple changement de personnes, il me souriait peu de changer des maîtres connus pour des maîtres inconnus qui emploieraient bien certainement les anciennes contraintes et les anciennes répres-

sions, en y ajoutant tout un nouvel attirail de leur façon. N'était-ce pas ce que promettaient leurs programmes rigides, leur discipline inexorable avec tout leur système d'engagements par écrit et de démissions en blanc, leurs enquêtes et leurs comités de contrôle, leurs procès de tendances et leurs excommunications? Parmi toutes les promesses du socialisme rédempteur ne figurait même pas la promesse de ce bien par excellence : la liberté. Or, si la liberté n'existe pas dans ce monde, et même si elle ne doit jamais y régner, ne convient-il pas du moins de laisser aux hommes le rêve de la liberté?

Mais toutes mes objections n'avaient aucune prise sur les socialistes qui me combattaient. Ils possédaient la recette du remède à toutes les maladies sociales, sous la forme d'un petit programme concis et précis qui aurait tenu tout entier sur une carte de visite. Leurs affirmations étaient touchantes et dogmatiques. Celui qui n'admettait pas sans réserve leur panacée était un être incomplet et ignorant ou inféodé aux puissances capitalistes. A quoi bon essayer de discuter avec eux dans des réunions contradictoires auxquelles ils prenaient autant de plaisir que les Indiens à la course au gantelet, trop heureux de pouvoir attacher un capitaliste au poteau de torture. Je m'aperçus bientôt qu'il était inutile d'argumenter contre des hommes qui ont toujours raison, et dont les déclarations sont plus catégoriques que la vérité révélée. Comment faire comprendre à ces théoriciens tout d'une pièce que, dans un régime municipal où l'autorité du pouvoir suffit à peine à assurer la propreté de la voirie, il est oiseux pour elle de vouloir entreprendre le contrôle communal de la production et de la distribution? Autant je puis me tromper dans d'autres matières, autant je crois pouvoir reprocher avec certitude à cette école socialiste de méconnaître, dans ses conceptions, la grande loi de contradiction en vertu de laquelle ce qu'on attend n'arrive jamais, du moins de la façon qu'on avait prévue.

Il est une autre loi que cette école ne soupçonne pas : celle du pouvoir destructif de la force, qui se nuit toujours à elle-même. Celui qui fait appel à la violence ou au sabotage doit s'attendre à la réaction. Qui se sert de l'épée périra par l'épée. Certes, la régénération de la société humaine par la loi d'amour est une œuvre de bien longue patience... Mais quand bien même cette œuvre devrait attendre mille ans son triomphe définitif, encore m'apparaît-elle comme plus sûre et plus efficace...

Brand Whitlock.

Traduit de l'anglais par Mme Henry Carton de Wiart.

UN PROJET DE MARIAGE
DU DUC D'ORLÉANS[1]
(1836)

CORRESPONDANCE CONFIDENTIELLE ET INÉDITE DE THIERS
Président du Conseil et Ministre des affaires étrangères

ET DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE
Ambassadeur à Vienne

AVEC DES LETTRES DE LA REINE MARIE-AMÉLIE, DU DUC D'ORLÉANS, DE L'ARCHIDUC CHARLES, ETC.

XXVII

Thiers au comte de Sainte-Aulaire.

Paris, 10 juillet 1836 [2].

Mon cher comte,

Le sort en est jeté : il faut marcher en avant. On a pensé ici qu'il fallait une dernière démarche, qui fût une solution. Si on espérait quelque chose à Vienne, vous auriez raison de dire qu'il faut attendre que l'impression produite par l'événement du 25 juin soit passée. Mais vous devez bien voir qu'il y a peu ou presque rien à espérer. M. le duc d'Orléans étant sur les lieux, agissant lui-même, insistant avec son influence personnelle et présente, on a été repoussé; que sera-ce quand il ne sera plus là, et surtout avec un accroissement de terreur feinte ou vraie, que six mois ne dissiperont que très incomplètement? M. de Metternich vous a dit quelques paroles obligeantes, qui indiquent son opinion personnelle : mais son opinion n'est rien ici, c'est sa puissance qui est tout et il se déclare hautement impuissant à l'égard de la famille. Vous attendrez donc éternellement, et au profit de M. de Metternich

[1] Voir le *Correspondant* des 25 mars et 25 mai 1917.
[2] Comme on le verra, deux lettres de Thiers à l'ambassadeur portent cette date et partirent ensemble.

seul, qui d'une part vous tiendra dans sa dépendance par l'espérance, et de l'autre aura le bonheur de ne pas heurter M[me] l'archiduchesse Sophie. Il fera encore là du *statu quo* matrimonial, comme il a fait depuis vingt ans du *statu quo* territorial. Je crois qu'une telle situation est sans dignité et sans force. Elle nous constitue en état de dépendance; elle nous fait vivre longtemps dans cet état de blocus dont on a parlé si méchamment.

Quant à moi, un mariage décent, mais modeste, hardiment fait, me paraît avoir un grand air de force, et outre l'air une grande réalité de force. S'il y avait espoir fondé à Vienne, je dirais d'attendre. Mais il n'y a pas d'espoir; on nous dupera, on nous mènera loin...

Cette opinion étant celle de la famille royale, il faut à Vienne une solution assez prompte. M. le duc d'Orléans écrit donc à l'archiduc Charles et au prince de Metternich[1]. Vous remettrez ses lettres et vous attendrez. Si on dit oui, soit. Si on ne dit ni oui ni non, vous presserez pour avoir un oui ou un non. Si on dit non, vous l'écouterez avec dignité, sans douleur, mais avec un air qui en fera plus entendre qu'il n'en dira. Enfin, pour le cas où vous auriez une conversation qui me semble forcée avec M. de Metternich, vous tirerez de votre poche la lettre particulière ci-jointe qui vous est adressée, et vous direz au chancelier : « Tenez, j'ai reçu de M. Thiers une lettre particulière. Elle est bien hardie, car elle n'était faite que pour moi. Si elle contenait quelques vivacités qui puissent vous choquer, ne vous en prenez qu'à moi, car elle ne vous était pas destinée, mais peut-être vous feriez bien de la lire. Elle finira bien la question. Vous y verrez nos rapports passés et futurs bien tracés. Sauf le langage bien familier, comme il convient entre deux amis (car M. Thiers et moi sommes fort bien), sauf le langage un peu vif, la chose me semble bien exposée. Lisez, Monsieur le chancelier, et pesez. »

Voilà, mon cher comte, votre improvisation tracée de Paris. Vous remettrez ma lettre si vous n'y voyez pas d'inconvénient. Sinon, vous en direz le contenu ou à peu près. Je vous laisse la décision du cas. Après quoi, vous ne direz jamais un mot de cette affaire, et vous serez dégagé, fier, un peu dédaigneux des faiblesses des grands esprits, et suivant le cas nous serons amis ou ennemis, obligeants ou désobligeants, toujours suivant l'intérêt de la France.

Adieu, mille amitiés bien tendres. Tâchez de ne pas faire de confusion et de ne pas montrer cette lettre à M. de Metternich en gardant l'autre!

Tout à vous. — A. Thiers.

[1] On trouvera plus loin le texte de ces deux lettres, texte consigné par Sainte-Aulaire dans ses Mémoires inédits.

XXVIII

Thiers au comte de Sainte-Aulaire.

Paris, 10 juillet 1836[1].

Mon cher comte de Sainte-Aulaire,

Préparez-vous aujourd'hui à une longue lettre, et prenez patience. Je viens vous entretenir d'une grande affaire : le mariage de M. le duc d'Orléans avec Mme l'archiduchesse Thérèse. Après le retour des princes, nous avons tenu ici un long conseil et nous nous sommes résolus à faire une dernière démarche. Voici en quoi elle consiste. M. le duc d'Orléans écrit d'abord à l'archiduc Charles, ce qui était indiqué, puisque la lettre de M. de Metternich fait dépendre le résultat de l'avis même du père de la princesse; M. le duc d'Orléans fait ensuite part de sa démarche à M. de Metternich, et selon la réponse on vous charge d'entrer officiellement en matière avec M. de Metternich. Ainsi donc, votre rôle commence après la réponse de l'archiduc, et entre nous, je ne crois pas que vous ayez lieu de vous mettre en avant. Je vois beaucoup de passions à Vienne, beaucoup de raison aussi, mais nulle part peut-être la force capable de faire prévaloir la raison sur les passions. Dans cette situation d'esprit, vous me blâmerez peut-être d'avoir consenti, pour ma part, à une nouvelle démarche, mais mon excuse et celle de la famille royale est dans la nécessité même. En effet, M. le duc d'Orléans ayant traité directement avec l'archiduc Charles et l'ayant quitté sans une explication définitive, ayant tout remis à une nouvelle et dernière explication, il y aurait de notre part inconvenance, manque évident de procédés, à ne pas dire un dernier mot, avant de porter nos regards ailleurs. Vous savez ce que je vous ai écrit depuis le triste événement du 25 juin; vous savez que le mariage du prince royal est demandé à grands cris par toute la France et qu'aujourd'hui ce mariage est devenu un devoir de M. le duc d'Orléans envers son auguste père. Il faut par conséquent se décider, et avant de se décider, une dernière démarche était commandée à Vienne. Ce n'est donc pas le goût des refus qui nous fait aller en avant, c'est un devoir de convenance. Je ne doute pas qu'avant ou après la remise des lettres destinées à l'archiduc et au prince de Metternich, vous n'ayez une conversation avec ce dernier. Si elle s'engage, je tiens à ce que vous lui présentiez la question politique dans sa vérité, et suivant moi, la voici tout entière.

[1] Seconde lettre en date de ce jour, destinée à être éventuellement mise sous les yeux de Metternich.

Le mariage du prince royal avec une archiduchesse n'est peut-être pas le plus avantageux pour la politique du cabinet. Il en résultera inévitablement quelque gêne pour nos mouvements. Une princesse appartenant à une moindre puissance vaudrait certainement mieux. Nous serions plus libres, plus à notre aise pour agir. Cependant, bien que notre famille royale soit plus illustre qu'aucune autre en Europe, et qu'elle n'ait pas besoin d'un lustre étranger pour la rehausser[1], je crois néanmoins qu'étant récemment assise sur le trône, l'alliance d'une archiduchesse serait bonne et souhaitable pour elle. En balançant donc les avantages et les inconvénients, en comparant ce qu'on gagnerait comme grandeur d'apparence, ce qu'on perdrait comme liberté de mouvement, je crois qu'un ministre ami de son pays peut aujourd'hui souhaiter en conscience le mariage recherché par M. le duc d'Orléans. Mais ce qui ne présente aucun doute à mes yeux, c'est l'urgence de marier l'héritier du trône, et de le marier immédiatement.

Ceux qui veulent la consolidation de ce qui existe aujourd'hui en France ne peuvent pas avoir un autre avis. Déjà on dit que M. le duc d'Orléans régnerait très bien. Quand on le dira davantage, quand on le verra mêlé aux affaires, quand on le verra marié, quand on le verra père, on apercevra là une [telle] masse d'obstacles à détruire après le roi Louis-Philippe, que les assassins désespèreront de venir à bout de leurs projets, et ne manqueront pas d'y renoncer.

Les assassins ne connaissent pas le roi, ne le haïssent pas, car il a, outre sa réputation d'habileté, une réputation d'humanité qui éloigne les ressentiments violents. Sa mort est poursuivie par eux comme une révolution. Lorsqu'elle ne leur paraîtra plus en contenir une, ils feront une chose qui est ordinaire en France : ils changeront d'idée. Je regarde donc le mariage du prince comme nécessaire, comme urgent.

Il l'est encore à d'autres titres. Toute considération de sécurité pour le roi mise à part, la famille sera complétée par un mariage. Son établissement semblera achevé. Il en résultera une idée de stabilité très réelle. Toutes ces raisons nous décident à prendre une résolution prochaine. M. de Metternich doit approuver nos motifs, et il peut en ce moment choisir, il peut nous rapprocher

[1] A cet argument, Metternich ripostait non sans impertinence : « Personne ne mettra en doute que la maison d'Orléans ne soit une grande et illustre maison; c'est le trône du 7 août qui la rapetisse. Le duc de Chartres eût été un parti plus désirable; le prince royal des Français ne l'est pas. » (Dépêche secrète au comte Apponyi, 30 juillet 1836 : *Mémoires du prince de Metternich,* t. VI, p. 167, note.)

de lui ou nous pousser à d'autres amitiés. Beaucoup de choses sont aujourd'hui remises en ses mains. Qu'il doive souhaiter un mariage qui consolidera la royauté actuelle, je n'en doute pas. J'estime trop la portée de son esprit pour n'en être pas convaincu. Qu'il doive souhaiter un mariage qui rapproche la France de l'Autriche, je n'en doute pas davantage : les motifs en sont trop évidents pour ne pas avoir de bonne heure envahi son esprit, mais au risque de ne lui rien apprendre, ayez soin de les lui retracer de la manière suivante.

La France est aujourd'hui alliée de l'Angleterre et elle doit l'être. Quand les cours du Nord ont fait l'année dernière encore l'imprudence de se réunir à Tœplitz pour afficher leur bonne intelligence, il est bien forcé à la France et à l'Angleterre de se rapprocher davantage et surtout de le manifester bien ouvertement. Cependant, je suis d'avis (et M. de Metternich doit en être encore plus que moi, parce qu'il est beaucoup plus âgé que je ne le suis, parce qu'il a une immense renommée et le goût naturel du repos), je suis d'avis qu'il ne faut pas créer dans le monde deux camps ennemis, l'un contenant la Russie, la Prusse et l'Autriche, l'autre contenant la France et l'Angleterre : tous deux se mesurant des yeux, se querellant tantôt pour Cracovie, tantôt pour la Suisse[1], quelquefois pour des réalités, plus souvent pour des riens, et finissant peut-être un jour par en venir aux mains. Il ne faut pas se faire illusion. Si des gens sages et de bonne humeur n'étaient pas aujourd'hui aux affaires, cela pourrait bien arriver un jour.

Heureusement le roi Louis-Philippe sera toujours là pour empêcher beaucoup de choses. Content ou mécontent, il ne permettra jamais une marche contraire aux vrais intérêts de la France. Mais il y a dans les choses une puissance plus forte que les ministres et les rois les plus capables. Or les choses ne seraient pas bonnes si la distinction entre les deux camps allait devenir de jour en jour plus marquée.

Je ne sais pas si jamais vous avez parlé franchement à M. de Metternich de la famille impériale, des passions qui animent une partie de ses membres. Or, si on laisse prévaloir ces passions, si on ne leur résiste pas, qui sait ce qui arriverait si nous avions le malheur de perdre l'empereur actuel? Est-il possible à un homme politique de se dissimuler la gravité de l'avenir, si avec la vivacité d'humeur qui préside déjà aux conseils de Pétersbourg, une

[1] Il a été plus haut question de Cracovie. En Suisse, les puissances du Nord prétendaient, comme garantes de l'état de choses constitué par les traités de Vienne, s'opposer à la réforme centraliste et radicale. La correspondance de Thiers et de Sainte-Aulaire contient sur ces deux questions des développements qu'on n'a point fait figurer ici.

vivacité tout aussi grande venait déranger de Vienne la sagesse de M. de Metternich[1]? Le roi de Prusse est un précieux modérateur, mais il ne vivra pas toujours malheureusement, et alors il n'est pas possible de ne pas être effrayé de la marche qui pourrait être imprimée aux cours du Nord. Supposez au contraire la France et l'Autriche unies par un mariage, et tout change évidemment.

Je sais bien que les mariages n'empêchent pas les guerres; mais lorsque la politique de deux Etats est tout à fait d'accord et qu'il n'y a d'autre cause d'éloignement entre eux que de misérables passions dignes de Coblentz, un mariage est un lien précieux et tout puissant. Les cabinets étant unis, l'union des familles régnantes fait disparaître toutes les causes d'éloignement. Ce complément est le seul qu'il faille ajouter à la future paix du monde. On aura par là singulièrement ajouté à la force du *statu quo* que M. de Metternich affectionne, dit-on, par-dessus tout et qui, j'en conviens, le couvre depuis vingt ans d'une véritable gloire. Eh bien, c'est le cas pour lui d'ajouter à ce cher *statu quo* une durée incalculable. Lorsqu'un lien s'établira entre les deux camps, on verra les dispositions s'adoucir encore. L'Angleterre, qui serait fort ombrageuse si nous allions rechercher d'autres amitiés, sera fort rassurée si nous nous rapprochons de l'Autriche, parce qu'elle a toujours eu un penchant pour elle; elle ne nous quitterait pas pour cela, et nous lui donnant la main d'une part, la donnant de l'autre à l'Autriche, l'Autriche la donnant à la Prusse et à la Russie, une liaison universelle embrasserait le monde entier, rendrait une longue continuation de la paix infiniment probable et presque certaine. Or n'oubliez pas une chose qui me frappe surtout depuis que je suis au département des affaires étrangères : c'est que dans l'état du monde, état agité pour longtemps, vous aurez tous les ans deux ou trois grosses questions qu'il faut aborder, suivre, résoudre avec une forte volonté de bonne intelligence. C'est une condition indispensable pour qu'elles n'aboutissent pas à des éclats.

Voilà cinq mois depuis le 22 février[2]; eh bien, j'ai déjà vu, à Cracovie, en Suisse, tout récemment à Constantinople, sans compter l'énorme et éternelle affaire espagnole, j'ai déjà vu de quoi mettre le feu dans le monde, si nous n'étions pas *les uns et les autres* des gens aussi sages. Supposez au contraire des ombrages plus grands, supposez des antipathies, des ressentiments de familles, des circonstances enfin qui aient rendu plus profond

[1] Dans une première rédaction, biffée sur la minute, Thiers, sans se contenter de cette allusion, avait expressément mentionné l'accession éventuelle du mari de l'archiduchesse Sophie au trône impérial.

[2] C'est le 22 février 1836 que le cabinet Thiers avait été constitué.

l'intervalle qui nous sépare; imaginez un jour un gros événement au milieu et je vous jure que je ne sais pas, absolument pas, le résultat qui s'ensuivrait.

L'Angleterre et la France sont amies pour longtemps, comme l'Autriche, la Prusse et la Russie le sont pour longtemps aussi, il faut se dire cela sans illusion. Car c'est un résultat forcé des circonstances, car d'inévitables ombrages, faisant comme toujours méconnaître les intérêts les plus réels, mettront ensemble les cours qui se qualifient de conservatrices et ensemble aussi les puissances de l'occident que l'on qualifie gratuitement de révolutionnaires. Cette séparation du monde en deux camps opposés est donc inévitable pour longtemps. Mais ce que peut à cela une sage politique, c'est de multiplier les liens entre les deux, et au lieu de creuser un abîme, de créer des relations d'intérêt et d'affection.

J'ai souvent remarqué une chose, c'est que les partis s'en veulent parce qu'ils ne se connaissent pas. Mettez les chefs des partis en rapports, et ils sont surpris de ce qu'ils valent et moins encore des qualités qu'ils ont que des vices qu'ils n'ont pas. Je cite un exemple. Que ne disait-on pas de nos princes avant de les avoir vus? Que ne dit-on pas d'eux après les avoir aperçus quelques instants?

Mettez entre l'alliance du nord et l'alliance de l'occident des mariages, des parentés, des voyages, des correspondances intimes, et vous verrez une sorte de fusion s'opérer. Au lieu d'une frontière qui nous sépare, vous verrez une liaison qui nous rapproche. Vous le dirai-je? Je suis honteux d'écrire de telles choses, tant je suis convaincu que M. de Metternich les sent toutes, tant il doit sourire en vous entendant les répéter, comme on sourit des choses qu'on a pensées et redites cent et cent fois. D'autant qu'il a dû voir clairement que le beau rôle était ici à lui plus qu'à tout autre. En effet, entre les cours du nord d'une part, l'Angleterre et la France de l'autre, il est l'intermédiaire, l'arbitre naturel et il est plus que jamais l'homme principal, plus qu'au temps où les cinq cours étaient indissolublement unies. Mais le grand rôle qu'il a [ ] de prévoir, que souvent il a eu la sagesse de s'attribuer depuis six années, voudra-t-il se le donner tout entier[1]? Je dois vous faire un aveu : je crains que non. On nous accusait, nous, et heureusement on ne nous accuse plus d'être menés par la rue. Il y a une autre domination tout aussi dangereuse, tout aussi méprisable, mais dont le danger est caché sous des dehors moins repoussants :

[1] Comme on le verra plus loin, Sainte-Aulaire, en donnant connaissance de la lettre à Metternich, feignit de vouloir arrêter ici la lecture, de peur que le reste ne blessât la susceptibilité de son interlocuteur. Ainsi qu'il s'y attendait, le chancelier le pressa d'aller jusqu'au bout.

c'est celle des salons où l'on débite des impertinences qui valent bien, comme *sagesse* politique, les grossièretés de la rue. De grands politiques ont parfois subi cette influence. Le gouvernement représentatif n'est même bon qu'à les en affranchir. Pour moi, je méprise et déteste la rue. Mais elle a du moins un avantage, c'est qu'elle a une force brutale qu'on peut, quand on sait la maîtriser, pousser loin et haut, car on fait des armées avec, mais les salons sont impertinents et faibles. Quand on se laisse pousser et compromettre par eux, on ne trouve rien derrière. Ils n'ont jamais fourni de soldats.

Le cabinet autrichien fera suivant moi une faute considérable s'il laisse échapper cette occasion. C'est à vous à lui dire tout cela, sans avoir cependant l'apparence de prier, de demander avec de trop vives instances.

Je ne saurais trop vous dire combien je trouve de motifs de nous consoler dans l'indépendance résultant d'une autre union. Mais cependant, comme il faut faire les choses sérieusement quand on les fait, insistez assez pour ne point paraître vouloir et ne pas vouloir.

J'entrevois bien qu'on fera valoir des raisons de famille. Ne vous les laissez pas trop donner, car elles ne seraient pas fondées. M. le duc d'Orléans ne peut déplaire à personne. Je souhaite à toutes les princesses que la politique mariera un sort aussi heureux que celui qui attend la femme de M. le duc d'Orléans.

Il reste à alléguer le sort malheureux des archiduchesses en France. D'abord si l'archiduc Charles avait allégué ce motif, soit, mais de la part des oncles et tantes de la princesse, c'est une allégation qui doit surprendre. Des tantes plus tendres, plus inquiètes qu'un père, cela se voit rarement.

Maintenant, quant à ce sort des archiduchesses, il faut s'entendre. Marie-Antoinette fut bien malheureuse sans doute. Mais elle fut jetée au milieu d'une révolution sanglante qui n'avait rien de commun avec la nôtre. L'archiduchesse Marie-Louise, il faut le dire, n'eut pas à se plaindre de nous. Nous avions grand désir qu'elle restât impératrice des Français et nous nous sommes bien battus pour cela. En fait, cependant, les deux princesses n'ont pas été heureuses, j'en conviens. Mais ici il faut recourir à ses yeux, et un homme politique doit en avoir. Les temps sont changés, la Révolution française est consommée. C'est évidemment l'établissement de 1688[1] et il sera aussi solide. Certainement, pour qui a bien observé ce qui se passe aujourd'hui, Louis-Philippe est le

[1] L'assimilation était classique alors entre notre révolution de 1830 et la révolution anglaise de 1688, qui avait substitué Guillaume d'Orange à Jacques II.

vrai Guillaume des Français. Quand on a donné des archiduchesses au malheureux Louis XVI, au téméraire Napoléon, n'en pas donner une au prince qui est évidemment appelé à terminer toutes les traverses de ses prédécesseurs, c'est manquer le bénéfice après avoir essuyé la perte. Au surplus, l'objection du malheur des archiduchesses est une raison peu sérieuse, c'est un propos de bonne femme. En tout cas, si le trône de France était malheureux, il n'y aurait pas dans notre siècle de trône heureux au monde. Si M. le duc d'Orléans n'est pas un parti sûr, il n'y en a aucun de sûr nulle part, et certainement pas à Naples[1]. Il ne restera pas un trône debout si le nôtre succombe. Il faudra regretter de n'être pas né ouvrier ou paysan.

Le vrai motif, si on vous refuse définitivement, il faut le voir et dire qu'on l'a vu. Ce sont les passions de l'émigration. Telle ou telle personne auguste aura juré bien haut de ne pas souffrir un mariage avec un prince révolutionnaire. Car c'est là notre épithète à tous, mon cher comte, à vous, à la pieuse Mme de Sainte-Aulaire, à moi, à nos princes, au pape même s'il venait nous voir et nous visiter. On a juré de ne pas souffrir un mariage révolutionnaire, on l'a dit, on s'est engagé, on a ébranlé père, enfants, famille, on a fait enfin beaucoup de démonstrations embarrassantes aujourd'hui; M. de Metternich, qui a tant et tant d'esprit, de bon et de grand esprit, M. de Metternich juge cela comme cela mérite de l'être et il croit sauver son âme en disant : « Je suis maître de la politique du cabinet, je ne suis pas maître de la famille impériale. » Je ne sais pas si cela le sauvera devant Dieu, mais certainement pas devant l'histoire; je suis historien, et j'en puis répondre.

Il faut, mon cher comte, n'être pas dupe quand on est battu. Laissez bien voir que vous découvrez tout cela. Vous êtes plein de tact : ne blessez pas le grand homme d'Etat auprès duquel vous êtes placé. Ne lui dites de tout cela que ce que vous devez lui en dire, mais dites-lui en le plus possible. Si l'occasion est bonne, ayez avec lui une conversation à fond. Je tiens à pouvoir lui en vouloir et je n'en aurais pas le droit s'il n'avait pas été bien et complètement averti.

Adieu, mon cher comte, je serais bien content, malgré mon goût pour un mariage modeste, si vous obteniez la main d'une archiduchesse. Mais franchement, ce n'est pas vous qui marierez le prince royal. Il ne vous en aimera pas moins beaucoup et son auguste père aussi, et vous ne serez pas moins heureux quand il sera marié, même ailleurs qu'à Vienne. Adieu; mille amitiés. — A. Thiers.

[1] En fait, l'archiduchesse Thérèse, veuve du roi Ferdinand de Naples, devait mourir en exil, tout comme la duchesse d'Orléans.

XXIX

La reine Marie-Amélie au comte de Sainte-Aulaire.

Neuilly, 10 juillet 1836.

Mon fils et M. Thiers vous parlent de ce qui concerne plus particulièrement le premier, mais qui intéresse aussi bien vivement mon cœur maternel. Je ne peux que former des vœux et m'en remettre à la divine Providence, qui a déjà tant fait pour nous. Je ne sens que trop que le moment n'est pas favorable et que le malheureux Alibaud a non seulement attenté aux précieux jours de ce que j'ai de plus cher au monde, mais qu'il a aussi porté atteinte à de douces espérances auxquelles je commençais à me livrer. Nous allons vivre du jour au jour : c'est une vie triste, mais un regard vers le ciel encourage et console...

(Mémoires inédits du comte de Sainte-Aulaire.)

XXX

Le duc d'Orléans à Thiers.

Neuilly, lundi (11 juillet 1836 [1]), 10 h. 12 du soir.

Voici, mon cher Président, deux paquets pour le comte de Sainte-Aulaire : ils contiennent, outre les lettres dont nous sommes convenus et les réponses du roi, de la reine et de moi au roi de Naples, les diverses lettres que j'ai eu, vous le savez, l'étourderie de rapporter de Vienne avec moi.

Je vous remercie de nouveau, mon cher Président, de l'assistance si franche que vous m'avez donnée dans cette affaire et je vous renouvelle l'assurance de tous les sentiments que vous me connaissez pour vous.

Votre affectionné, — FERDINAND-PHILIPPE D'ORLÉANS.

XXXI

Le duc d'Orléans au comte de Sainte-Aulaire.

Neuilly, 11 juillet 1836.

Le courrier qui vous portera cette lettre, mon cher comte, était prêt à partir pour Vienne lorsque nous avons reçu ce matin vos lettres du 4 juillet. — Nous nous sommes empressés, le roi, la

[1] Le quantième du mois résulte clairement du texte.

reine, le roi des Belges[1], le duc de Nemours, le président du conseil et moi, d'en conférer ensemble pour savoir si les lumières que fournissait votre correspondance nous amèneraient à modifier le parti préalablement arrêté. Après de longs entretiens, des réflexions sérieuses et une discussion approfondie de l'état de l'affaire et des chances de l'avenir, c'était unanimement et avec une conviction intime que nous avions adopté le plan dont nous commençons en ce moment l'exécution. C'est encore unanimement et sans hésiter que nous y persistons. Après les huit jours que je viens de passer à causer de mon mariage, j'aurais trop à vous dire si j'essayais de vous raconter les divers plans qui ont été successivement proposés et rejetés, ni même les considérations qui nous ont amenés à regarder comme le meilleur le parti que nous avons définitivement adopté et pour lequel je compte sur vous, sur votre zèle, votre habileté et votre dévouement. — Voici toute ma pensée : je ne désire pas assez mon mariage avec l'archiduchesse Thérèse pour vouloir l'acheter au prix d'une longue incertitude : je tiens surtout à savoir promptement à quoi m'en tenir. Je pense que même dans le cas où plus tard il se présenterait une chance pour que j'épouse une fille de l'archiduc Rénier (chance que je saisirais avec empressement), il serait plus utile que nuisible à mon succès d'avoir été refusé à Vienne. Ce refus, que je provoque en ce moment et que je vais sans doute recevoir, sera une satisfaction donnée aux passions et aux préjugés qui nous sont contraires. Certaines susceptibilités seront peut-être moins blessées d'une alliance française pour une fille de l'archiduc Rénier que pour la famille de l'archiduc Charles. Je n'avais d'ailleurs qu'à choisir entre le parti d'écrire sur-le-champ à l'archiduc Charles en sachant très bien que je serais refusé, ou d'attendre plus tard pour lui écrire avant d'essayer de me marier ailleurs, car de toute façon je me regarde comme engagé d'honneur à ne pas songer à une autre princesse qu'à l'archiduchesse Thérèse jusqu'à ce que j'aie reçu un congé formel de l'archiduc Charles. Or il est urgent que je me marie : je ne veux ni ne puis attendre plus tard que cet hiver[2]. D'ici là j'aurai des renseignements positifs sur toutes les princesses à marier, même sur les moins remarquées ; d'ici là j'aurai probablement, je puis même le dire à vous, j'aurai *certainement* un petit mariage possible. D'ici là enfin, tout ce qu'on peut obtenir à Vienne aura été obtenu par votre langage et votre attitude, et alors la réponse de M. de Metternich à la

[1] Léopold Ier, époux de la princesse Louise d'Orléans et gendre de Louis-Philippe.

[2] Par le fait, c'est le 30 mai 1837 que le duc d'Orléans devait épouser la princesse Hélène de Mecklembourg-Schwérin.

demande que nous pourrons lui faire d'une fille de l'archiduc Rénier décidera si je ferai ce qu'on appelle un grand ou un petit mariage.

Je sens l'inconvénient qu'il y aurait à ce qu'un petit mariage proclamât l'isolement de ma famille en Europe; mais je ne serai pas honteux d'avouer à mon pays que c'est pour s'être dévoué en 1830 à la cause de la France et pour être resté toujours national depuis, que le roi mon père voit son fils refusé ailleurs. Je dis plus, une grande partie de l'opinion qui nous soutient et qui fait ma vraie force en Europe préférera pour moi une alliance secondaire à un mariage autrichien; mon attitude politique même en sera plus libre, car si j'épouse une archiduchesse, on taxera de concessions à l'Autriche beaucoup d'actes qui n'auraient d'autres motifs que mon intérêt et auxquels on ne pourrait donner ce nom si aucun lien ne me rattachait à la famille impériale.

Je ne veux pas me marier tout de suite après le refus que je vais recevoir. La nature du mariage que je pourrais faire sur le champ donnerait à ma conduite un air de dépit que je ne veux pas lui donner. Je vais aller au camp de Compiègne; j'y resterai jusqu'au mois d'octobre; pendant ce temps bien des renseignements auront été recueillis. Vos paroles et les actes du gouvernement auront agi d'une manière quelconque sur M. de Metternich. Alors il faudra fondre la cloche et savoir si l'on veut me donner l'archiduchesse Marie[1]. Si cette tentative échoue, j'accepterai ma situation et je ferai un petit mariage, qui est déjà possible maintenant. On m'en presse beaucoup, et c'est moi qui résiste, comme c'est moi qui passe ici mon temps à calmer des ressentiments trop profonds et trop vifs.

Je joins ici la copie de mes lettres à l'archiduc Charles et à M. de Metternich. Dans ma lettre au chancelier, je me borne à des phrases très vagues, bien que j'eusse pu lui faire sentir que sa conduite dans cette affaire n'a pas été celle d'un ministre très puissant. Dans la lettre à l'archiduc, je fais bon marché de ma personne, que j'aime infiniment mieux sacrifier que ma position. J'attendrai, mon cher comte, avec impatience votre réponse à cette lettre.....

(Mémoires inédits du comte de Sainte-Aulaire.)

XXXII

Le duc d'Orléans à l'archiduc Charles.

Neuilly, 11 juillet 1836.

Monseigneur et cher cousin,

Je remercie Votre Altesse Impériale d'avoir attendu pour répondre à ma lettre du 11 juin dernier que j'eusse pu vous écrire

[1] La fille aînée de l'archiduc Rénier.

avec plus de détails. J'ose y voir une preuve d'une amitié que j'apprécie à toute sa valeur, mais je sens que ce serait mal répondre aux sentiments que vous m'avez témoignés que de ne pas provoquer l'explication qui doit suivre la lettre du prince de Metternich au comte de Sainte-Aulaire pour lui annoncer que Sa Majesté l'empereur s'en remet à vos sentiments personnels et à ceux de votre auguste fille pour l'établissement de cette dernière. Quelle que soit la décision définitive à laquelle vous vous soyez arrêté, je dois loyalement vous fournir l'occasion de me la faire connaître, et c'est pour cela que je m'adresse aujourd'hui à vous sans intermédiaire, me bornant à en prévenir le prince de Metternich. J'ai pensé qu'il vous serait préférable de transmettre directement votre réponse à moi, à qui vous avez manifesté une bienveillance indépendante des liens que je sollicite, et il a été prescrit au comte de Sainte-Aulaire de n'agir auprès du prince de Metternich qu'avec une mesure dont Votre Altesse Impériale appréciera la convenance et le motif. Votre franchise me garantit que ce sera votre pensée qu'exprimera votre réponse, et quelle qu'elle doive être, Monseigneur et cher cousin, je crois qu'il nous importe à tous deux qu'elle soit clairement et promptement expliquée.

J'ai voulu, avant de suivre la voie qu'ouvre la lettre du prince de Metternich au comte de Sainte-Aulaire, revoir le roi mon père, la reine et toute ma famille. Vous connaissez les raisons qui nous font désirer à tous le succès de la demande que je vous adresse; je vous les ai expliquées dans nos entretiens à la Weilburg, entretiens qui me seront chers quelle qu'en doive être l'issue : mais un nouveau motif a fait désirer à tous une prompte solution. L'événement récent qui a menacé les jours du roi me fait un devoir de donner à la France une princesse royale et à mon père une génération de plus entre le crime et lui. La voix de tout mon pays est unanime à cet égard, et c'est une obligation sacrée pour moi que d'exaucer ce vœu. C'est là ce qui me détermine à ne pas attendre plus longtemps pour savoir si Votre Altesse Impériale me laisse le droit de prétendre à la main de Madame l'archiduchesse Thérèse. J'ose vous prier de me dire la vérité tout entière : venant de vous, elle ne me sera jamais aussi amère que le seraient des réticences ou des ménagements. Si des répugnances personnelles s'opposaient à ma demande, je n'en serais qu'affligé, jamais blessé, car je suis loin d'avoir la fatuité de penser que ma personne doive infailliblement plaire à une princesse qui sous tous les rapports a le droit d'être difficile dans son choix. Si c'était vous qui ne trouviez pas en moi ou dans mon avenir les garanties de bonheur qu'un père comme vous doit chercher pour une fille telle que la vôtre, dites-le moi encore. Je demande cette preuve de confiance pour un ami

qui ne vous en fera pas repentir. Je suis loin d'avoir la prétention de réunir tout ce que vous devez désirer dans votre gendre; je crois pourtant pouvoir vous offrir pour votre fille une belle et brillante position et une famille à qui son union et ses habitudes morales donnent l'intérieur le plus heureux qu'il y ait au monde. Quant à moi, je n'ai pris, vous le savez, la résolution de me marier qu'après m'être bien assuré que non seulement je comprenais et voulais remplir tous les devoirs qu'impose cette position, mais aussi que je saurais ne manquer à aucune de mes nouvelles obligations. Rendre heureuse votre fille bien-aimée serait mon unique pensée, et je ne regretterais pas d'avoir été plus éprouvé que la plupart des princes de mon âge, si j'avais pu acheter à ce prix quelque garantie de bonheur pour celle qui partagera mon sort.

Je n'ose vous parler plus longtemps de moi, bien que je n'aie que moi pour plaider ma cause auprès de vous. Maintenant j'attendrai la réponse que vous dictera votre sollicitude pour Madame l'archiduchesse Thérèse, et je formerai des vœux pour votre bonheur et celui de toute votre famille. Ces vœux seront toujours les mêmes. Daignez les agréer : ils me sont dictés par les sentiments de haute estime et d'inviolable amitié avec lesquels... — FERDINAND-PHILIPPE D'ORLÉANS.

(Mémoires inédits du comte de Sainte-Aulaire)

XXXIII

Le duc d'Orléans au prince de Metternich.

Neuilly, 11 juillet 1836.

Votre lettre du 10 juin au comte de Sainte-Aulaire ayant exprimé, mon cher prince, la volonté de Sa Majesté l'empereur de s'en remettre aux sentiments personnels de l'archiduc Charles et de son auguste fille pour l'établissement de cette dernière, j'ai dû, après avoir revu le roi mon père, la reine, ma famille et le président du conseil, suivre le cours naturel de cette affaire en écrivant à l'archiduc Charles pour lui demander de me faire connaître sa volonté. Je n'ai pas voulu faire cette démarche sans vous en prévenir, mon cher prince, non seulement comme le chef du gouvernement impérial, mais aussi comme un homme éminent que je me félicite de plus en plus d'avoir pu connaître personnellement, et avec lequel des rapports dont je garderai un bien bon souvenir me font désirer de conserver toujours les meilleures et les plus amicales relations.

Veuillez croire, mon cher prince...

Votre affectionné, — FERDINAND-PHILIPPE D'ORLÉANS.

(Mémoires inédits du comte de Sainte-Aulaire).

XXXIV

Thiers au comte de Sainte-Aulaire.

Paris, 12 juillet 1836 [1].

Mon cher comte,

Je vous écris une troisième lettre pour vous dire encore quelques mots. J'ai lu au roi et au prince la lettre que vous devez *avoir l'indiscrétion* de communiquer [2]. Je crois utile de la faire lire au prince de Metternich. Cependant vous restez toujours arbitre de la convenance. Il faut, comme je vous l'ai déjà articulé, recevoir avec calme le refus probable, et se réserver le moyen de bouder tout à fait, ou à moitié, ou au quart, suivant notre convenance.

Le prince royal a des idées sur Milan [3], vagues, mais réelles, et pour mieux dire réalisables si l'on voulait et pour lesquelles il faudrait quelque peu de la bonne volonté de Metternich.

Cependant je ne crois pas beaucoup à ce dérivatif du projet de Vienne. C'est à une porte beaucoup plus sûre que nous frapperons. Vous saurez cela en temps et lieu [4]. Je vous mande deux faits, dont l'un prouvera la persévérance de notre politique antiperturbatrice et l'autre notre persévérance dans nos vrais principes. C'est l'expulsion définitive des réfugiés [5]; l'autre, le recrutement très large de la légion française en Espagne. Arguez de l'un et l'autre fait hardiment et tirez-en toutes les conséquences visibles. Adieu, mille tendresses.

M. Desages [6] va vous écrire. — A. THIERS.

La fin prochainement.

[1] Il résulte du texte même de cette courte lettre qu'elle fut confiée au même courrier que les deux lettres datées du 10, ainsi que les lettres de la reine (du 10) et du duc d'Orléans du (11).

[2] La seconde lettre du 10 juillet.

[3] C'est-à-dire sur l'archiduchesse Marie, fille aînée de l'archiduc Rénier; cf. plus loin la lettre du duc d'Orléans au comte de Sainte-Aulaire en date du 10 août.

[4] En recevant communication de la circulaire confidentielle du 28 juin, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV avait proposé au comte Bresson, pour le duc d'Orléans, sa jeune parente la princesse Hélène de Mecklembourg-Schwerin, en se portant garant du succès de la demande.

[5] Les conspirateurs cosmopolites réfugiés en Suisse, d'où Thiers requit énergiquement leur expulsion.

[6] Le très expérimenté directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères.

LE THÉATRE DE M. SEM BENELLI
ET LA GUERRE

Le 17 février 1915, sur un théâtre de Turin, une « compagnie » donnait la première représentation des *Noces des Centaures*[1]. Le titre était mythologique; les personnages, gens de l'an mille; le sujet, sous son armure médiévale, actuel comme un communiqué. Ce fut un triomphe. La critique italienne dut l'enregistrer. Elle l'enregistra avec une apparence de maussaderie. Elle laissa entendre que la pièce ne valait rien, ou du moins pas grand'chose; que l'auteur, à bout de souffle et d'originalité, reprenait ses œuvres anciennes sous une nouvelle affiche; que le succès était tout politique, donc d'aloi douteux.

La critique n'avait pas tort. Et ses réserves pouvaient paraître fondées. Il faut seulement décider s'il est plus glorieux pour le poète lyrique de bâtir un drame correct, ou bien d'incarner l'âme d'une nation à l'heure de ses annales la plus décisive et la plus lourde de l'ardeur des orages prochains. Quelques semaines après *les Noces des Centaures*, l'Italie déclarait la guerre à l'Autriche. L'œuvre doit être jugée avec sa date.

Sans doute elle eût paru plus neuve si *l'Amour des trois rois* et *Rosmunda*[2] ne l'avaient dès longtemps précédée à la scène. Mais ces drames ne sont-ils pas un gage magnifique, une preuve irréfutable de la sincérité de leur auteur? Il y a plus de six ans que M. Sem Benelli a déjà exprimé l'idée qui fit la fortune des *Noces des Centaures*. Ce n'est pas lui qui a cherché l'actualité : c'est l'actualité qui est venue à lui. Cette fois, le drame de l'histoire se superposait au drame de la scène. Et l'harmonie s'établis-

[1] Sem Benelli, *le Nozze dei Centauri*, Milan, Treves. — Le livre est illustré de dessins de nus de M. Rubaldo Merello, très beaux, mais d'une farouche brutalité; leur inspiration michélangelesque est d'ailleurs évidente.

[2] Sem Benelli, *l'Amore dei tre re*, 1910; *Rosmunda*, 1911, Milan, Treves.

sait complète entre l'âme du poète et l'âme collective de la foule qui l'acclamait.

Tradition vénérable aux lointaines origines, dont les racines plongent profondément dans les siècles. Car la voix de ses poètes fut toujours la voix de l'Italie. Elle vivait par eux dans les cœurs plus de cinq cents ans avant de vivre entre les nations. Et c'est dans leurs chants qu'elle prit d'abord la conscience de son unité. Ils se sont courbés sur ses souffrances, et ils ont pleuré sur l'abîme de ses détresses. La *canzone* immortelle répond à la sublime invective du *Purgatoire*. Diverses sont les idées. Mais c'est la même douleur.

Les paroles ardentes que l'orateur du rocher de Quarto a jetées aux foules et à la mer se sont, à grand bruit, répercutées en France dans leur emphase subtile. Mais M. G. d'Annunzio n'est pas un isolé. C'est à tort qu'on semble chez nous avoir quelque tendance à l'imaginer. Les poètes italiens n'ont pas failli à l'œuvre séculaire. Et M. Sem Benelli tient aujourd'hui la première place parmi ceux qui ont suivi, au théâtre, la voie glorieuse tracée par Alessandro Manzoni et, dans sa *Francesca da Rimini*, par le doux poète de *Mes prisons* : « Pour toi, pour toi, terre des citoyens courageux, mon Italie, je combattrai... »

La Cena delle beffe fut, il y a quelques années, représentée à Paris [1]. C'est peut-être le chef-d'œuvre de l'auteur des *Noces des Centaures*. Ce fut certainement *le Passant* de son théâtre; car cette pièce lui valut des lauriers immédiats et resplendissants. Mais le talent de M. Sem Benelli n'a pas qu'un seul aspect; et il est de ceux qui, aujourd'hui surtout, méritent d'être plus amplement connus.

* * *

Le drame nationaliste est drame historique. Dans le cadre de l'histoire, l'expression du sentiment patriotique vient au théâtre se fixer tout naturellement. Lutte des races, défense de la civilisation latine menacée par « les Barbares », beauté ardemment convoitée de l'Italie, tous ces thèmes familiers à la poésie de M. Sem Benelli, on ne les conçoit guère portés à la scène hors du récit de quelque grand événement. Et c'est bien, en effet, vers le drame historique que s'est tourné de bonne heure l'auteur des *Noces des Centaures*, mais vers le drame historique conçu dans une forme originale et désencombré de tous les fatras qui avaient failli nous rendre ce genre particulièrement odieux. Il lui est

[1] Au théâtre Sarah-Bernhardt, en 1910, sous le titre *la Beffa*, dans une adaptation en vers de M. J. Richepin.

demeuré constamment fidèle depuis *le Masque de Brutus*[1].

Cependant, au nombre de ses essais antérieurs, une pièce au moins, *Tignola*[2], mérite de retenir l'attention : par sa valeur d'art un peu, plus encore parce qu'on y trouve exprimée, sous une forme dramatique, une idée reprise plusieurs fois par l'auteur de diverses manières, et dont l'influence sur son œuvre paraît avoir été considérable : l'opposition qui existe entre la vie et les livres. « Faites attention, Julien : ... les livres sont les livres ; et la vie est la vie, et elle est différente : je vous le dis, parce que si aux livres je ne m'entends guère, je connais fort bien la vie. » Telle est la profession de foi d'Adélaïde dans *Tignola*. Et la profession de foi de cette fieffée coquine nous intéresserait en elle-même fort peu, si elle n'était pas aussi celle de M. Sem Benelli. Que le futur auteur de *l'Amour des trois rois*, de *Rosmunda* et des *Noces des Centaures* ait ainsi parlé, par la bouche d'un de ses personnages mais manifestement pour son propre compte, cela n'est pas négligeable.

Une *tignola*, c'est une teigne, une gerce, un insecte qui ronge les livres et qui s'en nourrit. Et *Tignola*, c'est encore Giuliano Innocenti, commis de librairie. Chez son patron, le digne Teodoro Gonnella, il est arrivé presque illettré. Des livres il s'est énamouré. Il s'est exalté à leur contact. Il a tout lu entre les pages mi-fermées, les œuvres d'autrefois et celles d'aujourd'hui. Ainsi il s'imagine être devenu un homme. Les réminiscences dont il parfume ses billets lui ont conquis le cœur facile d'Adélaïde. Et un duc socialiste l'a pris pour secrétaire. Il plante là le pauvre Gonnella qui, conscient des rares qualités professionnelles de son commis, voulait lui faire épouser son magasin avec sa fille ; et il part, la cervelle pleine, pour de nouvelles et brillantes destinées.

Chute à plat. Etre grisé de songes, et dont la volonté inexercée est demeurée sans ressorts, *Tignola* répugne à l'action. Il succombe sous le poids des livres qu'il n'a pas digérés. Il s'entortille dans des minuties. Les détails où il se noie lui ôtent toute vue d'ensemble. Bref, il n'est bon à rien. « Timide, incertain, inepte, incapable, lent, peureux, pointilleux, revêche, insuffisant », ainsi le peint, à lourd renfort d'adjectifs, le serviteur du duc de Malo

[1] *La Maschera di Bruto*, 1908, Milan, Treves.

[2] Milan, Treves. — Il y a lieu de remarquer toutefois que *le Masque de Brutus* joué après *Tignola* a été composé avant cette dernière pièce. — Les premiers essais de M. Sem Benelli (Turin, Roux) sont un drame historique *Lassalle*, un drame paysan *la Terra*, une comédie satirique *Vita gaia*, et un recueil de vers *Un figlio dei tempi*, où le poète s'analyse lui-même avec une mélancolie âpre et désabusée.

dont il a pris la place. Adélaïde l'abandonne, et il ne lui reste plus qu'à réintégrer la librairie, et à épouser Enrichetta Gonnella qui le trompera bientôt avec la même désinvolture qu'Adélaïde. Ajoutons cependant que la démonstration, qui est fort bien faite, n'aurait pas été moins probante si le duc n'avait pas été un aventurier, Adélaïde une aventurière, et Enrichetta une dinde.

Il faut déjà noter dans cette pièce, — d'ailleurs bien conduite au point de vue dramatique, — ce goût du symbole qui jouera un rôle si important à travers toute l'œuvre postérieure de M. Sem Benelli. Dans une tirade qui sent peut-être un peu trop son « couplet », mais qui est d'une délicate et fraîche poésie, toute vibrante d'ardeur juvénile, et où de l'observation minutieuse des mœurs d'un insecte l'auteur passe insensiblement à l'analyse d'un caractère, Giulio Innocenti nous explique lui-même pourquoi les moqueurs lui donneront un jour le surnom de *Tignola :*

Une gerce... aucun poète n'a pensé à chanter sa beauté... Et ce qu'elle signifie aussi! Pensez-y! Elle vit parmi les livres, parmi les choses de l'intelligence. Elle se nourrit de songes; elle se féconde de fantaisies; son chemin passe droit à travers les images les plus diverses; et, en perçant comme une aiguille de diamant enfilée d'un rayon de lumière, elle ouvre des portes dans la densité des méditations les plus profondes. Elle n'est pas l'image de la poésie; mais elle est plus que la poésie puisqu'elle vit d'elle. Elle est quelque chose de plus choisi que le poète lui-même, car c'est lui qui lui prépare sa nourriture. Et elle est si belle!... Elle est elle-même un joyau!... Quelquefois elle ose sortir de son monde; mais la lumière du soleil, qui un instant la fait resplendir comme une petite pierre précieuse qui serait animée, la blesse; et elle rentre parmi les songes, petite existence cachée, molle, et qui ne peut se ployer seulement qu'à la tiédeur des songes...

C'est un charmant morceau d'anthologie. Il semble bien être l'adieu définitif de M. Sem Benelli à la prose italienne. A un tel poète il appartient d'écrire désormais exclusivement en vers. Il saura d'ailleurs reforger de toutes pièces son instrument pour lui donner une souplesse nouvelle. Et l'originalité de sa métrique sera telle qu'avec leur amour, — que nous jugeons un peu excessif — des adjectifs dérivés des noms propres, ses compatriotes appelleront son hendécasyllabe blanc le *verso benelliano*[1].

Etre esclave des livres, cela tue ce qui est de l'essence même de la vie : la volonté. Mais *Tignola* a des illusions : être esclave des livres, cela tue encore la poésie. M. Sem Benelli n'aura pas

[1] Voir l'article de M. Mario Ferrigni publié dans le *Nuovo giornale* de Florence le 8 mai 1909 et reproduit à la suite de *la Cena delle beffe*. Ses conclusions ont d'ailleurs été vivement combattues par M. Fernando Palazzi, *Sem Benelli, studio biografico-critico*, Ancône, Puccini, 1913.

de peine à nous en convaincre. Les chanteurs populaires de la « Compagnie du *Mantellaccio*[1] » peuvent être des poètes; les membres pétrarquisants de l' « Académie des *Intemerati* » ne seront jamais que des rimailleurs.

C'est carnaval à Florence. Les rues bruissent de joie plébéienne. Partout des cris, des chants, des masques. La docte société s'est retranchée dans son salon « où veille l'esprit pensif et mélancolique du divin Pétrarque ». Elle va tenir séance et s'abîmer dans une atmosphère de pure poésie. Le roulement des chars triomphaux et les hurlements de la plèbe ne la troubleront point dans son asile, et les chants carnavalesques n'en passeront pas les murs sacrés. Il y a là Messer Piero de' Benci, le « Consul magnifique » de l'Académie; l'*Ardente* dont les *canzoni* rivalisent avec celles qui ont immortalisé Laure; le *Candido*, le *Pentito*, le *Trasparente;* le gai *Cristallino* fourvoyé on ne sait comme parmi ces pédants; l'*Illuminato*, « critique ingénieux qui, si vous lui donnez la moitié d'un sonnet, vous discourt dessus pendant un mois »; et deux poétereaux fraîchement débarqués de Venise, « dont la poésie est si riche de noms rarissimes qu'elle paraît défendue par un épais filet impénétrable d'érudition ». Tout ce monde lit ses œuvres, et se pâme, et s'encense. Le consul a composé un sonnet dont les rimes deviennent sujets d'extase. Et l'*Illuminato* propose de disserter cinq heures d'horloge sur le nez de la dame de Pétrarque : par bonheur, le *Cristallino* réussit à nous obtenir une remise. La scène est délicieuse de mouvement et de fine critique. Mais M. Sem Benelli, à qui la littérature française est familière[2], n'ignore pas nos *Femmes savantes*.

Voici que quelqu'un trouble la fête. Une mascarade d'ábord a réussi à franchir le seuil du temple. C'est « le triomphe des pierres précieuses ». Six femmes déguisées qui sont l'Emeraude, le Rubis, l'Améthyste, le Saphir, la Topaze et le Diamant :

Siamo pietre preziose,
rarità misteriose...

Il y a pire. Le « *Mantellaccio* » aussi a forcé la porte. A l'horreur des académiciens écroulés, les compagnons entrent avec grand fracas, ivres de grand air, de liberté... et de vin. « Leur enseigne est un mauvais manteau[3], tout fait de loques et de guenilles rapiécées, avec cent trous qui rient et qui hurlent. »

[1] *Il Mantellaccio*, Milan, Treves, 1911.
[2] M. Sem Benelli a notamment subi l'influence du théâtre d'Alfred de Musset et plus encore de celui de M. Edmond Rostand.
[3] *Mantellaccio.*

Aux *Intemerati* ils sont venus porter un défi, aux *Intemerati* qui ont laissé dire « que Dante il fallait désormais le mettre à gauche de Pétrarque, parce que Dante est un poète populaire », tandis que Pétrarque est un poète pour muscadins.

L'Emeraude masquée sera le juge du combat et, comme récompense, au vainqueur elle montrera son visage. Les deux partis acceptent sa sentence; ce en quoi les académiciens démontrent immédiatement qu'ils ne sont que des serins, car le juge, avant la bataille, avait donné son avis. Petit-Jean, plus fin et plus procédurier, l'aurait d'emblée récusé. « Je pense, avait dit l'Emeraude, que pour entendre le frais appel de la poésie, il n'est pas besoin d'avoir habillé son âme des fanfreluches de l'art; car si vers le soir tu regardes un beau jardin que transforme le soleil, tu es poète, parce que ton cœur se sent étreint dans le mystère de l'univers... »

L'*Ardente* est le champion de l'Académie. Il célèbre sa dame, les rubis de sa bouche, de ses joues la tendresse et la pure blancheur faite de lis et de roses... toute la gamme. Il est battu.

Alors de la foule avinée et bruyante du « *Mantellacio* » se détache le « novice ». Personne ne le connaît. Il sortait de prison, tout comme Villon, quand la Compagnie l'a recueilli et lui a donné un manteau qui, pour ce pauvre hère, « peut s'appeler un beau manteau ». Son morceau de combat n'est que le récit de son existence errante. C'était maistre François, et c'est Zanetto :

O étrange inconnue, dit-il à l'Emeraude .., tu demandes une fleur de la beauté infinie que peu d'hommes savent découvrir par le monde, et tu t'adresses à moi; écoute, écoute, et juge si je te connais bien! Moi, pauvre et heureux vagabond, je m'étais perdu jadis comme un écho à travers la campagne. Et dans ma course errante, je m'oubliais moi-même par amour pour les plus humbles choses; et mon chant était comme le fruit du chemin qui appartient à celui qui le cueille le premier; et vers le soir chacun abandonnait la table qui fume pour entendre mes chants; on me donnait mon pain et un toit, parce que je disais en claires et anciennes octaves les belles prouesses des cavaliers errants, les aventures des monstres et des géants à l'estomac sans fond, les enchantements et les amours qui point ne finissent; et parfois, entraîné par l'ivresse de mon récit, je me chantais moi-même et, dans la nuit, sous les veillantes étoiles ou la lune ronde et mélancolique, je détachais mon âme, et, comme si elle avait été un voile immense, l'agitant au rythme de ma parole, je la lançais au ciel et la nouais au voile des constellations! Je vivais ainsi : libre et uni à tous : comme l'harmonie du monde! Et un jour, — écoute, ô inconnue, — dans un midi brûlant où flamboyait le soleil, je fus saisi par la fièvre et l'ardeur de la soif; j'avançais avec peine; à chaque pas je voyais ma fin s'approcher; et déjà abattu et vaincu, je m'étais voué comme mort au soleil, mon père grand et puissant, quand une voix me ranima dans mon étourdissement : quelqu'un me tendait à boire à une cruche. C'était une

fraîche jeune fille qui me dit : « Grand péché que tu sois si fatigué, car je voudrais entendre un peu ton beau chant. — Non, non! Je ne suis pas fatigué, répondis-je, si tu pries le poète, même mourant, ta prière est sa vie et il chante jusqu'à la mort! » Et ainsi toi aujourd'hui, souvenir vivant des verdures éblouissantes, Emeraude assoiffée de désir, signe de ma liberté, tu frappes à ce cœur avide et brûlant, qui renferme toutes les créatures et toutes les choses dans un embrassement impétueux d'amour; et lui aussitôt a chanté pour toi; car ce cœur-là seulement est cœur de poète qui, enflammé de l'amour puissant de l'univers, comme les plus riches éléments à personne ne refuse son secours!

Cette veine de claire poésie, pure et vibrante telle qu'un chant dans un matin de mai parmi la première blancheur des aubépines, cingle comme un coup de fouet la suffisance béate des académiciens. Ils en voient trouble. Ils perdent tout sens critique. Ils ne songent même pas que ce morceau manque à tout le moins d'unité et qu'on y relèverait sans peine plus d'une trace de mauvais goût et d'un style fâcheusement ampoulé. Et pendant que le « novice » reçoit de l'Emeraude le laurier triomphal et que le « *Mantellacio* » éclate en applaudissements tonitruants et hurle de joie, les *Intemerati* insultent académiquement ce charlatan, ce bouffon, ce plébéien, qui — suprême injure — « ne connaît pas le frein de l'art »[1] et qui ose chercher la poésie hors des livres consacrés, dans la vie et dans l'amour.

L'Emeraude était Silvie, la femme du « Consul ». Elle est très belle. Mais de s'apercevoir de la beauté de sa femme Messer Piero de'Benci se jugerait perdu d'honneur. Il n'est dans les vraies traditions poétiques que de rimer pour une inconnue, pour une Laure idéale cuirassée de toutes les perfections. L'âme glacée au contact de ce pédant au cœur sec, Silvie consent à recevoir le *cantastorie* vagabond dont l'amour l'a touchée à l'improviste par son exaltation et sa sincérité. Mais elle ne le reçoit, fidèle à son devoir, que pour lui offrir sa main à baiser et lui laisser d'elle une image de beauté douloureuse qui passera à travers ses chants pour leur donner une vie nouvelle.

L'*Ardente*, le pétrarquiste vaincu, amoureux rebuté de Silvie, a connu ce rendez-vous. D'un coup d'épée, il tue « le novice » au soir du carnaval, parmi les dernières rumeurs joyeuses de Florence qui va demain se vêtir de carême. Aux bords de l'Arno le « *Mantellaccio* » enterre respectueusement le poète sans famille, inconnu de tous : le fleuve étendra parfois sur lui le courant de ses eaux comme un manteau royal et apprendra de lui à chanter

[1] Allusion à un vers célèbre de *la Divine Comédie, Purgatoire*, XXXIII, 141.

« ce que dicte au poète son cœur infini comme le monde ».

Ce *Mantellaccio* passerait difficilement pour un chef-d'œuvre de composition. La pièce présente cette agréable singularité qu'on peut en donner une rigoureuse analyse sans s'inquiéter du troisième acte : on y voit le « Consul magnifique » enfermé par les Compagnons irrespectueux dans un tonneau où il entre en grand uniforme et d'où il sort autant dire nu : c'est une *burla* ou une *beffa*; la scène grouille de vie et de couleur; mais de deux coups de ciseaux on la détacherait du drame pour la transporter n'importe où; un vague raccord, et le spectateur n'y verrait que du feu. Par ailleurs, il est impossible de deviner quel est le véritable sujet de la pièce ou même s'il y en a un : la querelle du « *Mantellaccio* » et des Académiciens semble une merveille d'exposition : vaine apparence; après le premier baisser du rideau il n'en est plus question.

Il n'importe d'ailleurs. Nous cherchons ici plus et moins qu'une pièce bien faite. Sous les traits du « novice », M. Sem Benelli s'est dégagé de la gangue de *Tignola*. En se moquant du commis de librairie, il s'était parfois un peu moqué de lui-même. Il nous montre une âme nouvelle.

La dernière recrue de la « Compagnie du *Mantellaccio* », qui vient périr misérablement dans l'agonie du carnaval florentin, connaît les livres de métier : c'est un *cantastorie*. Le temps n'est plus des rhapsodes et la mémoire a besoin d'aide. Il vit dans l'histoire et dans la légende héroïque. A sa façon il est un érudit. Dans les châteaux et dans les maisons des prêtres où on l'accueille, il lit « les nombreux livres qui y sont toujours ». Mais il ne s'est pas laissé écraser sous le poids mort des œuvres anciennes. Il a extrait des gestes qu'il chante ce qui en est, ce qui toujours en sera vivant : la poésie éternelle. C'est dans les campagnes qu'il exerce son art. Il ne peut plus comme son père chanter les faits de Charlemagne sur la place San Martino, car « les lettrés de grand renom » ont chassé loin de la ville les poètes populaires. Il a conservé l'héritage paternel, mais vivant dans la nature il l'a transformé « par amour de tant de belles choses que personne ne regarde avec ardeur ».

Ainsi fera, de l'histoire, M. Sem Benelli. Et il feuillettera les chroniques d'une main légère, lisant peu, rêvant beaucoup. L'histoire n'est pas toute dans les livres. Le poète l'avait déjà dit dans la préface du *Masque de Brutus*. C'est une pièce mal construite, — dont le sujet est celui de *Lorenzaccio* — et dont le moindre défaut n'est pas pour nous qu'elle nous incite à relire l'œuvre d'Alfred de Musset. Lorenzino n'a pas tué Alexandre parce que le duc était

un tyran, mais parce qu'il voyait en lui un rival d'amour : la jalousie et non la passion de la liberté a mis le poignard dans la main de l'assassin du Médicis. M. Sem Benelli va s'expliquer :

Cette œuvre est florentine, pour ce motif aussi qu'elle est antihistorique.

Aucun peuple ne prolonge, comme le florentin, dans la légende, la vie de ses ancêtres, les hommes les plus expressifs par l'esprit et par l'intelligence qui aient jamais existé.

La légende est comme l'air et la lumière dans lesquels survivent les gestes et les personnes.

Atteindre la vérité historique veut dire arrêter le temps au delà duquel on a déjà passé : entreprise mécanique sans résultat.

Dans le tourbillon éternel du temps se perdent les choses : survivent seulement, transformées en beauté, celles qui ont reçu le rayon des feux de l'art qui, d'ailleurs, ne sont pas éternels eux non plus : la légende est art.

... Je pense que le mystère est le plus bel ornement dont puisse se parer Lorenzino de' Medici, et j'ai trop aimé ce vengeur énigmatique pour lui arracher son manteau impénétrable dont les historiens seuls cherchent à le dépouiller...

A chaque scène des drames de M. Sem Benelli se retrouve l'influence exercée par ces idées. Nous voulons la chercher d'une façon toute particulière, en insistant sur ce point de vue forcément un peu étroit quand il s'agit d'art, dans le groupe des pièces qu'on pourrait nommer patriotiques et auxquelles le cours sanglant des événements a donné une tragique actualité : *l'Amour des trois rois*, *Rosmunda*, *les Noces des Centaures*. Mais il faut d'abord dire au moins quelques mots de *la Cena delle beffe* et de *la Gorgone*[1]. Ces pièces s'imposent par leur valeur d'art; et à les passer sous silence on risquerait de méconnaître l'amertume passionnée, ironique et douloureuse, qui est au fond de l'œuvre de M. Sem Benelli.

*
* *

Giannetto Malespini est faible, lâche et ingénieux. Il a été odieusement berné par Neri Chiaramantesi et son frère Gabriello. Ce sont de solides adversaires, agiles, bruyants, vigoureux, sans scrupules et parfaitement bêtes : des brutes achevées. Giannetto combine sa vengeance. Elle est subtile. Elle devient cruelle : Neri en tue Gabriello et en devient fou. La comédie s'achève en

[1] *La Cena delle beffe*, 1909; — *la Gorgona*, 1913, Milan, Treves. — Le premier titre est assez difficile à traduire en français, le mot *beffa* n'ayant guère d'équivalent en notre langue : enfermer quelqu'un dans un sac, le jeter dans l'Arno, l'en retirer trempé et cribler le paquet ruisselant de coups de poignard, c'est une *beffa*.

drame. Et le poignard succède aux entretiens amoureux : comme d'ailleurs il est d'usage un peu partout; et comme il le fut plus qu'en tout autre lieu à Florence, et à la Renaissance plus qu'en tout autre temps. Les nouvellistes toscans nous ont particulièrement habitués à ce genre d'aventures licencieuses, tragiques et macabres, dont *la Cena delle beffe* offre un exemple très réussi.

L'extraordinaire succès de la pièce exigea qu'elle fût traitée à la manière des classiques, et qu'on lui octroyât les honneurs d'une recherche des sources. Les érudits s'armèrent de leurs meilleures lunettes et entrèrent en campagne. Ils firent bonne chasse. Ils découvrirent deux nouvelles de Lasca[1] dont dérivait plus ou moins directement le sujet du nouveau chef-d'œuvre et où l'on retrouvait même des noms propres et des expressions : ils en conçurent une fierté légitime mais exagérée.

Cette pièce est cruelle. Dans son cadre magnifique, chatoyant, et précieux comme une orfèvrerie de la Renaissance, elle met aux prises les passions les plus viles : des amours qui ne sont que de la sensualité exaspérée, l'hypocrisie, la soif de la vengeance, la fourberie, la suffisance odieuse du puissant qui se repaît de sa force... Il n'est pas un personnage de *la Cena delle beffe* qui paraisse soupçonner l'existence d'une loi morale. Tous mettent leur force et leur intelligence au service unique de leurs instincts. Une bande d'animaux dédaigneux et superbes s'est ruée sur la scène, mais ils ont la beauté harmonieuse des grands félins.

C'est par là surtout que la pièce est une évocation historique. M. Sem Benelli ne s'embarrasse pas des détails. Nous aurons bien souvent encore à le constater. Il peint à larges touches. La reconstitution minutieuse de l'archéologue n'est pas son fait. Mais à travers les livres, les légendes, les œuvres artistiques d'une époque, il retrouve quelque reflet épars de l'âme des anciens hommes. Et à lui poète cela suffit pour nous transmettre une impression puissante et juste. *La Cena delle beffe* est bien de ce temps où un beau crime était une belle chose que chacun admirait avec complaisance et jugeait en connaisseur.

Le rire, dans ces scènes de batailles à armes discourtoises, a comme un éclat de métal : il sonne à la manière des épées qui s'entrecroisent; il est un défi ou une bravade, une blessure faite au corps ou à l'âme, un coup accusé, un éclat de triomphe; il

[1] Antonfrancesco Grazzini, surnommé *il Lasca*, 1503-1584, a imité dans ses *Cene* le *Décaméron* de Boccace.

n'est jamais l'expression de la gaieté. Du grand geste triste d'un philosophe désabusé, l'auteur semble nous inviter à contempler la galerie de ses personnages : « Ils sont ignobles, nous dit-il, mais ils vous ressemblent... à votre laideur près; car eux ils sont splendides dans leur infamie brillante : la vôtre est terne; et vous y apparaissez étriqués et mesquins. »

Cette sombre conception de la vie se retrouve dans *la Gorgona.* C'est un drame d'amour, comme *la Cena delle beffe* était un drame de vengeance. Par amour, une jeune fille trahit sa patrie qui lui avait confié, vestale chrétienne, la garde d'une lampe sacrée :

... Nous, les consuls de Pise, nous avons voulu écouter l'avis de ceux qui proposaient de suivre la coutume de la vierge : une vierge pure et intangible sera élue par tous dans cette église afin qu'elle garde la lampe du vœu; pendant que nous serons au péril, elle conservera sans cesse le feu sacré, et chaque nuit elle ira sur les tours en traversant Pise endormie; et quand nous arriverons avec les triomphes elle allumera les feux à ce feu sur lequel elle aura veillé, donnant ainsi à vous tous et à nous le signal de la joie. Peut-être l'avez-vous déjà élue, la vierge de Pise?

LA FOULE. — Oui, oui, élue! élue! élue! la Gorgone!

C'est à ce devoir patriotique et religieux que faillit la Gorgone. Et en même temps, par amour, par faiblesse d'amour, un jeune homme trahit son père et l'expose à une mort déshonorante; il se châtie lui-même et se tue. Ironie atroce du destin : Pise avait précisément vaincu à l'heure où il se jetait sur son épée. Son père n'a pas péri, et son sacrifice n'a aucun sens. Ironie sinistre : la Gorgone porte la lampe triomphale pendant que le corps de son amant est encore agité des soubresauts suprêmes, et que le son des cloches, les clameurs de la foule, les cris victorieux des marins sur l'Arno, lancent aux quatre coins de Pise les échos bruyants de la joie populaire.

M. Sem Benelli affectionne ces contrastes tragiques. On dirait qu'il se plaît à en souligner le mépris amer qu'il éprouve pour les hommes misérables d'autrefois, fantômes des hommes d'aujourd'hui.

*
* *

Cantate l'età vostra anche traverso le favole e gli affetti storici di età trapassate e sarete immortali[1]. Cette pensée de

[1] « Chantez votre temps aussi à travers les fables et les passions rapportées par l'histoire des âges passés et vous serez immortels » — Domenico Oliva, célèbre journaliste et critique dramatique, est mort récemment. Il était directeur de *l'Idea nazionale.*

Domenico Oliva est inscrite comme épigraphe en tête de *la Cena delle beffe*. Mieux encore elle convient au groupe des drames patriotiques. Il serait aujourd'hui téméraire d'affirmer déjà que M. Sem Benelli deviendra immortel. Mais il est certain que, dans *l'Amour des trois rois* et dans *Rosmunda*, surtout dans *les Noces des Centaures*, le poète italien, à travers les fables d'autrefois et les événements de l'histoire, a chanté la guerre d'aujourd'hui, épisode titanesque de la lutte séculaire entre ceux qui de droit possèdent la terre latine, héritiers légitimes de son génie, et ceux qui à ses portes, fils orgueilleux d'une civilisation bâtarde, voudraient ravoir ce riche butin entre leurs pattes de Centaures.

L'Amour des trois rois fut joué pour la première fois en 1910. C'est à peine une pièce de théâtre. Sa valeur dramatique est sensiblement nulle. Sa valeur propre est toute lyrique. *L'Amour des trois rois* fut, paraît-il, repris à la Scala de Milan en 1913, mis en musique par M. Montemezzi. J'ignore tout de cette représentation et je serais, pour juger l'œuvre du *maestro*, d'une incompétence absolue. Il est clair cependant que cette adaptation s'imposait. La pièce est toute faite de couplets qui appellent l'accompagnement musical pour prolonger l'idée et donner son essor à l'imagination. Et le sujet réel nous intéresse beaucoup moins que certaines liaisons mystérieuses que nous sentons s'établir entre nos âmes et celles de ces personnages étranges, aux gestes parfois hiératiques et parfois saccadés, dont l'un au moins, le vieux roi aveugle Archibald, semble, à quelques rares moments, atteindre à la grandeur d'une figure de Shakespeare.

« La scène se passe au moyen âge, dans un château solitaire d'Italie, quarante ans après une invasion barbare. » L'auteur définit ainsi le temps et le lieu de l'action. Ce n'est pas encombrant.

Manfred, fils d'Archibald le roi barbare, a épousé Fiora, fiancée italienne du prince italien Avito. Manfred guerroie. Fiora le trahit. Archibald devine le crime et la tue. Mais sa cécité lui a interdit de connaître l'autre coupable. Il s'avise d'un stratagème. Sous les voûtes basses de la crypte, Fiora est étendue dans son cercueil. Ses lèvres ont été enduites d'un poison subtil. Avito et Manfred, tous deux, viennent mourir là d'un baiser. Et Archibald qui guette, au lieu du cadavre du prince italien, étreint son fils agonisant : « Manfred, Manfred, toi aussi tu demeures comme moi dans l'ombre éternelle ! »

Par lui-même le symbole est déjà clair. Archibald insiste encore. Le plus distrait des spectateurs ne peut s'y méprendre :

Italie! Italie... C'est tout le souvenir de ma jeunesse!... Voici quarante ans que je suis descendu dans cette belle serre de fleurs, et je sens encore mes narines se dilater à la violence de ce souvenir... Là-bas dans ma terre grise, qui avait peu de fruits pour nous, jeunes gens ardents aux cheveux blonds, rien ne nous retenait et la vie passait sans qu'aucune entreprise vînt interrompre nos songes sans fin... Et nous étions bien exercés à la conquête et au butin... En nous tous était une volonté puissante comme une masse de fer, et les folies des sens et de l'esprit étaient pressées sur notre cœur comme sous les selles de nos chevaux les viandes que nous faisions ramollir... De cette terre-ci quelques-uns des nôtres revenaient pleins d'enthousiasme, et, dans la langue de notre nation, trépidante comme un métal, ils exaltaient jusqu'aux cieux cette gemme précieuse, et le beau nom d'Italie sonnait à nos oreilles, comme la caresse d'une marche de guerre... Finalement nous nous sommes mis en marche... et aux premiers souffles italiques nous avons tous senti l'arome chaud de la belle proie! Cette déesse qui nage entre deux mers nous parut seule. Il n'y avait personne pour la défendre!... Elle nous parut seule, vierge sans gardiens, qui au souffle embrasé de nous les barbares inclinait timidement la tête, toute voilée de mélancolie. Et nous l'avons saisie elle qui, chaussée des sandales ailées de Rome, a parcouru le monde en triomphatrice, nous l'avons prise sur nos chevaux pour qu'elle nous enseigne à dominer toute la terre... Mais ses membres, au plus léger contact de nos doigts, éveillèrent en nous une longue langueur morbide qui se répandit à travers tous nos membres, à nous Centaures indomptables; et ici nous sommes assis, couchés près d'elle, et ici nous l'aimons, et jamais aucun de nous ne l'abandonnera, l'amante nouvelle, toute fraîche, toute verte, toute brillante; mais en l'aimant nous pleurons qu'elle soit notre esclave et non notre mère, car si elle avait été notre mère elle nous eût enseigné à dominer le monde...

C'est de cette « longue langueur morbide » que mourront « les trois rois ». Elle est le poison répandu aux lèvres de Fiora. Elle tue directement Manfred, le jeune barbare civilisé; indirectement elle tue Archibald, le vieux barbare dont l'âme est demeurée plus proche de l'âme des hordes nordiques; et Avito, l'Italien, elle le tue aussi, elle l'a rendu incapable de résister aux barbares : « Italie esclave, hostellerie de douleur... », au temps déjà des invasions, comme, huit siècles plus tard, aux jours du poète formidable.

Ce désir des « Barbares » devant la terre latine, désir sans trêve, désir implacable, désir qui jamais ne sera assouvi et qui broie l'âme éternellement comme un supplice dantesque, ce désir, sous le voile du symbole, se retrouvera encore exprimé dans *Rosmunda* et sera le sujet des *Noces des Centaures*.

On a durement reproché à M. Sem Benelli ces répétitions. Soit. Mais quel est le grand poète qui n'a pas, pour ainsi dire, ressassé sous des formes diverses ses idées familières? La critique italienne était sans doute dans son rôle en signalant ces ressem-

blances, écrivons même ces redites, dans l'œuvre de M. Sem Benelli. Mais n'y a-t-elle pas trop insisté?

Rosmunda est « située ». La nébuleuse de rêve dans laquelle se meuvent « les trois rois » s'est dissipée. Les historiens racontent, en effet, — sans d'ailleurs en être très sûrs, ce qui au surplus nous est totalement indifférent, — qu'Alboin, roi des Lombards, tua Cunimond, roi des Gépides, et épousa sa fille Rosemonde, qu'il contraignit la jeune femme à boire dans le crâne de son père, et qu'elle se vengea en le faisant tuer par son amant avec qui elle s'enfuit à Ravenne où ils s'empoisonnèrent tous deux. C'est le sujet même de la pièce qui, exception faite pour le quatrième acte assez maladroitement rattaché au reste de l'œuvre, est remarquablement construite au point de vue dramatique.

M. Fernando Palazzi a exactement noté[1] ce qui rapproche *Rosmunda* de *l'Amour des trois rois* et ce qui l'en distingue :

Voici que M. Sem Benelli reprend, en effet, la même matière, la même époque historique, presque les mêmes personnages, et qu'il cherche de toutes ses forces à en faire éclater la tragédie que la première fois il n'avait pas su ou voulu donner. Archibald, barbare de mélodrame, deviendra barbare un peu plus au sérieux et sera Alboin. Fiora prendra chair et sera Rosemonde. Au lieu de Manfred, Elmichi. Au lieu d'Avito, Longino. Tous personnages cette fois reçus des traditions et non inventés, humains et non idéalisés, bouleversés par de vraies passions et non stylisés en des attitudes d'âmes plus ou moins décadentes. Et, comme toile de fond, un Moyen-Age peint des couleurs les plus foncées et les plus lourdes qui, si elles sont inexactes, ne le sont que parce qu'elles sont trop intenses et non plus parce qu'elles sont languissantes.

Alboin, roi des Lombards et vainqueur des Gépides, a porté lui aussi la ruine des « Barbares » sur la terre latine. Mais lui aussi il sent que, dans l'éclat fulgurant de son triomphe, brutal une défaite se dissimule et qu'il lui faut, lui vainqueur, subir le joug de l'Italie vaincue. Il rêve d'une impossible conciliation. Et c'est la fille du roi des Gépides, devenue son épouse, plus encore son esclave, qui lui jette à la face l'inanité de son désir.

Alboin. — Vérone! Vérone! je te vois et je te sens! Savoir que tu es mienne, te voir du haut de la colline, quelle ferveur secrète cela me donne! Vérone! Vérone, étendue dans la verdure, de ton fleuve tu me tends les bras. Vérone! offre-moi ton cœur... Comme tu me regardes! Veux-tu donc que je me convertisse? Que je dépose mes armes, que je ne coure plus au pillage de l'Italie? Peux-tu me donner la constance sereine de celui qui a le droit de dire : c'est par la paix que je domine? Peux-tu me donner la sagesse loyale d'un César antique? Oui, oui : déjà je sens le

[1] Livre cité.

don impérial, dans mes bras, sur ma poitrine!... Mon cœur de barbare devient un cœur de fils aimé! A cette terre qui est maintenant ma mère, je n'arracherai pas un brin d'herbe par ma férocité; mais dans un mouvement d'adoration, je chercherai les sources les plus pures de l'éternelle vie italique et j'y boirai avec un sanglot avide! Et toi, Vérone, je t'élèverai sur mon trône et je te serrerai dans mes bras vigoureux, toute rose et encore humide des eaux d'or de ton fleuve!... Je suis barbare, mais Italicus est mon second nom! Si de mon épée pleine de désirs j'ai ouvert et déchiré tes membres, ô Italie, dans un aveuglement d'amour, maintenant je m'aperçois que la vengeance divine voulait me faire périr lentement d'un philtre de douleur... Non! non! D'abord je veux m'humilier devant ma mère nouvelle, devant ta majesté, Italie, Italie; et si je t'ai fait mal, sur moi qui hurle comme tes fils errants, Italie, Italie, abaisse ta main vengeresse aux ongles de pur diamant, et je mourrai frappé par ta colère en te bénissant, pour peu que ton nom qu'encore je crie avec une ardeur insatisfaite me donne la foi pour la vie éternelle!

. . . .

ROSEMONDE. — ... Cette terre que tu as pillée, tu lui offres ton amour, et tu l'appelles ta mère, et tu veux que par une monstrueuse récompense, elle te dise : « Mon fils, que soit bénie ta main féroce qui déchira mes membres!... » Elle se tait : comme moi! Et je la comprends comme je comprends le cri de ma race qui, en moi, ne s'éteint pas : je me tais comme cette Italie et je contemple ton dur destin inexorable qui t'enveloppe et qui t'écrase, ton destin qui est de ne jamais être aimé; et il me semble qu'elle est entrée en moi l'âme de l'Italie vengeresse et muette...

Cette âme de l'Italie dressée en face des « Barbares » qui menacent sa beauté et qui la ruinent, cette âme que Rosemonde sent palpiter en elle, c'est, dans l'œuvre de M. Sem Benelli, Stefania des *Noces des Centaures* qui va devenir sa principale incarnation.

Il convient, à cause de son brillant succès et surtout à cause de sa date, de s'arrêter un peu plus longuement sur cette dernière pièce. Elle tient à la fois de la manière de *l'Amour des trois rois* et de celle de *Rosmunda.* On dirait que l'auteur a cherché comme un compromis entre le pur symbolisme où il s'était d'abord arrêté et le drame historique dont les personnages ne deviennent qu'accidentellement ses porte-paroles. Il en est résulté une œuvre un peu hybride, mais singulièrement puissante et où toutes les tendances que nous avons cherché à dégager des pièces antérieures de M. Sem Benelli semblent se trouver réunies.

Comme l'Italie allait tirer l'épée contre les descendants des « Barbares », elle a montré, par ses applaudissements, que les portraits que lui présentait le poète lui paraissaient fidèles et qu'elle se plaisait à y reconnaître ses traits et ceux de l'ennemi.

En face d'Otton III, l'empereur mystique et savant, le Germain qui rêva de rétablir l'Empire dans l'intégrité de sa majesté romaine, le barbare toutefois, M. Sem Benelli, dans *les Noces*

des Centaures, a dressé Crescentius, patrice et consul, l'héritier légitime de la ville des Césars, qui incarne les revendications latines contre les oppresseurs du nord. Aux côtés de Crescentius, sa femme, Stefania, se lèvera vengeresse, immolant sans pitié l'impérial assassin de son époux trahi : Stefania, c'est Rome qui punit le meurtre de ses défenseurs, Rome dans toute sa beauté latine, que l'Allemand, vainqueur provisoire, voudrait s'asservir à jamais. Enfin, entre les deux partis, un homme se glisse, conseiller de perfidie, Tammo, un « naturalisé » avant la lettre[1], dont on n'a pas craint de dire et d'écrire qu'il ressemblait singulièrement à un célèbre homme d'Etat.

Le jour va se lever. Crescentius repose sur le Monte Mario qui domine Rome. L'empereur a pris la ville. Mais il est tenu en échec devant le château Saint-Ange. Tammo a proposé alors à Crescentius une entrevue avec Otton III. Le Romain s'est laissé prendre à cette perspective de traiter d'égal à égal avec un empereur. Accompagné de sa femme et de quelques fidèles, il est sorti en secret de la forteresse. Il s'exalte : l'heure est venue d'arracher Rome à la servitude germanique. En vain Stefania s'inquiète et tremble; car elle a entendu Tammo murmurer dans l'ombre d'insidieuses paroles. Crescentius écarte tout sentiment de crainte :

O ma bien-aimée, n'affaiblis pas mon courage. Découvre ton visage magnifique! La lumière des étoiles et la clarté de l'aube qui s'approche te font sacrée. Sacrée tu apparais maintenant comme la blancheur marmoréenne d'un terme. Que ta beauté me donne, au contraire, la force d'être immortel avant que naisse le jour!

Crescentius veut réveiller la Rome antique de son sommeil séculaire et réédifier sa puissance. A l'empereur allemand, il parlera comme si Rome elle-même lui eût parlé... Et, pour montrer sa bonne foi, il remet ses armes à Tammo.

Otton III apparaît énigmatique et les lèvres plissées par un sourire d'ironie. Crescentius aussitôt s'engage à fond. L'empereur se dérobe presque constamment. Tous deux, dans leur amour, désirent posséder Rome; tous deux veulent sa grandeur... à leur façon. Otton III est naturellement pangermaniste :

Réfléchis mieux. Le destin de Rome est de demeurer glorieux dans le colossal agrandissement certain de ma puissance allemande et sacrée.

---

[1] *chiamandomi romano, quasi che*
i miei vecchi non fissero tedeschi.

« ... Il m'appelait Romain, comme si mes ancêtres n'étaient pas Allemands. »

J'aime Rome comme tu ne peux l'imaginer. Je suis l'empereur élu. Je suis sage. Je vais t'en offrir une preuve. Si tu renonces à l'imprudente défense du château Saint-Ange et à ton rêve ambitieux et vain, je te donnerai un grade élevé parmi mes sujets. Je t'enverrai combattre les Slaves.

Crescentius frémit à cette proposition outrageante. Et, dans un discours d'un mouvement magnifique, il dit sans ménagements son fait à ce barbare couronné :

Ta puissance, elle est parmi les ruines que la bestialité de ta race a accumulées sur le lieu sacré où Rome était d'abord. Tu ne crains et tu ne promets que la mort... Je me moque de ta *romanità* et de celle de Charlemagne que tu prends pour exemple, mais dont la grandeur l'emporte autant sur la tienne que le Soracte sur un tas de cailloux... Le pêcheur du Tibre, au bord de la route, étend ses poissons sur les tables de marbre prises aux palais des vrais Césars, et dans les tombes des héros antiques, des sénateurs, des guerriers éternels, des poètes et des matrones, symboles de la grandeur romaine, la ménagère lave ses vêtements, les chevaux s'abreuvent après le travail, ou le porc en grognant cherche sa nourriture... Tu me vantes une grandeur qui n'est pas tienne ; c'est d'un nom seulement que tu t'embellis... Je ne puis être l'esclave de ta vanité petite et barbare... Cette proie, il ne vous sera pas donné de l'embrasser avec vos pattes de Centaures... Cette âme de Rome qui m'enflamme, vous pourrez la fouler aux pieds, mais vous ne pourrez la faire disparaître tout entière, et même en l'adorant vous serez détruits par votre amour insatisfait... C'est comme si tu aimais une femme qui ne peut t'aimer... Si tu la prends de force, elle te fait passer dans les veines un venin qui t'épuise lentement. Voilà la destinée de ta grandeur et de notre puissance secrète.

Otton III ne cache pas qu'il se divertit beaucoup. Et quand il juge que la plaisanterie a assez duré, il appelle ses soldats. Crescentius s'étonne : « Comment? Rends-nous nos armes!... Ne sommes-nous pas sacrés? Tu nous a donné ta parole. » Mais l'empereur lui oppose la théorie du chiffon de papier :

È sacro solamente Iddio e il vostro
Imperatore[1] *!*

Malgré les cris de Stefania qui voudrait donner sa vie pour sauver celle de son mari, Crescentius et les fidèles qui l'ont accompagné sont conduits à la mort. Ils tombent aux cris de « Rome! Rome! » Et Otton III, pour couronner sa victoire, livre la femme du vaincu aux pires outrages de la soldatesque.

Les trois derniers actes, après la trahison, ne sont plus que le développement de la menace suprême de Crescentius : « Elle te tuera si tu veux par la force t'emparer d'elle », *elle*, c'est-à-dire Rome, c'est-à-dire la civilisation latine. Stefania n'est plus désormais

[1] Il n'y a de sacré que Dieu et votre empereur!

qu'un symbole, le poème tout entier qu'une allégorie où chaque vers a un double sens. L'action s'arrête. Il semble que l'on piétine sur place. Et quelques épisodes insuffisamment préparés masquent assez mal cet arrêt brusque. Mais ces défauts sont amplement rachetés par la force avec laquelle l'auteur a su apporter aux spectateurs l'écho vibrant des passions qui les agitaient. Ils sont rachetés aussi par l'éclat du lyrisme et la splendeur des images, par la beauté et par l'originalité de la forme qui sertit la pensée vigoureuse en lui donnant un incomparable relief.

Otton III s'est senti envahi par une brûlante passion pour celle qu'il a outragée. Mais il tremble devant elle. Stefania le domine : « Je craignais, lui dit-il, de te regarder. Je te sentais plus forte que toutes mes victoires. » La barbarie comprend qu'elle ne l'emportera pas dans sa lutte contre la civilisation qu'elle écrase brutalement, mais dont elle devine la revanche prochaine : « Tu sembles être l'admirable génie de ta race qui annihile la nôtre, même sans avoir besoin de recourir aux armes. »

Le rêve d'Otton se précise : relever à son profit la puissance des Césars, « épouser Rome relevée de ses ruines », établir l'hégémonie... comme il l'entend : « Crescentius ne voyait pas la grandeur romaine de la même façon que moi. »

Stefania n'a au cœur que le seul désir de la vengeance. Mais, prisonnière, esclave, elle ne peut compter que sur la ruse. Un plan s'élabore lentement dans son esprit, à mesure qu'elle prend davantage conscience de la puissance mystérieuse qui réside en elle. Les cris misérables de l'empereur lui paraissent être les hurlements du destin.

Rome s'est soulevée. Otton III a dû se réfugier dans le château de Paterne. Mais une nouvelle armée vient à son secours. Il roule dans son esprit les projets grandioses de sa victoire prochaine : « Je veux à la tête de mes soldats expulser de Rome la triste âme italique, et imposer mon vouloir avec fermeté; à toi, souveraine de ma vie, je donnerai l'empire nouveau. »

Alors quand on voit apparaître les enseignes et quand on entend retentir les clameurs de joie des troupes allemandes, Stefania entraîne Otton sur sa couche et le tue. Elle tombe elle-même sous les coups, et en mourant elle jette à la face des soldats, avec le cri suprême de Crescentius, « Rome! Rome! » ces paroles de triomphe : « Mon âme est éternelle! »

Tel fut l'appel aux armes de M. Sem Benelli à ses compatriotes : son discours de Quarto. Il mérite autant que l'autre, celui de M. d'Annunzio, d'être connu au delà des frontières italiennes. Dès

les premiers jours de la guerre européenne, M. Sem Benelli d'ailleurs avait pris nettement parti. Dans la poésie intitulée : *A la spectatrice*, il invoquait l'Italie et lui montrait l'ennemi menaçant : « Que tes gloires assoupies se réveillent, lui disait-il, ces gloires que tu avais oubliées, attentive seulement à la douceur de ton génie qui repose dans ton sein... »

Batti il tuo ferro! Batti e dacci l'arme!
A nessuno è concesso il bacio tuo :
ai tuoi figliuoli solamente ed al mare [1].

Puis, l'heure venue, M. Sem Benelli partit pour faire son devoir, comme M. G. d'Annunzio, comme le dernier des *facchini*. Mais au camp, entre deux combats, il prit encore la plume, et à son colonel, près de qui il s'était battu, il dédia sous ce titre *l'Altare* [2], le poème de la souffrance et de la gloire de l'Italie, où les images de guerre jaillissent à chaque page comme des fleurs sanglantes.

* * *

M. Sem Benelli, qui connut de durs débuts, est aujourd'hui à l'apogée de sa gloire. Son art est aussi passionnément discuté en Italie que le fut celui de M. G. d'Annunzio. Ses admirateurs oublient toute mesure; ses détracteurs sont féroces : signe assuré d'une popularité éclatante.

La valeur dramatique de son œuvre semble singulièrement inégale : de *la Cena delle beffe*, qui est une merveille de technique, à *l'Amour des trois rois*, qui est à peine une ébauche. Mais plus qu'un auteur de théâtre M. Sem Benelli est un grand poète lyrique. Il a eu la puissance de se hausser jusqu'aux événements de l'heure présente. Il ne leur a pas été inférieur. Et l'honneur lui restera, malgré des critiques qui ne sont pas toutes injustifiées, d'avoir été, dans le monde embrasé, le héraut à la somptueuse livrée de la civilisation latine.

Alexandre Masseron.

[1] « Frappe, frappe le fer et donne-nous des armes! Ton baiser n'est accordé à personne : à tes fils seulement et à la mer. »
[2] Milan, Treves, 1916.

LA CAMPAGNE D'ASIE[1]

II. — Sur le Tigre.

Entre les deux entrées victorieuses des Anglais dans Kut-el-Amara, dix-sept mois se sont écoulés. Septembre 1915 et février 1917 trouvèrent nos alliés au même point dans leur tentative d'atteindre Bagdad et cela seul suffirait à indiquer la difficulté de l'entreprise. Mais voici que, dans l'économie et la politique générale de la guerre, cette campagne prend une importance inattendue en attirant à elle des effectifs ennemis dont l'urgent besoin se fait sentir sur les fronts principaux. Elle devient aussi l'occasion d'un acte retentissant posé par le gouvernement de M. Lloyd George. Déjà, on l'a vu[2], dans la campagne de Galicie, en 1916, plusieurs divisions ottomanes furent identifiées en face des Russes. Maintenant que les adversaires en présence font appel à leurs suprêmes ressources, le coup qui, en frappant Bagdad, mit en cause le sort de l'Asie, importe plus à nos yeux qu'hier.

Le 10 décembre 1915, le *Correspondant* parlait déjà de la « bataille pour Bagdad[3] ». Il ne s'agit pas de revenir sur ce que je disais alors. Mais des documents nouveaux permettront, après avoir mieux précisé des événements qui furent, ici, évoqués au passage, de rattacher notre première étude à l'actuel développement de cette campagne. Qu'on veuille, pour apprécier avec équité ces événements lointains, retenir comment, victorieuse en Europe, si l'on s'en tient à l'actuelle « carte de guerre », l'Allemagne est — hors d'Europe — mortellement atteinte dans les résultats de son labeur trentenaire. Laissons à d'autres les affirmations et les prophéties vaines sur ce que sera la guerre, demain. La gloire de nos combattants se trouvera mieux servie par un effort pour moins mal connaître leurs hauts faits, désormais acquis à l'histoire.

[1] Voir le *Correspondant* du 10 juin 1917.
[2] *Ibid.*, 10 et 25 janvier 1917.
[3] *Ibid.*, 10 décembre 1915.

*
* *

Remarque-t-on assez comment et la paix et la guerre subissent, dans une égale mesure, la loi des conditions géographiques. Ainsi, sur les bords du Tigre, le guerrier ne peut combattre que là où poussait le blé. Loin de ses eaux fécondes, une stérilité mortelle écarte l'homme, laboureur d'hier, soldat d'aujourd'hui. Aussi, l'expédition engagée dans l'Irak-Arabi, — car la Mésopotamie proprement dite commence seulement par delà Bagdad, vers le Nord, — n'a-t-elle cessé de suivre la grande voie fluviale.

Les flots jaunâtres se pressent entre des rives basses et plates qui se profilent dans un horizon sans bornes. Ils vont escortés de hauts joncs qui balancent au vent leurs soyeux panaches. Parfois, une éclaircie laisse entrevoir quelques petits villages aux cases ternes et chétives. On dirait un groupe de gros champignons poussés en une nuit, au hasard. En vain voudraient-ils se mirer dans les eaux qui, glauques et limoneuses, refusent au ciel lui-même de pouvoir s'y mirer. L'air est souvent empesté, des cadavres y traînent leur terrible odeur et l'Arabe indolent subit ce que lui-même a provoqué. Parfois, un groupe de dattiers semblent prendre à témoin la campagne elle-même de son lamentable abandon, elle qui, jadis, remplit l'imagination des peuples de sa fécondité. Mais voici, au détour d'un capricieux méandre, évocation d'une richesse perdue, une haute et molle forêt de palmiers, cimes élégantes qui tendent entre elles une voûte bruissante.

La nuit, un calme désespérant. Seuls, des aboiements de chacal. L'éclat des étoiles même semble terni dans cette atmosphère d'huile, tandis que les moustiques dansent leurs infernales rondes. Enormes et avides de sang, ils forment des nuages si épais qu'au milieu d'eux l'homme se trouve aveuglé. Pour leur échapper il faut se couvrir de chapeaux indiens à larges bords. Deux paires de voilettes en descendent que des élastiques retiennent autour du cou et sous les bras. La protection des mains exige deux paires de gants superposés qui y suffisent à peine. On doit se couvrir de tissus doubles et demeurer ainsi, abrités des dards cruels mais suffocant dans un air saturé d'eau tiède en évaporation.

Et le fleuve coule toujours, ici profond mais étroit, ailleurs largement étendu couvrant à peine le limon qui émerge. Des îles semées çà et là retiennent les eaux au passage. Entre elles les bateaux vont que poussent des roues hautes et larges dont les palettes frappent les flots inlassablement.

Et, cependant, ce fut là un des greniers du monde qui le redeviendra demain, quand, aux Turcs, destructeurs de toute activité

progressive, succéderont les nouveaux maîtres que la guerre leur prépare.

A travers ces campagnes désolées, malgré les fièvres qui tuent et les moustiques qui empoisonnent, malgré la chaleur qui étouffe et le sable soulevé en tempête qui déchire les yeux, ce fut, surtout de Kut-el-Amara jusqu'aux environs de Bagdad, ce fut trois fois le sanglant voyage pour monter, pour redescendre et maintenant pour remonter encore! Si quelque jour des millions d'hommes se nourrissent à nouveau de ce sol généreux, sa rédemption n'aura pas été sans souffrances.

La marche vers Kut-el-Amara.

Au mois d'avril 1915, le général Sir John Nixon prend le commandement en Mésopotamie. Depuis la conquête du delta du Chatt-el-Arab, le corps expéditionnaire était demeuré à peu près immobile. Dans l'hiver de 1914-1915, soit que l'on estimât sa force insuffisante, soit que l'on préparât des opérations offensives, il fut renforcé d'environ 14 000 hommes et, au début d'avril on pouvait voir, à l'Ouest de Bassorah, deux brigades d'infanterie (major général Fry, brigadier général Delamain) et une brigade de cavalerie (brigadier général Kennedy) [1]. Les 11 et 12 avril, environ 12 000 réguliers turcs, appuyés sur 10 000 Arabes, attaquèrent nos alliés à Shaiba.

Le major général Sir Charles Melliss, arrivait, alors, de Bassorah avec des renforts amenés en pirogue et il prit l'offensive, dès le lendemain. Les environs de la position anglaise furent nettoyés et 400 hommes capturés. Mais il fallut déloger le commandant turc, Suliman Askeri, de positions solides, ce qui coûta quelques 700 hommes à nos alliés. Ils mirent l'ennemi en déroute, lui faisant perdre plus de 8500 hommes. Au cours de la poursuite sur l'Euphrate, les canonnières anglaises coulèrent 12 embarcations.

On peut, alors, évaluer les forces anglaises à environ 2 divisions. Une brigade formait l'aile droite, en occupant Ahwaz et elle retenait devant elle 8 bataillons turcs avec 8 canons et 10 000 irréguliers turcs. — Le centre occupait Korna, face à 6 bataillons ennemis, 10 canons et nombre d'Arabes. — Enfin, une force moins considérable contenait l'aile gauche, à Shaiba.

C'est alors que le gouvernement de l'Inde, d'accord avec Sir John Nixon, décida l'offensive et il semble bien qu'elle

[1] Dans cette force se trouvaient 2 bataillons de soldats anglais : 2e Norfolks et 2e Dorestts. L'ensemble des troupes était commandé par l'officier le plus ancien, major général Fry.

n'ait eu, alors, d'autre but que de donner de l'air aux nôtres.

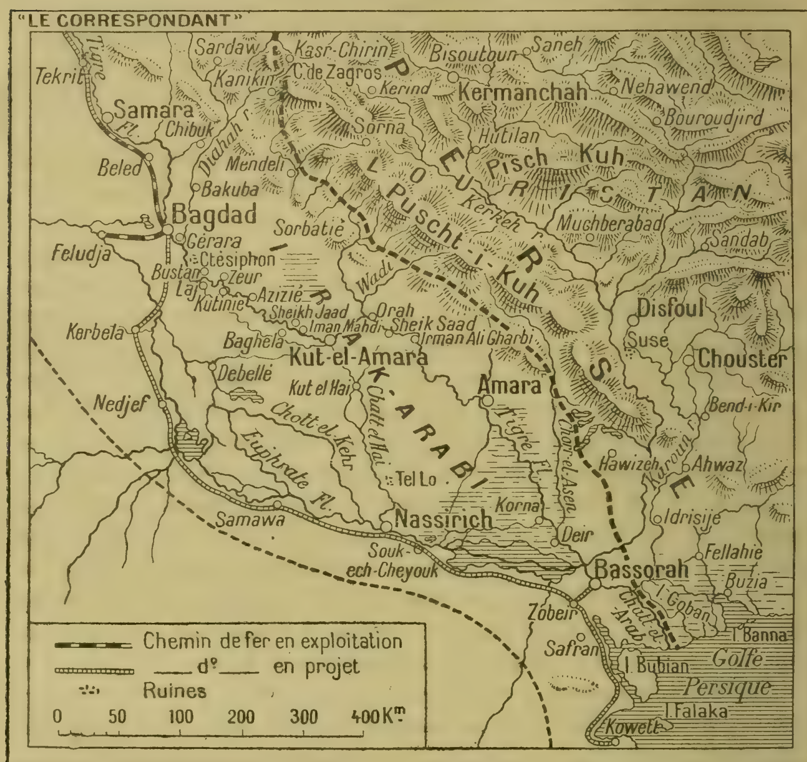
La première opération consistait à détruire le groupe qui tenait Awahz, en Perse. Une division, avec le major-général Gorringe, y fut envoyée qui, en sept semaines, battit les Turcs et dompta les Arabes rebelles. Surtout, les Bavi et les Beni Tourouf parurent aussitôt, disposés à négocier. Il fallut et par une chaleur de 120 degrés, traverser la rivière Kherkeh, large de 246 mètres. Le Subadar-Major Ajap Khan passa le cours d'eau à la nage avec vingt hommes du 26e Punjabis, puis, sous un feu intense, il ramena une barque et, assurant le succès de la tentative, il rendit possible, le 17 mai, la réparation du fameux *pipe line*[1] très endommagé. A partir du 20 mai, les principaux effectifs du général Gorringe et notamment, la brigade de Sir Charles Melliss, regagnèrent Bassorah.

L'opération qui mit en mouvement le centre des troupes anglaises fut de beaucoup la plus importante. Un long travail préparatoire permit de rassembler les embarcations nécessaires, de monter des canons sur des chalands et d'organiser des hôpitaux flottants. Tout cela fut prêt en mai 1915 et la 6e division indienne, sous le commandement du major-général Sir Charles Townshend, ancien attaché militaire à Paris, se trouva, dès lors, constituée aux effectifs d'environ 14 000 hommes[2].

Les forces ottomanes étaient retranchées sur le Tigre dans deux groupes d'îles situées à cinq kilomètres les unes des autres. Le 31 mai, après un bombardement violent, les Anglais engagent leurs canots blindés. L'infanterie montée sur ces embarcations était suivie de chalutiers qui relevant les mines, ouvraient la voie aux canonnières dont le feu vint alors se combiner avec celui de l'artillerie terrestre. Le premier groupe d'îles enlevé, les fantassins transportèrent les barques à bout de bras à travers les marécages. Alors, l'adversaire bat en retraite, jugeant superflu d'attendre davantage. Un transport ennemi, le *Bul-Bul*, fut coulé et deux chalands, avec des canons et 300 soldats, capturés. Le butin dépassait 540 hommes et 6 canons. Bientôt, les avions éclairaient les navires, les plus grands durent s'arrêter à cause de leur trop fort tirant d'eau, mais le général Townshend n'en continua pas moins à marcher de l'avant, monté sur la canonnière légère *Comet* qu'accompagnaient trois remorqueurs. Le 3 juin, après avoir franchi plus de cent kilomètres, il pénétrait dans Amara, où une force turque, quoique très supérieure en nombre,

[1] Voir le *Correspondant* du 10 décembre 1915, p. 870.
[2] Rapport de Sir John Nixon, 1er janvier 1916.

mit aussitôt bas les armes. Sept cents hommes capitulèrent ainsi, rendant précaire par leur nombre même... la situation de leurs propres vainqueurs! Heureusement, le lendemain matin, le 2[e] Norfolks arriva, au moment même où l'on commençait à constater du flottement dans la population. Alors, le décompte du butin établit que, depuis le 31 mai, nos alliés avaient capturé



17 canons, 1800 prisonniers, 1 destroyer de rivière, 4 vapeurs et coulé à l'ennemi, outre le navire déjà mentionné, les canonnières *Marmaris* et *Mossoul*. En outre, 12 grands chalands d'acier avaient été pris ainsi que trois des six officiers allemands qui commandaient sur le Tigre. Deux autres avaient été tués et le sixième seul put s'échapper. Le 5 juin, les chiouks[1] firent leur soumission à Sir John Nixon qui venait d'arriver. Enfin, les 3 bataillons restant des troupes venues de Perse qu'avait battues le général Gorringe furent surpris par la 6[e] division et durent

[1] Pluriel de sheik.

s'enfuir en abandonnant 200 prisonniers et un canon lourd[1].

Le 8 juin, Townshend fit une reconnaissance sur le Tigre, remontant jusqu'à Irmam Ali Gharbi et il emmenait avec lui le chef des Beni Laam. Au même moment, un autre allié indigène de la Grande-Bretagne, le Sheik de Mohammera, remportait des succès sur les dissidents Chaab, non loin du golfe Persique, leur enlevant Felahie et Buzia, à l'Est du Karoun.

Les 16 et 18 juin, les troupes parties d'Ahwaz font leur jonction avec la 6e division dans Amara et la colonne du Tigre va prendre, maintenant, quelque repos, tandis que le centre de gravité des opérations se déplace vers l'Euphrate.

Fréquemment, à l'occasion de la campagne de Mésopotamie, j'ai indiqué l'intérêt stratégique qui s'attache à la possession du Chatt-el-Haï. Aussi, le gouvernement des Indes ayant sans doute déjà décidé, à cette heure, une opération vers Kut-el-Amara voulut-il assurer son flanc gauche, en envoyant une colonne occuper Nassirieh, sur l'Euphrate. La division du général Gorringe se concentrait à Korna pour en partir, le 27 juin, sur une flottille que commandait le capitaine Nunn. Péniblement, au milieu de nuages de moustiques et sous les dattiers pleins d'ombre, l'expédition débarrassa le chenal des mines qui l'obstruaient. Il lui arriva même de devoir transporter à bras ses embarcations. Enfin, le 4 juillet, par 115 degrés Fahrenheit, le général Gorringe atteignit Souck-ech-Cheyouk. Cette ville (le Marché des Chefs), vers 1870 encore, jouissait d'une prospérité économique considérable. De faibles forces s'y défendaient dans des retranchements à la vérité assez puissants, mais qui furent vivement enlevés et leur quatre-vingt-cinq derniers défenseurs se trouvèrent pris.

Après quelques jours de repos, la colonne reprit sa marche. Vers la fin de juillet, elle se heurtait, aux environs de Nassirieh, à de puissantes positions défensives appuyées sur des marécages et solidement couvertes par de l'artillerie. Un mouvement tournant échoua du premier coup sous le feu de l'artillerie ottomane que dirigeaient, semble-t-il, plusieurs officiers allemands. Ce que voyant, le général Gorringe prépare une attaque plus sérieuse et, le 24 juillet, avec l'appui précieux de la marine, les Anglo-Indiens balayent tout ce qui s'oppose à eux. Parmi les troupes qui se distinguèrent le plus se trouva le bataillon britannique des West Kents. 520 Turcs restèrent sur le terrain et 17 canons, 1000 prisonniers furent pris, ce qui permet d'évaluer à 2500 hommes

[1] Le 10 juin, un second canon sera pris et, le 20, un troisième. A cette date, les Turcs auront perdu *toute* l'artillerie qu'ils opposaient, le 31 mai, à nos alliés *devant Korna*.

environ les pertes totales subies, dans cette occasion, par l'adversaire. Dès lors, le général Gorringe assura la pacification du pays, laissant dans Nassirieh[1] même une garnison forte d'une brigade environ. Ainsi, se trouva réalisée la première condition indispensable à une nouvelle avance de la 6e division sur le Tigre. Désormais tranquille sur son flanc droit, elle va pouvoir sans inquiétude accentuer sa marche vers Kut-el-Amara.

*
* *

Malgré les succès nombreux qu'il obtint, le grand état-major britannique crut que seule l'occupation de Kut-el-Amara donnerait à la conquête du delta la sécurité nécessaire à son libre développement. Aussi décida-t-il d'organiser la marche en avant sur le Tigre pour s'emparer de Kut dont la position donnerait, en outre, le contrôle de la deuxième extrémité du Chatt-el-Haï. Sir John Nixon transfère, alors, d'Ahwaz à Korna les effectifs principaux du général Gorringe et les confie au général Townshend qui, le 1er août, occupe Irmam-Ali-Gharbi. Jusqu'au 12 septembre, les principaux effectifs se concentrèrent sur ce point. La longueur de ce délai n'étonnera pas si l'on songe que les nombreux méandres du Tigre contraignaient les troupes à marcher à pied sur les rives, tandis que la flottille les suivait. La température minima était de 110 degrés à l'ombre. A quelques quinze milles de Kut-el-Amara, on dut s'arrêter pour que l'aviation put accomplir ses indispensables reconnaissances. Les positions ennemies une fois découvertes et les renforts arrivés de Korna, il n'y eut plus aucune raison d'attendre et, immédiatement, Townshend prit l'offensive.

La première occupation de Kut-el-Amara.

Kut-el-Amara, dont l'histoire militaire allait tenir une si grande place dans cette campagne par les contrastes de son inégale fortune, fut attaquée, une première fois, le 25 septembre 1915. Elle donna aux officiers britanniques l'occasion de livrer une bataille exemplaire par sa méthode et sa préparation. Sans doute, la suprématie du nombre va-t-elle se trouver de leur côté, mais il s'agit d'enlever une place que la nature rend puissante, une

[1] Au nord de Nassirieh et sur la rive orientale du Chatt-el-Haï se trouvent à Tel Lo les ruines de Zirpourla, une des plus anciennes cités de la Chaldée, dont nos assyriologues et M. François Thureau-Dangin, entre autres, ont étudié les souvenirs. (Conférence Maspero, *Histoire ancienne des Peuples de l'Orient*, II, 4.)

position qui, depuis trois mois, est l'objet d'une méticuleuse organisation. Nour-Eddin pacha qui tient Kut s'est entouré d'un état-major allemand et sa manière s'en ressent par le détail des prévisions. Ainsi, par exemple, les pointeurs avaient jalonné le terrain de drapeaux donnant les exactes distances, le sol était truffé de mines et si le sort voulait que, de nouveau, on dut se retirer davantage vers l'intérieur, déjà pour la retraite des navires étaient prêts. Voudrait-on tourner les tranchées établies sur la rive droite du Tigre, leur longueur d'environ 5 milles rendait la manœuvre précaire. S'agirait-il de s'engager sur la rive gauche, trois marais perpendiculaires au fleuve barreraient le chemin. Celui du « Fer à cheval », celui de Suwada, le marais « Circulaire » étaient autant d'obstacles dont la passivité naturelle ruinerait à l'avance n'importe quels assauts. Entre eux, il se trouvait des passages étroits de terre ferme, mais leur horizontalité parfaite était toute entière complice des artilleurs qui les surveillaient. Voilà ce que virent avions et patrouilles partis en éclaireurs. Quant au fleuve lui-même, il était bloqué par des chalands et des câbles que l'artillerie commandait à une faible distance. Cet ensemble de positions était défendu par 8000 réguliers et de très nombreux Arabes. Une importante cavalerie couvrait les ailes et la préparation avait été poussée si loin que des conduites spéciales amenaient l'eau du Tigre jusque dans les tranchées. En outre, un pont facilitait les communications entre les deux rives. Malgré tout, le 26 septembre, le commandement se décidait à passer outre.

Trois brigades vont être engagées d'un seul coup. Le général Fry, avec la brigade Belgaum, s'établira entre le Tigre et Suwada. Le marais du « Fer à cheval » lui servira momentanément de cuirasse. Sur l'autre rive, la brigade Poona exécutera une feinte, en attendant que le général Delamain la conduise à l'assaut et voilà les Turcs fixés sur leur front, face aux Anglais. C'est à la brigade Jelhum, avec le général Hoghton, qu'incombe la manœuvre essentielle : dépasser le « Circulaire », le plus septentrional des trois marais, puis tourner l'ennemi et le prendre de trois quarts à revers. Enfin, au niveau de Nakhailat, un pont de bateaux jeté à travers le Tigre permettrait, suivant les circonstances, de porter sur l'une des deux rives les renforts que l'action réclamerait. Tel fut le plan, telle fut la bataille, exécution point à point des ordres reçus.

Dans la matinée du 27, les troupes anglaises vinrent occuper leurs positions à quelques 3000 mètres des lignes adverses. On feignit une attaque sur la rive méridionale afin de tromper les Turcs et dans la nuit, sans tambour ni trompette, le gros des

forces anglaises gagna la rive nord. Le 28, à 8 h. 20, elle est engagée et non sans pertes, car le 117e régiment Mahrattes, entre autres, y laisse 45 pour 100 de ses hommes. Au moment où le général Delamain emporte ainsi la première ligne et avec une précision qui sera décisive, le général Hoghton tourne le marais « Circulaire » et, sous un feu violent, fait sa jonction avec la brigade Poona. L'ennemi, dès lors, devait reculer derrière le marais de Suwada, perdant plusieurs canons et des fantassins par centaines. Sans lui laisser de répit, Hoghton le presse davantage vers le Sud-Ouest et, si le feu des Turcs le contraint à un momentané recul, Delamain, lui, gagne du terrain. Alors, se produit l'incident le plus dramatique de toute la bataille. Après un tel effort, les Anglo-Hindous commençaient à s'essouffler lorsque — menace inattendue, — subitement, à 1500 mètres sur leur gauche, les dernières réserves ottomanes, 5 bataillons et une batterie, apparaissent, semblant surgir du sol. Il était 5 h. 1/2. Une fois de plus, les Anglais se montrent alors, les solides soldats que la guerre a révélés. Ils font un « à gauche » et, sans brûler une seule cartouche, chargent à la baïonnette. Après une longue heure d'un corps à corps sanglant, les deux brigades Poona et Jelhum avaient anéanti les bataillons turcs et l'ennemi désemparé fuyait vers ses bateaux, abandonnant la dernière de ses batteries. Alors, — suivant la plus glorieuse tradition militaire, exténués mais victorieux — nos alliés s'endormirent sur le champ de bataille dont ils demeuraient les maîtres.

Grâce à l'obscurité, les Turcs purent se retirer sur Kut-el-Amara. Le lendemain 29 septembre, les Anglais entraient dans la ville et, d'abord, y cueillirent 1650 nouveaux prisonniers et tout un matériel varié. Le total des pertes ennemies put être évalué à 4000 hommes. Les Turcs, en outre, avaient laissé 14 pièces de canon entre les mains des Anglais qui, pour leur part, comptaient à peine 1233 hommes mis hors de combat. Au cours de ces engagements, dans la soirée du 28, sous un feu terrible parti des deux rives, la canonnière *Comet* éperonna le barrage ennemi qui coupait le Tigre mais elle ne parvint pas à le rompre. Son chef, le lieutenant-commandant Cookson, y trouva une mort glorieuse en essayant de couper les câbles malgré une fusillade terrible. Ce jour-là, un grand pas en avant était définitivement fait. Malheureusement, à vouloir trop presser la victoire, le commandement britannique allait, bientôt, courir au devant de graves revers qui ne devaient être réparés qu'en 1917. Ainsi, plus de — dix-sept mois d'un constant labeur — seraient nécessaires à la réparation d'une seule erreur.

La bataille de Ctésiphon.

Les Turcs refluent en désordre vers Ctésiphon, laissant à leurs adversaires la paisible domination du Chatt-el-Haï et des campagnes de Bassorah. Le 5 octobre, les premiers cavaliers indiens occupent Azizié. Les Ottomans cédaient avec une rapidité telle qu'il parut possible aux Anglais de s'engager à fond sur la route de Bagdad et la 6e division reçut alors l'ordre néfaste de tenter ce véritable raid. Forte de trois brigades d'infanterie et de trois régiments de cavalerie, elle emmenait une batterie de howitzers, des pièces de campagne et une flottille de canonnières : *Comet*, *Shushan*, *Sumana*, *Shaitan* et *Firefly*. Et ce fut avec ces 15 000 hommes qu'on réclama du général Townshend qu'il s'emparât de Bagdad! D'ailleurs, le projet parut à ce point manquer de mesure que le chef de la 6e division, avant d'obéir, réclama des ordres écrits.

En amont de Kut, le Tigre est difficilement navigable et, de plus, son cours dessine d'innombrables boucles qui doublent le parcours. Dès les premières heures, la liaison devint difficile entre le corps expéditionnaire et sa base mouvante.

Le 11 novembre, 4 bataillons et 1500 cavaliers quittaient Azizié, dépassant Kutinie pour venir bivouaquer à Zeur. Neuf jours après, ces mêmes hommes occupaient Laj pour apparaître, le lendemain, devant Ctésiphon!

Contemporaine des anciennes guerres, cette antique capitale des Parthes sassanides se survit par un seul mais illustre souvenir. L'arc de triomphe, qui y encadre une voûte de 26 mètres, allait assister à une nouvelle bataille dont les artilleurs moins barbares que ceux d'Europe, le respecteraient avec un soin scrupuleux. Il allait aussi assister à un retour de fortune combien inattendu! Nour-Eddin pacha s'y était arrêté pour reformer son armée sur des points d'appui sérieusement préparés : deux lignes de retranchements que recouvraient une véritable toile de fils barbelés. Rive droite et rive gauche du fleuve participaient à cette position d'arrêt. Sur la première, les tranchées mesurant 5000 mètres, étaient doubles et séparées l'une de l'autre par 8 kilomètres. Sur la seconde, elles s'étendaient au long de deux lieues et demies dont les extrémités portaient des fortins cuirassés, en plus de l'appui que leur donnait la rivière Diahah. De l'une à l'autre, l'arc de Ctésiphon développait sa courbe harmonieuse et plus loin, en arrière, une passerelle franchissant le fleuve le barrait d'une ligne au ras des flots.

Telles que nous venons de les décrire, ces lignes défensives

étaient connues du général Townshend, car ses patrouilleurs aériens lui en avaient rapporté de très détaillées photographies. Certains d'entre eux payèrent ces informations de leur vie ou de leur liberté, car les pointeurs turcs surent prouver leur adresse.

Déjà, Townshend commençait de voir mieux encore combien aventureuse était l'entreprise qu'on lui avait imposée. Contre ses 15 000 hommes, rattachés à l'arrière d'une manière bien incertaine, Nour-Eddin pacha pouvait lancer 13 000 soldats et engager 38 canons. Encore était-ce là un minimum, car des renforts lui était promis et leur arrivée imminente. Cela non plus, Townshend ne l'ignorait pas et voilà pourquoi, faute de mieux, il décida de brusquer la décision et, le 22 novembre, aux premières lueurs du jour, il engagea la malheureuse bataille de Ctésiphon.

Les canonnières ancrées à Bustan, trois kilomètres en retrait de la première ligne turque, commencent le bombardement. Bientôt, l'artillerie de campagne se joint à celle de la flottille. Et, d'après le témoignage de plusieurs combattants, voici ce que fut ce combat mémorable dont, en 1916, nos journaux furent si occupés.

Les fusillers anglo-hindous s'avancent. Accueillis par un feu roulant, surpris sur un terrain aussi plat que la surface d'un étang, ils perdent beaucoup des leurs. Mais ils atteignent quand même la première ligne adverse et, dès ce moment, on vit un corps à corps horrible. A gauche, les nôtres s'installent dans les premières tranchées d'où ils se lancent sur celles de seconde ligne. Pendant tout le jour ce fut un flux et un reflux incessant. Certains points de la ligne changèrent dix fois de mains. Lorsque vint le soir, les Anglais exténués durent renoncer à tout ce qu'ils avaient conquis, la première ligne exceptée. En fin de compte, 1356 prisonniers et la 45e division ottomane anéantie, tels furent les résultats qui illustrèrent les résultats de cette lutte si meurtrière.

Le lendemain, les Turcs attaquent inutilement, tandis que les Anglais évacuent leurs prises de la veille. L'arc de Ctésiphon projetait son ombre sur des centaines de cadavres et la seconde nuit après la bataille allait cacher la retraite de l'ennemi vers la Diahah. Les apparences semblaient en faveur de nos alliés.

Le troisième jour, faute d'eau, les postes avancés de Townshend doivent se replier vers le fleuve. En même temps, les aviateurs annoncent le retrait des ennemis. Ainsi, chacun paraissait se retirer, comme las de tant d'efforts stériles.

Le 25, les rapports des éclaireurs aériens deviennent bien différents de ce qu'ils étaient la veille. Non seulement Nour-Eddin ne s'en allait plus, mais par colonnes entières des renforts lui arrivent. Les Anglais qu'affaiblit la perte de 4000 hommes, se voient

perdus si, dans de telles conditions, ils doivent accepter une nouvelle bataille. Pour l'éviter, il n'y avait qu'à retourner d'où l'on était venu, à regagner le point de départ que l'on avait quitté avec une précipitation regrettable.

Le 26, Townshend était revenu à Laj. La nuit suivante, il repassait à Azizié. Lentes à remonter le fleuve, les canonnières, faute d'eau pour les porter, l'étaient tout autant à descendre et le commandant de la flottille, le capitaine Nunn, éprouva d'inouies difficultés pour suivre la 6e division qui, maintenant, marchait en tournant le dos à Bagdad. Ainsi, le *Shaitan* s'échoua-t-il près d'Azizié où l'on dut l'abandonner, encore heureux de pouvoir en sauver le matériel et les munitions, grâce au dévouement du *Firefly* et du *Shushan*. Ce fut même l'occasion d'une singulière action combinée entre les canonnières et la cavalerie. Embusqués sur les rives, des fantassins turcs fusillaient presque à bout portant les hommes du *Shaitan* et leurs sauveteurs. Alors, le brigadier-général Roberts chargea à la tête du 14e hussards et du 7e lanciers du Bengale, et parvint à sabrer les tirailleurs semés sur les bords du Tigre.

Le 30 novembre, la 6e division entrait à Oum-el-Tubal. Cependant, malgré cette rapide retraite, son sort demeurait incertain. Des partis de cavaliers kurdes tentèrent, alors, de couper les lignes de communication anglaises. Comme il s'en rendait compte, Townshend lance la 30e brigade d'infanterie sur la route de Kut. Il la fait appuyer par une batterie d'obusiers et le 16e régiment de cavalerie. Le général Mellis avait l'ordre de maintenir libre la route de Kut ou de se l'ouvrir si, par hasard, l'ennemi la tenait déjà en son pouvoir. Alors se produisit l'incident le plus dramatique de ces malheureux événements. A peine le général Townshend a-t-il donné cet ordre qu'il doit s'en repentir, car les Turcs l'abordaient avec des forces telles que toutes les siennes réunies pourraient à peine suffire. Et, la journée du 1er décembre se levait à peine, qu'à Oum-el-Tubal se produisait un choc furieux dans lequel les artilleurs anglais, par un emploi judicieux de leurs canons, parvinrent à immobiliser l'adversaire. Grâce aussi à une brillante manœuvre de la cavalerie, la 6e division put se replier en ordre, échelon par échelon, comme un gymnasiarque descendant une perche à bout de bras. Finalement les Turcs étaient battus, mais le succès de Townshend n'en demeurait pas moins une victoire à la Pyrrhus. Aussi, quoique resté maître du champ de bataille précipita-t-il sa retraite tandis que sombrèrent, l'un après l'autre, le *Firefly* et le *Comet*. Forçant alors le pas, dans la seule nuit du 1er au 2 décembre, le corps expéditionnaire parcourait 56 kilo-

mètres et atteignait Saadi, d'où, sans une heure de répit, il se précipita sur la route de Kut-el-Amara. La 6e division s'y retrouva le 3 décembre, dans la journée. La folle équipée stérile, épuisante, malheureuse dans laquelle on l'avait lancée lui coûtait presque les deux tiers de son effectif. Aussitôt, commencèrent les préparatifs du siège mémorable qui allait illustrer le nom du brigadier-général Townshend.

Le commandement s'occupa avant tout de diminuer les bouches inutiles et, le 3 décembre, des navires-hôpitaux et 1380 prisonniers descendirent le Tigre, en route pour Bassorah. La brigade de cavalerie rejoignit le camp d'Ali-Gharbi.

Le 7 décembre, l'investissement de la place est complet et, dès ce moment, la garnison de Kut-el-Amara comprend la 6e division indienne (16e, 17e et 18e brigades) formant au total : 9 bataillons indiens, 3 bataillons anglais, 1 escadron de cavalerie indienne, 4 batteries d'artillerie de campagne, 3 compagnies du génie, 1 compagnie de signaux et 1 colonne de munition. Il faut y ajouter la 30e brigade de la 12e division indienne (4 bataillons indiens et 1 anglais), 1 batterie d'obusiers et 2 batteries d'artillerie de garnison (artillerie lourde). Ces effectifs qui ont été réduits par les combats et les maladies, atteignent donc environ 9000 hommes dont 6000 Indiens.

Aussitôt que la place est définitivement investie, l'adversaire tente de s'en emparer de vive force. Le 8 décembre, il se livre à un bombardement intense. Le 9, il oblige le détachement anglais qui couvrait le pont à regagner la ville. Une patrouille, sous les ordres des lieutenants Mathews et Swet, fait sauter la passerelle. Pendant les journées suivantes, l'adversaire lance des attaques répétées qui lui coûtent parfois jusqu'à 1000 hommes en un seul jour. Dans la matinée du 24 décembre, après un « pilonnage » intense, les bataillons turcs s'élancent à l'assaut d'une redoute britannique. Ils réussissent d'abord à s'en emparer, mais une brillante contre-attaque des Oxfords et des Norfolks les en expulse. Deux cents cadavres ottomans demeurent sur le terrain. Ce fut la dernière tentative de grande envergure que fit Nour-Eddin pour prendre la place de vive force. Désormais, il l'encerclera étroitement, mais emploiera le gros de ses effectifs contre la colonne que les Anglais envoient au secours des assiégés.

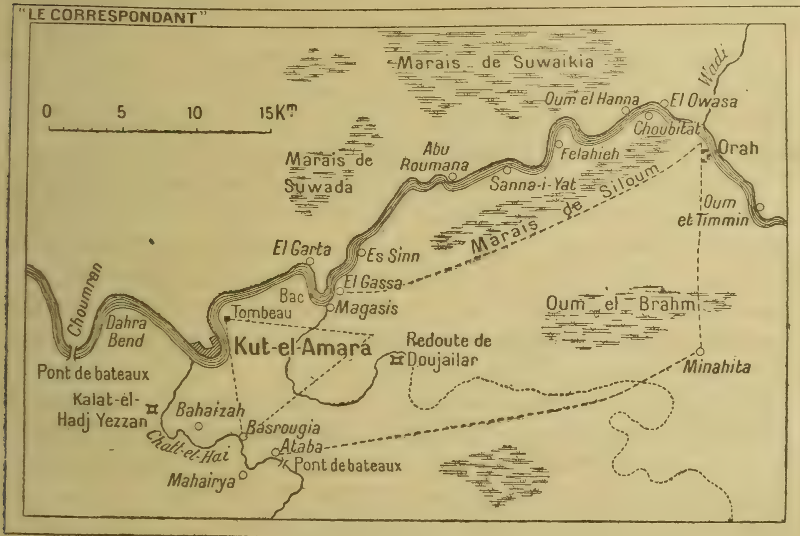
L'armée anglaise se porte au secours du général Townshend.

Le 6 décembre, la cavalerie, sous les ordres du brigadier-général Roberts, s'était dirigée vers Irman Ali Gharbi, avant que

Kut-el-Amara ne fût complètement cernée. Ces forces-là ainsi soustraites à l'investissement constituèrent le noyau du corps qui devrait, dans le plus bref délai, se porter au secours de Townshend.

Au cours de décembre, des effectifs et une artillerie considérables se rassemblent autour de la base anglaise, tandis que le gros de l'expédition se concentre le long du Tigre, à partir d'Amara, sous les ordres du général Aylmer, ancien adjudant général de l'Armée des Indes.

Dans le cours du même mois, Nour-Eddin tente, à maintes



reprises, d'enlever la ville de vive force [1], mais chaque fois il subit de graves échecs. Aussi, apprenant les préparatifs d'une armée de secours, décida-t-il de procéder à un simple blocus de la place et de marcher contre les nouvelles formations britanniques. Avant tout, il organise les deux rives du Tigre et les couvre par une série de positions fortifiées qui, à tout imprévu, lui permettraient de résister aux assauts de ses adversaires.

De nombreuses tranchées que flanquent 9 redoutes, coupent à sa base l'isthme qui porte la ville de Kut. La boucle du fleuve elle-même est enserrée de positions qui rendent, à l'avance, vaines toutes tentatives de sortie risquée par les assiégés. Le quartier général turc est à Choumran, dans une boucle du Tigre, à quelques kilomètres au Sud de Kut, où un pont de bateaux relie les deux rives. Une passerelle, lancée sur le Chatt-el-Haï, facilite les com-

[1] Le lecteur trouvera plus loin le détail de ces combats.

munications avec la rive droite. Enfin, en aval de Kut, près de Magasis, là où le lit desséché de la rivière Doujailar rejoint le Tigre, un bac transportait les troupes d'un point à l'autre.

Le blocus de la ville assuré et ses derrières à l'abri d'une surprise, le chef ottoman descend le fleuve jusqu'à Sheikh Saad, quelques 35 milles en aval à vol d'oiseau. A 3 milles et demi plus à l'Est, il avait établi, sur chaque rive, des lignes fortifiées à angle droit qui supprimeraient toute menace d'enveloppement. Toutefois, il ne pensait pas pouvoir tenir longtemps sur cette position de fortune. Aussi, à 8 kilomètres en arrière, là où le lit du torrent Wadi s'abouche dans le Tigre, s'était-il réservé une ligne de repli. Mais, les positions les plus solides, celles-là mêmes qui arrêteront nos alliés pendant des mois, se trouvent encore quelques kilomètres davantage en arrière. La tâche de la défense était, d'ailleurs, facile. En effet, sur la rive gauche, à une distance qui ne dépasse jamais et atteint rarement 5 kilomètres, s'étale l'immense marécage du Suwaikia dont l'étendue, dans ce pays sans eau, rend impossible n'importe quelle manœuvre d'enveloppement. Et voilà comment, pour triompher des défenses accumulées sur la berge septentrionale, il ne restait qu'à recourir aux attaques frontales dont les dangers sont toujours si grands.

Quant à la rive droite, elle se présente dans des conditions tout autres. A la même distance que celle du Suwaikia s'étendent deux marais successifs, longs et étroits, puis davantage au Sud encore, à deux lieues environ, un troisième marais plus considérable, l'Oum el Brahm. Ils couvrent deux étendues infranchissables, entre lesquelles on peut manœuvrer et d'autant mieux que le commandement avait fortifié le seul espace compris entre le Tigre et le marais du Nord. Mais un autre danger se présentait encore, surtout dans cette saison : la zone naturellement située au-dessous des eaux du Tigre à l'époque des crues est exposée à de fortes et subites inondations que la fragilité des berges, lavées par les grandes pluies, rend plus menaçantes encore.

Nour-Eddin pacha, avec des moyens décuplés, fortifie l'isthme resserré entre les marais qu'il fallait défendre sur les deux rives du fleuve. Ce furent les trois positions superposées : d'Oum el Hanna, puis, à une lieue et demie de là, le barrage de Felahieh et, enfin, 3000 mètres davantage encore en arrière, les lignes d'arrêt de Sanna-i-Yat. L'assaillant franchirait-il même ces trois lignes, qu'il se heurterait encore à la dernière et formidable position d'Es Sinn dont l'importance dans la bataille qui va se livrer est telle qu'elle mérite une description détaillée.

Elle s'étend à 8 ou 9 kilomètres de Kut environ. Au nord du

Tigre, les marécages de Suwaikia ont pris fin; aussi, l'aile gauche s'appuie-t-elle, dès lors, sur un marais moins grand, celui de Suwada, que prolongent au septentrion des tranchées profondes; au sud de la rivière, plus de marais, mais excavations et retranchements y déroulent leurs sinuosités et leurs angles jusqu'au lit desséché de la rivière Doujailar. Jusque-là, rien d'extraordinaire : ce sont les mêmes positions qu'emporta le général Townshend au mois de septembre précédent, mais remaniées depuis et incomparablement plus fortes. Davantage au Sud, la ligne suivait une direction nouvelle. Après une première redoute, que son emplacement fit nommer Doujaila et qui se trouvait au sommet d'un angle, les tranchées, obliquant vers le Chatt-el-Haï, l'atteignaient en aval du pont de bateaux et s'appuyaient sur les six fortins successifs d'Es Sinn.

Tels étaient les obstacles extraordinairement redoutables que le général Sir Percy Lake — successeur de Sir John Nixon au commandement en chef en Mésopotamie — et le général Aylmer allaient devoir affronter.

*
* *

Ils disposaient des forces que voici, mais qui ne furent au complet, il importe de le noter, seulement aux derniers jours de janvier 1916. Et, quand ils commencèrent de se porter en avant, le 4 janvier 1916, les généraux anglais ne purent manœuvrer que des effectifs d'abord très insuffisants.

Le noyau de la « Relief Force » (colonne de secours) était constitué par les 3e[1] et 7e[2] divisions indiennes, les 35e et 36e brigades d'infanterie indienne, soit, au total, 31 bataillons[3]. L'artillerie comprenait trois groupes de campagne (soit 12 batteries), quatre batteries d'obusiers et une section d'artillerie lourde, avec une colonne de munitions. Le total pouvait atteindre 35 000 hommes.

Cinq bataillons indiens, des 12e et 33e brigades[4] assurent la garde des bases, le long du Tigre.

Enfin, l'occupation de Nassirieh et la surveillance de l'Euphrate ainsi que des Arabes hostiles Mountefiq sont assurées par le reste de la 12e brigade indienne, la 34e brigade, 300 sabres et 8 pièces de canon.

[1] 7e, 8e et 9e brigades (Lahore).
[2] 19e, 21e et 28e brigades (Meerut).
[3] Une division de l'armée des Indes comprend : 9 bataillons indiens, 3 bataillons anglais, 1 escadron, 1 groupe d'artillerie de campagne à 4 batteries et 3 compagnies du génie.
[4] Elles appartiennent à la 12e division indienne.

D'autre part, quels effectifs la IVe armée ottomane avec von der Goltz et Nour-Eddin pacha oppose-t-elle aux Anglais?

Les colonnes qui encerclent Kut et qui retiennent Aylmer comprennent : la 2e division venue d'Europe, la 52e division [1], la 45e division, reconstituée depuis Ctésiphon où elle avait beaucoup souffert, la 35e division, formée de la réunion des 35e et 38e et la 51e division [2]. Ainsi donc, de Bagdad, son quartier général, von der Goltz oppose aux 45 000 Anglais environ 60 000 Turcs qui ont, en outre, l'avantage de la position.

La tâche de nos alliés apparaît donc difficile à l'excès. Non seulement ils allaient se heurter à des positions d'une puissance redoutable, mais encore il leur fallait régler sans aucun retard la question des transports sur le Tigre, la seule voie de communication qui leur fut offerte. Si, en effet, une route suit le fleuve, elle n'est pas assez surélevée pour échapper aux inondations, bien qu'on fît appel pour l'améliorer à des troupes du génie venues d'Egypte; d'ailleurs, les résultats de ces travaux ne pourraient, en tout cas, se faire sentir que beaucoup plus tard. Restait donc l'organisation des transports fluviaux qui, d'ailleurs, se heurtait à de graves difficultés : la longueur du trajet, 550 kilomètres, et le nombre restreint des bateaux que le gouvernement britannique se préoccupa, aussitôt, d'augmenter. Mais il n'est point facile d'envoyer des navires fluviaux d'Angleterre à Bassorah et plusieurs de ceux qui entreprirent cette traversée furent engloutis à leur passage dans le golfe Persique.

*
* *

Malgré tout, il n'en fallait pas moins agir vite; aussi l'avant-garde de la colonne de secours quitta-t-elle Ali-Gharbi, le 4 janvier, sous les ordres du major-général Younghusband, atteignant, bientôt, les positions turques à Sheihk Saad. Là, avant de passer à l'attaque, elle dut attendre la division de Meerut, sous les ordres du général Kemball et qui, circonstance favorable, arrive, le 6, par un temps tout à fait sec. Malheureusement, elle se trouve en présence d'une tâche que les mirages rendent difficiles. Se fortifiant, aussitôt, sur la rive droite, elle réussit, le 7, une brillante opération de détail : une brigade d'infanterie déborde l'ennemi et lui détruit un bataillon dont les survivants, 16 officiers et 550 hommes avec 2 canons de montagne sont capturés.

Le même jour, le général Aylmer, avec toute la colonne ralliait

[1] Ancienne 5e division composite appartenant à la IIIe armée d'Arménie.
[2] Ancienne 3e division composite.

l'avant-garde. Durant quarante-huit heures, après avoir, d'abord, déjoué une manœuvre de la cavalerie turque, nos alliés procédèrent à des attaques de front, les seules que le terrain rendît possible et leurs pertes furent lourdes. Au cours de la journée, ils n'en obligent pas moins les Turcs à battre en retraite jusqu'à Orah, première position de repli et 700 captifs avec 2 pièces s'ajoutèrent aux prises précédentes. Alors, malgré des tempêtes qui soulèvent le sable en tourbillons, malgré l'envahissement de la boue et bien que le Tigre, montant de 4 pieds, rendit la navigation impossible, la petite armée poussa de l'avant. Pendant toute la nuit du 12, elle avance et, le 13, attaque violemment sur la rive gauche, tandis que les monitors bombardent la rive droite. Aussi, le 14, von der Goltz recule-t-il jusqu'aux positions d'Oum-el-Hanna.

Le général Aylmer attaqua, dès le 21 janvier, mais il fut repoussé avec des pertes sanglantes et dut, finalement, se fortifier à quelques 1200 mètres des retranchements ennemis.

Cet échec venait démontrer, une fois de plus si c'était nécessaire, combien insuffisante était la colonne de secours. Et, cependant, on était encore à 23 milles de Kut-el-Amara et les approvisionnements des assiégés touchaient à leur fin! L'intervention anglaise serait donc immédiate ou serait d'une inutilité radicale. Aussi, expédia-t-on aussitôt en Mésopotamie la 13e division[1] britannique stationnée en Egypte, tandis qu'aux Indes une division spéciale[2] était constituée sur-le-champ.

Ces renforts arrivèrent à peu près simultanément. La 13e division, embarquée le 8 février, partait du 14 au 20 et le 29, déjà, les 38e et 40e parvenaient à Bassorah. Mais on ne pensait pas qu'il fut possible d'en disposer sur le terrain, avant le 15 mars. Quant à la division composite, elle quitta Bombay le 17 février et, le 29, la 37e brigade tout entière débarquait à Bassorah. Ces éléments ne parurent pourtant pas pouvoir être utilisés avant le milieu de mars, bien qu'encore les 37e et 38e brigades commençassent, aussitôt, à remonter le Tigre.

*
* *

Tandis que ces concentrations se poursuivent, un calme relatif règne sur le front de combat. Le 22 février, des bombes lancées

[1] 38e, 39e, 40e brigades (12 bataillons) — 3 groupes d'artillerie de campagne — 1 groupe d'obusiers — 3 compagnies du génie, quinze mille hommes (15 000 hommes) au total, sous le commandement de Sir Stanley Maude, le futur vainqueur de Bagdad.

[2] 37e, 41e, 42e brigades en majorité composées de troupes anglaises.

par des avions turcs tuent et blessent quelques hommes. Une dernière tentative de Nour-Eddin contre la garnison de Kut échoue autant que ses devancières. Le lendemain, le général Aylmer réussit à occuper sur la rive droite quelques positions où son artillerie prend d'enfilade les tranchées adverses. Alors, se rendant compte de l'état d'épuisement où se trouve Townshend et, d'autre part, apercevant les travaux défensifs que von der Goltz poursuit sans cesse, le général Aylmer se décide à tenter un effort sans plus attendre l'arrivée de ses renforts.

Les événements qui vont suivre demeurent encore, au moment où j'écris, enveloppés de quelque obscurité, mais leur intérêt n'en est pas amoindri. Je l'ai dit plus haut, seule pouvait réussir cette opération-là qui, sur la rive méridionale du Tigre, irait attaquer directement la position d'Es Sinn, évitant ainsi les obstacles successifs accumulés au Nord du fleuve. Mais, si cette idée se présente naturellement à l'esprit, son exécution se heurte à quelques difficultés! Surtout, pas d'eau potable. Ensuite, il faut agir rapidement, car le succès dépend de la surprise.

Dans la nuit du 7 mars, trois colonnes se concentrent près d'Orah, dans les marais de Siloum. Une nuit profonde, un terrain plat, de chaque côté un marais. Les colonnes avancent parallèlement et dans un silence si complet que les hommes semblent autant de fantômes. « Chaque soldat, raconte M. Edward Candler[1], eut le courage de ne pas fumer un instant et ceux-là comprennent qui se souviennent aussi de ce que disaient les Boers, autrefois..., quand à fumer leur pipe... ils avaient encore plus de courage et de calme! » A l'aube du 8 mars, ils atteignent la redoute Doujailar. A 15 kilomètres de là, ils aperçoivent des flammes courtes que projettent la gueule des canons de Kut! Derrière leurs ennemis ils voient l'éclat des pièces anglaises! Ici, se produit un phénomène inexplicable. On attend qu'il soit 15 heures pour attaquer. Nous avons noté déjà, dans le *Correspondant*, à propos de la campagne des Dardanelles et du débarquement à Suvla, cette sorte d'apathie et de paralysie qui, en cette occasion-là, saisit les chefs anglais au moment même où ils arrivaient à portée du succès. Le même fait se renouvela, le 8 mars, sur le Tigre, devant Kut-el-Amara. Les Turcs étaient, cependant, tout à fait surpris, mais on leur laissait le temps d'organiser la résistance et ils n'y manquèrent point!

Les éléments indigènes que comptaient les troupes anglaises, très fatigués par la marche de nuit, se montrent alors quelque peu hésitants. Les positions étaient mal connues. Des assauts répétés

[1] *Times.*

échouèrent. Dans la nuit, faute d'eau, il fallut ramener les trois colonnes jusqu'au Tigre. La retraite s'effectua, mais dans le plus grand ordre et, dès le 9 mars, les troupes alliées étaient complètement reformées. On peut dire que l'échec de cette manœuvre, — la seule qui présentât des chances de succès — avait fixé le sort de la ville assiégée et de ses défenseurs.

Sans comprendre tout à fait, semble-t-il la gravité du fait accompli, nos alliés jugèrent, alors, utile de remplacer le général Aylmer par le général Gorringe qui s'était doublement distingué en Mésopotamie, au cours des opérations sur le Karoum et de la prise de Nassirieh.

*
* *

Le nouveau chef anglais se trouve, dès lors, en face d'une tâche redoutable. Il s'agit d'atteindre Kut, *avant le 15 avril*, et pour cela il faut passer sur 30 000 hommes puissamment fortifiés et qu'appuyent 80 canons[1]. Lui-même, nous l'avons vu, ne dispose encore, des renforts promis, à la date du 11 mars, que de la seule 38e brigade. D'autre part, l'insuccès du 7 mars sur la rive droite rend impossible une nouvelle surprise de ce genre. Il faut donc emporter les positions turques par une série d'attaques frontales, d'autant plus que des inondations empêchent la moindre manœuvre en direction du Chatt-el-Haï. La route riveraine du Tigre est loin d'être réorganisée. Le 29 mars, des troupes qui avaient quitté Bassorah et qui suivaient cette chaussée furent littéralement cernées par les eaux et ne durent leur salut qu'au secours des bateaux.

Ceux-ci augmentent en nombre, car il en arrive une moyenne de sept par semaines, mais l'organisation du service est rendue difficile par la crue du Tigre. Le 3 avril pourtant, le général Gorringe se décide à l'attaque, bien qu'une cinquantaine de canons qu'il attend ne soient pas encore arrivés et que les rares obusiers rendus sur place manquent de munitions. Gorringe dispose, alors, de la 13e division tout entière.

Des travaux d'approche, habilement exécutés, avaient amené, par plus de 20 kilomètres de sape, les Anglais à 100 mètres du front ottoman, et l'attaque fut irrévocablement fixée au 5 avril.

Sur la rive Nord, la 13e division, suivie en arrière et à droite par la division de Meeruth, attaquera en gardant deux brigades

[1] Ce chiffre de pièces pourrait sembler peu élevé. Mais si l'on considère qu'elles sont réparties sur un front de *5 kilomètres*, on obtient une densité de feu qui, pour une campagne *coloniale*, comme l'était — *alors*, — celle de Mésopotamie, est considérable.

d'infanterie comme réserve. Sur la rive Sud, la division de Lahore, qu'appuient, en arrière et à gauche, 1450 sabres de la brigade de cavalerie, avancera en gardant une réserve forte d'une brigade d'infanterie.

A 4 h. 55 du matin, après un long bombardement, nos alliés attaquent. La 13e division, en une heure, enlève les deux premières lignes d'Oumm-el-Hannah. A 6 heures, appuyée par ses canons et ses mitrailleuses, elle tient la troisième série de tranchées et, à 7 heures, les deux dernières sont franchies. Les Turcs se rabattent, alors, sur les lignes de Felahieh et, comme il va falloir maintenant s'avancer en terrain découvert, l'état-major décide d'attendre la nuit pour aborder la prochaine position. Cependant, sur la rive méridionale, le succès ne s'annonçait pas moins brillant. Les Anglais s'y trouvent en avance d'une longue étape. Aussi abordent-ils les lignes de Sanna-i-Yat à leur extrémité sud. Le général Keary parvient à Abu Roumana, où sa division de Lahore repousse toutes les contre-attaques.

La nuit tombe sur le champ de bataille et, grâce à elle, l'action va reprendre. La 13e division, suivie en deuxième échelon par la 7e, rencontre, d'abord, une vive résistance sur les lignes de Felahieh. La division de Meeruth passe alors en premier échelon, la remplace et, d'un seul élan, emporte les positions ottomanes, puis se fortifie à 400 mètres de Sanna-i-Yat.

Au Sud le général Keary enlevait de nouvelles tranchées, si bien qu'il put prendre d'enfilade les positions turques. Nos alliés se trouvent ainsi avoir fait un bond en avant considérable et non sans pertes, d'ailleurs : on peut les estimer à 10 pour 100 environ du corps expéditionnaire, soit 3000 hommes.

Un certain temps fut nécessaire pour regrouper les unités et préparer l'attaque suivante.

Les conditions de la bataille deviennent de plus en plus difficiles. La fonte des neiges et les inondations du Tigre faisaient des marais de Suvaikia un véritable lac qui se déversait dans les tranchées. Finalement, il ne restait qu'un simple défilé de terre ferme capable de porter les hommes et tout cela ajoutait encore aux premières difficultés pourtant déjà si grandes. Malgré tout, dès le 7 avril, les Anglais recommencent à bombarder les lignes ennemies et, pendant la nuit suivante, Meeruth, au Nord du Tigre, Lahore, au Sud, réalisent d'appréciables progrès, tandis qu'à l'arrière, on construisait un pont de bateaux pour faciliter leurs communications d'une rive à l'autre. Le 9, enfin, se produit l'attaque générale, mais, aussitôt, les inondations empêchent le déplacement de l'artillerie sur la rive sud. Cependant, on avait

escompté qu'elle pourrait prendre d'enfilade les positions ennemies. Ainsi arriva-t-il que la 13e division, soutenue par la 3e en second échelon, se trouva livrée à ses seuls moyens et l'inondation réduisant le front d'attaque à 1500 mètres, l'opération échoua, quoique coûtant 2000 hommes, perte lourde pour un corps expéditionnaire numériquement aussi faible.

Malgré tout, pendant la nuit, on réalisa quelques progrès, mais ils n'en étaient pas moins très insuffisants.

Le général Gorringe, estimant, alors, impossible de forcer la rive nord, tente de reprendre l'attaque vers Es-Sinn, au Sud. On construit aussitôt des digues contre l'inondation et l'on surélève les routes pour faciliter les transports. Le 12 avril, la 3e division parvient à gagner quelque terrain entre le Tigre et l'Oum-el-Brahm. Les Turcs y laissent quantité d'hommes sur le terrain, perdant aussi nombre de prisonniers.

Le 13 avril, au Nord du fleuve, des trombes d'eau obligent les Turcs à évacuer leurs tranchées sous le feu des mitrailleuses, qui leur tuent beaucoup de monde. A la date du 17, Lahore avait gagné 4 kilomètres en profondeur et ses pertes étaient faibles : 200 hommes. Le même jour, l'adversaire abandonnait 300 cadavres et 180 prisonniers, dont 8 officiers, 2 canons et 5 mitrailleuses.

Ainsi donc, nos alliés tiennent solidement la position de Beitissa, à moins de 7 kilomètres d'Es Sinn. La perte de ce point important fut si sensible à Nour-Eddin qu'il lança, jusqu'à 4 h. 30 du matin, une série de furieuses contre-attaques. 10 000 hommes environ, empruntés aux 2e, 35e et 45e divisions, livrent jusqu'à douze assauts dans la nuit. Une seule brigade dut repousser six attaques à la baïonnette. Les tirs de barrage zébraient le ciel de leurs flammes sinistres. Quelques Turcs réussirent même à se glisser dans un vide entre deux bataillons, mais ils furent, aussitôt, anéantis. Les 7e et 9e brigades formant droite et centre durent, à un moment donné, reculer de huit cents mètres environ, se portant à la hauteur de la 8e brigade, qui formait échelon de gauche, mais l'adversaire paya cet avantage de 3000 morts, parmi lesquels des officiers allemands, et de 400 prisonniers. Quant aux Anglais, ils avaient 2000 hommes hors de combat.

Le 18, nouveaux progrès et la 13e division, désignée pour continuer les opérations, vient remplacer la 3e sur la rive droite. La 7e, au Nord, continue de s'avancer sur Sanna-i-Yat. Le lendemain, les troupes anglaises tournent les inondations et la 39e brigade, particulièrement, occupe de nouvelles positions de combat.

Ce nouvel ordre de bataille et la récente préparation d'artillerie prouvent aux Turcs l'imminence d'une nouvelle attaque

qu'ils tentent de prévenir par une contre-offensive. Dans la nuit du 20 au 21 ils se lancent à l'assaut, mais en vain et le bombardement des Anglais continue jusqu'à l'aube du 22 qui devait voir la tentative suprême des armées anglaises pour sauver Kut. Sur la rive septentrionale, le front d'attaque se trouve à ce point réduit qu'on ne peut y engager que quatre bataillons à la fois. La brigade est lancée en avant, franchit avec succès les deux premières lignes ottomanes, atteint même la troisième, mais elle ne peut s'y maintenir devant les violentes contre-attaques qui l'assaillent. D'autre part, les renforts dont elle aurait grand besoin sont bloqués dans les marécages par le tir des mitrailleuses turques. Les progrès ne sont pas plus sensibles sur la rive sud et la journée se solde ainsi par un échec complet qui coûte à nos alliés de lourdes pertes : plus de 1100 hommes.

*
* *

Dès ce moment, le général Gorringe, il est permis de le croire, avait perdu tout espoir de sauver Townshend. Mais avec la coutumière ténacité de sa race il tenta, quand même, un nouvel effort, le 24 avril, et ce fut encore un nouvel échec. Pour ce suprême effort, toutes les forces sont mises en ligne : la division de Meerut devant Sanna-i-Yat; puis, sur la rive sud, la 13e division avec, à sa gauche, la division de Lahore. Enfin, la brigade de cavalerie indienne formait aile marchante. Ces dernières troupes réussissent à marquer quelques progrès, gagnant même plus de 3000 mètres en profondeur, mais ces gains n'en demeuraient pas moins d'une insuffisance manifeste.

La situation de Kut devenait absolument désespérée, faute de vivres. Le 14 avril, des avions étaient parvenus à en jeter la valeur d'une tonne parmi les assiégés. Dans la nuit du 24 au 25 avril, un navire le *Julnar*, chargé de nourriture, de munitions et de mitrailleuses, tenta de se glisser inaperçu vers Kut, à la faveur de l'obscurité et il faillit réussir. Mais, sous le feu des canons, le vapeur s'échoua devant Magasis, à 7 kilomètres des assiégés. — C'était la fin.

Le siège de Kut-el-Amara.

Et, tandis que l'armée anglo-indienne s'acharne vainement à sauver, avec la garnison de Kut, la place jusqu'alors si héroïquement défendue, voici ce qui s'y passait :

Le général Townshend subit un bombardement continuel par avions et artillerie lourde. Dès le 24 janvier (la place tomba,

le 29 avril, à 11 h. 40), les troupes investies durent manger de la viande de cheval. Les rations étaient déjà diminuées, lorsqu'on découvrit une grande réserve de blé. Encore fallait-il pouvoir l'utiliser, car on manquait du nécessaire pour le transformer en farine. C'est alors que les avions apportèrent des meules et, aussitôt, la mouture commença de se faire.

Le commandant en chef ne négligea aucun moyen de prolonger la résistance; ainsi il fit cultiver des légumes, autant que le terrain permit la création de potagers. Avec les premiers jours de février, vinrent de nouvelles restrictions, chaque soldat ne recevant plus qu'une seule miche de 12 onces [1] faite d'un mélange d'orge et d' « atta », quelques dattes, un peu d'épicerie et une livre de viande de cheval. Quant aux Indiens, ils eurent une livre de farine et un peu de curcunna (safran des Indes), du poivre et du gingembre. Le sucre et le riz manquaient. Le 5 février, l'hôpital de Kut n'avait plus de lait que pour dix jours.

C'est alors que commencèrent les attaques des troupes accourues au secours des assiégés. Chacun de leur insuccès fut le signal de nouvelles restrictions. Entre temps, et surtout du 13 février au 22 mars, les aviateurs turcs firent plus de mal aux Anglais que le bombardement de toute l'artillerie ottomane. Le 18 mars entre autres, une bombe tombait sur l'hôpital, tuant d'un seul coup 6 Anglais et en blessant 26, dont 14 grièvement. Quatre bombes, jetées autour du quartier général, éventraient 50 femmes arabes et leurs enfants.

Le 8 avril, la réserve de charbon se trouva épuisée et la meule cessa de tourner, rendant inutilisables les dernières réserves de grain. Dès le 20, se sentant défaillir, plusieurs Arabes se risquèrent à quitter la ville en s'échappant à la nage.

Le tabac manquait aussi, lorsque, pourtant, il eût été si précieux pour tromper de telles heures d'angoissante attente. Sans doute, pensant à cet impérieux besoin d'un apparent accessoire, les aviateurs de la colonne de secours en avaient-ils souvent jeté aux investis, mais quand on n'en eut plus les soldats durent se contenter de fumer du gingembre, car l'once de tabac anglais coûta bientôt 10 francs. Puis on fuma des feuilles de thé rôties et des feuilles de tilleul. Une boîte de cigarettes égyptiennes, trouvée sur un officier mort, atteignit aux enchères le prix de 100 roupies. Offerte au plus offrant, une boîte de lait condensé, à la même époque, fut payée 34 roupies.

Mais la résistance approchait de son terme et, comme l'a fait

[1] Une once égale 28 gr. 1/3.

connaître M. Ed. Candler, le 27 avril, la ration de 4 onces de grains manqua. Déjà, du 22 au 25, la garnison dut vivre sur les réserves de deux jours, d'abord distribuées en janvier. Puis, du 25 au 29, les seuls vivres furent ceux que les avions laissèrent tomber.

Après de pareilles privations, les hommes se trouvèrent à ce point affaiblis que les régiments du front durent attendre, parfois, quinze jours sans être relevés; les soldats n'avaient même plus la force d'emporter leurs sacs. La mortalité quotidienne atteignit le chiffre de 3 Anglais et 21 Indiens. Avant le jour de la capitulation, toutes les bêtes du train et de l'artillerie, tous les chevaux de la cavalerie avaient été mangés. Privés de leurs chevaux, lanciers et artilleurs se reformèrent en une unité nouvelle qui prit le nom d' « infanterie de Kut. » Une des dernières mules conduites à l'abattoir, avant de venir sur le Tigre, avait fait trois campagnes sur la frontière de l'Inde. Elle portait un flot de ruban autour du cou. Par deux fois le boucher refusa de l'abattre, mais, finalement, il fallut bien s'y résigner, après qu'eurent été aussi tuées les mules des mitrailleuses.

En général, à la viande de cheval, les assiégés préféraient celle de mule, dont la graisse est supérieure au point de vue culinaire et servait aussi pour l'éclairage. La provision d'huile lourde combustible, servant à la cuisine, dura pendant tout le siège. On dut l'employer malgré sa fumée âcre et épaisse qui rendait les cuisiniers militaires noirs comme des ramoneurs.

Pendant le siège, les détachements anglo-indiens eurent peu de rapports entre eux par suite du tir indirect des mitrailleuses et des fusils qui, en plus des obus, fouillaient, nuit et jour, tout le périmètre de Kut. Les troupes ne sortaient de leurs abris que pour les plus indispensables opérations de défense. Elles étaient d'ailleurs affaiblies à ce point que la simple marche leur était une intolérable souffrance.

Assiégés, les Anglais gardaient, cependant, 1400 Turcs, capturés à Ctésiphon. Ceux-ci se déclaraient satisfaits du traitement qu'ils recevaient, aussi les relations entre ces adversaires, rapprochés les uns des autres malgré eux, furent-elles paisibles. Ainsi, les officiers turcs offraient-ils une poignée de cigarettes à chaque soldat anglais renvoyé de Kut au front anglais.

*
* *

Avant de se résigner à la capitulation que les circonstances lui imposaient, le major-général Townshend avait reçu de ses chefs

l'ordre de cesser la résistance. Le glorieux défenseur de Kut-el-Amara fit, en effet, savoir à son gouvernement que « *il était devenu clair qu'après le second échec du général Gorringe à Sanna-i-Yat, le 22 avril, le corps de secours ne pourrait s'ouvrir un chemin dans le délai nécessaire pour délivrer Kut, les approvisionnements ne pouvant durer au delà du 29 avril. Il est difficile de comprendre, ajoutait-il, que les grandes forces composant le corps de secours ne puissent s'ouvrir un chemin jusqu'à Kut-el-Amara, mais c'est un fait qui s'impose et que nous sommes obligés d'admettre...*

« Jai donc reçu, dans le télégramme suivant du commandant de l'armée, l'ordre d'ouvrir des négociations pour la reddition de Kut-el-Amara : « *La responsabilité ne nous incombe pas, y est-il* « *dit. Vous qui avez dirigé une défense courageuse et réussie,* « *vous êtes en situation d'obtenir de l'ennemi des conditions* « *meilleures que ne le ferait aucun émissaire venant de nous.* « *L'amiral qui a été en consultation avec le commandement de* « *l'armée estime que vous-même, avec votre prestige, êtes le* « *plus capable de traiter aussi avantageusement que possible.* « *Nous pourrons naturellement vous envoyer des vivres selon* « *les arrangements que vous réussirez à conclure avec l'ennemi.* »

« Décidé à surmonter mon état de maladie et mes angoisses morales, continue le major général Townshend, j'ai eu hier une entrevue avec le général en chef turc qui est plein d'admiration « *pour l'héroïque défense de cinq mois.* » Les négociations sont en cours et j'espère pouvoir vous annoncer notre départ pour l'Inde sur parole de ne pas servir contre la Turquie pendant la durée de la guerre. Le commandant en chef turc est d'accord avec moi sur ces conditions et il a télégraphié à Constantinople pour demander l'autorisation de les accorder. »

Cet espoir du vaillant capitaine fut déçu. L'Allemagne veillait derrière les ministres à Constantinople et elle voulut offrir aux populations musulmanes le spectacle de ses prisonniers, faute de pouvoir les faire profiter de sa guerre victorieuse.

*
* *

Le 29 avril, à 11 h. 40, parvint à l'état-major anglais le radiotélégramme suivant du major général Townshend : « Ai détruit mes canons; la destruction de presque toutes mes munitions se poursuit; un officier est allé auprès de Khalil [1], qui est à

[1] Le commandant en chef turc.

Madug, pour le prévenir que nous sommes prêts à nous rendre. J'ai besoin de nourriture ici et ne puis tenir davantage. On l'a dit à Khalil, aujourd'hui, et une députation d'officiers est partie en barcane chercher des vivres sur le *Julnar*, navire envoyé nuit 24 avril pour ravitailler garnison Kut. »

Un peu plus tard, les dernières nouvelles : « Ai hissé le drapeau blanc sur le fort et la ville de Kut. Les postes vont être pris par un régiment turc qui approche. Je vais sous peu détruire T. S. F. Les troupes se rendent, à 14 heures, au camp, près de Shumvass. » C'est ainsi que les restes de la division (6e) de Poona, comprenant 2170 Anglais et quelques 6000 Indiens se rendirent, le 24 avril, après 143 jours de siège.

Sans doute, la portée purement militaire de cet échec était faible. La perte de 8000 hommes et d'une ville sur le Tigre ne pouvait pas affecter la situation militaire des Alliés, mais la prise de Kut n'en demeurait pas moins pour l'Angleterre un grave échec moral. Elle prononçait la condamnation d'un système qui n'a que trop sévi au cours de cette guerre, celui des grandes opérations entreprises avec des moyens insuffisants. A ce titre, la place de l'affaire de Kut est marquée dans les événements dont nous sommes les contemporains aux côtés de l'échec des Dardanelles et du demi-succès ottoman sur le canal de Suez. La marche sur Bagdad, comme aussi celle sur Constantinople, mais à un degré moindre, était une idée bien conçue. Malheureusement, les moyens avec lesquels on tenta de l'exécuter était si dérisoires, qu'aujourd'hui leur faiblesse nous frappe d'étonnement. On a vu déjà à quelles causes remontait l'échec de Ctésiphon. Une fois Kut assiégé, la tâche devenait singulièrement difficile pour les Anglais. Le général Aylmer, qui opérait avec des moyens insuffisants, subit de graves échecs et le plus grand reproche à lui adresser est d'avoir échoué dans sa tentative du 8 mars vers Es Sinn. Quant aux attaques frontales du général Gorringe, bien que les deux premières eussent réussi brillamment, les assiégés n'avaient jamais eu grande confiance en leurs succès. Il était impossible pourtant de suivre une autre méthode, et, surtout, il fallait à tout prix faire quelque chose, ne fût-ce que pour satisfaire l'opinion publique. L'échec de Kut-el-Amara fut durement ressenti en Angleterre. On se mit aussitôt en quête de trouver les responsables. Dans l'état de la question, ils ne pouvaient encore être désignés avec certitude, mais l'affaire servit au moins de leçon. A ce titre, les malheurs britanniques devant Kut furent le prélude cruel mais certain, quoiqu'encore très indirect, de la prise de Bagdad.

Préparation d'une nouvelle campagne. Les bases de l'armée anglaise.

Kut-el-Amara était perdue. Il restait au gouvernement britannique à réparer ce regrettable accident et, sans un jour de retard, il sut s'y employer avec cette décision, lente parfois, mais redoutablement tenace qui le caractérise. Pour commencer, il établit un solide tremplain sur lequel l'armée pourrait prendre un nouvel élan... vers Bagdad, et ce fut l'organisation d'une plus large base à Bassorah.

Des patrouilles sillonnent le pays autour de Bassorah, à mi-chemin du Chatt-el-Arab[1]. Elles bousculent et déciment des bandes d'insurgés qui opèrent, surtout, sur le bas Euphrate, autour de Nassirieh. Subissant la supériorité aérienne de l'ennemi, nos alliés sont sans cesse harcelés. Comme l'a reconnu, depuis, Lord Derby, devant les Lords, il y eut bien à redire à l'organisation de la campagne, aussi longtemps qu'elle releva, non du gouvernement anglais, mais des autorités indiennes. Mais avec le changement de direction les méthodes furent rénovées et Sir Godfrey Collins, envoyé de Londres pour inspecter la situation sur le Tigre, put télégraphier, quelques mois après la chute de Kut-el-Amara, le 29 octobre : « Un port a été créé ici (à Bassorah) et une ville nouvelle construite; les derniers cinq vapeurs arrivés à Bassorah ont été déchargés en douze jours. Les navires portant des troupes se vident dès leur arrivée. Nous sommes bien maîtres de la situation en ce qui concerne les approvisionnements. Vous n'avez pas à vous inquiéter. La difficulté a été plutôt d'envoyer les approvisionnements à l'intérieur, en leur faisant remonter le fleuve, mais, maintenant, les choses fonctionnent d'une manière aussi voisine de la perfection que cela est possible dans un tel pays. »

En effet, sur l'ordre du commandant en chef, le colonel Grey venait de prendre en mains les transports fluviaux. On draine les rives du Chatt-el-Arab. Des warfs sont construits à Bassorah où les steamers de haute mer se déchargent *directement* sur les bateaux de rivière — évitant ainsi les anciens transbordements. Une amélioration était attendue de ce changement, d'autant plus que des chantiers venaient d'être construits pour monter sur place et en grand nombre tous les chalands nécessaires. Ces décisions étaient d'autant plus à propos que, suivant Sir Godfrey Collins : « les péniches à avant carré qui avaient été envoyées (sur le

[1] Voir le *Correspondant* du 10 décembre 1915, pages 873, 874 et 875.

Tigre) se sont révélées inutilisables, car elles ne pouvaient franchir les resserrements du fleuve. Mais un navire de Singapour venait d'apporter deux remorqueurs à roue arrière et plusieurs péniches. » Enfin, la direction du ravitaillement espérait un prompt secours de l'envoi promis d'un fort contingent de travailleurs annoncé de l'Inde.

C'était le 20 juillet 1916 que le ministère de la guerre de Londres avait pris la direction des affaires de Mésopotamie. A cette époque, le tonnage moyen et journalier était de 222 000 kilos. Deux mois après, la capacité de transport dépassait quotidiennement, 365 000 kilos et, le 9 octobre, 680 000. Peu à peu, grâce à des prodiges d'organisation, le débit de chaque jour atteignit 860 000 kilos et les autorités militaires l'estiment, aujourd'hui, à plus de mille tonnes par vingt-quatre heures. Ainsi, en quelques mois, 4 800 000 rations de viande, 3 925 000 de biscuits, 1 378 000 boîtes de lait concentré et 2 155 000 livres de lentilles furent amenées du golfe Persique aux premières lignes de feu. De l'Inde, les fourrages affluaient car, dans cette campagne, le rôle des cavaliers fut, maintes fois, prépondérant.

Dans l'espace de quatre semaines, il fallut, au moment d'une attaque conduite à fond, amener d'Angleterre jusqu'au terme de ce long parcours maritime, mais surtout fluvial, car c'est là que réside la difficulté, 17 000 tonnes de munitions. Grâce à des prodiges d'organisation, la troupe reçut des rations entières et fut nourrie de viande fraîche en attendant (novembre 1916) qu'on acheminât en quantité voulue de la viande congelée.

La remonte devint très exigeante. Chevaux et mules furent décimés par ce climat excessif. Et, complément indispensable de la cavalerie et dont l'absence causa, d'abord, tant de soucis, les services aériens furent, enfin, munis, tant en personnel qu'en appareils spéciaux, de tout le nécessaire.

Mais tout cela était encore insuffisant. Il fallait s'adapter d'une manière plus adéquate aux circonstances locales.

L'Euphrate et le Tigre débordent. On les endigua sur une longue distance. Contre les inondations, de grands terrains furent vraiment cuirassés, car ils devaient recevoir les approvisionnements que l'eau risquerait de détruire. Pour véhiculer vers les têtes de colonne tant de matériel réclamé à chaque instant, le génie construisit deux chemins de fer Decauville. Ainsi et le fleuve et ses rives portèrent le va et vient constant établi entre le front d'attaque et la base.

D'autre part, dans le désert, il fallut installer de véritables chantiers où, bientôt, travaillèrent 650 ouvriers spécialistes, venus

de l'Egypte et deux mille manœuvres indiens. Les services techniques absorbaient, en outre, 116 officiers et 719 hommes. A côté des canons dont l'affût dut être rétabli et fit rougeoyer les forges, des aéroplanes recevaient leur dernière mise au point. De l'Afrique occidentale et de la Nigérie vinrent des convois de travailleurs, tandis que le service médical dut faire face aux plus redoutables exigences. La multiplicité des races et leurs origines si différentes, le climat, les marais et leurs moustiques et jusqu'aux terribles maladies d'yeux provoquées par les tempêtes de sable, tout cela faisait planer au-dessus de l'expédition des menaces de mort que ne dépassaient point celles des plus sauvages assauts. En janvier 1916, les hôpitaux comptaient 4700 lits; en mai, il y en eut 9000, en juillet 16 000. Aussi, à la pensée de l'antique histoire de ce pays, au souvenir des fastes dont est rempli son passé, la vue de toute cette technique moderne, dépensée sans compter pour sa conquête, confond l'esprit. Afin de desservir les parallèles d'attaque, rails, traverses, wagons et locomotives furent amenés par voie fluviale et, comme on l'a vu, les pionniers, à des centaines de kilomètres de toute base, au milieu du désert, construisaient une voie ferrée partant de Sheik-Saad, sur le Tigre, et qui vint déposer les munitions en face même de la redoute Doujailar, au voisinage d'Es Sinn, la plus solide position d'arrêt qu'il fallai abattre avant tout.

Que de fois, pourtant, des vapeurs ne périrent-ils pas, engloutis dans les eaux empourprées du golfe Persique, non loin de cette île de Barheim dont la pensée évoque les perles que des pêcheurs arabes arrachent à la mer. Si même je suis bien informé, il arriva que des bateaux-mouches qui, autrefois, sillonnèrent la Seine aux portes de Paris s'en furent, là-bas, vers une destinée, combien imprévue de leur tonnage modeste, mais qui devait s'accorder avec les conditions spéciales de la navigabilité du Tigre.

Mais il fallait plus encore. Les hivers rigoureux succèdent aux étés torrides sous ce climat excessif. Lorsque les vents froids soufflent, ils glacent l'homme au point que le chamelier glisse engourdi à bas de sa monture, incapable de se relever. Lorsque le soleil est au zénith, il brûle de ses rayons ardents le sol calciné. Alors, il fallut encore des fabriques de glace jalonnant les principales lignes de communications. On mit à côté d'elles plusieurs usines où fut produite en abondance l'eau de Seltz et chaque homme en eut sa ration, aussi indispensable que le vin généreux sur nos lignes de France. Des bâtiments spéciaux portèrent au front la viande frigorifiée. Des potagers s'épanouirent sur les bords du fleuve. On en compta, bientôt, des centaines, couvrant rès de

2000 hectares. Parce que la cavalerie, chaque jour davantage, réclamait plus de foin, on se mit à semer en prairies d'immenses étendues et sans qu'un oiseau, comme chez nous, chantât par-dessus les faucheurs, de longues rangées vertes tombèrent pour se dorer sous la caresse des rateaux. La paille était trop volumineuse à transporter. On la comprima. Il fallait des vivres frais, on installa de véritables fermes d'élevage où les vaches donnèrent leur lait et les volailles leurs œufs, puis leur chair. Les ventilateurs électriques furent centuplés, les tentes couvertes de substance isolante. Et, désormais, la campagne de Mésopotamie présenta, sur un espace relativement restreint, l'image de l'activité anglaise se forgeant des armes par une adaptation lente, mais merveilleusement précise aux conditions inéluctables de la guerre moderne.

Et, maintenant, il allait s'agir, une fois de plus, de reprendre Kut-el-Amara, puis de cette place reconquise il faudrait bondir vers le Nord et ravir aux Turcs et à l'Allemagne Bagdad, la merveilleuse cité des Califes.

Vers Kut-el-Amara.

Le 14 novembre, un mardi, à 2 heures du matin, le général Maude[1], commandant en chef depuis le mois d'août, ordonne la marche vers le Nord.

A ce moment, le Tigre ne peut plus servir de ligne de communication à partir de Sanna-i-Yat, en aval de Kut. Les Anglais sont plus avancés sur la rive droite que sur la rive gauche. Les Turcs peuvent donc de celle-ci tirer de plein fouet sur les convois fluviaux qui dépasseraient leurs lignes. A partir de ce point, le chemin de fer doit suppléer à la flottille. Celui qui de Sheikh Saad atteint la redoute Doujailar est le plus utile. Il se dirige droit au Sud, contourne le marais méridional d'Oum el Brahm, puis gagne l'Ouest pour remonter ensuite vers le Nord et aboutir à Sin Abkar, devant la redoute Doujailar, ayant ainsi couvert environ 32 kilomètres. Dès lors, la base avancée anglaise se trouvait à Sin Abkar, plus près de Kut-el-Amara que les lignes turques ne l'étaient de Sanna-i-Yat.

Au lendemain de leur rentrée dans Kut, les Turcs avaient raccourci les lignes qu'ils tenaient. Ainsi ils évacuèrent Bétissa.

Sir Stanley Maude s'empare, dans la nuit (13-14 novembre), des positions d'Es Sinn, sur la rive droite. Puis, il dépasse le Chatt-

[1] Au mois d'août 1915, le lieutenant-général Sir Stanley Maude avait succédé à Sir Pearcy Lake.

el-Haï et, couvrant les deux côtés de cet affluent du Tigre, arrive devant Kut, à portée de canon. Pour s'assurer contre toute manœuvre de flanc, le chef anglais se couvre, à l'Ouest, par un large rideau de cavalerie.

Parallèlement à cette poussée vers le Nord, des opérations effectives se déroulaient en Egypte[1], dont l'influence allait se faire sentir en Mésopotamie. La Palestine menacée, suivant un plan méthodique que la censure nous empêcha, le mois dernier, d'exposer ici même et qui commence de se réaliser non sans peine d'ailleurs, c'était l'armée turque devenue inquiète sur ses derrières. Sir Archibald Murray venait de nettoyer la péninsule du Sinaï et la garnison de Nakhl se retirait.

Malgré tout, les Turcs tenaient encore des positions redoutables des deux côtés du Tigre. Si, sur la rive droite, les Anglais se trouvent presque sous les murs de Kut et s'ils tiennent même des lignes solides en amont de la ville, ce qui entraîna le repli général de toutes les forces adverses occupant cette rive, en aval, sur le côté opposé, les Turcs possèdent encore les fortes positions de Sanna-i-Yat, flanquées, d'une part, par le fleuve et de l'autre, des étendues marécageuses tout à fait inabordables.

Le 13 décembre, le lieutenant-général Stanley Maude traverse les tranchées d'Es Sinn et, par une série d'attaques décidées, il s'établit dans cette boucle-là que dessine le Tigre sur sa rive droite contre les murs et en aval de Kut. Celle-ci est encerclée par le fleuve, mais, sur son côté gauche, se relie au territoire environnant par un ithsme étroit orienté au Septentrion.

Ces avantages répétés ne furent pas obtenus sans pertes, car les défenseurs de la ville reconquise témoignèrent, une fois de plus, des antiques vertus guerrières de leur race. Mais ils ne purent empêcher Kut-el-Haï, située sur le Chatt-el-Haï, de tomber, le 11 janvier. Ce même jour, après un vigoureux bombardement sur la rive nord pour tromper l'adversaire, le général anglais, dans la nuit, force le passage de Chatt-el-Haï, entre Ataba et Basrougia et nettoie la rive occidentale jusqu'à Kalat-el-Hadj Yezzan. Le Chatt-el-Haï lui-même, comme nous l'avons dit, commença d'être dépassé. C'était un résultat important et qui faisait honneur aux Anglo-Hindous. Desséché en partie par la saison, le fleuve du Serpent, c'est le vrai nom que porte le bras septentrional du Chatt-el-Haï, se détache du Tigre (rive droite) et par un trajet capricieux de 52 lieues forme entre le Tigre et l'Euphrate un immense trait d'union.

Mais, tandis que vers le Sud-Ouest il se nourrit de nouveaux

[1] Voir le *Correspondant* du 10 avril 1917.

apports liquides, voisin du Tigre et aux jours des grandes chaleurs il n'offre qu'un large lit presque à sec où la vase et le sable mouvant s'offrent traitreusement aux convois qui le veulent franchir. Des éclaireurs montés contournent la ville et tombent à l'improviste aux abords de Baghéla, sur le Tigre, plongeant dans une grande inquiétude l'état-major ennemi qui s'y trouvait installé. Cette pointe de la cavalerie anglo-indienne intéressait donc l'arrière-pays de Kut, vers le Nord, qu'elle atteignait à 12 lieues en aval, sur le chemin de Bagdad. Le souvenir de Ctésiphon se représenta subitement à l'esprit des Turcs et ils comprirent, alors, que la fortune commençait de les abandonner. Liant leurs reconnaissances à celles de la cavalerie, les aviateurs s'engagent dans des raids répétés qui rendent incertains pour l'ennemi la nuit autant que le jour. Le 21 janvier, le 22 encore, Bagdad résonna des éclatements de bombes tombées du ciel dont la calme et sereine expression contrastait étrangement avec ces bruits de massacre. Sur ces entrefaites, Sir Stanley Maude prononçait une attaque décisive à l'ouest de Kut. Les Turcs y sont installés dans une boucle du fleuve, la boucle de Dahra, que dessine la rive droite du Tigre. Complètement battus, ils y perdent en outre 2 200 prisonniers. Mais, il y avait plus; par l'occupation de la boucle de Dahra; Kut-el-Amara se trouvait investi! Les Ottomans allaient se trouver dans la situation où ils surent d'abord placer le général Townshend avec la division de Poona. Quel stupéfiant retour de fortune!

En amont de la boucle de Dahra et de sa proche voisine, mais sur la rive gauche, cette fois, la boucle de Choumran était aussi menacée par les Anglais et l'ennemi cerné se rendit en masse, car, pris entre le Tigre et les baïonnettes indiennes, il n'eût pu qu'attendre d'être jeté à l'eau. Le 22 février, la partie méridionale de la position de Sanna-i-Yat, qui consistait en deux lignes de tranchées sur un front de 450 mètres et une profondeur de 100, était enlevée. Dans l'après-midi, la première et la seconde lignes turques au Nord tombaient à leur tour. L'attention de l'ennemi attirée de ce côté, il fut possible de traverser le Tigre près de la boucle de Chouram. Aussi, le 23, avant le jour, les premiers détachements passaient-ils et, s'établissant en forces sur la rive gauche, assurèrent le débarquement[1]. Puis, on construisit aussitôt un pont qui

[1] Un régiment qui passa le fleuve au point le plus en amont surprit tout à fait les Turcs. Le bateau de tête ne se trouvait qu'à quelques mètres de la rive nord, quand éclata le premier coup de feu. Ce fut, pendant quelques minutes, un crépitement de mousqueterie et de mitrailleuses dirigé contre les pontons. En moins d'une heure, la situation fut réglée à notre profit.

fut achevé en 9 heures. En même temps, les troisièmes et quatrièmes lignes de Sanna-i-Yat tombaient. La cavalerie refoula les Turcs dans un grand désordre sur la route de Baghéla, à 39 kilomètres à l'ouest de Kut. En même temps, les derniers défenseurs de Kut-el-Amara et des lignes tracées à Sanna-i-Yat se pressaient dans une retraite désordonnée vers l'Ouest. Les positions de Nakhailat et de Suwada tombaient et nos alliés apparurent sur la ligne Ataba-Marsh-Magasis.

Sur le chemin de Bagdad.

Les aviateurs anglais, prenant leur revanche sur les mauvais jours d'avril et de mai 1915, volèrent presque à ras du sol, mitraillant les colonnes défaites et surtout coulant avec leurs bombes les bateaux que des remorqueurs turcs tâchaient d'amener en amont. Depuis le 13 décembre, en un peu plus de deux mois, le chiffre des prisonniers avait atteint à ce jour le chiffre de 5000. Ce dernier jour, 1730 Turcs, dont un colonel, avaient été capturés avec 4 canons et 10 mitrailleuses en plus de 10 lance-mines et quantité de munitions. Automatiquement, Kut-el-Amara, comme un fruit mûr, tombait au pouvoir de nos alliés.

Il va sans dire que l'état-major de Constantinople recourut aux explications devenues courantes dans chacun des camps adverses, depuis bientôt trois ans ! Il fit publier, en effet, que « selon des plans arrêtés et afin de réaliser la jonction avec les troupes de renfort arrivées, les braves et héroïques troupes qui ont tenu depuis un an les positions avancées de Kut-el-Amara, ainsi que celles situées à l'Est et à l'Ouest, ont été maintenant retirées à l'arrière, vers l'Ouest; le mouvement n'a pas été aperçu par l'ennemi ».

Cependant, la poursuite se continuait. Cavalerie et canonnières rivalisèrent d'ardeur. Chevaux et moteurs se pressaient sur la route de Bagdad. Depuis le 24 février, 2500 nouveaux prisonniers diminuaient encore les effectifs adverses qui venaient, cependant, de perdre 20 000 tués et blessés.

Alors, une liaison parfaite s'établit entre la flottille, la cavalerie et l'aviation. Derrière eux, les fantassins, forçant le pas, reprenaient contact avec l'ennemi. Et ce fut un mélange pittoresque où l'on aperçut les casques d'un régiment en marche, la poussière que soulève la cavalerie et qui vient retomber sur la passerelle des bateaux. Hussards anglais et lanciers indiens firent boire leurs chevaux sur la berge en échangeant des lazzi avec les marins. Un officier de marine rapporte aussi ce détail : le 8 mars, à midi, un aréoplane descendit, laissa choir un message, fit le tour de notre

canonnière, vire-voltant au-dessus de nous avec insistance, comme pour nous pénétrer de l'importance de la nouvelle qu'il apportait. Il ne s'éloigna, en effet, qu'après avoir vu une autre canonnière recueillir le papier à la surface de l'eau. Il s'agissait d'une communication fort opportune : les Turcs nous attendaient, avec armes et canons, en amont et l'aviateur avait déjà établi des repérages pour nos artilleurs.

Ce même combattant continue : d'Es Sinn à Choumram et à Imam-Madhi, nous trouvâmes continuellement des traces de bataille. Le sol, percé d'entonnoirs, était jonché de débris d'obus. A mesure que nous avancions, les cadavres turcs se faisaient plus rares, laissant la place aux chevaux et mulets tombés d'épuisement au cours de la retraite. Des milliers d'obus inutilisés par les Turcs avaient été semés sur la route, dans la hâte de fuir. Sur quelques points, nos canons de marine et notre artillerie montée avaient bombardé leur arrière-garde et abattu des hommes. Mais, à mesure que nous avancions, ces sinistres vestiges devinrent plus rares.

Si précipitée était la retraite, que l'ennemi jeta ses canons à l'eau, dont quatre obusiers de 150.

Après avoir traversé Azizié, 90 kilomètres en amont de Kut, la poursuite continua d'être menée à raison de 8 lieues par jour. La chevauchée allait toujours, cueillant prisonniers et matériel, 39 canons, 50 mortiers de tranchées et des mitrailleuses en quantité. Cependant, avec des câbles fins dont l'extrémité portait des tridents, des Indiens se livraient à une pêche étrange. Des eaux jaunâtres ils retiraient affûts et tubes de canons jetés là par leurs artilleurs désemparés.

Bientôt, à ce train, on arriva en vue de Ctésiphon. A Laj, les fantassins turcs voulurent faire tête. Enveloppés par les lanciers du Bengale, ils n'eurent qu'à se retirer rapidement et encore perdirent-ils beaucoup de monde. Lancés à leur poursuite, les cavaliers indiens dépassent les anciennes lignes de Ctésiphon où Townshend remporta sa terrible victoire à la Pyrrhus.

Parce que l'armée ottomane se retirerait surtout par la rive gauche du fleuve, l'état-major britannique y fit passer la majeure partie de ses troupes jusqu'alors sur la rive opposée.

Bientôt, d'étape en étape, les combattants se trouvèrent sur la Dialah, cet affluent du Tigre, qui coule des versants de Perse vers les confins de l'Irak-Arabi et de Mésopotamie et ce furent les lieux qui virent le dernier tête à queue de l'armée ottomane avant qu'elle n'abandonnât Bagdad. Avec un remarquable courage les Turcs y tinrent en échec l'armée qui les poursuivait. Par quatre

fois, on tenta de forcer la rivière, mais autant de fois aussi les pontons lancés furent coulés, car l'artillerie turque les transformait sur-le-champ en une dentelle de bois faisant eau de toutes parts. C'est alors que, loin de là, en amont et sur la Diahah, les Anglais parvinrent à franchir le dernier obstacle naturel et, tournant les bataillons ennemis, les contraignirent à reprendre le chemin qui les avait vu venir, à beaucoup de mois de là!

Au terme de cette rude chevauchée, l'armée victorieuse cueillit, le 11 mars, le fruit de si héroïques efforts. Sir Stanley Maude entrait à Bagdad. Entre ce moment et celui (2 heures du matin) où les Turcs étaient partis, les bandes kurdes avaient pu piller à loisir. Si cela ne nous entraînait trop loin, il serait possible de détailler avec quel art ces vandales surent opérer dans ces quelques heures de furieuse sauvagerie. Rien ne leur échappa, pas même les plus légers pansements, le moindre flacon pharmaceutique, le moindre instrument de chirurgie. Pour une fois, l'Allemagne semblait dépassée par ses élèves! Ce que ces doigts avides ne purent subtiliser fut détruit par des mines. Ainsi, ce qui d'ailleurs, exception digne de remarque, était conforme aux lois de la guerre le puissant poste de T. S. F. avait été détruit.

Bagdad se trouve entourée et comme revêtue d'un large manteau de verdure, la vaste palmeraie qui vers le Sud déploie la magnificence de ses frondaisons. Toute la population indigène s'y rendit et, fidèle à la force, proclama son loyalisme pour le vainqueur.

Après Bagdad.

Tout ici dépend de l'eau et, comme la moyenne annuelle des pluies ne dépasse guère 6 pouces, que durant quatre mois, juin, juillet, août et septembre, il ne tombe pas du ciel la plus petite goutte d'eau, que la température oscille peu autour de 100 degrés Farenheit, le fleuve demeure en dernière analyse la seule richesse de cette contrée. Mais aussi quelle baguette magique n'est-il pas, et là où il parvient à féconder la terre, s'épanouissent, bientôt, des splendeurs à nulles autres pareilles. Et voilà pourquoi l'hydrographie du Tigre et même celle de l'Euphrate, se confondent avec la valeur même de cette belle conquête de l'armée britannique. Le fleuve demeurerait-il sagement canalisé entre des rives élevées que la stérilité deviendrait sa lamentable escorte. Au contraire, dût-il, parfois, tout renverser sur son passage en se répandant à travers les sables brûlants, il leur communique la puissance qui enfante d'opulentes récoltes. Pour modérer son allure indépendante, on a

dû contenir le fleuve entre des berges artificiellement surélevées. C'est à elles qu'il appartient, alors, de modérer ces eaux qui, mal contenues, provoqueraient des ravages et, — faut-il le redire, — ce qui soulignera le caractère unique de la campagne militaire, objet de ces pages, pendant soixante à quatre-vingts jours le fleuve est au-dessus de la plaine qu'il traverse. Des inondations brusques et dangereuses ne cessaient donc de menacer l'armée combattante, ses lignes de communication et les bases vers lesquelles leurs longs détours se rendaient. Aussi fut-ce un stratagème fréquent que de provoquer l'inondation des tranchées adverses et alors l'eau et le feu s'unissaient pour la destruction du plus faible ou du moins agile. Par ses variantes mêmes, la nature du sol rendit maintes opérations dangereuses. Que de compagnies campèrent, le soir, sur les bords du fleuve dans une entière sécurité qui, le lendemain matin, se trouvèrent investies par un subit et terrible rempart liquide! Or, il arriva que la dernière poussée des Anglais qui les conduisit à Bagdad coïncidait avec les mois de crues subites, effet lointain des fontes de neige sur les versants montagneux. Ainsi, loin du Tigre, l'absence d'eau tue; près du fleuve, l'excès d'eau nuit!

*
* *

Cependant les nouveaux objectifs offerts aux troupes victorieuses devenaient Samarra et Tékrit récemment atteintes par le *Bagdad-bahn*. La tête de colonne de l'expédition se trouva, bientôt, à 66 kliomètres en amont de Bagdad.

En même temps, les Anglais se portaient vers l'Euphrate et prenaient Féludja, 15 lieues à l'ouest de Bagdad. Ils étaient ainsi sur la route d'Alep.

Mais il manquait quelque chose au triomphe de l'effort britannique sur ces chemins d'Orient. La jonction anglo-russe, si souvent annoncée, allait-elle, enfin, se réaliser dans des conditions pratiques et d'une utilité appréciable?

La jonction russo-anglaise.

Plusieurs mois auparavant, les cosaques du général Baratov avaient exécuté un raid bien capable d'exciter l'imagination. Une sotnia, forte de 5 officiers et 110 cavaliers, quittait l'armée, alors campée dans les montagnes persanes, à 30 kilomètres au sud de Kermanchah. Elle marcha, alors, droit au Sud à travers le plateau de Puscht i kuh dont l'accès est particulièrement difficile à cause de sa rudesse et du manque total de ressources locales. Chaque cava-

lier emportait seulement des rations pour trois jours, comptant sur ce qu'ils trouveraient en route. Ils avaient, en effet, à parcourir le plus rapidement possible 189 milles [1]. Le raid était calculé à raison de 25 milles par vingt-quatre heures, repos compris. Parvenus au centre du Puscht i kuh, les cosaques s'arrêtèrent deux jours et demi chez le Vali. Bientôt, la sotnia atteignait le camp britannqiue sur le Tigre, à Irman Ali Gharbi, en un point où le fleuve est très rapproché des confins persans. Et l'on put voir alors, une fois de plus, ce qu'est la résistance du cavalier cosaque. Sans débotter, après cette course qui semblait un défi au bon sens, ils passèrent la nuit entière en chants et en danses.

Cette pointe audacieuse paraissait devoir rester sans effet vraiment utile. Mais la victoire de Kut et celle de Bagdad se firent sentir loin des villes conquises. Là où les monts persans s'abaissent vers le Tigre, Russes et Anglais firent leur jonction, 160 kilomètres au nord-est de Bagdad, non loin de Khanikin. Les cosaques y arrivèrent en dispersant les bandes kurdes qui tenaient le Kurdistan. Au défilé de Kerind se produisit un vif engagement et qui provoqua un retard de plusieurs jours. Mais, finalement, les hommes de Baratov purent galoper vers Khanikin.

Sous la poussée russo-anglaise, les Turcs doivent abandonner la Diahah, affluent du Tigre. Dès ce moment, le front est devenu continu entre les confins méridionaux de l'Arménie et le désert qui se trouve au sud de la Mésopotamie. Les cosaques peuvent ainsi convoyer leur ravitaillement sur les pistes persanes de Tabriz à Saneh et de Recht à Kermanchah, par Hamadan. Quant aux effets d'une pareille liaison, ils demeuraient sous la dépendance des événements non seulement de Mésopotamie, mais encore de Palestine, car il existe, désormais, un rapport étroit entre ces expéditions qui tendent à se rapprocher chaque jour davantage, malgré leurs points de départ si éloignés les uns des autres.

Conclusion.

Le bruit provoqué, en ce moment, par la publication du rapport officiel britannique sur l'expédition de Mésopotamie met, plus que jamais, cette question à l'ordre du jour. Il semblerait vain de vouloir, déjà, répartir les responsabilités dans la première et si malheureuse marche sur Bagdad. Cependant, on les débattit récemment aux Communes avec une certaine âpreté et Lord Hardinge, ex-vice roi des Indes, qui présida aux préparatifs de la campagne,

[1] Le mille vaut 1609 mètres.

ainsi que Sir E. Beauchamp-Duff, ancien commandant de l'armée indienne, sans oublier Sir John Nixon se trouvent vigoureusement pris à partie. On voudra en tous cas retenir que les acteurs principaux n'ont pas encore tous apporté leur témoignage. Ainsi faudra-t-il attendre la libération du général Townshend pour obtenir sur plusieurs points essentiels une lumière complète.

Si les informations font parfois défaut, on n'en peut pas moins arriver, dès aujourd'hui, à certaines conclusions générales. Une première campagne engagée à la légère, sans études, ni effectifs suffisants, valut à nos alliés un échec particulièrement pénible qu'ils surent, d'ailleurs, réparer avec éclat par un nouvel effort tout à fait victorieux, celui-là! La campagne menée par Sir Stanley Maude, à la fois hardie et prudente, n'apparaît-elle point comme une condamnation sans appel de ces procédés de guerre dont les Alliés, hélas! ne se seront que trop longtemps servis. L'envoi de la colonne Townshend vers Ctésiphon mérite d'être rangé, à juste titre, dans l'ancien et cependant encore récent système politique et militaire dont nous avons subi les effets détestables dans notre chair et dans notre crédit. Au début, les Alliés étaient excusables. N'ayant pas voulu la guerre, ils se trouvèrent obligés d' « inventer » les moyens de la supporter. Il n'en serait plus de même, aujourd'hui.

En terminant cette quatrième étude sur les fronts d'Asie me sera-t-il permis de constater qu'à tort nous avons parfois négligé le péril turc. Au Caucase comme en Egypte, à Ctésiphon comme au Soudan la chance, au moins autant que la préparation, nous a permis d'échapper aux plus dangereux périls. Pourrait-on dire, en portant les regards vers la Palestine que nous avons enfin terminé nos écoles? Ce serait à souhaiter.

Sur l'aveu d'une franchise admirable qu'ose faire de ses erreurs, et en pleine guerre, le gouvernement anglais, on doit reconnaître, enfin, la différence profonde qui existe entre les deux opinions publiques anglaise et française. Successivement, les Dardanelles, puis la campagne d'Egypte et celle du Soudan, l'expédition de l'Est Africain, maintenant les affaires de Mésopotamie ont été l'occasion d'exposés officiels et, sinon toujours complets, souvent d'une franchise qui mérite d'être imitée.

Charles Stiénon.

GUÉRANDE

I

Comme un bouquet de pierre au milieu de la lande
S'élève la très noble et très douce Guérande
En son corselet gris de remparts et de tours
Dont l'herbe des fossés dessine les contours.
Aux temps passés veillaient ces tours, rudes guerrières
Qui pointaient l'arquebuse au ras des meurtrières,
Et, rejetant l'assaut du flanc des éboulis,
Crachaient du plomb fondu par leurs mâchecoulis...

Aujourd'hui, dans leur abandon, les voilà seules,
En vêtements de deuil ainsi que des aïeules
Qui, se remémorant la gloire de jadis,
Sur les siècles défunts chantent *De Profundis!*
Dans les fossés que leur silhouette surplombe
L'eau muette qui les a choisis pour sa tombe
Dort sans rêver. Des fleurs, des feuillages tremblants
S'y mirent, enlacés aux fins nuages blancs.
L'eau dort entre les bras de l'ombre, en une alcôve
Où le soleil couchant met sa veilleuse fauve;
L'eau dort, et parfois même on dirait qu'elle meurt,
Alors qu'elle s'étend sans murmure et sans heurt,
Insensible à la brise, à l'insecte qui rôde,
Sous l'herbe qui lui tisse un linceul d'émeraude.
Un long frissonnement ondule en son corps las;
Elle s'éteint... Du haut d'un vieux clocher, le glas
Laisse lentement choir ses syllabes voilées
Sur l'ombre qui s'allonge aux fuyantes allées;
Et leurs feuilles vont s'effeuillant avec les sons
Du glas dont l'eau mourante alanguit les frissons.
Sur l'autel bleu du ciel aux lointaines opales
Le crépuscule allume enfin ses cierges pâles,
Et la prairie en fleurs penche son encensoir
Vers l'eau qui meurt, bercée aux prières du soir...

II

Montant ou dévalant et faisant maints détours
Dans le paisible enclos des douves et des tours,
Sinueuses, parmi la ville vont les rues,
Et les vieilles maisons, de profil apparues,
Font signe au voyageur d'arrêter un moment
Sa promenade errante et d'entrer seulement,
A travers le jardin qu'embaume un chèvrefeuille,
Jusqu'au logis vêtu de lierre où se recueille
Le Souvenir, qui rend semblable ce séjour
A quelque ancien coffret plein de lettres d'amour...
Mais le promeneur passe, et son pas solitaire
S'atténue, en quelques instants il va se taire,
Et les maisons qui se résignent vaguement,
Près de se rendormir dans leur isolement,
N'entendant plus de bruit referment les paupières
De leurs volets mi-clos sur leurs faces de pierres.

La place vide a l'air d'attendre on ne sait quoi :
Une fête, un pardon, le signal d'un beffroi,
Pour se remplir de foule et se remettre à vivre.
Aux jardins des remparts, dans leurs coupes de cuivre
Les genêts boivent l'air à l'arôme salin ;
Le soir tombe baigné d'un brouillard opalin,
Et, de la même voix qu'à l'époque royale,
Le couvre-feu descend de la collégiale.

Mais lorsque tout s'endort dans la vieille cité,
Du fond lointain de l'ombre et de l'immensité
S'avançant sous la traîne à franges d'or des nues,
Monte une voix qui dit des choses inconnues :
La Voix des flots, la Voix des profondeurs, la Voix
Du large, où l'aquilon fait gémir ses hautbois,
Crier ses fifres et sangloter ses clarines,
La Voix des morts roulés dans les algues marines,
La Voix faite d'horreur, de mystère et de bruit
Qui jaillit de la bouche obscure de la Nuit...
Puis tout cela s'apaise en passant sur les plaines ;
Le vent frôlant les fleurs y cueille leurs haleines,
Et, venant sur Guérande éteindre ses frissons,
Pose un voile de rêve aux coiffes des maisons.

René Brancour.

CHRONIQUE POLITIQUE

La « sagesse du poilu » mérite décidément de remplacer, dans la galerie des clichés historico-philosophiques, la vénérable « sagesse des nations ». Il me semble, en effet, que les nations sont brouillées avec Minerve depuis quelque temps. Tandis que le poilu, avec le bon sens qu'il n'abdique jamais tout à fait et qu'il retrouve traditionnellement après les pires secousses, a mis à la mode deux locutions que j'espère bien voir adopter quelque jour par le style académique. D'abord nous devons au poilu la haine du « bourreur de crânes ». Et s'il est peut-être un peu risqué de donner une définition adéquate de cette nouvelle espèce de bipède terrifiant, il n'est personne qui ne sache admirablement ce que veulent dire ces termes imagés. Le « bourreur de crânes » jongle avec les milliards qu'il voit jaillir du sol comme un geyser financier; il voit l'Allemagne survolée par cent mille avions tonnants, ronflants, écrabouillants, — cent mille, pas un de moins; il « sait » la dernière invention d'Edison, grâce à quoi l'on pourra suivre un sous-marin en côtoyant le Gulf Stream, ni plus ni moins qu'un vieux marcheur suit une midinette sur un trottoir de la rue de la Paix; il n'admet le calcul des armées alliées que par unité de millions et celui des armées ennemies que par squelétiques unités de mille; il sait que la guerre finira dans six mois et que, pour être tout à fait dans le train, les Alliés arriveront à Berlin par l'Orient-Express; il sait... que ne sait-il pas!

Que le poilu ait pris en grippe ces fâcheux du patriotisme, ce n'est que justice. Il sait, lui, ce qu'il faut endurer, risquer et réussir pour tenir et pour progresser, et qu'on est encore loin du but. Il est hanté par de bien autres problèmes, et son esprit simpliste cherche à comprendre pourquoi il y avait souvent cinq fois plus de Français dans une tranchée de première ligne que de « boches » dans la tranchée d'en face; pourquoi les mitrailleuses étaient trop souvent dans des tranchées repérées, risquant d'être démolies ou « amochées » ou enrayées sous la pluie de matériaux soulevés par les explosions de projectiles, au lieu d'être tapies, en avant, en des trous d'obus où leur champ de tir est moins restreint et leur sécurité plus grande; et combien d'autres points d'interrogations se lèvent en sa pensée, sans qu'il y trouve de réponse et souvent, d'ailleurs fort heureusement, sans qu'il en cherche!

Alors intervient la seconde locution qu'il a popularisée : « Il ne faut pas s'en faire ! » Celle-là est encore supérieure à l'autre, car elle contient toute la philosophie non seulement de la résignation, mais de la ténacité, du courage gouailleur et d'autant plus solide qu'il ne se nourrit pas d'illusions. C'est son « mektoub » à lui. Mais s'il y entre, en effet, une certaine dose de fatalisme, il y a encore bien plus d'acclimatement conscient et voulu au devoir supérieur et à la tâche quotidienne. Et je crois bien que, de plus en plus, ce mot de l'avant devrait devenir celui de l'arrière : « Il ne faut pas s'en faire ! » Cela voudrait dire : pas d'agitation, pas d'énervement, pas de brouillamini, pas de hannetonage. Du calme, de la sincérité dans le raisonnement, du bon sens dans le jugement, et, pour tout dire, du brave esprit français traditionnel, tout simple, tout sincère, tout loyal que rien ne décourage parce que, au fond et malgré des apparences quelquefois trompeuses, il s'attend à tout, qu'il n'est dupe que lorsqu'il y consent — ce qui est une façon de ne pas l'être ! — et enfin parce qu'il a confiance d'avoir, un jour, sa revanche. Jamais plus qu'aujourd'hui, ces mots ne rendraient service à l'immense majorité des liseurs de nouvelles, à quelque étage de la société humaine qu'ils se trouvent placés. Il ne faut pas s'en faire !

Cela ne veut pas dire qu'il faille se désintéresser : au contraire ! Il faut s'intéresser avec, au sens étymologique des mots, l'esprit critique, ce qui n'est pas du tout l'esprit de critique. Et voilà bien, en effet, par où, trop fréquemment, tout se brouille et s'embrouille : ces deux esprits sont tenus l'un pour l'autre, et je ne sais pas d'erreurs plus préjudiciables. Si vous essayez de voir clair dans un argument ou dans une thèse et si, pour cela, vous prétendez débroussailler un exposé ou un plaidoyer, vous verrez des mines découragées ou rageuses, parce que vous troublez une ordonnance péniblement combinée ou que vous bousculez un paravent qui vous cache la vérité. C'est pourtant vous qui aurez, ce faisant, l'esprit critique, et ce sont les protestataires qui, en vous critiquant, auront l'esprit de critique. « Ne vous en faites pas » et continuez. Viendra un jour où l'on vous donnera raison. Et si ce jour ne devait jamais poindre, vous auriez eu raison tout de même, ce qui est encore l'essentiel, surtout en démocratie !

Car c'est une très grosse faute, et féconde en déplorables conséquences, de croire qu'en guerre rien ne compte que la passion et que la passion peut se passer de raison parce que l'instinct lui suffit. Il n'est de passion forte, efficace et durable que la passion raisonnable. Quel mouvement fut plus passionné que celui qui souleva le pays en août 1914 ? Il fut instinctif, je le veux bien, mais il avait été préparé par de longues années de constatations, de jugements, donc de raison. La guerre s'est prolongée plus longtemps qu'on ne croyait et, fatalement, elle a évolué non seulement dans ses modalités militaires mais, si je puis ainsi parler dans son support intellectuel. De plus en plus, la raison est indis-

pensable à promouvoir l'effort prolongé pour qu'il reste productif. Et c'est ici qu'il faut se méfier des raisonnements par à peu près ou trop elliptiques, à plus forte raison trop implicites. Le pays, — avant et arrière, — doit tenir : le principe est intangible; mais il est d'une extrême importance que le pays comprenne, et pour qu'il comprenne, on doit lui parler clair et sans se contredire.

Volà pourquoi je me suis permis, dès longtemps, d'estimer soit prématurés, soit regrettables, tous ces grands effets déclamatoires, et assez vains dans la pratique, sur les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, à n'accepter que les sujétions qui leur conviennent, etc., etc.. Ces thèmes-là sont dangereux à produire avant l'heure parce que, tout naturellement, ceux qui les exploitent, avec une sincérité dont je me garderais bien de douter, sous-entendent toujours que les désirs des « peuples » correspondront aux désirs des promoteurs de l'idée. Et si certains « peuples » manifestent des préférences contraires à celles des promoteurs et que les promoteurs se fâchent contre ces peuples, que voulez-vous que pensent les neuf dixièmes des gens qui ont cru à l'idée promulguée avec fracas? Elle paraît bonne ici, mauvaise là, parce que ici elle répond à certains projets et que, là, elle en trouble certains autres! C'est à s'y perdre, et l'on s'y perd en effet, ce qui est déjà fâcheux. Mais qui pis est, on est fatalement conduit à douter ou de la bonté de l'idée ou de la sincérité de ses promoteurs. Et voilà justement ce qu'il faut éviter si l'on veut sauvegarder la raison et le bon sens publics qui sont plus indispensables que jamais à l'équilibre de la société, — pas même de la société des nations, mais de la société tout court.

Un exemple. On sait toutes les excellentes raisons de l'autonomie, de l'indépendance réclamées par les Tchèques d'un côté, par les Jougo-Slaves de l'autre, et l'on y applaudit en y aidant. Mais voilà que, partant du même principe : le droit de disposer de soi, l'Ukraine d'une part, la Finlande de l'autre, manifestent le même désir. A quoi l'on fait un accueil diamétralement contraire. Pourquoi, au fond? Parce que dans le premier cas, il s'agit d'affaiblir un ennemi : l'Autriche-Hongrie; et dans le second, un allié : la Russie. Pourquoi encore? Parce que les situations ne sauraient être comparées au point de vue des souffrances passées et des réparations nécessaires. Et cela, sans doute, est juste... Mais c'est tout à fait autre chose que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Car si ces mêmes peuples ont ce *droit*, il importe peu qu'il nous plaise ou non qu'ils en usent. Et si l'on prétendait leur en interdire l'exercice ou y apporter des obstacles, c'est que leur droit ne serait plus comptable du *droit*, mais de l'utilité ou du bon plaisir de tel ou tel peuple plus fort, — ce qui suffit à ruiner thèse, projets... et confiance publique. Il n'y a pas moyen de sortir de là, ce qui eût dû suffire à dissuader d'y entrer.

Il est fort risqué de promulguer des chartes mondiales de principes universels, et je crains que le souvenir d'un passé déjà loin-

tain ne se transforme en mirage trompeur. Les temps ont changé. Ce n'est plus le prône ou le prêche qui façonne l'esprit public, ce sont les *nouvelles* du journal à un sou. Et il n'y a pas de plus terribles logiciens que les lecteurs du journal à un sou. Or ils constituent la masse, et les « distinctions » ne sont pas leur affaire. Ne me dites pas qu'ils suivent aveuglément leur journal. En certaines questions de politique religieuse, certainement, où ils trouvent un intérêt moral — ou immoral — à être illogiques. Mais en beaucoup d'autres, ils s'émancipent de sa tutelle, quand leur bon sens reprend son indépendance. N'oublions pas que ce sont ces lecteurs-là qui ont baptisé les « bourreurs de crânes »! Et s'il est une question où, — n'étant pas eux-même partie — ils soient d'une logique intransigeante, c'est sur la question du droit et de la justice. Quels services rendrait l'homme de réputation et d'intégrité établies, qui populariserait à ce sujet des idées claires et ferait comprendre qu'il ne faut pas croire ces deux termes interchangeables! Ce serait beaucoup moins ardu qu'on ne le craint peut-être. Pour séparer les deux notions dans la pratique, un exemple suffirait probablement. Ainsi tel article du Code civil déclare : « L'enfant né pendant le mariage a pour père le mari. » Cet article formule le droit. Exprime-t-il toujours la justice? Je ne vois pas le plus primaire des liseurs qui ne comprît la différence.

Et sur le droit lui-même que de clartés n'y aurait-il pas à répandre, surtout en ce moment où l'on jure constamment par le droit des gens et les conventions internationales! Avouerai-je que je trouve regrettable qu'on n'apporte pas plus de soins à expliquer au grand public certaines contradictions apparentes. Il ne manque sans doute pas de légistes de renom qui le pourraient faire, textes en main, sans phrases et avec la plus « juridique » loyauté. Dans cette très délicate question des neutres, où il importe de sauvegarder, à la fois, nos nécessités présentes et les relations d'avenir, pourquoi hésiter à trancher clairement et définitivement, par une discussion et un exposé très net, le cas posé par l'acticle 7 de la Convention de la Haye (1907) sur les « droits et les devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre » répété sous le même numéro dans la Convention en cas de guerre maritime, et ainsi conçu : « Une Puissance neutre n'est pas tenue d'empêcher l'exportation ou le transit, pour le compte de l'un ou de l'autre des belligérants, d'armes, de munitions, et, en général, de tout ce qui peut être utile à une armée ou à une flotte. » Et comment cet article 7 peut suivre, sans le contredire, l'article 6 (Convention en cas de guerre maritime) ainsi conçu : « La remise, à quelque titre que ce soit, faite directement ou indirectement par une Puissance neutre à une Puissance belligérante, de vaisseaux de guerre, de munitions ou d'un matériel de guerre quelconque, est interdite. » Et comment ces deux articles se complètent par l'article 18 (Convention en cas de guerre maritime) disant : « Ne seront pas considérés comme

actes commis en faveur d'un des belligérants ...... *a*) les fournitures faites ou les emprunts consentis à l'un des belligérants, pourvu que le fournisseur ou le prêteur n'habite ni le territoire de l'autre Partie, ni le territoire occupé par elle, et que les fournitures ne proviennent pas de ces territoires... » Et comment ces diverses stipulations se combinent ou doivent se combiner avec les règles internationales du blocus. Par ce que chacun peut entendre dire à ce sujet, on peut juger de l'opportunité qu'il y aurait à apurer, une bonne fois, une question que les juristes officiels éclairciraient aussi bien et péremptoirement que l'intervention en Grèce des puissances « protectrices »! On a vu naguère encore que les gouvernements peuvent être, là-dessus, à persuader autant que les simples particuliers. Le gouvernement provisoire de Russie a expliqué, en effet, dans un communiqué officiel, pourquoi il n'avait pu se joindre à ses alliés dans cette opération. A son gré, il eût fallu persuader au peuple hellène de disposer lui-même et librement de ses destinées. On sait quel serait, à mon sens, le parti le meilleur : il est un peu complexe, bien que se décomposant en éléments fort simples. Ou bien montrer, par les textes, qu'on s'en tient aux stipulations antérieures; ou cesser, une fois pour toutes, de s'en réclamer et d'y faire appel, et vaquer à la guerre sans autre préoccupation que de la conduire suivant le droit naturel et le droit chrétien plutôt que suivant le droit écrit. Mais choisir et se tenir au choix. Je ne vois pas ce que notre intérêt lui-même d'aujourd'hui ou de demain y perdrait, et je crois bien que la situation juridique y gagnerait en clarté et en dignité.

Si j'ai un peu insisté sur des idées qu'il me paraîtrait utile de voir comprises, c'est que, de plus en plus, aux préoccupations militaires seront jointes, dans les esprits, les préoccupations économiques, financières et sociales d'ordre international et qu'il faudrait bien que le terrain fût déblayé de toutes pierres d'achoppement. Il y a longtemps que je l'ai fait prévoir, nous avons dépassé le stade purement militaire : c'est toujours la résistance ou la victoire des armées qui est et qui restera le point central de la situation; mais, dorénavant, de nouvelles préoccupations se feront jour de plus en plus. Et si, comme je le crois, l'Angleterre entre autres veut faire tout au monde pour « occuper » un territoire ennemi, c'est dans le but de « perler » sa démobilisation, autant que pour obtenir des indemnités : l'équilibre interne sera de plus en plus conditionné par la victoire, et c'est un nouveau motif de scepticisme sur la prochaine conclusion de la campagne.

L'Allemagne, ostensiblement, fait front avec une nouvelle ardeur. M. de Bethmann-Holweg est enfin démissionnaire au grand enthousiasme du parti pangermaniste qui a fini par triompher. La chute du chancelier est surtout caractéristique en ce qu'il représentait, ces derniers temps, avec l'empereur lui-même, ce qu'on pourrait nommer « le parti fatigué » et disposé à glisser peu à peu vers la paix. Sous l'impulsion apparente du kronprinz,

c'est « le parti fanfaron » qui reprend officiellement le dessus. Il faut donc s'attendre à une recrudescence de la guerre sous-marine, et à des attaques sur les fronts de terre. Déjà, les ennemis s'emploient plus vigoureusement contre Broussilov, et sur notre front, c'est, de leur part, une activité constante et qui n'est pas négligeable bien qu'elle semble avoir perdu de son ancienne puissance.

Je ne suis pas, ai-je besoin de le confesser, dans le secret des dieux ni des demi-dieux et je n'ai aucune approximation suffisante à proposer! J'en reviendrai toujours à espérer qu'on ne fera pas chez nous d'offensive « d'opinion ». Certains hurluberlus en réclament une à cor et à cris — pour soulager les Russes. Evidemment, et il faut s'en féliciter, nos grands chefs ne sont pas indifférents à ces concordances; mais elles ne peuvent suffire par elles-mêmes à justifier une action. D'autres éléments doivent entrer en combinaison, et qui sont connus du grand quartier général et du gouvernement. Ce qui peut arriver de mieux c'est qu'on ignore jusqu'au moment voulu, les projets s'il y en avait. Nous avons payé trop cher les bavardages et les ports de voix. Les Parisiens qui fêtèrent au 14 juillet les plus glorieux de nos drapeaux n'avaient pas l'indiscrétion de crier « en avant »; ils criaient « merci! » Et le défilé, de Vincennes au Lion de Belfort, fut sincèrement émouvant par la superbe allure des délégations et par le vibrant accueil de la foule. Ce fut un nouvel acte d'union nationale qui vint à point pour achever de dissiper quelques nuages méchamment poussés par les souffleurs de tempêtes. Le baromètre civil se maintiendra-t-il au Beau? Certains opineraient plutôt pour une chute à Variable et même plus bas. Rien n'est impossible, et ce qui était peu probable hier peut se réaliser, si l'on peut dire, à l'improviste.

Un peu partout, du reste, ce sont des remaniements de cabinet. A Berlin, M. Michaelis remplace M. de Bethmann et affecte des airs autoritaires. Sera-t-il dieu, table ou cuvette? Et le sait-il lui-même? En dépit de la reviviscence pangermaniste, c'est malgré tout la vie au jour le jour. De l'attitude de quelques leaders comme M. Erzberger, on peut conjecturer que l'avenir de l'Allemagne commence à préoccuper certains de ses plus fougueux conducteurs. Il ne faudrait pas se laisser prendre aux lamentations s'il s'en produisait. Elles entreront un jour dans la tactique gouvernementale. Après un grand effort, on se fera non seulement plus doux mais plus petit que nature, afin de donner le change. Mais en combattant cette fausse impression, il faut pourtant éviter d'aller à l'autre extrême. Financièrement, dit-on, l'Allemagne ne serait pas appauvrie, n'ayant pas exporté son or. Il faut cependant tenir compte de ses achats aux neutres, — considérables si l'on s'en rapporte aux Alliés. Il est peu probable que ces achats aient été soldés en papier. D'autre part si l'action de l'Allemagne en maints pays que l'on nomme (Russie, Chine, Mexique, Espagne, neutres et alliés eux-mêmes) est aussi ardente et

répandue qu'on le dit, cette propagande doit être fort abondamment subventionnée. Et je rappelle simplement ses pertes en hommes, la débilitation réelle d'une grosse part de sa population ouvrière et féminine et les pertes de très nombreux enfants en bas-âge. Tout cela ne peut pas ne pas laisser de cruelles traces après la guerre. Il n'en faut pas conclure à une diminution extrême de l'Allemagne, mais elle est déjà certainement atteinte soit dans son capital financier, soit dans son capital humain; on ne s'en rendra peut-être pas compte tout de suite, parce que les jeunes générations représenteront encore, pendant quelques années, la période croissante des naissances, mais un peu plus tard un vide dans la nation se marquera fatalement et qui se perpétuera durant un assez long temps. Puissions-nous être, à ce moment, en état de rétablir au moins l'équilibre, si nous ne parvenons pas à assurer, comme il est bien à craindre, la supériorité de la repopulation.

En Autriche et surtout en Hongrie, c'est pis encore. On y souffre et on y meurt d'une certaine maladie du sommeil (qui n'a rien de commun avec celle des colonies) et qui est caractérisée par un affaiblissement tournant à la torpeur pour aboutir à la mort. En ce qui concerne la politique de Charles I[er] elle ne me paraît avoir ni vaincu ni échoué complètement. Si le jeune empereur réussissait à sauver sa couronne et son empire, ce serait à lui qu'il le devrait; mais il semble bien que la partie soit fort compromise. Les Alliés ne croiraient à sa sincérité qu'après une rupture qui paraît impossible dans les formes où on l'exigerait; et des deux côtés de la sanglante barricade, on ne se comprend pas à demi-mot! Seul ce qu'on nommerait volontiers le nouvel isolement slave pourrait servir les projets qu'on lui prête; mais même si les nationalités centrifuges devaient courir plus de périls internationaux après leur séparation de la monarchie, les choses sont depuis si longtemps ainsi arrangées qu'elles préféreraient, assure-t-on, les risques de la « liberté » aux profits du fédéralisme. Les « jeux » étaient faits dès avant la mort de François-Joseph. Il est trop tôt pour prévoir, mais les augures affirment que Charles I[er] est venu trop tard dans un monde trop vieux. Toutefois, la partie reste intéressante à suivre, car, en tout état de cause, le vieux régime est mort et l'on devra reconnaître que le jeune Empereur n'a redouté ni les railleries, ni les responsabilités. Mais il y a des situations qu'on affirme plus fortes que les hommes.

L'état de la Russie en fournirait au besoin une nouvelle preuve. Je n'ai pas qualité pour dire ce que les ministres compétents ont refusé de dire eux-mêmes au Parlement britannique à ce sujet. Ce qui est hors de doute, c'est que le mouvement a vite débordé ceux qui le favorisèrent et que, comme il a été déjà dit, l'instrument employé a entraîné l'opérateur plus loin qu'il n'eût voulu. La situation, qui s'était améliorée, redevient trouble, et M. Kerenski, c'était fatal, trouve devant lui des obstacles qui mena-

cent de grandir. J'attendais l'expérience qui s'est faite depuis les échauffourées léninistes du 16. Au moment où je dois écrire ces lignes, on ne sait pas encore comment elle a définitivement tourné. Si l'emploi de la force (en faveur de la Révolution) a mis fin à cette sous-révolution, l'avenir peut être pour quelque temps assuré, et, en de telles conjonctures, qui a temps a tout. Si l'emploi de la force avait échoué, ce serait grave et la menace viendrait ou d'une anarchie ou d'une réaction. A des degrés divers, ce serait l'offensive probablement bien compromise, car les meilleurs éléments de l'armée sont sur le front, et je ne sais, — ou je ne veux pas savoir, — ce que donneraient les réserves. La situation future dépend donc du succès de la répression, et la conférence pour la revision des buts de la guerre dans les Balkans en éprouvera le contre-coup. Il est à peine besoin de dire où vont nos souhaits. La Belgique aurait le droit, dans cette conférence, de rappeler à la Russie qu'à l'autre bout de l'Europe, elle s'est sacrifiée pour l'Alliance. Et sa seule présence serait pour les hésitants un exemple ou un remords.

En Espagne, le petit parlement que l'opposition catalane a tenté de réunir à Barcelone fut dissous sans trop de peine. Jusqu'ici, M. Dato a réussi à mettre de l'huile dans les gonds et à n'en pas répandre sur le feu. Il faut beaucoup de dextérité pour cette opération, et de sang-froid. Puissent toutes les rancunes s'évaporer en paroles, afin que les actes soient libres d'apaiser le pays et d'unir les volontés pour le prudent développement de ses destinées.

L'Angleterre n'a pas échappé à la fièvre générale, et M. Lloyd George a modifié la composition de son ministère. On ne saurait encore préjuger de l'accueil que lui feront le Parlement et le pays. Sir E. Carson prend place au cabinet de guerre, et M. W. Churchill rentre à la marine. D'autres nominations sont encore plus contestées, au point que le *Times* lui-même décoche un trait à son Premier. Signe des temps. Ce n'est pas la « tempête », mais c'est le « variable ».

L'Italie semble arrivée au « beau » après avoir eu, elle aussi, quelques semaines d'agitation. Et la présence à Paris du ministre des Finances fut la meilleure preuve du calme revenu. L'inauguration de l'Institut italien à la Sorbonne, et d'autres réunions groupèrent autour de M. Meda les meilleurs amis de son pays et les plus notoires représentants de la pensée française. La vaste culture et le tact du jeune ministre conquirent tout le monde, précisément parce qu'il n'affichait pas l'ambition d'un conquérant. Il y eut là quelques jours, trop brefs, où le ministre des Finances d'Italie servit fort utilement l'union latine, par son ouverture d'esprit et sa cordiale sincérité, en vertu même d'une maxime qu'auraient pu lui inspirer ses fonctions : les bons comptes font les bons amis.

20 juillet 1917. INTÉRIM.

La Dernière étape; la paix qu'il nous faut, par Georges Blondel. 147 pages in-16 carré. (Librairie du recueil Sirey.)

Dans cette monographie, il n'y a à reprendre que le second titre et les trois dernières pages, esquissant un programme de remaniement de la carte du monde : notre seul objectif à l'heure qu'il est doit être de remporter une victoire décisive. Mais le vrai sujet du nouveau livre de M. Blondel, c'est l'analyse de l'état d'esprit et de la situation économique de l'Allemagne, d'après des témoignages aussi nombreux que sûrs. La science économique de l'auteur, sa connaissance approfondie de la langue allemande, le travail de dépouillement dont il est chargé comme officier de l'armée territoriale (car son dévouement patriotique lui a fait reprendre, depuis 1914, un service dont son âge l'exemptait), tout contribue ici à inspirer confiance au lecteur, intéressé et réconforté par ces preuves de l'énervement, de l'épuisement ennemi.

Les Deux Guerres (1870-1871—1914-1917), images et souvenirs, par Henry Cochin. IX-293 pages in-16. (Plon.)

Les lecteurs du *Correspondant* ont eu la primeur de quelques-unes des pages recueillies ici : souvenirs de la guerre d'il y a quarante-cinq ans, impressions et réflexions sur le présent conflit. L'ensemble du volume est digne du patriote, de l'artiste, de l'érudit qui a, de longue date, affirmé sa maîtrise en des domaines variés.

Dans l'intime Belgique, par Johannes Jörgensen Trad. de J. de Coussange. 1 vol. in-12. (Bloud et Gay.)

Recueil d'œuvres et d'essais fort divers, depuis la méditation pratique jusqu'à la critique littéraire (on y remarque des études sur Psichari et Péguy), toujours inspirés par les grands événements d'aujourd'hui ou y aboutissant, toujours pleins de ce talent suggestif, pittoresque et délicat que l'on connaît. Ajoutons que le volume est traduit en un style excellent.

Félix Desportes et l'annexion de Genève à la France, 1794-1799, par Frédéric Barbey. 1 vol. in-8°. (Perrin.)

Ce livre, que l'Académie française vient de couronner se lit, comme les précédents du même auteur, avec un double plaisir; étant composé avec le soin minutieux d'un historien scrupuleusement documenté, et par un écrivain dont le style attachant convient à merveille à l'exposition de tels sujets. « La conquête française fut un déplorable acte de violence, conclut M. Barbey, mais aussi une leçon méritée et salutaire. » Le livre entier en témoigne avec une haute impartialité, et l'on y trouvera cette morale de l'histoire que le feu de l'action obscurcit trop souvent mais qui reprend toujours ses droits.

L'Europe au jour le jour. — I. *La crise bosniaque*, par Auguste Gauvain. 1 vol. in-8°. (Bossard.)

Il est souvent impossible d'aller rechercher, dans les collections de journaux, les séries d'articles qui éclaireraient une situation. Le directeur de la politique étrangère aux *Débats* nous rend le service de réunir les siens en volume. C'est en même temps un acte de courage quand on a, comme lui, une politique personnelle, et aussi de justice, quand la suite des faits, comme il arrive, a donné raison aux pronostics. Les six mois de l'hiver 1808 09 apparaissent comme la préface du conflit actuel, et nous ne saurions trop recommander la lecture de ces pages. Elles doivent prendre place dans les dossiers des historiens et des hommes politiques.

Silhouettes italiennes, par Domenico Russo. 1 vol. in-12. (Bloud et Gay.)

Nous avons à peine besoin de signaler l'intérêt de ce volume. L'auteur qui est un de nos « Miles » connaît, mieux que personne, par sa situation dans la presse des deux pays, les questions qu'il a traitées à propos des personnages dont il a campé les vivantes silhouettes. Ainsi réunies, elles retrouveront certainement le succès qu'elles obtinrent dans nos livraisons.

Les Races et les nationalités en Autriche-Hongrie, par J. Auerbach, doyen de la Faculté des lettres de Nancy. 2e édition revue, avec graphiques et carte. 1 vol. in-8°. (Alcan.)

Ce volume sera le bienvenu, au moment où tout le monde coupe et tranche à plaisir dans la mappemonde. L'auteur ne cèle ni ses idées, ni ses préférences, mais quelles que soient celles du lecteur, il trouvera dans ce très important ouvrage, toutes sortes de renseignements historiques et documentaires qui lui faciliteront une vue plus claire du problème et de sa solution.

L'envolée, par Elie Dautrin. 1 vol. in-12. (Plon.)

Roman d'analyse spirituelle et très délicate, d'idéal à la fois enthousiaste et discrètement contenu, où une femme intelligente, riche, célèbre, s'intéresse à un enfant du peuple, humble poète tourmenté par ses aspirations. Avec une douceur maternelle elle l'encourage, l'élève, lui donne l'envolée; puis,

discrète, s'efface et disparaît, au moment où il lui devient trop cher.

La Cité de demain dans les régions dévastées, par AUBURTIN et BLANCHARD, architectes. 1 vol. in-8°. (Colin.)

Un des problèmes les plus graves que posera le retour dans nos pays envahis et dévastés sera la reconstruction des villes et des villages. De la solution adoptée peut dépendre, en grande partie, l'avenir des pays et des hommes. Ce n'est donc pas seulement une question d'art, mais une question sociale qu'il est urgent d'étudier, afin d'orienter, s'il se peut, les volontés, — et peut-être encore davantage les « bonnes volontés » ! Ce livre y peut aider beaucoup par son caractère documentaire et pratique. Il rappelle les travaux antérieurs, résume les difficultés et recherche quelles peuvent être les meilleures solutions.

Ceux de « là-haut ». *Récits et impressions d'un combattant*, par Pierre LADOUÉ. 1 vol. in-12. (Perrin.)

Parmi les combattants, jeunes et vieux, parmi les blessés, dans la sape, dans les églises du front, l'auteur nous conduit avec une émouvante sympathie. Puis il envisage, sans illusions mais avec une espérance réfléchie, l'après-guerre. On lira avec grand intérêt et profit moral ces pages où la réalité s'imprègne tour à tour de poésie et d'humour, et dont nos lecteurs ont déjà apprécié les deux fragments que nous avons pu leur offrir.

Du régionalisme au nationalisme financier, par Jean BOFFET. 1 vol. in-12 (Berger-Levrault.)

Ce recueil de conférences, d'études et de notes faites ou publiées depuis le début des hostilités, donne les conditions essentielles d'une bonne méthode financière. La grande école financière qui fonctionne depuis plusieurs années à Nancy, sous la direction de l'auteur, a multiplié les leçons de choses où quiconque se préoccupe de l'avenir du pays trouvera des leçons et des exemples.

Combats d'Orient Dardanelles-Salonique (1915-1916, par le capitaine CANUDO. 1 vol. in-16. (Hachette.)

Voici le livre d'un témoin de la première heure. Le capitaine Canudo y a décrit des impressions inédites, tour à tour pittoresques et émouvantes. Foules grouillantes et bigarrées d'Orient, fêtes religieuses orthodoxes, assauts de positions escarpées, incendies de villages, retraites et combats héroïques d'arrière-garde, tout cela donne la sensation des terribles heures vécues par nos soldats du corps expéditionnaire des Dardanelles, de Serbie et de Salonique.

Vers les cieux ; les chants de l'exil, par le chanoine REYNAUD. 1 vol. in-12. (Téqui.)

M. le Curé de N.-D. du Port, à Clermont-Ferrand, a entrepris de traduire en vers français, et parfois de paraphraser, des hymnes du bréviaire, des proses du missel, ainsi que quelques pièces tirées du psautier. Le style de son livre est d'une solidité grave et hautaine, qui convient au sujet; la versification en est sonore, forte et concise. D'abondantes notes, historiques, théologiques, critiques, répondent à toutes les questions; et le livre forme ainsi un admirable manuel de piété.

Les oiseaux nécessaires à l'agriculture, par André GODARD. 1 vol. in-12. Illustrations de A. Millot (Perrin.)

Agréable à lire, ce volume a toutes les qualités d'un ouvrage de propagande, — dans lequel d'ailleurs on reconnaît le délicat et pittoresque écrivain que l'on sait. Il mérite d'être répandu et il faut souhaiter qu'on entende ses leçons.

La Politique marocaine de l'Allemagne, par Louis MAURICE II-203 p. in-16. (Plon.)

Vivant et lucide exposé de la tactique de provocations et d'empiètements par laquelle l'Allemagne s'est appliquée, pendant la décade antérieure à la guerre actuelle, à se ménager au Maroc une permanente occasion de conflits.

La Liberté politique en Allemagne et la dynastie des Hohenzollern, par F. DE WISSCHER, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles, avec préface de M. Georges BLONDEL XII-143 pages in-18 carré, (Librairie du recueil Sirey.)

En dehors de son mérite intrinsèque, cette monographie présente un intérêt d'à-propos dont son auteur ne prévoyait peut-être pas toute l'intensité, et qui lui vaudra sûrement un surcroît de succès.

Tout ce qui concerne la Rédaction de la Revue doit être adressé à M. Edouard TROGAN, Directeur du *Correspondant*, 31, rue Saint-Guillaume, à Paris, VIIe.

L'un des Gérants : JULES GERVAIS.

PARIS. — J. DE SOYE, IMPR., 18, R. DES FOSSÉS-S.-JACQUES.

LES RÉFORMES DÉMOCRATIQUES
EN ALLEMAGNE
ET LE FÉDÉRALISME

La démocratie est à l'ordre du jour en Allemagne. Des causes multiples, économiques et morales, intérieures et extérieures, se rencontrent pour imposer à l'Etat des réformes politiques. Parmi ces causes, la moins efficace sans doute est la propagande directe des Alliés et leurs menaces contre la maison de Hohenzollern. Au contraire, l'exemple de la France, que les conservateurs allemands avaient toujours représentée comme incapable de mener la guerre à cause de son régime politique et qui, après avoir brisé l'élan de la monarchie la plus militariste de l'histoire, lui tient tête depuis trois ans et la refoule, a créé en Allemagne beaucoup de partisans du régime parlementaire. Ce n'est pas dans un journal de Paris, c'est dans le *Berliner Tageblatt* qu'on a pu lire récemment un éloge chaleureux du parlement français et de son activité pendant la guerre. Chaque soldat allemand connaît aujourd'hui l'œuvre de cette démocratie, ses facultés d'adaptation et de résistance, la force morale qu'elle donne à ses soldats.

Par dessus les tranchées de la Champagne et de la Lorraine, les idées circulent plus qu'on ne croit. L'entrée en guerre des Etats-Unis, la révolution russe, cette coalition formidable de forces populaires ont donné du dehors un rude assaut au régime impérial. Au même moment la popularité personnelle de Guillaume II, éclipsée par celle de Hindenburg, a cessé d'être suffisante pour soutenir seule le poids entier de la monarchie. Le peuple reproche à l'Empereur de n'avoir pas fourni, par jalousie, à Hindenburg, en 1915, les moyens nécessaires pour capturer l'armée russe. Il lui reproche aussi les tueries dynastiques de Verdun. L'impopularité ancienne mais croissante des agrariens, qu'on rend responsables de la famine dans les villes et qui se discréditent par l'exagération

de leurs prétentions annexionistes, compromet aussi le trône trop attaché aux conservateurs par des souvenirs et des crimes communs. La vie dans les tranchées, les longues heures de méditation devant les fils barbelés, le mouvement d'idées produit partout par la guerre et les énormes salaires (30 à 50 marks par jour pour les ouvriers qualifiés de l'industrie métallurgique), toutes ces causes concomitantes ont fait lever en même temps, dans les esprits, des idées égalitaires.

Qu'on m'entende bien : il ne s'agit pas là de révolution. Un Allemand, qui sait voir son pays avec un regard critique, a récemment caractérisé la situation politique de l'Empire dans une formule très juste. « En 1708, disait-il, au lendemain de Malplaquet, tout le monde a cru que c'était la fin des Bourbons. Et c'était réellement la fin des Bourbons ; mais elle est venue quatre-vingts ans plus tard. » Il ajoutait : « La révolution est certaine en Allemagne..., mais peut-être dans quatre-vingts ans. »

Pour le moment, on distingue en Allemagne des forces démocratiques. Elles ne deviendront révolutionnaires que si elles sont contrariées. En soi, la démocratie allemande n'a rien de subversif ; nous la croyons très peu différente, en son essence, de Guillaume II lui-même, et nous ne sommes pas certain que le rôle en Europe d'une Allemagne démocratisée serait sensiblement différent de celui de l'Empire. Le mot « impérialisme » peut aussi parfois s'appliquer aux républiques. Mais pour l'instant il ne s'agit pas de savoir ce que fera la démocratie allemande, mais comment elle « deviendra », par la violence ou par l'évolution, quelles forces s'y opposent et quels facteurs la favorisent.

Lorsqu'on parle de démocratiser l'Allemagne, la recette paraît simple. Le 31 mars dernier, le Reichstag, par un acte d'énergie inattendu, a nommé une commission pour étudier la réforme de la constitution impériale. Le 8 avril, l'Empereur a promis une démocratisation du droit de vote en Prusse. La commission du Reichstag a travaillé quelques semaines, le rescrit de l'Empereur a fait du bruit pendant quelques jours. Puis, pendant quelque temps, on ne parla plus ni de l'un ni de l'autre. A la suite du discours de M. Erzberger à la commission du budget, le 6 juillet, une nouvelle poussée démocratique s'est produite pour aboutir à quelques remaniements du personnel politique. Il est possible, il est même probable que ces projets de réformes redeviendront actuels. Mais des raisons politiques, juridiques, historiques et morales s'opposent à leur efficacité. C'est ce que nous voudrions montrer en nous attachant particulièrement aux raisons juridiques et constitutionnelles, qui sont les plus saisissables et l'expression politique de toutes les autres.

Le public français ne se rend pas toujours exactement compte

de ce qu'est, dans la pratique, un régime fédératif. La constitution de la France est établie sur un seul plan. Toutes les parties en sont exactement emboîtées les unes dans les autres. Si l'on modifie les pouvoirs du président, cela peut étendre ou restreindre les compétences du parlement : la qualité de la constitution, l'essence du régime n'en sont pas effleurées.

Il en va autrement en Allemagne. La constitution de l'Empire est, si l'on nous permet cette image, à la fois verticale et horizontale. En hauteur, elle règle, comme celle de la France, les relations des différents pouvoirs du gouvernement, des Chambres, etc. En largeur, elle établit les rapports entre l'Empire et les Etats et entre les Etats. Si l'on touche une pièce dans le premier jeu, toutes celles du second sont déplacées. Comme les Etats sont souverains et que le parlement d'Empire ne peut pas modifier à sa convenance leurs compétences, comme l'Empire est fondé, non point sur une constitution émanant de la volonté populaire, mais sur des contrats auxquels ont participé des souverainetés territoriales, toute réforme emporte des conséquences prolongées et de larges répercussions. En réalité, les complications sont plus grandes encore qu'il ne paraît dans notre exposé : certaines institutions, comme le Conseil fédéral, sont à la fois, pour reprendre notre image, en hauteur et en largeur. Bien qu'appartenant à la répartition des pouvoirs de l'Empire, le Conseil fédéral émane des Etats; de plus, par ses compétences, il appartient simultanément au pouvoir exécutif, au législatif et au judiciaire. La moindre atteinte à ses compétences actuelles remettrait nécessairement en question toute la constitution fédérative de l'Allemagne, et il n'y a pas de réforme libérale sérieuse sans modification du Conseil fédéral, institution archaïque. De loin, il semble que l'obstacle principal à l'évolution libérale de l'Allemagne doive être la maison de Hohenzollern. En réalité, cet obstacle est le moins résistant. Guillaume II serait fort capable, croyons-nous, pour sauver sa couronne et sa tête, de faire les concessions indispensables aux exigences de son peuple. La véritable difficulté réside dans les privilèges des Etats dont le Conseil fédéral est l'émanation.

La constitution fédérale de l'Allemagne est un édifice fragile, soigneusement étudié par ses fondateurs, Bismarck en particulier. Il repose sur un équilibre délicat entre des forces hostiles. La moindre maladresse risque de le faire s'effondrer. C'est pourquoi les Allemands hésitent tant à y toucher. Les répercussions des initiatives les plus simples, des prétentions les plus claires en apparence sont difficiles à calculer. Il se peut, par exemple, nous allons le montrer, qu'une démocratisation de la Prusse ait des effets tout à fait contraires à ceux que l'on escompte, qu'elle abou-

tisse à concentrer entre les mains du gouvernement prussien des pouvoirs étendus qu'il n'a jamais possédés et dont les Etats du Sud n'auraient pas à se féliciter.

Il y a là des complexités inattendues qui imposent non seulement la prudence des actes aux réformateurs allemands, mais encore la prudence des jugements aux observateurs qui ne veulent pas se laisser égarer par les mots et les analogies.

*
* *

L'œuvre des réformes suit en Allemagne deux voies parallèles dans l'Empire et dans les Etats. Nous nous efforcerons de les étudier séparément, bien que, en raison de ce que nous venons d'exposer, les deux domaines réagissent fréquemment l'un sur l'autre.

La commission des réformes instituée par le Reichstag, le 31 mars, était présidée par Scheidemann. Elle comprenait 6 socialistes, 2 membres de l'Union du travail, 3 progressistes, 1 Polonais, 1 Alsacien, 6 catholiques, 3 nationaux-libéraux, 2 conservateurs libres et 4 conservateurs, soit environ 13 membres acquis à des réformes populaires, 9 opportunistes et 6 adversaires, composition très favorable, dans son ensemble, à l'œuvre projetée. Le 4 mai, la commission s'est séparée, après avoir voté 13 amendements à la constitution de l'Empire; elle a repris ses séances au mois de juillet pour étudier la réforme des constitutions particulières des Etats. Ces modifications sont d'inégales portées. Voici la liste, en résumé, des principales dispositions adoptées le 4 mai :

1. Responsabilité du chancelier et de ses représentants vis-à-vis du Reichstag.
2. Création d'une Haute-Cour, devant laquelle le chancelier aurait à répondre de la violation des devoirs de sa charge.
3. Interdiction de dissoudre ou d'ajourner le Reichstag, en temps de guerre, sans son agrément.
4. Nomination des officiers et fonctionnaires de la marine par l'Empereur, avec le contre-seing du secrétaire d'Etat à la marine; responsabilité du secrétaire d'Etat devant le Reichstag et le Conseil fédéral.
5. Nomination des officiers et fonctionnaires de l'armée de terre de chaque contingent sous le contre-seing du ministre de la guerre compétent qui sera responsable, à l'exception de celui de Bavière, devant le Reichstag et le Conseil fédéral, de l'administration du contingent.
6. Fixation des soldes et autres dépenses pour l'armée et la marine, en temps de paix et de guerre, sur la base des dispositions des lois d'Empire.
7. Droit de chaque membre du Conseil fédéral à être entendu au Reichstag au cours des débats, même lorsque le point de vue de son gouvernement n'aura pas été admis par la majorité du Conseil fédéral.
8. Limitation au chancelier et à ses représentants du droit des membres du Conseil fédéral de prendre la parole au Reichstag en tout temps, même en dehors de l'ordre du jour.

9. Etablissement de séances non publiques pour la discussion, par le Reichstag, des relations de l'Allemagne avec l'étranger.
10. Compétence du Reichstag pour exiger des autorités administratives des informations directes et inviter les tribunaux à entendre des témoins, même sous serment. Remise de l'administration du Reichstag au président, même en dehors des sessions.
11. Procédure à employer dans les votes du Reichstag.
12. Droit des membres du Reichstag de refuser le témoignage.
13. Nécessité d'obtenir l'autorisation du Reichstag pour l'emprisonnement d'un membre du Reichstag ou pour toute autre limitation de sa liberté de séjour pouvant gêner l'exercice de son mandat pendant les sessions.

Le droit électoral, le droit de vote des femmes, l'âge électoral et la répartition des circonscriptions ont été discutés. Une motion a été votée, demandant l'accroissement du nombre des mandats dans les grandes villes, avec établissement de la représentation proportionnelle, en attendant un règlement définitif des circonscriptions et du système proportionnel.

Plusieurs de ces dispositions nouvelles ont un caractère purement réglementaire et fort anodin. Ce sont elles qui ont fait dire à un journal allemand que la commission s'était appliquée et avait réussi avec une habileté consommée à mettre ses balles tout autour du mille sans jamais le toucher. Cependant quelques-unes des résolutions ci-dessus ont une portée réelle et atteignent les bases mêmes de la constitution impériale. Ce sont celles qui concernent la responsabilité du chancelier et des ministres, les pouvoirs du Conseil fédéral, l'organisation de l'armée et de la marine, le droit de contrôle du parlement.

*
* *

Aux yeux d'un observateur superficiel, le chancelier n'est que le premier ministre de l'Empereur. C'est à ce titre que l'on réclame sa responsabilité devant le Reichstag. Mais en réalité le chancelier n'est pas cela seulement; il n'est même pas cela du tout. Il n'est pas le premier ministre de l'Empereur, il en est le seul ministre; les secrétaires d'Etat ne sont que de hauts fonctionnaires, ses coadjuteurs et non de vrais ministres autonomes. Par contre, le chancelier est président du conseil en Prusse, premier plénipotentiaire de la Prusse au Conseil fédéral. Si l'on institue sa responsabilité devant le Reichstag, on donne à ce corps un droit de contrôle et des pouvoirs déterminants sur la politique de la Prusse. Dès l'instant que le Reichstag pourrait renvoyer le président du conseil prussien, la Prusse cesserait d'être un Etat libre et l'Allemagne un Etat fédéral. Le Reichstag aurait le pouvoir de renvoyer l'homme qui préside le Con-

seil fédéral; il exercerait une sorte de droit de veto sur la représentation de la Prusse dans la haute assemblée et sur la présidence de cette assemblée, immixtion aussi contraire au régime parlementaire qu'au système fédératif.

Ainsi la question de la responsabilité ministérielle pose tout le problème du régime. Si le chancelier est en même temps ministre prussien, il ne peut être responsable devant le Reichstag seul ou, pour des raisons analogues, devant la Diète. S'il cesse d'être à la fois ministre en Prusse et dans l'Empire, l'union entre ces deux Etats cesse d'être réelle pour devenir purement personnelle, la Prusse perd dans l'Empire sa situation prépondérante. L'essai en a été fait, sans succès, sous le chancelier de Caprivi et l'on y a bientôt renoncé.

L'établissement de la responsabilité ministérielle en Allemagne exigerait une modification complète des fonctions du chancelier. La charge de chancelier et celle de président du conseil prussien devraient être séparées ; cette séparation entraînerait celle des fonctions de chancelier et de président du Conseil fédéral, ce dernier personnage étant constitutionnellement le premier plénipotentiaire de la Prusse.

Il en résulterait un bouleversement complet de la constitution impériale. Le Conseil fédéral est un corps diplomatique devant lequel l'Empire n'a pas, comme tel, l'initiative des lois. Seuls les membres du Conseil possèdent cette initiative législative et toutes les lois, préparées par les secrétariats d'Etat, sont présentées par le chancelier au nom de la Prusse. De cette façon, toute possibilité de conflit est évitée entre la Prusse et l'Empire, le gouvernement prussien prenant toujours, devant le Conseil fédéral, la responsabilité des actes du gouvernement impérial.

Le jour où le chancelier cesserait d'être un magistrat prussien, l'Empire devrait être représenté devant le Conseil fédéral et y posséder le droit d'initiative; *ipso facto* la Prusse recouvrerait la liberté entière de ses votes et la possibilité de conflits surgirait, d'autant plus aiguë que la volonté de l'Empereur cesserait d'être déterminante dans la politique des deux pays et le choix des deux gouvernements.

La séparation des deux fonctions et des deux gouvernements, avec toutes les conséquences administratives et politiques qui en découleront, est un fait bien plus profond et plus important que l'établissement d'une responsabilité politique plus ou moins effective vis-à-vis du parlement.

A qui cette séparation profitera-t-elle? Il est difficile de le dire. La Prusse y perdra sa position prépondérante dans le gouvernement impérial; mais elle y gagnera une plus grande liberté

d'action au Conseil fédéral et dans sa propre politique. La Prusse, sous le régime actuel, ne peut jamais voter contre les lois préparées par les offices impériaux, puisqu'elle les présente elle-même. Or il arrive que ces projets soient contraires aux intérêts particuliers de la Prusse. Souvent le gouvernement est poussé par le souci des intérêts de l'Empire à des décisions ou à des actions qu'il éviterait si ses préoccupations ne dépassaient pas les frontières de la Prusse. L'influence de la Prusse dans le gouvernement commun est inséparable d'une certaine sujétion.

D'autre part, on ne doit pas oublier que le Reichstag est composé de 236 députés prussiens sur 397. L'influence du peuple prussien est donc décisive dans le parlement impérial, et le chancelier, responsable devant ce parlement, ne sera nullement indépendant des intérêts et des vœux de la Prusse. Il sera même dépendant dans une mesure accrue, puisque, actuellement, ces préférences n'ont aucun moyen constitutionnel et direct de s'exprimer.

En résumé, la responsabilité du gouvernement impérial devant le Reichstag, avec son corollaire nécessaire, la séparation des gouvernements prussien et impérial, est une réforme démocratique et décentralisatrice plutôt en apparence qu'en réalité. Elle déplacera l'influence de la Prusse, *mais ne la diminuera pas.*

La meilleure preuve en est que, primitivement, Bismarck, le véritable auteur de la constitution impériale, n'avait pas songé à assumer à la fois les fonctions de chancelier et de ministre président. Il faisait du chancelier le président du Conseil fédéral, premier plénipotentiaire de la Prusse, c'est-à-dire un fonctionnaire. Il se réservait la charge de premier ministre; elle lui suffisait.

C'était une juxtaposition de deux systèmes contradictoires : pas de gouvernement impérial, mais seulement un ministère prussien; d'autre part, à côté de la diète prussienne, un parlement fédéral, gage d'unité nationale. Ce parlement réclama des ministres impériaux et un corps commun d'administration. Bismarck finit, après quelques hésitations, par accepter un amendement à son projet. D'après l'article 19, il appartenait au président du Conseil fédéral, c'est-à-dire au gouvernement prussien, de publier les lois d'Empire et de veiller à leur exécution. L'amendement voté consistait à ajouter ces mots : « au nom de la Confédération, avec la contresignature du chancelier. » C'était une tentative d'instituer dans l'Empire une responsabilité politique. Mais le chancelier, étant un fonctionnaire prussien, ne pouvait assumer, par-dessus la tête du président du Conseil, la responsabilité des actes du Roi et l'on fut obligé de réunir les deux charges.

Aujourd'hui l'on tend à diviser la responsabilité, jadis concentrée. Aussi longtemps que le chancelier est responsable seulement

vis-à-vis du souverain, l'unité de personne correspond à l'unité de doctrine. Dès que les instances devant lesquelles le chancelier doit répondre de ses actes se dédoublent, le dédoublement de la charge s'impose.

La responsabilité que l'on vise à imposer au chancelier doit avoir encore une autre conséquence. L'administration impériale est née de la responsabilité du chancelier. Celui-ci, devant de par la constitution contrôler l'exécution des lois d'Empire, éprouva le besoin de posséder un corps de fonctionnaires, sous ses ordres directs. A la tête de ces fonctionnaires furent placés des secrétaires d'Etat, dont la situation n'est pas comparable à celle de ministres, parce que, bien que nommés par l'Empereur, ils ne sont responsables que devant le chancelier, qui assume à son tour la responsabilité de tous leurs actes.

Le Reichstag veut changer la position juridique et politique des secrétaires d'Etat. Il entend contrôler lui-même l'administration et obtenir les moyens légaux de le faire efficacement. Pour cela, il ne demande pas seulement des pouvoirs d'enquête. Il exige surtout la responsabilité des secrétaires d'Etat devant le parlement, c'est-à-dire leur transformation en ministres titulaires et responsables. Ainsi le chancelier verrait sa responsabilité à la fois diminuée et augmentée : augmentée en qualité, diminuée en quantité. Le texte que nous avons sous les yeux ne précise pas s'il s'agirait d'une responsabilité ministérielle collective ou individuelle, de la formation d'un véritable cabinet d'Empire, qui n'a jamais existé, et que les gouvernements bavarois et wurtembergeois ont expressément repoussé en 1878. A l'occasion de la crise qui vient de se produire, le gouvernement bavarois s'est prononcé dans le même sens, officiellement et par la voie de la presse officieuse, montrant ainsi combien cette question, elle aussi, réagit sur les relations des Etats et de l'Empire.

Sur un point, le Reichstag se montre particulièrement hardi dans ses prétentions. Il exige un contrôle parlementaire effectif sur toute l'administration de la marine, y compris les nominations d'officiers. On ne comprend pas aisément tout d'abord cette spécialisation. Le Reichstag demandant le droit de contrôler toute l'administration de l'Empire, ce contrôle doit nécessairement englober la marine. L'indiquer semble une superfétation. Cependant cette insistance n'est pas sans but, car les velléités de contrôle du parlement en cette matière se heurtent aux droits souverains de l'Empereur, qui considère les nominations d'officiers et toute l'administration militaire et navale comme un domaine réservé et l'un de ses privilèges les plus précieux. Les nominations d'officiers sont faites, dans la marine, par le cabinet naval

de l'Empereur; le secrétaire d'Etat à la marine n'a pas à en connaître, elles échappent entièrement à la contresignature du chancelier. Le contrôle du Reichstag en ce domaine aurait donc pour effet d'étendre les droits du pouvoir exécutif vis-à-vis du souverain.

Au surplus, la marine figure là surtout par analogie. C'est dans un autre domaine, beaucoup plus vaste et plus fermé, que le Reichstag entend s'immiscer, c'est dans l'administration de l'armée et la nomination des officiers de terre qu'il lui importe d'imposer son contrôle. La prétention est hardie. Elle ne touche pas seulement aux droits souverains du roi de Prusse — et non pas, comme dans la marine, de l'Empereur — elle atteint ceux de tous les princes confédérés et touche la constitution d'Empire dans l'un de ses points les plus sensibles, de ses mécanismes les plus essentiels et les plus délicats.

Le Reichstag n'a d'autre droit, en matière militaire, que de voter les crédits pour l'armée, le chancelier de les présenter. L'administration de l'armée n'est pas une affaire fédérale, elle rentre dans la compétence des Etats. Pour restreindre encore davantage les droits efficaces du parlement d'Empire, le gouvernement a obtenu, après des élections nationalistes restées fameuses, le vote des crédits pour sept années consécutives. Ainsi le Reichstag n'a rien à dire en matière militaire, si ce n'est tous les sept ans, au moment du vote des crédits.

L'armée est affaire des Etats particuliers. L'Empereur est le chef suprême « *der oberste Kriegsherr* » de tous les contingents, sauf celui de la Bavière. Mais les nominations d'officiers appartiennent aux princes, qui sont chefs des contingents de leur Etat, de même que l'administration ressortit, dans chaque Etat, du ministre de la guerre. En Prusse, les nominations d'officiers sont faites par le Roi, sur la proposition de son cabinet militaire, sans aucun contreseing et sans aucun contrôle. En fait, toute l'influence sur l'armée appartient à ce cabinet militaire, instance de cour, sans contact avec la vie politique, et qui échappe à toute publicité. C'est dans ce cabinet militaire, qui est un cabinet noir, mystérieux et omnipotent, que se concentre, au sens technique du terme, ce qu'on est convenu d'appeler le militarisme prussien. Car si le gouvernement n'exerce pas d'influence sur le cabinet militaire, la réciproque est loin d'être vraie.

Que demande le Reichstag? Tout d'abord que les nominations dans l'armée soient enlevées au cabinet militaire et qu'elles aient lieu, dans tous les Etats, sous le contreseing du ministre de la guerre; en second lieu, que ces ministres soient responsables de leur gestion devant le parlement impérial. Il y a là, en quelques mots, un véritable bouleversement de l'Allemagne actuelle.

Tout d'abord l'élimination du cabinet militaire et des droits souverains du « chef suprême » dépasse de beaucoup la portée d'une réforme de procédure. C'est l'esprit même de la politique allemande qui est en question dans les affaires intérieures autant qu'extérieures. Au dehors, l'influence profonde et abominable du cabinet militaire est suffisamment illustrée et caractérisée par la guerre actuelle. Au dedans, les princes allemands sont, en théorie, les égaux du roi de Prusse qui n'est pas leur chef, mais leur président, *primus inter pares*. En réalité, il leur est supérieur, parce qu'il est le généralissime. Les relations de subordination militaire n'ont pas tardé à influencer les rapports d'égalité constitutionnelle ; il appartient à l'Empereur de conférer les grades les plus élevés de l'armée, et l'ambition de chaque officier, fût-il prince, est d'être favorisé. Ainsi, sous une forme détournée et secrète, le cabinet militaire gouverne l'Empire au dedans comme au dehors et son activité a fini par fausser complètement le fonctionnement de la constitution fédérale. L'initiative du Reichstag vise à la rétablir.

Mais il ne suffit pas de faire contresigner les nominations d'officiers, pour chaque contingent, par le ministre de la guerre de l'Etat. Il faut aussi obliger ce ministre à rendre compte de ses actes devant le parlement d'Empire. Cette innovation est plus discutable. La première était déjà hardie au point de vue formel, car le Reichstag n'a aucune compétence pour déterminer la forme dans laquelle chaque Etat entend procéder aux nominations militaires dans son contingent particulier.

Mais l'idée d'obliger les ministres des Etats à rendre compte au Reichstag de leur gestion est la négation du fédéralisme, la sujétion de tous les Etats à l'Empire, leur transformation en provinces, la suppression de leur autonomie. Pour mesurer la portée d'une pareille nouveauté, il importe de ne pas oublier que le Reichstag est en fait, comme nous l'avons dit, par 236 de ses membres, un parlement essentiellement prussien et qu'ainsi la Prusse, si elle est lésée théoriquement par une méconnaissance évidente de ses droits, ne trouverait pas moins dans le nouveau système le moyen de contrôler tous les autres Etats. C'est la transformation de l'Empire en un pays unitaire, au profit de la Prusse.

Pour ménager, cependant, certaines susceptibilités particularistes, la commission s'est vue obligée d'exclure de cette législation l'armée bavaroise. La Bavière a posé ses conditions, dans un accord bilatéral intervenu entre elle et la Confédération de l'Allemagne du Nord, en vue de son entrée dans l'Empire. Ses droits réservataires, qui découlent de cet acte et ont ensuite passé tels quels dans la constitution de l'Empire, ne sauraient être

modifiés unilatéralement sans son consentement. Le Reichstag s'est arrêté au seuil de cette impossibilité morale. Il faut s'attendre à ce que ses prétentions ne soient pas moins rejetées par les autres Etats, qui se refuseront à une pareille centralisation de l'armée et de la politique allemandes qui, sous des apparences démocratiques, ne saurait profiter qu'à la Prusse.

Cette centralisation militaire porterait atteinte, en même temps, au caractère du Conseil fédéral. La commission n'a pas osé instituer la responsabilité gouvernementale vis-à-vis du Reichstag seul; mais la solution adoptée prête le flanc à des critiques graves.

Le Reichstag, élu dans toute l'Allemagne sur la base d'un droit électoral unique, représente la nation allemande; c'est une institution unitaire. Le Conseil fédéral représente les Etats, c'est-à-dire les gouvernements particuliers, les souverainetés territoriales. C'est une institution fédérative, particulariste par nature et par destination. Non seulement le Conseil fédéral n'est pas analogue au Reichstag, mais il en est l'opposé.

Si donc le Reichstag appelle devant lui un ministre d'Etat, c'est le peuple tout entier qui se prononce sur une affaire particulière. C'est une immixtion de tous dans le ménage d'un seul. Lorsque ce ministre est appelé devant le Conseil fédéral, il ne comparaît pas devant les délégués de toute l'Allemagne, mais devant ceux des autres Etats. C'est un ministre wurtembergeois jugé par le gouvernement bavarois. En théorie ce n'est pas une centralisation, mais l'empiétement d'un égal dans les affaires de ses pairs.

Pour rendre cette intrusion supportable, il faut précisément supposer que le Conseil fédéral change de caractère, qu'il devient, lui aussi, une institution non des Etats mais de l'Empire, qu'il prend le caractère d'une Chambre haute. C'est donc la suppression de la seule institution qui, dans la constitution allemande, représente le principe fédéraliste : ce qui explique l'opposition précise de la Saxe, de la Bavière et des autres Etats confédérés aux projets du Reichstag et aux concessions que M. de Bethmann-Hollweg a paru disposé à faire.

La commission entend modifier le caractère du Conseil fédéral à un autre point de vue encore. Ce n'est pas une Chambre uniquement législative. Le Conseil fédéral a des compétences exécutives et judiciaires. Ce n'est même pas, au sens strict, une Chambre, car il a un caractère diplomatique, ses membres ne votent pas librement ni individuellement, mais sur instructions formelles des gouvernements qu'ils représentent et toutes les voix de l'Etat allant dans le même sens. Les Etats sont représentés au Conseil fédéral par des voix et non par des hommes. Les délégués peuvent être

plus nombreux ou moins nombreux que les voix dont il sont porteurs. Enfin, dernier caractère, le Conseil fédéral, dont les débats ont lieu à huis-clos, se présente au dehors comme un corps unique et toujours unanime. La majorité peut se faire représenter devant le Reichstag et défendre le point de vue du Conseil fédéral. La minorité est réduite au silence.

La commission parlementaire entend modifier cette tradition, en donnant le droit à tous les membres du Conseil fédéral de prendre la parole au Reichstag, même contre le point de vue qui a obtenu la majorité. Ce serait, en pratique, introduire la publicité dans les débats du Conseil fédéral. Ce serait, de plus, transformer celui-ci en une simple commission exécutive, en vue de la préparation des lois. Dès lors que les débats du Conseil pourraient être renouvelés devant le Reichstag, les décisions de celui-ci seraient seules définitives. On enlève au Conseil fédéral ses compétences législatives au moment même où on essaie par ailleurs de lui donner le caractère d'une Chambre haute d'Empire.

Tout cela porte le signe de la hâte et de l'incohérence. Il est clair que cette œuvre n'est ni mûrie ni viable. Elle a tous les caractères d'une réforme de circonstance, destinée à apaiser ou à prévenir l'émotion publique, et non ceux d'une véritable réforme réalisable. La commission n'aurait pas touché au hasard à une douzaine des articles les plus importants de la charte impériale, sans paraître se rendre compte de la portée exacte de ses réformes. Aussi bien le gouvernement n'a-t-il même pas daigné s'exprimer sur ses propositions, il ne semble pas les avoir discutées sérieusement ni les avoir soumises au Conseil fédéral, de qui leur réalisation dépendrait en dernier ressort. Lorsqu'à la suite du discours de M. Erzberger, la question de la parlementarisation se posa, ce fut sous une forme limitée et édulcorée, à laquelle M. de Bethmann inclinait à se prêter. Cependant ce projet eut tout le monde contre lui, le chancelier dut se retirer. Le Reichstag resta avec sa courte honte et toute l'œuvre fut ajournée une fois de plus. Cet incident et le rôle joué alors par M. de Hertling ont assez montré que les Etats confédérés ne sont nullement disposés à laisser parlementariser l'Empire contre eux. L'œuvre qui incombera à une commission de réformes qui voudra faire un travail durable et sérieux sera tout autre. Elle consistera à démocratiser le régime sans toucher aux bases fédératives de l'Etat et, dans la mesure où il sera nécessaire d'y toucher, sans accroître les privilèges et les pouvoirs de la Prusse. Ceci pour la même raison qu'une réforme démocratique en Prusse peut n'être ni désirable ni bienfaisante, si son premier résultat est d'assurer sur une base nouvelle la domination de la Prusse sur l'Empire.

* * *

Dans son œuvre, la commission des réformes du Reichstag s'est préoccupée principalement d'améliorer les pouvoirs entre le gouvernement et le parlement. Il lui a semblé que la base de la représentation populaire, malgré ses imperfections, ses inégalités et ses absurdités, reposait sur un principe assez démocratique pour ne pas exiger de modification immédiate. La péréquation des circonscriptions, l'introduction de la représentation proportionnelle ont été discutées et non rejetées. Elles viendront à leur heure. Mais c'est sur un autre point que la commission a porté son attention.

En principe, elle a eu raison. La démocratie, dans un pays, dépend moins du droit de vote que des relations entre les pouvoirs. Qu'importe une chambre populaire si le gouvernement en est indépendant? C'est la situation de l'Allemagne et personne ne s'aviserait de prétendre qu'elle soit démocratique. Au contraire, si le gouvernement dépend étroitement du parlement, le droit de vote a beau être réactionnaire et la majorité conservatrice, les impulsions populaires parviendront toujours à se faire sentir.

Toutefois il y a un illogisme flagrant dans cette œuvre incomplète, et même un double illogisme. Le Reichstag revendique des droits nouveaux pour le peuple et pour lui-même sans se préoccuper de représenter exactement le peuple. D'autre part, il s'apprête à réformer du dehors et par un coup de force les droits électoraux en usage dans les Etats sans vouloir se réformer lui-même, sans s'adapter aux circonstances nouvelles. Le droit de suffrage en vigueur pour l'élection du Reichstag est universel, secret et direct, c'est-à-dire démocratique à l'extrême. Ce fut la grande idée de Bismarck de créer un esprit allemand et une nation allemande, par l'institution d'une représentation unique et très libérale. Mais ce droit, égal à l'origine, a été déformé par le temps. Au début, en 1867, les circonscriptions ont été établies sur la base d'un député par 100 000 habitants. Elles n'ont jamais été retouchées depuis lors, bien que la répartition de la population ait subi de profondes modifications. Les campagnes se sont dépeuplées au profit des villes, les quartiers commerçants au profit des faubourgs industriels. D'énormes agglomérations sont nées, des circonscriptions rurales sont devenues ouvrières, les bases démographiques du droit de vote ont été bouleversées. En 1912, la circonscription de Charlottenburg avait 1 315 600 habitants et celle de Schaunbourg-Lippe 46 650. Soixante-quatre circonscriptions n'ont plus le quotient moyen de 100 000 habitants, bien que la moyenne réelle se soit élevée à 170 000. Ces inégalités, qui avantagent les campagnes, se font

sentir, par le fait même, au détriment des partis de gauche. Selon un calcul que nous ne pouvons contrôler, mais que nous n'avons pas de raison de mettre en doute, les socialistes auraient eu droit, aux élections de 1912, à 28 sièges de plus qu'ils n'en ont obtenu; les nationaux-libéraux à 9; les radicaux à 7; le centre catholique, au contraire, a obtenu 25 sièges de trop; les conservateurs, 6, etc. Au total, la droite a 76 sièges et devrait en avoir 68 seulement, le centre en possède 123 et n'a droit qu'à 88, la gauche en détient 198 au lieu de 241. On voit que le Reichstag représente très imparfaitement la nation allemande. Cependant la commission a évité de s'attaquer de front à ce problème, délicat pour beaucoup de députés.

Elle témoigne, par contre, d'un zèle extrême en ce qui concerne les réformes électorales des Etats, qui ne la regardent pas. La constitution impériale ne donne pas au Reichstag le droit de légiférer dans les affaires particulières des Etats, elle accorde au Conseil fédéral la compétence pour trancher des « différends constitutionnels », mais il s'agit seulement de divergences d'interprétation et non de divergences d'opinion *de lege ferenda.* Le Reichstag ne peut puiser sa compétence en un pareil domaine dans aucun article existant de la constitution et il s'agit d'une ingérence absolument illégale dans le droit des Etats. C'est, une fois de plus, le système fédératif lui-même qui est en cause.

On peut reconnaître, d'ailleurs, que la seule menace de la commission n'a pas manqué son effet. Dans la crainte d'être réformés de l'extérieur et de voir leur autonomie foulée aux pieds, la plupart des Etats se sont empressés de se réformer eux-mêmes. Les Etats allemands connaissent tous les systèmes électoraux depuis les plus démocratiques, en vigueur dans l'Allemagne du Sud, jusqu'à l'absence de toute représentation qui caractérise le Mecklembourg. Le projet d'intervention de la commission du Reichstag a donné de la force et de l'audace aux éléments libéraux partout où ils ont des revendications précises à faire valoir. Les trois villes hanséatiques, l'Anhalt, le Cobourg-Gotha préparent une réforme électorale; la Saxe, des modifications dans la composition de sa première chambre; le grand-duché de Bade, une nouvelle orientation générale de sa politique. En Mecklembourg surtout, les pourparlers, souvent engagés, toujours interrompus, ont repris entre les Communes et les souverains, pour l'octroi d'une constitution. On sait que les Mecklembourg ont deux princes et une seule assemblée, dite « Etats » ou « Communes », composée de membres héréditaires ou des détenteurs de quelques grandes charges du pays. Aucun membre des Etats n'est électif, il n'existe pas en Mecklembourg de représentation populaire. L'un des grands-ducs, celui de

Schwerin, s'est déclaré plusieurs fois disposé à faire droit aux vœux de la population, mais celui de Strelitz s'y est toujours opposé et il n'est pas certain que les négociations aboutissent.

C'est le Mecklembourg et la Prusse que visent en première ligne les intentions de la commission. On comprend l'impatience de l'Allemagne progressiste en face du sabotage de la représentation populaire auquel se livrent, dans les deux Etats, les classes dirigeantes. L'ingérence du pouvoir fédéral dans les affaires particulières n'en est pas moins critiquable en principe, et très dangereuse. Rien n'empêcherait l'Empire, dans une situation politique retournée ou modifiée, d'invoquer ce précédent pour imposer des mesures réactionnaires. Dans ses conséquences aussi, l'initiative de la commission, dont on ne connaît pas encore le contenu exact, était discutable. Car elle doit aboutir fatalement à une unification des droits électoraux, à une égalisation des parlements d'Etat et à leur transformation lente en Conseils provinciaux d'un Etat unitaire. Quels que soient les domaines qu'aborde la commission, elle aboutit toujours à un affaiblissement des droits particularistes au profit de l'Empire.

*
* *

La menace du Reichstag a agi en Prusse comme ailleurs et plus qu'ailleurs. Guillaume II, une semaine après l'institution de la commission parlementaire (31 mars), a cherché à lui enlever tout prétexte d'ingérence dans les affaires prussiennes en publiant son rescrit de Pâques. Ce document promettait une réforme du droit de suffrage en Prusse, sans faire aucune allusion aux relations des pouvoirs de l'Etat. Il retient le plus en donnant le moins, promet une réforme qui dépend, en dernier ressort, de la Diète et laisse intacts les pouvoirs royaux. Aussi n'est-il pas exagéré de dire que l'histoire du rescrit de Pâques, en y comprenant le rescrit supplémentaire du 11 juillet, est celle d'une duperie collective à laquelle le peuple prussien s'est prêté de bonne grâce.

Le droit de vote en vigueur en Prusse est, — on l'a déjà montré ici, — un monstre politique. Dans chaque circonscription, la somme d'impôts directs payée par les électeurs est divisée en trois parts égales. Dans le premier tiers, il y a tous les gros contribuables, et ils sont peu nombreux. Ceux de la seconde catégorie sont plus nombreux, les autres sont la foule. Chacune de ces curies nomme un nombre égal d'électeurs du second degré qui élisent le député. Les indigents, tous ceux qui ne paient pas d'impôts sont taxés pour une somme fictive de six marks et votent dans la troisième curie. Le suffrage est donc universel, mais il n'est ni direct, ni égal, ni secret.

En théorie et dans l'intention des inventeurs de ce système,

l'influence doit appartenir à la seconde catégorie, c'est-à-dire à la classe moyenne, qui peut faire pencher la balance soit à droite, soit à gauche. Si la répartition des fortunes était restée ce qu'elle était vers 1850, il en serait sans doute ainsi. Mais depuis 1870 une concentration extrême des fortunes a bouleversé l'économie du système, remettant l'influence dans les deux premières classes à quelques individus très riches et reléguant la bourgeoisie moyenne dans la troisième catégorie, avec le petit peuple. De sorte que les deux premières classes sont peu à peu devenues réactionnaires, ce qu'elles n'étaient pas à l'origine.

L'inégalité des circonscriptions aboutit à une seconde injustice qui vient se greffer sur la précédente. Les arrondissements n'ont pas été remaniés depuis plus d'un demi-siècle et la base proportionnelle, adoptée à l'origine, est complètement faussée aujourd'hui. Le surpeuplement des villes aboutit à faire représenter les campagnes au delà de leur droit. Dans les villes, les quartiers commerçants se dépeuplent au profit des faubourgs. Les gens très riches se sont groupés, les pauvres aussi. Il suffit souvent qu'un gros contribuable change de logement pour modifier la physionomie politique d'une circonscription.

Personne, en Prusse, ne défend plus ce droit de vote, mais beaucoup de gens voudraient le conserver, comme le dernier rempart des traditions du pays. Le rescrit de Guillaume II remet au parlemen le soin de se réformer lui-même; or la Diète est composée d'une majorité compacte, décidée à défendre ses privilèges. Il n'est pas du tout certain, dans ces conditions, qu'une réforme puisse aboutir. On ignore d'ailleurs les projets des ministres et des partis.

En 1910, les uns et les autres apportèrent à cette question une extrême mauvaise volonté. Ils ne purent pas s'entendre. Ils le pourront cette année, s'ils le veulent, à condition de s'en tenir à une réforme limitée, combinée avec une peréquation des circonscriptions et la représentation proportionnelle.

Or, quand elle aura réalisé cette réforme, qu'aura fait la Prusse pour démocratiser son régime? Presque rien. Voici ce qu'a écrit, au lendemain du rescrit de Guillaume II, un journal suisse dont on ne saurait suspecter l'impartialité en pareille matière, les *Basler Nachrichten :*

La disparition de ce système assurera à la Prusse une Diète beaucoup plus radicale, mais non plus influente. Le rescrit de Guillaume II ne fait pas la moindre allusion à un affaiblissement de la puissance royale au profit du Parlement. Les lois continueront à ne pouvoir être faites par les deux Chambres qu'avec l'agrément du roi et le roi continuera à nommer et à renvoyer seul les ministres sans être lié aux votes de confiance ou de défaveur de la Diète. Le roi conserve donc en main la réalité du pou-

voir aussi bien en Prusse que dans l'Empire, où cependant les représentants du peuple ont toujours été élus au suffrage universel, égal et direct. Le Parlement a le droit de rejeter les lois d'impôts ou toute autre loi que la couronne estime nécessaire. Mais, en cas de conflit sérieux, ce n'est là qu'un droit au sabotage de l'Etat et l'expérience de l'histoire prouve son inefficacité. Lorsqu'un parlement ne peut pas changer le gouvernement, mais seulement s'en prendre à l'Etat lui-même de la résistance du pouvoir, il est toujours impuissant, et surtout auprès d'un peuple qui a, comme les Prussiens, un sens élevé des droits de l'Etat.

Dans ce passage, dont nous pourrions signer chaque mot, il nous semble particulièrement opportun de signaler l'analogie entre l'Empire et les projets de la Prusse. Littéralement, ce que Guillaume II dans ses rescrits a promis ou fait espérer au peuple prussien, c'est un régime constitutionnel analogue à celui de l'Empire : un parlement libéral au dessous d'un gouvernement tout-puissant. Il y a là autre chose qu'un simple rapprochement juridique.

Le peuple prussien forme la grande majorité de la population allemande. Aussitôt que les modes électoraux du parlement d'Empire et de la Diète seront les mêmes, ces deux assemblées auront la même physionomie et seront en partie composées des mêmes hommes. Constitutionnellement, rien ne sera changé à leurs rapports et à l'état de l'Allemagne; en fait, la politique de l'Empire et celle de la Prusse, dans la mesure où elles dépendent des assemblées législatives, cesseront d'être distinctes et se confondront. On sait que déjà les deux Etats ont le même souverain, le même chef du gouvernement, plusieurs ministres communs. Confondues, par en haut, leurs politiques se distinguent encore par les impulsions parlementaires; le jour où ces impulsions seront identiques, on cherchera en vain les différences politiques entre les deux Etats.

Nous avons dit nous-même combien l'influence des parlements nous semblait limitée. Ce serait aller trop loin de dire qu'elle est nulle. Le gouvernement le plus autocratique est obligé d'avoir quelques égards pour ce droit de sabotage dont parlaient les *Basler Nachrichten*. Il est certaines lois que le gouvernement germano-prussien n'eût pas osé présenter au Reichstag ou, *mutatis mutandis*, à la Diète. L'administration se ressent aussi, de façon indirecte et diffuse, de ces courants populaires; souvent le gouvernement a invoqué au Reichstag la volonté de la Diète et vice versa. Le parlement prussien jouait, en fait, vis-à-vis de celui de l'Empire le rôle d'une chambre haute. Sur leur diversité repose tout l'équilibre du gouvernement.

Supprimez cette diversité, identifiez ces assemblées : le gouvernement sera obligé de suivre, dans la plupart des cas, les impulsions qu'il recevra. Privé de son contrepoids, il accélérera

sa chute dans la démocratie. Ce qui radicalisera le régime de l'Allemagne, ce ne sera pas directement la modification du régime électoral prussien, mais indirectement l'identité des deux parlements qui exercent leur influence sur le chancelier.

Ce que nous disons des influences libérales est vrai, dans la même mesure, des influences prussiennes. Le Reichstag est, dans sa majorité, un parlement prussien, la Diète l'est complètement, le gouvernement est commun. Les influences prussiennes, désormais sans contrepoids, commanderaient dans l'Empire. Il se peut qu'elles agissent momentanément dans le sens de la démocratie. Mais un peuple ne fait pas abstraction de ses traditions, et les traditions prussiennes, avec tout ce qu'elles contiennent de discipline, de militarisme et d'ambitions territoriales, deviendront déterminantes en Allemagne. Nous serions surpris que les autres Etats, et particulièrement ceux de l'Allemagne du Sud, s'en félicitassent, plus surpris encore que l'Europe eût à s'en réjouir.

Toute l'idée fédérale et impériale, en Allemagne, repose sur la diversité des politiques et des constitutions de la Prusse et de l'Empire. Cela est si vrai que l'existence des deux majorités différentes rend momentanément impossible l'institution d'un régime parlementaire, et leur adaptation est la base première de toute réforme démocratique. D'où il résulte qu'on ne peut démocratiser l'Empire sans l'unifier, ni l'unifier sans le démocratiser. D'autre part, toute unification se ferait au profit de la Prusse et ne saurait être conçue autrement. Démocratiser la politique allemande, c'est, pour paradoxal que cela puisse paraître, la livrer à la Prusse.

*
* *

Ce qui importe au repos du monde, ce n'est pas d'établir en Allemagne la démocratie ou le parlementarisme, c'est d'affaiblir la Prusse, au profit, non de l'Empire, mais des Etats.

La démocratie n'est pas nécessairement pacifique; elle est ce qu'est le peuple dont elle assure les droits et l'influence. La démocratie est pacifique en Angleterre, en France, aux Etats-Unis. Il n'est pas certain qu'elle le serait en Allemagne, moins encore en Prusse. Le peuple prussien est porteur d'une tradition militariste et guerrière, vieille de plusieurs siècles. Cette tradition fut l'œuvre de ses rois, mais la nation en fut l'instrument et elle en est toute pénétrée. Remettre le sort de l'Allemagne et du monde au peuple prussien, plein d'ambitions, de rancunes, de colères et d'aspirations, ce n'est pas faire, à coup sûr, la paix de l'Europe. C'est s'en remettre aux hasards d'une évolution dont personne ne saurait prévoir le cours.

Si, comme nous l'avons montré, l'installation en Allemagne de la

démocratie exige la démolition progressive de l'édifice fédératif, la centralisation des pouvoirs entre les mains de la Prusse et l'unification de l'Empire, on ne changera pas par là les tendances du peuple prussien, on augmentera seulement les moyens de réalisation dont elles disposent et leur force de rayonnement dans toute l'Allemagne. En un mot, démocratiser l'Allemagne en l'unifiant, c'est mettre tous les peuples allemands au service de l'impérialisme prussien.

Ce qui importe à l'Europe, c'est l'opération contraire, celle qui dépossédera la Prusse d'une partie de ses pouvoirs au profit des petits Etats, qui rétablira dans l'Empire, non point l'unité prussienne, mais l'équilibre entre les membres de la Confédération.

La tradition de l'Allemagne et celle de la Prusse sont différentes dans leur essence. L'Allemagne a une tradition révolutionnaire et libérale, morte peut-être, interrompue en tout cas, mais qui se rattache aux souvenirs de 1848. La Prusse n'a que des souvenirs d'obéissance, de guerres, de conquêtes, de rapines et de haine. Frédéric II, les guerres de libération, les guerres bismarckiennes, telles sont les pierres qui jalonnent les étapes de son passé. Vouloir faire la révolution en Prusse et la croire durable, c'est bâtir sur le sable.

L'Allemagne, plus diverse, moins cohérente, dans laquelle les droits se heurtent et les disciplines se contrarient, où les tendances à l'unité ont toujours côtoyé les visées séparatistes, l'Allemagne, moins forte politiquement, moins unie moralement, offre au pacifisme l'espoir d'une évolution. Ce qui a perdu l'Allemagne, dans le demi-siècle que nous venons de vivre, c'est d'être gouvernée par la Prusse. Ce qu'il faut, à l'avenir, ce n'est pas river la chaîne de Prusse aux mains de l'Empire, en unifiant leurs régimes politiques, c'est les dissocier, exalter les droits particularistes, restituer à la constitution impériale l'harmonie qui lui manque.

Imaginer de toutes pièces une évolution que n'indique pas le passé, c'est se vouer à l'impuissance et aux échecs. C'est là ce que méconnaissent, en Allemagne, les libéraux et les doctrinaires. En politique, il faut toujours construire sur le terrain tel qu'il est et développer ce qui existe. Ce qui existe, en Allemagne, c'est le fédéralisme, terrain solide; la démocratie n'est qu'une poussière d'idées. Le fédéralisme, qui assure aux peuples leurs droits, leur existence et leur développement, sans être en soi-même un élément de force et de puissance, est par excellence le régime pacifique de l'avenir. La démocratie est un ferment, le fédéralisme un Etat, plus capable que tout autre d'assurer aux peuples la saturation, le contentement et le repos.

William MARTIN.

M. VENIZELOS

Ce n'était, jusqu'en 1909, qu'une simple physionomie grecque. Appelé par la Ligue militaire hellénique à Athènes, Venizelos devint à partir de cette date une physionomie balkanique de premier plan. Les guerres balkaniques et le conflit européen firent de lui une physionomie européenne, mondiale même. Sans nous attacher à retracer en détail sa politique[1] et la récente histoire de son pays à laquelle son nom est indissolublement lié, il peut être intéressant d'établir les traits psychologiques et une esquisse biographique de cette éminente personnalité qui a tant fait parler d'elle, notamment depuis deux ans, et que la récente intervention de la France et de l'Angleterre en Grèce a ramenée sur la scène de la politique européenne, de la politique active et officielle.

Eleuthère (en grec : Elefthérios, ami de la liberté) Venizelos est né à la Canée, en Crète, en 1863. Son origine est des plus modestes : son père tenait dans la capitale de cette île, aux habitants courageux, libéraux et farouches, une petite mercerie, et les premières années du jeune Crétois s'écoulèrent dans une atmosphère provinciale au point de vue social, mais essentiellement

[1] Pour plus de renseignements sur la politique de M. Venizelos, voir Léon Maccas, *Ainsi parla Venizelos* (Plon, Paris, 1916) ; — le recueil de ses discours réunis sous le titre : *La politique de M. Venizelos* (préface de J. Reinach, librairie de l'Est, Paris 1916) ; — A.-W.-A. Leeper, *Allied portraits, Eleftherios Venizelos*, in *The New Europe*, november 23, 1916 (London). — *Interview de Venizelos*, accordée à M. Hubert Jacques, de l'Agence Havas, parue en brochure à Genève, juin 1917, et publiée aussi par *The New Europe*, march 29, 1917 ; — Auguste Gauvain : *La question grecque*, in *Revue de Paris* du 1er juin, du 1er et du 15 juillet 1917, etc.

agitée au point de vue politique. Fils de gens humbles, il hérita d'eux une foi religieuse très profonde et, né dans un pays qui durant plus de cent ans lutta avec une ardente ténacité pour conquérir sa liberté et pour s'unir à la Grèce, la mère-patrie, il dut à son origine son caractère audacieux et volontaire, sa bravoure à toute épreuve et son prudent mais constant amour de la liberté.

Il termina ses études secondaires à la Canée et son intelligence extraordinaire l'imposa à un tel point à l'attention de ses maîtres que ceux-ci intervinrent avec insistance auprès de ses parents afin qu'il fût envoyé à l'Université d'Athènes où, suivant son penchant naturel, il s'inscrirait à la Faculté de droit. Le jeune Eleuthère, âgé de dix-huit ans, arriva donc en 1881 à Athènes.

La jeunesse universitaire jouait, à cette époque, un grand rôle politique dans les affaires helléniques. Le royaume de Georges Ier venait de traverser une des périodes les plus critiques de son histoire; le congrès de Berlin avait laissé ouverte la question de la Thessalie et de l'Epire, et l'insuffisance des hommes politiques qui gouvernaient le pays, avec patriotisme mais avec un romantisme totalement inconscient des réalités, les forçait à avoir recours à la démagogie pour renverser les cabinets. Aussitôt venus au gouvernement, ils ajoutaient d'ailleurs leurs fautes à celles de leurs prédécesseurs. Les étudiants étaient un des facteurs les plus agissants de ce travail inspiré par la bonne volonté, mais qui n'aboutissait qu'à la satisfaction des intérêts et des ambitions personnelles. Le jeune Venizelos participa à ces mouvements patriotiques provoqués par ses camarades. Cependant il en comprit non seulement l'inutilité, mais aussi toute l'influence funeste sur l'état d'esprit national et l'incompatibilité avec l'organisation ordonnée et méthodique de la société politique.

Tout en suivant les cours des juristes remarquables qui illustraient à cette époque la Faculté de droit athénienne, — tels Calligas, Economidis, Saripolos (père), — il profita davantage encore des leçons de pratique politique dont les événements et les hommes publics nourrissaient son esprit clairvoyant et sa forte intelligence. Il assista notamment aux efforts relativement admirables que faisait alors Charilaos Tricoupis pour donner une orientation nouvelle et positive à la conduite de la Grèce, et son jugement politique, qui était en pleine période de développement, adopta dans leurs grandes lignes les conclusions où se résumait tout le programme de cet homme d'Etat : prépation militaire du jeune royaume et intense développement de ses forces navales; respectueuse observation de la Constitution interprétée dans un sens largement parlementaire; conclusion, en

matière de politique étrangère, d'alliances balkaniques permettant à chacun des Etats de la péninsule d'obtenir une assiette territoriale conforme, autant que possible, à ses droits nationaux et susceptible de lui permettre de vivre indépendant et de s'organiser intérieurement; enfin fidèle attachement de la Grèce aux vues et aux tendances orientales de l'Angleterre.

Tout le programme politique venizeliste de 1910, de 1912, de 1914 ne fut au fond que l'application avisée de ces quelques principes fondamentaux de la politique tricoupiste de la période 1882-1895. La méthode d'application et certains amendements, apportés dans les détails, de la politique de Venizelos marquent seuls la puissante originalité d'esprit de ce dernier. Les grands traits de son action, les grandes lignes de sa marche future, c'est dans la tradition même qu'il les chercha et qu'il les trouva : son séjour à Athènes de 1881 à 1886 lui donna le sens de la nécessité qu'il y a, en politique, de rester traditionaliste et d'assurer la « continuité ».

Docteur en droit de l'Université d'Athènes, Eleuthère Venizelos rentra en Crète, âgé à peine de vingt-trois ans, pour trouver l'île en proie à une grande insurrection, — antiturque naturellement, comme toutes les révoltes auxquelles se sont livrés les Crétois. Sans hésiter, il prit le fusil, gagna la montagne et, fidèle au mot d'ordre politique du chef crétois Sfakianakis, il devenait, quelques semaines plus tard, chef lui-même d'une bande révolutionnaire. Le « partisan Eleuthère » connut bientôt la popularité...

Cette vie au grand air, cette activité incessante, pleine de risques, inspirée par l'élan patriotique et dominée par la prudence politique, imprimèrent au caractère du jeune Venizelos ses traits les plus marquants. Elles lui donnèrent le souffle et l'ardeur, l'amour du combat sous toutes ses formes, un héroïque mysticisme que Carlyle eût sans doute admiré; mais cette précoce participation aux affaires politiques lui inculqua en même temps le sens des responsabilités, la notion des limites extrêmes que l'idéalisme ne doit pas dépasser en politique pour être utile et bienfaisant, bref cette sagesse qui, pour n'être pas le fruit de l'étude théorique et d'un système philosophique, a cependant la force que donne la santé et le poids que donne le bon sens.

Au milieu de cette nature belle, sauvage et accidentée qu'est celle de l'île de Crète, il médita profondément sur l'avenir de son pays, — de son petit pays, et de son grand pays : la Grèce. Et la richesse de son imagination, — qui à certains moments paraît si illimitée qu'elle semble évoluer dans le royaume des chimères, —

emprunta à la richesse des paysages crétois ce qu'ils ont précisément de particulier : la brusque succession de montagnes abruptes et d'étroits défilés, l'impressionnante soudaineté avec laquelle, du haut d'une cime plongée dans les nuages, se déroule, aussitôt qu'on l'atteint, le spectacle de la mer qui frôle les pieds de l'immense rocher...

C'est ainsi que derrière la pensée la plus élevée de Venizelos se trouve la pensée la plus pratique, la plus réaliste, la plus terre-à-terre. La perception de l'une aide à l'exécution de l'autre. Le réalisme le plus clairvoyant se trouve ainsi mis au service de l'idéalisme le plus audacieux.

*
* *

Venizelos est bien le fils de son milieu. Il l'est jusque dans ses défauts, qui, sans lui être très préjudiciables, ne sont pourtant ni rares ni insignifiants.

Développé intellectuellement en Crète et à Athènes, — c'est-à-dire dans une atmosphère qui est vaste au point de vue de la nature, mais étroite au point de vue des conceptions sociales, — il n'a pas su, malgré sa prodigieuse personnalité, exercer et affiner outre mesure son jugement des hommes. Sa vie intérieure, qui est intense, ne l'empêche pas de se faire des opinions souvent trop superficielles sur les personnes qui l'entourent. Il a beaucoup mieux appris à connaître les situations que les hommes. Sa force psychologique semble paralysée quand il s'agit pour lui d'apprécier ces derniers. Les aventures politiques, les intrigues révolutionnaires, auxquelles bon gré, mal gré sa jeunesse se trouva associée, sans corrompre son impeccable moralité, firent naître en lui un sentiment très aigu de méfiance envers les hommes d'élite, un sentiment qui s'affirme surtout aussitôt qu'une volonté qui n'est pas défaillante se dresse à côté ou en face de sa propre volonté. Et la sincérité de son caractère est telle que, si une puissante nécessité patriotique ne l'oblige pas à la conciliation, il se comportera à l'égard de son contradicteur avec une vivacité un peu brusque, qui pourrait être souvent prise pour de l'égoïsme.

Il faut vite ajouter que cette intransigeance à l'égard de ceux qui ne partagent pas son opinion ne se manifeste que lorsque ces derniers sont ses compatriotes. Envers les étrangers, il est toujours d'une douceur et d'un esprit de conciliation extraordinaires. Et c'est ce qui prouve, à mon sens, la fine conscience qu'il a, d'une part, de son écrasante supériorité sur ses compatriotes, et, de l'autre, de la faiblesse relative de son pays, au point de vue

international, — une faiblesse qui dicte la modération, si elle n'exclut ni l'ambition, ni la dignité.

Car Venizelos est un diplomate. Sa carrière diplomatique commença, en Crète, en 1888, lorsqu'il fut élu député à l'Assemblée crétoise. Comme le remarque l'écrivain grec M. Léon Maccas,

l'île de Crète n'ayant pas encore à cette époque conquis son autonomie, il travailla dans ce but en proclamant que le seul moyen d'y arriver serait l'étroite coopération des Crétois et des Grecs du royaume. Il participa à la révolution de 1896 et fut désigné comme délégué du gouvernement révolutionnaire crétois, chargé de négocier avec les consuls le statut futur de l'île. Il contribua à l'octroi de l'autonomie et fut, tour à tour, nommé président de l'Assemblée nationale crétoise (1897), ministre de la justice et enfin ministre des affaires étrangères du prince Georges de Grèce, qui venait d'être nommé haut commissaire des puissances en Crète (1898). Depuis, il ne cessa de s'occuper des affaires extérieures de l'île; malgré l'hostilité qu'on [1] témoigna à son programme, qui tendait à la réalisation de l'union de l'île à la Grèce par étapes, il sut imposer ses idées; il parvint à donner à l'affaire crétoise le caractère d'une question européenne et non pas d'une question gréco-turque; et, condamnant la politique intransigeante et brusque de ses adversaires, il travailla pour l'augmentation successive des privilèges autonomistes de l'île (*op. cit.*, p. 2 et suiv.).

Pour arriver cependant à ce résultat, il avait dû éloigner de Crète le prince Georges. Comme en Grèce récemment, de même à cette époque en Crète, un fils du roi Georges dut être éliminé par Venizelos pour le bien de son pays. C'est ce précédent qui légitima, aux yeux de certains, la légende d'un Venizelos frondeur, perpétuellement révolutionnaire, insubordonné, antiroyaliste, républicain. Y a-t-il quelque chose de vrai dans cette légende? Je ne le pense pas. Venizelos est partisan convaincu de l'ordre et de la discipline. Il est autoritaire; il n'aime pas la concurrence. Il est, au point de vue théorique, très libéral dans les grandes lignes de sa politique. Il est, enfin, sincèrement attaché aux doctrines démocratiques et reconnaît qu'aucune politique personnelle ne doit apporter la moindre entrave à la politique préconisée par la volonté populaire.

Nous contestons, écrivait-il l'année dernière dans son organe le *Kiryx* (du 1er/14 mai 1916), nous contestons à la Couronne le droit d'avoir une politique personnelle, qu'elle demande à imposer, sans tenir compte de l'opinion du peuple, légalement manifestée. Car la nation hellénique ne peut pas admettre aujourd'hui, après une histoire de tant de milliers d'années, que son sort dépende de l'opinion d'un homme, qui est mis en avant par le hasard de sa naissance et qui subit généralement l'influence

[1] Le prince Georges, qui, suivant ses propres paroles, voulait gouverner comme un tsar.

d'un entourage étroit et pas toujours digne. Elle préfère faire dépendre son sort de sa propre opinion, manifestée à la suite d'une discussion contradictoire poursuivie entre partis politiques organisés et dirigés par ceux que le libre choix de toute une nation comptant tant de millions d'âmes fait monter au sommet du mouvement politique.

Mais l'homme d'Etat qu'est Venizelos est l'ennemi des systèmes autant que celui de la royauté absolutiste. Son libéralisme n'est pas systématique. Son action politique est souvent imprégnée d'un conservatisme qui lui est singulièrement contraire. Et je crois que trois raisons d'ordre tout à fait différent président à cet enchevêtrement de tendances si opposées :

Les études théoriques de Venizelos ne furent pas très positives. La métaphysique l'attire incontestablement plus que les sciences précises. Il agit par intuition plus qu'en vertu de principes. Et les rares principes politiques qu'il a, — je ne parle certes pas de ses principes moraux, — sont les fruits de l'expérience, mais de sa *propre* expérience et pas de celle des autres. Impulsif et non raisonneur, il sent plutôt qu'il ne voit la conduite à tenir dans une circonstance déterminée ou en vue de créer une situation déterminée. Et, dans un cadre dont seules les limites sont tracées, il fixe les détails de son action appropriée d'une manière opportuniste. Ses moyens, — toujours honnêtes et loyaux, — sont tantôt très libéraux, tantôt très conservateurs.

D'ailleurs, si l'amour de la liberté est vraiment traditionnel en Grèce, la politique libérale n'y fut pourtant, elle, jamais pratiquée assez régulièrement pour fonder une tradition. Tricoupis lui-même était un singulier mélange de *tory* et de *whig*. L'interdiction pour un homme d'Etat, — et à plus forte raison si cet homme d'Etat possède l'immense autorité de Venizelos, — d'être conservateur n'est par conséquent jamais formulée en Grèce, par aucun parti populaire ou parlementaire. Le frein pratique n'existe donc, pas plus que le frein théorique, chez Venizelos pour l'arrêter toutes les fois qu'il tend au conservatisme.

N'oublions pas enfin que Venizelos est Grec : s'il a connu la vie violente et agitée en Crète, il fut cependant nourri de classicisme ; il y a puisé l'enseignement de la mesure. Son caractère audacieux le pousse souvent à s'en éloigner, mais le sentiment de la prudence et la douceur du climat grec lui font, tant que l'audace ne lui semble pas indispensable, préférer le *statu quo*, l'ordre en vigueur, à un projet trop novateur et qui comporte autant de risques que de belles perspectives pour son pays.

C'est ce qui explique du reste l'origine diverse, au point de vue social, des voix populaires qui le portèrent chaque fois au pouvoir.

Les grands financiers, les gros industriels, les classes bourgeoises l'entourent de leur confiance, aussi bien que les populations ouvrières assoiffées de réformes sociales et les populations agricoles ennemies des propriétaires en quelque sorte féodaux. Il est certes vrai qu'il est venu au pouvoir, à Athènes, à la veille de la plus rapide succession de crises internationales que l'histoire moderne ait enregistrée (guerre italo-turque, guerres balkaniques, guerre mondiale). Ces événements ont relégué en Grèce les questions sociales au second plan de la politique. Venizelos ne se trouva pas dans l'obligation de se prononcer d'une manière très catégorique dans un grand nombre de questions qui se poseront sans doute un jour en Grèce, comme elles se sont posées dans les autres pays. Puis il faut espérer que Venizelos se trouvera aussi un jour placé en face d'une opposition sérieuse ayant un programme à elle, qui rendra les idées venizelistes elles-mêmes plus concrètes qu'elles ne le sont. En attendant, on ne peut étudier Venizelos que dans ses rapports avec la Couronne, dans ses premières tentatives de réformes intérieures, enfin dans son œuvre diplomatique, balkanique et européenne.

*
* *

A moins que ses opinions n'aient tout récemment varié, Venizelos n'est pas un républicain. Un fait historique peu connu en témoigne. C'était en 1909. Appelé par la Ligue militaire grecque, Venizelos vint à Athènes afin de donner son avis sur la politique à suivre (ce ne fut que plusieurs mois plus tard qu'on posa en Attique et en Béotie sa candidature et qu'un vrai plébiscite le poussa au pouvoir). Ceux qui voyaient déjà en lui le seul homme capable de sauver le pays se rendirent à sa rencontre et eurent avec lui, à bord du bateau qui l'amenait et, plus tard, à l'hôtel où il était descendu, deux longues conversations sur les changements qui devraient être apportés à la Constitution grecque. Ses interlocuteurs étaient des révolutionnaires, partisans de la réunion d'une Assemblée constituante qui, espéraient-ils, abolirait la royauté. Quand il les entendit exposer, pour la première fois, leur projet républicain, l'homme d'Etat crétois se leva d'un bond et se mit à les apostropher violemment, en leur montrant la nécessité absolue qu'il y a, pour un peuple qui n'est pas mûr au point de vue politique et qui a, — comme le peuple grec, — un tel besoin d'ordre et de discipline, de ne pas se laisser entraîner dans la voie dangereuse d'un républicanisme prématuré. Quelque temps après, l'occasion lui fut offerte d'affirmer publiquement son opinion à ce sujet. Ce fut au cours d'un meeting monstre qui se

forma à Athènes, sur la place de la Constitution. La foule réclama de Venizelos un discours. Il lui en adressa un, — qui était un vrai discours-programme. Quand il aborda la question constitutionnelle, il préconisa la réunion d'une assemblée chargée de la revision des dispositions non fondamentales de la Constitution. A trois reprises, la foule cria fortement : « Nous voulons une Assemblée constituante ! » et à trois reprises Venizelos affirma : « Je dis et je répète que je recommande la réunion d'une assemblée revisionniste qui..., etc. » Le peuple grec comprit, ce jour-là, qu'il allait être gouverné par un véritable homme d'Etat. La dynastie aurait dû comprendre en même temps qu'elle aurait en Venizelos son protecteur le plus sûr et son conseiller le plus ferme et le plus loyal. Le roi Georges le comprit. Ce ne fut pas le cas de son fils.

Pourtant envers ce dernier, alors « diadoque », comme envers les autres princes, Venizelos se montra toujours d'une rare correction et d'une respectueuse déférence.

Quitte à entamer sa propre popularité, il demanda et obtint, aussitôt devenu président du conseil, la réintégration dans l'armée de tous les princes qui en avaient été chassés par la Ligue militaire. Constantin redevint généralissime. Ses frères reçurent les hauts commandements auxquels leur grade leur donnait droit. La thèse de Venizelos était la suivante : du moment que le maintien de la dynastie était nécessaire, il fallait entourer cette dynastie du prestige le plus brillant et des témoignages de confiance les plus éclatants. C'était le meilleur moyen de la solidariser avec la nation et de lui faire faire souche en Grèce. « Le roi Georges, — avait coutume de dire Venizelos, — n'est pas Grec ; Constantin est à moitié Grec ; son fils sera Grec pour les deux tiers ; son petit-fils pour les trois quarts ; et son arrière-petit-fils sera tout à fait Grec ! »

L'événement infirma ce calcul optimiste. La dynastie grecque prépara involontairement sa propre déchéance, et même si le roi Alexandre peut conserver sa couronne, — ce qui paraît douteux, — il est certain que lui et ses descendants pourraient difficilement reconquérir la popularité que les guerres balkaniques avaient value au roi Georges et à Constantin. Mais n'anticipons pas. Et signalons seulement que Venizelos, depuis son retour à Athènes, semble collaborer un peu à contre-cœur avec le jeune souverain, sur la continuation du règne duquel il réserve son opinion. Il est très probable qu'il voudra laisser le peuple tout à fait libre de choisir entre le maintien du régime monarchique (avec diminution, certes, des prérogatives royales) et l'instauration du régime républicain. Ce sera agir en diplomate plus qu'en homme d'Etat. Mais on l'en excuse d'avance, quand on se rend compte combien sa position

est délicate : peut-il préconiser ouvertement la République, alors qu'il a prétendu jusqu'ici que les Grecs n'étaient pas mûrs pour un tel régime et alors qu'il aurait pu être regardé comme parlant *pro domo sua?*

On peut prévoir que si Venizelos se résout à l'établissement du régime républicain en Grèce, ce sera surtout sous l'influence de deux de ses collaborateurs les plus distingués. Je veux parler de MM. Répoulis et Michalakopoulos, députés, l'un d'Argos et l'autre de Patras. Ces deux hommes politiques qui détiennent dans le cabinet actuel les portefeuilles de l'Intérieur et des Domaines publics ont des idées beaucoup plus radicales et avancées que leur chef. Ce sont eux, du reste, qui, avant les guerres balkaniques, furent les plus ardents avocats des réformes les plus conformes à l' « esprit moderne ».

Quant à Venizelos lui-même, dans le premier cabinet qu'il forma en Grèce, le 17 octobre 1910, il conserva pour lui, outre la présidence du conseil, les portefeuilles de la guerre et de la marine, dont il ne garda définitivement que le premier. Il marqua bien ainsi que sa préoccupation principale était l'organisation des forces militaires du royaume. Cela n'excluait pas son intervention et sa collaboration avec ses collègues dans tous les autres travaux de l'exécutif et du législatif, mais cela lui permettait d'exercer un simple et vague contrôle sur ces travaux et de réserver son activité à la défense nationale du pays.

Il ne faut pas, d'ailleurs, oublier que la seule compétence particulière que Venizelos possède, en dehors des affaires diplomatiques, s'affirme en matière judiciaire et, en général, juridique. C'est un avocat. Il ne s'est jamais livré sérieusement et d'une manière méthodique ni à des études financières, ni à des études économiques, ni à des études sociales. Son brillant esprit d'assimilation supplée, à chaque occasion qui se présente, à cette regrettable incompétence. Aussitôt une question *soulevée*, il l'étudie. Mais n'étant pas un spécialiste, il préfère n'aborder ces études que lorsque ces questions deviennent des questions de gouvernement. Tant qu'elles n'ont qu'une portée pour ainsi dire normale, secondaire, il s'en remet aux ministres compétents. Le département de la justice étant de son côté d'une moindre importance, il décida, aussitôt arrivé au pouvoir pour la première fois, de ne s'attacher qu'à la direction des affaires militaires, diplomatiques et gouvernementales en général.

Au point de vue gouvernemental, la vie de son premier cabinet fut dure au début et trop facile ensuite. Au début elle fut dure, parce que, parallèlement à la refonte législative, la revision de la

Constitution avait été décidée : une assemblée des plus hétérogènes avait été élue (94 théotokistes, 64 rhallystes, 34 mavromichalistes, 13 zaïmistes, — tous ces *istes* étaient partisans des anciennes coteries politiques qui avaient mené le pays au bord de l'abîme et avaient provoqué la création de la Ligue militaire, — enfin 150 indépendants, — ceux-ci n'ayant pas non plus de programme bien défini, quoiqu'extrémistes dans leur ensemble). L'incohérence était complète; les partisans des Théotokis, Rhallys et Mavromichalis se livraient à leurs procédés bien connus d'obstruction. Le 21 octobre 1910, le gouvernement obtenait un vote de confiance des plus indécis. « Cette assemblée, déclara Venizelos, contient trop de représentants imbus des idées d'un régime politique défunt; de plus, les députés inspirés par les idées nouvelles ne se présentent pas avec un programme suffisamment mûri. » Le président du conseil demanda et obtint sa dissolution. Le parti libéral, à peine organisé, fit les élections (28 novembre 1910). La nouvelle chambre fut dans ses neuf dixièmes venizeliste (277 libéraux, 45 indépendants favorables au gouvernement, 40 partisans des anciens partis). La vie de ce parlement se prolongea, sans secousse et sans contrôle sérieux, jusqu'au printemps de 1912.

La revision de la Constitution se fit dans un sens libéral. Mais des méthodes de gouvernement peu favorables au jeu du parlementarisme professionnel furent adoptées par Venizelos pendant le travail parlementaire, qui montra cet homme d'Etat libéral dans la théorie, mais conservateur dans la pratique. Le premier ministre ne toléra pas les agitations populaires, ne tint le moindre compte de l'opinion de la minorité et travailla autant qu'il put à fortifier le pouvoir du roi[1]. Dans une circulaire adressée aux officiers, il dit : « L'armée existe pour protéger le trône et pour défendre le pays, pour assurer l'ordre et l'exécution des lois. » Le 20 mars-2 avril 1911, quand les députés de Thessalie demandèrent que l'article 17 de la Constitution fût modifié pour permettre l'expropriation forcée des grandes propriétés thessaliennes, il prononça un discours nettement hostile à cette proposition radicale. Il revendiqua le droit pour l'Etat d'exproprier par mesure d'intérêt public, mais il ajouta bien vite que l'Etat n'irait pas jusqu'au bout de son droit et s'y prendrait de manière que les grands propriétaires terriens demandassent eux-mêmes l'expropriation qui devrait tendre à faire, des petits cultivateurs sans terres, de petits propriétaires terriens. « Je serai, dit-il en terminant son discours, le soutien le plus sûr de l'ordre et du *statu*

[1] Cf. Comte de Landemont : *l'Europe et la politique orientale*. Paris, 1912 (Plon), p. 153.

quo social. Mais je ne veux pas que le régime social reste immobile; je ne veux pas qu'il demeure avec ses anciennes réglementations pour que subitement il s'effondre un jour; je le veux suivant le progrès, s'adaptant aux circonstances journalières, pour parvenir à aider l'Etat dans l'accomplissement de sa haute mission. »

Dans la question linguistique, — un des problèmes les plus importants de l'instruction et de la vie de la Grèce moderne, — dans cette question qui fut résolue par tous les esprits libéraux dans un sens nettement « populiste » (favorable à l'orientation de la langue néo-grecque vers la langue parlée par le peuple) et opposé à la tendance des « puristes » qui demandent la résurrection de l'ancien grec, — Venizelos parut trop attaché à une tradition artificielle; il attaqua avec une égale violence les puristes extrêmes et les populistes; et il admit qu'un article fût introduit dans la constitution imposant un caractère déterminé à la langue officielle de l'Etat (qui ne doit pas être populiste [1]). (Discours de Venizelos à la Chambre des Députés du 28 février-13 mars 1911 [2].)

Bref, l'esprit gouvernemental de M. Venizelos est conservateur et ses réformes d'une prudence remarquable chez un homme aussi audacieux que lui.

*
* *

Chose curieuse : de cette audace, il use avec prédilection dans la conception de ses projets diplomatiques. C'est là qu'il donne toute sa mesure de grand homme d'Etat. La nuance de ses idées en matière de politique étrangère est telle qu'il apparaît comme un *nationaliste modéré*. L'on y voit de nouveau la prudence et la pondération, mais cette fois elles ne s'affirment que dans l'exécution du projet dont la conception est toujours audacieuse. De même, son nationalisme ne se modère que dans son exécution. C'est ce qui fait que Venizelos procède à la réalisation de ses projets nationaux dans la mesure où cela lui est permis et par étapes, c'est-à-dire en reprenant un projet, qui ne fut réalisé

[1] La « diglossie » existe encore en Grèce. On parle une langue différente de celle qu'on écrit. Les livres scientifiques sont, pour la plupart, presque inintelligibles. La poésie et le roman adoptèrent, seuls, facilement, physiologiquement pour ainsi dire, la langue populiste. Quant à la presse et au théâtre, ils emploient le plus souvent une langue moyenne, qui ne repose sur aucune base positive et ne possède aucune règle précise.

[2] Les ravages nationaux que cette manière de voir, maintenue dans l'instruction primaire, détermina en Macédoine, — dont de nombreux habitants, Grecs d'origine et de sentiment, parlent le bulgare ou le turc, faute de pouvoir apprendre la langue grecque courante, — ces ravages poussèrent récemment Venizelos, alors qu'il était à Salonique, à la tête du gouvernement provisoire, à admettre enfin l'introduction de l'enseignement populiste dans les écoles primaires.

qu'à moitié, au point précis où son exécution avait été arrêtée.

Son nationalisme n'a rien de chauvin. Et c'est là encore une raison pour le rendre modéré, cette fois, dans son essence. Son nationalisme est composé, en effet, de deux sentiments bien différents, et tous les deux un peu mystiques : sa foi en la destinée de l'hellénisme et sa confiance dans sa propre force et dans sa propre chance, qu'il met l'une comme l'autre au service de la patrie. Ce sont les deux sources de son inlassable optimisme. Il n'est nerveux que tant que ses décisions ne sont pas prises. Il veut, alors, accumuler les facteurs possibles du succès. La réunion d'un certain nombre de facteurs, raisonnablement destinés à concourir à la réussite, lui suffit pour prendre la détermination décisive, après quoi il devient calme et s'abandonne totalement aux circonstances, jusqu'à la première difficulté. Le remède à cette difficulté, il l'a prévu le plus souvent. Mais il n'est pas rare aussi qu'il soit obligé d'improviser. Et sa rapidité d'appréciation est telle qu'il ne se perd jamais. Ses rares erreurs lui sont moins inspirées par son imprévoyance que par son antipathie pour les coups de barre trop brusques, en matière de politique étrangère.

Le plan tricoupiste de l'alliance balkanique, il le reprit aussitôt qu'il fut installé au pouvoir en Grèce et il eut la joie de le voir se réaliser. La guerre de 1912 fut certes en grande partie son œuvre — autant au moins qu'elle fut le résultat du traité de Berlin. Le roi Georges ne la voulait pas, ou, plutôt, il craignait qu'elle n'aboutît à un échec. Venizelos n'eut cependant pas de peine à le convaincre que ses craintes étaient vaines. Grâce à la mission militaire française commandée par le général Eydoux et qui avait organisé une armée de plus de 100 000 hommes (triplée par la suite) il savait son pays, dont la flotte aussi était puissante, capable de se battre courageusement et de vaincre sans grandes difficultés. A la veille de la mobilisation générale, le souverain rentrait de Copenhague à Athènes, *via* Vienne. Son premier ministre se rendit à sa rencontre et, à bord du yacht royal, s'attacha à l'encourager et à lui communiquer son optimisme. La conversation historique suivante s'engagea :

— L'année prochaine, Sire, dit Venizelos au roi Georges, nous allons fêter le cinquantenaire de votre règne dans une Grèce deux fois plus grande qu'elle n'est.

Et, le roi n'ayant rien objecté, Venizelos de poursuivre :

— J'espère même, Sire, que dans quinze jours nous nous trouverons à Salonique...

— Ne dites pas cela, réplique alors vivement le roi Georges se levant de son fauteuil et s'approchant de son ministre.

— Mais pourquoi, Sire?

— Parce que voilà cinquante ans que je traverse Vienne chaque année, et je puis affirmer que l'Autriche ne nous permettra jamais d'entrer à Salonique...

— Votre Majesté pense donc que l'Autriche descendra jusqu'à Salonique?

— Certainement, dit le roi.

— En ce cas, nous allons au moins liquider la situation. Nous autres, nous avons des aspirations au delà même de Salonique. Si les Autrichiens nous laissent occuper cette ville, ce sera pour nous autant de gagné. Sinon, nous n'allons rien perdre. Nous verrons même jusqu'à quel point nous devrons réduire nos aspirations.

— Cela est vrai, fut la réponse royale.

Et le roi Georges d'adopter tous les projets de Venizelos et de l'autoriser chaleureusement à appliquer sa politique.

On sait ce que cette politique donna. Elle eût donné bien plus encore, avant la guerre européenne, si la Bulgarie n'avait pas repoussé l'arbitrage de la Russie et attaqué traîtreusement les Grecs et les Serbes. Au cours des pénibles négociations qui précédèrent cette rupture, comme aussi au cours des négociations gréco-italiennes (concernant l'Epire), Venizelos fit preuve d'un large esprit de conciliation. Son prestige national en souffrit même, mais pas pour longtemps. On ne tarda pas à se rendre compte de tout ce que sa prudence avait de sage et d'utile.

On l'accusa de n'avoir pas prévu la guerre contre la Bulgarie. Il l'avait si bien prévue que, dès le mois de janvier 1913, il avait fait des ouvertures à la Serbie, en vue de conclure avec elle une alliance défensive. Son idée d'une confédération balkanique, dont il attendait la réalisation de la clairvoyance bulgare, échoua. Mais la solution de rechange fut bien vite trouvée, aussitôt que ce projet dut être abandonné, — provisoirement, espère toujours Venizelos, confiant en un réveil plus ou moins prochain du peuple bulgare. Cette solution, c'était l'entente gréco-serbo-roumaine que, avec MM. Pachitch et Take Jonesko, il mit sur pied. A l'idée de confédération succédait l'idée de l'équilibre des forces. C'est au milieu de ce nouvel état de choses que la guerre européenne éclata.

La politique étrangère de Venizelos pendant cette guerre n'a pas besoin d'être retracée. Elle est trop connue. La personnalité de l'homme d'Etat grec s'affirma, comme d'habitude, audacieuse dans la conception, prudente dans l'exécution. Trop prudente, peut-être. Le conservatisme de Venizelos semble s'être accentué avec l'âge. Je ne sais même pas si un vague esprit de routine ne s'y est pas superposé. Ce revers de la foi mystique

orientale : le fatalisme, paraît avoir, à certains moments, paralysé l'énergie de cet homme qui, à deux ou trois reprises (mars 1915, octobre 1915, etc.), n'osa pas ou ne voulut pas oser.

Il s'est ressaisi néanmoins chaque fois qu'un excès momentané de prudence témoignait d'une certaine résignation et montrait à son auteur les conséquences possibles. C'est qu'en temps de guerre, chaque minute compte : l'on n'a pas toujours le droit d'attendre qu'une situation malheureuse se développe jusqu'à ce que la réaction s'opère physiologiquement et d'exposer son pays à subir le contre-coup de ses fautes, dans l'espoir que ce sont précisément ses fautes qui le ramèneront au droit chemin.

Abstraction faite de cette réserve, on ne saurait ne pas admirer la clairvoyance avec laquelle Venizelos a prévu le caractère général de cette guerre (il l'avait, comme nous l'avons dit, pressentie dès 1913) et a envisagé tout son développement ultérieur, dès qu'elle a éclaté. Avec une remarquable persévérance, il lutta contre tous les obstacles que Constantin et l'Allemagne dressèrent constamment sur sa route et réussit enfin, grâce à la France et à l'Angleterre, en la victoire desquelles il professa une confiance qui ne s'est jamais démentie, à rétablir la politique de la Grèce sur la base qu'il lui avait lui-même préparée.

*
* *

C'est je crois M. Take Jonesko qui compara M. Venizelos à une figure byzantine détachée de quelque fresque d'église orthodoxe. Il y a quatre ou cinq ans, cette comparaison était encore exacte. Elle ne l'est plus. Bien qu'à peine âgé de cinquante-quatre ans, Venizelos a la barbe et les cheveux blancs. Ses yeux, — derrière les lunettes qu'il porte, — n'expriment plus l'ardeur mystique de jadis. Tantôt une calme et sereine mélancolie, tantôt un éclat particulier décelant une profonde satisfaction d'ambition s'en dégagent, suivant les moments, suivant qu'il doit obéir au destin ou qu'il a assez de force pour le mener, suivant que son activité est au repos ou se déploie avec son élan et son brio habituels.

Grand de taille, d'une santé florissante, malgré les attaques périodiques d'une phlébite dont il souffre depuis longtemps, il en impose aux assemblées parlementaires et populaires par sa présence seule et par l'attitude ferme, digne et courageuse qu'il prend devant elles. Sa voix, d'un timbre très aigu, est d'une clarté un peu stridente, mais aussi d'une puissance impressionnante. Il ne serait pas méridional, s'il ne soulignait ses paroles par des gestes fréquents, qui dissimulent souvent à peine sa grande nervosité, faite le plus souvent de l'impatience ou de la colère que ses

ennemis et contradicteurs systématiques lui inspirent. Quand, à la *Vouli*, — la Chambre des députés qui s'élève à la rue du Stade, à Athènes, — il monte à la tribune, il marche constamment en parlant, et chaque fois qu'il arrive au bout de la petite estrade, il fait brusquement demi-tour et fixe soudainement le point de la salle juste opposé à celui qu'il fixait tout à l'heure...

Il parle vite et avec abondance. Son seul défaut oratoire, c'est que ses phrases sont longues et que souvent à la fin d'une période il doit répéter les mots du début pour compléter sa phrase. Son style, c'est le style d'un homme qui raisonne plutôt que d'un homme qui pense à la forme qu'il doit donner à ses pensées.

Les débats parlementaires ne le fatiguent jamais. Les veilles et les longues heures d'angoisse et d'incertitude l'affectent bien davantage. Il a cependant la rare chance de pouvoir s'endormir aussitôt couché et d'avoir un sommeil continu et des plus calmes.

Sa vie privée se confond pour ainsi dire avec sa vie politique; il n'a guère le temps de vivre pour lui-même. Marié en 1892 à une jeune Crétoise d'une rare beauté, il eut le malheur de la perdre trois ans après, à la suite de la naissance de son second fils. Ce fut, à côté de tant d'événements décisifs auxquels sa vie se trouva mêlée, l'événement qui l'impressionna le plus et qui laissa dans son âme le plus profond — et le plus douloureux — souvenir. L'amour qu'il avait pour elle, il le reporta sur les deux fils qu'elle lui donna : Kyriakos et Sophocle. Ces jeunes gens, âgés maintenant de vingt-quatre et de vingt-deux ans, ont choisi, l'un la carrière diplomatique, l'autre la carrière militaire. Kyriakos est attaché au ministère des affaires étrangères, alors que son frère se trouve depuis octobre dernier au front de Macédoine, lieutenant commandant une batterie de l'artillerie nationale grecque.

Les rares heures de répit, trop rares à son gré, que lui laisse son écrasant travail politique, Venizelos les consacre volontiers à la lecture d'œuvres littéraires. Outre la littérature grecque — la poésie populaire surtout — qui n'a pas d'amateur plus ardent que lui, il se complaît notamment à suivre le mouvement littéraire français et scandinave. En matière politique, il professe, par contre, une prédilection marquée pour les ouvrages anglais qu'il lit, comme les ouvrages français, italiens et, je crois, allemands aussi, dans leur langue originale.

Ses diverses lectures n'empêchent pas qu'il reste toujours un gréco-latin. Ses idées sont gréco-latines, sa politique est gréco-latine, sa façon d'être est gréco-latine. En dépit de sa puissante originalité, c'est bien l'homme de sa race.

MILES.

LA FAMILLE FRANÇAISE

« Nous sommes des témoins qui cherchons à montrer les causes » : ainsi M. Paul Bourget définit-il la mission des écrivains. L'historien, le peintre de mœurs sont avant tout des témoins. Les événements, les spectacles qui passent devant leurs yeux, ils s'appliquent, après les avoir observés, à en fixer les traits essentiels. Ils les empêchent de disparaître dans l'oubli. Mais à force de les observer, ils en découvrent la marche et le développement, ils en établissent les lois. Sous les faits, ils aperçoivent les causes. Leur expérience ne se contente pas de fixer avec soin la réalité qui les a frappés : ils remontent à ses origines comme à la source d'un fleuve.

Longtemps M. Henri Lavedan se contenta de regarder s'agiter ses contemporains et de noter leurs agitations dans une série de pièces où la verve et l'esprit faisaient presque tort à la perspicacité du jugement. La fantaisie ailée du dialogue ne permettait pas de s'attarder à la moralité de ces fables modernes. Cependant l'une ou l'autre peinture, d'une manière plus large, *le Prince d'Aurec*, *le Marquis de Priola* ou *le Duel*, révélaient, sous la forme brillante et nerveuse, une satire âpre, généreuse, emportée, violente même de nos travers et de nos vices.

Le même élargissement se peut reconnaître chez le chroniqueur. La guerre ne fait que vérifier les vérités sociales, elle ne les crée pas. L'affaiblissement de la famille en France existait avant la guerre, mais la guerre en a fait mieux mesurer le danger pour notre avenir. M. Henri Lavedan vient de mener et publier une enquête sur les causes et les remèdes de cet affaiblissement, qui provoquera les réflexions et contribuera à retenir l'attention sur le plus grave problème français d'après-guerre[1]. Pour que les sacrifices de la guerre en vaillent la peine, dit-il, il faut que notre pays soit assuré de durer, il faut donc qu'il y ait des enfants. Et

[1] *La Famille française*, par Henri Lavedan. (Perrin, édit.)

il commence par citer, comme un impitoyable avertissement, le tableau officiel du nombre décroissant des naissances françaises, par mille habitants, depuis quarante ans :

Périodes.	Naissances en France par 1000 habitants.
—	—
1874-1876	26,1
1877-1879	25,3
1883-1885	24,7
1886-1888	23,7
1889-1892	22,5
1896-1898	22,2
1899-1901	21,8
1902-1904	21,2
1905-1907	20,3
1908-1910	19,8
1911-1915	18,2

D'où vient cette restriction de plus en plus caractérisée de la natalité? M. Henri Lavedan accuse en premier lieu notre égoïsme. Chacun veut réaliser sa vie personnellement et ne consent plus à remettre l'achèvement de cette réalisation à la génération suivante. L'idée de la durée a été remplacée par celle du résultat immédiat. Dans le monde de la bourgeoisie, la vie intérieure, la vie de famille a été atteinte par le goût du bien-être et par la fièvre de la distraction et du déplacement : il n'est pas jusqu'à l'automobile qui ne soit venu favoriser ce besoin de s'extérioriser. On recherche le moindre risque et le plus grand profit. Dans la classe ouvrière, l'insalubrité du logement, le manque de place, le manque d'air ont substitué le café et la rue au foyer. « La femme hors de la maison, quel que soit son gain, c'est le foyer vide sans enfants, ou avec des enfants à l'abandon, et c'est la stérilité, la ruine... » A la campagne, la paysanne, la plupart du temps, ne sait pas retenir l'homme à la maison, et celui-ci préfère le cabaret; le service militaire a donné l'habitude de la ville, a créé l'ennui aux champs; la ville, c'est la lumière, et c'est aussi l'argent au lieu des produits en nature. Ajoutez d'autres causes encore : l'alcoolisme, le refus des responsabilités, la peur des difficultés de la vie.

Ayant énuméré les causes, M. Henri Lavedan cherche les remèdes dans tous les domaines. Financièrement, une série de réformes budgétaires peut favoriser la famille et la natalité : meilleure assiette de l'impôt tenant compte du nombre des enfants, réforme des lois successorales, places, bénéfices, pensions réservés aux pères de famille nombreuse, aide pour l'instruction, etc. Matériellement, il importe de rendre le foyer plus habitable, de porter hors des villes les logements ouvriers par les facilités des

moyens de communication, de reconstituer la vigueur physique par l'hygiène et les sports. Des mesures d'un ordre plus général viseraient l'assainissement de la moralité publique. Et M. Henri Lavedan voit, en fin de compte, dans la force du sentiment religieux la protection la plus efficace contre la diminution des naissances et la décadence de la race. Une politique systématiquement antireligieuse, dit-il, deviendrait ainsi une politique antinationale.

Il est assez curieux de comparer l'enquête inquiétante de M. Henri Lavedan sur la famille française aux observations présentées sur le même sujet par deux étrangers de marque, deux Américains, peu de temps avant la guerre. Tous deux semblaient spécialement qualifiés pour bien voir : venus en mission officielle pour prendre la parole à la Sorbonne, ils avaient séjourné à Paris un temps assez long et avaient pénétré dans la société française, charmée de les accueillir. Je veux parler de MM. Henry van Dyke et Barrett Wendel qui ont formulé leurs appréciations, l'un sous la forme poétique dont il use rarement, l'autre dans un élégant livre de voyage.

M. Henry van Dyke, professeur à l'Université de Princeton, ministre des Etats-Unis à la Haye, sur le bateau qui le ramenait au pays natal, s'est souvenu qu'il était poète. Tout en saluant la vieille Europe qu'il remercie de son hospitalité et dont il célèbre la civilisation ancienne et raffinée, les mille agréments de grâce et de politesse et les trésors artistiques, il lui adresse une critique, comme si l'air qu'on respirait était un peu étouffant : elle lui paraît trop attachée au passé, trop dépendante du passé. La vie exige, selon lui, qu'on regarde en avant et non pas en arrière. Et il ajoute avec une ardente éloquence : *The glory of the present is to make the future free* (la gloire du présent c'est de faire l'avenir libre). Formule hardie qui contredit nettement la fameuse constatation d'Auguste Comte : *l'humanité se compose de plus de morts que de vivants*, et qui supprime d'un trait la tradition historique, la continuité de la race, la chaîne des générations.

M. Barrett Wendell, moins lyrique, a, pendant son séjour en France, regardé, écouté, étudié, et, après avoir emmagasiné les faits, les physionomies, les paroles et immobilisé dans sa mémoire la vie qui passe, il nous a donné le résultat de ses observations dans un livre d'une lecture agréable qu'il a intitulé : *La France d'aujourd'hui*. Or ce qui l'a peut-être le plus frappé dans cette France d'aujourd'hui, dont il décrit les caractères généraux, c'est la forte constitution de la famille. Il nous confie sa surprise, et même son émerveillement, de voir ces petites sociétés

unies et durables que sont les familles, sa gratitude pour la façon courtoise dont il y fut accueilli dans l'intimité, les réflexions, les comparaisons et même les leçons sociales qu'il en a tirées. Sans doute l'Anglais et l'Américain ont le *home*, mais le Français a le *foyer* que l'étranger ne connaît pas assez : « C'est la cheminée, la pierre de l'âtre, le centre de la vie domestique, autour duquel la famille se groupe, formant un tout, distinct de tout autre groupe, dans ce monde confus et bruyant, complet en chacun, vous libérant, lorsqu'on y réside, de tout le reste de l'humanité. » Foyer qui symbolise « toute la vigoureuse, profonde, complexe puissance des émotions familiales qui constituent pour ce peuple les plus fortes des émotions individuelles et nationales ». Multipliant les petits faits significatifs, M. Barrett Wendell montre qu'en France le sentiment familial est le plus spontané de tous les instincts. Ailleurs c'est le lien conjugal qui paraît le plus fort, ici c'est le lien qui unit les parents aux enfants. Cette certitude lui donne la clé de beaucoup d'habitudes sociales qu'il ne s'expliquait pas. La recherche de la dot, par exemple, cesse d'être pour lui une vulgaire et vile préoccupation d'intérêt, mais dénote une prudence sentimentale soucieuse du foyer à fonder. Le mariage, qui lui apparaissait bien compliqué avec ses rites, ses cérémonies, ses autorisations, n'est plus une question purement individuelle, mais familiale. De même, le choix de la carrière n'est pas indifférent à la famille, car elle en sera consolidée ou affaiblie. Les devoirs domestiques, ceux de direction, d'administration et de paternité, sont considérés comme aussi importants, pour le moins, que les devoirs conjugaux. L'héritage est garanti aux enfants. Tous ces faits sont la preuve d'une civilisation avancée à qui des nécessités se sont imposées et qui fait passer la famille avant l'individu. Et pour couronner ce chapitre sur la famille française, M. Barrett Wendell conclut :

En résumé, au fur et à mesure que l'on connaît mieux les Français, on s'aperçoit avec un étonnement de plus en plus grand que toute leur conception de la famille — avec cette sanction émouvante et sacrée du foyer — les fait se considérer originellement, non pas comme des individualités, mais comme étant chacun le membre d'une petite société. La famille est une association ou, si vous voulez, une corporation, un clan. C'est quelque chose de plus que la somme des individus qui la composent, avec leur complexité humaine et faillible; elle a un droit primordial et suprême au dévouement de chacun des siens pour sa sauvegarde. Les êtres qui participent à sa vie, comme ceux qui, à un moment donné, appartiennent à une nation, peuvent tomber dans l'oubli, mais la famille elle-même doit subsister dans sa pérennité. Ainsi le premier des devoirs humains devient, non pas individuel, mais désintéressé et social. A cet idéal du devoir, les Français sont profondément fidèles. Si, à travers les

générations, ils n'y avaient pas été attachés avec une continuité passionnée, ininterrompue et persistante, leur société ne pourrait pas subsister dans la forme que lui a léguée le passé et qu'elle est en voie de transmettre à l'avenir.

M. Barrett Wendell constate en dernière analyse, comme M. Henry van Dyke, la force du passé dans la construction de la société française. Mais, au lieu de la dénoncer au nom de la liberté, il lui rend justice et il reconnaît en elle la marque de l'expérience séculaire qui, des différentes formes de société, n'en a retenu qu'une seule, comme la plus viable, la plus apte au développement national.

Comment concilier les observations des deux étrangers, qui sont surtout frappés, dans leur séjour en France, par la forte constitution de la famille, avec l'enquête de M. Henri Lavedan, qui voit cette famille se désagréger et s'alarme de notre avenir diminué et compromis si le chiffre de notre natalité ne s'élève pas, avec les observations de tous ceux de nos écrivains qui se sont faits les analystes de la famille?

Tout d'abord, aucun des deux célèbres voyageurs n'a vu ni pu voir dans sa visite attentive et judicieuse, mais limitée, les changements profonds qui se manifestent surtout depuis une trentaine d'années dans cette famille française si solidement unie. Ils ont fréquenté spécialement le monde de la bourgeoisie moyenne où la vie familiale a été davantage respectée, tandis qu'elle est déjà profondément atteinte dans la bourgeoisie riche et dans le monde ouvrier. En réalité, depuis deux cents ans bientôt, une véritable bataille se livre en France entre l'ancienne forme de société où la famille était au premier plan et une forme nouvelle où l'individu occupe la première place. Peut-être ne sera-t-il pas inutile de reprendre jusque dans le passé l'histoire de la famille en France pour la mieux connaître dans le présent.

*
* *

« Les législateurs humains, a dit un juriste, M. Demolombe, au sujet du mariage, n'ont point inventé ce contrat, le plus ancien et le plus universel de tous et dont l'origine est à Dieu lui-même... Chez tous les peuples, le mariage a été un acte religieux placé sous l'invocation de la Divinité. » Le mariage n'est pas créé par la loi, comme les autres contrats. La loi le trouve, le reconnaît, l'affermit, le consolide. Mais, dans toutes les anciennes formes de sociétés, cette origine sacrée du mariage est si bien pressentie qu'il est placé sous la protection religieuse.

Il en est ainsi dans les civilisations égyptienne, grecque et

romaine, comme le montre Fustel de Coulanges dans *la Cité antique*. Le christianisme, qui recueille à son tour le mariage, pour le mieux marquer d'une empreinte divine en fait un sacrement, et ce sacrement, ce sont les époux qui se l'administrent à eux-mêmes en échangeant leur promesse éternelle en présence du prêtre témoin et représentant de Dieu. Son caractère sacramentel comporte de toute évidence l'indissolubilité. Il n'a pas pour but le bonheur des époux, mais la création d'un foyer où l'union de cœur et de chair, de volonté et de fait ne saurait comporter un retour en arrière. Il est à lui seul une société avec sa hiérarchie, son chef responsable, ses obligations. Il faut une direction à la vie communautaire, et cette direction est confiée au mari et au père. La puissance maritale et la puissance paternelle viennent compléter l'ordre établi par le mariage.

Cet ordre établi dans la famille va se communiquer, dans la vieille France, à la vie publique. Dans la nuit des premiers siècles, quand la tempête arrive du Nord avec les Barbares, ou du Midi avec les Sarrasins, seule la famille est déjà organisée et c'est d'elle que viendra la résistance. Pour ne pas être absorbées, ces petites sociétés que sont les familles se cherchent, s'unissent. La première association, la *mesnie*, n'est que la famille agrandie. Et la mesnie devient le fief. Et de l'autorité exercée par le père de famille naît l'autorité agrandie du pouvoir royal. « Le roi, dit Hugues de Fleuri au onzième siècle, représente dans le royaume l'idée du père. » Plus tard, au seizième siècle, quand les légistes voudront définir l'Etat, le jurisconsulte Jean Bodin se contentera de cette comparaison : « L'ensemble des ménages forme ce qu'on appelle le peuple. Ce n'est que par succession de familles que ce peuple est rendu immortel... Il est impossible que la République vaille rien, si les familles qui sont ses piliers sont mal fondées. » La famille est ainsi considérée comme la base de la société et l'image du gouvernement. Et il ne s'agit point d'une théorie livrée aux discussions des philosophes, mais d'un fait d'expérience au cours de plusieurs siècles difficiles.

Comment la famille s'organise-t-elle dans l'ordre matériel? Elle se fixe, elle s'enracine par l'héritage. La fortune n'est alors qu'immobilière. Le domaine conquis par le travail d'une génération se transmettra à la suivante : le père institue un héritier. Cet héritier varie selon les provinces et les coutumes : tantôt c'est le fils aîné, — et c'est le mode habituel, — tantôt le choix du fils qui héritera est laissé au chef de famille; tantôt, comme dans les pays basques, c'est même la fille aînée. Certains pays de droit écrit admettent le partage, mais frères et sœurs s'entendent pour main-

tenir le domaine. Ainsi le bien se transmet avec le nom et devient l'image visible de la continuité familiale au point de se confondre parfois avec elle. Tout un ensemble de circonstances économiques et sociales favorise cet état de choses : l'usage, la loi, la vie agricole, le calme des champs, la difficulté des communications. L'héritage comporte d'ailleurs de lourdes charges : il implique la subordination de la vie personnelle à l'existence et à la durée de la famille, et il impose l'entretien des parents, des sœurs qui ne se sont pas mariées, des frères qui n'ont pas réussi ou qui sont infirmes ou malades, la continuation des œuvres de bienfaisance et des aumônes, — car toute une clientèle se forme autour de chaque famille de quelque importance, — l'administration du domaine, non pour en jouir, mais pour le maintenir tout au moins, sinon pour l'agrandir. En sorte que les frères soi-disant déshérités ont l'avantage de la liberté et peuvent s'élancer dans les carrières qui leur plaisent : armée, marine, colonies, etc., avec la certitude d'être secourus en cas de besoin.

La famille de l'ancienne France a laissé elle-même le témoignage écrit de sa vitalité. Elle l'a laissé dans les *livres de raison*. Les livres de raison étaient primitivement de simples livres de comptes où l'on notait les détails de l'administration du domaine. Peu à peu on prit l'habitude d'y inscrire les dates qui intéressaient la famille, dates des mariages, des naissances, des décès. Puis l'on accompagna ces dates de commentaires. Rien qu'avec ces commentaires on a pu aisément reconstituer l'existence familiale d'autrefois. Or une double croyance s'y affirme : foi en Dieu et foi en la vie. Ces pères, souvent accablés de charges, ne manquent jamais de saluer avec joie l'apparition d'un nouveau-né, qui est quelquefois le neuvième ou le dixième, si ce n'est davantage. Une naissance est toujours regardée comme une bénédiction. Et ils remercient Dieu qui saura les aider à nourrir cette nombreuse nichée. Ils soumettent leurs énergies à l'avenir de la maison, de la race, du nom, de l'honneur.

Il y a des ombres à ce tableau de la famille française. D'ailleurs l'histoire des nations, comme l'histoire privée, n'offre guère d'exemples d'une force qui, s'étant éprouvée, n'ait pas abusé d'elle-même. Le mari et le père, investi de la double puissance maritale et paternelle, ne sut pas toujours s'en servir équitablement. Il arriva que la femme et les enfants furent réduits en servitude, étouffés dans leurs plus justes aspirations. Si la famille n'est point faite d'une série de bonheurs individuels, elle ne peut sans danger pour elle-même porter inutilement atteinte à cette part de la personne humaine qui correspond aux droits les plus

sacrés de la conscience, et le choix du bonheur la sert. Les vocations forcées, les mariages imposés sont la preuve de ces erreurs. L'Eglise vint au secours des victimes. Non point qu'elle se dresse contre la famille. Elle est elle-même autorité et hiérarchie. Mais elle condamne les empiétements qui briseraient la liberté humaine dans son fond intangible.

Cette constitution de la famille demeure à peu près intacte jusqu'à la Révolution. Rétif de la Bretonne, dans *la Vie de mon père*, en trace un tableau qui eût été aussi vrai au onzième ou au douzième siècle qu'au dix-huitième. Il appelle son père son *dieu visible*, et l'on ne saurait souligner d'un trait plus net le caractère quasi sacré que les enfants attribuaient à la puissance paternelle. Ce *dieu visible* obéit lui-même au dieu précédent qui fut l'aïeul. Et Rétif nous fait assister au mariage de son père, qui fut commandé par son grand-père contrairement à la plus tendre inclination naturelle. Pour ces fondateurs de dynastie, pour ces chefs responsables, l'amour ne compte pas, ni le bonheur individuel, il n'y a que la race. En quoi ils se trompent, car la famille se soutient aussi par le bonheur intime et l'amour légitime. Et c'est altérer le caractère du mariage que de le limiter à un rôle social et omettre la volonté des parties. On ne résistait pas à l'ordre de son père; c'est ainsi qu'Edme obéit et épouse une bonne ménagère au lieu de la femme de son choix. A la fin de sa vie, nous le voyons pareil à un patriarche, entouré de ses quatorze enfants et de toute la domesticité : après le souper en commun, il fait une lecture de l'Ecriture sainte et l'accompagne de quelques brèves observations. Et l'on pense aux temps bibliques, sauf que la famille est fixée sur le sol au lieu d'être nomade.

*
* *

La Révolution n'éclate pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle éclate comme un coup de tonnerre dans un ciel peu à peu chargé de nuages. Le premier nuage dans l'horizon familial est apporté par la Réforme, qui ouvre la porte du foyer à l'individualisme. Elle renverse les promesses éternelles et substitue, au nom de la personne humaine, la possibilité du divorce au principe de l'union indissoluble. Là est la première altération du mariage. Jusqu'à la Réforme, sa durée n'est même pas mise en doute. Or voici qu'une nouvelle doctrine, et une doctrine religieuse, l'atteint dans son principe essentiel d'engagement définitif pris en la présence de Dieu. La discussion s'est introduite sur la base même de la famille et l'idée va faire son chemin.

Elle fera son chemin pendant tout le dix-huitième siècle. Elle

se rattachera à une doctrine plus générale, celle des droits de l'individu. Cet individu, Jean-Jacques Rousseau prétendra le libérer de toutes les entraves. Comment supporterait-il donc celles de la famille, qui sont les premières et les plus lourdes? Il naîtra avec des droits et non pas avec des devoirs. Il ne dépendra ni de son père ni de sa mère. L'Etat est là pour le recevoir. C'est à l'Etat que le fameux théoricien dévolue la puissance paternelle. Quant au mariage, comment deux êtres pourraient-ils engager l'avenir quand ils ne sont pas sûrs d'eux-mêmes? Les sentiments peuvent changer, seule la liberté ne change pas. D'autre part Voltaire et les encyclopédistes laïcisent les questions sociales qu'ils prétendent isoler de toute préoccupation religieuse.

Les conditions économiques et les mœurs viennent accélérer cette marche des idées. La famille vivait sur le domaine et donnait sur place l'exemple de sa vertu et de sa continuité. Plus cet exemple venait de haut, plus il provoquait l'imitation. Or voici qu'au dix-septième siècle commence l'exode des grandes familles terriennes qui vont solliciter à Versailles. Les influences locales diminuent et les seigneurs du sol deviennent des courtisans. Le lien étroit qui unissait la race à la terre se dénoue. Un autre coup va être porté au droit familial jusqu'alors sacré, le jour où Louis XIV contraint le Parlement à légitimer ses bâtards. Enfin, à partir de la Régence, la haute société met à la mode la liberté conjugale. — « Eh! bien, va-t-en! » dit une femme à son mari qui lui demande de la tutoyer. Une autre, qui réclamait la séparation pour un soufflet reçu de son mari en tête-à-tête, ne pouvant l'obtenir, va rejoindre le brutal dans son cabinet et après l'avoir giflé à son tour lui donne cette explication : « Tenez, monsieur! voilà votre soufflet : je n'en puis rien faire[1]. » Qu'était devenu le respect du chef? Le mariage n'impose plus aucune gêne : il n'est plus qu'une association mondaine d'intérêts et de caprices. Ainsi l'anarchie dans les mœurs contribue à répandre la liberté dans les idées.

La Révolution — qui n'est étudiée ici que dans les changements apportés par elle dans la constitution de la famille — fut donc préparée, dans cet ordre de faits, par les conditions économiques, par la liberté des mœurs et par les idées nouvelles. Ni ces idées nouvelles, ni ces mœurs, ni ces conditions économiques ne touchaient la majorité du peuple français, les masses profondes qui sont le réservoir de la force et de la vie nationales. C'est ce qui explique qu'en remaniant de fond en comble les institutions fami-

[1] *La femme au XVIIIe siècle*, par Edmond et Jules de Goncourt.

liales, la Révolution n'atteignit véritablement que les villes. Les campagnes lui échappèrent et après la tourmente l'existence reprit, à peine différente de celle d'autrefois. Le bouleversement de la famille fut en 1792 une œuvre de doctrinaires et de théoriciens, disciples de Jean-Jacques et des Encyclopédistes, persuadés qu'ils libéraient l'individu enchaîné, et ce bouleversement n'a commencé à produire tous ses résultats que beaucoup plus tard.

Le mariage était lié à la religion puisqu'il était un sacrement. La Révolution brisa ce lien. La loi du 20 septembre 1792 fit du mariage un contrat purement civil que compléta l'institution du divorce. Cette loi instituait trois espèces de divorce : le divorce par consentement mutuel, le divorce prononcé sur la demande de l'un des conjoints pour simple cause d'incompatibilité d'humeur ou de caractère, le divorce pour cause déterminée. Les effets s'en firent immédiatement sentir, mais seulement à Paris et dans quelques grandes villes. Dans les trois premiers mois de 1794, le nombre des divorces à Paris égala celui des mariages. La proclamation de l'égalité, dans les successions, de l'enfant légitime et de l'enfant naturel, la suppression de l'autorité maritale et de la puissance paternelle complétaient cette nouvelle législation de la famille. « A Paris, en l'an IX, dit un peu plus tard le tribun Carion-Nisas, le nombre des mariages a été de 4000 environ, celui des divorces de 700 ; en l'an X, celui des mariages d'environ 3000 seulement, celui des divorces de 900, proportion croissante et décroissante qui, des deux côtés, effraie et qui prouve que le divorce, loin d'être un remède, est un mal de plus, et qu'au lieu d'appeler les citoyens au mariage, comme on l'a prétendu, il les en dégoûte, il les en écarte. » Cependant on avait cru faciliter le mariage en lui ôtant l'indissolubilité, et l'on s'était imaginé qu'on lui rendait la santé.

*
* *

Les rédacteurs du Code civil n'oublièrent pas cette expérience. Dans les travaux préparatoires on trouve même cette première opinion du Premier consul sur le divorce :

Qu'est-ce qu'une famille dissoute ? Que sont des époux qui, après avoir vécu dans les liens les plus étroits que la nature et la loi puissent former entre les êtres raisonnables, deviennent tout à coup étrangers l'un à l'autre sans pouvoir s'oublier ? Que sont les enfants qui n'ont plus de père, qui ne peuvent confondre dans les mêmes embrassements les auteurs désunis de leurs jours ; qui, obligés de les chérir et de les respecter également, sont pour ainsi dire forcés de prendre parti contre eux ; qui n'osent rappeler en leur présence le déplorable mariage dont ils sont les fruits ? Oh ! gar-

dez-vous d'encourager le divorce! Ce serait un grand malheur qu'il passât dans nos habitudes!

Il appartenait lui-même à une de ces familles pareilles à des clans où l'union et la solidarité sont étroites et deviennent quelquefois un poids lourd, et ils'en souvenait. Général et chef d'Etat, s'il avait rencontré autour de lui, dans ses rudes campagnes et dans sa réorganisation rapide d'un état social couvert de ruines, autant de concours et d'individualités qu'il en avait eu besoin, il ne pouvait attribuer cette abondance de forces et de talents surgis du territoire qu'à la vigueur latente de l'ancienne France. Et d'où provenait cette vigueur, sinon de la constitution même de la famille qui avait soutenu le royaume dans toutes ses vicissitudes à travers les siècles? On aurait pu craindre que la contrainte imposée par l'autorité du chef de famille, que la servitude familiale ne fût un obstacle au développement de jeunes énergies, ne brisât les caractères trop gouvernés, n'anémiât les volontés. Or la discipline révélait une fois de plus qu'elle est une école incomparable d'individualités prêtes à se donner à une œuvre jusqu'au sacrifice.

Le Code civil fut donc une transaction entre l'ancienne constitution et le droit révolutionnaire. En apparence, il maintient la famille traditionnelle fondée sur le mariage, la puissance maritale, la puissance paternelle[1] et l'héritage. Mais il en altère les principes essentiels. Tout d'abord il sécularise le mariage. Le mariage cesse d'être un acte religieux pour devenir un contrat civil. Que les époux comparaissent devant un prêtre si telle est leur volonté, la loi ne veut pas le savoir. Et comme les mœurs, après le Concordat, redeviennent immédiatement religieuses et que les époux préfèrent se marier à l'Eglise plutôt qu'à la mairie, une loi interdit la célébration du mariage religieux avant celle du mariage civil. Les mœurs s'inclinent devant la loi, mais l'usage est resté de réserver le cérémonial au mariage religieux et de traiter le mariage civil comme il demandait lui-même à être traité, c'est-à-dire comme un contrat qui ne nécessite ni toilettes, ni fleurs, ni musique, ni solennité, ni émotion, ni témoignage sacré. Contrat dont la durée n'est d'ailleurs point définitive, qui se peut résilier comme un bail, car le divorce est maintenu dans la législation, malgré les éloquentes paroles du Premier consul qui, changeant d'avis promptement, songe peut-être déjà à l'usage personnel qu'il en pourra tirer en jour; non point sans doute le divorce sur la simple demande de l'un des conjoints, qui équivalait à la répudiation du

[1] *La famille française et son évolution*, par Louis Delzons.

droit romain, mais le divorce pour causes déterminées, et même par consentement mutuel en l'entourant de quelques garanties. Quelques années plus tard, la loi du 8 mai 1816 abolissait le divorce sans soulever de protestations. Il y avait trop de ruines et l'on avait besoin, pour les réparer, d'une forte constitution de la famille.

Enfin, dans le Code civil, la puissance maritale et la puissance paternelle étaient bien maintenues, mais toutes deux changeaient de nature; la première s'exerçait en faveur du mariage, et cessait d'être l'apanage du mari en tant que chef et directeur de la communauté; la seconde était établie dans l'intérêt de l'enfant et cessait d'être une sorte de délégation divine incluse dans la paternité. Toutes deux, en somme, devenaient soumises à la loi, au lieu d'être simplement reconnues et protégées par elle. Là encore se faisait sentir l'esprit nouveau. Il se faisait sentir davantage dans le titre des successions où le principe d'égalité l'emportait décidément sur celui de la liberté; les parents ne pouvaient plus disposer que d'une part minime de leur patrimoine et le domaine, divisé, pulvérisé, systématiquement soumis au partage, c'est-à-dire à l'obligation de passer tôt ou tard en des mains étrangères, ne pouvait plus servir d'appui héréditaire à la famille.

*
* *

Pendant les trois quarts de siècle qui suivent la promulgation du Code civil, observe très justement Louis Delzons dans son traité sur *la Famille française et son évolution*, il n'y a pour ainsi dire pas de changements. La société française, pour employer les termes de M. Barrett Wendell, continue d'exister dans la forme que lui a léguée le passé. Le divorce ayant disparu du Code civil, le mariage sort son plein effet. Le père, le mari usent de leur puissance paternelle et maritale avec une modération qu'ils puisent dans les nouvelles mœurs beaucoup plus que dans la loi, et ils n'en vérifient pas l'origine. En somme, on peut croire en apparence que la vie familiale n'a pas été altérée par la tourmente révolutionnaire, et que l'expérience individualiste a totalement échoué en France, soit qu'elle ne fût pas viable, soit qu'elle fût simplement prématurée au cas où l'on admettrait, pour la vie nationale et sociale, d'autres formes que cette forme de la collectivité familiale éprouvée par tant de siècles. Il y a bien le fonctionnement meurtrier du titre des successions qui peu à peu divise les domaines par le moyen du partage forcé, et divise par surcroît les familles où il introduit constamment les questions d'intérêts et auxquelles il enlève l'image de leur continuité, de leur union, de leur durée. Mais cette division même, sur un terri-

toire alors peu encombré et souvent mal exploité, permet une petite culture plus intensive, et le Code peut passer pour provoquer une meilleure exploitation rurale. Un peu plus tard, quand on s'apercevra enfin des dangers que fait courir cette législation à l'amour de la terre, au sens du passé et à la natalité, ses effets néfastes s'oublieront dans la révolution économique due à l'application des nouveaux moyens de transports qui commencent bientôt à répandre dans tout le pays un besoin de mouvement et de migration et qui vont précipiter les campagnes sur les villes.

On peut croire en apparence que la vie familiale n'a pas été altérée... En apparence seulement, car la bataille continue et la campagne individualiste a repris dès la fin de la Restauration. Elle est menée tout d'abord par la littérature romantique, dont les thèmes familiers sont la revendication des droits de l'individu et la divinisation de la passion. Et le mariage indissoluble entrave les droits de l'individu et oppose le devoir à la passion. Nul alors n'exprime mieux que George Sand cette haine de toutes les barrières sociales. Dans l'un de ses romans les plus célèbres, *Jacques*, le principal protagoniste, Jacques, écrit, la veille de son mariage, à Fernande sa fiancée : « La société va vous dicter une formule de serment; vous allez jurer de m'être fidèle et de m'être soumise, c'est-à-dire de n'aimer jamais que moi, et de m'obéir en tout. L'un de ces serments est une absurdité, l'autre une bassesse. Vous ne pouvez pas répondre de votre cœur même quand je serais le plus grand et le plus parfait des hommes; vous ne devez pas me promettre de m'obéir, parce que ce serait nous avilir l'un et l'autre... » Ainsi avertie, l'héroïne de George Sand ne tarde pas à donner raison à un mari aussi bien informé de la conduite de la vie. Elle prend un amant, ou plutôt elle se réalise. Jacques, dans cette situation nouvelle et quelque peu délicate, demeure logique : il ne se plaint, ni ne se s'étonne. La littérature classique peignait un homme raisonnable, moral et social qui pouvait préférer sa passion à son devoir, mais connaissait l'erreur de cette préférence et ne lui immolait ni sa raison, ni la religion, ni la société. La littérature romantique, refusant de séparer le domaine des idées et celui des passions, exige de l'homme avant tout qu'il soit sincère avec lui-même. S'il cède à sa passion, il lui demandera de lui servir de guide dans le choix de ses idées sociales. Qu'advient-il de notre Jacques, le mari indulgent et compréhensif? Pour tirer tout le monde d'embarras, il va faire une promenade dans les montagnes du Tyrol et tombe, comme par accident, dans une crèvasse de glacier. Ainsi un mari délicat doit-il savoir renoncer à sa femme au profit de l'amant

et lui rendre la liberté, puisque la porte du mariage est fermée.

Cette porte, il s'agit de l'enfoncer. Héritier de George Sand, Alexandre Dumas fils, dans ses pièces en faveur du divorce, s'efforcera de l'ébranler. Dans le même temps, un Le Play, après avoir parcouru le monde et écrit la monographie des ouvriers européens, entreprenait la restauration de la famille; un Auguste Comte, fondateur de la philosophie positive, s'appuyant sur l'étude raisonnée des faits, concluait, au sujet du mariage, qu'une société, pour durer, se devait à elle-même de consolider ce que le catholicisme a si heureusement organisé en consacrant son indissolubilité fondamentale : « L'obligation de conformer sa vie à une insurmontable nécessité, écrivait-il dans son *Cours de philosophie positive*, loin d'être nuisible au bonheur de l'homme, en constitue ordinairement, au contraire, l'une des plus indispensables conditions, en préservant l'inconstance de nos vues et l'hésitation de nos desseins. » Et, condamnant formellement le divorce, il ajoutait : « Il suffit d'avoir saisi la principale destination du lien conjugal pour comprendre aussitôt ses conditions nécessaires. D'abord cette union fondamentale ne peut atteindre son but essentiel qu'en étant à la fois exclusive et indissoluble. Ces deux caractères lui sont tellement propres que les liaisons illégales tendent elles-mêmes à les manifester. L'absence actuelle de tous principes moraux et sociaux permet seule de comprendre qu'on ait osé ériger doctoralement l'inconstance et la frivolité des affections en garanties essentielles du bonheur humain. Aucune intimité ne peut être profonde sans concentration et sans perpétuité; car la seule idée du changement y provoque. Entre deux êtres aussi divers que l'homme et la femme, est-ce trop de notre courte vie pour se bien connaître et s'aimer dignement? Pourtant les cœurs sont d'ordinaire si versatiles que la société doit intervenir afin d'éviter des irrésolutions ou des variations dont le libre cours tendrait à faire dégénérer l'existence humaine en une déplorable suite d'essais sans issue comme sans dignité. » Le positivisme se déclarait donc d'accord avec le catholicisme pour voir dans le mariage indissoluble la sauvegarde de la dignité individuelle et de la vie sociale.

Les partisans de la doctrine individualiste finirent par triompher. Le 27 juillet 1884, le divorce fut rétabli dans la législation française. On le proclama, il est vrai, un mal nécessaire et on ne l'admit ni par consentement mutuel, ni par la volonté d'un seul, mais seulement pour causes déterminées : l'adultère, la condamnation de l'un ou l'autre époux à une peine afflictive et infamante, enfin les excès, sévices et injures graves.

Mais il commença immédiatement de produire son effet dans la famille.

*
* *

Un éminent professeur de droit, M. Glasson, a posé cette règle expérimentale : partout où le divorce existe, il tend sans cesse à augmenter. Les statistiques nous montrent sa progression rapide. En 1885, au lendemain de la promulgation de la loi, il y eut en France 4227 divorces. « C'est la libération des mauvais ménages, proclamaient ses partisans : attendez, et vous ne tarderez pas à voir un arrêt. » Or cet arrêt ne s'est pas produit. Le nombre des divorces n'a pas cessé de croître : 5427 en 1890, 6750 en 1895, 7157 en 1900, 10 017 en 1905, près de 13 000 en 1911.

Dans les premiers temps du mariage, quand bien même le plus grand amour y a présidé, il y a souvent quelque patience à prendre. Il est à croire qu'on la prenait dans le mariage indissoluble, tandis qu'à la moindre contradiction on invoquera désormais le divorce. La perspective du remariage joue un rôle trop réel dans les ruptures. Ainsi le divorce intervient-il comme principe corrupteur dans la vie conjugale, et même il intervient comme principe corrupteur avant le mariage. On songe à lui quand on se marie. On prête moins d'importance à un mariage qui peut se rompre. Les statistiques nous apprennent encore que c'est parmi les ménages qui n'ont même pas une année d'existence que le divorce fait proportionnellement le plus de progrès. On ne s'accorde pas une année de patience et de concessions avant de déclarer la vie commune impossible. Or ce n'est pas avec de la pitié sur des infortunes individuelles qu'on maintient un état social.

Le mariage est la clé de voûte de la famille. C'est pourquoi son caractère a tant d'importance dans un état social. Pour la seconde fois en France, ce caractère est modifié. Il le fut une première fois en 1792, et nous avons vu quelles en furent les conséquences. Ces conséquences se pouvaient déjà comparer aux résultats obtenus pendant des siècles par la famille traditionnelle qui avait fait la puissance française. De 1816 à 1884, le pays répare ses pertes et reprend sa vigueur. On reconnaît cette vigueur nationale à la façon dont elle supporte un désastre comme celui de 1870 et à la rapidité avec laquelle elle comble les vides en hommes et en argent. Depuis 1884, trente ans se sont écoulés. Une seconde expérience plus longue et plus décisive vient compléter la première. Encore les adversaires de la famille traditionnelle essaient-ils d'accentuer leur victoire; ils ne cessent de demander l'élargissement du divorce : divorce pour l'aliénation mentale de l'un

des époux, divorce pour l'absence, divorce pour les infirmités, divorce pour les dissentiments religieux. Ils ne l'ont pas encore obtenu dans la loi, mais dans la jurisprudence ils ont réussi à introduire en fraude le divorce par consentement mutuel qui est constamment appliqué par les tribunaux.

Ils ont posé une question de principe qui sera toujours discutée. Le mariage ne peut naître que d'un libre choix — et c'est la solution de l'Eglise — et ne peut durer que dans ce libre choix, ce qui en diffère. On ne peut imposer la continuation de la vie en commun à deux êtres déjà séparés de cœur et de chair. Des époux qui se considèrent comme unis pour toujours ne se donnent plus la peine de se plaire et de s'entendre. Il faut, pour qu'ils maintiennent leur bonheur, qu'ils se sentent libres. D'un mot, la personne humaine est inaliénable. Mais dire que la personne humaine est inaliénable, c'est en vérité ne rien dire. Ou c'est alors la suppression de toute espèce d'engagement. Il n'y a pas d'engagement sans une annulation de la liberté future par la liberté présente. Tout contrat est un engagement qui empiète sur l'avenir. Pourquoi dès lors un engagement perpétuel serait-il immoral? Ce qui rend un engagement immoral, ce ne peut être sa durée. Qu'un bail dure un an ou vingt ans, son caractère n'en est pas altéré. C'est donc l'objet d'un engagement qui le rend immoral et qui le rend immoral aussi bien s'il est d'une année que s'il est perpétuel. Si donc un engagement à temps est moral, il le sera aussi perpétuel[1].

Laissons la question de doctrine pour nous en tenir aux résultats sociaux. Les partisans du divorce n'envisagent que le bonheur des époux. Ils substituent le mariage-plaisir au mariage-devoir. L'un deux, Novicow, l'a avoué avec franchise : « Le lien sexuel est contracté *uniquement* pour le bonheur direct des deux conjoints. » Si les conjoints ne trouvent pas ce bonheur, ils se séparent, ou si l'un d'eux ne le trouve pas, il quitte l'autre pour chercher ailleurs. Dans ces conditions simplistes, on met le mariage à part de la famille, comme s'il ne la créait pas, comme s'il n'avait aucun rapport avec elle, la famille dont Taine disait qu'elle est le seul remède que l'homme ait trouvé contre la mort. Or un Etat se compose d'une race qui dure, c'est-à-dire de familles, c'est-à-dire de mariages produisant des enfants. Envisager le mariage sans l'enfant et comme la satisfaction unique du plaisir des époux, c'est lui ôter tout caractère social, et dès lors pourquoi la société s'en occuperait-elle? Combien d'années comporte l'éducation complète de l'enfant? Est-ce à dix ans, est-ce à quinze ans même

[1] *Le mariage et l'union libre*, par George Fonsegrive.

qu'un garçon ou une fille peuvent se passer de leurs parents ? Tant que durera cette éducation, elle exigera leur concours effectif. Et c'est après quinze ou vingt ans que le père et la mère, vieillis et fatigués, vont se refaire une vie nouvelle, se créer un foyer nouveau ! « L'œuvre pour laquelle les époux s'associent, disait George Fonsegrive, exige, pour être menée à bien, l'union de toute la vie. Ils s'engagent donc pour la vie. Qui veut la fin ne peut que vouloir les moyens indispensables. Pour élever normalement l'enfant, il faut le mariage indissoluble. L'indissolubilité est le seul mode qui permette chez l'enfant l'entier développement de la vie morale. La loi d'indissolubilité, loin d'être contraire à la nature, est exigée par elle ». C'est ce qu'affirmait le positiviste Auguste Comte quand il disait que hors du mariage indissoluble l'existence humaine n'était le plus souvent qu'une déplorable suite d'essais sans issue comme sans dignité.

On objecte encore que la situation des enfants est moins cruelle dans le divorce que dans la séparation de corps. Mais la séparation de corps, par sa tristesse même, ne sera jamais qu'une exception, tandis que le divorce risque de passer dans les mœurs en donnant la faculté de recommencer indéfiniment sa vie. La séparation de corps maintient, tout en le relâchant, le lien de famille. Même désunis, le père et la mère n'entrevoient l'avenir que par rapport à leurs enfants communs. Ces enfants demeurent un but, au lieu que, dans le divorce qui autorise de nouveaux liens, ils ne seront plus qu'une gêne.

La loi du divorce est donc le signe le plus éclatant des changements qui se sont introduits dans la famille française. Il n'en est pas le seul. Il convient d'y ajouter d'autres lois moins importantes sur la diminution de la puissance paternelle, sur le rapprochement des enfants naturels et des enfants légitimes dans les successions. Quelques-unes de ces lois correspondraient même à certaines interventions de l'Eglise dans l'ancien droit coutumier, trop rigide au point de vue de la puissance maritale et paternelle et trop opposé aux droits individuels, si leur origine, contraire à la force familiale, ne les altérait pas. C'est là tout un ensemble de phénomènes qui témoignent d'un bouleversement volontaire des mœurs. D'une forme de société à base familiale, on a voulu passer systématiquement à une forme de société à base individuelle. L'individu prend la place de la famille qui est reléguée au second plan. Si M. Barrett Wendell ne l'a pas vu, c'est qu'un état social qui a duré des siècles laisse longtemps son empreinte dans les esprits et dans les cœurs et continue longtemps de lutter contre l'état qui lui doit succéder ; c'est aussi qu'il a fréquenté un monde

de la bourgeoisie moyenne où le respect du foyer est demeuré en honneur; c'est enfin que l'état nouveau trouve en face de lui des forces peu disposées à lui céder la place, force du catholicisme, force de toute une littérature traditionaliste, force d'un régionalisme remis à la mode. Mais M. Henri Lavedan s'en est bien rendu compte au cours de son enquête.

L'illustre voyageur aurait pu cependant relever bien des faits qui lui auraient révélé sous les apparences anciennes la poussée d'un monde nouveau : une haute société qui vit à sa guise, sans se croire aucun lien avec la terre ni avec le peuple; une bourgeoisie active, ordonnée et honorable, mais qui, moins économe qu'autrefois, limite ses charges et son avenir pour mieux profiter elle-même de l'existence; un peuple des campagnes qui, trop souvent, s'ennuie aux champs et qui se précipite vers les villes; un peuple ouvrier entassé dans des logements insuffisants et pour qui le travail des femmes a été la mort du foyer. Sans doute les vieilles habitudes françaises ne permettent pas de pousser au noir ce tableau : l'énergie, l'initiative, la gaieté, le courage devant les difficultés, l'amour du chez soi, la tendresse des parents pour les enfants continuent de donner à nos maisons cet air d'aisance et de confiance qui rassure pour l'avenir. Néanmoins une inquiétude était déjà née, avant la guerre, de l'expérience individualiste qui essaie de s'acclimater en France après que l'expérience familiale avait produit ses beaux fruits pendant des siècles, et c'est l'inquiétude du nombre. La famille, unie, consolidée, défendue par les lois, garantissait à la nation la durée. Réduite à un état précaire, elle ne donne plus d'enfants. La stérilité volontaire se propage. Il suffit de consulter les statistiques : le chiffre des naissances tombe de 937 544, en 1883, à 774 000, en 1907; et en 1911, il fut de 34 889 unités inférieur au chiffre des décès.

*
* *

Cette inquiétude du nombre, née en France avant la guerre, et que des esprits clairvoyants manifestaient déjà, la guerre doit la changer pour nous en obsession. Tout notre avenir s'y rattache. Donc toute notre attention doit se porter sur le problème familial. Le grand mérite de M. Henri Lavedan sera d'avoir joué ce rôle d'avertisseur.

Le nombre nous eût sans doute évité la guerre. Les restrictions individuelles ont créé le risque collectif. Le nombre nous éviterait les difficultés futures de la main-d'œuvre agricole et ouvrière, de l'exploitation de nos ressources et de notre influence nouvelle, née de l'heureuse issue de la guerre, de l'exploitation de notre

vaste domaine colonial. Donc il faut que nous retrouvions le nombre. Celui que nous retrouverions par la naturalisation compromettrait notre vigueur nationale. Nous ne pouvons le rechercher que par la famille.

Le pays tout entier en a le sentiment. La famille, il faut le dire, jouissait avant la guerre d'un prestige limité. Un grand nombre d'enfants faisait sourire s'il ne compliquait pas dans des proportions décourageantes les conditions de la vie. Les célibataires, préservés de toutes les épreuves domestiques, difficultés matérielles, maladies, temps consacré aux éducations, etc., se poussaient hâtivement dans les assemblées, dans les académies, dans le monde, toujours libres, toujours frétillants, toujours dispos. N'ayant pas chez eux la vision constante de l'avenir, trop rarement pourvus de ces idées générales qui permettent de s'élever au-dessus des cas individuels, ils préconisaient les solutions immédiates, à courte vue, à la petite semaine. Ils contrariaient, oh! sans le vouloir sans doute, et surtout sans le savoir, ces solutions politiques à longue échance qui s'inspirent de l'histoire et envisagent la nation dans un temps éloigné. Les célibataires ont fatalement une doctrine individualiste. Nous avons vu changer tout cela. Les journaux ont ouvert des rubriques à la gloire des familles nombreuses. Loin de faciliter le divorce, les tribunaux ont tout à coup découvert, sans que les revues s'en soient emparé, que l'adultère était un délit. La Chambre s'aperçoit qu'un régime d'impôts qui ne tient compte, ni pour le loyer, ni pour les revenus, du chiffre des personnes constituant la famille est une pure infamie. Et le célibataire commence à être maltraité.

Le terrain est donc bien préparé pour la consolidation de la famille après la guerre. Ce sera la première œuvre à entreprendre. Car la famille fera successivement poser toutes les questions dont notre avenir dépend : la question religieuse, la question régionale, la question de la terre (avec le rétablissement de la liberté successorale, elle permettra de reconstituer le domaine agricole, plus facile à exploiter par le moyen des machines et supprimant une part de la main-d'œuvre), la question du travail des femmes, qu'il faudra supprimer pour les femmes mariées, la question des loyers, celle des salaires, sans compter la question politique du vote plural. Car la guerre a substitué aux querelles d'idées la leçon des faits. Et puisqu'une nation est une assemblée faite pour durer, et qui ne peut durer que par la famille, occupons-nous de la famille.

Albert Dbrize.

LES PAYS DU NORD
ET LA FRANCE

Ils sont révélateurs les proverbes qui demeurent d'un usage courant, sans cesse repris et maintenus en circulation, précisément parce qu'ils correspondent à l'intuition clairvoyante du bon sens populaire. Ils perçoivent l'idéal moral ou social et le montrent où le place un peuple, avec les couleurs dont il le pare. Ils font une règle des tendances naturelles à un tempérament et par là nous sont un aveu des vaillances, des paresses, des préoccupations, des négligences qui forment le caractère d'une nation.

Cet aveu est plus symptomatique encore lorsqu'un proverbe a des doublets. Il est des paires, il est des familles de proverbes, qui viennent, de provinces, d'auteurs, de temps différents, exprimer la même pensée et qui tous ont été retenus et resservis, tant il est vrai que tout le monde se mire en ce précepte et se plaît à se le redire, à le donner aux autres en enseignement. Chez nous, où, malgré des variétés dans l'apparence, la nation est très particulièrement fondue et permanente dans les traits de son caractère, ces proverbes redoublés sont fréquents. Parmi ceux-là, il y a ceux que nous pourrions appeler les dictons de la fierté morale. Ils sonnent haut et clair :

> Bien faire et laisser dire; —
> Fais ce que dois
> Advienne que pourra.

D'autres encore nous viennent à l'esprit, qui tous équivalent à l'affirmation, que nous entendons, parmi nous, répéter souvent : « Il suffit d'avoir sa conscience pour soi. »

Nos proverbes ne mentent pas. Bonne ou mauvaise, cette attitude est bien nôtre. Elle est hautement morale; elle est toute beauté et toute noblesse. Poussée à la rigueur, elle a ses dangers. Il y a dans ce redressement de la personnalité pour la compréhension et

l'accomplissement du devoir une disposition à échapper aux contingences et à acquérir une vraie inaptitude à écouter les voix du dehors. L'insouciance et le dédain de l'opinion d'autrui, du qu'en dira-t-on exposent à ne pas se faire comprendre et privent de ce réconfort qu'est la sympathie. Et, pourtant, nul n'est plus Robinson dans son île. Cette tendance d'esprit, très française et que nous possédons renforcée si nous sommes pris en masse, pourrait, quoique antipathique, ne pas être trop nuisible, si l'humanité était la société des gens de bonne foi, doués tous de la sagesse et du sentiment de la justice, qu'a illustrés Salomon. Elle n'est pas telle!

Il y a plus. Nous nous plaisons à dire que le monde est petit, parce que, dans le milieu social qui mène une vie internationale, il est toujours possible de trouver entre deux voyageurs, hier encore inconnus l'un à l'autre, des relations communes. Mais, au vrai, le monde est vaste. Les faux bruits, qui ont été munis des éléments qui portent loin, vont plus vite et plus avant que les nouvelles exactes qui n'ont été apprêtées par personne. Les sentiments sont inexpressifs loin des lèvres et des yeux. La conscience, immédiatement impérieuse pour chacun, a besoin de transposer ses intuitions en arguments pour être accessible aux autres, dans ses décisions comme dans ses satisfactions. Et, depuis cinquante ans, même depuis trois ans, tandis que nos ennemis, par un espionnage agressif et multiforme, oppriment l'esprit des neutres de l'apologie de leur force et de la calomnie de nos vertus, interceptent, contredisent et obscurcissent tout ce qui provient d'ici, comme on brouille des ondes hertziennes, nous nous sommes assurément trop contentés d'être fiers de notre bon droit et de l'incontestable pureté de nos intentions.

Avec M. Samuel Rocheblave, professeur de rhétorique au lycée Janson et professeur de littérature générale à l'Ecole des Beaux-arts, l'auteur réputé d'ouvrages sur Agrippa d'Aubigné, sur Pigalle, sur George Sand, historien du goût en France et éducateur du patriotisme, je reviens d'un voyage de plus de quatre mois dans les pays du nord de l'Europe. J'y ai saisi sur le vif l'avantage que nous tenons de la grandeur de notre histoire, de la beauté des œuvres françaises, littéraires et artistiques, de notre rôle dans la présente guerre; j'ai bien vu aussi dans quel état d'infériorité risquait de nous mettre notre fierté, peut-être trop distante et trop insoucieuse.

* * *

Ce n'est pas qu'il n'ait été rien fait pour entretenir les rapports de notre esprit avec l'esprit étranger. Nous avons trop le besoin

de sympathie intellectuelle et nos grands hommes d'affaires auraient trop le génie du commerce, s'ils avaient libre jeu, pour que nous ne fassions pas quelque chose. Nous demeurons, au fond, les fils de ces propagandistes de la Révolution, qui se firent soldats pour porter avec plus d'élan et de façon plus décisive la liberté à tous les peuples, en leur conquérant la délivrance et l'émancipation. Et il est bien piquant de comprendre que, chez les hommes du Nord, les Hollandais, les Scandinaves, le culte domestique rendu à Napoléon, — en Hollande où l'on tient de lui le Code civil, en Suède et en Norvège où Charles-Jean apparaît comme un succédané de l'Empereur et conduit à lui, en Suède où la famille de ce maréchal de l'Empire règne toujours, quoique sur un royaume restreint, — est, par un raccourci historique saisissant, un culte porté au propagateur de la liberté, à l'homme qui rendit l'idée de liberté capable de conquérir, parce qu'il organisa et dirigea ses défenseurs avec une autorité indiscutée, en même temps qu'à une incarnation du génie français dans ce qu'il a de plus limpide, de plus ordonnateur et de plus communicatif.

Quoique le second empire, puis le socialisme aient comme atténué en nous ce sentiment que nous sommes ceux qui possèdent, qui comprennent, qui apportent la liberté, nous conservons l'instinct de persuader et nous ne sommes pas demeurés sans effort et sans action. Toute tentative nouvelle de notre part trouve, au reste, de vieilles et solides bases.

Il y a, aux Pays-Bas et en Scandinavie, les Eglises protestantes dites « du Refuge. » Aux Pays-Bas, sous le nom d'Eglises Wallonnes, elles sont établies dans les seize principales villes et leur groupement est l'un des quatre éléments qui constituent l'Eglise nationale officielle. A Stockholm, à Copenhague, il y a une Eglise française. La Bibliothèque Wallonne de Leyde, à cause des registres qui y ont été portés de France, est pour les historiens une ressource précieuse. La bibliothèque de l'Eglise réformée française de Stockholm comprend environ 6000 volumes, la plupart français; sa clientèle est très étendue; le consistoire consacre chaque année plusieurs centaines de couronnes à l'achat de livres français nouveaux. Ces Eglises, dont les pasteurs sont à peu près uniquement des Français et les membres à peu près exclusivement des étrangers, et des étrangers généralement francophiles, à cause de leurs origines françaises, par traditions de famille ou par choix personnel, sont, en tout temps, des centres de puissant rayonnement français. Et, depuis la guerre, quoique nombre de leurs pasteurs aient été rappelés en France par la mobilisation, elles ont été constamment un point d'appui solide pour nos œuvres de

guerre, pour l'action en faveur de notre cause, pour l'alimentation patriotique des Français et l'information de leurs amis.

Au même rang, à côté de l'effort français de ces Eglises et très souvent appuyé sur elles, sur leurs pasteurs et leurs membres, nous devons placer l'effort des sections, nombreuses en ces pays, de l'*Alliance pour la propagation de la langue française*. Couramment, elles se nomment, et cette appellation est plus expressive encore, les *Alliances françaises*. Elles sont très diverses. Chaque section est généralement homogène. Mais, entre elles, elles diffèrent beaucoup. Il y a les sections élégantes, où l'on va aux conférences en toilette de soirée; les sections bon enfant, où l'on s'y rend comme l'on est; et même la section music-hall, où il fallait parler devant des consommateurs rangés autour des tables et dont une partie tournait à peu près le dos au conférencier. Et chacune de ces tenues correspond à un recrutement particulier. Il m'a bien semblé qu'une même section ne déborde pas d'un monde sur l'autre et ne réunit pas plusieurs milieux. Quoi qu'il en soit, les Alliances françaises ont été, depuis des années, les bonnes messagères de la cause française. Elles rassemblent, dans chaque localité, des personnalités bien placées et activement dévouées, dans toute la force du terme des « gens d'œuvres », qui ne mesurent ni temps ni peine et qui sont des fervents de notre pays ou de notre langue. A part des défaillances individuelles, elles ont été, ces derniers temps, de tout côté, des centres de résistance et de progression pour l'idée française; elles ont accueilli et fait connaître la vérité. Plusieurs sections — et il est à souhaiter que ce soit bientôt toutes — font donner des cours de français et j'entends encore la timide fierté avec laquelle la jeune marchande de photographies du Musée national de Stockholm tenait à me faire savoir qu'elle apprend le français au cours de l'Alliance française.

Non moins grand et plus officiel, plus étendu dans son rayonnement, parce qu'il porte plus haut encore, est l'effort que l'on pourrait appeler, d'un terme enveloppant des initiatives diverses, l'extension universitaire française à l'étranger. Il me semble que l'on peut faire dater cette extension, sous ses formes actuelles, de 1905 environ. Elle comprend la fondation des Instituts français, annexes d'Universités françaises, à Florence (1908), en Espagne, à Pétrograd, l'échange de professeurs entre les Universités françaises et les Universités des Etats-Unis, auquel sont attachés les noms de M. Liard, de M. James Hyde, etc.. En ce qui concerne les pays dont nous nous occupons, rappelons les *Congrès pour l'extension et la culture de la langue française* réunis à Liége en 1905 et à Arlon en 1909, et la fondation par le gouvernement hol-

landais d'une chaire de roman à l'Université d'Amsterdam confiée à un professeur de l'Université de France.

*
* *

Tout cela n'a pas été vain, et, au bénéfice de l'élan acquis pendant des siècles, la connaissance persiste encore de notre langue, fondement à toute sympathie complète, à tout apparentage entre les esprits, à la pénétration réciproque des idées, puisque pour cette entente des intelligences et des cœurs il faut une langue commune, et que la nôtre se recommande de sa douceur et de sa vertu clarifiante. Le français est toujours parlé et toujours enseigné.

Mais, alors que des femmes d'âge, que des professeurs déjà titulaires parlent un français qui est une jouissance pour leur interlocuteur qui arrive de France : l'intonation jolie et juste, la correction aisée, les termes choisis de ceux qui lisent nos livres et ne s'attardent pas dans nos rues, n'aperçoivent nos lycéens que muets, — les hommes et les femmes d'âge moyen ont déjà de l'incertitude; ils entendent le français mieux qu'ils ne s'en tirent : on sent qu'ils n'ont plus vu dans le français le parler qui confère l'aristocratie; et les enfants se montrent d'une ignorance qui, loin qu'elle rende pitoyable, donne de l'inquiétude; ils ne comprennent ni ne parlent plus notre langue couramment.

C'est que, — il faut le dire, — l'enseignement du français, tel qu'il est présentement assuré, est impropre à maintenir la pratique de la langue. Un voyageur, qui n'appartient au corps enseignant d'aucune Faculté et qui n'a pas suivi de cours de français à l'étranger, ne saurait trancher sur ce point. Pourtant, d'après ce qu'il a su, il sera permis à un Français de crier bien un peu, quand il croit s'apercevoir que sa langue est traitée comme une langue morte.

Nous ne placerons jamais trop haut dans notre considération reconnaissante des hommes comme feu van Hamel, initiateur de l'enseignement public du français en Hollande, — son discours inaugural de 1884 ne saurait être oublié chez nous, — et comme le professeur Salverda de Grave, son successeur à Groningue, qui, après avoir dirigé l'instruction de la reine, est devenu, de toute sa haute autorité, l'un des plus éminents champions de la sympathie française aux Pays-Bas. Et l'intérêt passionné que nous portons au sort de notre langue ne saurait atteindre, au-dessous de ces maîtres, les examinateurs et les professeurs de français de leur pays.

Nous avons eu entre les mains les programmes des examens à deux degrés par lesquels les candidats deviennent aptes à enseigner le français en Hollande; nous nous sommes fait raconter

comment ces examens se passaient et citer des exemples des questions que l'on y posait. Au vrai, il s'agissait là beaucoup plus du roman que du français, et, d'ailleurs, le titre même des chaires professorales l'avoue. Oserons-nous dire qu'il est exigé, de la part de cette jeunesse, bien de l'érudition, de l'étymologie, de la sémantique, de la philologie, de la phonétique, des curiosités grammaticales, et que le nombre des maîtres français qui, sans livre, répondraient pleinement à toutes ces questions est limité. Tandis que ce qui paraît essentiel à un praticien de notre langue pour enseigner à penser à la française et pour conférer ce que le français peut apporter d'ordre aux idées, de simplicité, de fermeté et de souplesse au style est peut-être un peu trop laissé de côté. Rien ne remplace les lectures, intelligemment expliquées, où, sobrement et délicatement, la pensée et le style d'un maître écrivain sont démontés pour en faire saisir les secrets ressorts ; et les exercices de composition française, où l'élève, d'une lente progression, apprend à ordonner un sujet, à équilibrer les parties, à développer une idée. Je croirais volontiers que, pour faire des cerveaux qui communient avec nos têtes de France, c'est par ces méthodes, traditionnelles chez nous et qui sont celles qui nous forment, celles qui maintiennent notre langue vivante, qu'il pourrait être avantageux de les initier au français.

En ce qui concerne la Scandinavie, j'arrêterai l'attention sur un autre point, tout en signalant que ce qui se passe là n'est pas sans analogie avec ce qui se fait aux Pays-Bas, — c'est que le français y est enseigné beaucoup trop tard. Il a été détrôné et il n'y a pas très longtemps. Là aussi, il est traité en langue morte, puisqu'il est traité en langue de luxe, en langue dont on n'aura pas à se servir. Dans chacun des trois Etats, on a à apprendre la langue des deux autres, puisque voilà même le norvégien qui ne veut plus être le danois; l'anglais, l'allemand sont partout enseignés de bonne heure. Et, désormais, — nous avons vu le sentiment se former, les positions se prendre, — le russe va être très étudié, très pratiqué, très utilisé par là-bas et notamment en Suède. Pour céder toute cette large place aux autres langues, le français tombe.

Et je sais bien qui est le grand coupable de cette décadence momentanée de notre langue dans le Nord, c'est le voyageur de commerce. C'est lui, toujours et partout, le grand serviteur français, lui qui rend notre langue présente par ses étiquettes et ses factures, qui démontre toute sa force d'existence actuelle en la colportant toute vive, pour donner leur essor à des produits qu'elle seule excelle à décrire et à faire valoir, puisque c'est une pensée affinée par elle qui a conçu leurs qualités. Et, dans les hôtels où

j'ai vécu quatre mois, j'ai rencontré bien des commerçants anglais, alertes et pressés; j'ai aperçu aussi des représentants d'un autre pays, fatalement. Mais je réfléchis, et je crois bien n'avoir pas vu un Français; si : un, peut-être.

Assurément, ce n'est pas la langue commerciale que nous souhaitons d'entendre parler dans les salons, même au dehors; mais, pour échapper à la linguistique archéologique et à la fossilisation du français, pour éviter que le français devienne la science rare dont il suffit d'avoir une notion, c'est la lettre et la tractation commerciales qui lui fraieront les voies. Derrière elles, et derrière elles seulement, le français rentrera en vivant; parce qu'on aura parlé affaires en français, on reprendra nos écrivains, et la séduction, comme toujours, sera telle que la pensée se plaira à se formuler dans leur langue, où elle pourra se reconnaître tout entière, et que les lèvres s'essaieront à des modulations qui, ardentes, prestes ou sereines, leur seront douces. Puis les conquis de notre langue seront le plus souvent menés par elle à notre sensibilité, à notre esprit.

Alors, quand le français serait redevenu langue indispensable, nous devrions assurer, dans le Nord, l'action permanente de notre civilisation par les moyens que nous avons éprouvés ailleurs. Et il semble bien que, augmentant le nombre des Instituts français, nous devrions en créer deux dans ces pays-là. Sans doute conviendrait-il de leur donner deux caractères qui les différencieraient un peu de leurs aînés. Tout d'abord, il y aurait lieu, puisque aussi bien il s'agit d'entrer en collaboration avec tous les milieux, et non pas seulement avec les intellectuels, de placer la résidence de ces Instituts dans une capitale politique plutôt que dans un centre universitaire, à La Haye et à Stockholm plutôt qu'à Leyde et à Upsal. Et, en second lieu, les professeurs, tout en ayant leur siège social, si je puis dire, leur bibliothèque, leurs archives, dans une ville bien choisie, auraient pour mission d'être itinérants, de donner des cours, les uns en Belgique comme dans toute la Hollande, les autres en Norvège et au Danemark comme à Upsal, à Lund et aussi à Gothebourg. Des maîtres d'autorité reprendraient, approfondiraient et étendraient l'œuvre française poursuivie avec tant de vaillance par les excellents « lecteurs français » ou autres maîtres de chez nous à Groningue, à Stockholm, à Lund, à Gothebourg, à Copenhague, à Christiania.

Et, en attendant, des conférences des maîtres de notre pensée, de notre histoire philosophique, littéraire et politique, auxquels toutes les Universités du Nord feraient certainement accueil, de M. Boutroux ou de M. Bergson; de M. René Doumic ou de

M. Victor Giraud; de M. Imbart de La Tour, de M. Camille Jullian, de M. Jacques Flach ou de M. Frédéric Masson; de M. Ernest Lavisse, ou de M. Louis Bertrand, ou de M. Ernest Denis auraient là-bas un double effet; elles feraient entendre de belle langue, des leçons composées et définies comme les font les maîtres de chez nous, et elles achèveraient une démonstration commencée. Dans les pays que nous visitions, M. Rocheblave a parlé de Michelet avec une connaissance approfondie du sujet; et, de mon côté, dans deux conférences sur *Le réalisme de la littérature française* et sur *L'époque classique de la littérature juvénile en France : 1850-1900* (*Erckmann-Chatrian*, *Jules Verne*, *Jules Girardin*, etc.), j'ai eu à parler de Chateaubriand, d'Augustin Thierry, de Michelet, de Flaubert, de Fustel de Coulanges, des romans historiques pour la jeunesse et de l'histoire « résurrection ». Et, devant cette conception et cet enseignement de l'histoire, nous avons vu des auditeurs, notamment en Norvège, surpris comme à une révélation et fort captivés. Ils refaisaient l'expérience d'Augustin Thierry, sur lequel on se rappelle la phrase des *Mémoires d'outre-tombe :* « C'était en lisant le récit de la bataille des Francs dans *Les Martyrs* qu'il avait conçu l'idée d'une nouvelle manière d'écrire l'histoire. » Par la bouche des historiens qui pourraient aller vers le Nord, l'histoire à la française se dresserait dans toute son intensité de vie, en même temps qu'avec une éloquente simplicité de lignes.

Les relations universitaires seraient fort heureusement complétées par un échange de lycéens et par la fondation de bourses pour des étudiants scandinaves en France et français en Scandinavie. Je crois savoir que le souci d'une solution favorable à cette question existe déjà, sous sa forme la plus pratique, à Paris, à Christiania, à Stockholm, dans les milieux français et étrangers.

Et, pour donner à ces temps nouveaux toute leur portée, la librairie française consentirait peut-être à changer ses errements. Le sait-on? Dans les Pays-Bas comme dans les pays scandinaves, c'était avant la guerre par Leipzig qu'arrivaient les livres français. Cela avait un grave et double inconvénient. La vigilance infernale de nos ennemis opérait un triage et visait à la diffusion des ouvrages français dans la mesure inverse de celle où ils pouvaient nous faire honneur; et nos livres, lents à venir, plus coûteux parce qu'ils avaient passé par plus d'intermédiaires, présentés sans la chaleur persuasive qu'y apportent l'intérêt et la fierté, se vendaient assez peu. En Hollande — la statistique a été faite — dans une bibliothèque, sur 200 volumes, il y avait 180 étrangers des autres pays et 9 français. Les rapports commerciaux

directs s'imposent et, pour qu'ils obtiennent le succès qu'ils mériteront, il sera nécessaire de faire aussi bien que nos rivaux. Les Allemands gratuitement, les Anglais pour un abonnement d'un shilling par an adressent aux hommes d'étude la série des catalogues généraux et uniques de leurs maisons d'édition. Dans ces catalogues, les nouveautés sont méthodiquement classées par matières. Les Allemands, de plus, adressent à chaque professeur, en prêts qui ne sont réclamés qu'au bout d'un an si le prix d'achat ne leur est pas parvenu, tout ce qui paraît dans sa spécialité.

Il n'y aurait pas moins à réformer pour la musique. Ils sont nombreux, à l'étranger, ceux qui tiendraient à ne plus jouer que de la musique française ou, à tout le moins, à en jouer aussi. Et à eux, à leur libraire, il est, paraît-il, répondu d'ici que les éditeurs de musique n'ont pas de stocks, que pas plus que nos libraires ils ne font de dépôts ni de crédit et qu'il faut demander chaque morceau de musique en le payant d'avance. L'*Office français des Pays-Bas* et, à Paris, le *Comité Hollande-France*, que préside, dans un esprit tout pratique, M. Otho Pierson, un Hollandais dont les fils et les neveux sont Français et soldats, ont déjà énergiquement et difficultueusement travaillé à amener les changements nécessaires.

*
* *

Le jour où la France pourra et voudra reprendre avec les pays du Nord des relations économiques et intellectuelles infiniment plus fréquentes et plus suivies que naguère — et il faudrait bien que ce fût bientôt — elle verra s'aviver très vite et prendre une puissance qui l'émerveillera des sentiments d'admiration, de sympathie et de confiance qui ne sont pas éteints, mais qui n'ont pas des occasions assez fréquentes de s'affirmer, de s'affermir et de devenir efficaces.

Evidemment, si la bonne majorité de chacun des quatre peuples neutres du Nord souhaite le triomphe de l'Entente, ce n'est pas à dire que nous ne comptions que des partisans dans ces pays-là ni que plusieurs de nos amis d'aujourd'hui l'aient été dès le début de la guerre.

Dans cette Suède, qui n'a rien à redouter de nous et qui, dans le passé, a eu avec nous de si actifs échanges intellectuels : — la cathédrale d'Upsal est du « tailleur de pierre » Etienne de Bonnœuil, et parmi nos livres de classe il y a le *Charles XII* de Voltaire, qui fait de ce grand homme l'un des héros de notre galerie, — la colonie française a eu de mauvais mois à passer. Lors de l'invasion de 1914, les affiches des journaux marquaient à chaque

édition le progrès de l'ennemi dans les termes du triomphe le plus blessant et le moins neutre : « Les Allemands à 6 kilomètres de la ville du sacre », « les Allemands à 4 kilomètres de la ville du sacre ». Lorsque les dépêches furent reçues qui annonçaient l'arrivée de l'ennemi à Compiègne, il y eut un journal pour les placarder à la devanture de sa boutique, et l'on vit, au premier rang de la foule, un homme officiel, qui avait sollicité et obtenu l'un des plus hauts grades dans la Légion d'honneur, et qui se retournait en faisant des gestes d'acclamation et en disant à la foule : « Vous n'applaudissez pas! » Même cette année, aux Pays-Bas, je me suis trouvé avoir un entretien placide avec un « ami de la France », qui, faisant son petit plan, et écho inconscient d'on sait trop qui, supposait bonnement que nous laisserions l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne et aussi ses colonies et que, touchés par sa prolificité qui mérite bien une prime, nous lui céderions l'Indo-Chine.

On m'a donné à craindre que bien des officiers ne fussent pas des partisans de l'Entente et à cela, outre des motifs d'alliances familiales, on me donnait en Hollande une bien fine raison. « Regardez, me disait-on; les soldats saluent les officiers, mais avec nonchalance. L'armée allemande présente à un officier l'idéal de la considération par ses hommes, un rêve! » Je dois dire, toutefois, que, dans les divers pays, j'ai été invité avec des officiers, qui ont été toujours mieux que courtois, qui se sont plu à m'entendre parler de la France; qu'il m'est venu, en Suède, d'utiles suggestions de l'un d'eux. Au Danemark, j'ai été abordé, dans un salon, par un capitaine avec un : « Vive la France! Monsieur », et en Norvège un colonel nous a touchés par son désir ardent et jusqu'ici sans suite de servir la France comme simple soldat.

Les neutres ont ravitaillé l'Allemagne. Cela ne fait pas de doute : il y a des contrebandiers partout et qui trouvent des complicités surprenantes et écœurantes. Mais bien des faits inventés de toutes pièces ont été racontés en France comme pour mettre un coin entre les neutres et nous; des faits vrais ont été déformés et interprétés avec malveillance, comme par exemple celui-ci : les neutres demandent aux Alliés des approvisionnements supérieurs à ceux qu'ils recevaient d'eux avant la guerre; ce n'est pas à dire qu'ils donnent plus à l'Allemagne, mais qu'ils en reçoivent moins qu'auparavant. D'autres, déplorables, ont été abusivement généralisés! Et ce n'est pas la totalité des traits agréables qui nous a été signalée. Le contrôle s'est partout organisé. Les Allemands savaient bien qu'ils ne pouvaient se passer, pour leur ravitaillement, de la tricherie des neutres. Et, pour

entretenir l'atmosphère sympathique, où la surveillance se fait complice de la fraude, ils n'ont ménagé aucune façon d'informer à leur manière. La *Gazette des Ardennes*, par exemple, est très offerte en Hollande et notamment à Rotterdam. L'Agence Wolff communique régulièrement chaque jour à la presse neutre une information de même longueur, traduite dans la langue de chaque pays; les secrétaires de rédaction peuvent compter absolument sur elle; elle n'a jamais de retard.

Mais les Hollandais ni les Scandinaves ne sont, de façon générale, restés des ignorants et des tendancieusement renseignés. Nous avons, à notre manière, c'est-à-dire très ouvertement, créé à la Haye l'*Office français des Pays-Bas*, que nous mentionnons plus haut et que dirige M. Henri Asselin. Cet office vise et atteint bien des buts. Il a inauguré le 19 février dernier une salle de lecture publique, ouverte tous les jours, sauf le dimanche, de 10 heures du matin à 6 heures du soir, qui offre les principaux journaux et les principales revues françaises, un choix des livres récents et les catalogues des grandes maisons d'édition françaises. Pendant les six semaines que j'ai passées en Hollande, du 17 février au 4 avril, je n'y ai jamais trouvé moins de six lecteurs en même temps, et, au 31 mars, six semaines après la fondation et trois semaines après le début de la publicité, il y en avait eu 361.

Les neutres ont su écouter ceux qui sont venus de France : Mme Pierre de Quirielle, MM. Charles Michel-Côte, Baldensperger, Paul Verrier, Lucien Maury, Walz en Scandinavie, MM. Maurice Gandolphe et Henri Asselin en Hollande, et profiter, dans leurs jugements, des réponses qu'ils obtenaient à leurs questions avides.

Parmi eux, de façon permanente, ils ont des Français. La colonie de Stockholm est vibrante et groupée. Dans la même ville, il y a une Ecole française de jeunes filles, lycée secondaire, dirigée par des religieuses qui ne portent pas l'habit, la plupart françaises : j'ai été invité par elles à donner à leurs élèves, entourées des familles et des dames patronnesses, une conférence sur *La Jeune fille en France*; et, assurément, leur réserve patriotique est absolue; pourtant elles sont Françaises, et, si elles se taisent sur la guerre, elles parlent de la France; elles font mieux, elles la font briller par leurs vertus et leurs talents mêmes, par leur façon d'être et leur façon d'enseigner; et cela aussi renseigne sur nous.

Il y a un journal et des périodiques publiés en français : à La Haye, la quotidienne *Gazette de Hollande*, et, sans doute bientôt, grâce à un remaniement et à une combinaison nouvelle,

une revue mensuelle de grand style; à Amsterdam, le très savant *Recueil des Travaux chimiques des Pays-Bas et de la Belgique*, que publie le professeur A.-F. Holleman, avec de nombreux et éminents collaborateurs, qui en est à son tome XXXVI et qui paraît à des époques indéterminées en numéros de longueurs différentes ; à Christania, la revue mensuelle *France-Scandinavie*, qui a pour correspondants, en Suède et au Danemark, les lecteurs français des Universités de Lund et de Copenhague, de la haute école de Gothebourg. Ces publications sont toutes dirigées par des nationaux des pays où elles paraissent. Le fait seul, cependant, qu'elles sont imprimées en français est garant de leur esprit et de leur équitable information — il y a une équité dans les choses de la science comme dans les choses de la politique — et le fait qu'elles continuent indique qu'elles ont un public; des annonces venues de France leur seraient à toutes la marque avisée de notre intérêt sympathique.

Et je suis persuadé que, en dehors des grands centres de rayonnement, d'humbles Français, avec leur bon sens probe et leur façon de parler tout droit comme chez eux, font beaucoup pour notre bonne et juste renommée, pour la diffusion des heureuses nouvelles et la saine interprétation des événements. Ce Gascon, pâtissier de son état, réfugié de Belgique à Stockholm, qui s'est établi là-bas avec 10 000 francs, a lancé des gaufres, puis des brioches, puis un chocolat qu'il apporte recouvert de crème fouettée, puis des glaces onctueuses et fondantes, « pas froides » comme il dit, qu'il va servir lui-même à la fin des grands dîners; cette Ardéchoise, domestique chez des Français d'Amsterdam, qui lit avec intelligence des œuvres d'écrivains, dont les réflexions sont savoureuses et imagées, qui est de bon conseil et de gentil dévouement, ont, en toute simplicité, renseigné, par le ton qu'ils avaient autant que par ce qu'ils pouvaient savoir d'exact, les gens de bonne foi.

Surtout, ceux-ci ont prêté une attention qui ne se pouvait laisser distraire, passionnée, respectueuse, à ceux qui arrivaient des divers fronts : des soldats, des officiers, des infirmières.

Les Suédois et les Norvégiens recueillaient le récit de ces aviateurs, un officier et son mécanicien, dont l'un avait les mains gelées et l'autre le genou malade. Champion de France pour le tir, le lieutenant avait débuté dans l'infanterie et avait accompli là un bel exploit : avec la connivence de ses camarades de tranchée, il avait laissé cinquante Allemands sortir de la leur et prendre sur le talus la position du tireur couché, et ce n'était qu'au fur et à mesure qu'ils étaient là immobiles qu'ils les avaient

immanquablement atteints l'un après l'autre, sans que ceux qui étaient encore dans la tranchée s'en aperçussent à temps. Le même, devenu aviateur et chargé, l'un des derniers jours avant la prise de la ville, de joindre Bucarest, de Salonique, avait dû, devant une tempête, s'en retourner avant d'avoir atteint le but.

Saisi, secoué, détraqué, le moteur arrêté, l'avion était tombé de 3000 mètres à 300. Après avoir glissé sur une aile, puis s'être retourné tout à fait en risquant fort de lancer à terre le mécanicien, qui avait négligé de boucler sa ceinture et ne put que se retenir des pieds aux courroies de la mitrailleuse, l'avion fut, grâce au sang-froid persistant et à l'habileté du pilote, enfin redressé, au moment où il allait s'écraser sur le sol. Il volait à peine normalement qu'il se trouva attaqué par deux appareils ennemis; il se tourna vers un; la mitrailleuse était faussée, mais le mécanicien avait pris la carabine et réussit à mettre sa seconde balle dans le carburateur. Quand le second appareil allemand rejoignit, la mitrailleuse marchait de nouveau et il fut vite hors de combat. Dès qu'ils purent se poser sur le sol un instant, les deux compagnons se jetèrent dans les bras l'un de l'autre.

L'on vit passer, d'Haparanda à Bergen, de nos infirmières qui revenaient de Jassy pour prendre quelque repos. L'une d'elles était superbe avec quatre médailles sur la pèlerine. Elle avait servi au Maroc, en France, dans le Sud-Tunisien, en Serbie, où elle avait fait toute la retraite, en Roumanie, où elle avait eu le typhus et, des infirmières prises par la terrible maladie, réchappait seule. Elle fumait avec simplicité, saluait en portant la main au front, ne prenait jamais de parapluie, avait un livret militaire, tutoyait le soldat, se plaisait à être appelée par lui maman, alors qu'elle se jugeait vieillie par la même appellation venue de sa compagne, avait la voix claire et le cœur d'or. Elle avait passé partout, avait été en aéroplane avec Nungesser, qu'elle désignait par son prénom, avait bouclé la boucle et jeté des bombes sur Semlin; aucun embarras ne la troublait! Ah! la crâne femme! qui ne pouvait que rappeler aux Scandinaves des figures magnifiques de l'épopée révolutionnaire et napoléonienne.

Quant aux Hollandais, ils sont venus en foule aux conférences données par le R. P. Raymond, revenu, du front français, capitaine, décoré de la croix de guerre et de la Légion d'honneur, et blessé, et dont la robe blanche de dominicain mettait en haut relief le ruban rouge gagné par le soldat.

Les exploits des armées françaises et l'opiniâtre résolution des femmes de France ont fait leur plus ou moins prompte mais sûre besogne. Les victoires et les beaux traits sans nombre sont col-

portés. Et l'on aura redit sans fin ce propos, que j'ai entendu un colonel français, qui six jours auparavant était au front, tenir à un romancier norvégien : « Nos soldats sont exactement pareils, qualités et travers, à ce qu'ils étaient il y a cent ans, il y a mille ans, sans le moindre changement! » A lui seul, il mettait fin à toutes les insinuations perfides sur notre possible décadence; il apparentait l'histoire de cette guerre aux plus grandes pages du passé national.

D'ailleurs ce n'est pas seulement par les Français que les neutres du Nord ont été renseignés; c'est par eux-mêmes. Beaucoup, pour leurs affaires, ont été, depuis trois ans, en France ou en Allemagne. Plusieurs sont venus en France parce qu'ils n'y tenaient plus d'être loin de nous pendant que nous étions dans la grande action : ils avaient été pris, sans vouloir y résister, de l'envie de nous revoir de près pour nous admirer mieux et, si possible, nous être utiles.

Les choses entendues d'Allemands ou vues en Allemagne avaient fort instruit aussi ceux qui possédaient des accointances ou avaient eu à pénétrer dans ce pays. D'autre part, la Hollande plonge à cette heure en pleine domination allemande par 600 kilomètres de frontières communes et il ne saurait être de meilleur poste d'observation.

La cousine d'un peintre hollandais, femme de lettres sociologue, vivait beaucoup à Paris avant la guerre. Le matin, elle allait au Louvre où elle avait beaucoup de relations parmi les artistes, les critiques, les professeurs, les conservateurs. L'après-midi, elle étudiait les milieux sociaux, se donnait comme domestique sans place dans un bureau de placement, allait dans les œuvres de l'Armée du Salut, etc. Elle écrivait à son cousin : « C'est dans ous ces milieux que je sens que nous autres Allemands sommes de plusieurs siècles de civilisation en retard! »

Un Hollandais rappelait que, en janvier 1914, le ministre des Finances allemand avait dit : « Ne prenez pas de valeurs étrangères ! » Lui-même était à Godesberg en juillet 1914, et, dès lors, il n'avait plus trouvé son coiffeur, parti soudain, mobilisé; son cordonnier n'avait pu le servir, accaparé par les chaussures des militaires; il avait entendu des trains rouler toute la nuit.

Il y a eu, au début de cette année, en Allemagne, des grèves de 125 000, puis de 300 000 ouvriers. Les Allemands ont nié et dit : « Ils demandent seulement une augmentation de salaire. » Des témoins certifient et disent : « C'étaient bien des grévistes. »

Il n'est pas exact de dire que la France a été mal renseignée sur les difficultés économiques et alimentaires de son ennemie.

Sur des indications exactes, les esprits ont seulement escompté des résultats trop immédiats. Il est parfaitement vrai que 10 millions d'Allemands meurent de faim. Mais cela n'empêchera pas l'empire de passer encore la crise de cette année. La culture du choux-rave a été organisée; il en a été produit 10 millions de tonnes en 1916; mais, sans lait, ni beurre, ni graisse, c'est un trompe-la-faim plein d'eau. Pour se faire une raison, l'Allemand a beau se répéter : « Un corps sain est svelte »; il a beau avoir encore quelques réserves en riz et en hareng, par exemple; il n'en dépérit pas moins.

Il arrive dans les pays neutres des Allemands qui n'ont aucune maladie organique et qui sont dans un état de dégénérescence telle que jamais convalescent ne fut plus faible, que la moindre émotion leur est une secousse trop forte qui longtemps les laisse ébranlés.

En Allemagne, chaque maison, d'ordre administratif, a trois poubelles : les verres, faïences et porcelaines cassés, — les résidus du chauffage, — les épluchures et détritus des fruits et des légumes. Le contenu de ces poubelles, des deux dernières en tout cas, est utilisé. C'est avec ce qui emplit la dernière que sont fabriquées les mottes dont on nourrit les derniers bestiaux, afin d'avoir quelque lait. Des os frais on fait aussi de la nourriture pour les animaux.

Sachant ce qui l'attendait et où était son point faible, l'Allemagne a cherché à le masquer aux neutres et, pendant les deux premières années de la guerre, elle a soigné la nourriture des neutres qui la visitaient et qui revenaient disant : « Nous n'avons pas eu l'abondance; mais nous avons eu tout à fait suffisamment et des mets variés; ne croyez pas l'Allemagne gênée, elle est seulement prudente! » Maintenant, au contraire, pour justifier la guerre sous-marine, pour rendre attendrissante leur demande de paix sans sanctions, ils font sentir à tous leur pénurie pesamment.

Leur moral réagit de moins en moins. Comment conserverait-il tout son ressort! Ils se rendent si bien compte de l'opinion du monde! C'est presque auprès de tous les neutres qui vont chez eux qu'ils s'exclament, tantôt l'un, tantôt l'autre, ingénument ou cyniquement : « Enfin, dites-nous pourquoi tous les neutres sont contre nous? » Et, courageux parce qu'ils étaient nombreux, voilà plusieurs mois que les banquiers de Hambourg, connaissant l'état intérieur des Empires Centraux et sachant ce qui se passe au dehors, ont, par écrit, demandé la paix à leur empereur.

Un vieux pasteur hollandais, rencontré par un de mes amis, et qui était, il y a un an encore, en Allemagne, à Emden, assurait que cette existence parmi les Prussiens était devenue pour lui

« un enfer ». Et un Hollandais, qui a épousé une Allemande, qui s'est engagé dans l'armée prussienne au début de la guerre, qui avait mis huit mois à accepter l'existence d'une bataille de la Marne, et qui revenait en permission à Groningue avec des victoires plein la bouche, lors de sa dernière venue a dit à un de ses compatriotes, universitaire éminent : « Je comprends maintenant que l'Allemagne est perdue. C'est la fin! Ce qui m'étonne le plus, c est de voir ici rire les femmes du peuple; elles ne rient plus en Allemagne! »

Les Hollandais ont une longue mémoire; ce qui les a frappés demeure dans leurs sentiments. Et ils sont affectueusement attentifs à ce qui se dit d'eux chez nous. Aussi leur peine est-elle aussi fraîche qu'au premier jour de la calomnie à laquelle quelques organes de notre presse ont donné l'hospitalité : les Pays-Bas ont laissé violer le Limbourg par les troupes allemandes. Loin qu'il en ait été ainsi, les habitants, les soldats du Limbourg ont été les témoins des premières atrocités allemandes. Unis en bon nombre à leurs voisins belges par des alliances de famille, ils ont vu, de chez eux, violenter leur belle-sœur ou pendre leur beau-père, et la vérité est que les fusils ont bien failli partir tout seuls.

L'information des neutres se poursuit par les procédés de l'Allemagne à l'égard de leurs marins. J'étais en Hollande, le 24 février, lorsqu'est parvenue la nouvelle que sept navires hollandais venaient d'être torpillés en une seule journée. La fureur fut grande et eut des éclats. Il y eut des cris dans les rues. « Et nous aussi, nous allons entrer dans la guerre! » me dit un jeune Hollandais.

Le mot *mof* a, en hollandais, deux acceptions comme *muff* en anglais. Il signifie fourrure et il est la plus méprisante injure, comme notre : canaille. Très couramment et dès longtemps, ce terme est, aux Pays-Bas, appliqué aux Allemands. On dit : *les mofs*, *la Mofrica*. Il y avait quelques mois, un membre des Etats généraux, sous le nom d'un Allemand, placé à la porte de celui-ci, avait écrit : mof. Vu par la femme de l'Allemand, dénoncé, poursuivi, il avait, après un procès qui avait fait la joie de tous, été condamné à une amende de 100 florins. Le 24 février, un banquier d'Amsterdam s'avança vers un Allemand ou un germanophile, — je n'ai pu éclaircir le point, — et lui lança un nouveau « mof ». Poursuivi, il fut condamné à son tour à 100 florins d'amende : c'est le tarif. La belle occasion! La Bourse fut en émoi. Une quête rapide, pour associer tout ce monde à l'aventure, dépassa l'amende et fut versée par le banquier à la Croix-Rouge.

Le condamné fut porté en triomphe et la *Marseillaise* fut chantée dans la Bourse d'Amsterdam.

A fin juin dernier, la Norvège a perdu, par suite de torpillages, 25 pour 100 de sa marine marchande, soit 572 navires jaugeant ensemble 815 455 tonnes, et 585 hommes : ce dernier chiffre est le même que celui à fin mai. A fin mai, les 512 navires coulés valaient 437 millions de couronnes et représentaient 30 pour 100 du tonnage norvégien. La valeur des marchandises coulées dépassait de 10 pour 100 la valeur de toute la flotte norvégienne avant la guerre. L'assurance de guerre avait déboursé 341 millions de couronnes d'indemnités pour les navires torpillés ou coulés par les mines. Et les Danois, les Suédois ont aussi eu des navires torpillés sans avertissement et sans justification possible.

Le retentissement de la Révolution russe dans les pays du Nord a été immense, comme celui de l'entrée en scène des Etats-Unis, le grand neutre. Cette Révolution a donné et donnera, dans la mesure où elle sera constructrice, aux idées libérales, à la réputation libératrice de l'Entente, un essor persuasif et conquérant. Il n'est plus, en particulier, un Suédois, quelque « activiste » qu'il soit, qui puisse encore faire argument de « la menace russe » et du « martyre de la Finlande ».

*
* *

Assurément, entre la mentalité des neutres, même instruits par la vérité et par les événements, et la mentalité des belligérants, il y a forcément des nuances ou même des différences qui persistent. Quelques neutres sont des frères complets. De sentiments, d'expressions, d'accent, ceux-là, par un miracle de sympathie, sont semblables à nous. Il leur arrive d'avoir des verdeurs splendides d'indignation et de jugements. Mais à la plupart il manque, pour être pareils aux gens d'ici, d'être l'arc bandé, d'être tendus dans l'abnégation et dans la volonté. Ils se plaignent d'ennuis; ils ont peur de possibilités; ils souhaiteraient la paix. Leur impuissance les tourmente et ils vont aux deux seuls refuges qui s'offrent, la charité ou l'agitation : manifestations à prétexte alimentaire, va-et-vient pacifiste. Ce qui fait le plus nettement saisir que les neutres sont autres que nous, c'est la nécessité où se sent le visiteur de ne pas leur présenter, non certes en public où ce serait contraire à la neutralité, mais même dans le tête-à-tête, les tableaux les plus lamentables de la guerre, de ne pas leur parler des crimes allemands. Physiquement, sans doute, ces crimes leur sont désagréables comme le contact du malade et l'idée même de la maladie à certaines sensibilités. Moralement, ils les rebutent

en leur imposant la gêne forte que donne le sentiment d'un déshonneur humain. Et, d'instinct, pour donner à leur recul, à leur réserve, un autre mobile que l'horreur, ils mettent un point d'interrogation inavoué, mais perceptible, à l'existence même de ces crimes. Que tout un peuple ait pu se laisser gagner à la frénésie de la guerre, que, rageusement, pour vaincre à tout prix et être vite débarrassé, il se soit décidé, dans un accord tacite unanime, à en faire une terreur, une destruction, une abomination, cela semble dépasser le mal admissible, par ceux qui n'en sont pas les témoins, alors que leur psychologie, qui est en défaut, pourrait leur montrer toute l'allure criminelle, donnée par l'Allemagne à la guerre, incluse dans son origine même : une guerre de parti-pris, déclarée sans motif, pour un prétexte amplifié et pour des contre-vérités, au jour pour lequel elle était mathématiquement réglée, et qui n'avait d'autre but que l'hégémonie politique venant affermir et rendre indestructible l'hégémonie économique que l'Allemagne pensait s'être assurée. Une guerre destinée à assurer le triomphe économique devait ne pas gêner longtemps l'activité du pays. Pour briser les résistances immédiatement, il fallait par une terreur sans nom, en usant d'un procédé scientifiquement établi, amollir les cerveaux et faire tomber les armes des mains. Dès lors qu'un Allemand ne protestait pas et se laissait prendre au rêve de domination, la logique du crime, qui tenait son peuple, l'agresseur, le prenait.

Il y a là une curieuse abstention dans les esprits des neutres. Elle n'en met que davantage en relief les manifestations amicales dont nous parlerons, les témoignages émouvants de sympathie et d'approbation qui sont apportés à notre patrie.

De ces témoignages, répétés, insistants, j'en ai entendu — il va de soi — de la bouche de pacifistes. J'ai pris plaisir à rencontrer des pacifistes, hors de France, à La Haye, à Christiania, à Stockholm, à Copenhague. A La Haye, leur comité, le *Nederlandsche anti-oorlog raad*, m'a convié à lui donner une conférence, qui fut suivie d'un débat. J'entendis là deux reproches à la France, qui étaient pour me surprendre : celui d'avoir repoussé les « offres de paix » de l'Allemagne, par les deux lettres au président Wilson, celui d'avoir entretenu l'esprit de guerre par sa préoccupation de « revanche ». Je répondis, — car j'avais le droit de réplique, — d'une part, en rendant évident que notre passion de la paix égalait celle de qui que ce soit, mais que, pour être solide, la paix devait répondre à d'inévitables conditions, que je montrais sur la carte, dans l'histoire et dans les exigences morales mêmes; d'autre part, en rappelant que, dans son attachement à la paix, la

France, après avoir, quelques années, eu l'intention de reconquérir l'Alsace-Lorraine, avait accepté, par des renoncements successifs qui la meurtrissaient, qu'elle fût seulement un Etat indépendant, puis qu'elle fût un Etat confédéré, puis qu'elle reçût simplement les libertés essentielles; et que l'échec du boulangisme et du nationalisme était la péremptoire démonstration que la pensée de « revanche » était abandonnée. J'ajoutais que, notre victoire acquise et incontestée, les neutres auraient un grand rôle à jouer pour l'organisation pacifique du monde et, tout d'abord, pour ce fait éminemment accessible et réalisable, la ligue serrée et féconde des six petits Etats du nord et du centre de l'Europe : Hollande, Belgique, Suisse, Suède, Danemark, Norvège; comme ils auraient eu, s'ils l'avaient voulu, un rôle auguste et resplendissant à jouer lors de la violation du Luxembourg et de la Belgique : « C'est parfaitement vrai et nous devons le reconnaître, répondit une femme; mais nous avons été comme l'oiseau quand il sent le chat dans le jardin! » Ce qui me fut une satisfaction et nous mit en sympathie profonde, c'est que chacun de mes interlocuteurs, avant ses objections ou ses questions, commençait par un hommage à la France : elle n'a ni voulu, ni déclaré, ni commencé la guerre, elle a tout fait pour l'éviter, elle est innocente des crimes commis.

Les pacifistes ne sont, d'ailleurs, qu'un groupe fort restreint, même en ces pays, où les esprits ont une tendance à se distraire des tractations pratiques par les théories abstraites; la plupart des septentrionaux gardent leur esprit positif quand ils se préoccupent de politique générale et c'est en Suède que j'ai recueilli ce propos : « Le referendum, la « volonté des populations », c'est le régime du divorce appliqué aux peuples. »

La sympathie actuelle pour l'action française s'appuie sur de vieux sentiments, toujours présents, d'admiration fervente pour notre histoire et pour notre littérature, notre art. La France est grande devant le monde. De loin, ses progrès intérieurs apparaissent, sans l'effort qu'il a fallu pour les obtenir. Sa marche est aisée et ses traits apaisés. Sa stature se développe dans toute sa hauteur. Elle est le pays du droit; pour son peuple, faire régner le droit est une raison de vivre et un motif de s'exposer à la mort. Elle est celle qui, non contente d'avoir implanté la liberté chez elle, est parvenue à ensemencer de son germe le vieux monde. Elle est la nation où la seule hiérarchie solide et qui se reforme sans cesse spontanément est celle de la pensée, la nation qu'inspirent et qu'animent, non les redoutables et les forts, mais, — aristocratie indestructible, — ceux qui pensent juste et qui pensent clair.

Et, dans quelques-uns de ces pays, le sentiment public éclatait dans des riens singulièrement révélateurs. En Hollande, les affiches des journaux annoncent cavalièrement la fin des zeppelins en faisant suivre le mot zeppelin d'une croix mortuaire : zeppelin †. En Norvège, de même que les journaux désignent les sous-marins allemands par l'expression partout devenue courante : *Les U-boots*, ils annoncent en manchette : *Les U-crimes;* et la Légation allemande a eu beau protester, le procédé demeure.

Les sentiments francophiles de la Hollande ont eu une bien symptomatique occasion de se manifester dans tout leur développement. Le professeur français de langue et littérature romane à l'Université d'Amsterdam, M. Gustave Cohen, a été rappelé en France par son devoir militaire; il a donné sa démission; elle a été refusée; son traitement lui a été intégralement maintenu. La guerre se prolongeant, il a de nouveau offert sa démission ; elle a été derechef refusée; tout au plus a-t-il pu faire agréer que la moitié de son traitement fût servie à son remplaçant. Blessé, il est retourné en Hollande pour reprendre ses fonctions. A peine l'a-t-on su débarqué que l'un de ses collègues les plus renommés est accouru à La Haye avec sa femme pour le saluer. A sa rentrée à Amsterdam, il a été fêté, harangué; son logis a été rempli de fleurs; et les paroles, commentant l'ampleur du geste, ont bien fait entendre que, si l'on acclamait l'ami, on acclamait aussi le glorieux officier français.

Et nous trouvons ces sentiments hollandais détaillés, égrenés dans la consultation publiée en décembre dernier par la *Revue de Hollande*. C'est Me J. Baart de La Faille, avocat, secrétaire de la Section hollandaise de la *Ligue des Pays neutres*, qui écrivait :

Je sais que l'opinion générale des Français ne nous est pas favorable et je m'étonne de ce qu'elle ne nous soit pas plus défavorable encore. Tout Français qui n'a pas visité la Hollande depuis la guerre et qui, dès lors, n'a pu constater la libre pensée qui a chassé la peur des Teutons doit avoir l'impression que les Hollandais ne font que du commerce et de la contrebande et ne se soucient nullement de la lutte héroïque que maintiennent les Alliés pour le Droit, la Justice, et pour délivrer le monde de la Barbarie... Je suis heureux de pouvoir ajouter que, heureusement, la section hollandaise de la *Ligue des Pays neutres*, s'efforçant à combattre toute influence allemande parmi les nôtres, a réussi déjà à améliorer dans certains milieux, en France, l'opinion sur la Hollande. Je puis vous donner l'assurance que notre Ligue continuera, de toutes ses forces, d'un côté à combattre l'influence allemande qui m'a toujours paru infecte, de l'autre à rapprocher notre peuple de la culture française, culture la plus élevée et la plus noble.

M. Barrau, professeur de mathématiques à l'Université de Groningue :

Nous croyons et nous confessons que la cause de la Belgique et de la France est celle du droit, de la justice et de l'honneur, donc de l'humanité.

M. A. Diepenbrock, le plus grand compositeur de musique hollandais vivant :

Les Alliés représentent dans l'Europe non seulement la pensée mais encore la liberté et le droit. Si j'avais à souhaiter quelque chose, ce serait d'abord l'influence purifiante de la musique française, laquelle, quoique parfois un peu mièvre, manque absolument de l'hypocrisie et de la brutalité allemande, — art vraiment latin, qui veut conquérir lui aussi, mais par « la grâce et le sourire » et non pas par la force brutale, c'est-à-dire par l'esprit et non par la matière... Enfin, je souhaiterais une orientation vers la France par l'enseignement universitaire, tout à fait imprégné depuis 1870 par le matérialisme germanique, qui substitue aux idées et à l'intention une stupide méthode soi-disant scientifique où la mémoire et le mécanisme remplacent la pensée et le goût.

M. J.-F. Niermeyer, professeur de géographie à l'Université d'Utrecht, l'un des fondateurs de la *Ligue des Pays neutres* :

Me permettez-vous de dire un mot de ma spécialité, qui est la géographie, et ce pour confesser qu'on en a encore dans mon pays « une conception trop germanique », comme me le disait un jour Jean Brunhes... Et comment parler géographie sans citer les disparus et parmi eux, à tout le moins, un grand nom, celui du maître Elisée Reclus, qui a prouvé qu'on peut écrire beaucoup sans être un seul instant ennuyeux ou verbeux, lui dont le chef-d'œuvre est un véritable *monumentum aere perennius*, à côté duquel on ne peut rien trouver à placer dans aucun pays ?

M. J.-J. Salverda de Grave, professeur de philologie romane à l'Université de Groningue, président du comité Hollande-France :

Vous trouverez l'expression de la profonde sympathie que mes séjours en France m'ont inspirée pour cette nation si loyale et si généreuse.

M. Sneyders de Vogel, romaniste, maître de conférences à l'Université de Leyde :

Ces livres (les manuels allemands), grâce à l'activité de la librairie allemande, pénètrent partout, tandis que le commerce français, trop vite content du débit qu'il a, n'a pas déployé la même énergie pour trouver de nouveaux débouchés et pour garder ceux qu'il avait. Moi-même, je regarde en ce moment à travers des lunettes « made in Germany » : les Français ont, pour cet article comme pour tant d'autres, abandonné le marché hollandais à leurs compétiteurs. Il faut bien le dire : les Français sont des hommes aisés, ils trouvent facilement une place chez eux et n'ont pas besoin de chercher autre part ce qu'ils trouvent en France, tandis que les Allemands, avec leurs familles plus nombreuses, étant contraints de s'expatrier, gagnent ainsi le marché mondial pour leurs compatriotes.

M. Ph. Zilcken, peintre, graveur, critique d'art :

Le contact avec Paris, avec la France tout entière, pour ceux qui en connaissent plus que quelques boulevards, rend meilleur, est rassérénant, élève l'esprit par les nombreux éléments de beauté qui s'y manifestent sans cesse, par la bienveillance, l'aménité, le charme de la population, résultats d'une civilisation millénaire et innée, d'un raffinement dont les sources sont grecques et latines, et dont nous ne pourrons jamais nous passer, sous peine de dégénérer.

Le colonel jonkheer G. Graafland :

Que ne pouvons-nous faire savoir à la France de quel amour profond nous l'aimons tout entière, sa terre et son peuple; combien, ici, nous vivons de sa vie dont nous sentons les palpitations; combien ses aspirations et son idéal sont les nôtres; comment des revers tels que ceux de la première année de la guerre nous attendrissaient jusqu'aux larmes, absolument comme si la catastrophe nous eût atteints nous-mêmes; comment à la nouvelle d'une victoire nos visages s'éclairaient; plus que cela, le monde entier nous apparaissait sous un jour nouveau et plus joyeux. Le croiront-ils? Dès les premiers mois de la guerre, je n'ai pas hésité à prédire que ce serait *des armées françaises seules* que l'armée allemande recevrait les plus rudes piles. Et j'ai maintenu mon dire envers et contre tous les événements, malgré les moqueries de mes anciens camarades de campagne, malgré le bluff allemand, jusqu'à ce que, depuis le mois de juillet, un à un, mes contradicteurs se soient mis à reconnaître que j'avais vu juste... Précisément, dit mon ami, c'est pour toutes ces raisons-là, parce que vous aimez tant la France; parce qu'elle est en deuil, en grand deuil; parce que, dans son merveilleux élan et l'indomptable énergie de son âme, elle accomplit chaque jour un travail gigantesque; parce qu'elle se bat avec la belle foi naïve de ne servir que l'Idéal; parce que, encore, comme tous ceux qui sont en détresse ou se tendent dans un grand effort désintéressé, elle a sans doute besoin d'un mot d'admiration, d'encouragement, de sympathie; pour toutes ces raisons-là, vous devez envoyer votre témoignage à la *Revue de Hollande*. — Ainsi parla mon ami, et, après lui, beaucoup de mes amis et connaissances, car les amis de la France, ici, sont légion, beaucoup plus nombreux que vous ne pouvez le supposer, Monsieur le Directeur. Il y a les amis ardents, enthousiastes, les chauds amis, les amis tièdes, les amis tout court... Et voici le singulier phénomène dont ceci me fait souvenir. Dans notre pays, tout le monde est anti ou pro-allemand, pro ou anti-anglais, italien ou russe, mais il n'y a pas ici un seul anti-français. Et, pour ma part, j'irai jusqu'à prétendre qu'il n'y a aucun pays, — les deux puissances centrales exceptées, — où l'on puisse trouver un seul anti-français. Cela ne leur suffit-il pas, aux Français?

Les fils des pays du Nord, y compris ceux de la Russie, et notamment ceux des Pays-Bas, sont en bon rang dans les 25 000 engagements à la Légion étrangère qu'il y a eu au début de la guerre.

Les neutres s'ingénient à exprimer leurs vœux par leur générosité magnifique à l'égard de nos œuvres de guerre.

Dès le début, la Hollande a fixé son attitude. Dans un de ses

dessins compréhensifs et saisissants du *Telegraaf* d'Amsterdam, le 19 septembre 1914, Louis Raemaekers, s'inspirant d'un discours du trône, représente la Hollande, sous les traits de la reine très aimée, son armée et sa flotte près d'elle, ouvrant son pays et comme son manteau même à la colonne sans fin de ceux que martyrise l'Allemagne et qui cherchent un refuge; et traçant ce programme national : *Au dehors, neutralité stricte; à l'intérieur, commisération ardente, admiration et sympathie.* C'est dans cette voie de la miséricorde fraternelle que les Hollandais n'ont cessé de développer leur activité.

L'envoi de paquets aux prisonniers de guerre français est une œuvre puissante. Les aveugles, les blessés, les territoires libérés, etc., ont aussi leur grande part. Les Hollandais ont, de plus, tenu à avoir une œuvre bien à eux, où ils eussent la joie de sentir que tout venait d'eux pour les nôtres. Comme les Allemands avaient demandé que de petits Allemands fussent hospitalisés aux Pays-Bas, les francophiles hollandais ont vu plus de motifs encore à hospitaliser les petits Français des territoires envahis. Ils les ont demandés au gouvernement allemand et, sans les attendre, ils ont réuni 200 000 florins (480 000 francs). L'œuvre, dont nous avons visité un asile, à Wassenaar, près de La Haye, plein de trente-deux enfants qui entourés de soins matériels et pédagogiques exquis, est poursuivie avec une tendresse avisée et méticuleuse. Il y a là un impérissable motif de reconnaissance. Pour les paquets aux prisonniers, une représentation, donnée dans la plus vaste salle de La Haye, où chacun, pour faire honneur à la France, avait tenu à revêtir la tenue qu'il met aux spectacles où assiste la reine, a offert au public accouru en foule *les Précieuses Ridicules*, précédées d'un fort joli prologue en vers français dû à l'un des jeunes maîtres du barreau de La Haye, et a produit, d'un coup, 11 000 florins.

A Christiania, les dons sont abondants; ils ont, dans une belle émulation charitable, augmenté depuis l'exploit de nos marins de l'île d'Yeu, — que nous rappelait le roi quatre mois plus tard, — sauvant le 26 janvier, au péril de leurs jours, les naufragés d'un bateau norvégien. A Copenhague, je suis tombé le 18 mai sur le tirage d'une loterie fort productive, suite d'une vente qui avait été un succès. A Stockholm, un bazar tenu le 30 mars en faveur des orphelins français de la guerre, le concert et la tombola qui l'ont suivi ont produit ensemble plus de 13 600 couronnes, soit environ 23 000 francs.

La satisfaction qu'ont nos amis à témoigner à la France une sympathie généreuse s'est manifestée d'autre façon encore. Par

une très heureuse idée, d'une part une Exposition des classiques de l'impressionnisme français a été organisée par M. Maurice Gandolphe aux Pays-Bas et y a été transportée de ville en ville; d'autre part, une Exposition différente de peintres français a été transportée, par les soins de M. Paul Desfeuilles, de Copenhague à Stockholm. La réussite fut complète et l'empressement répondit à la puissance d'attraction du talent de nos artistes. La reine Wilhelmine a visité l'Exposition des Impressionnistes, lorsqu'elle se trouvait à La Haye. La *Femme nue* de Renoir a été achetée par un banquier d'Amsterdam 50 000 florins (120 000 francs). Un Pissarro a été payé 40 000 florins par le musée de Rotterdam. A Stockholm, l'exposition, installée au musée sur le palier du grand escalier et à laquelle les conservateurs, ajoutant une attention gracieuse à leur hospitalité, avaient joint leurs plus beaux dessins français, a compté 6 000 visiteurs en une seule journée, 40 000 au total.

S'il m'est permis d'en venir à des faits plus personnels, j'ajouterai quelques notes de mon récent voyage. Le lecteur discerne le but de cette visite aux neutres du Nord. Nous exprimions, au nom de nos compatriotes, le salut cordial de la France, qui, en pleine guerre, n'oublie pas ceux qu'elle entend bien, à côté de ses associés, continuer à traiter en amis. Nous apportions des remerciements pour les marques diverses de générosité de cœur auxquelles nous sommes tous si sensibles. Nous parlions de la France; nous disions qui elle est; et déjà à l'accueil qui était fait à tout ce qui est elle, à ce qui nous était déclaré, nous comprenions la place unique qu'elle tient dans l'estime de ceux qui voudraient l'aimer de plus près.

Au Danemark, des applaudissements qui ne finissaient pas saluaient le conférencier avant qu'il eût parlé, pour bien marquer que c'est à sa patrie qu'allait l'ovation.

C'est des expressions d'amour qu'on avait pour notre France en s'adressant à nous : « Comme vous avez tardé à venir! Il y a longtemps que nous vous attendions! Pourquoi est-elle toujours la grande absente? Revenez, revenez bientôt! »

Comme il y avait lieu de justifier ses négligences, je dis à un Hollandais : « Que voulez-vous? la France est une très vieille dame qui se dit qu'elle peut attendre les hommages. » Il répliqua vivement : « Mais pas du tout! Je ne me la représente nullement comme une vieille dame, mais comme une jeune femme, toujours pleine de beauté! » Je crois même qu'il ajouta affectueusement : « Je vous défends bien de parler ainsi! » J'étais ravi et la cause était plus gagnée encore que je ne le souhaitais.

Deux fois je quittai Stockholm, une fois pour Copenhague, une

fois pour Christiania. Les deux fois, je fus conduit à la gare par toute une compagnie amicale, des roses France me furent offertes avec le mot charmant : « A leur tour, elles vous parleront d'Elle » et le cri de *Vive la France*! salua le départ du train.

Ses amis parlent d'elle les larmes aux yeux, en la nommant : la chère France, la grande France, la noble France, notre France!

Les grandes dates, les grands noms de notre histoire sont honorés; et, au-dessus d'eux tous, dans le rayonnement d'une gloire déjà historique, les neutres du Nord placent les héros de la Marne, de l'Yser, de Verdun.

*
* *

Pour envoyer un hommage à ces héros et pour célébrer la France, on nous a offert un banquet à La Haye et un banquet à Stockholm. Et il n'y a pas seulement ces faits, déjà touchants par eux-mêmes, il y a la façon dont ils ont été réalisés.

En Hollande, offrir un banquet est tout à fait étranger aux habitudes; pour fêter la France, on a voulu prendre une coutume française. C'est trois hommes de grand mérite et de grande autorité qui l'ont organisé. Je venais de recevoir les affiches de notre *Assistance aux dépôts d'éclopés* et je les portais à l'un d'eux : « Peut-être pourriez-vous parer la salle avec celles de ces pensées qui sont neutres : *La patrie est comme une mère; on lui doit tout et elle ne nous doit jamais rien; — Il est une chose pire pour un soldat que de perdre du sang, c'est de perdre du courage; — Vouloir, c'est pouvoir; — A cœur vaillant, rien d'impossible!* — Mais, répondit-il, laissez-moi donc tout! » Et il y eut sur les murs de là-bas, comme sur ceux de nos *Foyers du soldat* et de nos dépôts : *L'Allemand se bat pour opprimer, le Français se bat pour affranchir; du sort de la France dépend le sort du monde; — Les Prussiens sont naturellement cruels; la civilisation les rendra féroces* (*Gœthe*), etc. En face de la table d'honneur, un immense drapeau français, dont les plis joignaient ceux du drapeau hollandais. Le menu, décoré lui aussi des deux drapeaux, portait, comme je l'avais déjà vu sur des étiquettes collées au dos des lettres, le vers de Bornier :

Tout homme a deux pays, le sien et puis la France.

Les glaces mêmes avaient une intention et affectaient la forme du coq gaulois, avec un petit drapeau dans son bec. Tout cela, c'est le cadre. Dans ce cadre, une société, où l'élite de tous les milieux était représentée par des personnalités venues de toute la Hol-

lande, et que présidait le professeur Salverda de Grave, acclama la France et ses alliés et chanta, par deux fois, debout, *la Marseillaise*. Un membre de la Première Chambre, socialiste et pacifiste, but à la destruction prochaine de « cet autre tsarisme », et ce fut un délire.

A Stockholm, le président fut le professeur Arrhenius, le célèbre physicien; ce fut à trois femmes, qui nous avaient été constamment providences, que l'idée et l'organisation furent dues, avec des concours masculins obligeants et toujours prêts. Le ministre de France et le ministre d'Angleterre étaient là et le ministre de France parla; il prononça l'un de ces discours auxquels les habitants de Stockholm n'osent pas s'attendre souvent et qu'ils prisent hautement, chaque fois qu'ils les entendent, avec fierté et reconnaissance; et qui ne laissent pas que d'avoir une grande portée sur les esprits. Des parlementaires suédois étaient présents, et l'un d'eux prit aussi la parole. Avant le banquet, nous avait été donné un concert; et, dans la composition de son programme de musique française, dans le concours gracieux des artistes, dans la façon, brillante et familière à la fois, dont tout cela fut accompli, il y avait l'expression de sentiments sincèrement dévoués à notre patrie. Entendre la voix suédoise de Schulander chanter sans accent : *Sois bonne, ô ma chère inconnue*..., ou *Cinq sous, cinq sous, pour monter notre ménage*..., ou *Pauvre soldat revient de guerre, tout doux!* etc., c'était écouter des déclarations d'amour qui, en riant, cachaient, dans l'allégresse d'une chanson, la gravité de leur profondeur.

*
* *

Aux satisfactions infinies que lui sont les contentements de sa conscience, les joies de l'action ferme et les beautés du sacrifice, la France ne peut qu'être heureuse d'ajouter le sentiment qu'elle a pour elle l'opinion du monde. Dans le bonheur de la paix reconquise et établie, il ne pourra que lui être précieux de serrer contre elle, par des rapports cordiaux soutenus et des liens forts, économiques et intellectuels, tous ceux qui, à l'heure de l'épreuve, lui auront été amis.

Edouard Soulier.

LE SENTIMENT RELIGIEUX
DANS L'ŒUVRE DE FRANCIS JAMMES

Répondant à une enquête de la *Revue de la Jeunesse*, Francis Jammes exposait, en cette langue naïve et comme parfumée de fraises des bois qui lui est usuelle, la suprême péripétie de son retour à Dieu :

La plus piètre, la plus obscure des conversions, c'est la mienne. Je n'ai point marché vers vous, Seigneur, avec, dans les mains, des fleurs de joie et, dans la bouche, des chants de miel. J'étais le sombre enfant pris de vertige qui a perdu pied et qui, soudain, aperçoit contre la rive le rameau qu'il saisit, le rameau que tendit la Vierge à cette petite fille qui se noyait dans le Gave de Betharram. J'avais bu à bien des bouches, mordu à bien des fruits, et je *distinguais la limite de l'homme* et une froide tristesse m'envahissait.

Je me revois, une matinée, étendu sur un lit, l'âme et le corps en détresse, humilié, neurasthénique. Quand je sortis de cette prostration qui dura vingt minutes, je prononçai avec un tremblement de larmes dans le gosier : *Il faut que cela soit, ou il n'y a rien.*

Il semblerait donc que la conversion de Francis Jammes soit le brusque épilogue d'un grand bouleversement intérieur, qu'elle ait revêtu cette apparence un peu romantique : un passage inopiné du royaume des Ténèbres au royaume de la Lumière. Saint Paul! Rancé! Voilà les noms que suggère cette confession lyrique. Mais les poètes nous ont accoutumés à quelque hyperbole dans l'expression de leurs sentiments. Ils ne manquent pas à la sincérité, mais quelquefois à la mesure. « Avec une goutte d'eau, il fait un nuage de vapeur, » disait la Malibran de je ne sais quel poète. Ne craignons pas de sonder le nuage. Nous retrouverons toute proche l'image du poète, telle que ses œuvres nous l'ont fait aimer. Le « sombre enfant » que Francis Jammes présente à notre édification n'est pas un frère de l' « écolier vêtu de noir », dont nous entretenait le poète des *Nuits*. Tout au plus un lointain

cousin à la mode de Bohême. Leurs douleurs n'ont pas la même âpreté, ni leur lyrisme le même accent. Le lyrisme de Francis Jammes, quoi qu'il en puisse penser, n'est ni sombre, ni farouche, et s'il nous touche, c'est par des appels plus intimes et des gestes plus discrets.

Si soudain qu'ait pu paraître au poète ce retour à Jérusalem, on ne saurait dire qu'il ait étonné un seul de ses admirateurs habituels. Les chastes ou douloureuses exaltations de Clara d'Ellébeuse et d'Almaïde d'Etremont, les effusions dolentes de ses élégies, la grâce plaintive et caressante de ses paysages béarnais, tout chez lui appelait une tendresse qui dépasse et embrasse toutes les tendresses humaines. Dieu était près de lui dès le commencement de sa course et il lui a suffi pour le retrouver d'ouvrir les yeux et de regarder.

Comment ce regard fut-il si tardif? Comment ce chrétien de vocation ne fut-il pas dès le premier jour un chrétien de conviction? Car les premiers vers recueillis dans *De l'Angelus de l'aube à l'Angelus du soir* sont de 1888 et la conversion ne date que de 1905. Qui retardait l'adhésion totale de son être à l'aspiration confuse de son cœur? Il y a là un de ces problèmes obscurs et passionnants, que la psychologie, que la critique littéraire, avec leurs humbles ressources, sont impuissantes à résoudre, car l'action mystérieuse de la grâce leur échappe, mais où elles peuvent du moins apporter quelques éclaircissements. Examiner successivement comment l'âme de Jammes appelle les bienfaits de la certitude religieuse, comment, dès avant sa conversion, elle reproduit dans son œuvre les réalités religieuses, ce qui lui manquait enfin pour être pleinement chrétienne, tel est le très simple objet de cette étude.

*
* *

Je ne sais trop s'il faut attacher un autre intérêt que de simplification au classement des artistes en *sensoriels* et en *idéo-émotifs*, suivant que leurs émotions s'éveillent sous l'influence des sensations ou sous l'influence des idées. Avec des poètes comme Jammes cette distinction paraît, pour ainsi dire, s'imposer. Dans un de ses contes, il nous fait cet aveu : *Je ne puis éprouver de sentiment qui ne s'accompagne de l'image d'une fleur ou d'un fruit.* Allongeons à volonté cette brève énumération : les fleurs, les fruits, les arbres, les oiseaux. Tout ce qui, de la création, tombe sous notre regard est à la source de son inspiration. Tout son art dérive de la sensation. L'idée pure, une, abstraite, lui est

peu familière, et il l'écarte avec un paisible dédain. Les grandes théories métaphysiques le rebutent et l'ennuient.

Ils m'ont dit : « Pourrais-tu objectiver davantage? »
J'ai répondu : « Oui... peut-être... Je ne sais pas si je sais. »
Ils sont restés rêveurs devant tant d'ignorance,
Et moi, je m'étonnais de leur grande science...

Non! Ne lui demandons pas d'objectiver. Ne cherchons chez lui ni les intuitions profondes, ni les vastes conceptions philosophiques, ni les majestueuses dialectiques où se complaît la pensée d'un Alfred de Vigny ou d'un Sully-Prudhomme. Il ne chemine pas à travers la forêt des symboles. Mais il vit au cœur de la nature, au ras des choses. La nature est tout à la fois son inspiratrice et son interprète. C'est en la découvrant qu'il se peint lui-même, et nous ne le connaissons qu'à travers les mille paysages gracieux où il a dépensé son attention. Il ne serait plus lui-même si nous le séparions de ces horizons d'Orthez qui ont enfermé sa vie.

Sans doute les poètes nous ont accoutumés à ranger la nature parmi les thèmes ordinaires de leurs augustes méditations. Mais ils ne se hasardent guère en dehors de quelques thèmes classiques (combien l'abbé Delille a-t-il donc « fait » de couchers de soleil?) et de quelques fleurs de tout repos, comme la rose, le myosotis et le jasmin. Jammes arrive, qui a vu la nature ailleurs que dans un jardin.

Intravi densas umbrosasque Natura silvas,

dira-t-il volontiers. Ce n'est pas en vain qu'il s'est promené bien des fois par les landes et les taillis, accompagné de son chien fidèle, le fusil à l'épaule, ou le dos chargé de la boîte de *Dillenius*. Il sait mettre, en bon disciple de Linné, un nom, voire un nom latin, sur chaque visage, et, gentilhomme campagnard, fait entrer dans la littérature le *Chasseur français* et la *Maison rustique des dames*, de *M*me *Millet Robinet*.

Il nous chante donc, avec un lyrisme minutieux et tendre, les aspects changeants des saisons, la grâce diverse des campagnes béarnaises. A vrai dire, ces impressions nous paraissent parfois un peu chaotiques et désordonnées. On croit voir l'herborisateur jetant pêle-mêle sa cueillette dans la boîte verte, sans se préoccuper de la nouer en bouquets ou de la classer pour son herbier. Tout de la campagne lui semble également beau, également digne de sa sympathie, et, partant, de la nôtre. Et il ne nous fait grâce d'aucun détail, même au risque de contrarier l'impression d'ensemble. Pourquoi établir entre des visions fugitives et successives

une hiérarchie dont ses yeux ne lui ont pas montré le déroulement?

Ici Jammes est victime de cette prédominance de la sensation que nous avons signalée. La sensation est par essence ce qui passe, se déroule, s'enfuit, si la raison ne l'enchaîne à sa discipline. Qui dit sensation dit mobilité. Il y a, je crois bien, chez Jammes, comme une certaine difficulté à fixer longtemps son attention, à dominer et à grouper les impressions fuyantes pour les ordonner dans un tableau d'ensemble. De là sans doute la brièveté de chacune de ses œuvres, — ses plus longs romans ne sont guère que des nouvelles, — de là cette tendance de sa poésie à se poser, sans choisir, sur tous les aspects de la vie rurale, dans un papillotement qui ne laisse pas que de fatiguer parfois.

Ne cherchons pas chez Jammes les paysages nobles, les tableaux tirés à quatre épingles. Comme d'instinct, il va vers les plus humbles, les plus méconnus, les plus dénués en apparence de cette beauté extérieure où nous voyons l'objet de toute poésie. Le paysan qui sème, les petites filles qui vont à l'école, la ménagère qui tend la lessive sur les cordes, le cordonnier qui cloue ses souliers, le curé de village qui orne les croix de « coquelourde et de fenouil », et le gendarme qui promène son cheval indolent sur la route départementale, et le cantonnier qui casse ses cailloux. Tous les gestes l'enchantent, même les plus familiers, et il les reproduit avec une fidélité qui peut paraître quelquefois excessive. Cette même sympathie, il l'étend à tout ce qui vit, chante, palpite, respire, même aux plantes, même aux choses inanimées.

Une part du charme de Jammes est là, sans doute, dans cette tendresse répandue sur la création tout entière, dans cette émotion qui ne rougit pas de s'étaler à chaque minute, sans éclats, sans emphase, mais doucement, comme l'eau s'écoule. Réhabilitant, plus encore qu'un vieux mot, une manière d'être, semblait-il, anachronique, Francis Jammes est *sensible*, sensible comme on l'était au temps de Bernardin de Saint-Pierre et de Jean-Jacques Rousseau, *citoïllien de Genève*. Et je ne cite pas ces noms à la légère. Plus d'une fois le philosophe de l'*Emile* revient verser une larme à quelque tournant d'élégie, et il faut lire les pages tendres et comme nostalgiques où sont évoqués le séjour des Charmettes et la trop bonne Mme de Warens. Cette sensibilité remonte le cours des siècles, s'attendrit sur les héroïnes désuètes du *musée des familles*, les anciennes jeunes filles qui dansaient des rondes sur les perrons moussus des anciennes demeures, les vieux parents qu'évoquent pour nous les lithographies et les romances de la Restauration; elle remonte plus haut encore, jusqu'aux ancêtres qui glissaient sur les avisos, « dans la nuit colo-

niale », et chassaient le ramier à Saint-Domingue, dans les bois de la Goyave.

Elle s'élargit jusqu'à embrasser tous les hommes, les bêtes et les plantes. Elle n'est au fond qu'une manifestation de ce besoin d'aimer à qui l'univers entier offre seul un champ suffisant d'expansion, de cette bonté sans objet défini qui s'apitoie sur tout ce qui souffre, vole au secours de toute détresse, ou à tout le moins pleure sur elle.

Sur cette âme tendre et sincère, les grands mots derrière lesquels s'agitent de petits égoïsmes : autonomie de la pensée, indépendance du moi, droit de vivre sa vie et de créer sa vérité, n'exercent pas leur redoutable vertu d'enchantement. Ils n'ont pas d'auxiliaires dans la place, pas d'instincts révoltés pour leur tendre furtivement des cordes et leur livrer l'entrée.

Est-ce à la logique de ses méditations qu'il le doit, à l'impulsion naturelle de sa sensibilité, à la suggestion des paysages ruraux où s'écoule son existence? Jammes est simple, divinement simple, avec ferveur, je dirais presque avec intempérance. Lisez les quatorze prières du *Deuil des Primevères;* vous trouverez :

Prière pour être *simple*.
Prière pour avoir une femme *simple*.
Prière pour offrir à Dieu de *simples* paroles.

et celle aussi, doucement implorante, qui porte ce titre inattendu

Prière pour aller au Paradis avec les ânes.

Aussi comprend-on l'hostilité de Jammes contre la manie raisonnante, et l'ironie, et le lyrisme rhéteur, et tous les raffinements d'âmes exclusivement occupées à se replier sur elles-mêmes, à scruter leurs trésors et à les mettre en lumière.

J'ai assez de la vie compliquée et savante,

s'écrie-t-il. Il aime mieux se tourner vers tous ceux-là, comme lui sincères et comme lui résignés, qui

Font leur humble devoir avec simplicité.

L'orgueil même, ordinaire chevalier servant de toutes les révoltes, ne se dresse pas à son côté pour l'exalter contre Dieu, pour lui souffler le « Sois Roi » des insurrections intellectuelles,

Tu es un tou petit enfant,

lui dit quelque part son amie. L'aveu de sa faiblesse et de son impuissance revient à chaque page de son œuvre :

Je suis moins devant toi [Dieu]
Qu'un grain d'avoine au gré de l'orage qui souffle.

Avec une touchante humilité, il fait le tableau de sa détresse et incline sa superbe devant Dieu :

Mon Dieu, ayant chassé de mon cœur les scrupules
Littéraires et autres, faites que je m'oublie
Et que je sois pareil à une humble fourmi
Qui creuse sagement son trou dans le talus.

Et ailleurs la prière se fait plus pressante :

Enlevez de mon âme, puisque j'ai tant souffert
L'orgueil de me penser un créeur de génie.
Je ne sais rien, je ne suis rien.

Et je n'ignore pas que cette analyse sommaire semble délibérément négliger certains aspects de l'œuvre du poète qui s'en éloignent ou la contredisent. Car la vie, en vérité, déborde des cloisonnages étroits où nous nous efforçons de la comprimer, et c'est une œuvre bien présomptueuse que de vouloir imposer des règles rigides là où tout est nuance, souplesse et mouvement.

On dira : « Cette humilité n'est-elle pas une attitude littéraire ? » On revoit l'adolescent rêveur et dédaigneux qui pourrait prendre à son compte le vers révolté de Laforgue :

Fou d'orgueil, je me suis raidi contre la vie.

Il reconnaît son maître dans Baudelaire. Il écrit au Chat Noir des vers décadents avant de collaborer au *Mercure de France* et à l'*Ermitage*. Et le Jammes n'est pas changé qui promène dans tous les épisodes du *Triomphe de la Vie* un mépris truculent des hommes. Il multiplie ici les actes d'humilité, mais sur la poitrine de ses contemporains, et l'on n'a pas de peine à s'apercevoir que le poète campagnard et rabelaisien qu'il fait évoluer parmi tant de fantoches lui semble d'une autre race, et meilleur. L'orgueil n'est pas éloigné de sa pensée, et ce n'est point sans raisons qu'il demande à Dieu de l'en protéger, mais l'orgueil littéraire, si l'on peut dire, non l'orgueil philosophique. Il se classe peut-être assez haut parmi les hommes, mais il humilie volontiers les hommes et lui-même devant la toute-puissance de Dieu. Il pouvait rancir dans l'exaspération envieuse des petites coteries littéraires, dans la mesquinerie des promiscuités provinciales. Et je ne jurerais pas qu'il échappa toujours à l'une comme à l'autre. Mais il sait s'en affranchir et les dominer. Que ses horizons s'élargissent jusqu'à l'infini bleuâtre des plaines béarnaises, qu'ils s'élèvent brusquement vers le ciel de toute l'ardeur des pentes pyrénéennes, leur contemplation lui enseigne la petitesse des ambitions humaines et l'humilité de nos tâches individuelles.

*
* *

L'âme de Jammes, par toutes ses aspirations, réclame les réalités religieuses. Son humilité demande un Dieu tout-puissant pour y étayer sa faiblesse, sa mobilité, un point d'appui fixe et permanent dans l'universel écoulement des phénomènes; il faut à sa simplicité un maître tangible et proche, dégagé du brouillard des métaphysiques, à sa bonté un Père sensible et tendre pour aimer tous les êtres et subvenir à leurs détresses.

Il le cherche. Il l'attend. L'appel de son cœur se croise avec les voix qui s'élèvent autour de lui. Sur la place du village, l'église dresse son toit d'ardoise et son étroit clocher de bois. Dieu s'associe à la vie des hommes. Il bénit les mains jointes des fiancés, s'assied au chevet des mourants et console ceux qui survivent. Sa voix s'élève sur l'aile des *Angelus*, des glas et des carillons. Il traverse les rues fleuries aux jours de la Fête-Dieu, et recueille au cœur des reposoirs l'hommage des fronts prosternés. Il sanctifie les travaux du laboureur et lui promet, aux Rogations, les gras pâturages et les opulentes moissons. En dehors même des fêtes liturgiques, Dieu ne se retire pas de nous pour remonter « au plus haut des cieux ». Il est à nos côtés, à chaque minute, prêt à entendre nos prières et à satisfaire nos vœux. Il est le Maître, et rien ne lui est difficile. Le poète ne le ligote pas dans le réseau de ces lois dont il est lui-même l'ordonnateur. Le monde est une création qui se continue sans cesse; il n'y a pas de miracle, parce que tout est miracle et que rien n'arrive que sous l'impulsion ou par la permission de Dieu. A quoi bon s'en combrer de vaines idéologies et d'ingénieux systèmes quand Dieu peut, à chaque instant, décevoir les prévisions de nos savants et de nos sages? Abandonnons-nous à lui sans réserve, implorons son concours, reconnaissons ses bienfaits et brûlons pour lui l'encens de notre tendresse et de notre gratitude.

Aussi Dieu est au centre de l'œuvre, et en assure l'unité en nous ouvrant d'autres perspectives que d'étroits horizons villageois. Voici un petit tableau, des faits dans la même tonalité : l'église, la cloche qui bat « comme un cœur pauvre », un agneau qui bêle, un chat galeux, un enfant bossu, un moineau qui chante dans sa cage. Tout cela pêle-mêle, à la file, si disparate! si disloqué! Attendez! Voici le dernier vers :

> Et tous également pleins de l'âme de Dieu.

La ligature est faite, et le recul des choses est rétabli.

Avec Dieu, c'est tout le surnaturel qu'il réintègre dans la

poésie. Après sa conversion, le poète écrira : « Plus souvent qu'on ne le croit en ce siècle impie, le Seigneur envoie sur terre ses anges pour accomplir ses volontés. » Et ce qu'il écrivait en 1913 était déjà, obscurément, sa pensée. Il reproduit l'âme la plus candide d'un auditeur de *mistères* au treizième siècle, et la vie ne lui apparaît que comme une succession de chapitres de la Légende dorée. En sorte que, pour ainsi dire, et contrairement à l'usage, la croyance au surnaturel l'a mené à la croyance en Dieu.

Il y a là un caractère original de l'œuvre de Jammes qui mérite de retenir l'attention. Que l'on songe à cette laïcisation progressive de notre poésie que l'on pouvait constater depuis les romantiques et dont les poèmes d'un Henri de Régnier, par exemple, nous montreraient le complet épanouissement. Francis Jammes n'a pas, ce serait trop dire, restauré Dieu dans les Lettres françaises. On ne saurait, sans quelque exagération, rapprocher *l'Eglise habillée de feuilles*, ou *les Géorgiques chrétiennes*, du *Génie du christianisme*. Mais il a certainement apporté, même avant d'être chrétien, à ce renouveau religieux que les vigies signalent depuis quelques années dans notre poésie, un appoint d'une valeur inappréciable : celui d'un talent neuf, d'une virginité d'impressions et de coloris qui nous ramènent jusqu'à la fraîche spontanéité des premiers conteurs. Et, par là, le sentiment religieux est reparu parmi nous, parmi nos contemporains blasés, las du vain cliquetis des mots et du sonore néant des systèmes, avec tout le prestige, tout le charme conquérant de la jeunesse.

Mais quel Dieu est le sien? Ecoutons-le. Il parle :

J'aime les hommes bons. Je plains l'homme mauvais;
J'aime les bonnes gens, les animaux et les plantes.
J'aime les révoltés, j'aime les résignés,
J'aime la nuit, le jour, le soir et l'aube blanche.

J'aime et ne demandez pas d'expliquer les choses.
Pourquoi voulez-vous que je vous les explique?
Car c'est moi qui vous ai donné ma logique
Et l'illogisme aussi, et le blé, et les roses.

Le poète aime se le représenter sous des images familières, au milieu des humbles dont il est la consolation. Le voici, près de sa chèvre, « qui bêche dans l'aurore », et le voici dans son paradis, un paradis pour pauvres gens, nullement intimidant. C'est dans un conte intitulé : *le Paradis*. Le poète est mort. Il va retrouver les siens morts avant lui. Entrons sans façon :

Le bon Dieu avait posé à terre sa canne et son chapeau. Il était habillé comme les pauvres des grand'routes, ceux qui ont un morceau de pain dans

un bissac, et que la magistrature fait arrêter à la porte des villes et mettre en prison parce qu'ils ne savent pas signer. Sa barbe et ses cheveux étaient blancs comme la lumière du jour et ses yeux profonds et noirs comme la nuit. Il dit, sa voix était douce : « Que les anges viennent et nous servent, puisque leur bonheur est de servir. »

Evidemment, ces choses doivent être lues avec gravité et recueillies avec l'ingénuité de l'enfance.

La prière est aisée avec un Dieu si proche. C'est presque une causerie à voix basse, avec un voisin de campagne. On recourt à Dieu comme à l'ami, au confident, à la fois tout proche et si puissant, détenteur des paroles qui soulagent et des philtres qui versent l'oubli. Qu'il est doux de se jeter dans ses bras pour y chercher, en un tiède abandon, l'engourdissement et la paix :

Il ne me reste rien, mon Dieu, que la douleur
Et la persuasion que je ne suis rien,
Que l'écho inconscient de mon âme légère
Comme une effeuillaison de grappe de bruyère.
J'ai lu et j'ai souri. J'ai écrit, j'ai souri.
J'ai pensé, j'ai souri, pleuré et j'ai aussi
Souri, sachant le monde impossible au bonheur,
Et j'ai pleuré parfois quand j'ai voulu sourire.
Mon Dieu, calmez mon cœur, calmez ce pauvre cœur
Et faites qu'en ce jour d'été où la torpeur
S'étend, comme de l'eau, sur les choses égales,
J'aie le courage encore, comme cette cigale
Dont éclate le cri dans le sommeil du pin,
De vous louer, Seigneur, modestement et bien.

Et voici le Paradis. Dans le *Roman du Lièvre*, il nous apparaît :

François alla trouver Dieu qui le reçut dans son jardin, à la tombée du jour. C'était, ce jardin de Dieu, le plus humble, mais le plus beau. On ne savait d'où venait le prodige de sa beauté. Peut-être n'y avait-il que de l'amour. Au-dessus des murailles ébréchées par les âges, de sombres lilas s'épandaient. Les pierres, joyeuses, supportaient des mousses qui souriaient et dont les bouches d'or buvaient dans le cœur d'ombre des violettes.

En une lueur diffuse qui ne tenait point de l'aube ni du crépuscule, elle était plus douce encore qu'eux; au milieu d'un carreau de terre, un ail bleu fleurissait. Non loin des bordures des buis, les lèvres des laitues rayonnaient de muettes paroles, tandis qu'une grave lumière entourait l'ombre des arrosoirs endormis. Leur tâche était terminée.

Et vers Dieu, confiante et sereine, sans orgueil ni humilité, une sauge élevait son parfum misérable.

Le Ciel est une autre Terre, sans la souffrance et la tristesse, mais avec ces mêmes enchantements qui charment les yeux du poète :

Dans ces champs bienheureux tout nous sera rendu,
Jusqu'au moindre grillon, jusqu'à la moindre mûre.
Par les ruisseaux touffus couleront les murmures
Qu'ont aujourd'hui les cœurs d'être longtemps perdus.
Les fruits seront gonflés, les palmes seront noires,
Et Dante, soulevant sa robe, passera.

Et l'on saisit ce qu'il y a de commun à tous ces gracieux paysages spirituels : leur candeur, leur naïveté un peu gauche, mais si spontanée, si émouvante, cette fraîcheur qui passe sur nos fronts comme une brise un soir de juillet. Du christianisme, Francis Jammes exprime amoureusement toute la beauté poétique, et le charme virgilien s'ajoute à la tendresse évangélique. Des Livres Saints, il s'est assimilé tout ce qui évoque la beauté des choses et la bonté de Dieu. Les réminiscences rurales des paraboles passent sans effort dans son âme de propriétaire béarnais. Le bon pasteur qui protège son troupeau ou qui cherche sa brebis égarée, la semence qui fructifie ou se dessèche dans les guérets, l'eau qui rafraîchit la cruche et meurtrit l'épaule de la Samaritaine, tout cela le séduit, car il y retrouve comme une transfiguration de la vie agricole et pastorale. Mais il ne s'enquiert pas du sens profond des paraboles. N'a-t-il pas la méfiance de la raison raisonnante? Il chante la bonté de Dieu; il l'implore, il le désire à son côté. Mais il ne s'inquiète pas de sa volonté. Il se contente de lui demander de la tendresse, encore de la tendresse. Le sens de cet univers où il est jeté le laisse indifférent. Métaphysique! Le sens même de sa propre vie ne le préoccupe pas. A-t-elle une signification? A-t-elle un but? Une mission lui a-t-elle été tracée, et quelle mission? et comment l'accomplir? Métaphysique encore. Vaines préoccupations intellectuelles. Saint François ne demandait aux oiseaux que de chanter la gloire de Dieu. Pourquoi de lui, pauvre poète rural, exigerait-on davantage?

Que manque-t-il donc à cette œuvre d'aspect franciscain pour être chrétienne? La foi. Le sens d'une vérité et d'un dogme, le sens d'une mission morale. Le Dieu qu'on nous présente est séduisant, pourvu qu'on ait les yeux d'un pâtre du Latium, au temps de Grégoire VII. Mais il risque aujourd'hui de nous faire sourire. Il est par trop étriqué. Nous ne reconnaissons en lui ni le Souverain Maître, ni le Souverain Juge, ni le Souverain Législateur. Nous y trouvons seulement un grand-père débonnaire, d'une bonté un peu fade, et proche parent du Dieu des bonnes gens, cher aux chansonniers de la Restauration. La prière est moins une exaltation de l'homme vers Dieu qu'une invitation à Dieu pour qu'il descende jusqu'à l'homme, ou, moins encore,

une conversation d'égal à égal, et le paradis n'est qu'une reproduction à peine idéalisée de la terre, le couronnement nécessaire, inévitable de la vie, non la suprême récompense réservée au juste.

Est-ce à dire que ces pieuses invocations, que ces élévations mystiques ne soient qu'artifice poétique? Le poète s'est-il proposé seulement d'embellir ses paysages, comme un jardinier ennoblit de temples grecs le parc du château? Quelques vers, parmi les premiers, inspirent une inquiétude. Un voyage à Lourdes en 1889, Lourdes, berceau du miracle, rose mystique blottie au creux des Pyrénées, ne lui suggère que des impressions purement pittoresques. Il n'a vu, en ce foyer de vitalité religieuse, qu'une jeune fille mourante sur un brancard, et il s'écrie :

> *Si tu existes,* Dieu, ne la tue pas!

Si tu existes!

Et voici des vers encore plus anciens (ils remontent à 1888) :

> Je parle de Dieu, mais pourtant
> Est-ce que j'y crois? — A cinq ans
> On me disait : Tiens, un croquant.
>
> Va le manger avec Marie.
> Aux vêpres, sois bien sage et prie
> Le bon Dieu, la Vierge Marie.

Mais la conclusion de la pièce de vers éclaire d'une lumière singulière la pénombre de l'âme de Jammes.

> Ça m'est bien égal, ceux qui disent
> Qu'il existe ou non — *car l'église*
> *Du village était douce et grise.*

C'est l'église qui le conduit à Dieu, l'église qu'il a aimée dès le premier jour pour sa grâce champêtre, et parce que toute la vie du village se déroule devant son portail. Dieu retiré, la beauté des campagnes, l'âme intime de tant de choses chères s'éteint. Dieu est nécessaire à l'univers que lui propose son imagination de poète, et il semble devenir plus affirmatif dans sa certitude à mesure que s'accuse plus indissoluble le lien qui rattache toutes ses pensées et tout son art aux émotions jaillies du sol.

Mais ces dons mêmes de l'âme qui conduisent si loin Francis Jammes sur le chemin de la croyance l'arrêtent maintenant dans sa marche. La nature lui montre Dieu, et il ne saura plus s'évader de la nature pour établir le juste recul des choses. Dieu, pour ainsi dire, l'empêche de voir Dieu. Il se condamne à reproduire sa splendeur réfractée par les choses, sans songer à remonter au principe de cette splendeur. Sa simplicité lui interdit la subtilité des analyses et des enquêtes intérieures, son humilité le détourne

des hautes investigations de la raison comme des enseignements de la révélation. Du monde il ne veut connaître que ce coin de Béarn où le ciel l'a placé, ce paysage d'eaux chantantes, où les Pyrénées élèvent sur l'horizon leurs cimes neigeuses, ces larges plaines ondulées où le vent de l'Atlantique souffle en brises tièdes et parfumées pour s'être posé sur les forêts des Antilles.

*
* *

L'âme a plusieurs points de contact avec l'infini. La plus fermée, la plus repliée sur elle-même en apparence ne saurait s'isoler et se suffire. Des sollicitations multiples l'assaillent, l'obligent à se détourner de son rêve intérieur, et à ouvrir les yeux sur la réalité, sur toute la réalité.

Les moutons paissent les tendres pâturages ; le chien court après son ombre et s'étire au pied du maître ; l'âne, dételé de la charrette, broute, paisiblement, les chardons du talus. Ils réalisent dans ces humbles gestes toute leur destinée. Leur pensée crépusculaire ne demande rien autre chose. Mais l'homme ? Le garde champêtre qui promène par les guérets sa belle plaque inutile, le roulier somnolent qui guide sa voiture sur la route, enveloppé dans sa limousine, le coordonnier qui tout le jour tape sur le cuir, le métayer au cou de brique et aux mains calleuses, le gentilhomme campagnard qui fume sa pipe au bord du gave, tous ceux-là qui traversent un instant la vie ont-ils rempli toute leur mission dans l'accomplissement machinal des tâches professionnelles, des tâches familiales ?

Un jour ou l'autre, clairs ou obscurs, la Providence vous présente de ces signes avertisseurs qui vous contraignent à vous arrêter, à vous évader des préoccupations journalières et à élever vos regards.

> Tu m'attendais, chasseur déguisé sous tes pièges,

dit à Dieu le délicieux poète Le Cardonnel.

L'amour est un de ces pièges. Il vous arrache pour un instant à vous-même, vous oblige à vous pencher sur une autre vie, à sentir votre bonheur tributaire d'un sourire, d'une parole d'abandon, d'une sympathie qui peut se refuser aussi bien que s'offrir. Servage qui dépasse en durée la durée même de l'amour ! La plus grande joie traîne après elle la pire inquiétude, la peur et comme le remords d'être heureux. Elle éveille dans l'âme, avec l'allégresse de l'instant présent, l'anxiété du lendemain, l'angoisse devant le cœur qui se tait peu à peu, la beauté qui fuit, et la vieillesse qui s'avance, et la mort qui menace l'amour et qui menace

les amoureux. Plus profonde est la blessure, plus pressant, plus pénétrant est l'appel de Dieu. C'est dans la terre fraîchement remuée que germe la semence du laboureur. Mais toutes les terres ne sont pas aussi fécondes.

L'amour chez Francis Jammes n'évoque en rien la fougueuse passion romantique. Il est frais, ingénu, spontané, bucolique, sans perversité, sinon sans sensualité. Une source fraîche où se mire un front limpide que ne barre aucune anxiété. Il dit à son amie :

Je pense à vous. Mes yeux vont du buisson de rose
Aux touffes du chaud seringa.
Je voudrais vous revoir quand les raisins muscats
Donnent auprès des reines-Claude.

Des visions champêtres ornent ainsi et embellissent l'image chérie et l'on ne sait trop ce qui l'a séduit, des yeux, des lèvres de son amie ou des pervenches, des pommes rouges et des rosiers fleuris que son imagination leur associe. Ils boivent l'eau du ruisseau; ils s'arrêtent quand l'oiseau chante; ils cueillent dans les taillis la baie de l'arbousier. Des Otaïtiens qui ont lu Jean-Jacques! L'amour n'envahit pas l'âme de Jammes à l'emplir tout entière. Il chérit *Amaryllis*, mais que de choses à côté! Ils se promènent. Il l'aime, mais sa canne d'ébène le fait penser à Bernardin de Saint-Pierre. Amoureux, mais si distrait!... mais si mobile!... Tout de la vie l'intéresse en même temps et lui fait tourner la tête. Il ne lui reste pas le loisir de se demander si la route qu'il suit va plus loin qu'Hasparren, ni d'où elle vient. Ses souffrances amoureuses ne nous paraissent que des déceptions et nous croyons à leur étendue, mais non pas à leur durée. La petite vieille qui, dans *la Jeune fille nue*, si suavement verse au poète les enchantements de la forêt, n'est-elle pas là pour lui redire :

La feuille verte oublie la feuille jaunissante.
L'abricotier oublie la neige du printemps.
Tu sentiras se fondre, à l'émail de tes dents,
Le fruit d'amour nouveau de ta jeunesse ardente.
N'es-tu comme un rosier qui, desséché d'abord,
Ensuite voit renaître un flot de roses d'or?

Mais peut-être n'a-t-il pas aimé.

La souffrance passe à côté de lui. Elle accompagne chacun de ses pas. Il nous le dit et nous le croyons. Souffrance physique? Lassitude morale? Pitié impuissante et navrée de ne pouvoir être utile? On ne sait trop. Il ne la dramatise pas en strophes à la manière des romantiques. Mais il la laisse transparaître à chaque vers et il s'attendrit volontiers sur sa propre mélancolie.

Je crève de pitié, d'aimer et de sourire,

déclare-t-il. Mais on songe qu'il a lu Verlaine et qu'une brume légère ennoblit les plus médiocres paysages.

Du courage? Mon âme éclate de douleur.
Cette vie me déchire. Je ne puis plus pleurer.
Qu'y a-t-il, qu'y a-t-il, qu'y a-t-il dans mon cœur?
Il est silencieux, terrible et déchiré.

Chagrins sans cause, et d'autant plus pénétrants, et d'autant plus tenaces. Mais l'âme de Jammes paraît endolorie plutôt que blessée, meurtrie plutôt que déchirée. Elle se plaint, elle appelle le baume qui endort ou la parole qui guérit; elle ne cherche pas plus oultre, si sa douleur a un sens et si elle ne possède pas une vertu. Elle ne le tourne pas vers une autre vie, dont celle-ci nous achèterait les bienfaits :

Je n'ai que ma douleur et je ne veux plus qu'elle.
Elle m'a été, elle m'est encore fidèle.
Pourquoi lui en voudrais-je, puisqu'aux heures
Où mon âme broyait le dessus de mon cœur,
Elle se trouvait là, assise à mon côté?
O douleur, j'ai fini, vois, par te respecter,
Car je suis sûr que tu ne me quitteras jamais.

Acceptation, résignation. Sondez le cristal transparent des mots, vous n'y trouverez pas autre chose. Le poète courbe son front vers le sol sans songer à regarder les étoiles, et l'appel de Dieu par la douleur ne pénètre pas jusqu'à son cœur.

Mais peut-être n'a-t-il pas souffert?

Reste la voix la plus sonore, celle qui, fatalement, frappe un jour ou l'autre l'oreille humaine. *La Dame à la faulx* de Saint-Pol Roux, la mort, ce *gendarme de Dieu*, dont parle Victor Hugo, agite-t-elle son formidable point d'interrogation devant les yeux du poète? Oui, sans doute; mais il ne s'en émeut guère. Mourir? Le liseron et la gentiane se dessèchent sur la tige, la source tarit sous la morsure de l'été, l'âne si doux meurt, et le lièvre qui courait le long des poteaux télégraphiques, et aussi la chienne qui le suivait, avec Samain, sur les bords du gave. C'est la loi. Et Samain est mort aussi.

Mais qu'est-ce donc, mourir? Il faut lire la déchirante élégie, si voilée, si pénétrante, où il pleure sur le poète du *Jardin de l'Infante :*

Ta mort ne change rien. L'ombre que tu aimais,
Où tu vivais, où tu souffrais, où tu chantais,
C'est nous qui la quittons, et c'est toi qui la gardes...

Je ne regrette pas ta mort. Ta vie est là.
Comme la voix du vent qui berce les lilas
Ne meurt point, mais revient après bien des années
Dans les mêmes lilas qu'on avait crus fanés,
Tes chants, mon cher Samain, reviendront pour bercer
Les enfants que déjà mûrissent nos pensées.

Les formidables problèmes : autre vie, éternité, jugement, ne traversent même pas la pensée du poète. La mort n'est pas un abîme où le corps s'enfonce, mais un plan incliné, doucement incliné, qui nous conduit jusqu'à une autre vie, sans doute à peine différente de la nôtre. Le ciel ne diffère guère des Champs-Elysées et la mort nous apporte le seul bienfait qui vaille : la paix.

Mon Dieu, faites que le jour de ma mort soit beau et pur,
Qu'il soit d'une grande paix ce jour où mes scrupules
Littéraires ou autres, et l'ironie de la vie quitteront
Peut-être la grande fatigue de mon front.

Et que mes filles se disent à mon lit de mort :
Nous ne savons ce qui est au delà du tombeau,
Mais notre père meurt comme coule de l'eau,
Dans la belle clarté d'une forêt d'automne.

Mais peut-être n'a-t-il pas vu mourir d'êtres chers.

Ni la douleur, ni l'amour, ni la mort n'ont fait sourdre en lui l'amère, la torturante, la bienfaisante inquiétude. Il ne cherche pas, il ne doute pas. Il s'assoupit dans le Seigneur, sans se retourner pour reconnaître son visage.

Et pourtant le brasier est prêt. Il ne manque que la torche. Est-ce l'appel d'une déception plus profonde, d'une douleur plus pressante, d'un deuil plus cruel? Qu'importe! après tout. Un jour, le poète entend, du fond de la détresse la plus poignante, retentir la voix qui fit lever la tête à la petite bergère Bernadette. « Il faut que cela soit, ou il n'y a rien. »

Et cela est.

Certes, le poète converti ne s'est pas dérobé à la caresse des voluptés anciennes, celles qui nous viennent de la terre et des morts. Son œuvre, en s'enrichissant, ne s'est pas détournée de sa source. Elle reproduit toujours la suavité de la vie rurale, mais elle la spiritualise, et *les Géorgiques chrétiennes* continuent, en les épurant, les bucoliques de *Jean de Noarrieu.* Les âmes tendres ou fiévreuses de ses jeunes filles viennent encore nous confier l'intimité de leurs ardeurs, mais le sens d'une vie morale éclaircit pour elles l'obscurité de la route. Et l'héroïne de *la Brebis égarée*, adultère et repentante, est une sœur lointaine d'*Almaïde*

d'Etremont qui mourut dans l'orgueil de sa faute. Le miracle entoure encore la terre :

> Au-dessus des cités, au-dessus des campagnes,
> Chaque ange s'envolait, enlevant sa compagne,

écrira-t-il dans *les Géorgiques chrétiennes* et, dans *A l'Auberge des douleurs*, nous voyons des anges en mission sur la terre. Dieu, père de tous les hommes, ne refuse à aucun de nous sa protection et son amitié, mais il a repris sa place au-dessus des hommes.

La foi catholique n'offre pas seulement au poète converti la source où s'apaise sa soif, les mains fraîches sur le front du voyageur lassé d'une longue étape. Elle n'est pas seulement l'asile de silence et de quiétude où le bonheur s'empresse autour de lui comme la fille de l'hôte. Mais de ce bonheur, elle lui fait connaître l'insuffisance; elle l'appelle à des joies plus hautes et à des efforts plus périlleux. Jusqu'à ce jour, il a soufflé des airs un peu grêles, parmi des vallées étroites où le soleil ne semblait briller que pour lui seul; il s'est grisé de la pâle lumière qui flotte à travers les narcisses et du parfum subtil des myrtils et des rhododendrons. Comme Lièvre, le *Patte-Usée*, il a couru tout le jour dans le thym et la rosée de Jean de la Fontaine. Mais avant que le soir ne tombe, il a rencontré, lui aussi, François, le doux ami du Christ, qui montait vers les hauts plateaux du ciel. Il l'a reconnu. Il l'a suivi. Son âme semble s'élargir avec les horizons nouveaux où se disperse son jeune étonnement. De l'immense création il n'avait connu que quelques hectares de bois, de prairies et de ravins; il s'était créé un Dieu à la mesure du paysage, un Dieu proche et familier comme le dieu Pan qui préside aux jardins et sourit aux travaux domestiques, une manière de Providence cantonale, qu'il aimait, parce qu'elle était toute proche de sa faiblesse, et que son ombre s'allongeait sur son sommeil.

Et la foi catholique amplifie sa conception du monde et de la vie. Elle le fait participer, en même temps qu'aux mérites de ses saints, aux richesses de ses révélations et de ses expériences. Elle lui montre à la fois le ciel entr'ouvert jusqu'aux profondeurs où la pensée recule, prise de vertige, et la terre, la terre entière, lumineuse et comme transparente. Tout est clair. Les énigmes de l'univers se dissolvent comme celles de sa propre pensée et sans avoir connu les affres du doute il peut savourer les vivifiantes allégresses de la certitude.

Jacques NANTEUIL.

PROBLÈMES DU LENDEMAIN DE LA GUERRE

REMEMBREMENT ET RECONSTITUTION FONCIÈRE

Hier encore opération à peu près inconnue en France, le remembrement de la propriété rurale a pris place dès maintenant au premier rang des problèmes que pose le lendemain de la guerre.

C'est qu'à la vérité il y a pour le pays une nécessité vitale à retrouver sans tarder la plénitude de ses forces productives et à les accroître dans toute la mesure possible. Et comment supporter tant de charges? Comment relever tant de ruines et reconstituer tant de capitaux anéantis, si nous ne nous adressons tout d'abord à la terre de France, mère féconde de notre richesse nationale?

Mais cette fécondité glorieuse, qui fait l'admiration de nos amis et la cupidité de nos ennemis, la guerre ne l'a-t-elle pas atteinte à son tour et mise en péril? A la terre qui produit, il faut des bras qui travaillent et des hommes qui cultivent : combien parmi nos cultivateurs ne reviendront pas à la terre, tombés glorieusement sur le champ de bataille, ou simplement détournés par l'attrait, plus puissant que jamais, des hauts salaires de l'industrie et de la ville? La crise de la main-d'œuvre était hier déjà pour nos campagnes un problème vital, que sera-ce demain?

A un tel mal il n'est point de panacée, et nulle mesure n'est à négliger qui peut le conjurer. Mais de tous les remèdes, le plus simple et le plus sûr, n'est-ce pas la machine? N'est-ce pas le développement de la culture mécanique et la mise en œuvre des plus récentes découvertes de la motoculture[1]? Si le remède est facile à la vérité dans nos pays de grande et de moyenne propriété, comment, d'autre part, y recourir dans nos pays morcelés, et sur-

[1] Cf. *la Motoculture appliquée à la petite et moyenne propriété*, par René Jarry. (*Correspondant* du 10 avril 1917.)

tout dans nos régions de l'Est, où chaque finage est divisé, émietté, en centaines et en milliers de parcelles, ne dépassant pas pour la plupart quinze ou vingt ares en moyenne, et s'enchevêtrant les unes dans les autres, sans chemins qui y donnent accès et qui assurent leur libre exploitation? Au morcellement aussi il est un remède, remède aussi peu connu encore dans nos campagnes que largement pratiqué à l'étranger : c'est le *remembrement*.

Si la question se pose avec urgence dans toute l'étendue des pays morcelés, partout où domine la petite propriété, c'est dans nos villages détruits et dans nos régions dévastées par la guerre qu'elle se présente dans son angoissante réalité. L'aspect douloureux des habitations anéanties ne donne encore qu'une faible idée de l'œuvre immense que demandera la reconstitution de la vie rurale. Jetons un regard sur la campagne environnante : nous y verrons la terre, victime lamentable des fureurs de la guerre et de la barbarie tudesque, atteinte partout dans sa superficie et parfois blessée à mort en son tréfonds. S'agit-il d'un finage des pays envahis, il y a chance pour que toute délimitation ait disparu : l'ennemi y a promené partout sa charrue mécanique, sans nul souci des limites. S'agit-il de la zone où le front s'est fixé pendant de longs mois : alors même qu'aucun bombardement intensif, aucune lutte acharnée, n'a retourné, déchiré, anéanti le sol, au point de lui faire perdre toute apparence de fécondité, les terres n'en sont pas moins trouées par les obus, balafrées par les tranchées, bouleversées en maints endroits par la sape et la mine. Un peu plus à l'arrière, la terre, sans être atteinte et meurtrie dans son fond même, est là encore complètement désorganisée à sa surface par la multitude des pistes qui s'y sont formées en tous sens, pour la relève des tranchées et les services du ravitaillement; non seulement les parcelles seront à reconstituer, mais cette terre elle-même, battue et durcie à l'extrême, ne pourra s'offrir encore à la charrue sans un travail préalable qui la brise et l'ameublisse à nouveau. C'est donc le terroir lui-même qu'il faudra soigner et reconstituer comme un malade, pour lui rendre ses forces productives.

*
* *

Comment procéder et quel régime adopter? Le remembrement suffira-t-il à la tâche et va-t-il se plier à ces nécessités aussi urgentes qu'imprévues? Faut-il au contraire imaginer une organisation spéciale, une opération *sui generis* qui, née des circonstances, disparaîtrait avec elles?

Si les avis sont divisés, nul n'hésite sur l'urgence de la solu-

tion : il faut régler le remembrement en général; il faut aussi l'adapter à la reconstitution de nos finages dévastés, sinon le transformer à cet effet en une entreprise spécialement organisée.

En quelques mois, la question n'a pas fait l'objet de moins de six propositions déposées au Parlement[1]. Leur examen critique serait une entreprise d'autant plus laborieuse que les auteurs ne s'entendent entre eux ni sur l'objet même de la question, ni sur les moyens d'exécution.

Voici d'abord le projet du gouvernement : « Quand il s'agit d'un remembrement, dit-il, c'est-à-dire d'un *simple échange de parcelles...* » Tournons la page et nous y verrons que le remembrement n'est plus un simple échange... « Il nous a paru nécessaire de mentionner que la loi s'appliquerait aux *abornements généraux*, parce qu'ils sont compris dans l'opération *plus vaste* et *plus générale* du remembrement... » Pour M. Chauveau, l'abornement général n'est pas une partie du remembrement, il en est *l'image réduite*. Ailleurs encore on trouve l'idée implicitement admise que le remembrement n'est pas une simple série d'échanges, mais qu'il comporte un lotissement nouveau.

Il faudrait pourtant s'entendre. Qu'est-ce que le remembrement?

Heureusement M. Marin, s'appuyant sur l'expérience acquise et interprétant les opérations déjà pratiquées, nous tire d'embarras et nous donne la définition désirée : « C'est, dit-il, l'ensemble des opérations collectives qui sont nécessaires pour améliorer les conditions de la propriété rurale, en revisant et précisant sa délimitation, en réalisant des réunions de parcelles, et en assurant, au moyen de chemins nouveaux, la liberté de son exploitation. »

Le remembrement comprend donc en réalité trois opérations essentielles, savoir :

1° *L'abornement général*, qui précise les limites de la propriété et les contenances des parcelles;

2° *La création de chemins* qui leur assurent l'indépendance en en désenclavant le plus grand nombre possible;

3° Enfin les *échanges et réunions*, qui tendent à réduire leur nombre excessif et à remédier à leur dispersion.

Ainsi compris, le remembrement n'est pas une opération simple, qui doit se reproduire uniformément. C'est au contraire une opé-

[1] Cf. Annexes parlementaires, Chambre des Députés, 1917 : proposition Margaine, L. Marin et Revault, n° 2840; projet du gouvernement n° 2897, avec amendement Bender, 22 mai 1917, n° 1; — propositions Ribeyre, n° 2900; Raoul Briquet et autres, n° 2901; Jules Siegfried, n° 3158; proposition L. Marin, n°s 3329 et 3103. — D° Sénat 1916, proposition Chauveau, n° 423.

ration complexe et variable : elle se décompose en différentes parties, qui peuvent prendre respectivement, suivant les cas et les circonstances, une importance plus ou moins grande.

Et en effet, comme le rappelle M. Marin, il y a des remembrements qui, faisant table rase de l'ancien état de choses, comportent un nouveau partage des terres : tel est le remembrement prussien, qui suppose une puissante action administrative et une grande passivité de la part des populations; un nouveau réseau de chemins est créé, d'après lequel on dispose les nouvelles parcelles. Ailleurs, au contraire, et c'est le cas chez nous, le parcellement antérieur subsiste et c'est la situation des parcelles et leur disposition qui règlent le tracé des nouveaux chemins. L'administration intervient pour aider l'entreprise, mais celle-ci est placée, théoriquement tout au moins, sous la direction des propriétaires, réunis en association syndicale.

C'est cette association qui se présente chez nous comme l'instrument naturel et légal du remembrement. Mais l'application ainsi faite de la loi du 21 juin 1865, qui régit la matière, a besoin d'être formellement reconnue et complétée par certaines dispositions spéciales. Sur ce point, tout le monde est d'accord, et les mêmes dispositions se retrouvent, formulées de façon plus ou moins heureuse et plus ou moins complète, dans chacune des propositions, notamment dans le projet du gouvernement et dans la proposition Marin.

La loi a établi deux sortes d'associations, les associations libres et les associations autorisées. Suivant une expérience désormais acquise, l'association libre, exigeant l'accord unanime des propriétaires, est impuissante à faire aboutir complètement le remembrement et à réaliser un nombre suffisant d'échanges. Il faut l'association autorisée, dont les opérations s'imposent *de plano* à tout détenteur de propriétés comprises dans le périmètre remembré. Mais si on comprend que, par analogie avec les travaux publics et de voirie, le propriétaire doive céder le terrain nécessaire à la création d'un chemin d'exploitation, n'est-il pas bien autrement délicat de le forcer, bon gré mal gré, à échanger sa propriété elle-même? N'y a-t-il pas là une téméraire atteinte portée au droit de propriété et une dangereuse négation de son principe fondamental? L'objection est de première importance : nous allons la retrouver bientôt et dans des conditions plus délicates encore; nous nous y arrêterons alors comme il convient.

Les autres dispositions ne soulèvent au contraire aucun débat : notamment, il semble dès maintenant acquis que le silence ou l'abstention de certains des propriétaires intéressés ne pourra

désormais faire échec à l'association ni empêcher sa formation, les abstentionnistes devant être de plein droit présumés adhérents et compris dans la majorité. Les propriétaires dissidents ne pourront délaisser : il n'y a pas pour cela raison suffisante et, au surplus, l'acquisition des terres délaissées serait bientôt une opération trop lourde pour l'association. Il est entendu aussi que les biens attribués par le remembrement seront juridiquement substitués à ceux existant antérieurement : en conséquence tous les droits réels qui pouvaient les grever, toutes les modalités et stipulations qui pouvaient les affecter seront de plein droit transférés sur les nouvelles parcelles. Enfin, M. Marin soulève une question qui semble avoir échappé aux auteurs des autres projets : comment, après remembrement, prévenir un nouveau morcellement? Apparemment, une solution s'impose, mais elle ne semble pas facile à trouver, ni surtout à appliquer.

*
* *

Le remembrement ainsi organisé et le droit commun ainsi établi, n'est-ce pas dans nos régions dévastées par la guerre qu'il va trouver sa première application? N'est-ce pas là tout d'abord qu'il y a la propriété à remembrer, c'est-à-dire des limites à rétablir, des chemins à refaire, des échanges surtout à provoquer et à multiplier, pour le plus grand bien des exploitations à reconstituer? Toutefois, frappés de l'étendue de la tâche autant que de son urgence même, poussés par le désir de rétablir la propriété dans des conditions absolument conformes aux exigences de la culture moderne, n'ayant d'autre part du remembrement qu'une notion aussi incertaine qu'incomplète, la plupart des auteurs ont vu là un cas exceptionnel et ont cru bon de proposer une législation spéciale.

Ils ont imaginé, à côté et en dehors du remembrement ordinaire, une institution nouvelle, la *reconstitution foncière*. D'après le projet du gouvernement, une commission administrative, comprenant plusieurs fonctionnaires, membres de droit, et six propriétaires nommés par le préfet, serait chargée de procéder à la délimitation des propriétés; elle pourrait, en outre, demander à une commission départementale que, par préférence au rétablissement des délimitations anciennes, il soit procédé à un nouveau lotissement, lequel devrait attribuer à chaque ayant-droit « une surface de terre proportionnellement équivalente à celle des terres dont il était propriétaire dans l'ensemble de la surface soumise aux opérations ». Les auteurs ont cru bon d'improviser, mais en réalité et sans le savoir ils ont imité, et ce qu'ils ont imité, c'est

le remembrement prussien. Il n'y a dans cette observation, — est-il besoin de le dire? — aucun blâme patriotique, le patriotisme n'a rien à voir ici; il n'y a que la constatation d'un fait : il ne s'agit plus, comme dans le remembrement français, d'une association des propriétaires intéressés, procédant sous le contrôle et avec le concours de l'administration au remaniement de leurs propriétés, mais bien d'une action administrative pouvant aller jusqu'à faire table rase de l'ancien état des terres et à entreprendre un nouveau partage.

Peu importe les variantes, peu importe que la commission proposée soit communale, cantonale, arrondissementale, départementale (toutes ces propositions ont été faites, à tâtons...), peu importe la participation et le recours réservés aux propriétaires, ce qui s'impose avant tout ici, comme d'ailleurs, en cas de remembrement ordinaire, c'est la question de principe : quel serait le fondement juridique d'une telle législation?

Le droit de propriété est un droit absolu, exclusif, perpétuel : c'est, dit le code civil, « le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et les règlements. — Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité ». Ces deux articles 544 et 545 sont considérés à bon droit comme l'une des bases fondamentales de notre législation civile : en dehors de la propriété indépendante et libre, il ne peut y avoir que le droit « éminent » de l'Etat, propriétaire universel et souverain dispensateur de la jouissance « utile » des biens laissés aux individus.

Dans ces conditions, comment reconnaître aux pouvoirs publics, quelles que soient la forme et les modalités de leur action, le droit de dessaisir le propriétaire et de substituer, juridiquement et pratiquement, à son bien un bien nouveau?

Sans doute, le droit de propriété, tout absolu qu'il soit en principe, est soumis dans son exercice à de nombreuses restrictions, soit d'ordre public, soit d'ordre privé. Il y a surtout à son encontre l'expropriation pour cause d'utilité publique. Mais ici il n'y a pas expropriation, il n'y a pas utilité publique, à moins qu'on n'en étende la notion au point de la confondre avec l'intérêt général et d'y sacrifier tout intérêt privé. Au surplus il n'y a pas restriction, il y a substitution, et il est inutile de rechercher quelque analogie : rien de semblable n'existe dans notre droit. Pour trouver à l'entreprise dont il s'agit un fondement juridique, il faut, croyons-nous, revenir au remembrement ordinaire, et nous dégager de la

conception théorique du droit de propriété, absolu, exclusif, perpétuel, pour ne voir que les conditions dans lesquelles s'exercent les droits du propriétaire d'un bien rural en pays morcelé.

Le morcellement des terres et l'enchevêtrement des parcelles se traduisent en droit par l'enclave et les servitudes de passage qui en résultent. Le propriétaire qui n'a aucune issue, ou n'a qu'une issue insuffisante pour l'exploitation, « peut réclamer un passage sur le fonds de ses voisins, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut causer » (Code civ., art. 682). Tel est le droit commun. Mais avec les centaines et les milliers de parcelles qui font de la superficie d'un finage morcelé une véritable marqueterie, le calcul et la liquidation annuels des indemnités pour droit de passage seraient une tâche impossible et une source intarissable de difficultés. De plus, si avec le genre de culture le droit de passage devait varier de parcelle à parcelle, il pourrait arriver à s'exercer d'une façon, sinon continue, du moins tellement fréquente et répétée qu'il rendrait impossible l'exploitation de tout ou partie de certaines parcelles grevées. De là la nécessité, sinon d'exploiter en commun, du moins d'adopter une même culture pour chaque partie du finage, une même rotation pour chacune des trois « saisons » de l'assolement triennal. Tous les travaux, depuis la fumure et le labourage jusqu'à la récolte, se faisant en même temps, droits et charges de passage sont censés se compenser pour chaque propriétaire, dans l'ensemble de ses parcelles, et il n'est pas question d'indemnité.

Notons au surplus, toujours d'après la coutume, que le droit de passage s'exerce non seulement sans indemnité, mais encore dans toutes les directions, à seule condition d'être pratiqué en temps et saisons convenables, c'est-à-dire de manière à ne causer aucun préjudice sérieux. Véritable manifestation de jouissance indivise, il diffère, par son origine, par ses conditions et par ses effets, du passage en cas d'enclave, tel que le prévoit l'article 683 du code civil, qui se pratique en tout temps à charge d'indemnité et suivant une direction unique fixée par la loi ou par le juge.

La communauté de culture est donc la conséquence naturelle du morcellement et de l'enclave. Or une telle communauté apparaît de plus en plus comme un obstacle à l'initiative et au progrès, comme une gêne d'autant plus grande qu'il n'y a pour le propriétaire pris isolément nul moyen d'y échapper. Alors même qu'une terre est riveraine d'un chemin et qu'il n'y a pour elle aucun passage à réclamer, il lui faut supporter le passage nécessaire aux terres voisines, et l'exploitant n'en doit pas moins se plier aux exigences de la culture communautaire et à la routine de l'asso-

ement triennal[1]. C'est en vain qu'il voudrait améliorer ses méthodes et adopter, de sa propre initiative, un assolement mieux en rapport avec les progrès de la culture moderne : il lui faut suivre, bon gré mal gré, la règle commune et les traditions immémoriales, si surannées qu'elles soient aujourd'hui.

Pour comprendre un tel état de choses, il faut remonter aux origines mêmes : la propriété collective a précédé la propriété familiale et individuelle, de même que l'art pastoral, auquel correspond la propriété collective, a précédé la culture. Le passage de la propriété collective à la propriété individuelle, la substitution de la culture au pâturage sur la plus grande partie du finage, ne s'est pas faite d'un seul coup, d'une façon générale et complète, du moins dans les pays de petite culture comme sont les pays morcelés. A l'origine et pendant des siècles, la culture ne fut pratiquée que comme ressource accessoire et complémentaire. C'est de leur bétail que les habitants tiraient leurs principales ressources, et pour assurer sa nourriture, ils réunissaient dans une même utilisation, non seulement la portion du finage encore indivise et inculte, mais aussi les propriétés privées, les prés non clos, sitôt après la première coupe, et les terres non emblavées, sitôt l'enlèvement des récoltes et au plus tard à la Toussaint; et sur le tout, le troupeau communal, alors obligatoire pour tout propriétaire de bétail, avait, et a encore là où il subsiste, le droit de parcours et de vaine pâture jusqu'au premier avril[2].

Dans les pays boisés comme la Lorraine, la forêt elle-même demeura essentiellement, jusqu'au dix-huitième siècle, un lieu de pâturage.

Au moyen âge, la terre arable n'occupe encore qu'une faible partie du territoire. En Lorraine, « la forêt est toujours hors de proportion avec le reste et représente parfois avec les pâturages les 9/10 de la surface totale[3]. » Le paysan vit de peu et, faute de moyens de transport et de centres de consommation, il ne produit guère plus que pour ses besoins personnels. Plus tard le défrichement des terres et leur mise en culture s'étendront au fur et à mesure que se développeront les grandes routes qui transportent

[1] Toutefois les propriétaires riverains des chemins tendent de plus en plus à s'affranchir de cette obligation et cultivent à leur guise, chaque fois que les fonds dominants ont une issue dans une autre direction.

[2] On sait que la loi du 2 juillet 1889 avait aboli le droit de vaine pâture, mais l'abolition souleva de telles difficultés que moins d'un an après (22 juin 1890) elle dut être rapportée et restreinte aux prairies artificielles.

[3] Ch. Guyot, *les Forêts lorraines*.

les produits et les villes qui en font le trafic ou qui les consomment. Dès lors le paysan demande à la terre non plus seulement de l'entretenir, lui et sa famille, mais encore de lui fournir des ressources pécuniaires par la vente des produits qui lui restent en surabondance et, pour étendre ses ressources, il étendra sa culture au delà de ses besoins personnels. Telle est l'origine de la prédominance exercée de plus en plus par la culture sur l'élevage et le pâturage.

C'est seulement au dix-huitième siècle que, dans la plupart des régions morcelées, l'accès de la forêt fut interdit au bétail, que les propriétaires purent clôturer leurs prés pour les réserver à l'usage exclusif de leurs animaux, et, sur les terres arables, faire croître des plantes fourragères au lieu de les laisser en jachère « morte » une année sur trois. Ces mesures soulevèrent dans la masse des paysans une tempête de protestations : il semblait qu'en réduisant le parcours de leur bétail, on leur enlevait leur gagne-pain. Aussi, dans un grand nombre d'endroits, les biens communaux, qui de temps immémorial étaient restés en friche, furent-ils, par mesure de compensation, répartis à temps et moyennant une faible redevance, parfois même gratuitement, entre les familles, qui trouvèrent dans leur mise en culture une nouvelle source de subsistance et d'aisance.

On saisit là autant d'avances nouvelles prises par la culture sur les ressources pastorales, en même temps qu'un nouveau recul de la propriété collective.

On peut suivre la progression plus ou moins continue de la mise en culture dans les innombrables baux d'acensement au moyen âge, par lesquels les seigneurs, profitant de l'augmentation de la population pour augmenter leurs revenus, concédaient aux habitants, moyennant redevance, quelque nouvelle portion du domaine féodal. C'est surtout dans les pays germaniques que cette transformation a pu être observée de près, soit qu'elle remonte à une date plus récente, soit que la répartition originaire s'y soit conservée plus intacte dans sa consistance et ses conditions[1].

Partout où la plaine domine, partout où le sol se présente avec quelque uniformité dans son relief et sa composition, la terre cultivable est divisée en un grand nombre de quadrilatères plus ou moins réguliers, appelés *Gewanne*[2], et le bien de chaque proprié-

[1] Cf. Meitzen, *Siedelung und Agrarwesen*. (Origines et caractères de l'installation rurale.) T. I, *passim*.

[2] De *gewinnen*, gagner. De même en vieux français le mot *gagnage*. « On met, dit Loysel, sa terre en gagnage (à profit, on en tire profit, en la faisant cultiver) par baux à rentes, cens, ou fiefs » (Loysel, *Institutes coutumières*, 505).

taire se trouve, — ou plutôt se trouvait, avant les nombreux remembrements opérés depuis un siècle, — composé de lanières éparses dans toutes les *Gewanne*.

Dans les pays du Centre et du Sud, les *Gewanne*, en raison de la configuration accidentée du sol et de sa fertilité très variable, forment des cadres généralement petits et très irréguliers, et dans ces cadres les parcelles à leur tour sont très étroites et non moins irrégulières; leurs contours présentent souvent des angles, des sinuosités et parfois des coins perdus : c'est l'aspect des lieux-dits de nos finages français.

Entre toutes les régions morcelées et quel que soit l'aspect du sol et de ses divisions, il est un double trait commun : c'est la pratique de l'assolement triennal et l'absence des chemins d'exploitation.

Dans chaque finage, les terres arables se trouvent partagées en trois zones correspondant aux trois années que comporte l'assolement triennal, le seul qui soit normalement pratiqué en commun : la rotation des cultures s'effectue par zone ou « saison », chacune d'elles étant chaque année, soit laissée en jachère, soit exclusivement consacrée à la culture d'une seule et même céréale.

La nécessité, pour toutes les terres d'un même lieu-dit, d'être soumises aux mêmes travaux agricoles avec une rigoureuse simultanéité est la conséquence naturelle de l'absence de chemins d'exploitation. Lorsqu'on traçait une nouvelle *Gewanne*, lorsque chez nous on répartissait et mettait en exploitation une nouvelle « cense », on ne prenait pas soin de leur aménager quelques voies d'accès. En ces temps-là, la grande simplicité et l'uniformité des procédés de culture n'en faisaient pas sentir le besoin, pas plus que pour chacun l'inconvénient d'avoir ses terres traversées, pour la fumure, les semailles ou la récolte, par les chevaux et les chariots du voisin, ou parcourues en vaine pâture par son bétail.

Ce régime de culture, parfaitement approprié aux formes de la division du sol et aux traditions communautaires des races agricoles issues de pasteurs, s'est maintenu sans changement essentiel jusqu'à une époque fort récente : au dix-huitième siècle, il régnait encore sur la plus grande partie de l'Europe.

Mais déjà, vers la fin de ce siècle, les progrès des idées et des méthodes se combinaient, soit avec les vues politiques des souverains, soit avec l'évolution de l'esprit public, pour mettre fin à un état de choses désormais vieilli et accomplir une véritable réforme agraire [1].

[1] Nous invitons le lecteur à se reporter ici au très intéressant article sur « la Question agraire en Russie » (paru dans le *Correspondant* du 10 juillet 1917). Il ne pourra manquer de faire lui-même de curieux rapprochements.

En quoi consistait cette réforme et quelles étaient les mesures qu'elle comportait?

C'était d'abord l'abolition de ce qui restait encore du servage et la disparition de tout lien rattachant encore le paysan à la glèbe. C'était ensuite la transformation en pleine propriété des tenures très variées que possédaient les paysans, et l'abolition des multiples charges foncières qui pesaient sur ces tenures. C'était enfin la suppression de la communauté rurale par le moyen d'une triple série d'opérations : par le partage des communaux; par l'abolition de toute servitude mutuelle, de la vaine pâture notamment, grevant les terres enclavées, et en général par l'abolition de tout usage en commun; en dernier lieu, par la réunion des diverses parcelles appartenant au même propriétaire, par leur concentration au moyen d'échanges ou de nouveaux partages, en un mot par le *remembrement*. A ce programme on ajoutait la suppression de toutes restrictions au droit de partager ou d'aliéner.

Toutes ces idées ne sont pas également justes et bien fondées, du moins sous leur forme radicale et absolue, toutes n'ont pas résisté à l'épreuve du temps et de la réalisation pratique. Mais c'était bien les idées de l'époque, et on retrouve bien là le courant d'opinions qui traversa alors toute l'Europe et détermina chez nous la Révolution.

Il y a entre les diverses parties de ce programme agraire un lien commun, et à leur origine une même idée qui est la nécessité de faire place nette, tant au point de vue topographique qu'au point de vue juridique. Le vieux cadre dans lequel s'était formée la culture communautaire ne répondait plus aux nécessités nouvelles. Les relations traditionnelles et obligatoires allaient désormais s'affaiblissant, et l'expérience allait bientôt révéler que la communauté traditionnelle doit faire place à l'association volontaire, en même temps qu'à l'initiative individuelle.

Cette réforme, toutes les législations du dix-huitième et du dix-neuvième siècles, dans leurs rapports avec le régime des propriétés et de la population rurale, l'ont poursuivie d'une façon plus ou moins précise et plus ou moins complète. On la trouve dans des ordonnances royales qui l'inaugurent dès 1734 en Suède, dès 1768 en Prusse et en Autriche, dès 1781 en Danemark, et ailleurs encore. Toutes ces mesures furent renouvelées dans la première moitié du dix-neuvième siècle par une législation qui a donné au remembrement une organisation régulière et étendu son application pratique. Mais c'est dans la législation prussienne sur la dissolution des communautés que l'entreprise, dans ses éléments constitutifs, intimement unis entre eux, — abolition des droits et redevances

féodales, partage des communaux, suppression des servitudes mutuelles, remembrement, — nous apparaît le plus nettement caractérisée.

A quoi bon partager les communaux, si c'est pour les diviser en un nombre infini de parcelles, pour accroître l'enchevêtrement des biens et l'accumulation des servitudes? A quoi bon un tel partage, s'il n'est accompagné du remembrement? Et si on remembre, à quoi bon désormais les servitudes mutuelles, puisque le remembrement met fin à l'enchevêtrement des parcelles qui en était la cause et la raison d'être? Et, d'autre part, comment supprimer les servitudes, si les parcelles restent éparses et si les chemins continuent à manquer? Enfin, si on supprime les droits et redevances féodales en désintéressant les ayants-droit, quoi de plus simple que de les indemniser en leur assurant, dans le partage des communaux, une part en proportion des droits abolis?

En France, cette dernière réforme se fit d'une façon radicale et immédiate, et c'est pour cette raison sans doute qu'elle n'alla pas jusqu'au remembrement, devenu inutile à ce point de vue par suite de l'abolition pure et simple des biens féodaux. En tout cas, si la Révolution entreprit de faire place nette au point de vue juridique, elle laissa la situation sans changement au point de vue topographique [1].

Mais si l'évolution historique et juridique n'avait pas abouti chez nous comme ailleurs au remembrement, la question allait bientôt renaître sur le terrain économique, et, comme tant d'autres, surgir de la transformation des moyens de transport et de leur extension indéfinie dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle. C'est à cette époque, en effet, que le chemin de fer, poussant ses lignes de tous côtés, supprimant, avec les distances, toute limite à la concurrence, est venu rompre à jamais l'isolement qui conservait encore la communauté rurale, dès longtemps ébranlée.

Dès lors le problème de l'existence change de face : il ne s'agit plus pour les habitants de se suffire à eux-mêmes, mais de choisir parmi les ressources locales celles qui les mettront en meilleure situation et assureront à leur production la supériorité dans la concurrence. La nature est essentiellement variée dans ses éléments et dans ses manifestations : ici, le sol se présentera plus favo-

[1] La division des grandes propriétés et la vente des biens nationaux ont-elle augmenté le morcellement? C'est une question controversée, et dont la solution varie sans doute suivant les régions. En tout cas, dans les régions de l'est et du nord-est, les biens ecclésiastiques et seigneuriaux étaient eux-mêmes généralement très morcelés et, sauf exception, n'eurent pas à être divisés en changeant de mains.

rable à la culture des céréales; là, à la culture des pommes de terre ou des plantes industrielles; plus loin, à l'élevage du bétail, qui trouve sa nourriture dans des prairies grasses et abondantes. Quelque riche que soit un pays, il y a toujours une culture qui prédomine; mais à cette culture, le cultivateur, lié par la tradition de l'exploitation intégrale, continue à adjoindre sans discernement bien d'autres productions qu'il pourrait se procurer à meilleur compte sur le marché, de même qu'il a dès longtemps commencé à se fournir des tissus nécessaires à ses vêtements et des divers instruments nécessaires à son exploitation, au lieu de les fabriquer lui-même, comme au « bon vieux temps ». La conséquence nécessaire du développement des transports et de la concurrence, c'est la spécialisation [1], mais cette spécialisation ne sera rémunératrice qu'autant qu'elle sera pratiquée sur une échelle de quelque importance et par les moyens que la science met à la disposition de l'homme pour aider, corriger ou compléter la nature. La spécialisation doit être intensive et progressive, elle ne peut l'être sans libre initiative, sans pleine indépendance assurée au producteur. C'est le bouleversement de la culture communautaire et la fin du morcellement.

En condamnant les exploitations à la routine de l'assolement triennal, en s'opposant au développement de la culture mécanique, et dès demain à la motoculture, seul remède à la pénurie de la main-d'œuvre, le morcellement est l'ennemi né de la culture moderne. Partout où on le rencontre, et surtout dans nos régions de petite culture du nord-est, l'opération qui s'impose comme condition première du développement de la production agricole, sinon comme la source même de tout progrès, c'est la réunion des parcelles, c'est leur affranchissement par la création de chemins d'exploitation, c'est le remembrement.

Peut-être conviendrait-il de reprendre ici la question telle qu'elle a été posée, du moins sous sa forme moderne, il y a près d'un siècle déjà, par l'illustre agronome lorrain, Mathieu de Dombasle, dans ses *Annales de Roville*. Nous pourrions la suivre ensuite, progressant lentement, cheminant obscurément, sans être arrivée, du moins hier encore, à vaincre l'indifférence des pouvoirs publics et les préjugés des populations. Nous aurions enfin à montrer l'insuffisance des résultats obtenus jusqu'à ce jour, et à mettre en regard, avec toute la puissance des chiffres,

[1] Est-il besoin de faire remarquer que la spécialisation qui impose le remembrement ne signifie pas exclusion de toute autre culture, mais prédominance d'une production et subordination de l'exploitation à cette production spéciale? N'est-ce pas d'ailleurs le cas de toute spécialisation?

les opérations si nombreuses et si importantes réalisées à l'étranger [1]. Mais il est temps de revenir à notre point de départ : quelle est la nature du remembrement et quel est son fondement juridique? A quel titre et dans quelle mesure peut-on en imposer les opérations, et surtout, parmi elles, l'échange des propriétés, même sans le consentement des propriétaires?

L'appropriation familiale ou individuelle apparaît en même temps que la culture et la vie sédentaire. A des conditions diverses, suivant les temps et les lieux, l'habitant a la libre disposition de ses terres : il peut les aliéner, les donner, les transmettre à ses enfants, à ses parents et même à des étrangers. Mais dès qu'il s'agit de leur jouissance, là du moins où la communauté pastorale survit dans la communauté rurale, il se trouve lié par la coutume qui lui impose aujourd'hui encore son mode d'exploitation et ses services. Bref, si le droit de propriété s'est dès longtemps dégagé de la communauté originaire, la jouissance est restée plus ou moins indivise, et c'est à cette indivision que le remembrement a pour but de mettre fin.

Le remembrement est donc par sa nature un partage de jouissance. C'est l'acte final qui réalise la dissolution de la communauté rurale; en désenclavant les terres, en les regroupant, en réunissant en une seule pièce les parcelles qu'un même propriétaire possède en un même lieu-dit, il assure la pleine indépendance de leur exploitation, le plein exercice du droit de propriété.

Le remembrement n'est donc pas une improvisation empirique, un artifice topographique, d'une portée plus ou moins limitée, sans lien naturel qui le rattache nécessairement à l'ensemble de l'économie rurale, c'est au contraire la dernière étape d'une grande transformation sociale, et le terme suprême de la longue évolution qui substitue la propriété individuelle et familiale à la propriété collective, et qui, de l'exploitation communautaire, conduit à l'exploitation particulariste.

Le remembrement ainsi caractérisé appelle plusieurs observations.

Remarquons tout d'abord que c'est aux copartageants, réunis en association, qu'il appartient de décider le partage et de le réaliser. Portant sur la propriété privée, traitant des intérêts privés, le remembrement est par sa nature même une opération privée.

[1] Pour l'historique de la question en France, nous ne pouvons que renvoyer le lecteur à l'exposé des motifs de la proposition de loi Marin (n° 3103) et à notre ouvrage : *Morcellement et Remembrement* (Paris, J.-B. Baillière et fils, 1914).

Mais c'est aussi une opération d'intérêt collectif et qui dépasse les voies et moyens dont disposent les habitants : elle appelle l'intervention des pouvoirs publics. A eux, en effet, d'imposer à la minorité la décision de la majorité; à eux d'assurer la régularité des opérations et de leur donner la précision nécessaire, à eux enfin d'assumer une partie des dépenses. La dépense est variable, mais souvent assez lourde : si la charge en devait incomber aux seuls habitants, elle serait un obstacle à l'entreprise. Or l'intérêt collectif est ici renforcé par l'intérêt public, aujourd'hui surtout que le remembrement apparaît comme la condition *sine qua non* du progrès des méthodes agricoles, comme un facteur essentiel de notre production nationale.

En dernier lieu la jouissance indivise, objet du partage, se faisant par saison et lieu-dit, c'est par saison et lieu-dit qu'il convient de procéder. Seule une série de partages et de lotissements peut assurer l'équivalence des lots : un partage général, qui ferait table rase de l'ancien état de choses, est pour nos régions morcelées, au terroir changeant, une pure utopie; toute tentative de ce genre soulèverait parmi nos populations un *tolle* universel. En dehors d'un même lieu-dit, les échanges doivent sans doute être vivement recommandés et largement facilités, mais ils ne peuvent être imposés. Il s'agit donc avant tout de reviser les lieux-dits d'après leur nature et les qualités du sol (cette revision est à la vérité pour l'opérateur une question délicate, qui donne la mesure de ses connaissances et de son expérience), de façon à en faire autant d'unités de partage, et à attribuer dans chacune d'elles une seule parcelle à chaque propriétaire, proportionnellement à la surface totale qui lui revient, après abornement, revision des contenances et déduction du terrain nécessaire aux nouveaux chemins. C'est ainsi qu'en principe on procède en Lorraine, seule région en France où le remembrement soit à proprement parler connu et pratiqué : tout autre procédé serait, semble-t-il, voué à un échec certain [1].

[1] La force des choses est telle ici que, même en Prusse et dans les pays de législation similaire et fondée sur ce principe qu'une parcelle située dans n'importe quelle partie du territoire à remembrer peut être remplacée dans le patrimoine de son propriétaire par une parcelle située dans n'importe quelle autre partie du territoire, les autorités, pour rendre cette opération moins délicate, restreignent plus ou moins l'étendue des surfaces à remembrer (*Gemarkungen*), suivant la nature plus ou moins variable du terrain et la configuration du pays. Ajoutons encore que dans le même dessein elles procèdent à une évaluation minutieuse des terres, laquelle peut aller jusqu'à distinguer neuf classes différentes de terrains.

*
* *

Telle est la nature et tel est le fondement juridique du remembrement ordinaire. Peut-on définir à son tour la *reconstitution foncière?* Telle que l'imaginent et la proposent certains parlementaires et le gouvernement lui-même, ce serait une opération purement administrative qui, par voie d'autorité et sans le concours légal des propriétaires intéressés, non seulement reconstituerait les limites des propriétés, mais encore pourrait, sans nul souci de l'ancien état de choses, procéder à un lotissement nouveau.

Une initiative aussi exorbitante serait, dit-on, justifiée par les circonstances mêmes. Elle répondrait à un double cas de force majeure : d'une part à la disparition complète des limites, compliquée par la nécessité de rendre immédiatement les terres à la culture, et d'autre part à l'impossibilité de s'assurer le concours de l'ensemble des propriétaires et de procéder à des élections qui les réuniraient en association syndicale. En serrant de plus près les faits, et en les présentant dans leur réelle simplicité, M. Louis Marin, dans sa proposition, fait sans peine bonne justice de ces assertions gratuites.

Voici, dit-il, l'habitant rentré au pays. Tant bien que mal il a retrouvé son gîte : soit dans sa maison dévastée, mais restée debout, soit dans un des abris provisoires construits par l'administration, il a pu ramener les quelques meubles, les quelques bêtes qu'il avait sauvés dans sa fuite ou qu'il a remplacés depuis. Peut-il avoir alors d'autre souci que celui de vivre, d'assurer sa subsistance en reprenant sa culture, et en faisant bien vite les premières semailles? Cette culture, où va-t-il la rétablir? Une partie du finage est encore dans l'état chaotique où l'ont laissée les dernières hostilités, l'autre partie seule est praticable et plus ou moins cultivable.

C'est là que d'instinct il va porter son travail; pour refaire ses assolements, il recherchera les lieux-dits où il avait quelque parcelle et il s'y rétablira « au mieux ». Qui viendrait à ce moment l'arrêter ou le retenir pour plus ample délimitation? Les autres ayants-droit? Mais bien souvent la moitié des exploitations auront disparu avec leur chef et, les premières années du moins, ce sera moins la terre qui manquera à l'homme que l'homme qui manquera à la terre. Et pourtant, si tels projets en cours voyaient le jour, il y aurait quelqu'un pour venir arrêter notre cultivateur et contenir sa légitime impatience; c'est le juge de paix ou quelque agent d'administration qui viendrait lui dire : « Attendez. C'est maintenant notre heure, l'heure de l'administration; il faut qu'avant de vous remettre à l'œuvre, vous nous laissiez procéder à la reconstitution foncière, que vous nous fournissiez la preuve de vos droits, afin que, tout compte fait, et pour cause de motoculture, nous soumettions vos terres à un lotissement nouveau... » Qui ne devine le succès d'un pareil avertissement, et la réponse de cet homme auquel, par ailleurs, d'autres voix, s'unissant à la voix de sa propre conscience, et répétant l'appel de la terre aimée, auraient déjà crié : « Ne t'attarde pas dans ton exil, ami. Retourne sans retard au pays, retourne à tes champs et rends-leur la vie, en leur rendant leur culture et leurs moissons. C'est ton intérêt, ton devoir, ton bonheur... »

Un lotissement nouveau? Un lotissement qui aura pour objet « d'attri-

buer à chaque propriétaire par voie de remembrement une surface de terre proportionnellement équivalente à celle des terres dont il était propriétaire dans l'ensemble de la surface soumise au lotissement. » Ah! vraiment, penserait notre homme, ils les connaissent donc bien peu nos terres, ces messieurs de l'administration, pour croire qu'on peut les tailler et les découper à volonté, comme une pièce de drap ou la galette des rois! Lui du moins les connaît, ses terres; il connaît son finage dans tous ses coins et recoins et jusqu'en ses derniers confins. Tout informe et tout inculte qu'il le revoie, il en reprend possession d'un coup d'œil, il en dénomme encore les saisons, il en retrouve les lieux-dits, aux abords du village ou sur les bords du ruisseau, le long de la grand-route ou sur les pentes de la colline, et là-bas encore sur les chaumes près de ces moignons d'arbres, restes mutilés de l'ancien bois communal. Suivant leur relief, leur exposition et leur sol, il n'est guère de ces lieux-dits qui n'aient leur réputation, bonne ou mauvaise, et parfois leur légende : l'habitant se redit les qualités ou les défauts, les richesses ou les misères, qui naguère encore, dans les ventes publiques, les faisaient rechercher ou délaisser des amateurs. Et il entend bien, lui, retrouver ses bonnes pièces aux bons endroits, sans plus se soucier des mauvaises qui, trop éloignées ou trop ingrates, ne valent pour lui ni la peine ni le dérangement. Il y a surtout ses trois arpents « Aux Grands Jours », la fine fleur de son bien, vous dis-je : il les voit là-bas, près de « l'Embanie », et dans quel état, bon Dieu! tout couverts de broussailles et de chardons, avec des mares croupissantes dans des trous d'obus. Et on l'empêcherait de prendre bien vite sa charrue pour aller retourner et niveler tout cela! Allons donc! Les limites? Eh! bien, il les rétablira « au jugé », à quelque chose près, et si ce n'est pas tout à fait cela, on « verra voir » après. Mais pour le moment qu'on lui f... la paix!

Et plus loin, M. Marin montre que la législation peut se plier aux circonstances et laisser ses formalités, se réduire au strict nécessaire. Ce qui importe, c'est de laisser, aux intéressés l'initiative en son principe même, et, à l'aide de l'association, d'édifier tout au moins une façade derrière laquelle pourront agir, à plus ou moins bref délai, mais en toute sûreté, les agents et techniciens de l'administration.

Autrement, comment expliquer l'intervention des pouvoirs publics? Comment justifier leur action discrétionnaire, sinon par la distinction entre le domaine « utile » et le domaine « éminent », par cette conception, aussi erronée que surannée, suivant laquelle le souverain, soit aujourd'hui l'Etat, étant censé avoir concédé le domaine utile, pouvait, en certains cas, en reprendre la disposition et en faire une concession nouvelle? Une telle théorie, si elle reprenait son empire, serait le renversement même de notre droit moderne et un véritable défi porté aux idées et aux mœurs de nos populations.

Il y a dans ces propositions, non seulement une erreur de principe, mais encore bien des erreurs dans l'application : c'est bien à tort que leurs auteurs prétendent reconstituer normalement la superficie avant toute remise en culture, et arriver sans délai à une délimitation offrant toute garantie et précision nécessaires. En

supposant que le plan cadastral ait été sauvé et qu'on l'ait retrouvé, soit en minute à la direction des contributions, soit en double à la mairie, encore faudrait-il que ce plan fût de date récente et qu'il représentât à peu près la superficie telle qu'elle était avant la guerre, et non il y a quatre-vingts ou cent ans; il faudrait aussi que le canevas trigonométrique ait été conservé et que la triangulation pût être rétablie tout de suite, grâce à des bornes-repères enfouies dans le sol et remises à nu. Il en sera ainsi notamment dans un certain nombre de communes de Meurthe-et-Moselle, autour du Grand-Couronné et sur les bords de la Seille, où le remembrement et le renouvellement du cadastre datent de ces dernières années : là, la reconstitution de la superficie sera une simple mesure d'arpentage. Partout ailleurs, avant de rétablir les parcelles, il faudra refaire, sinon le plan lui-même, du moins la triangulation, qui doit assurer entre le plan et la superficie la concordance indispensable. Or, pour un territoire de quelque étendue, cette seule opération préliminaire demandera des semaines, en admettant qu'on ait sous la main des opérateurs compétents. Va-t-on pour cela laisser passer l'époque des labours et des semailles? Va-t-on interdire de cultiver sans autorisation de l'administration? On sait avec quelle peine l'autorité préfectorale arrive à faire respecter l'interdiction de rebâtir avant l'adoption d'un plan de reconstruction, et combien discutable est en droit cette interdiction même. Et pourtant il y a, pour y aider, la difficulté des temps, la rareté des matériaux, la ressource des abris provisoires : que serait-ce pour la culture, qui est la vie même de nos campagnes?

A la vérité, ce n'est ni la confusion des limites, ni leur disparition, qui sera le principal obstacle à la remise en culture, ce sera la réduction du nombre des exploitants et des exploitations, la pénurie de leurs ressources; ce qu'il faudra alors, ce sera des hommes, des chevaux, du bétail, des instruments, des semences. Quant à la terre, ce serait bien le moindre souci du moment, n'était l'état chaotique dans lequel l'auront mise les hostilités. Il y aura, pour la remettre en état dans son ensemble, une véritable entreprise de travaux d'intérêt collectif, et qu'est cela, sinon l'objet même des associations syndicales prévues par la loi du 21 juin 1865? Après les premiers nivellements, il faudra aborner la superficie, reconnaître les lieux-dits, refaire les chemins et les fossés, reconstituer enfin le parcellement, en l'améliorant le plus possible, nous en convenons, par des échanges et, au besoin, si les intéressés s'y prêtent, par quelque lotissement nouveau, et qu'est cela encore, sinon le remembrement lui-même?

Oui, la reconstitution foncière, telle qu'on nous la présente, n'est autre que le remembrement et il y a d'autant moins de raison de distinguer l'opération et de lui réserver une désignation spéciale que c'est précisément dans des circonstances semblables que le remembrement fit son apparition. Au cours du dix-septième siècle, la Lorraine avait été dévastée et dépeuplée par de longues guerres. Plus tard, quand peu à peu les habitants qui avaient survécu reprirent l'exploitation des terres, « les choses se trouvaient, par le malheur des guerres, dans une telle confusion qu'il était impossible aux propriétaires de reconnaître les héritages qui leur appartenaient ». A leur requête, la cour souveraine ordonnait alors *un remembrement*[1].

*
* *

Quel programme convient-il donc d'appliquer aux finages dévastés? Faut-il se désintéresser de la question? Faut-il laisser les propriétaires et exploitants se rétablir « au mieux » et s'arranger entre eux? Assurément non, et l'absence de toute mesure réglementaire serait aussi regrettable qu'une réglementation étroite et sans expérience qui, sans égard pour aucune difficulté technique ou pratique, prétendrait remettre aussitôt toutes choses en état et reconstituer la superficie par quelques coups de baguette magique. Si on ne peut remembrer tout de suite avec toute l'exactitude nécessaire, du moins convient-il *d'amorcer* le remembrement. Il faut attirer l'attention des propriétaires sur les inconvénients et les dangers que peut cacher la facilité avec laquelle ils trouveront souvent, faute de concurrence et de contradiction, à rétablir leurs exploitations sans souci des limites, sur les ennuis aussi et les pertes qu'il y aurait pour eux à avoir ensuite à se déplacer, en abandonnant le bénéfice des travaux, des fumures et des labours qu'ils auraient pu faire. Le danger ne sera pas le danger du jour, mais ce sera la menace occulte du lendemain. Tel fut jadis en Lorraine l'expérience de nos ancêtres : aussi longtemps qu'il était resté des terres en friche et que la totalité du finage n'avait pas été reconquise par le travail des habitants, les propriétaires forains ne s'étaient que peu ou point inquiétés de biens-fonds dont ils ne pouvaient tirer aucun

[1] Plus de deux cents dossiers ou registres de remembrement sont conservés aux Archives de Meurthe-et-Moselle (B. 1766 à 1187 et 1822 à 1976). D'autres existent également aux Archives de la Moselle. On peut voir à ce sujet notre étude sur « les remembrements en Lorraine après les guerres du dix-septième siècle » (*Mémoires de la société d'Archéologie lorraine*, 1914-15).

revenu. Mais avec le règne pacifique du duc Léopold, la prospérité avait reparu et chacun avait alors avisé à faire valoir ses droits, d'après les anciens titres. Mais que valaient ces titres et où étaient situées les terres qu'ils concernaient? De ces terres n'y en avait-il pas que les exploitants se trouvaient avoir acquises par prescription? C'est une telle situation qui, notamment en mai 1723, amenait devant la cour souveraine de Lorraine les « maire, habitants et communauté » de Vaudeville[1], pour exposer « que leur ban et finage était demeuré inculte pendant le malheur des guerres, et que depuis lors ceux qui les avaient précédés l'avaient défriché et mis en état, chacun où il a pu et sans avoir égard à la désignation de leurs titres, parce que l'idée en était perdue ». Ils ajoutaient que « cet inconvénient, quoique inévitable en ces temps, leur occasionne journellement des contestations, quoique possesseurs de bonne foi, en ce que plusieurs particuliers, notamment des forains porteurs de titres, viennent journellement les inquiéter sur leurs possessions. » C'est à ces difficultés que le remembrement devait mettre fin.

Aujourd'hui il s'agit, non point de porter remède à une telle situation, mais de la prévenir. A cet effet, il faut qu'il soit formé, dès les premiers temps, entre les habitants, une association syndicale, qui imposera à ses adhérents l'obligation de faire pour chacune de leurs terres une déclaration de reprise de possession et d'exploitation. Nous ne pensons pas que cette obligation puisse par elle-même faire l'objet d'une mesure administrative, ni d'une prescription légale : elle sera bien plus facilement acceptée d'ailleurs si elle est la conséquence d'une adhésion volontaire. Or une telle adhésion sera d'autant plus promptement donnée qu'on aura à faire valoir que le remembrement proposé a pour premier objet la remise en état du terroir et la réfection des chemins d'exploitation, et qu'on pourra même donner la formation de l'association comme la condition même du concours de la main-d'œuvre exotique ou ennemie qui sera nécessaire à cet effet.

Le rétablissement des chemins, leur remise en état de viabilité, est une des premières nécessités qui éclatera aux yeux des intéressés et agira sur eux. Que faire pour rendre la vie au corps chaque fois qu'il est possible, sinon rétablir la circulation? Le réseau des chemins d'exploitation, c'est aujourd'hui en quelque façon pour nos campagnes le système artériel, et il y a lieu de remarquer que, par une omission invraisemblable, il n'est aucune des propositions, hormis celle de M. Marin, qui en parle et qui la

[1] Aujourd'hui canton de Haroué (Meurthe-et-Moselle).

comprenne dans l'objet de la prétendue « reconstitution foncière. »

Le syndicat une fois formé et le remembrement décidé, c'est bien souvent l'administration qui agira sous son couvert. Mais peu importe, puisque sera atteint dès lors le but principal qui est d'attirer sur la question l'attention des habitants et de s'assurer leur concours bénévole.

La préparation se confondra avec la réalisation même dans ces quelques communes de l'Est dont nous avons parlé, puisqu'elles ont un plan cadastral récent et des bornes-repères qui, ayant conservé la triangulation sur le terrain même, permettront de reconstituer tout de suite la superficie. Mais partout ailleurs, il faudra un lever de plan ou tout au moins une triangulation nouvelle. Nous estimons qu'en attendant des opérations techniques qui, sauf en de rares endroits, ne pourront intervenir à temps, il y aura lieu d'établir, d'après les déclarations mêmes, ou d'après l'ancien plan cadastral, un plan provisoire qui, s'il ne donne pas une délimitation exacte et définitive, matérialisera la reprise de possession et la remise en exploitation, en attendant la revision opérée par le remembrement régulier. Ce sera le moment, si quelque heureuse initiative intervient et prend l'affaire en mains, de pousser les intéressés à échanger leurs parcelles, à les réunir, pour en faciliter l'exploitation, et à lotir à nouveau, sans plus attendre, tous les lieux-dits qui s'y prêteront.

Qu'on ne nous accuse pas de compliquer inutilement les opérations : en raison même de l'entreprise et de la difficulté des temps, plans provisoires pour les terres et abris provisoires pour les habitants iront de pair. Le provisoire est aussi inévitable en matière de remembrement qu'en matière de reconstruction. Ce qui importe, c'est que, pour le remembrement, le provisoire se rapproche autant que possible du définitif, et c'est à cela que devront veiller le syndicat, sitôt formé, et l'administration qui lui prêtera son concours.

De l'avis unanime, pour faciliter la formation d'associations syndicales dans les localités dévastées par les faits de la guerre, il est une mesure qui s'impose par dérogation au droit commun, c'est la réduction de la majorité légale, qui devra être seulement de la majorité simple des propriétaires possédant plus de moitié de la superficie [1].

Mais il arrivera sans nul doute que cette majorité, même réduite, ne pourra être atteinte : tel sera le cas dans certains villages entièrement détruits, dont les habitants auront été massacrés ou dispersés. Des survivants, combien, surtout parmi les

[1] Suivant les cas cette majorité est des deux tiers ou des trois quarts (art. 12 de la loi du 21 juin 1865).

moins fortunés, hésiteront à retourner au pays, où ils n'auront rien ou presque rien à retrouver, alors que par ailleurs, dans leur exil, ils auront pu rencontrer quelque occasion de refaire d'un seul coup leur existence bouleversée! Et en ce qui concerne les disparus, combien de fois sera-t-il impossible de retrouver leurs ayants-droit dispersés de tous côtés! Là où il y avait quinze ou vingt exploitants, trois ou quatre seulement répondront à l'appel et reprendront le travail : quelle que soit l'étendue qu'ils donnent à leur exploitation, les trois quarts du finage resteront vacants et sans culture. Ailleurs et surtout dans les communes au nord de Verdun, les habitants, ayant été évacués régulièrement et sans avoir été exposés aux sévices de l'ennemi, pourraient revenir en grand nombre au pays, mais qu'y feraient-ils et de quoi vivraient-ils? Le sol de leurs finages est tellement fouillé, retourné, déchiré, qu'à vrai dire la terre est morte, et qu'elle serait à jamais incapable de rien produire si le reboisement n'était là pour la reconstituer lentement et lui rendre lentement la vie.

Que pourrait donc faire alors la commission de reconstitution foncière que prévoient certaines propositions législatives? Quelles que soient sa nature et sa composition, qu'elle soit élective ou administrative, communale, cantonale ou départementale, quel serait son rôle, et comment répartirait-elle les terres, du moment qu'il n'y aurait plus assez d'habitants pour les cultiver, ou plus assez de sol cultivable pour assurer leur travail et leur subsistance?

A la vérité, c'est une entreprise de bien autre envergure qui s'imposera alors, c'est la création d'un *Office national de reconstitution foncière*, ou pour mieux dire de *colonisation intérieure*, dont nous apercevons la première amorce dans le Service Spécial de reconstitution établi au ministère de l'intérieur. Cet Office aurait pour domaine toutes les communes où, par suite de l'état du territoire ou de la disparition plus ou moins complète des habitants, la reprise de la vie locale serait de prime abord irréalisable. Il aurait à rechercher les ayants-droit et, chaque fois que pour telle ou telle cause leur retour au pays serait impossible, à faire l'acquisition de leurs terres, payables par un faible acompte au comptant et, pour le surplus, à longue échéance sur les recettes à prévoir. Il lui faudrait en même temps traiter avec les quelques habitants qui seraient là pour reconnaître leur lot de terres et le délimiter d'un commun accord. A cet Office reviendraient encore, par représentation de l'Etat, les biens vacants, et Dieu sait s'ils seront nombreux après la disparition de tant de familles anéanties par la guerre et par la barbarie de l'ennemi!

Son domaine étant ainsi défini, l'Office aurait choix, suivant les

cas, entre deux partis : il aurait, soit à livrer le terrain à l'Administration des Forêts pour le reboiser, soit à le concéder en toute propriété, payable par annuités, en assurant, au besoin et à titre d'avance aux concessionnaires, toute l'assistance nécessaire, telle que les fournitures de semences, d'instruments, de bétail et d'engrais. Les premiers concessionnaires seraient tout naturellement les habitants des divers villages dont le territoire, reconnu pour longtemps inexploitable, aurait été livré au reboisement; ce serait une vaste opération d'échange qui serait ainsi réalisée. L'Office pourrait aussi provoquer et favoriser les demandes d'anciens militaires, surtout celles des mutilés, après rééducation agricole. Son champ d'action s'étendrait enfin à tous les détails de la reconstitution de la vie locale, et il aurait, dans les communes de son domaine, à s'occuper de la reconstruction des habitations et des bâtiments agricoles destinés aux concessionnaires, non moins que de la remise en culture des terres.

Si la colonisation intérieure est encore inconnue chez nous, il est, au contraire, bien peu de pays en Europe où elle ne soit aujourd'hui pratiquée, organisée ou tout au moins projetée.

En Russie, la Banque foncière des paysans est une institution déjà ancienne, qui a pour but principal de peupler les *latifundia* possédés par l'Etat ou la noblesse en les répartissant entre les paysans.

En Prusse, l' « Office royal de colonisation », de même que les Sociétés de colonisation de Hesse, de Saxe, de Mecklembourg, etc., remplit un rôle analogue : il constitue de petites propriétés rurales qu'il afferme ou qu'il vend suivant les cas. C'est ce qu'on appelle la « colonisation à l'intérieur ». Le gouvernement a fait voter 726 millions de marks pour y aider. Il s'inspire, il est vrai, d'une idée de germanisation en face de la résistance polonaise et ses résultats sont très discutés.

La législation anglaise a précédé dans cette voie la législation prussienne. La création des cottages ouvriers était prévue dès 1819, mais elle n'a reçu son extension qu'avec les lois spéciales de 1882, 1887, 1890 et surtout avec celles de 1892 et 1907 (les *small holdings Acts*).

En Danemark, une Société d'intérêt public, le *Hedeselkab*, défriche les landes du Jutland; suivant les cas, elle les reboise ou les livre à la petite culture. De son côté, la Norvège a voté une loi du 9 juin 1903, sur la colonisation rurale. La Suède a suivi de près son exemple, avec la loi du 17 juin 1904.

On retrouve des dispositions analogues en Hongrie, depuis 1894; en Roumanie, en Autriche, pour la Galicie et la Bukovine, en Espagne, depuis 1907 et 1908. L'Italie et la Hollande préparaient

des projets de loi dans le même sens au moment de la guerre.

Au fait, la France elle-même n'est-elle pas entrée dans le mouvement, avec les lois du 10 avril 1908, sur la petite propriété, du 12 juillet 1909, sur le bien de famille, du 19 mars 1910, sur le crédit agricole à long terme, qui toutes tendent à faciliter la constitution, l'acquisition ou le maintien des petites exploitations rurales? Il ne semble pas douteux que le dépeuplement de nos campagnes, accru encore par les maux de la guerre, ne pousse bientôt le gouvernement à aller plus avant et à organiser à son tour la « colonisation intérieure ».

*
* *

Nous connaissons maintenant le remembrement, opération qui, par sa nature, ses procédés et son organisation, répond aussi bien aux nécessités imposées par la guerre qu'aux conditions normales de l'agriculture moderne : il nous reste à placer en regard la véritable *reconstitution foncière*, opération essentiellement distincte, procédure spéciale et exceptionnelle, comme les circonstances mêmes qui vont lui donner naissance.

Pas plus que l'opération jumelle qu'est pour lui le renouvellement du cadastre, le remembrement des terres n'a pour objet le droit de propriété lui-même : il n'a pas à l'examiner, à le reviser, à le consolider. Son entreprise s'arrête au seul fait de la possession, à la question des limites de la propriété et de sa contenance; elle ne va pas au delà. Que le possesseur d'une terre justifie de la possession de telle contenance, peu importe la valeur de son titre et le fondement de son droit, il sera inscrit pour cette contenance sur l'état général des propriétés à remembrer. Et pourtant, dans nos régions dévastées, ce n'est pas seulement la possession qui a été atteinte par la disparition des limites ou l'exploitation qui est devenue impraticable par le bouleversement des terres; en bien des cas, c'est le droit de propriété lui-même qu'il faudra reconstituer par suite de l'anéantissement des titres fonciers.

Les mutations par actes sous seings privés étaient très fréquentes, surtout dans les campagnes morcelées; les habitants conservaient ces actes chez eux, avec les grosses et les expéditions notariées. Tout a été détruit en même temps que l'habitation, et il n'en restera nulle trace, lorsque par surcroît, au chef-lieu de canton, le bureau d'enregistrement aura subi le même sort.

D'autre part, on compte par dizaines les études de notaire dont les minutes ont été anéanties.

Dommage plus redoutable encore, les conservations d'hypothèques elles-mêmes n'ont pas échappé à la destruction, en sorte qu'il est

certains cantons où les propriétaires ne retrouveront pas la moindre pièce qui puisse faire preuve et rétablir leurs droits.

Ailleurs, la destruction sera sans doute moins générale : tout ou partie des archives, soit des notaires, soit de l'enregistrement, soit des conservations, aura pu être sauvé, mais pour être moins étendu, le dommage n'en sera pas moins très grave. Il importe dès maintenant de veiller à le réparer.

L'intervention de la loi s'impose ici, non moins que pour le remembrement. La reconstitution foncière rendra à la propriété son état juridique, de même que le remembrement en rétablira l'identité topographique et la détermination physique.

Comment organiser la reconstitution foncière? Faut-il improviser de toutes pièces une organisation spéciale? Du moins n'avons-nous pas sous la main tous les éléments de cette organisation? Ces éléments ressortent de la situation même : c'est d'abord une déclaration à faire devant notaire par tout ayant-droit, analogue à la déclaration exigée en cas de perte de valeur mobilière. C'est ensuite la publication qui, en portant cette déclaration à la connaissance des tiers, leur permettra, s'il y a lieu, de la contredire ou de la compléter. C'est enfin la réunion des diverses déclarations faites dans une même circonscription et leur concentration entre les mains d'un même agent qui en assurera la conservation et la publicité permanente. Cet agent sera-t-il, comme par le passé, le conservateur des hypothèques? Ou bien ne serait-ce pas l'occasion d'inaugurer enfin la réforme de notre régime foncier, et d'introduire chez nous le livre foncier, en faisant profiter tout d'abord nos régions éprouvées d'une institution que nous allons trouver en Alsace-Lorraine, fonctionnant depuis plus de vingt ans, à la satisfaction de tous?

Le spectacle des ruines accumulées par l'ennemi est à bon droit l'aliment inépuisable de notre haine vengeresse : il doit être aussi pour nous la source des énergies réparatrices. Est-il à la vérité plus juste sentiment et plus noble impatience que l'empressement de tant d'esprits généreux à devancer les événements et à préparer dès aujourd'hui les lendemains de la guerre? Mais prenons garde au mirage des conceptions abstraites et des réglementations théoriques, vaines apparences qui s'évanouiront au premier heurt de la réalité, châteaux de cartes qui s'écrouleront à la première brise de nos campagnes. Sachons plutôt nous plier à la maîtrise des faits et acceptons-les dans leur inévitable complexité.

Le remembrement de nos finages bouleversés et la reconstitution de la propriété sont une œuvre complexe et de longue haleine,

qui doit accompagner et suivre la remise en culture et la reprise de l'exploitation, mais qui ne peut les précéder. Sa nécessité, hormis celle des travaux collectifs, renivellement des terrains et réfection des chemins, pourra de prime abord échapper aux intéressés, comme elle échappa jadis à nos ancêtres lorrains. Tant d'autres soins les solliciteront alors : reconstruction des habitations et des bâtiments agricoles, reconstitution du cheptel, du matériel et de l'exploitation ! Il sera bon de poser la question sans délai et d'amorcer le remembrement ; mais pour le mener à bonne fin, il faudra bien compter ensuite sur l'œuvre du temps, qui seule peut compenser la pénurie des opérateurs et assurer aux opérations la précision nécessaire. Il n'est aucune formule législative, aucune commission administrative qui, en devançant les faits et en triomphant de leur naturelle complexité, puisse d'un seul coup remembrer nos finages et reconstituer leur superficie.

La terre de France est, sur toute la zone du front, sœur de nos grands blessés : elle a, comme eux, ses blessures profondes qu'il faut panser sans délai. Mais le pansement fait, sachons attendre que la nature fasse son œuvre, et ne nous hâtons pas de recourir à l'orthopédie, qui n'en sera jamais que l'impuissante imitation.

Le remembrement de la propriété rurale n'est pas seulement un remède pour nos campagnes dévastées, c'est aussi un régime nouveau qui s'impose à l'ensemble de nos régions morcelées. C'est seulement par la précision des limites, par la création des chemins, par la réunion des parcelles, que les exploitations, enfin libérées de la routine communautaire, parviendront à la pleine indépendance qui est pour elles la condition de progrès.

Seule peut-être de toutes les nations qui comptent sur leur territoire des régions morcelées, la France n'avait pas jusqu'à ce jour sa législation du remembrement, et c'est en vain que, de génération en génération, la réclamaient certains esprits avertis. Il a fallu les bouleversements de la guerre, les dangers de la crise agricole, pour faire surgir les propositions et exciter l'attention du Parlement. Le remembrement est maintenant à l'ordre du jour : puisse-t-il y rester jusqu'à pleine réalisation, et recevoir dans toute son étendue l'organisation et les applications nécessaires ! En reconstituant avec méthode la propriété rurale dans nos régions dévastées, en la renouvelant dans l'ensemble de nos régions morcelées, le remembrement prendra place dans nos annales parmi les témoignages de la clairvoyance et de l'énergie avec lesquelles notre génération, si cruellement éprouvée, a su se ressaisir et assurer, au milieu même des pires calamités, la prospérité du lendemain.

G. Hottenger.

LE SOUS

Dans ce Maroc encore mal connu, où les esprits travaillent sur le moindre fait, aussitôt amplifié par l'imagination des indigènes, la crédulité bon enfant du troupier et l'avidité des spéculateurs, il est un mot, un petit nom de pays qui suffit, dès qu'il entre dans la conversation, à provoquer les commentaires enthousiastes, les descriptions mirifiques, les promesses alléchantes d'enrichissement rapide et de repos dans des villes aimables, qui évoque une sorte d'Eden et de Terre promise... Ce pays, cette région fortunée, c'est le Sous, au sud du Grand-Atlas, avec la rade d'Agadir comme débouché sur la mer et d'énormes richesses naturelles dans son sol et son sous-sol, si l'on croit les orateurs et les bavards qui n'y sont jamais allés.

Au moment où pour la première fois des troupes françaises viennent d'entrer dans le Sous, jusque-là tenu par des caïds alliés, il convient de décrire ce domaine nouveau avec quelque précision et surtout beaucoup moins d'emphase. Car le Sous est certes l'une des régions les plus intéressantes du Maroc, mais on a beaucoup exagéré sa richesse agricole, et surtout on a répandu bien des romans sur ses ressources minières, qui sont encore mal connues.

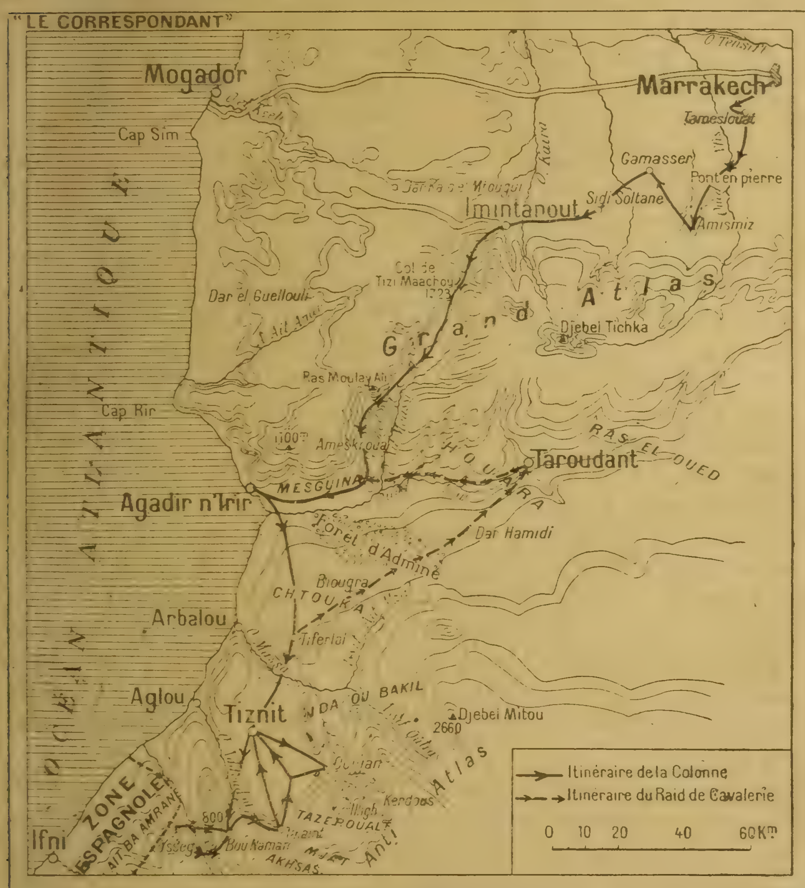
Après avoir esquissé une description physique du pays, nous retracerons son histoire, en particulier durant ces dernières années, de façon à faire comprendre sa situation actuelle et l'importance de l'expédition qui vient d'y asseoir notre influence.

Le Sous est actuellement la marche sud de notre protectorat marocain ; il pourra dans vingt ans devenir l'une des plus riches régions de ce protectorat, mais ce serait folie que de vouloir dès maintenant y établir des entreprises européennes : le Sous est encore un pays frontière, où la chose militaire passe avant tout. Très dangereux seraient les trafiquants qui essaieraient de profiter immédiatement de la conquête. Il convient par-dessus tout d'opérer avec prudence et sans précipitation dans un pays qui

possède déjà une population très intelligente, très active et très dense.

*
* *

La plaine du Sous s'étend entre le Grand-Atlas et l'Anti-Atlas, à droite et surtout à gauche du fleuve Sous.



La vallée de l'oued Sous court d'Aoulouz à Agadir sur 140 kilomètres de longueur, avec une largeur moyenne de 35 kilomètres. Mais ce que les indigènes appellent communément le Sous s'étend beaucoup plus loin, du Grand-Atlas à l'oued Noun, occupant approximativement l'étendue de trois ou quatre de nos départements français.

Ce Sous n'est pas une terre une; il faut distinguer au moins quatre régions dont la fertilité et la richesse ne sont point égales :

d'abord la partie supérieure de la vallée, le Ras el Oued (tête de la rivière), puis la partie de la vallée en aval de Taroudant, plus au sud, le pays des Chtouka, et enfin tout à fait au sud l'azaghar (on prononce l'azarar) de Tiznit.

Le Ras el Oued est la partie la plus riche du Sous. C'est une large vallée, très fertile aux points irrigués, possédant des oliveraies importantes. Les eaux de l'oued Sous y sont captées pour l'irrigation. Dès qu'elles réapparaissent par infiltration, elles sont utilisées à nouveau et l'on peut dire que ce n'est qu'en deçà du Ras el Oued que l'oued Sous est définitivement constitué comme cours d'eau régulier.

Le Ras el Oued finit vers Taroudant. Plus bas, nous trouvons les territoires des Haouara, des Mesguina et des Ksima, où la vallée s'élargit, mais où les parties irriguées sont moins importantes. L'hiver, à partir d'Azrou, le fleuve a de quinze à vingt mètres de largeur et n'est guéable que par endroits. Mais l'été, le volume d'eau de l'oued est infime, et en amont d'Azrou il est presque toujours à sec durant la saison chaude.

Au sud de la vallée, il faut distinguer la montagne où, à part quelques minces vallées, la région manque d'eau, et la plaine qui est le territoire des Chtouka, et dont la fertilité est très inégale. On trouve ici de maigres champs d'orge mêlés à de grandes étendues incultes d'un bled pierreux, des forêts d'arganier, qui est un arbre spécial au Sous, au Grand-Atlas et à la région de Mogador, et enfin de rares villages entourés de figuiers de Barbarie dont le fruit séché constitue une ressource pour l'alimentation des habitants. Ces villages possèdent des puits dont l'eau sert à arroser quelques semis de légumes... Les Chtoukas au total ne sont pas très riches.

Plus fortuné est l'azaghar de Tiznit qui nourrit de 18 à 20 000 habitants : deux oasis principales, Tiznit et Talaïnt, possèdent des sources d'un débit constant[1]. Là des jardins, des champs de céréales sont soigneusement entretenus par leurs possesseurs. Entre les oasis, c'est encore le bled délaissé et des champs d'orge, d'un rendement très incertain.

Le sol du Sous tout entier est formé en majeure partie d'une terre assez légère, fertile dès qu'elle est arrosée, mais qui ne l'est pas tous les ans, ni dans toutes les parties.

La partie cultivée est de un sixième au maximum de la surface totale. Elle pourrait, semble-t-il, être augmentée par une irrigation meilleure et par une utilisation méthodique de la nappe

[1] L'oasis d'Ouïjan est la limite de l'azaghar, au pied de la montagne, mais déjà chez les Ida ou Bakhil.

d'eau souterraine, que l'on atteint à 12 et 14 mètres de profondeur. Les puits actuellement forés ne donnent en effet de l'eau qu'à la corde et dans des peaux de bouc : un bœuf faisant perpétuellement des allées et venues sur une pente inclinée tire la corde enroulée à un treuil. Ce procédé primitif est fait pour plaire au touriste par son pittoresque naïf, mais il donne des résultats médiocres, et des norias actionnées par la brise de mer, très fréquente dans la partie ouest du Sous, auraient certainement un rendement plus considérable et plus fructueux (à moins qu'elles n'épuisent rapidement la nappe d'eau souterraine, comme cela s'est vu à Ouargla).

La principale culture est l'orge, dont la production est très diminuée les années sans eau ou lorsque les sauterelles sont abondantes, ce qui n'est pas très rare. Viennent ensuite le maïs, le mil à balai, des cultures maraîchères autour des douars (carottes, patates, haricots, aubergines, pastèques, fèves...), des arbres fruitiers, l'amandier, et dans les oasis les oliviers et les palmiers-dattiers, puis en moins grand nombre des figuiers, grenadiers, orangers, abricotiers et caroubiers. Mais l'arbre le plus abondant est peut-être l'arganier, dont le fruit donne une huile très estimée dans le pays.

On exporte des amandes, de l'huile, de la cire, de très beaux bœufs et des peaux du Ras el Oued. Les importations principales sont le sucre, le thé, les cotonnades. On fabrique encore dans la montagne quelques poignards et poires à poudre d'un assez beau travail, mais en très petit nombre.

Ce qui pourrait faire du Sous une région privilégiée et ce qui a jusqu'ici surtout frappé les esprits, c'est la présence de minerais divers dans le Sous et l'Anti-Atlas.

La région minéralisée part du Djebel Siroua, au point où l'Anti-Atlas rejoint le Grand-Atlas, et va jusqu'aux Sbouia, à l'Océan, c'est-à-dire qu'elle occupe tout l'Anti-Atlas. Mais la question reste encore fort obscure : on sait que les Sultans ont exploité des mines de plomb dans le Djebel Resas, au sud de Tiznit, et des mines de cuivre au-dessus de Taroudant ; la légende veut même que les Portugais aient eu des exploitations dans la région ; certains disent aussi qu'il y a de l'or, mais on n'en a jamais vu la couleur... Quant à l'emplacement exact d'autres gisements, à leur teneur, à la valeur des minerais, à la longueur des filons, on est réduit aux conjectures. Et comme les imaginatifs sont très nombreux parmi les prospecteurs, comme ils sont aussi bien à l'affût du capitaliste naïf qui écoutera leurs romans que du minerai qui pourrait les enrichir, comme d'autre part très rares sont les

Européens qui ont séjourné dans le Sous, nous pouvons nous attendre à voir se monter prochainement un très grand nombre d'affaires ayant trait à des mines dans le Sous. Le moins que l'on puisse dire est que ces affaires ne semblent pas encore pouvoir être établies sur des bases très sûres.

Pour l'instant surtout, le Sous n'est pas un pays très riche, sans être toutefois comparable à ces régions déshéritées du Maroc où l'on ne trouve que du caillou. Des troubles intérieurs constants ont entravé toute possibilité de développement réel. Et le Sous, qui compte 6 à 700 000 habitants (en grande partie chleuhs), est surtout actuellement un grand exportateur d'hommes. Le Soussi voyage très facilement hors de son pays : 50 pour 100 de nos tirailleurs marocains sont Soussis; on rencontre nombre de Soussis dans les mines d'Algérie et de Tunisie; et dès maintenant il existe dans le Sous des indigènes qui sont allés travailler dans nos ports et nos usines et qui sont décidés à y revenir pour gagner un salaire supérieur et amasser de quoi acheter de la terre et fonder une famille chez eux.

Le Sous continuera à être légendaire dans tout le Maroc, même lorsque nous l'aurons mieux étudié : on vivra toujours sur les récits d'autrefois, du temps où les Sultans interdisaient le Sous aux Européens et où ils avaient fait planter, dit-on, des cannes à sucre et du coton dans la vallée; les indigènes raconteront sans cesse leurs petits romans miniers. Mais pour rester dans le domaine de la réalité, nous n'avons à considérer, durant quelques années du moins, le Sous que comme un réservoir d'hommes, manouvriers ou soldats, qui peuvent nous aider dans notre travail de reconstitution de la France après la guerre.

*
* *

Le Sous a deux centres : Taroudant et Tiznit, et un petit port : Agadir.

Taroudant (le mot vient de *roudan* [1], tas de terre, et il y a en effet des monticules autour de la ville) est l'une des plus vieilles villes du Maroc, mais qui a perdu beaucoup de son importance avec les troubles politiques et depuis que, il y a une centaine d'années, les Sultans ont interdit l'accès de la rade d'Agadir. Taroudant compte actuellement de 5 à 6 000 habitants. C'est une ville très étendue, entourée par 8 kilomètres de remparts très solides.

Mais que l'on ne se figure pas une ville à l'européenne, avec

[1] Les habitants de Taroudant s'appellent les Roudani.

des rues régulières, un alignement et de la continuité dans les quartiers. Elle est formée plutôt de petites agglomérations séparées par des champs et des jardins et qui n'occupent qu'une partie des terres encloses. Il s'y fait un petit commerce local et la vie y est médiocre et tranquille.

Mêmes aspects, mêmes caractères à Tiznit qui est une ville militaire, fondée en 1882 par le sultan Moulay-Hassan. 3000 habitants y tiennent à l'aise.

Agadir, la Santa-Cruz de Cap d'Aguer (cap Ghir ou cap Rir) des Portugais, s'appelle en réalité Agadir n'Irir, ce qui veut dire en chleuh forteresse de l'éperon ou du coteau, et en effet Agadir est un étroit bastion juché sur un rocher tombant à pic de 220 mètres dans la mer ; le Grand-Atlas vient ici finir dans l'Océan.

Agadir, avec ses 500 habitants et au pied du coteau la bourgade de Founti qui en compte autant, est bien déchu de son ancienne importance. Il fut un temps où un aqueduc amenait l'eau d'Aoulouz à Agadir[1]. Cet aqueduc de 140 kilomètres de longueur fut démoli par un khalifat du Sultan. Aujourd'hui Agadir n'est qu'une rade foraine avec un embryon de jetée où l'on a beaucoup travaillé pour construire une base future à nos établissements du Sous. Et l'on se rappelle en se promenant sur le port ensoleillé, rafraîchi par le vent du large, que cette obscure cité a été l'une de celles dont le nom a été prononcé dans le monde entier lorsque les Allemands vinrent y affirmer, en débarquant quelques marins de la *Panther*, qu'ils étaient prêts à tout risquer pour devenir les maîtres du monde.

Les villes et villages du Sous ont ceci de commun qu'ils sont tous bâtis en terre battue, en pisé d'un vieux rose adouci. Les maisons n'ont pas de fenêtres, elles affectent de loin des airs de forteresse. De près, on aperçoit parfois l'usure lente produite par la pluie et le sirocco, car on ne répare pas ici : lorsqu'un mur ou la façade d'une maison menace de s'écrouler, on creuse un trou et l'on édifie une nouvelle demeure dans le champ voisin. Ce qui fait que les villes et villages sont toujours un mélange de ruines et de maisons habitées.

Plus aimables que les villages eux-mêmes sont ces champs d'orge épais des oasis, séparés par de petites murettes, percées de portes basses que ferme une serrure de bois. Là, une exquise fraîcheur nous accueille sous les oliviers et les palmiers, et près des séguias où roule un filet d'eau transparente on retrouve le merle qui siffle et le pic discoureur des forêts d'Europe,

[1] Cet aqueduc est certainement antérieur aux Almohades.

à côté de la tourterelle dont la plainte ne s'arrête jamais...

Les Soussis qui habitent ces oasis et ces villes sont presque tous berbères (un quinzième de la population environ est d'origine arabe); ils parlent le chleuh[1], mais beaucoup comprennent l'arabe. Ils sont fort intelligents et avisés, parfois même trop subtils et quelque peu menteurs. Leur type est très beau et leurs femmes sont renommés dans tout le Maroc. On rencontre nombre de nègres chez eux, car le Sous est sur la route du Sahara, d'où venaient les esclaves, et les sangs-mêlés ne sont pas rares parmi les Soussis.

*
* *

Le Sous a toujours été l'une des régions du Maroc les moins connues. L'autorité maghzen y était reconnue en principe, mais elle ne s'y faisait pas toujours sentir avec la même force. On peut même dire que depuis un demi-siècle cette autorité ne donnait son plein fruit que dans les moments où le maghzen envoyait de grandes harkas dans la région, commandées soit par les sultans eux-mêmes, soit par leurs khalifats. Les plus récentes et les plus retentissantes de ces harkas ont été celles du sultan Moulay-Hassan et les opérations du caïd Saïd el Guellouli et du caïd Inflous. Ces harkas séjournaient quelque peu dans le pays, livraient bataille aux dissidents, pillaient leurs villages, puis revenaient vers Marrakech ou Fez, laissant parfois des garnisons; mais les forces maghzen étant armées et combattant de la même façon que les bandes dissidentes, il n'y avait jamais écrasement total des adversaires du pouvoir central. Sitôt la harka partie, l'anarchie recommençait et au total l'autorité du maghzen y resta toujours assez précaire.

La partie du Sous qui demeura à peu près soumise au maghzen depuis une cinquantaine d'années était le noyau formé par Taroudant et le Ras el Oued. Cependant en 1903, pendant la campagne contre Bou Amar à Taza, dans le nord du Maroc, tous les caïds du Sous ayant été convoqués avec leurs harkas pour lutter contre l'usurpateur, un grand mouvement de siba[2] souleva tout le pays, et toutes les kasbahs des caïds furent pillées, à l'exception de

[1] Le capitaine Justinard, dans son *Manuel de Berbère marocain (dialecte chleuh)*, Paris (Guilmoto) 1914, nous a donné l'unique livre que nous ayons sur la langue parlée dans l'Atlas et le Sous.

[2] On distinguait jadis, au Maroc, le *bled maghzen* où l'autorité du sultan, c'est-à-dire du gouvernement maghzen, était acceptée par la population, et le *bled es siba* ou pays en révolte, en dissidence, dans lequel ce pouvoir était sans puissance et où l'administration maghzen ne recueillait aucun impôt.

celle de Haïda ou Mouis, caïd de Taroudant. Celle-ci fut sauvée par l'énergique défense des enfants du caïd, sous le commandement de son fils aîné Ahmed, qui fut tué dans les combats qui suivirent la rentrée de Haïda. Celui-ci, très énergique et très beau guerrier, par son courage et sa persévérance, parvint à faire régner à nouveau l'ordre dans le Ras el Oued.

Depuis lors, l'autorité du Sultan fut reconnue à peu près continuellement dans cette région. Toutefois, en 1910, après la mort du caïd Hadj Driss, des Ouled Yaya, le pacha de Marrakech, El Hadj Thami el Glaoui, se lança avec une harka dans le Ras el Oued pour tenter d'abattre le caïd Si Larbi Derdouri, qui n'était pas très profondément maghzen et dont les domaines lui semblaient agréables à posséder.

En 1911, la disgrâce du grand vizir Si el Madani el Glaoui amena le remplacement de son frère Si el Hadj Thami comme pacha de Marrakech par Si Driss ould Menou, qui voulut gouverner directement certaines parties du Ras el Oued par de simples khalifats, ses créatures.

Ce fut une faute, car les caïds ne s'intéressèrent plus autant au maintien de l'ordre, et l'on put mesurer de quel poids était leur semi-abstention, lorsque quelques mois plus tard on vit s'étendre brusquement la siba du mouvement hibiste.

Au début de 1911, les Allemands firent leur apparition à Taroudant, où le nouveau caïd El Kaba fut immédiatement inféodé à leur coterie. Cette première expédition était dirigée par le docteur Dorbinghaus. Un de nos compatriotes, arrivé en même temps qu'eux, comprit en les voyant agir que ces Allemands ne se bornaient pas à faire des affaires commerciales et industrielles dans le Sous, mais cherchaient aussi à se créer des relations politiques [1]. Il avait vu juste ; ces menées, qui étaient en même temps étudiées et contrecarrées par M. Kouri, notre consul à Mogador, étaient très exactement une sorte de prélude de l'affaire d'Agadir.

A force d'argent et de promesses, les Allemands de Dorbinghaus, ainsi que le groupe de Hermann qui opérait également dans le Ras el Oued, étaient parvenus à se faire une clientèle. Mais réfugié chez le vieil et honnête Haïda ou Mouis, notre compatriote s'efforçait de persuader aux Soussis et à Haïda en particulier que tout ce bluff allemand n'était que du vent. Le curieux est qu'il y parvint.

Au moment d'Agadir, un commerçant allemand très influent à Mogador, le nommé Marx, écrivit à tous les caïds pour les inviter à se présenter au commandant du *Berlin*, qui avait succédé à la

[1] Consulter la lettre qu'il écrivit sur ce sujet et qui fut publiée par M. Ladreit de La Charrière dans le *Temps* du 5 juillet 1911.

Panther. Ces lettres étaient d'ailleurs contresignées par le consul d'Allemagne à Mogador. Sur les conseils de Haïda, les chefs maghzen tout au moins ne se rendirent pas à cette invitation.

Au mois de septembre 1911 arriva brusquement dans le Ras el Oued et à Taroudant la mission Otto Mannesmann, composée d'employés de la maison Mannesmann frères, de Düsseldorf, du rédacteur du journal allemand de Tanger et de différents commerçants allemands de la côte marocaine, en tout quatorze personnes, suivies de quantité de chevaux de main, d'animaux porteurs et de domestiques indigènes, appareil bien fait pour frapper l'imagination des Soussis qui adorent tout ce qui indique le luxe et la richesse, justement parce qu'ils ne les possèdent pas. La mission Mannesmann apportait des marchandises, mais surtout de nombreux cadeaux. Elle faisait presque exclusivement de la politique, tout en s'occupant d'achats de terrains agricoles et miniers, achats traités presque exclusivement par avances sur titres. (Les Mannesmann se faisaient donner des promesses de vente sur tous les terrains qu'on leur offrait; ce qu'ils désiraient en effet, c'était une quantité de titres de propriété, quelle que fût leur valeur réelle.)

Otto Mannesmann, à qui s'adjoignit rapidement son frère Robert, mort en 1912 à Safi, se mit et demeura en relations avec plusieurs caïds du Ras el Oued. A ce moment nous aurions pu perdre beaucoup de terrain, si les Allemands de la mission s'étaient montrés réellement adroits. Mais avec leur caporalisme éternel, ils ne comprenaient rien à l'esprit ni aux mœurs des indigènes, et à côté de choses qui auraient pu leur amener beaucoup de sympathies, ils commettaient des impairs et des erreurs qui éloignaient bien des gens. Surtout ils manquèrent de subtilité et ne surent pas choisir leurs hommes, qui étaient pour la plupart des commerçants beaucoup plus que des politiques. C'est ainsi que, dans les premiers temps de leur séjour au Sous, les Allemands s'occupèrent indistinctement de tous les caïds de la région, quelle que fût leur importance. Bientôt ils s'aperçurent que la cheville ouvrière de toute combinaison ne pouvait être que Haïda ou Mouis : ils multiplièrent alors les avances pour l'amener dans leur camp. Malgré tout ils ne purent y parvenir [1]; et au moment

[1] Haïda ou Mouis, sorti d'une bonne famille des Menabba, avait été fait, comme l'on dit au Maroc, c'est-à-dire élevé aux honneurs par le caïd Si Taïeb el Goundafi, qui voulait l'opposer aux Glaoua, ses grands rivaux. Mais le Goundafi, qui a parfois des sautes d'humeur, s'étant brouillé avec Haïda, celui-ci passa aux Glaoua, qui le soutinrent de leur énorme pouvoir. Haïda, lorsque les Allemands arrivèrent, suivit les indications des

où El Hiba, le madhi, se fit proclamer sultan à Tiznit, Haïda, caïd des Menabba, demeurait toujours fidèle à ses amis les Français.

A dater de ce jour l'histoire du Sous se confond avec celle du madhi. En ces premiers mois de 1912, le sultan Moulay Hafid vient de conclure le traité de protectorat avec la France, le Maroc presque tout entier est en siba, l'émeute va ensanglanter les rues de Fez, et le maître de l'heure, le madhi El Hiba, fils d'un marabout saharien vénéré, annonce aux Marocains du Sud qu'il est le sauveur des musulmans, celui qui chassera l'Européen, le roumi, celui qui prendra le pouvoir, l'établira sur les seules justes bases, qui sont religieuses, et supprimera l'impôt. Le mouvement hibiste va se propager brusquement, envahir tout le Maroc du Sud, mêlant à la fois guerre de religion et soulèvement populaire, les Albigeois et la Jacquerie.

Cependant, — par un prodige qui va nous faire entrevoir immédiatement les relations profondes qui existaient dès le début entre le mouvement hibiste et la propagande allemande, — les cinq Allemands de Mannesmann demeurés à Taroudant sont respectés par les hordes du madhi, lorsqu'elles entrent dans la ville. Le frère de El Hiba leur fournit une escorte qui les protège et les amène sains et saufs jusqu'à Agadir, au milieu de l'une des plus formidables explosions de fanatisme anti-européen qu'ait connues l'Islam. D'Agadir le caïd hibiste Abderraman el Guellouli fait parvenir les Allemands sans encombre à Mogador. Tandis que, quelques jours plus tard, nos compatriotes sont emprisonnés par le rogui (rogui veut dire prétendant, usurpateur) à Marrakech et menacés presque de mort.

On connaît, par ailleurs, les événements qui suivirent cette entrée de El Hiba à Marrakech : les caïds maghzen obligés de pactiser avec lui pour ne pas être renversés par le flot populaire, la marche rapide de la colonne Mangin, qui bat El Hiba à Sidi-Bou-Othman, le 6 septembre 1912, et entre quelques jours plus tard à Marrakech. Le madhi s'enfuit à Taroudant.

Désormais Haïda ou Mouis, à la tête de nos partisans, va combattre avec énergie pour reconquérir le Sous sur le rogui. Sa valeur a été comprise par celui qui va devenir le commandant de la région de Marrakech : le colonel, depuis général de Lamothe applique au Sous la politique d'utilisation des forces indigènes qui, avec trois bataillons, va faire de lui le chef et le maître de toute la moitié sud du Maroc. Non seulement il fournit à Haïda

Glaoua, avec lesquels il avait partie liée. D'ailleurs Haïda, vieux soldat et homme de sens rassis, fut rebuté par les avances excessives des Allemands : il les trouvait trop obséquieux pour être honnêtes.

des directives et des armes, mais encore il envoie à son secours les harkas purement indigènes qu'il a formées dans la région de Marrakech.

Il faut avoir vu ces harkas entièrement composées d'indigènes, piétons ou cavaliers, levés par les grands caïds locaux : El Hadj Thami el Glaoui, magnifique seigneur sensuel et guerrier; Si Madani el Glaoui, l'homme d'Etat de la famille, le grand modérateur des passions et des rivalités de ces féodaux toujours en compétition; Si Taïeb el Goundafi, beau vieillard à la figure douce, à la barbe chenue, capable cependant de toutes les audaces, de tous les coups d'énergie et même de toutes les colères; Si Abd el Maleck el M'Tougui, si madré, si fin, sous sa rude écorce de seigneur terrien; El Ayadi, le soldat de fortune... Il faut avoir vu ces déboulés de toute une troupe de cavaliers chargeant le général qui arrive calme sur son cheval et s'arrêtant en ligne, grands drapeaux déployés dans une buée d'or, de poudre et de lumière. Il faut avoir vu ces piétons sur la piste, sans autre poids sur eux que la chemise et la djellaba de laine, le fusil et la sacoche à cartouches, courant sans arrêt, souples, lestes, jamais tristes, jamais déçus, toujours prêts à la lutte, à la marche et au baroud. Il faut surtout les avoir vus au combat, ne luttant point, certes, avec nos procédés, mais pleins de feu, d'audace, piétons et cavaliers, de vrais guerriers, hommes de poudre avant que d'être nés. A Ouijan, le 24 mars 1917, les cavaliers du Goundafi chargeaient contre un mur de $1^m,40$, collaient leur cheval contre le mur et tiraient calmement du haut de leur selle par-dessus le mur; les piétons, eux, s'étaient mis devant les créneaux et les bouchaient avec le canon de leur fusil, tirant contre l'homme qui occupait l'autre bout du créneau; ils nous arrachèrent des cris d'admiration.

La constitution de ces harkas, le perfectionnement de leur armement, leur emploi méthodique permirent de lutter victorieusement contre El Hiba pendant plusieurs années sans engager le prestige personnel des Français, sans risquer la peau d'un seul de nos soldats. En même temps, la lutte dans le Sous ne prenait pas ce caractère d'acuité qu'elle acquiert dès que nous autres Européens entrons en jeu. Entre musulmans, en effet, il ne s'agit ni d'une question de race, ni de haine de religion. On se bat le matin, mais le soir même des envoyés du vaincu viennent prendre le thé dans la tente du vainqueur, et l'on discute, sans colère, les conditions de paix. Cela est peut-être difficile à comprendre pour un Européen, mais l'on n'a qu'à se rappeler l'Iliade ou les luttes entre les féodaux, et l'on a tout de suite une image de la guerre entre gens du pays, qui sont guerriers, mais ne se haïssent pas.

En mai 1913, El Hadj Thami el Glaoui chassait El Hiba de Taroudant.

Le rogui se réfugia à Assersif, chez les Chtouka, et par ses intrigues, aidé d'ailleurs en cela par ses amis les Allemands, il suscita l'importante révolte qui commença, en août 1913, par la rébellion des Haouara, suivie bientôt par l'entrée en scène de presque toutes les tribus de l'Anti-Atlas. La situation paraissait assez chanceuse pour nos partisans : un mois plus tard, à l'ouest, au nord comme au sud, Taroudant était entourée par les forces dissidentes. Haïda en était redevenu le pacha. Une attaque générale des contingents hibistes sur sa ville permit au vieux caïd de montrer ce que peuvent le courage et la valeur guerrière, même en face d'un ennemi plus nombreux : en effet avec 350 fusils qu'il avait sous la main, le reste de ses troupiers étant dispersé en différentes garnisons au pied de la montagne, Haïda parvint non seulement à défendre et sauver sa ville, mais encore à infliger une défaite sanglante aux hordes du rogui, le 12 septembre. Cette journée, où l'on se battit avec acharnement, coûtait d'ailleurs à Haïda 120 hommes sur 350, mais l'ennemi était en déroute et quatre mois plus tard le pacha de Taroudant était redevenu maître des Haouara, des Mesguina et d'une bonne partie de l'Anti-Atlas.

A la suite du succès de Haïda à Taroudant, le caïd Ben Dahan put, deux mois plus tard, chasser El Hiba d'Assersif; le madhi se réfugia dans la montagne Chtouka, aux Aït Ouadrim. Mais en février 1915 Haïda vint l'y pourchasser à nouveau. C'est alors que El Hiba s'enfonça dans la montagne et trouva un repaire quasiment inaccessible à Kerdous, où il est encore.

Cependant nos ennemis d'Europe veillaient. Leur programme, dans le Sous, consiste à fomenter des rébellions, de concert avec El Hiba. Et se prévalant de leur alliance avec les Turcs, ils tentent, sous le couvert du madhi, de renouveler la guerre sainte, ce à quoi d'ailleurs ils ne sont jamais parvenus au Maroc, puisque la base de notre politique en ce pays n'est et ne peut être qu'une association avec les forces sociales indigènes. De décembre 1914 à février 1915, ennemis de l'extérieur et de l'intérieur réussirent cependant à susciter un nouveau mouvement de siba qui s'étendit au-delà de Tiznit.

Sous l'influence du commandant de la région de Marrakech, Haïda ou Mouis n'hésita pas à se mettre de nouveau en campagne et, à la suite de plusieurs combats heureux, il put dégager la seconde ville du Sous.

Une grosse partie de l'Anti-Atlas demeurait encore en siba :

El Hadj Thami conduisit en août et septembre 1916 une harka chez les Sektana du sud et les fit rentrer dans l'ordre. Puis les forces combinées du pacha de Marrakech et du pacha de Taroudant parvinrent à réduire la tribu des Aghren, qui passait jusque-là pour imprenable.

Les Allemands comprirent qu'il leur fallait tenter un nouvel effort; ils dépêchèrent des émissaires à El Hiba et aux tribus situées au sud du Sous pour les engager à se préparer à la lutte, leur annonçant qu'ils leur fourniraient en quantité armes et munitions, qui seraient débarquées par sous-marins.

On sait qu'à cet effet les Allemands envoyèrent dans la région des Aït-Ba-Amrane, au sud-ouest de Tiznit, dans la zone espagnole, une mission, sous les ordres de leur ancien consul à Fez, Probster, mission composée d'officiers turcs et allemands porteurs de lettres et de décorations pour El Hiba et ses lieutenants. Cette mission, après quelques péripéties, parvint à débarquer des sous-marins qui l'amenaient sur la côte marocaine.

Il ne restait plus qu'à reprendre la lutte : Haïda ou Mouis se remit en route. Mais le 7 janvier 1917, à Igalfeu, à 24 kilomètres S.-O. de Tiznit, il fut tué dans une échauffourée, ce qui répandit pendant un moment le trouble et le découragement dans ses troupes.

La situation était du coup devenue grave. Cependant les contingents maghzen se reprirent très vite et se rassemblèrent à Tiznit, où sous le commandement du fils de Haïda, El Hadj Oumad, ils tinrent les dissidents en échec.

*
* *

C'est dans ces conditions que fut organisée la colonne du Sous[1], qui achevait, il y a trois mois, ses opérations avec un plein succès et a montré aux partisans de El Hiba ce qu'est notre force et les inconvénients qu'il y a pour eux à s'attaquer à nos protégés.

Partie de Marrakech au milieu de février 1917, la colonne du général de Lamothe a franchi le Grand-Atlas par le col de Tizi-Machou (1723 mètres), créant une route à travers les pics et les vallées, stupéfiant les indigènes par son audace à traverser l'Atlas en cette saison, et atteignant enfin Agadir où jusqu'ici nulle troupe européenne n'était parvenue par la voie de terre. Agadir, le fameux Agadir de 1911; l'histoire a de ces contrastes : six ans à peine après l'arrivée de la *Panther* sur ces bords, presque tout le Maroc est à nous.

Descendant de là sur Tiznit, nos troupes entrèrent le 16 mars

[1] Voir, sur la carte, p. 507, l'itinéraire de la colonne.

dans la ville d'où était jadis sorti El Hiba. Les Chleuhs de la région commencèrent à avouer qu'ils n'avaient jamais pensé que nous viendrions jusqu'à eux et en si grand nombre.

A ce moment la colonne n'avait fait pourtant qu'occuper des territoires gagnés à nous par la politique d'association avec les indigènes, suivie depuis plusieurs années avec méthode par le général de Lamothe. Mais les Chleuhs, qui ne sont pas sots du tout, comprenaient qu'il y avait quelque chose de prodigieux dans le fait d'avoir lancé 5000 hommes à 400 kilomètres de leur base, dans un pays neuf, et de les faire arriver si frais, prêts à combattre, avec leurs armes, leurs munitions, leur artillerie, leur convoi, leurs bagages...

Restait en réalité à combattre, à châtier les meurtriers d'Haïda et à reprendre les trois canons enlevés par les rebelles au moment de sa mort.

Le 24 mars, la colonne arrivait devant Ouijan, grande oasis fortifiée à 25 kilomètres est-sud-est de Tiznit. Ce fut l'une des plus dures affaires que l'on ait vues depuis notre arrivée au Maroc : plus de 6000 Marocains s'étaient retranchés dans la ville qui a 4 kilomètres de front et dans de fortes tranchées sur les pentes de la montagne. Les dissidents, malgré une énergique résistance, dans laquelle ils eurent plus de 300 tués, durent abandonner la ville où nos troupes séjournèrent pendant plusieurs jours : le mur d'enceinte fut rasé et des caïds locaux nommés, plusieurs groupes de la région étant venus se soumettre. Le bruit de notre victoire se répandit jusque dans le Tazéroualt, qui dépêcha au général le chérif qui le gouverne.

Le 10 avril, le groupe mobile quittait de nouveau Tiznit et, se dirigeant au sud vers les Aït-Ba-Amrane, occupait le 11 le col où Haïda avait trouvé la mort et, en une journée de combat rapidement mené, rejetait en arrière les dissidents. Le 12, la colonne arrivait à Isseg et s'arrêtait devant la frontière de la zone espagnole d'Ifni, que les dissidents avaient, bien entendu, franchie de leur côté avec un parfait mépris des conventions internationales. Dans les jours suivants, nous parvînmes à reprendre les canons enlevés aux troupes de Haïda, et nous établissions de sérieuses bases pour l'avenir, car les Marocains tiennent à leurs biens et à leurs récoltes, et il est fort désagréable d'être envahi par une troupe possédant une forte cavalerie, au moment où l'orge va mûrir ; les pertes matérielles dégoûtent le paysan chleuh qui aime mieux traiter que s'exposer à de nouvelles expéditions, et les fauteurs de désordre sont ensuite beaucoup moins écoutés par lui.

C'est pourquoi d'ailleurs les partisans de El Hiba résolurent de

tenter un dernier effort : ils firent appel à tous les nomades de l'Oued Noun, qui se réunirent dans la journée du 16 avril à Okhrid, à 15 kilomètres au sud de Isseg. Et le 17, lorsque la colonne s'ébranla dans la direction de l'est, elle vit arriver sur son flanc droit une nuée d'ennemis, souples, agiles, pleins d'ardeur, dispersés à travers les arbres comme un vol de moucherons. Leur nombre et leur esprit d'offensive étaient tels qu'à certains endroits ils arrivèrent presque au corps à corps avec nos troupes. Mais les feux de notre artillerie, de nos mitrailleuses et de nos fusils-mitrailleuses leurs firent subir des pertes énormes, d'autant plus fortes qu'ils revinrent à plusieurs reprises à l'attaque.

Nos troupiers, qui durent combattre tout le jour, étaient enchantés le soir d'avoir eu à livrer une véritable bataille. Et le bruit se répandit, dans toute la région, de tous ces morts que les dissidents avaient laissés sur le carreau. Nos avions, d'autre part, allaient bombarder El Hiba dans son repaire de Kerdous. Voyant cela, Si Madani Akhsassi, chef de l'importante tribu des Akhsass, demanda à devenir maghzen. C'est le commencement de la désagrégation du bloc hibiste.

La colonne, après un séjour prolongé dans l'oasis de Talaïnt, rentrait à Tiznit le 29 avril, s'apprêtant à reprendre le chemin de Marrakech.

*
* *

Au total, notre action dans le Sous a rétabli notre prestige devant les dissidents et cela malgré la présence d'Allemands dans la région ; elle a fait flotter avec honneur le drapeau français dans des régions quasiment inconnues jusqu'alors ; elle a préparé l'avenir et consolidé la situation de nos régions frontières dans le sud du Maroc. Elle a opéré, chaque fois qu'il était possible, par la diplomatie plutôt que par la force, et lorsque la force était nécessaire elle a frappé vite et dur. Ce sont là les meilleurs procédés à employer avec les indigènes : ils sont intelligents, ils aiment le commerce et l'agriculture, mais ils méprisent les gens dont ils ne redoutent pas la puissance.

La colonne du Sous a agrandi notre empire colonial.

Henry Dugard.

L'OPINION FRANÇAISE
ET L'ESPAGNE

On ne se méfie pas assez, au temps où nous sommes, des esprits légers qui prétendent juger par intuition des situations les plus complexes, et l'on accorde à leurs verdicts non motivés un crédit qui seul leur confère autorité.

C'est ainsi que l'attitude de l'Espagne, en face de la guerre mondiale, est trop souvent l'objet d'appréciations fantaisistes, voire injurieuses, qui aboutissent à cette condamnation sommaire : « Les Espagnols sont complètement germanisés ».

Il y a moins d'un an, les mêmes gens s'exprimaient à peu près de la même façon sur le compte des Américains; mais l'éclatant démenti des faits ne les a pas rendus plus circonspects, et tant qu'il y aura des neutres (il y en aura jusqu'à la fin), ceux-là les accuseront de travailler sciemment pour nos ennemis.

Dira-t-on que de tels jugements sont sans portée, parce que sans fondement? Ce serait peut-être exact s'ils restaient ignorés par-delà nos frontières; mais en ce qui concerne l'Espagne, il est malheureusement certain qu'ils franchissent les Pyrénées et que des nouvellistes plus ou moins bien intentionnés ont tôt fait de les répandre aux quatre coins de la Péninsule.

Or il n'est pas de reproche qui soit plus blessant pour des Espagnols que celui de subir, d'accepter une direction de l'étranger; on peut ajouter qu'il n'en est pas de plus immérité.

Nationalistes farouches, les Espagnols l'ont toujours été; ils n'ont pas cessé de l'être, et les mêmes raisons qui leur ont rendu suspects — sinon antipathiques — les « Afrancesados » continuent de leur inspirer une invincible défiance à l'égard de tous ceux, sans exception, qu'ils qualifient d'une manière intraduisible mais suffisamment explicite : les « estranjerisados ».

Aussi n'est-ce point trop se risquer que d'admettre, au moins

sous bénéfice d'inventaire, que, dans des circonstances d'une exceptionnelle gravité, les Espagnols ne prennent conseil que d'eux-mêmes, de leurs intérêts tels qu'ils les conçoivent, et de leurs traditions telles qu'ils les interprètent, enfin qu'ils ne pensent, ne parlent, ni surtout n'agissent en Allemands, non plus qu'en Français, mais exclusivement, jalousement si l'on peut dire, en Espagnols.

De cet hommage qui leur est dû, de cette justice à laquelle ils ont droit, il serait exagéré de conclure qu'ils ont nécessairement bien pensé, bien parlé, bien agi, même au seul point de vue espagnol, depuis les débuts de la guerre : à cet égard l'avenir seul prononcera; dans une telle cause, il ne nous sied point d'être juges et partie; tout ce qu'il nous est permis de dire actuellement, c'est que, s'il était vrai que « l'égoïsme national », au nom duquel d'autres peuples ont pris les armes, fût le dernier mot de la politique, on ne saurait raisonnablement faire grief à l'Espagne d'avoir gardé la neutralité dans la lutte mondiale.

*
* *

Nul n'ignore, et nous ne le rappelons que pour mémoire, à quel point les Espagnols sont divisés sur tout ce qui touche à la guerre, et notamment dans leurs sympathies pour les belligérants.

Ces divisions, ardentes et profondes, se peuvent fort bien comparer à celles qu'a connues la France, il y a vingt ans, à propos de l' « Affaire ».

Les relations de société sont devenues difficiles; des amis et des parents se sont brouillés; dans certaines villes, « aliadophiles » et « germanophiles » hésitent à se saluer en se rencontrant; l'année dernière, à Grenade, on avait imaginé de porter en évidence une petite médaille où ces mots étaient écrits : « Je ne parle pas de la guerre », et l'on évitait ainsi d'échanger des propos aigre-doux.

Ce que nous avons parfois quelque peine à comprendre, et ce dont il faudrait cependant nous persuader, c'est que les divisions apportées par la guerre en Espagne ne correspondent en aucune manière à la classification des partis. M. Garcia Prieto, ancien président du conseil, l'avait d'ailleurs très justement observé au lendemain du meeting ententiste organisé à Madrid par MM. Leroux, Melquiadez Alvarez et consorts.

On a singulièrement abusé de la formule : « En Espagne il n'y a pour la France que le roi et la canaille ». Elle est peut-être amusante, elle n'est certainement pas vraie, car les amis de la France

en Espagne appartiennent indistinctement à tous les partis, comme à tous les milieux; ils se rencontrent chez les carlistes et chez les républicains, dans les rangs des conservateurs et dans ceux des libéraux, dans le commerce et l'industrie, dans l'aristocratie et le prolétariat, dans l'armée, dans le clergé (même chez les Jésuites, et nous pourrions citer des noms), enfin parmi les « intellectuels », et les Espagnols qui se qualifient « d'intellectuels » sont innombrables.

Si divisés qu'ils soient sur le sujet de la guerre, et de ses origines et de ses péripéties et de son issue probable, il est au moins un point, un seul, mais essentiel, sur lequel les Espagnols se retrouvent aisément d'accord : la nécessité pour leur pays de garder la neutralité.

Il est vrai que tous n'attachent pas exactement la même signification à ce mot de neutralité, qui comporte bien des nuances; en effet, la neutralité n'exclut pas une bienveillance spéciale à l'égard de l'un des belligérants, pas plus qu'elle n'exclut la rupture des relations diplomatiques avec un autre — et précisément ces nuances-là sont matière en Espagne aux plus ardentes controverses.

Mais lorsqu'ils prennent l'expression dans son sens large et vulgaire, c'est-à-dire lorsqu'ils opposent « neutralité » à « hostilités », il n'est pas douteux que les Espagnols soient unanimes, ou presque, à considérer que leur pays ne pouvait ni ne devait avoir une autre attitude que celle qu'il a eue.

Que cet attachement quasi-unanime à la neutralité, dans le sens que nous venons de dire, ait des raisons multiples, et que ces raisons ne paraissent pas toutes également valables, on ne saurait le dissimuler; l'une des plus puissantes et des plus honorables, et pourtant des moins connues, c'est assurément la crainte, dont sont obsédés les Espagnols, que leur patrie ne joue pas dans le grand drame un rôle digne de son passé, de ses traditions, de ses ambitions.

Cette crainte n'est pas chimérique; elle prouve que les Espagnols se rendent compte des difficultés de la lutte, de la préparation qu'elle exige et des sacrifices qu'elle impose; elle est faite à la fois d'amour-propre et de fierté, de clairvoyance et de timidité, d'un peu de jalousie peut-être, et d'un peu de pessimisme aussi — car le pessimisme est un des traits saillants du caractère espagnol.

Pour que l'Espagne courût les risques de la guerre et qu'elle en acceptât les charges, il faudrait, à tout le moins, qu'elle escomptât une gloire éclatante ou un profit grandiose — on conçoit que son passé ne lui permettrait pas de se contenter d'une gloire ordinaire

ou d'un profit médiocre. Or elle ne pourrait raisonnablement escompter cette gloire et ce profit que si son intervention dans la lutte était de nature à modifier sensiblement l'équilibre des forces en présence, et si l'un des groupes de belligérants, reconnaissant le prix de cette intervention, venait à la solliciter ouvertement.

Les Espagnols jugent que ces conditions ne sont pas remplies; sans doute ils savent que leur concours serait accepté, s'ils l'offraient, mais précisément ils ne le veulent point offrir, parce qu'un concours « accepté » n'est généralement pas un concours « apprécié. »

Plutôt que de jouer les comparses ou les « alliés pauvres », ils préfèrent rester spectateurs. Oh! ce n'est assurément pas la peur des coups qui les retient, ou du moins la peur d'en recevoir, mais celle de n'en point donner d'assez forts, qui soient dignes des descendants du Cid, de Gonzalve de Cordoue et des Conquistadors.

Garder la neutralité, n'est-ce point pour un peuple, à l'heure qu'il est, une manière d'affirmer son indépendance, une façon de se singulariser, quand presque tous les peuples se sont précipités dans la plus effroyable mêlée que le monde ait jamais connue?

Seulement cette attitude, outre qu'elle n'est pas facile à maintenir avec honneur, comporte aussi de sérieux dangers : la crise que traverse actuellement l'Espagne on est la preuve.

Et cependant rien ne donne à penser que, malgré tant de déboires et de tiraillements, les Espagnols soient las de la neutralité. Tout au plus seraient-ils tentés d'apporter quelques tempéraments à leur neutralité, dans l'espoir d'apitoyer sur leur sort ceux des belligérants qui les peuvent ravitailler.

Mais quant à devenir belligérants eux-mêmes, on peut affirmer qu'ils n'y songent pas.

Le journal *El Socialista*, journal nettement francophile, en faisait l'aveu, dénué d'artifice, il y a trois mois à peine, en écrivant : « Notre interventionisme est purement idéaliste. »

*
* *

Ce mot d'enfant terrible est caractéristique de la mentalité de la plupart des Espagnols, à quelque parti politique, à quelque condition sociale qu'ils appartiennent. Et connaissant cette mentalité, — que nous nous garderons bien de discuter, — on s'imaginera sans trop d'effort l'impression produite en Espagne par le message de démission du comte de Romanones, si l'on se rappelle

avec quelle netteté ce document posait devant l'opinion le dilemme angoissant : la paix à tout prix ou la guerre possible.

Ce fut un coup de tonnerre et qui provoqua sur-le-champ un recul instinctif.

Evidemment l'Espagne n'était pas préparée à recevoir ce choc; l'éventualité de la guerre lui apparaissait pour la première fois, brutalement, non plus comme un sujet d'étude et de conversation, mais comme une menace inéluctable et pressante.

En même temps, le message du comte de Romanones recueillait chez les Alliés, particulièrement en France, une approbation bruyante et peut-être indiscrète. A lire certains commentaires de presse, on aurait pu se demander si la retraite de cet homme d'Etat n'était pas une réédition de la fausse sortie du cabinet Salandra, quelques jours avant la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche.

Malheureusement, ni l'émoi de l'Espagne, ni la méprise de l'Entente ne passèrent inaperçus de la diplomatie germanique aux aguets; celle-ci, sans perdre un instant, résolut d'en tirer parti, et n'eut pas besoin, d'ailleurs, pour y réussir, de se mettre en frais d'imagination. Elle se contenta de lancer cette formule simple et captieuse, qui devint le « leit motiv » de sa propagande : « Les Alliés demandent à l'Espagne de se battre, tandis que l'Allemagne lui demande de ne pas se battre. »

Un tel argument trouva des oreilles complaisantes, et il serait un peu naïf de s'en étonner. Mais il en eût trouvé beaucoup moins assurément, si quelques intempérances de plume ou de langage n'avaient alors donné une sorte de vraisemblance à cette audacieuse affirmation : « Les Alliés demandent à l'Espagne de se battre. »

Que les gouvernements alliés n'aient jamais rien demandé de semblable à l'Espagne, les Allemands eux-mêmes le savent à merveille.

Ils ont été trop heureux d'exploiter contre nous de vagues apparences. Et pourquoi leur avons-nous procuré cette satisfaction? Pourquoi certains de nos journaux, et non des moindres, ont-ils parfois adopté, pour parler de l'Espagne, un ton protecteur et impératif, qui devait prêter à de regrettables interprétations? Pourquoi ont-ils invoqué la solidarité latine, et tenté d'opposer — au moins prématurément — l'attitude de l'Espagne à celle de ses anciennes colonies de l'Amérique du Sud? Pourquoi surtout ont-ils insisté sur les graves embarras que pourrait causer à l'Espagne une brouille avec l'Angleterre et la France?... Oui, pourquoi? Ce n'était pas une menace évidemment. C'était

plutôt une invite. Etait-elle bien opportune? Il est permis d'en douter.

Ce qui n'est pas douteux, c'est qu'elle a produit de l'autre côté des Pyrénées l'effet exactement contraire à celui qu'on cherchait. Et que cherchait-on d'ailleurs? Non, sans doute, à intimider l'Espagne, à la contraindre encore moins, mais seulement à l'éclairer. Ceux qui nourrissaient cette noble ambition étaient à coup sûr de vrais amis de l'Espagne, et c'est le propre de l'amitié de se montrer souvent indiscrète et tenace.

En outre, ils partageaient avec beaucoup de Français cette illusion, — ou, si l'on veut, cette conviction, — que le nombre est l'élément primordial du succès, que l'armée qui a les plus gros effectifs est assurée de vaincre, et que, par conséquent, plus la France aura d'alliés, plus sa victoire sera rapide et décisive.

On sait quels démentis cruels les faits ont donnés à cette théorie; et pourtant ceux qui la professent n'y ont point renoncé; fermant les yeux aux enseignements de l'expérience, ils se refusent à comprendre que les alliances ne doivent pas se compter, mais se peser, et que leur poids dépend essentiellement de l'état de préparation à la guerre de chaque pays, au moment qu'il devient belligérant.

Voilà, semble-t-il, les préoccupations auxquelles ont obéi des propagandistes trop zélés ou mal informés; ils ont cru servir l'Espagne, en lui montrant son intérêt véritable, et la France, en lui procurant un nouvel allié; mais ils n'ont réussi qu'à servir la mauvaise foi germanique en lui donnant un semblant de motif pour éveiller la défiance et la susceptibilité des Espagnols contre l'Entente.

*
* *

Entre amis, un malentendu n'est jamais irréparable, et celui que nous venons de signaler peut être aisément réparé, pourvu que chez nous nul ne rêve plus d'alliance espagnole, et que, de l'autre côté des Pyrénées, l'on tâche enfin de voir clair dans le jeu de l'Allemagne.

Il n'est pas impossible du tout que les difficultés d'ordre intérieur, et principalement économique, amènent un jour l'Espagne à modifier quelque peu son attitude actuelle, aux dépens des Empires centraux; mais encore une fois c'est son affaire et non la nôtre, et plus nous voudrons nous en mêler, plus elle se raidira dans son isolement et dans sa fierté.

Faut-il donc conclure de là que nous devons nous désintéresser de l'Espagne et ne plus rien tenter pour disputer ce pays, que nous aimons, à l'influence germanique? A Dieu ne plaise; une telle abdication de notre part serait inexcusable, alors que nous avons tant à faire en Espagne à de multiples points de vue! Quand nous aurons cessé de discuter la question de neutralité, nous causerons plus librement avec les Espagnols de tous les sujets qui nous peuvent rapprocher, pour un commun profit : commerce, industrie, art, littérature ou progrès social. Et ce ne seront point là, tant s'en faut, des conversations oiseuses!

Il n'est pas trop tôt pour les amorcer; après la guerre, il sera trop tard.

En effet, qu'on ne s'y trompe pas, les Allemands, traqués partout, chassés des grands laboratoires de l'activité ou de la pensée humaines, s'abattront sur l'Espagne

comme un vol de gerfauts, hors du charnier natal.

Il s'agit de savoir si nous permettrons que l'Espagne devienne le refuge, et aussi la proie, de la culture et de la camelote allemandes.

Or nous sommes, nous Français, mieux placés que quiconque pour empêcher cela

Nous avons encore en Espagne, incontestablement, une situation privilégiée; nos livres, nos savants, nos modes, nos firmes n'ont rien perdu de leur prestige ou de leurs attraits.

Seulement nous n'en profitons pas assez, nous nous déclarons trop aisément satisfaits; bref nous manquons de hardiesse et d'ambition.

Multiplions donc les contacts et les échanges avec l'Espagne, aussi bien les échanges intellectuels que les échanges commerciaux; certes, nous ne supprimerons pas ainsi les Pyrénées, mais nous en rendrons plus accessibles l'un et l'autre versant.

Jean Gaillard.

LA CAVALERIE DÉFAILLANTE!

Dans un article du *Matin*, que reproduit l'*Echo de Paris* du 18 juillet, on adjure les Alliés de ne pas s'attarder dans de vieilles formules aéronautiques : « Qu'ils construisent au plus vite des escadres aériennes appropriées, destinées à remplacer comme arme de combat *la cavalerie défaillante.* »

On ne peut que s'associer à l'essentiel de ce souhait : *la construction d'escadres aériennes*, afin que l'aéronautique, sortant des luttes individuelles, puisse, après avoir fixé sa tactique, entreprendre *les luttes ordonnées et coordonnées* qui seules nous procureront la maîtrise de l'air.

Mais la deuxième partie de la formule est plus que discutable : « remplacer comme arme de combat la cavalerie défaillante... »?

L'aéronautique peut-elle et doit-elle remplacer la cavalerie?

De ce qu'une arme nouvelle est née s'ensuit-il nécessairement que l'arme ancienne doive disparaître?

Aux origines de la race humaine, la guerre s'est faite de fantassins à *fantassins*, puis sont venus les *cavaliers* et assez récemment, au moyen âge, les *artilleurs.*

Voici maintenant surgir les *tanks*, qui ne sont en somme que les chars de guerre de l'antiquité.

Aucune arme nouvelle a-t-elle jusqu'ici supprimé les plus anciennes? Et pourquoi cette loi de l'immutabilité des armes serait-elle détruite?

On se battait au siècle dernier *sur le terrain.* Aujourd'hui la guerre est une science à trois dimensions : on se bat aussi *dans l'air* et *sous terre;* on se battra un jour *sous la mer.* Mais tous ces combats n'ont-ils pas pour but unique de maîtriser la terre et ses richesses, la terre qui en définitive reste à l'occupant : l'artilleur, le fantassin, le cavalier?

Qu'allons-nous chercher dans les airs? Une suprématie qui nous assurera *la vue* dans les lignes ennemies, nécessaire à la préparation et à la conduite de toute grande attaque.

Car il faudra toujours en venir là : *attaquer avec les forces de terre.*

Or quel est le but de l'attaque, sinon de *rompre* un jour le front adverse et d'*exploiter* assez rapidement ce succès pour empêcher l'ennemi de rétablir ses forces déséquilibrées.

Nous romprons la résistance avec *notre artillerie*; nous enlèverons les positions allemandes avec *notre infanterie.*

Mais, le jour où nous aurons enlevé deux ou trois positions et que le champ s'ouvrira devant nous, jusqu'à un autre système défensif, plus lointain et non garni de troupes, si nous n'avons pas une arme rapide, pour gagner l'ennemi de vitesse et nous saisir des organisations préparées et non encore occupées, nous permettrons à l'ennemi de faire affluer ses réserves, de les établir sur sa nouvelle position et d'endiguer ainsi notre offensive.

A quoi bon préparer des attaques avec une artillerie puissante, à quoi bon occuper le terrain bouleversé avec une infanterie mordante, si l'on se refuse à exploiter la démoralisation de l'adversaire avec *la cavalerie*, *arme d'exploitation*, *de vitesse et de surprise.*

Il y a, dira-t-on, *le fil de fer* et *la mitrailleuse.* Sans doute. Mais ils n'arrêtent pas moins l'infanterie que la cavalerie. Et c'est parce qu'ils arrêtent l'infanterie, depuis trois ans, qu'il faudra tâcher de les passer en vitesse, le jour où l'occasion se présentera. Et la cavalerie seule sera capable de *découvrir vite*, c'est-à-dire utilement, le point où, derrière le fil de fer, il n'y a pas encore de mitrailleuses, le point où l'offensive pénétrera, la porte par laquelle passera *la poursuite.*

La cavalerie française, — on ne l'a pas assez dit, — a sauvé la France avant la Marne, parce que l'ascendant pris par elle, dans les rencontres du début des hostilités, sur la cavalerie allemande, a empêché celle-ci de jouer son rôle.

Ce rôle était de *précéder* et de *couvrir* l'aile marchante de la manœuvre. Or, si la cavalerie allemande eût été à la place que lui assignait son règlement d'exercices, alors que le général von Klück entrait à Senlis, elle eût été *dans Paris* et nous n'aurions pas pu livrer la bataille de la Marne.

La cavalerie française a retardé, en octobre 1914, *la marche sur Calais* des armées allemandes libérées par la chute d'Anvers. Et si elle n'avait pas *gagné le temps* de débarquer dans la région d'Hazebrouck 2 corps anglais et le IX[e] corps français, l'armée du roi Albert était balayée, la Belgique cessait d'exister, nous perdions Dunkerque, Calais, les Flandres et l'Artois, et notre front s'établissait probablement sur la Somme.

Cette cavalerie se battait, dès lors, non plus à cheval, mais à pied, avec ses carabines, ses mitrailleuses et ses canons, comme de l'infanterie, mais comme une infanterie rapide, qui a pu *être à temps au point voulu.*

Elle a commis des erreurs, c'est entendu; mais si l'on supprimait toute arme qui n'a pas su bien s'employer, il faudrait rayer l'artillerie des contrôles et aussi l'infanterie.

Le meilleur moyen de finir la guerre serait donc de supprimer l'armée!...

Etre à temps au point voulu, c'est la cavalerie qui l'a permis dans la guerre de mouvement du début de la campagne. C'est elle seule qui le permettra dans la guerre de mouvement de la fin...

La cavalerie allemande a *mené*, on peut le dire, la campagne de Roumanie. La cavalerie russe nous a montré souvent qu'elle peut s'employer utilement de temps en temps.

Mais *l'heure* de la cavalerie n'a pas encore sonné, car nous n'en sommes pas encore à la *décision.*

Cette décision viendra-t-elle? Immanquablement, quand l'adversaire, usé matériellement, physiquement et moralement, n'aura plus la force de soutenir son front.

Dans sa désagrégation et sa démoralisation, but final des opérations militaires, la cavalerie seule *poursuivra* assez vite pour empêcher les résistances de se reformer, pour *occuper les points d'où l'on commandera ses volontés.*

Sans elle, nous ne pourrons discuter qu'une paix, sinon *blanche*, comme l'offre l'ennemi, du moins simplement *grise.*

Ça n'est pas pour cela que nos soldats sont morts.

Commandant Daubert.
(de la *Revue de Cavalerie.*)

AMÉRICAINS ET FRANÇAIS

AUX ÉTATS-UNIS

PENDANT LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE

L'arrivée des Américains pour combattre à nos côtés sur le sol de France restera un des faits remarquables de cette guerre. Résultat à la fois des vues politiques les plus hautes et de l'enthousiasme d'un grand peuple, cette intervention est à ce double titre, autant que par son importance historique, tout à fait comparable à celle qui, en 1780, envoya au secours des « insurgents » une armée française où l'élite de notre jeune noblesse se disputa l'honneur de servir. C'est ainsi qu'après un siècle et demi les Etats-Unis, en venant se ranger à nos côtés dans la lutte à mort que nous soutenons aujourd'hui, nous témoignent leur souvenir de l'aide que nous leur avons apportée jadis pour conquérir leur indépendance.

De tous les discours qui ont été échangés à l'occasion de cette coopération, il n'en est pas qui nous ait fait un plus vif plaisir que celui que M. W. D. Guthrie adressa à M. Viviani, au nom du barreau de New-York :

Cette amitié est bien vieille. Elle n'est pas le fruit de cette guerre terrible qui, depuis presque trois ans, bouleverse le monde entier, ni de la sympathie engendrée par l'héroïsme et les souffrances de vos compatriotes et les atrocités de vos ennemis. Elle date de notre naissance comme nation indépendante et provient d'une reconnaissance impérissable. Elle a été créée par les services, les sacrifices et la générosité de la France de La Fayette, de Rochambeau, de Grasse et de Louis XVI. Gravée en nos cœurs inaltérablement est la gratitude que Washington a vouée à la France pour l'éternité le lendemain de la bataille de Yorktown. La France recueille au vingtième siècle ce que La Fayette et ses compagnons ont glorieusement semé au dix-huitième.

Pourtant, de part et d'autre, les premiers contacts avaient donné lieu à de mauvaises impressions. Les Français venus offrir leurs services aux Américains dès le début de l'insurrection avaient

mal réussi. Les uns étaient des aventuriers qui recherchaient des grades, de l'argent, des succès : ils soulevèrent l'opinion contre eux par leurs appétits et leurs exigences; Washington leur reprochait âprement d'encombrer les places, au détriment des officiers nationaux, exaspérés « de voir placer au-dessus d'eux des étrangers qui n'ont d'autre titre qu'une ambition et un orgueil effrénés ».

Les autres, venus en Amérique avec plus de désintéressement, espéraient y faire une guerre brillante qui leur donnerait des occasions de se signaler. Ils furent rebutés par les fatigues d'une campagne très dure et sans éclat. Les uns comme les autres répandirent en France des rapports défavorables aux Américains.

De leur côté, ceux-ci étaient mécontents de nos retards; ils trouvaient notre effort insuffisant, et que nous ne venions pas assez vite secourir leur détresse. Etat d'esprit naturel à des gens qui, malgré une admirable énergie, se voient près de succomber : nous l'avons constaté chez un de nos alliés au cours de la guerre actuelle.

Aussi l'amitié entre les deux peuples ne s'établit-elle pas sans difficulté. Washington n'aimait pas les Français et nous eûmes fort à faire pour détruire aux Etats-Unis le vieux préjugé que les Anglais y avaient entretenu contre notre caractère. « Il était si fort, écrit le général Mathieu Dumas, que dans le commencement de la révolution les esprits les plus animés et plusieurs de ceux qui voulaient l'indépendance rejetaient l'alliance de la France. Il fallut engager le peuple en lui faisant accepter des secours non avoués, et si la question eût été ouvertement proposée, il est incertain quel eût été le choix de la majorité : traiter avec l'Angleterre ou s'allier avec la France. »

En France les difficultés furent moindres. La clairvoyance diplomatique de Vergennes emporta toutes les hésitations; le roi Louis XVI intervint personnellement pour déterminer le roi d'Espagne. Il y eut aussi l'entraînement extraordinaire qui précipita l'élite de la noblesse aux côtés des insurgents, entraînement fait à la fois du sentiment national et patriotique, — on était heureux de se battre contre les Anglais, — et d'un enthousiasme délirant pour la cause de la liberté américaine. La noblesse, plus peut-être que les autres éléments de la nation, était alors imprégnée des idées libérales et démocratiques au point que ceux-là mêmes qui cédaient au courant s'en étonnaient. Ségur, quoique bien jeune, fut stupéfait d'entendre toute la cour, dans la salle de spectacle du château de Versailles, applaudir le *Brutus* de Voltaire et particulièrement les deux vers :

> Je suis fils de Brutus et je porte en mon cœur
> La liberté gravée et les rois en horreur.

Cela n'a rien de surprenant, si l'on songe d'une part à l'influence prise dans la haute société par les philosophes qui trouvaient dans ses salons un auditoire empressé et complaisant aux idées les plus avancées; de l'autre, à l'éducation « républicaine » que la jeune noblesse recevait alors dans les collèges où elle était élevée, dont Norvins nous a laissé un tableau si curieux.

Accordons à La Fayette l'honneur d'avoir rompu la glace, si l'on peut dire, et établi le premier rapprochement; sa générosité, sa noblesse d'âme, son désintéressement lui donnèrent une juste popularité parmi ses compagnons d'armes américains. Par la déférence et le respect qu'il lui témoigna toujours, il gagna le cœur de Washington qui l'aimait comme un fils. Mathieu Dumas fut frappé de l'affection que le général marquait à son élève, « son fils adoptif. Assis à table en face de lui, il le considérait avec complaisance et l'écoutait avec un véritable intérêt ».

Mais il ne faut pas que, même sur ce point particulier, sa gloire porte ombre à celle de Rochambeau. Les contemporains ne s'y sont pas trompés.

Le marquis de La Fayette eut tout l'honneur de former les premiers liens entre les deux pays par son généreux dévouement, mais il faut faire hommage à M. le comte de Rochambeau de l'opinion favorable qu'on a prise des Français dans toute l'Amérique septentrionale. C'est la discipline exacte qu'il a maintenue dans son armée, c'est sa prudence, son esprit de justice soutenu, sa subordination noble et parfaite au général Washington, c'est surtout la connaissance qu'il avait acquise de la forme du gouvernement, et son attention extrême à ne point la contredire par le ton et l'exécution militaire de nos ordonnances qui ont produit ce bon effet. Louons beaucoup cette conduite : elle est le fruit de la sagesse et du mûr examen des choses presque contraires qu'il avait à concilier. Il a ainsi forcé les circonstances et, toujours fidèle à son plan, il a su faire respecter le nom français même en s'assujettissant aux lenteurs, à tous les détails de l'administration démocratique et aux lois les plus choquantes pour nous...

On ne saurait mieux dire. Consciencieux, sévère, exact, discipliné, modeste, sérieux, Rochambeau [1] avait tout ce qu'il fallait

[1] Voici un fait qui montre à quel point il portait la conscience et le souci de la vie des hommes, allant, comme général en chef, exposer la sienne, afin de s'assurer que la préparation d'artillerie était suffisante pour lancer l'attaque. C'était devant Yorktown, le 12 octobre; les généraux, accompagnés de quelques officiers de leur état-major, au nombre desquels était Dumas, s'étaient rendus à l'attaque des Français, dans une batterie fort bien placée, en deçà d'un ravin qui la séparait de la redoute la plus éloignée du fleuve. Le baron de Vioménil témoignait une grande impatience. Il soutenait que les canons de la batterie dans laquelle on se trouvait avaient suffisamment endommagé la redoute et qu'on retardait inutilement l'attaque, puisque le feu de l'ennemi paraissait éteint.

pour plaire aux Américains, et réussir dans cette mission délicate. Les expériences que nous venons de faire au cours de trois années de guerre, où nous avons combattu à côté de nos alliés, montrent que Rochambeau n'eut pas un faible mérite à accepter la situation effacée qui lui fut imposée par de hautes convenances diplomatiques, et à consentir à ne paraître en Amérique que comme commandant de l'armée « auxiliaire », alors qu'il était lieutenant-général français et avait fait ses preuves sur les champs de bataille de la guerre de Sept Ans. D'ailleurs Washington le tenait en une telle estime qu'il paraissait toujours le consulter plutôt que le commander. Après la guerre, il lui écrivit : « Nous avons été confrères et collaborateurs au service de la liberté, et avons vécu ensemble comme le doivent des frères, dans une amitié harmonieuse ». Ce témoignage rendu par le général américain au général français fut jugé si flatteur pour leur mémoire à tous les deux qu'il fut gravé sur le socle de la statue de Rochambeau, inaugurée le 24 mai 1902 en face de celle de La Fafayette, près de la Maison-Blanche.

*
* *

Tous les Français qui approchèrent Washington sont unanimes dans les éloges sans réserve qu'ils lui décernent. Ségur en trace un portrait solennel et pompeux, à sa manière habituelle. Retenons-en seulement ce qu'il dit du respect, de la confiance et de l'affection que le général inspirait à son entourage. Mathieu Dumas, qui fut détaché quelque temps au quartier général américain, admira le parfait accord de sa noble et belle figure avec la simplicité de son langage, la justesse et la profondeur de ses observations. Mais écoutons Chastellux[1] : son titre de membre de l'Académie française et sa réputation bien établie dans les cercles philosophiques ne contribuèrent pas peu à créer en France la

« Vous vous trompez, lui dit M. de Rochambeau, mais en reconnaissant l'ouvrage de plus près on pourra s'en assurer. » Il ordonna de cesser le feu, défendit à ses aides de camp de le suivre et n'y autorisa que son fils, le vicomte de Rochambeau. Il sortit de la tranchée, descendit lentement dans le ravin en faisant un détour, et, remontant ensuite l'escarpement opposé, il s'approcha de la redoute jusqu'aux abatis qui l'entouraient. Après l'avoir bien observée, il revint à la batterie sans que l'ennemi l'eût dérangé par le moindre coup de feu. « Eh ! bien, dit-il, les abatis et les palissades sont encore en bon état. Il faut redoubler notre feu pour les briser et écrêter le parapet ; nous verrons demain si la poire est mûre. » Cet acte de sang-froid et de courage modéra l'ardeur du baron de Vioménil.

[1] Cf. dans le *Correspondant* du 25 décembre 1864, pp. 766-800, l'étude de Léonce de Lavergne sur le marquis de Chastellux (avec une lettre inédite de Washington à Chastellux).

renommée de Washington, son héros, « son dieu », écrivait Grimm à Diderot :

Je me trouvai dans une petite plaine, où je vis une assez belle ferme : un petit camp qui semblait la couvrir, une grande tente qui était étendue dans la cour, et plusieurs chariots rangés autour me la firent reconnaître pour le quartier général de *Son Excellence*, car c'est ainsi qu'on appelle M. Washington à l'armée et dans toute l'Amérique. M. de La Fayette causait dans la cour avec un grand homme de cinq pieds neuf pouces, d'une figure noble et douce; c'était le général lui-même. Je fus bientôt descendu de cheval et à portée de lui. Les compliments furent courts; le sentiment qui m'animait et la bienveillance qu'il me témoignait n'étaient pas équivoques. Il me conduisit dans la maison, où je trouvai qu'on était encore à table, quoique le dîner fût fini depuis longtemps. Il me présenta aux généraux Knox, Waine, Howe, etc., à sa *famille*, composée alors des colonels Hamilton et Tighman, ses secrétaires et ses aides de camp, et du major Gibbs, commandant de ses Gardes; car, en Angleterre et en Amérique, les aides de camp, adjudants et autres officiers attachés au général forment ce qui s'appelle sa *famille*. On rapporta pour moi et pour la mienne un nouveau dîner; l'ancien fut prolongé pour me tenir compagnie. Quelques verres de claret et de madère accélérèrent les connaissances que j'avais à faire et bientôt je me trouvai à mon aise près du plus grand et du meilleur de tous les hommes. La bonté et la bienveillance qui le caractérisent se font sentir dans tout ce qui l'environne; mais la confiance qu'il fait naître n'est jamais familière, parce que le sentiment qu'il inspire a, dans tous les individus, la même origine : une estime profonde pour ses vertus et une grande opinion de ses talents.

Sa taille est noble et élevée, bien prise et exactement proportionnée; sa physionomie douce et agréable, mais telle qu'on ne parlera en particulier d'aucun de ses traits, et qu'en le quittant, il restera seulement le souvenir d'une belle figure. Il n'a l'air ni grave, ni familier; on voit quelquefois sur son front l'impression de la pensée, mais jamais celle de l'inquiétude; en inspirant le respect il inspire la confiance et son sourire est toujours celui de la bienveillance.

C'est surtout au milieu des officiers généraux de son armée qu'il est intéressant de le voir. Général dans une république, il n'a pas le faste imposant d'un maréchal de France qui donne *l'ordre*; héros dans une république, il excite une autre sorte de respect qui semble naître de cette seule idée, que le salut de chaque individu est attaché à sa personne. Au reste, je dois dire, dans cette occasion, que les officiers généraux de l'armée américaine ont un maintien très militaire et très décent; que même tous les officiers que leurs fonctions mettent en évidence joignent beaucoup de politesse à beaucoup de capacité; enfin que le quartier général de cette armée n'offre l'image ni de l'inexpérience ni du besoin. Quand on voit le bataillon des gardes du général campé dans l'enceinte de sa maison, neuf chariots destinés à porter les équipages, rangés dans la cour, un grand nombre de palefreniers gardant de très beaux chevaux appartenant aux officiers généraux et à leurs aides de camp; lorsqu'on observe l'ordre parfait qui règne dans cette enceinte, où les gardes sont exactement posées

et où les tambours battent un réveil et une retraite particulière, on est tenté d'appliquer aux Américains ce que Pyrrhus disait des Romains : « En vérité, ces gens-là n'ont rien de barbare dans leur discipline. »

..... Le repas était à l'anglaise, composé de huit ou dix grands plats, tant de viande de boucherie que de volaille, accompagnés de légumes de plusieurs espèces et suivis d'un second service de pâtisseries, comprises toutes sous ces deux dénominations : *Pyes* et *Powdings*. Après ces deux services, on ôta la nappe et on servit des pommes et beaucoup de noix, dont le général Washington mange ordinairement pendant deux heures, tout en *toastant* et en faisant la conversation. Ces noix sont petites et sèches et couvertes d'une écorce si dure que le marteau seul peut la casser ; on les sert à demi-ouvertes et on ne finit pas d'en éplucher et d'en manger. La conversation fut tranquille et agréable; Son Excellence voulut bien entrer avec moi dans quelques détails sur les principales opérations de la guerre, mais toujours avec une modestie et une concision qui prouvaient assez que c'était par pure complaisance qu'il consentait à parler de lui. Vers 7 h. 1/2, nous nous levâmes de table et aussitôt les domestiques vinrent la démonter pour la raccourcir et lui faire faire un quart de conversion, car, à l'heure du dîner, on la mettait en diagonale pour avoir plus d'espace. Je parus étonné de cette manœuvre et j'en demandai la raison ; on me dit qu'on allait mettre le couvert pour le souper. Au bout d'une demi-heure, je me retirai dans ma chambre, craignant que le général n'eût quelque chose à faire et ne restât avec la compagnie par égard pour moi; mais au bout d'une autre demi-heure, on vint m'avertir que Son Excellence m'attendait pour souper. Je retournai dans la salle à manger, protestant de toutes mes forces contre ce souper; mais le général dit qu'il était accoutumé à prendre quelque chose le soir, que si je voulais seulement m'asseoir, je mangerais quelques fruits et je ferais la conversation. Je ne demandais pas mieux, car alors il n'y avait plus d'étrangers et il ne restait que la *famille* du général. Le souper était composé de trois ou quatre plats légers, de quelques fruits et surtout d'une grande abondance de noix, qui ne furent pas plus mal reçues le soir que le matin. La nappe ayant été bientôt enlevée, quelques bouteilles de bon vin de Bordeaux et de Madère furent placées sur la table. Tout homme sensé pensera, sans doute, qu'étant officier-général français, aux ordres du général Washington et, de plus, bon whig, je ne pouvais pas refuser un verre de vin lorsqu'il me l'offrait; mais j'avouerai que j'avais peu de mérite à cette complaisance et que, moins accoutumé à boire que personne, je m'accommode très bien de la *toast anglaise* : on a de très petits verres, on verse soi-même la quantité de vin qu'on veut, sans qu'on vous presse d'en prendre davantage, et la *toast* n'est qu'une espèce de refrain placé dans la conversation pour avertir que chaque individu fait partie de la compagnie et que le total forme une société. J'observai qu'à dîner les toasts avaient plus de solennité; il y en avait plusieurs d'étiquette et les autres étaient suggérées par le général et annoncées par celui des aides-de-camp qui faisait les honneurs du dîner; car chaque jour, il y en a un qui se place au bout de la table, près du général, pour servir de tous les plats et distribuer les bouteilles ; or, le soir, les toasts étaient indiquées par le colonel Hamilton, et il les donnait comme elles lui venaient, sans ordre et sans étiquette. A la fin du

souper, on ne manque guère de demander aux convives de donner un *sentiment*; c'est-à-dire une femme à qui ils soient attachés par quelque sentiment, soit amour, amitié ou simple préférence. Ce souper ou cette conversation durait communément depuis 9 heures jusqu'à 11 heures du soir, toujours libre et toujours agréable.

Le 6 mars 1781, le général Washington vint à Newport visiter l'armée française. Il fut reçu avec tous les honneurs dus à un maréchal de France. Il passa l'armée en revue, assista au départ de l'escadre de Destouches et repartit le 13 pour son quartier-général.

Cette entrevue des généraux, dit Dumas, fut pour nous une véritable fête; nous étions impatients de voir le héros de la liberté. Son noble accueil, la simplicité de ses manières, sa douce gravité surpassèrent notre attente et lui gagnèrent tous les cœurs français. Lorsque, après avoir conféré avec M. de Rochambeau, il nous quitta pour retourner à son quartier général, près de West-Point, je reçus l'agréable mission de l'accompagner à Providence. Nous arrivâmes de nuit à cette petite ville; toute la population était accourue au delà du faubourg; une foule d'enfants portant des torches et répétant les acclamations des citoyens nous entouraient; ils voulaient tous toucher celui qu'à grands cris ils appelaient leur père, et se pressaient au-devant de nos pas au point de nous empêcher de marcher. Le général Washington, attendri, s'arrêta un instant, et me serrant la main il me dit : « Nous pouvons être battus par les Anglais, c'est le sort des armes; mais voilà l'armée qu'ils ne vaincront jamais. »

Les allures simples de Washington ne l'empêchaient pas de se faire une haute idée des égards qui lui étaient dus en sa qualité de commandant de l'armée américaine. Il reçut un jour une dépêche de Sir Henri Clinton, adressée à « M. Washington ». En la prenant des mains du parlementaire : « Cette lettre, lui dit-il, est adressée à un planteur de l'Etat de Virginie, je la lui ferai remettre chez lui après la fin de la guerre. Jusque-là, elle ne sera pas ouverte ». Une seconde dépêche fut adressée à Son Excellence le général Washington.

Le commissaire des guerres Blanchard nous fait visiter la maison de Mount Vernon, d'où le général partit pour prendre le commandement des troupes levées pour la guerre de l'Indépendance et où il revint, après la guerre, finir ses jours dans une retraite pleine de noblesse.

L'habitation du général Washington, celle où il est né, est située entre Colchester et Alexandrie; Mme Washington y était arrivée la veille. Elle fit prier M. de Custine, qui commandait la division à laquelle j'étais attaché, d'aller dîner chez elle avec quelques officiers. Il me proposa d'y aller et nous nous y rendîmes au nombre de dix personnes. Mistress Washington est une femme d'environ cinquante ans; elle est petite, grosse, son air respectable. Elle était vêtue très simplement,

et, en tout, ses manières sont unies; elle avait avec elle trois autres dames de ses parentes. Quant à la maison, c'est une habitation de campagne, la plus jolie que j'eusse vue encore en Amérique; elle est bâtie symétriquement et a deux étages en comptant les combles où on a pratiqué de jolies chambres. Tous les appartements sont meublés avec goût.

Il y a aux alentours beaucoup de cases pour les nègres, dont le général possède un grand nombre, qui lui sont nécessaires pour ses immenses possessions qu'on fait porter à 10 000 acres de terre — l'acre est à peu près la même étendue que notre arpent — parmi lesquels il s'en trouve de bonne qualité, et j'en ai remarqué de cette espèce. Une grande partie est en bois, où M. de Washington prenait, avant la guerre, le plaisir de la chasse, ce qui l'avait disposé à la vie militaire qu'il a menée depuis. Les environs de sa maison ne sont pas fertiles et les arbres qu'on y voit n'ont pas grande mine; le jardin même est aride. Ce qui a pu décider les parents du général à choisir cette demeure, c'est l'exposition qui en est fort belle : le Potomac coule au bas du jardin, et les plus gros vaisseaux de guerre peuvent y mouiller. Il forme différentes branches, des espèces de baies, et il a dans cet endroit une demi-lieue de largeur. Cet ensemble forme une vue assez agréable. Il manque à la côte, qui est vis-à-vis, d'être un peu plus peuplée de maisons et de villages. En tout, c'est une belle habitation et digne du général Washington. Nous quittâmes le soir sa respectable compagne, après avoir passé une journée fort agréable et vraiment intéressante.

*
* *

Les Français venus en Amérique, qui étaient tous des officiers de carrière, et dont beaucoup avaient fait la guerre, rendent le plus bel hommage aux qualités militaires des Américains. « On doit leur rendre la justice de dire qu'ils se comportent avec un zèle, un courage et une émulation qui ne les laissèrent jamais en retard dans toute la partie dont ils furent chargés, quoique les opérations d'un siège leur fussent étrangères », écrivait Rochambeau au sujet de leur coopération au siège de Yorktown.

Au premier moment, il y avait eu une certaine inquiétude; Ségur ne fait pas difficulté de la reconnaître. Il s'attendait à voir « des soldats mal tenus, des officiers sans instruction, des républicains privés de cette urbanité si commune dans nos vieux pays civilisés : il trouva une armée disciplinée où tout offrait l'image de l'ordre, de la raison, de l'instruction, de l'expérience ». Il insiste sur la distinction des généraux, de leurs aides de camp et des officiers. Les Américains font la guerre avec sérieux : « Le secret est gardé très exactement dans leur armée; peu de personnes ont part à la confiance du chef et, en général, on y parle moins que dans les armées françaises des opérations de la guerre et de ce qu'on appelle chez nous les nouvelles. »

Ce qui étonne quelquefois nos officiers, c'est l'aspect peu militaire des troupes : les premières unités allèrent au combat sans autre uniforme qu'un bonnet sur lequel était écrit le mot « liberté ». Mais certains corps ont une belle tenue. Voici une avant-garde composée de

l'infanterie légère, c'est-à-dire de l'élite de l'armée américaine : en effet, les régiments qui la composent n'ont point de grenadiers, mais seulement une compagnie d'infanterie légère qui répond à nos chasseurs et dont on forme les bataillons à l'entrée de la campagne. Cette troupe avait très bon air; elle était mieux habillée que le reste de l'armée; les uniformes, tant des soldats que des officiers, étaient lestes et militaires, et chaque soldat portait au lieu de chapeau un casque fait de cuir bouilli, avec un cimier de queue de cheval. Les officiers sont armés d'espontons ou plutôt de demi-piques et les bas-officiers de fusils; mais les uns et les autres étaient munis de sabres courts et légers que M. de La Fayette avait apportés de France et dont il leur avait fait présent.

On faisait entre les deux armées un échange de courtoisie et de bons procédés. Comme il avait été convenu, les troupes françaises furent toujours traitées comme des auxiliaires et nos généraux reconnurent toujours la suprématie de leurs collègues américains. D'autre part, ceux-ci s'empressaient de leur accorder la préférence pour la nourriture et pour tous les soins qui dépendaient d'eux.

C'est ainsi que, quand les troupes du marquis de Saint-Simon joignirent celles de La Fayette (qui exerçait un commandement dans l'armée américaine), le jeune général prit sur lui d'ordonner que l'on ne délivrât de farines aux troupes américaines que lorsque les Français auraient reçu des provisions pour trois jours; aussi les Américains n'avaient-ils presque jamais que de la farine de maïs. Il fit prendre les chevaux des gentlemen du pays pour monter les hussards français, et les officiers supérieurs eux-mêmes cédèrent leurs propres chevaux dans le même but. Cependant il ne s'éleva pas la moindre plainte au sujet de ces préférences, que les soldats américains reconnaissaient devoir être accordées à des étrangers qui venaient de loin combattre pour leur cause.

Lors de la capitulation de Yorktown, l'attitude des Français fut particulièrement correcte à l'égard de leurs alliés, et ceux-ci apprécièrent hautement la courtoisie parfaite avec laquelle Rochambeau s'effaça devant eux pour leur en laisser l'honneur.

Lord Cornwallis avait demandé à sortir tambours battants et enseignes déployées, suivant la coutume adoptée quand on obtient les honneurs de la guerre. Rochambeau et les officiers français, qui n'avaient aucun grief particulier contre le général anglais, étaient d'avis de les lui accorder. Les généraux américains eux-mêmes n'étaient pas contraires à cette opinion. Mais La Fayette,

se rappelant que les mêmes ennemis avaient forcé, lors de la capitulation de Charleston, le général Lincoln à tenir ployés les drapeaux américains et à ne pas jouer une marche nationale, insista pour qu'on usât de représailles à leur égard et obtint que la capitulation se fît dans les deux mêmes conditions.

La capitulation fut signée le 19 octobre à midi. A une heure les alliés prirent possession des ouvrages anglais et à deux heures la garnison défila entre les deux haies formées par les Américains et les Français et déposa ses armes, sur les ordres du général Lincoln, dans une plaine à gauche de la ligne française.

Lord Cornwallis prétexta une indisposition pour ne pas sortir à la tête de ses troupes. Elles furent commandées par le général O'Hara. L'adjudant général Dumas fut chargé d'aller au-devant des Anglais et de diriger la colonne. Il se plaça à la gauche du général O'Hara, et comme celui-ci lui demandait où se tenait Rochambeau : « A notre gauche, répondit Dumas, à la tête de la ligne française. » Et aussitôt le général O'Hara pressa le pas de son cheval pour présenter son épée au général français. Dumas, devinant son intention, partit au galop pour se placer entre le général anglais et M. de Rochambeau. Celui-ci lui indiquait en même temps d'un geste le général Washington placé en face de lui à la tête de l'armée américaine. « Vous vous trompez, lui dit alors Dumas, le général en chef de notre armée est à la droite », puis il le conduisit. Au moment où le général O'Hara levait son épée pour la remettre, le général Washington l'arrêta en disant : *Never from such good a hand*, « Jamais d'une aussi bonne main. »

Rochambeau, de son côté, apporta constamment ses soins à éviter toute cause de froissement avec les Américains. La discipline de sa petite armée fut toujours parfaite, et fit plus d'une fois l'étonnement des gens du pays, comme ce jour où ils virent les pommiers couverts de fruits dans un verger où les Français bivouaquaient depuis plusieurs mois. Lui-même se vit une fois pris directement à parti par un habitant, qui lui demanda une indemnité pour quelques arbres que les soldats avaient brûlés pour se chauffer. Le shérif se présenta pour l'arrêter au milieu de son état-major et lui toucha pour cela l'épaule. « Tous ceux qui étaient présents voulurent s'emporter; mais M. de Rochambeau répondit qu'il se conformerait aux lois du pays et il partit en donnant caution. Toutefois il fit examiner les prétentions du plaignant et elles furent réduites de moitié par les gens du pays, mais fidèlement acquittées. Ce trait montre l'empire de la loi chez les Américains et la modération de M. de Rochambeau. »

La belle tenue de nos troupes et surtout la coquetterie du

soldat français étaient un objet d'admiration pour les Américains. Elles firent à Boston et à Philadelphie des entrées solennelles qui attirèrent aux fenêtres et dans les rues toute la population. Le régiment de Soissonnais, avec ses parements couleur de rose et la plume blanche et rose qui ornait les bonnets de ses grenadiers, eut un prodigieux succès auprès des « beautés de la ville ».

Rochambeau alla au-devant des troupes avec son état-major, puis vint se placer à côté du président du Congrès pour les faire défiler devant lui. Au moment où elles passèrent devant le Congrès, ayant à leur tête les officiers généraux, « le président demanda à M. de Rochambeau s'il devait saluer ou non; le général répondit que quand les troupes défilaient devant le roi, Sa Majesté daignait les saluer avec bonté. Comme on rendit au Congrès les mêmes honneurs qu'au roi, les treize membres qui le composaient ont ôté leur treize chapeaux à chaque salut de drapeau et d'officier. »

*
* *

On eut au début quelque peine à s'entendre : de si profondes différences d'éducation et d'habitudes sociales séparaient ces hommes venus de si loin pour se rencontrer! Les Américains ne comprenaient pas qu'on fût officier et fonctionnaire de carrière. Quand ils demandaient à tel de nos généraux ou de nos colonels ce que faisait son père, et que celui-ci répondait : « Il est maréchal de France », ou bien : « Il a été ministre », ils insistaient pour savoir quelle profession ou quel métier exerçait le maréchal ou le ministre. L'étonnement était réciproque. Ségur avoue qu'il fut d'abord surpris, en entrant dans une taverne, de la voir tenue par un capitaine, par un major, par un colonel, qui lui parlait également bien de ses campagnes contre les Anglais, de l'exploitation de ses terres, de la vente de ses fruits ou de ses denrées.

Mais les sympathies s'établirent facilement. Chastellux note justement le caractère aristocratique de ces hommes, qui vivent en maîtres sur leurs domaines et ont part au gouvernement, et dont la plupart ont porté les armes[1]. Il voit entrer, dans une chambre où il se chauffe, deux voyageurs qui s'asseoient près du feu, bâillent et sifflent sans faire aucune attention à lui. Cependant la conversation s'engage peu à peu et devient rapidement très bonne et très agréable. L'un d'eux était colonel dans la milice; il

[1] « Au milieu des bois et des soins rustiques, un Virginien ne ressemble jamais à un paysan d'Europe. C'est toujours un homme libre, qui a part au gouvernement et qui commande à quelques nègres, de façon qu'il réunit ces deux qualités distinctes de *citoyen* et de *maître*. »

avait servi au Canada et s'était trouvé dans divers combats où il avait été blessé. Et Chastellux d'ajouter : « Je dirai une fois pour toutes que, pour les hommes au-dessus de vingt ans que j'ai rencontrés, et dans quelque condition qu'ils fussent, je n'en ai pas trouvé deux qui n'eussent porté les armes, entendu siffler les balles et même reçu quelques blessures. De sorte qu'on peut assurer que l'Amérique septentrionale est toute militaire, tout aguerrie, et qu'on peut y faire sans cesse de nouvelles levées. »

Toutefois Ségur ne put jamais s'habituer à voir à l'auberge un nouvel arrivant venir sans façon partager ses draps et son lit. Il ajoute d'ailleurs qu'il obtint, sans trop de peine, d'être dispensé de cet excès d'intimité : les Américains ne cherchaient qu'à être agréables à leurs hôtes. Dans une auberge où arrive Chastellux, toutes les chambres, tous les lits étaient occupés par des conducteurs de bœufs :

Je me trouvais dans la plus grande détresse, lorsqu'un grand et gros homme, le principal d'entre eux, ayant appris qui j'étais, vint à moi et me dit que ni lui, ni ses compagnons ne souffriraient jamais qu'un officier général français manquât de lit et que, plutôt que d'y consentir, ils coucheraient tous sur le plancher; qu'ils y étaient accoutumés, et que cela ne leur ferait pas la moindre peine. Je leur répondis que j'étais militaire et aussi accoutumé qu'eux à avoir la terre pour lit. Grand débat de politesse sur ce point; la leur était rustre, mais cordiale et plus touchante que les compliments les mieux tournés. Il en résulta que j'eus une chambre et deux lits, pour moi et mes aides de camp. Mais notre connaissance n'en resta pas là : après nous être séparés chacun pour ses affaires, moi pour m'arranger et me reposer, eux pour continuer à boire du grog et du cidre, je les vis rentrer dans ma chambre. J'étais alors occupé à vérifier ma route sur une carte du pays; cette carte excita leur curiosité : ils y virent avec surprise et satisfaction les endroits par lesquels ils avaient passé. Ils me demandèrent si on les connaissait en Europe, et si c'était dans cette partie du monde que j'avais acheté mes cartes. Ils parurent très contents lorsque je leur assurai que nous connaissions aussi bien l'Amérique que les pays les plus voisins du nôtre; mais leur joie n'eut pas de bornes dès qu'ils reconnurent sur ma carte le New-Hampshire, leur patrie. Ils appelèrent aussitôt ceux de leurs camarades qui étaient restés dans l'autre chambre, et la mienne se trouva remplie de grands hommes, les plus forts et les plus robustes que j'aie encore vus en Amérique. Je parus surpris de leur taille et de leur stature; ils me dirent que les habitants du New-Hampshire étaient forts et vigoureux; que cela venait de plusieurs raisons : de ce que l'air y était excellent, de ce que l'agriculture y faisait leur seule occupation, et surtout de ce que le sang n'y était pas mêlé, ce pays étant habité par des familles d'anciens émigrants venus d'Angleterre. Nous nous séparâmes très bons amis, nous touchant, ou plutôt nous secouant la main à la manière anglaise, et ils me dirent qu'ils se trouvaient heureux d'avoir

eu une occasion *to shake hands with a French General*, ce qui signifie proprement « de secouer la main d'un général français ».

La population fait aux troupes un aussi bon accueil que les particuliers aux officiers voyageant isolément.

A peine arrivées dans le camp, elles étaient assaillies par de nombreuses compagnies de femmes, curieuses d'entendre la musique et de danser si elles trouvaient l'occasion, plaisir qu'on leur procurait quelquefois. Ensuite elles retournaient à leur ménage, vaquer aux détails domestiques, traire les vaches, faire la cuisine, tandis que les hommes cultivent et labourent les champs, sans aucune distinction entre eux, tous bien logés, bien vêtus, et choisis ensuite par le peuple, en raison de leur mérite ou de leur crédit, pour être chefs de milice ou députés aux assemblées. A East-Hartford, j'avais été logé dans une fort jolie maison, très propre et meublée avec ordre et bon goût; j'avais un lit d'indienne, aussi élégant qu'il pouvait l'être en France dans nos maisons de campagnes les mieux tenues. Cette maison appartenait à une veuve qui avait deux filles très jolies et très bien mises; l'une d'elles avait un amoureux qui était cordonnier et propriétaire lui-même d'une fort jolie maison. J'ai fait souvent ces remarques et on ne peut s'empêcher d'y revenir; la plus grande égalité règne dans ces provinces du Nord; tous les cultivateurs ont des terres qui leur appartiennent; il n'y a pas un individu qui ne sache lire et écrire; enfin on n'y voit pas de pauvres. Voilà comment devraient être tous les Etats.

Un fait qui frappa beaucoup les Français, accoutumés au contraste du luxe et de la misère qui se coudoient dans les villes, fut de ne voir nulle part aux Etats-Unis l'excès du faste ni celui de la pauvreté. « Les Américains portent des habits bien coupés et d'une bonne étoffe, des bottes bien cirées; leur maintien est libre, franc, familier, également éloigné d'une rudesse grossière et d'une politesse maniérée, et montre l'homme indépendant, mais soumis aux lois, fier de ses droits et respectant ceux des autres. »

D'ailleurs nos officiers sont enclins à tout regarder avec bienveillance. A peine esquissent-ils parfois un sourire. L'un d'eux, visitant à Philadelphie le cabinet d'un savant Génevois, Cimetierre, étonné d'apercevoir au milieu d'une foule de choses intéressantes une mauvaise paire de bottes fortes, ne put s'empêcher de demander en riant si c'était là un objet de curiosité. Cimetierre lui répondit qu'elles avaient toujours fixé l'attention des Américains parce qu'ils n'avaient jamais vu que celles-là; et que, vu leur étonnement, il s'était permis de les faire passer pour les bottes de Charles XII, probablement celles qu'il garda aux pieds six mois sans se déchausser. L'officier qui raconte l'anecdote ajoute qu'après le passage de l'armée française, les bottes ortes cessèrent d'être un objet extraordinaire pour les Américains.

*
* *

La manière dont les Américains ordonnent leurs repas et se comportent à table tient une place importante dans les *Mémoires* du temps. Voici les impressions de Blanchard :

Je dînai à Providence chez le Dr Bowen, médecin, vieillard respectable. Il dit le *Benedicite* avant de se mettre à table; il paraissait aimé et considéré de sa nombreuse famille, et il avait le ton et les mœurs d'un patriarche. Je dînai souvent aussi chez un négociant, M. Bowker, né en Angleterre, mais établi depuis longtemps en Amérique. On ne mange point de soupes et on ne sert point de ragoûts à ces dîners, mais du bouilli et du rôti et beaucoup de légumes. On ne boit que du cidre ou du vin de Madère avec de l'eau. Le dessert se compose de quelques confitures de coing ou d'épine-vinette. Les Américains mangent de cette dernière avec la viande. On ne prend point de café immédiatement après dîner, mais on en sert 3 ou 4 heures après avec le thé ; ce café est faible et 4 ou 5 tasses ne valent point une des nôtres ; aussi en prend-on plusieurs. Le thé est, au contraire, très fort. Cet usage du thé et du café est universel en Amérique. Les gens qui vivent à la campagne, travaillent à la terre et conduisent leurs bœufs en prennent comme les habitants des villes ; le déjeuner est pour eux une chose importante. On sert, outre le thé et le café, des rôties au beurre, des tourtes, du jambon ; cependant on soupe et dans l'après-midi on prend encore du thé. Aussi les Américains sont-ils presque toujours à table et comme ils ont peu d'occupations, qu'ils sont paresseux, que pendant l'hiver ils sortent peu et passent des journées entières au coin de leur feu et à côté de leurs femmes, sans lire et sans rien faire, c'est une distraction, un remède contre l'ennui que de se mettre si souvent à table. Cependant ils ne sont pas grands mangeurs. Ils sont fort recherchés en tasses et vases à mettre le thé et le café, en verres, carafes et autres objets de ce genre et d'un usage habituel. Ils font usage de ces papiers qui servent de tapisseries ; ils en ont de fort jolis. Il y a aussi dans beaucoup de maisons des tapis qu'ils mettent dans leurs appartements, même sur leurs escaliers. Les maisons sont en général très agréables et tenues avec une propreté extrême chez l'artisan, l'homme de la campagne, comme chez le négociant et le général. Leur éducation est à peu près la même ; aussi un artisan est-il souvent appelé aux assemblées où il n'y a point de distinction, point d'ordre séparé. J'ai déjà dit que les habitants de la campagne étaient tous propriétaires. Ils travaillent eux-mêmes à la terre et conduisent leurs bœufs. Cette manière de vivre, cette douce égalité ont des charmes pour des êtres pensants. Ces mœurs me conviendraient assez. C'est un de leurs luxes que de brûler beaucoup de bois, il est commun. Les cantons que j'ai parcourus sont pour la moitié en bois, presque tous de chênes et parmi lesquels il y en a de fort beaux. Cependant le bois est très cher à cause de la difficulté des transports. Il nous en coûtait, pour une lieue environ, quinze livres par corde.

J'ai parlé des tasses, des verres, du papier, des tapis et autres objets dont les Américains sont fort envieux et qu'ils tiraient, avant la guerre, d'Angleterre. C'est de ce côté que les négociants français devraient se

tourner en cherchant à perfectionner ces objets, afin d'accoutumer les Américains à se passer entièrement des Anglais.

Chastellux raconte de son côté :

Le dîner fut servi à l'américaine ou, si l'on veut, à l'anglaise, c'est-à-dire composé de deux services, l'un comprenant les entrées, le rôti et les entremets chauds; l'autre les pâtisseries sucrées et les confitures : quand celui-ci est enlevé on ôte la nappe et on sort des pommes, des châtaignes et des noix; c'est alors que l'on porte les santés; le café, qui vient après, sert de signal pour sortir de table. Ces santés ou *toasts*, comme je l'ai déjà dit plus haut, n'ont aucun inconvénient et ne servent qu'à prolonger la conversation, qui est toujours plus animée à la fin du repas : elles n'obligent à faire aucun excès; en quoi elles diffèrent beaucoup des santés allemandes et de celles qu'on porte encore dans nos garnisons et dans nos provinces. Mais un usage absurde et vraiment barbare, c'est qu'au commencement du repas, et la première fois qu'on boit, on interpelle chaque individu successivement pour boire à sa santé. Il y a là de quoi mourir de soif pour l'acteur de cette ridicule comédie, tandis qu'il est obligé de chercher autour d'une table les noms ou les regards de vingt-cinq ou trente personnes, et de quoi mourir d'impatience pour les malheureux à qui il s'adresse, car ils ne peuvent donner une attention, bien légitime assurément, à ce qu'ils mangent et à ce qu'on leur dit, étant sans cesse appelés de droite et de gauche, ou tiraillés par les gens cruellement charitables, qui veulent bien les avertir des politesses qu'ils reçoivent. Les Américains les plus civils ne se contentent pas de cet appel général; à chaque fois qu'ils boivent ils en font de partiels, comme, par exemple, de quatre ou cinq personnes à la fois. Un autre usage achève de désespérer les étrangers, pour peu qu'ils soient distraits et de bon appétit : les attaques générales et particulières finissent par de véritables duels. On vous dit d'un bout d'une table à l'autre : « Monsieur, voulez-vous permettre que je boive un verre de mon vin avec vous? » Cette proposition est toujours acceptée et n'admet pas même l'excuse du grand cousin, *on ne boit pas sans connaître.* Alors il faut se faire passer une bouteille, puis regarder son ennemi, car je ne saurais donner un autre nom à celui qui exerce un tel empire sur ma volonté; on attend qu'il se soit versé du vin à son tour et qu'il ait pris son verre, puis on boit tristement avec lui, comme un soldat de recrue imite les temps d'exercice qui lui sont montrés par son caporal. Au reste, je dois cette justice aux Américains, qu'ils sentent eux-mêmes le ridicule de ces usages que la vieille Angleterre leur a donnés et qu'elle a quittés depuis. Ils ont proposé au chevalier de la Luzerne de s'en dispenser, sachant bien que son exemple aurait le plus grand poids; mais il a voulu s'y conformer, et il a très bien fait. Plus les Français sont en possession de donner leurs usages aux autres peuples, plus ils doivent éviter d'avoir l'air de changer ceux des Américains. Heureuse notre nation, si les ambassadeurs et les voyageurs avaient toujours un si bon esprit, et s'ils ne perdaient jamais de vue que, de tous les hommes, ceux qui doivent avoir le maintien le plus négligé sont les maîtres à danser!

*
* *

Et les femmes? Dans les traits que rapportent d'elles les compagnons de La Fayette et de Rochambeau, nous retrouvons quelques-uns de ceux qu'a notés cent ans après l'auteur d'*Outremer*. Leur opinion est intéressante, car ces jeunes gens sont la fleur de la société la plus polie qu'on ait jamais vue, celle dont Talleyrand a dit que celui qui n'y a pas vécu ignore la douceur de vivre. Ils s'accordent à rendre hommage au charme et à la distinction des Américaines. Ce qui les frappe surtout, c'est la liberté dont jouissent les jeunes filles — en tout bien, tout honneur, car les mœurs sont très pures — et la stricte fidélité des femmes mariées à leurs devoirs : le contraire des mœurs françaises d'alors. Ils reviennent volontiers sur ce chapitre. Chastellux voit chez un de ses hôtes une des filles de la maison en grande familiarité avec un jeune officier américain,

qui était dans un négligé très recherché et représentait fort bien un agréable *country-squire;* à table, il lui épluchait ses noix et lui prenait souvent les mains. Je crus que c'était un mari en herbe, mais l'autre officier, avec qui j'eus occasion de causer, parce qu'il nous accompagna le soir, me dit qu'il ne croyait pas qu'il fût question de mariage entre eux. Je ne parle de ces bagatelles que pour faire voir l'extrême liberté qui règne dans ce pays-ci entre les personnes de différent sexe, tant qu'elles ne sont pas mariées. Ce n'est pas un crime à une fille d'embrasser un jeune homme; c'en serait un à une femme mariée d'avoir seulement le dessein de plaire. Mme Carter, jeune et jolie femme, dont le mari est intéressé dans les approvisionnements de l'armée, et habite à présent à New-York, m'a conté qu'un matin, étant entrée dans l'*office*, c'est-à-dire dans la secrétairerie de son mari, sans être fort parée, mais dans un déshabillé français assez élégant, un fermier de l'Etat de Massachusset, qui était là pour affaire, parut surpris de la voir, et demanda qui était cette demoiselle. On lui dit que c'était Mme Carter. « Bon! répondit-il assez haut pour qu'elle entendît, quand on est femme et mère, on n'est pas si bien mise. »

A Philadelphie, l'usage est d'aller voir les dames dans la matinée.

Nous commençâmes par Mme Beech : elle méritait tout notre empressement, puisqu'elle est fille de M. Franklin. Simple dans ses manières comme son respectable père, elle en a aussi la bienfaisance. Elle nous mena dans une chambre toute remplie d'ouvrages faits récemment par les dames de Philadelphie. Ces ouvrages n'étaient ni des vestes brodées au tambour, ni des garnitures de filet, ni même d'or parfilé; c'étaient des chemises pour les soldats de Pensylvanie. Les dames avaient acheté de la toile sur leurs propres pensions, et elles s'étaient fait un plaisir de les couper et de les coudre elles-mêmes. Sur chaque chemise était marqué le nom de la dame ou de la demoiselle qui l'avait faite, et le nombre des chemises montait à 2200. Sans doute c'est ici la place d'une réflexion bien *morale* et bien *triviale* sur la

différence de nos mœurs avec celles de l'Amérique; mais moi je pense qu'en pareille occasion nos dames françaises en feraient autant, et j'ose croire encore que de tels ouvrages inspireraient des vers aussi agréables que ceux dont on accompagne les envois annuels de berceaux, de carrosses, de maisons, de châteaux, etc., péniblement et gauchement fabriqués en parfilage.

Un autre jour, les jeunes généraux et colonels [1] qui se trouvaient alors chez M. de la Luzerne, ambassadeur de France aux Etats-Unis, vont prendre le thé chez Mme Shippen.

C'est la première fois depuis mon arrivée en Amérique que j'ai vu la musique se glisser dans la société et se mêler dans les amusements. Miss Rutteledge joua du clavecin et en joua très bien. Miss Shippen chanta avec timidité mais avec une jolie voix. M. Ottaw, secrétaire du chevalier de la Luzerne, fit apporter sa harpe, il accompagna Miss Shippen et joua aussi quelques pièces. La musique conduit naturellement à la danse : le vicomte de Noailles alla décrocher un violon, qu'on monta avec des cordes de harpe, et il fit danser les jeunes demoiselles, tandis que les mères et les autres personnages graves causaient dans une autre pièce. Si la musique et les beaux-arts prospèrent à Philadelphie, si la société y devient facile et gaie, et si on apprend à recevoir le plaisir quand il vient sans être invité en règle, alors on pourra jouir de tous les avantages particuliers aux mœurs et au gouvernement, sans avoir rien à envier l'Europe.

Les dames de Philadelphie ne méritent donc pas la réputation un peu austère que leur fait Blanchard :

Quoique assez magnifiques dans leurs habillements, elles ne sont pas généralement mises avec beaucoup de goût; elles ont dans leur coiffure et dans leur tête moins de légèreté et d'agréments que nos Françaises. Quoiqu'elles soient bien faites, elles manquent de grâce et font assez mal la révérence; elles n'excellent pas non plus dans la danse, mais elles savent bien faire le thé; elles élèvent leurs enfants avec soin; elles se piquent d'une fidélité scrupuleuse pour leurs maris, et plusieurs ont beaucoup d'esprit naturel.

Elles savent même se distraire à l'occasion :

Comme à Londres, à Bade, à Spa, etc., il y a des espèces de redoutes, où la jeunesse danse et où ceux à qui cet amusement ne convient pas jouent à différents jeux de cartes; mais à Philadelphie, les jeux de commerce sont les seuls permis. Un *manager* ou maître de cérémonies préside à ces amusements méthodiques [2]; il présente aux danseurs et

[1] Ségur, Damas, Noailles, Lauzun ont entre vingt-cinq et trente ans. Chastellux n'a pas beaucoup plus.

[2] « On dit que la danse est à la fois l'expression de la gaieté et de l'amour : ici elle paraît être celle de la législation et du mariage; de la législation, en ce que les places sont marquées, les contredanses désignées, toutes les démarches prévues, calculées et soumises à la règle; du mariage, en ce qu'on donne à chaque dame ou demoiselle un partner avec lequel elle doit

aux danseuses des billets pliés qui portent chacun un numéro ; ainsi c'est le sort qui décidera du *partner* ou de la *partner* qu'on aura et qu'il faudra garder le reste de la soirée. Toutes les danses sont prévues et arrangées d'avance, et on appelle les danseurs chacun à son tour. Ces danses ont, comme les *toasts* qu'on boit à table, des rapports marqués avec la politique : l'une s'appelle le *succès de la campagne*, l'autre la *défaite de Burgoyne*, une troisième la *retraite de Clinton*. Les *managers* sont ordinairement choisis parmi les officiers les plus distingués de l'armée; maintenant cette place importante est confiée au colonel Wilkinson, qui est aussi *clothier*, c'est-à-dire chargé de l'habillement des troupes. Le colonel Mitchell, petit homme, gros et court, âgé de cinquante ans, grand connaisseur en chevaux et qui avait dernièrement l'entreprise des voitures, tant pour l'armée américaine que pour l'armée française, était ci-devant *manager*; mais quand je l'ai vu, il venait de sortir de magistrature et dansait comme un simple citoyen. On prétend qu'il exerçait son emploi avec beaucoup de sévérité et on raconte qu'une demoiselle qui figurait dans une contredanse ayant oublié son tour parce qu'elle causait avec une de ses amies, il s'approcha d'elle et lui dit tout haut : « Allons donc, Mademoiselle, prenez garde à ce que vous faites ; est-ce que vous croyez être là pour votre plaisir? »

L'assemblée où je fus conduit en sortant de chez M. Wilson était la seconde de l'hiver. On me prévint qu'elle ne serait ni brillante ni nombreuse, parce que c'est à Philadelphie comme à Paris, où la bonne compagnie ne va guère aux bals de la Saint-Martin. Cependant, en entrant dans la salle qui était assez bien éclairée, je trouvai vingt ou vingt-cinq femmes en train de danser. On me dit à l'oreille qu'ayant beaucoup entendu parler du vicomte de Noailles et du comte de Damas [1], elles étaient venues dans l'espérance de les voir et de danser avec eux; mais elles furent complètement *désappointées*, car ces Messieurs étaient partis dès le matin même. J'aurais été *désappointé* de mon côté si je m'étais attendu à voir de jolies femmes. Il n'y en avait que deux de passables, dont une, appelée Mlle Footman, était un peu de contrebande, c'est-à-dire soupçonnée de n'être pas bonne Whig; car les Torys ont été publiquement exclus de cette assemblée. Je fus présenté à un personnage assez ridicule, mais qui ne laisse pas de jouer un rôle dans la ville; c'est une Miss V..., célèbre par sa coquetterie, son esprit et sa méchanceté; elle a trente ans et ne paraît pas prête à

danser toute la soirée, sans pouvoir en prendre un autre. Il est vrai que toute loi sévère demande à être mitigée, et qu'il arrive assez souvent qu'une demoiselle, après avoir dansé les deux ou trois premières danses avec son partner, peut faire un nouveau choix, ou se prêter aux invitations qu'elle reçoit; mais la comparaison subsiste encore et la danseuse se trouve alors n'avoir fait qu'un mariage à l'européenne. Les étrangers ont ordinairement le privilège d'être « complimentés des plus jolies femmes », *complimented with the handsomest ladies*, c'est-à-dire qu'on leur fait la politesse de leur donner de jolies partners ».

[1] Quelques jours auparavant, à un bal particulier de M. de la Luzerne, Damas et Noailles « avaient fait l'admiration de l'assemblée pour la grâce et la noblesse avec laquelle ils dansèrent. Tous deux, en vrais philosophes, témoignèrent un grand respect pour les mœurs du pays et ne quittèrent pas leurs jolies partners de toute la soirée ».

se marier. En attendant, elle met du rouge, du blanc, du bleu et de toutes les couleurs possibles, se coiffe et s'habille extraordinairement, et, bonne Whig en tout point, elle ne met point de bornes à sa liberté.

*
* *

En sa qualité de philosophe, Chastellux s'intéresse aux cultes, dont il observe avec indulgence la diversité.

Le dimanche 10, j'avais résolu de faire un cours de cultes et d'églises. Malheureusement les différentes sectes, qui ne s'accordent sur aucun autre point, ont pris la même heure pour assembler les fidèles; ainsi je ne pus voir dans la matinée que l'assemblée des Quakers et dans l'après-midi que celle des Anglicans. La salle où les Quakers se réunissent est carrée; il y a de tous les côtés et parallèlement aux quatre murs des bancs et des prie-Dieu, de sorte qu'on est placé les uns vis-à-vis des autres, sans autel ni chaire qui fixent l'attention. Lorsqu'on s'assemble, quelque ancien fait une prière impromptu, et telle qu'elle lui vient dans l'esprit; puis on garde le silence jusqu'à ce qu'un homme ou une femme soit inspiré et se lève pour parler.

Il faut croire les voyageurs sur leur parole, quelque extraordinaires que soient leurs récits. Comme l'Arioste, je raconterai des prodiges, *dirò maraviglia;* mais il est sûr que j'arrivai dans le moment où une femme venait de se taire. Un homme la remplaça qui parla fort bêtement sur la grâce intérieure, l'illumination qui vient de l'esprit, et tous les autres dogmes de la secte, qu'il rabâcha beaucoup et se garda bien d'expliquer; enfin son discours finit au grand contentement des frères et sœurs qui avaient tous l'air distrait et ennuyé. Après un demi-quart d'heure de silence, un vieillard se mit à genoux et nous débita une fort plate prière, après laquelle il congédia l'auditoire.

En sortant de cette triste et agreste assemblée, le *service* des Anglicans me parut une espèce d'*opéra*, tant pour la musique que pour les décorations : une belle chaire placée devant un bel orgue; un beau ministre dans cette chaire, lisant, parlant, chantant avec une grâce toute théâtrale; des jeunes femmes répondant mélodieusement du parterre et des loges, car les deux tribunes latérales font des espèces de loges; un chant doux et agréable, alterné par de très bonnes sonates jouées sur l'orgue, tout cela, comparé aux Quakers, aux Anabaptistes, aux Presbytériens, etc., me paraissait plutôt un petit paradis que le chemin du paradis.

Les convictions religieuses des Quakers leur défendaient de porter les armes et le Congrès leur avait accordé la dispense militaire, moyennant une faible contribution. Les mauvaises langues leur reprochaient de profiter de cette abstention pour gagner de l'argent en faisant le commerce à la fois avec les Anglais et les Américains. Leurs défenseurs les excusaient en alléguant leurs sentiments de fraternité pour tous les hommes, qui les portaient à assister et secourir, en lui vendant le plus cher possible de

bonnes denrées, le soldat hessois aussi bien que l'américain[1].

Leur propagande pacifiste n'admettait même pas la guerre pour l'affranchissement des colonies, s'il faut en croire ce que Ségur nous raconte des entretiens qu'il eut avec Polly Leiton, la fille du Quaker chez qui il logeait à Newport, une charmante personne enveloppée des pieds à la tête de blanche mousseline et de batiste.

Tu n'as donc en Europe ni femme ni enfants, lui disait-elle, que tu quittes ton pays pour venir si loin faire le vilain métier de la guerre? Les Anglais ne t'ont point fait de mal, et notre liberté, que t'importe? Il ne faut jamais se mêler des affaires des autres, à moins que ce ne soit pour les raccommoder et pour empêcher de répandre le sang... Il faut obéir à Dieu et désobéir à ton roi, car il n'est roi que pour conserver, et non pour détruire.

Mon ami, disait un autre à Chastellux, je sais que tu es homme de lettres et membre de l'Académie française; les hommes de lettres ont écrit beaucoup de bonnes choses depuis quelque temps; ils ont attaqué l'erreur et les préjugés, l'intolérance surtout; est-ce qu'ils ne travailleront pas à dégoûter les hommes de la guerre, et à les faire vivre entre eux comme des frères et des amis?

Ces divergences de vues n'empêchaient pas les bons rapports. Un Quaker, — il est vrai que c'était un des plus renommés par son esprit, — vint trouver Rochambeau à son passage à Philadelphie et lui dit : « Mon ami, tu fais un vilain métier : on dit que tu t'y conduis avec toute l'humanité et toute la justice qu'il peut comporter. J'en suis bien aise; je t'en sais bon gré et suis venu te voir pour te prouver mon estime ».

*
* *

Les liens qui s'étaient noués entre Français et Américains survécurent à la guerre; les plus distingués parmi les officiers français restèrent en relations de correspondance avec les Américains; quelques-uns même revinrent plus tard aux Etats-Unis. Beaucoup

[1] Pour avoir parlé avec irrévérence des Quakers, Chastellux fut pris à partie par Brissot de Warville, dans un copieux *Examen critique* sous forme de lettre, orné de l'épigraphe : « Je suis toujours pour les persécutés. » Cet opuscule est intéressant parce qu'on y trouve exprimée et développée dès 1786, entre autres idées fausses, celle-ci, que l'art militaire est inutile et néfaste parce qu'il diminue le vrai courage; qu'une armée permanente est inutile, puisque des libraires, des commerçants, des cultivateurs ont fait si vite de bons généraux; enfin, que l'amour de la liberté suffit à créer les talents militaires. Par une inconséquence dont nous vîmes depuis d'autres exemples, ce pacifiste antimilitariste fut un des plus ardents à pousser en 1791 à la guerre contre l'Autriche. Nous avions heureusement l'excellente armée permanente dont il voulait la destruction et qui préserva la France du désastre pendant que s'organisaient les troupes de nouvelle formation.

aussi y avaient pris le goût des idées politiques sur lesquelles était fondée la République américaine et l'on pourrait facilement retrouver l'influence de ces idées dans les premiers événements de la Révolution [1]. Ségur dit justement : « Il était assez extraordinaire de voir les jeunes courtisans partant pour la guerre au nom de la philantrophie qui devait la faire détester ; et des officiers qui, par l'ordre d'un gouvernement absolu, s'élançaient en Amérique, d'où ils devaient rapporter en France les germes d'une vive passion pour l'affranchissement et pour l'indépendance ». Ils s'en étaient fréquemment entretenus avec leurs amis américains. Quelques-uns de ceux-ci avaient essayé de calmer leur enthousiasme : « Prenez garde, jeunes gens, leur disait le docteur Cooper, de Boston, un des auteurs de la révolution américaine ; prenez garde que le triomphe de la cause de la liberté sur cette terre vierge n'enflamme trop vos espérances ; vous portez le germe de ces généreux sentiments, mais si vous tentez de le féconder sur votre terre natale après tant de siècles de corruption, vous aurez à surmonter bien des obstacles. Il nous en a coûté beaucoup de sang pour établir la liberté, mais vous en verrez des torrents avant de l'établir dans la vieille Europe. »

Ceux qui entendirent ces paroles prophétiques, Mathieu Dumas, Berthier, Ségur, durent se les rappeler plus d'une fois au cours des vingt-cinq années de la Révolution et de l'Empire.

Il est certain aussi que notre influence aux Etats-Unis bénéficia largement de notre participation à la guerre de l'Indépendance. Le souvenir français y est resté très vivace. Quand le comte de Paris fut reçu à New-York, en 1890, par ses anciens camarades de l'armée du Potomac, il put leur rappeler, aux applaudissements de tous, que le nom de Bourbon, qui se lit si souvent sur la carte de leur pays, montre la popularité que la Maison de France doit à l'aide si généreusement prêtée par elle aux colonies émancipées, et se féliciter d'avoir retrouvé encore vivante la trace qu'ont laissée les vétérans de Rochambeau, alors qu'ils combattaient côte à côte avec les jeunes troupes de Washington et les volontaires de La Fayette.

Nos ancêtres ont semé. Nous récoltons aujourd'hui.

Antoine de Tarlé.

[1] Ce fut le vicomte de Noailles qui présenta à l'Assemblée nationale la fameuse motion de la nuit du 4 août.

TROIS ANS...

Trois ans! La France lutte encore et son sang coule,
Et ses fils accourus pour la défendre en foule
N'ont pas ralenti leur essor.
Depuis trois ans au fond du gouffre toujours vide
Elle les a jetés, sublime Danaïde :
Le gouffre hélas! en veut encor.

Elle ne cherchait pas la bataille : naguère
Pour écarter des cieux le spectre de la guerre
Elle allait par tous les sillons
Faisant sur tous les cœurs son geste de semeuse,
Apaisant sous ses pieds l'onde humaine écumeuse
Comme le Christ des nations.

Elle croyait toujours la loi de l'Evangile
Que le droit est de marbre et la force d'argile,
Que l'amour a des mots profonds :
Elle ignorait le fer caché sous les verveines
Et les traîtres pour qui les paroles sont vaines
Et les traités sont des chiffons.

Elle rêvait : le plus beau rêve a ses surprises.
Un matin — ses blés mûrs ondulaient sous les brises,
Ses fruits tombaient dans le verger —
Elle vit tout à coup s'embraser un village
Et, de ses champs, ses bois, ses fermes au pillage,
Des casques à pointe émerger.

Elle appela : tous ses clochers lui répondirent.
Tous les hommes d'instinct sur leurs fusils bondirent;
Pas de pleurs, d'adieu solennel.
Comme pour leur travail, musette en bandoulière,
Les jeunes sont partis pour barrer la frontière,
Les vieux pour garder leur tunnel.

*
* *

Alors c'est l'imprudente et tragique épopée
Où la France de toutes parts enveloppée,
Avec sa foi pour tout secours,
Baïonnette au soleil chargeait des mitrailleuses,
Où les mortiers de Krupp de leurs salves railleuses
Ecrasaient nos canons trop courts.

Premiers espoirs vite effondrés : Dinant, Mulhouse;
Puis le recul, l'armée épuisée et, jalouse,
Disputant pied à pied son sol...
Soudain c'est le vaincu qui tient tête et s'acharne,
C'est le suprême appel de Joffre sur la Marne
D'où la Victoire a pris son vol.

L'âme française avait encor sauvé le Monde.
Plus tard, quand les bourreaux de Liége et de Termonde
Ont tenté de franchir l'Yser,
Elle leur a montré que la tâche était rude,
Que derrière un ruisseau les marins de Dixmude
Ne redoutaient pas le Kaiser.

Comme ce n'était pas encore assez pour elle
Et qu'elle avait compris que l'horrible querelle
Serait dure et lente à finir,
Refoulant dans son cœur sa fougue héréditaire,
Elle s'est résignée à se creuser en terre
Des tanières, pour y tenir!

Notre soldat conquit la pénible science
D'y vivre, d'y veiller casqué de patience
Sous le manteau bleu de l'ennui,
De sentir au fourreau son ardeur qui se rouille,
De trouver, à son tour de garde ou de patrouille,
La mort sans gloire dans la nuit.

Dès lors vers cette ligne immense et meurtrière,
Comme au choc d'un bâton sur une fourmilière,
Tous ont afflué sous l'affront.
Comme si la Patrie avait là son visage,
Son âme a pénétré si bien le paysage
Qu'il est vraiment resté « le Front ».

*
* *

La France ayant ainsi fermé son territoire,
Pour forcer à jamais cette fois la Victoire,
Autour d'elle a jeté les yeux :
Elle a vu vers le Rhin couronné de fumées
Des forges de Titans nuit et jour allumées
Surgir en volcans sur les cieux.

Elle a dit à ses sœurs de combat, ses voisines :
« Regardez! Bâtissons par milliers des usines;
« Une autre guerre a commencé,
« Celle des canons lourds, des obus et des ailes... »
Et les fours n'ont cessé de s'embraser chez elles
Et les ailes de s'élancer!

Tandis qu'elle jetait pour réparer ses brèches
Sur les réseaux sanglants autant de troupes fraîches
Qu'il en fallait, sans un remords,
D'autres canons hurlaient près de ses pièces mortes
Et ses aigles nouveaux aux antennes plus fortes
Faisaient la relève des morts.

Quand elle revenait pâle des hécatombes,
Ses martyrs dans les bras comme un ange des tombes,
Emplissant de fleurs leur cercueil,
Elle les y couchait dans leur beauté robuste,
La croix de guerre au cœur, crucifix sur le buste
Pour que Dieu leur fit bon accueil.

Puis, imitant ses sœurs de Sparte et de Carthage,
La femme sans se plaindre a tout mis en partage,
Ses deuils, ses espoirs, son travail,
Et remplaçant la main de l'homme disparue,
Sa main qui tout le jour a poussé la charrue
Tricote le soir un chandail.

La chaumière a suivi l'exemple de la ruche :
Le pain dans la corbeille et le lait dans la cruche
Malgré tout n'ont jamais tari.
Les gamins sont aux champs et les vieux à l'étable
Et les « réfugiés » ont pris la place à table
Du fils soldat ou du mari.

Pourtant, voyant baisser le tas de ses ressources,
La France a dit : « Donnez! » aux plus modestes bourses,
« L'argent est traître quand il dort. »
Et tous, enfants, vieillards, dans un pieux délire,
En songeant à l'absent brisaient leur tirelire
Pour y chercher des pièces d'or.

*
* *

Si nous voyons enfin poindre la délivrance,
Ce n'est pas tes canons, mais ta seule âme, ô France,
Qui força l'aube à se lever,
Ton âme de clarté, de douceur et de force
Qui n'a voulu garder du grand Empereur corse
Que sa gloire, pour y rêver.

Elle est libre : c'est sa fierté d'être sauvage
Et sa mâle beauté n'admet d'autre servage
Que d'être la fille de Dieu.
Son front est traversé du souffle des apôtres;
Quand elle voit fouler la liberté des autres,
Comme hier, elle accourt au feu!

Quand il faut une voix pour appeler à l'aide,
Ramassant le clairon tombé de Déroulède,
C'est elle qui sonne; et si haut
Que par delà les monts, montrant l'Adriatique,
Elle a fait tressaillir d'un accent prophétique
Les lèvres de d'Annunzio.

Jamais tant de splendeur n'a gonflé sa bannière!
Sa rudesse au combat n'exclut pas « la manière » :
Ouvrant son cœur hospitalier,
Comme Antigone elle a soutenu le roi Pierre
Et, comme Ypres n'est plus qu'un sombre amas de pierre,
Accueilli le Roi-Chevalier.

Elle nous a permis de souffrir, de comprendre
Que s'il le faut, le sol natal peut nous reprendre
Comme un grain perdu dans le vent,
Et qu'à s'être immolé pour le foyer qu'on aime,
Le geste a couronné la vie; et la mort même
N'est qu'un bond de plus en avant.

*
* *

Oh ! vivre encor lorsque, ses maisons pavoisées,
Dans le poudroiement d'or de ses Champs-Elysées,
Au fond du porche triomphal,
Tout Paris frémissant, énervé par l'attente,
Sur l'horizon, tendu d'une pourpre éclatante,
Verra surgir Joffre à cheval.

Un grand silence : un bruit de sanglots qu'on étouffe,
Puis du délire, un cri sans fin, des fleurs en touffe,
Tous les cœurs battant le tambour;
Du rire dans les yeux, des mouchoirs dans l'espace,
Un envol de baisers vers le grand Chef qui passe
Et rapporte Metz et Strasbourg.

Et puis le défilé sublime, interminable
Des tous petits si beaux dans leur manteau minable,
Brûlé, troué comme un drapeau,
Qui, les yeux éclairés par le feu des batailles,
Iront montrer chez eux comme autant de médailles
Les cicatrices de leur peau.

Et toutes les douleurs dont ils sont les emblèmes
Passeront dans ces corps maigris, sur ces fronts blêmes,
Et leurs frères les amputés
Applaudiront sur leurs béquilles glorieuses
Ces visages terreux, ces capotes boueuses
Qui sembleront déjà sculptés.

Comme le deuil aura neigé dans les mémoires
Et que les grands drapeaux aux frous-frous de leurs moires
Continueront de palpiter,
Bien des yeux reverront, dans un champ solitaire,
Près d'un képi déteint sur un ressaut de terre
Un petit drapeau s'agiter.

Tandis que les vivants descendront l'avenue,
Les légions de Dieu les suivront dans la nue
Dans un bruit d'aciers et de mors
Et chacun retrouvant « son » martyr qu'il acclame
Regardera très fier défiler dans son âme
L'armée immortelle des morts.

Capitaine Georges ROLLIN.

En campagne...

REVUE DES SCIENCES

La question du « pain national ». — Utilisation rationnelle des marrons d'Inde. — La boisson de fruits doux. — Un moyen pratique pour effectuer rapidement la paie des ouvriers dans les usines. — La photographie animée.

Hélas! il n'est pas trop tard pour parler encore d'elle, de cette irritante, de cette primordiale question du pain.

Irritante et primordiale, elle l'est surtout pour nous, Français, qui sommes, à coup sûr, les plus gros mangeurs de pain de l'univers. Jadis, nous ne nous en trouvions pas trop mal; à en juger par les qualités de notre race, au sang vif et léger : on a pu dire, avec infiniment de vraisemblance, que si nos soldats ont tant de nerf, tant de jarret, tant de souffle, c'est à leur alimentation qu'ils le doivent, et en particulier au bon pain savoureux qu'ils mangent en abondance. Pour une raison identique, nos travailleurs des champs et de l'usine sont forts sans être lourds, robustes sans être épaissis. Mais, grâce aux imprévoyances, aux erreurs, aux incuries patiemment accumulées depuis de longs mois, et en dépit des déclarations officielles les plus optimistes, voici que nous en sommes arrivés à ce point que, parmi les difficiles problèmes qui se posent à l'heure présente, le plus malaisément soluble est celui du ravitaillement national en pain. A coup sûr, nous n'en sommes pas et nous n'en serons jamais réduits à envisager la pénurie absolue, ni à plus forte raison à redouter la disette; mais déjà, à la suite de laborieuses réflexions, nos gouvernants nous ont doté d'un pain tout particulièrement amer et, comme ils se décident à avouer aujourd'hui que les mesures prises, pour désagréables qu'elles soient, pourraient fort bien ne pas suffire dans un avenir assez proche, il n'est pas nécessaire d'être pessimiste pour deviner de fâcheuses perspectives alimentaires.

Le peuple français ne demande pas autre chose aujourd'hui que des victoires, du charbon et du pain blanc. Pour les victoires, il s'en rapporte bien volontiers aux hommes qui ont défilé à travers

Paris le 14 juillet en escortant leurs drapeaux glorieusement mutilés ; mais à l'égard des politiciens qui se sont attribué à eux-mêmes la mission de lui fournir le reste, il faut bien avouer que sa confiance n'est pas sans réserves.

Il est vrai, d'ailleurs, qu'en ce qui concerne le pain, la question — telle qu'on l'a laissée se poser actuellement — est extrêmement complexe. Nous manquons de blé : la chose est certaine; notre récolte est médiocre et nous ne pouvons pas attendre de l'étranger des importations suffisantes pour combler le déficit. Il faut donc, si nous voulons pouvoir manger à notre faim, utiliser le mieux possible le blé dont nous disposons, en supprimer de façon radicale tout emploi superflu et d'autre part compléter notre approvisionnement en céréales susceptibles de remplacer plus ou moins le froment. C'est de ce principe, dont la logique est indiscutable, qu'on est parti pour imaginer « le pain national » : en somme, il s'agissait alors de savoir si on voulait sacrifier la qualité à la quantité ou se résoudre à l'opération inverse. Il n'est pas douteux que tout le monde en France accepterait volontiers les restrictions qualitatives et ferait au « pain de guerre » meilleure figure qu'il n'a lui-même, si ses propriétés essentielles et constitutives n'étaient en rien diminuées.

Il est bien permis de le dire : notre « pain national » est franchement mauvais, à Paris tout au moins, et à cet égard il n'existe dans le public aucune divergence d'opinion. Son apparence n'est pas engageante et la réalité semble répondre de tous points aux apparences : il est noir, il est lourd, il a un goût fâcheux, il est de digestion difficile; manifestement il produit sur les estomacs débiles des effets regrettables : les vieillards, les enfants, les personnes malingres se trouvent assez mal de le consommer. De nombreux médecins n'hésitent pas à le rendre responsable d'une fâcheuse recrudescence d'entérites qu'ils constatent dans leur clientèle.

La cause en est d'abord à la qualité défectueuse des éléments qui entrent dans la composition de ce pain; mais elle doit être également rapportée à sa mauvaise fabrication.

La loi a fixé à 85 pour 100 le blutage de la farine; cette opération du blutage consiste à tamiser les produits de la mouture : dans la pensée du législateur, le blutage à 85 pour 100 a pour but de laisser incorporés à la masse utilisable de farine un certain nombre d'éléments, notamment une grande partie du son qui en était précédemment éliminé, dans l'ancien blutage à 70 pour 100 (pain blanc de luxe) et même à 80 pour 100 (pain de ménage), parce qu'un peu grossier et de faible valeur nutritive.

En principe les 15 centièmes restant après blutage, c'est-à-dire les corps étrangers, les parties les plus coriaces de l'enveloppe et

les sels minéraux inassimilables que contient le grain doivent toujours être rejetés.

Mais les moulins de France sont mal organisés, d'une façon générale, pour bluter à 85; il en résulte que les minotiers laissent, volontairement ou non, se glisser dans la farine des éléments qui lui sont tout à fait étrangers et qui sont mêlés aux grains, lorsque ceux-ci, comme c'est à l'heure actuelle le cas très fréquent, n'ont pas été criblés avec grand soin. La farine contient alors des fragments organiques ou minéraux de toute espèce dont quelques-uns n'ont pas seulement l'inconvénient de « tenir de la place ».

De plus, le pain est souvent mal préparé; découragés par la qualité défectueuse des farines qui leur sont allouées et n'ayant, par ailleurs, aucune raison pour faire mieux que leurs collègues, les boulangers se laissent aller volontiers à négliger un peu leur travail. Il ne faut pas aller jusqu'à dire que certains d'entre eux tamisent leur farine pour en réserver la meilleure partie à une clientèle déterminée, ni que d'autres « mouillent » exagérément leur pâte, mais il faut bien confesser que la chose s'est vue parfois.

Ce qui, par contre, est presque général, c'est que la fermentation subie par la pâte de pain est insuffisante : celle-ci est lourde, indigeste, mal cuite à l'intérieur, et cela n'est pas sans favoriser grandement le développement des microbes pathogènes qui foisonnent toujours dans les farines insuffisamment blutées.

Enfin, le mélange légalement autorisé, qui consiste à ajouter au froment 15 pour 100 d'autres céréales : seigle, orge, maïs, peut avoir des inconvénients si les grains de ces céréales n'ont pas été sévèrement contrôlés. Des spécialistes assurent qu'il existe des grains de seigle toxiques parce qu'envahis par l'ergot, et des grains de maïs dont la consommation finit parfois par provoquer la pellagre.

Ce sont là des critiques que des savants optimistes n'ont aucune peine à réfuter; mais il faut bien dire que, sur ces critiques, tout le monde aujourd'hui est d'accord. On l'est moins quand il s'agit de préciser le rôle que joue le son dans l'alimentation humaine. Le blutage à 85 en laisse passer une grosse partie. Est-ce un avantage? Est-ce un inconvénient? Les uns font valoir, à la défense du « pain national », qu'il est, en principe, très semblable au pain de ménage et que, comme lui, il est plus sain, plus nourrissant, plus savoureux que le pain de luxe, parce qu'il contient à la fois plus de gluten et plus de composés phosphorés assimilables. D'autre part, le son favorise les échanges organiques grâce aux ferments spéciaux, aux « vitamines » qu'il apporte avec lui. Ce serait même la raison pour laquelle les grains décortiqués, dont l'usage tendait à se généraliser au cours des dernières années, devraient être tenus pour responsables d'un certain nombre de

graves maladies, en particulier le scorbut et le béribéri. Tel est, du moins, l'avis formulé dans la presse par des hommes très compétents qui s'appellent : le professeur Blanchard, le professeur Robin, le professeur Desgrez, de Paris, le professeur Weil et le professeur Mouriquand, de Lyon.

A ces affirmations éminemment autorisées, d'autres affirmations répondent, émanant de spécialistes non moins compétents, M. Arpin, par exemple. D'après elles, le son est parfaitement indigeste et en grande partie inassimilable. C'est un leurre que vouloir prétendre remplacer la bonne farine par un élément qui, pour être d'origine végétale, n'en a pas moins cet unique avantage d'accroître le poids et le volume du pain fabriqué. Le son aurait ainsi quelque analogie gastronomique avec les sels minéraux, le talc par exemple, que certains minotiers, dépourvus de scrupules, n'ont pas hésité, naguère, à incorporer à leur farine.

Enfin les agriculteurs interviennent dans le débat et ils apportent un argument au demeurant assez imprévu. Ils font ressortir que le son ainsi gaspillé sans profit pour accroître le volume de notre pain officiel représente pour notre alimentation une véritable perte, parce qu'il pourrait être beaucoup mieux utilisé à nourrir le bétail, pour lequel il constitue un aliment de toute première valeur. Dans la provende des bœufs et des moutons, 10 kilogs de son équivalent à 20 kilogs de foin ou à 40 heures de pâturage.

De quel côté est la vérité réellement scientifique? Il est bien malaisé de l'apercevoir pour le moment. Le ministre du ravitaillement paraît être bien embarrassé et il faut avouer qu'on le serait à moins. Mais la majorité du grand public semble bien admettre qu'il serait préférable de mettre à notre disposition une quantité restreinte de très bon pain plutôt qu'une quantité non limitée de pain désagréable. Ce bon pain, que nous consommions avant la guerre, représenterait, sous un moindre volume, une valeur nutritive connue : il serait savoureux, on le mangerait avec plaisir et les délicats n'auraient aucune raison de se plaindre d'entérites que certainement il ne provoquerait point.

Prendre parti dans le débat est chose bien hasardeuse. La prudence commande d'obéir aux prescriptions d'une saine philosophie et de méditer, une fois de plus, cette considération désabusée : que la science moderne, admirablement documentée sur bien des choses, est encore bien incertaine, bien hésitante, bien contradictoire, quand il s'agit de cette chose très simple, et vieille comme le monde, qui s'appelle : notre pain quotidien.

Puisqu'en utilisant (?) pour nous-mêmes une partie notable du son que contient le grain de blé, nous en privons les animaux domes-

tiques, il est bien juste que nous nous efforcions de leur trouver une compensation. C'est ce que, quelques jours avant sa mort récente, M. Philippe de Vilmorin avait très judicieusement fait remarquer à ses collègues de l'Académie d'agriculture, en appelant leur attention sur l'intérêt que les éleveurs trouveraient à utiliser le marron d'Inde pour la nourriture du bétail.

Il est vraiment regrettable de voir perdre pour tout le monde, — sauf pour les enfants qui s'en amusent, — les fruits de ces marronniers d'Inde qui abondent sur nos avenues et dans nos parcs. Acclimaté en France depuis trois siècles, ce bel arbre d'ornement se développe avec rapidité et n'exige pas de soins culturaux particuliers; mais il n'a guère eu, jusqu'ici, qu'une valeur décorative. Son bois mou pourrit facilement et brûle mal. Son fruit, abondant et facile à recueillir, a une mauvaise réputation qui n'est pas absolument imméritée. S'il n'est pas, à proprement parler, un poison, ainsi que les mamans le répètent volontiers, il a une saveur désagréable qui le rend suspect, et il contient en effet un principe amer et astringent, analogue à la colchicine, dont l'ingestion peut déterminer chez les hommes et les animaux des troubles digestifs assez graves. Injectée sous la peau d'un chien, une décoction de marrons d'Inde provoque de la diarrhée, des vomissements, du collapsus et même la mort si la dose est un peu forcée. Mais comme, en dehors de ses éléments vénéneux ou inassimilables, le marron d'Inde contient 65 pour 100 d'hydrate de carbone, à poids égal il se trouve ainsi avoir une valeur nutritive trois fois plus considérable que celle de la betterave. On conçoit dès lors le grand intérêt qu'il y aurait à en isoler toute la partie comestible, en la purgeant complètement des principes nocifs qu'elle renferme.

Malheureusement on n'y est pas encore parvenu, industriellement parlant tout au moins, et le fruit est resté sans utilisation pratique. Les Turcs cependant en donnent depuis longtemps à manger à leurs chevaux; aussi quelques savants ont-ils recherché dans quelles conditions il serait possible de l'utiliser de même dans l'alimentation du bétail. Les études et les expériences de M. Paul Gay, celles de MM. Flahaut et Carmoin, faites plusieurs années avant la guerre, ont donné sur ce point des résultats concluants et concordants. Avec certaines précautions de préparation et de dosage, le marron peut donc contribuer très utilement et très économiquement à l'alimentation de plusieurs espèces de nos animaux domestiques.

Pour cette utilisation, il faut récolter les marrons bien mûrs, les torréfier, ou mieux, les décortiquer et les concasser, les faire tremper dans l'eau froide pendant une nuit, puis les cuire dans

cette eau pendant une demi-heure. La cuisson, en effet, détruit la totalité des éléments nocifs et favorise l'assimilation des parties comestibles. On aura soin de jeter les eaux de lavage et de cuisson; puis les marrons seront réduits en farine et mêlés en quantités variables, suivant les cas, aux autres aliments. Hâtons-nous de dire qu'il ne faut pas généraliser et que cette nourriture ne convient pas à toutes les espèces animales. Il faut la proscrire absolument pour la volaille : les faisans et les poules succombent au bout de quelques jours, si on les soumet à une ration quotidienne de 50 grammes de marron : une seule dose tue le canard. Quant aux lapins ils marquent pour cette alimentation une grande répugnance, et si l'on peut arriver à la leur faire supporter par faibles doses, il est certain qu'on a d'autre part trop de facilité pour les nourrir conformément à leur goût, sans leur imposer un régime qui leur déplaît manifestement.

Mais il n'en va pas de même avec les moutons et les bovidés; les moutons peuvent ingérer chaque jour, pour le plus grand profit de l'éleveur, 500 grammes de marrons cuits. A ce régime ils engraissent plus rapidement que dans les conditions ordinaires; le fait a été démontré par des observations très rigoureuses. Les chèvres peuvent être traitées d'une façon identique. Les bœufs et les vaches peuvent consommer, sans en être incommodés, jusqu'à 5 kilogrammes de marrons par jour. Le lait provenant des vaches laitières ainsi nourries diminue parfois un peu de quantité (ce qu'il est facile de corriger par un régime approprié), mais il n'a aucun mauvais goût, et n'est pas moins riche en beurre que le lait des autres vaches. Les veaux le reçoivent volontiers et n'en éprouvent aucun dommage.

Les porcs manifestent d'abord une répugnance très vive pour le marron d'Inde : il faut, pour le leur faire accepter, le leur présenter très intimement mêlé avec le reste de leur nourriture. Mais ils finissent par s'y accoutumer, à condition que la dose ne dépasse pas 250 grammes par jour, et l'on n'a eu à observer, chez ceux qui étaient soumis à ce régime, aucune contre-indication.

Quant aux chevaux, — malgré le nom scientifique que l'usage observé chez les Turcs a fait donner à la plante (*Hippocastanum*, châtaigne de cheval), — on leur fait ingérer le marron d'Inde pour un but plutôt thérapeutique qu'alimentaire. Ces fruits passent, en effet, pour n'être pas sans vertu contre l'emphysème des poumons, qui est la maladie vulgairement appelée pousse; il est probable que cette action curative est fonction du principe essentiel, qui se manifeste par sa toxicité chez les petits animaux, les canards en particulier.

Quoi qu'il en soit, il est certain que le marron d'Inde cuit peut

être, dans bien des cas, pour les éleveurs, un véritable aliment concentré, constituant une ressource très précieuse qu'ils auraient tort de négliger, surtout en ce moment où le fourrage, l'avoine et les tourteaux mélassés sont d'une désolante rareté.

On ne saurait quitter la ferme sans signaler également l'intérêt considérable qui s'attache à utiliser rationnellement les fruits doux. On évalue qu'en temps ordinaire, il en est annuellement perdu sur l'arbre de 100 à 150 millions de kilogrammes au bas mot. Il en sera certainement perdu cette année beaucoup plus — le triple peut-être — parce que les difficultés de transports et la pénurie de sucre empêcheront d'appliquer à l'alimentation une partie importante de la récolte. C'est une perte considérable pour les agriculteurs, en même temps que pour l'alimentation publique. Il est donc de tous points logique de s'ingénier à trouver sur place un emploi convenable du surplus de récolte.

Le professeur Carles, de la Faculté de Médecine de Bordeaux, préconise à ce sujet une méthode qui peut être précieuse si on veut se donner la peine de l'appliquer. Elle consiste à tirer des fruits mûrs une boisson alcoolique très rafraîchissante, très saine et qui, par ces temps de cherté excessive du vin, peut remplacer avantageusement celui-ci dans un grand nombre d'exploitations rurales. La méthode préconisée par M. Carles a pu s'appliquer aux cerises, comme elle pourra l'être à tous les fruits doux, aux prunes, aux pêches, aux figues, voire même aux mûres qui abondent dans toutes les haies.

Le grand obstacle qui a, jusqu'à ce jour, empêché la mise en fermentation alcoolique des fruits, c'est que leur acidité propre, au moment de la pleine maturation, est insuffisante pour assurer ce qu'on pourrait appeler le jeu normal, régulier et complet de la fermentation. On peut aisément remédier à cet inconvénient en ajoutant à la pulpe, au moment du foulage, une dose d'acide tartrique calculée de manière à lui conférer la teneur en acidité totale qui caractérise le moût des raisins les mieux appropriés à la fabrication du vin. Cette dose doit être assez élevée pour donner une acidité initiale de 7 à 9 degrés, c'est-à-dire qu'elle doit être équivalente à celle que posséderait un litre d'eau tenant en dissolution de 7 à 9 grammes environ d'acide tartrique. Pratiquement, on peut dire qu'il suffit d'ajouter, à 1 kilogramme de pulpe, 6 grammes d'acide tartrique. La dose paraît forte, mais en réalité elle n'est pas excessive parce qu'il faut tenir compte de ce fait que les sels organiques de potasse, emmagasinés dans les fruits sucrés au moment de la pleine maturité, se combinent avec une bonne partie de l'acide tartrique ajouté et forment avec lui du tartrate

acide de potasse. Au cours de la fermentation, cette crème de tartre, qui est peu soluble, se précipite sous forme de petits cristaux dans les marcs et sur les éléments qui forment les lies : ainsi s'atténue peu à peu l'acidité excessive et la boisson qui, après fermentation, arrive à ne plus avoir qu'une acidité de 4 à 5 degrés, ce qui est tout à fait normal. Rien n'empêche d'ailleurs de fabriquer par surcroît, avec le marc riche en acide tartrique, une piquette de goût très agréable pendant les chaleurs de la canicule, qui est précisément le moment où la maturation précoce des fruits permet de leur faire subir le traitement indiqué.

La boisson ainsi obtenue est peu coûteuse dans les années où le fruit abonde. Elle est évidemment exposée aux divers accidents et aux diverses maladies qui viennent trop souvent compromettre le succès de la vinification des raisins. Le fait s'explique aisément parce qu'elle est fabriquée surtout pendant la saison chaude, c'est-à-dire à une époque de l'année où la température est tout à fait favorable aux proliférations microbiennes. Il faut donc prendre, pour protéger la boisson de fruits doux, des précautions identiques à celles qui sont prises pour défendre le vin contre ses maladies courantes. On a recours, pour ce but, à des soutirages, à des ouillages, à des méchages; grâce à ces traitements, trop connus pour qu'il soit nécessaire de les décrire par le détail, et grâce aussi à l'acidité propre de la boisson fabriquée, celle-ci arrive à se maintenir pendant plusieurs mois en bon état de conservation. Il n'est d'ailleurs nullement question de vouloir la substituer dans nos caves aux vins illustres des grands crus. Ni la Bourgogne, ni la région bordelaise n'ont rien à craindre d'une concurrence qui ne les menace pas. Il s'agit simplement de ne pas laisser perdre un excédent de récolte et de suppléer au vin, actuellement rare et coûteux, par une boisson naturelle qui, pour avoir une moindre valeur à tous égards, n'en est pas moins agréable et rafraîchissante.

On réalise ainsi une économie d'argent, et cela est fort bien, mais il faut savoir également économiser le temps, parce que, suivant la maxime chère à nos amis les Américains : « Le temps, c'est de l'argent. » C'est ce que, de plus en plus, comprennent les industriels et, dans un des derniers numéros du *Bulletin des usines de guerre*, on trouve, tout au long exposé, le système qu'a mis en pratique un constructeur parisien afin d'effectuer le plus rapidement possible la paie de ses nombreux ouvriers. Cette opération, le versement des salaires, est forcément, dans les grands ateliers, l'occasion d'une fâcheuse perte de temps. Les caisses doivent demeurer ouvertes pendant une journée entière, et le temps nécessaire au paiement est pris sur celui qui devrait être consacré

au travail. Le défilé devant les guichets est long; l'ouvrier compte et recompte sa monnaie. S'il a été payé dans le courant de la journée, l'argent qu'il a reçu et qu'il a dans sa poche le préoccupe et le distrait. En fin de compte, les jours de paie, le rendement en travail est diminué pendant plusieurs heures, dans une proportion qui a pu être évaluée à 30 pour 100 environ.

Pour remédier à cet inconvénient, l'industriel en question a imaginé un procédé propre à accélérer, en même temps qu'à simplifier, les opérations matérielles de la paie : plus de caissiers, plus de pointaux venant s'installer dans les ateliers avec leur boîte de monnaie et leurs registres. Le matin du jour où les salaires doivent être versés, entre 10 heures et midi, chaque contremaître remet à chaque ouvrier sous ses ordres un bulletin contenant le détail de son compte. A ce bulletin est joint un coupon détachable sur lequel est inscrit, en dizaines de francs par exemple, le principal de la somme à toucher. Ce principal seul sera payé à l'intéressé; le surplus, en francs et centimes, est réservé pour être porté au compte suivant.

Ainsi, pour un ouvrier dont le bulletin de salaire porte un total de 173 fr. 25, le coupon détachable est seulement de 170 francs net.

Au moment de la sortie, les ouvriers trouvent devant eux autant de guichets qu'il y a de sommes diverses portées sur les coupons, chaque guichet étant affecté uniquement au paiement des mêmes sommes : il y a le guichet des coupons de 60 francs, celui des coupons de 80 francs, etc. L'ouvrier n'a qu'à présenter son coupon au guichet voulu, et à retirer l'argent, sans calculs et sans discussion. A l'épreuve, on a constaté que le service se fait très rapidement : 2300 hommes ont été réglés en 8 minutes; « les femmes, 2600, qui sont un peu plus agitées que leurs camarades du sexe laid, ont besoin de 12 à 14 minutes ». Trente guichets avaient été installés pour des sommes variant de 50 à 200 francs.

Ce système présente évidemment de très grands avantages : aucun dérangement pendant le travail, grande rapidité de règlement, simplification de la comptabilité pour les caissiers, suppression de la question toujours délicate des appoints en argent ou en billon. Le seul inconvénient serait pour les ouvriers auxquels la retenue impose une gêne momentanée; ceux-là sont autorisés à demander une avance correspondante; très peu d'ailleurs ont profité de l'autorisation.

Voilà une jolie solution à un petit problème d'économie industrielle : sans le secours de lourdes théories et de considérations dogmatiques, elle est élégante, simple, parfaitement pratique. C'est du « taylorisme » à la française : souhaitons que des idées de ce genre se généralisent et se multiplient.

Paulo minora canamus! Pour passer à des choses moins graves, il faut signaler maintenant une petite invention qui peut être appelée à quelque succès. La photographie animée vient de faire son apparition. Désormais, nous pourrons avoir dans nos albums de famille la physionomie vivante des nôtres et retrouver à volonté la mobilité expressive de leur visage, sans qu'il nous soit nécessaire pour cela de recourir à l'appareil compliqué du cinématographe. Tout le monde sait aujourd'hui que l'illusion du mouvement est donnée à l'œil par la substitution rapide d'une image à une autre, ayant avec elle un certain nombre de traits communs. Dans la physionomie d'une personne, il y a toujours un ensemble qui reste immuable et qui nous permet de reconnaître cette personne, quelle que soit l'expression de son visage. C'est cet ensemble que la photographie s'était bornée à reproduire jusqu'à ce jour. Pour lui donner la vie, il fallait trouver le moyen de lui substituer, dans les conditions de la réalité, les aspects successifs de la figure animée, ses différentes expressions. Tandis que le cinématographe y parvient en déroulant rapidement devant notre œil la série des clichés enregistrés sur ses films, la photographie animée obtient le même résultat avec des images qui ne dépassent pas les dimensions ordinaires d'un portrait.

Si, par exemple, nous voulons avoir une figure que nous puissions faire rire à volonté, nous prendrons sur le même cliché deux épreuves de cette figure, l'une à l'état de repos, l'autre au moment où la personne rit. La plaque sensible de l'appareil est protégée, pour chacune des épreuves, par un écran d'étoffe très légère, comportant une alternance de raies opaques et de raies transparentes, et qui fonctionne, en quelque sorte, comme un tamis très fin des rayons lumineux : la plaque n'est ainsi impressionnée que sur certains points de sa surface. Chaque fois que l'on change de pose, on a recours à un dispositif spécial pour déplacer d'une très petite quantité l'écran sur la plaque. La nouvelle image se superpose ainsi à la première sur les points du cliché nouvellement exposés par l'écran à l'action de la lumière.

Quand la photographie est terminée, il suffit de la voiler à l'aide d'un écran semblable à celui qui a servi au tirage de l'épreuve. En déplaçant cet écran au-dessus du portrait, on reproduira, avec la rapidité que l'on voudra, les jeux de physionomie successivement enregistrés par l'appareil.

Francis Marre.

CHRONIQUE POLITIQUE

La quatrième année de guerre est commencée, et l'on n'ose plus s'aventurer à dire qu'elle sera la dernière. Ne le disons pas : c'est peut-être un moyen de faire qu'elle le soit ! Car on n'a pas manqué de le constater : *toutes* les prévisions énoncées avec le plus d'assurance ont été contredites par les faits. Comptez, si vous le pouvez, les affirmations émises sur ce sujet depuis trois ans, et vous conviendrez que la raison humaine a de sérieux motifs d'humilité. En voici un autre : pourquoi les grandes offensives sont-elles presque régulièrement arrêtées ou interrompues, dès les premiers jours, par des pluies torrentielles ? Il en a été encore ainsi de l'offensive des Flandres, dont la préparation par l'artillerie fut, dit-on, la plus terrible qu'on ait encore organisée. La fâcheuse pluie a interrompu ce superbe début, ce qui n'empêchera pas les savants de déclarer que la canonnade n'y est pour rien. La statistique des cas semblables les laisse incrédules. Ils n'ont pas encore eu le loisir de formuler une loi. On voit bien qu'ils ne fréquentent guère les séances du matin au Palais-Bourbon : ils auraient vu combien c'est facile. C'est ainsi qu'un de ces jours-là, au cours d'un débat, on a étranglé les « quatre vieilles », je veux dire les quatre traditionnelles contributions, pour les remplacer par l'impôt cédulaire sur le revenu. Car il faut de l'argent, n'en fût-il plus au monde. Et nos ministres se flattent bien d'en découvrir. Qui aurait dit que nous trouverions à dépenser 80 milliards de francs en trois ans ? Or c'est à ce total qu'arrive notre commissaire aux Etats-Unis, M. André Tardieu, dans une Note où il résume et récapitule notre effort depuis le début de la campagne. Jamais pareil exposé ne fut plus opportun non seulement pour l'Amérique, mais pour tous nos alliés, — et même pour nous. Le morceau a trop d'importance pour n'être pas cité, ayant été, de toute évidence, rédigé avec documents à l'appui :

1° Les effectifs des armées dépassent de plus d'un million celui du début; nous avons la certitude de les maintenir encore pendant de longs mois. Les pertes décroissent régulièrement. Depuis la Marne, sur 739 kilomètres du front occidental, qui est toujours l'objet principal des efforts de l'ennemi, nous en occupons 574 et les Anglais 138. En juin 1917, les Français étaient opposés à 81 divisions allemandes, et les Anglais à 42 divisions;

2° Grâce à notre organisation spéciale depuis la guerre, nous avons, lors d'une récente offensive, envoyé dans les tranchées allemandes, par mètre courant, 407 kilos de projectiles de canons de campagne, 203 kilos de projectiles d'engins de tranchées, 704 kilos de projectiles d'artillerie lourde, 128 kilos de projectiles d'artillerie de grande puissance. Nous avons tiré, dans la dernière offensive, 12 millions de projectiles de tous calibres. Nous avons rééquipé et réarmé complètement les Belges, les Serbes et les Grecs. Nous avons cédé à nos alliés des canons lourds;

3° En ce qui concerne les finances, nous avons dépensé, depuis le début, plus de 82 milliards; nous avons reçu de l'étranger, entre le 1er août 1914 et le 1er août 1917, 6 milliards; nous avons prêté, dans le même laps de temps, 4 milliards.

Nous avons supporté ces efforts financiers malgré une faible population et les territoires envahis, grâce à l'emploi discipliné des ressources et à l'énergie nationale. Vous allez nous aider à achever l'adversaire, mais il faut que l'armée américaine sache qu'elle trouvera pour la recevoir, en France, un pays maintenant au maximum de la puissance, malgré qu'il supporte depuis trois ans l'effort principal d'un redoutable ennemi.

Voilà qui devait être dit, sans forfanterie, mais nettement, pour éviter que tels ou tels concours tournent un peu trop à la compassion, comme il semble parfois s'en manifester une certaine tendance, et ici, je ne parle pas des Etats-Unis qui se sont mis, presque violemment, à leur nouvelle tâche. Ce n'est pas qu'elle soit encore prête à donner tout son effet : il s'en faut. Et il me paraîtrait prudent de ne pas laisser s'établir à ce sujet d'illusions de rapidité, d'où risqueraient de naître trop tôt des déceptions. Il paraît bien que si M. Wilson étend délibérément ses pouvoirs dictatoriaux, le Congrès ne se prête pas avec enthousiasme à cette personnification d'une autorité suprême en un seul homme qui a quatre ans de liberté devant lui. Il est incontestable que le Président se trouve à la veille et peut-être au moment de devoir recourir de nouveau à la manœuvre d'opinion qui lui a déjà permis de mener où elles en sont les affaires des Etats-Unis. Elle consiste essentiellement à créer directement un mouvement d'opinion publique qui revienne, en contre-coup, actionner et commander, pour ainsi dire, les votes des Représentants. Ce sera plus vite fait que la première fois, mais on doit cependant compter avec la durée nécessaire à cette action et à cette réaction.

Il ne faut pas, en effet, que les derniers événements, dont nous sommes à bon droit si touchés, nous donnent le change sur l'état profond de cet immense pays. Les trois grandes démarcations y existent toujours. L'Est est très pro-allié et surtout archi-français. Le Centre, que la visite du maréchal Joffre avait momentanément « excité » sincèrement, est déjà redevenu beaucoup plus calme. Et l'Ouest est toujours le plus éloigné de nous, ce qui a l'air d'une La Palissade, mais exprime cependant la vérité. Dans l'Ouest, on regarde beaucoup plus du côté du Japon, de la Chine et du Mexique que du côté de l'Europe. Le loyalisme foncier à l'égard du Président n'a certes pas varié, et il ne s'agit pas de faire machine arrière; mais peut-être y serait-on porté à prendre son temps plus que ne le comporte la situation européenne. M. Wilson

a conquis de haute lutte ses tranchées morales; il organise ses positions pour le moment, et je ne doute pas que son avance ne soit de nouveau brillante, mais là aussi il faut une préparation. Or le mouvement d'ensemble inaugural est terminé avec la déclaration de guerre et le premier envoi d'un contingent en France. Il faut maintenant vaquer à l'organisation, aussi rapide que possible, des autres contingents et du matériel nécessaire, encore plus comme transports qu'en toute autre matière; et c'est ici que les grands syndicats vont avoir la parole. Parleront-ils à l'unisson? Je le souhaite sans en être sûr. Non seulement il n'est pas inamical ni indiscret d'étudier une telle situation, mais j'estime que c'est un devoir de calmer les effervescences de l'attente, afin de prévenir des énervements qui ne seraient pas justifiés.

Nous pouvons être, sur le fond des choses, bien tranquilles. Les hommes d'Etat des Etats-Unis, et notamment M. Wilson, ne lâcheront pas l'occasion unique, qu'ils ont enfin pu saisir, de créer à leur pays une marine et une armée également de premier ordre, qui changeront complètement — j'ai déjà eu maintes fois l'occasion de le faire prévoir — leur situation mondiale. L'affaire est désormais engagée à fond. Donc, au point de vue qui nous intéresse davantage aujourd'hui, rien à craindre. Mais entre la préparation pour eux et la préparation pour nous, voilà où est la marge. Ils ont plus facilement que nous le loisir d'être patients. Et déjà l'on a, je pense, remarqué ce premier avis qui nous est venu d'outre-mer, au moment où les menées pacifistes battaient ici leur plein, et que je résume de mémoire : il serait aussi criminel aux Alliés de transiger maintenant qu'il le fut aux autres de les attaquer comme ils le firent. — Cela veut dire très gentiment, mais très nettement : « Pardon, il faut que j'aie le temps d'arriver. » Et pour accélérer les choses, comme pour saper par la base toute germanophilie qui pourrait encore sévir aux Etats-Unis, voilà, dans la nouvelle voie, le volume des souvenirs de M. Gerard, ancien ambassadeur à Berlin, qui paraît avec des documents inédits et qu'on assure révélateurs. Bien entendu, nous recevrons de Berlin les démentis appropriés. On instituera même, qui sait, encore une fois, un de ces dialogues de tribune récemment inaugurés et qui, j'en fais le simple aveu, me paraissent une faiblesse à laquelle, de notre côté, on a le tort de céder. Ce sont là, essentiellement, batailles de presse; il me semble dangereux d'en faire des dialogues de ministres responsables. On ne sait jamais où peut conduire l'imprévu d'une semblable joute documentaire pour laquelle le jury populaire — qui serait vite débordé du reste — n'a ni l'érudition, ni la compétence, ni le calme qu'il faut apporter à ces discussions.

D'en être venus là est le résultat fatal d'un défaut sur lequel je me suis permis d'appeler souvent l'attention : celui de l'absence d'une opinion publique qui, le moment venu, peut être une monnaie d'échange autant qu'un territoire. Cette comparaison a l'air

ambitieuse, elle est simplement juste. Qu'on veuille bien prêter attention à ce qui se passe en Allemagne. Que, malgré les apparences et par ce qu'on sait de bonne source, on y souhaite une paix prochaine, cela paraît tout à fait sûr. S'en aperçoit-on dans le ton de certaine presse? Jamais les thèses annexionnistes ne furent plus violemment défendues. Elles le seront, très probablement, jusqu'au bout, parce que, même dans la défaite, elles formeraient le corps moral d'un sacrifice au vainqueur, d'un sacrifice qui serait en réalité purement verbal, mais dont on aurait toute facilité de grossir l'importance. Rien n'est plus simple que de sacrifier une thèse de presse ; il est plus difficile et plus grave de sacrifier la thèse d'un gouvernement sans risquer d'ébranler sa situation morale. Aussi je ne découvre pas le moindre élément de force dans toutes ces discussions *officielles* sur des documents que personne ne montre et à propos desquels on prend à témoin un public qui ne peut feuilleter les dossiers.

Encore moins trouvé-je à propos ces engagements, dégagements, rengagements de *tribune* au sujet des bases de la future paix. La question est pourtant assez simple. Ou l'on veut traiter de la paix, ou non. Si l'on le veut — comme disait M. Brunetière — qu'on le fasse, et j'ai quelque idée que ce ne serait pas la quadrature du cercle. Mais si l'on ne le veut pas, pourquoi s'embarquer, à la tribune, en des déclarations précises où, pour reprendre l'excellente expression de Maurras, « on délimite l'avenir comme une pièce de terre », semant ainsi des pelures d'oranges sur le chemin des plénipotentiaires à venir? Comment ne s'aperçoit-on pas que là encore nous ne faisons que de la défensive et que l'offensive vient de Berlin! Et qui ne voit que ces sortes de polémiques qui, dans la presse, pourraient servir de soupape aux exaspérations publiques deviennent très dangereuses à la tribune et quand les récitants sont des ministres? C'est ce qu'à mon sens a fort bien exposé M. Balfour aux Communes le 30 juillet dernier :

Comment peut-on entrer dès maintenant dans des détails et anticiper sur le travail que devra faire la conférence de la paix qui mettra fin à la guerre?

Chaque déclaration faite par un ministre responsable est traitée comme une sorte d'engagement, de manière précise et détaillée, d'après lequel le gouvernement agira lorsque viendra le moment du règlement final, et cela est une manière très dangereuse de traiter ce genre de déclarations.

On ne peut pas traiter ces problèmes avec le même esprit de précision que l'on peut employer pour les problèmes historiques du passé. Personne ne peut prévoir la condition dans laquelle se trouvera le monde lorsque viendra le moment de décider de ces problèmes.

Comment pouvez-vous me demander de me risquer à préciser des détails sur ces questions d'une immense importance? Il rendrait un bien mauvais service à son pays, celui qui tenterait de faire cela actuellement.

Il est impossible, ajoute-t-il, de prophétiser avec certitude comment le jeu des forces modèlera les destinées de l'humanité et de nous demander de fixer avec précision les conditions sur lesquelles nous insisterons, celles dont nous demanderons l'exécution sans insister, ou celles que

sans insister nous désirons voir, ou celles que nous verrons avec indifférence.

Mais il est au moins une question sur laquelle il a été aussi net qu'il est possible à un philosophe de l'être : celle de l'Alsace-Lorraine :

Il me semble qu'il y a là une question dont la solution est évidente, et c'est pourquoi je ne crois pas qu'il puisse être mauvais d'exprimer du moins mon opinion personnelle, à savoir que, aussi longtemps que la France lutte pour l'Alsace-Lorraine, nous devons l'aider. La France, bien entendu, ne combat pas pour l'Alsace-Lorraine seulement. Elle combat pour son existence même. Mais la lutte qui lui a été imposée comprend cet autre problème si intimement lié à son histoire contemporaine. C'est pourquoi je déclare que, si nous sommes décidés à faire en sorte que la France ne soit pas écrasée, cela implique comme corollaire, si la guerre est une guerre victorieuse, la réalisation des légitimes aspirations de la France. La restitution de ce qui appartint à la France est une question à laquelle nous sommes intimement intéressés, quoique, bien entendu, nous n'ayons aucun intérêt égoïste à la réalisation d'un événement heureux.

Et, sans doute, cela est très bien dit, avec un accent sincère dont nous ne pouvons qu'être touchés. J'ai pourtant retrouvé, à la lecture de ce passage, l'impression, — comment dire : de gêne, que m'avait causée l'entrée en matière du discours. M. Balfour est un grand seigneur, et l'on sait que les grands seigneurs ont facilement un air détaché. Je ne songe donc pas à me formaliser de certaines nuances. Tout de même, elles y sont et elles me gâtent mon plaisir. Les premières phrases du discours indiqueront mieux encore ce que je veux dire :

Chacun sait que nous sommes entrés dans la guerre dès les premiers jours, n'ayant rien d'autre en vue que la nécessité de défendre la Belgique et *d'empêcher que la France ne fût écrasée sous nos yeux.* Voilà les deux motifs qui nous ont décidés à faire la guerre et on n'a pas pensé alors le moins du monde aux grands problèmes qui se sont posés devant nous au cours de la guerre. Une seule chose est bien claire : nous ne sommes pas entrés dans la guerre *pour un but égoïste quelconque.*

... Nous y sommes entrés et nous y sommes restés pour des buts dont personne comprenant l'opinion publique de ce pays ne peut mettre en doute le *caractère nettement altruiste...*

Et plus loin : « Mais si la guerre est terminée par une paix admissible par la conscience des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne (je cite ces deux pays, car ils sont les deux seuls pays *qui n'aient pas d'intérêt égoïste* dans cette question), etc... »

Cette insistance sur l'altruisme, l'absence d'égoïsme, la France à ne pas laisser écraser n'est pas venue à plusieurs reprises sur les lèvres d'un orateur, maître de sa pensée comme l'est M. Balfour, sans une volonté de préciser un moment historique. Or, si je cherche, — sans le moindre esprit de contention, mais uniquement pour voir clair dans la pensée d'un ministre des affaires étrangères qui demain peut être Premier, — à me rendre compte, d'après ses

paroles, de la situation respective de nos deux pays, j'en arrive inéluctablement à ceci : quand la guerre a éclaté, la Grande-Bretagne *pouvait*, si elle l'eût voulu, contempler du rivage la tempête qui l'eût battu (*suave mari magno*...); mais notre état l'émut, et, par altruisme, la petite et lamentable France fut alors aidée et soutenue par la puissante, compatissante et munificente Angleterre. En nous aidant elle pensa à nous, et non pas, égoïstement, à elle... Mon Dieu, voilà bien longtemps que j'avais prédit que nous en arriverions là. Nous y sommes : et par la déclaration d'un des hommes les plus importants parmi nos amis et alliés. Je ne crois pas manquer à la déférence, ni à la justice, en remarquant que, présentées ainsi, les choses ne sont cependant pas tout à fait exactes. L'histoire de ces jours tragiques n'est pas assez ancienne pour qu'il puisse y avoir prescription de souvenirs et de faits. Et le fait est que, les choses parties du train qu'elles marchaient, l'Angleterre était dans la nécessité absolue, pour sa propre sécurité — je dis absolue — *primo* : de sauver ou de reprendre Anvers, et *secundo* : de nous aider à préserver Calais. Que ce soit de l'altruisme et non de l'égoïsme fût-il sacré, je ne tiens pas aux mots en eux-mêmes, pourvu que les faits soient bien établis dans la mémoire, tels qu'ils se sont passés en août 1914. Cette fort simple et calme remarque n'a pas la véhémence des reproches que fait la presse italienne au même discours pour avoir passé sous silence les revendications de l'Italie; mais elle n'en confirme pas moins les leçons que j'ai souvent tirées d'une situation que nous avons contribué à déformer nous-mêmes et le péril que créent peu à peu des flatteries sans mesure.

M. Lloyd George a pris plusieurs fois la parole en ces derniers temps, notamment à une réunion tenue par le nouveau comité fondé pour faire connaître au public les buts de guerre de la Grande-Bretagne. Lord Crewe, qui présidait, les a résumés, très heureusement, en deux mots : réparation et sécurité. C'est bref, bon et vrai. Et quelle marge au rêve! Voilà d'excellente vulgarisation. Quant au Premier actuel, il a déclaré, très opportunément, que ce n'est pas à une classe quelconque du pays de faire la paix, mais à la nation entière, comme la nation entière se bat. Sur la Russie, M. Lloyd George n'a pas caché ses anxiétés présentes, mais il a affirmé son espoir pour l'avenir. Deux jours plus tôt, il avait dû s'expliquer aux Communes sur le rôle joué par M. Henderson, membre du Cabinet de guerre et secrétaire du parti travailliste, qui avait « piloté » à Paris les membres voyageurs du Soviet de Pétrograd. Je reviendrai sur le cas de M. Henderson quand j'aurai pu le mieux élucider. Ce qui fut caractéristique dans le discours du Premier, c'est la demande formelle au Parlement « de ne pas exiger immédiatement, et j'insiste, dit-il, sur ce point, les révélations des raisons qui motivent certaines décisions prises ». Ceci est en concordance avec les motifs de patienter que je donnais ici précédemment et sur la nécessité, quelque

fâcheuse qu'elle soit, de tenter d'aider encore les bonnes volontés russes, parce que la cassure serait pire que tout.

Nous nous trouvons en effet, à l'égard de la Russie, dans un état en apparence fort complexe, au fond « terriblement » simple. Si nous l'abandonnions, il est clair comme le jour que, sans autres appuis, elle tomberait fatalement, sans tarder, ou sous la main ou dans les bras de l'Allemagne. Il est difficile d'éluder ce dilemme. Or si au Mittel-Europa, s'il se réalise, nous laissions apporter, même après une défaite, une sorte de rallonge qui serait l'Ost-Europa, ce serait encore pire qu'avant. D'où nécessité de maîtriser nos nerfs et de tâcher de tirer d'une situation franchement déplorable le meilleur parti possible. Ce qu'il y a de particulièrement grave en Russie, — et nous y avons maintes fois insisté, — c'est qu'en somme l'idée de Patrie, telle que nous la comprenons et la vivons, n'existe pas dans les neuf dixièmes de la population. Il n'y avait qu'un seul lien pour ces foules, c'était le tsar. Le tsar disparu, c'est le gâchis national. Voilà pourquoi les officiers qui étaient décidés à la révolution auraient voulu attendre la fin des hostilités pour la faire. Ils avaient le sentiment de la crise actuelle. Ce qui a manqué le plus aux leaders du gouvernement provisoire, c'est la « poigne » et aussi la compétence. Le prince Lvov, lui, redoutait l'échec d'une tentative un peu brusque de remise en ordre. Quant aux chefs les plus en vedette aujourd'hui, après la crise qui s'est produite et a fait conférer à Kerenski des pouvoirs dictatoriaux, ils ont une bonne volonté certaine, mais ignorent à peu près tout des affaires qu'ils administrent. Kerenski sauva certainement la vie à bien des gens, dès le début, en abolissant la peine de mort; mais cette suppression énerva la discipline de l'armée, surtout quand il y joignit maintes réformes dont il ne comprit pas la portée, suppression du salut militaire et une quantité de modifications semblables. Il s'est repris, depuis lors, et se reprend de plus en plus. Tou dépend en somme de lui maintenant. Il peut jouer sa vie, sachant que sa santé est atteinte, et il a déjà compris bien des nécessités dont il n'avait pas la notion. Comprendra-t-il assez de nécessités et assez vite? Tout est là.

Cela ne pourra pas encore reconstituer l'armée dont nous avions salué avec joie le réveil, mais du moins elle pourra, si elle est commandée comme Kornilov et Tcherbatchev peuvent le faire, être remontée peu à peu. La première offensive victorieuse fut menée, en somme, par une brigade polonaise, une brigade tchèque et une brigade dite finlandaise, mais presque entièrement composée de Russes fidèles. Ce fut, hélas! une flamme qui ne put embraser le foyer principal; et la désorganisation était si grande que même la contagion de l'exemple, que j'avais espérée, ne se produisit pas. Privée de son axe dynastique, la Russie, pour l'immense majorité de ses habitants, n'a vu, dans la révolution, que le « droit » d'assouvir, sans contrôle et sans sanctions, les besoins ou les fringales de l'égoïsme le plus individualiste qui soit. Il sont à

peine coupables : ils ne savent pas. Et c'est la vengeance posthume de l'ancien régime, que, la crainte ou la fidélité personnelle à l'Empereur abolies, il ne reste plus qu'un chaos d'appétits. Kerenski, doublé de cinq ou six de ses amis, aura-t-il la notion suffisante de ce qu'il faut faire maintenant qu'il en a le pouvoir? La tâche est formidable et d'une étendue insoupçonnée en Occident. Quoi qu'il en soit, il ne peut plus être question, d'ici assez longtemps, de compter sur l'appui militaire de la Russie, et comme le grand concours des Etats-Unis ne se fera guère sentir ici avant le printemps prochain, on voit que la gravité de l'heure commande la prudence et la cohésion. « Je ne suis pas certain, disait le 4 août M. Lloyd George, que nous en soyons encore arrivés au passage le plus dangereux. »

Il est possible du reste qu'il fût préoccupé des révélations apportées par les Rapports sur le *Labour Unrest*, dont le *Times* dit que tout le monde devrait les lire. Nous avons déjà attiré l'attention sur la gravité du mouvement ouvrier chez nos amis et alliés et nous avons dit que le gouvernement britannique avait divisé le pays en secteurs, pour chacun desquels il a nommé lui-même des enquêteurs sur le mécontentement ouvrier. Un certain nombre de ces rapports ont été déjà distribués. Ils sont tous unanimes. L'agitation provient de la cherté de la vie, de l'exemple des « profiteurs » dont les scandales ne sont jamais réprimés, de l'irritation contre les excès du Defence Realm Act, et du manque de confiance dans les promesses officielles. Le rapport sur le *London and South-Eastern Area* (commissaires : le juge O'Connor, MM. Smith et Voce) observe que le sentiment croissant des classes ouvrières est qu'elles « sont traitées plutôt comme les instruments de la communauté que comme ses membres ». Mais il est une affirmation qu'il me paraît extrêmement important de relever. Ces Commissaires déclarent : « Bien que certains aient dit qu'une partie de l'agitation ouvrière était due à la propagande ennemie, il n'a pas été allégué un iota de preuves (*no tittle of proof*) de quelque sorte que ce soit à l'appui de cette rumeur. » Je dis que c'est important, parce que « l'argent boche » est un argument commode pour tout expliquer, mais singulièrement dangereux, car il risque d'aveugler sur l'état d'esprit profond des foules. Qu'il y ait des cas où « l'argent boche » ait fait son œuvre, cela est incontestable; mais que cette explication puisse servir de « tarte à la crème » au point de vue social, ce serait la plus grave erreur qui pût être commise. Etudions et écartons les espèces viciées; mais ne nous fions pas d'une façon générale à ce facile trompe-l'œil. Que la sincérité des Commissaires gouvernementaux britanniques nous soit une leçon.

INTÉRIM.

6 août 1917.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

La question d'Orient, par Edouard DRIAULT. 1 vol. in-8°. (Alcan.)

Cette histoire de la question d'Orient, dont la première édition date déjà de vingt ans, forme un manuel clair, parfaitement documenté et heureusement divisé qui est d'un grand secours aussi bien aux spécialistes de la politique étrangère qu'aux esprits simplement désireux de mieux comprendre des problèmes difficiles du présent. Très complet. il remonte dans le passé jusqu'aux origines byzantines, et la septième édition qu'on nous présente aujourd'hui a été mise au courant des derniers événements de la guerre (1916).

La France pendant la guerre, par G. ALPHAUD. Préface D'E. DESCHANEL. 1 vol. in-12. (Hachette.)

Série d'études, d'une belle tenue littéraire et d'une information précise, sur l'état moral et économique de diverses provinces de France (Champagne, Normandie, Savoie, Ile de France, Beauce, Lorraine, Orléanais, Languedoc). C'est un ouvrage précieux, qui, en sa forte concision et sous l'agrément de la forme, constitue un témoignage à la fois éloquent et net sur la tâche de la province française pendant la guerre.

La maison du pays de France. Provinces dévastées, par Léandre VAILLAT. Dessins hors texte de André VENTRE. 1 vol. in-4°. (Flammarion.)

L'excellent critique d'art que connaissent nos lecteurs s'est attaché depuis quelque temps à une œuvre aussi louable que séduisante : la conservation ou la restitution de la vieille demeure de France. En des pages délicates qui sont d'un artiste et d'un écrivain, il nous montre ici la variété des maisons dans nos diverses provinces et il étudie d'abord leurs caractères dans les parties de notre pays qu'a dévastées la guerre, de la Flandre à l'Alsace. De beaux dessins à la fois pittoresques et documentaires de M. André Ventre éclairent le texte et donnent des renseignements nombreux.

Les Allemands de toujours, par Ad. ADERER. 1 vol. in-12. (Calmann-Lévy.)

Suite d'études historiques et anecdotiques, — en majeure partie consacrées aux Allemands et Autrichiens d'autrefois, à leurs mœurs, à leurs souverains, à leur psychologie nationale, — et où l'on cherche les traits qui caractérisent aujourd'hui nos ennemis. Ce sont des pages documentées, écrites avec le talent habituel de l'auteur, pleines de curieux détails et de croquis pittoresques.

Comment est née la Révolution russe, par Jacques BAINVILLE. 1 broch. in-12. (Nouv. libr. nat.)

Ce petit volume, net et condensé, comme l'auteur a l'habitude d'écrire, offre en une centaine de pages un raccourci historique qui peut éclairer utilement les événements actuels, les souvenirs personnels d'un observateur qui a cherché à se renseigner sur place, et des vues, — sur le présent et l'avenir de la Russie, sur ce qui eût pu se passer et sur ce qui peut se passer, — qu'on aura profit à examiner.

L'Allemagne annexionniste, par S. GRUMBACH. 1 fort vol. in-8°. (Payot.)

Copieux recueil de documents relatifs aux visées annexionnistes allemandes (le volume a d'abord paru en allemand) réunis par un socialiste connu, ancien député d'Alsace au Reichstag et collaborateur à l'*Humanité* sous le pseudonyme *Homo*. Ces documents, tous postérieurs à la déclaration de guerre, ont été recueillis dans les discours officiels, les pétitions des grandes associations, les articles de journaux ou de revues, particulièrement quand ils sont dus à des personnalités en vue, les décisions des partis, des congrès, les brochures et ouvrages allemands inconnus chez nous. Un appendice réunit, comme contraste des déclarations anti-annexionnistes.

Les Etats-Unis d'Amérique, par d'ESTOURNELLES DE CONSTANT. Nouv. éd. 1 fort vol. in-12. (Colin.)

Nous avions déjà signalé la première édition de cet important travail, fruit de voyages nombreux et d'observations soigneusement conduites, et qui avait paru peu avant la guerre. La récente édition complète l'ouvrage par des observations nouvelles et une mise au courant. Malgré quelques réserves qu'on pourra faire sur certaines pages — en particulier au sujet de la religion — ce livre fort instructif est de ceux qu'on consultera et dont on tirera de nombreuses informations.

Un pékin sur le front, par SEM. 1 vol. in-12. (Lafitte.)

Ce curieux volume — livre et album à la fois — nous montre le malicieux et spirituel caricaturiste devenu sans effort un excellent écrivain, — on le savait au surplus dès avant la guerre ; ses impressions du front, nettes et alertes, tour à tour éloquentes et amusantes, s'accordent à merveille aux nombreux dessins dont il a illustré son texte : est-il besoin de dire qu'on trouvera dans ces croquis d'admirables évocations de la guerre, pleines de vie, de force et d'humour, et d'étonnants portraits en quelques coups de crayon ?

La bibliothèque des aveugles, par André Dreux. Préf. de Pierre Loti. 1 vol. in-12 illustré. (Assoc. Valentin Haüy, 9, rue Duroc.)

Cet élégant et intéressant volume, étudiant d'abord l'œuvre de V. Haüy et de Braille, nous montre comment on fabrique les livres spéciaux pour aveugle, nous met au courant des systèmes d'écriture et d'impression, examine l'œuvre si féconde de l'Association V. Haüy, décrit son étonnante bibliothèque de 50 000 volumes et parle enfin des progrès à réaliser. La guerre, on le sait, met ces questions d'actualité et ce livre orientera sans doute des bonnes volontés vers leur meilleure solution.

La diplomatie de Guillaume II, par Louis Laloy 1 vol. in-8° (Bossard)

Dans ce travail, étudié et documenté, l'auteur suit la politique de l'empereur allemand depuis son accession au trône (1888) et s'efforce de prouver qu'il a eu, dès le début, des intentions belliqueuses. C'est par là même une sorte d'histoire diplomatique d'un bon quart de siècle et le livre est intéressant à suivre en son exposé et en ses déductions.

Une vie intime, par Démians d'Archimbault. 1 vol. in-12. (Plon.)

Encore une fine étude d'âme féminine; mais, cette fois, c'est en plein drame intérieur que l'héroïne se dévoile et s'élève jusqu'aux sublimes hauteurs du sacrifice. A travers la double tourmente de tragiques épisodes de guerre et du bouleversement de son cœur, elle passe déchirée et fière, supérieure, mais si tendrement accessible aux tentations et aux douleurs qu'on ne peut sans émotion lire les pages exquises de ses luttes et de sa victoire.

Le réveil de l'esprit, par Robert Vallery-Radot. 1 vol. in-12. (Perrin.)

Recueil d'essais pour la plupart écrits avant la guerre, complétés et revus au cours d'une convalescence après une glorieuse blessure, ce livre développe les idées qui animent un certain nombre de jeunes écrivains chrétiens originaux et intéressants à suivre Œuvre d'un poète qui sait penser et réfléchir et qui est aussi un bon prosateur, il mérite d'être examiné, il est un document sur l'état d'âme de toute une jeunesse et il contribue à donner confiance en l'avenir.

A la guerre, par Lord Northcliffe. Trad. fr. 1 vol. in-12. (Payot.)

La personnalité de l'auteur, le rôle qu'il a joué dans les événements présents, grâce à la puissance de la presse qu'il dirige, donnent son intérêt à ce recueil. Ce sont des impressions et aussi des réflexions rapportées de ses visites aux fronts français et italien que complètent des « aperçus sur les pays neutres » (Suisse et Espagne), résultats de voyages soigneusement organisés.

Guido Gezelle, prêtre et poète, (1830-1899) par Charles Grolleau. 1 vol. in-16 (Coll. Bellum). (Crès.)

C'est une fine et délicate étude contée par un bon poète de France sur un poète de Flandre, qui mérite d'être mieux connu des lettrés, figure originale et pittoresque, sorte de chanteur franciscain. La fraicheur de l'inspiration, le sens profondément chrétien, l'amour candide de la nature, accroissant l'amour de Dieu, et la nouveauté des images offrent une séduction délicieuse. Ce charmant petit volume est complété par des traductions de quelques poèmes choisis.

De Verdun à l'Yser, notes d'un aumônier militaire, par Jean Limosin. 1 vol. in 8°, illustré. (Bonne Presse.)

M. l'abbé Ardant, qui nous avait déjà donné son journal de route *Sur le front lorrain*, nous raconte, dans un second volume, les impressions de sa vie d'aumônier d'août 1915 à octobre 1916, et *De Verdun à l'Yser*. On y trouvera la même sincérité et un entrain qu'une longue campagne n'a pas, Dieu merci! diminué.

L'abbé Edouard Paradis, par l'abbé E. Bomet, directeur du Petit Séminaire de la Primatiale, Lyon. 1 brochure in-16 illustré. (2 fr. 50, chez l'auteur).

Vie d'un jeune prêtre, intelligence et âme d'élite, vicaire d'une paroisse de Lyon, que la guerre a fait aumônier divisionnaire et qui est mort noblement pour la France. Ses notes intimes et ses lettres, excellemment mises en valeur par l'auteur dans la trame de son intéressante biographie, sont d'un bel et salutaire exemple et révèlent une vie intérieure et une pensée remarquables

---

Tout ce qui concerne la Rédaction de la Revue doit être adressé à M. Edouard Trogan, Directeur du *Correspondant*, 31, rue Saint-Guillaume, à Paris, VIIe.

L'un des Gérants : JULES GERVAIS.

PARIS. — L. DE SOYE, IMPR., 18, R. DES FOSSÉS-S.-JACQUES.

LE FÉDÉRALISME OU AUTONOMISME EN RUSSIE

En exposant, le 10 juillet dernier, la question agraire en Russie, je notais qu'elle constituait l'un des trois dangers très graves devant lesquels se trouve placée la Russie nouvelle, les deux autres étant d'abord l'extension soudaine et exagérée du principe électif, ensuite la substitution du système autonomiste ou fédéraliste à une centralisation administrative et à une uniformité législative abusives. Grâce à l'attitude séparatiste adoptée presque simultanément par la Diète de Finlande et par la « Rada » ukrainienne, aux réclamations moins intransigeantes, mais sérieuses et justifiées d'autres régions, la dernière question devient d'actualité pressante.

I

Il est rare, sinon impossible, qu'une question d'organisation sociale ou constitutionnelle se pose à la fois avec amplitude, urgence et violence, si elle ne réunit pas ces deux caractères : de répondre à un besoin réel, imposé par la nature même des choses, et d'avoir été envenimée par une longue série de fautes et de refus obstinés. Les deux caractères se retrouvent dans la poussée autonomiste, fédéraliste ou même séparatiste, dont la Russie offre en ce moment le spectacle.

Depuis longtemps tous ceux qui, ayant à s'occuper ou à se préoccuper de la politique et de l'administration intérieures de la Russie, n'étaient pas dominés par des considérations de carrière faisaient une constatation décourageante : pour être non seulement gouverné, mais surtout administré d'une manière à peu près tolérable, l'empire est trop grand. Dès la pseudo-révolution de 1905-1906, un publiciste éminent, Charapov (décédé), défen-

dait avec acharnement l'idée d'une distribution de tout l'empire en régions (oblasti) distinctes, dont chacune se serait administrée à peu près indépendamment chez elle, à l'aide de corps représentatifs à compétence étendue, avec la plus large tolérance pour la langue, la religion et les usages des allogènes, toutes ces « oblasti » se groupant autour de la monarchie centrale autocratique, dont Charapov était, à cette condition, le défenseur convaincu. Aussi bien l'univers présente trois autres puissances qui, par leur étendue et leur population, peuvent être comparées à la Russie; ce sont : l'Empire Britannique, les Etats-Unis et la Chine. La première grâce aux leçons de l'expérience devant lesquelles l'Anglo-Saxon ne se rebiffe pas au nom des « principes », la seconde grâce à une sage prévision de l'avenir ont adopté le système fédératif, tandis que la troisième, de par la force des choses, paraît depuis la nuit des temps n'avoir connu d'autre structure qu'une décentralisation tellement large que chacune de ses dix-neuf provinces ou vice-royautés représentait jusqu'à ces temps derniers une sorte d'Etat distinct.

Pour la Russie, ce fractionnement de l'appareil administratif s'imposait avec d'autant plus de nécessité que l'adoption d'un type uniforme du fédéralisme ou de l'autonomie, comme cela a lieu aux Etats-Unis et en Chine, était exclue par l'extrême disparité des éléments qui composent cet agrégat, les uns beaucoup moins avancés en civilisation que le noyau central, qui est la Moscovie du seizième siècle, les autres plus, tous de civilisations différentes d'origine et d'aspect, avec des assises ethniques et historiques diverses. Ainsi la poussée des prétentions particularistes devait infailliblement se joindre à cette explosion colossale que fut la révolution de mars dernier, parce qu'elle répondait à un besoin réel.

Elle ne pouvait pas non plus manquer d'être envenimée et exagérée par l'accumulation de fautes commises dans ce domaine comme dans les autres par l'ancien régime tsariste. Depuis Pierre le Grand, le réformateur tant surfait, qui fut avant tout un colossal touche-à-tout, bien plus démolisseur que constructeur, le tsarisme — qui, jusqu'au dernier règne, savait être dans sa politique extérieure prudent et audacieux, cauteleux et dissimulé ou hardiment effronté selon qu'il fallait, presque toujours habile à s'adapter aux contingences du moment, — mettait, dans sa politique intérieure et à l'égard de ses peuples, une sorte de coquetterie à n'employer avec eux d'autre méthode que celle que dans le monde bureaucratique on appelait « tordre en corne de bélier ». Alors qu'en face des variations atmosphériques étrangères on savait très bien

mettre à la cape ou louvoyer, à l'intérieur on naviguait systématiquement contre vents et marées. Les marins qui suivent cette méthode finissent toujours par « boire à la grande tasse » — pour cette fois, à la tasse amère de l'anarchie.

C'est surtout depuis le règne d'Alexandre II que le système d'unification, de nivellement, de russification fut poussé aux limites extrêmes, parfois *ad absurdum*, poursuivant non seulement l'unification forcée des institutions, lois et réglements, mais celle de la religion, du langage, du costume, du style architectural, même des harnais et des attelages. Le type adopté était le grand-russien, hérité soit de Byzance soit de l'Orient tatare; les agents d'exécution ou employés aussi, de préférence. Mais comme ils n'auraient pas suffi, on recourait à un chassé-croisé facilité par le servilisme congénital du tchinovnick : les *allogènes* furent, non sans succcès, chargés de se russifier réciproquement, par exemple les Courlandais ou Finlandais en Pologne ou Lithuanie, les Circassiens et Arméniens en Courlande, en Finlande, etc., les Polonais seuls restant soumis à un ostracisme presque général comme trop réfractaires. Cette politique avait probablement un triple but et certainement un triple effet qui était de servir de dérivatif aux aspirations libérales et réformatrices de la population dominante (la grand-russienne ou moscovite) elle-même, de procurer aux tchinovnicks de tous rangs tous les louches bénéfices dont j'ai plus d'une fois parlé, inhérents aux prohibitions ou prescriptions tracassières, enfin de leur faciliter leur besogne qui, à moins de les prendre au sein des populations locales, ce qui eût été à l'encontre du système, leur eût été trop pénible. Le tchinovnick est essentiellement un nomade. J'ai connu un sénateur qui me contait le plus naturellement du monde comment en moins de trois ans il avait été procureur général à la cour d'Irkoutsk (Sibérie orientale), à celle de Tiflis, à celle de Varsovie et enfin sénateur à Saint-Pétersbourg. Par suite de disgrâces et de chicanes ministérielles? Nullement; grâce à ses protections. Chacun de ces postes était légèrement plus important que le précédent, chaque mutation comportait des indemnités de déplacement de beaucoup supérieures aux frais réels et le rapprochait du sommet judiciaire, le Sénat (Cour de cassation). Que serait-il devenu, le pauvre homme, si la Sibérie, le Caucase, la Pologne eussent joui d'une organisation adaptée à leurs besoins!

Comment en si peu de temps se mettre au courant, non seulement de chacun de ses ressorts et de ses personnels mais d'autant de législations, de procédures, de compétences, enfin de langues si diverses? N'était-il pas plus simple, plutôt que de plier tant de

braves défenseurs de l'autocratie aux besoins de tant de pays divers, de plier les pays eux-mêmes... en corne de bélier? Seulement, une fois venue l'occasion propice, la corne de bélier ne manque pas de se redresser en corne de gazelle, droite et pointue. Le gouvernement provisoire du prince Lvov à peine installé, la poussée séparatiste, autonomiste ou particulariste se produisit avec une telle violence que, débordé, le gouvernement admettait formellement le principe de la « république fédérative », proclamant par ici, promettant par là, tolérant ailleurs, au hasard des nécessités du moment. Parmi toutes les « autonomies », il y en a eu d'éphémères, d'injustifiables, de grotesques, et il y en a de très sérieuses, de nécessaires et d'inévitables. Dans la première catégorie, déjà liquidée ou en voie de liquidation — dès le jour où on a osé se rappeler que les républiques civilisées comme les monarchies reposent avant tout sur la poigne du gardien de la paix et le verrou du « violon », — se placent, parmi les plus connues, la république de Cronstadt et celle de Schlusselbourg. Ces deux villes, fondées par Pierre le Grand en même temps que Saint-Pétersbourg, n'en sont à proprement parler que des banlieues : pourquoi pas la république de Vincennes ou celle de Neuilly? Les républiques éphémères de Krasnoïarsk et de Tomsk en Sibérie ont eu cette utilité de garantir la population locale des bandes de condamnés et déportés de droit commun qui déjà procédaient à la « nationalisation » méthodique des coffres-forts et mobiliers. La plus savoureuse paraît avoir été celle de Pereïaslavl. C'est un « petit trou » sur la rive gauche du Dniepr inférieur, chef-lieu de district; pendant près d'un mois, il a eu sa république indépendante, et son dictateur, qui n'était autre que l'illustre Khroustalev-Nosar, en 1905 chef omnipotent de « l'Union des Unions », qui organisa la grève générale d'octobre, réfugié à Paris, exclu par ses coreligionnaires politiques pour cause de vol avéré, rentré en Russie depuis la guerre et... reconnu fou. Sa république a vécu ce que vivent les roses, et a disparu sans drame.

Mais à côté de ces burlesques, il y a les grands mouvements particularistes fondés sur des causes profondes, durables, dont la longue compression tsariste n'a pu avoir raison, que le régime nouveau s'est engagé à reconnaître et qu'il lui faudra organiser; de la manière qu'il le fera dépendra toute la prospérité intérieure et la puissance extérieure de l'immense république. Ce sont celles qui, dans des pays divers, correspondent à des conditions de race, de religion, de langue, de culture, — ou encore à des conditions géographiques et économiques tellement impérieuses qu'il est impossible de les dominer autrement que par l'abus de la force,

— dont le tsarisme est mort. Ce sont ces pays que nous passerons en revue et ce n'est qu'au fur et à mesure de cette revue rapide, tant ils diffèrent entre eux, qu'il sera possible d'indiquer quelle forme d'autonomie et de fédéralisme chacun de ces pays désire et peut espérer obtenir; nécessairement, ce sont les procédés de spécialisation anglais et non les procédés américains qu'il faudra appliquer.

II

Je ne m'occuperai pas de la Pologne. Avant tout, grâce à la faiblesse militaire de la Russie, elle n'est plus entre ses mains et, de par les déclarations solennelles de Nicolas II dans son ordre du jour aux armées de janvier 1917 et du gouvernement provisoire aussitôt qu'il fut installé, avalisées par les puissances de l'Entente, la Russie n'a plus aucune prétention d'aucune sorte sur ce pays. Si l'on tient compte, d'autre part, de la déclaration, plus ou moins sincère, des deux puissances centrales du 5 novembre 1916, il est indéniable que son avenir est devenu une vaste question internationale; il serait illogique, et presque impertinent, de la placer désormais au nombre des questions intérieures russes dont je m'occupe aujourd'hui.

La Finlande. — Elle n'a vraiment pas à se plaindre jusqu'ici, sinon de la révolution russe qui l'a elle-même gravement infectée de virus anarchique, du moins de son gouvernement provisoire. Aux tout premiers jours, le personnage marquant de ce gouvernement était, non M. Kerenski, mais M. Milioukov, le défenseur ardent, on peut dire passionné, de la Finlande au temps de l'oppression véritable. En lui envoyant comme gouverneur général Michel Stakhovitch, un des plus sincèrement libéraux, des plus loyaux et des plus éloquents membres élus du Conseil de l'Empire, en abrogeant immédiatement toutes les lois restrictives du statut et des privilèges finlandais, notamment l'inique loi de 1910, le gouvernement provisoire est allé spontanément au bout des concessions que permet à des Russes l'intérêt vital de leur propre patrie.

Loin d'avoir, ainsi qu'on l'espérait certainement à Pétrograd, aplani tout malentendu et fait naître la cordialité entre deux pays devenus également démocratiques, le baiser Lamourette n'a fait qu'enfler les prétentions finlandaises et, chose curieuse, provoquer une explosion de haine forcenée. Elle apparaît d'une manière très pittoresque dans deux lettres publiées fin juillet par la *Gazette de Lausanne*, dues à une dame finlandaise d'origine sué-

doise, qui paraît bien être le porte-parole de la majorité de sa nation. Cela s'explique par certains côtés propres à la nature, au tempérament, à la mentalité de la nation finlandaise d'une part, à celle du gouvernement et de la nation russe elle-même, de l'autre.

Le Finlandais a de grandes qualités; sérieux, laborieux et appliqué, rangé et méthodique, persévérant, merveilleusement respectueux de la loi et du droit d'autrui, sachant se dominer au point d'être devenu, d'un ivrogne fieffé, le plus complètement sobre des Européens, il est en même temps intraitable, d'une obstination irréductible, rancuneux et vindicatif. Placé en face du Russe-type tant de fois décrit, dont l'incurable versatilité prenait chez son gouvernement la forme d'une incurable mauvaise foi, le Finlandais était évidemment prédestiné à « ne pas sentir » le voisin et maître que l'histoire lui a donné, dès le jour où il lui devrait autre chose que des bienfaits, ce qui fut le cas depuis l'annexion jusqu'aux toutes dernières années du dix-neuvième siècle.

Car, si l'on passe du domaine de la psychologie à celui des faits, on est tout de même obligé de reconnaître que, dans le bilan du doit et avoir des deux nations, ce n'est pas le compte créditeur de la Finlande qui l'emporte.

Avant tout la Finlande a le droit, si elle croit pouvoir y arriver, de *demander* l'indépendance, elle ne peut pas la *revendiquer*, parce qu'elle n'en a jamais joui. Elle n'a derrière elle aucune histoire propre, elle n'a jamais tenu de place distincte sur la carte politique de l'Europe. Jusqu'au commencement du siècle dernier, elle formait une simple province suédoise, sans aucun privilège particulier, participait à la Diète de Stockholm, et recevait de là ses lois. Conquise sur la Suède en 1809, conformément à l'une des clauses du traité de Tilsitt, entre Napoléon et Alexandre I[er], elle fut bénévolement agrandie de la province de Viborg, arrachée aux Suédois par Pierre le Grand et qui s'étend presque aux portes de Saint-Pétersbourg, elle fut constituée en grand-duché autonome, douée d'une Diète propre, d'une administration nationale, d'une législation distincte, d'un budget, d'un système monétaire et douanier à elle, liée à la Russie uniquement dans la personne de l'empereur grand-duc. Bien mieux : ses nationaux jouissaient en Russie, sans naturalisation spéciale, de tous les droits civils et politiques, tandis que le gouvernement impérial tolérait qu'un Russe n'eût même pas le droit d'ouvrir une boutique de savetier en territoire finlandais sans l'autorisation du Sénat de Helsingfors. Depuis le règne d'Alexandre III, elle était libérée, et l'est encore au cours de cette sanglante guerre, du plus redoutable des

impôts, le service militaire obligatoire, remplacé par un subside qui représente à peine sa quote-part, au prorata de la population, dans les budgets de la guerre et de la marine. Enfin la population finlandaise est composée de deux races, absolument distinctes, la suédoise pour à peu près 12 pour 100, la finnoise pour le surplus. C'est sous le régime russe, et sous sa protection, que cette dernière, qui sous le régime suédois n'était qu'une plèbe sans autre signe de son individualité qu'un idiome incompréhensible à tous les autres peuples européens, a pris conscience d'elle-même, s'est fait et une langue véritable, et une culture égale à celle de n'importe quelle nation de notre continent, combien supérieure à celle de la nation suzeraine. Tel est le compte créditeur de la Russie à l'égard de la Finlande.

Et son compte débiteur? Il serait nul, sans l'implacable et féroce niaiserie de la fameuse bureaucratie russe. Jusqu'à la fin du siècle dernier, la Finlande, tapie dans son coin glacé, était la plus loyale des contrées allogènes de l'Empire. Maîtresse et heureuse chez elle, elle fournissait à l'empire suzerain des généraux aides-de-camp, des ministres et diplomates fidèles, d'excellents bataillons pour réprimer l'insurrection polonaise de 1863, des « russificateurs » zélés, bien qu'ils parlassent la langue « au-dessus de tout » avec un singulier accent. — Pourquoi, de but en blanc, en 1898, si j'ai bonne mémoire, leur infligea-t-on comme général-gouverneur un certain Bobrikov, qui se mit à piétiner à tort et à travers leurs privilèges, leurs lois, leur langue, leurs usages placides et réglés? On a parlé d'une excursion *incognito* en Finlande du grand-duc héritier — le futur Nicolas II — qui se serait vu, dans un petit bureau de poste aux environs de Pétersbourg, refuser tour à tour un timbre et une monnaie russe sur le ton maussade et renfrogné excusable par 61° de latitude Nord. Ce serait un « nez de Cléopâtre » *sui generis*. J'inclinerais plutôt à croire, plus simplement, que dès lors, l'absentéisme et l'appauvrissement graduel des 130 000 familles de « pomiechtchik tchinovisés » dont j'ai parlé dans ma précédente étude ayant rendu les autres débouchés allogènes insuffisants, on avait jeté les yeux sur la Finlande : on pouvait y placer trois mille fonctionnaires, et en « perfectionnant les services » le double.

Au bout de deux ans, Bobrikov était assassiné par le fils d'un sénateur finlandais. Depuis ce fut, entre la Russie officielle et la Finlande, la guerre au couteau, au couteau à papier du reste, car, ainsi que le regrettait amèrement vers 1909 certain haut bureaucrate russe, ignorant avoir un Polonais parmi ses auditeurs, « ces Finlandais ont la tête trop solide pour se laisser, comme les

Polonais, entraîner à une insurrection ». — Il y eut bien, en octobre 1905, une sorte d'armistice, dû à l'excès d'angoisse provoqué par la grande grève; le manifeste du 17-30 octobre, spécial à l'Empire, fut accompagné le même jour d'un autre, spécial au grand-duché, qui confirmait le privilège de son autonomie, et par surcroît le dotait d'un cadeau qui avait tout l'air d'un piège — puisqu'on le refusait avec indignation à la Russie — le suffrage universel même féminin. Du coup la Diète finlandaise eut une majorité à la fois socialiste et chauvine. Lorsque Stolypine eut cru nécessaire d'expier quelques velléités d'un libéralisme très pâle en s'engageant à pleines voiles dans le courant à la fois nationaliste et réactionnaire, la « russification » de la Finlande devint, à côté de celle des anciennes provinces polonaises, son cheval de bataille. D'où la loi de 1910, qui fait encore frémir d'indignation toute la nation finlandaise.

Cette loi contenait quatorze dispositions distinctes. Elles étaient toutes, sans exception, repoussées par les Finlandais. Pourtant il y en avait cinq auxquelles aucun Russe réellement, quoique intelligemment patriote ne pouvait refuser son appui. La Finlande est unie à la Russie ou elle ne l'est pas. Si elle l'est, aucun Russe ne pouvait admettre que certaines questions communes, vitales pour les deux pays, telles que le régime monétaire, douanier et celui des chemins de fer, ne pussent pas être résolues selon quelque procédure qui assurât leur solution malgré le mauvais vouloir de l'une des parties. Il ne pouvait admettre que la Finlande ne concourût pas à la défense commune de son sang aussi bien que de son argent, comme fait en ce moment la Hongrie, comme font les « Dominions » anglais. Ni enfin que la justice finlandaise et la russe fussent à ce point indépendantes l'une de l'autre que, dans la période de terrorisme qui s'étendit de 1901 à 1908, les futurs ministres de la République qui avaient participé à un attentat ou à un complot contre l'Empereur de Russie trouvassent un refuge assuré chez le grand-duc de Finlande, bien que tous deux logeassent dans la même enveloppe périssable.

Mais les neuf autres articles étaient la négation même de l'autonomie finlandaise, même de la nationalité, avaient le caractère nettement *russificateur* que devait leur imprimer un spécialiste comme Stolypine, qui avait fait toute sa carrière dans les *provinces de l'Ouest* et y possédait, par grâce, un beau domaine polonais confisqué. La loi fut à la Douma et au conseil de l'Empire (surtout là) l'objet d'une discussion très élevée, quoique inutile, puisque le vote de la majorité était assuré. C'est à la Chambre Haute que le « général de la cavalerie » S... prononça un discours

d'une belle franchise militaire. Il disait, en substance, qu'il trouvait superflu de discuter contre le savant recteur de l'Université de Pétersbourg, David Grimm, les actes solennels octroyés par Alexandre Ier à la Finlande. Il suffisait de rappeler leurs dates, 1809 et 1810, c'est-à-dire le moment où le judicieux souverain prévoyait comme certaines la guerre avec le terrible Napoléon et l'invasion de la Russie. Pouvait-il laisser aux portes de Pétersbourg un pays et un peuple à peine conquis et d'une fidélité douteuse? Non, le seul moyen d'assurer ses derrières était de faire à ce peuple des conditions telles qu'il les considérerait comme un précieux bienfait en comparaison de celles que lui avait faites la Suède. On ne peut que louer Alexandre Ier d'avoir agi ainsi et reconnaître que ce fut le grand mérite devant la patrie des divers gouvernements russes et de la dynastie elle-même que d'avoir su, au fur et à mesure que l'Empire s'agrandissait de territoires et de populations allogènes, leur offrir les promesses et les garanties capables d'assurer leur tranquillité, — quitte, au fur et à mesure que les conjonctures le permettraient, à revenir à une politique et une législation plus propres à assurer l'unification et l'homogénéité totale de l'Empire.

Combien on aime cette noble franchise! Comme elle vous repose de toutes ces arguties, de ces pauvres *distinguo* de robins dont les assemblées de l'Europe, Soviet et Reichstag compris, nous fatiguent depuis trois ans, entre autres, à propos de certains « buts » ou « responsabilités ».

La majorité de la noble assemblée buvait cette harangue comme du lait. Mais je suppose que les Finlandais ne l'ont pas oubliée, et on s'explique dès lors l'intransigeance ou même l'exagération de leurs postulats actuels : ils veulent garder de la marge. Toutefois l'issue du conflit paraît à peu près certaine parce que, de part et d'autre, elle est dominée par la force même des choses. Au moment où j'écris, la Diète, après avoir en principe proclamé l'indépendance totale de la Finlande, résolu de ne pas soumettre les lois votées par elle à la sanction du gouvernement russe, comme héritier du grand-duc déchu, refusé tout subside de guerre, même sous forme de prêt, et réclamé l'évacuation totale du pays par les troupes russes, a été dissoute et la Diète nouvelle doit se réunir en novembre. A ce moment, comme aujourd'hui, la force des choses indiquera ceci :

Que la Russie, quel que soit son gouvernement, ne peut aller au delà de ce qu'elle offre actuellement, sous peine de suicide. Retirer ses troupes aujourd'hui, ce serait appeler une descente allemande. Par ailleurs, rien ne lui serait plus facile, ou même

profitable, que de renoncer complètement à ce pays déshérité par la Providence et à cette population hostile qui ne lui fournissent ni soldats, ni richesses, car économiquement ce n'est pas la Russie qui exploite la Finlande, c'est l'inverse; d'ailleurs, le nouveau port de Kola et son chemin de fer ne sont pas en territoire finlandais (province d'Olonetz et Archangel). Mais il y a la « folie » de Pierre le Grand. De Bieloostrov, la station frontière finlandaise, à Pétrograd, il y a, à travers l'estuaire de la Néva, 20 et quelques kilomètres à vol d'oiseau et de là il serait plus aisé de bombarder la capitale que Dunkerque des positions allemandes en Belgique. Il faudrait donc déplacer la capitale, renoncer aux nombreux milliards qu'elle a engloutis dans sa fange et les dépenser ailleurs. Bien entendu, comme on le disait sous Alexandre III, qui caressait assure-t-on cette idée, au bout d'un an on chasserait l'ours sur le Newski.

D'autre part la Finlande ne pourra faire autrement que de se résigner. Ne disposant d'aucune force armée, elle ne saurait même profiter des embarras militaires actuels de la Russie. D'ailleurs, quelle que soit l'indéniable imprudence des socialistes qui dominent dans ce pays, ils ne seront point aveugles au point de ne pas savoir que, pour socialistes et révolutionnaires que soient les chefs actuels du gouvernement russe, ils n'en sont pas moins russes, peut-être autant, à leur manière, que le digne général cité plus haut. Ce n'est pas tout que d'acquérir l'indépendance *pendant* la crise russe : il faut être sûr de la conserver *après*.

Quant aux visées de la Suède dont on parle parfois, il faut voir là une hypothèse illusoire. Jamais la Suède ne retrouvera, pour entrer en lutte avec la Russie, une occasion aussi favorable que celle qu'elle a délibérément négligée au cours des trois dernières années. Elle a sagement agi. Elle ne ferait que se créer des embarras inextricables en accolant à sa population parfaitement homogène de 5 millions et demi d'habitants une race absolument distincte de 3 millions, la finnoise, qui ne comptait pas avant 1809, mais qui a depuis tout à fait pris conscience d'elle-même, qui est devenue absolument dominante dans son pays et qui serait certainement aussi réfractaire envers elle qu'elle l'est envers sa suzeraine actuelle.

En somme, le bilan des rapports russo-finlandais s'établit ainsi : près d'un siècle d'une suzeraineté très paternelle d'un côté, d'une parfaite fidélité de l'autre, et vingt ans de persécutions niaises ici, et là de résistances et de rancunes justifiées. La Russie nouvelle a fait le possible pour effacer les mauvais souvenirs et réveiller les bons. Selon que la Finlande aura ou non le bon sens

d'imiter son exemple, le conflit actuel prendra la forme d'un embarras momentané ou d'un grave danger.

L'Ukraine. — Lorsqu'éclata, au commencement de cet été, la nouvelle qu'il s'était constitué à Kiev une *Rada* (Conseil, comme Soviet) due, naturellement, à la génération spontanée, qu'elle avait proclamé la convocation d'une constituante ukrainienne distincte, d'une armée, d'un ministère complet, y compris ceux des finances, de la guerre et des affaires étrangères, soit tous les éléments de l'indépendance absolue; lorsqu'on apprit surtout que les représentants du gouvernement provisoire central et lui-même, après eux, avaient accepté presque tous ces postulats, ces nouvelles engendrèrent parmi les amis de la Russie la crainte qu'elle ne fût à la veille de la grande catastrophe, et parmi ceux qui sont au courant de la question, une véritable stupéfaction. Le danger était considérable; il se serait agi d'amputer la Russie d'un pays plus vaste que la France, la Belgique, la Hollande et la Suisse réunies, d'une trentaine de millions d'habitants, de son territoire agricole le plus riche, dont la production constitue presque toute son exportation en céréales, de toute son industrie sucrière, de son sel gemme, des deux tiers de son charbon, de son minerai de fer et de son industrie métallurgique, enfin de lui couper presque tout accès à la mer Noire.

La stupéfaction provenait de l'abîme qui se révélait subitement entre les prétentions formidables de ceux qui parlaient au nom des populations entre Dniepr et Don et de ce que l'on savait jusque-là des aspirations plutôt modestes de l'ukrainisme. A cet égard, un fait est significatif : le territoire que visait la Rada était représenté aux quatre Doumas précédentes (dont les deux premières furent élues sans pression administrative) par un peu plus de 100 députés dont une trentaine de paysans, presque le quart de la Chambre : or, tandis que toutes les nationalités qui visent à l'indépendance ou à une autonomie même restreinte y étaient représentées par des groupes distincts, parfois minimes (Polonais, Lithuaniens, Baltes allemands, Lettons, Tatares, mahométans-Circassiens) il n'y avait pas de groupe ukrainien, ou petit-russien ou ruthène. M. Rodzianko, président de la Chambre, lui-même petit-russien de race de la province d'Ekaterinoslav, aimait à répéter : « Il existe un *pays* petit-russien, je ne connais pas de nation petite-russienne. » Pour discerner ce qu'il peut y avoir de réel et de justifié dans le mouvement dit ukrainien, et ce qu'il offre de factice et d'exagéré, il faut examiner brièvement sur quelles données géographiques, historiques, ethniques et sociales il repose.

Disons d'abord que le vocable *ukrainien* est d'origine absolument récente. Jusque vers la fin du siècle dernier, l'appellation « Ukraine » s'appliquait exclusivement à la province actuelle de Kiev; elle a été étendue à tout le territoire habité par des populations identiques ou très apparentées à celles de l'Ukraine propre. Les mégalomanes de la Rada prétendent, paraît-il, réunir le territoire des cosaques du Don qui, eux, se considèrent plutôt comme des Russes tout court, à la Bessarabie, plutôt roumaine et qui déjà proteste, à la province de Kherson, dont la ville principale, Odessa, est absolument cosmopolite, principalement gréco-roumano-juive, et la campagne tout récemment entrée en culture et colonisée par des éléments divers, enfin à la Crimée, qui est restée, en grande majorité, tatare. Ces trois dernières provinces resteraient, avec la défection de l'Ukraine, tout à fait isolées du reste de l'Empire. Le territoire (et c'est suffisant) où l'ukrainisme a des chances de dominer se compose, de l'Ouest à l'Est, outre la Galicie orientale qui appartient à l'Autriche, des provinces de Podolie, Volhynie, Kiev sur la rive droite du Dniepr, de celles de Tchernigov, Poltava, Ekaterinoslav, Kharkov sur la rive gauche[1].

Historiquement, il n'y a jamais eu d'Etat, ni d'histoire ni de culture spéciale qui s'étendît à tout le pays et aux populations actuellement revendiquées. Il y a au moins quatre histoires distinctes. Toujours de l'Ouest à l'Est nous avons :

1° La Russie rouge, comprenant la Galicie orientale et partie de la Podolie, régie jusqu'à la fin du treizième siècle par des principicules de la maison de Rurick; elle passe un temps à la Hongrie qui, au quatorzième, la cède volontairement à la Pologne à laquelle elle appartient jusqu'aux partages de la fin du dix-huitième siècle : alors la Galicie échoit à l'Autriche, la Podolie à la Russie. Grâce à la longue suprématie polonaise, il n'y a en Galicie que 60 pour 100 de Ruthènes, 30 pour 100 de Polonais, dont tout l'élément urbain, et 10 pour 100 de juifs.

2° Les trois provinces de la Podolie, Volhynie, Kiev (Ukraine) passent, aux treizième et quatorzième siècles, sous la domination de la République unie de Pologne-Lithuanie, et sont annexées

[1] Les journaux du 12 août annoncent qu'en vertu d'un accord entre le gouvernement provisoire et M. Vinitchenko, agissant au nom de l'Ukraine, l'adjonction des trois provinces contestées serait réglée par voie de plébiscite. En ce cas, les chances seraient grandes pour les prétentions ukrainiennes, non seulement parce qu'il est dans la nature des plébiscites d'être affirmatifs, mais aussi parce que, bien que la Bessarabie ne compte que 19 pour 100 de Ruthènes, la Crimée peut-être moins encore, les rancunes de tous les Allogènes contre le *Moskal* (Moscovite) sont assez récentes et vivaces pour les unir tous contre lui.

(sauf la ville de Kiev, récupérée un siècle plus tôt) à la Russie à la fin du dix-huitième siècle.

3° Sur les deux rives du Dniepr inférieur, s'établissent et se maintiennent, pendant près de trois siècles, les cosaques dits Zaporogues. C'est bien moins une nationalité ou une race qu'une vaste confrérie militaire qui se recrute plus qu'elle ne se reproduit, où, sur un fond ruthène, se superposent les transfuges polonais, grand-russiens, roumains, tatares même, avides de batailles et de butin. Sorte de boulevard entre la république de Pologne, leur suzeraine, et les Tatares ou Turcs; ils combattent avec elle et finalement contre elle, de sa suzeraineté passent sous celle des Tsars de Moscou (au milieu du dix-septième siècle). Pierre le Grand, à la suite de la trahison de Mazeppa, réduit leurs privilèges et leur autonomie, Elisabeth la supprime entièrement; une partie se transporte sur le Don, le gros se fond dans le peuple agricole et sédentaire. L'épopée cosaque (car c'est une épopée) est tout ce que « l' Ukrainisme » offre vraiment d'histoire distincte, elle fournit la légende populaire, et c'est là seulement que l'on peut puiser les éléments du « panache » sans lequel il n'y a pas à vrai dire de nationalité vivace.

4° Plus à l'Est, la province de Tchernigov passe et repasse de l'indépendance à la sujétion polonaise, dès le dix-septième siècle fait partie définitivement de la Moscovie, tandis que les steppes de Poltava (sauf ce qu'en utilisaient les cosaques), de Kharkov et d'Ekaterinoslav (où se promenaient les villages ambulants de Potemkine), longtemps incultes, traversées par les invasions tatares, ne furent peuplées de colons que fort tard, entrant au fur et à mesure dans l'orbite moscovite.

En réalité, ce qui fait le fond de l'ukrainisme, opposé à la nation russe au sens propre, c'est-à-dire grand-russienne ou moscovite, c'est la langue et la race. Elle n'est autre que la race russe *originaire*, purement slave; du neuvième siècle à la fin du douzième, son histoire est l'histoire russe elle-même. C'est alors que l'un de ses princes s'en va fonder à Souzdal, puis à Moscou, l'embryon de l'Etat moscovite. A des populations locales, païennes, finno-mongoles, les nouveaux venus imposent leur religion et leur langue, tombent bientôt sous le joug tatare pour trois siècles, et de ce mélange résulte la branche dominante des Grand-Russiens ou Moscovites actuels (au plus dix-neuf provinces autour de Moscou, environ 45 millions d'âmes). Cependant leurs ancêtres entre Dniepr et Don ont gardé à peu près intacte la pureté de leur race (les types sont nettement tranchés), tandis que la langue, fortement imprégnée de polonais, intermédiaire entre lui et le russe

actuel, forme une langue à part, riche et pittoresque, qui a toujours eu son folk-lore plein d'intérêt et s'est fait, au dix-neuvième siècle, une littérature propre déjà respectable, sans compter tout ce qu'elle a apporté à la littérature et à l'art russes : le Petit-Russien, moins homme d'affaires que le Moscovite, est beaucoup plus artiste.

L'ukrainisme doit beaucoup à l'ancien régime bureaucratique. Dans sa manie de « russification », ne pouvant s'en prendre à la religion, — toute cette population étant orthodoxe grecque comme la moscovite (les Ruthènes de Galicie sont catholiques-uniates), — le tchinovnick s'acharnait jusqu'au ridicule sur la langue et, naturellement, augmentait par là sa vitalité. L'acuité et les exagérations premières du mouvement ruthène au début de la Révolution doivent être considérées avant tout comme une réaction contre la compression précédente. D'autre part, c'est au gouvernement russe lui-même que l'ukrainisme doit en grande partie de lui avoir créé en Galicie, de l'autre côté de la frontière autrichienne, une vraie pépinière dont les plants devaient étendre leurs racines aussi en Bukovine et chez les Slovaques de Hongrie. Seulement, après que le gouvernement autrichien, — qui, au temps de Metternich, avait le premier réveillé le particularisme ruthène pour combattre le polonisme, — eut mis une sourdine à cette action, c'est Berlin qui prit la suite de l'affaire, pour faire irradier *son* ukrainisme sur les provinces ruthènes et petites-russiennes de Russie. L'ukrainisme était ainsi chauffé à deux chalumeaux.

Toutefois, de l'exposition, aussi impartiale que j'ai pu la faire, qui précède, il semble bien que, s'il y a dans l'ukrainisme russe tous les éléments qui expliquent, justifient le *particularisme*, on ne trouve pas ceux que réclame le *séparatisme*, c'est-à-dire la fondation d'un Etat national réellement indépendant. Là où il n'y a pas communauté d'histoire dans le passé, pas de traditions, de législations propres, enfin pas d'élite sociale, — celle-ci étant, dans les provinces de Podolie, Volhynie et Kiev, principalement polonaise, dans les quatre autres moscovite d'origine ou de tendances, — il est bien difficile de créer de toutes pièces une nation et un Etat qui, territoire et population combinés, équivaudrait à l'Italie et dépasserait l'Espagne.

Du reste, il semble que déjà la *Rada* ait modéré ses appétits. Il est fort possible que, lorsque viendra l'heure des solutions pratiques, il y ait deux autonomies, l'une à gauche du Dniepr, l'autre à droite; d'ores et déjà il ne manque ni de Ruthènes ni de Polonais qui pensent à l'union, ou alliance de ce pays, non plus avec la Russie, mais comme autrefois avec la Pologne restaurée.

D'après des renseignements personnels, dans les trois provinces, le gouvernement révolutionnaire ayant renouvelé toute l'administration locale sur la base élective, les paysans ruthènes, pour toutes les fonctions qu'ils ne pouvaient confier aux leurs, faute du minimum d'instruction indispensable, ont élu des Polonais, moyens propriétaires, employés des fabriques de sucre ou des grands domaines agricoles, etc..., excluant systématiquement les Russes authentiques d'importation récente, et même leurs popes, originaires du pays mais inféodés, par ordre, à la politique de russification.

Quant à la Ruthénie autrichienne ou Galicie orientale, aujourd'hui totalement évacuée par l'armée russe, par suite de ce fait et des très mauvais souvenirs qu'a laissés dans le pays, chez les Ruthènes-Uniates bien plus que chez les Polonais, son invasion et son séjour en 1914-1915, il semble inopportun de la faire entrer à présent dans la liste des autonomies russes.

La Lithuanie. — Pour les mêmes raisons que pour la Pologne, il est prématuré de s'en occuper en détail. Elle est presque tout entière occupée par les Allemands. Aussi bien eux que leurs adversaires reconnaissent qu'il « y aura quelque chose à faire de ce côté », mais ne disent pas, et probablement ne savent pas quoi. Toutefois la Russie officielle du jour (qui pour l'instant se personnifie en M. Kerenski) tolère ou même encourage des réunions et des discussions consacrées à « l'autonomie lithuanienne », ce qui implique le dessein de garder ce pays comme partie de la Russie composite future. Dans ces discussions préliminaires, les Lithuaniens de race figurent presque exclusivement, les Polonais gardent l'expectative. C'est pourquoi je me contenterai d'indiquer sommairement les éléments principaux de la question, remettant de la traiter plus à fond au moment opportun.

Le terme « Lithuanien » s'étend ou se restreint selon son acception historique, politico-géographique ou ethnographique. Dans le premier sens, le grand-duché de Lithuanie, qui fut pendant cinq siècles uni à la Pologne, devait son nom à sa dynastie, mais la Lithuanie propre n'en constituait qu'une partie infime, la grande masse étant à fond blanc-russienne ou ruthène. Depuis la domination russe, on appelait géographiquement Lithuanie les trois provinces de Kovno, Vilna, Grodno, unies pendant un siècle en un gouvernement général; enfin ethnographiquement, la race lithuanienne, non slave comme les autres aborigènes riverains de la Baltique, occupe aujourd'hui une bande étroite du territoire oriental de la Prusse, partie de la province de Souvalki (Pologne),

à peu près toute la province de Kovno, le district de Troki dans la province de Vilna; dans le reste et dans celle de Grodno, il n'y a plus que des îlots qui se résorbent de plus en plus dans la masse ambiante blanc-russienne, plus ou moins polonisée. Ce sont ces trois provinces que les Allemands occupent à peu près en entier depuis deux ans et dont le sort futur est en suspens.

Les Allemands prétendent les garder et parlent de moins en moins d'un royaume lithuanien, de plus en plus d'un « pays de colonisation ». On sait ce que cela veut dire. Les Russes espèrent les reprendre; d'un côté ils parlent officiellement de reconquérir « la terre natale », d'autre part ils affirment non moins officiellement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En ce cas, une fois revenus, s'ils ne renoncent pas à l'une ou à l'autre de ces affirmations, ils seront embarrassés pour les concilier. En effet, la guerre présente a démontré combien pauvre de résultats a été la « russification » forcenée de ce pays poursuivie de 1865 à 1905. Les tchinovnicks et les popes ayant déguerpi jusqu'au dernier, il reste pour l'ensemble du pays une population hétéroclite, composée avant la guerre à peu près de 33 pour 100 de Lithuaniens de race et de langue, de 40 pour 100 de Blanc-Russiens d'origine, 15 pour 100 de Polonais et 12 pour 100 de Juifs, aucune race n'ayant la prépondérance absolue et toutes non-russes. Tandis que les Lithuaniens lithuanisants évacués de gré ou de force en Russie ont, comme de raison, adopté la plateforme de l'autonomie sous la suprématie russe, il appert que parmi ceux qui sont restés chez eux il se forme au contraire un courant autonomiste aussi, mais appuyé comme autrefois sur la Pologne. Les Polonais, bien entendu, abondent de toutes leurs forces dans ce sens. Les Blanc-Russiens des provinces de Vilna et Grodno étaient déjà en majorité catholiques romains; les orthodoxes, — tous originairement convertis de force, — paraissent être revenus en masse à leur ancienne religion et tous ensemble ont récemment joué un vilain tour aux Allemands : lors du recensement fait par ceux-ci pour établir que le pays n'a rien à voir avec la Pologne, ils ont avec entrain renié leur nationalité pour se déclarer Polonais, si bien que le total accuse plus de six Polonais contre un « Weissruthener[1] ». Dépité, le gouvernement d'occupation a retiré ses cartes ethnographiques et rétabli l'ancienne statistique russe, très truquée d'ailleurs, qui donnait la proportion inverse. Seuls les Juifs, qui jusqu'au mois de mars 1917 étaient ostensiblement germanophiles, grâce à la

[1] Voir *Europäische Staats-und Wirtschafts-Zeitung*, n° 20. 19. 5. 17 W. Feldmann : *Polen, Litauen und Weissruthenen.*

Révolution russe dont ils sont jusqu'à présent les principaux bénéficiaires, peuvent se retourner et devenir des « russificateurs ».

Si les résultats de la guerre et les combinaisons internationales ne ramènent pas l'ancienne union de la Lithuanie et de la Pologne, ce pays sera au premier rang des candidats à l'autonomie; à cause de sa position géographique autant que de son passé il faudra bien du savoir-faire à la Russie nouvelle pour y neutraliser la « tendance centrifuge ».

La Russie blanche. — Le gouvernement russe englobait sous ce terme les provinces de Minsk, Vitebsk et Mohilev, les deux premières enlevées à la Pologne lors du premier partage (1772), la dernière lors du second (1793). En fait, sur les huit districts de la province de Minsk, trois, ceux de Novogrodek, de Sloutzk (occupés par les Allemands) et de Minsk participent en tout de la nature de la Lithuanie et mériteraient de suivre son sort. Le reste offre ces particularités : population locale, blanc-russienne, presque toute orthodoxe, à idiome également rapproché du polonais et du russe, mais rudimentaire et sans littérature quelconque. Superstructure sociale polonaise déjà pas mal mélangée de russe; caractère des villes aussi russe que polonais, à l'inverse de la Lithuanie. Par suite de cet ensemble de conditions, bien que là aussi la devise soit à l'autonomie, le mouvement paraît manquer de vigueur, et on s'arrêtera probablement à l'autonomie administrative régionale, selon la formule de Charapov.

Le pays balte. — Allogène autant que la Finlande. La population aborigène est, en Courlande et dans la partie occidentale de la Livonie, lettone (apparentée aux Lithuaniens), dans l'occidentale et toute l'Esthonie, esthe, proche des Finnois. Dès le douzième siècle, l'ordre allemand des Chevaliers Porte-Glaives s'y installe, maintient son indépendance; au seizième siècle le grand-maître Kettler et tout l'ordre passent au luthéranisme, se sécularisent, se partagent les fiefs de la Communauté; bientôt la Courlande devient, et reste jusqu'à la fin, vassale de la Pologne; la Livonie et l'Esthonie passent et repassent à la Pologne, à la Suède et à la Russie, qui au dix-huitième siècle est définitivement maîtresse de tout le pays. Loin de regimber, les barons allemands deviennent les serviteurs zélés et, de fait, les maîtres, avant tout les éducateurs, de l'autocratie russe. Grâce à cela ils gardent chez eux une autonomie administrative complète, fondée sur les privilèges de la noblesse et de la bourgeoisie urbaine, absolument allemandes ou germanisées. Jusqu'à la mort d'Alexandre II, lui-même entouré

de Baltes allemands (à un moment ils occupent 82 pour 100 des dignités et grades du plus haut rang), Dorpat (depuis Iouriev) et son université sont plus allemands que Heidelberg, Riga plus que Königsberg. Mais ces représentants d'une race célèbre pour sa prévoyance ont commis une faute irréparable. Il n'aurait tenu qu'à eux, pendant sept siècles de domination, de germaniser aussi complètement la plèbe autochtone des Lettons ou Esthes que leurs confrères les chevaliers teutoniques et leur descendance également sécularisée l'ont fait des Borusses, ces jumeaux des Lettons, dont il n'est resté que le nom. Tout au contraire, par pur orgueil de race et de caste, ils n'ont cessé pendant ces sept siècles (jusque vers 1880) de maintenir un mur entre eux et ces « races inférieures », ne s'adressant jamais à elles que dans leur idiome, leur fournissant écoles primaires, justice villageoise, prêches et enseignement religieux, exclusivement en letton ou esthe. Ils furent tout penauds lorsqu'Alexandre III, d'autant plus grand-russien qu'il avait dans les veines 63 parties sur 64 de sang allemand, introduisit dans leur pays, avec vigueur, suite et rapidité, le système de « russification » selon les formules bien établies et éprouvées dans les anciennes provinces polonaises. Il n'y avait à « dégermaniser » que les couches supérieures, nobles et bourgeoises, de la population. Les inférieures, soit 75 pour 100, offraient un terrain vierge.

Les prudents Germains ne bronchèrent pas. Aucune résistance, ni active comme en Pologne, ni passive comme en Finlande, ils supportèrent patiemment la substitution obligatoire de la langue russe à l'allemande et aux idiomes locaux, la perte de leurs privilèges, l'invasion des administrations par l'élément grand-russien ou « assimilé », contents de garder presque intactes leurs situations dominantes à Saint-Pétersbourg et de jouer eux-mêmes ailleurs le rôle d' « assimilés ». Les mêmes barons, qui dans leur Courlande et leur Livonie étaient exclus des fonctions les plus modestes comme suspects, devenaient gouverneurs de province en Pologne, en Lithuanie, Ruthénie, etc., et russifiaient consciencieusement.

Depuis la guerre, malgré les Rennenkampf, Sievers, Scheidemann (les trois adversaires principaux de Hindenburg en Prusse et en Pologne), malgré Sturmer, ils ont eu à passer un mauvais quart d'heure. Ceux de Courlande respirent, pour le moment, à l'abri des tranchées allemandes et de la Dvina. Mais ceux de Livonie et d'Esthonie n'en mènent pas large, surtout depuis la révolution. Leur cas s'aggrave de ce que, depuis l'ère de russification, un nombre énorme de familles nobles avaient pris l'habitude

de répartir leurs rejetons entre le service russe et l'allemand. Il se publie à Stuttgard un curieux almanach des « Baltes en Allemagne ». Il n'est guère de famille balte connue qui n'ait ses représentants au service militaire ou civil du Vaterland, l'une d'elles en avait vers 1913 jusqu'à douze. Cela n'a pas empêché l'un des siens de commander toute une armée russe en Prusse orientale (deuxième invasion) et de se replier en mars 1915 en ordre très dispersé.

Bien entendu, ce pays est au premier rang de ceux qui réclament l'autonomie et qui, d'après les principes proclamés par la révolution, y ont droit, puisque l'élément russe authentique y fait presque complètement défaut. Aussi longtemps que durera l'effacement de l'élément allemand, cette autonomie aura un caractère nettement démocratique, pour ne pas dire démagogique, puisque l'antagonisme qui sépare la population aborigène lette ou esthe de l'allemande est de nature sociale non moins que nationale. Par suite et sous cette réserve, le particularisme ne prendra pas la forme du séparatisme, au contraire, puisque c'est la Russie seule qui fournira à ces aborigènes redevenus maîtres chez eux l'indispensable point d'appui contre leurs anciens maîtres et contre leurs voisins de Prusse, dont la « pression vers l'est » sera d'autant plus forte et efficace que la Russie fédérative offrira moins de puissance extérieure. Il y a d'ailleurs à compter avec l'empreinte que sept siècles de *Kultur* ont laissée dans le pays. La noblesse, grâce aux lois agraires, peut entièrement disparaître. Mais la bourgeoisie, allemande ou germanisée, riche et intelligente, restera, et il est difficile de prévoir si elle exercera à l'égard des éléments lettes et esthes une action absorbante, ou se résorbera en eux.

*
* *

Les cinq « autonomies » que nous venons de passer en revue, qui forment la ceinture occidentale de la Russie d'Europe, offrent ce caractère commun, que toutes les populations qui les composent ont, à la différence de la grand-russienne, subi et gardé exclusivement, en Ukraine au moins fortement, l'empreinte de la civilisation occidentale, germanique en pays baltiques et en Finlande, purement latine dans les vastes territoires de l'ancienne république de Pologne. D'où une différence presque irréductible dans l'ancienneté, le niveau et la nature de leurs civilisations et de leurs mentalités. Au contraire le Grand-Russien s'est formé sous les influences byzantines ou tatares, en tout cas orientales, et ui-même sent que, lorsqu[illegible] met les pieds dans l'un de ces pays, il

entre en Occident. Là est le drame. On dit que rien n'est insupportable à l'homme instruit comme l'ignorant..., sinon, ajoutons-le, l'homme instruit à l'ignorant. Toutefois qu'est-ce qui serait plus pénible : au Tunisien, à l'Egyptien, la suprématie du Français ou de l'Anglais, ou bien l'inverse?

Au contraire tous les autres allogènes que nous allons examiner, qui forment la ceinture orientale de la Russie d'Europe, sont entrés plus tard que la Moscovie dans la civilisation européenne; c'est elle qui les y a initiés, sa suprématie a été pour elles un bienfait relatif, et c'est pourquoi elles réagissent moins contre elle.

L'Islam. — La Russie compte près de 20 millions de sujets mahométans en grande majorité d'origine tatare. La moitié en est disséminée en Crimée, au Caucase, à l'est de la Caspienne et de l'Oural et, grâce à sa dispersion, n'offre pas de dangers graves pour la cohésion de l'Empire. Mais une bonne moitié est massée entre la rive gauche de la Volga et de l'Oural, du sud de la province de Nijni-Novgorod à Astrakhan. C'est l'ancien domaine de la Grande Horde, pendant trois siècles suzeraine de la Moscovie, où les grands-ducs allaient implorer leur investiture, porter leur tribut, et, présentant au Khan à cheval une coupe de lait de jument, lécher sur sa botte les gouttes qu'il avait laissées tomber exprès. Le centre ethnographique et religieux de cet immense pays est Kazan (il y a quelques années les femmes voilées y étaient encore très nombreuses). Il en est là comme dans les pays précédemment décrits : les diverses couches sociales sont en même temps des couches nationales. En haut, l'élément russe et orthodoxe, plus dense dans les villes, presque réduit aux grands propriétaires dans les campagnes; en bas, la masse mahométane et tatare. Depuis l'effondrement de la Horde, ces Tatares ont accepté leur sort avec la résignation fataliste du musulman et de l'oriental. Mais ils sont restés eux-mêmes, selon cette loi tant de fois constatée, qu'Islam et Christianisme sont impénétrables l'un à l'autre. Que cette masse soit nombreuse, compacte et suffisamment unie, on en peut juger d'après ce fait, qu'aux deux premières Doumas, elle avait réussi à faire passer 22 députés musulmans, réunis en un groupe distinct; fort modérés, loyaux d'apparence, leurs prétentions alors n'allaient pas au delà de la liberté religieuse complète et de l'admission de leur langue dans les écoles primaires. Cependant Stolypine crut prudent, lors de sa loi-coup d'Etat électorale de juin 1907, de réduire, à l'aide de subterfuges assez grossiers, comme il avait fait pour la Pologne, les « provinces de l'Ouest » et le Caucase, leur représentation à un tiers de ce qu'elle était.

Ils réclament à leur tour l'autonomie nationale, au nom du principe proclamé par la Révolution pour lequel des Russes ont inventé l'élégant barbarisme d' « auto-détermination » — *Samoopredelenie* — jusqu'à présent sans ostentation ni visées séparatistes. En serait-il de même si l'œuvre organisatrice pro-touranienne centralisée à Constantinople, dont parlait le *Temps* du 10 août, étendait sur ce pays une propagande active? Deux circonstances paraissent plutôt rassurantes : d'abord on ne voit pas très bien la Turquie, qui depuis plus d'un demi-siècle fait concurrence à la peau de chagrin de Balzac, organiser au dehors une propagande impérialiste efficace, d'autre part un coup d'œil sur la carte montre que ces Tatares d'outre-Volga ne sauraient trouver à leur portée aucun appui sérieux.

Le Caucase. — Chose singulière, c'est le pays allogène dont l'annexion totale à la Russie est la plus récente, puisqu'elle ne date que de la reddition de Schamyl en 1859, où jusqu'à présent le séparatisme nationaliste se fait le moins sentir. Cela tient à plusieurs causes, dont la dominante est l'extrême division de ce pays de montagnes, de ses races, de ses religions, de ses idiomes. Orthodoxes de rites divers ou mahométans, Géorgiens, Imérithiens, Mingréliens, Tatares et Arméniens se détestent entre eux plus qu'ils ne détestent isolément la Russie, et sans elle ils se seraient peut-être (surtout les Arméniens et les Tatares) égorgés entre eux jusqu'au dernier. D'autre part, après cette mesure féroce, aujourd'hui oubliée, de la déportation en masse, entre 1864 et 1866, de 300 000 Circassiens mahométans sur la rive turque, où le grand nombre périt de faim, la Russie n'a pas été dure à ce pays et y a moins « russifié » que partout ailleurs. Les habitants n'y ont pas été insensibles, ils sont entrés en masse au service, principalement militaire, de la Russie. Braves, fidèles, généralement élégants, ils étaient bien accueillis même dans les régiments *select* de la garde et la suite militaire de l'Empereur. Disons enfin que, têtes chaudes de la politique, frais émoulus de la féodalité, sauf une aristocratie peu nombreuse, très monarchiste, mais qui fond rapidement, les populations du Caucase, aux tendances archi-avancées, paraissent noyer leurs préoccupations régionales ou nationalistes dans la politique générale. Aux quatre Doumas successives, leur représentation compacte siégeait au bout du bout des bancs gauches et y faisait de la politique révolutionnaire bien plus que caucasienne. Elle a donné à la révolution Tcheidze, le président du fameux Soviet, son vice-président Geguetchkori, et Tseretelli, le forçat-

ministre (qui pourtant n'a assassiné ni fait assassiner personne), orateur de premier ordre, malheureusement dépourvu de la vulgarité indispensable au tribun.

Il va de soi qu'étant donné le système proclamé, le Caucase est indiqué pour le fédéralisme ou l'autonomie. Nulle part elle ne sera plus difficile à organiser d'une manière pratique, nulle part le « règne par la division » ne s'établira plus spontanément au profit de la Russie. — Enfin économiquement le Caucase, qui a depuis une vingtaine d'années fait des progrès énormes, ne saurait se passer de la Russie ni comme cliente ni comme fournisseur.

Tels sont les pays dans lesquels la prépondérance de nationalités nettement distinctes de la dominante, la Grand-Russienne, par la race, ou la religion ou la langue ou tout ensemble, plus ou moins appuyées par une histoire, des traditions particulières, et numériquement assez importantes pour mériter l'attention, pourraient offrir, soit par des visées réellement séparatistes, soit par un particularisme exagéré, un danger véritable pour l'intégrité du « ci-devant » empire de Russie.

*
* *

Il serait superflu d'examiner par le menu toutes les autres nationalités, peuplades ou tribus de l'Empire — (par delà l'Oural elles pullulent) — parce qu'aucune ne mérite et probablement ne réclamera rien qui dépasse une certaine spécialisation administrative. Mentionnons cependant tant en Europe qu'en Asie :

Les Cosaques. — Ceux du Don seuls se sont partiellement, dans une manifestation à Pétrograd, réclamés de leur « nationalité » (ruthène?). J'inclinerais à voir là une fantaisie isolée. — Chez eux, ce qui domine, comme chez leurs frères d'Orembourg, de l'Oural, de Sibérie, de l'Amour, c'est l'intérêt de caste guerrière et la conservation des privilèges très étendus dont ils paient leur servitude militaire. Elle les soustraira probablement à la « nationalisation du sol » qui pourrait les inciter à faire revenir les maîtres actuels de la révolution à leur point de départ, — ce qui serait pénible pour eux, — et nécessitera une organisation administrative distincte.

Russie d'Asie. — Il faut y distinguer les très vastes espaces colonisés par l'immigration européenne et ceux, immenses et à peu près déserts, où habitent et plus encore campent plusieurs dizaines de peuplades indigènes, très voisines de la barbarie, sinon de la sauvagerie, paganisme compris. La colonisation russe est due, jusqu'au règne d'Alexandre III principalement, à la déportation des criminels ou des « politiques », depuis à la « transplan-

tation » des moujicks trop resserrés dont il a été parlé dans notre étude de la question agraire. L'élément russe ou complètement russifié y domine absolument; donc, les premiers moments d'effervescence passés, il ne sera probablement question que d'une large décentralisation, que l'immensité de ces pays et l'éloignement du centre réclament impérieusement.

Au Sud-Ouest, les Khanats de Khiva et de Bokhara forment des Etats vassaux; les Sartes sédentaires de Tachkend sont assez civilisés pour réclamer aussi leur autonomie; quant aux Khirgiz, Kalmoucks et autres nomades, on ne peut guère leur appliquer qu'une politique coloniale. En somme, s'il y a un danger pour la Russie, affaiblie par la désagrégation du ciment tsariste, en Asie, il proviendra très probablement moins de la dislocation interne que du puissant voisin du côté du soleil levant.

III

Arrivé au bout de cette longue nomenclature, le lecteur se demandera probablement : mais alors, avec toutes ces prétentions à une autonomie qui, greffée sur un régime affaibli au centre, pourrait facilement se muer en indépendance, que subsisterait-il de la Russie actuelle? La question a déjà été posée et résolue sans regret aucun par le célèbre Lénine et ses bolcheviki (ou maximalistes) : la Russie d'Ivan le Terrible, c'est-à-dire dix-neuf provinces autour de Moscou, plus les septentrionales, avec issue unique sur la mer Blanche. M. Lénine considère probablement, et non sans raison, qu'il trouverait là un terrain restreint mais bien plus favorable à ses expériences que la ceinture de nationalités allogènes dont la Russie est entourée à l'Ouest, qui toutes, de par leur passé, sont contaminées de « pourriture occidentale » et, comme nous l'avons dit à propos de la question agraire, fidèles même au sein des classes paysannes au « préjugé » de la propriété privée. Cette Moscovie centrale d'une cinquantaine de millions d'habitants, plus la Sibérie, si elle arrivait à se constituer en un Etat viable, selon une formule quelconque, mais certainement autre que celles en faveur aujourd'hui, serait encore si supérieure en puissance à tous ses voisins ou vassaux qu'elle pourrait être tentée, soit de reprendre l'œuvre de « rassemblement de la terre » des vieux tsars, ou bien encore, à l'égard des « autonomies », de rééditer le savoureux discours du général S... C'est affaire des générations à venir.

Toutefois, non seulement pour dominer de nouveau les races et les pays émancipés d'une hégémonie acquise par la violence et

maintenue par la coercition, mais même pour résister à leur propre pression — par voie d'infiltration — ce noyau central moscovite se trouvera « handicapé » d'une cause d'infériorité très grave. Si la Russie est restée tellement arriérée au regard du reste de l'Europe, cela tient en très grande partie à ce fait que la couche sociale dégrossie, plus ou moins lettrée et pensante, qui dans toutes les nations quelconques en forme comme le terreau auquel la masse « grise », comme disent les Russes, sert simplement de sous-sol, cette couche est excessivement mince. Elle est surtout mince en Moscovie pure. Pour s'en convaincre, il ne suffit pas de compter le nombre des illettrés totaux, car on peut avoir appris à lire et écrire, mais ne pas lire, ne pas écrire, et rester un barbare; il faut avoir séjourné ou voyagé dans l'intérieur du pays, avoir éprouvé quelles difficultés on trouve pour recruter, dans l'agriculture, l'industrie ou le commerce, les agents inférieurs suffisamment dégrossis et dégourdis, avoir fait des cent ou cent cinquante kilomètres de route en pleine Moscovie centrale sans rencontrer un homme, une femme, un véhicule d'allure « bourgeoise ».

Tous les allogènes qui comblaient ces vides, désormais occupés et retenus chez eux, en partie écartés par jalousie de race, il faudra ou bien revenir à la vie élémentaire antérieure à 1860, au temps du servage et avant les chemins de fer, ou bien tolérer que le vide soit rempli. Par qui?

Peut-être bien par les juifs. Comptant, dans tout l'empire, près de six millions d'âmes, mais parqués principalement dans l'Ouest allogène, ils s'étaient depuis la guerre tenus absolument cois, ne réclamant rien, ne faisant pas parler d'eux, se doutant bien que leur heure viendrait. Elle est venue : ils paraissent les vrais bénéficiaires de la révolution. Tout le monde a noté la place prépondérante, étant donné qu'ils ne forment qu'un trentième de la population, qu'ils tiennent en ce moment dans l'état-major révolutionnaire. Munis de l'égalité absolue des droits civils et politiques, admis à tous les emplois publics dont ils étaient absolument exclus, délivrés du pourcentage auquel ils étaient soumis dans les professions libérales et les établissements d'instruction, ne sont-ils pas destinés, sans aucune autonomie territoriale dont ils n'ont que faire, à devenir les Varègues de la Moscovie réduite à elle-même?

Une chose est certaine : c'est que, pour être menée à bien, cette œuvre de ségrégation de l'empire russe, indispensable pour remédier à l'indifférence ou même à l'hostilité que la majorité de ses habitants professent pour la prospérité et l'intégrité de l'Etat, exigera de la part de ceux qui s'en chargeront une rare dose de savoir, d'expérience, de tact, de libéralisme et de fermeté, tant il

y a de diversité dans chacun des cas à traiter. D'où attendre cette réunion de qualités? Du gouvernement provisoire actuel, même amplement renforcé d'anciens terroristes, ce qui promet de l'énergie, non de la compétence? Ou de la Constituante future, élue par 80 millions d'électeurs et d'électrices, composée de 800 rivaux ou rivales des « Soviet »? Cependant on peut affirmer que, selon qu'elle sera pratiquement conçue ou non, cette réforme aura pour effet ou de remédier au gâchis actuel, ou au contraire de le compliquer. Je passe la main aux optimistes.

Le chaos dans lequel est actuellement plongée la Russie, les vicissitudes et les résultats incertains de la guerre, la forme et l'intensité de la réaction qu'attendent en secret beaucoup de ceux qui la maudissent tout haut, enfin l'inévitable versatilité des décisions de tout gouvernement russe, par cela seul qu'il est russe, ne permettent pas actuellement de prédire avec certitude quelles seront pour la Russie nouvelle les conséquences de la substitution, à l'ancien système de centralisation et d'unification à outrance, de la ségrégation, sous des formes diverses, des éléments disparates qui concouraient jusqu'à présent à la formation du « colosse aux pieds d'argile ».

Il y en a deux pourtant qui, au point de vue de son développement intérieur d'un côté, comme au point de vue de sa valeur effective en tant que facteur de la politique et de l'équilibre mondiaux de l'autre, peuvent dès à présent être envisagées avec un degré de probabilité considérable.

Au point de vue intérieur, cette ségrégation a depuis longtemps paru aux meilleurs esprits la condition première de la mise en valeur des immenses ressources naturelles disséminées à travers l'empire russe.

La production et le développement de la richesse ont une source unique : le travail. Comment travaille-t-on lorsqu'on a constamment pieds et poings liés, lorsque tout essai d'initiative privée, d'association, d'entente, d'échanges de forces, de publicité même est systématiquement étouffé dans l'intérêt supposé ou de l'autocratie ou du nationalisme russe, ou de la religion orthodoxe, surtout dans l'intérêt réel du tchinovnick? Un exemple typique, entre mille.

La ville-forteresse de Kars, en Arménie russe, était depuis la conquête de 1878 administrée militairement et n'avait pas de régime municipal; c'était la police impériale qui faisait tout le ménage de cette ville de 25 000 habitants. En 1910, le vice-roi du Caucase lui-même faisait présenter aux Chambres un projet de loi qui gratifiait Kars de l'organisation municipale commune, à base

élective. Chacun sait que les Arméniens, encore reconnaissants à la Russie de les avoir soustraits aux massacres périodiques, sont les plus tranquilles et loyaux des sujets et la loi fut adoptée sans discussion par la Douma. Mais au Conseil de l'Empire, il se trouva tout de suite quelques vénérables bureaucrates, de ceux qui ont toujours su où « hivernent les écrevisses », comme ils disent, pour se souvenir qu'une organisation municipale, avec ce qu'elle compte de travaux, marchés, entreprises, etc..., constitue au moins une jolie rondelle de beurre. Amendement : moitié des mandats au Conseil municipal et tous les emplois rétribués, y compris celui du maire, seront réservés à des Russes d'origine. Le Commissaire du gouvernement affirme qu'il n'y a pas de Russes à Kars. Contre-enquête; on en découvre en dehors de la garnison 240, mais la moitié se compose de fonctionnaires de passage inéligibles, l'autre de « molokanes » (secte rapprochée des frères moraves), grand-russiens d'origine, mais dissidents de l'orthodoxie, donc citoyens de deuxième classe. Résultat : Kars n'a toujours pas de municipalité, la police veille à sa voirie, son éclairage, ses eaux, son assainissement... et « n'y ajoute pas du sien ».

On conçoit d'après cet exemple que le système des autonomies, plus ou moins étendues selon les conditions de chaque pays, complété pour la Grande-Russie elle-même par le système régional rêvé par Charapov, pourrait être pour la Russie, bien entendu à partir du moment (peut-être fort éloigné) où elle cessera de patauger dans l'anarchie actuelle, le signal d'un développement économique considérable, qui peut dépasser toutes les prévisions fondées sur sa pénurie pécuniaire à l'époque de l'ancien régime.

A l'inverse, on peut affirmer que, si la dislocation, même bornée à de simples autonomies, de cet Empire composite s'accomplissait, la Russie cesserait d'être un facteur actif de la politique mondiale; en tout cas, il ne pourrait plus être question de l'ancien impérialisme russe et de ses méthodes. La révolution de 1917 et la violente poussée séparatiste ou tout au moins particulariste qu'elle a fait éclore dès les premiers jours mettent en lumière un fait qui n'a jamais été un secret, mais devant lequel l'Occident depuis longtemps fermait volontairement, obstinément les yeux, et qui est celui-ci : sur les 180 millions d'hommes que, sur la foi des passeports et des cartes politiques, pour alimenter des illusions préconçues, on traitait de « Russes », il y en avait au moins 100 millions, si ce n'est davantage, qui ne se souciaient aucunement de la grandeur, de la prospérité, de la gloire de la Russie. Beaucoup, à l'exemple de nombreux révolutionnaires moscovites eux-mêmes, constatant que chaque augmentation de la puissance russe coïnci-

dait infailliblement avec une aggravation de leur propre sort, étaient dès la guerre japonaise et en 1914 nettement « *défaitistes* ». Une fois disparu le seul régime qui pouvait en faire, sinon des combattants patriotes, au moins de la chair à canon disciplinée, il ne peut plus être question de politique étrangère expansive ou même active.

A vrai dire, il n'y aurait pas de mal, au point de vue de la paix du monde. Aujourd'hui que l'incomparable alliée, le tsar magnanime, le rouleau compresseur, tous ces clichés sacrosaints d'hier, ne sont plus recouverts du voile intangible, on peut, je pense, reconnaître que depuis deux siècles, depuis surtout le règne de Nicolas I[er], c'est la Russie, tsariste bien entendu, mais toujours la Russie, qui a été le grand trouble-fête de l'Europe. C'est elle qui a repêché la Prusse agonisante en 1762 et en 1807; elle qui, pour avoir son morceau de Pologne, qui lui était inutile, en a donné à la Prusse un autre qui était pour celle-ci d'une nécessité vitale; elle qui (après Dieu, télégraphiait Guillaume I[er]) a fait l'empire allemand; elle qui, par ses intrigues au grand jour chez les Ruthènes, Slovaques hongrois, Tchèques et Serbes d'Autriche, l'a poussée de force dans les bras de l'Allemagne; elle qui, par ses prétentions sur Constantinople, a rendu inextricable la question d'Orient; elle dont la main était fourrée partout, en Mandchourie, en Corée, en Mongolie, en Asie centrale, en Afghanistan, en Perse, en Asie-Mineure, dans tous les coins des Balkans, un moment même en Abyssinie. Que la Russie nouvelle veuille et soit forcée de rompre avec ces vieilles traditions, la paix du monde n'y perdra rien.

Mais n'y perdrait-elle pas et la Russie elle-même encore plus dans un avenir pas trop éloigné, si le pacifisme inévitable auquel serait condamnée cette République fédérative devait aller jusqu'à la passivité complète et à l'incapacité de résistance au « Drang nach Osten » qui, même après cette guerre, s'il est réfréné, ne sera pas déraciné? Cela dépendra de ce fait : les belles promesses d'autonomies d'aujourd'hui seront-elles les réalités de demain, et surtout d'après-demain? Si oui, il n'est pas douteux que, parmi tous les allogènes de Russie, il n'y a guère que les Finlandais et les Baltes germanisants qui ne craignent pas le « Drang nach Osten » plus encore que les Grand-Russiens. S'ils ne sont pas déçus dans leurs aspirations, si la Russie nouvelle leur fait une condition sortable, ils la défendront, comme on défend l'habitation commune où l'on se trouve bien logé, et ce sera à son gouvernement central de tirer de ces millions de combattants meilleur parti qu'on n'a su faire depuis trois ans. Sinon, ils pourraient

se dire qu'oppression d'Orient ou oppression d'Occident, cela ne fait jamais que de l'oppression.

Pourquoi ce doute amer? pensera le lecteur. Hélas! parce que l'auteur croit aux enseignements de l'histoire, qui sont amers. Elle apprend, entre autres choses, combien souvent, après les plus terribles révolutions, le bon peuple s'aperçoit que « plus ça change, plus c'est la même chose ». Elle apprend aussi que, lorsqu'on se pose la question de savoir : que fera la Russie, ou l'Allemagne, ou tel autre pays plus rapproché, — il est bien moins utile de rechercher ce que commande l'intérêt du pays ou de la nation, qui sont des *gouvernés*, que de connaître l'intérêt des *gouvernants*; là, cette Cassandre nous apprend encore comment « les Jacobins ministres ne sont pas nécessairement des ministres jacobins », comment, depuis les grands « arrivistes » d'Athènes et de Rome, en passant par tout le *de viris illustribus* démagogique, ancien et et moderne, la même éloquence sert à déchaîner l'anarchie et à la combattre; comment les bons ascensionistes politiques ont des principes de rechange pour grimper d'abord, puis pour s'installer, enfin pour se maintenir. Grâce à ces enseignements et à cette considération qu'en 1917 comme en 1810, la Russie a besoin d' « assurer ses derrières », ne jurons pas que tels ou tels confiants autonomistes-fédéralistes du moment n'entendront pas un jour sortir d'une autre bouche le discours du vaillant guerrier que j'ai cité plus haut. Suivons le précepte de nos amis anglo-saxons, puisqu'aussi bien ils paraissent destinés, pendant une bonne génération, à occuper dans l'amphithéâtre de l'humanité la chaire professorale : *Wait and see.*

***

SILHOUETTES DE GUERRE

SIDNEY SONNINO

Les grands événements parmi lesquels nous vivons — alors que tant d'autres meurent ou supportent des souffrances sans nom pour l'accomplissement de cette histoire — dépassent de tout côté, par tous les points, l'action et la volonté des hommes qui se montrent à les diriger si complètement impuissants. Pour ceux qui, plus impuissants encore à influer sur eux, s'efforcent avec peine de les comprendre, quelques hommes cependant s'imposent à l'attention. Peu la méritent autant et la retiennent en ce moment davantage que le baron Sidney Sonnino, ministre des affaires étrangères d'Italie depuis près de trente-quatre mois, dont vingt-sept de guerre italienne. Dans les six à sept mois qui ont précédé les derniers, il a préparé diplomatiquement l'entrée en guerre de son pays qui s'y est décidé librement; dans les autres, il a pu accompagner ce même pays au cours des fluctuations, des incertitudes et des agrandissements d'une telle guerre, dont il a suivi et contresigné, pour lui, tous les élargissements.

Pendant la guerre, les puissances de la Triple Entente — qui devenait la Quadruple Entente par l'accession de l'Italie avant que celle de l'Amérique lui apportât de plus profondes modifications — la France, la Russie, l'Angleterre ont changé plus ou moins souvent les ministres responsables de leur politique extérieure. L'Angleterre seule ne l'a fait qu'une fois. Pour la Russie, le changement a été jusqu'à une révolution qui venait bouleverser en pleine guerre un régime et des traditions reposant sur des siècles d'histoire. Depuis le 5 novembre 1914, trois mois après le déchaînement du conflit mondial et assez longtemps avant que l'Italie n'y entrât, sa politique étrangère est restée dans les mêmes mains. M. Delcassé, M. Sazonov, Sir Edward, maintenant Lord

Grey, qui avaient négocié avec M. Sonnino, quand se produisit cette entrée en guerre de l'Italie, au printemps de 1915, qui avaient, tous les trois, dirigé longtemps la politique de leurs pays au milieu d'événements décisifs dans lesquels on leur a attribué une part plus ou moins grande, s'en sont allés successivement, gardant, selon les apparences, peu de chances de revenir. M. Sonnino est toujours là. Ce n'est pas qu'il n'ait été aussi discuté ni qu'on n'ait aussi parlé de son départ.

Il semblait, il y a quelque temps, qu'il ne fût question que de cela en Italie, bien qu'il fût difficile d'apercevoir, dans un tel mouvement d'opinion, la part de la réalité et celle des personnes intéressées à le faire naître ou à y faire croire. Ce départ de M. Sonnino apparaissait comme possible et désirable aux yeux de bien des gens, à en juger par les bruits et les échos qui nous arrivaient d'outre-monts provenant de milieux divers, par des articles qui paraissaient dans des journaux de nuance politique différente, des journaux censurés. La campagne n'était pas arrêtée par l'annonce de l'entrevue qui avait lieu, le 19 avril dernier, entre les représentants officiels de la France, de l'Angleterre et de l'Italie, à Saint-Jean de Maurienne. Bien qu'il n'en ait été rien dit, on avait l'impression que l'Italie y aurait obtenu des avantages importants, comme en avril 1915, deux ans plus tôt, on lui en aurait reconnu d'autres dont la teneur n'a pas été divulguée.

Malgré cela, on allait partout répétant en Italie que les jours ministériels de M. Sonnino étaient comptés. Relevait-on au dehors cet état d'esprit singulier de l'opinion italienne au sujet d'un ministre qui avait rendu des services incontestés, état d'esprit répandu au moins dans la partie de cette opinion qui s'occupe de politique, cela ne plaisait qu'à moitié. Et si l'étranger ami faisait mine d'indiquer qu'une campagne de ce genre paraissait grave et inquiétante, — il s'est trouvé d'ailleurs des Italiens pour l'insinuer, — l'étranger ami semblait suspect. Comme il s'agissait de la politique italienne, les Italiens étant les meilleurs et les seuls juges du choix de ceux auxquels ils devaient en confier la défense dans une heure aussi décisive pour eux, l'étranger ami n'avait qu'à attendre, en continuant d'observer ce beau cas psychologique et historique, les rapports si particuliers qui ont toujours existé entre un homme tel que M. Sonnino et son pays, l'Italie.

Plus attachants encore à observer dans cette guerre qui met en jeu les forces essentielles et les intérêts profonds du pays, qui les fait représenter devant l'étranger par l'homme qui ressemble le moins à l'image commune, qu'elle soit vraie ou fausse, qu'on a de l'Italie et dont la physionomie contredit les traits que l'on prête

généralement au caractère italien. Que, à l'égard de l'étranger, cela ait toujours nui au prestige de M. Sonnino et aux intérêts de l'Italie qu'il représenta ainsi, il est permis de croire plutôt le contraire. Mais, pour l'Italie, cela explique en partie les hauts et les bas de l'opinion italienne à son sujet, ces accès de défiance que des fautes de sa part ou des manœuvres de la part des autres ne suffiraient pas à expliquer, ces retours de confiance qui leur succèdent quand l'Italie, avec la finesse avisée de son sens politique, s'est rendu compte que, si ce ministre peut l'étonner parfois et la déconcerter, elle n'a vraiment que des avantages à le conserver.

Et elle le conserve. Même à travers ces soubresauts d'une opinion mobile, mais fixée comme Sonnino sur le but unique de cette grandeur italienne que tous les deux poursuivent avec des tempéraments différents, des liens plus étroits s'établissent, ceux qu'il avait semblé longtemps impossible de nouer. Il est bien curieux et il est remarquable que, tant qu'il s'est agi de politique intérieure, au cours normal de la vie publique, M. Sonnino, avec sa valeur, ses services et toute la considération dont il était entouré, n'ait jamais pu durer comme chef de gouvernement, que la faute fût à lui ou aux mœurs parlementaires de l'Italie. Il durait le temps — ç'a été deux fois un peu plus de trois mois, deux fois cent jours, chiffre consacré — que M. Giolitti, son rival et adversaire, qui lui permettait de le remplacer, lui permettait de durer. Et voici que sur le terrain de la politique étrangère, chargé de l'avenir et des intérêts vitaux de l'Italie engagée dans la guerre où son action a été l'un des facteurs qui ont déterminé la décision, il apparaît à son tour et à sa façon comme le maître de l'heure, comme celui des hommes, sinon des événements. Il est intéressant de constater qu'au bout de près de trois ans, dans cette Italie en guerre, quelque envie qu'on ait manifestée parfois de le faire, on est obligé de renoncer à le remplacer.

Ce qu'il y a d'admirable, pour l'observateur, dans le cas de M. Sonnino, c'est ce contraste saisissant entre les qualités de l'homme et celles du pays dont, à une heure si grave de son histoire, il incarne la politique et défend les intérêts. Ce qu'il faut admirer aussi en M. Sonnino, c'est la façon dont, dans une telle situation, il peut incarner et défendre cette politique et ces intérêts. On parle de le renverser; dès qu'il est question du successeur, on revient vite à Sonnino. Et si le vent du danger souffle, danger réel ou imaginaire, on se serre autour de lui; celui dont on se défiait la veille apparaît la meilleure sauvegarde de l'Italie. Et l'on peut admirer encore, autant que le contraste qui les sépare, l'accord qui finit par unir un Sonnino à son pays.

*
* *

Jamais cela ne s'est mieux vu qu'au cours des deux ou trois mois qui viennent de s'écouler. Au bout de cette campagne de défiance, d'attaques plus ou moins voilées, qui s'était faite sentir dans la période précédente, qui n'était pas la première, depuis la guerre, mais la plus forte et la plus persistante, une crise s'est produite en Italie, amenée en apparence par un acte direct de la politique de M. Sonnino. Cet acte, la proclamation de l'indépendance albanaise, sous la protection de l'Italie, le 3 juin dernier, semblait renforcée, peu de jours après, par un acte de politique non moins personnelle, l'occupation de Janina. Et ce qui aurait dû précipiter la chute conduisait par des voies très italiennes, en même temps que par une suite de conséquences très logiques et naturelles, à la consolidation de M. Sonnino.

Cette crise que l'Italie politique et parlementaire a traversée pendant cinq à six semaines, avait des causes antérieures et supérieures aux événements qui l'ont provoquée. Relativement et incomplètement apaisée, elle se prolongeait à travers une grande complication d'incidents, d'opérations tactiques parlementaires et extraparlementaires, parmi lesquelles le premier comité secret qu'on ait vu en Italie, jusqu'à la séparation de la Chambre, laissant, au point de vue de la politique intérieure, à peu près la situation qu'elle avait trouvée, une situation assez confuse et embrouillée. Pour la politique extérieure au contraire, pour la politique de guerre de l'Italie, la situation était aussi claire et aussi nette qu'on pouvait le désirer. Et l'une des conclusions de toute cette crise, dissentiments au sein du cabinet, agitation à côté et en dehors, remaniement insignifiant et jugé d'abord insuffisant du ministère, longues discussions publiques et secrètes au Parlement, dans les grands et petits groupements politiques, — c'était le renforcement du prestige et de l'autorité de M. Sonnino.

Avant qu'elle éclatât ainsi, la crise, sous sa forme latente, était intérieure et extérieure. C'était un double malaise, qui, avec des caractères différents, n'est pas spécial à l'Italie, d'interrogation inquiète en face de la prolongation, des effets et des transformations de la guerre. Au point de vue de l'étranger, c'était, pour l'Italie, le soupçon que sa guerre ne fût pas appréciée à la hauteur du sentiment qu'elle en avait elle-même, à la hauteur des efforts et des sacrifices qu'elle lui coûtait, que ses buts de guerre ne fussent pas partout reconnus et proclamés autant qu'elle l'eût souhaité. Et c'était le contre-coup des événements de Russie, de l'intervention américaine, avec les modifications qu'ils appor-

taient. Dans tout cela, dans une guerre immense, si profondément renouvelée et sans cesse étendue, quelle place tenait, quelle figure faisait la guerre de l'Italie? Quelles garanties certaines d'avenir, acceptées et contresignées de tous, cette guerre, où elle s'était engagée avec une décision si remarquable, qu'elle poursuivait au milieu de difficultés dont elle avait l'impression souvent que l'étranger ne se rendait pas assez compte, lui avait-elle assurées?

C'est ici qu'intervient, sous son aspect le plus sincère et le plus profond, le contraste entre un Sonnino et l'Italie. Il faut laisser de côté, ou n'y attacher qu'une importance relative, les questions de personnes, ces manœuvres qu'on vient vous raconter, qu'il ne faut pas exagérer pour ce pays subtil, plus compliqué dans l'apparence que dans la réalité, dans les explications qu'il donne de ses actions que dans ses actions elles-mêmes qui sont souvent plus simples qu'il ne dit et même qu'il ne croit. Indépendamment des gens qui pouvaient chercher à le lui faire croire, il était naturel que l'Italie crût que, si l'étranger la connaissait mal et la comprenait mal, s'il la jugeait mal, comme son imagination ardente et inquiète semblait de plus en plus portée à se le figurer, si l'on ne parlait pas assez d'elle à son gré, c'était la faute de l'homme d'Etat chargé de prendre la parole en son nom et de la présenter au monde, de cet homme singulier qui vivait comme elle l'avait toujours vu vivre, mystérieux, à l'écart, de cet homme qui ne parlait pas.

Ceux qui ont approché M. Sonnino et le connaissent de longue date affirment qu'il est capable, à l'occasion, de parler d'une façon charmante, qu'il est peu d'hommes d'un commerce intime plus agréable et plus sûr. Ceux qui s'efforcent d'étudier sérieusement par le dehors une physionomie aussi attachante et originale arrivent à se convaincre facilement qu'elle n'a pas des dessous si énigmatiques. Il est très injuste et il est fort absurde de traiter l'Italie de « nation de bavards », comme le fait un mot — type parfait des propos de salons et des salons à Rome — qu'on répète du prince de Bülow et que celui-ci aurait dit au sujet de cet Italien. Il se serait plaint de la malechance qui lui aurait fait rencontrer dans ce partenaire (il le connaissait depuis longtemps) le seul silencieux qu'il y eût en son pays. L'Italien silencieux n'est pas rare; silencieux ou bavard, on le fait moins parler que le Français ou l'Allemand. Ce qui est plus rare, ailleurs qu'en Italie, c'est un silence et un caractère comme ceux de M. Sonnino; c'est la manière qu'il a de parler et de se taire. Qu'il se taise, ce qui lui arrive plus souvent, ou qu'il parle, ce qui n'est jamais indifférent, on comprend qu'au milieu d'une telle crise, l'harmonie entre l'Italie et lui ne s'établisse pas toujours du premier coup.

Je me souviens de l'impression, dirai-je d'amusement, éprouvée à lire, au moment, je crois, du voyage de M. Briand à Rome, dans l'hiver de 1916, qu'un toast prononcé alors par M. Sonnino l'avait été, d'après nos journaux, « d'une voix chaude et vibrante ». C'est plutôt, en effet, ce que l'on aime en Italie et ce qu'on attend chez elle habituellement. Il suffit d'avoir vu et entendu M. Sonnino prononcer quelques paroles en public — je me rappelle la façon dont il déposait, à la Chambre italienne, le 20 mai 1915, son *Livre vert*, et certes, pour un témoin désintéressé, elle ne diminuait pas la beauté historique d'un tel document — pour ne pas s'étonner que l'Italie ait pu quelquefois ne pas trouver assez chaude et vibrante, surtout assez abondante, la voix de son ministre des affaires étrangères quand il s'agissait de parler d'elle et de la présenter.

C'était le reproche qui dominait tous ceux qu'on adressait à M. Sonnino, rendu responsable des idées fausses et des jugements erronés qu'on croyait constater à l'étranger au sujet de la guerre et des buts de guerre de l'Italie. On incriminait sa méthode, l'absence ou l'insuffisance d'une propagande à laquelle on opposait volontiers celle des autres. Mise en présence des faits, de quelques difficultés réelles ou exagérées, l'Italie commençait à considérer, sans la trouver parfaite pour elle-même, la méthode avec plus d'indulgence en tant que liée à l'existence et au maintien d'un ministre redevenu utile. L'opinion se livrait à une sorte d'examen de conscience; elle dressait le bilan de la situation et de la politique italienne. Le résultat n'était pas si défavorable à Sonnino.

Ce n'était pas en tout cas le moment de le discuter et de le contester, quand il représentait l'Italie, ayant à résoudre les questions fort importantes et délicates qu'il devait traiter avec les Alliés à qui l'on s'apercevait que sa personne et son caractère avaient inspiré quelque confiance. C'était plutôt le moment de se servir de lui que de le renverser. L'inquiétude même, justifiée ou non, qu'avait éprouvée l'Italie lui profitait après s'être tournée d'abord contre lui. L'accord se faisait, jusque parmi ceux qui l'avaient parfois critiqué le plus, pour le placer en dehors et au-dessus de la discussion. Il remportait à la Chambre, en séance publique, en comité secret, un succès complet. Il prononçait le 20 juin, sur la situation générale et sur les buts de guerre de l'Italie, abordant aussi les derniers incidents auxquels avait été mêlée la politique italienne, un discours remarquable qui était sans doute l'exposé le meilleur qu'il eût fait depuis la guerre. Ce discours était bien accueilli à l'étranger, comme il l'avait été dans son pays où c'était peut-être la première fois que la parole

de Sonnino retentissait avec autant de force et d'éclat en éveillant autant d'écho quand elle exprimait la volonté de guerre de l'Italie.

Là-dessus, un mois après, le 22 juillet, M. Sonnino quittait Rome, chargé des buts de guerre de l'Italie. Accompagné des vœux ardents, des désirs nettement formulés et franchement exprimés de ses compatriotes [1], il partait pour les conférences de Paris et de Londres entre lesquelles il faisait un séjour d'une dizaine de jours en Angleterre. Ce voyage et ce séjour, auxquels l'Italie semble avoir attaché, dans les circonstances présentes, une grande importance, marquent vraisemblablement une date dans l'histoire de ses rapports avec ses alliés, plus encore avec l'Angleterre, peut-être une date dans l'histoire générale de la guerre; ils en marquent une certainement dans la carrière politique et dans la vie publique du baron Sidney Sonnino.

Le samedi après-midi, 4 août 1917, au Queen's Hall, une vaste salle de concert de Londres, devant un meeting imposant qui représentait toute l'Angleterre ou plutôt l'Empire britannique avec ses alliés, pour le troisième anniversaire de la guerre mondiale, avant un grand discours de M. Lloyd George, l'un de ses plus caractéristiques et de ses plus entraînants, M. Sonnino prononçait, en anglais, un discours beaucoup plus bref et un peu moins entraînant, ce n'est pas tout à fait son genre, mais aussi caractéristique. La cérémonie du Queen's Hall, avec le petit discours très anglais du ministre italien, c est une manifestation; elle est significative et intéressante. Il y a, à côté, tout ce qui l'a précédée, accompagnée et suivie; il y a toutes les conversations. Il y a l'atmosphère autour de la manifestation, des conversations, de la conférence qui est venue après, à laquelle ont pris part les représentants de la France qui n'ont pu arriver que pour cette dernière réunion. Il y a ces mots de Grèce, d'Epire, d'Albanie qu'on avait prononcés à Paris, d'autres encore, qui flottent dans l'air; il y a même celui d'un accord italo-slave, auquel de nombreux et longs articles, d'un ton assez nouveau, dans la presse italienne, donnent une apparence de réalité, que souligne la présence à Londres, et à la cérémonie du Queen's Hall, de M. Pachitch, premier ministre de Serbie, avec M. Sonnino.

Tout cela, est-il besoin de le dire, est très important : cela peut

[1] Voir dans le *Giornale d'Italia* (organe officieux de M. Sonnino) du 20 juillet un article, *A proposito di imperialismi : parole chiare*, qui donne le programme italien. L'article publié dans le *Corriere della Sera* du 19 juillet par son correspondant de Rome, M. Giovanni Amendola, est plus général. Comme l'indique le titre, *la Francia e noi*, il nous est adressé. Depuis, la presse italienne a visé surtout l'Angleterre.

avoir de grosses conséquences. Pour l'Italie et pour M. Sonnino, le plus important, c'est les rapports avec l'Angleterre. Des événements récents, d'autres discours anglais qui ont précédé immédiatement ceux-ci, les ont posés d'une manière qui a paru préoccuper un moment l'Italie. Elle n'en a attaché que plus de prix à cette manifestation anglaise du Queen's Hall pour la place qu'y tenait l'Italie et l'accueil fait au ministre italien. Que ce fût sous cette forme de la grande réunion publique et du meeting populaire, qui avait semblé jusque-là lui convenir si peu, que celui-ci ait eu à servir ainsi son pays, qu'il ait pu le faire aux côtés d'un Lloyd George, orateur incomparable dans les manifestations de ce genre, c'était un contraste nouveau et non certes l'un des moins propres à frapper d'admiration les compatriotes de M. Sonnino.

Il est vrai que c'était en Angleterre. M. Sidney Sonnino, qui n'a pas eu de peine à écrire et à prononcer un discours anglais, est un Italien qui a de l'Anglais, son prénom même l'indique, dans son ascendance. De par ce sang anglais qu'il tient de sa mère, Miss Georgina Terry, il a de l'Anglais dans son caractère et dans sa physionomie. Bien qu'il soit, il ne faut pas s'y tromper, très italien, il peut paraître quelquefois plus anglais qu'italien. Il peut nous faire songer à un homme politique français, M. Waddington. Mais tandis que celui-ci s'est vu reprocher parfois chez nous son origine, — il est vrai qu'il est venu trop tôt avant l'Entente, — jamais on n'a eu en Italie, bien au contraire, l'idée de reprocher cette ascendance anglaise, qui a laissé sa marque et son empreinte au Toscan très authentique qu'est le baron Sonnino.

M. Sonnino, qui semblait désigné, par décret nominatif, pour réaliser l'union de l'Italie et de l'Angleterre, représente admirablement, mieux qu'aucun autre du côté italien, ce qu'on peut appeler « l'anglo-italianisme », un double courant politique et moral très intéressant à suivre entre deux pays, plus important à regarder de près pour les cinquante ou soixante dernières années. En restant sur le terrain politique qui convient plus ici, il est nécessaire de savoir, si l'on veut comprendre quelque chose à l'histoire récente de l'Italie, particulièrement à l'histoire de la Triple Alliance, de ses phases et de son déclin, que la véritable « alliance de cœur » de l'Italie, ç'a été toujours l'alliance anglaise. Alliance désirée et poursuivie, beaucoup plus qu'atteinte, à travers les autres et avec les autres. Dans ses hésitations et ses oscillations entre deux groupements de forces en Europe, — très légitimes si l'on se place à son point de vue, — l'Italie « au carrefour », comme elle dit elle-même, comme elle a été en réalité, non pas seulement pour les mois qui ont précédé son entrée en guerre à nos côtés, mais depuis la

constitution de son unité, a toujours accordé une très grande attention aux directions que prenait la politique anglaise. Les divergences lui ont toujours paru ici pénibles à constater et de nature à provoquer ses réflexions. L'évolution de la Triplice dans ses périodes diverses, avec les accords particuliers italo-anglais, recherchés et obtenus jusqu'à un certain point par l'Italie, avec les effets sur l'Italie du rapprochement franco-anglais, s'explique par là en grande partie. Qui pourrait mieux illustrer cette histoire que l'Anglo-Italien Sidney Sonnino?

M. Sidney Sonnino a été l'un des meilleurs préparateurs et inspirateurs, dans l'opinion italienne d'il y a trente-cinq ans, de cette Triple Alliance qu'il a dénoncée et qu'il a rappelée dans son discours de Londres. Et ce discours, petit chef-d'œuvre, à ce point de vue, de psychologie et d'histoire, indique très bien pourquoi l'Italie avait fait la Triple Alliance ou du moins pourquoi M. Sonnino lui avait conseillé jadis d'y entrer, pourquoi l'Italie, conduite par M. Sonnino, l'a dénoncée et pourquoi elle s'est de plus en plus rangée et définitivement de l'autre côté. Il n'y a plus de carrefour, il n'y a pas de « bivio » pour l'Italie actuelle et dans ce discours de Sidney Sonnino. Que cet homme loyal et droit entre tous, ce qui ne veut pas dire qu'il manque de prudence et d'habileté, ait pu accomplir et diriger en partie une telle évolution de la politique de son pays, qu'il ait pu la marquer aussi loyalement qu'il l'a faite, c'est là le trait dans sa carrière ou, si l'on veut encore, le contraste qui domine pour l'historien. Le plus sympathique, oserait-on dire, s'il n'y avait aussi celui qui repose, — au milieu de tant d'affreux bavardages, inutiles ou incompétents, et de ce déchaînement de la parole et de la plume en face des plus grands événements, — d'apparaître, devant l'histoire ou la légende, en parlant très bien quelquefois, comme l'homme qui ne parle pas.

*
* *

Le baron Sidney Sonnino, qui parle assez peu, parle de lui-même moins que du reste. Des dictionnaires biographiques italiens, les journaux d'Italie, dans des notices, le font naître à Alexandrie d'Egypte, en 1849[1]. Il est né à Pise, en Toscane, le 11 mars 1847.

[1] Presque toutes les études publiées sur M. Sonnino contiennent des inexactitudes. M. Jules Destrée, dans la *Revue de Paris* du 15 septembre 1916, a tracé avec sa finesse intelligente une image souvent assez juste. Parmi les articles d'Angleterre, signalons quelques pages dans la *New Europe* du 23 décembre dernier sous les initiales C. R., qui désignent une femme d'élite connaissant à fond l'Italie et l'Angleterre. Plus que des précisions de fait, elles apportent sur le baron Sonnino des indications morales et de milieu très sûres et d'une rare pénétration.

Son père, il est vrai, à cette date, était fixé en Egypte où il avait rencontré l'Anglaise qu'il épousa. C'était un banquier de Livourne, venu sur la terre des Pharaons pour collaborer, en augmentant considérablement sa fortune, aux réformes financières de Méhémet-Ali, un israélite dont le nom italien marque l'époque où l'on prenait des noms de localités. Sonnino est une petite localité pittoresque dans la région de l'ancien Etat pontifical qui confine au royaume de Naples. A quel moment les ancêtres d'Isaac Sonnino ont-ils quitté cet âpre pays pour la plus douce Toscane? Ce coin toscan de Livourne est l'un des deux lieux d'origine d'où sortent les Juifs italiens. L'autre est un coin de Vénétie; c'est celui de M. Luigi Luzzatti, israélite et financier éminent, qui a été longtemps comme financier d'Italie, dans des cabinets différents, le rival de M. Sonnino avec lequel il ne s'est jamais beaucoup accordé. M. Luzzatti, israélite de cœur et d'esprit très large, qui a écrit, parlé et professé aussi généreusement sur la liberté de conscience que sur les finances, affirme volontiers des sympathies catholiques, voire franciscaines. M. Sonnino, partisan non moins sincère de la liberté religieuse, — il a défendu l'enseignement de la religion dans les écoles, — est, malgré son origine, protestant par l'éducation qu'il a reçue de sa mère, et protestant très sérieux, ce qui lui crée encore en Italie un contraste et une originalité.

Autour du berceau de ce petit Sonnino, qu'on emmène de Toscane en Egypte pour le ramener bientôt en Italie, dans toute la formation de l'homme et dans son milieu, on relève un croisement singulier d'influences très diverses, d'influences ataviques, intellectuelles et morales. Voici un détail curieux, qui aura été, je crois, révélé à beaucoup de personnes par le discours même de M. Lloyd George, au Queen's Hall, dans le salut élogieux qu'il a adressé à M. Sonnino. J'imagine que M. Lloyd George avait pu l'apprendre dans le séjour qu'ils venaient de faire ensemble à sa maison de campagne, à Welton, sur la côte méridionale de l'Angleterre, où ils avaient causé seuls plus librement et familièrement. Ce détail, qui devait l'intéresser, il l'aura rapporté tout de suite à ce grand public anglais. Il rapproche deux hommes qui paraissaient à première vue différer plus entre eux que M. Sonnino de la plupart de ses compatriotes italiens; il les rattache à une même souche qui est très particulière dans la communauté anglaise. Cette Miss Terry, qu'Isaac Sonnino, banquier livournais israélite, établi quelque temps à Alexandrie, épousait en Egypte, aurait été d'origine galloise, comme Lloyd George.

Mystère infini de ces croisements et des races! L'Anglo-Italien Sidney Sonnino, en tant qu'Anglais, serait un Celte. Il le paraît

peu et il ressemble vraiment très peu au pur Celte qu'est un Lloyd George. Leurs deux vies se ressemblent aussi fort peu. On a écrit celle de l'homme d'Etat anglais sous ce titre : *la Vie de Roman de Lloyd George*. Celle d'un Sonnino n'a rien d'un roman. Et surtout il ne la raconte pas beaucoup.

On trouverait peut-être, en cherchant bien, un fond commun d'idées morales et religieuses venant unir à la fin ces deux hommes que leur nature, leur milieu social, leurs habitudes, leur passé plaçaient aux antipodes, qui ne se sont pas non plus, dit-on, accordés du premier coup. Par leur culture et la qualité de leur esprit, par leurs idées, leur milieu, leurs carrières d'hommes d'Etat, il y a certainement plus de rapports entre un Arthur James Balfour et un Sonnino qu'entre celui-ci et Lloyd George... Après de fortes études universitaires italiennes, le jeune Sonnino, qui appartenait à une famille riche et bien posée, entre, à vingt ans, dans la diplomatie de son pays. Il est attaché à des légations d'Italie (il n'y a eu avec et pour l'Italie des ambassades qu'en 1876) dans des capitales diverses ; cette promenade diplomatique de six années le conduit de Berlin à Vienne, les deux capitales de la Triple Alliance, en passant par Madrid et par Paris, où il se trouve pendant les événements de 1870-1871. Un fragment d'obus du siège le rappelle au milieu des livres qui remplissent l'immense bibliothèque de son palais de Rome. Il l'a regardé quand il préparait l'Italie à entrer dans la Triple Alliance et quand il l'en a fait sortir. Il a rapporté vraisemblablement de ce poste des souvenirs et des enseignements moins matériels parmi lesquels il faut placer sans doute les leçons d'un chef tel que Costantino Nigra.

Rentré en Toscane, il se livrait sur place et dans les livres à des études sociales qui achevaient sa préparation à la vie publique. C'était le moment où l'historien Pasquale Villari, Napolitain fixé à Florence, posait dans ses *Lettres méridionales*, devant l'opinion italienne, le problème du Midi. Au même moment, avec son ami, le baron Franchetti, autre israélite, déjà député, Sonnino, qui allait le devenir en 1880, entreprenait une vaste enquête sur la Sicile et la condition des paysans dans cette région, dont le résultat était consigné dans deux gros volumes qu'ils publiaient ensemble. Vers ce temps encore, toujours avec Franchetti, il fondait une revue politique, la *Rassegna Settimanale*, qui parut de 1878 à 1882, avec le double programme d'une orientation sérieuse de l'opinion du côté des questions sociales et des questions diplomatiques. C'était une revue grave, qui visait l'élite dirigeante, recherchant l'influence plus que le succès. Pour

la partie qui concernait la politique étrangère, la plus importante, semblait-il bien, aux yeux de ses inspirateurs, le programme et l'esprit de la *Rassegna Settimanale* tenaient dans ces mots : rapprochement avec les puissances centrales, préparation de la Triple Alliance.

C'est là que, le 29 mai 1881, en pleine effervescence tunisienne, quelques mois avant le voyage royal à Vienne, un an avant l'accession de l'Italie à l'alliance, M. Sidney Sonnino, député depuis un an de San Casciano, en Toscane, qu'il n'a pas cessé de représenter à la Chambre italienne, publiait un article calme, réfléchi, qui semble aujourd'hui un document historique. Il est intéressant de le rapprocher de ceux qui émanent du ministre des affaires étrangères d'Italie, depuis le *Livre vert* jusqu'à ses dernières déclarations du Parlement et au discours de Londres. Par sa ferme perspicacité sur bien des points, par son ton très digne, même sur les autres, cette page triplicienne d'avant la lettre fait aussi honneur à M. Sonnino. Ceux qui triompheraient maintenant de telle ou telle assertion ou en seraient choqués montreraient qu'ils sont incapables de comprendre l'histoire, qu'ils ne méritent guère d'avoir des alliés et de les garder. Au lieu des longs développements qu'on pourrait écrire pour expliquer historiquement l'entrée de l'Italie dans la Triple Alliance et les raisons alléguées par ceux qui l'y poussaient, il vaut mieux citer ici, en regrettant de ne pas tout reproduire, quelques passages du plaidoyer fait en faveur de l'alliance par l'un d'eux, le ministre qui l'a dénoncée.

Avant tout, il faut que les plus grands efforts de la diplomatie italienne portent sur ce point : enlever tout soupçon, même le plus injustifié, que notre politique puisse en quelque façon être tournée contre les intérêts des puissances sur l'amitié desquelles nous devons compter. Par dessus tout, il faut écarter résolument la question de l'*Italia irredenta*. La possession de Trieste, dans les présentes conditions de l'empire, est d'une extrême importance pour l'Autriche-Hongrie ; elle lutterait à fond avant d'y renoncer. En outre, Trieste est le port qui convient le mieux au commerce de l'entière région allemande : sa population est mixte comme toutes les populations de frontière ; la revendication de Trieste sur le terrain du *droit* serait une exagération du principe de nationalité, sans d'ailleurs représenter aucun intérêt réel pour notre défense. Trente, au contraire, est certainement terre italienne et représenterait un complément de notre défense, sans avoir pour l'Autriche l'importance de Trieste. Mais les intérêts que nous pouvons avoir à Trente sont trop petits en face de ceux que représente notre amitié sincère avec l'Autriche. Cette amitié représente pour nous la libre disposition de nos forces de terre et de mer ; elle représente, il est inutile de nous faire illusion là-dessus, l'autorité de notre parole dans le concert européen. Est-il sérieux pour nous de renoncer à toute influence dans les conseils de l'Europe pour courir après une acquisition qui ne représente aucun grand intérêt et que nous n'obtien-

drons jamais tant que dureront en Europe les groupements d'Etats actuels? Si nous voulons compter pour quelque chose en Europe, commençons par être sérieux nous-mêmes, en nous persuadant que c'est une politique d'enfants, celle qui nous condamne à l'impuissance pour le seul objectif pratique de maintenir des dissentiments avec l'Autriche. *L'amitié avec l'Autriche est pour nous la condition indispensable d'une politique de conclusion et d'action.*

Là-dessus, l'auteur de l'article passe à la question de la Méditerranée, à la France et à l'Angleterre. Il parle de la France sans sympathie, mais sans aigreur; la façon dont il parle de l'Angleterre est bien curieuse. Aucun Italien ne peut être plus que M. Sonnino partisan de l'alliance anglaise; mais il connaît trop l'Angleterre pour croire qu'elle soit aussi facile à réaliser que l'imaginent trop volontiers ses compatriotes. Ce serait illusion et « folie » que de compter sur l'Angleterre pour la défense d'intérêts qui ne seraient pas avant tout des intérêts anglais. « L'Angleterre, écrit M. Sonnino en 1881, attache trop de prix au maintien de ses bons rapports avec la France pour que nous puissions espérer jamais que, pour un intérêt qui ne serait pas directement, clairement et principalement le sien, elle risque de mettre en péril l'entente avec sa puissante voisine. » L'amitié anglaise est indispensable à l'Italie; seule, elle est insuffisante.

C'est pourquoi notre politique doit tendre aussi vers un autre objectif, celui d'*un accord plus étroit avec les deux empires de l'Europe centrale : l'Autriche et l'Allemagne*. Aucune rivalité ne nous sépare de l'Allemagne : nous avons avec elle beaucoup d'intérêts communs... Nous avons toutes les raisons de chercher à augmenter nos relations réciproques non seulement dans l'ordre économique, mais encore dans l'ordre intellectuel et moral. *Tout soupçon étant écarté de dissentiment et de défiance à l'égard de l'Autriche, tout tend à nous rapprocher de l'alliance allemande* : la cimenter solidement dépendra seulement du sérieux de notre politique extérieure et intérieure.

Nous ne voulons pas de protectorats, ni de la part de l'Angleterre, ni de celle de l'Allemagne ou d'autres; mais des alliances fermes et sûres, avec un plein accord sur les buts à atteindre et sur la politique à suivre; mais cela ne s'obtiendra qu'à condition d'être forts à l'intérieur et estimés à l'extérieur; forts par les armes et estimés pour le sérieux et la suite dans les desseins. A ces conditions seulement, nous pourrons regarder avec confiance l'avenir; jusqu'ici nous nous sommes laissés trop abuser par les seules questions intérieures; l'imminence du danger doit nous ramener à une plus juste appréciation de la réalité, et nous démontrer la nécessité de tenir compte des vraies conditions de l'Europe. *L'isolement maintenant équivaudrait à l'annulement*, il serait peut-être plus dangereux que n'importe quelle politique d'alliances étrangères, pourvu que cette politique fût claire, fixe et sagement résolue...

Il faut lire ces déclarations, dépourvues de sentimentalité lyrique, d'un jeune politique très sérieux, dont le réalisme patrio-

tique se teinte de gravité morale, à la lumière de l'histoire et de ses propres déclarations d'aujourd'hui... Ce n'est pas nous qui avons souligné certains passages ; c'est le regretté Luigi Chiala dans son histoire officieuse de la Triple Alliance et dans un volume paru d'abord il y a vingt-cinq ans. Nous avons cru devoir respecter ces italiques parce qu'elles sont aussi une indication et qu'elles sont bien placées. Nous aurions mis à présent les italiques ailleurs, sur des points qui, dans les déclarations mêmes de M. Sonnino, peuvent permettre d'entrevoir et d'expliquer, au sujet de l'alliance, son évolution.

*
* *

L'intérêt historique de telles pages, c'est qu'elles montrent clairement, en regard de la Triple Alliance que l'Italie a faite, celle qu'elle a voulu faire, celle du moins que souhaitaient les hommes qui l'ont poussée dans cette voie le plus sérieusement et le plus efficacement. Personne n'a contesté ce mérite à l'inspiration et aux directions que représente la *Rassegna* de Sidney Sonnino[1].

Une alliance défensive, qui fît sortir l'Italie de l'isolement où, par une série de « déceptions » éprouvées depuis le congrès de Berlin, elle avait vu des dangers qu'elle jugeait douloureux, qui lui donnât dans les « conseils de l'Europe » la place et l'autorité auxquelles elle aspirait, qui, en échange des charges et des limitations à sa « liberté » qu'elle lui imposerait, lui assurât les garanties essentielles pour sa sécurité, des garanties à l'égard de tous, y compris les alliés, tel était le programme plus ou moins explicitement exposé. Il était admirablement conçu. Pour le réaliser, il aurait fallu sans doute des circonstances assez différentes et aussi des hommes d'une fermeté et d'une habileté exceptionnelles.

Depretis et Mancini, le président du conseil et le ministre des

[1] S'il faut renoncer à esquisser une histoire telle que celle de la Triple Alliance dans ses rapports avec Sonnino, on peut indiquer la bibliographie indispensable du sujet, qui s'est enrichie de travaux sérieux. — Les trois volumes anciens des *Pagine di Storia Contemporanea*, de Luigi Chiala, sont toujours un recueil fort utile et précieux. — Comme ouvrage général et récent, l'*Italie depuis 1870*, de M. Albert Pingaud (Delagrave), est un livre excellent dont on ne saurait dire assez de bien, le meilleur qui ait paru en France sur l'histoire contemporaine de l'Italie. — M. Gaetano Salvemini publie, dans la *Revue des nations latines*, sous ce titre : *La Triple Alliance*, une mise au point qui est extrêmement serrée et remarquable. Avec six articles, elle va actuellement jusqu'au renouvellement de 1902. — L'*Histoire de la Triple Alliance*, de l'Autrichien Arthur Singer, parue un peu avant la guerre et traduite depuis chez Giard et Brière, est une « chronique » qui peut rendre des services.

affaires étrangères qui signèrent l'alliance de 1882, sous la pression des gens et des circonstances, un peu malgré eux et presque contre le gré, alors, de ceux qui les avaient le plus poussés, n'avaient ni l'une ni l'autre de ces qualités. Un politicien sans principes, habile et adroit pour la politique intérieure, qui trouva les premières formules du système que M. Giolitti, Piémontais comme lui, n'a fait que perfectionner si génialement. Un très brillant juriste napolitain, professeur et avocat de grand talent, l'un des pères du « principe des nationalités », ce qui ne paraissait pas le prédisposer spécialement à être en Italie le père diplomatique de la Triple Alliance [1]. Tous deux partisans anciens et mal guéris de l'alliance française, les moins faits pour traiter avec un Bismarck, avec un Kalnoky, pour calculer les conditions justes, les conséquences fatales et la portée d'un accord entre l'Italie et les puissances centrales qui, tel qu'il fut conclu par eux, ne satisfit guère ceux qui l'avaient désiré.

Le moins ravi du traité, ce fut celui qui eut à le signer officiellement, le 20 mai 1882, au nom de l'Italie, le général comte de Robilant, ambassadeur à Vienne. Comme ministre des affaires étrangères, lors du premier renouvellement de 1887, il put l'améliorer au point de vue de la garantie des intérêts de l'Italie. Et ce fut l'introduction première de ce fameux article 7 dont on a tant parlé, dont M. Sonnino a su se servir plus tard si merveilleusement quand il s'est agi de dénoncer l'alliance. On a voulu faire honneur de cette prévoyance, — qui n'est pas l'œuvre d'un jour ni d'un seul, si ce Robilant, qui en a été l'initiateur, y a eu le mérite principal, résultat d'une longue histoire et des transformations qu'a subies l'alliance au cours de son évolution, — au génie politique de ceux qui l'avaient signée sans bien savoir comment ni pourquoi [2]. Il est difficile de se tromper plus complète-

[1] Voir dans la *Nuova Antologia* du 16 mars dernier, à l'occasion du centenaire de la naissance de Pasquale-Stanislao Mancini, un article intéressant de M. Francesco Ruffini, l'actuel ministre de l'instruction publique, lui-même éminent juriste et historien de Cavour, sur lequel il y aurait plus d'une remarque à faire. Le sujet que pose très mal ce terme, qui prête à l'équivoque et plutôt fâcheux, de « principe des nationalités » est encore plus mal connu et surtout mal compris que le sujet de la Triple Alliance. Il est plus vaste et plus compliqué, plus important, car il n'est pas seulement d'ordre historique; il vise le passé, le présent et l'avenir.

[2] C'est une des « légèretés » du livre, assez adroitement présenté, de M. Jacques Bainville, *l'Italie et la guerre*, qui en contient de plus fortes. Dans la préface qu'il a mise en tête du petit volume, si remarquable et intéressant, de M. Tommaso Tittoni, *le Jugement de l'histoire sur la responsabilité de la guerre*, M. Gabriel Hanotaux a écrit : « Heureusement, la prudence italienne avait pris ses précautions. L'article 7 du traité de la

ment sur ces hommes et sur l'histoire vraie de la Triple Alliance.

Pour savoir de celle-ci ce qu'on en peut savoir, il suffit de lire ce qui a été publié, il y a vingt ans, d'après les souvenirs et les papiers du comte de Robilant. C'est en travaillant sur ces mêmes papiers qu'un historien italien très sérieux, M. Salvemini, est en train d'écrire une histoire documentée d'une manière plus précise qui, sans apporter jusqu'ici de véritable révélation, fixe mieux bien des points. Surtout, il suffit de lire le début d'une pièce diplomatique, qui est la dernière du *Livre vert* italien, et qui a été reproduite partout au moment où le *Livre vert* a paru. On y trouve, écrite par Sonnino lui-même, la meilleure histoire de la Triplice, la plus exacte et la plus complète que nous connaissions. Elle en retrace le caractère, les phases et l'évolution en sept lignes sur l'exemplaire qui nous a été remis à la Chambre italienne, le 20 mai 1915. Et cette pièce, — écrite à Rome le 3 mai, remise à Vienne le 4, qui résume admirablement le passé, l'histoire de la Triplice avec celle de la négociation qui, engagée sur la Triplice, a abouti à la rompre officiellement, qui a amené tout ce qui a suivi, depuis la crise intérieure de l'Italie, l'effondrement de M. Giolitti et la déclaration de guerre à l'Autriche, le 23 mai 1915, jusqu'à la déclaration de guerre à l'Allemagne, le 28 août 1916, et à ce discours anglais de Londres, le 4 août 1917, où se retrouvent, sur la Triplice, quelques mots qui la rappellent, — dénonce en français la Triple Alliance par la plume de Sonnino.

> L'alliance entre l'Italie et l'Autriche s'affirma, dès son origine, comme un élément et une garantie de paix et visa, *d'abord*, au but principal de la défense commune. En présence *des événements ultérieurs et de la situation nouvelle* qui en résultait, les gouvernements des deux pays durent se proposer *un autre but* non moins essentiel et, *au cours des renouvellements successifs du traité*, s'appliquèrent à sauvegarder la continuité de leur alliance en stipulant le principe des accords préalables relativement aux Balkans, en vue de concilier les intérêts et les *tendances divergentes* des deux puissances.

Quel plaisir, pour qui a le goût de l'histoire, de lire ces lignes où il n'y a pas un mot qui ne rappelle avec exactitude un aspect, un moment, un changement dans cette alliance de trente-trois ans! En illustrant pour chaque mot — il le mérite — ce texte d'un commentaire, on pourrait tirer du raccourci tout le

Triple Alliance visait le cas d'une intervention autrichienne dans les Balkans. *Au fond, le traité n'était fait que pour cela.* » Il semble que M. Hanotaux ait écrit un peu vite et qu'il se soit souvenu un peu trop de M. Bainville. Si, changeant un seul mot, il eût écrit que le traité n'était *maintenu* que pour cela, il aurait dit — admirablement — à peu près l'exacte vérité.

tableau. Et en le lisant on comprend pourquoi surtout Salandra a voulu avec tant d'insistance faire de Sonnino le ministre des affaires étrangères de l'Italie au début de novembre 1914. Ce n'était pas seulement à cause de leur amitié et de ses qualités morales. C'est qu'il savait que, si les qualités morales désignaient Sonnino pour ce poste, ce qui le désignait encore plus, c'était d'être l'homme qui connaissait le mieux, dans leur réalité historique, les alliances de l'Italie.

*
* *

Il faudrait pouvoir mettre en regard, pendant ces trente-trois années, l'histoire de Sidney Sonnino et celle de la Triple Alliance, depuis le 20 mai 1882 jusqu'au 20 mai 1915 où, pour le trente-troisième anniversaire, il présente ce *Livre Vert* à une Chambre italienne qui n'avait pas désiré beaucoup la guerre et qui va voter, dans quelques instants, les pleins pouvoirs au gouvernement qui la fait... Devant une autre Chambre italienne, le 10 mars 1883, le député Sonnino ne craignait pas de critiquer un peu rudement la Triple Alliance de Depretis et de Mancini, au moment même où ce dernier faisait les déclarations qui furent considérées comme la proclamation officielle de l'alliance jusque-là plus soupçonnée qu'affirmée. Il critiquait aussi vivement Mancini pour avoir refusé d'intervenir en Egypte l'année précédente avec l'Angleterre, après que nous avions fait le même refus. Il lui reprochait en termes formels de n'être pas, dans la situation, l'homme qu'il fallait [1]. Ce Sonnino, jeune député de trente-six ans, qui dit en face à Mancini, personnage illustre et consulaire, célébrité de l'éloquence et du droit, représentant officiel de la politique italienne, des choses si peu agréables, on aimerait le voir aujourd'hui. Le voici maintenant, vétéran lui-même du consulat, à la place de Mancini, tel qu'on l'a vu ces dernières semaines à Paris et à Londres et que l'y montrent les images des journaux, tel que le peint une plume de femme, celle d'un témoin qui a pu approcher l'homme réputé inaccessible. « D'une taille au-dessus de la moyenne, faiblement penché en avant, avec une épaisse

[1] A propos de l'alliance, il disait entre autres choses que « ses plus chauds partisans la repousseraient si elle devait se réduire à n'être qu'une subordination aveugle et forcée aux buts de nos alliés ». On ne résiste pas à l'envie de reproduire encore ce jugement : « Peu d'épisodes de l'histoire moderne européenne démontrent plus fortement que l'entrée de l'Italie dans l'alliance austro-allemande le danger de confier le maniement des affaires étrangères à des parlementaires inexpérimentés. » Il est dans *la Monarchie des Habsbourg*, de M. Wickham Steed, qui est, pour M. Sonnino, un ami de vieille date.

moustache blanche, les cheveux coupés ras, un teint rougeâtre, un nez et un menton forts, des yeux qui ont presque toujours une étincelle d'humour, Sidney Sonnino porte légèrement le poids de ses soixante-dix ans. »

Dans l'intervalle, il y a, avec la politique étrangère, toute la politique de l'Italie. C'est, jusqu'à l'heure décisive de la guerre, le terrain où Sonnino se trouve au premier plan. Il y tient d'abord la place d'un financier émérite pour prendre ensuite celle de chef reconnu d'une tendance encore plus morale que politique, celle qui n'a pas triomphé sous la dictature de M. Giolitti à laquelle elle s'opposait. Il entrait comme sous-secrétaire d'Etat aux Finances dans le premier cabinet Crispi. Sa collaboration fidèle avec Crispi le prédisposait un peu à être l'adversaire de Giolitti : ces deux hommes, que des journaux allemands, au moment de l'entrée en guerre de l'Italie, rapprochaient dans une commune affection, ont été certainement les deux hommes politiques italiens qui se sont le plus cordialement détestés. A propos de ses rapports avec Crispi, il faut noter l'inconvénient qu'il peut y avoir dans l'explication sommaire et jugée commode qui met au compte unique de ce personnage singulier un état de choses fâcheux et qui paraît si lointain dans les relations franco-italiennes. Elle n'est pas toujours rigoureusement juste, même à l'égard de Crispi; elle ne répond pas à l'idée que se font de lui ses compatriotes, d'anciens adversaires plus oublieux de ses erreurs et de ses fautes que de ses mérites à l'égard de l'Italie, plus portés à voir ses desseins, bien ou mal conçus, de grandeur italienne que les moyens avec lesquels il entreprit de les réaliser. Elle est surtout injuste pour nombre d'hommes que des mobiles honorables ont rattachés à Crispi et qui militent parmi les meilleurs Italiens d'aujourd'hui. Il faut comprendre les évolutions de l'histoire et admettre au moins qu'il y ait eu de bons et de mauvais crispiniens.

Avec Salandra, avec d'autres dont la liste serait assez longue, Sonnino fut un très bon crispinien. Comme titulaire des deux portefeuilles réunis du Trésor et des Finances pendant le second ministère Crispi, il eut à faire face à une situation difficile et à une tâche qu'il accomplit avec un sérieux profond. Par les mesures prudentes et énergiques d'une politique sévère qui n'était pas pour le rendre extrêmement populaire, il contribua à relever les finances de l'Italie. Un peu après, nous le trouvons, et cela n'aida pas non plus à lui procurer cette popularité qu'il n'a jamais cherchée, chef de la majorité qui appuyait au Parlement la politique de répression du général Pelloux à la suite des troubles de 1898. Dans ces luttes ardentes, il fut en conflit direct avec un

homme dont le caractère, très différent du sien, ne laisse pas d'avoir aussi, en Italie, son originalité, Leonida Bissolati. Il a aujourd'hui Bissolati pour collaborateur dans ce grand ministère national que préside M. Boselli et où ils ont eu, semble-t-il, des alternatives de confiance sympathique et de tiraillements. L'*abbraccio* de Sonnino et de Bissolati, de celui qu'on représente comme le muet de la Consulta et de celui dont ses amis au moins ont paru vouloir faire une sorte de chef populaire, un *capitano della piazza*, ç'a été, dans le tableau de la crise récente, une scène symbolique.

Les changements d'orientation dans la politique italienne amenaient à le considérer comme le seul chef possible d'une opposition à M. Giolitti. En même temps, son passé, son caractère, sa culture, le sérieux et la largeur d'un esprit très porté à voir le côté moral des choses de la politique faisaient de lui l'espoir de tous ceux qui souhaitaient une réforme des mœurs publiques en Italie. Avec ces mœurs et la maîtrise du praticien sans rival qui les avait beaucoup plus développées que créées, avec les qualités mêmes de M. Sonnino, qui se transformaient ici en défauts, la lutte n'était pas égale. Deux fois, ayant constitué des ministères où il était bien forcé de faire des concessions à ce qu'il voulait détruire, il partit pour de grandes réformes et dura cent jours. Entre ses deux ministères (de février à mai 1906, de décembre 1909 à mars 1910) se place une crise grave de la politique extérieure, celle qui se produisit au lendemain de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche. C'est une crise de la Triple Alliance; c'est le premier examen de conscience collectif et général sur les directions que prend la politique européenne et que doit prendre la politique de l'Italie qui constate pour la première fois publiquement l'opposition de ses intérêts à ceux de ses alliés. Sans doute, l'alliance franco-russe, plus encore le rapprochement franco-anglais, suivi de celui de l'Angleterre et de la Russie, le rapprochement franco-italien, les accords dont l'effet s'était fait sentir à la conférence d'Algésiras, qui coïncide avec le premier ministère Sonnino, ont amené des changements. Mais rien ne pouvait égaler l'impression du coup de théâtre qui faisait éclater brusquement, aux yeux de tous, les divergences profondes, plus ou moins habilement et heureusement jusqu'ici palliées et voilées, qui opposaient de plus en plus, sur l'Adriatique et dans les Balkans, les intérêts autrichiens, appuyés par l'Allemagne qui visiblement poussait l'Autriche en avant, aux intérêts italiens.

Le 1er décembre 1908, un débat dramatique de quatre jours s'engage au Parlement italien. Le second jour, M. Sonnino se lève pour prendre la parole dans un discours très étudié. Il parle en

sa double qualité de chef de l'opposition et de témoin de la Triple Alliance qu'il n'a cessé de suivre depuis sa création, à laquelle il a aidé, en critiquant parfois la manière dont elle a été faite et pratiquée. Jamais il n'a critiqué plus fort qu'aujourd'hui. Vis-à-vis de M. Giolitti et de M. Tittoni, son ministre des affaires étrangères, il semble qu'il reprenne le ton et le débat d'il y a vingt-cinq ans. Mais depuis quels changements! L'homme éminent à qui il avait affaire cette fois répondit deux jours après aux attaques qui fondaient sur lui dans un discours non moins étudié. La veille, et le lendemain du jour où M. Sonnino avait parlé, un autre député, comme lui ancien président du conseil et triplicien fervent, Alessandro Fortis, avait prononcé un discours véhément d'indignation patriotique qui avait pu paraître dirigé contre l'alliance elle-même. Après ce discours, qui eut un retentissement énorme en Italie, M. Giolitti était allé embrasser l'orateur. Personne n'alla embrasser M. Sonnino dont la harangue, plus froide et plus modérée au sujet de l'alliance, était plus antiministérielle. Il ne posait pas la question de l'alliance, mais il posait celle de la Serbie, atteinte et menacée dans son indépendance. Il s'élevait contre l'idée qu'on pût songer à « étouffer les aspirations d'un peuple libre » et que l'Italie, alliée de l'Autriche, y pût être associée en quoi que se soit. On avait parlé alors de réunir à Rome la conférence dont il fut question assez longtemps. La pensée qu'à Rome pourrait être signé l'acte étouffant les aspirations d'un peuple libre suffisait à choquer M. Sonnino. Et cette simple note d'indignation morale, à propos de la Serbie, mérite assurément d'être relevée aujourd'hui.

*
* *

Six ans plus tard, Sonnino se trouve, comme ministre des affaires étrangères d'Italie, en face de la Triple Alliance et de la guerre européenne. Le 5 novembre 1914, sur les instances de son ami Salandra, président du conseil depuis le mois de mars et le départ étrange de M. Giolitti, circonstance dans laquelle il avait lui-même refusé le pouvoir, il acceptait la succession délicate du marquis di San Giuliano — un de ces hommes, ils sont nombreux, auxquels il ressemble si peu. La Triple Alliance, on pouvait se demander si elle n'avait pas été virtuellement dénoncée par la déclaration de neutralité de l'Italie. La guerre européenne, il s'agissait de savoir si l'Italie devait y entrer et dans quelles conditions. Peu de semaines après, le prince de Bülow était à Rome. Et c'était le *Livre vert* qui commençait.

Le *Livre vert* avait d'ailleurs commencé, avant l'arrivée du prince de Bülow, par la première introduction de la demande de

compensations, faite le 9 décembre, en vertu de l'article 7. C'est la première trouvaille de Sonnino. Et la seconde, c'est l'exigence ferme de l'exécution immédiate de ces compensations réclamées de l'Autriche. Liée à des demandes dont la modération, la petitesse aux yeux de certains, a fait taxer Sonnino de « parecchiste » comme Giolitti, elle plaçait l'adversaire dans une situation très difficile, tandis que l'Italie restait sur un terrain excellent et solide, tout en demandant très peu. Il est curieux que Sonnino n'ait pas réclamé de l'Autriche la cession de Trieste à l'Italie, conformément à ce qu'il écrivait trente-quatre ans plus tôt dans l'article de la *Rassegna* d'avant la Triplice. Cela ne veut pas dire qu'il ne puisse réclamer Trieste et autre chose si l'Autriche n'accepte pas.

Le *Livre vert* est le chef-d'œuvre de Sonnino, et c'est un chef-d'œuvre. On ne saurait l'étudier ici à fond, ce qui d'ailleurs n'a pas été fait. On ne peut même aborder les questions d'ordre moral que soulève le *Livre vert* et qui seraient si attachantes. Livre sec, glacial et froid, ai-je entendu dire. J'entends encore ces mots sortir de la bouche des Italiens qui venaient de le feuilleter, le jour où il fut distribué. Au sortir de l'excitation des journées de mai, il leur fallait des phrases lyriques et grandiloquentes; ils avaient tort de les attendre de Sonnino. Ils trouvaient des procès-verbaux; ils étaient déçus. Ces épithètes dont on gratifiait son livre, ce sont celles qu'on a accolées à son nom trop souvent. Pourtant, dans ces journées de mai, quelque chose était monté vers lui, quelque chose de nouveau, l'hommage ignoré jusque-là de l'acclamation populaire. Chose singulière et presque amusante, ce fut à l'issue de la manifestation extraordinaire pour l'arrivée à Rome de M. Gabriele d'Annunzio, le soir du 12 mai, sous l'inspiration de sa lyrique harangue au peuple romain, que des gens eurent l'idée très légitime d'aller acclamer chez lui, sous ses fenêtres, M. Sonnino, le moins « dannunzien » des hommes. Un barrage de troupes les arrêta. Quelques jours plus tard, l'immense cortège de la manifestation du 16 mai, aboutissant à la place du Quirinal, où elle trouvait alors le palais royal vide et fermé, passant sous les fenêtres de la Consulta, saluait d'acclamations formidables M. Sonnino, qui, s'il était là, ne parut pas. Et peu de jours après encore, le ministre des affaires étrangères se trouva pris dans un autre grand cortège, ce qui, ayant été reconnu, lui valut des ovations qu'il fut bien forcé de subir, avant d'être maître de s'y dérober, pendant quelque temps.

La foule est changante, on ne peut la suivre. Si elle a moins acclamé depuis M. Sonnino, nous avons noté que la vraie opinion italienne n'était guère entrée dans les campagnes dirigées contre

lui. Il reste le même; il faut pourtant, l'ayant conduit jusqu'au seuil, renoncer aussi à le suivre parmi les évolutions de cette guerre, auxquelles il est trop mêlé. Il serait vain d'énumérer les actes auxquels il a pris part, les discours qu'il a prononcés au Parlement. Pendant les mois de la préparation il s'était tu complètement; il avait à peine répondu quelques mots à de brèves questions. Le premier grand discours qu'il a prononcé depuis la guerre a été celui par lequel il a annoncé, le 1er décembre 1915, l'adhésion de l'Italie au pacte de Londres. Le dernier, en faisant abstraction du comité secret, est celui du 20 juin, auquel il a été fait allusion plus haut. Il serait intéressant d'y relever ce qui concerne les buts de guerre de l'Italie dont il a été pas mal parlé en Italie et hors de l'Italie. Mais il vaut mieux citer ici le discours prononcé au Queen's Hall, qui est la plus récente manifestation de la pensée politique de M. Sonnino. Ce discours présente à la fois d'une façon remarquable la guerre de l'Italie et la pensée actuelle de son ministre des affaires étrangères sur cette Triple Alliance qu'il a contribué à faire et qu'il a dénoncée.

Le discours anglais de M. Sonnino commence par remercier de l'accueil qu'il a reçu en Angleterre. Il rappelle les liens et l'amitié qui ont toujours existé entre les deux pays. Il adresse un salut aux combattants anglais, où se trouve une mention pour « nos glorieux camarades de France » qu'on peut rappeler après la visite de M. Poincaré au front italien. Puis, élevant et généralisant le sujet :

L'Italie est entrée en guerre pour le soutien de son bon droit après la violation accomplie par l'Autriche, d'accord avec l'Allemagne, du traité de la Triple Alliance dont l'esprit était essentiellement un esprit de paix et de défense. Les buts particuliers pour lesquels nous combattons sont très simples : c'est la libération de nos frères du joug cruel qui les opprime, c'est aussi la pleine sécurité de notre indépendance sur terre et sur mer, tout cela en parfaite et constante union et en pleine intelligence avec nos alliés pour le triomphe de la cause commune et pour assurer la réparation de tous les torts que nous avons subis de la part de l'ennemi. Non moins vif est notre désir de coopérer activement à tous les efforts dirigés vers la réalisation d'une organisation générale meilleure qui assure pour l'avenir, dans la société des nations, le respect des lois de l'équité et de l'humanité dans toutes les relations entre tous les Etats grands et petits, tout en laissant à chaque nation pleine liberté pour le règlement de ses propres questions intérieures. Et afin de montrer que sur un sujet qui tient si justement au cœur du président Wilson, ainsi que l'a dit Lord Crewe, je ne suis pas un converti de la onzième heure, je prends la liberté de rappeler ici quelques idées que j'exprimais, il y a douze ans, dans une conférence sur Dante, à propos des aspirations du divin poète vers une monarchie universelle.

Le chef de cette monarchie, « possédant toutes choses — je cite les paroles de Dante — et n'étant plus capable de rien désirer davantage, maintiendrait les rois satisfaits dans les limites de leurs royaumes, si bien

qu'il y aurait paix entre eux, et dans cette paix les cités auraient repos, et dans ce repos les voisinages s'aimeraient ». Et j'ajoutais : « Je sais que de ces rêves de monarchie universelle il n'y a plus trace aujourd'hui. Mais dans les cœurs bien nés vit toujours l'aspiration du poète (qu'il faut réaliser par d'autres voies que celles auxquelles il songeait) vers une humanité plus étroitement unie dans l'amour commun et dans la défense commune des principes de justice et de liberté, tout en respectant à la fois le développement le plus libre des autonomies nationales et locales. » Et à cela je voudrais ajouter l'expression de mon ardent désir que cette guerre puisse amener le monde civilisé à faire un pas vers le but qui est au fond de tous nos cœurs, l'accomplissement progressif de la promesse des envoyés de Dieu : *In terra pax hominibus bonae voluntatis* [1].

M. Lloyd George, prenant la parole à la fin de cette cérémonie du Queen's Hall, saluant de nouveau M. Sonnino qu'il avait déjà salué au début de son grand discours sur la guerre, a dit que la venue de M. Sonnino à Londres et son discours étaient des événements importants. De ce petit discours anglais d'un ministre italien, il a dit qu'il était *a great contribution*. Dans ces quelques paroles, il y a en effet beaucoup de choses. Il y a l'expression, merveilleusement nuancée à l'usage de tous, d'une chose aussi complexe que les buts de guerre italiens. Il y a les idées générales de M. Sonnino, ses idées sur la Triple Alliance, la guerre de l'Italie, la guerre universelle. Il y a le rêve et la réalité. Il y a cette admirable citation de Dante avec le commentaire curieux qu'en a fait autrefois M. Sonnino dans une conférence sur un chant du Paradis où il est question des destinées de l'Empire romain. Cette citation, Sonnino l'a prononcée en anglais au Queen's Hall. Pour lui faire dire tout ce que nous aimons lui voir dire aujourd'hui, on nous permettra de rétablir le beau parler toscan qui résonne moralement dans la bouche du Toscan Sonnino, ministre des affaires étrangères d'Italie, à Londres. *Sì che pace in tra loro sia, nella quale si posino le cittadi et in questa posa le vicinanze s'amino*. Cette paix tant souhaitée qui doit s'établir et se maintenir, ces voisinages ennemis qui doivent s'aimer, comment ne pas les situer sur les rives de l'Adriatique? Quand on a la joie de suivre, à travers la presse italienne, après avoir suivi trop longtemps celui de tant d'aigreurs, l'écho de ce rapprochement italo-slave qui semble s'ébaucher en ce moment, quand on est en état de voir comment cela a pu se faire, et par qui, on se reprocherait d'écrire une ligne de plus [2].

[1] *Times* et *Giornale d'Italia*, 6 août. — Le texte cité de Dante est tiré du *Convivio*. La conférence dantesque de M. Sonnino a été publiée dans la *Lectura Dantis* (chez Sansoni, à Florence).

[2] On est heureux toutefois de signaler les remarquables articles qui ont paru dans le *Corriere della Sera* depuis la publication du pacte de Corfou.

M. Lloyd George a dit aussi que cette présence à Londres de M. Sonnino était un fait dont l'Europe devait prendre note. Un journaliste et député italien, M. Bevione, parle des « belles journées italiennes de Londres. » Ce rapprochement avec l'Angleterre qui est très significatif par lui-même et après quelques incidents qui avaient été ressentis assez vivement en Italie, il est naturel et légitime qu'il revienne à M. Sonnino l'honneur et le mérite de l'enregistrer. Et il est curieux de rapprocher pour M. Sonnino ces deux termes, l'article de la *Rassegna* que nous avons cité plus haut et le discours de Londres. L'un est le point de départ, l'autre est l'aboutissement. Je n'emploierai pas ici le mot de contraste que j'ai peut-être trop employé; il vient naturellement à la plume parce qu'il accuse, sur tant de points, le caractère original d'une telle physionomie. Mais je dirai que je vois au contraire, dans toute l'évolution d'un Sidney Sonnino, une voie droite, une conduite logique et ferme, celle d'un homme qui sait toujours ce qu'il veut et ce qu'il dit.

*
* *

En dehors de la Consulta où il fait la politique italienne, — et bien qu'il en soit le chef, il faudrait se garder de prendre pour l'homme de la Consulta celui qui est à part des diplomates comme des autres, — le baron Sidney Sonnino a deux demeures. Pour tâcher de résumer nos impressions sur lui, suivons-l'y quelques instants avant de le quitter.

C'est un palais de Rome, *Via delle Tre Cannelle*. Dans ce palais, de six grandes pièces, de ces pièces en enfilade qui sont la caractéristique de l'étiquette et de la solennité romaines, le propriétaire a fait une seule pièce, et c'est une bibliothèque. Depuis la Renaissance, à Rome, on n'avait guère vu cela. Et suivant une coutume qui rappelle la Renaissance, il a mis, pour l'orner, des devises latines. L'une, qui court en haut le long des livres, est ainsi conçue : *Aliis si licet tibi non licet*, « Si cela est permis aux autres, cela ne t'est pas permis à toi. » Ce n'est pas certainement la morale de cet impérialisme dont on accable injustement les Italiens, ni la doctrine de ce Machiavel que l'on comprend mal et qu'on leur reproche aussi. Pourtant, si j'étais éditeur en Angleterre ou en Amérique, je pourrais avoir l'idée de demander au politique, au lettré, au grand honnête homme qu'est le baron Sidney Sonnino, retiré dans son ermitage de Livourne, d'écrire un petit volume sur Machiavel. Une autre devise se lit au-dessus de la cheminée :

Ce pacte proclame officiellement l'union entre les Serbes, les Croates et les Slovènes, — la « Yougoslavie » qui paraît acceptée maintenant par l'Italie.

Nitor in adversum. Cette expression imagée d'Ovide veut dire : « Je monte à l'horizon. » Cela s'applique au jour et à la nuit; il n'y a rien de plus Renaissance. Mais l'on peut admettre que, rentré du labeur consacré au pays, M. Sonnino ait le droit de lever les yeux aujourd'hui sur ce qui est écrit au-dessus de sa cheminée.

Plus caractéristique encore du baron Sonnino que ces devises qu'il a choisies pour sa bibliothèque de Rome est le château qu'il possède près de Livourne, en Toscane. Il s'avance, isolé dans la mer, sur un rocher. La route de la côte n'y conduit pas; on accède, de la terre, par un pont-levis sur un fossé qui n'est qu'une fente du rocher. Et ce château est connu dans le pays sous le nom de *Castello del Romito*. Il est construit sur les fondations d'un fort du temps des Barbaresques. Comme dans le palais romain, la grande pièce du petit château toscan est la bibliothèque. Elle regarde la mer; elle occupe la place de l'ancienne batterie du fort. Et c'est pourquoi on l'appelle la *Batteria*.

M. Sidney Sonnino n'a guère le temps d'habiter les lieux qu'il a pu arranger à son goût et à son image. Qu'il aime ce site sauvage et sévère, avec une vue magnifique sur la mer, un détail le prouvera; une grotte creusée dans le rocher contient déjà son tombeau. Des Italiens iront sans doute l'y voir un jour. M. Sonnino est trop vivant pour qu'on le compare à Cavour, à Ricasoli, à Robilant, à Visconti-Venosta qui ont leur château ou leur tombeau en Piémont, en Toscane, en Valteline, pour qu'on cherche à marquer sa place parmi eux. Son histoire n'est pas achevée; quand il aura fini de l'écrire, on lui souhaite de revenir habiter son petit château, avec ses livres, devant la mer.

La mer est bleue; les aloès, les figuiers d'Inde, les rochers rouges, les buissons de la *macchia* font des taches qui complètent l'arc-en-ciel. Il y a, dans le voisinage, sur la route d'Antignano, de vieilles tours de guet, la Torre del Boccale et celle de Calafuria. Dans la montagne au-dessus, le pèlerinage de Montenero où les marins vont vénérer une antique vierge de l'Orient. Près de cette solitude, il y a les villas de plaisance des Livournais, des chantiers de cuirassés et les promenades des baigneurs. Un tel paysage est complexe; il est plein de choses, comme il y en a beaucoup autour de la personne et de la carrière politique de M. Sidney Sonnino. De toutes celles qu'il y aurait à rappeler, on n'a pu dire que quelques-unes en essayant de les dire avec la vérité que mérite l'homme qui grandit au service de son pays et qu'autorise ici une signature de soldat.

MILES.

UN GRAND AMI FRANÇAIS
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
AUGUSTIN COCHIN

(AVEC DES DOCUMENTS INÉDITS)

Si nos pères étaient là, que diraient-ils? Que diraient-ils de nous, de nos âmes, de nos souffrances, de nos espérances, de la France? Eux qui ont vécu les jours préparatoires à notre incroyable destinée, qu'en penseraient-ils? C'est une des questions que la lourde méditation des jours d'attente ramène à nos esprits. L'an passé, Henri Lavedan se la posait dans une de ses éloquentes chroniques de l'*Illustration*. Je me la pose bien souvent, d'autant que je me prépare pour un jour prochain à publier la correspondance de mon père. Que dirait mon père? Et plus encore, quel serait son regard, sa pensée, le battement de ses veines, — lui dont l'esprit était si prompt, le cœur si tendre. Il souffrirait. Il verrait son sang versé à flots. Le premier Augustin Cochin, qui est mort des douleurs de la première guerre, si jeune encore et si plein de promesses, verrait tomber dans la seconde, et tomber plus jeune encore, et plein aussi de promesses, le second Augustin Cochin.

Pourtant, il nous soutiendrait dans l'espérance. J'en suis sûr. Je le sens présent et il me semble que j'entends sa voix. Et je reconnais en combien de points il nous a d'avance éclairés, sur combien de directions sa vue a été juste. Je reconnais que sa pensée n'aurait point eu à se modifier pour être prête aux événements d'aujourd'hui, et qu'il n'aurait point eu à reculer sur le chemin de son idéal.

Parmi les pensées qui lui éclaireraient l'horizon lointain, s'il

était à notre place, j'en discerne, à la réflexion, plusieurs. L'une aujourd'hui me frappe particulièrement.

Quand j'ai vu les Etats-Unis d'Amérique prendre les armes et nous rejoindre dans le grand championnat pour la défense de l'idéal humain, cet événement merveilleux m'a touché plus personnellement qu'il n'en a touché d'autres. Je l'ai rattaché aux pensées de mon père, à ce que je sais de ses recherches constantes, du mouvement constant de ses études vers la grande République, de la vue qu'il avait de son avenir dans le monde. J'en trouve la trace dans ses livres, ses articles, ses lettres. Je la trouve encore dans mes lointains souvenirs. J'étais bien jeune quand mon père est mort, mais je ne puis cependant oublier que j'ai été élevé dans une attention constante et affectueuse vers tout ce qui touche les Etats-Unis.

*
* *

Le plus direct et le plus immédiat de ces souvenirs, celui qui m'apparaît le plus vivant, c'est la conférence que mon père a donnée sur le président Abraham Lincoln, le héros et le martyr de l'abolition de l'esclavage, le plus grand, le plus pur des hommes d'Etat qu'ait connus l'Amérique après Washington. Il y avait là, en un coin de l'estrade, un grand garçon de quinze ans qui n'a rien oublié.

Cela se passait le 14 mars 1869, dans une salle immense [1]. Elle était comble; trois mille auditeurs s'y pressaient, appartenant à toutes les classes de la société, depuis les intellectuels et les politiques jusqu'aux ouvriers. L'auditoire était vibrant, l'orateur inspiré. Mon père remporta là son plus beau triomphe d'orateur, je puis presque dire son seul triomphe.

Le Second Empire avait depuis vingt ans imposé silence à tous les orateurs, coupé net la parole à tous les maîtres du siècle, Montalembert, Guizot, Falloux. Le retour de la liberté à la Chambre en 1864 avait rendu la parole à Thiers, à Berryer, à Jules Favre. Les jeunes ne l'avaient jamais eue. Ils attendaient impatiemment. Du nombre était mon père. Il avait tous les dons de l'orateur. Je puis le dire parce que j'en suis sûr : les témoignages en sont certains. Il était de taille un peu au-dessous de la moyenne; mais il avait tout : la voix, le geste, le regard, la beauté de la phrase, et cette sympathie, cette attraction, qui est peut-être la première

[1] On l'appelait alors « Théâtre du Prince-Impérial ». On l'a connue depuis sous le nom de « Théâtre du Château-d'Eau ». Elle avait plus l'aspect d'un cirque que d'un théâtre.

qualité de l'orateur, — ce qui fait que chaque auditeur a envie de lui donner raison.

Il n'avait eu occasion de manifester cette puissance que devant des auditoires restreints, bonnes œuvres, sociétés de secours mutuels. Avant et après la réunion de 1869, il ne rencontra plus de grands auditoires, puisque, cette même année, un échec électoral fameux l'écarta de la tribune, et qu'ensuite vint la guerre, et ensuite la mort. Pourtant ceux qui l'ont entendu en de rares occasions sont restés convaincus qu'un admirable orateur s'était perdu avec lui. J'en ai encore recueilli récemment le témoignage d'Emile Ollivier, si lucide jusqu'à la fin de sa longue vie ; c'était un de ses camarades d'école et il s'y connaissait en orateurs ; il m'a dit à peu près ceci : « Votre père était le premier orateur de notre génération. Elle avait de grands et rares orateurs, certes. Aucun ne l'aurait égalé, s'il avait eu une tribune. C'était le premier : je n'ai jamais rien entendu de si beau que certains accents de sa parole ! »

Et puis c'était ce rayonnement de sympathie ! Je ne puis trop le répéter. A sa mort quelqu'un a dit de lui : « Il a été l'homme le plus aimé de son temps. » On ne pouvait guère en effet ne pas l'aimer, avec cette sincérité qui débordait, cette générosité et cette bonté. Jamais, je pense, il ne fut si bien inspiré que le 14 mars 1869. Il était entraîné par ce sentiment de la liberté de la parole reconquise, — et tant désirée. Les conférences du « théâtre du Prince-Impérial » étaient un des premiers résultats de la loi du 25 mars 1868, loi libérale due à l'influence posthume de Morny, à l'action d'Emile Ollivier, due aussi, dit-on, aux désirs personnels de l'Empereur. Les suites n'en devaient pas être heureuses ; la liberté rendue, même à petite dose, après une longue compression, mène aisément aux excès. La loi, qui devait être impuissante contre le désordre, maintenait assez de restrictions pour gêner encore de braves gens. Elle ne devait pas empêcher l'émeute ; elle pouvait empêcher une conférence inoffensive [1]. Aussi, quand on tenait le bon bout, que la salle était pleine et que l'orateur entendait le son de sa voix, sa joie était grande.

*
* *

Augustin Cochin en jouissait de tout son cœur et sans arrière-pensée. Il n'avait pas de joies négatives, et son tempérament n'était

[1] En ce même printemps 1869, mon père se vit interdire à 6 heures du soir la conférence qu'il devait faire à 8 heures au cercle catholique du Luxembourg sur le poète Longfellow. Je dois dire qu'il la fit néanmoins et n'en reçut aucun dommage. Car il arrivait que l'on prît des mesures de rigueur et qu'on ne les appliquât pas.

pas celui d'un homme d'opposition. Puisqu'il pouvait parler, c'était pour affirmer, c'était pour proclamer en public son idéal, dire son amour de la liberté, dire sa foi chrétienne. C'est ce que je retiens de son discours, qui est d'ailleurs beau et instructif, mais que je n'ai pas à reproduire puisque tout le monde peut le lire[1].

Il développa bien, dans sa noblesse et sa hauteur, l'histoire de la grande République américaine, qu'il avait toujours admirée. Ce qui lui fut plus doux encore, c'est de glorifier cet être de droiture et de simplicité que le peuple américain aimait appeler « l'honnête Abraham », un ouvrier monté au faîte de la gloire humaine par la sincérité, le courage, la foi. Le point central du discours, c'est cette fin de période, qui fut couverte d'acclamations.

> Dites-moi, y a-t-il dans les longues années de l'histoire, dans les jours sans nombre de la vie des hommes sur la terre, quelque chose d'aussi beau que cette minute, cette seconde sacrée, où ce fils d'ouvrier, cet honnête homme, ce chrétien, put mettre son simple nom au bas d'une page qui émancipait tout d'un coup quatre millions de créatures humaines?

Ce fut un délire d'enthousiasme[2]. Depuis les loges jusqu'aux places à 50 centimes du *Paradis*, la salle éclata en applaudissements. A la sortie, un ami vint féliciter mon père d'avoir fait acclamer l'Evangile, et loua son courage : « Quel mérite ai-je? dit l'orateur. Au-dessus des trois mille paires d'yeux braqués sur moi dans la salle, je voyais un seul œil d'en haut qui me regardait, qui scrutait ma parole et ma pensée, et à celui-là seul j'étais soucieux de plaire. »

Et c'était la vérité même. C'est dans cet esprit-là, le 14 mars 1869, que mon père loua la République des Etats-Unis.

*
* *

Ces hautes pensées généreuses et désintéressées étaient-elles les seules causes qui remplissaient alors une salle parisienne de milliers d'auditeurs et les portaient au comble de l'enthousiasme? Elles y étaient bien pour quelque chose, et l'ardeur chaleureuse de l'orateur pour beaucoup. Mais il y avait bien autre chose sous roche.

On aimait bien les Etats-Unis, mais on les aimait peut-être,

[1] Dans le petit volume : *Conférences et lectures* qui est toujours en vente et trouve toujours des lecteurs pour des éditions successives (librairie Perrin).

[2] Je renvoie au récit de Léopold de Gaillard, *Correspondant* du 25 mars 1872.

comme on dit, contre quelqu'un. On usait d'une liberté récente, concédée par l'Empire; on n'oubliait pas les longues années de rigueur et de silence. D'ailleurs le silence n'était encore rompu que sous condition. Dans ces réunions tolérées par la loi nouvelle, la politique, qui était au fond des pensées, était interdite officiellement. Ce contraste piquant frappe mes yeux quand je reprends en mains les publications de l'époque, où se lisait la conférence. C'est la *Revue des Cours littéraires*[1]; elle imprime le compte-rendu de la « Réunion *littéraire* » du 14 mars. C'est encore une brochure jaune, assez laide, non sans coquilles, sur vilain papier coupé trop court. Tout y est politique, sauf la conférence. La brochure fait partie d'une *Bibliothèque libérale*, et les auteurs des conférences annoncées sur la couverture jaune offrent une suite de noms de droite et de gauche, mais uniquement de noms politiques : Thiers, Jules Favre, Jules Simon, Saint-Marc Girardin, Edouard Pelletan. Les lettres ne sont représentées que par Legouvé.

Ce sont les noms du groupe que l'on appelait alors l'*Union libérale*.

Pour des hommes de ce groupe, il est bien clair que les Etats-Unis offraient un sujet à souhait. Le commissaire de police ne pouvait pas trouver mauvais qu'on parlât avec éloge d'un Etat ami, avec lequel l'Empereur entretenait des rélations courtoises. Et le sujet posé, le jeu des allusions allait son train, et un joueur un peu expert pouvait dire tout ce qu'il voulait. Ah! les allusions : c'est la joie des oppositions sous les pouvoirs absolus. C'était jadis l'essence des remontrances du Parlement, ce que l'on appelait « l'art de tout dire sans être mis à la Bastille ». Quel talent il faut avoir pour jouer ce jeu-là! Sous Napoléon III sont nés de merveilleux artistes. Prévost-Paradol fut des premiers. Dans la réunion du Théâtre du Prince-Impérial, mon père avait pour président un des maîtres de cet art, M. Edouard Laboulaye.

C'était un galant homme, un savant, un homme d'esprit, un écrivain charmant. C'était d'ailleurs un grand ami des Etats-Unis, comme le comte de Gasparin et quelques autres. Il y avait beaucoup d'amis des Etats-Unis. C'était une époque où les jeunes hommes distingués des partis libéraux et qui aspiraient à une carrière politique allaient faire un tour aux Etats-Unis, comme complément d'études, et en rapportaient des articles de revue, parfois

[1] Très heureusement fondée alors par MM. Eug. Yung et Alglave, et toujours vivante et prospère aujourd'hui sous son nom populaire de *Revue bleue*. Le *Correspondant* avait reproduit la conférence d'après la *Revue bleue*. La brochure est imprimée chez Degorce-Cadot.

des livres. Mais dans sa génération, qui n'était plus jeune, Edouard Laboulaye était une figure à part; il est un peu trop oublié aujourd'hui; il mériterait, en partie du moins[1], d'être toujours lu, car c'était un penseur et un écrivain. C'était une physionomie très originale, et parfaitement sympathique. Je sais que mon père l'aimait beaucoup; il était la loyauté même et de relations très sûres. Tout ce qu'il y avait en lui de composé et d'artificiel était au dehors, et provenait un peu de la mode de la génération des doctrinaires, dont il avait gardé les façons. L'âme était très candide. L'esprit était plus compliqué, encore qu'il n'eût d'autre vue que la simplicité.

« La simplicité était sa plus grande affaire »; ainsi dit Robert de Bonnières dans le portrait satirique délicieux qu'il a placé dans la troisième série de ses *Mémoires d'aujourd'hui*, — ce trésor inépuisable d'observations et de vérités. Par simplicité, dit Bonnières, qui exagère un peu, il arrive à ceci : « Il donne à ses travaux de droit constitutionnel la forme d'un conte de Mme d'Aulnoy. » Je trouverais plutôt, quant à moi, un conte de Voltaire dans son fameux livre *Paris en Amérique*, qui est le témoignage le plus vivant de la mode américaine dans l'opposition, à l'époque où je me place. Le livre était fameux alors[2]. Il a un peu vieilli et ne se supporte plus qu'en partie. On se demande où il tend : à critiquer la France de son temps, c'est clair, mais sans donner, je pense, des Etats-Unis une idée bien désirable. « Il vous a des systèmes, dit Bonnières, et il fait des épigrammes : le tout est enveloppé d'une douceur de *quaker* aimable. »

On l'écoutait avec intérêt, il était fort savant, — avec plaisir, ce qu'il disait était toujours joli, — avec curiosité, on s'attendait toujours à lui entendre détacher quelque méchanceté plaisante, ce que nous appellerions un « mot rosse ». (Ah! combien lui eût déplu ce modernisme!) Il n'était pas seulement l'auteur de *Paris en Amérique*, mais du *Prince caniche*, un des plus malicieux pamphlets contre le gouvernement de Napoléon III.

Je le vois d'ici avec son visage rasé, ses longs cheveux, sa longue redingote à deux rangs de boutons qui moulait le torse, et le sourire permanent de sa bouche. Ouvrez encore les *Mémoires d'aujourd'hui* :

[1] Avouerai-je que l'œuvre de ce savant légiste qui me paraît le mieux avoir résisté à l'usure du temps ce sont ses Contes bleus, qui sont exquis, et que nous devrions tous lire?

[2] *Paris en Amérique* a eu, en quatre ans, quinze éditions, ce qui était énorme pour l'époque.

La bouche de M. Laboulaye est comme celle de Mme Arnould-Plessy [1]. Il y a quelque temps, me dit-on, Mme Arnould-Plessy, traversant le pont des Arts, fut croisée par un gamin qui s'écria :

— Cette gueule en *cul-de-poule* !

— Mon ami, lui répondit la comédienne, il y a vingt ans on disait : *bouche en cœur.*

M. Laboulaye a toujours la bouche en cœur. Les lèvres d'un professeur au Collège de France ne passent pas comme les roses. Celles de M. Laboulaye sourient toujours, mais d'un sourire intérieur...

Ces traits semblent-ils méchants? Je ne trouve pas. Ils fixent pour moi la figure de l'honnête et habile homme qui sut, le fameux 14 mars, disposer par l'épigramme aiguë et aimable l'auditoire de mon père à l'attention, à l'amour de la liberté et des Etats-Unis, mais non certes au respect des mœurs politiques d'alors et du gouvernement de l'Empereur.

*
* *

Mon père n'était pas dans le même ton. Il aimait les Etats-Unis, mais il savait aussi leurs défauts; il arrivait, pensait-il qu'on les vantât trop, et qu'en le faisant, on dît trop de mal de la France. C'est un des travers où tombent les oppositions, de diminuer le pays en voulant dénigrer les gouvernements. Dès les premiers mots, tout en rendant toutes grâces à Laboulaye, un ami très cher, Augustin Cochin s'affirma et revendiqua, si je puis dire, sa manière. Il déclare, et il prouve, qu'il ne veut pas faire de politique et, en vérité, il n'en fera pas :

Je ne suis pas plus débonnaire qu'un autre, j'aime assez les allusions, lorsque ces allusions tombent sur la nation française comme l'aiguillon tombe sur les flancs d'un coursier généreux pour l'exciter à marcher en avant; mais je n'aime pas les allusions quand elles prennent la forme d'une comparaison entre ma patrie et des nations étrangères, au profit de ces nations...

Il y a un défaut commun à toutes les allusions. A force de dire que la France est malade, à force de lui supposer tant de maladies, ne craignez-vous pas de lui attirer beaucoup trop de médecins?

... Il y a, vous le savez, deux écoles médicales. Il y a des médecins qui veulent toujours inventer des remèdes nouveaux et tirer du sang; il y en a d'autres qui mettent à la diète, vous couchent dans un lit et veulent vous endormir...

Je n'en cite pas plus et je renvoie au livre; qu'on s'y reporte; car ces pensées-là sont restées bien opportunes et nous avons

[1] Faut-il rappeler la renommée alors très grande de la sociétaire de la Comédie française?

encore fort à y prendre aujourd'hui. Mais revenons à l'Amérique. Mon père disait :

Pourquoi irions-nous incliner la France devant l'Amérique du Nord? S'il faut parler des défauts de la France et des dangers qu'elle peut courir, l'Amérique elle aussi a ses défauts et ses dangers. C'est une nation jeune, elle a à faire ses preuves, et il est puéril de la regarder comme le type d'une société parfaite. Mais si l'on veut parler des grandeurs des Etats-Unis, des gloires des Etats-Unis, elles sont à moitié françaises... Dans la couleur de son drapeau il y a du sang français!

Et il ajoutait :

Il ne se fait rien de grand en Amérique sans qu'on le sache et qu'on l'aime en France. La scène se passe en Amérique, l'émotion se ressent en France.

S'il était vrai qu'il en fût ainsi, Augustin Cochin y était bien pour quelque chose. Dans la vaste assemblée du 14 mars 1869, il était du petit nombre de ceux qui aimaient les Etats-Unis pour eux-mêmes. Edouard Laboulaye avait raison de dire : « M. Cochin a soutenu la cause de l'Amérique quand elle était douteuse. » J'ajouterai : il pensait constamment aux Etats-Unis avant que les Etats-Unis fussent à la mode. Quand je me reporte à ses écrits, je suis frappé de voir avec quelle constante prévoyance, quasiment prophétique, lui et quelques Français de sa génération ont compris toute l'importance des événements américains, leur retentissement sur la vieille Europe et sur le monde entier.

Cette clairvoyance n'était pas sans quelque mérite. Tandis que les monarchies européennes débattaient les problèmes de la politique entre le parlementarisme et le pouvoir absolu, quel intérêt pouvait-on attribuer aux événements qui agitaient une masse énorme d'hommes de toutes races, dispersés sur des territoires illimités et mal définis, sous un régime démocratique jusque-là inconnu du monde civilisé? Quelques esprits seulement, découvrant l'avenir, pensaient que cette démocratie américaine pouvait devenir un jour un des éléments essentiels de l'histoire des nations et, — qui sait? — l'arbitre de l'humanité.

Mon père était de ce nombre. Il avait raison. Car, disait Laboulaye, — et ce jurisconsulte, chose étrange, représente ici l'imagination — : « Les paradoxes de la veille sont les vérités du lendemain! »

*
* *

En fait, la République des Etats-Unis aura été une des grandes préoccupations de l'esprit d'Augustin Cochin, depuis presque sa

jeunesse. L'occasion qui l'y amena, ce fut, à n'en pas douter, le livre d'Alexis de Tocqueville, *la Démocratie en Amérique*, qu'il a qualifié « un des grands livres du siècle », et qui l'était. Quand je suis, à travers sa vie, sa conception des Etats-Unis, elle reste bien celle de Tocqueville. Ce n'est aucunement l'enthousiasme, sans nuances — et « tendancieux », — qui régnera dans l'opposition du Second Empire. C'est une conviction, grave, réfléchie, appuyée des réserves voulues. Bien des esprits étaient frappés du ton froid et méditatif qui est celui de Tocqueville. Il avait dû s'en expliquer avec ses amis eux-mêmes. Ils avaient été frappés « de cette sorte de contradiction qu'il y avait entre le tableau vraiment assez triste de cette démocratie moderne, présente et future, et les conclusions du livre qui tendaient à l'acceptation et à l'organisation de cette même démocratie ». Tocqueville s'expliquait; il indiquait à ses amis « le double effet qu'il avait la prétention de produire sur les hommes de son temps : diminuer l'ardeur de ceux qui se figuraient la démocratie brillante et facile; diminuer la terreur de ceux qui la voyaient menaçante et impraticable[1] ».

La démocratie, avenir nécessaire des sociétés, qu'on le veuille ou bien qu'on ne le veuille pas, — telle était la conception de Tocqueville. Comment elle devait être réglée, constituée et policée pour le bonheur de l'humanité, — telle était la recherche à laquelle il s'attachait, en prenant pour exemple la République des Etats-Unis; le passé avec Washington lui en paraissait glorieux, le présent tolérable et en bien des points satisfaisant, l'avenir grandiose si toutefois l'honneur y devait prendre le dessus sur le vil intérêt.

Augustin Cochin entrait complètement dans ces pensées. Quand Tocqueville mourut[2], vingt-quatre ans après l'apparition des premiers volumes de son fameux livre, il semblait à mon père que chaque jour en prouvait la vérité, et que l'avenir lui appartenait. « Avant, — disait-il, — que rien eût été écrit sur la démocratie en Amérique, il a composé un livre, qui a été le premier, et qui sera lu le dernier, car tout ce qu'il a prédit se réalise et l'Amérique refait chaque jour dans son histoire de nouvelles éditions du livre de Tocqueville. »

Le vingtième siècle et la guerre mondiale devaient voir une dernière édition, splendide et illustrée de flammes de gloire, que Tocqueville peut-être n'avait pas clairement prévue. Elle n'aurait pas tout à fait surpris mon père. Il voyait toujours à l'horizon lointain de la démocratie américaine une lumière d'idéal, qui le ravissait

[1] Sainte-Beuve, *Causeries du lundi* (7 janvier 1861).

[2] 16 avril 1859. (Voir l'article d'Augustin Cochin dans le *Correspondant* du mois suivant.)

d'aise. Mais en revanche il savait dire de dures vérités, quand il s'apercevait que de bas intérêts venaient par moments cacher cet idéal.

Il lui semblait que cet idéal était chrétien. Il trouvait devant lui une démocratie qui prie, qui date ses actes des années de la Rédemption, qui a inscrit le nom du « Créateur » dans sa Constitution. Comme l'entrevoyait Tocqueville, mais plus ardemment et plus clairement, le bien et l'avenir de la grande démocratie lui apparaissaient dans le christianisme. Et il y découvrait un pronostic et comme un modèle pour les autres démocraties, dont l'avènement dans les autres parties du monde lui semblait une fatalité inéluctable.

C'est pour cela que comme à Tocqueville, mais plus ardemment aussi, la première préoccupation, la première affaire aux Etats-Unis lui paraissait devoir être l'abolition de l'esclavage.

Dans le premier tiers du dix-neuvième siècle, — on a presque peine à le croire, — l'esclavage existait encore dans une grande partie du monde qui se prétend civilisé, du monde chrétien, dans toutes les colonies françaises, anglaises, portugaises, espagnoles, dans tous les grands Etats des deux Amériques. L'Angleterre prendra les devants et abolira en 1833, ce qui est fort à son honneur. La France avait vu l'abolition décrétée par la Convention en 1794, puis l'esclavage rétabli en 1802. Par là-dessus, quarante ans avaient passé sans que l'on osât en France discuter même la question; elle le fut en 1843 après un rapport fameux du duc Victor de Broglie; mais les Chambres de Louis-Philippe n'osèrent pas la trancher. En vain les premiers esprits de tous les partis du Parlement avaient plaidé pour la liberté : Rémusat, Tocqueville, Guizot, Berryer, Montalembert, Lamartine. Il fallut, pour que la France se délivrât de la souillure de l'esclavage, l'avènement de la République de 1848. Dès le 4 mars, un décret abolissait l'esclavage. On le doit assurément à Lamartine.

L'esclavage pesait encore sur la République des Etats-Unis.

*
* *

En ces jours-là mon père commençait sa vie, dans l'amour de son pays, de sa foi, et du peuple souffrant et laborieux. Dès ces jours-là il prit l'habitude de considérer que toute journée était perdue pour lui où les ouvriers et les pauvres n'auraient eu aucune place. C'est un principe qu'il nous a inculqué dès l'enfance. Il croyait par-dessus tout à la valeur sociale de l'Evangile et de la foi chrétienne. Les noms et les influences qui règnent sur sa

jeunesse, ce sont, par-dessus tout, ceux d'Ozanam et de la sœur Rosalie. Il continue l'œuvre de sa famille pour les écoles, les salles d'asile, les hospices, les patronages. Il fait une ardente propagande pour la Société de Saint-Vincent de Paul, il fonde les premières Sociétés de Secours mutuels. Tout bien, tout progrès, toute œuvre de civilisation et de vraie fraternité lui paraît appartenir au christianisme. Il professe cette maxime qu'il répétera jusqu'à son dernier jour : « Tout ce qui est bon est chrétien. »

Aimant comme il l'aimait l'ouvrier, révérant le travail libre comme la volonté même de Dieu, il devait ressentir le dégoût le plus absolu pour l'esclavage. Mais surtout il voyait dans l'abolition de la servitude un des bienfaits du christianisme, un bienfait évident, et possible, et tangible, et immédiat, un triomphe chrétien. Il disait : « Je dois au Christ l'horreur que l'esclavage m'inspire. »

Que le christianisme, venant dans le monde, dût nécessairement amener la fin de l'esclavage, c'est ce qui lui paraissait absolument certain. La chose lui paraissait évidente en elle, et, en fait, pour qui n'est pas encombré de préjugés, elle l'est. Elle a été constatée d'ailleurs par quelques-uns des penseurs les moins prévenus. C'est Montesquieu dans cette jolie phrase : « Plutarque nous dit que du temps de Saturne il n'y avait ni maîtres ni esclaves ; dans nos climats, *le christianisme a ramené cet âge*[1]. » Montesquieu, par cette réserve, *dans nos climats*, met à part les colonies ; mais l'affirmation n'en reste pas moins. Il n'y a plus ni maîtres ni esclaves ; et c'est le christianisme qui l'a fait.

Avant le christianisme il n'était question de rien de semblable. Mon père en voyait la preuve exposée en détail dans un beau livre d'histoire, alors nouveau, sur l'*Esclavage dans l'antiquité*, dont l'auteur était ce doux et savant penseur chrétien que ma génération a connu presque centenaire, M. Wallon. La jeunesse du siècle en avait vu l'affirmation dans un des plus beaux chapitres de ce livre dont l'action sur les esprits fut si grande, l'*Essai sur l'indifférence en matière de religion*[2]. Lamennais montre comment la raison humaine, sans la foi, « rive à jamais les fers de l'esclave ». La philosophie du dix-huitième siècle ne les avait pas brisés :

> Rousseau se demande : « Quoi ? La liberté ne se maintient qu'à l'appui de la servitude ? » et se fait en un seul mot cette réponse terrible : « Peut-être[3] ! »

L'antiquité grecque et romaine avait fait de la servitude la base même de la société :

[1] *Esprit des Lois*, XV, 7.. — [2] Tome I, chap. x, *passim*. — [3] *Contrat social*, III, 15.

La raison, pendant vingt siècles, a fondé la société sur l'esclavage d'une partie de ses membres, et ne s'est même pas douté qu'il fût possible d'abolir la servitude. L'humanité est redevable de ce grand bienfait au christianisme : c'est lui seul ! C'est Dieu qui a voulu que l'homme fût libre.

Toutes ces paroles, ces pensées, cet élan premier de son âme vers l'amour de la civilisation chrétienne, tout devait porter Augustin Cochin à donner son attention au développement de la vie dans la grande République des Etats-Unis ; il se sentait attiré vers elle et repoussé à la fois. Il voulut la connaître.

Ce qui l'attira vers elle, c'est la cause de l'abolition ; ce qui le repoussa, c'est la force formidable de résistance des partisans de l'esclavage, appuyés sur de longues habitudes et sur la puissance de la richesse et de l'intérêt. Pourtant, n'en doutons pas, il fut un grand ami des Etats-Unis, un bon ami, un ami véridique. Il ne cessa jamais de l'être, même aux plus mauvais moments. Il crut toujours que l'idéal humain et chrétien finirait par prendre le dessus contre les tentations de l'or et les tapages du charlatanisme. Et comme, ainsi que Tocqueville, il prévoyait pour la France et pour tous les pays du monde un débordement certain et prochain de la démocratie, il lui était précieux de suivre pas à pas la marche d'une démocratie dont il espérait qu'elle saurait rester fidèle à l'Evangile.

*
* *

Et c'est dans cette voie qu'il marcha sans cesse. Pour l'y retrouver, il faut, autour d'un point central qui est son livre sur *l'Abolition de l'esclavage*, explorer tout un monde de brochures, d'appels, de journaux français, anglais, espagnols, de rapports, de comptes-rendus. Il faut surtout parcourir vingt ans de la collection du *Correspondant*.

Cette dernière recherche n'est pas sans charme.

C'était une bonne et belle maison que le *Correspondant* du second Empire ; et le *Correspondant* d'aujourd'hui, qui en est toujours une semblable, peut être fier de ses ancêtres. Ce fut le refuge de tous ceux à qui 1852 avait coupé la parole. Autour d'eux s'était formé un groupe excellent d'écrivains, de penseurs, d'apôtres.

Le *Correspondant* leur était une précieuse demeure. Il durait, parce qu'il avait existé avant les lois restrictives ; une tolérance lui était, de ce chef, accordée par le pouvoir. C'était un toit. On pouvait y vivre. Mais il fallait de la prudence. On y sentait encore gronder un peu, parfois, l'écho atténué et lointain de quelques grandes colères du passé et les plaintes légitimes de quelques

grands mécontents, des Montalembert, des Falloux. Pourtant, pour nos yeux et nos oreilles d'aujourd'hui, habitués à d'autres vivacités, comme tout paraît, dans les pages bien nourries de la revue, doux, loyal, courtois! Oui, tout, et même les satires de l'honnête Laprade!

Et voici ce qui donne à ces volumes variés, animés, graves et bons, et si modérés de ton, un aspect bien spécial : de loin en loin, en tête d'un numéro, on rencontre cette curiosité, un *Avertissement* du ministre de l'intérieur, où quelques alinéas de prose administrative sèche, mais comminatoire, nous prouvent que, sans le savoir, nous venons de lire des pages subversives. La menace n'est jamais loin.

A vrai dire, la surveillance du ministère de l'intérieur et ses rigueurs s'appliquent bien plus à tout ce qui touche la politique religieuse et Rome que l'Amérique et l'esclavage. Sur ce sujet-là, on peut parler, et dire ce que l'on pense. Augustin Cochin ne s'en prive pas. Nous pouvons constater qu'à partir de 1859 surtout, rien ne se passe de grave aux Etats-Unis qui ne soit noté et commenté dans le *Correspondant* par la plume d'un ami attentif et avisé.

On ne peut qu'admirer la perspicacité avec laquelle dès longtemps il voyait venir et il annonçait comme fatale la grande crise vitale de la République américaine. A ce moment-là, d'ailleurs, l'attention publique dans le monde entier était attirée vivement sur l'esclavage; l'émotion était immense qu'avait produite, sur tous les esprits de toute sorte, ce livre de douleur humaine palpitante, *la Case de l'oncle Tom.* Mme Beecher Stowe avait fait couler bien des larmes, et dans le peuple le plus humble et dans le monde des arts, des lettres, partout. Laboulaye en note, dans son *Paris en Amérique*, un exemple frappant et que je rappelle en passant. Un jour il va voir Alfred de Musset, déjà malade et près de la mort [1] :

> Nous le trouvâmes penché sur *la Case de l'oncle Tom* qu'il dévorait avec les yeux pleins de larmes. Il nous dit avec la plus profonde émotion : « Voilà le plus beau livre de ce temps-ci. Mme Stowe a trouvé *dans le courant de son cœur* des effets d'art tels qu'aucun de nous autres, qui nous croyons des artistes, n'est capable d'en rencontrer dans son esprit! »

L'esclavage était un fait où les cœurs trouvaient sujet de s'attendrir. Un petit nombre d'esprits y voyaient l'occasion d'événements politiques dont le contre-coup pouvait bouleverser le monde. De ce nombre était le duc de Broglie et encore le comte de Gasparin, Guizot, Lamartine. Mon père se tenait sans cesse en

[1] Musset est mort en 1857. La première édition anglaise de *la Case de l'oncle Tom* est de 1852.

contact avec eux. C'est au duc de Broglie qu'il va dédier son livre sur *l'Abolition de l'esclavage*. Quant à Lamartine, auquel, jusqu'au bout de sa douloureuse vieillesse, toujours il resta fidèle, c'est souvent au sujet des esclaves noirs qu'il conversait avec lui [1].

*
* *

Le moment approchait de la grande crise. Mon père l'annonçait dès 1859 dans un article plein de sincérité et de clairvoyance [2]. Il s'y montre parfaitement indépendant à l'égard des Etats-Unis. « Il est rare, dit-il, que les Etats-Unis soient en Europe jugés avec impartialité. » Il en donne en quelques mots les raisons : « Les monarchistes n'en veulent pas dire du bien et les républicains n'en osent pas dire du mal. » Mais il ne faut pas oublier un grand et noble passé. Il reste ineffaçable :

Pour moi, dit Augustin Cochin, je tiens à conserver la sympathie qui conduisit la France à la guerre de l'Indépendance... Je continue à me représenter l'Amérique sous ces nobles traits que M. de Tocqueville a tracés dans un des grands livres de notre âge. Il faut en convenir pourtant, de tristes récits sont venus assombrir cette radieuse image. Evidemment l'estime que l'Europe portait à l'Amérique baisse tous les jours. Chaque paquebot qui débarque nous apporte les échos de rixes grossières et de scènes honteuses; on torture un missionnaire, on assomme un sénateur, on divinise une danseuse. Sous des noms stupides des factions désordonnées oppriment la liberté des votes; les hommes de loi protègent scandaleusement des voleurs; les gens du peuple brûlent un hôpital. Le commerce multiplie ses fraudes, ses faillites et ses dupes; toutes les jongleries sont en honneur, tous les crimes sont en progrès et la patrie de Franklin semble devenue le tréteau de M. Barnum.

C'est, il faut l'avouer, au président Buchanan que ces fâcheuses comparaisons s'adressent. On ne peut guère les trouver exagérées. Si, nous reportant aux messages présidentiels de nos jours, nous comparons les nobles et magnifiques paroles du président Wilson à celles de son prédécesseur d'alors, à un demi-siècle de distance, nous sommes frappés du contraste. De nos jours c'est l'idéal humain et chrétien le plus pur; alors c'est un bas mercantilisme, et la pure doctrine de l'intérêt, enveloppée sous des phrases plus ou moins habiles. Mon père pouvait bien s'écrier :

[1] On peut dire que c'est aux esclaves que Lamartine donna une de ses dernières pensées politiques et poétiques. Parmi de très rares hommes que l'on verra à ses lamentables funérailles, il y aura deux nègres.

[2] Février 1859, « L'esclavage et la politique des Etats-Unis *à propos du dernier message du président Buchanan.* »

L'Evangile reste enfoui sous les balles de coton, et Washington, s'il renaissait, ne serait pas élu président de la République !

Mais il se trompait en cela, — car Abraham Lincoln le fut. Ou plutôt il ne se trompait pas tout à fait. Tout en poussant le cri d'alarme, il gardait un espoir très grand. Le mal était visible, mais le remède était connu :

La cause principale de ces maux et de tant d'autres, le poison secret qui attaque les entrailles mêmes de cette société et la menace de honte et de décadence, c'est l'esclavage !

Pensez-vous qu'un tel langage était excessif ou un peu exagéré du moins ? Je ne le pense pas. Les Etats-Unis ont couru alors le danger le plus grave de leur existence nationale. Ce n'est pas seulement, de ce côté de l'Atlantique, un clairvoyant ami qui le disait. Les meilleurs et les plus grands citoyens de la République n'en pensaient et n'en disaient pas moins. J'en pourrais citer plusieurs. Qu'on se rappelle seulement le dire du poète Longfellow ; il a renfermé dans la concision de quelques vers désespérés les craintes qui agitaient là-bas tant de cœurs.

Longfellow comparait l'esclave noir au Samson de la Bible, à Samson captif et aveugle, que l'ennemi, pour en rire, avait fait venir au milieu d'une fête et qui, de ses mains enchaînées, secoua les colonnes du Temple et les fit écrouler. Le poème finit ainsi :

Il y a dans ce pays-ci un pauvre Samson, aveugle, enchaîné de chaînes d'acier, mais qui pourrait bien, quelque jour de fête sinistre, lever ses mains, secouer les colonnes de cette République, jusqu'à ne laisser plus du temple de nos libertés qu'un tas informe de ruines et de poussière !

*
* *

Les années suivantes, 1860 à 1865, sont les dates fameuses de l'histoire des Etats-Unis. Mon père suit les événements pas à pas. On peut lire, avec l'intérêt qu'auraient des mémoires contemporains, ses articles, surtout de 1860 et 1861. Quelques-uns sont signés, d'autres sont des chroniques politiques anonymes, mais où sa main est bien aisée à reconnaître. Ils sont tous pleins de vie. La confiance qui les anime augmente de jour en jour ; l'auteur a peine cependant à la reprendre tout entière, tant le mal, tant la division, tant la lutte des intérêts lui paraissaient périlleux [1].

[1] Ainsi, quand il rend compte du livre très remarquable du comte Agénor de Gasparin (*Les Etats-Unis en 1861*), il lui arrive de discuter et de faire des réserves sur le sous-titre : *Un grand peuple qui se relève* (*Correspondant*, 25 juillet 1861).

Cependant un grand, un extraordinaire événement se produit : le 6 novembre 1860, le vote des électeurs assure la présidence à Abraham Lincoln. De lui on ne sait rien, que son origine modeste, sa vie rude et laborieuse, vie véritable de parvenu de pays nouveau, qui le fait menuisier, batelier, meunier, puis avocat, puis homme politique. On le sait hostile à l'esclavage, et très honnête, religieux, fidèle à sa parole. On peut croire, semble-t-il, sur parole un homme tel que lui, quand il dit des mots comme celui-ci : *Si l'esclavage n'est pas mal, rien n'est mal!* — Mais que fera-t-il? On ne sait. Il faut un héros. Le sera-t-il? Et l'on attend. Des mois se passent avant qu'un président des Etats-Unis en puissance devienne un président en fait. Nous connaissons ce mécanisme de la Constitution américaine, car nous venons de le voir jouer sous nos yeux. Pourtant il était clair, à la fin de 1860, que le pouvoir changeait de bord et cela était une surprise pour les Etats du Sud, qui avaient pu se croire assurés de le tenir[1]. Ils prirent peur et, quatre jours seulement après l'élection de Lincoln, la rupture du Nord et du Sud était consommée, par ce fait qu'un Etat se retirait de l'Union (10 novembre 1860).

Augustin Cochin rendait compte de ces événements avec une émotion anxieuse dans sa chronique de décembre. Et sans interruption il les reprenait dans un grand article paru dans le numéro de janvier 1861[2]. Son espoir était grand; il n'osait pas l'affirmer encore; il citait, il commentait et le dernier message, pitoyable, de Buchanan, et les paroles ardentes du grand orateur du Nord, Charles Sumner. Il craignait, car on en parlait, un arrangement, une conciliation, d'où l'esclavage aurait pu sortir indemne encore :

Ne cessons pas de dire que l'esclavage nuit aux maîtres autant qu'aux esclaves. Je plains ardemment les quatre millions de noirs, mais je ne me console pas surtout de l'état moral, politique, social, religieux, où la pratique inhumaine de l'esclavage a plongé dix millions de blancs et, par leur obstination, l'une des premières civilisations du monde. Je ne pardonne pas à l'esclavage d'avoir poussé au déchirement, peut-être à la guerre civile, une société dont les développements furent incomparables; je ne lui pardonne pas d'avoir éteint la race des grands hommes!... Une immense nation attend pour la sauver, en cette heure critique, un seul grand citoyen, animé de cette pensée d'Hamilton : « Il est arrivé qu'un peuple, sauvé des fatales conséquences de ses propres erreurs, s'est plu

---

[1] Je n'ai pas à rappeler ici quelles raisons semblaient devoir assurer le pouvoir aux Etats du Sud. (Voir la *Conférence* d'Augustin Cochin où tous ces détails sont expliqués très clairement). Sur 18 présidents des Etats-Unis jusqu'alors, le Sud en avait eu 12, de 1789 à 1860.

[2] *La Crise aux Etats-Unis.*

à élever des monuments de reconnaissance aux hommes qui avaient eu le magnanime courage de lui déplaire pour le servir [1]. »

Souhaitons à M. Lincoln ce courage et cette gloire!

*
* *

Il eut ce courage, et il remporta cette gloire; et il y laissa sa vie. Augustin Cochin lui souhaitait la bienvenue. « Il est, dira Laboulaye, du petit nombre de ceux qui ont encouragé Abraham Lincoln. » C'était vrai. Lincoln était accueilli, dans le vieux monde, partout avec méfiance, parfois avec un sourire, peut-être même avec un sourire hostile. Cochin lui faisait confiance. Son article est écrit à ce moment critique où le nouveau président est élu, mais impuissant. Il ne peut que rappeler les éléments poignants et incertains de la situation.

L'esclavage existe aux Etats-Unis. Par une coïncidence étrange, l'esclavage y est né en même temps que la liberté, la même année.

C'est dans l'hiver de 1620 que le navire au nom prédestiné, *Fleur de Mai*, débarquait au rocher de Plymouth une poignée d'hommes, pieux, honnêtes, intelligents, amants de la justice et de l'égalité. Ce furent les fondateurs de l'illustre nation qui prit le nom d'Etats-Unis d'Amérique!

La même année, un autre navire abordait à James Town, en Virginie, et débarquait dix-neuf esclaves noirs, les premiers qui ont touché et souillé le sol de l'Amérique du Nord [2].

Un siècle et demi plus tard, quand fut votée la Constitution des Etats-Unis, le nombre des esclaves était de 700 000. Pour un peu, cette fameuse Constitution, qui fut votée le 17 septembre 1787, leur eût rendu la liberté. Un article était ainsi conçu :

Les hommes ont tous été créés égaux et doués par leur Créateur de droits inhérents et inaliénables, parmi lesquels la liberté.

On proposa d'y ajouter un membre de phrase, qui condamnerait expressément l'esclavage. Il fut repoussé par une voix de majorité. On pensait alors que l'esclavage s'adoucirait, s'atténuerait et finirait forcément par disparaître. En 1860, les 19 esclaves de 1620 et les 700 000 de 1787 étaient devenus 4 millions :

Après trois quarts de siècle, l'esclavage n'est pas adouci, il n'est pas diminué, il n'est pas aboli. L'abolition a été sacrifiée, en 1787, au désir de maintenir l'union; en 1861, l'union est sur le point d'être sacrifiée à l'esclavage.

---

[1] La citation d'Hamilton est empruntée à Tocqueville.

[2] D'après le discours prononcé par Charles Sumner au *meeting* de Boston, le 19 septembre 1860.

Ainsi disait Augustin Cochin, et il rappelait qu'au temps même du vote de la Constitution de l'Union, le juge John Jay s'était écrié : « Tant que l'Américain n'a pas aboli la servitude, les prières qu'il adresse au ciel sont impies. »

*
* *

Par une bonne fortune, qui lui fut précieuse, mon père put, au début de cette même décisive année 1861, donner au public le grand ouvrage qu'il préparait depuis bien des années sur *l'Abolition de l'esclavage*[1]. De ce livre je dirai peu de chose. Il a eu en son temps la vogue la plus grande que puisse espérer un livre aussi grave d'histoire économique. Il reste un trésor d'information et je ne pense pas qu'on l'ait souvent trouvé en défaut. Il se lit encore aujourd'hui avec un grand intérêt, quand on le rencontre, car il est introuvable. La gravité du sujet ne pouvait supprimer le charme d'exposition de l'auteur, la vivacité de son esprit, sa langue alerte et descriptive.

L'histoire de l'abolition s'y trouve au complet dans toutes les parties du monde chrétien et se termine par un important épilogue sur le christianisme et l'esclavage. Il va sans dire que l'esclavage des Etats-Unis y tient une place très importante. Mon père y fait preuve de sa franchise ordinaire : il ne cache ni ne dissimule aucune des horreurs qui pouvaient noircir le tableau. Je dis bien : « des horreurs ». C'en étaient. La situation du bétail humain des Etats à esclaves était pire que celle des esclaves de l'antiquité païenne. Pour le prouver, point n'était besoin de recourir au trésor des anecdotes et des témoignages individuels; on n'avait pas à commenter *la Case de l'oncle Tom.*

Il suffisait de lire un odieux petit volume qui contenait les lois de l'esclavage; on y voyait réglés les principes de l'élevage et du commerce humain, et aussi la rigoureuse protection de l'esclavage. Presque partout l'affranchissement était interdit ou entravé; de plusieurs Etats le noir libre était banni. Plusieurs Etats interdisaient le mariage; l'un interdisait l'instruction. Dans un pays où régnait la liberté de la presse et de la parole, il était défendu de parler ou d'écrire en faveur de l'émancipation, sous des peines qui allaient jusqu'à dix et vingt ans de prison. Mentionnerai-je encore la loi des fugitifs, cette chasse à l'esclave qui se poursuivait jusque dans les Etats du Nord? Mais à quoi bon insister, puisque de tout cela rien ne demeure? Il faut cependant se rappeler

[1] 2 vol. in-8 chez Lecoffre et Guillaumin et Cie (par *Augustin Cochin, ancien maire et conseiller municipal de Paris*).

que cela fût, puisqu'un grand peuple ne put en chasser et en expier jusqu'au souvenir que par l'effusion de son sang.

Ce que mon père remarque avec le plus de tristesse, ce qu'avaient observé avant lui de grands Américains, c'est, au sujet de l'esclavage, l'hypocrisie de la constitution américaine. C'est Channing qui l'a dit : « Un étranger pourra lire notre constitution et ne pas soupçonner que l'esclave existe parmi nous. » On les désignait ainsi : « Les autres personnes. »

Le chapitre sur les Etats-Unis se terminait par un appel ardent aux citoyens de la grande République, dont les derniers mots étaient ceux-ci :

Ne souffrons pas que, sur la pierre du tombeau de Washington, la postérité inscrive avec désespoir ces mots : « Sa pensée fut un rêve et son œuvre ne pouvait réussir ! »

Le livre d'Augustin Cochin sur *l'Abolition de l'esclavage* fut accueilli aux Etats-Unis avec un grand enthousiasme; il fut traduit, lu et relu et les Américains prouvèrent bien à l'auteur qu'ils ne craignaient pas d'entendre la vérité. En 1862, à New-York, une adresse couverte de signatures fut envoyée à mon père; elle accompagnait un bel ouvrage en six volumes, le premier, je pense, qui ait été publié sur l'histoire de la guerre de Sécession [1]. Sur le dos de la reliure fauve, se lisent ces mots :

Presented by Citizens of New York to
M. August Cochin

*
* *

Encore l'année 1861. Un autre souvenir bien vivant dans la correspondance et les écrits de mon père, et où les Etats-Unis ont leur place. C'est la réception du P. Lacordaire à l'Académie française le 24 février. Il y avait été élu à la place d'Alexis de Tocqueville. Si l'on se représente l'âme de mon père, on devine quel contre-coup profond cette suite d'événements devait avoir en lui, la mort de ce maître de sa pensée politique, l'honneur rendu à ce maître de sa pensée religieuse.

Le livre de Tocqueville sur l'Amérique, dans ses derniers volumes et ses dernières éditions, avait donné une grande place aux préoccupations religieuses. Il avait montré notamment les

[1] L'ouvrage, qui se trouve dans la bibliothèque du colonel Cochin mon frère, est enrichi d'un grand nombre de portraits et de cartes. Il a ce titre : *American Rebellion Record, by Frank Moore;* il a été publié à New-York, chez Putnam, en 1862.

progrès déjà si grands du catholicisme aux Etats-Unis. Dans l'article nécrologique qu'il avait écrit sur Tocqueville [1], mon père avait pris plaisir à citer ces lignes remarquables :

Les hommes de nos jours sont naturellement peu disposés à croire; mais dès qu'ils ont une religion, ils rencontrent aussitôt en eux-mêmes un instinct caché qui les pousse à leur insu vers le catholicisme... Il y aura toujours des hommes qui laisseront flotter leur esprit au hasard, entre l'obéissance et la liberté. Mais je suis porté à croire que le nombre de ceux-là sera moins grand dans ces siècles démocratiques que dans les autres siècles, et que nos neveux tendront de plus en plus à ne se diviser qu'en deux parts, les uns sortant entièrement du christianisme et les autres entrant dans le sein de l'Eglise romaine [2].

Voir louer l'homme qui avait prononcé ces paroles, et maintes autres fortes et bienfaisantes, le voir louer par le grand moine, champion de la liberté religieuse, et qui avait pu dire un certain jour : « Ma robe est une liberté! » c'était pour Augustin Cochin une émotion du premier ordre. Il y voyait aussi l'occasion nouvelle de faire proclamer, du haut de la première tribune du monde, les grandeurs de la grande République chrétienne.

Pourquoi fallait-il qu'à cette joie vînt s'ajouter une tristesse, et quelque amertume peut-être? D'abord son cœur s'inquiétait; dans son tendre respect pour le P. Lacordaire, se mêle une crainte. Le Père est très malade; la maladie de cœur dont il doit mourir le tient déjà gravement. Ce discours qu'il va faire est un dernier discours, un chant du cygne. Sera-t-il à la hauteur des admirables discours du passé? Sera-t-il à la hauteur d'une renommée dont l'écho est encore vibrant dans les âmes? Parfois il est arrivé que l'orateur sacré, lorsqu'au lieu d'une chaire il trouvait une tribune, n'y ait pas porté l'accent triomphal dont tant de sanctuaires avait vibré. Notez qu'il s'agissait d'écrire un discours, et de le lire, rude épreuve pour un orateur habitué à la liberté de la parole et du geste. Hélas! disait en pareille occurrence Berryer, « je ne sais ni lire, ni écrire! »

N'y aurait-il pas une déception? Voilà ce qui troublait le cœur de mon père. Il y avait autre chose. Les quelques années de silence de l'Empire avaient étouffé les puissants échos d'autrefois. Toutes les grandes paroles catholiques de la première moitié du siècle s'étaient tues, et la critique, la malveillance, de fâcheuses divisions avaient détourné les esprits de leurs glorieux souvenirs. Tout était bien changé depuis les grands jours de Notre-Dame!

[1] *Correspondant*, 1860.
[2] *Démocratie en Amérique*, t. III, p. 55 (3e éd.).

L'orateur ne serait-il pas gêné, inquiet, ne se nuirait-il pas à lui-même? Mon père, fidèle ami, ami dévoué jusqu'à l'inquiétude, ne pouvait s'empêcher d'y songer.

Cependant la joie dominait tout. La beauté du fait devait l'emporter sur la beauté même du discours. Le P. Lacordaire prenait place dans la plus haute assemblée de la gloire française.

La gloire ne lui est rien. Mais il est glorieux à l'Académie et il nous est glorieux qu'il y soit, et que tout ce que la France a de plus grand et de plus puissant ouvre ses rangs au restaurateur de l'ordre de Saint-Dominique [1].

Cependant mon père veut s'assurer contre toute surprise. On a mal parlé du discours à venir de Lacordaire. On a même attribué quelques propos, un peu satiriques, à l'homme grave lui-même qui doit à l'Académie répondre au moine, à Guizot. Car c'est l'illustre huguenot qui doit recevoir l'illustre moine, et ce n'est point, pour le public, le moindre attrait de cette mémorable séance académique. Pour les catholiques de l'école de mon père, ce n'était pas seulement là une curiosité piquante; Guizot avait reçu Montalembert, allait recevoir Lacordaire; c'était comme un rappel, une suite, une conclusion des grandes luttes passées pour la liberté religieuse. Le soir de la réception de Lacordaire, mon père écrira :

Il y a trente ans, deux catholiques, pour avoir ouvert une école, furent traduits sur les bancs de la police correctionnelle. Aujourd'hui ces deux catholiques, fidèles à leur cause comme à leur amitié, étaient assis l'un près de l'autre, sur les bancs de l'Académie française. L'opinion, qui les jugeait alors justement accusés, les regarde aujourd'hui comme justement élus. L'ancien grand-maître de l'Université française a été, par une coïncidence saisissante, chargé de recevoir, l'un après l'autre, les deux champions des écoles libres, et ces rapprochements bizarres et heureux mesurent l'espace parcouru, les préjugés tombés [2]...

Lacordaire avait choisi pour parrains « Berryer, son premier maître, Montalembert, son premier ami ». Avant toutefois que le texte du discours fût arrêté, Augustin Cochin voulut assurer une dernière revision sous les yeux du second parrain. Il écrivit à Montalembert pour presser son retour, et de nouveau quelques jours plus tard, après avoir lu le discours de réception que Montalembert ne put revoir. Je suis heureux de faire connaître une de ces lettres, où paraît la douce liberté qui régnait, et entre eux et à l'égard de leurs maîtres, dans les relations des hommes sincères

[1] *Correspondant*, 25 janvier 1861. — [2] *Ibid.*

et généreux qui défendaient alors dans le *Correspondant* leur foi et leurs libertés.

13 janvier 1861.

Cher Président[1], vous savez mieux que moi déjà, sans doute, que le P. Lacordaire est reçu le 24 et non le 26, qu'il arrive à Paris demain soir, que son discours sera lu en commission jeudi je crois.

On vous aura écrit aussi les mots de M. Guizot : *C'est moi qui serai le moine!*

Le P. Lacordaire a eu si peur de ses défauts qu'il a effacé les qualités. Je crois M. Guizot trop sévère, mais je désire ardemment que ce discours, si le Père y consent, passe sous vos yeux avant la séance, et que vous soyez près de votre ancien compagnon d'armes dans ce grand jour. Ne viendrez-vous pas? Il en est de ce discours comme de votre avant-propos[2]; j'y voudrais trouver une ligne de conduite tracée par nos maîtres pour vingt ans de combat.

J'ai bien peur que le R. P. ne nous rende pas ce service, mais vous connaissez mieux que lui les planches; il ne faut pas qu'il se montre, comme à l'Assemblée, inférieur à lui-même; et qui aimera-t-il mieux consulter que vous? N'allez-vous pas venir?

J'ai vu Mgr d'Orléans; il a achevé de dicter son article sur les « Moines », et nous l'aurons pour le 25 janvier.

Montalembert revint pour la réception, mais non en temps utile pour voir le discours. Ce fut Cochin qui le revit. Il en informe Montalembert quatre jours plus tard : il le rassure pleinement. Le discours « ne sera pas tout ce que nous voudrions », mais il est beau, « très libéral et très littéraire ». Qu'en dira-t-on? C'est là qu'on peut avoir des craintes. Mon père n'ignorait pas que les idées des anciens défenseurs des libertés religieuses n'étaient à la mode d'aucun côté. « La réception du premier moine par le premier protestant de France est un événement pour nous », dit-il, mais il ajoute : « Les journaux catholiques grogneront, se tairont, ou balbutieront; les autres feront succès à la réponse; les *rouge* riront du discours ou en abuseront. »

L'occasion pourtant était bonne pour reparler des Etats-Unis dans le *Correspondant* : « On a trouvé un article sur l'Amérique nécessaire; je l'ai fait. »

Il n'y avait rien à craindre. L'événement fut immense. Personne n'osa critiquer méchamment, ni dépasser l'usage de réserves discrètes. Les réceptions académiques de ces temps-là étaient de véritables événements. Nous ne savons plus ce que c'est. Celle du 24 janvier 1861 dépassa tout. Ce fut, nous dit-on, une scène « sans exemple et sans égale ». On vit ce jour-là, dans les tribunes réservées, l'Impératrice, le Prince Napoléon, Morny, tous les minis-

[1] Président du Conseil d'administration du *Correspondant*.

[2] Je ne sais de quoi il s'agit.

tres, et c'était là de la part du gouvernement impérial une manifestation bien remarquable. Cela prouve du moins qu'à l'occasion, malgré toutes apparences contraires, il ne craignait pas les coups. Est-il besoin de dire que la salle était remplie de tout ce que la France comptait d'illustre dans les lettres et la politique?

Et tout cela pour saluer la robe d'un moine en plein dix-neuvième siècle! Ce n'était pas chose ordinaire. Il semble que les journaux, le petit nombre de ceux qui avaient alors le droit de parler, aient tenu un langage à tout le moins convenable. Il y a un *Lundi* de Sainte-Beuve, qui a le ton assez grognon, et où l'on sent le critique gêné par le souvenir de son ancienne amitié avec le moine. Mais, comme il avait l'œil, il vit bien que quelque chose de grand s'était passé et que le moine n'était pas, tout de même, un académicien comme un autre. Il écrivit ce qu'on va lire, il ne l'écrivit pas à propos de la réception, mais quelques mois plus tard, à propos de la mort du P. Lacordaire :

On a beau dire, et on a beau s'intituler *confrères*, l'égalité entre les 40 n'est pas absolue! Il y avait dans l'Olympe les grands et les petits dieux : on dirait qu'il y a les grands et les petits académiciens [1].

La réception de Lacordaire fut pour mon père une profonde allégresse. On peut en trouver l'expression dans les pages du *Correspondant*, dont je citais tout à l'heure quelques lignes, et encore dans une lettre qu'il écrivit au comte de Falloux et que celui-ci a publiée [2]. Tout lui a paru beau. Mais la noblesse du spectacle passe tout : « Le dix-neuvième siècle acclamait ce froc, déchiré par le dix-huitième, et les fils de Voltaire se serraient pour faire place au fils de saint Dominique. » Il résumait ainsi sa pensée :

« Ce que l'on a entendu est bien beau; ce qu'on a vu l'est plus encore! »

*
* *

Cependant les deux tiers de cette grande séance s'étaient passés à parler des Etats-Unis d'Amérique. Ce n'est pas cette partie-là que mon père loua sans réserve, à la réflexion, et en relisant les discours. Il le confie à Falloux. Tout d'abord il a trouvé Guizot tiède à l'égard de Tocqueville, pour lequel, quant à lui, il sent son admiration croître de jour en jour. « M. Guizot, dit-il, croit que Tocqueville n'a été séparé de lui que par son ignorance! » C'était une grande erreur, en effet. Mais Guizot ne pouvait tout à fait

[1] *Nouveaux Lundis*, t. Ier, p. 400. — Sur les détails de la réception, voir le beau livre du P. Chocarne sur *le P. Lacordaire.*

[2] Falloux, *Augustin Cochin.*

oublier dans Tocqueville l'orateur trop clairvoyant de l'opposition.

Quant au P. Lacordaire, « il croit, et le moment est mal choisi, que tous les Américains sont des Washington ». C'était voir d'un peu trop loin. Les Etats-Unis avaient fait le premier pas vers la libération et le retour à l'ancien idéal. Mais ils avaient encore de grands obstacles à surmonter. Ami fidèle, mais toujours sincère, Augustin Cochin les suivait, d'un œil inquiet et affectueux, à travers tous les combats, les difficultés diplomatiques, les négociations successives.

On sait les premiers insuccès du Nord, les phases variables de l'immense guerre civile, une des plus grandes que l'humanité eût alors encore vues. Elle dura des années et quand enfin, en 1865, elle tourna, par une suite de victoires décisives, à la défaite des Etats du Sud, il vint un moment où il ne fut pas aisé aux amis des Etats-Unis de les défendre comme ils l'auraient voulu. Au cours de la guerre il y avait eu plusieurs tentatives d'intervention d'Etats européens entre le Nord et le Sud, et des propositions d'arbitrage plus ou moins sincères. Tous ces faits ont été récemment rappelés à nos mémoires ces derniers mois, pendant la guerre présente, alors que les Etats-Unis, avant d'entrer en lutte près de nous, semblaient vouloir tenir un langage de médiateur.

Le président Lincoln voyait les dangers insidieux des offres de médiation; il les écartait d'un ton net et même parfois un peu brutal. Quand on se bat, on n'a pas toujours le temps de polir ses discours. En Amérique, ces bruits qui venaient d'Europe étaient accueillis avec quelque amertume. L'Amérique aux Américains! Jamais la doctrine de Monroe ne fut plus vivement revendiquée. Les relations avec la France même étaient assez aigres vers la fin de la guerre. Il ne manquait pas de gens pour dire que Napoléon III avait favorisé les Sudistes. Je ne pense pas que ce fût vrai; mais peut-être y avait-il quelque apparence.

Et l'on pense à l'effet que pouvait produire sur l'opinion américaine la coïncidence de l'expédition du Mexique.

Tous ces points délicats sont touchés dans les chroniques d'Augustin Cochin. Mais il suit avec un espoir croissant les progrès de la victoire des Etats du Nord; car au fond cela seul importe. Il voit poindre l'aurore de l'émancipation complète, absolue des esclaves. Il sait bien qu'une œuvre pareille, suite d'une pareille guerre, ne se pourra accomplir sans secousses, sans tiraillements, sans haines tenaces. Mais il a confiance dans la vertu du bien. Il attend la paix, le pardon, la générosité.

Des Etats-Unis, il espère que peu à peu le mouvement de l'émancipation s'étendra aux divers pays qui ont encore des esclaves; il

touche déjà les colonies hollandaises; les espagnoles sont plus dures à décider. Puis viendront les Etats de l'Amérique du Sud et surtout le Brésil. Mon père travaille à fonder une grande société anti-esclavagiste, avec des comités en France, en Angleterre, en Espagne, et il lui consacre toute son activité.

*
* *

Tout le danger, pour les Etats-Unis, était de voir succéder à la guerre un état de rancunes incurables, après de dures représailles. L'assassinat du président Lincoln, le 14 avril 1865, rendit ce danger imminent. Ce n'était pas le coup d'un isolé; c'était un complot machiné, une vengeance. On en avait maintes preuves, ne fût-ce que l'attentat simultané contre le secrétaire d'Etat Seward.

Il y eut alors une heure trouble. La haine qui s'apaisait pouvait renaître, et l'on se demandait comment elle finirait. Ce qui est l'éternel honneur des Etats-Unis, c'est de voir avec quelle promptitude et quelle sûreté, malgré tout, malgré la guerre et malgré le crime, la paix fut rétablie, les relations reprises, l'Union restaurée. C'est une chose presque incroyable et la preuve la plus saisissante de l'accord véritable des âmes pour le bien public, dans l'immensité confuse de la grande République.

Sur le coup, il était naturel que les amis des Etats-Unis aient pris peur. Car il courait des bruits sinistres, et ils n'étaient pas tous sans vérité. Augustin Cochin pensa que c'était l'occasion de faire prendre la parole au *Comité français de l'Emancipation*, qui venait d'être formé à Paris sous la présidence de M. Edouard Laboulaye. Mon père en était le secrétaire — et l'âme, je puis bien le dire[1]. Il proposa au Comité, à peine né, comme premier acte, d'adopter le texte d'une adresse au président des Etats-Unis, Andrew Johnson, qui avait succédé à Lincoln (1er mai 1865).

Il n'est pas sans intérêt de reproduire quelques passages de cette adresse, qui eut alors aux Etats-Unis un assez large retentissement. La brochure est devenue introuvable.

Monsieur le Président,

Les soussignés, amis fidèles des Etats-Unis, fils de la nation française, qui a combattu pour l'indépendance de votre nation, se permettent de vous adresser l'expression des sentiments provoqués dans leur âme par

---

[1] Telle était la composition du Comité : *Présidents d'honneur :* le duc de Broglie, Guizot. — *Président :* Laboulaye. — *Secrétaire :* Augustin Cochin. — *Membres :* Audley, prince de Broglie, L. de Gaillard, Ch. Gaumont, L. Lavedan, Henry Martin, Guill.-Monod, comte de Montalembert, H. Moreau, E. de Pressensé, H. Wallon, C. de Witt.

l'horrible attentat qui a remis dans vos mains les fonctions d'Abraham Lincoln et le soin de sa mémoire.

Il n'est pas mort à la guerre au milieu des soldats de l'Union, il est mort de la main d'un assassin. Il est mort, mais il laisse son pays vivant, et sa mort peut servir sa patrie si, dominant l'horreur de la première émotion, les Etats-Unis savent pleurer leur président, l'imiter et l'écouter encore au lieu de le venger.

Nous aussi, Français, nous avons connu la guerre civile, nous avons vu plus d'une fois, au milieu de troubles sanglants, tomber les plus nobles, les plus innocentes victimes, sous des coups inattendus. Jamais nous n'avons voulu chercher dans ces forfaits d'autre main que celle du meurtrier. Les crimes sont isolés, les gloires sont nationales. Le bras du criminel frappe sa propre cause autant que sa victime. Laissant l'assassin dans l'ombre de son ignominie, ne pensons qu'au mort et répétons ce mot, qui a dû être le vœu suprême de son âme : *Que mon sang soit le dernier versé* [1].

L'adresse résumait ensuite en quelques mots la vie de Lincoln, et citait quelques-unes de ces paroles célèbres qui font de lui, avec un héros et un martyr, une sorte de prophète.

Lincoln a dit en prenant possession de la présidence :

« Quelle est la cause qui a fait durer et grandir la Confédération? C'est le sentiment qu'elle inaugurait la liberté dans le pays et dans le monde, et que bientôt le poids qui pèse sur les épaules de tout homme devait être allégé. Je ne sais si nous pourrons sauver ce principe, mais je sais que *l'on m'assassinera* plutôt que de me le faire abandonner. Je suis prêt à vivre pour cette parole ou, si Dieu l'ordonne, à mourir pour elle. »

Il a été assassiné, mais la guerre est finie, l'Union subsiste, l'esclavage est détruit!...

Peut-on, au moment où les Etats-Unis entrent dans la lutte pour la seconde fois, oublier d'autres paroles de Lincoln que je retrouve dans cette adresse et qui me paraissent éclater en nos jours comme une fanfare de victoire?

« Citoyens, nous ne pouvons échapper à l'histoire! La brûlante épreuve où nous entrons nous éclairera des clartés de l'honneur ou du déshonneur jusqu'à la dernière génération! »

*
* *

Après ce beau début, le Comité d'émancipation continua activement son œuvre, en accord parfait avec le Comité de Londres [2], celui de Madrid et celui de New-York. Mon père se consacrait de tout son cœur aux luttes de tous les jours contre l'esclavage, le plus souvent suivies de victoires. Il se tenait en relations avec

[1] Est-il besoin de rappeler que ce sont là les dernières paroles de Mgr Affre, archevêque de Paris, tué sur une barricade en juin 1848?

[2] Qui avait pour organe l'*Anti Slavery reporter.*

les abolitionnistes du monde entier; en Angleterre, Gladstone, Cooper, Sir William Monsell; aux Etats-Unis, Sumner, Bigelow; à Cuba, Muñoz y Justiz[1]; en Espagne, Moret, Vizcarrondo. Je nomme ceux dont j'ai rencontré les lettres, ou bien vu les visages à la maison. Que de fois aussi y ai-je vu des visages sombres d'émancipés!

Au moment de l'Exposition universelle de 1867, on provoqua, en août, un important congrès anti-esclavagiste, de toutes les parties du monde. La chose n'alla pas seule, et mon père put croire pendant plusieurs mois que le gouvernement refuserait l'autorisation. Les congressistes anglais s'étonnaient de la lenteur et de l'incertitude des démarches. Cette fois, mon père eut quelque impatience. Il écrivait au secrétaire du Comité de Londres :

Vous ne savez donc pas qu'en France nous ne pouvons réunir vingt-cinq personnes ou prononcer cent paroles, sans l'autorisation du gouvernement, — et que M. Laboulaye, M. de Broglie, M. Henri Martin et votre serviteur, nous sommes considérés comme des gens dangereux! Vous parlez bien à votre aise des formalités, et comme on reconnaît bien l'heureuse liberté anglaise!

Cependant Augustin Cochin ne se lassait pas et chaque jour il tentait une nouvelle démarche. C'est dans ce rôle qu'Edouard Laboulaye le décrivait très plaisamment dans le discours de 1869 que j'ai déjà cité :

Bien des gens, en le voyant passer dans la rue, les mains dans les poches de son paletot, diront : « Voilà un bourgeois de Paris qui se promène. » Bourgeois de Paris! Il l'est beaucoup, il l'est plus que personne; les Cochin ont depuis longtemps leur nom inscrit dans notre histoire municipale, et au plus beau rang, et je dirais que ce sont les plus nobles bourgeois du vieux Paris s'il y avait encore des nobles, s'il y avait encore des bourgeois, et surtout s'il y avait encore un vieux Paris.

Mais ne vous y trompez pas : cet homme à la figure bienveillante qui sourit aux petits enfants, cet homme empêche de dormir plus d'une tête couronnée. Il est l'avocat des noirs, avocat qui ne sera jamais payé par ses clients (*on rit*) et que ses clients mêmes ne connaîtront jamais; il ne les en défend pas moins courageusement pour cela, et le voilà qui va par tout le monde solliciter les princes, qui font facilement parade de leur humanité. M. Cochin leur dit : « Vous avez des esclaves, affranchissez-les; vous parlez de justice, faites justice. » — L'empereur du Brésil a déjà promis à M. Cochin d'affranchir les nègres après la guerre du Paraguay (*on rit*). M. Cochin a l'œil sur le Paraguay (*nouveaux rires*). Les souverains étrangers sont venus s'amuser à Paris pendant l'Exposition; ils comptaient sans M. Cochin (*rires*). Le sultan, le pacha ont reçu sa sommation d'avoir à parler un peu moins d'humanité et d'en avoir un peu plus (*rires*). Le roi du Portugal a reçu la visite de M. Cochin, et cette

[1] Celui-ci était exilé de sa patrie pour ses opinions libérales.

visite a eu pour résultat l'affranchissement des noirs d'Afrique. (*Applaudissements.*)

La reine Isabelle..., quand elle était reine (*on rit*), a reçu les prières de M. Cochin : elle est touchée; le gouvernement provisoire était à peine installé qu'arrive M. Cochin avec l'exactitude d'une lettre de change à son échéance (*on rit*). « Vous venez de faire une révolution au nom de la liberté, donnez-moi la liberté des noirs ». (*Applaudissements*).

Me voilà revenu au discours sur Abraham Lincoln et à la réunion de 1869, et nous retrouvons le chaleureux public du Théâtre du Prince-Impérial. Alors les Etats-Unis, comme je l'ai dit, étaient vraiment à la mode. La mode venait aussi chercher ceux qui les avaient toujours aimés. Mon père eut mainte et mainte occasion de parler, d'écrire sur les belles et nobles figures de l'Union. C'était un beau livre qui paraissait, et dont il rendait compte, sur cette femme angélique, Elizabeth Seton, celle qui a fondé aux Etats-Unis les Sœurs de Saint-Vincent de Paul [1]. C'étaient les livres que chaque jour voyait naître sur la guerre de Sécession.

On trouve encore, dans le volume *Conférences et Lectures*, une conférence sur le général Ulysse Grant. « Après Lincoln le martyr », il voulait faire connaître « Grant le vainqueur ». Mon père y montre bien son âme, à la fois vaillante et douce. La guerre des Etats-Unis lui paraît très grande, mais il ne peut pas « admirer la guerre sans la maudire ». Il a raison : les vrais héros sont ceux qui font la guerre en la détestant. Nos alliés américains ont fait, et font la guerre, comme nous la faisons, par amour de la paix.

Quand je relis, après cinquante ans passés, ces pages écrites avant les deux guerres européennes, avant les événements que nul n'avait prévus, et qui renouvellent, en le bouleversant, le monde, il me semble que mon père avait bien profondément compris, je dirais deviné, l'âme américaine.

Mais où elle lui apparut le plus parfaitement, je pense, c'est dans l'amour qu'il avait conçu pour le poète Longfellow. J'ai relu la conférence de mon père, et j'ai repris en main les œuvres du poète, avec un grand charme. Voilà le poète le plus populaire des Etats-Unis, car c'est un poète populaire, populaire dans tous les pays de langue anglaise, mais profondément aux Etats-Unis. Voilà le poète d'un peuple de marchands, d'ouvriers, de manufacturiers, de pionniers : c'est le plus passionnément idéaliste qui soit au monde. C'était l'Américain type, l'Américain de la vieille Amérique; je regardais l'autre jour chez son compatriote, l'excellent peintre Walter Gay, une vue de sa demeure; une de ces vieilles

[1] *Elizabeth Seton*, par la comtesse de Barberet.

maisons à la vieille mode, comme Boston et ses environs en ont, paraît-il, plus d'une, petites mais aisées, où l'on aimerait se figurer George Washington. J'ai vu son escalier de bois, un peu raide et non sans élégance, et sur le palier sa vieille horloge, celle-là même qui lui a fourni, par son tic-tac monotone, le thème d'un joli poème sur la fuite du temps.

Longfellow était à Paris en 1869, et mon père avait pris autant de plaisir à le voir qu'à le lire. Je pense qu'ils s'étaient tous les deux bien aisément mis d'accord sur tous les aspects du monde et les rêves d'avenir de l'humanité. C'était le poète d'*Excelsior*, et ce titre, ce mot, est une expression si appropriée de l'idéal américain qu'elle en est devenue populaire et même banale. Dès ce temps-là, mon père remarquait qu'on en donnait le nom à des bateaux, à des maisons de commerce, à des journaux, à des chaussures ; car dans nos temps mercantiles l'idéal retombe bien vite sur le terre à terre. Mais le terre à terre en reçoit quelque chose. Excelsior ! Excelsior ! Il ne déplaisait pas du tout à mon père que cette banalité-là courût le monde.

Longfellow se déclara satisfait de ce que mon père avait dit de lui. La lettre par laquelle il le lui dit et prit congé de lui est simple et courtoise. Je la donne pourtant ici ; un délicat témoignage venu d'un grand poète a son prix. C'est la carte qu'il a mise à notre porte :

Hôtel du Jardin, 16 juillet 1869.

Cher Monsieur Cochin,

Veuillez accepter mes remerciements les plus chaleureux pour le *Correspondant* et pour la façon bienveillante et généreuse avec laquelle vous avez parlé de moi dans cette revue.

De toutes les hospitalités peut-être, l'hospitalité que l'on donne à nos pensées est celle qui nous intéresse et nous touche le plus. Je me rappellerai toujours celle que vous m'avez donnée.

J'ai lu aussi avec grande sympathie et satisfaction votre conférence sur le président Lincoln.

Une fois de plus, merci et au revoir.

Tout à vous,
HENRY W. LONGFELLOW.

En parlant de Longfellow, mon père s'était appliqué à exprimer tout ce qu'il sentait sur la beauté et la poésie de l'histoire des Etats-Unis.

On a dit que l'*Imitation* est le plus beau livre sorti de la main de l'homme, puisque l'Evangile n'en vient pas. Est-ce que la découverte de l'Amérique ne peut pas être nommée de même le plus bel événement de l'histoire des hommes, puisque la venue du Messie n'est pas un événement humain.

Il aurait voulu, pour le célébrer, Dante ou Milton.

Il trouvait dans le développement du monde nouveau, depuis la découverte, la matière trop négligée d'une poésie immense, d'une épopée à laquelle il n'avait manqué que des poètes. Le travail de l'homme, le progrès de son activité : commerce, industrie, prospérité, bien-être, tout lui paraissait beau, noble et poétique, pourvu que la flamme et la lumière y fussent répandues par la conscience, la foi, l'Évangile, Dieu. Certes, la beauté du passé lui apparaissait mieux qu'à quiconque, et il ne faisait pas de différence entre les grandeurs de l'âme et de la vie réparties dans les siècles divers; l'écoulement du temps ne le surprenait pas. Mais partout où l'être humain se dressait, en volonté, en acte, en avenir, il ajoutait la conception de la poésie et de la beauté.

C'est ce mouvement humain, cette lutte, cette action, éclairés par l'Evangile, qu'il voyait dans Longfellow. C'est ce qu'il avait vu dans l'histoire des Etats-Unis. Et voilà que les événements que nous vivons aujourd'hui viennent confirmer la légitimité de sa foi de jadis dans la grande démocratie des Etats-Unis car deux fois elle sera descendue dans l'arène de la guerre, deux fois pour la loi de Dieu, deux fois pour le plus haut des idéals de l'homme!

*
* *

Si mon père, d'en haut, voit le champ de carnage et de gloire où viennent nous rejoindre aujourd'hui les enfants de la libre Amérique, il entend retentir encore dans les airs et monter jusqu'au ciel le chant de Longfellow, qu'il traduisait ainsi :

PSAUME DE LA VIE

Ne me dis pas, dans des sentences mélancoliques : « La vie n'est qu'un rêve inutile, car l'âme sommeille presque morte et les choses sont mensonges. »

Non, la vie est réelle, la vie est ardente. Le tombeau n'est pas une prison. *Tu es poussière et tu retourneras en poussière :* cette parole n'a pas été dite de l'âme.

Jouir, souffrir, n'est pas notre destin. C'est *agir* qui, chaque matin, nous trouve plus loin que la veille!

Dans le grand champ de bataille du monde, dans ce bivouac qui est la vie, ne sois pas comme un muet bétail qu'on pousse, sois un héros qui combat! Ne te confie pas à l'avenir quoique séduisant; laisse le passé qui est mort enterrer ses morts; agis, agis dans le présent qui vit, ton cœur dans ta poitrine, Dieu au-dessus de ta tête!

Henry Cochin.

UNE LOI DE BIOLOGIE HUMAINE

L'IDÉE FAIT LA FORCE

I

A mon article du début de la guerre : « La science, le droit et la force ; les conclusions de la biologie humaine [1] », on a répondu, de divers côtés, qu'il ne faut pas mépriser la force et que le droit sans la force est un vain mot.

« Si la Grèce a été vaincue par Philippé, m'écrit un critique éminent, c'est que les Grecs n'ont pas su, à temps, s'unir pour résister ; ils sont donc, en partie, responsables de leur défaite. » Et, dans un article « De la paix, du droit et de la force », un journaliste dit dans *La Paix par le droit* :

Beaucoup de Français de toutes opinions croient volontiers que la guerre actuelle se terminera par notre victoire, tout simplement parce que nous combattons pour le droit ; M. Paul Deschanel l'a proclamé en pleine Chambre ; M. Albert Thomas l'a affirmé de son côté aux ouvriers du Creusot ; M. Denys Cochin en est convaincu et le docteur Grasset, de Montpellier, a écrit, au début de la guerre, dans le *Correspondant*, un article pour démontrer qu'en biologie humaine, les lois naturelles sont renversées. En biologie humaine, affirme-t-il, ce n'est pas, comme dans le reste de la nature, la force qui crée le droit, c'est au contraire le droit qui fait la force. Le journal le *Temps*, qui ne passe pas pour se payer de mots, trouve très claire l'argumentation du docteur Grasset dont la conclusion est, au contraire, à mon avis, *aussi fausse que dangereuse*. Car il est toujours dangereux de nier l'évidence... Si l'homme peut lutter contre les forces naturelles qui l'oppriment et qui entravent sa marche, ce n'est pas en les niant, mais, au contraire, en les acceptant et en s'appuyant sur elles. Rendons-nous donc compte et reconnaissons que le droit n'a jamais, à lui seul et par sa simple vertu, décidé de la paix ou de la victoire et que, dans l'humanité comme dans la nature, ce n'est pas le droit qui crée la force, mais qu'au contraire, il est trop souvent écrasé par elle.

---

[1] Le *Correspondant*, 25 octobre 1914, p. 198.

Il faut vraiment que j'aie bien mal exprimé et développé ma pensée dans l'article incriminé pour qu'il ait pu donner lieu à ces objections. Jamais je n'ai eu la pensée de dire que, sans la force, le droit suffisait à donner la victoire. J'ai simplement dit que la force ne *fait* pas le droit, que l'issue d'une bataille ne suffit pas à faire passer le droit d'un front à l'autre, que l'invasion de la Belgique, au mépris de tous les traités, ne confère pas aux Allemands le titre de défenseurs du droit.

Comme le cardinal de Cabrières m'a fait le très grand honneur de me l'écrire (toujours à propos du même article), « à mesure que je vous lisais, ma pensée se reportait vers l'admirable exemple que nous donnent, en ce moment, la Belgique et son roi. Il n'a pas manqué de docteurs pour dire aussi que le courage de tout un peuple et de son chef était une sublime folie et qu'une insignifiante canonnade de protestation eût suffi pour sauvegarder la neutralité promise et les engagements signés. L'égoïsme, l'intérêt d'un côté, la loyauté et l'honneur de l'autre! Et cette loyauté et cet honneur ont les applaudissements du monde! »

Cette thèse est tellement évidente, naïve et admise, en fait, par tout le monde, que je n'aurais pas songé à écrire un article pour la démontrer; ce que j'ai voulu montrer uniquement, c'est que cette thèse est une *thèse scientifique*, basée sur une science positive et expérimentale : la *biologie humaine* [1].

Si on assimile l'homme aux autres êtres vivants et à tout l'ensemble de la nature, on ne peut arriver, — et on n'est arrivé, — qu'à la loi de la lutte et de la bataille universelles, à la loi du plus fort et à la loi de l'égoïsme à la base de toute société. Si, au contraire, on envisage l'homme, *espèce fixée* depuis des siècles, comme un être absolument séparé des autres par ses fonctions psychiques, la science propre de cet être à part, la biologie humaine, conduit, en morale [2] et en sociologie [3] humaines, à des lois tout opposées.

C'est la thèse que le grand biologiste anglais, P. Chalmers Mitchell, « évolutionniste darwinien impénitent », a éloquemment développée dans son livre : *Le darwinisme et la guerre*. Ce n'est pas « en termes de protoplasme », dit-il, qu'il faut interpréter la nature humaine; « aucune doctrine sur l'origine, ni aucune preuve évidente en faveur de celle-ci ne pourrait effacer les distinctions

[1] *La Biologie humaine*. Bibliothèque de philosophie scientifique, 1917.

[2] *Devoirs et Périls biologiques*. Bibliothèque de philosophie contemporaine, 1917.

[3] « Les sciences morales et sociales et la biologie humaine. » *Revue philosophique*, février 1915, p. 97.

entre l'homme et la bête. Si fécond et si intéressant qu'il soit de savoir que nous sommes profondément enracinés dans la terre, la possession de la conscience et du sentiment de liberté forme une distinction vitale et prédominante ». Il ne faut pas, avec von Bernhardi, voir dans la guerre une application et une manifestation de la loi darwinienne de l'évolution. « Même si la lutte pour l'existence était une loi scientifique, elle ne s'appliquerait pas nécessairement aux affaires humaines. Les nations modernes ne sont pas des unités du même ordre que les unités du règne animal ou végétal, d'où la loi de la lutte pour l'existence a été déduite. La lutte pour l'existence, telle qu'elle a été conçue par Darwin et telle qu'elle peut être constatée dans la nature, n'a aucune ressemblance avec la guerre humaine. »

Les hommes ont la responsabilité de leurs guerres, tandis que les animaux ne sont pas responsables de leur lutte pour la vie.

Comme l'a dit Emile Boutroux dans sa préface du même livre, « l'application pure et simple de la loi du *struggle for existence* aux sociétés humaines est illégitime. Car il est clair qu'entre des êtres conscients et libres il peut et doit exister d'autres rapports qu'entre les animaux, chez qui l'instinct aveugle est prédominant ».

Et ces conclusions de séparation complète de l'homme et des animaux sont des conclusions scientifiques [1] et non pas seulement des vues sentimentales et métaphysiques comme l'a soutenu Etienne Rabaud. Ce sont les conclusions de la biologie humaine, science de l'homme espèce fixée, science positive et expérimentale, aussi distincte de la biologie animale que celle-ci l'est de la biologie végétale.

C'est cette science qui édicte pour la conduite humaine, individuelle et sociale, nationale et internationale, des lois toutes différentes de celles qui régissent le reste de l'univers et même du monde vivant. Au lieu de conclure, comme le moniste, que « la force fait le droit », le biologiste humain proclame *scientifiquement* que *c'est le droit qui fait la force*.

Si l'homme a vaincu les forces naturelles et domine de plus en plus l'univers tout entier, ce n'est pas (comme François Laneyrie m'accuse de l'avoir pensé) en niant les forces naturelles; il les a acceptées, étudiées, dominées, matées par sa force propre, sa *force d'homme*, c'est-à-dire non par la force matérielle, mais par la *force psychique et morale*, qui est la seule par laquelle il est supérieur au reste de l'univers.

De même, dans les luttes entre hommes, ce qui fait la supé-

[1] « La biologie humaine ou science de l'homme », *Revue scientifique*, 3 février 1917, p. 65.

riorité *définitive*, c'est toujours le droit, c'est-à-dire la force morale, ou mieux, si on veut une formule plus générale (et plus vraie), c'est toujours la *force psychique*, c'est-à-dire l'*idée*.

Mon maître, Alfred Fouillée, a consacré une grande partie de sa vie à étudier et à faire connaître la *psychologie des idées-forces*; il est certain que toute la biologie humaine, au fur et à mesure qu'elle progresse, démontre de plus en plus l'importance de ce principe : l'*idée est une force*, c'est la *force humaine* par excellence, c'est l'élément de succès de l'homme sur la nature et des hommes entre eux.

Voilà la pensée que j'avais voulu exposer dans mon article de 1914 et dont tous les événements depuis lors ont mieux démontré la vérité.

Il semble, à première vue, qu'aucune époque n'a mieux prouvé le triomphe, au moins momentané, de la force brutale contre l'idée. Avec un peu de réflexion, on voit que c'est la conclusion contraire qui ressort des événements.

C'est ce que soutient G. Rensi, pour le droit, dans la *Cultura filososofica* : selon cet auteur, dit la *Revue philosophique*, « la présente guerre, contrairement à l'opinion émise par Croce, ruine l'identification de la force et du droit. Ce dernier est si indépendant de la force matérielle qu'il attire à son aide la force qui lui manque et, cette force ne fût-elle pas suffisante, il reste une chose réelle et vivante; l'histoire l'a plus d'une fois montré ».

Cette proposition apparaît encore plus vraie, si c'est l'*idée* que l'on compare à la *force*.

Certainement le nombre brut des soldats — expression absolue de la force matérielle — est un facteur dont il faut tenir compte. Mais bien secondaire est ce facteur à côté de l'instruction, de l'entraînement, de la discipline de ces hommes, des munitions et des instruments de destruction ou de défense mis à leur disposition, de la direction, des prévisions, du commandement..., tous éléments essentiellement et au premier chef psychiques.

Sans supprimer les autres facteurs, on peut bien dire que l'idée est de beaucoup le plus important des facteurs du succès — dans la guerre entre hommes comme dans la lutte de l'homme contre l'univers. Haeckel lui-même, le grand admirateur et adorateur de la force matérielle et de la lutte brutale, l'apôtre du monisme, a écrit un jour, comme le rappelait récemment Caullery : « En général, ce n'est pas l'homme armé du meilleur revolver, c'est l'homme doué du cerveau le plus parfait qui restera vainqueur. » Et, en 1807, Fichte disait à la nation allemande : « Le triomphe reste toujours à l'enthousiaste. Ce ne sont ni la force ni l'armement, c'est le cœur qui gagne les batailles. »

Il semble donc qu'il n'est ni faux ni dangereux de proclamer, au nom de la science positive de l'homme, que la force de l'homme n'est pas, comme celle des autres êtres vivants et de l'univers entier, une force matérielle et brutale. La force de l'homme vient de sa supériorité psychique et l'on peut soutenir, avec la seule autorité que donne la science, comme je le fais dans cet article, que la *loi fondamentale de la biologie humaine* doit être ainsi formulée : *c'est l'idée qui fait la force de l'homme.*

*
* *

Pour démontrer cette proposition, il faut d'abord bien souligner que, sans appliquer d'autre méthode que la méthode positive et en restant sur son domaine strictement scientifique, le biologiste humain a le droit — et le devoir — d'étudier l'*idée* au point de vue cérébral, c'est-à-dire la *partie cérébrale du phénomène psychique humain* (phénomène *cérébropsychiqne*).

Cette proposition, qui paraît être — et est — une simple formule de sens commun, a été cependant et est encore fort discutée.

Dans toutes ces dernières années, et surtout depuis la guerre, la science a une mauvaise presse : les savants allemands ont défendu les actes les plus immoraux au nom même de la science; tous les progrès contemporains de la science ont servi à accroître, à raffiner et à rendre plus barbares les moyens de destruction; d'ailleurs, à toutes les époques, on a noté qu'il n'y avait aucun parallélisme entre les progrès de la science et les progrès de la moralité; la science, qui se proclame elle-même amorale, est une force prétentieuse, plutôt démoralisante.

Si on serre la question de plus près, l'argument contre la science se résume ainsi : la science va vers le fait, étudie le fait brutal; elle ne voit que la matière. Or toute l'humanité est menée par l'idée, par l'esprit; la loi de son évolution est une loi de progrès vers un idéal, qui apparaît à l'antipode de la science positive et expérimentale.

En élevant la question au point de vue philosophique, on arrive ainsi à opposer l'idéalisme ou étude de l'idée (phénomène psychique humain) et le positivisme ou étude scientifique du fait, extérieur à nous.

Cette séparation et cette opposition entre le fait subjectif et le fait objectif sont tellement vraies, ajoute-t-on, que nous ne pouvons pas juger l'existence du réel par l'impression psychique correspondante : un objet rouge ou bleu n'est rouge ou bleu que dans notre esprit; s'il n'y avait pas d'homme pour le voir, le rouge et le bleu n'existeraient pas. D'autre part, nos sens sont une source constante d'erreur, témoins le bâton droit qui apparaît plié dans

l'eau et la boulette de papier qui apparaît double entre deux doigts entre-croisés.

On arrive ainsi à séparer et à opposer, chez l'homme, les phénomènes psychiques ou psychologiques d'un côté et les phénomènes physiologiques ou somatiques de l'autre et à déclarer dès lors que l'étude du phénomène psychique, de l'idée, n'appartient pas à la biologie humaine, science positive de l'homme.

Je crois relativement facile de répondre à ces objections et de montrer que la science positive peut et doit étudier le phénomène psychique humain comme les autres phénomènes biologiques, à condition que la science prise pour point de départ soit la biologie humaine et non la physicochimie ou même la biologie générale.

Certes, la biologie humaine ne peut pas tout connaître et tout étudier dans l'homme. Notamment dans la fonction psychique, l'âme joue un grand rôle et son action échappe aux investigations du biologiste humain. Mais, même en accordant à l'âme un rôle capital, le spiritualiste le plus convaincu ne peut contester que, même dans la fonction psychique, le corps, le système nerveux, les neurones corticaux du cerveau jouent aussi un rôle, et un rôle important. Quand, dans la paralysie générale, l'écorce cérébrale est anatomiquement altérée, la mémoire, le jugement, l'autocritique, la fonction psychique générale sont d'autant plus atteints que la lésion anatomique est plus accentuée. D'ailleurs, dans les doctrines le plus complètement spiritualistes, l'âme joue un grand rôle dans la vie entière de l'homme et personne ne songe cependant à contester l'intervention du corps dans la vie entière de l'individu.

Donc la biologie humaine a le droit — et par suite le devoir — d'étudier la *partie cérébrale du phénomène psychique humain*; c'est le sens que nous donnerons, dans tout cet article, aux mots « idée » et « phénomène psychique ». Et c'est scientifiquement, c'est-à-dire avec la méthode positive, que la biologie humaine fera l'étude de ce phénomène, ainsi défini.

Dès lors, les objections, rappelées ci-dessus, tombent d'elles-mêmes.

Sans doute, la *sensation* du rouge et du bleu n'existerait pas sans cerveau humain. Mais la matière vibrante, extérieure et réelle, existerait : la matière rouge dans un *état physique différent* de celui de la matière bleue. Nos sensations différentes correspondent à des états physicochimiques différents et, par l'analyse et le rapprochement de nos diverses sensations, nous pénétrons les lois des phénomènes physicochimiques. D'autre part, par le contrôle mutuel de nos diverses sensations, nous corrigeons les erreurs (bâton dans l'eau, boulette entre les doigts) d'une pre-

mière constatation et tirons, de ces faits, des conclusions scientifiques, nouvelles et importantes, sur la réfraction ou la conduction de la sensibilité.

La même méthode d'observation scientifique (positive et expérimentale) s'applique au phénomène psychique comme à tous les autres phénomènes biologiques humains, à cette seule condition capitale que la méthode d'observation soit *subjective* et *objective* et s'applique à *l'homme vivant bien portant et malade* (physiopathologique).

Il n'y a donc pas lieu de séparer et d'opposer les phénomènes psychiques ou psychologiques d'une part et les phénomènes somatiques ou physiologiques de l'autre. La biologie humaine analyse et étudie tous les phénomènes biologiques humains, psychiques ou non. Il appartient donc à la biologie humaine, science positive et expérimentale de l'homme espèce fixée, d'étudier l'idée en général, de montrer le rôle immense que joue l'idée dans la vie de l'homme et de l'humanité et, par suite, dans l'hégémonie de l'homme sur tout l'univers, dans la vie et l'évolution du monde entier.

*
* *

Non seulement l'idée est objet de connaissance scientifique et positive — c'est ce que je viens de montrer dans le paragraphe précédent — mais encore il faut ajouter que l'idée est, chronologiquement et logiquement, le *premier* objet de la connaissance scientifique et la *condition* de toute connaissance scientifique.

La première connaissance positive que nous avons est certainement la connaissance de nous-mêmes; c'est le *Cogito* cartésien. C'est par l'impression produite sur nous par le monde extérieur que nous connaissons d'abord l'existence, puis les caractères de l'univers, des autres hommes, des autres êtres vivants et des corps inanimés. C'est donc bien le *phénomène psychique subjectif* qui est le premier objet de la connaissance scientifique.

Par l'accumulation de ces impressions produites sur notre psychisme conscient et par l'application du raisonnement à leur interprétation (comparaison et généralisation) se constituent progressivement la science en général, et la biologie humaine en particulier.

Le législateur de cette méthode scientifique générale, François Bacon, la ramène à l'observation et l'expérience pour amasser les matériaux, à l'induction et la déduction pour les élaborer. De même, pour la biologie humaine, Claude Bernard a montré que la médecine scientifique, — c'est-à-dire la science de l'homme, — ne peut se constituer que par l'application immédiate et rigou-

reuse du raisonnement aux faits que l'observation et l'expérimentation nous fournissent.

Seulement Bacon avait méconnu l'importance de l'état psychique humain *avant* l'observation expérimentale et *au moment* de cette observation. « Selon la philosophie baconienne qui, pendant longtemps, a régné parmi les savants, dit Emile Boutroux, les lois de la nature s'inscrivaient d'elles-mêmes dans l'esprit humain, pourvu que celui-ci se purifiât de ses préjugés et se livrât docilement à l'influence des choses. Nulle participation active du sujet dans la connaissance proprement dite. Le sujet ne se manifestait comme tel que dans ses sentiments, dont la science, précisément, s'appliquait à faire abstraction. »

Auguste Comte a bien signalé l'erreur de cette doctrine, et Claude Bernard a péremptoirement démontré l'existence et l'importance du facteur psychique personnel avant, pendant et après l'observation et l'expérimentation scientifiques.

La « table rase » serait un état déplorable dans l'esprit du chercheur, qui veut observer les phénomènes et faire progresser la science. Pour faire de bonnes observations, il faut *savoir* voir, entendre, percevoir et comprendre. Le psychisme de l'observateur n'est pas passif dans une recherche scientifique; ses neurones interviennent puissamment, non seulement dans l'interprétation ultérieure, mais dans la perception immédiate du phénomène. Le génie propre et la culture antérieure de ces neurones interviennent activement dans la genèse de la découverte. Pour faire un bon observateur, il faut avoir une forte éducation, non seulement des sens, mais de l'esprit. Une observation expérimentale n'est bonne et fructueuse que si elle est *précédée par l'idée* dans l'esprit de l'observateur.

Cette *préparation psychique*, qui doit précéder l'expérience, comprend d'abord l'acquisition solide de toutes les données scientifiques antérieurement acquises sur le sujet par les savants précédents et l'entraînement à la technique de ce genre d'expériences. Il ne faut donc pas dire que, pour faire de bonnes observations expérimentales, on doit être ignorant.

Cette première connaissance de la science acquise peut être suffisante pour permettre des expériences de contrôle. Mais elle ne suffit plus pour des expériences de découverte. Il faut, dans ce dernier cas, avoir une idée neuve, vraisemblable scientifiquement, mais non encore démontrée, qui servira de direction à l'expérimentation. Il ne faut certes pas que cette idée soit tyrannique, qu'on la croie vraie *a priori* et qu'on en poursuive uniquement la vérification. Ceci serait détestable et antiscientifique. Il

faut savoir que cette idée n'est qu'une hypothèse dont l'expérience seule, impartialement consultée, démontrera l'exactitude ou la fausseté. Mais cette idée hypothétique antérieure est nécessaire : il ne faut pas expérimenter au hasard, à l'aveuglette, pour voir.

L'idée est donc à la base de la méthode positive et précède l'observation expérimentale. L'esprit de l'observateur n'est donc nullement passif quand il applique la méthode scientifique, il est au contraire toujours essentiellement et personnellement actif dès ce premier temps de l'expérience : *temps de préparation psychique* ou de *formation du terrain psychique de l'observateur.*

Puis vient l'*observation* proprement dite, stade encore éminemment *actif* et *psychique humain* : il ne suffit pas d'avoir des sens pénétrants pour observer scientifiquement un phénomène; il faut *savoir observer.* L'imbécile et l'ignorant n'observent pas ou observent mal, *oculos habent...*

Ce rôle actif, personnel et capital du psychisme de l'observateur n'intervient pas seulement dans l'expérimentation qui est l'observation provoquée, mais même dans l'observation scientifique simple, qui semble à tort une méthode de pur enregistrement des sensations par un esprit passif.

Ce temps de l'observation et de l'expérimentation est naturellement important et compliqué : il faut multiplier et varier les expériences, les observations, les conditions dans lesquelles le phénomène se produit, chercher les causes des résultats contradictoires que l'on peut obtenir, instituer des contre-épreuves.

Le troisième temps est tout aussi entièrement psychique : on raisonne sur les faits observés, on leur applique l'induction et la déduction, c'est-à-dire qu'on généralise les faits observés et, des faits généraux, on déduit ensuite des considérations évocatrices de nouvelles expériences.

En somme, la méthode positive apparaît constituée par trois stades successifs : 1° préparation psychique de l'observation; 2° observation et expérimentation; 3° raisonnement sur les faits observés — ces divers stades étant, tous les trois, des actes essentiellement psychiques, dans lesquels intervient puissamment l'activité psychique personnelle de l'observateur.

On peut bien conclure, toujours au point de vue scientifique pur, que *la force de l'homme*, *en science*, *vient tout entière de l'idée.*

*
* *

Ainsi apparaît et se précise de plus en plus la notion de l'*idée-force :* l'idée est une force, est une manifestation et une source de force.

Cette proposition devient de plus en plus évidente, si on pour-

suit, avec le biologiste humain, l'analyse et l'étude de l'acte psychique humain.

On sait comment est constitué et comment fonctionne l'appareil matériel de la pensée humaine : le système nerveux.

Classiquement, on divise le système nerveux de l'homme en *centres* et *conducteurs* : ces derniers (les conducteurs) répondent à la fonction de réception, conduction (de dehors en dedans et de dedans en dehors) et émission de l'énergie extérieure; les premiers (les centres) répondent à la fonction d'emmagasinement, élaboration et transformation de cette énergie. Cette distinction reste vraie au point de vue *physiologique*.

Mais primitivement, — et habituellement encore, — on appelle centres : le cerveau, le mésocéphale, le cervelet, le bulbe et la moelle, tandis que les nerfs constituent les conducteurs. Cette classification *anatomique* est inexacte.

Le système nerveux est formé de substance *blanche* et de substance *grise* : la première comprend les conducteurs; la seconde, les centres. Or, dans les anciens centres (cerveau, moelle...), il y a des conducteurs (au milieu dans le cerveau, à la périphérie dans la moelle); de même, en dehors des anciens centres (dans l'intestin, le cœur...), il y a des ganglions qui sont vraiment des centres. Donc, épars dans tout l'organisme, il y a des centres, plus ou moins réunis dans certaines régions, communiquant entre eux et avec l'extérieur par des conducteurs centripètes et centrifuges.

Ainsi compris, le système nerveux entier est la reproduction en grand de son élément constitutif, le *neurone*, qui est formé d'un centre cellulaire et de deux ordres de conducteurs : cellulipètes et cellulifuges.

Toute la physiologie du neurone se résume dans cette phrase, qui exprime la fonction entière du système nerveux : il reçoit, emmagasine, élabore, transforme, émet l'énergie extérieure.

Dans cette fonction, deux cas bien différents doivent être distingués et séparés. Dans l'un, la transformation de l'énergie reçue est immédiate; et immédiate aussi est son émission sous une nouvelle forme : c'est *l'acte réflexe* (soulèvement de la jambe quand on frappe sur le tendon au-dessous du genou...); dans l'autre, la transformation de l'énergie est lente et l'emmagasinement prolongé; plus ou moins retardée est ainsi l'émission sous une autre forme : c'est *l'acte psychique*, qui se subdivise à son tour en acte psychique *inférieur* ou inconscient et automatique et acte psychique *supérieur* ou conscient et volontaire (réfléchi).

Dans l'acte réflexe déjà, il y a un certain degré d'activité propre du neurone. Mais dans tous les actes psychiques l'élaboration

intraneuronique est beaucoup plus longue, plus complète : la note personnelle, la force propre du neurone interviennent très nettement.

Si on passe rapidement en revue les divers actes psychiques, on voit de plus en plus nettement apparaître cette activité propre du neurone et on voit de mieux en mieux que le neurone est une source de force et que par conséquent *l'acte psychique humain est une force.*

Dans la *sensation* (phénomène sensitif élémentaire), il semble que l'organisme sentant soit passif; il n'en est rien. Son activité propre est faible, mais certaine. Pour sentir, en couleur, en son ou en odeur, une vibration physique extérieure, il faut un système nerveux vivant, fonctionnant bien, c'est-à-dire actif.

Si l'objet extérieur donne, au lieu de la sensation simple, une sensation complexe d'*image*, l'activité propre du neurone apparaît bien plus évidente; plus évidente encore si la sensation devient agréable ou désagréable et entraîne plaisir ou douleur ou même fait naître une *émotion* (joie, tristesse...).

Dans tous ces phénomènes, en apparence purement sensitifs, apparaît déjà l'*idée*, phénomène psychologique élémentaire : idée de l'objet, de la cause actuelle de l'impression initiale. Dans le réflexe simple (phénomène du genou) il n'y a pas d'idée; mais quand, en entendant une injure, on répond brusquement par un juron, entre la sensation auditive et l'acte de parole, il y a, comme intermédiaire, une idée inconsciente. Dans l'acte réfléchi, plus ou moins pesé et mûri, éloigné de la sensation provocatrice, l'idée apparaît plus complète, bien développée et forte. La force de l'idée se manifeste tout d'abord par le *langage* comme l'émotion par la *mimique*.

Dans l'*attention*, la force du phénomène psychique apparaît bien plus marquée. Si on fait attention à une sensation, à une émotion ou à une idée, c'est qu'on la reçoit, qu'on l'éprouve ou qu'on la perçoit activement. Quoi qu'en ait dit Condillac, une sensation ne *devient* pas attention; elle *provoque* l'attention. La preuve en est que la maladie peut diminuer ou supprimer la fonction attention sans modifier en rien la fonction sensation.

Dans la *mémoire* en général, dans l'*association* des idées, des images, des souvenirs, dans l'*imagination* (qu'elle associe, évoque ou crée), dans le *raisonnement* et le *jugement*, éclate au plus haut degré l'activité propre des neurones psychiques. La preuve en est donnée par certaines maladies comme la paralysie générale (lésion organique de l'écorce cérébrale) dans lesquelles on constate une diminution de l'activité psychique, de l'amnésie, des troubles de l'autocritique...

Mais la force de l'idée apparaît encore plus indiscutablement dans l'exercice de la *volonté* humaine, c'est-à-dire quand l'idée s'extériorise en acte. Déjà dans le premier moment du processus volitif (décision), l'activité propre des neurones psychiques s'affirme par des actes successifs : on réunit les idées et les images susceptibles de devenir des motifs et des mobiles, on les compare, on les hiérarchise, on juge leur valeur respective, on les classe suivant l'influence qu'elles doivent exercer sur la conduite et enfin on *veut* : ce dernier acte est bien vraiment un processus actif, manifestation de l'activité propre des neurones psychiques (certaines maladies du cerveau enlèvent la volonté).

Cette force d'extériorisation de l'idée est variable suivant les cas. Ribot classe, à ce point de vue, les idées en trois groupes, suivant que leur tendance à se transformer en acte est forte, modérée ou faible et même, en un certain sens, nulle. Le premier groupe comprend les états intellectuels extrêmement intenses, les idées « qui nous touchent », qui s'accompagnent de phénomènes sensitifs (idées avec émotion, passion); dans le deuxième groupe sont les idées courantes, ordinaires, à action extériorisante moyenne; le troisième (action extériorisante minima) comprend les idées abstraites.

Cette classification n'a rien d'absolu. Les circonstances peuvent faire varier, dans de très fortes proportions, la force d'extériorisation de certaines idées. Ainsi, l'idée religieuse en temps de persécution et l'idée de patrie en temps de guerre prennent une force d'extériorisation extraordinaire, qu'elles n'ont pas, au même degré, en temps normal. Mais ceci est secondaire au point de vue où nous nous plaçons et l'on peut dire que la psychologie tout entière prouve non seulement que *l'idée est une force*, mais encore que l'idée est une force personnelle, autochtone... C'est à proprement parler *la force de l'homme.*

II

Nous avons vu que l'idée est une force, que l'acte psychique tout entier, sous toutes ses formes, est une force; et, comme première application de ce principe, nous avons vu que l'idée fait toute la force de l'homme pour la fondation et le développement de toutes les sciences positives et expérimentales et qu'elle peut être elle-même l'objet d'une étude scientifique positive (biologie humaine).

On peut aller plus loin et montrer que l'idée domine et dirige la vie de l'homme tout entière. Pour indiquer cette démonstration, il suffit d'énumérer et de définir *les grandes idées directrices de*

la vie humaine, que la biologie humaine connaît et analyse. Je les grouperai sous les sept chefs suivants, qui montrent bien l'importance et l'universalité de leur action : 1° l'idée de personnalité, de liberté et de responsabilité; 2° l'idée-loi de progrès continu et indéfini de l'humanité; 3° les idées-lois du raisonnement et de la conduite de l'homme; 4° l'idée de famille humaine; 5° l'idée de morale individuelle, interindividuelle et sociale; 6° l'idée de patrie, de morale civique et de morale internationale; 7° l'idée métaphysique et l'idée religieuse.

Un mot sur chacune de ces idées et sur la manière dont on peut les concevoir et les comprendre en restant toujours sur le seul terrain positif de la science de l'homme.

1. J'ai rappelé plus haut que la première connaissance acquise par l'homme est la connaissance de soi-même : c'est bien l'*idée de personnalité* que le biologiste humain découvre tout d'abord au fond du psychisme et de la conscience de chaque homme.

Chaque homme a conscience de sa personnalité, de l'existence et de l'unité de sa personne, en même temps que de la persistance et de l'identité de cette personne pendant toute la durée de la vie. Nous savons que les éléments anatomiques se transforment, changent, qu'aucun atome de notre corps ne reste le même pendant toute la vie; mais nous savons, de science tout aussi certaine et positive, que notre personne reste la même, identique à elle-même, de la naissance à la mort.

La maladie peut faire croire à certains sujets que leur personnalité se dédouble ou se multiplie. Mais ce sont là des signes de détraquement psychique qui ne correspondent pas à la réalité. De plus, il est très rare que le malade, même dans ces cas, perde l'idée de sa personnalité une et identique à elle-même : les personnalités pathologiques qu'il croit exister lui apparaissent distinctes, voisines, séparées de la personnalité essentielle primitive, alors même que, comme pour Alfred de Musset, la personne seconde ressemble à la première « comme un frère ». C'est seulement dans les cas de destruction complète et définitive du psychisme des déments que disparaît totalement l'idée de personnalité — et encore s'efface-t-elle des dernières.

L'idée de la personnalité et de son unité est donc la première apparue et la dernière disparue dans le psychisme humain et par suite la plus importante et la plus essentielle des idées directrices de la vie humaine.

Dans *l'Hérédo*, Léon Daudet analyse avec beaucoup de pénétration cette idée de la personnalité humaine et distingue le *moi*

et le *soi* : « Le moi, c'est l'ensemble physique et moral de l'individu humain, qui comprend les apports héréditaires ; le soi, c'est l'essence de la personnalité humaine, dégagée de ces apports par leur élimination, leur équilibre ou leur fusion et constituant un ordre original et neuf, perçu comme tel par la conscience. »

Il faut en effet considérer, dans la constitution de chaque personne humaine, divers éléments et notamment distinguer ce qui vient de l'hérédité et rattache chaque individu à ses ancêtres et ce qui appartient en propre à chaque individu et le distingue de ses parents passés et futurs. Mais il faut se garder de pousser la distinction trop loin et d'oublier l'unité essentielle de chaque personne humaine.

En même temps que de notre personnalité, nous avons conscience de notre *activité* propre : chacun de nous sait qu'il vit, qu'il reçoit des impressions du monde extérieur, qu'il agit. S'il saisit l'activité des autres hommes et de tout l'univers, c'est par les réactions que cette activité étrangère provoque en lui. S'il connaît le monde extérieur et l'étudie, c'est parce qu'il connaît les manifestations de son activité propre à l'égard de ce monde extérieur.

Il sait de plus — toujours de science aussi positive et d'observation — que cette activité ne se manifeste pas uniquement par des réponses immédiates (réflexes ou automatiques) aux excitations extérieures. Il se sent et se sait capable d'agir spontanément, de répondre (dans un certain nombre de cas) seulement quand et comme il veut aux suggestions du dehors ; il a conscience de ce qu'on appelle sa *liberté*.

Sans parler aucunement de l'essence du libre arbitre et sans faire actuellement de métaphysique, restant sur le seul terrain de la biologie humaine, je peux dire — comme une constatation de sens commun — que, dans le déterminisme des actes humains, il y a un caractère qui le distingue du déterminisme des autres êtres vivants et de tout l'univers : c'est le fait de l'activité *propre*, *autonome*, que l'on appelle la *volonté libre* de l'homme.

On comprend par là que l'homme réagit aux lois biologiques de son espèce d'une manière tout à fait spécifique et propre ; il ne se conforme pas nécessairement et automatiquement à sa finalité biologique comme le font l'abeille et la fourmi ; il s'y conforme librement, volontairement ; il est obligé de s'y conformer, mais *obligé moralement* ; par suite, il est *responsable* de son obéissance ou de sa désobéissance, responsable à l'égard de sa propre conscience, à l'égard de la société et de l'humanité, à l'égard de la science, qui édicte les lois biologiques auxquelles il doit obéir.

Et, dans les éléments constitutifs de cette responsabilité morale, figure bien la fonction psychique du système nerveux étudiée par

le biologiste humain, puisque les maladies organiques et matérielles de l'écorce cérébrale atténuent ou suppriment cette responsabilité dans certains cas.

Voilà la *première idée directrice de la vie humaine*, dont la biologie humaine constate scientifiquement l'existence positive : *l'idée de personnalité humaine, une, active, autonome, libre et responsable.*

2. L'homme ne se distingue pas des autres êtres, vivants ou inanimés, uniquement par son mode de réaction aux lois naturelles; il s'en distingue encore par la nature même des lois auxquelles il est soumis et doit obéir.

Les lois physicochimiques de tout l'univers et les lois biologiques de tous les êtres vivants s'appliquent bien à l'homme (avec des modes de réaction spécifiques, comme je l'ai dit); mais à l'espèce humaine s'imposent, en plus, des lois qui ne s'appliquent qu'à elle. La *loi de finalité biologique de l'espèce humaine* est différente de la loi de finalité biologique de tous les êtres vivants.

La loi de finalité biologique de tous les êtres vivants se résume en cette formule : conservation et défense de l'individu et de l'espèce; cette conservation et cette défense ayant pour but et pour résultat le maintien de l'individu et de l'espèce, non seulement dans la même forme mais *dans la même fonction* depuis le jour où l'espèce est constituée et fixée jusqu'au jour où elle disparaît : la vie de l'abeille et de la fourmi est la même et se maintient la même, depuis que ces espèces existent sous forme d'abeille et de fourmi.

Pour l'homme, il n'en est plus de même : depuis que l'espèce humaine existe à l'état fixe, la forme et les organes de l'homme n'ont pas changé, mais *sa fonction et sa vie ont complètement changé.*

L'homme se distingue, en effet, des autres êtres vivants, non seulement par l'autonomie et la liberté de l'individu (que j'ai indiquées dans le précédent paragraphe), mais aussi par d'autres caractères non moins essentiels de sa fonction psychique : son psychisme est d'abord infiniment supérieur à celui de tous les autres êtres; il a fait, et fait tous les jours, des découvertes qui lui assurent l'hégémonie incontestée sur toute la nature, alors que sa force physique le met dans un rang de subordination très marquée; — en second lieu, le psychisme de l'homme acquiert, transmet, conserve et utilise les découvertes des générations humaines antérieures, de sorte que la science de chaque génération part d'abord de ce qui a été acquis et observé par toutes les générations antérieures; — de sorte que la loi de finalité biologique humaine n'est plus une loi de piétinement, de con-

servation et de défense de l'espèce dans la même fonction, mais une *loi de progrès continu et indéfini.*

Cette loi est une loi de l'humanité, c'est-à-dire de l'espèce humaine; mais les individus ne doivent pas s'en désintéresser : elle s'adresse à chacun, puisque chacun doit utiliser le progrès déjà accompli et collaborer au progrès ultérieur à accomplir. Dans les sphères les plus modestes comme dans les laboratoires des savants de génie, chacun doit *travailler*, non seulement à maintenir et défendre sa vie et la vie de l'espèce, mais aussi à *accroître* et à *faire progresser* sa vie et la vie de l'espèce. Pour obéir à cette loi, l'homme ne doit pas seulement travailler individuellement; mais comme c'est une œuvre collective à laquelle tous doivent coopérer, chaque individu doit aider les autres hommes à collaborer à ce progrès humain.

Voilà la *deuxième idée directrice de la vie humaine*, dont la biologie humaine constate scientifiquement l'existence positive : *idée-loi du progrès continu et indéfini de l'humanité*, progrès auquel chaque individu doit collaborer et aider les autres hommes à collaborer.

3. Orientés d'une manière générale par l'idée-loi de progrès continu et indéfini de l'humanité que nous venons d'énoncer, les actes individuels de l'homme sont gouvernés par d'autres idées-lois, dont les principales sont : *les idées-lois du raisonnement et les idées-lois de la conduite de l'homme*. Ce sont là des idées-lois dont la biologie humaine constate scientifiquement l'existence et analyse la nature sans en discuter l'origine.

Nous avons vu que l'expérience scientifique n'est possible et ne peut donner des résultats qu'avec l'idée et le raisonnement. Les *idées-lois du raisonnement humain* ne peuvent donc pas être le résultat et la conclusion de l'expérience, puisqu'elles sont la condition même de l'observation scientifique et par conséquent antérieures, dans l'esprit humain, à toute science positive.

Ces idées-lois du raisonnement (principes de causalité, de raison suffisante...) sont absolues et universelles, tandis que les résultats de l'expérience humaine sont relatifs et généraux. L'homme doit obéir à ces idées-lois comme il doit obéir à toutes les lois biologiques, c'est-à-dire volontairement et librement : chacun peut, s'il veut, ne pas les appliquer; seulement alors il raisonne faux, il déraisonne. La *logique* s'impose à l'homme comme une loi à laquelle il doit raisonnablement se soumettre, mais à laquelle il peut matériellement désobéir : l'illogisme est même très fréquent dans la vie humaine.

Les rapports de ces idées-lois du raisonnement avec la biologie humaine sont très précis : sans faire œuvre métaphysique et sans rechercher l'origine de ces idées-lois, la biologie humaine constate leur existence, plus ou moins claire et consciente, chez tous les hommes; elle les étudie, les analyse et les promulgue comme lois biologiques de l'homme; elle déclare ainsi, avec son autorité de science positive, que l'homme doit se conformer à ces lois dans ses raisonnements, sous peine d'absurdité et de déraison : *il est scientifique de raisonner logiquement et antiscientifique de raisonner illogiquement.*

Il en est de même pour les *idées-lois de la conduite humaine.*

Celles-ci aussi sont antérieures et supérieures à la biologie humaine qui, sans discuter leur origine, en constate l'existence au fond de la conscience humaine et en précise la forme et les applications.

En même temps que de notre existence, nous avons conscience de notre activité propre et autonome, de notre liberté et de notre responsabilité. Comme corollaire nécessaire de cette première idée directrice de la vie humaine, le biologiste humain constate, au fond de toute conscience humaine, les idées-lois de notre conduite : l'homme *doit* obéir — et vouloir obéir — aux lois biologiques humaines; il a le *devoir* de s'y conformer; il doit faire le *bien*, c'est-à-dire ce qui est conforme à ces lois biologiques humaines, et éviter le *mal*, c'est-à-dire ce qui est contraire à ces lois; l'homme a le *droit* de faire son devoir; par suite, nous ne devons pas gêner la liberté et le droit qu'ont les autres hommes de faire leur devoir; nous devons au contraire les y aider : ceci est *juste*, tandis que cela serait *injuste*...

Voilà les idées-lois de la conduite humaine, communes à tous les hommes; c'est la partie *fixe*, immuable et indiscutable de la morale, que la biologie humaine constate chez tous les hommes, qu'elle étudie ensuite, analyse, précise, complète, créant ainsi la partie mobile, *perfectible*, de la morale. C'est cette seconde partie que l'on objecte à l'idée d'une morale éternelle, commune à tous les hommes; c'est la partie de la morale qui change avec les lieux et les époques, mais dont les variations et le perfectionnement progressifs ne suppriment nullement les premières idées-lois fixes et communes à tous les hommes : idées-lois de bien et de mal, de devoir et de droit, de juste et d'injuste, qui apparaissent ainsi à tous les hommes avec l'autorité indiscutée que comporte la science positive et expérimentale.

Comme premier exemple, nous pouvons appliquer ces principes à la loi biologique de progrès continu et indéfini de l'humanité,

indiquée dans le paragraphe précédent : il est bien — et par suite nous avons le devoir — de collaborer à ce progrès naturel de l'humanité et d'aider les autres hommes à y collaborer aussi; il est mal de ne pas obéir volontairement et librement à cette loi biologique ou de gêner les autres hommes dans l'exercice du droit qu'ils ont tous de remplir ce devoir...

4. Nous appuyant sur les mêmes principes généraux, nous pouvons indiquer maintenant d'autres idées directrices de la vie humaine, tout aussi importantes, mais plus particulières : et d'abord *l'idée de famille humaine*.

Comme toutes les familles animales, la famille humaine a pour raison d'être et pour but la continuation et la perpétuité de l'espèce. Mais il faut aussi tenir compte de la caractéristique biologique propre à l'homme : le but biologique de la famille humaine n'est pas seulement de donner de nouveaux enfants à l'espèce humaine; la famille doit, non seulement faire naître des enfants, mais les former, les élever de manière à leur permettre de devenir eux-mêmes des hommes dans toute l'acception du mot, participant activement et personnellement au progrès psychique de l'humanité.

Pour remplir cette mission, il faut d'abord *préparer l'hérédité* : c'est, au point de vue biologique, le plus grave des devoirs sociaux qui s'imposent à chacun de nous.

Dans ce fait mystérieux de l'hérédité, apparaissent à la fois un élément de fatalité et de nécessité et un élément de contingence, de modification possible par la volonté de l'homme. Il y a une thérapeutique et une prophylaxie de l'hérédité. Au fur et à mesure que la biologie humaine progresse, l'élément inéluctable de l'hérédité apparaît de plus en plus minime et réduit. Notre influence croît tous les jours sur l'hérédité que nous transmettons.

Chaque génération a la responsabilité de la génération qui la suit; les responsables d'un événement historique ne sont pas ceux qui en sont les acteurs. Il en est des individus comme des peuples : *ils sont responsables de la génération qui les suit* et ils ont à leur disposition de nombreux moyens pour influencer heureusement la destinée et l'avenir de leurs enfants.

C'est d'abord la surveillance médicale du mariage, puis c'est la surveillance de notre propre conduite avant et pendant le mariage.

Par-dessus tout, il faut comprendre le mariage, il faut bien connaître la *notion biologique du mariage*.

Le mariage, au sens biologique du mot, n'a qu'un objectif et une raison d'être : c'est la *fondation d'une famille humaine*. Le but du mariage n'est donc pas le bonheur des conjoints; par suite, ce

n'est pas la considération de leur bonheur ou de leur malheur qui doit influer sur la durée et l'indissolubilité du mariage. Au point de vue biologique, le mariage n'a qu'un but et une raison d'être, c'est la fondation de la famille avec tous les devoirs que comporte la notion biologique de la famille humaine, c'est-à-dire les devoirs de formation physique et intellectuelle et d'éducation des enfants.

C'est ce qu'exprime le professeur Appleton quand, dans la *Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence*, il définit le mariage « l'union, non pas éphémère, mais durable, de l'homme et de la femme, ayant pour résultat, non seulement la procréation, mais l'éducation des jeunes, jusqu'à ce qu'ils soient en état de subvenir à leurs besoins » et de remplir leur rôle dans la marche progressive de l'humanité.

5. La biologie humaine, étudiant, comme nous l'avons vu, les idées-lois de la conduite humaine doit, par suite, fixer le code de cette conduite, c'est-à-dire développer et préciser l'*idée de morale* sous ses trois formes essentielles : *individuelle*, *interindividuelle* et *sociale*.

C'est d'abord l'idée-loi de *finalité biologique individuelle* qui aboutit, chez chaque individu humain, au devoir biologique de conservation, respect, amour et accroissement de sa vie individuelle, au double point de vue physique et psychique, devoir biologique qui se précise sous les quatre chefs suivants : respect, amour et développement de sa propre vie, hygiène physique et psychique (loi du travail).

L'inobservation de ces devoirs biologiques individuels fait courir de graves périls à l'individu et à la société : mauvaise hygiène qui compromet la vie de l'individu et menace celle des autres hommes; paresse, qui nuit à l'individu et à la société; suicide, péril social grave (l'homme n'a pas le droit de se soustraire au devoir de vivre); intoxications volontaires, euphoristiques et habituelles (alcool, opium et morphine, éther, cocaïne...)

Tout homme a le devoir et par suite le droit de collaborer au progrès indéfini de l'humanité; comme tous les hommes, ayant ce même devoir, n'ont pas, pour le remplir, les mêmes aptitudes, les mêmes facultés, ils ont, tous, le devoir de s'entr'aider. Nous devons donc, tous, respecter et aimer, comme notre propre vie, la vie des autres hommes; à tous s'impose le devoir obligatoire d'entr'aide mutuelle, de collaboration *interindividuelle* (solidarité, justice, mutualité, charité...)

Périls corrélatifs à l'inobservation de ces devoirs biologiques interindividuels : égoïsme, individualisme, particularisme, antial-

truisme; attentats contre la vie (homicide) et la propriété (vol), irrespect de la vie psychique et morale d'autrui (injure, diffamation, calomnie, faux témoignage, pornographie, esclavage).

De cette même biologie humaine, on peut déduire aussi les devoirs biologiques *sociaux*.

Cette science réfute le malthusianisme scientifique, combat la dépopulation par défaut de natalité et par excès de mortalité; elle proclame les devoirs d'assistance et de défense sociale à l'égard des bien portants (protection de la santé publique, des enfants en bas âge, des familles nombreuses, des ouvriers) et à l'égard des malades, récupérables ou définitivement inutiles (assistance publique, médicale gratuite, aux vieillards; lutte antituberculeuse, accidents du travail, maladies professionnelles), même à l'égard des malades antisociaux, dangereux pour la société (criminels irresponsables, à responsabilité atténuée)...

6. Au nom des mêmes principes, la biologie humaine fixe les devoirs de l'individu à l'égard de sa *patrie* et les devoirs réciproques des *nations* entre elles : elle édicte et impose la *morale civique* et la *morale internationale*.

Quoique la terre ne soit qu'une bien minime partie de l'univers et quoique l'espace occupé par l'homme soit encore une faible partie du globe terrestre, ces terrains habités sont encore trop vastes et trop différents à de nombreux points de vue pour que tous les hommes soient réunis dans une même société humaine, englobant l'humanité tout entière. La vie régulière et normalement progressive de l'humanité exige la division du genre humain en un certain nombre de nations. C'est un *fait* établi en biologie humaine.

Ce qui constitue la nation, c'est l'unité politique, l'organisation en un Etat avec une constitution, une législation et une administration uniques. Quand les groupements sont vraiment naturels et durables, ils correspondent à un esprit, une forme intellectuelle, un idéal, un caractère vraiment spécialisés. De là, une grande *unité morale*, faite des traditions ancestrales accumulées. Et ainsi naît l'idée de patrie, qui est, pour chacun, la nation de ses ancêtres et de ses morts, comme une grande et vraie famille pour l'individu.

En principe, l'unité de la nation s'affirme par l'indépendance de ce groupement à l'égard des autres groupements similaires, plus ou moins voisins; chaque nation n'a pas le droit d'intervenir dans l'organisation intérieure des autres pays et ne reconnaît pas à ces autres pays le droit d'intervenir dans la sienne propre.

Ainsi comprise, la division de l'humanité en diverses nations apparaît, non pas seulement comme un fait imposé par l'histoire

et par les circonstances, mais comme un fait scientifiquement bon, conforme aux lois positives de la biologie humaine. Et l'*internationalisme*, — qui voudrait supprimer les nations pour les fondre dans l'humanité tout entière, — apparaît, non seulement comme une impossibilité actuellement irréalisable ou une utopie à réalisation indéfiniment retardée, mais encore comme une *erreur*, *au point de vue scientifique et positif de la biologie humaine.*

Les devoirs biologiques des hommes vivant en nation, — *devoirs civiques,* — se résument dans la nécessité pour chacun de respecter et d'aimer son pays, d'obéir à ses lois et de travailler à son progrès et à son développement. A ces devoirs civiques correspondent les *droits civils* : liberté individuelle, de domicile, de pensée, de conscience et des cultes, de travail, d'association..., libertés politiques. Mais il faut bien remarquer que toutes les libertés ne sont, pour chacun, que la liberté et le droit de faire son devoir. La lecture et l'enseignement de la « Déclaration des Droits de l'homme » devraient donc toujours commencer par la déclaration de leurs devoirs, devoirs qui ne vont pas sans impliquer de réels sacrifices de la part des citoyens.

Dans la hiérarchisation des devoirs biologiques, il faut donner la première place à ces devoirs patriotiques : chaque homme doit aimer sa patrie plus que soi-même, plus que tout, et doit être disposé à lui sacrifier tout, même sa vie et celle de ses enfants.

La biologie humaine doit régler les rapports mutuels des diverses nations et fixer leurs devoirs réciproques (*morale internationale*) : chaque nation doit le respect à la vie des autres nations...

Quelles modifications l'état de guerre apporte-t-il à cette morale internationale?

La biologie humaine considère la guerre comme un mal, un fait antiscientifique, contraire au développement et au progrès réguliers de l'humanité, mais c'est un fait dont elle est obligée de tenir compte et un fait inéluctable. Tant qu'il existera des nations de proie et de conquête (et il est vraisemblable qu'il en existera toujours), les autres pays seront bien obligés de se défendre, d'accepter et de faire la guerre, s'ils veulent, comme c'est leur devoir, échapper à la mort et à l'absorption. C'est donc un devoir, pour toutes les nations, de se tenir prêtes pour la guerre : *Si vis* VITAM, *para bellum.* L'internationalisme intégral et passant dans les actes, même le pacifisme outré, paralysant et énervant l'action de préparation militaire, sont des crimes contre la patrie.

Cela posé, le respect de la moralité et du droit reste la loi de la société humaine en état de guerre comme en état de paix. Voilà pourquoi les Allemands ont soulevé l'indignation publique et uni-

verselle, d'abord quand ils ont commis la série de crimes que l'on sait, surtout quand ils ont voulu justifier les actes de barbarie par une doctrine philosopique. Ostwald a dit nettement : « La culture allemande est supérieure à toutes les autres; l'Allemagne a le droit de l'imposer aux autres nations par la force et, pour cela, tous les moyens sont bons et justes. » Et l'empereur cite ces vers de Kleist : « Que nous importe la règle suivant laquelle est abattu notre ennemi... La règle qui l'abat est la plus haute de toutes. » Les Allemands, dit excellemment Lavisse, « n'admettent pas l'existence d'une société des nations, régie par des règles internationales... Les Allemands philosophes confirment leur négation du droit des faibles à la vie par la théorie de la lutte pour l'existence, où le plus faible est une proie assignée au plus fort ». D'un mot, comme je l'ai dit en commençant à propos du livre de P. Chalmers Mitchell, les Allemands fondent leurs doctrines de barbarie sauvage sur la biologie générale; ce qui est antiscientifique et faux, l'homme étant soumis aux lois, tout autres, de la biologie humaine.

7. Dans cette revue des grandes idées directrices de la vie humaine, on ne peut pas laisser de côté l'*idée métaphysique* et l'*idée religieuse*, qui ont une si grande et si haute influence sur la vie de tous. La métaphysique et la religion n'appartiennent pas à la biologie humaine, qui n'emploie que la méthode positive et expérimentale. La biologie humaine admet, utilise et étudie l'idée métaphysique et l'idée religieuse comme des *faits psychiques*, dont elle ne recherche pas et dont elle ignore les origines.

Comme fait psychique *métaphysique*, le biologiste humain constate, au fond de l'esprit humain, la présence plus ou moins consciente, mais toujours réelle, des idées nécessaires, absolues et universelles, idées-lois du raisonnement et de la conduite de l'homme; et il les utilise pour édifier sa logique et sa morale biologiques.

L'étude positive et expérimentale de l'homme découvre de même, dans l'esprit humain, le fait psychique *religieux*, qui est constant et universel et qui s'affirme ainsi comme un caractère spécifique de l'homme. La biologie humaine non seulement constate mais utilise ce fait psychique religieux, notamment comme puissant moyen de forte éducation intellectuelle et morale, de développement psychique, comme argument de premier ordre pour faire exécuter les lois biologiques, pour fortifier et répandre les idées de devoir et d'obligation morale, en même temps que pour préciser la notion de sanction... Les enseignements de l'Evangile complètent merveilleusement les enseignements de la morale biologique en leur donnant une hauteur et une autorité que la science positive est incapable de communiquer...

Conclusions.

Mon but en écrivant cet article n'était pas seulement de démontrer que l'*idée fait la force de l'homme* : ceci est presque banal et accepté généralement. Mais j'ai voulu surtout démontrer que cette proposition peut être considérée comme une *loi de biologie humaine* et par conséquent promulguée au nom de la science, positive et expérimentale, c'est-à-dire au nom d'une autorité universellement incontestée aujourd'hui.

La biologie humaine, ou science de l'homme espèce fixée, devient ainsi la base et le point de départ d'une doctrine philosophique complète, que j'ai proposé d'appeler : l'*idéalisme positif* [1].

Cette doctrine mérite d'abord le qualificatif de *positif*, parce qu'elle emploie exclusivement la méthode positive (scientifique, expérimentale, objective et subjective); elle n'aboutit ainsi qu'à des rapports et des lois, sans avoir la prétention de pénétrer les essences et les origines; elle garde exclusivement, comme contenu, ce que peut donner la méthode positive et exclut ce que cette méthode ne peut pas atteindre.

Cette doctrine mérite aussi d'être classée parmi les doctrines *idéalistes*, parce qu'elle part, en tout et toujours, de l'analyse et de l'étude de l'idée, du fait psychique humain; ce sont les lois biologiques du psychisme humain et les modes de réaction de ce psychisme à ces lois, qui constituent le fond même de cette doctrine.

Le point essentiel et capital de cette construction doctrinale, que révèle et démontre bien la physiopathologie humaine, est la notion de la *force de l'idée*, de l'*activité* certaine, propre, scientifiquement démontrée, du *neurone psychique*, *instrument matériel de la pensée*.

Ainsi défini, l'idéalisme positif prend aux positivistes leur méthode scientifique et aux idéalistes leur point de départ et leur objectif dans le phénomène psychique humain.

Sans porter atteinte aux convictions métaphysiques et religieuses de chacun, il édicte, au nom de l'autorité incontestée de la science positive et expérimentale, les lois de la biologie humaine pour le raisonnement et la conduite des individus et des nations et constitue ainsi une doctrine complète basée sur *l'étude positive de l'idée*.

Docteur Grasset,
professeur honoraire à la Faculté de médecine
de l'Université de Montpellier.

[1] « L'idéalisme positif », *Revue philosophique*, février et mars 1917.

CHARLES BAUDELAIRE

Voici cinquante ans qu'il est mort. Il n'avait que quarante-six ans et ne laissait, au fond, qu'un livre, mais quel livre : *les Fleurs du mal!* ses autres œuvres ne comptant presque que comme pièces justificatives.

Lorsqu'on le relit, on s'aperçoit que ce livre, l'un des plus grands du dix-neuvième siècle, a été le pivot sur lequel la poésie française a tourné irrésistiblement.

Hugo ne menait à rien qu'à lui-même. Il épuisait tous ses thèmes. Les Gautier, les Leconte de l'Isle, les Banville, puis les Parnassiens s'enfermaient dans leur œuvre comme le ver à soie dans son cocon. Ils n'avaient d'idées que juste ce qui leur était nécessaire. Le livre de Baudelaire annonçait un monde nouveau et une poésie nouvelle. *Les Fleurs du mal* étaient comme une réplique moderne au poème du Dante. Comme pour le grand Florentin, on se serait volontiers montré dans Baudelaire l'homme qui revenait de l'Enfer.

Selon l'expression de Verlaine, il s'agit là d'un poète maudit, dont le libertinage intellectuel attire le malheur, pour avoir commis le mystérieux et inexpiable péché de l'esprit.

D'où vient cela? Du titre de son livre sans doute, du scandale qu'il fit et de l'éblouissement violent causé par sa sombre beauté.

Et cependant, quels qu'eussent été alors le scandale et l'éblouissement, ce livre méritait plus encore, car il y avait en lui quelque chose de transcendantal, une signification et une portée qui passaient de beaucoup celles qu'on commença par y entrevoir.

Habent sua fata libelli. Plus on y songe et plus profond apparaît le mot de Juvénal : certains livres ont vraiment leur destinée, et cette destinée a parfois quelque chose qui n'a même plus de proportions avec le but visé par l'auteur. Certains chefs-d'œuvre sont des réussites incroyables et pleines de conséquences inattendues.

Les six pièces condamnées, arrachées aux *Fleurs du mal* par le tribunal, ne nous apparaissent plus aussi belles; leur éclat s'est

flétri loin de la gerbe d'où elles furent violemment retirées. Maintenant qu'elles sont hors du livre, les y admettre en dérangerait presque la figure. Sans elles, le livre a pris une noblesse mystérieuse. Il prend place parmi les grands livres qui, nés plus ou moins du christianisme, intéressent l'âme et en fixent immortellement quelques traits.

L'Esprit de Dieu souffle où il veut, et plus d'un Balaam a prophétisé qui n'y songeait pas.

Quoi qu'il en soit, l'auteur avait juvénilement escompté le scandale que feraient ces pièces pour le lancement de son œuvre. Elles justifiaient le titre de *Fleurs du mal.* Elles sont probablement à l'origine du livre, qui s'est formé autour d'elles.

La plus belle strophe de la plus belle des six : *Lesbos*, provient visiblement d'une poésie de Baudelaire collégien, dans laquelle il y avait un vers dont la hardiesse réussie dut être pour lui une révélation de ce qu'il pouvait faire. Il transporta ailleurs ce vers qu'il enchâssa dans une strophe mieux ciselée; la strophe donna le ton à la pièce, et la pièce, ennoblie par son titre, contribua à donner le ton à tout le livre.

Ainsi, d'une polissonnerie pompeusement rimée par un élève de rhétorique, devait prendre naissance toute une somptueuse poésie. En tout cas, je suis persuadé que cette pièce orienta l'esprit de Baudelaire, détermina non seulement le titre de l'ouvrage, mais le choix des sujets traités et le ton de son style.

Et cependant cette pièce, qui l'avait mis sur sa voie, a pu disparaître du recueil sans lui nuire, parce qu'il avait trouvé infiniment mieux par la suite et que la perversité de sa manière s'était élevée vers ces régions supérieures où dut être commis « le péché de l'esprit » et qui furent le théâtre de la chute des anges.

*
* *

Analyser Baudelaire et l'âme où germèrent ses admirables et suspectes *Fleurs du mal* est assez difficile, parce qu'il s'agit de causes complexes, si bien entrelacées qu'elles se présentent toutes à la fois et s'enchevêtrent les unes dans les autres.

Cependant la première impression qui se dégage de l'œuvre si sombrement splendide et de l'homme au visage à la fois si triste et si aristocratiquement fier et singulier, c'est cette double impression de beauté originelle et de déchéance, à laquelle je viens de faire allusion. Il semble que pour Baudelaire il se soit passé, à un moment ignoré, dans les profondeurs les plus mystérieuses de la conscience, une chute analogue à celle des anges, car nul

visage n'en porte mieux les stigmates, nulle poésie ne témoigne de plus de désolation profonde.

Baudelaire manque de la note tendre. Il n'y a peut-être qu'une seule pièce de lui où sa mélancolie se trempe de larmes. C'est celle qui commence par ce vers :

La servante au grand cœur dont vous étiez jalouse, etc.

On n'en remarque pas davantage dans les lettres de lui que nous connaissons. C'est un cérébral pur dont le cœur semble desséché. Et pourtant, chez un tel poète, quel trésor de sensibilité frémissante et délicate son âme avait dû primitivement contenir! On n'arrive pas à sa puissance d'amertume sans avoir beaucoup aimé; l'amertume et l'ironie sont les résidus suprêmes d'une sensibilité évaporée; leur intensité, leur mordant attestent la vivacité du sentiment primitif qu'elles ont remplacé.

La douleur, les chagrins, les déceptions ne tuent pas la tendresse. Ils la font se replier sur elle-même, ils la mettent en méfiance, mais au premier moment de sécurité elle éclate avec plus de force et d'accent, elle se livre dans un cri.

Rien ne la trahit, au contraire, chez Baudelaire qui ne trouve que des accents d'épouvante et des images de désespoir. Entendons-nous. Il ne manque pas de bonté, il est capable d'inspirer et d'éprouver l'amitié, mais il ne nous émeut pas et ne songe pas davantage à nous émouvoir. La fibre est morte. Il le sait et en souffre atrocement. Il est vraiment le déchu.

Quomodo cecidit?

Il doit y avoir eu à cela une cause, comme seuls les confesseurs en connaissent, une chute d'enfance ou d'adolescence, un empoisonnement de l'âme, dus à quelque faute secrète et profonde. De telles chutes n'ont pas pour tous la même gravité; tout dépend de la hauteur d'où l'âme tombe, tout dépend de la délicaesse de cette âme. Chez Baudelaire enfant, cette délicatesse avait dû être exquise. Quoi qu'il en soit, ses premiers vers de collégien sont déjà des vers impurs et effrontés.

De bonne heure aussi, nous le savons par ses lettres, il contracta la terrible maladie dont il devait mourir, cette maladie dont Léon Daudet a dit qu'elle développe chez ceux qui en sont atteints la faculté verbale et le don du mot brillant. Et chez lui, en effet, le mot a un éclat fiévreux; il s'épanouit en fleur funèbre et semble tirer sa substance et vivre du mal du poète auquel il tiendrait encore par d'invisibles radicelles.

Quoi qu'il en soit, ce que je viens de dire n'a de sens que du point de vue catholique. Et il est très vrai qu'il n'y a pas eu au

dix-neuvième siècle un seul poète de mentalité aussi profondément catholique que Baudelaire ni qui ait été plus croyant que lui. Paul Souday l'accusait d'avoir affecté le style dévot. Si le mot « affecté » convient dans une certaine mesure à Baudelaire, j'ajouterai qu'en se proclamant lui-même « artificiel », il se vantait, car il écrivait dans le style qu'il pouvait et non dans le style qu'il voulait. Et s'il pratiquait le style dévot, c'est qu'il ne réussissait que par là, c'est que les beaux vers ne lui venaient que dans ce style et, par conséquent, que ce style lui était bien naturel, était formé de tout ce qu'il y avait de plus haut et de plus pur dans sa nature profonde. Lui-même se peint

Trébuchant sur les mots comme sur les pavés,
Heurtant parfois des vers depuis longtemps rêvés.

Les Fleurs du mal donnent, en effet, l'impression d'un poème enseveli sous les sables dans l'âme de Baudelaire, comme une construction chrétienne, autrefois dévastée et ruinée, et dont il eût retrouvé, sans la pouvoir reconstruire, d'incomparables débris, rangés ensuite dans son livre comme dans un musée lapidaire. Ce sont les fragments d'une *Divine Comédie* dont le rhapsode n'a pu retrouver le plan ; les ruines d'un poème inconnu et utilisées par Baudelaire le mieux qu'il a pu.

Baudelaire avait cette richesse en lui, il en avait le sentiment ; il n'était quelqu'un que par ce trésor, il l'a compris et il s'est efforcé de redevenir le plus possible l'homme lointain qui, à son insu, avait créé cela en lui et qui n'était autre que lui-même, un Charles Baudelaire type et vraiment représentatif, mais mort ou devenu fou, à qui il fallait arracher son œuvre bribe par bribe.

Ce Baudelaire type était chrétien et ne pouvait être autre que chrétien. C'était à prendre ou à laisser.

Mais l'autre, le Baudelaire courant, le Baudelaire d'avant la découverte de son génie, le Baudelaire écolier, était un assez pauvre imitateur de Lamartine, de Musset et d'Auguste Barbier, comme on le peut voir d'après quelques poésies de jeunesse, qu'on a conservées de lui. N'ayant pas de personnalité et ne se connaissant pas lui-même, il n'exprimait alors que des sentiments qui n'étaient pas de lui, mais de la littérature de l'époque. Une fois devenu lui-même, il fut catholique ; il le fut non seulement en tant que poète, et par une nécessité congénitale à son génie, il le fut encore librement et par une adhésion totale de sa raison, contraire en cela à Théodore de Banville qui, bon croyant dans son intimité familiale, maudissait innocemment sa religion dès qu'il écrivait en vers et pleurait les dieux de l'Olympe. Il arrive en effet parfois, et

Banville en est un curieux exemple, que le génie poétique d'un homme soit en contradiction avec ses goûts et ses croyances et lui fasse écrire juste le contraire de ce qu'il pense et de ce qu'il sent, comme si, dès qu'il prend la plume, c'était un autre qui dictât. Dans ce cas, l'harmonie se rétablit dans la fantaisie et dans une sorte de léger et gracieux scepticisme.

Mais chez Baudelaire le poète et l'homme concordent. S'il se prétend artificiel, c'est à force de loyauté scrupuleuse envers lui-même. On sent que son éducation catholique lui a donné l'habitude des examens de conscience les plus minutieux et les plus stricts. Tout ce qui n'est pas la traduction exacte de son état d'âme ou de sa pensée, il le confesse factice, il y voit un mensonge superbe, qu'il attribue à la perversité foncière de sa nature et, comme il s'y complaît et en conçoit de la fierté, il s'en fait un péché dont il ne peut éprouver de repentir et qui par conséquent risque de le séparer éternellement de Dieu et de le damner. Tel est le drame véritable et tout intime de Baudelaire, le drame dont il est le sombre Hamlet.

Ainsi il pousse à la dernière limite la franchise envers lui-même et envers le monde et ce faisant dénonce publiquement ses artifices et son cabotinage. Il avoue jouer un rôle et met son orgueil à le bien jouer, à être un artiste, au sens néronien du mot. Il déclare aimer le faux et préférer les beautés fardées aux beautés naturelles.

Il pose au détracteur de la nature, il rêve, par opposition aux paysages naturels, des paysages de pierres rares.

Tout cela vient du besoin impérieux que sa conscience scrupuleuse lui crée d'être logique avec lui-même, de se mettre d'accord avec lui-même, de ne pas bénéficier d'une estime qu'il ne croit pas mériter, de ne pas voler les louanges dues à l'honnète homme, alors qu'il sent n'avoir droit à l'admiration que pour les dons funestes et malfaisants qui lui ont été départis.

Son cas bien étudié lui paraît être un cas de décadence. Il s'empresse de se proclamer poète de décadence, il met à se reconnaître rhéteur la même hâte que les autres à protester de leur sincérité. Lucain est son poète préféré parmi les anciens. Il signale aux vers du poète latin les mêmes marbrures de décomposition qu'aux siens. Et certes il a un peu raison, quoique de tous les poètes ses contemporains il soit peut-être le moins décadent et le moins rhéteur. Seulement, les autres le sont sans s'en douter, un peu sottement par conséquent, tandis que lui a la supériorité sur eux de n'être point dupe.

Cette loyauté, cette sincérité foncières reposent en Baudelaire sur une âme croyante et mystique. « Toutes les hérésies actuelles,

écrit-il à Toussenel, ne sont que la conséquence de la grande hérésie moderne : la suppression de l'idée du péché originel. »

C'est là, en effet, le dogme fondamental du christianisme. Ce dogme, Baudelaire l'admet avec toutes les conséquences qu'en ont tirées les théologiens. Et il ajoute dans cette même lettre à Toussenel : « La nature entière participe du péché originel. »

Il croit au diable. « De tout temps, écrit-il à Flaubert, j'ai été obsédé par l'impossibilité de me rendre compte de certaines actions ou pensées soudaines de l'homme, sans l'hypothèse de l'intervention d'une force méchante et extérieure à lui. Voilà un gros aveu, dont tout le dix-neuvième siècle conjuré ne me fera pas rougir. »

Ailleurs, il note qu'on sent la présence du diable plus que la présence de Dieu et qu'on affecte cependant de croire en Dieu et de ne pas croire au diable.

Il a donc bien, sur de tels sujets et sur « le sens de la vie », les conceptions, les idées d'un moine du moyen âge, d'une grande âme angélique tombée qui aurait gardé dans sa chute toute sa foi, toute sa clairvoyance, et serait resté consciemment sous le cilice l'orgueilleux, le révolté, le perverti, l'inassouvi, capable de célébrer magnifiquement les louanges de Dieu, mais incapable de l'aimer. Il se peint ainsi lui-même dans le sonnet *Le mauvais Moine* :

> Mon âme est un tombeau que, mauvais cénobite,
> Depuis l'éternité je parcours et j'habite,
> Rien n'embellit les murs de ce cloître odieux.
>
> O moine fainéant, quand donc pourrai-je faire
> Du spectacle vivant de ma triste misère
> Le travail de mes mains et l'amour de mes yeux?

C'est la pensée du moyen âge revêtue de la belle langue du dix-septième siècle.

Mais la pensée du moyen âge ne fut-elle pas l'âme du style du dix-septième siècle? Vraiment, plus on réfléchit sur le style des écrivains du siècle de Louis XIV, et plus on est frappé de la part prépondérante que l'Eglise a eue à sa formation et par conséquent de ce qu'il garde encore d'irréductiblement médiéval dans son esprit. Tertullien, saint Augustin, saint Jérôme, voilà au fond les vrais, les premiers maîtres et informateurs de la pensée et de la langue françaises et par là de la pensée moderne qui nous vint par Pascal, Bossuet, les gens de Port-Royal, les grands prédicateurs avec leur verve, leur véhémence, leur âpre ironie de moralistes. L'influence de la Renaissance, qu'on est porté à croire si considérable, se limite à quelques cantons de la poésie. Mais les grands débats, les grandes écoles restent plus théologiques que politi-

ques ou philosophiques. Et il n'y eut pas alors d'événement plus impressionnant que le jansénisme.

Baudelaire est doublement un fils de ce dix-septième siècle-là par son style et par la nature de ses préoccupations. Je soupçonne même qu'il subit fortement l'empreinte janséniste. Il parle quelque part du récit des miracles du diacre Pâris comme d'un des plus beaux livres qu'il ait lus. Je sais bien qu'une telle affirmation, venant de Baudelaire, n'a qu'une signification relative et qu'il affectait volontiers de se passionner pour des questions indifférentes. Je sais qu'il faut faire la part de son goût pour la mystification, mais ce goût se traduisait surtout dans ses propos parlés, on en trouve peu de traces dans ses lettres ou ses notes qui trahissent au contraire une grande sincérité. Je crois plutôt que ce qui le séduisit dans cette relation, c'en fut le côté merveilleux et l'appareil de diableries. Reste à savoir s'il ne l'avait pas lue, une première fois, dans son enfance, comme un livre d'édification.

En tous cas, le christianisme grave, nu, orgueilleux, désolé, qui anime *les Fleurs du mal* respire le sentiment janséniste. Et la préoccupation du diable en est une autre marque, le diable tenant d'autant plus de place dans la pensée d'un chrétien que l'amour de Dieu en tient moins. C'est l'effet ordinaire des doctrines qui ne parlent que de la crainte de Dieu et jamais du tendre et confiant abandon en sa bonté. Le christianisme illumine la pensée de Baudelaire, mais ne réchauffe point son cœur.

Baudelaire craint Dieu, mais n'ayant aucune familiarité avec lui, il en aurait plutôt avec le diable, dont la perversité intelligente le charme secrètement et avec qui il se sent beaucoup de ressemblance. Dans une note, après avoir défini Satan, il se demande si ce n'est pas le véritable type de la Beauté. Il penche visiblement vers le satanisme, sans y tomber profondément, je crois. Ses litanies de Satan ne paraissent qu'à moitié sincères et trahissent la rhétorique et le jeu d'esprit. Baudelaire aimait jouer avec le feu. Mais le plus souvent monte de son œuvre un long cri de détresse vers Dieu, un appel émouvant à son aide et à sa pitié :

— Soyez béni, mon Dieu, qui donnez la souffrance
Comme un divin remède à nos impuretés
Et comme la meilleure et la plus pure essence
Qui prépare les forts aux saintes voluptés !

Je sais que vous gardez une place au Poète
Dans les rangs bienheureux des saintes Légions
Et que vous l'invitez à l'éternelle fête
Des Trônes, des Vertus, des Dominations.

Je sais que la Douleur est la noblesse unique
Où ne mordront jamais la terre et les enfers,
Et qu'il faut pour tresser ma couronne mystique,
Imposer tous les temps et tous les univers.

Mais les bijoux perdus de l'antique Palmyre,
Les métaux inconnus, les perles de la mer,
Par votre main montés, ne pourraient pas suffire,
A ce beau diadème éblouissant et clair.

Car il ne sera fait que de pure lumière,
Puisée au foyer saint des rayons primitifs,
Et dont les yeux mortels, dans leur splendeur entière,
Ne sont que des miroirs obscurcis et plaintifs!

Il n'en reste pas moins que les démons pullulent dans l'atmosphère où pense Baudelaire; il les respire, il les entend ricaner, il les frôle, il les voit et nous les fait voir, en les colorant au passage, dans les rues de Paris, le soir :

Cependant des démons malsains dans l'atmosphère
S'éveillent lourdement comme des gens d'affaire
Et cognent en volant les volets et l'auvent.
A travers les lueurs que tourmente le vent,...

Ces démons, il les retrouve en lui, dans sa pensée, dans les yeux des passantes et des passants, dans leurs gestes.

Il en a peur et s'en amuse; il se sent d'autant plus leur proie que son hystérie, qu'il confesse « avoir cultivée avec passion », leur est un milieu plus favorable. Il les accueille afin d'observer en lui les effets de leur présence et dans l'espoir qu'il tirera quelque poésie du dérangement qu'ils y jetteront; il explore avec curiosité les chausse-trapes, les pièges qui annoncent les routes d'accès à la folie, et rôde autour de cette citadelle, pleine d'effrois, pour y surprendre les atroces scènes qui s'y passsent. C'est un malade que sa maladie, un condamné que son supplice attirent.

Il sait pourtant que le classicisme est la santé de l'esprit, mais il a fait son choix et, ne se sentant pas sain, il se glorifie d'être un poète de décadence. Son orgueil lui persuade que le décadent est celui qui souffre d'un excès de civilisation et qui s'est fait une seconde nature de tout ce qu'il y a en lui de capricieux, d'anti-naturel, de perversement et diaboliquement surnaturel.

Il cultive avec soin en lui des tares et des monstruosités qui le différencient des autres hommes et il finit par n'avoir presque plus rien de normalement humain. Certes, un Dante, un Shakespeare descendent peut-être aussi profondément que lui dans le domaine de la terreur et de l'horreur, mais ils ne prennent point pour eux les sentiments qu'ils expriment ainsi, ils se bornent à en animer cer-

tains de leurs personnages, auxquels ils opposent d'ailleurs de suaves figures. Le malheur de Baudelaire a été de venir dans une époque de lyrisme personnel et de s'identifier avec le héros de damnation, dont il se savait apte à rendre d'une façon effrayante les désespoirs et les blasphèmes, de les prendre à son compte et d'être sa propre et douloureuse dupe. Il s'est fait volontairement et par littérature une âme de damné, contrairement à la méthode de Gœthe, qui composait ses poèmes pour se libérer de ses passions et les rejeter vivantes et furieuses hors de lui. Et par là Baudelaire se rattache au romantisme, qui veut que le poète, au lieu d'être un simple travailleur et sculpteur, fabricant presque anonyme d'œuvres d'art, soit à lui-même son œuvre d'art principale, soit Hamlet ou Macbeth, c'est-à-dire un être étrange et surhumain, un héros de tragédie ou de roman et même une sorte de dieu. C'est proprement du cabotinage. Il faut dire que très peu y ont réussi et parmi ce petit nombre l'effrayante sincérité de Baudelaire lui a donné ce prestige. Il suffit de regarder ses portraits pour être saisi par son beau regard douloureux et pour y deviner une inquiétude, une souffrance, une fierté, une félinité, dont l'impression ne s'oublie plus et se mêle au souvenir de l'œuvre splendide comme un ciel nocturne et plein d'étoiles.

Jamais il n'y eut plus d'aristocratie intellectuelle que chez cet homme aux nerfs si fins et si sensibles et à cause de cela maladivement replié sur lui-même.

Il a le goût inné de la politesse, de la réserve, des bonnes manières, de la correction et de la sobre élégance dans la tenue. Jusque dans la plus noire pauvreté, il sait garder à son vêtement un cachet tout personnel; sous l'arrangement du plus simple sarrau il reste dandy. Il s'applique à ne ressembler en rien à ses confrères romantiques. Ils sont barbus et chevelus, il est rasé comme un prêtre et porte les cheveux courts; ils aiment les habits pittoresques, il recherche les couleurs sombres; ils sont bruyants, expansifs; il est renfermé, soigné dans ses propos, d'aspect impassible, il est grave et sérieux au milieu de ceux qui rient, empressé et plein de questions près de ceux qui n'ont pas envie de répondre, attentif et comme étonné où il n'y a pas lieu, bref prenant toujours le visage contraire à celui que voudraient les circonstances, et cela parce que, se sentant d'esprit supérieur à la plupart de ses contemporains, il a conscience des trous nombreux qu'il a et craint qu'on ne s'en aperçoive.

La vulgarité lui fait horreur; il a des timidités de jeune fille, des rougeurs et des embarras d'adolescent de grande famille. Au fond, lui-même le dit, à plusieurs reprises, il est l'homme-chat élégant

et souple, sédentaire et frileux, doucereux et un peu perfide, replié et méditatif, voluptueux et fantastique, ami du silence et des ténèbres, avec des yeux tantôt voilés, tantôt brillants comme des lampes et ayant toujours quelque peu l'air de revenir du sabbat.

S'il se désigne ainsi, ce n'est pas qu'il croie à la métempsychose, non! mais il est symboliste et ne voit dans le monde extérieur que des symboles et des images du monde intérieur. Chiens ou loups, chats ou moutons, pourceaux ou bœufs sont des représentations figurées des diverses espèces d'hommes, des idéogrammes animés et vivants. « La nature est un verbe, une allégorie, un moule, un repoussé... J'ai pensé bien souvent que les bêtes malfaisantes et dégoûtantes n'étaient peut-être que la vivification, corporification, éclosion à la vie matérielle des mauvaises pensées de l'homme », dit-il dans une lettre à Toussenel, qu'il loue pour cette phrase : « Chaque animal est un sphinx. »

N'est-ce pas la même pensée qu'il exprime superbement dans ces vers fameux :

La nature est un temple où de vivants piliers
Laissent parfois sortir de confuses paroles;
L'homme y passe à travers des forêts de symboles
Qui l'observent avec des regards familiers,

Comme de longs échos qui de loin se confondent
Dans une ténébreuse et profonde unité...
Vaste comme la nuit et comme la clarté,
Les parfums, les couleurs et les sons se répondent.

Ainsi le monde à ses yeux n'est qu'une allégorie; les univers ne valent que pour ce qu'ils signifient, ils sont des signes à interpréter, des éléments de la pensée, des symboles de la vie morale, des inscriptions que Dieu a donné à déchiffrer à l'homme, une ample parabole dont le sens profond concerne les rapports éternels de Dieu à l'homme.

« Les parfums, les couleurs et les sons se répondent », c'est-à-dire s'évoquent l'un l'autre, se peuvent substituer l'un à l'autre. C'est ce qu'il appelle les correspondances.

Le monde, en dernière analyse, n'est qu'une métaphysique, exprimée pour l'homme en langage figuré.

Telle est la fière philosophie de Baudelaire et qui l'apparente à Dante et à Pascal.

Lui-même il se compare à Hamlet tout en se traitant d'histrion et en se tournant amèrement en dérision. Et vraiment c'est bien ainsi qu'il nous apparaît, avec ses airs de prince pauvre et d'étudiant, sarcastique et somptueux, froidement extravagant, dépistant

les curiosités qu'il mystifie, c'est bien Hamlet, dans la scène du cimetière, tenant en main le crâne du pauvre Yorick et contrefaisant le fou qu'il tremble de devenir.

Moitié consciemment, moitié instinctivement, il s'efforce de fixer, dans une série de pièces de vers, les divers aspects de sa vie morale profonde et qui prennent ainsi le plus souvent une valeur de symboles. Il fait ainsi un très curieux travail de transposition. C'est de la poésie personnelle à deux degrés. Il part d'un sentiment souvent assez ordinaire, qui pourrait être du mauvais Musset; puis il le transfigure *artificiellement* par le choix des mots, qui l'élargissent et le généralisent.

En d'autres termes, le motif est banal. Le plus souvent la pièce de vers s'adresse à une femme. Beaucoup ont pour objet la triste Jeanne Duval la négresse, dont il chante l'incompréhension, les caprices, les grâces sauvages et tout ce qu'elle lui suggère de rêveries exotiques. En somme, il ne s'agit guère que d'aventures, comme en comportait sa vie de bohème. L'émotion tendre, ainsi que je l'ai dit, y fait à peu près défaut. Mais après quelques vers qui se traînent, brusquement lui apparaissent des images superbes et s'élèvent des vers pleins et sonores, qui dépassent de beaucoup le sujet. Il les retient seuls et rejette tous les autres. Quand il en a un certain nombre du même ton, il les réunit et les groupe dans l'ordre qui leur donnera le mieux une apparence de sens. Parfois il les tirera de pièces différentes. C'est ainsi que de fragments qui n'ont aucun rapport entre eux il composera un sonnet, qu'il appellera le *Guignon :*

Pour soulever un poids si lourd,
Sisyphe, il faudrait ton courage!
Bien qu'on ait du cœur à l'ouvrage,
L'Art est long et le Temps est court.

Loin des sépultures célèbres,
Vers un cimetière isolé,
Mon cœur, comme un tambour voilé,
Va battant des marches funèbres.

— Maint joyau dort enseveli
Dans les ténèbres et l'oubli,
Bien loin des pioches et des sondes,

Mainte fleur épanche à regret
Son parfum doux comme un secret
Dans les solitudes profondes.

Ou plutôt il y a un lien entre le premier quatrain et les deux derniers tercets. Baudelaire veut dire que bien des notations exquises se perdent, faute de temps pour les fixer d'une façon vraiment artistique.

Mais le deuxième quatrain, si saisissant, ou bien est étranger à la pièce, dans laquelle il a été inséré pour qu'il ne fût pas perdu ou bien était précédé et suivi d'autres strophes, qui l'amenaient, mais qu'il a dû supprimer, les trouvant trop faibles. Pourtant l'obscurité qui en résulte ajoute à la pièce un charme de mystère. Ce tambour voilé de crêpe qu'on y entend et qui passe au beau milieu de cette pensée mélancolique sur la difficulté de l'art et la brièveté du temps est d'un effet extraordinaire. Voilà une belle réussite produite par le jeu du goût et du hasard.

Baudelaire n'écrit pas ce qu'il veut. Il lui vient des vers par dessus le sujet qu'il aborde et qui sont comme les fragments de ce poème inconnu dont j'ai parlé, enfoui au fond de son âme, où il les retrouve morcelés et sans suite ni lien. Il les regroupe comme il peut, mais il n'a pas le sens de la grande composition.

Comme beaucoup d'autres, il est égaré par la révolution romantique dans un labyrinthe dont il ne parvient pas à sortir. Il est condamné au morceau détaché, au fragment. Depuis André Chénier, on dirait que ce fut la destinée de tous les grands poètes du dix-neuvième siècle, siècle d'attente, de recherches, d'essais, de méditation, siècle préparatoire dont il semble que nous allions enfin sortir.

Baudelaire, malgré tous ses efforts, n'a pu être que l'homme d'un seul livre et d'un livre composé de fragments, mais qu'anime une puissante unité intérieure et que peuple le plus poétique et le plus angoissant mystère. Là, errent dans les ténèbres des Hamlet et des roi Lear. Souvent, au milieu d'une pièce de vers, on entend tout à coup monter une plainte et un gémissement garés, dont la détresse vous poursuit :

> L'espérance qui brille aux carreaux de l'auberge
> Est soufflée, est morte à jamais !

Jamais, pour ma part, je n'ai pu me redire ces vers mystérieux sans une émotion de rêverie poignante.

Le livre est plein de choses pareilles. On a beau le relire, on est sans cesse surpris et saisi. C'est un monde d'évocations et de songes. Mais il représente le travail de peut-être dix-huit années. Chacune des pièces qui le composent a dû être reprise et refaite vingt fois, à des intervalles éloignés. Beaucoup ont dû être éliminées. Le poète n'a gardé que ce qui était irrévocablement réussi et a fait disparaître le reste, car il se rendait compte que, là où il n'était pas très beau, il était mauvais, gauche, lourd, presque « provincial ».

Et ceci nous dévoile une particularité de cette poésie, c'est

qu'elle est écrite *non à la manière des poètes, mais à la manière et dans le style des grands prosateurs.* Les vers de Baudelaire sont étonnamment bien écrits. On en distingue tout de suite la qualité exceptionnelle et le fort et brillant tissu. C'est taillé dans l'étoffe des grands mystiques et des grands sermonnaires du dix-septième siècle. Et cependant quel rythme, quelle cadence, quel bonheur, quelle sûreté, quel éclat dans les rimes !

Je suppose que c'est ce que voulait nous dire Heredia, lorsqu'il entreprenait de nous prouver que Baudelaire n'était pas un vrai poète. Un jour qu'il s'était particulièrement escrimé en sa démonstration et qu'il pensait nous avoir convaincus, je lui dis en souriant : « Et si nous lisions maintenant du Baudelaire. »

Il est, en effet, incontestable que la poésie de Baudelaire n'est qu'une somptueuse prose aux allures liturgiques et étonnamment versifiée; une prose à la Bossuet, toute brochée d'or et sertie de pierreries, d'une matière qui eût semblé à l'avance trop lourde pour le vers, si, par une sorte de miracle, elle ne se trouvait juste avoir la mesure, les césures, les rimes qu'exige le vers et réunir de naissance les avantages de la prose aux sonorités du vers. En d'autres termes, ce sont, si l'on veut, des vers de prosateur, mais si bien et si curieusement réussis qu'ils produisent plus d'effet et semblent plus beaux que les meilleurs vers des plus grands poètes.

Depuis, il y a eu des réussites moindres, mais analogues, et plus d'un prosateur à tempérament poétique, que ne satisfaisait pas entièrement la poésie française, s'est efforcé de l'enrichir des qualités de la prose. La prose poétique, ce genre bâtard, était née justement de la difficulté qu'il y avait à rendre certains effets en vers. La poésie avait des fuites dont se tuméfiait la prose, et l'on arrivait à un produit intermédiaire qui n'était ni vers ni prose, mais se développait aux dépens de l'un et de l'autre.

*
* *

Nous venons d'examiner quelques-unes des caractéristiques de Baudelaire et d'y reconnaître : 1° une nature exquise, précocement viciée au moral d'abord, au physique ensuite, d'où, chez lui, la ruine du sentiment compensée par un affinement cérébral extrême; 2° une grande aristocratie d'âme, qui ne fut pas altérée, mais plutôt aiguisée par le double virus; 3° une foi chrétienne indéracinable, quoiqu'un peu durcie par un jansénisme probable, d'où une tendance au désespoir et au mauvais mysticisme, celui qui, supprimant l'amour de Dieu, lui substitue la crainte et favorise la familiarité avec l'idée du démon et le satanisme; 4° la culture passionnée de son hystérie, comme s'il eût voulu en faire

littérairement commerce; 5° un certain histrionisme et cabotinage néronien, tenant à ce qu'au lieu de rejeter hors de lui, dans des œuvres d'art, dramatiques ou romanesques, les héros qu'il était fait pour créer et qui erraient en son imagination, il se complaisait en eux, les mêlait à sa vie et les jouait plus ou moins inconsciemment; 6° un goût très vif pour les questions de métaphysique et de théologie; une vie intérieure si absorbante, qu'elle le détournait de regarder au dehors et d'aimer les spectacles de la nature, en qui il dédaignait les réalités pour n'en goûter que les emblèmes, d'où son *symbolisme* à la fois instinctif et raisonné; 7° un style de grand prosateur en vers.

De ces caractéristiques, les unes résultent de ses qualités natives, de la délicatesse de ses organes nerveux et mentaux, de sa distinction originelle, de sa tendance à la vie intérieure, à la méditation, au rêve; les autres représentent les altérations morbides de sa sensibilité et le précoce déplacement d'équilibre, résultat de la faute; le reste est le produit normal des circonstances.

On nous représente le père de Baudelaire comme un grand bourgeois de Paris, plein de finesse et d'aristocratie, ami de Cabanis et des philosophes du dix-huitième siècle. Il est assez curieux qu'un tel père ait donné naissance à un fils croyant et mystique; peut-être ce père honnête homme et charmant contribua-t-il, sans le vouloir, par *sa largeur d'idées*, à perdre l'âme de son fils; peut-être le collège fit-il tout le mal. Ne connaissant rien de la vie intime de cette famille, j'en suis réduit sur ce point et d'autres à des conjectures. Baudelaire perdit son père d'assez bonne heure et sa mère se remaria au colonel Aupick. Ce second mariage de sa mère fut un désastre moral pour le poète, à qui il semble avoir causé un cruel et universel désenchantement. Elle tomba pour lui de son piédestal. A partir de ce moment, il se sentit seul dans la vie et cessa de croire à beaucoup de choses. Par protestation, sa douleur dut lui faire commettre beaucoup de sottises. Quand, après des années de guerre ouverte ou dissimulée entre eux, un second veuvage lui rendit sa mère, il était trop tard; Baudelaire, devenu un poète célèbre, était perdu sans remède; en tous cas, il n'était plus en son pouvoir ni au pouvoir de personne de changer le cours de sa vie ni de revenir sur l'irréparable. La figure historique du poète était achevée et il était visible, dès lors, que le poids du passé ne lui permettrait pas, malgré sa jeunesse relative, de se relever et de gravir les autres sommets entrevus. C'est à ce sentiment que répond, je crois, le douloureux et obscur sonnet du Guignon, dont j'ai parlé plus haut.

Quoi qu'il en soit, sa mère, en se remariant, lui fit faire ce voyage aux Indes, qui décrocha son âme et acheva de lui révéler son inquiétude éternelle, sa nostalgie des pays lointains d'où quelque ancêtre inconnu avait dû revenir.

Ah! ce voyage, c'est toute la lumière et toute la joie des *Fleurs du mal!* Il en garda surtout l'image du vaisseau qui part et du vaisseau qui aborde en quelque lointaine Singapoor aux odeurs de musc et de goudron, avec ses allées de cocotiers et de tamaris où passent de beaux esclaves, vivantes statues de bronze. Nuls vers ne partent comme les siens, emportés par un tel irrésistible rythme et par un pareil vent de rêve et de mélancolie. On y entend résonner les cordages, monter les clameurs et les chansons des passagers et des matelots.

Je vois un port rempli de voiles et de mâts
Encor tout fatigués par la vague marine,
Pendant que le parfum des verts tamariniers,
Qui circule dans l'air et m'enfle la narine,
Se mêle dans mon âme au chant des mariniers.

Après ces vers délicieux, admirez celui-ci avec son ample mouvement de vague :

Fortes tresses, soyez la houle qui m'enlève!

J'ai, dans un précédent article, parlé de la ravissante musique des vers de l'*Invitation au voyage* :

Mon enfant, ma sœur
Songe à la douceur
D'aller là-bas vivre ensemble!...

Mais l'esprit symboliste du poète lui fait appliquer ces rythmes si puissamment nostalgiques à son proche départ de la vie pour les mers funèbres et les îles de la mort.

Nous nous embarquerons sur la mer des ténèbres
Avec le cœur joyeux d'un jeune passager...
O mort, vieux capitaine, il est temps, levons l'ancre.
Ce pays nous ennuie, ô mort! Appareillons!
Si le ciel et la mer sont noirs comme de l'encre,
Nos cœurs que tu connais sont remplis de rayons!

*
* *

A ces élans éperdus, à ce souffle du large, qui le sollicitent et l'emportent parfois brusquement, s'oppose le plus souvent le génie maladif et casanier du poète, né à Paris, rue Hauteville, car ce n'est pas une des moindres caractéristiques de Charles

Baudelaire que d'être né bourgeois de Paris, ce qui l'apparente avec Boileau, Voltaire, Beaumarchais et ce qui explique beaucoup de choses.

Il a grandi et vécu loin de la nature et des champs. Son âme s'est peuplée au spectacle des rues et des passants de Paris, de ses pierres monumentales, de ses cimetières, de ses hôpitaux, de ses casernes, de son fleuve et de son ciel.

> Les deux mains au menton, du haut de sa mansarde,

comme il a su voir

> Les tuyaux, les clochers, ces mâts de la cité,
> Et les grands ciels qui font rêver d'éternité...
> L'étoile dans l'azur, la lampe à la fenêtre,
> Les fleuves de charbon monter au firmament
> Et la lune verser son pâle enchantement...
> L'aurore grelottante en robe rose et verte
> S'avançant lentement sur la Seine déserte !

Et quelle évocation dans les deux vers qui suivent :

> La diane chantait dans la cour des casernes
> Et le vent du matin soufflait sur les lanternes !

Quel sobre et étonnant don descriptif !

Baudelaire presse les choses sous les mots et les transporte toutes vivantes dans ses vers. Il leur communique l'éclat fiévreux qu'elles avaient pour ses sens aiguisés par la maladie, pour ses yeux passionnés et exacts jusqu'en leur délire.

Ce ne sont plus des mots, ce sont les choses elles-mêmes, et Baudelaire serait un de nos plus parfaits réalistes si, par un don effarant, il n'arrivait à ensorceler ces mêmes mots et ces réalités, à leur faire rayonner de l'épouvante et du mystère. C'est le Virgile de la peur, du spleen et du dégoût.

De la rue Hauteville, il avait dû voir souvent passer devant l'église Saint-Vincent de Paul des enterrements, et, depuis lors, il ne cessait d'en défiler dans sa mémoire morne et sa pensée.

> Et de longs corbillards sans tambour ni musique
> Défilent lentement dans mon âme. L'Espoir,
> Vaincu, pleure, et l'Angoisse, atroce, despotique,
> Sur mon crâne incliné plante son drapeau noir.

Que dites-vous aussi de cette vision des fièvres,

> Qui, le long des grands murs de l'hospice blafard,
> Comme des exilés, s'en vont à pas traînards
> Cherchant le soleil rare et remuant les lèvres ?

Sous chacune de ses images il y a l'empreinte d'un souvenir particulier. Baudelaire n'a pas besoin des images des livres; il s'en est fait d'autres avec tout ce qui a heurté sa fine sensibilité enfantine et surpris son attention ou sa curiosité. Sa poésie est faite du contraste entre la noblesse désespérée du sentiment et de la pensée et la brutalité canaille du symbole, dont il use pour les exprimer. Ses images ne sont ni géorgiques, ni pastorales; elles ne comportent, au lieu de silhouettes de laboureurs ou de bergers, que des gestes d'ouvriers, d'artisans, d'ivrognes, de filles, d'apaches. C'est le Virgile du carrefour et, en vérité, depuis Virgile, il n'a été écrit dans aucune langue des vers plus beaux et plus virgiliens. Et la pire offense qu'on ait faite au génie de Baudelaire a été de croire qu'on pouvait l'imiter. Cette imitation n'a tenté que des âmes triviales et si basses qu'elles ne se sont même pas aperçues de la distance infinie qui les séparait de cet aristocrate souverain.

Seuls, Paul Verlaine et Mallarmé se sont partagé, en pieux disciples, quelques-unes de ses plumes d'archange noir. Et il leur a suffi, à chacun, de s'en parer artistement, pour faire figure à leur tour de grands poètes. Toute la poésie symboliste et décadente est sortie de lui.

Brunetière, en l'attaquant, n'a pas évité quelque ridicule. Brunetière manquait essentiellement du sens critique et n'était qu'un adroit dialecticien et un sophiste passionné; il raisonnait de poésie en géomètre et mesurait l'art avec une chaîne d'arpenteur, mais il avait le goût des constructions carrées, ce qui est déjà quelque chose, et son passage dans la critique n'eût-il servi qu'à nous rappeler que la littérature n'est pas seulement une question d'écriture mais une question monumentale, il aurait tout de même bien mérité de notre gratitude. Cependant il ne voyait les idées que d'équerre. L'art dramatique était représenté à ses yeux par Paul Hervieu et la poésie par Heredia. Ces deux hommes lui semblaient les deux guides les plus sûrs dans la voie du retour aux grandes règles classiques, ou plutôt il croyait que le classicisme s'était incarné de nos jours dans ces deux têtes représentatives, qui lui paraissaient les mieux faites de toute la génération. C'est sans doute après une conversation avec Heredia qu'il crut de son devoir d'en finir avec Baudelaire. Il s'avisa pour cela de classer les poètes en visuels, en auditifs, en tactiles et en olfactifs et c'est dans cette dernière catégorie qu'il rangea Baudelaire, à cause de son goût prédominant pour les parfums, ce qui lui parut un signe d'animalité plus que de spiritualité; une poésie qui se réclamait du sens de l'odorat lui sembla méprisable...

La vérité, c'est qu'il n'y a pas de proportion entre Baudelaire et Heredia. Et si Baudelaire s'est proclamé lui-même un poète de décadence, il l'est certes, mais avec une supériorité écrasante, non seulement sur Heredia, mais sur Leconte de Lisle, Banville, Gautier, qui, eux aussi, sont à d'autres points de vue des poètes de décadence, des continuateurs de Stace, de Martial, de Lucain, de Sénèque, de Claudien, d'Ausone. Tous ces grands Parnassiens ont été des fournisseurs de beaux morceaux à lire aux amateurs de poésie livresque et de bonne rhétorique dans le goût latin et la tradition des plus illustres grammairiens. Ce sont jeux d'esprit charmants, auxquels sourient et se complaisent les civilisations finissantes.

Mais qui ne sent qu'il y a autre chose dans Baudelaire et que ce poète est d'une autre famille intellectuelle et aristocratique. Qui ne sent que son livre est de ceux qui apportent un témoignage essentiel sur la civilisation au milieu de laquelle ils sont nés et qu'il en est peu, au cours des âges, qui aient atteint une pareille signification et soient plus irremplaçables!

Quel ton grave et d'outre-tombe, quel lyrisme reproduisant la majesté de certaines antiennes liturgiques, quels accents de détresse, quels appels vers Dieu, suivis de quelles ironies démoniaques! C'est comme les fragments d'une dispute solennelle entre les Anges, les Démons et l'Homme! d'un nouveau livre de Job, dont manqueraient les feuillets consolants et vraiment divins. C'est un chant mystique incomparable sur la désolation d'une âme noble envahie par le péché, l'esprit du mal et la mort.

Baudelaire, avec un sens classique rare, sait boucler une poésie et, l'achevant en forme d'apologue, en fait un petit poème complet.

De ces petits poèmes il y a un grand nombre dans le recueil des *Fleurs du mal*. Beaucoup ont la forme du sonnet.

Mais les sonnets de Baudelaire offrent cette perfection de faire oublier qu'ils sont des sonnets et semblent la forme idéale de ces petits poèmes qu'on ne peut concevoir écrits autrement, tant ils donnent une impression d'éternité et de plénitude, tandis que ceux mêmes de Heredia ont peine à contenir les mots et les images et rendent visible la peine qu'ils ont coûté à leur auteur. En d'autres termes, l'emploi du sonnet est si naturel à Baudelaire qu'il apparaît commandé par le sujet, tandis que chez Heredia il est toujours un peu artificiel.

Heredia, Gautier, Banville furent surtout d'exquis lettrés et de merveilleux artisans de vers, des poètes humanistes. Leur ambition fut de prendre rang à la suite des Catulle, des Tibulle, des Properce et de nous en donner l'équivalent en français pour la

plus grande joie de ceux dont la vie supérieure n'est qu'une rhétorique prolongée.

Et cela même n'est pas peu de chose. Il est bien qu'il y ait des poètes pour maintenir le passé vivant parmi nous et perpétuer la trame de la civilisation. Ceux-là furent des poètes latins antiques. Baudelaire est un grand poète des temps modernes, des temps chrétiens, de la famille médiéviale des Dante et des Shakespeare.

Comme Dante et Shakespeare, il ne rêvait pourtant que d'être un homme de lettres, un homme qui s'élevât à la poésie par la profondeur de sa méditation et l'acharnement de son travail. Il fut terriblement sincère, car il ne voulait pas se tromper, et sentant qu'il n'écrivait pas ce qu'il voulait et que l'expression chez lui, pour être bonne, devait dépasser le sujet, il s'accusa ingénument d'artifice et de rhétorique. Il se crut emphatique, parce que, parti de sujets pleins de banalité, il traduisait à ce propos les sentiments profonds de son âme superbe, et que, croyant parler de Jeanne Duval, il parlait en réalité des misères éternelles de l'âme en proie aux démons.

Ayant vite reconnu son incapacité de faire de la poésie avec des sentiments vulgaires, il rechercha les motifs d'où il savait que lui viendraient les plus beaux vers. Il a donc subi simplement la loi de sa nature et ne fut rhéteur et artificiel que dans la mesure stricte où des nécessités internes le lui imposaient.

Il donne vraiment l'impression d'avoir été fait poète, comme il le dit lui-même dans une pièce un peu juvénile,

Par un décret des puissances suprêmes.

Et son livre, comme je l'ai déjà dit, avait une destinée si marquée que les poésies qui en ont été retranchées par ordre du tribunal n'y peuvent plus rentrer sans en rompre la majestueuse harmonie et que tout ce qu'il a fait après n'en est plus digne.

C'est le livre du péché, c'est le livre de l'homme de péché. Il a des lueurs et des reflets d'Apocalypse. Envisagé suivant les idées d'une certaine mystique, il pourrait passer pour un livre de la fin des temps. En tous cas, il est d'une telle qualité qu'on ne saurait le confondre avec nul autre livre.

Alfred Poizat.

LA "SOCIÉTÉ DES NATIONS" DANS LE PASSÉ

ASPIRATIONS, UTOPIES ET LÉGENDES

Plus ou moins confusément consciente de l'unité de son origine et de la communauté de ses destinées post-terrestres, l'humanité a rêvé plus d'une fois de s'organiser en vaste fédération fraternelle. Le succès de ces tentatives s'est toujours trouvé compromis par l'orgueil qui en viciait la mise en œuvre, orgueil contempteur des droits individuels des nations ou des personnes, orgueil rebelle aux lois supérieures édictées par la divinité. C'est l'échec que symbolise, au début des fastes les plus vénérables, l'épisode biblique de la Tour de Babel : destiné à commémorer l'audace des ambitions humaines groupées en dehors de Dieu, sinon contre lui, le monument inachevé n'atteste plus que la fondamentale antinomie des races et la mutuelle incompréhension des langues.

Le peuple d'Israël, îlot monothéiste isolé et battu par le flot des nations païennes, était trop peu idéaliste, se sentait aussi trop dissemblable de ses voisins pour conclure avec eux d'autres pactes que des trêves éphémères. Pénétré de la grandeur de sa mission, il en méconnaissait la portée réelle : attachant aux promesses messianiques un sens purement temporel et matériel, il consolait sa détresse ou sa petitesse présentes par l'attente d'une ère de grandeur où les gentils seraient, non pas conquis par une libre accession au culte du vrai Dieu et à la pratique de l'amour du prochain, mais exterminés ou asservis à la race prédestinée. Pour le dire en passant, cette mentalité n'a point été totalement éliminée par l'avènement du christianisme, et le reproche du Maître trouverait encore à s'appliquer : « Vous ne savez point de quel esprit vous êtes. » Il demeure parmi nous des esprits religieux

qui conçoivent le triomphe de la foi moins comme une sereine expansion que comme une âpre revanche; il y a surtout une nation, chrétienne de nom, qui ressuscite les pires sophismes des docteurs de l'ancienne loi pour justifier ses prétentions à brutalement dominer, à exploiter sans merci le reste du monde.

Cette maîtrise de la terre connue et civilisée qui hantait les imaginations hébraïques, ce fut Rome qui la réalisa, sans apporter d'abord plus de générosité dans la conception ni dans la primitive exécution de son plan d'hégémonie mondiale. Mais quand le droit de cité eut été concédé à la totalité des sujets, même aux petits-fils des vaincus et des annexés de l'avant-veille, quand la rigueur de la législation eut été atténuée par l'influence chrétienne, l'empire romain devint, pour les populations bigarrées qui en faisaient partie, un régime plus qu'acceptable [1]. Il s'est trouvé alors, comme partout et toujours, des archaïsants, par conviction ou par mode, pour opposer la décadence du présent aux gloires du passé : en réalité, malgré les misères inséparables de l'autocratie, malgré les vices inhérents à l'excessive richesse et à la paix trop bien assurée, pour la facilité et la dignité de la vie, pour la douceur des mœurs, pour l'exactitude et la probité de l'administration, pour l'intensité même du sentiment national, la Rome des Antonins, comme la Rome de Théodose, valait bien celle de Brutus ou de Caton. Quand l'empire se fut écroulé sous les agressions barbares, non seulement l'élite des contemporains demeura inconsolable, mais à travers plusieurs générations le souvenir et le regret s'en perpétuèrent comme d'un second paradis perdu [2]. Le prestige persistant de Charlemagne tient, au moins autant qu'à son mérite propre, autant qu'à l'excellence de son gouvernement, autant qu'à ses succès contre les barbares de l'Est et les infidèles du Midi, à l'illusion qu'il avait définitivement restauré la vaste, glorieuse et bienfaisante unité de l'empire romain d'Occident.

Cette idée d'unité s'était si fortement emparée des esprits qu'elle survécut à l'impitoyable démenti qui lui fut donné par le démembrement de la monarchie carolingienne et l'émiettement du monde civilisé en un grand nombre d'Etats autonomes. Les théoriciens du moyen âge, profondément divisés dans l'application, furent en

[1] En ce qui concerne notamment l'adaptation des populations d'origine gauloise, on peut consulter le dernier volume paru du beau livre de M. Camille Jullian.

[2] Comme a pu l'écrire sans hyperbole M. Ed. Driault, « ce fut la *Pax romana* aux ineffables bienfaits, une sorte d'âge d'or, dans la mesure où l'humanité en est digne et capable ». (*Revue des études napoléoniennes*, juillet-août 1917.)

principe à peu près unanimes à proclamer l'utilité, la nécessité même d'une sorte de magistère prédominant. « On admettait alors, » a écrit Achille Luchaire, « qu'au-dessus des peuples et des rois devait exister une puissance générale, expression visible de l'unité du monde chrétien, rouage supérieur qui semblait indispensable à la marche de l'humanité. » Désireux d'affranchir pleinement la dynastie capétienne de tout lien de vasselage et de consacrer l'indépendance nationale en droit comme en fait, les légistes français n'osaient point pourtant heurter de front la théorie impérialiste : ils se contentaient, par un détour ingénieux, d'affirmer que le roi de France était « empereur en ses terres ».

Quoique l'Allemagne, en sa majeure partie, eût été étrangère à l'empire romain et n'eût figuré dans les possessions de Charlemagne qu'en qualité de conquête, c'était chez elle que par le hasard des circonstances le titre impérial avait fini par se fixer. Avec une avidité d'ambition qui ne s'est point démentie depuis lors, elle en tirait argument pour revendiquer non seulement une prééminence honorifique, mais une hégémonie réelle et pesante sur l'ensemble du monde chrétien. A l'heure surtout où l'amour-propre national fut exalté par les exploits et les visées ouvertement déclarées des empereurs de la dynastie de Hohenstaufen, chroniqueurs et poètes se donnèrent carrière en termes qui nous sont familiers, car ce sont ceux-là mêmes qu'employaient hier les pangermanistes courtisans des Hohenzollern. « Notre souverain, » déclarait l'un, « est le maître du monde et le plus grand monarque de l'Europe. » Un autre disait de Frédéric Barberousse : « Aucun homme intelligent ne peut douter que la volonté divine n'ait fait de lui le souverain des autres rois : il règne sur le peuple de Dieu. » Alors comme aujourd'hui, ces impudentes prétentions révoltaient hors d'Allemagne quiconque avait le sens de l'honneur et le goût de la liberté; précurseur de l'Entente cordiale, un moine anglais devenu évêque de Chartres, Jean de Salisbury, ripostait avec une ironique indignation : « Qui donc a permis aux Allemands de s'ériger en arbitres du monde? »

Aussi bien, les aspirations vers une fédération des princes et des peuples se traduisaient ailleurs sous une forme moins cyniquement réaliste. L'Europe civilisée, ou, comme l'on disait alors, la *chrétienté*, devait à l'Eglise catholique, à la papauté en particulier, le bienfait de l'unité religieuse : l'idée devait tout naturellement venir à certains esprits de demander au même principe l'établissement, le maintien tout au moins de cette « concorde entre les princes chrétiens » que les textes liturgiques sollicitaient de la Providence comme une application des préceptes évangé-

liques, et pour cela, d'investir le Souverain Pontife d'un magistère moral étendu, non seulement sur l'empereur, spécialement chargé de faire régner la paix chrétienne, mais sur quiconque en Europe exerçait la souveraineté.

L'esprit humain a ses faiblesses originelles, que le caractère sacerdotal ou pontifical ne suffit point toujours à éliminer, et la pente était glissante, qui de ce système conduisait à la pure théocratie, c'est-à-dire à l'ingérence au moins indirecte du pouvoir spirituel dans le gouvernement temporel des Etats. On sait du reste que la limite fut plus d'une fois franchie, et que sous couleur de défendre la prééminence honorifique de l'autorité spirituelle, certains théologiens perdirent de vue la distinction établie par le Christ entre ce qui est dû à Dieu et ce qui est dû à César. Mais il convient de rappeler ici que cet impérialisme d'un autre genre, formulé en termes catégoriques, sinon agressifs, dans plusieurs documents pontificaux, était d'autre part, et parfois sous la même plume, ramené à des proportions beaucoup plus modestes. Le grand pape Innocent III sans doute reprenait à son compte la fameuse et altière comparaison qui assimilait le pouvoir spirituel au soleil, le pouvoir temporel à la lune, tirant tout son éclat du reflet de l'astre-roi; mais un autre jour il représentait les deux pouvoirs comme figurés par les deux chérubins qui, agenouillés de chaque côté de l'autel sur le même degré, s'acquittent pareillement de la mission d'assurer le service de Dieu et l'exécution de ses volontés. C'est la théorie transactionnelle du partage de suprématie, que Victor Hugo devait formuler dans un vers célèbre, en se donnant le tort de la placer sur les lèvres de Charles-Quint :

Ces deux moitiés de Dieu, le pape et l'empereur.

Quoi qu'il en soit, le magistère ou l'arbitrage pontifical, vivement contesté, ne put s'exercer pour prévenir ou terminer la guerre de Cent ans, ni celle des Deux Roses.

Signalons enfin, dès le moyen âge et sous l'influence des idées chrétiennes, une tendance, une aspiration balbutiante et à peine avouée, au groupement non plus seulement des princes, mais des âmes constituant les nations. Fidèle à sa tradition d'accepter toutes les formes de gouvernement et de société, l'Eglise s'était adaptée au régime féodal; les abus du patronage royal et seigneurial, en attendant ceux de la commende, avaient fait trop souvent des dignités ecclésiastiques le lot d'un clan de courtisans ou d'une caste aristocratique. Ce néanmoins, l'esprit fondamental du christianisme et les règles d'organisation de la

hiérarchie constituaient une tenace et insinuante propagande en faveur des idées de paix internationale et d'égalité sociale. Le principe du célibat ecclésiastique, énergiquement maintenu par les grands papes du moyen âge contre les réclamations du clergé et des princes d'Allemagne, indépendamment de ses avantages spirituels et moraux, prévenait la formation d'une caste sacerdotale qui eût accaparé les bénéfices. D'autre part, la pratique de l'élection, sauvegardée dans certains ordres religieux et à Rome même, portait de temps à autre aux postes en évidence, à commencer par le plus auguste de tous, des hommes dont le mérite personnel contrastait avec l'obscurité de leur naissance. De l'Eglise féodale du moyen âge, on pouvait déjà dire ce qu'un historien nullement dominé par les préoccupations religieuses a écrit de l'Eglise aristocratique, concordataire, « étatisée » du dix-huitième siècle : « Elle propose aux aspirations des hommes une cité idéale, formée de nations unies par un principe commun, et se gouvernant d'après ce principe. Elle entretient par son exemple la tradition d'une société cosmopolite et profondément démocratique, où tous sont appelés, où le dernier et le plus humble peut s'élever au gouvernement de l'humanité[1]. »

Lors de la Renaissance, cette façon de concevoir les relations idéales entre nations se fortifia par l'étude et le culte des républiques de l'antiquité, que sur l'étiquette on se figurait infiniment plus démocratiques qu'elles ne l'avaient été en réalité. Elle coexista avec une recrudescence, une évolution de l'idée impérialiste : comme il arrive aux époques de bouillonnement intense des idées, on vit parfois les mêmes hommes, avec une égale intensité de passion, s'attacher successivement aux deux thèses contradictoires. Ainsi Campanella, après avoir développé un plan très hardi, voire séditieux, de fédération démocratique, se fit ensuite le champion acharné de l'unification, de l'organisation européenne sous l'hégémonie despotique de l'Autriche.

Vers la fin du moyen âge, la formation durable de grands Etats (France, Autriche, Espagne, Angleterre), coïncidant avec un oubli plus délibéré de l'idéal évangélique, vint donner au problème un autre aspect. Il s'agit désormais beaucoup moins de réaliser la fraternité des princes et des peuples que de maintenir les principales puissances sur un pied approximatif d'égalité et d'indépendance, en les liguant contre celle, quelle qu'elle fût, qui concevrait l'ambition de devenir prépondérante. Ce fut le système dit *d'équilibre*, qui était nominalement en vigueur jusqu'à ces

[1] Albert Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, t. I.

derniers temps : il se manifesta tout d'abord contre Charles-Quint et ses héritiers, qui, cumulant ou groupant le titre impérial, la monarchie autrichienne, l'Espagne avec ses importantes dépendances européennes et ses immenses possessions coloniales, profitaient des dissensions religieuses pour essayer de devenir, sous le masque de l'orthodoxie, les dominateurs du monde chrétien.

C'est au cours de cette lutte que, s'il faut en croire les confidences rétrospectives de son ministre favori Sully, Henri IV aurait esquissé le plan, non seulement d'un remaniement territorial de l'Europe, mais d'une « république très chrétienne », vaste fédération devant procurer et maintenir la paix perpétuelle. Dans l'Europe ainsi pacifiée, quinze puissances se seraient fait mutuellement équilibre, à savoir six monarchies héréditaires, six monarchies électives et trois républiques fédératives (helvétique, belgique et italique). Un conseil souverain, organisé sur le modèle des « Amphictyons d'Ionie », aurait réglé non seulement les querelles internationales, mais les différends entre souverains et sujets. Trois religions auraient été libres, le catholicisme, le luthéranisme et le calvinisme. Le caractère chrétien de la combinaison eût été attesté et consacré par l'expulsion des Turcs hors d'Europe. Tel est en résumé le programme, gigantesque autant qu'idéaliste, que Henri IV aurait médité au début de 1610, et dont le couteau de Ravaillac aurait entravé l'exécution. Pour chimérique qu'il apparaisse, « le grand dessein » a fait trop de bruit, le précédent en a trop souvent été invoqué par la suite à l'appui des plans de paix perpétuelle, pour qu'il ne convienne point d'en discuter brièvement la genèse[1].

La légende, qui déforme la plupart des personnages historiques, s'est emparée avec une spéciale insistance de la grande figure de Henri IV. Que l'œuvre de relèvement national ait fait oublier, au lendemain même du crime de Ravaillac, les défaillances du caractère et le cynique débraillé des mœurs, rien de plus naturel ni même de plus plausible. Une modification plus étrange fut l'œuvre du parti *ultra* après 1814 : sous la plume de ses écrivains, dans les discours de ses hommes d'Etat, le subtil Béarnais, fécond en expédients, habile à prendre le vent, prompt à relayer d'amis et même de convictions, devint un parangon d'intransigeance, bardé de principes, rigide comme le cavalier de bronze du Pont-Neuf; quelque chose de cette étrange transposition de la réalité subsiste dans certaines lettres notoires du comte de Chambord.

[1] La meilleure critique des *Œconomies royales* de Sully et en particulier du grand dessein de Henri IV remonte à 1894 et a été publiée dans la *Revue Historique* par M. Pfister, aujourd'hui professeur à la Sorbonne.

Une autre erreur plus ancienne, qui se propagea comme une sorte de critique indirecte de la superbe égoïste de Louis XIV et de la nonchalante indifférence de Louis XV, consiste à faire de Henri IV un souverain débonnaire, à la Louis XVI, uniquement occupé à pardonner à ses ennemis et à améliorer le sort des « humbles » : c'est le thème de la *Partie de chasse*, de Collé, comédie pseudo-historique applaudie au dix-huitième siècle et proscrite comme séditieuse par la censure napoléonienne. De la boutade sur la poule au pot, qui révèle le louable souci d'améliorer la prospérité économique du royaume, on fait un programme de philanthropie d'Etat. Parce que le roi fut assez avisé, assez dédaigneux des scrupules d'amour-propre, pour acheter la soumission de quelques grands seigneurs ligueurs, on oublie combien son triomphe fut impitoyable à ceux qui étaient vraiment l'âme de la Ligue, prédicateurs, bourgeois influents, comme cet Acarie dont la veuve, entrée au Carmel, est aujourd'hui honorée sous le nom de Bienheureuse Marie de l'Incarnation.

C'est Sully vieillissant qui, par ses confidences à un autre mécontent, Agrippa d'Aubigné, puis par le texte remanié de son autobiographie, a mis en circulation la légende de Henri IV rêvant de réorganiser l'Europe et de préparer les voies à la paix perpétuelle. En réalité, le roi méditait en 1610 de ravir à la maison d'Autriche l'héritage de Clèves et de Juliers, qui lui donnait un nouvel accès sur le Rhin, et de prêter assistance aux protestants d'Allemagne : partisan décidé de la politique d'équilibre et de l'extension de la France vers ses frontières naturelles, ses projets de remaniement se bornaient à assurer à son fils aîné la Lorraine, au duc de Savoie le Milanais ; tout au plus, par un souvenir des ambitions italiennes et des entreprises de magnificence des Valois, caressait-il l'espoir d'investir son second fils de quelque principauté péninsulaire, Gênes par exemple. Quant aux quinze puissances savamment mises en balance, quant au tribunal européen des Amphictyons, cet esprit si net, si bien adapté aux possibilités pratiques, eut peine sans doute à réprimer une boutade humoristique, lorsque Sully lui fit à cet égard des ouvertures plus ou moins précises.

Car Sully, l'argentier exact et économe, se délassait volontiers de ses comptes en laissant vagabonder son imagination dans le monde des chimères. Au lendemain des horreurs des guerres de religion, par réaction, par écœurement, beaucoup d'âmes généreuses, dans les deux confessions, se berçaient de l'espoir de la paix perpétuelle. Sully, qui aimait et qui admirait son maître, qui, comme tous les bons Français, lui savait gré de son œuvre de

réconciliation et de restauration nationale, rêva pour lui la gloire de pacifier à jamais l'Europe. Il en parla probablement à Henri IV, qui, par amitié pour un vieux serviteur, par système politique aussi et par penchant naturel, s'abstint de le contredire brutalement et de le renvoyer à ses chiffres ou à ses canons.

Condamné par la mort du roi à une retraite prématurée, Sully, tout en ressassant et en méditant le passé, donna plus libre cours à son imagination. Selon le joli mot qu'a rappelé Sainte-Beuve, « quand ces grands esprits deviennent vacants, les toiles d'araignées s'y mettent ». Mais il y eut dans son cas autre chose encore que les loisirs involontaires d'un homme d'action, trompant son oisiveté par d'aventureuses spéculations politiques. Sully avec les années put voir la lutte contre la maison d'Autriche, la défense de l'équilibre européen, reprises avec succès par Richelieu; le vieux huguenot se résignait mal à reconnaître que son maître était continué et dépassé par un cardinal de cette Eglise romaine qui demeurait pour lui la « Babylone » maudite : « Il dut se dire alors et il finit par croire que Henri IV, s'il avait vécu, aurait aussi bien fait, sinon mieux. Et il mit tous ses soins, et nul scrupule, à le persuader à la postérité [1]. » Plus ou moins inconscientes, les déformations de souvenirs sont rarement absentes des autobiographies : Sully, remaniant à plusieurs reprises le manuscrit des *Œconomies royales*, altéra ou embellit progressivement la vérité. Il inventa de toutes pièces une ambassade en 1601 auprès du roi d'Angleterre Jacques Ier, pour grandir son propre rôle et se prêter d'éloquentes considérations. De même, pour éclipser la politique terre à terre du ministre de Louis XIII, il attribua à Henri IV de vastes et utopiques conceptions dont le roi avait eu tout au plus la bonhomie d'écouter l'exposé sans protester, qu'il n'avait jamais ni conçues ni adoptées, que Sully lui-même, au temps de son activité ministérielle, n'avait pas portées à ce degré de précision. — Par une aventure dont il y a d'autres exemples, les *Œconomies royales*, qui contiennent par ailleurs tant de savoureuses et instructives réminiscences, réussirent surtout auprès du public par leur côté fantaisiste et fantastique : elles accréditèrent la légende de Henri IV pacifiste, et ce fut sous le patronage du premier Bourbon qu'un utopiste déterminé, l'abbé de Saint-Pierre, présenta au dix-huitième siècle son projet de paix perpétuelle.

Cependant les traités de Westphalie, en consacrant le triomphe du système d'équilibre, étaient loin d'avoir aboli les causes de conflit. S'il se trouva au dix-septième siècle des juristes pour for-

[1] H. Mariéjol (*Histoire de France* de M. Lavisse, VI, 2e partie. Hachette).

muler les principes élémentaires du droit des gens, des philosophes pour prêcher la fraternité aux peuples et la conciliation aux rois, l'influence effective appartint aux princes, aux ministres désireux d'assurer à leur pays le prestige militaire et les agrandissements territoriaux, souvent même l'hégémonie. Cet amalgame de légitimes et prévoyantes visées vers les frontières naturelles, mais aussi de reprise de l'ambition impérialiste, caractérise la politique de Louis XIV, dont les guerres furent en grande partie justifiables autant que glorieuses, mais en qui nul jusqu'ici ne s'est avisé de saluer un précurseur du pacifisme.

« Je vois avec plaisir, » écrivait Voltaire à un Russe en 1767, « qu'il se forme dans l'Europe une république immense d'esprits cultivés. » En effet, le triomphe dans les hautes classes d'une culture cosmopolite, la diffusion d'un humanitarisme où la part du snobisme ne doit point faire méconnaître des velléités sincèrement généreuses, tout cela pouvait donner aux observateurs superficiels l'illusion que la concorde allait définitivement régner en Europe de par la philosophie : on laissait volontairement dans l'ombre ou même on présentait comme des conquêtes de l'esprit de « lumière » des actes imprégnés de la plus féroce tradition réaliste, tels que le partage de la Pologne.

Ce n'est point ici le lieu de rappeler comment les guerres de la Révolution, présentées de part et d'autre comme une manière de croisade, pour la libération et la fraternité des peuples ou pour la défense des institutions monarchiques, aboutirent en fait à la plus ardente, la plus intéressée des mêlées nationalistes, avec annexions brutales, partages, trocs, suppression d'Etats indépendants (comme Venise) contre le gré de l'immense majorité des populations. Sur ces médiocres trafics, une radieuse gloire militaire a jeté son éclat, de même que les aberrations de l'impérialisme napoléonien ont été en partie palliées par le durable bienfait de l'égalité civile et de cette législation codifiée, dont la méthode vient, après un siècle, d'être solennellement introduite dans le droit ecclésiastique.

Le traité de Vienne, le pacte de la Sainte-Alliance surtout remirent en évidence les mots augustes de concorde entre les princes chrétiens, de paix durable fondée sur les principes de l'Evangile. Adéquate aux sentiments de l'enthousiaste et généreux Alexandre I[er], cette phraséologie n'était pour Metternich et ses émules que la pompeuse façade d'un retour au système d'équilibre, à son mesquin matérialisme, à sa méconnaissance voulue des aspirations populaires et nationales. Le scandale du partage de la Pologne, soigneusement maintenu contre les préférences libérales

du tsar, se doubla de l'asservissement de la Haute-Italie et de celui de la Belgique. Mettant à profit la lassitude de l'Europe, exténuée par vingt-cinq ans de guerre, les inventeurs de cette piètre combinaison la présentèrent comme le dernier mot de la sagesse humaine, comme une garantie indéfinie de tranquillité : Metternich mit son amour-propre, il laissait dire sa gloire, à se poser en champion fanatique du *statu quo*.

Par une inévitable réaction contre le caractère ultra-conservateur d'un tel état de choses, c'est une tendance plus ou moins révolutionnaire que reflétèrent les aspirations simultanées vers l'émancipation et la concorde des peuples : elles trouvèrent leur admirable et imprudente expression dans la *Marseillaise de la Paix*, leur aboutissement dans la crise de 1848, dont les effets immédiats, bien restreints au point de vue intérieur, semblèrent en politique extérieure aboutir à un complet avortement. Le trait d'infernal génie de Bismarck fut d'exploiter cette déception et, moyennant quelques menues satisfactions accordées aux revendications populaires, de mettre l'Allemagne tout entière au service du caporalisme prussien. Ses ambitions se bornaient peut-être à faire de l'Allemagne prussifiée la plus redoutable puissance de l'Europe et l'arbitre de la paix générale, comme il advint au congrès de Berlin. En fait, l'exaltation de l'orgueil national, la néfaste coalition des hobereaux, des trafiquants et des érudits ressuscitèrent le vieil impérialisme du temps de Barberousse, insolent, provocateur, agressif, se proposant ouvertement d'imposer au monde entier la domination ou la suzeraineté allemandes.

Sans prêter assez d'attention à cette terrible menace, des penseurs, des hommes politiques de divers pays, frappés de l'éclatante prospérité de la fédération nord-américaine, cherchaient les moyens d'établir les *Etats-Unis d'Europe*. Ils partaient de cette idée juste, que les nations européennes, avec leur population et leurs ressources relativement restreintes, auraient peine, en restant divisées, à lutter contre la concurrence économique du Nouveau-Monde; mais plus économistes qu'historiens, il leur échappait que l'analogie était factice entre les Etats nord-américains, issus d'une origine commune, assimilant rapidement les éléments adventices, et d'autre part les nations de la vieille Europe, séparées les unes des autres par leur langue, leurs intérêts, leurs préjugés, les souvenirs glorieux ou douloureux de leur histoire. Pour opérer entre elles non point même une fusion, mais un étroit rapprochement, il fallait la nécessité de se défendre contre la plus sauvage agression, contre la perspective la plus intolérable à des âmes libres. Bismarck s'était glorifié de forger l'Allemagne nou-

velle *par le fer et le feu;* c'est également *par le fer et le feu* que la barbare aberration de ses successeurs a rivé l'alliance des peuples soucieux de leur indépendance et de leur dignité.

Un souverain aux nobles intentions duquel il convient de rendre hommage, même et surtout depuis que le destin a durement châtié l'inconsistance de sa volonté, le tsar Nicolas II, se flatta il y a vingt ans, sinon de fonder la paix perpétuelle, du moins d'atténuer les chances de conflits sanglants par la généralisation de l'arbitrage. Convoquées sur son initiative, les réunions de la Haye pacifièrent quelques menues « frictions » d'amour-propre et d'intérêts; on y édicta aussi des règles destinées à rendre la pratique de la guerre moins inhumaine.

L'ironie serait trop cruelle et trop facile, qui constaterait aujourd'hui la vanité de ces modestes précautions, qui rappellerait les illusions des congressistes de la Haye : « La Société des nations est créée, elle est bien vivante, » proclamait en 1908 le plus notable d'entre eux, qui déjà, l'année précédente, avait accablé les sceptiques de son dédain : « Laissons les sourds ne pas entendre. Nous, nous avons entendu là-bas, bien lents encore, mais déjà réguliers et distincts, les premiers battements du cœur de l'humanité. » La justice d'ailleurs commande d'ajouter qu'à l'exposé de ces illusions idylliques l'orateur joignait le conseil de maintenir une France militairement imposante, et que l'utopie pacifiste ne s'aggravait point dans ses discours de la meurtrière chimère du désarmement.

Pour ne point parler de la paix perpétuelle, que Sully et l'abbé de Saint-Pierre ont vainement tenté de faire sortir du domaine du rêve, juristes et diplomates ont échoué dans leurs louables efforts pour prévenir, pour civiliser la guerre. La nouvelle Société des Nations, fondée non plus sur des textes juridiques ou diplomatiques, mais sur le rapprochement des peuples soucieux de sauvegarder leur liberté politique à l'intérieur et leur indépendance nationale au dehors, cette Société réussira-t-elle davantage à instaurer dans le monde le régime de la paix stable et prolongée? Ne décourageons pas *a priori* de telles espérances. Quant à la paix permanente, en existe-t-il d'autre sur cette terre que celle que les anges de Bethléem annonçaient aux « hommes de bonne volonté », à ceux qui sauraient substituer au culte du « vieux Dieu » l'adoration « en justice et en vérité »? De cette paix-là, bien lointaine encore, il appartient à chacun d'entre nous de hâter imperceptiblement le souhaitable avènement.

DE LANZAC DE LABORIE.

LES ANIMAUX
SOUS LA TOURMENTE

I. — Les animaux malades de la guerre.

Au temps où la peste répandait parmi les animaux sa terreur, et comme tous étaient frappés si rudement que se fuyaient les tourterelles, le Lion tint conseil : ce furent les derniers États-Généraux des Bêtes.

Or voici qu'une nouvelle Assemblée vient de se réunir. C'est qu'un nouveau mal s'est abattu sur le monde, aussi terrible et plus meurtrier que la peste, inventé lui aussi sans doute par le ciel fort et jaloux pour punir les iniquités de la terre, terreur des renards comme des colombes : et ce mal, c'est la guerre.

Une clairière, dans la futaie, aux premières heures du printemps. L'eau de l'étang, entre les joncs, est encore froide et les couleuvres ne s'y trempent que timidement; sur les buissons sans feuilles, on découvre les nids des chardonnerets; les églantines saignent et les fleurs des bois ouvrent leurs corolles; à travers les branches, malgré les jeunes pousses vigoureuses, le soleil de midi pénètre jusqu'au sol tapissé des branches mortes du dernier automne. C'est là que le Lion tient sa cour. Il est royal, par définition et par habitude. On l'appelle Noble, à cause de sa crinière, qui lui fait une couronne, et de la paresse auguste de ses mouvements. Il ne ferme pas ses yeux d'or qui rêvent à l'infini du désert et, regardant les choses et les hommes, il ne les voit pas.

— Je vous ai convoqués, dit le roi, car les ravages de la peste sont dépassés en horreur. Voici la fête des vautours et des corbeaux; je les ai vu tournoyer et pousser des cris de joie sur cette belle terre de France plus riche jadis en vignes qu'en cadavres et en vergers qu'en cimetières; je les ai vu par nuées s'abattre dans les ravins des Balkans et sur les blanches plaines de la Russie dont la neige s'est fleurie de sang. Mais voici en même temps la

misère de mes autres sujets. Ce sont des hécatombes de moutons et de bœufs, arrachés au labour comme au pâturage; on prend les meilleurs de mes chiens de chasse, mes plus beaux bergers de Flandre ou de la Forêt-Noire, mes roquets les plus pacifiques; il n'est jusqu'aux humbles basses-cours qui partout ne soient dépeuplées, tel est l'amour des soldats pour les lapins et les volailles; les ramiers servent à porter des messages de mort; on abat tout ce qui porte poils et peau pour avoir du cuir et des fourrures; et dirai-je que j'envisage les temps où le cheval ne sera plus qu'un souvenir, tant les fils de cette noble race ont payé cher leur renommée et leur soumission à l'homme.

Comment pourrons-nous mettre fin à la guerre?

— La guerre est la loi du monde, assura lourdement l'ours.

Hobereau des forêts allemandes, seigneur-paysan des montagnes russes, il trouvait le carnage une chose naturelle; il le disait sans hypocrisie, frappant le sol de toute la puissance de sa patte courte et massive; il poursuivit :

— N'êtes-vous pas vous-même toujours en guerre, sire Noble, contre les gazelles?

— C'est pourquoi je m'accuse, comme les autres, répondit le roi. Si je suis coupable, je serai puni.

— Mais il faut vraiment rechercher le plus coupable, déclara le mouton devenu enragé, et que l'aventure ne finisse pas, comme la dernière fois, en criant injustement haro sur le baudet.

Le renard, avançant le museau, regarda le mouton de travers et fit un signe au loup. Celui-ci, hirsute et stupide, se mit à hurler en montrant les dents à l'innocent animal.

— Silence! commanda le roi.

Plus diplomate, le renard Goupil déclara :

— Dom Belin a raison; sans doute a-t-il quelque crime sur la conscience, qu'il va nous confesser. On pèche par sottise autant que par malice.

Il poursuivit, en caressant son fin museau, et en riant de tous ses yeux aigus :

— Les grands n'ont pas besoin de s'accuser. Chacun connaît nos fautes, qui ne sauraient passer inaperçues : inutile donc de les rappeler. C'est aux humbles à dénoncer franchement leurs méfaits.

— Cinq de mes frères et quatre de mes sœurs (hélas! quelle belle jeunesse!) ont péri sous ta dent, cria dame Pinte en se pâmant.

Chantecler, le coq, son époux, allait insister.

— Qu'a-t-elle dit? demanda perfidement le renard, comme si on ne venait pas de l'accuser du plus noir des crimes.

— Je n'ai pas bien entendu, répondit le tigre.

Il soulevait ses babines rouges, montrant des crocs terribles; ses yeux endormis, voilés par les paupières, souriaient, complices et faux, à Goupil.

— Elle a dit..., assura le loup.

Renart l'interrompit :

— Nous attendons, dit-il, la confession de dom Belin.

— Je n'ai pas fait de mal, assura le mouton. Je ne quitte pas mon troupeau. Tout me fait peur. Je suis peut-être stupide, mais c'est que je suis bon... C'est tout.

— Son cas n'est pas clair, suggéra le chat Tibert, qui se chauffait, d'un air patelin, au soleil.

Hypocrite fieffé, faux dévot, vrai Tartuffe, on le redoutait à cause de ses griffes d'acier sous sa patte soyeuse et de sa cruauté qui apparaissait soudain malgré sa rondeur apparente et sa culture.

Et chacun dut publiquement se confesser : le singe, jongleur et charlatan, qui narra tant de tours qu'on en rit sans le croire; le hibou, philosophe rechigné et grondeur; la fourmi, matrone et mégère prévoyante et pointue; le cerf, la belette, la tortue, le lapin. Ce fut enfin le tour de l'âne. Il se souvenait de ce qui, au temps de la peste, était arrivé à son frère, mis à mort pour avoir brouté de l'herbe dans un champ.

Il dit simplement :

— Je n'ai commis nulle faute dont je puisse m'accuser!

— Alors, pourquoi le Ciel nous envoie-t-il la guerre, pourquoi ce châtiment? rugit si fort le roi que dom Belin s'évanouit et que messire Couart, le lièvre, se mit à trembler de fièvre.

Pour sauver la situation, Tibert, expert en casuistique, suggéra :

— Si nos crimes ne sont point grands, peut-être nos vertus ne sont-elles point efficaces. Le plus coupable de nous est donc celui dont les bonnes actions ne paraîtront pas assez nombreuses. Que chacun se vante donc franchement de ses œuvres.

A les entendre, il n'y aurait eu dans l'assemblée que des saints.

— Que les animaux sont bons! ruminait le bœuf en écoutant naïvement cette confession d'un nouveau genre. Comment la guerre a-t-elle pu éclater?

Le baudet fut une fois encore pris de court.

— Je n'ai guère d'exploits présents à ma mémoire, dit-il.

Il avait à peine prononcé ces paroles que les cris de « Haro! Haro sur le baudet! » s'élevèrent une fois de plus de toutes parts. L'ours, les tigres, les renards, les loups, les lions, les aigles hurlaient; les brebis, les bœufs et jusqu'aux mulets les imitèrent...

On entendit vaguement dans le tapage les excuses de l'âne.

— Je me rappelle, disait-il, avoir réchauffé l'Enfant dans

l'étable de Bethléem... Et j'ai porté le Seigneur sur mon dos, en ce jour où il entra dans Jérusalem, tandis que, sur son passage, la foule jonchait le sol de branches vertes et agitait des palmes... J'ai été l'humble serviteur du Christ.

Sa voix se perdit dans le tumulte. Victime expiatoire, l'âne fut mis à mort.

Mais la guerre continua à répandre la terreur parmi les bêtes et à noyer la terre de sang.

II. — Les Aventures du Rat de Ville.

— Je me suis rappelé, dit le rat de ville, votre invitation. Vous m'excuserez de m'être fait attendre pendant trois siècles; mais on ne dispose pas toujours de son temps.

— Mieux vaut tard que jamais, répondit aimablement le rat des champs.

Il était vieux et, comme toutes les personnes âgées, aimait à parler par sentences : les proverbes donnent à qui les profère l'apparence de la sagesse; et la sagesse est la parure des vieillards, lesquels ne sont plus capables de folies.

Le rat de ville avait quitté Paris trouvant, Dieu sait pourquoi, que le beurre, le fromage et le sucre s'y faisaient rares. La disette menaçant, il avait songé à son compère Rongemaille, qui habitait la campagne et qui, jadis, étant venu lui rendre visite, l'avait invité à venir se reposer dans son agreste demeure. Les temps étaient troublés; on avait de la difficulté à se nourrir; une certaine angoisse pesait dans l'air, comme si l'univers était la proie d'un bouleversement mystérieux, dont on ne se rendait point compte et qui devait donner naissance à des temps nouveaux. Rongelard envia le calme des champs et la félicité de Rongemaille. Quand l'orage gronde en notre âme et dans le cœur ardent des cités, on aspire à la paix, qui vous pénètre, des molles prairies, des bois vénérables et des rivières heureuses.

— Trop fortunés, répéta Rongelard après Virgile, les agriculteurs, s'ils comprennent leur bonheur !

Car les rats de ville sont des lettrés : ils n'ont manqué de s'instruire en rongeant les volumes latins qui languissent dans les bibliothèques, les dictionnaires tachés d'encre, derniers témoins de nos humanités, et les lettres d'amour lyriques, suprêmes vestiges de nos jeunes printemps.

Rongelard se rendit donc par petites étapes chez Rongemaille; celui-ci possédait ses pénates et ses lares paternels en certain coin de la Champagne, riche en raisins, en betteraves et en blés. Mais il n'y arriva point sans difficultés. Cette campagne lui sembla

singulièrement peuplée, et les terres creusées de fossés, et partout hérissées de monticules.

— Je comprends, dit-il, qu'un jeune rat ait pu autrefois, traversant ces parages, se croire au Caucase ou dans les Apennins !

Mais il reconnut Rongemaille, qui, pansu et blanchi, les pattes croisées sur son ventre, l'attendait au seuil de son trou. Il faisait une nuit très douce; les rayons de la lune éclairaient les labours et argentaient le nez fin et les moustaches du rusé compère.

— Vous m'avez vanté la tranquillité de votre asile, déclara le citadin : c'est ici que personne ne vient interrompre vos repas?

— En effet, répondit le rustique.

Il avait l'air embarrassé.

— Voulez-vous dîner? demanda-t-il.

Ils se mirent donc à l'ouvrage : car manger est, au fond, la seule raison d'être de ces animaux. C'est ce qui les distingue des autres, et notamment des hommes, dont certains ont des soucis d'un ordre moins matériel.

Ils mangèrent; tout était à profusion et partout épars sur le sol, entre deux hauts murs de terre; mêlés à la paille et à la boue, s'offraient les reliefs les plus divers. Ils mangèrent. Par exemple, ils n'étaient point seuls. Quel peuple de rats! Des gros, des minces, des noirs ou des gris, de prestes et de lourds.

— Il y a place pour tous, déclara le paysan : la contrée est riche.

— Et des orages, en avez-vous souvent? demanda le citadin.

— Des orages? répéta l'autre avec étonnement.

Rongelard faisait allusion au tonnerre continu qu'il entendait, aux éclairs livides qui se suivaient sans cesse.

— Ne vous occupez point de cela ! fit tranquillement Rongemaille.

Il continua à dévorer. Mais l'inquiétude de Rongelard devenait telle qu'il en perdait le boire et le manger. Toujours des explosions. Partout des embrasements brusques. Le sol tressaillait sourdement.

— La terre est en travail, pensa-t-il. Elle va accoucher : et ce ne sera point, je le garantis, d'une souris !

— Mangez, mangez..., lui dit son compagnon.

Par moments, un bruit plus sec et plus proche lui faisait croire que sa fin arrivait. Il suait à grosses gouttes. Il tremblait.

Des hommes passaient lentement dans le fossé, s'arrêtaient, silencieux et lourds, écrasaient quelques rats de leurs pas pesants, sans que les autres citoyens de la gent rongeuse en fussent émus, tant ceux qui restaient étaient nombreux, tant la mort paraissait un fait sans importance. Puis un homme soudain s'arrêtait, et déchaînait un tonnerre qui dépassait en horreur tout ce que Rongelard avait entendu jusqu'à ce jour.

— Je deviens fou! dit-il à son compère. Vous vous jetez

sous les pieds de nos ennemis et vous offrez à leur massacre...

— C'est à charge de revanche, répondit Rongemaille.

Mais le citadin ne comprit pas.

*
* *

Le rat de ville revint à Paris absolument désabusé sur la vie des champs.

— Il faut y être allé, se répétait-il, pour se faire une idée de cette tourmente!

Il disait vrai. L'existence des êtres qui demeurent en cet enfer que sont les tranchées ne saurait être imaginée : leur misère ne peut être perçue, ni leur long sacrifice compris; tout cela échappe à la mesure de nos intelligences et de nos cœurs. On ne saurait calculer l'étendue de ce domaine de souffrance parce qu'on manque de repère : nous ne possédons point d'échelle qui puisse la mesurer. Ce sont là des faits en dehors de la vie : nul n'en pourra reconstituer le spectacle demain, pas plus qu'il ne le peut aujourd'hui; les auteurs mêmes auront oublié leur rôle dans le drame, quand ils ne respireront plus l'atmosphère de la scène, l'atmosphère lourde de patience et de résignation. Et ces événements nous sont et nous seront étrangers comme les réalités des autres planètes : il n'y a rien de commun entre les choses de ce monde et les choses de la guerre.

Rongelard s'en vint immédiatement conter ses impressions au doyen de tous les rongeurs de ville. C'était ce fameux philosophe qui s'était retiré du monde et vivait dans un fromage de Hollande : au fond de son trou, il méditait tout le jour et toute la nuit; il parlait peu, de sorte qu'il ne proférait point de sottises et l'on jugeait son silence éloquent et profond. Comme il commençait à radoter; il répétait souvent ses phrases. Il déclarait : « Il fait beau... Il fait beau... » Et tous ses admirateurs, c'est-à-dire tous les rats, de s'extasier, de trouver sous ces mots un symbole, tout comme les hommes et les femmes du vingtième siècle écoutant, sans les entendre, ceratines pièces obscures et puériles et se mourant d'ennui et d'émerveillement.

— Je t'avais bien conseillé, dit le philosophe, de rester tranquillement chez toi!

— C'est à croire, répondit Rongelard, que les hommes sont fous. Imbéciles que nous étions d'admirer leur industrie et leur sagesse! Ils ont pris aux dieux le tonnerre, les éclairs et toutes les forces de la nature, et s'en servent pour s'exterminer réciproquement. Si tu les avais vus! Les voici les uns en face des autres, séparés par un étroit espace de terrain, et, insensibles au froid, au oleil, à la boue, à la faim, ils ne pensent qu'à se tuer en

s'envoyant, dès qu'ils s'aperçoivent, des machines infernales.

Ce récit intéressait le philosophe : il avait sorti le museau de son trou et tendait l'oreille, qu'il avait dure.

— Les chats, dit-il après avoir médité, en usent de même contre nous.

— Oui, concéda le voyageur, mais c'est pour manger : tandis que les hommes se battent pour leur plaisir.

Le vieux réfléchit, puis il déclara :

— Qu'en sais-tu? Peut-être est-ce aussi pour manger qu'ils se battent, sans qu'il y paraisse d'abord. Peut-être également est-ce une façon de prouver leur supériorité sur les autres animaux; nous ne savons pas.

Mais Rongelard s'irritait.

— Tu discutes, fit-il irrévérencieusement, sur des choses que tu ne connais point et que tu n'as pas vues : c'est le propre des philosophes et de tous les docteurs. Mais enfin je sais, moi, ce dont il est question. Les rats se battent avec les chats. Ils se battent aussi avec les hommes, car les créatures sont toujours en révolte contre les dieux. Ils se sont même battus contre les grenouilles et le divin Homère n'a point cru s'abaisser en racontant, en trois cents vers épiques, cette guerre. Les habitants de l'Olympe, neutres d'abord, intervinrent ensuite en faveur des grenouilles; les écrevisses mêmes s'en mêlèrent; c'est pourquoi nous fûmes vaincus... Mais jamais, jamais les rats ne se sont battus contre des rats. Pourquoi donc les hommes se battent-ils contre les hommes?

Le philosophe ne répondit pas. C'est ce qu'il ne manquait de faire toutes les fois qu'il se trouvait dans l'embarras. Nous avons dit que cette attitude servait sa renommée. Il dit enfin :

— Tout cela m'est indifférent. Les choses d'ici-bas ne me regardent plus : je l'ai déjà déclaré à nos députés, quand ils sont venus me demander jadis assistance et conseil. Je suis neutre, comme les dieux.

— Mais les dieux, reprit Rongelard avec véhémence, ne sont pas neutres, puisque les dieux ce sont les hommes et que précisément je te raconte leur lutte. Et même, je te rappelais qu'ils ne sont pas restés neutres dans la grande guerre que nous avons soutenue contre les grenouilles. Rester neutre est une attitude qui a l'apparence de la sagesse, au fond c'est souvent une lâcheté!

— Tu es bien neutre, toi aussi! remarqua l'ermite.

— C'est par la force des choses, répondit le citadin. Peut-il en être autrement, chétif rongeur que je suis; ces événements me dépassent. Mais sans savoir de qui je désire la victoire, je ne suis pas neutre... Et, profitant de la leçon, je voudrais que nous pré-

parions notre peuple aux batailles éventuelles contre les chats, car je vois que la guerre durera autant que le monde. C'est ma façon de sortir de la neutralité.

L'ermite répondit, après un silence :

— Je me contente de cultiver la sagesse.

— L'orage gronde, cria Rongelard.

— Je ne l'entends point, dit le philosophe en rentrant dans son fromage.

— Il pleut, il pleut sur les paisibles jardins, hurla le citadin.

— Laisse pleuvoir, proféra le vieux, et cherche un abri. Après nous, le déluge !

Rongelard, furieux, hors de lui, avait grimpé jusqu'à l'ouverture du fromage de Hollande; de toutes ses forces il cria au doyen :

— Tu n'es qu'un égoïste et un idiot...

Puis, de dégoût, il s'en alla.

Mais l'autre sortit encore la tête de sa fenêtre. Et, sans émotion :

— Je suis au-dessus de la mêlée, dit-il.

III. — L'avènement de Martin et de Sancho Pança.

En cet endroit, une mine française avait explosé quelques jours auparavant, lorsque les Allemands se cramponnaient encore à cette ligne. Une cuvette énorme ouvrait le sol, formait une place publique dans laquelle débouchaient à présent nos tranchées, comme des rues : carrefour central, où l'on se rencontrait, où l'on se bousculait, où l'on apprenait les nouvelles du secteur, comme sur l'agora d'Athènes ou le forum romain. Le colonel du régiment avait installé là une sape pour son poste de commandement, et les barbiers des trois bataillons opéraient dans un souterrain qui y prenait jour.

Le temps était gris et maussade. Par moments, il pleuvait. Le centre de l'entonnoir était un lac. On ne savait si le grondement qui faisait trembler l'air était celui de nos canons ou celui du ciel.

Martin et son camarade Sidi rêvaient au bord du lac. Ils hésitaient à boire : l'eau jaune ressemblait à un sirop de boue; au milieu de la flaque nageait un vieux brodequin et se rouillait un fusil prussien. Sidi, qui était moins délicat, surmonta son dégoût. Il s'abreuva. Martin le regardait avec mélancolie et avec une envie discrète, mais il se retint : noblesse oblige. Car, rempli de dignité et d'ans, gris déjà, Martin était commandant du quatrième bataillon.

Martin était un âne et Sidi, son compagnon, un bourricot : un petit bourricot d'Afrique, rusé, rieur, infatigable, trottant toujours, un de ceux que venait de recevoir le régiment, et qui appor-

tent dans les tranchées et jusqu'aux plus lointains postes d'écoute les aliments des hommes et la nourriture, plus rapidement absorbée encore, des fusils et des mitrailleuses. Ils remplaçaient les chevaux et les mulets de ravitaillement, qu'avait décimés la bataille. Ils passaient partout, enjambant les trous, escaladant les cratères, posant délicatement leurs petites pattes cagneuses entre les mailles des vieux réseaux de fil de fer, se faufilant dans les tranchées étroites, leur charge rabotant les murs de boue, avançant quand même, remontant sur le sol quand il n'y avait plus de tranchée, aussi gris, aussi jaunes que le terrain lui-même, échappant ainsi à l'observation des aviateurs ennemis, vrai peuple de fourmis laborieuses, philosophes inaccessibles à la crainte, que ne troublaient ni les averses de pluie, ni les orages de shrapnells, ni les explosions, autour d'eux, des lourds percutants.

— De vrais poilus ! avait observé un homme en les voyant pour la première fois.

De fait, ils ne sourcillaient point sous le bombardement et leurs poils, leurs longs poils prolongés par des filets de boue, balayaient le sol : de vrais poilus !

Les régiments d'infanterie n'ont que trois bataillons. On avait vite décidé, au 185e, que les bourricots formaient le quatrième bataillon ! Or, parmi tous ces petits ânons que conduisaient des âniers coiffés du fez et venus avec eux d'Afrique, on avait distingué un compatriote, un véritable âne de France, un vrai baudet de chez nous. Comment avait-il échoué parmi ses congénères tunisiens ? C'est ce que nul ne parvint à savoir ; mais il possédait plus de majesté, plus d'indolence et plus de ventre. Les autres se nommaient Sidi ou Mahomet ; on l'appela Martin. Il fut désigné pour porter les vivres du colonel, et c'est ainsi que Martin fut promu commandant du 4e bataillon.

Or le commandant Martin enviait le poilu Sidi, qui s'était désaltéré dans l'eau fangeuse de l'entonnoir. Le commandant avait des lettres. Il cita Buffon.

— Je t'envie, Sidi, s'écria-t-il, et je suis altéré. Mais M. de Buffon, notre noble ami, a dit de nous, et je ne saurais le faire mentir : « L'âne est fort délicat sur l'eau, il ne veut boire que la plus claire et aux ruisseaux qui lui sont connus... »

— Je ne connais point ce Buffon, répondit Sidi, et j'avais soif. Je me suis abreuvé ; il n'est pas utile de supporter vainement une souffrance quand nous pouvons l'éviter. Il en est suffisamment d'inévitables...

Et ces souffrances, Sidi les supportait tranquillement, sans se plaindre, avec le fatalisme qui convient à un bourricot musulman. Martin y mettait plus de façons. C'était un baudet cultivé, et il

n'acceptait avec résignation sa servitude qu'à cause de la grandeur de l'idée qui l'imposait; Martin était un camarade conscient.

Il tint à Sidi le discours suivant :

— Cette guerre est pour nous une grande leçon : sobres par définition, nous mangeons à peine et nous passons notre temps à apporter à nos maîtres leur nourriture. Notre rôle est ingrat et peu glorieux; et pourtant nous sommes aussi exposés que les chiens de liaison, les chiens sanitaires et les chiens sentinelles, dont plusieurs ont été cités à l'ordre du jour de leur régiment. Tu as là une image de l'injustice de ce monde.

« Nous sommes humbles et patients. L'humilité et la patience sont les vertus de ce long drame. C'est pourquoi l'on a remplacé par nous-mêmes les chevaux, qui restent néanmoins la plus noble conquête de l'homme. Mais cela c'est de la littérature; il faut espérer qu'un poète viendra, qui nous réhabilitera mieux que ne l'ont fait Buffon et La Fontaine. Un géographe grec, qui était un philosophe, Strabon, raconte que nous servions, dès l'antiquité, à des usages guerriers chez certains peuples d'Asie-Mineure.

— Maintenant encore, affirma Sidi, on nous emploie depuis longtemps dans les deux camps sur le front oriental.

— Pendant la campagne d'Egypte il y a un siècle, continua Martin, nous portions sur notre dos les membres de l'Institut qui accompagnaient Bonaparte. C'était un grand honneur que nous faisaient ces savants. Mais Bonaparte ne se servit jamais de nous comme monture; et pourtant il rappelait lui-même à Monge et à Berthollet qu'il était un civil académicien! Mais nous n'étions point assez nobles! Vois-tu, nous venons de gagner nos lettres de noblesse dans les tranchées; après la guerre, nous connaîtrons des temps meilleurs, quoique les hommes, à en juger par tous leurs actes en général et par ce satané bombardement en particulier, soient de bien drôles d'animaux...

Sidi ne répondit point. Martin secoua ses poils grossiers, durcis par la glaise. Il songeait à son village alpestre, dont les chemins sont bordés de chardons bleus, à ses bruyères où il se roulait, ruant, brayant, se vautrant à l'aise; c'était tout cela qu'il avait fallu quitter pour l'automne des tranchées.

Pourtant il n'éprouvait ni regrets, ni tristesse, mais au contraire de la fierté. Il se rappela un misérable cheval de dragons, aperçu la veille au centre de ravitaillement, à l'arrière, toujours fier, vaniteux et inutile.

— Voilà la fin définitive, dit-il, de Don Quichotte et de Rossinante, et notre avènement, avec celui de Sancho Pança!

IV. — Le sacrifice des pigeons.

Ce sera la grande beauté morale de cette guerre : l'homme aura appris à vivre des jours, des mois, des années sous la menace de la mort. Il n'a plus peur d'elle. Tout le long travail des philosophes aura moins fait pour l'humanité que l'épreuve de cette bataille. Les peuples de ce temps auront été délivrés de la crainte de la mort par le spectacle de la mort.

Quand l'un des deux Pigeons qui s'aimaient d'amour tendre quitta le logis, il dut échapper aux périls d'un orage, au filet du chasseur, au vautour, puis à l'aigle, à la fronde enfin d'un enfant, avant de rentrer, dégoûté du siècle, au colombier. Pauvres pigeons voyageurs qui volez par-dessus les cratères des volcans flamands ou champenois, pigeons des tranchées de Bapaume, pigeons des tranchées de Douaumont, que sont ces dangers dérisoires auprès des dangers auxquels vous avez échappé!

Il y a entre les pigeons de La Fontaine et les pigeons de cette guerre la différence qui existe entre les héros de l'*Iliade* et ceux qui dorment par milliers des Flandres aux Vosges. La grandeur des uns est dans la littérature qui nous transmet leur geste; la grandeur des autres est dans l'histoire de leur servitude et dans le mystère inconnu de leur passion. La noblesse des premiers se trouve dans le génie d'un poète, la noblesse des derniers réside dans leur cœur!

Hôtes pacifiques des pigeonniers pointus, trembleurs, ramiers et colombelles, vous contribuez aussi à la défense du sol, à l'œuvre de mort! Où est l'époque où, neutres bienveillants, vous alliez accorder entre eux les vautours, au point de les unir contre vous? Ramenez la paix parmi les hommes, au risque que les ménagères étranglent vos plus beaux couples et que les chasseurs déciment le vol triangulaire de vos palombes migratrices!

Voici : la bataille bat son plein, et cela dure des semaines et des mois. Les jours d'été sont aussi gris, tant l'atmosphère est troublée, que les matins d'automne : impossible de comprendre les signaux optiques; viennent à l'aide du brouillard la fumée et la poussière des éclatements, qui font bouillonner le sol. Les liaisons téléphoniques sont rompues depuis le début de l'engagement, les coureurs qui sautent de trous d'obus en trous d'obus, porteurs d'ordres et de renseignements, sont arrêtés par les tirs de barrage ou frappés à mort dans leur entonnoir solitaire.

Ainsi les vagues d'assaut qui déferlent les unes contre les autres, flux et remous inondés par la pluie des projectiles, se heurtent mystérieusement. Et nul ne sait ce qui se passe dans la

région où bout la tempête. A la nuit seulement les états-majors seront renseignés.

Mais voici que les pigeons s'envolent de la ligne même du feu. Un homme les a amenés, au sein de la bourrasque, dans sa musette. On a attaché à leur patte un message, écrit au crayon. Et malgré les explosions, les éclatements de l'acier et des flammes livides, malgré les nappes de gaz qui traînent à terre, malgré toutes les brumes, tous les nuages, malgré l'ombre qui est descendue, ils volent, porteurs de nouvelles, très haut, dans la limpidité du ciel.

Ils voyagent par couples; alors ils ne s'égarent jamais. Ils peuvent aussi voyager seuls, s'il le faut, si on le leur demande. Les vieux briscards ne craignent rien : qu'est-ce que ce pauvre orage bruyant de la terre quand on a appris à ne pas même redouter, au cours des migrations du printemps et des fins de l'été, la fureur des ouragans qui déchirent les cieux? Qu'est-ce que ces obus qui sifflent en volant, inventés par le génie le plus profond de l'homme, mais qui ne tiennent l'air que quelques secondes et vont à peine plus vite que les oiseaux, dont l'air est la demeure et qui sont maîtres de ses espaces? Comme ces vallées sont étroites, et basses ces collines, pour lesquelles les hommes rougissent la terre de leur sang, quand on les contemple du haut des sereines étendues!

Les pigeons regagnent leur colombier. Ils prennent parfois une route plus longue, mais plus sûre : leur instinct ne les trompe pas. Il leur arrive d'être blessés, de revenir avec leur belle gorge mauve rougie et déchirée, tant le voyage est dangereux.

Ils regagnent le colombier, colombier de la citadelle, panier que l'on porte de secteur en secteur, qu'ils retrouvent néanmoins. Dans les tranchées il n'y a pas de confort; malgré les soldats qui les aiment, qui leur donnent en abondance du pain et du riz, ils n'ont de pensée que pour leur demeure. C'est là qu'est la compagne au beau plumage gris, c'est là que sont les tendres soirées, les habitudes familières du logis...

Amants, heureux amants, disait La Fontaine, redoutez les voyages, qui furent fâcheux pour le pigeon... Mais voici qu'un ordre des choses qui vous dépasse vous a arrachés à votre jardin et à votre bien-aimée. Les conseils du fabuliste ne sont plus de ce temps. Ses tourterelles elles-mêmes ont été saisies par la tourmente et par la destinée et deviennent des pigeons-voyageurs. Ils portent des plis, comme les coureurs ou les estafettes, au lieu de roucouler. Imitez leur docilité et leur philosophie; quelle vanité de ne point se plier aux événements! Ils nous montrent qu'il est une chose plus puissante encore que les amours humaines, plus

haute que le calme de notre conscience, plus belle que l'équilibre de notre esprit : et c'est l'acceptation du sacrifice.

V. — Les chevaux embusqués.

La guerre éclata entre les animaux.

On n'en connaît point la raison : peut-être ne la surent-ils pas eux-mêmes; mais elle fut implacable et dévastatrice : toutes les bêtes d'une partie de cette pauvre terre contre les bêtes de l'autre partie du malheureux globe terraqué.

Les premiers chocs eurent lieu dans les futaies sans fin et sur les plateaux déserts : les tigres, les lions et les loups firent merveille. Bientôt la guerre changea de nature : suivant une coutume militaire aussi vieille que la guerre elle-même, les ennemis creusèrent la terre, construisirent des tranchées. On ne demanda plus aux guerriers les vertus de la fougue, mais celles de la patience. Ce fut très morne; ce fut très long. Peu à peu les lions, les tigres, les loups, les renards, enfin tous les seigneurs qui sont, par nature, belliqueux, disparurent des tranchées : soit qu'ils eussent été tués, soit qu'ils ne se sentissent point appelés à ce genre de combat, soit qu'ils fussent plus utiles ailleurs qu'au front. Seul resta le peuple immense des animaux dociles : les bœufs, les ânes, les moutons, tous patients et résignés, montèrent la garde sans défaillance, des années durant, dans la tranchée.

Quant aux chevaux, ils se montrèrent, comme bien on pense, intrépides et formidables au début des hostilités. Crinières au vent comme un étendard, naseaux fumant du feu, sabots martelant l'espace, leurs escadrons accomplirent des exploits dignes d'une épopée. Par la suite, leurs capitaines durent entrer dans l'infanterie; la troupe se résigna à un labeur utile mais sans gloire : or il est des natures pour qui la gloire est aussi nécessaire qu'aux autres le pain et la lumière; si tel n'était point le cas d'Horace, ce fut celui de César. Les chevaux durent donc se borner au travail des rosses de trait et aux plus humbles besognes. Seuls quelques-uns, empanachés et toujours superbes, purent trouver un emploi représentatif. Mais tous, chevaux des tâches indispensables autant qu'obscures, chevaux de luxe stérile et de factice éclat, également éloignés de la ligne de bataille, passèrent aux yeux de l'armée pour des embusqués.

Ils furent le type de l'embusqué.

— Il y en a vraiment trop! disait avec mélancolie le mouton.

— Au lieu de cacher leur bonheur, ils s'en parent et l'étalent, insinuait le renard, embusqué lui aussi, mais en première ligne.

— Il faut bien qu'il y ait des embusqués, déclarait le bœuf, en regardant d'un œil vague, par-delà le réseau, la glèbe stérile. Les uns ont de la chance, les autres n'en ont point : la justice n'est pas de ce monde.

— Ils sont souvent utiles, assurait l'âne avec générosité. Il faut bien des usines pour fabriquer des munitions et des pièces : pendant les bombardements ou les assauts, nous ne trouvons jamais qu'il y a trop d'obus, ni trop d'ouvriers à l'arrière!

— Pourquoi n'est-ce pas nous qui tournons les engins et pourquoi les chevaux ne sont-ils jamais ici? fit doucement le mouton.

— Tu deviens raisonneur, remarqua le bœuf. On t'a prouvé que ces embusqués sont utiles. Ils ne sont pas exposés, c'est vrai, mais à chacun son devoir et son lot.

— Ce n'est pas juste, murmura le mouton.

— Ce n'est pas juste, concéda le bœuf; mais il faut se résigner à l'injustice, puisque nous vivons en un temps et dans un monde d'iniquité.

L'âne déclara sans colère :

— Ce sont toujours les mêmes qui se font tuer.

Ayant ruminé, le bœuf répondit :

— Oui, mais ce sont toujours les mêmes qui font la grandeur d'un peuple et son éternité!

On admira ce propos, dont il n'avait point du tout saisi lui-même la vérité profonde et triste.

Cependant, en seconde ligne, attachés à la corde dans un terrain boueux, impassibles sous la pluie qui lavait leurs poils inlassablement, deux chevaux devisaient entre eux. Compagnons de misère, on les attelait au même fourgon régimentaire : c'est à cette fonction qu'étaient attachés désormais Souverain, coursier canadien, et Rémus, par Fox et Favorite, pur-sang anglais. Double splendeur déchue! Souverain évoquait le printemps passé où, libre, il galopait au sein du troupeau, dans les grandes plaines parfumées et vierges de l'Ouest. Rémus, ancien cheval de dragons démontés, se rappelait l'écurie plus propre qu'un salon, les heures de pansage, l'avoine, le bonheur des habitudes que rien ne troublait, les promenades et les revues. Quelle tristesse que celle de sa situation, lorsqu'on possède ses origines et qu'on porte le nom du fils de la louve!

— Cette guerre, déclara Rémus, devait marquer notre apogée : elle est notre condamnation.

— Ne sommes-nous point indispensables? protesta Souverain.

— Allons donc! reprit son compagnon. Il n'y a de services rendus que sous la mitraille; tous les services rendus à l'abri du danger ne comptent plus. Parmi les chevaux, cette guerre ne

reconnaîtra comme utiles que les chevaux de frise, en avant des tranchées !

La belle robe de l'alezan doré frissonna sous l'averse.

— Cette guerre, dit-il, bouleversa l'ordre du monde. Jadis on coulait notre image dans le bronze et, sculptés dans le marbre de Paros, nous ornions, de nos formes robustes et souples, le fronton des temples. Notre renommée était telle que quatre de nos compagnons traînaient le chariot du Soleil. Tu n'es pas honteux, car tu ignores ces choses, Souverain ! Tu viens d'un pays neuf et tu manques de culture. Pour moi, mon âme est lourde de ces souvenirs. C'est son cheval qui fit un empereur de Darius, pour avoir, avant celui des autres mages, henni à la lumière de l'aube ; et, par contre, un cheval devint empereur romain de par la volonté de son maître, le César Caligula. Celui-là dormait sur des dalles de porphyre ; son râtelier était d'ivoire et ses housses de pourpre. Oh ! les cavales de Salomon ! Oh ! noblesse de Veillantif destrier de Roland, et de Rossinante coursier de Don Quichotte !... Sais-tu, Souverain, par quoi nous étions immortels ? C'est par une phrase de Buffon. Je vais te la citer, tu en sentiras toute l'ironie et toute la dérision : « La plus noble conquête que l'homme ait jamais faite, dit-il, est celle de ce fier et fougueux animal, qui partage avec lui les fatigues de la guerre et la gloire des combats ! »

Et Rémus se tut, accablé.

Souverain lui dit, en guise de consolation :

— Faute de gloire, nous avons du moins le plaisir du modeste devoir accompli. Nous sommes encore utiles à l'homme.

— Non ! cria farouchement Remus. Nous avons été jadis son plus vrai, son seul ami. Nous le servions dans la bataille ; nous le servions pendant la paix pour les labours et les transports : grâce à nous naquit le commerce entre les humains, et nos charrois ont enfanté le négoce, l'industrie, les arts. Inutiles à la guerre, comme tu le vois et comme je te l'ai prouvé, nous serons écartés désormais des travaux pacifiques ; les simples héros des tranchées ne pardonneront pas aux embusqués. Les moteurs et les avions nous remplaceront définitivement ; ils joueront, aux époques paisibles, le rôle que nous avons tenu. Pour nous, plus de voitures, plus de charrues ! Notre part sera dorénavant d'orner l'étal des bouchers !

VI. — La grande pitié des chiens.

D'où vient que La Fontaine, qui a dépeint les animaux avec une telle tendresse, n'ait à peu près rien dit des chiens ? Sont-ils trop humbles, trop communs ou trop proches de nous-mêmes, trop semblables à nous ?

Le doux fabuliste savait bien que les animaux ne sont pas seulement serviteurs. Il voyait autre chose qu'une pondeuse en la belle poule qui court affairée, qu'un triste oiseau dans le hibou philosophe, qu'une bête de bât dans l'âne patient et rempli de malices, qu'une viande d'abattoir dans le bœuf puissant aux yeux d'un rêve lent. Avant Rousseau, La Fontaine avait compris la nature : pourquoi n'a-t-il rien dit des chiens? N'en voyait-il pas autour de lui, gardant les basses-cours de l'Ile de France et jappant autour de leurs colombiers? N'en emmenait-il point à ses côtés, dans ses courses vagabondes à travers les bois remplis d'insectes, à travers les blés d'où surgissent les alouettes, à travers les garennes humides de rosée où dansent et culbutent les petits lapins?

Il ne pensait point, sans aucun doute, comme Malebranche, métaphysicien plein de tendresse pourtant, et qui croyait à l'harmonie et à la bonté du monde, qu'un chien ne sent pas et que, quand on le frappe, c'est un mouvement mécanique qui fait hurler son gosier, comme un tuyau d'orgue. Les chiens sentent. Ils participent à notre existence. Je m'obstine à croire que, si La Fontaine n'a rien dit du chien, c'est qu'il a redouté que l'on comprît trop clairement qu'il parlait des hommes. Ce que j'écris ne saurait s'appliquer qu'aux chiens et nullement aux êtres humains : on va le voir.

Ils détestent la guerre, car ils sont bons naturellement. Comment a-t-on pu penser que le chien pouvait descendre du loup, pillard et vorace? Il n'y a rien de commun entre eux si ce n'est quelque apparence extérieure : de même nous avons pu croire un temps que les Germains étaient les frères, les frères de joie et de misère, du reste de l'humanité; il a fallu l'épreuve de ce siècle infernal pour comprendre qu'ils forment une race indépendante, encore sauvage, aussi éloignée de nous que les loups du Harz ou de la Thuringe sont différents des mâtins qui gardent nos troupeaux. On les a pourtant conduits à la guerre. Même là, malgré l'ivresse du sang et des rafales d'artillerie, ils sont pacifiques et doux. Ils vont chercher les blessés; ils veillent à un créneau d'écoute, protégeant la tranchée comme ils protégeaient le seuil de la maison. Ils gardent. S'ils découvrent un blessé, si quelque danger menace, ils gémissent ou s'agitent : ils n'aboient plus, ni ne mordent. Ils sont très malheureux et très tristes. Cette guerre est la grande pitié des chiens!

Ils ont très peur. Ils ne peuvent s'habituer aux bombardements. Chaque coup de canon, après bien des mois de présence au feu, leur fait courber la tête et provoque un frisson. Ils savent que ces coups sont mortels et que cette mort, froidement voulue par l'homme, qui ajoute ainsi une misère à toutes ses misères, est une lamen-

table folie. Ils le savent. Mais ils ne protestent pas. Ils ne désertent point. Ils se résignent. Ils continuent à trembler et à tenir fidèlement au poste qu'on leur a confié.

Ils aiment l'ordre, la discipline, l'obéissance. Ils ne réclament pas, qu'il pleuve ou que la nuit tombe. Seulement, quand le brouillard ou l'obscurité se font complices de l'ennemi et de sa traîtrise, ils sont plus inquiets et parcourent, les oreilles dressées, avec plus d'angoisse, la tranchée. Ils ne sont jamais fatigués. Ils ne s'étonnent pas si on les récompense de leur labeur et de leur sacrifice par des jurons ou même par des coups. Ce sont d'excellents soldats.

On le sait depuis longtemps. On avait à Rome des chiens et des oies pour garder le Capitole. Seules les oies avaient crié quand les Gaulois étaient venus surprendre la ville. Les chiens n'avaient pas aboyé, sachant que les blonds guerriers des Gaules, rudes et loyaux, étaient au fond des amis de Rome et leur léchant les mains; depuis lors, on promenait, sur les sept collines, à certaines têtes, des oies blanches dans un palanquin pourpre, en signe d'honneur, et un chien crucifié, en marque d'infamie. Pauvres chiens!

Si excellents soldats que les légions en avaient avec elles, les conduisant, comme des auxiliaires, contre les Daces ou les Bretons. Et Pline disait d'eux qu'il les préférait même aux auxiliaires, car ils ne fuient jamais devant l'ennemi, ils ne lâchent pas prise et ils ne se montrent pas exigeants sur les honneurs, la solde ni l'avancement. Pourrait-on rendre le même témoignage à beaucoup de soldats?

Oui, sans doute, à toute cette foule anonyme qui se dévoue et meurt sans bruit. Héros obscurs qu'on ignore et qui s'ignorent, aussi simples dans leur servitude que les chiens. Point d'honneurs, point d'avancement, point de solde, des ordres brefs, une discipline de fer, toutes les tristesses de la souffrance et de la mort, la monotonie des saisons qui se succèdent, la terreur des nuits, et, pour divertissement, l'assaut, malgré les tirs de barrage, sur les collines et les plateaux qui ruissellent de leur sang. Et pourquoi ce sacrifice consenti, cette misère volontairement supportée? Pourquoi, s'il n'existe une miraculeuse, obscure et invincible volonté de la terre de se défendre, de se garder pour la race qui l'a élue, qui la possède; pourquoi, si ce n'est par un mystérieux appel du sol à ses fils pour protéger le seuil de ses frontières?

Tel est le devoir du chien de garde dans la tranchée. Il se bat, mais c'est pour se défendre. Il n'a pas attaqué. Il demeure pacifique. Il est en sentinelle sur le terrain et derrière un créneau, comme dans le champ où paissaient les brebis, ou devant la porte

du poulailler... Il se bat, et voici que souvent il a été cité à l'ordre de son régiment. Il est vraiment le héros inconscient de son héroïsme. « Votre nom? » criait un aide-de-camp du général Bonaparte, soucieux de récompenser la vertu, à un jeune grenadier qui venait de s'emparer d'une pièce autrichienne, et, ayant cloué avec sa baïonnette les six canonniers, retournait le canon contre l'ennemi. « Qu'ai-je fait de mal? » demanda en tremblant la recrue à l'officier. Il ne se doutait pas plus de sa témérité que les chiens qu'on a décorés.

Toutes les races et toutes les tailles sont également bonnes. C'est une injustice de vouloir que le chien des Flandres au poil fauve soit meilleur que le berger chevelu des Cévennes, le beauceron trapu meilleur que le grand chien des Pyrénées. Et c'est une injustice de penser que la noblesse de l'origine distingue un loup aristocrate ou un lévrier nerveux d'un gros dogue de boucher ou d'un mâtin de paysan. Fils des fermes normandes ou des mas provençaux, bêtes au pedigree célèbre ou cabots de hasard, ils ont acquis les mêmes lettres de noblesse sur la ligne de feu.

Seuls les chiens de chasse transgressent leur devoir : aux plus beaux jours de l'été ou de l'automne, on les voit parfois, d'une fuite soudaine, quitter la patrouille qu'ils escortent ou la corvée de brancardiers. La bataille fait rage : ils n'en ont cure. Ils aboient, humant le frais. Ils galopent, ameutant tous les chiens qui leur répondent et on les voit, à l'horizon, qui suivent le derrière affolé d'un lièvre qui a oublié, grâce à la rage de l'homme, la malice des chiens. Car — les en blâme qui voudra — ces chiens préfèrent encore la course après les petits fauves des bois à la curée humaine.

Mais même ceux qui restent obscurément fidèles à leur devoir, bergers arrachés à leurs troupeaux, hauts danois argentés, dogues fauves, loulous encore parfumés et regrettant dans la boue la caresse des cousins et la chaleur des appartements, bulls fidèles ronflant de leur museau écrasé comme des toupies, caniches lamentables et résignés comme les mendiants aveugles qu'ils guidaient, tous ces chiens enferment dans leurs yeux lents et mobiles la nostalgie du foyer qu'ils ont quitté. Et cette nuit, comme tombait le crépuscule, un musicien d'un bataillon de chasseurs a joué sur un cor des airs de chasse et sonné l'hallali; l'air s'est répandu en écho dans les forêts et sur les pentes vosgiennes : et à ces sons a répondu la clameur de tous les chiens de chasse, chiens courants, braques, griffons, bassets, une meute hurlant avec mélancolie au souvenir des bois, des taillis, des guérets, de la lande...

De même que jadis par les derniers jours de l'été, je partais, suivi de mon chien, pour courir, en quête d'une grive saoûle, par

les collines pierreuses de ma Provence, et que je m'endormais, ivre de l'odeur du thym et des mélisses, dans un bosquet de roseaux et de chênes-nains, — j'ai gagné la forêt voisine du cantonnement; j'ai emmené un chien donné à la compagnie; et dans l'herbe chaude, je m'endors. La futaie est lourde sur ma tête; un air humide monte de l'étang qui bourdonne d'insectes et de mouches bleues. Plus loin, le tunnel de l'allée cesse; une baie s'ouvre, dans la verdure, sur une clairière; et c'est là le cimetière des camarades qui nous ont précédés au repos; dans cette trouée de lumière, où s'étale le soleil, volent des papillons. Il semble que la mousse et l'herbe craquent sous l'effort d'un intime et mystérieux travail. Le soleil descend derrière les ormes; un rameau de houx étincelle, un sorbier devient rose; des mûres noires tombent du buisson et saignent sur le sol. Les cloches mauves des campanules se penchent vers l'herbe; on sent l'odeur des persils tremblants, du fenouil d'or, des pavots, des fraisiers, des aigremoines, des hautes digitales sucrées... Quelle paix magnifique et féconde! Je me suis endormi.

Un long déchirement soudain me réveille : une batterie invisible, défilée à côté, s'est mise à tirer. Les obus partent à coups réguliers. Et mon chien, réveillé en sursaut lui aussi dans son rêve, me regarde, à chaque obus qu'on tire, de ses prunelles pitoyables et humides, et chaque fois il hurle doucement, d'une plainte presque imperceptible, puis, l'échine frissonnante, allonge une tête sage et résignée contre le sol...

VII. — Les oiseaux du printemps.

C'est le premier jour du printemps.

Il a éclaté soudain, et tout de suite affirmé sa royauté. Il est tardif. On l'attendait depuis un mois. Il aurait dû déjà fleurir les haies d'aubépines et les arbres du verger; il ne se montrait point : on désespérait de lui. Il en est ainsi depuis trois ans, depuis qu'a commencé la crise qui fait frissonner le monde : c'est à se demander s'il n'y a point là une indication du ciel, las de la folie des hommes et de la force des méchants, et refusant à la terre de nouvelles floraisons. Les soldats sont depuis six mois des blocs de glace et des blocs de boue; le désir des beaux jours rend la pluie plus pénible encore; les fêtes pascales sont passées, et les implacables averses continuent, et nulle végétation ne vient animer le sol; paysans, les hommes maudissent cette glèbe stérile; soldats, ils insultent son humidité. Voici l'avril, l'avril des poètes et des chansons villageoises : il fait froid, il pleut. Avril finit et l'on redoute les caprices d'un variable mai. Beaux mois du printemps,

vous ne méritez plus les noms que vous avait donnés Fabre d'Eglantine, au nom plus printanier que vous-mêmes : germinal, qui fait éclater les bourgeons sur les branches et jaillir du sillon les blés verts; floréal, qui poudre de rose les pêchers, de blanc les cerisiers et de toutes les couleurs les rosiers des jardins; prairial, qui laisse croître les marguerites, les anémones et les jonquilles, en bouquets éclatants, parmi les hautes herbes parfumées!

Or, quand on désespérait de lui, le printemps, le printemps rose, vert et bleu, a souri sur les arbres, les pelouses et le ciel. Cette nuit encore on grelottait dans les tranchées; au rayonnement de la journée, la chaleur vous envahit, avec sa lassitude heureuse.

Le printemps : les oiseaux!

Les oiseaux : ils sont la vie d'un paysage; ils sont l'âme des champs, l'esprit vivant de la forêt, la voix des pâturages. Eux seuls sont des plaines et des montagnes l'animation. Un pays sans oiseaux est un désert. Leur présence apporte aux landes ensanglantées la grâce, l'espérance, la foi.

— Les oiseaux sont revenus!

Et la nouvelle s'est propagée sur toute la ligne maudite et sacrée, par les dunes flamandes, par les collines picardes, par les falaises de Champagne, par les sapinières vosgiennes, le long des saules et des aulnes pâles de la Meuse.

Voici les messagers de jours meilleurs, voici les hérauts du printemps!

Le tonnerre des artilleries déchaînées, la démence du sol et de l'air en fusion ne les étonnent point. Rien ne trouble leur philosophie, leurs chants et leurs amours. Ils portent le printemps en leur cœur!

S'ils ne font point leurs nids sur la ligne même du feu, c'est qu'il n'y a plus d'arbres, ni de haies. Ils ont dû émigrer de leurs villages familiers. Ce sont des réfugiés! Mais ils ont tenu à rester le plus près possible de leurs anciennes terres : à une lieue des tranchées, dans les boqueteaux où sifflent encore les boulets, dans les buissons émondés par les obus, ils bâtissent leurs nids. Les taillis voisins des glacis d'attaque résonnent de leurs querelles et du sifflement des balles de mitrailleuses.

Voici qu'on oublierait, pour avoir vu la renaissance des passereaux, le vol des vautours lâches et voraces, des maudites aigles héraldiques, des éperviers sanguinaires. Voici que, pour un peu, l'on croirait déjà à la défaite des oiseaux de proie!

Car les petits oiseaux ont repris possession de l'air. Que les poètes ne comprennent-ils encore leur langage? Le roulement régulier des canons est dominé par leurs voix. Je les distingue

tout le long de ce sentier qui mène à la lisière de la forêt, jusqu'à l'entrée des tranchées.

Petites mésanges aux belles huppes; loriots aux sons de trompette, hôtes des rouges cerisiers; fauvettes musicales aux plumes dorées; pinsons, musiciens romantiques au gilet rouge sous la gorge, aux atours bleus et verts striés de noir; bouvreuils harmonieux, aux plumes empourprées, quels sont vos discours et quelles vos chansons? Quelle votre chanson, ô rossignol, prince des soirées lumineuses, dont la voix pure s'est élevée, cette nuit, dans le silence rempli d'angoisses? Quelle votre chanson, hirondelle, qui n'avez pas retrouvé vos nids coutumiers aux clochers des églises, aux pignons des maisons bourgeoises, aux toits des fermes, toutes démolies par la rage des maudits? Quelle votre chanson, alouette, qui vous êtes nichée, vous et votre couvée, dans ces sillons creusés par les engins en avant des réseaux et qui vous élevez soudain devant nos yeux éblouis, malgré les balles, en pleine clarté de l'aurore!

Et c'est en me rappelant l'Évangile que j'ai compris la sérénité des passereaux, malgré la bataille, et que j'ai saisi la leçon qu'ils nous donnaient.

Il est écrit : « Ne soyez point en souci pour votre vie de ce que vous mangerez ou de ce que vous boirez... Regardez les oiseaux du ciel : il ne sèment ni ne moissonnent, ni n'amassent dans les greniers, et votre Père céleste les nourrit. Ne valez-vous pas beaucoup mieux qu'eux? D'ailleurs qui d'entre vous peut ajouter par son inquiétude une coudée à sa taille? Ne vous mettez donc pas en souci pour le lendemain : car le lendemain aura soin de ce qui le regarde. A chaque jour suffit sa peine. »

Telles sont les plus belles paroles du Christ dans le plus beau discours qu'aient entendu les hommes.

Oui, toute la sagesse est dans la conduite des oiseaux. Ils ont les vertus de la patience. Il ne se mettent pas en peine pour la journée qui suivra. Ils ne redoutent point la mort : ils l'accepteront sans murmure. Ils chantent. Ils aiment. Ils annoncent le lever de l'aurore. Ils proclament le printemps.

Il nous faut être semblables à ces petits oiseaux du ciel, qui nous sont revenus, semblables aux humbles passereaux du Sermon sur la Montagne.

Adrien Bertrand.

UN PROJET DE MARIAGE
DU DUC D'ORLÉANS[1]
(1836)

CORRESPONDANCE CONFIDENTIELLE ET INÉDITE DE THIERS
Président du Conseil et Ministre des affaires étrangères

ET DU COMTE DE SAINTE-AULAIRE
Ambassadeur à Vienne

AVEC DES LETTRES DE LA REINE MARIE-AMÉLIE, DU DUC D'ORLÉANS, DE L'ARCHIDUC CHARLES, ETC.

XXXV

Le comte de Sainte-Aulaire à Thiers.

15 juillet 1836.

Cher Monsieur Thiers,

Je viens de vous dire dans ma dépêche officielle que votre circulaire du 28 juin a fait sur M. de Metternich un très bon et très utile effet. Rien n'est plus vrai. Je m'étais décidé à lui en donner lecture parce que je ne doutais pas du succès et aussi que ce m'était une occasion de pousser une reconnaissance sur un terrain que vous me demandez d'explorer. J'ai, en effet, eu deux conversations assez substantielles, dont voici le fidèle rapport.

L'article de votre circulaire qui fait allusion à la nécessité d'un prochain mariage pour M. le duc d'Orléans a surpris M. de Metternich, et il s'est étonné que vous n'eussiez pas craint de l'insérer dans une pièce qui ne pouvait rester complètement secrète. J'ai répondu que cet article m'avait paru, comme à lui, fort remarquable et que je me l'étais expliqué par le *parti-pris* de ne plus attendre et de marier M. le duc d'Orléans dans l'année. « M. Thiers

[1] Voir le *Correspondant* des 25 mars, 25 mai et 25 juillet 1917.

n'a pas de la corde de pendu dans sa poche, » a repris M. de Metternich, « et il faut être deux pour se marier. » A cela j'ai répondu que je n'avais moi-même aucune idée sur la chance que vous pourriez suivre, que j'y avais pensé sans rien deviner et que je lui demandais instamment de me confier ce qui arriverait à sa connaissance. Il me l'a promis. Et la conversation s'étant ainsi établie sur un pied d'intimité, j'ai ajouté que j'allais peut-être commettre une indiscrétion répréhensible, car il m'était expressément recommandé de ne plus parler mariage avant d'avoir reçu de nouvelles instructions; que cependant, ne doutant pas au fond de sa bonne volonté et ne traitant la question qu'*académiquement*, je ne voyais pas d'inconvénient à lui montrer le dessous des cartes, puis tirant de ma poche votre lettre particulière du 28 juin, où j'avais soigneusement noté pour être passé tout ce qui aurait blessé personnellement lui Metternich, j'ai fait lecture de tout le reste, appuyant sur les phrases qui témoignent la résolution de prendre, à défaut d'une archiduchesse, toute autre princesse, petite ou grande, et surtout sur celles qui annoncent un changement de politique que l'Autriche aurait à déplorer longtemps.

M. de Metternich m'a écouté avec l'air dégagé qu'il affecte toujours quand il est le plus ému. Il a donné de grands éloges à votre lettre. Il a reconnu que vous étiez un homme de courage et d'esprit et que vous sauriez prendre à propos des résolutions énergiques pour le service du roi et de la France. Là-dessus je l'ai livré à ses réflexions et j'ai levé la séance, lui répétant encore que tout ceci ne valait entre nous que comme conversation académique et que ni l'un ni l'autre n'aurions à le rappeler le jour où j'aurais une communication officielle à lui faire.

Quelques jours après, j'ai retrouvé M. de Metternich très préparé. Il m'a fait un long *speech* sur la nécessité de marier M. le duc d'Orléans, de le marier promptement, et sur la bonne volonté qu'il avait de nous aider dans cette affaire pleine de grandes difficultés. « Les uns refuseront le mariage *par opinion*, » m'a-t-il dit, « mais au fond ceux-là sont peu nombreux et chaque jour plus vacillants; les autres refuseront *par peur*, et l'événement du 25 juin n'est pas fait pour les rassurer. — J'ignore au reste ce que l'archiduchesse Thérèse a dit après l'avoir appris. — Cependant la peur peut être balancée dans l'esprit d'une jeune personne par l'idée d'être reine de France, idée au fond très séduisante. Ces difficultés, bien que graves, n'ont donc rien d'absolu, et Mgr le duc d'Orléans doit finir par les surmonter. Mais si, sortant de ces données générales, nous examinons la convenance d'un mariage autrichien, en vérité plus j'y pense, plus cette con

venance me paraît douteuse [1]. Il faut sans doute que l'alliance de l'Autriche et de la France soit intime, plus intime que celles d'aucunes autres puissances. Vous n'avez point d'amis plus dévoués et chers que nous, et permettez-nous d'espérer le réciproque. Mais un mariage est-il nécessaire pour resserrer nos liens? Non sans doute, et au contraire un mariage *autrichien* fera dire en France que Louis-Philippe est le chef de la Sainte-Alliance et il fera dire à Vienne que M. de Metternich s'est vendu à Louis-Philippe. »

Voilà textuellement ce que m'a dit le chancelier. En formulant un dernier argument, il m'a semblé embarrassé comme quelqu'un qui dit le *bon* mot, ou plutôt qui le laisse échapper. J'ai répliqué que quant à la convenance d'un mariage autrichien nous étions juges pour la France, que notre opinion était arrêtée et qu'il ne l'ébranlerait pas, que sans doute il nous faudrait y renoncer si l'on nous refusait ou si l'on voulait nous faire trop attendre, mais qu'un refus ne serait pas pris en douceur et qu'un trop long délai ferait l'effet d'un refus, car je voyais clairement que vous vouliez marier M. le duc d'Orléans, le marier dans l'année et que vous ne sacrifieriez pas ce dessein à l'éventualité d'un mariage autrichien.

« Attendez-vous donc, cher prince, à me voir entrer un de ces jours dans votre cabinet avec la mine triste, mais fort résolu; j'aurai à vous demander une réponse catégorique et je le ferai nettement. Il me faudra un *oui* ou un *non* positif. Pesez-en bien d'avance toutes les conséquences. »

Sur cela, M. de Metternich s'est levé en prononçant ces paroles que je vous engage à bien peser aussi, mon cher patron : « Je doute que le roi permette jamais à M. Thiers de poser la question si nettement. »

Maintenant, c'est à vous de savoir s'il faut livrer la bataille. Tenez pour certain que je ne mollirai point dans l'action et que je m'avancerai aussi loin que vous voudrez. Je persiste à croire qu'il faudrait laisser un peu s'éloigner le 25 juin pour que l'impression de la jeune princesse fût effacée. Cette considération est du reste de peu de poids sur M. de Metternich. Il ferait bon marché de la peau d'une archiduchesse : *de minimis non curat praetor.* Mais ce qui touchera vivement le chancelier, c'est la possibilité d'un autre mariage et surtout la pensée que les rapports de nos cabinets vont être changés.

Sur ces deux points, sachez bien qu'on ne croira ni vous ni

[1] Cinq mois plus tard, le chancelier écrivait en termes infiniment plus catégoriques au comte Apponyi que le mariage « eût été une faute immense de part et d'autre ». (8 décembre 1836 : *Mémoires du prince de Metternich*, t. VI, p. 162.)

moi sur parole, mais le roi. A-t-il en effet et la volonté et le pouvoir de choisir une autre belle-fille? Mettez-vous en mesure; et que M. de Metternich l'apprenne et en arrive à n'en pouvoir douter.

Vous savez que Marie-Thérèse fut donnée à Louis XIV seulement le jour où il était venu à Turin [1] demander la fille du duc de Savoie et l'avait obtenue.

Quant au changement de politique du cabinet, ce que je dirai ici ne fera rien du tout; ce que vous écrirez de Paris ne fera pas grand chose; ce que le roi dira lui-même fera un peu plus, mais pas encore suffisamment. Il nous faut un fait qui fasse tomber les écailles des yeux. Je ne vous propose point de sacrifier les intérêts de la France, mais choisissez bien ce qui ne leur serait pas contraire. Je prends au hasard la nomination d'un consul à Cracovie, par exemple. Dites à M. d'Apponyi que c'est une affaire de complaisance pour ses amis et que, si on vous laisse persuader que nous avons d'autres amis que les Anglais, c'est à eux que vous allez complaire. Laissez un délai de quinze jours pour la réflexion, mais après l'avoir annoncé ne manquez pas de le faire. Toute notre considération ici est à ce prix.

Sachez bien aussi, cher Monsieur Thiers, qu'une telle démarche vous rend à jamais M. de Metternich hostile. Il vous fera *du pis* qu'il pourra à Paris et partout. La chose n'est pas indifférente et, bien qu'elle ne vous inquiète probablement guère, je ne veux pas indiquer le moyen sans en indiquer aussi les conséquences personnelles pour vous.

Si, comme cela paraît certain, le roi de Naples quitte Vienne pour se rendre à Paris sans avoir fait aucune demande de mariage, il est possible que l'archiduc Charles nous revienne avec un peu plus de courage. Ceci aurait de l'importance parce que ce que M. de Metternich craint par-dessus tout, ainsi que je vous l'ai dit plus haut, c'est d'être accusé de faiblesse pour le roi. Pour qu'il se portât au mariage, il faudrait qu'il pût dire à l'archiduchesse Sophie, etc., etc. : « C'est le père qui l'a voulu. Nous lui avions promis le roi de Naples. Cette chance lui est échappée et il est naturel qu'il ait voulu en suivre une autre. »

Cette visite du roi de Naples en France est un très heureux événement. Attendez-vous après cela à de nombreuses visites royales. C'est un des effets du voyage des princes. Il change notre position en Europe. Il ne s'agit que de l'exploiter lentement et sagement.

Le prince de Metternich part dans les premiers jours d'août

[1] C'est la duchesse de Savoie qui vint à Lyon présenter au jeune Louis XIV sa fille Marguerite : le lapsus est surprenant sous la plume de l'historien de la Fronde.

pour ses terres de Bohême. Il se trouvera le 1er septembre à Prague pour le couronnement, et n'aura pas repris son assiette à Vienne avant le mois d'octobre. Calculez l'effet de cette absence, si vous voulez commencer quelque chose d'un peu vif. Rien n'amortit les coups comme les interruptions. Si l'on doit passer six semaines sans se voir après s'être querellés, on compte sur l'effet du temps pour le raccommodement. Peut-être vaudrait-il mieux tout ajourner jusqu'à l'automne. Mais vous seul pouvez apprécier cette circonstance.

Adieu, très cher, ma femme vous fait mille amitiés et vous prie de lui renvoyer son fils. Mettez-moi, je vous prie, aux pieds de Madame Thiers et de Madame Dosne et croyez-moi votre ami très sincère. — SAINTE-AULAIRE.

XXXVI

Le comte de Sainte-Aulaire à Thiers.

Vienne, 22 juillet 1836.

Cher Monsieur Thiers,

Malgré toute l'activité possible, je ne pourrai pas vous renvoyer avant mercredi ou jeudi de la semaine prochaine le courrier arrivé ici le 18. Des difficultés matérielles retardent les affaires les plus simples, lorsqu'il faut les traiter avec des personnes placées à dix lieues de distance les unes des autres.

Aujourd'hui encore je ne suis guère plus avancé que le premier jour et cependant je n'ai guère dormi depuis vos dernières lettres, ou plutôt je n'ai dormi qu'en y pensant.

Dites, je vous prie, à la reine et à Monseigneur la cause du retard. Le roi de Naples part décidément le 26 au soir. Il paraît certain qu'il arrivera à Strasbourg le 2 ou le 3 août.

Adieu, très cher : je vous aime et vous admire bien sincèrement. — SAINTE-AULAIRE.

XXXVII

L'archiduc Charles au duc d'Orléans.

Weilburg, 25 juillet 1836.

Mon cher cousin,

Le comte de Sainte-Aulaire m'a fait passer la lettre que Votre Altesse Royale a bien voulu m'adresser le 11 de ce mois. J'ai retrouvé dans les paroles qu'elle renferme les sentiments que vous m'avez si noblement exprimés dans les entretiens que nous avons eus durant votre séjour à Vienne et qui vous assurent en retour ceux de ma sincère amitié.

J'ai consulté les dispositions de ma fille; vous les connaissez déjà, Monseigneur, et elles n'ont pas éprouvé de changement. Personne plus qu'elle ne rend justice aux qualités éminentes qui distinguent Votre Altesse Royale. D'un autre côté, elle se connaît elle-même, elle sait se rendre compte de sa force et de ses faiblesses. Placée dans une situation dont les difficultés l'effraient, elle craindrait de trouver dans le bonheur même des causes de pénibles anxiétés, auxquelles son cœur risquerait de succomber. Vous trouverez dans cet aveu l'expression de sa pensée, et c'est cette pensée qui décide de la mienne. Dans cette pénible circonstance, rien ne saurait m'être plus consolant que l'assurance que vient me répéter Votre Altesse Royale des sentiments qu'Elle me porte; ils sont et seront toujours ceux que je lui ai voués de mon côté, et à la fois le garant des vœux que je ne cesserai de former pour son bonheur. Veuillez agréer l'assurance de la haute estime et de l'inviolable attachement avec lequel (*sic*) je suis, Monseigneur... — CHARLES.

(Mémoires inédits du comte de Sainte-Aulaire.)

XXXVIII

Le prince de Metternich au duc d'Orléans.

(sans lieu ni date)
[Vienne, 25 ou 26 juillet 1836].

Monseigneur,

M. le comte de Sainte-Aulaire m'a remis la lettre que Votre Altesse Royale m'a fait l'honneur de m'adresser le 11 de ce mois. Cette lettre, jointe aux ordres que cet ambassadeur a reçus par la même occasion, m'ont (*sic*) servi de preuves combien Votre Altesse est restée fidèle à la marche qu'Elle s'était proposé de suivre dans une affaire extrêmement délicate. Mes soins, Monseigneur, ont dû se borner à empêcher que cette même affaire ne sortît des limites dans lesquelles nous étions convenus qu'elle serait maintenue. Je me flatte, Monseigneur, qu'Elle (*sic*) voudra bien me rendre la justice que de mon côté je suis resté également fidèle à ma tâche. Les hommes apprennent à se connaître dans les occasions difficiles; je regarde comme l'une des circonstances heureuses de ma vie publique le contact personnel dans lequel j'ai eu le bonheur de me trouver avec vous. Votre Altesse Royale est jeune; Elle aura encore à traiter avec beaucoup d'hommes d'affaires. Qu'Elle se dise avec pleine sécurité qu'Elle n'en trouvera pas qui puisse jamais rendre une justice plus sincère aux hautes qualités qui La distinguent que je ne le fais.

Daignez agréer, Monseigneur, l'hommage du respect... — METTERNICH.

(Mémoires inédits du comte de Sainte-Aulaire.)

XXXIX

Le comte de Sainte-Aulaire à Thiers.

26 juillet 1836.

Cher Monsieur Thiers,

Je n'ai que de mauvaises nouvelles à vous donner, mais vous n'en attendez pas de bonnes. Voici le fidèle rapport de ce qui s'est passé.

Après avoir bien médité votre admirable lettre du 11, j'ai été trouver M. de Metternich, à qui j'avais envoyé à l'avance celle de M. le duc d'Orléans. Sans trop de préface, j'ai donné lecture de vos huit premières pages, qui se terminent à la phrase *voudra-t-il se le donner tout entier?*

Arrivé là, j'ai témoigné quelque scrupule de continuer, attendu que votre diapason s'élevait un peu, et qu'il pourrait se rencontrer telle expression que vous me sauriez justement mauvais gré d'avoir livrée, si elle excitait quelque susceptibilité.

M. de Metternich m'avait écouté avec une émotion visible, m'interrompant souvent par des *bravos* approbatifs. Il m'a vivement prié de continuer, m'assurant que je lui rendais service à lui et que je ne pouvais vous nuire, puisqu'au contraire cette lecture lui donnait la plus haute idée de votre caractère et de votre capacité politique.

J'ai donc repris mon papier et j'ai poussé jusqu'à la fin, cherchant à assortir la musique aux paroles. Je vous réponds du moins de n'avoir pas adouci par mon accent ce que vous dites des passions de salon et des procédés de l'archiduchesse Sophie. Sur ce dernier point, on a essayé quelques timides dénégations. Sur tous les autres, on a abondé dans votre sens avec un abandon qui paraissait sincère. — Puis on m'a supplié de confier pour quelques heures cette lettre qui méritait une méditation profonde. Je m'y suis refusé pour la dernière feuille, mais j'ai prêté volontiers les deux autres que, malgré des messages réitérés, je n'ai pu obtenir qu'après trois jours.

J'ai peu de choses à vous dire de la controverse qui s'est engagée après la lecture. J'ai tort de dire controverse, car M. de Metternich ne m'a pas présenté une objection. C'était lui, au contraire, qui faisait valoir les avantages du mariage et de l'alliance. Il répétait, comme quelques jours auparavant, que dans l'intérêt conservateur c'était le seul désirable.

« Et pourquoi donc ne le ferez-vous pas réussir? pourquoi ne le tenterez-vous pas au moins? » ai-je dit. — « Parce que je connais trop bien le terrain pour m'abuser sur la possibilité, » m'a-t-il répondu.

M. de Metternich est fort impressionnable. Il me parlait en ce moment sous le charme de votre lettre qui, je crois, lui arrachait l'expression de sa pensée sincère : plus tard, je n'ai plus retrouvé la même franchise.

Avant de terminer le premier entretien, j'ai parlé des notes de M. de Montebello[1] en Suisse et du recrutement de notre légion en Espagne. La seconde nouvelle a fort tempéré la joie de la première. « Et pourquoi cet accroissement de forces? » m'a demandé M. de Metternich. — « Qui sait? » ai-je répondu en souriant, « peut-être pour conduire don Carlos à Madrid? peut-être aussi pour le conduire à Londres? »

Après avoir placé mon mot, je me suis hâté de reconnaître que j'avais tort de plaisanter en matière si sérieuse. J'ai protesté qu'en circonstance grave nous ne ferions jamais rien par taquinerie ou par condescendance pour personne. Mais j'ai ajouté que les intérêts seuls de la France pourraient se trouver changés par l'influence forcée de diverses positions. « Ainsi, supposant la France bien unie à l'Autriche, la conséquence de cette union est que la Russie et l'Angleterre occupent en Europe des places secondaires, et sont plus ou moins à la remorque de leurs alliés. La France et l'Autriche au contraire étant en froideur ou en méfiance l'une de l'autre, la Russie commande dans le Nord, et il n'est pas invraisemblable que l'Angleterre obtiendra de la France de larges concessions ».

J'ai laissé M. de Metternich méditer sur ces paroles et sur votre lettre, à laquelle il fait les honneurs d'une réponse en règle, que M. d'Apponyi sera chargé de vous lire. Nul doute qu'elle ne soit fort caressante et que le chancelier ne fasse de son mieux pour vous amadouer. Il commence à vous craindre comme le diable. *Initium sapientiae timor.*

L'archiduc Charles est à Baden. C'est là que je lui ai fait porter par Langsdorff la lettre de Monseigneur, en lui faisant aussi demander une audience. Mon gendre a parlé au comte de Grünne, qui ne s'est pas fait prier pour avouer « qu'il désirait le mariage autant que moi, et que l'archiduc le désirait comme lui[2] ». — Ce

[1] Ministre plénipotentiaire de France à Berne.

[2] Le comte de Sainte-Aulaire, reproduisant dans ses Mémoires inédits sa lettre du 26 juillet, ajoutait en note de ce passage : « Quelques semaines après, ayant rencontré le général Grünne, il prit avec moi l'ini-

nonobstant, ledit archiduc a remis ce matin sa réponse à la lettre du prince royal, en avouant tristement que cette réponse était négative.

Le désir évident de l'archiduc Charles était que notre entretien se terminât ainsi : mais je ne pouvais lui faire si bon marché. Je l'ai tenu pendant vingt minutes sur des charbons ardents, lui faisant remarquer que je ne venais pas lui demander sa fille, qu'il n'avait point à répondre à une question si directe, qu'il ne courait aucun risque par sa réponse de contrarier la politique du cabinet, puisque réserve expresse était faite à cet égard, — qu'il s'agissait seulement aujourd'hui de savoir s'il voulait mettre un *veto* préventif à la négociation.

A tout cela l'archiduc ne répondait pas une parole, se bornant à me montrer du doigt et de l'œil la lettre qu'il venait de me remettre. Enfin, sur de plus vives instances, le pauvre prince a prononcé ces paroles : « *J'ai trouvé des obstacles insurmontables... Ma fille ne se sent pas la force d'affronter les dangers auxquels la famille royale de France reste malheureusement exposée...* » Puis de grands éloges pour le roi, pour la reine, pour Monseigneur; puis, comme je voulais rentrer en matière, il m'a pris les deux mains, il les a serrées longtemps, me disant avec grande émotion : « Mon cher ambassadeur, vous connaissez mon cœur, dispensez-moi, je vous en prie, de continuer cet entretien. »

Cela eût été assurément bien inutile. En quittant l'archiduc, j'ai donc été retrouver Metternich, que j'ai tiré d'une grande détresse en l'assurant que tout s'était passé conformément aux ordres que l'archiduchesse Sophie avait sans doute fait intimer d'avance. — Quand il a été complètement édifié par mon récit, quand il a été bien certain que le refus bien net de l'archiduchesse Thérèse m'avait été signifié comme l'impression spontanée de la jeune personne et sans allusion à aucune influence de la famille et du cabinet, il a voulu exploiter les avantages de cette position et me forcer de convenir qu'il n'y avait lieu à rancune contre personne et que nous resterions sans doute bons amis comme devant.

« Halte-là, cher prince! » ai-je répondu. « Je viens de vous raconter fidèlement ce que je vais mettre dans ma dépêche. Je n'en dirai ni plus ni moins, parce que c'est la vérité tout entière. Mais un ambassadeur n'est pas un *perroquet*. J'ajouterai donc, et je veux que vous en soyez informé, j'ajouterai que tout cela est une déplorable comédie, que l'archiduc Charles désire le mariage, qu'il fléchit sous la volonté qui domine toute la famille et qui réagit sur

tiative, et me dit les larmes aux yeux : « Cette affaire me laisse un profond regret; je ne veux pas en parler de peur d'en trop dire; il y a eu « surprise et obsession, la jeune princesse le sent bien à présent. »

le cabinet dans la plus importante des questions politiques. Cette volonté est celle de l'archiduchesse Sophie. Elle ne permettra jamais un mariage français parce qu'elle nous hait, parce qu'elle se promet bien de nous faire tout le mal qui sera en son pouvoir. »

M. de Metternich s'est révolté contre mes assertions, comme si lui-même dans d'autres occasions n'en avait pas admis au moins une partie. Je n'ai tenu compte de ses apologies. J'ai répété que telle était ma conviction, qu'il était de mon devoir de la transmettre à mon gouvernement et de faire tous mes efforts pour la lui faire partager, afin qu'il se prémunît à l'avance contre des dangers trop réels.

Tout ceci n'a que médiocrement touché le chancelier, qui se voit pour le moment hors de peine. Les embarras imminents lui venaient de la cour. Il craignait que la résignation de l'archiduc ne fût pas complète, qu'il ne me livrât quelque parole dont je puisse me servir pour troubler quelque peu cette admirable intelligence de la famille impériale, d'autant plus admirable en effet que ce n'est ni l'affection ni la confiance qui en est le lien.

Malgré le soulagement visible que notre déconvenue apporte à M. de Metternich, je ne suis pas certain que dans sa pensée intime il écarte à jamais le projet du mariage. La lettre qu'il compose en ce moment et que vous lira Apponyi nous fournira peut-être quelque lumière. Vous pouvez aussi en recevoir du roi de Prusse, qui aura le mois prochain une entrevue à Tœplitz avec le chancelier.

Celui-ci me réitérait ce matin l'assurance de la parfaite identité de vues entre les cabinets de Vienne et de Berlin, au moment où je venais d'affirmer que le mariage de Monseigneur et d'une archiduchesse satisferait beaucoup le roi de Prusse.

Au reste pour aujourd'hui je me borne à vous conter les faits et je vous fais grâce des commentaires. Je sais que le courrier Thierry (aujourd'hui à Semlin) vous portera ces jours-ci des lettres de l'amiral Roussin. Nous causerons encore par cette occasion et je tâcherai d'ici là de résumer mes idées.

Ne m'abandonnez pas dans la disgrâce, très cher... Si je n'ai plus de rôle actif à jouer pour le moment, j'ai une attitude à composer, et il m'est plus que jamais important d'être bien informé des faits et du mouvement politique que tout ceci peut annoncer.

Adieu, mille amitiés tendres à vous, mille hommages respectueux à Mesdames Thiers et Dosne. — SAINTE-AULAIRE.

Je conte à M. le duc d'Orléans un ragot du prince de Metternich sur la fille du duc de Cambridge [1].

[1] Le duc de Cambridge, septième fils du roi Georges III d'Angleterre et par conséquent frère du roi régnant Guillaume IV, était alors vice-roi du Hanovre (qui ne fut séparé des possessions anglaises qu'après la mort de

XL

Le comte de Sainte-Aulaire à Thiers.

Vienne, 2 août 1836.

Cher Monsieur Thiers,

Confiez-moi, je vous prie, vos secrets pour que je les garde. On ne cache bien que ce que l'on sait. — Est-il vrai qu'il soit sérieusement question de la fille du duc de Cambridge? — M. de Metternich assure le tenir de bonne part. Je réponds par de l'érudition pédantesque sur la politique matrimoniale de l'Angleterre. Mais je sais bien ce que valent de telles raisons. Je crois que M. de Metternich s'inquiète aussi quelque peu de la nouvelle princesse de Carignan. Au moins le prince Paul Esterhazy m'en parlait-il l'autre jour de manière à me laisser cette idée. J'ai été trop frappé de l'indiscrétion avec laquelle le prince Esterhazy, se trouvant en tiers avec moi et l'ambassadeur d'Angleterre, m'a interpellé sur les démarches que je venais de faire pour l'archiduchesse Thérèse, mettant ainsi Frédéric Lamb [1] dans notre confidence. — Quoique vivement contrarié, je ne l'ai point témoigné, parce que je ne voulais ni brusquer Paul Esterhazy qui professe toujours une grande amitié pour nous, ni rendre plus saillante pour Frédéric Lamb la réserve que j'avais observée à son égard. En y réfléchissant depuis, j'ai été amené à croire que cette étourderie n'avait point été faite innocemment. Plusieurs membres du corps diplomatique sont également informés de la demande faite par moi la semaine dernière, et comme très positivement rien n'a pu percer de mon côté, il faut que M. de Metternich dans un intérêt quelconque ait désiré la publicité.

Quand, me retrouvant seul avec Frédéric Lamb, il m'a demandé pourquoi nous avions pressé pour obtenir une réponse décisive dans le moment qui paraissait le moins propre à l'obtenir favorable, j'ai répondu que nous ne nous étions pas dissimulé ce manque d'à-propos, mais qu'il avait fallu pourtant fondre la cloche afin d'être libres de porter nos vœux ailleurs, ce que nous n'aurions pas fait honnêtement tant qu'une négociation restait ouverte avec l'Autriche.

Dans une autre conversation très intime que j'avais eue la veille avec le même Lamb, il m'avait demandé s'il était vrai que

Guillaume IV). De ses deux filles, l'une épousa le grand-duc de Mecklembourg-Strélitz et l'autre le duc de Teck (celle-ci fut la grand-mère de la reine actuelle d'Angleterre).

[1] L'ambassadeur d'Angleterre à Vienne.

vous eussiez fait au comte Apponyi l'ouverture d'un projet de mariage entre le fils de don Carlos et la reine d'Espagne[1]? — J'ai répondu que je n'avais appris rien de pareil et j'ai de suite montré le passage de votre lettre du 12 qui annonce l'intention de pousser vivement don Carlos. Pour rendre l'édification complète, j'ai montré aussi une lettre de Desages qui par votre ordre commentait le même texte. J'ai fort insisté sur l'union plus intime que jamais qui existait entre nos deux cabinets, et j'ai reçu de mon collègue des assurances analogues.

Il se montre pour moi très amical et est grimpé deux jours de suite dans un ermitage inaccessible que j'habite près de Vienne[2].

C'est là que Paul Esterhazy est venu à l'improviste nous demander à dîner, et peut-être avait-il été dépêché par M. de Metternich, qui est positivement très intrigué de nos projets ultérieurs et de la part que pourrait y prendre l'Angleterre. Rien n'annonce au reste qu'il veuille sortir de sa politique expectante. J'attendais avec impatience qu'il me communique la lettre qu'il a composée avec grand soin en réponse à celle de vous que je lui ai indiscrètement communiquée. Je connais maintenant ce morceau et puisque vous le connaissez aussi, je m'abstiens de le juger. Il m'apparaît que l'intention de l'auteur a été de parler le plus longtemps possible sans rien dire, et on ne peut en ce cas lui contester le succès[3].

Les conversations qu'il aura dans quatre jours avec le roi de Prusse seront nécessairement plus substantielles, et c'est de là désormais qu'il vous faut attendre la lumière.

Je ne reverrai pas M. de Metternich avant le 1er septembre à Prague. Je ne vous en supplie pas moins de me tenir bien informé, non pas pour ce que j'ai à faire, puisque me voilà en vacances, mais parce que l'état de Paris me tient dans de véritables angoisses.

M. de Metternich, en résumant notre situation intérieure, me disait tout à l'heure que de grands désastres lui semblaient possibles, mais que si nous les évitions cette fois, nous sortirions de cette dernière épreuve avec une santé très robuste.

En exagérant l'importance de la crise actuelle, son intention

[1] C'était une solution qu'on avait souvent préconisée pour éteindre la guerre civile en Espagne.

[2] Pour se remettre des fatigues occasionnées par le séjour des princes, M. et Mme de Sainte-Aulaire s'étaient installés dans une villa isolée, sur les pentes du Léopoldsberg.

[3] Il s'agit d'une lettre très étudiée au comte Apponyi, datée du 30 juillet 1836 et reproduite dans les Mémoires de Metternich sous le titre de *Réflexions sur une alliance de famille entre l'Autriche et la France* (t. VI, p. 163-167). Aucun des lecteurs qui prendront la peine de s'y reporter ne contredira l'irrévérencieuse appréciation de Sainte-Aulaire.

évidente est de justifier le refus qui vient de nous être fait, peut-être aussi de préparer un consentement ultérieur qui paraîtrait alors motivé par une position nouvelle.

Adieu, mon cher patron, je vous embrasse de bien bon cœur. — S.

XLI

Thiers au comte de Sainte-Aulaire.

Paris, 8 août 1836.

Mon cher comte,

J'ai reçu vos nouvelles et vos refus cruels qui, en vérité, m'ont peu touché, et ont fait dire au roi ce seul mot : « *Les voilà bien comme je les ai toujours connus! C'est avec cet esprit que, depuis un demi-siècle, ces gens à reculons perdent tous leurs procès.* »

Le duc d'Orléans est tout consolé et court à d'autres amours. Quant à moi, je me sens plus à mon aise et je vous jure que tout cela n'est pas du dépit amoureux ou de l'affectation de gaieté. Je dis avec une conviction profonde : Tant pis pour qui n'a pas voulu de notre hypothèque. Je trouve *mobilières* toutes les fortunes politiques d'aujourd'hui, et la nôtre seule *immobilière*. Cela n'en a pas l'air, dira-t-on. Oui pour certains yeux et tant pis pour eux!

Quant à vous, l'affection du roi, de la reine, du prince vous est acquise. Vous êtes autant chéri, apprécié, vous serez autant soigné, gâté que si vous aviez réussi. J'ai un cœur assez bon pour n'en vouloir pas aux gens qui réussissent et pas plus aux gens qui n'ont pas réussi. Vous voyez que j'ai bien des vertus et bien bonne opinion de moi. Actuellement, prenez à Vienne l'air dégagé, sans dépit, l'air que nous avons ici au fond du cœur. Seulement, ne vous laissez pas caresser. C'est la seule chose qu'il faut refuser aux gens qui vous désobligent. Je ne vais pas gâter nos affaires par une humeur que je n'ai pas [1]. Mais je vais les faire à mon aise.

[1] En dépit de la philosophie que Thiers affectait, il demeura profondément et durablement ulcéré du refus de l'Autriche. Quatre ans plus tard, revenu au pouvoir, il prenait prétexte de critiques formulées à Vienne sur l'anarchie révolutionnaire régnant en France pour adresser une virulente diatribe au baron de Langsdorff, gendre de Sainte-Aulaire et chargé de gérer l'ambassade pendant une absence de son beau-père : « A chaque phase nouvelle, il faut prouver qu'on n'est pas un gouvernement pitoyable ou monstrueux. Il ne faut plus souffrir une telle chose. Notre gouvernement vaut tous les gouvernements de l'Europe, et je suis modeste en disant cela. Nous avons des tracasseries dans les Chambres sans doute, mais cela vaut mieux que les misères des gouvernements de cour. J'aime mieux dépendre des erreurs de mes compatriotes, assemblés pour m'entendre et quelquefois pour ne pas me comprendre, que d'être tenu de

Ainsi j'ai recruté la Légion et ce n'est pas difficile; tout le monde veut en être. Elle serait de cinquante mille hommes si nous voulions. Elle sera moindre. Il n'en faut pas le quart avec un bon général pour mettre à néant le héros de Navarre[1]. Bernelle, avec quelques centaines d'hommes, a mis en fuite dix-sept bataillons et les a complètement démoralisés. Je vous envoie la copie d'un *guide-âne* que j'ai fait pour Bresson sur la manière de parler de la question espagnole. Il ne faut pas lire cela, mais il faut le répéter sans cesse, car c'est la pure vérité, sincèrement dite, trop sincèrement pour des diplomates. Il est bon que le langage soit uniforme. M. Apponyi, M. de Werther sont fort inconvenants sur la question espagnole. Ils jettent feu et flamme contre moi. Ils livrent des assauts au roi. S'ils m'obligent à ouvrir la fenêtre et à *crier au secours*, il n'entrera que trop de monde dans la maison pour me prêter main-forte. Dites-moi un peu où l'on paraît être à Vienne sur cette question.

Quant à celle de Suisse, la tendre sollicitude de M. de Metternich pour moi m'a touché. Dites-lui que je ne serai pas trop Sainte-Alliance en Suisse, mais qu'en tout cas je me referai en Espagne, et si ce n'était pas suffisant, je prierais Lord Palmerston de m'aider avec un consul. Tout cela m'a paru bien petit, bien mesquin. Au surplus ne témoignez même pas tout l'effet que vous avez dû en ressentir.

Je vous adresse une circulaire sur l'affaire de Tunis. Je l'ai faite moi-même, elle vous tiendra lieu d'explication particulière. Elle est exactement vraie. Elle n'exagère ni ne réduit rien.

Adieu, mille tendresses. Le roi, la reine, les princes vont vous écrire. Dans peu je vous dirai nos projets définitifs. Je ne m'endors pas et j'épouserai, soyez en sûr.

Mes hommages à Madame de Sainte-Aulaire. — A. THIERS.

XLII

Thiers au comte de Sainte-Aulaire.

Paris, 9 août 1836.

Mon cher comte,

Je rouvre les paquets destinés à Vienne pour vous rendre compte des derniers événements. Enfin le factum est arrivé. C'est bien la

plaire à une archiduchesse; j'aime mieux nos prisons que celles du Spielberg [forteresse voisine de la ville de Brünn et fameuse par la captivité de Silvio Pellico]; j'aime mieux nos finances que celles de tous les gouvernements du Nord réunis. Je n'ai pas besoin de parler de nos armées : qu'on envoie des officiers en Afrique, et ils verront comment huit cents hommes en carré résistent à huit mille... » (21 avril 1840 : Papiers Thiers).

[1] Don Carlos.

plus ennuyeuse production que j'aie jamais lue[1]. Cependant il n'en faut rien dire, pour ne pas blesser les amours-propres. M. Apponyi tremblait en me la lisant. Je l'ai rassuré, je lui ai témoigné la plus grande bienveillance à lui personnellement. Je l'ai chargé de rapporter textuellement un petit discours que je lui ai fait, et qui lui a fait sentir la situation, et j'ai fini en ces termes :

« Nous resterons, M. de Metternich et moi, de fort bons amis, cependant il m'a fait deux malices. » — « Comment, deux malices? C'est impossible. » — « Oui, deux malices, et notez que je dis malices et non pas méchancetés. La première est celle-ci. Lorsque M. le Duc d'Orléans s'adressa la première fois à l'archiduc et au prince, la démarche resta secrète. Aujourd'hui, la seconde démarche est publique à Vienne. Voilà pour la première. Voici pour la seconde. M. de Metternich a voulu persuader à sir F. Lamb que j'avais voulu transiger en Espagne en mariant les deux enfants, ce qui serait avouable, mais ce qui n'est pas, comme vous le savez bien, vous Monsieur Apponyi. C'est la seconde malice et la plus grosse, si on pouvait me brouiller avec l'Angleterre. Mais vous savez que c'est chose impossible. Nous avons fait le pacte du diable ensemble, vous le savez. Je n'en veux donc pas au prince. J'ai d'ailleurs tant de goût, tant d'admiration pour lui, en un mot une sorte de passion si vive, que cette passion étoufferait l'humeur la plus juste. »

Après ces mots, j'ai serré la main de mon interlocuteur, et nous nous sommes quittés fort bons amis et lui plus mal à l'aise que moi.

Vous comprenez mon intention. J'ai voulu qu'il sût bien que j'étais sur les traces de M. de Metternich, tout prêt à mordre qui me mordrait. Maintenant il faut éviter les commérages sur l'affaire de Frédéric Lamb. Ne lui en parlez jamais, lors même que, grondé par M. de Metternich, il viendrait se plaindre à vous. Dites-lui que c'est un insigne mensonge, et puis évitez sur ce sujet toute explication avec tout le monde. Evitez-la absolument, même avec M. de Metternich.

Cela se réduit à ceci : M. de Metternich m'a envoyé un jour une dépêche pour me demander précisément mon opinion sur l'affaire d'Espagne. Je l'ai dite aussi énergiquement que vous la connaissez et qu'elle est contenue dans le petit *factum* que je vous envoie.

Puis, sur la question d'un arrangement qui terminerait la guerre civile, j'ai dit que peu m'importait le mariage d'un fils de don

[1] La lettre précitée de Metternich à Apponyi (30 juillet), répondant à la lettre soi-disant confidentielle adressée le 10 juillet par Thiers à Sainte-Aulaire.

Carlos avec Isabelle, si cela pouvait tout terminer, mais à deux conditions : une *constitution* et *la régence laissée à la reine Christine*, jusqu'au temps où le gouvernement serait consolidé, c'est à la majorité non du fils qui a dix-huit ans, mais de la fille qui en a six.

J'ai soigneusement observé que ce n'était ni une proposition ni une question, mais des réponses à une provocation, et que si jamais on voulait aller plus loin, il faudrait s'adresser à Londres et à Madrid.

Cette conversation que je rapporte avec une rigoureuse fidélité est restée un secret entre MM. Thiers, Apponyi et Metternich. Vous voyez qui a rompu le secret.

Notez qu'à l'époque où j'acceptais cette conversation, dans laquelle je ne proposai rien et me bornai à dire qu'aux conditions d'une constitution et de la régence prolongée de Christine, je m'embarrasserais fort peu du reste, nos princes étaient en marche de Berlin sur Vienne, que je voyais bien qu'on voulait profiter de ce moment critique pour m'aborder et que je dus alors me montrer pacifique, accommodant sur ce qui n'était pas le fondamental de la question. Or je vous déclare qu'aujourd'hui encore, à la condition d'une constitution et de dix ans de régence pour Christine, je terminerais volontiers la guerre civile.

Mais tout cela est impraticable par les passions furieuses qui désolent l'Espagne. Je n'ai jamais attaché aucune importance à cela. Je n'en ai jamais parlé ni à Madrid, ni à Londres, ni à Paris. J'aurais été lapidé si j'avais proposé telle chose. Je me suis contenté de dire que pour moi, sauf l'impraticabilité, je ne poussais pas l'hydrophobie jusqu'à repousser la confusion de deux droits, toujours à mes deux conditions, pour moi *sine qua non*.

Je vous le répète, ne dites jamais un mot, jamais un seul, ni à M. de Metternich, ni à M. Lamb. Autrement ce serait un commérage sans fin.

Maintenant, quant à nos projets, laissez croire à la fille du duc de Cambridge. Mais il n'en est rien, absolument rien. Je suis enchanté qu'on y pense. Niez de manière à le laisser croire. Dans quinze jours, je vous dirai la vérité, qu'il m'est détendu de confier aujourd'hui au papier. Je le ferais si j'en avais le droit.

Nous avons trois princesses, dont aucune ne refuserait, je crois. A mes yeux, elles valent mieux que les archiduchesses. On délibère ici, mais on veut le secret à l'égard de M. de Metternich, qui ferait tout pour empêcher un succès. On craint l'infidélité d'un courrier, une lettre perdue, etc. Car vous, mon cher comte, on vous confierait sa couronne, sa vie, son honneur. Vous serez le premier instruit.

Parlez-moi peu de l'Espagne dans vos dépêches officielles et tout au long dans vos lettres particulières. Si je parviens à sauver la reine, et je l'espère encore, j'aurai fait un beau chef-d'œuvre.

Adieu, milles tendresses. — A. TH.

XLIII

La reine Marie-Amélie au comte de Sainte-Aulaire.

9 août 1836.

... J'ai été profondément peinée de voir détruire une espérance que je m'étais plu à nourrir pendant plusieurs années : l'affection que j'avais pour la famille d'Autriche, l'estime particulière que je porte à l'archiduc Charles et la conformité d'éducation entre nos enfants m'avaient fait espérer que je trouverais réciprocité à mes sentiments et que j'acquerrais une fille de plus. Dieu ne l'a pas voulu, je n'ai qu'à me soumettre...

(Mémoires inédits du comte de Sainte-Aulaire.)

XLIV

Le duc d'Orléans au comte de Sainte-Aulaire

Tuileries, 10 août 1836.

Etant resté malade à Paris ces jours-ci, mon cher comte, je n'ai pas été prévenu assez à temps du courrier qui vous a été expédié hier, et je suis vraiment contrarié de cette négligence du ministère des affaires étrangères ; il est très pénible pour moi de songer que vous recevrez des témoignages de satisfaction du gouvernement et de ma famille sans que moi, qui ai eu plus particulièrement à me louer de votre zèle et de votre habileté, je ne (*sic*) vous aie exprimé combien j'étais touché des soins que vous avez donnés comme ambassadeur de France et comme ami de ma famille à une affaire qui m'était personnelle. Vous n'en croirez pas moins, j'espère, à l'assurance formelle que je vous donne ici de mon approbation pour tout ce que vous avez dit, fait et écrit.

Vous qui connaissez le fond de ma pensée sur le mariage que je viens de manquer, vous comprendrez que je n'aie éprouvé ni humeur ni désappointement. Je savais parfaitement, en entreprenant la démarche qui a amené un refus, quelle serait son issue : cette démarche, je l'ai entreprise avec pleine connaissance de cause et parce qu'il me convenait beaucoup mieux d'avoir aujourd'hui un *non* que d'attendre un *oui* pour demain. *Now that I am*

fairly out[1]..., j'ai dû examiner s'il me restait quelques chances auprès de l'archiduchesse Marie, fille de l'archiduc Rénier. C'est une belle et gracieuse personne; la mère est charmante, le père excellent; j'aurais trouvé dans cette alliance tout ce que l'on peut désirer pour moi et tout ce que mes sympathies, peut-être mes caprices ou mes préjugés personnels, eussent désiré de trouver dans ma femme. Mais je n'ai pas dû me faire illusion: j'ai très bien compris que le refus fait au nom de l'archiduchesse Thérèse était collectif et qu'il en serait de Milan comme de la Weilburg. J'ai donc, quoique à mon grand regret, renoncé à porter mes vues de ce côté et j'ai cherché ailleurs. Votre rôle néanmoins n'est pas fini dans cette affaire, mon cher comte : vous me devez des conseils et l'expression franche de votre opinion sur le parti que je vais avoir à prendre très prochainement. J'attends une lettre de vous où vous me développerez vos idées[2].

Je vous envoie la copie de la lettre de ce bon archiduc Charles, auquel je resterai toujours attaché, et de la réponse de M. de Metternich. On voit combien la composition en a été laborieuse; du reste je mériterai toujours le satisfecit qu'il veut bien me donner et je me rendrai digne du brevet de capacité qu'il daigne me décerner, en tâchant de me rappeler toujours quels sont mes vrais amis et quels sont ceux dont je n'ai à attendre que de belles paroles.

Adieu, mon cher comte, écrivez-moi bientôt et continuez-moi votre assistance; croyez que j'apprécie bien vos bons conseils et que je vous suis pour la vie très sincèrement attaché. — FERDINAND-PHILIPPE D'ORLÉANS.

(Mémoires inédits du comte de Sainte-Aulaire.)

XLV

Le duc d'Orléans à Thiers.

Compiègne, jeudi 25 août (1836).

Voici, mon cher Président, le fragment de la lettre particulière de M. Bresson que le Roi m'a envoyé de votre part. Le paquet qui m'était adressé ne contenait que la copie des principaux passages de votre lettre. Son contenu ne peut influer sur ma résolution ni la hâter; car je ne puis la prendre avant d'avoir reçu de M. Bresson les éclaircissements et les détails que je lui ai demandés sur un fait qu'il a signalé.

[1] *Maintenant que m'en voilà bien tiré.*

[2] Si la lettre si gracieusement réclamée fut écrite, elle ne figure pas dans les Mémoires de Sainte-Aulaire.

Peut-être ne pourra-t-il rien me dire de plus à ce sujet, mais en tous cas il faut attendre sa réponse avant de se décider[1].

J'ai reçu avant-hier une lettre de M. de Saint-Priest[2]; il pense qu'il serait impossible de faire quitter le Brésil à donna Januaria et qu'il ne serait pas facile d'obtenir la main de donna Francisca, que du reste il regarde comme devant, même sous d'autres rapports, être préférée à sa sœur aînée. Elle a douze ans[3].

Mais j'espère pouvoir causer de tout cela avec vous quand vous viendrez me voir ici, et je me flatte que ce sera bientôt et qu'aujourd'hui le conseil qui doit avoir lieu mettra fin à toutes les difficultés que je déplore avoir vu s'élever entre le roi et vous.

Vous savez que c'est l'intérêt de mon pays et de la cause que je sers qui me fait vivement désirer que vous restiez aux affaires. Permettez-moi de vous dire aussi avec toute franchise que c'est aussi le vôtre. Vous êtes arrivé à la haute position que vous occupez en France et en Europe non seulement par votre talent et votre courage, mais parce que vous avez employé l'un et l'autre à l'exercice difficile de l'autorité. Vos actes et vos discours en dehors du pouvoir n'eussent pu vous faire une réputation et une position semblables. Si aujourd'hui vous sortiez du ministère pour un motif *qui n'émouvra point la nation et qui n'excitera point la sympathie de l'opinion*, je crois que vous faites pour vous-même une très grande faute. J'ai peut-être tort de vous dire aussi crûment mon opinion, mais c'est le désir sincère et profond que j'ai de vous voir rester à la tête du ministère qui m'encourage à vous parler ainsi.

Vous savez d'ailleurs que sur la question d'Espagne j'ai une partie de vos opinions. Je ne suis donc pas suspect quand je vous conseille de vous arranger avec le roi et de rester.

En voilà trop sur un point aussi délicat. Je m'arrête. Veuillez, mon cher Président, recevoir l'assurance de tous les sentiments que vous me connaissez pour vous[4].

[1] Il s'agit du projet, qui devait se réaliser l'année suivante, d'un mariage avec la princesse Hélène de Mecklembourg.

[2] Le comte Alexis de Saint-Priest, né en émigration et rallié à la monarchie de Juillet, alors ministre plénipotentiaire à Rio de Janeiro, futur membre de la Chambre des pairs et de l'Académie française. Les *Souvenirs du baron de Barante* contiennent de lui des lettres charmantes.

[3] Ces deux princesses de Bragance étaient filles du défunt empereur du Brésil dom Pedro Ier, sœurs par conséquent de l'empereur régnant dom Pedro II et de la reine de Portugal donna Maria II. Donna Januaria devait épouser en 1844 le comte d'Aquila, frère du roi de Naples Ferdinand II. Quant à donna Francisca, elle épousa en 1843 le prince de Joinville, propre frère du duc d'Orléans.

[4] En guise de signature, cette lettre se termine par un simple paraphe.

XLVI

Le duc d'Orléans à Thiers.

Compiègne, mercredi 7 septembre 1836[1].

En vous renvoyant, Monsieur, les deux lettres ci-jointes de M. Bresson, j'éprouve le besoin de vous témoigner mon regret de ne pas voir terminer par vous une négociation qui m'intéresse si vivement et qu'au milieu de toutes vos préoccupations vous avez su jusqu'à présent conduire avec une sollicitude et une habileté dont je garderai toujours le souvenir. Mais si je ne peux plus réclamer votre concours comme ministre des affaires étrangères, je pourrai du moins toujours, comme ami de ma famille et de notre cause, vous tenir au courant d'une affaire sur laquelle vous connaissez toute ma pensée. De votre côté, vous répondrez, j'en suis sûr, à ma confiance par vos conseils et par l'expression franche et complète de votre opinion.

Il serait de mauvais goût de venir vous parler des impressions que m'ont causées des événements récents, mais peut-être les rapports plus particuliers que je me félicite d'avoir eus avec vous dans ces derniers temps vous auront-ils garanti que je reste toujours le même vis-à-vis de ceux à qui j'ai eu obligation et pour le caractère, le courage et le talent desquels j'éprouve à la fois de l'estime et de la sympathie.

Ce sont là les sentiments que j'aurais désiré vous témoigner ici avant votre départ pour l'Italie; je n'ose encore vous proposer de passer quelques jours à Compiègne avec moi, mais j'espère que vous ne doutez pas du plaisir qu'aurait à vous y recevoir

Votre affectionné, — FERDINAND-PHILIPPE D'ORLÉANS.

XLVII

Le comte de Sainte-Aulaire à Thiers.

Prague, 8 septembre (1836).

Cher Monsieur Thiers,

Ce ne sera pas vous peut-être qui lirez ma lettre officielle, et dans cette pensée je n'ai pas fait partir une lettre particulière chiffrée que je vous annonçais le 2 septembre. Je ne sais qui sera

[1] Le roi avait accepté à la fin d'août la démission du cabinet Thiers, et le cabinet Molé-Guizot avait été constitué le 6 septembre.

votre successeur[1], mais quel qu'il soit, je puis vous dire avec franchise que je vous regrette sincèrement. Il est impossible d'être meilleur et plus aimable que vous, de traiter les affaires avec plus de charme et de solidité. Vous avez un trop bon esprit pour que je me permette de juger légèrement des motifs que vous avez trouvés suffisants pour déterminer votre retraite.

Vous vous doutez bien de tout ce que je vous aurais dit si j'eusse été près de vous et que vous m'eussiez permis de parler. Je ne vous fatiguerai donc pas d'une inutile controverse et vous me permettrez seulement d'en détester un peu plus l'Espagne, que je n'aimais guère auparavant.

Je trouve cette phrase-là dans une lettre que m'écrit la plus jeune de mes filles[2]. Je l'employais à copier vos lettres particulières. Elles lui ont tourné la tête et elle est désolée de votre retraite.

Au reste cette retraite ne sera pas longue. Vous nous reviendrez à la première bourrasque. Hélas! du temps qui court, il ne faudra pas attendre longtemps[3].

Vous savez bien aussi, sans que je vous le dise, combien ces secousses nous nuisent. Ces conditions de notre existence ne peuvent être comprises à l'étranger, et tant que nous vivrons ainsi, on nous croira toujours à la veille de mourir.

Est-il vrai, cher Monsieur Thiers, que vous allez voyager? Jadis vous veniez me voir à Rome. Pourquoi ne viendriez-vous pas me voir à Vienne? Je vous y promets bon visage d'hôte de moi et de tous les miens. Cela n'a pas besoin, j'espère, de vous être assuré. Mais, ou je me trompe fort, ou M. de Metternich tuerait le veau gras pour vous recevoir. Il goûte les gens de cœur et d'esprit, et je vous réponds qu'il vous a trouvé beaucoup de l'un et de l'autre.

Donnez-moi, je vous prie, de vos nouvelles. Si nous nous retrouvons tous deux dans les affaires, ce sera comme de vieux amis. Si vous attendez quelque peu pour y rentrer, il se pourrait que vous me retrouvassiez dehors, car je suis vieux et bien fatigué. Mais,

[1] Avec les moyens de communication dont on disposait alors, l'ambassadeur ignorait encore que, dans le ministère du 6 septembre, le comte Molé, président du conseil, s'était réservé le portefeuille des affaires étrangères.

[2] Paule de Sainte-Aulaire (1818-1893) devait épouser en 1841 le marquis d'Harcourt.

[3] Thiers devait redevenir président du conseil et ministre des affaires étrangères le 1er mars 1840, et, cette fois encore, se retirer au bout de quelques mois par suite d'un désaccord avec Louis-Philippe sur la politique extérieure.

dedans ou dehors, regardez-moi, je vous prie, comme un ami fidèle et laissez-moi vous embrasser comme tel.

Ma femme, que j'ai laissée à Vienne, m'écrit de vous parler d'elle.

J'offre de tendres respects à Madame Thiers et à Madame sa mère.

Adieu, cher Monsieur Thiers; que j'aimerais à causer avec vous un peu plus librement que par la poste!

Tout à vous de cœur. — SAINTE-AULAIRE.

XLVIII

La reine Marie-Amélie au comte de Sainte-Aulaire.

16 novembre 1836.

...... Il n'y a rien de plus pénible que d'être trompée dans ses sentiments d'affection et de confiance [1]; mais j'offre à Dieu ma peine et ne veux plus penser à cela que pour me rappeler vos bons soins......

Quant à la folle entreprise de Strasbourg [2], le résultat ne peut qu'être heureux pour nous : il doit prouver aux perturbateurs de tous les partis qu'ils ne trouveront d'appui ni dans la nation ni dans l'armée. Mon cœur éprouve une douce jouissance en pensant au parallèle qu'on fera dans l'histoire entre le malheureux événement du duc d'Enghien et celui-ci [3]......

(Mémoires inédits du comte de Sainte-Aulaire.)

[1] Marie-Amélie venait d'être doublement déçue dans sa tendresse maternelle et mortifiée dans son amour-propre. Son neveu Ferdinand II, roi des Deux-Siciles, avait fait un long séjour à Neuilly sans demander, comme on s'y attendait, la main d'une des deux princesses d'Orléans; de plus, il venait d'annoncer officiellement son mariage avec cette même archiduchesse Thérèse qui avait été refusée au duc d'Orléans.

[2] L'équipée du prince Louis-Napoléon (30 octobre 1836).

[3] Sans mettre en jugement le futur Napoléon III, le cabinet Molé-Guizot s'était contenté de l'embarquer pour les Etats-Unis.

NOTES ET APERÇUS

« LES AUTELS MORTS »[1]

S'il y avait quelque âme de vérité dans la métempsychose, Mlle Reynès-Monlaur serait une nouvelle incarnation et comme une édition revue, rajeunie, embellie de Mme Craven. Egalement chères à d'innombrables lecteurs, elles ont l'une et l'autre la même théologie humaine, tendre, généreuse, le même libéralisme, en prenant ce mot au sens noble et bienfaisant; elles ont une commune tendance au bleu céleste, une égale difficulté à réaliser nos misères profondes; elles aperçoivent, elles cueillent des gentianes entre les pavés de la rue du Bac et sur les collines maussades de l'Aveyron. Deux grands évêques, et qui se ressemblent, nous les recommandent l'une et l'autre : le souvenir de Gerbet reste inséparablement lié à celui du chef-d'œuvre de Mme Craven et ce fut l'autorité du cardinal de Cabrières qui hâta le prodigieux succès du *Rayon*. Bien que l'art de Mlle Reynès-Monlaur soit plus fin, plus sûr et plus rare que celui de Mme Craven, elles appartiennent à la même école littéraire. Sur les pas et à la façon des Lacordaire, des Gratry, des Perreyve, elle continuera, en l'intériorisant, si l'on peut ainsi parler, *le Génie du christianisme*. Un peu molle et verbeuse, moins heureusement douée et d'une culture moins riche, Mme Craven ébauche; Mlle Reynès-Monlaur achève. Si la première avait pu connaître *le Rayon*, *Après la neuvième heure*, *Jérusalem*, elle n'aurait pas manqué de dire : « Voilà ce que j'aurais voulu faire et le but où j'allais sans réussir à l'atteindre. » Aussi, pour nous-mêmes qui ne la nommerons jamais sans tendresse, n'est-elle plus qu'une ombre lointaine. Un seul de ses livres reste, le *Récit d'une sœur*, son *Rayon* à elle et que l'autre *Rayon* ne nous fera pas oublier.

C'est qu'à l'exception d'une dizaine par siècle, les romans passent vite, les romans pieux plus vite peut-être que les autres. Leur ferveur s'évapore et leur onction s'affaiblit. La vérité seule demeure, l'histoire vraie du travail divin dans les âmes. Plus merveilleux que tous les

[1] Reynès-Monlaur. *Pages de deuil et d'héroïsme. Les autels morts.* Paris, Plon, 1917.

romans du monde, le *Récit d'une sœur* n'était pas un roman. C'est pourquoi nous l'aimons toujours, comme on aime la *Sainte Mélanie* de G. Goyau et le *Saint François de Sales* du Curé de Saint-Sulpice. L'héroïne du *Rayon* a toutes les grâces; il lui manque celle d'avoir vécu. Au moment où elle nous touche le plus, un je ne sais quoi dans sa parole, dans son regard, dans les plis trop savants de sa robe nous rappelle qu'elle descend du pays des rêves. Or voici justement que, par une rencontre encore plus heureuse qu'imprévue, Mme Craven ressuscitée, je veux dire Mlle Reynès-Monlaur, nous donne, dans son dernier livre, une histoire vraie. A son tour, elle a écrit son *Récit d'une sœur* comme Mme Craven avait écrit son *Rayon*.

La jeune protestante dont *les Autels morts* nous racontent la conversion n'est pas un mythe. « Claude Harteveld, réveillée de son rêve païen devant la cathédrale de Reims en feu, libre-penseuse nourrie de Kant, caractère entier et dominateur, subjuguée par la grâce, après de terribles luttes; Claude a existé, elle vit encore. J'ai sous les yeux les fragments de son autobiographie, comme aussi l'image de cette abbaye, où elle écoutait les voix d'antan. » Ainsi parle le savant P. Mainage, dans la préface de ce beau livre. « Et l'on me permettra, continue-t-il, d'affirmer que M. Reynès-Monlaur a tiré un merveilleux parti de ces notes, de ces poèmes dont plusieurs ont passé textuellement dans son ouvrage. Mais d'autre part, elle a su ordonner, adapter et actualiser ces précieux documents avec un art et un tact dont sa foi et son expérience de la vie chrétienne, autant que son talent, ont été les guides toujours sûrs, toujours fidèles. » On ne saurait mieux dire et je tiens aussi, pour ma part, que Mlle Reynès-Monlaur n'a jamais rien écrit de plus sérieusement et profondément émouvant. Elle satisfera, elle a satisfait déjà les lecteurs les plus divers : les artistes par des descriptions qui, certes, ne sentent pas l'atelier — l'abbaye de Claude est une merveille tout à fait prenante; — les curieux de psychologie religieuse qui trouveront là un document de premier ordre, interprété, développé de maîtresse main; ceux aussi qu'intéressent les fictions romanesques et pathétiques. Il y a, en effet, dans *les Autels morts* une part assez considérable de fiction, mais si habilement fondue avec le réel qu'on ne voit pas toujours où l'histoire finit et où la fantaisie prend son vol. J'avoue pourtant que vous chercheriez en vain par toute la France une protestante qui ressemble à la tante de Claude, Mlle Coralie de Lourmade. On peut bien être aussi niaisement bigot, mais on l'est d'une autre façon. Que Mlle Reynès-Monlaur n'essaie donc plus de peindre la laideur; elle n'y réussira jamais.

Mais, quoi qu'il en soit de cette pochade manquée, qu'on ne craigne pas que ce livre attente, de près ni de loin, à l'union sacrée. Il y a quelque vingt ans, quand parut *le Rayon*, quelques sots et sottes crièrent au protestantisme. Il nous fallut alors descendre dans la lice et défendre ce beau et bon livre contre des insinuations ridicules. Voir dans *les Autels morts* un pamphlet anti-huguenot ne serait pas moins absurde. L'auteur nous présente au contraire avec beaucoup de respect

et une exquise délicatesse le petit monde protestant qui entoure Claude et qui, bien que sans le vouloir, a comme préparé cette conversion. Que l'on en croie plutôt le critique très libéral du peu fanatique *Journal des Débats*, un poète aimable, un grand lettré : « On veut bien me demander, de divers côtés, écrit M. Chantavoine, des conseils de lectures : je me permets de conseiller celle-ci — *les Autels morts* — aux jeunes gens qui sont sûrs d'avoir une âme et qui s'inquiètent de ses destinées [1] ».

Henri Bremond.

UNE AME CHRÉTIENNE [2]

Malgré la très haute autorité du saint et éloquent religieux qui a accepté de le recommander au public, il me faut confesser que je n'ai point entamé sans défiance la lecture du journal posthume de Mme Leseur. Si en effet il y a un élément d'intérêt pour ainsi dire inévitable dans les réminiscences ou les observations de politiciens, de diplomates, d'hommes de guerre, de littérateurs, même de simples badauds, les éphémérides de piété, où il n'est question que du travail de l'âme sur elle-même et de ses rapports avec le prochain au seul point de vue religieux, réclament de la part de l'auteur, pour s'imposer à l'attention et au respect des personnes « du siècle » (j'entends les mieux disposées), un extraordinaire degré de vertu et un talent d'expression presque aussi rare.

Or il se trouve que ces deux qualités étaient réunies chez Mme Leseur : très instruite, très cultivée, sans avoir jamais rien publié, elle écrivait d'instinct en une langue excellente, simple sans vulgarité et élégante sans recherche; d'autre part, sa profonde humilité la mettait à l'abri de toute arrière-pensée de recherche ou de complaisance, même involontaire; enfin, la foi, l'amour de Dieu, le zèle du perfectionnement intime et de l'apostolat étaient poussés chez elle à un point véritablement héroïque.

Dotée des dons de l'intelligence et de la fortune, ostensiblement classée parmi ceux qu'on appelle « les heureux de ce monde », elle connut pourtant l'épreuve sous trois aspects particulièrement doulou-

[1] *Journal des Débats*, 11 juin 1917.

[2] *Journal et pensées de chaque jour*, par Elisabeth Leseur, précédés d'une lettre du R. P. Janvier, O. P. — XIV-341 pages in-12 (de Gigord).

reux : de très chères affections prématurément brisées par la mort; des misères de santé, qui entravèrent son activité physique et abrégèrent son existence; enfin et surtout, le persistant désaccord, sur les questions qui lui tenaient le plus au cœur, avec une notable partie de son entourage, à commencer par le très aimé compagnon de sa vie. Malheureusement fréquente dans notre société moderne, cette disgrâce n'a peut-être jamais été rendue en termes plus émouvants, plus discrètement angoissants : souffrances de l'âme et du corps, deuils, chagrins, déceptions, mort même, Mme Leseur offrait tout à Dieu pour obtenir la conversion de son mari. Elle fut exaucée par delà la tombe, puisque c'est la lecture de ses cahiers de réflexions et de résolutions qui détermina chez ce dernier le revirement si ardemment souhaité et sollicité : faisant abstraction des considérations d'amour-propre, il a voulu à la fois offrir un hommage de réparation à celle qu'il avait méconnue tout en l'entourant d'une tendre sollicitude, et mettre d'autres âmes à même de bénéficier de l'encouragement qui se dégage de ces pages.

Si tous les chrétiens en effet, grâce à Dieu, ne vivent pas dans un cercle de famille et de société hostile ou indifférent à leurs croyances, tous d'autre part, à moins de mener une existence littéralement recluse, sont exposés à se trouver en contact avec des personnes qui ne partagent pas ces croyances. En une occurrence souvent délicate, les conseils et les exemples de Mme Leseur pourront leur être précieux : ils apprendront à son école que les âmes se gagnent moins par la controverse que par la prière et la pratique des préceptes évangéliques; qu'il convient d'associer la plus stricte, la plus jalouse orthodoxie à une infinie charité envers les personnes; que la désirable largeur des idées n'a rien de commun avec un inquiétant « minimisme » en matière de dogmes.

Mme Leseur, retournée à Dieu au printemps de 1914, a pu prévoir le fléau actuel : elle n'en a pas connu les horreurs. Pourtant elle prêche si bien de parole et d'exemple l'acceptation de la douleur, le mérite chrétien du sacrifice sous toutes les formes, que son livre se trouve merveilleusement adapté à la tristesse ou à l'angoisse de tant de nos contemporains dont le foyer est dépeuplé, l'existence assombrie, les plus chères affections exposées au pire désastre. Dans la mesure du possible, il consolera les uns, réconfortera les autres, enseignera ou rappellera à tous le secret de l'indéfectible espérance, celle qui est fondée sur les certitudes de la vie éternelle.

NOEL DE CLAZAN.

CHRONIQUE POLITIQUE

Il est également difficile de parler et de ne pas parler de la Note envoyée par le Pape aux gouvernements belligérants. Non certes que cette difficulté existe « en soi », mais parce que la liberté d'exposer *complètement* les arguments ou commentaires qu'elle suggère ne nous serait certainement pas accordée. C'est une des plus funestes conséquences de l'état d'esprit facticement établi depuis des mois, que les plus simples constatations risquent d'être prises pour des « manœuvres » par la duplicité de certains et la sottise incommensurable de quelques autres.

La grande thèse, ou plutôt les deux grandes thèses que l'on développe, c'est d'abord que la presse allemande peut s'emparer de tel ou tel raisonnement d'ordre intérieur et l'exploiter au profit de sa politique. Et je prétends que ce serait d'une faiblesse insigne que de buter sur un si misérable obstacle. Allons-nous consentir à être une nation de « muets du sérail » sous prétexte qu'une parole, une question, une discussion peut être tournée, retournée, tronquée, déformée par l'ennemi? Mais la plus sage, la plus pondérée des déclarations peut subir un sort semblable. Il n'y a pas de formule officielle, de phrase minutieusement équilibrée qui ne puisse être, qui n'ait été décortiquée, malaxée, jusqu'à lui faire dire parfois le contraire de son texte. Nul ne peut se soustraire, nulle part, à de telles substitutions de pensée. C'est la monnaie courante, hélas! des batailles d'idées. « Un seul Dieu tu adoreras », dit le premier des Commandements de Dieu. On sait quel commentaire Guillaume II a tiré de ce texte et quelle place le « vieux Dieu allemand » a prise dans la littérature de guerre d'outre-Rhin. Allons-nous, à cause de cela, nous borner à mettre en pratique l'ordre divin dans le privé de nos dévotions familiales ou sociales, et éviterons-nous désormais de proclamer le précepte « un seul Dieu tu adoreras », parce que le Kaiser l'accommode à sa façon? Ce ne serait ni plus ni moins ridicule que de n'oser rien dire de peur que ce soit, volontairement ou non, mal interprété

par nos ennemis. Ce ne serait plus de la prudence, ce serait de la fébrilité maladive.

L'autre grande thèse, c'est que certaines discussions, et notamment sur la paix, risquent d'affaiblir notre mentalité de guerre. Et je crois, fermement, que c'est marquer ainsi à notre armée et à notre peuple une défiance que ne méritent ni l'une ni l'autre. Armée et peuple sont décidés à *tenir* tant qu'il le *faudra*. Et si l'on a pu remarquer, ici ou là, à certains moments du passé, quelque nervosité, la faute en doit être imputée aux « bourreurs de crânes » tout simplement. Si l'on avait moins abusé, — comme nous n'avons cessé de le demander, — de l'écrasement, de l'entrée à Berlin (encore ces jours-ci dans un grand journal!), des « nous percerons quand nous voudrons, où nous voudrons », de l'entrée dans l'année décisive, et de vingt autres prédictions aussi tapageuses qu'inutiles, la grande masse n'aurait pas été tentée de compter sur ses doigts pour constater finalement l'erreur des calculs. Des hommes qui se conduisent en hommes ne veulent pas être traités en enfants. C'est bien leur droit.

Toutes les fois qu'on les a traités en hommes, voyez ce qu'on en a obtenu pour l'honneur de nos armes et pour le salut du pays! Aujourd'hui, après plus de trois ans de guerre, nos officiers ont reconstitué l'armée roumaine, ils vont refaire l'armée grecque, nos troupes tiennent toujours en Macédoine et dans le Levant, le roi d'Italie vient de louer la vaillance de celles dont il a révélé la présence aux côtés de l'armée italienne, la presse anglaise ne tarit pas d'éloges sur l'armée entière qui occupe la gauche des troupes britanniques en Flandre : non seulement, malgré ce qui nous a été dit, nous n'avons pas encore rétréci notre propre front en France, mais nous avons élargi notre place sur les fronts alliés! Du chemin des Dames à Verdun, nous livrons sans cesse attaques ou contre-attaques avec une persévérance, une vaillance et un succès qui sont toute autre chose que l'emballement à panache du début, mais qui n'en sont pas moins admirables. Les querelles pour Stockholm ont passé sur nos drapeaux sans incliner leurs piques. D'où viennent donc, à l'arrière, cet émoi de presse, ces yeux blancs et ces frissons d'échines parce que la Note pontificale suggère aux gouvernements des idées de paix et des procédés qu'on est parfaitement libre d'adopter ou non? Est-ce qu'on s'imaginerait, par hasard, que ce n'est pas la grande idée qui hante tous les cerveaux? Je ne sais, — ou en tout cas je veux ignorer pour le moment, — s'il y a des « profiteurs de guerre » qui seraient désolés d'un retour aux prix communs. Mais ce qui est tout à fait sûr c'est que le poilu se bat pour la paix, *non pas certes pour*

n'importe quelle paix, mais pour la paix la meilleure et la plus prochaine possible. Il est donc bien inutile de le pourvoir, à l'aune, de mouchoirs de Tartuffe : « Cachez ce *mot* que je ne saurais voir ! »

Ce qu'il y a de stupéfiant c'est de constater qu'une fois de plus nous risquerions, à regarder autour de nous, d'être encore en retard — non pas d'une armée, Dieu merci ! — mais d'une année, ou d'une idée. Il est étrange de voir quelle peine nous avons à éviter la « cristallisation », et à nous adapter à l'évolution des temps, bien mieux à nous adapter cette évolution même. Service de santé, artillerie lourde, avions, mitrailleuses, défense sous-marine, prévisions économiques ou alimentaires, on dirait vraiment que c'est, pour notre tempérament, une façon d'être à l'heure que de partir en retard. Je sais bien : le génie de l'improvisation ! Excusez du peu. C'est fort cher et c'est malgré tout trop long. Et voici que nous nous butons maintenant à l'idée, au mot de paix, comme s'il dépendait de nous, ou de quelque force au monde, de rayer l'idée et le mot des préoccupations universelles ! Que ce soit, à l'origine, une manœuvre allemande, c'est ce qu'il ne fallait pas être grand clerc pour diagnostiquer, et c'est ce qui a été dit, ici même, dès le premier moment des « ouvertures » du Kaiser. Mais il n'était pas plus possible de la traiter par le silence ou le dédain qu'il n'était possible de traiter ainsi, par exemple, l'offensive sous-marine !

Avoir l'espoir ou la prétention, quand le globe à peu près entier est en guerre et que les peuples sont écrasés sous le pressoir, de pouvoir « étouffer » la question est ahurissant. L'idée, écrivais-je dès lors, est entrée dans les cerveaux, et n'en sortira plus. Au lieu de tenter vainement de l'en chasser, il fallait tout de suite l'endiguer, la canaliser, la guider, loyalement, sincèrement ; agir peu à peu par conviction, ce qui eût dispensé d'agir plus tard par des coups d'autorité qui risquent de ne pas être compris. Cela eût infiniment mieux valu que de se livrer à cette débauche de formules miroitantes, imprécises — et décevantes : « on les aura ; l'Allemagne à genoux ; jusqu'au bout, » et tant d'autres. On eut la maladresse de faire de l'idée de paix un fruit défendu, sans se douter qu'on en centuplait ainsi l'attrait. Et ce faisant, on crut vaquer à de la grande politique ! Aujourd'hui il faut réparer le temps perdu et rectifier les erreurs d'appréciation. La tâche est plus lourde et le résultat moins certain.

L'accueil fait à la Note de Benoît XV est une preuve du trouble — vraiment bien gratuit ! — dont on ne s'est pas encore défait, en face de ces problèmes. Des gens habituellement courtois n'ont pas dédaigné, cette fois, d'être grossiers. A quoi bon ? Des

deux côtés des tranchées, tous les catholiques sont d'accord : il n'y a rien, dans l'intervention du Saint-Père, qui engage le magistère de l'Eglise, et c'est le pasteur apitoyé qui essaie de lancer, parmi le fracas de la mêlée, les mots de compassion qui lui paraissent le plus propres à amener, de part et d'autre, l'apaisement de la lutte. A parler franc, je serais fort étonné qu'il attendît de son intervention un résultat immédiat et positif. Il parle aux gouvernements, mais il regarde les peuples. Je ne crois pas que, pour le moment, les peuples le regardent. Mais, un jour, peut-être se souviendront-ils qu'au risque des incompréhensions, des accusations et des insultes, le Pape essaya de mettre fin au carnage et que, malgré les apparences, sa parole ne fut pas sans portée. Elle en a, pour nous, beaucoup plus que certains ne s'en rendent compte dans le mouvement qui les entraîne. On n'a pas oublié que la « rumeur infâme » fait tomber la responsabilité de la continuation de la guerre sur les « nobles », les « catholiques » et les « curés ». C'est aussi absurde qu'odieux. La responsabilité de la continuation de la guerre, comme celle des négociations de paix, incombe et incombera, selon toute justice, au seul gouvernement. Il la revendique avec raison. L'intervention du Pape ne peut que corroborer cette équitable répartition des charges et des mérites.

En ce qui concerne l'attitude politique du Saint-Siège au cours de la guerre, il est sans doute trop tôt pour l'apprécier sans risques d'erreur ou d'injustice, et c'est à quoi fait nettement allusion le document récent. Il est naturel que nous eussions préféré que le Pape prît délibérément « notre parti » ; mais, outre qu'un peu de réflexion suffit à le montrer impossible, nous oublions trop facilement les témoignages qu'il nous a, à maintes reprises, donnés de son affection, et il y en a que nous ignorons encore. On est à la fois, à son égard, parcimonieux et exigeant. Parcimonieux d'influence ; exigeant d'interventions. On a, je le sais bien, regretté qu'au début de la guerre, — et sans même entrer dans la question de fait des atrocités qui ne furent pas toutes localisées en Belgique, — ni Pie X ni Benoît XV n'aient *immédiatement* stigmatisé par un acte solennel la violation du droit des gens que constituait l'envahissement de la catholique Belgique. Au fond, le malentendu qui nous oppresse vient de là. L'occasion manquée n'a point été compensée ultérieurement, dans l'esprit du public, par les condamnations réitérées du Saint-Père sur ce sujet[1]. Et j'oserai dire que ces regrets toujours vivaces sont un hommage au magis-

[1] On en trouve un résumé dans l'excellent opuscule de Mgr Vanneufville : *Le Pape Benoît XV et la Guerre.* (Guillemot, 18, rue Turgot, à Limoges.)

tère moral de la Papauté. De même que l'émotion soulevée par les dernières propositions.

Quant au côté pratique de ces propositions en elles-mêmes, c'est, j'imagine, dans la pensée pontificale, une base, une amorce de discussion, et non un sommaire de traité ! Soyons assurés du reste que, quelque majorés qu'il eût prévu nos gains, nous les eussions quand même estimés insuffisants et que nous aurions dit sans hésitation : puisque le Pape trouve ceci naturel, c'est que nous pouvons exiger davantage. Là est, en effet, le danger de toutes précisions préventives sous une plume officielle. Aucune ne satisferait, ne *pourrait* satisfaire personne complètement. Cela ne peut avoir d'utilité que comme premier projet de protocole de discussion. Et je ne vois pas encore dressée la table que recouvrira l'historique tapis vert. Du reste je la verrais, mieux qu'ailleurs, — et comme une expiation, et comme une revanche, — se dresser à Bruxelles. Et il faudrait d'abord reconquérir Bruxelles.

On fait aussi à la Note le reproche de venir après la tentative socialiste de Stockholm, et d'avoir ainsi l'air de « prendre la suite ». Si elle était venue avant, on aurait dit qu'elle « ouvrait la voie » ! Tout cela est affaire de mots et la date n'aurait absolument rien changé aux dispositions de ceux qui ont reçu la Note : il serait plus simple et plus digne de le reconnaître, au lieu de chercher des faux-fuyants. Ce genre de sophisme est classé, c'est le *post hoc, ergo propter hoc*, et je crois, en effet, qu'ici c'est bien un sophisme. Le Pape est-il davantage, comme on n'hésite pas à l'affirmer, le truchement des Empires centraux? Je ne le crois pas. Que, — malgré les criailleries des pangermanistes sur la restitution de la Belgique et de la France envahies et même à propos de l'allusion assez vague à l'Alsace-Lorraine, — l'Allemagne affecte d'accueillir la proposition de discussions, je n'en serais pas étonné. Elle y tend depuis de longs mois. Mais de là à une « manœuvre allemande » combinée il y a de la marge. Je conviens que l'absence même d'approximations pour les Balkans rend moins invraisemblable une certaine connexion avec les préoccupations autrichiennes. Mais on sait que, malgré l'opinion courante en ces matières, je persiste à estimer que l'empereur Charles n'est pas « allemand » et ne se résignera à le devenir que s'il y est absolument contraint.

J'ai déjà dit souvent, et je le répète, que la décision souveraine appartient en fait au gouvernement, et je n'aurai pas l'indiscrétion de chercher à lire dans la pensée qu'il doit avoir. Je ne veux donc raisonner ici que dans une hypothèse, et pour le jour où l'on causerait autour du fameux tapis vert, parce que je crois bon de pro-

tester, une fois de plus, contre ce fétichisme d'une espèce de supériorité allemande dans la discussion, qu'on a l'air d'accepter comme acquise et irréformable. Cette conception est au fond de la lutte menée dans les Etats alliés contre la réunion socialiste à Stockholm. En réalité, et on finit par le dire à peu près nettement, on a redouté que les socialistes de l'Entente fussent « roulés » par les autres. Je n'ai pas à me porter garant des socialistes de l'Entente. Je trouve seulement qu'on fait un crédit un peu « colossal » aux autres. De même, à propos de la Note pontificale, on a plusieurs fois exposé que, sauf écrasement de l'Allemagne, nos représentants seraient fatalement « roulés » par les siens. Et j'avoue que cette sorte d'aveu d'impuissance préventive me paraît une imprudence et une erreur, et qu'enfin il est bien irritant. Ainsi — je reste toujours dans l'hypothèse, — les plénipotentiaires de France, de Belgique, d'Angleterre, de Russie, des Etats-Unis, d'Italie, du Japon, de Serbie, de Roumanie, du Portugal, etc., et ceux des Dominions britanniques seraient fatalement destinés à avoir le dessous dans une discussion avec les plénipotentiaires d'Allemagne, d'Autriche, de Bulgarie et de Turquie? Si ce n'est pas cela qu'on a voulu dire et qu'on a dit, qu'est-ce donc? Et si on ne l'a ni dit, ni voulu dire, alors que craint-on? Il ne faudrait pas cependant arriver à faire des Allemands ce qu'avec ses plus ardentes démonstrations Edouard Drumont avait fini par faire des Juifs : des hommes imbattables et avec qui ç'eût été perdre son temps que de se mesurer! Car, sauf pour un petit bataillon sacré qui « n'avait pas froid aux yeux », la conclusion de la masse des lecteurs de Drumont arrivait à ceci : « Les Juifs sont tout ce que vous voudrez; mais il sont plus forts que nous : la partie est perdue avant d'être jouée. Rien à faire. » Je crains qu'on ne se rende pas assez compte de l'aboutissement fatal de cette horreur hiératique des discussions avec les Allemands : il finirait par être dangereux de faire tourner une haine légitime en considération!

Plus nous irons, plus il sera important de ne pas se payer de mots et de regarder attentivement aux faits. J'ai bien des fois indiqué que la prudence s'imposait en ce qui touche les neutres. Sans prévoir, hélas! la fin de la guerre pour demain, il arrivera bien tout de même un moment où elle cessera. Ce jour-là et dans les temps qui suivront immédiatement, les neutres, libérés du blocus, se souviendront de la conduite qu'on aura tenue envers eux et, à moins que les arrangements d'après-guerre ne réussissent à leur faire oublier les mauvais moments, il serait bien humain qu'ils ne se refusassent pas une revanche. Il s'agit donc de mesurer, pour l'heure, la lourdeur des contraintes qu'on leur

impose et le résultat qu'on en peut attendre non seulement aujourd'hui, mais demain. Je faisais pressentir, il y a quinze jours, quel terrible danger serait pour nous, si la Russie s'abandonnait, l'agrandissement de l'Allemagne par cette Ost-Europa. Il ne faudrait pas que, par suite de maladresses ou d'intempérantes exigences, nous donnions aux pays scandinaves la tentation de se mettre sous la dépendance économique de l'Allemagne, ce qui ajouterait à la Mittel-Europa et à l'Ost-Europa une Nord-Europa. Ces considérations ne sont nullement fantaisistes. Elles sont simplement prévoyantes. On commence peut-être à s'en rendre compte en Angleterre, si je m'en rapporte à un discours de Lord Milner à la Chambre des Lords, le 4 juillet dernier, et dont je n'ai pu citer jusqu'ici, faute de place, un passage qu'il me semble bon de connaître, — toujours dans le même dessein de voir les choses comme elles sont et non pas comme nous souhaiterions peut-être qu'elles fussent. Lord Milner affirma que le blocus britannique a presque supprimé le trafic des produits d'outre-mer que les neutres (surtout la Hollande et la Scandinavie) recevaient et transmettaient à l'Allemagne. Quant à la vente de leurs produits indigènes faite par les neutres aux centraux, il est plus difficile d'y intervenir.

Si nous faisons tout, a ajouté Lord Milner, pour limiter l'exportation des neutres en Allemagne, je dois cependant prier la Chambre de ne pas s'exagérer l'importance de ce trafic. Si l'on pouvait demain suspendre d'un coup toutes les livraisons de produits agricoles que l'Allemagne reçoit de ses voisins, la situation de nos ennemis n'en serait pas aggravée dans la mesure que nous imaginons volontiers. Car ces livraisons sont peu de chose en comparaison de ce que l'Allemagne recevait auparavant. Si nous pouvions arrêter ce qu'elle reçoit encore, la guerre en serait à peine abrégée. Le gouvernement sait parfaitement que la pression la plus forte pour contraindre les neutres à limiter davantage encore l'exportation en Allemagne de leurs propres produits n'aurait pas de grands résultats pratiques et qu'il vaut mieux renoncer à prendre des mesures extrêmes.

Ces paroles sont le bon sens même. Il serait bien souhaitable qu'il y en eût de telles qu'on pût citer sur tous les sujets « de guerre »; car avec les meilleures intentions du monde, on se précipite trop souvent tête baissée sur des moulins à vent, ce qui est une opération réputée dangereuse depuis la fâcheuse expérience de Don Quichotte.

La Russie l'a expérimenté durement pour elle et pour nous. Pour l'instant, elle se reprendrait, dit-on, et même le Soviet deviendrait raisonnable. Ce serait si nécessaire qu'on tremble d'y croire, de peur d'être détrompé. Le général Kornilov mène grand train la réorganisation de l'armée et annonce... une offen-

sive pour une époque assez prochaine, deux offensives même en y comprenant celle du Nord! Ce serait déjà un résultat que de pouvoir compter sur la résistance... Et pour récompenser le Soviet de son effort, le gouvernement lui accorde le transfert en Sibérie, à Tobolsk, de la famille impériale. Cet éloignement a pour but de décourager, d'après les dépêches, des tentatives contre-révolutionnaires. D'autre part les mouvements inquiétants de l'Ukraine et de la Finlande ne sont pas sans susciter des préoccupations, et l'on a pu lire, en tête de cette livraison, d'importantes considérations sur ce sujet vital pour la Russie.

A l'autre bout de l'Europe, en Espagne, les mouvements grévistes ont acquis une certaine gravité, peu après le moment où l'on espérait être sorti de l'impasse catalane. Le gouvernement affiche la sécurité, ce qui est de très bonne politique, et, du reste, il a déjà des loisirs, puisqu'il trouve le temps d'annoncer que, si le roi Alphonse XIII boite en ce moment, c'est par suite d'un épanchement de synovie au genou. Cet avis me semble tout à fait caractéristique de la situation.

En Grèce, M. Venizelos appelle deux classes sous les drapeaux. Mais comme il fallait s'y attendre et comme je l'avais fait pressentir sans être doué du privilège de seconde vue, il faut de l'argent pour les équiper, etc... Et la conclusion s'impose. Si l'on additionnait toutes les conclusions qui s'imposent, se sont imposées ou s'imposeront, le total en serait certainement coquet. Mais, puisqu'on est résolu à ignorer les pertes...

Et puis, il y a des compensations. Les grands de ce monde, qui pensent à tout, ont eu l'idée d'un nouveau passe-temps digne des galanteries de la Régence. Voilà-t-il pas qu'ils se mettent à se souhaiter leur fête, en des télégrammes charmants, et où les couplets guerriers ont, ainsi qu'il sied, leur bonne place? Juste ciel, il ne manquait plus que cela! Souhaits de bonne année, souhaits de fête onomastique, souhaits de fête nationale, vœux d'arrivée, vœux de départ, congratulations réciproques diverses... Songez qu'il y a une bonne douzaine d'alliés de notre côté. Rien que pour les chefs d'Etat, sans compter les reines, présidentes et dauphins, cela ferait plus de 260 télégrammes de bonne année, plus de 260 télégrammes de fête, etc..., le calcul est facile et l'imprévu lui-même peut être prévu. Si les ministres s'y mettent à fond, car ils « y sont » déjà en partie, il faudra créer un journal, le « Bulletin officiel des civilités ». Ce serait autant de récupéré pour la civilisation.

20 Août 1917. INTÉRIM.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Les Alliés et les Neutres, par Ernest Lémonon. 1 vol. in-12. (Delagrave.)

En deux séries de quatre études parallèles, l'auteur parle de l'union nationale et de l'effort militaire, industriel, financier, diplomatique des Alliés, puis de la politique extérieure des divers pays neutres; quelques pages sur les propositions de paix de décembre 1916 complètent le volume (qui a été écrit avant l'intervention américaine). Ce sont des chapitres rédigés à la fois avec ardeur et beaucoup de précision, où les chiffres et les documents ne manquent pas plus que les idées et qui se lisent avec grand intérêt.

La formation des ingénieurs à l'étranger et en France, par Max Leclerc. 1 vol. in-12. (Colin.)

Clairement composée, concise et documentée, cette étude est d'actualité pressante en une période de notre histoire où le rôle de l'ingénieur apparaît comme de première importance pour la renaissance économique et industrielle de la France après la guerre. L'auteur examine la façon dont on forme les ingénieurs en Allemagne, aux Etats-Unis et dans cette Angleterre qu'il connaît particulièrement; il passe en revue plus longuement l'enseignement donné dans les Instituts techniques de nos différentes universités et dans nos grandes écoles, — et il propose des réformes dont on aura profit à prendre connaissance.

Lettres du front italien, par Georges Wagnière. 1 vol. in-12. Illustr. hors texte et cartes. (Fischbacher.)

D'un voyage sur l'ensemble du front italien — en mai 1916 — l'excellent journaliste suisse, qui est un non moins bon écrivain, a rapporté une suite d'impressions pittoresques et colorées, où de sobres évocations de nature et d'art se mêlent, comme il est naturel en Italie, aux visions de guerre, — et qui se lisent avec un grand charme.

Les Captifs délivrés : Douaumont-Vaux (21 octobre-3 novembre 1916), par le capitaine Henry Bordeaux. 327 pages in-18 avec 3 cartes. (Plon.)

Ce volume complète dignement le diptyque dont le premier volet s'intitule *Les Derniers Jours du fort de Vaux* : après la résistance sublime, c'est l'héroïque et victorieuse contre-attaque. Le brillant romancier, mué par la guerre en soldat et en historien, achève de nous révéler ici, avec un des plus glorieux épisodes de la bataille de Verdun, un nouvel aspect, et non le moins prenant, de son talent.

Clergé et congrégations au service de la France, par Jean Guiraud. 1 fort vol. in-12. (Bonne Presse.)

S'appuyant sur une documentation considérable (documents officiels, lettres particulières, enquêtes et rapports, livres et journaux), étudiant successivement la période de mobilisation, les combattants, les brancardiers et infirmiers, l'auteur a fait de son volume un important livre d'or et une source de renseignements, que complète un utile index des noms propres.

Mes chroniques de 1915 et 1916, par Ernest Daudet. 260 pages, in-12. (Attinger.)

Les études plus spéciales publiées sur les auteurs de la guerre et que nous avons déjà signalées n'ont pas empêché M. Ernest Daudet de poursuivre sa collaboration à divers périodiques : parmi les chroniques de 1915 et 1916, il vient de réunir celles qui présentaient un caractère historique, concernant soit le passé qu'il connaît si bien, soit le tragique et glorieux présent.

Ceux de Verdun, par le lieutenant Péricard. 1 vol. in-12. (Payot.)

Croquis et impressions, tracés avec la brièveté, la fougue et la « griffe » d'un vrai soldat. Plein de relief, frémissant de vie, tout chaud encore de la bataille, c'est un livre de guerre au plein sens du mot et il entraîne le lecteur à son rythme passionné.

L'empereur Frédéric III (1831-1888), par Henri Welschinger, membre de l'Institut. xii-334 pages in-8°. (Plon.)

Vibrante et éloquente biographie d'un prince à qui la maladie n'a point permis de donner sa mesure comme chef d'Etat, mais qui fut incontestablement supérieur à son triste fils.

Tout ce qui concerne la Rédaction de la Revue doit être adressé à M. Edouard Trogan, Directeur du *Correspondant*, 31, rue Saint-Guillaume, à Paris, VII°.

L'un des Gérants : JULES GERVAIS.

PARIS. — L. DE SOYE, IMPR., 18, R. DES FOSSÉS-S.-JACQUES.

RACES ET NATION

LES PLUS LOINTAINES ORIGINES DE NOTRE PEUPLE DE FRANCE

Tous les savants dont les esprits ne sont pas régis par d'absurdes et dangereuses préoccupations politiques reconnaissent que le rôle attribué à la race, dans l'histoire, a été exagéré ou faussé. Il n'y a pas de race civilisée qui soit pure ; aucun des ensembles politiques d'aujourd'hui ne correspond à une race homogène. La *race* n'existe pas, mais la *nation* existe, qui a donné à des peuples d'origines anthropologiques, d'appartenances linguistiques et de dépendances religieuses différentes une cohésion, voire même, en certains cas, une unité extraordinaire.

Il n'est peut-être pas au monde de peuple qui ait réalisé et qui réalise mieux aujourd'hui l'unité politique, la cohésion des âmes dans un même vouloir pour les destinées de la patrie que le peuple de France, et il n'est peut-être pas, dans toute l'Europe, une population à l'amalgame de laquelle aient coopéré davantage toutes ou presque toutes les races qui se sont tour à tour rencontrées, développées ou ruées sur cette partie occidentale du monde civilisé[1].

Comment de la diversité est pourtant sortie cette admirable unité? Rien ne saurait être plus actuel que le problème général des races étudié à la lumière du problème français.

Nous voudrions noter quelques-uns des épisodes les plus typiques et les plus antiques et mentionner quelques-uns des éléments ethniques les plus importants du peuplement de notre pays.

[1] La carte des races de l'Europe, telle que l'a publiée J. Deniker dans son livre devenu classique, met en vive lumière ce qu'on peut appeler le bariolage ethnique de la France.

I. — Vue d'ensemble sur les temps préhistoriques (période de la pierre taillée et période de la pierre polie)

Un savant anthropologiste suisse, Eugène Pittard, a déclaré : « La France est certainement le pays qui, sous le rapport de son ethnologie, a été le plus et le mieux étudié; l'anthropologie est une science française. » Rien n'est plus vrai.

Dans la classification des plus anciennes périodes préhistoriques, il y a comme une expression indiscutable de cette participation de la France à la science de nos origines. Avant la période de la pierre polie ou *Néolithique* se perdent dans la nuit des temps les longs millénaires de la pierre éclatée ou taillée, *Paléolithique;* les différentes périodes du *Paléolithique* portent des noms qui les classent d'après des fouilles faites sur le territoire de notre France : ce tableau seul témoigne déjà et de la part qu'elle a prise, dès le commencement des temps, au développement de l'activité humaine sur la terre, et de la part qui lui revient, de nos jours, dans un tel ordre de découvertes et d'investigations scientifiques.

CLASSIFICATION DES TEMPS PRÉHISTORIQUES

Paléolithique (pierre taillée ou éclatée)	Chelléen (Chelles, Seine-et-Marne). Acheuléen (Saint-Acheul, Somme). Moustérien (Le Moustier, Dordogne). Aurignacien (Aurignac, Haute-Garonne). Solutréen (Solutré, près de Mâcon). Magdalénien (abri de la Madeleine, Dordogne).
Phases de transition	Azilien (grotte du Mas d'Azil, Ariège). Tardenoisien (La Fère-en-Tardenois, Aisne). encore appelé Tourassien (La Tourasse, Haute-Garonne). Campignien (Campigny, Seine-Inférieure), qui marque déjà le début du Néolithique.

Néolithique ou pierre polie. — **Age du bronze.** — **Age du fer.**

Le Paléolithique appartient à la période pléistocène des géologues; le Néolithique, aux temps qui ont suivi la fonte et le retrait des gigantesques glaciers et qui sont, pour les géologues, le début même des temps actuels[1]. L'*Elephas antiquus*, le rhinocéros, l'hippopotame, plus tard le grand ours et le mammouth, plus tard encore le renne ont peuplé notre pays. Du Moustérien jusqu'au Magdalénien, le renne circulait à travers ces territoires

[1] Le dernier âge du Paléolithique, le Magdalénien, s'achève alors que déjà semble avoir pris fin la période glaciaire.

et descendait, au sud, jusqu'à une limite qu'il n'a guère dépassée : les Pyrénées. Ainsi, dans cette partie occidentale de la France sur laquelle nous portons spécialement nos regards, se sont tour à tour succédé des régimes climatiques dont les expressions extrêmes ont été un climat tropical, chaud et humide, puis le climat rigoureux du renne, froid et sec.

Alors que les glaciers des Alpes s'avançaient, par le glacier du Rhône, jusqu'à l'emplacement de Lyon; alors que la grande calotte glaciaire de la Scandinavie et de la Finlande s'étendait jusqu'au milieu de la Russie, au delà de Moscou et de Kiev, et couvrait non seulement toute la Baltique, mais toute la plaine de l'Allemagne du Nord, de simples appareils glaciaires plutôt individualisés s'étalaient au pied des Pyrénées ou se logeaient dans les vallées supérieures des régions les plus élevées du Massif Central ou des Vosges. La plus grande partie de la France non montagneuse restait libre de glaces et habitable.

Pour les périodes les plus anciennes, nous ne rencontrons guère que des fragments de squelettes et que des outils ou des reliques matérielles du travail humain. Il nous faut arriver à la période Moustérienne pour nous trouver en face de squelettes ou de crânes dont l'origine et la date soient indiscutables. Au Moustérien se rattachent trois séries de récentes et belles découvertes : celle des abbés Bardon et Bouyssonie à la Chapelle-aux-Saints (Corrèze) que l'anthropologiste Marcellin Boule a étudiées avec une méthode si largement scientifique et si noblement dégagée de tout parti pris; — celles du Dr Capitan et de Peyrony à La Ferrassie (Dordogne) et celles du Dr Henri Martin à la Quina (Charente).

Ces types humains, les plus anciens de notre sol, sont du type dit de Néanderthal. Il y avait alors sur le territoire de la France une race à crâne dolichocéphale, c'est-à-dire à crâne plutôt allongé et étroit, avec de fortes arcades sourcilières, et des os épais, et dont toutes les attaches musculaires révèlent une robustesse et des aptitudes un peu bestiales. Lorsqu'on n'avait que le crâne de Néanderthal, on pouvait supposer qu'il avait appartenu à un individu faisant exception. Aujourd'hui cette interprétation n'est plus possible. Ce qui frappe au contraire, c'est l'uniformité du même type physique. Nous avons eu entre les mains, dans ce laboratoire de paléontologie du Muséum qui doit être une des fiertés de la France, le crâne de La Chapelle-aux-Saints et celui de La Ferrassie qui a été trouvé aplati, écrasé, brisé et qu'un merveilleux et minutieux travail de remise en place des moindres morceaux a fini par reconstituer : comment ne pas être saisi non pas seulement de la ressemblance, mais de la similitude quasi

fraternelle entre ces deux émouvantes reliques des plus anciens habitants de notre sol!

Par ailleurs, Boule considère que cette variété du type humain, — aussi différente de l'homme actuel que peut l'être le zèbre du cheval qui appartiennent l'un et l'autre au genre *Equus*, — s'est probablement éteinte. « Il ne semble pas, dit de son côté l'abbé H. Breuil, qu'on puisse admettre que le Paléolithique supérieur soit nulle part, dans les régions indiquées, dérivé du Moustérien. Il s'agit plus vraisemblablement d'invasions de peuples beaucoup plus élevés dans l'échelle des races et dans celle de la civilisation que leurs prédécesseurs néanderthaloïdes[1]. »

L'époque Moustérienne est séparée du Magdalénien par l'Aurignacien (perfection de l'art et de l'industrie de l'os) et par le Solutréen (perfection du travail du silex avec cette belle forme caractéristique dite « feuille de laurier »). Le Magdalénien est marqué par la disparition définitive des grands carnivores. C'est alors que se révèle décidément une humanité qui est en vérité déjà toute proche de la nôtre, sous les espèces d'une race que nous pouvons appeler la race de Cro-Magnon-Chancelade-Laugerie, d'après les squelettes qui ont été découverts dans trois célèbres stations préhistoriques du Périgord. Pittard, que nous citions tout à l'heure et qui est Suisse, ne craint pas d'affirmer, comme c'est notre propre conviction : « On peut dire du Périgord et des régions voisines qu'ils sont probablement le plus ancien foyer de culture du monde, quelque chose comme la capitale de la civilisation paléolithique. » Pour la première fois, nous sommes en face non plus d'un ou de plusieurs individus appartenant à un même groupe humain, mais de quelque chose de beaucoup plus avancé et grand : une société, la société déjà civilisée des chasseurs de rennes.

L'art magdalénien ne s'exprime pas seulement par des outils et des armes en pierre taillée d'un travail vraiment fini, il s'exprime surtout par les véritables œuvres d'art qu'avec des moyens primitifs, mais délicatement perfectionnés, les hommes de cette époque ont su exécuter : peintures murales des cavernes ornées, et spécialement de la grotte de Font-de-Gaume, tout près de la très célèbre station des Eyzies, — gravures des Combarelles et, par-dessus tout, bas-reliefs de Capblanc, près de Laussel; — tout cela dans la même vallée de la Beune, petit affluent de la Vézère, et qui la rejoint face au superbe promontoire des Eyzies. Les bisons, les mammouths et les rennes, dessinés et peints en ocre rouge sur les parois des grottes, dénotent une technique très sûre d'elle-même,

[1] *Les subdivisions du paléolithique supérieur et leur signification*, dans *Congrès international d'anthropologie et d'archéologie préhistoriques, C. R. de la XIV[e] session, Genève 1912*, Tome I, p. 174.

un dessin vigoureux et presque sans retouche, un sens aigu de la vie et une singulière habileté à tirer parti des accidents naturels de la surface pour y adapter la représentation animale. Nous avons été tout spécialement frappés de voir à Font-de-Gaume comment des animaux dessinés sur un creux de la roche se détachaient si nettement de tout ce qui les entourait que finalement le creux servait à traduire comme une impression de relief. Mais le chef-d'œuvre par excellence, ce sont ces chevaux sculptés, qui sont presque de grandeur naturelle, à Capblanc, près de Laussel : leur beauté et leur fini ont suggéré à certains archéologues une comparaison avec les chevaux mêmes des frises du Parthénon[1] !

Les hommes de cette race et de cet art étaient encore des dolichocéphales, mais très différents des dolichocéphales grossiers de l'époque moustérienne, et plus affinés. Il n'y a pas contradiction entre les indications révélées par leurs squelettes et les vestiges épars mais grandioses de leur art.

Ils ont connu et pratiqué la musique (flûtes, sifflets à sons variés), les arts de la parure (coquillages, colliers de dents percées, pagnes avec coquillages, résille de deux cents petits coquillages réunis trouvée à Menton; vertèbres de poissons enfilées; l'homme de Laugerie-Basse, sur les bords de la Vézère, porte une parure de coquilles méditerranéennes!)

Ils avaient des meules pour broyer les couleurs, des palettes et des godets, que l'on a retrouvés, notamment à La Madeleine, toujours sur les bords de la belle Vézère; les parois de La Madeleine étaient elles-mêmes la plus riche et la plus chaude des palettes, avec leurs tons naturels d'ocre vif et de noir intense. Les Magdaléniens connaissaient sept tons d'ocre du jaune au brun, et des sels de manganèse leur donnaient le noir. Ils se peignaient le corps; ils peignaient même en rouge, en certains cas, les os de leurs morts. Pourquoi ces peintures de squelettes? Sacrifices humains... ou cannibalisme?

Au Néolithique apparaîtront des populations brachycéphales; aux chasseurs et aux pêcheurs des temps primitifs succéderont des groupes humains à tendances plus sédentaires, cultivateurs et pasteurs. Les dolichocéphales constitueront encore la majorité, mais d'autres peuples venus du centre de l'Europe se seront mêlés à eux, apportant des civilisations nouvelles, celle de la pierre polie, celle du bronze, celle du fer.

Ne nous imaginons point une lutte des brachycéphales contre

[1] Nous ne saurions trop louer et recommander le classique *Manuel d'archéologie préhistorique, celtique et gallo-romaine* (Paris, Picard, 1908 et suiv.), qui est dû à la science consommée et à la plume alerte d'une des plus nobles victimes de la guerre, Joseph Déchelette.

les dolichocéphales, et ne nous imaginons pas non plus une homogénéité et une solidarité ni de tous les dolichocéphales, ni de tous les brachycéphales. Il y eut des luttes, mais non pas de races anthropologiques contre races; il semble bien plutôt qu'il se soit fait comme une osmose qui a permis aux peuples d'origine et de valeurs différentes de se compénétrer et de produire un tout qui a gardé une certaine harmonie.

Dans la France d'aujourd'hui une bande oblique, formant écharpe, allant du Sud-Ouest au Nord-Est, représente la zone où les brachycéphales sont le plus nombreux; au Nord-Ouest de cette ligne se trouvent les dolichocéphales de taille moyenne, les plus anciens; au Sud-Est, du côté de la Méditerranée et des Alpes se trouvent d'autres dolichocéphales plus récents que l'on peut appeler les dolichocéphales néolithiques. Enfin, les temps néolithiques s'achèvent en dénotant une proportion plus grande de brachycéphales; est-ce là un apport nouveau, une invasion nouvelle? Laissons aux préhistoriens ces discussions d'ailleurs très importantes et considérons seulement le résultat total, essentiel, qui doit être pour nous comme le couronnement des temps préhistoriques et le lien entre cette préhistoire et la première histoire (qu'on appelle *protohistoire*).

Les dolichocéphales ont été non pas seulement les ouvriers d'art ou les artisans, mais les artistes dans le plus haut sens du mot, les artistes de l'époque magdalénienne; ils ont créé et révélé la beauté plastique, sculpturale et picturale. Chasseurs, ils ont saisi sur le vif le jeu organique des muscles et le rythme des mouvements des animaux; ô merveille, ils ont su les traduire, les inscrire dans la pierre et sur lá pierre.

Tout autre a été le rôle des brachycéphales préhistoriques, mais qu'il serait pareillement injuste de méconnaître et de rapetisser. Sur le territoire de ce qui devait être la France et qui était occupé par les dolichocéphales de la pierre éclatée, ils sont donc arrivés peu à peu aux âges de la pierre polie, ils ont inauguré ces six ordres de techniques tenant toutes du prodige : *le pétrissage et la cuisson de la terre* qui devient poterie, *le travail et l'amalgame des métaux*, *la sélection et la culture des plantes*, *la domestication des animaux*, *le premier tissage* et *la navigation!* Un autre milieu humain est né de ces apports intellectuels et pratiques des petits hommes bruns au crâne court. Notre civilisation n'a pu exister que par la dotation magnifique des multiples innovations des brachycéphales. Ils représentent les débuts de toute technique industrielle et agricole. Ils représentent, d'un mot, la science.

Et les peuplements successifs qui ont engendré la population de

la Gaule, puis de la France, ont eu ce privilège d'être sans doute issus en partie de l'antique complexe humain des dolichocéphales, *initiateurs de l'art*, et en partie des groupes brachycéphales, pratiques, ingénieux et laborieux, *inventeurs de la science*.

Complications et régressions. — Nous avons d'abord jeté un coup d'œil synthétique qui nous a fait percevoir l'ensemble de cette lointaine histoire de la plus antique humanité; nous avons rappelé, en un tableau fondamental, la classification devenue aujourd'hui classique des âges Paléolithique et Néolithique. Nous avons voulu commencer par faire pressentir ce que l'abbé Breuil appelle « je ne sais quelle harmonie d'ensemble entre les évolutions particulières » qui contribue à masquer soit les autonomies régionales, soit les régressions humaines.

Mais il convient de rejeter toute simplification outrancière. Il n'y a de vraie science que de la vie. Et la vie est souvent plus nuancée et contradictoire que ne le ferait croire la demi-science.

Par définition, il n'y a donc pas de pierre polie dans le paléolithique, mais la pierre éclatée persiste durant tout le néolithique.

Les invasions « néolithiques » de conquérants brachycéphales inventées par de Mortillet sont bien, comme nous venons de l'insinuer, de purs romans (Déchelette, I, p. 486). Aux Baumes-Chaudes (Lozère), on a reconnu des populations néolithiques qui sont d'un type dolichocéphale très voisin de celui de Cro-Magnon; trois cents squelettes, représentant un groupe humain très homogène, ont été trouvés dans ce gisement indiscutablement néolithique.

Partout ce ne sont que des pénétrations et des cheminements qui altèrent peu à peu la pureté simple des premiers peuplements et qui opèrent les fusions d'où sortiront peu à peu des mondes nouveaux.

Si nous devons considérer d'une part que la nouveauté n'a pas été introduite brusquement et brutalement, nous devons d'autre part constater comme un des faits les plus saisissants de la préhistoire que certaines formes de l'activité humaine ont subi de telles régressions qu'elles ont fini par disparaître complètement. Il en est ainsi du magnifique art pariétal dont l'apogée correspond, comme nous l'avons dit, à l'âge magdalénien. La tradition se perd entièrement; rien ne rappellera plus ni la facture, ni les procédés des incomparables artistes que furent les chasseurs de rennes de notre Périgord. Pareillement, les arts plus menus de l'os et de l'ivoire ont subi à diverses reprises des régressions [1]. A l'époque

[1] Nous renvoyons expressément à un mémoire très important que nous avons déjà cité et qui a été publié dans *Congrès international d'Anthropologie et d'Archéologie préhistoriques, Compte rendu de la XIVe session, Genève 1912.* (Genève 1914, 2 vol.) Il est dû au savant qui connaît le

azilienne qui suit la magdalénienne et qui est une époque de transition entre les temps Paléolithiques et les temps Néolithiques, les cailloux peints qui ont été si bien étudiés par Piette représentent une nouvelle forme d'art, qui à son tour disparaitra [1].

II. Les vestiges caractéristiques du néolithique : Dolmens et menhirs. Les palafittes. Le commerce : ambre et callaïs.

Or voici qu'à l'époque néolithique, sur les ruines de toutes ces formes antérieures de l'art ou plutôt dans la pénombre très obscure où il nous semble que toute une partie de ce qui fut la manifestation la plus relevée et la plus raffinée de l'humanité s'évanouit, apparaissent, gigantesques et grossières, haut dressées ou superbement soutenues par des montants colossaux, ces formes grandioses mais rudimentaires du culte des pierres qui sont les *dolmens* et les *menhirs*.

Pierres brutes, il est vrai, mais pierres dressées. Ce sont tout de même les débuts de la construction humaine. Pour les morts ou pour les dieux, les hommes — et c'est la première fois — posent pierres sur pierres.

On divise les monuments mégalithiques en six groupes :

1° Les *dolmens* et les *allées couvertes*; 2° les *trilithes* qui se composent de deux pierres en forme de *menhir*, lesquelles soutiennent un linteau; 3° les *cists*, coffres de pierre, tombeaux oblongs à quatre faces qui sont en France des diminutifs des

---

mieux l'art du paléolithique et du néolithique, l'abbé H. Breuil, de l'*Institut de Paléontologie humaine de Paris*, sous le titre : *Les subdivisions du Paléolithique supérieur et leur signification* (Tome I, pp. 165-238, avec 47 figures dans le texte représentant les dessins comparatifs de plusieurs centaines d'objets, dessins faits par l'auteur lui-même avec une exactitude et une vigueur auquelles tous rendent hommage). Voir ce qui est dit de l'hiatus entre le Moustérien et l'Aurignacien, p. 174; de la régression du travail de l'os qui correspond au protosolutréen, p. 190; de l'hiatus entre le Solutréen et le Magdalénien : « S'il est un fait certain en préhistoire, c'est que les premiers Magdaléniens ne sont pas des Solutréens évolués; c'étaient bien des nouveaux venus dans ces endroits, aussi inhabiles dans l'art de tailler ou de retoucher le silex que leurs prédécesseurs y excellaient (p. 201) ; » puis vint l'apogée du Magdalénien dont nous avons parlé dans notre texte, laquelle fut suivie d'une nouvelle régression.

[1] « Révolution, l'Azilien en est une : plus d'art animalier, seulement des peintures, sur galet ou sur paroi, d'éléments schématiques ou géométriques. Révolution dans le travail de l'os et de la corne de cerf; suppression des aiguilles, des sagaies, des beaux harpons; réduction de l'outillage et des perçoirs en os fendu à de grossiers lissoirs, à des harpons aplatis et perforés, exécutés rapidement et sans art. » (H. Breuil, *Mémoire cité*, pp. 216-217)

dolmens; 4° les *menhirs* ou pierres plantées verticalement; 5° les *cromlechs*, groupes circulaires de *menhirs*, et enfin, 6° les *alignements* qui sont des rangées de *menhirs* sensiblement rectilignes.

Au fond, ces différents types dérivent tous du *dolmen* et du *menhir*. Le *dolmen* est un tombeau. Quant aux *menhirs*, ils n'ont pas encore révélé le secret de leur destination (Déchelette, I, p. 447). On peut les rattacher à ces cultes litholatriques qui ont été en honneur chez tous les peuples fétichistes, et même parmi les peuples sémitiques.

Déchelette compte en France quatre mille quatre cent cinquante-huit monuments mégalithiques. C'est dans l'île de Gavr'inis (Morbihan) que se trouve l'un des plus importants mégalithes, tumulus de 55 à 60 mètres de diamètre qui aboutit à une allée couverte, longue de 12^{m},50 et large de 1^{m},40, conduisant à une chambre dont la hauteur atteint 1^{m},80; une dalle colossale qui ne mesure pas moins de 4 mètres de long sur 3 mètres de large recouvre cette chambre.

Le plus considérable des menhirs est l'Aiguille de Locmariaquer qui est aujourd'hui renversée et cassée en quatre morceaux, mais qui ne mesurait pas moins de 20^{m},50 de hauteur et pesait 347 000 kilogrammes environ. L'*alignement* le plus gigantesque et le plus saisissant est celui de Carnac.

La zone des dolmens en France dessine une bande transversale qui va de la Bretagne aux côtes de l'Hérault; c'est dans les Causses, Aveyron, Ardèche, Lot, Gard, Lozère, qu'ils sont le plus abondants, mais l'importance et la beauté de ces dolmens du Centre n'égale pas celles des dolmens de l'Armorique.

La construction de tels monuments implique une organisation sociale et une hiérarchie fortement constituée; des multitudes d'hommes disciplinés pouvaient seuls résoudre les difficultés du maniement de pareilles masses.

Quels ont été les peuples qui ont élevé les dolmens et les menhirs? On a longtemps dit et cru que c'étaient les Celtes; les celtomanes ont donné ou conservé, bien à tort, des noms bretons à ces monuments; mais il n'y a aucune relation entre les dolmens et les Celtes qui sont venus beaucoup plus tard. Par ailleurs, les dolmens et les menhirs se rencontrent bien au delà des limites qui ont jamais été atteintes par les peuples celtiques; l'on doit nettement repousser toute idée qui ferait des hommes des dolmens un seul peuple; il y a entre ceux qui les ont élevés une certaine communauté de mentalité et de culture, mais rien ne nous permet d'affirmer, bien au contraire, qu'il y ait eu communauté ou analogie de race.

Le Néolithique compte encore nombre d'êtres humains qui

vivent dans des grottes, mais c'est alors qu'apparaît cette nouveauté des installations sur pilotis qui est celles des *palafittes* ou cités lacustres, palafittes des lacs suisses, palafittes des lacs de Savoie et du Jura.

Dans les cités palafittiques, au milieu des pilotis préhistoriques, l'on a découvert des restes indiscutables des six premiers animaux domestiqués (chien, cochon, cheval, chèvre, mouton et bœuf) et les graines et fruits des premières plantes cultivées (noisettes, châtaignes, fraises, pommes, poires, vigne, etc., et surtout les quatre céréales, seigle, orge, avoine et froment), voire même ces pains ou gâteaux de farine grossière sans levain, qui sont au moins de deux mille ans plus vieux que les célèbres pains des boulangeries de Pompéi!

Une circulation intense se manifeste dès les temps néolithiques : les pierres précieuses transportées très loin de leurs points d'origine en sont une preuve indiscutable. L'ambre, résine fossile surtout abondante aux rives de la Baltique, joue un rôle de premier ordre; les routes de l'ambre, et d'abord la principale et véritable, celle du Danube, de l'Elbe et de la Moldau, se dessinent très nettement à travers l'Europe d'alors; il est possible de parler en vérité d'un commerce néolithique. Et les *callaïs*, ces mystérieuses perles de pierre dont nous connaissons trois principales et presque uniques collections (Morbihan, plateau de Ger dans les Pyrénées et Portugal), d'où viennent-elles? Elles sont bleues, et dès que le premier verre, qui était bleu, apparaît plus tard, celles-là semblent bien avoir disparu...

En tout cas, les croyances et les coutumes cheminent, d'un territoire à l'autre, comme les objets de parure et les objets industriels.

Alors surgit, dans les brumes de la préhistoire du monde occidental, l'influence indiscutable du monde de la Méditerranée orientale; déjà une idole féminine est transmise, déformée et devenue de plus en plus schématisée, jusqu'aux extrémités de l'ouest et du nord-ouest comme expression, à la fois matérielle et spirituelle, de cette première action de rayonnement d'une civilisation orientale.

Durant les temps Paléolithiques (pierre éclatée), l'Occident semble se suffire; il vit de sa vie propre; il est un centre, s'il n'est pas le seul centre ou le centre capital, du monde vivant d'alors. A l'époque Néolithique (pierre polie), commence à se faire sentir dans le monde occidental l'influence de l'Orient.

III. — Ages des métaux : bronze, fer.

A partir de l'âge qui va suivre, de l'âge du bronze, les territoires que nous occupons, tout en restant le siège de transforma-

tions autochtones et autonomes, ne sont plus ce qu'ils ont été durant les 30 000 à 50 000 ans d'humanité qui ont précédé. Pendant quelque deux mille ans (de 2500 à 500 avant Jésus-Christ), on peut établir un parallélisme approximatif entre des faits archéologiques du monde égéen et égéo-crétois, puis du monde égyptien et grec et ceux de la Gaule, mais ceux de la Gaule semblent toujours plus tardifs et plus dépendants. Il faudra atteindre le 2e âge du fer (âge de la Tène) pour que la civilisation de la Gaule, qui correspond alors, — on le verra, — à la période du superbe épanouissement de l'empire celte, recouvre une puissance de rayonnement qui la portera jusqu'en Orient.

Voici donc l'avènement des métaux, or, cuivre, étain; et presque aussitôt l'alliage du cuivre et de l'étain, le bronze, qui a donné son nom et son caractère à toute une civilisation; beaucoup plus tard, le fer, qui donnera son nom à la civilisation suivante.

L'âge du bronze fait partie de la protohistoire et disons même de l'histoire. C'est bien la première fois qu'on peut ébaucher une chronologie comparée de l'archéologie et de l'histoire. L'âge du bronze débute vers le milieu du troisième millénaire avant Jésus-Christ et se continue jusque vers l'an 900. Dans les trois ou quatre derniers siècles de l'âge du bronze (1300-900), le fer apparaît comme matière décorative; puis survient son règne utilitaire.

L'âge du fer, lui, est, peut-on dire, tout histoire, surtout en sa seconde phase. Le premier âge du fer (période Hallstatienne du nom de l'importante nécropole de Hallstatt en Autriche) va de 900 à 500. Le 2e âge du fer (période de la Tène, nom du fameux oppidum de la Tène sur les bords du lac de Neuchatel) va de 500 à 100 avant Jésus-Christ; il se prolonge jusqu'au début même de notre ère; il est l'âge archéologique qui correspond à l'âge historique de l'empire celte; il est, comme nous l'avons dit, en toute vérité historique.

Durant les derniers millénaires avant Jésus-Christ, le territoire de la Gaule subit des influences très diverses : si « l'Europe est une petite presqu'île accolée à l'Asie et à l'Afrique », « la partie occidentale est un cul-de-sac vers lequel les vagues humaines, arrivées de l'Est ou du Sud sous des impulsions inconnues, sont venues mêler et superposer leurs sédiments [1] ». Même en parlant des temps paléolithiques, le savant que nous venons de citer croit pouvoir discerner deux vastes provinces, l'une *Méditerranéenne* et l'autre *Atlantique*. « Celle-ci s'étend sur toute l'Europe centrale et occidentale, des confins de la Pologne aux Pyrénées et aux Cantabres; celle-là comprend sans doute les côtes phéniciennes, l'Afrique du Nord, la Sicile, les péninsules Italique

[1] Breuil, *Mémoire cité*, p. 238 et p. 170.

et Ibérique, sauf la région pyrénéenne et cantabrique, et notre Provence dans sa plus grande partie[1]. »

Le talus des Cévennes, qui n'est que le rebord du Massif Central brutalement relevé par le contre-coup de la surrection du grand arc des Alpes, nous paraît, avec sa raideur, ses vallées étroites et encaissées, et, vers les sources de ses cours d'eau, les grands plateaux assez inhospitaliers, avoir été, dès l'origine, comme une zone séparative entre une Gaule alpino-méditerranéenne et une Gaule de l'Ouest et du Nord à laquelle se rattachent les régions très vivantes du Massif Central (Périgord et Auvergne), et même les régions du Nord-Est, les régions rhénanes[2].

En tous cas, à l'âge de bronze, il y a bien au moins deux Gaules, avec deux peuples distincts et deux civilisations. Les populations de la région ibéro-armoricaine dressent encore des dolmens comme à l'époque néolithique et inhument les cadavres couchés et allongés; chez les autres, peu de dolmens, et les squelettes sont accroupis, repliés dans des cists ou dans des jarres. Les Ibéro-Armoricains sont des pasteurs et des marins; les autres, qui sont des ancêtres des Ligures proprement dits, à coup sûr apparentés aux Thraces et aux Illyriens, sont des agriculteurs; ils ont la faucille de bronze. La carte générale des dépôts d'objets de bronze montre la prédominance des sites placés dans toute la zone bordière des mers occidentales; mais la carte spéciale des faucilles de bronze rattache de toute évidence la vallée du Rhône et le Jura qui presque seules les possèdent à l'Europe centrale. Les constructeurs des monuments mégalithiques continuent, semble-t-il, à créer du rêve; les agriculteurs ligures font de la culture et du commerce.

Une circulation, de plus en plus intense, est issue de ce commerce; elle est issue également de tous les progrès de la technique qui créent en divers points de la Gaule, de l'Ibérie, de la Scandinavie de véritables « ateliers » spécialisés, dont la réputation et la clientèle s'étendent jusqu'aux extrémités du monde connu.

Par les colonnes d'Hercule, la grande et importante voie maritime de Gadès (Cadiz) établit des liens permanents entre tous les rivages atlantiques, et, d'autre part, l'Europe continentale est sillonnée de routes nombreuses et très fréquentées.

Beaucoup plus tard, le Romain conquérant n'aura pas à créer le réseau de routes qui fera sa force; il bénéficiera du travail antérieur de milliers de générations. Il est le récolteur d'une moisson semée bien avant qu'il fût né. Rome n'a pas frayé les

[1] Breuil, *Mémoire cité*, p. 171.

[2] « Les deux rives du Rhin sont sans conteste celtiques, déclare Déchelette, de même que les deux versants des Alpes sont ligures. »

voies, elle les a seulement pavées et c'est la belle tâche de la préhistoire de les avoir restituées et ressuscitées par dessous les dures dalles de ceux qui devaient être les futurs maîtres du monde.

IV. — Les Ligures. Les Phocéens de Marseille. Les Ibères. Les Celtes-Gaulois et la Gaule.

Toute la plus vieille histoire de la Gaule nous représente donc des faits multiples et complexes d'assimilation et même de fusion de races diverses. D'après Jullian (dont l'*Histoire de la Gaule* est tout à la fois une œuvre de science et d'art), cette fusion est telle qu'il ne craint pas (à tort, croyons-nous) de désigner et de ramasser tous ces peuples de la Gaule anté-gauloise sous le nom général de *Ligures*; telle est, d'après lui, la plus ancienne couche humaine historique : la présence et la dispersion en sont démontrées par des noms, noms de territoires et noms de cours d'eau : forêt d'Ardenne de l'Ardenne, forêt d'Ardenne de la Normandie, forêt d'Ardenne de la Saintonge, lac Léman et Limagne et aussi sans doute Lomagne, Limargue, etc., Garonne et Garonnes, Dives et Divettes, Bièvre, Olt, ancien nom persistant du Lot.

Les Ligures s'étendaient aussi sur des pays voisins de la Gaule et les mêmes racines se retrouvent dans certains noms de part et d'autre des Alpes, de part et d'autre des Pyrénées : Seine, Sequana et Sicana, ancien nom du Jucar; Douro et Doires italiennes; Rhin et Reno de Bologne; l'Isère des Alpes, l'Oise de la Seine, l'Yser de la Flandre, l'Isar de Bavière sont toutes des Isara; Lutèce doit sans doute son nom aux Ligures.

Des noms, mais pas une phrase! Aucune phrase ligure ne nous est parvenue : les Ligures n'écrivaient pas, ils ne racontaient pas; ils ne nous ont laissé aucune histoire, aucune légende.

Peuple rude, laborieux, ils fournissaient des piétons et des coureurs endurcis, des carriers et polisseurs de pierre, des travailleurs du bois, des fondeurs de bronze et d'airain. Les Ligures ont été aussi d'énergiques travailleurs du sol.

Persistant à travers tant de submersions humaines successives, certains traits du Ligure peuvent encore être retrouvés dans tel ou tel groupe de nos populations françaises, traits physiques comme la chevelure noire ou la voix criarde de certains méridionaux, gascons ou provençaux, traits moraux comme l'entêtement des Bretons. Un ensemble de caractères plus complet serait même encore visible dans des groupes sociaux que leur métier même a protégés, comme les carriers du Limousin et les bûcherons du Morvan.

Le monde occidental d'alors, interprété comme ligure, va être

bouleversé au point de vue humain par trois faits essentiels : l'établissement des Phocéens à Marseille, l'invasion des Ibères à travers les Pyrénées et la grande et longue série d'invasions des Celtes venant du Nord.

Pour comprendre ces divers phénomènes, dégageons-nous d'abord de cette conception de continuité continentale, d'homogénéité terrienne qui nous paraît aujourd'hui être liée étroitement à la constitution de tout état : des nations antiques ont été constituées par des îlots sporadiques de populations pareilles et de peuples dominés que reliaient entre eux les facilités de communications offertes soit par des littoraux marins, soit par des routes intérieures, fluviales ou terrestres. *Discontinuité n'impliquait pas désunion; compénétration n'impliquait pas unité.*

Au sixième siècle avant Jésus-Christ, alors que cette Rome qui devait créer la puissance romaine n'était pas encore sortie de ses langes, alors que Cyrus et Cambyse dirigeaient l'empire persan vers des destinées grandioses, les Phocéens débarquaient à Marseille; Phocée était une ville grecque d'Asie (aujourd'hui Fokia, à 42 kilomètres N. O. de Smyrne). *Temporibus Tarquini regis, ex Asia Phocaeensium juventus... Massiliam inter Ligures et feras gentes Gallorum condidit* (Justin, XLIII, § 3). Ce germe d'hellénisme devait faire tache d'huile dans toute la zone méditerranéenne de la Gaule.

Les Grecs de Massilia s'installèrent ensuite dans un port-marché qui gouvernait déjà le Rhône inférieur, Arles, et l'appelèrent Théline (c'est-à-dire mamelle). Ils s'étendirent jusqu'au port que les indigènes appelaient Pyréné et qui devait prendre plus tard le nom de port de Vénus (Port-Vendres), jusqu'à Barcelone (Kallipolis), jusqu'à Malaga, et d'autre part vers l'Est, jusqu'à Monaco et jusqu'à la Corse. Ce sont ici : Νίκαια, *la Victorieuse* (Nice) et Ἀντίπολις, *la Citadelle* (Antibes), et Ἱερόν, *le Sanctuaire* (Hyères), etc.

Un grand empire commercial est fondé qui va exploiter les richesses minières et maritimes de l'Europe occidentale. Les rivages des pays de l'étain (Iles Britanniques), du cuivre (péninsule Ibérique et Scandinavie) et de l'ambre (mer Baltique) sont déjà fréquentés par les Carthaginois dont les navigateurs y arrivent par les côtes atlantiques. Les Grecs de Marseille vont s'efforcer d'y parvenir par des routes continentales en retrouvant ou ressuscitant les vieilles routes préhistoriques de l'étain et de l'ambre.

En 540, Phocée est assiégée par les Perses; l'empire Phocéen disparaît; il reste Marseille. Elle introduit dans ce monde barbare de la Gaule, encore primitif, la monnaie, signe par excellence de la civilisation économique et artistique de la Grèce; des pièces

de type grec, marquées sur une seule face d'une figure en relief, homme, dieu, animal, franchissent les Alpilles et pénètrent dans la vallée de la Durance. Près de Béziers, à Enserune, Félix Mouret vient de fouiller une nécropole contenant des vases grecs qui prouvent à quel point le commerce grec pénétrait jusque dans la partie méridionale de notre Massif central [1].

Aux environs de 500-475, les Ibères passent les Pyrénées et vont se mêler aux Ligures de la Gaule [2]. Il est impossible de donner aux Ibères venant d'Espagne une définition qui les fasse correspondre, soit comme race, soit comme peuple, à un ensemble homogène : leur nom se rencontre de Tarragone jusqu'à Saint-Sébastien. Ils passent le Somport et le Pertus ; ils occupent le Béarn, le Bigorre, comme le Gers et la Haute-Garonne, comme le Roussillon et l'Hérault; ils vont jusqu'à Bordeaux qui devient ibérique. Somme toute, les Pyrénées se présentent par rapport aux Ibères comme toutes les grandes masses montagneuses, c'est-à-dire comme une sorte de région naturelle dont les deux versants s'offrent à l'installation d'un même peuple ou d'un même groupe de peuples réunis par des habitudes ou des traits communs. C'est comme flot subsistant de ces Ibères si mal connus que nous pouvons considérer les Basques d'aujourd'hui. Le pays basque n'est pas une impasse, mais un carrefour (Jullian, I, p. 269). Les Basques ne sont point une unité ni historique ni ethnique. « En deux mots, dit le Dr R. Collignon, pris en bloc, les Basques diffèrent de tous leurs voisins par des caractères communs, et en outre leurs deux fractions principales diffèrent entre elles [3] ». Aussi, quand le monde ibéro-ligure a disparu, un complexe humain bariolé s'est détaché avec une apparente unité comme seul témoin de ce qui fut autrefois une tache humaine beaucoup plus étendue et beaucoup plus puissante : l'*Euskaldun*, le peuple qui parle l'*eskuara* ou *euskara*.

Tandis que les rivages méditerranéens s'ouvraient ainsi de plus en plus aux influences orientales et tandis que les Ibères s'installaient de Bordeaux jusqu'à Narbonne, Béziers et Nîmes, les Celtes pénétraient en venant du Nord dans le monde ligure. D'où

[1] Communication d'Edmond Pottier à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, séance du 15 septembre 1916.

[2] C'est là le système de Jullian. Pour d'autres savants tels que Déchelette, la Gaule du Sud-Ouest était depuis longtemps Ibère, et, comme nous l'avons dit, il s'était formé, dès l'âge du bronze, une province ibéro-armoricaine, qui s'opposait à la Gaule Ligure du Sud-Est. L'invasion ibère de Jullian correspond, en tout état de cause, à de nouveaux flots de pénétration venant d'au delà des Pyrénées.

[3] *La Tradition au pays basque*, Paris, 1899, p. 96.

venaient-ils et qu'étaient-ils? Ils venaient des plaines herbeuses qui bordent le littoral de la mer du Nord depuis le Jutland jusqu'à la Belgique. Nous pouvons nous les imaginer comme des pasteurs de cette région naturelle, longue mais étonnamment homogène, qui n'a aucune ressemblance ni même aucune relation facile avec ce qui est devenu plus tard la Germanie proprement dite, c'est-à-dire avec la forêt hercynienne dans son sens le plus large; des landes, des marécages, des taillis-bas mêlés de flaques d'eau séparaient et séparent encore de toute l'Allemagne moyenne d'aujourd'hui la zone d'habitat des anciens Celtes. Entre les surfaces marines aux lointains horizons et la bande de régions infertiles et presque inhabitables qui les bordent vers le Sud et vers l'Est, les herbages féconds, fertilisés par l'air marin, semblent avoir été, depuis les débuts de l'humanité, un lieu privilégié où se sont rassemblés des groupes humains. Carrefour très vivant où aboutissaient les routes des métaux et dont l'estuaire de l'Elbe a été le centre par excellence.

Les Celtes semblent avoir contourné les forêts dont ils respectaient les arbres par discipline religieuse; ni défricheurs, ni dessécheurs, ils ont suivi les pâturages. Notre territoire de France, où partout les pâturages et les vallées herbues pénètrent comme des golfes jusqu'au centre des massifs forestiers, s'est prêté à cette pénétration des Celtes. Ils se sont éloignés des rivages et ont occupé le vrai cœur de notre pays : entre Rodez et Soissons, Saintes et Lyon, avec Bourges au centre.

Ils ne s'avancèrent pas comme un flot dominateur unique subordonné à l'unité de direction et à l'unité de groupement; au contraire, ils étaient déjà divisés en tribus adverses et, par ailleurs, ils manifestaient déjà cette extraordinaire faculté d'assimilation qu'ont héritée les hommes qui peuplent encore la Gaule et qui se révéla, dès les cinquième et quatrième siècles avant Jésus-Christ, par un indiscutable mélange avec les Ligures et Ibères antérieurs. Ainsi naquirent les Celtoligures de la vallée du Rhône ou Salyens (comme les Grecs les appelèrent), de même que se développèrent alors ou plus tard les Celtibères, les Celtoscythes, les Celtothraces, les Celtoillyriens.

Le monde celte de la Gaule, ce sont déjà : les Bituriges à Bourges, les Carnutes à Chartres et à Orléans, les Eduens dans le Morvan, les Lingons à Langres, les Senons à Sens et à Paris, les Ambarres dans la dépression qu'arrose la Saône, les Arvernes dans la Limagne et dans les Monts du Centre.

La masse celtique a, en toute vérité, comme centre le Massif Central : c'est de là que, pendant deux siècles, les Celtes vont se répandre jusqu'aux extrémités du monde méditerranéen septen-

trional et oriental. Les Ligures ou se mêlent aux envahisseurs ou se réfugient dans les hautes vallées des Alpes et dans quelques provinces écartées. Les Celtes, conduit par le Brenn, passent les Alpes et vont prendre Rome; ils se répandent dans la vallée du Danube, et, si Alexandre les effraie, ils franchissent le fleuve après sa mort. Ils apparaissent un jour au nord-est de Delphes, descendant dans la vallée lumineuse du Pleistos, et viennent au pied des roches sacrées des *Phaidriades* (*les Etincelantes*) piller le sanctuaire d'Apollon. Ils passent le Bosphore, et ils vont, à la fin du troisième siècle avant Jésus-Christ, jusqu'en Asie-Mineure constituer cette colonie de Celtes qui gardera le nom de Galates. Pareillement, ils franchissent le Rhin et vont en Germanie; ils franchissent les Pyrénées et dissocient le monde Ibère.

A coup sûr, le mouvement qui peuple notre sol d'un de ses plus importants éléments ethniques a été, à l'origine, centripète; mais, pendant deux siècles, la puissance vitale rayonnante des Celtes s'est révélée par toute une série de mouvements centrifuges de très longue portée et de persistante influence.

Un autre groupe de Celtes est venu du Nord presser et refouler les Celtes déjà installés; ce sont les Belges. Les nouveaux arrivants occupèrent les vallées de la Somme, de l'Oise, de l'Aisne et de la Moselle et s'arrêtèrent à quelque distance de la Seine. Se heurtant à leurs frères celtes, ils s'étendirent aux deux ailes en formant une sorte de vaste accent circonflexe dont l'une des branches s'étala dans l'Armorique, et dont l'autre, à travers le Jura et le plateau suisse, atteignit la vallée supérieure du Rhône, le Valais. Les Celtes belges donnèrent ainsi naissance aux Celtes dits Armoricains et aux Celtes dits Helvètes.

Les Belges franchirent même la mer; dans les deux estuaires de la Severn et de la Tamise, ils furent les initiateurs des villes et des comtés de la Grande-Bretagne.

Les Romains ne distinguèrent pas toujours entre les premières masses celtiques établies sur le territoire de France et les secondes venues également du Nord; chez les Celtes eux-mêmes circulait un nom particulier, « Galates », dont les Romains firent « Galli », Gaulois. Ainsi les noms de « Celtes » et « Gaulois » devinrent synonymes, et, peu à peu, chez les annalistes ou historiens ce fut le mot de Gaulois qui prévalut.

Ecrivant beaucoup plus tard, Strabon (livre IV, chap. I) rapporte que certains géographes divisent les Gaulois en trois groupes : les Aquitains, les Celtes et les Belges, mais il fait remarquer avec justesse que les Aquitains ressemblent beaucoup plus aux Ibères qu'aux Gaulois (Γαλάταις), et il ajoute : « Quant aux autres (c'est-à-dire les Celtes et les Belges), bien que différant entre eux par les

mœurs et le langage, ils ont en commun l'extérieur gaulois... » Τοὺς δὲ λοιποὺς γαλατικὴν μὲν τὴν ὄψιν...

Il y a donc déjà un type gaulois, nettement marqué, bien reconnaissable pour de bons observateurs comme Strabon, et qui rappelait la fraternité ethnique des Celtes du Belgium et des Celtes de la Gaule centrale ou Celtique proprement dite.

Au troisième siècle avant Jésus-Christ, les invasions celtes s'arrêtent, tandis que les invasions *dites* germaniques (Cimbres et Teutons) ne doivent commencer que cent ans après pour se poursuivre durant cinq cents ou six cents ans.

La chronologie même montre la nette indépendance originelle des mouvements des peuples qui ont amené sur notre sol les Celtes et de ceux qui y ont amené plus tard les masses hétérogènes inexactement groupées sous la désignation de « Germains ».

Au moment où l'empire de la Méditerranée va être si âprement disputé, où l'on ne sait pas encore qui l'emportera de Carthage ou de l'Egypte, de la Macédoine ou de l'Epire, de l'Etrurie ou de Rome (laquelle sera finalement victorieuse), les Celtes-Galates-Gaulois recouvrent une grande partie du monde antique, de la Dobroudja à la Cornouaille, du Cap Finisterre à la Phrygie, de l'Oder Silésien à Ancône; ils ont introduit dans le monde méditerranéen déjà civilisé, habitué aux théories stratégiques comme aux Panthéons rationalisés, des masses généreuses, plus spontanées, plus idéalistes. Ils se battent en masses indisciplinées de fantassins et de cavaliers mêlés, avec une ardeur irrésistible. Ils croient à l'ascendant du courage et de la beauté; ils ont des dieux non figurés, à l'ordre desquels ils obéissent et que les Grecs ne connaissent pas et ne comprennent pas : parce qu'ils voyagent sans une suite de prêtres et d'augures, les Grecs les regardent même comme des impies!

Les Gaulois étaient, à l'origine, des peuples de pâturages, de plaines et de montagnes aux versants adoucis, mais ils ont eu assez d'ardeur vitale pour s'adapter à des conditions nouvelles; ils sont parvenus à être des agriculteurs, voire excellents, sans doute à l'école des Ligures.

Dès lors et déjà les voilà qui deviennent ces mangeurs de pain que seront et resteront tous leurs descendants et tous leurs successeurs sur le même sol! Ils s'opposent aux buveurs de lait qu'étaient les Germains. Alors que les Germains de la forêt hercynienne n'en étaient encore qu'au stade de la propriété collective, ils accèdent, peut-être sous l'influence de la culture agricole, à la conception et à la pratique de la propriété divisée, privée, individuelle.

Ils se font navigateurs et marins par nécessité; ce sont leurs groupes extrêmes de la seconde invasion qui, mêlés aux autoch-

tones, deviennent les Bretons. Par rapport à tous les peuples bateliers des rivages montagneux et rocheux de la Méditerranée, tous plus ou moins habitués à l'embuscade du brigand et à la course du pirate, ils représentent une sorte de force déchaînée, qui marche droit devant elle, non sans semer la terreur, mais avec une confiance indéracinable dans la hardiesse et dans la franchise.

Les Gaulois, par leurs circulations mêmes, semblent avoir fait faire un très grand progrès à la circulation tout court. « C'est grâce aux conquêtes et aux empires gaulois, dit Jullian, que la civilisation [du second âge du fer] a ce caractère homogène et commun qui a manqué à l'âge du bronze. » (*Histoire de la Gaule*, I, note de la page 370).

Les Gaulois ont eu ce qu'on pourrait appeler le sens de la route; ils ont compris ce que valaient les chemins naturels, ce que valaient les grands fleuves, et des flots d'hommes, qui ont été déjà peut-être les annonciateurs des pèlerinages et des jongleurs du onzième et du douzième siècles, fréquentaient les routes et les fleuves.

En vertu de ce sens de la circulation, ils ont su admirablement placer ces points de confluences humaines qui sont les villes : Bourges, que César déclare la plus belle cité de la Gaule et qui était entourée de plus de vingt bourgades, Lutèce, Langres, Orléans, Besançon; les Bituriges colonisent et transforment le centre antérieurement ibère de Bordeaux. De même, au delà de nos frontières actuelles, les Celtes Insubres fondent Milan, les Cenomans Brescia, les Boïens Bologne, les Scordisques Belgrade, types de capitales, à la fois résidences, marchés, champs de foires, refuges et sanctuaires, toutes situées au carrefour de grandes routes et à proximité de voies fluviales.

C'est pourquoi, sans doute aucun, les relations furent si faciles entre les Grecs de l'empire commercial de Marseille et les chefs gaulois. Les Marseillais avaient des comptoirs fortifiés installés chez les Celtes ou les Ibères. A côté des villes indigènes se développait la ville grecque, comme nous voyons encore de nos jours le village grec installé à côté du village turc ou du village bulgare sur les rives de la mer Egée et dans les Balkans.

Des conventions et des habitudes réglaient la traversée du pays celte; le long de la Durance, les tribus avaient édicté des peines contre ceux qui feraient tort aux marchands. On remontait en barque le Rhône et la Saône : « Ce n'était point pour fermer la Saône que les Eduens en gardaient les rives. » Par le Rhône, en différents points, on pénétrait dans l'intérieur du Massif Central. Le plus long des portages et le plus fréquenté était celui qui partait de Pont-Saint-Esprit sur le Rhône pour aboutir à Roanne sur la Loire en passant par le col du Pal. Les chefs celtes étaient par-

tout regardés par les Grecs comme de bons clients, exacts payeurs et hôtes généreux.

Ainsi, quelques-unes des qualités gauloises furent développées, éduquées et orientées vers le commerce par cette merveilleuse influence hellénique de Marseille qui s'incarne dans le personnage, ni mythique, ni menteur, de Pythéas : riche, hardi, indépendant, Pythéas navigue par delà les colonnes d'Hercule jusqu'à la terre de l'étain et jusqu'aux rivages de la mer de l'ambre. Il atteignit cette embouchure de l'Elbe qui était, nous dit-il, la limite des Celtes et au delà de laquelle se rencontraient les Scythes; donc, point de Germains au long de la bande littorale de ces rivages nordiques.

Dans le cours du troisième siècle, le progrès de Marseille s'arrête, car Rome grandissait. Les entreprises des grands généraux carthaginois, qui franchirent les Pyrénées, traversèrent la Gaule et passèrent les Alpes pour se jeter en Italie, apprirent aux Romains ce qu'étaient les Alpes, ce qu'étaient les routes de la Gaule et ce qu'étaient les masses profondes des Celtes. Après avoir vaincu les Carthaginois, bon gré, mal gré, les légions romaines se trouvèrent face aux Celtes. Elles durent d'abord refouler les Ligures que Marseille était incapable de contenir; contre les Ligures de Cagnes, les Romains livrèrent une grande bataille entre Cagnes et Vallauris, victoire décisive qui démontra la faiblesse irrémédiable de l'empire commercial marseillais et qui entraîna les vainqueurs dans toutes les complications de la Gaule. Les Gaulois étaient d'ailleurs très divisés. Ce furent des peuples gaulois qui appelèrent d'abord César à leur secours contre d'autres peuples frères. Ainsi se développèrent, logiquement et fatalement, tous ces contacts antagonistes qui devaient aboutir à la conquête romaine de la Gaule par César.

La Gaule proprement dite était ramassée autour du Massif Central. Le confluent du Verdon et de la Durance, celui de l'Arc et l'Isère, le cours supérieur du Rhône étaient les bornes des Celtes. Au-delà, dans la montagne, vivaient les Ligures. Les mauvais chemins n'étaient pas gaulois.

Vers le Sud, les Gaulois ne semblent pas s'écarter beaucoup de la Garonne et de l'Aude; à quelques lieues au delà de Narbonne, de Toulouse, d'Agen, de Bordeaux (où les Bituriges étaient venus fonder une colonie), apparaissaient les Aquitains composés de Ligures et d'Ibères; ils se divisaient en tribus, comme d'ailleurs les Ligures et les Ibères qui se mêlaient à eux ou qui les bordaient. Toutes ces tribus disparates constituaient ce que les Romains appelaient indistinctement des *pagi;* cette expression de *pagi* doit retenir notre attention, car elle est l'origine de nos *pays*

et elle désigne tour à tour et tout à la fois un groupement d'affinités humaines et une petite région naturelle.

Les Arvernes et les Eduens ont été parmi les plus grands peuples de la Gaule; c'étaient des agglomérations de tribus; ils ont annoncé le rôle que devaient jouer l'Auvergne et le Morvan, — Gergovie, le mont Beuvray, Alésia.

Ces agglomérations de tribus étaient les cités, *civitates*, ou nations, *nationes*. Tribus et cités conservaient une grande indépendance jusque dans les combats que les guerriers de ces différents groupes livraient ensemble. Il semble qu'il coexistait d'infinis facteurs de variété avec quelques facteurs d'unité. L'organisation religieuse, que nous connaissons encore si mal, correspondait à un système supérieur qui donnait à tous les Celtes le sentiment de leur cohésion. Druides et bardes, c'est-à-dire prêtres et servants, cueilleurs du gui sacré, se détachent de la société gauloise si divisée comme relevant d'un ordre supérieur et plus général.

Cet ordre se traduisait par un fait géographique. La terre des Carnutes était regardée comme le centre de la Gaule et pour le moins de la *Gallia Celtica;* cette région d'Autricum (Chartres), de Genabum (Orléans) et de la forêt d'Orléans était séparée des frontières les plus lointaines par des nombres équivalents d'étapes. C'était une sorte d'ombilic divin qui était le lieu d'assemblée des druides. On y jugeait les crimes contre l'Etat et on y célébrait les principales cérémonies religieuses. Là aussi avaient lieu les grandes hécatombes, qui étaient pour une part des hécatombes humaines. Au pays des Carnutes devait naître et s'organiser, au premier siècle avant Jésus-Christ, la suprême résistance gauloise, dirigée et incarnée par l'Arverne Vercingétorix, le vainqueur de Gergovie et le glorieux vaincu d'Alésia.

La Bretagne n'a pas le privilège d'avoir été le pays des druides, mais la terre armoricaine échappa davantage à la pénétration des influences ultérieures, si bien qu'elle put être regardée plus tard, et par César tout le premier, comme ayant joué à l'origine du druidisme un rôle exceptionnel.

Teutatès, le grand dieu des Gaulois, régnait sur toute la Gaule; et, par toute la Gaule, il était le maître des cimes, aussi bien au mont Saint-Jean et au mont de Sène que sur la colline de Montmartre à Lutèce, ou sur le sommet majestueux du Puy-de-Dôme.

Les dieux étaient représentés par des troncs d'arbres, par des piliers de bois ou par des pierres grossièrement taillées; leurs temples étaient situés en pleine nature. Ce ne fut que plus tard, probablement sous l'influence de l'hellénisme méditerranéen, que Teutatès et les autres dieux furent figurés par des statues.

Vers la fin du troisième siècle avant Jésus-Christ, il se produit

dans tout le monde antique un travail de coordination et de cristallisation qui porte certains groupes à établir de vastes et fortes unités politiques : Philippe en Macédoine, Rome en Italie, les Carthaginois-Barcas en Espagne et aussi les Arvernes en Gaule.

Avant les Arvernes, les Bituriges d'Avaricum, puis les Eduens, appuyés à la puissante forteresse naturelle du Morvan, avaient sans doute tenté de conquérir le monde. Mais ce sont les Arvernes qui réalisent après eux, et au cours du second siècle avant Jésus-Christ, la plus belle œuvre de centralisation dans le monde celte. En 125, les Arvernes ont, en vérité, acquis le principat de la Gaule entière; ils dominent les Allobroges et les Salyens jusque par delà le Rhône; les Volces dépendent d'eux, ce qui les fait toucher aux Pyrénées; les Armoricains sont leurs clients; ils étendent leur influence de l'Océan jusqu'au Rhin. A l'intérieur de ce vaste territoire, les Gabales du Gévaudan et les Vélaves du Velay marchent avec eux, comme les Rutènes du Rouergue, les Cadurques du Quercy et les Lemovitiques du Limousin. *Arvernis*, dit César, *adjunctis Eleutetis*, *Cadurcis*, *Gabalis*, *Velaviis*, *qui sub imperio Arvernorum esse consuerunt*... (*De bello Gallico*, VII, 75.) Leur roi héréditaire Luern avait commandé à quarante peuples qui se groupaient autour de lui. Deux cent mille Celtes avaient suivi ses enseignes propres qui avaient pour signe le sanglier. Luern avait donné des festins ouverts à tous, dont les Grecs étaient restés éblouis : cinq cents hectares de mets et de boissons. Il avait autour de lui des poètes qui chantaient ses gestes et auxquels il jetait des bourses d'or. Il avait subi l'ascendant de l'hellénisme de Marseille et créé une monnaie unique, « grains d'or mobiles et féconds permettant à chacun de prendre part aux moissons des richesses ».

Une civilisation originale et nouvelle était issue de tous ces contacts.

Avant que le monde antique fût dominé par les Romains, puis envahi par les sauvages barbares du Nord et de l'Est, il y eut donc comme une grande unité celtique traduite par une langue commune (que les Galates d'Asie-Mineure continuèrent à parler jusqu'au quatrième siècle de notre ère). Deux cents ans avant Jésus-Christ, l'alphabet grec avait pénétré dans le monde celtique et servait à en transcrire la langue. L'unité celtique a contribué pour une part à préparer la future unité romaine. Ainsi les conquérants d'alors étaient-ils les représentants indiscutables d'une civilisation authentique. Ce n'est pas seulement, comme on l'a fait trop longtemps, sous les espèces de vaincus et assimilés des Romains que nous devons ressusciter les Celtes, mais sous l'aspect d'un grand et très intelligent peuple, maître d'un vaste empire;

vraie « nation » qui s'est imposée au respect des hommes d'alors par sa bravoure et par sa loyauté, fidèle jusqu'au bout aux vertus que le vieux Caton sévère reconnaissait déjà lui-même aux Gaulois : « Avec une extrême habileté, *industriosissime*, ils pratiquent l'art de la guerre et l'art de parler. » Vercingétorix ne fut pas seulement un grand chef de guerre : il fut aussi un très éloquent et très habile orateur.

A partir de la conquête romaine, la Gaule entre dans l'histoire proprement dite; c'est dire que nous pouvons disposer de *documents écrits* pour la raconter; là commence en vérité le domaine qui est celui des historiens.

A eux de décrire les invasions et les incursions multiples qui vinrent encore enrichir de facteurs nouveaux le monde ethnique déjà si complexe de la Gaule. Il ne nous appartient à nous, dans cet essai de synthèse récapitulative, que de mentionner brièvement les principaux de ces contingents.

V. Tableau récapitulatif des différentes races historiques qui ont coopéré a l'amalgame unifié de la nation française.

Le vrai savant qu'était Hamy disait en 1874, au Congrès international d'anthropologie et d'archéologie préhistorique de Stockholm : « Aucune des races humaines fossiles n'a disparu, on peut les reconnaître encore toutes au milieu des populations postérieures avec lesquelles elles se sont mélangées. » Si l'on ne peut être aujourd'hui aussi affirmatif en ce qui regarde les races fossiles, la pensée d'Hamy est du moins exacte pour toutes les races historiques qui se sont succédé sur notre sol. Il est des points et il est des groupes où il semble bien qu'on puisse les reconnaître à peu près authentiques; le fait prédominant, c'est qu'elles ont trouvé le secret de coexister et de se mélanger à tel point qu'elles forment aujourd'hui un bloc politique unifié. Voilà bien le problème, d'ordre historique et psychique, le problème de l'ensemble presque mystérieux des causes qui ont si bien discipliné la matière par rapport à l'esprit.

Que d'éléments divers et disparates sont entrés en effet dans cette unité française! A côté des Ligures que Diodore de Sicile décrivait déjà comme petits, maigres et robustes, que Tite-Live nous représentait comme endurcis à la guerre (*Ligures durum in armis genus*, XXVII, 48), — à côté des Ibères auxquels semblent bien se rattacher d'une part les Aquitains et de l'autre les Basques, — à côté des Celtes dont nous venons de parler très amplement, et c'est justice, car leur part est la part grande, — voici les Romains ou Latins, peuples mêlés eux-mêmes; malgré leur

domination militaire de plus de cinq siècles sur la Gaule entière, ils n'ont vraiment colonisé, outre la Corse, que le sud-est de la France et le sud du Massif central, mais ils y ont laissé des types encore vivants, frappés à l'effigie des antiques médailles romaines : visages réguliers et beaux des Arlésiennes, hommes et femmes de Cavaillon aux fronts courts, aux grands yeux et aux mentons très arrondis, qui offrent au voyageur survenant de la vallée supérieure de la Durance le spectacle saisissant de têtes et de corps en tous points dignes des statues et des bas-reliefs gallo-romains du musée d'Arles. A côté de ces multiples échantillons humains, voici surtout venir les peuples des grandes invasions ultérieures : et les groupes Nordiques, et les Germaniques, et les Slaves, et les Tatares, — tous polymorphes, hétéroclites, multitudinaires !

Il est très malaisé d'identifier les différents peuples dont nous parlent les historiens anciens. Les meilleurs d'entre eux ont certainement commis des confusions grossières analogues à celles qu'ont faites et que font encore tant de ceux qui s'occupent des problèmes algériens et marocains; les Berbères (Khamites) et les Arabes (Sémites), parce que musulmans, sont enveloppés dans les mêmes considérations et dans le même jugement. Et parmi nos compatriotes et contemporains, combien sont donc capables de reconnaître les différences caractéristiques entre Annamites, Japonais et Chinois? Sachons nous tenir sur la réserve en ce qui concerne les affirmations mêmes d'un Strabon, *a fortiori* d'un Diodore de Sicile ou d'un Ammien Marcellin.

L'étude des races est par excellence un champ de bataille entre les savants qui veulent ne s'en rapporter qu'à des témoignages écrits d'auteurs anciens plus ou moins habilement discutés et conciliés, et ceux qui, au contraire, n'admettent que les disciplines des sciences naturelles et s'appuient sur la répartition actuelle des caractères physiques de nos populations.

Pour tels et tels, les Celtes sont avant tout les envahisseurs blonds venus du Nord et, entraînés par le système, quelques-uns même les ont rattachés aux Germains. Pour tels autres, qui dit Celtes désigne avant tout les petits hommes brachycéphales de la région centrale de notre pays et de l'Armorique. La vérité, c'est que les faits anthropologiques de races, les faits psychologiques de langue et les faits historiques de nation ne sont pour ainsi dire jamais ni superposés, ni superposables [1].

Le mot de « Germains », qui a pris cette extension singulière-

[1] « La linguistique laisse intact le domaine de l'ethnographie... L'ethnographie et la linguistique ne coïncident pas », dit André Lefèvre, au début du chap. VIII de son livre : *Les Races et les Langues*, p. 158.

ment excessive que nous combattons, n'était même pas au début un nom de race. Il convient de méditer l'observation décisive de Tacite, reprise par Strabon. En parlant des *Tungri*, les *Tongres*, qui vinrent prendre la place des courageux Eburons vaincus, massacrés, exterminés par César (région de la ville de Tongres, au nord et à l'ouest de Liége), Tacite constate que ce furent eux les premiers des peuples d'outre-Rhin, connus sous le nom de Germains, qui s'installèrent dans les Gaules : *Ceterum Germaniae vocabulum recens, et nuper additum : quoniam qui primi Rhenum transgressi Gallos expulerint, ac nunc Tungri, tunc Germani vocati sint*; *ita nationis nomen, non gentis*. (*Germania, II*). « Germains », *nom de nation, mais point nom de race*[1] *!*

De fait, on a mêlé toutes choses, parce qu'on a toujours voulu faire cadrer les dénominations ethniques avec les délimitations linguistiques ou politiques. Il y a dans notre France deux types physiques nettement distincts : les brachycéphales bruns et les dolichocéphales blonds. On a voulu les séparer, alors que la masse dite celtique comprenait déjà, en vérité, par droit de conquête ou par fait d'assimilation, un complexe des deux éléments. Si l'on identifie avec rigueur les Celtes et les Gaulois, c'est qu'on est disciple de César : *Qui ipsorum lingua Celtae, nostra Galli appellantur* (*De bello gallico*, I, 1); mais si l'on considère en outre que les Gaulois et par conséquent les Celtes sont avant tout les dolichocéphales blonds, on suit trop étroitement, à notre sens, les idées de César et des auteurs anciens; on se rappelle évidemment la *flava et aurea caesaries*, la chevelure blonde et dorée des Gaulois d'Italie décrite par Virgile dans l'*Enéide* (VIII, vers 659-661), ou la *flava Gallia*, la *Gaule blonde*, du poète Claudien. Mais parce que les Celtes-Gaulois-Galates portaient des chevelures bien lavées, soignées et teintes, parce qu'ils se teignaient avec du savon et de l'eau de chaux; parce qu'ils décoloraient leur chevelure et leurs longues moustaches retombantes avec de la cendre (Pline parle expressément d'un mélange de graisse et de cendres qui accroissait le ton rutilant de toute cette auréole flamboyante, XXVIII, 53), cela ne veut pas dire qu'il n'y eût parmi eux que de vrais et authentiques blonds. Les Romains, eux, portaient les cheveux courts; ils étaient en général bruns et sales; mis en face de ces populations aux longs cheveux, à la peau blanche, claire et

[1] L'étymologie de « Germains » est discutée; la plus probable ferait dériver ce mot d'un radical celtique qui aurait le sens de *vicini*, « les voisins ». En tout cas il faut rejeter l'origine germanique, longtemps admise : *wehrmann*, « homme de guerre ». Ce sont là de fausses ascendances linguistiques recherchées, proposées et imposées par les Allemands, et qui doivent être aujourd'hui exclues au même titre que tant de prétendues ascendances ethniques et pseudo-historiques !

propre, ils ont été saisis par le contraste extérieur encore plus que par des traits ethniques différentiels d'une grande précision. Même de nos jours, dans nos jugements et descriptions de races, nous mettons souvent en vedette des traits de coutume (port de la barbe, coupe de la moustache ou des cheveux, tête rasée, natte) qui nous paraissent plus importants que des traits de contexture physique : ces faits, presque postiches, deviennent pour nous non seulement un caractère, mais comme un emblème. Ainsi devons-nous expliquer l'effet général produit sur les peuples du Midi par ces peuples du Nord qui se faisaient artificiellement plus blonds et plus uniformément blonds qu'ils n'étaient. Rien que leurs chevelures flottantes ou tressées avaient produit une telle impression sur les Romains que, d'après Pline encore et de nombreux auteurs, on appelait la Gaule transalpine *Gallia comata*, la Gaule chevelue.

Gaule chevelue et Gaule fauve! Les hommes décorent et colorent le pays. Pourtant cela n'implique point l'homogénéité physique de la race. Au vrai, toutes les descriptions et analyses consciencieuses de la race celtique (et l'on peut encore relire les pages d'Ernest Renan dans la *Revue des Deux Mondes* du 1[er] février 1854, et dans les *Essais de morale et de critique*, 1889, 4[e] édition) s'appliquent à tous autres peuples que les dolichocéphales blonds!

De telles difficultés, conformes à la réalité, mais inconciliables avec un besoin exagéré de claire logique, ont même amené certains savants et non des moindres, tel Alexandre Bertrand, l'ancien conservateur du Musée de Saint-Germain, à distinguer les Celtes d'une part et les Galates de l'autre [1].

Les Galates, étant séparés des Celtes, étaient, en compagnie des Belges d'ailleurs, placés parmi les Germains. Les Galates Kimmériens étaient rapprochés des Cimbres et, comme les Cimbres ont pendant un temps marché avec les Teutons et qu'ils se sont fait écraser en 101 avant J. C. par Marius à Verceil, peu après que leurs anciens compagnons d'invasion, conduits par le colosse Teutoboch, s'étaient fait anéantir par le même consul romain près d'Aquae Sextiae (Aix), on ne voulait pas plus distraire de la souche germanique les Cimbres que les Teutons; comme s'il eût suffi que des peuples combattissent ensemble et s'associassent en une commune migration dévastatrice pour démontrer qu'ils appar-

[1] Un de ceux qui ont le plus brillamment et abondamment défendu cette thèse, aujourd'hui périmée, Gustave Lagneau, ancien président de la Société d'Anthropologie, est l'auteur d'une *Anthropologie de la France*, publiée dans le *Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales* en 1879, et qui reste une des très utiles compilations, un des bons travaux de synthèse consacrés à l'ethnologie de notre pays : nous rejetons toute sa classification, mais nous avons puisé dans cet ouvrage de précieuses informations.

tiennent bien à des races sœurs ou à la même race ! Les faits de la guerre de 1914-1917 prouvent avec assez de clarté la vérité inverse !

Après de telles pérégrinations belliqueuses à travers toute l'Europe et à travers la Gaule, du Nord jusqu'au Sud, que pouvait bien être devenue l'homogénéité ethnique des Cimbres ? Le rapide rappel de cet exemple typique doit nous garder de toute systématisation outrée. Notre seul devoir est de considérer les réalités ethniques, essentielles et indiscutables.

Or il est grand temps qu'on se débarrasse et qu'on nous débarrasse pour toujours de ces expressions extensives de « Germains » et de « germanique » que, durant ces dernières décades, on avait généralisées et appliquées à tort et à travers, sous l'influence directe ou indirecte des savants allemands, — sous l'influence lointaine aussi, avouons-le, de nos grands poètes et historiens romantiques, mal informés.

Au lieu de dire « langues indo-européennes », ce qui est l'expression correcte, on s'était pris à dire — pourquoi ? — « langues indo-germaniques ». Tout le Panthéon scandinave et nordique avait été capté et usurpé au profit du Panthéon germanique. — Surtout que de fois et par combien d'écrivains et historiens avons-nous entendu parler des « races germaniques » ! Certains, et non des moindres et parmi les contemporains, avaient même commis, nous l'avons rappelé, l'incroyable erreur de placer les Celtes sous l'étiquette générale des races germaniques. Terme vague qu'on accolait donc indistinctement à toutes les populations du Nord et de l'Est, voire les scandinaves ou les bataves ! Quel abus de mots et quel abus d'idées ! C'est à dénoncer l'abus et à démontrer l'erreur que tend l'un de nos principaux efforts dans le présent essai.

Un grand fait, encore actuel, doit être signalé tout d'abord : la présence dans tout le Nord-Ouest et le Nord de l'Europe d'une race blonde de très haute taille et dolichocéphale, les Scandinaves, distincts des Germains vrais, des Germains de l'ancienne forêt hercynienne ; c'est la race que Deniker, dans ses *Races et Peuples de la terre*, appelle la *race nordique* ; Broca l'a appelée *race kimrique*, Lapouge l'*homo Europaeus* et les Allemands l'ont appelée, en viciant par là toutes les classifications, la *race germanique*.

Aux Germains vraiment Germains se rattachent, — cela d'une manière qui nous paraît certaine, — les Suèves ou Allamans ; et encore les Lombards, ainsi que toute une série de petits groupes qui seront mentionnés tout à l'heure. Le nom de Suèves a eu, comme toutes les dénominations de cet ordre, un sens d'abord restreint, puis qui, peu à peu, a été étendu à toute une confédération. Pour Strabon, les Suèves constituent la plus grande nation germanique ; ils s'étendent des sources du Danube et des bords

du Rhin jusqu'à l'Elbe, ἀπὸ τοῦ Ῥήνου μέχρι τοῦ Ἄλβιος[1]. Ce sont bien là des occupants des régions boisées ou marécageuses de l'Allemagne moyenne, Germains proprement dits. C'est du mot de Suevi, Suèves, Suevia, qu'est issu Schwaben, Souabe, qui est encore, dans tout le Sud-Est de l'Europe, le nom générique sous lequel les paysans désignent les émigrants allemands, quelle que soit leur origine (Serbie, Dobroudja, etc.).

Le mot d'Allamans, Alamanni, est devenu, lui aussi, un terme extensif et il a pris un sens analogue à celui de Suèves. Grégoire de Tours, dans son histoire des Francs, le dit de la manière la plus nette (*Historia Francorum*, II, 1).

Nous pouvons aussi considérer comme Germains : les Cattes, Catti, que Tacite place sur la bordure de la forêt hercynienne : *Catti initium sedis ab hercynio saltu inchoant* (*Germania*, XXX); les Tenctères et les Usipètes, voisins du Rhin; les Chérusques, qui vainquirent, grâce à Arminius (Hermann)[2], les légions de Varus dans la forêt de Teutobourg, enfin les Angrivariens qui paraissent avoir occupé les bords de l'Ems. Les Lombards que Tibère rencontra en Germanie peuvent être aussi regardés comme de vrais Germains. Du sixième au dixième siècle, ils ont eu, aux yeux de tous les autres peuples, une mauvaise réputation; ils ont passé pour être les propagateurs de la lèpre et, lorsqu'en 770 Charlemagne voulut épouser Berthe, la fille de Didier, roi des Lombards, le pape Etienne III menaça le roi des Francs d'excommunication, en se faisant l'écho de cette conviction populaire.

Mais en opposition avec les Germains, ou du moins, si l'on peut dire, en séparation d'avec eux, nous devons placer d'abord comme représentants des grands nordiques blonds et dolichocéphales : 1° les Goths ou Gothons. Ceux-ci sont indiscutablement venus des régions de la Scandinavie et de la Baltique. Ptolémée, au milieu du deuxième siècle de notre ère, déclarait que la partie méridionale de la Scandia était occupée par les Γοῦται. Toute une contrée de la Suède méridionale s'appelle encore la Gothie.

Les Goths ont dirigé leurs premières migrations et invasions vers l'Est et le Sud-Est de l'Europe et c'est de là qu'ils sont ensuite venus en Italie sous Alaric; ils occupèrent et se firent céder par Honorius toute la partie des Gaules comprise entre la Loire et les Pyrénées; ils passèrent ensuite en Espagne où ils

[1] Liv. IV, cap. VI, § 9, et Liv. VII, cap. 1er, § 3. — Voir de même César, *De bello Gallico*, IV, 1.

[2] Arminius n'était pas un chef germain, mais un romanisé : devenu chef d'une cohorte dans l'armée romaine, il s'entendit avec les Germains pour entraîner ses compagnons d'armes dans un guet-apens. Etonnant prototype de traître.

s'opposèrent aux Suèves et d'où ils expulsèrent les Vandales.

Les Wisigoths, utiles adeptes et colporteurs de la civilisation et de l'art de Byzance, devinrent les grands maîtres incontestés de la Gaule méridionale jusqu'à ce que Clovis et les Francs eurent battu les armées d'Alaric II à Vouillé en 507. Ils essaimèrent à travers toute la Septimanie, entre Rhône, Garonne et Pyrénées. Là où ils subsistèrent, leurs descendants ont souvent tranché par leur stature, par leur chevelure, par leur allure sur les peuples qui les entouraient, et l'esprit comme le langage populaires ont traduit, tantôt en bien, tantôt en mal, cette singularité éclatante : le *cagot*, le « chien de goth », est le paria méprisé des Pyrénées occidentales.

Au même groupe que les Goths, au même groupe de la race nordique doivent être, à notre sens, ralliés :

2° Les Saxons qui se révélèrent d'abord aux populations de la Gaule comme marins envahisseurs tout le long du littoral atlantique ; ces pirates habiles et audacieux naviguaient sur de simples barques rapides faites de peaux (Sidoine Apollinaire). Ils venaient des rivages septentrionaux, de la région du Sleswig-Holstein, où Ptolémée les situe au deuxième siècle de notre ère, et non point de la grande forêt hercynienne, dans le voisinage de laquelle et dans laquelle ils devaient plus tard s'implanter en conquérants. Ils s'installèrent dans les îles de la Loire, dans l'île de Batz, dans le pays des Bajocasses (Bayeux) qui devint celui des Saxons-Bajocasses (*Baiocassini Saxones*, dit Grégoire de Tours), etc. : ils ont sûrement laissé des traces de leurs migrations répétées. Sous la domination romaine, tout notre littoral de l'embouchure de la Loire jusqu'à l'Escaut portait le nom officiel, très significatif, de *Litus Saxonicum*, *Littoral Saxon*.

3° Les Normands (Normanni, Northmann), qui vinrent beaucoup plus tard, au neuvième siècle, encore par la voie de la mer, assaillirent les côtes de la Gaule et pénétrèrent, par les fleuves, jusque dans l'intérieur de notre pays. Ils campèrent et se fortifièrent tout spécialement dans certaines îles, l'île d'Oissel, de la Seine et l'île de Noirmoutier. Ils ne donnèrent pas seulement à la France des hommes, mais ils apportèrent sur notre sol de nouvelles races animales : grands chevaux à chanfrein arqué ou busqué, bœufs et vaches laitières du Danemark qui ont formé la race cotentine, moutons des mêmes pays.

4° A la race nordique, enfin, qui est à la fois scandinave et batave, il faut rattacher la plus grande partie des Francs qu'on a trop aisément et trop fréquemment rangés, sans plus de discernement, parmi les Germains.

Voici d'abord que ce nom de Francs n'apparaît que vers le troisième siècle après Jésus-Christ : il n'est ni dans Tite-Live,

ni dans César, ni dans la *Germania* de Tacite, ni dans Strabon ou Ptolémée, et c'est en second lieu un nom qui s'applique non pas à une race, mais à une confédération, sans doute même à plusieurs confédérations; le sens extensif et compréhensif en a donc naturellement varié.

Des peuples qui en ont fait partie, quelques-uns ont été signalés bien avant le troisième siècle, comme les Sicambres, et placés par les historiens comme César parmi les Germains. Les Sicambres ont incarné par-delà le Rhin la résistance aux armées romaines; ils ont refusé à César de lui livrer des cavaliers Usipètes et Tenctères réfugiés sur leur territoire (*De bello gallico*, IV, 16); ils ont échappé au plus illustre des stratèges romains qui ne put les atteindre, malgré tous ses efforts, malgré la construction, en 55 avant Jésus-Christ, du célèbre pont sur le Rhin, près des Ubiens, anciens habitants de Cologne (IV, 17, 18, 19). Ils furent plus tard vaincus et massacrés par Tibère et Drusus; au dire de Suétone et de Tacite, les survivants furent transportés en Gaule. De tout ce qui précède, il résulte que les armées romaines les trouvèrent en face d'elles au cours de ces longues et dures campagnes, auxquelles on avait donné le nom général de « campagnes » ou de « guerres de Germanie ». Cela sans doute les fit « germaniser »[1].

Les Francs, dès leur apparition dans l'histoire, nous sont donnés comme habitant les pays plats et marécageux du Rhin inférieur et du littoral de la mer du Nord. Ils se divisent eux-mêmes en Francs Saliens et en Francs Ripuaires. Si les Francs Ripuaires sont plus rhénans, s'ils ont comme ville principale Colonia Agrippina (Köln, Cologne), ils occupent du moins déjà la rive gauche du Rhin, le pays entre Meuse et Rhin. Quant aux

[1] Les Romains n'ont jamais été très exactement fixés sur le sens et l'extension du mot *Germania*, et ils ont eux-mêmes contribué, si l'on peut dire, à « brouiller les idées ». De la Gaule belgique, pays proprement celtique, fut détachée, probablement par Tibère, la Germanie romaine, qui forma deux provinces : la Germanie supérieure et la Germanie inférieure. Ainsi ne devons-nous jamais perdre de vue que *Germania*, *Germani* étaient des mots qui avaient *tour à tour* et *simultanément* un sens plus précis et un sens plus extensif. Durant tout le moyen âge, le mot « Sarrazins » a été appliqué à tous les infidèles mahométans : Maures d'Espagne, Arabes, Berbères, etc. Encore aujourd'hui le mot « Américains » a tout à la fois un sens extensif s'appliquant aux habitants de toutes les terres que nos pères appelaient les Amériques et un sens beaucoup plus restreint désignant les seuls citoyens des Etats-Unis de l'Amérique du Nord. De même, il y a certes de nombreux « Etats-Unis » parmi toutes les républiques fédératives du Nouveau-Monde, mais « Etats-Unis », *United States*, tout court, est une expression qui ne s'applique couramment qu'à la plus grande et à la première de ces républiques. Toujours, coexistant, un sens extensif plus vague et un sens restreint plus précis.

Francs Saliens, ils sont bien des Bataves, ennemis des premières confédérations germaniques des Suèves et des Allamans; et ce sont ces Francs Saliens, orgueilleux avec raison de leur solidarité ethnique, fiers comme des Gaulois de leur beauté physique, confiants en leur force, qui ont signé le *Pactus legis Salicae*, la fameuse *loi Salique*, et qui ont pris la part de beaucoup prépondérante à l'invasion des Gaules au commencement du cinquième siècle.

Ils furent, dans la suite, les vainqueurs de deux grands peuples dont les invasions en Gaule furent à peu près contemporaines de la leur (Ve siècle) : les Wisigoths, que nous avons déjà mentionnés, et les Burgondes que nous n'avons pas encore nommés, et c'est à dessein; car les Burgondes ou Burgundions, comme les appellent de préférence les textes anciens, ont été, à l'origine, des Slaves. Pline les met nettement au nombre des peuples Vandales. Partis de l'embouchure de la Vistule, ils s'avancèrent à travers toute la Germanie; et, s'étant sans doute mêlés de plus en plus à des tribus germaniques, ils vinrent s'installer entre le Rhin, la Moselle et les Vosges; puis, gagnant le Sud, mélangés encore davantage d'éléments ethniques nouveaux, les Burgundions, de haute taille, à la chevelure graissée de beurre rance, débonnaires, quoique d'humeur belliqueuse (Ammien Marcellin), grands ancêtres des Bourguignons, occupèrent en outre le bassin de la Saône, la vallée moyenne du Rhône et une partie de l'Helvétie.

Les Vandales, qui sont de toute évidence des Sarmates ou des Slaves, ont été groupés par Pline et par Tacite parmi les peuples germaniques, ce qui démontre une fois de plus quelle serait l'erreur qui ferait accorder une valeur ethnique à de telles désignations antiques. Les Vandales, avec leurs frères slaves, les Alains, franchirent le Rhin, d'après Prosper d'Aquitaine, la veille des calendes de janvier de l'an 406 après Jésus-Christ; ils traversèrent la Gaule, pillards et dévastateurs; et au mois d'octobre 409 ils passèrent les Pyrénées pour se rendre en Hispanie; ils s'emparèrent des Baléares, puis de la Corse, occupèrent la Bétique, qui prit et conserva depuis lors le nom de *Vandalusia* (Andalousie), et gagnèrent la Mauritanie où ils furent arrêtés par Bélisaire. Lors de leur passage terrifiant, mais rapide, à travers les Gaules, ils laissèrent sans doute plus de souvenirs que de descendants : notre mot de « vandalisme » date de cet événement, et peut-être aussi quelques noms de lieux rappelant les Sarmates, Sermaize (Haute-Marne) ou Sermages (Nièvre).

Notre glorieuse ville de Verdun a été souvent, depuis le quatrième siècle, désignée sous le nom d'*urbs clavorum;* cette expression a fait couler beaucoup d'encre. Or il ne s'agit point des « clefs » de la France, ni moins encore de ce prétendu com-

merce d'*esclaves* imaginé pour les besoins de l'étymologie voisine que l'on devine, mais, d'après la plus récente communication faite par M. Prou au nom de l'abbé Carrière à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (27 octobre 1916), on doit bien interpréter *urbs clavorum* comme une déformation d'*urbs sclavorum :* témoignage de l'établissement en la cité celtique de *Virodunum* d'une colonie de Slaves, probablement de Sarmates, venus en Gaule, au temps de l'empire romain, vers le quatrième siècle.

D'autres Slaves moins importants, les Taïfales, se seraient installés dans une partie de la France atlantique; et sans qu'on puisse faire sûrement descendre d'eux les *Colliberts*, irascibles et cruels huttiers, cabaniers et nioleurs de Maillezais et des marais mouillés de la Sèvre-Niortaise et de Lay, on peut attribuer à leur migration d'une manière assez légitime la dénomination du *Pagus Tiofalgicus* et de *la Tifaugia*, autour de la petite ville qui s'appelle encore Tiffauges (Vendée).

Les races tatares, mongoles, ouralo-altaïques ont été représentées, parmi les envahisseurs de la Gaule, par les trop célèbres Huns d'Attila (frères des Ougres, Ogres, Hongrois), écrasés en 451 dans les Champs Catalauniques et qui ne paraissent pas avoir eu une forte influence sur le peuplement de notre pays.

Ce n'est pas tout. Les Sémites eux-mêmes ont apporté leur contingent. Les Arabes, mêlés aux Berbères sous le nom de Sarrasins, sont parvenus jusque dans les plaines du Poitou où Charles Martel les écrasa en 752. Vers le même temps, ils remontèrent le bassin du Rhône et de la Saône, dévastèrent la Bourgogne et ne furent arrêtés que devant Sens.

Après leur défaite, ils restèrent nombreux dans la Septimanie, ils se répandirent dans la région des Alpes; ils sont devenus chrétiens et leur sang, presque partout, s'est mêlé à celui des autres peuples. Gustave Lagneau, dont nous avons déjà signalé la remarquable *Anthropologie de la France* (1879), raconte (p. 669) : « Un peintre du Midi de la France me disait reconnaître l'origine sarrasine des femmes lui servant de modèles à leur teint uni et bistre et à la forme conique, non hémisphérique, de leurs seins. »

Parmi tous les villages où l'on a prétendu signaler ou reconnaître l'influence ou la persistance des Sarrasins (à commencer par Castelsarrasin, Tarn-et-Garonne, dont l'étymologie trop simple paraît douteuse), on peut du moins noter le village de Vendays dans la Gironde qu'avait spécialement étudié Elisée Reclus. C'est surtout au long du littoral du golfe du Lion que nous rencontrons encore les plus nets vestiges des groupes dits Sarrasins, soit aux Martigues et autour de l'étang de Berre, soit dans les Alpes-Maritimes.

Les Juifs, malgré leur petit nombre, ont aussi joué un rôle dans

le peuplement de la France. Il importe de distinguer de la manière la plus nette les anciens juifs français venus depuis de longs siècles d'Espagne et de Portugal (une partie s'est convertie au christianisme) et les juifs dits allemands dont l'arrivée est beaucoup plus récente.

Les premiers se sont installés principalement à Bordeaux et à Bayonne (Bourg-Saint-Esprit-les-Bayonne) et, d'autre part, dans le Comtat Venaissin, notamment à Carpentras, et aussi dans la Provence, à Aix. Les seconds sont nombreux dans les provinces de l'Est ainsi qu'à Paris ; ceux-ci descendent de Germains, de Slaves ou de Tatares, qui furent convertis au judaïsme lors de la grande croisade juive à travers toute l'Europe orientale, du sixième au neuvième siècle de notre ère. Les premiers, qui sont de vrais Sémites, ont de grands yeux noirs, le nez courbe et le visage plutôt allongé et étroit ; les seconds, au contraire, ont souvent une figure large et épaisse, des yeux bleus et une chevelure plus ou moins blonde.

Enfin, les curieux groupes de nomades appelés Tsiganes (Gitanes et Bohémiens) ont poursuivi leurs incursions et l'on devrait dire leurs migrations sur notre territoire jusqu'à nos jours. Çà et là, des colonies bizarres, comme les Cascarotacs de Ciboure dans les Basses-Pyrénées, leur sont attribuées. Encore aujourd'hui plusieurs milliers d'entre eux, provenant de diverses contrées de l'Europe, se rejoignent et se rassemblent autour de la belle église-forteresse des Saintes-Maries-de-la-Mer, dans le delta du Rhône, pour les jours qui précèdent la fête traditionnelle, du 20 au 22 mai ; certains d'entre eux élisent leur roi chez nous, à l'occasion de cette fête, et tous ces migrateurs paraissent si bien échapper aux réseaux de lois et de règles sociales des grands Etats européens, passant entre les mailles des sociétés policées, que durant les années mêmes de la terrible guerre européenne, ils ont été en grand nombre fidèles au rendez-vous traditionnel.

VI. — Conclusion.

A la lumière de pareils faits contemporains, combien doit être illuminée la reconstitution imaginative de ce que furent les sociétés des hommes aux époques lointaines ! A tout ce qui a été dit et su, il faut ajouter tout ce que l'on ne connaîtra jamais. Les masses les plus homogènes se sont vite dissoutes et démembrées soit par des assimilations, soit par des migrations nouvelles. Au tableau si brièvement récapitulatif que nous avons dessiné, il faut ajouter tous les retours en arrière, tous les voyages inattendus, en un mot tous les mouvements tourbillonnaires humains.

Le rappel de deux exemples significatifs éclairera notre pensée :

celui des Volces Tectosages, des environs de Tolosa (Toulouse) qui allèrent un jour, d'après César et Strabon, s'installer en Germanie sur des terres fertiles, dans le voisinage de la forêt hercynienne, et celui de tous ces Celtes devenus Bretons de la Grande Ile (plus tard Grande-Bretagne) et qui, dès le quatrième siècle, refluent vers la Gaule, viennent avec Ruinall se mêler aux premiers Bretons de l'Armorique ou même plus tard, fuyant les envahisseurs Angles et Saxons, au témoignage d'Eginhard, vont se joindre aux Curiosolites et aux Vénètes de l'Armorique méridionale.

Quelques-uns de ces facteurs ethniques n'ont pris, en vérité, qu'une part infime à l'élaboration de notre collectivité ; aussi avons-nous eu le primordial souci d'accorder à certains groupes, tel le groupe Celtique, l'importance originelle qui leur revient. Cette double réserve faite, quelle conclusion tirer de l'immense revue bigarrée que nous venons de passer? Des historiens, comme Augustin Thierry, Guizot, Henri Martin, ont construit l'histoire de la France sur le principe d'une lutte gigantesque et continue entre deux races opposées, la dominatrice et la dominée. On doit savoir que la vérité est tout autre. Presque partout, et notamment dans les grands centres et le long des plus importantes avenues, des mélanges ethniques ont été amalgamés par des affinités religieuses ou linguistiques et surtout refondus par des habitudes pareilles, par des obligations collectives, par une commune nécessité de vivre, de vaincre, de rayonner et d'espérer, qui est à la base de toute formation politique méritant le nom de *nation*.

Jusque dans les recoins très reculés de notre territoire, des éléments ethniques divers coexistent et fusionnent. Non seulement toutes nos grandes agglomérations urbaines sont des agrégats physiques hétéroclites qui sont peu à peu façonnés en masses plus ou moins cohérentes ; mais dans la ruelle la plus humble d'une des moindres cités du vieux pays celtique, de l'Auvergne, par exemple, on rencontre souvent, côte à côte, des dolichocéphales blonds aux yeux bleus, et des brachycéphales, trapus et bruns, aux bosses frontales saillantes ; bien mieux, ces deux types, dont nous avons vu pourtant les origines si disparates, réapparaissent tantôt mêlés, tantôt distincts, et l'un et l'autre nettement marqués, jusque dans la même famille.

C'est que les faits humains sont autrement complexes qu'une archéologie ou une histoire trop simplistes ne nous les avaient souvent dépeints. Le règne de la pierre éclatée, on l'a dit plus haut, n'a pas fini au moment où s'est introduit l'usage et le progrès de la pierre polie. Ce n'est même que dans les toutes dernières phases de l'âge de bronze que la tradition de tailler la pierre par éclats s'est définitivement perdue. (Déchelette, II, p. 223.) A son

tour, la hache polie a subsisté longtemps, même après qu'on eut découvert les métaux. Cette compénétration et cette coexistence de traditions humaines diverses ne sont que des expressions tangibles de la compénétration et de la coexistence des groupes humains dont elles ont été pour un temps les caractéristiques.

De même, à l'époque historique, les invasions violentes dont nous avons relaté les effets essentiels ont été précédées et pour ainsi dire amorcées par des invasions lentes. Dans une excellente page de *l'Atlas de géographie historique* de Schrader, Paul Guiraud a écrit très justement :

« Bien que l'empire romain fût encore intact à la fin du quatrième siècle, les barbares avaient déjà commencé à y pénétrer. » D'après la *Noticia*, il y avait des Sarmates dans toute l'Italie, en Apulie et en Calabre, en Lucanie, à Padoue, Crémone, Turin, Novare, Verceil, Bologne, Pollentia, etc. D'autres Sarmates tenaient garnison dans le territoire de Paris, d'Amiens, de Reims, de Langres, de Rodez, du Velay et enfin de Poitiers où ils se mêlaient aux Teïfales; il y avait des Germains à Chartres, à Bayeux, à Coutances, au Mans, à Rennes, à Arras, à Senlis, à Reims, à Langres, à Noyon, à Clermont... On nous signale encore des Saliens, des Bructères, des Ampsivares en Gaule, des Saliens en Espagne... des Teïfales en Bretagne. Une grande partie de l'armée, même de ses chefs, se recrutait parmi les barbares, mais ceux-ci étaient considérés comme des mercenaires, et quelle que fût leur indiscipline, ils ne songeaient nullement à détruire l'empire, ni même à le démembrer. Leur présence n'en était pas moins un grave danger; elle invitait, en effet, les barbares du dehors à offrir aussi leurs services, à les imposer même par la violence quand on faisait mine de les repousser, et c'est ainsi que la lente immigration des barbares dans les provinces romaines prit peu à peu le caractère d'une véritable invasion.

Quelle œuvre, à la lettre inimaginable, fut donc celle du ferment spirituel qui parvint à façonner toute cette masse confuse en un tout indestructible!

Il n'importe. En vertu des mêmes causes qui ont fait la mixture totale, la mixture ne résulte point partout ni des mêmes facteurs ni des mêmes dosages; et c'est pourquoi la bigarrure humaine de la France révèle une collection si exceptionnelle et si variée d'importants types régionaux : Lorrains et Flamands, Picards et Bourguignons, Normands et Allobroges, Bretons et Auvergnats, Gascons et Provençaux, etc. Ceux-ci ont contribué puissamment à mettre en valeur les affinités naturelles de contrées qui sont devenues les « pays » et les « provinces ».

Et puis, çà et là, très inégalement répartis et comme semés en de modestes cadres géographiques qui ont laissé germer, qui ont conservé des « endémismes » humains, dans ces « îles naturelles » (qui sont les îles de l'Océan, ou les îles des hautes vallées fermées des Alpes ou des Pyrénées, ou les îles des zones marécageuses),

toutes également propices à protéger des îlots d'humanité, nous découvrons avec une curiosité aiguë ; les diverses tribus de nos Basques, ou des Catalans de notre haut Roussillon, et ces groupes morvandiaux au type tatar, et les *Portingalais* de l'île de Ré, et les étranges habitants d'Ouessant, à l'extrémité du Finistère, et les *Bigoudens* d'Audierne qu'a figurés avec une si réaliste et forte vérité le grand peintre Lemordant, et les jolies petites Alsaciennes de Hansi aux tresses blondes et aux joues roses, et les si belles Sablaises des Sables d'Olonne coiffées de leur « papillon », et ces femmes de Plougastel dont le corps et les yeux éclatent de vie comme leurs costumes éclatent de couleurs...

Les écrivains anciens ne nous ont jamais ou presque jamais parlé des femmes. Silence presque absolu sur les mobiles politiques ou les modalités sociales et religieuses qui ont déterminé les unions primitives. Pourtant, le principal problème de l'évolution de la race est là. Dans quelle mesure les Gaulois furent-ils amenés à rechercher, à accepter ou à tolérer les femmes des autres races? Dans quelle mesure les femmes de leur propre race consentirent-elles à s'unir à des Ligures, à des Ibères, aux descendants des Phocéens, aux conquérants amenés par les légions romaines? Dans quelle mesure peut-on concevoir que se préparait ainsi cette force d'assimiliation qui reste une des caractéristiques essentielles des Français d'aujourd'hui? Comment furent accueillies ou prises les femmes de tous les barbares qui survinrent parmi les anciens peuples, durant les premiers siècles de l'ère chrétienne?

Voilà toute une série de questions et de problèmes sur lesquels il nous est impossible de rien savoir de précis; et pourtant, tandis que certaines hordes de barbares se transportaient sur notre territoire suivies de leurs femmes, les femmes autochtones continuaient à vivre sur ce même sol. Combien d'autres barbares sont arrivés avec beaucoup moins de femmes que d'hommes! Les femmes celtes, une fois installées, sont restées accrochées à notre terre. Quels qu'aient été les troupeaux d'hommes qui circulaient, les femmes ont donc représenté un facteur de permanence et d'unification. Elles ont contribué dans une très forte mesure à former et à maintenir l'unité de ce qui devait être un si grand peuple. Elles ont été par excellence la puissance d'assimilation et la puissance de conservation; c'est par cette part féminine de notre peuplement que s'explique sans aucun doute la société composite, mais une, qui devint *nous*.

Jean Brunhes,
Professeur au Collège de France.

SILHOUETTES DE GUERRE

LE GÉNÉRAL SIR STANLEY MAUDE

Le rapport de la Commission d'enquête sur la Mésopotamie, dont la publication a provoqué en Angleterre, dans tout l'Empire Britannique, aussi bien qu'au Parlement, des discussions si vives et une émotion si profonde, et la brillante campagne qui a abouti en quelques semaines à la prise de Bagdad, à la conquête de l'ancien royaume de Babylone, ont mis dans toutes les bouches le nom du général qui a vengé les échecs précédents, rétabli en Orient le prestige des armes britanniques et donné à l'Angleterre un territoire d'importance considérable qu'elle entend bien conserver dans l'avenir.

Sir Frederick Stanley Maude est, comme tant d'autres généraux de la vieille petite armée britannique d'avant la guerre, de race militaire. Il est le fils de feu le général Sir Frederick Francis Maude, G. C. B. chevalier grand croix de l'Ordre du Bain, qui, après avoir fait la campagne de Gwalior, aux Indes, avait pris part à la guerre de Crimée, où sa bravoure lui avait mérité, en 1855, d'être un des premiers décorés de la « Victoria Cross » à la création de cet ordre, et qui avait plus tard commandé avec distinction une division dans l'expédition contre l'Afghanistan. Il est l'arrière-petit-fils du premier Vicomte Hawarden, Sir Cornwallis Maude, qui, après avoir succédé à son frère Thomas Maude, dans ses titres de Baronet et de Baron de Montalt, fut fait en 1793 Vicomte Hawarden dans le « Peerage » (la Pairie) d'Irlande.

Frederick Stanley Maude, le commandant actuel du « corps expéditionnaire de Mésopotamie », est né le 24 juin 1864. Gran-

dissant dans un milieu essentiellement militaire, il fut destiné dès sa naissance par son père à la carrière des armes, et, dès qu'il fut en âge de comprendre, il accepta avec enthousiasme les intentions paternelles. Après avoir fait à Eton de bonnes études, il fut admis comme « gentleman-cadet » au Royal Military College de Sandhurst et, le 6 février 1884, il entrait dans l'armée comme lieutenant au 1er bataillon des Coldstream Guards. On sait que les officiers de la Brigade des Gardes débutent dans ces régiments d'élite et y font leur carrière. Un « Guardsman » sert toujours dans les Gardes et les Gardes ne sont commandés que par des officiers généraux sortant des « Guards ». La guerre, qui a tout bouleversé, n'a que peu modifié ces traditions, bien que de nombreux bataillons aient été ajoutés à ceux existant avant la guerre, et que, aux Grenadier Guards, aux Scots Guards, aux Coldstream Guards, aux Irish Guards soient venus s'ajouter des Welch Guards (Gardes Galloises). Guardsman, Sir Stanley Maude l'est jusqu'au bout des ongles. Il a, des régiments des Gardes, les traditions, la manière de servir et cette élégance militaire qui a toujours caractérisé ces corps d'officiers aristocratiques.

Il recevait sa commission au moment où la situation au Soudan s'aggravait singulièrement par suite de la politique ondoyante, indécise de M. Gladstone, qui continuait ce qu'on a si justement appelé « the Comedy of Errors »; on eût pu plus justement dire « the Tragedy ». Malgré les avis de tous ceux qui connaissaient la question, les appels à l'opinion de Sir Samuel Baker dans ses lettres au *Times*, du général Gordon dans une interview avec la *Pall Mall Gazette*, Suakim, qui avait bien failli tomber aux mains d'Osman Digna, avait été sauvé heureusement, grâce à l'arrivée de Baker Pacha. Mais la défaite de ce dernier, quand il avait voulu attaquer en rase campagne les Mahdistes, avait rendu la situation de la place si précaire que, sans la protection des canons des vaisseaux de l'amiral Hewett, la garnison démoralisée n'eût pu tenir.

Après avoir soutenu un siège désespéré de six mois, Sinkat avait succombé et la garnison avait été taillée en pièces en essayant de se frayer un chemin jusqu'à la côte. Le gouvernement, effrayé, se décida enfin à agir et une forte colonne expéditionnaire, sous les ordres du général Graham, fut concentrée à Suakim. Ce fut la bonne fortune du jeune Stanley Maude. Appelé à faire partie de cette colonne, forte de près de 5000 hommes de troupes anglaises, qui se trouva rassemblée à Suakim le 27 février 1885, il prit part à toutes les opérations qui suivirent, à l'affaire de Hasheen, à l'attaque du convoi du 24 mars, au combat de Tamai. Il reçut, à la suite de ces opérations, la médaille avec agrafe et l'étoile de

bronze khédiviale. Rentré en Angleterre, il fut en 1888 désigné comme « adjutant » de son bataillon, le 1er Goldstream Guards, fonctions enviées et agréables particulièrement dans les régiments des Gardes où, grâce à des hommes et à des sous-officiers d'élite, le service, dans Londres, Windsor et autres garnisons de choix, était facile.

Les fonctions d'adjutant[1] ne sont remplies par le même officier que pendant une période de quatre ans et, en 1892, le lieutenant Maude, qui y avait été appelé en 1888, rentrait dans sa compagnie. Peu après, il se mariait. Il épousait en 1893 une Irlandaise, Miss Cecil Cornelia Marianne Saint-Leger, fille du colonel Right Hon. Tomas Edward Taylor, d'Ardgillan Castle, comté de Dublin, et membre du Parlement. Le 28 août 1895, Maude était nommé capitaine. C'était le temps où dans toutes les armées du monde les écoles de guerre avaient acquis le plus grand prestige, où, ainsi que le disait un spirituel colonel de cavalerie de l'armée des Indes, « de savants professeurs, loin des profanes, apprenaient aux initiés sur un tableau noir la science de mettre avec une certitude mathématique la victoire en équations et la charge en pilules dosées *secundum artem.* » Le Staff College, l'école d'Etat-Major, nouvellement établie à Camberley sur des bases le rapprochant des Académies et Ecoles de guerre du continent, n'avait pas encore la vogue qu'il devait obtenir par la suite ; mais le capitaine Stanley Maude comprit que, à une époque où tout portait à croire qu'il n'y aurait plus de longtemps de grandes guerres européennes — pas un officier en Angleterre, et on peut dire ailleurs, n'eût pu avoir il y a vingt ans la moindre prévision d'une guerre comme celle-ci — il fallait, pour arriver en temps de paix aux grades élevés, être muni d'une étiquette spéciale.

En 1896 il entrait donc au Staff College. Dès qu'il put ajouter à son nom les lettres fatidiques : p. s. c. (passed Staff College), il remplit les fonctions du service d'état-major et il a poursuivi avec succès sa carrière dans ce genre d'emplois jusqu'à 1914.

Quand il quitta Camberley, en 1897, il fut appelé au poste très en vue de « Brigade Major Guards Brigade » (Major de Brigade de la Brigade des Gardes[2]). Non seulement cette situation entraînait

[1] Elles correspondent à peu près aux fonctions d'adjudant-major et d'officier adjoint au chef de corps dans l'armée française.

[2] Le brigade-major est un officier du grade de capitaine ou de major qui remplit auprès du brigadier général (commandant une brigade) les fonctions analogues à celles de l' « adjutant » près du commandant de régiment, ou de bataillon. Il est chargé de toute la correspondance de la brigade et a sous ses ordres un personnel de secrétaires. Il passe l'inspection des gardes et dirige les mouvements des troupes.

avec elle de grands avantages (séjour permanent à Londres, etc.), mais au point de vue purement militaire, elle était d'une grande importance. La brigade des Gardes avant la guerre était improprement appelée brigade. Elle était forte de neuf bataillons, plus les réserves spéciales à chaque régiment. Il va sans dire que l'affectation d'un jeune capitaine de deux ans de grade à un poste aussi recherché n'alla pas sans susciter de nombreuses jalousies, auxquelles la façon dont le titulaire s'acquitta de ses fonctions vint bientôt imposer silence. Le 5 février 1899, il recevait son brevet de major.

Après les défaites des premiers temps de la guerre sud-africaine, le gouvernement britannique avait compris qu'il était urgent de renforcer grandement les faibles effectifs aux prises avec les Boers. Dès le 20 octobre 1899, les renforts commencèrent à partir d'Angleterre et leur embarquement se succéda sans interruption. Les gardes fournirent des contingents formant la valeur d'une brigade d'infanterie sur le pied de guerre. Le major Maude fit ainsi partie du Corps expéditionnaire avec un emploi de son grade dans le service d'état-major. En cette qualité, il assista à toutes les opérations de la marche sur Kimberley. De février à mai 1900, il prit part aux opérations dans l'Etat libre d'Orange et se trouva présent aux combats de Poplar Grove, Dreifontein, Karce Siding, Vet River (5 et 6 mai) et Zand River. La colonne à laquelle il était attaché passa ensuite dans le Transvaal où elle opéra pendant la fin du mois de mai et en juin, et il prit part avec elle aux combats livrés près de Johannesburg, Pretoria et Diamond Hill (11 et 12 juin). Avec ces troupes il parcourut le Transvaal dans tous les sens, de juillet au 29 novembre, à l'est de Pretoria, où il se trouva aux deux combats livrés à Belfast les 26 et 27 août. Des marches rapides et fatigantes ramenèrent cette colonne à l'ouest de Pretoria où elle opéra pendant le mois d'octobre 1900, pour passer de là en novembre dans la colonie du Cap, au sud de la rivière Orange. Du 30 novembre au milieu de mars 1901, il resta dans la colonie du Cap.

Après le départ de Lord Roberts, qui s'était embarqué le 11 décembre 1900 pour rentrer en Angleterre, un certain nombre de troupes furent rapatriées et le major Maude revint en Angleterre. Il avait reçu en 1900 le « Distinguished Service Order, » la médaille de la Reine avec six agrafes et en outre, comme récompense de ses services, il était cité dans les Dépêches (*London Gazette*, 10 septembre 1901) et recevait la croix de « Companion » de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-George.

Il était à peine rentré de l'Afrique du Sud que Lord Minto, alors

gouverneur du Canada, l'appelait près de lui en qualité de Secrétaire militaire. Lord Minto était lui aussi un « Guardsman », il avait servi aux Scots Guards ; il était, comme le major Maude, membre du « Guards Club » qui est, avec Cavalry, le plus fermé et le plus aristocratique des clubs militaires de Londres[1] ; les questions militaires canadiennes n'étaient pas, à cette époque, d'une très grande importance et les fonctions de secrétaire du gouverneur n'étaient pas très absorbantes. Le gouvernement du Dominion, alors dirigé par Sir Wilfrid Laurier — le premier Franco-Canadien qui ait été appelé à la tête des affaires canadiennes, — se montrait jaloux des privilèges et des prérogatives du Canada en tout ce qui concernait sa milice et sa défense. Le major Maude fit preuve de grand tact dans des questions délicates qui étaient souvent autant diplomatiques que militaires. Lui et sa femme étaient en grande faveur auprès de Lord et Lady Minto. Le gouverneur du Canada est nommé pour une période de cinq ans. Le terme des pouvoirs de Lord Minto arrivait en 1904. A cette date il rentra en Angleterre, emmenant avec lui son secrétaire.

A la formation du ministère libéral qui succéda à l'administration de M. Arthur Balfour en 1905, M. R. B. Haldane, depuis vicomte Haldane, appelé par M. Asquith à prendre les fonctions de Secrétaire d'Etat pour la guerre, offrit au major Maude de devenir son secrétaire particulier. L'offre fut acceptée avec empressement. En 1906 il fut nommé D. A. A. Q. M. G. (Deputy Assistant Adjutant Quarter Master General) à Plymouth. Dans ces fonctions purement administratives — le quarter master général est spécialement chargé de tout ce qui concerne le casernement, le campement, l'habillement et l'équipement des troupes — il se fit remarquer par ses qualités d'ordre et de méthode, qu'il devait montrer plus tard quand il fut mis à la tête des opérations en Mésopotamie. Le 26 juin 1907, il était nommé lieutenant-colonel. En 1908, il quittait Plymouth pour revenir à l'état-major de la 2e « London Division, » de formation récente, l'une des deux divisions dites de Londres, composées entièrement de troupes territoriales recrutées sur le territoire londonien. Ces divisions à

[1] Le nombre des clubs militaires, à Londres seulement, est considérable.

Ce sont : Army and Navy, Cavalry, Guards, Junior Army and Navy, Naval and Military, United Service, Junior Naval and Military, Junior United Service. Ces clubs sont anciens — Guards Club date de 1813 — United Service de 1815, etc. Depuis la guerre il s'en est formé d'autres qui pour la plupart ne sont que temporaires.

trois brigades et les troupes divisionnaires, cavalerie, artillerie et génie, qui les complétaient n'étaient rassemblées annuellement que pendant une courte période d'instruction. Mais les questions relatives à leur organisation étaient des plus importantes et exigeaient des études constantes.

On se souvient que, en 1907, Lord Haldane avait remplacé les anciens « Volonteers » par une armée territoriale, recrutée volontairement. Ce système, violemment attaqué de maints côtés, a démontré sa valeur depuis 1914. Ce sont les régiments territoriaux qui ont servi de base aux nouvelles grandes armées anglaises, ce sont eux qui, après que la vieille petite armée régulière, épuisée par sa glorieuse résistance, eut presque entièrement disparu, ont permis de reconstituer les régiments nouveaux. La constitution et l'organisation des troupes territoriales, durant les sept années qui ont précédé la guerre, offrirent de grandes difficultés. Elles furent surmontées grâce à des efforts constants qui triomphèrent du mauvais vouloir et des résistances. Une direction générale de l'armée territoriale avait été créée au War Office. Le lieutenant-colonel Maude, qui à la 2e London Division avait fait une étude approfondie de l'armée territoriale, y fut appelé en sa qualité d'Assistant Director Territorial Force (directeur adjoint). Il y resta pendant la période la plus difficile de l'organisation, — de 1909 à 1912 — et il y rendit des services signalés qui lui valurent, le 19 juillet 1911, son brevet de colonel.

Le 28 avril 1912, il quittait le War Office pour aller à Curragh, en Irlande, comme officier d'état-major général, 1er grade, à l'état-major de la 5e division des troupes de campagne commandée par le major général Sir C. Fergusson.

On se souvient que c'est à Curragh qu'éclata, le 20 mars 1914, ce que le gouvernement lui-même déclara être « une grave crise », à propos des troupes en Irlande. La situation était très tendue depuis longtemps déjà par suite de la résistance armée que les Orangistes annonçaient publiquement devoir faire à la mise en vigueur du Home Rule qui venait d'être voté. Le gouvernement avait donné l'ordre de diriger sur l'Ulster des troupes de la garnison de Curragh, le grand centre militaire des forces britanniques en Irlande. 58 officiers de cette garnison, dont le brigadier général Gough, commandant la 3e brigade de cavalerie, avaient aussitôt envoyé leurs démissions en signe de protestation contre l'ordre donné. La crise prit de telles proportions que le colonel Seely, Secrétaire d'Etat pour la Guerre, Sir John French, depuis Lord French, Inspecteur général de l'armée, et Sir J. S. Ewart, Quartier Maître général, donnèrent leur démission. M. Asquith

dut prendre temporairement le ministère de la guerre. Mais l'agitation avait été extrême pendant toute cette période troublée. Dans toutes les troupes stationnées à Curragh, la situation avait été très délicate pour les officiers. En ces pénibles conjonctures, d'autant plus pénibles pour le colonel Maude qu'il avait, par sa famille et son mariage, des liens intimes avec l'Irlande, il avait fait preuve de grand tact et d'un grand esprit de discipline.

C'est à Curragh, dans le comté de Kildare, au fond de la province de Leinster, dans cette Irlande toute frémissante des bruits de guerre civile, où chacun, aussi bien les militaires que les civils, n'écoutait en fait de politique que les discussions passionnées sur le Home Rule où, à la veille même de la guerre, la surexcitation, d'un bout à l'autre de l'île, était portée à son comble par la déplorable affaire du 26 juillet, — où un détachement du régiment des « King's Own Scottish Borders » avait, à Dublin, fait feu sur la foule, — que soudainement éclata, parmi les troupes britanniques de « l'Irish Command », la nouvelle de la déclaration de guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne.

Les régiments du camp de Curragh furent, avec ceux du Commandement d'Aldershot et ceux du « Southern Command », parmi les premiers à partir pour le continent. La 5e division, composée des 13e, 14e et 15e brigades et commandée par son chef du temps de paix, major général Fergusson, composait, avec la 3e division, 7e, 8e et 9e brigades, sous les ordres du général Hamilton (cette division appartenait au « Southern Command », région de commandement du sud), le IIe Corps d'armée commandé par le général Smith Dorrien, formant, avec le Ier Corps, (Sir Douglas Haig), l'armée qui combattit à Charleroi et à Mons, et fit ensuite, en livrant d'incessants combats d'arrière-garde, cette belle retraite de Mons à l'Oise, du 23 au 28 août, qui demeurera une des plus belles pages de l'histoire de l'armée anglaise.

Tandis que le Ier corps, suivant la ligne de l'Oise, se dirigeait sur La Fère, le IIe avec une division du IIIe corps atteignait, en passant par Saint-Quentin, Chauny et Noyon. A la bataille de la Marne, le IIe corps formait le centre de la ligne anglaise établie le 6 septembre au soir sur la ligne Lagny-Coulommiers-Maison. La 2e division se distingua particulièrement dans la journée du 8 et le 9, au passage de la Marne.

Le commandement de la 14e brigade étant devenu
suite du départ de son chef, le colonel Sturat Peter
dier-général temporaire, rappelé en Angleterre pour
commandement du Collège Royal Militaire de Sa

colonel Maude fut mis à la tête de cette brigade avec le rang temporaire de Brigadier général [1].

La 14e brigade se distingua particulièrement à la bataille de l'Aisne, le 13 septembre. La 5e division, gauche du IIe corps, avait été chargée d'enlever les hauteurs de Missy. La 13e brigade, sous le feu de l'artillerie allemande qui balayait le terrain découvert entre l'Aisne et ces hauteurs, ne pouvait pas avancer. La 14e et la 15e brigades franchirent, au moyen de radeaux, la rivière entre Missy et Venizel et s'emparèrent des positions autour du village de Sainte-Marguerite.

Le colonel Maude ne resta pas longtemps à la tête de la 14e brigade. Il rentra bientôt dans le service d'état-major et fut attaché en cette qualité à l'état-major du IIIe corps d'armée. Ce corps, à la reconstitution qui suivit le renforcement des troupes anglaises en France, formait, avec les IIe et Ve corps, la IIe armée, occupant, en février 1915, le front d'Estaires au saillant d'Ypres. La Ire armée, composée des Ier et IVe corps et du corps des Indes, tenait la ligne La Bassée à Estaires. Ce fut en partant de ces lignes que les troupes anglaises engagèrent les opérations connues sous le nom de bataille de Neuve-Chapelle. Dans les ordres préparatoires donnés le 8 mars par Sir John French à ses commandants en chef, le IIIe corps de la IIe armée avait la mission d'attaquer Armentières par le Sud. La bataille dura cinq jours, elle fut très sanglante. Son objectif général était Lille. Il ne fut pas atteint, Neuve-Chapelle fut enlevée à l'ennemi, mais il fut impossible de le déloger des hauteurs qu'il occupait et qui dominaient Lille.

Cette bataille apporta de grands enseignements. Elle démontra la nécessité d'une préparation intense par une artillerie supérieure. On peut dire que d'elle date la résolution qui a doté nos alliés de la puissante artillerie dont ils disposent actuellement.

[1] « Brigadier Général » n'est pas un grade. Les quatre grades d'officiers généraux dans l'armée britannique sont Field Marshal, General, Lieutenant General et Major General. Brigadier General est le titre donné à un officier commandant une brigade. Les brigades sont généralement commandées par des colonels avec rang temporaire, durant l'exercice de leur commandement, de brigadier général. Le rang « temporaire » de brigadier général est donné aussi parfois au colonel commandant l'artillerie divisionnaire ou à un colonel pourvu d'un emploi du service d'état-major. Il est donné également parfois, à titre honorifique, à des colonels ou lieutenants-colonels appartenant à des formations de seconde ligne, comme dans cette guerre, dernièrement, le rang « honoraire » de brigadier général a été conféré à 52 officiers appartenant à cette catégorie, entre autres aux lieutenant-colonel Lord Saltoun, lieutenant-colonel Sir J. Barnsley (réserve de l'armée territoriale), colonel Duc de Montrose, etc.

Après un assez court séjour à l'état-major du III[e] corps, le colonel Maude, — qui avait reçu une blessure dont il avait été heureusement guéri au bout d'un mois et avait été cinq fois cité dans les Dépêches, — recevait la croix du Bain et était nommé major général, et désigné pour prendre le commandement de la 13[e] division, en Mésopotamie, où la situation était devenue de nature à inspirer de sérieuses inquiétudes.

*
* *

Le rapport récemment publié a exposé pour quelles raisons et dans quelles conditions Sir Stanley Maude fut chargé plus tard du commandement de l'armée de Mésopotamie.

Le 5 avril 1916, il avait enlevé aux Turcs la position du Henna et, à la dernière heure, en enlevant d'assaut les lignes de Felahieh, il avait essayé de sauver le général Townshend bloqué dans Kut el Amara. Il avait, d'autre part, lancé contre le front turc à Sanna-i-Yat la brigade des Lancashires, North Lancashires, Wiltshires et Welsh Fusiliers. La résistance acharnée des Turcs et une regrettable erreur de direction dans la marche d'une partie des troupes avaient fait échouer cette attaque. Mais certainement, de tous les généraux de l'armée de secours, Sir Stanley Maude était celui qui avait fait preuve de plus de capacité et qui avait été le plus près de remporter un succès décisif en dégageant Kut el Amara.

La capitulation de cette place et la reddition de toute la garnison, le 29 avril 1916, après une résistance poussée jusqu'à l'extrême limite des forces, avait eu de sérieuses conséquences.

Il ne serait probablement pas permis de dire ici les très regrettables résultats qu'eut la décision de la censure de faire alors le silence complet sur l'effet produit dans le monde musulman par la reddition de Kut el Amara et par l'échec infligé aux armes anglaises. Aujourd'hui tout cela est, en Angleterre, connu de chacun par la publication du Livre Bleu sur la Mésopotamie et le débat devant les deux Chambres du Parlement britannique. Mais bien longtemps avant cette publicité et ces débats, des publications spéciales sur la guerre avaient montré combien, en Asie comme en Afrique, le prestige de la puissance britannique en avait souffert [1].

En Egypte les succès remportés contre les attaques des Senoussiyas et des troupes ottomanes aidèrent à mitiger les effets des doubles désastres des Dardanelles et de Mésopotamie. Mais les

[1] Voir entre autres *The Great War*, vol. IX, chap. CLXXVI, « The Vicrious Advance to Bagdad ».

victoires de la plus grande des puissances musulmanes sur les armées de l'Empire britannique avaient eu des résultats politiques dépassant de beaucoup leur valeur militaire.

Les succès des troupes ottomanes avaient fait en Afrique une impression si grande que quelques-uns des conseillers du jeune souverain d'Abyssinie avaient eu l'idée de faire alliance avec les Turcs et les Allemands, dans l'intention de procéder à une attaque de flanc contre le Soudan. En Perse l'hostilité redoubla, l'opinion s'était répandue que la puissance britannique en Orient avait subi un échec décisif et que les Allemands, passant par la Perse, allaient envahir les Indes. Des signes d'agitation se manifestèrent dans bien d'autres directions et la confiance de bien des grands chefs indigènes dans la toute-puissance de l'Angleterre fut mise à l'épreuve par toutes sortes d'intrigues politiques et religieuses.

Fort heureusement les Turcs, après leur victoire, n'essayèrent même pas d'attaquer sérieusement les troupes anglaises et indiennes épuisées et cruellement éprouvées par les maladies. Les 7e et 13e divisions avaient échoué devant la position de Sanna-i-Yat, malgré des attaques répétées. Cet échec avait amené la capitulation du général Townshend. L'absence de moyens de transport fluviaux suffisants, dont la responsabilité revient au gouvernement des Indes, avait rendu impossible d'augmenter les rations insuffisantes de ces troupes qui avaient fait en vain l'impossible.

Il y eut alors une période d'immobilité en Mésopotamie. Ni les Turcs, parce qu'ils n'osaient pas, ni les Anglais, parce qu'ils ne pouvaient pas, n'essayèrent de faire un mouvement en avant. D'autre part, dès que les Turcs se furent rendu compte de l'importance de leurs succès, ils renforcèrent leurs fortifications de Sanna-i-Yat à Kut el Amara, et, se tenant sur la défensive, détachèrent une partie très considérable de leurs troupes contre l'armée russe du général Baratov.

Le mouvement qu'on a tant reproché au haut commandement de l'armée des Indes avait cependant une grande raison d'être. Le malheur est qu'il avait été mal préparé. Il avait été décidé, d'accord entre les états-majors anglais et russe, que le général Baratov, venant du nord, marcherait contre Bagdad, en même temps que le général Townshend avancerait du sud. Le général russe était à Karind, point stratégique de grande importance situé à 240 kilomètres de Bagdad. L'échec anglais le força à reculer de Karind à Kirmanshah. Attaqué de nouveau, il dut abandonner Kirmanshah et commencer une retraite qui ne s'arrêta qu'à 402 kilomètres au delà de la frontière persane.

Sous la pression de l'opinion publique en Angleterre, échauffée

par les nouvelles privées qui révélaient une partie des réalités que devait faire connaître plus tard le rapport de la commission d'enquête sur la Mésopotamie, le gouvernement prit des mesures énergiques. Sir Charles Monro, officier général qui s'était distingué à Ypres et plus tard avait dirigé l'évacuation de la péninsule de Gallipoli, fut nommé commandant en chef de l'armée des Indes en remplacement de Sir Beauchamp Cuff.

Malgré les changements apportés dans le contrôle général des opérations, la base de l'expédition demeura aux Indes et, en se rendant à son nouveau poste, le commandant en chef de l'armée des Indes dut examiner sur place et par lui-même la situation en Mésopotamie. Il s'arrêta à Bassorah et eut de longues conférences avec Sir Stanley Maude. Cette visite permit au général Monro de se rendre compte des difficultés administratives qui avaient mis tant d'entraves à la première expédition. Le port de Bassorah, si l'on peut donner ce nom aux bords marécageux du Tigre, n'offrait aucune facilité de déchargement; tout était à faire. Tout fut fait. Et le nouveau commandement de Mésopotamie put commencer ses opérations dans des conditions bien différentes de celles de ses prédécesseurs. Ainsi une flottille considérable de steamers de rivière fut rassemblée, de très grandes quantités de munitions furent expédiées; le service hospitalier, qui avait été si défectueux, fut entièrement réorganisé; la situation sanitaire, qui était déplorable, s'améliora rapidement. Toutes les demandes de Sir Stanley Maude furent satisfaites aussi rapidement que possible. Des aéroplanes du type le plus moderne remplacèrent les vieilles machines qu'on avait cru, à Calcutta et même à Londres, assez bonnes contre les Turcs. Ceux-ci avaient amené d'Andrinople une partie de l'artillerie lourde appartenant à l'armement de cette place. Sir Stanley Maude reçut promptement en grand nombre de puissants canons de types nouveaux, de portée bien supérieure; il fut pourvu de nombreux moyens de transport automobiles sur route; des appareils à fabriquer la glace furent construits; enfin son armée fut munie de tout ce qu'il avait demandé et de tout ce qu'il était possible de lui fournir pour assurer cette fois le succès. Il ne faut pas non plus oublier la construction du chemin de fer si longtemps refusée par l'administration des Indes.

Cette ligne et les nouveaux moyens de transport fluviaux permirent de concentrer troupes et matériel avec une rapidité à laquelle l'ennemi, insuffisamment desservi par le chemin de fer de Bagdad non encore terminé, ne pouvait répondre.

A partir du moment où Sir Stanley Maude prit le commandement et sous son impulsion, des travaux que, sans exagération,

on peut qualifier de gigantesques furent entrepris et menés à bien avec une prodigieuse rapidité. Les bords du Tigre, variant, changeant à chaque instant, présentaient de graves obstacles, surtout à la base. Un grand quai fut construit de Magil à Shaiba. De ce quai principal, un autre fut embranché sur Bassorah où, en un courant ininterrompu, arrivaient troupes et matériel. Des camps, des baraquements, des hôpitaux, des magasins furent construits autour de cette ville. Et les quais dont il vient d'être question terminés, d'autres travaux analogues furent entrepris sur un front de plus de 32 kilomètres. De grands quais, permettant à des transatlantiques d'accoster et de décharger, furent construits. A Bassorah et dans les villes situées plus haut sur le cours du fleuve, de grands réservoirs d'eau furent établis. Bassorah fut mis en communication directe avec Londres par télégraphie sans fil.

Sir Stanley Maude avait pris le commandement de l'armée de Mésopotamie à la fin d'août. Son mouvement offensif commença le 13 décembre, sur la rive droite du Tigre, près de Kut. Le 16 février, la dernière position turque sur cette rive près de Kut était prise. Le 23, les troupes anglo-indiennes franchissaient le fleuve à Shumran, menaçant la ligne de retraite des Turcs. Kut était pris le 24, et le 27 la cavalerie britannique atteignait Azizie, à une cinquantaine de kilomètres de Bagdad. Le 5 mars, cette même cavalerie livrait aux Turcs en retraite, à Laji, à 32 kilomètres de Bagdad, un combat heureux. Le 6 mars, Ctésiphon était passé; le 9 mars, à 10 kilomètres des faubourgs de Bagdad, la bataille de la rivière Dialah forçait les troupes ottomanes à évacuer Bagdad que Sir Stanley occupait le 11 mars.

Poursuivant son succès, sans laisser un moment de répit aux Turcs qui se retiraient en désordre, il poussait le 12 et le 13 ses têtes de colonnes à 40 kilomètres au delà de Bagdad. A la fin d'avril dernier, il était maître de la vallée de l'Euphrate jusqu'à Feluja, et 80 kilomètres du chemin de fer de Bagdad, dont le terminus se trouvait, à Samara, occupé par les troupes britanniques, étaient en son pouvoir.

La nouvelle de la chute de Bagdad causa en Angleterre un réel enthousiasme. A peine la nouvelle en était-elle parvenue à Londres, le 11, que le roi télégraphiait à Sir Stanley Maude, à qui l'amiral Beatty envoyait également en même temps toutes les chaudes félicitations de la grande flotte.

Cette brillante et rapide campagne rétablissait le prestige des armées anglaises et portait à l'ennemi un coup qui eût pu devenir sur le champ décisif si les événements de Russie n'étaient pas venus,

en arrêtant momentanément la coopération russe partant du nord, sauver l'armée turque d'un désastre complet.

En entrant dans Bagdad, Sir Stanley Maude (qui avait été nommé lieutenant-général) adressait « au peuple du vilayet de Bagdad » une proclamation qui lui avait été envoyée toute rédigée : il ne sait pas l'arabe et n'était pour rien dans sa rédaction. Elle ne souleva pas une très grande admiration ni parmi les Arabes ni parmi ceux qui les connaissent et qui savent l'arabe. Ce petit détail qui provoqua des railleries n'enlève rien au mérite de celui que, en Angleterre, on n'appelle plus que « le vainqueur de Bagdad » et à qui les Anglais sont reconnaissants d'avoir effacé les impressions fâcheuses produites par l'échec de la première expédition et peut-être plus encore par les révélations du rapport de la Commission d'enquête. Le lieutenant-général Sir Stanley Maude (K. C. B., car il a été fait chevalier commandeur du Bain) est aujourd'hui un des officiers généraux les plus populaires de l'Empire.

Les Turcs et les Allemands font grand bruit de leurs préparatifs pour une campagne d'automne, en vue de reprendre Bagdad. La direction en serait confiée au maréchal von Falkenhayn. Ils trouveront Sir Stanley Maude dans les meilleures conditions pour les recevoir. Autant Sir John Nixon, son prédécesseur malheureux, avait été placé dans des conditions difficiles, autant il dispose de toutes les ressources, de tous les moyens d'action nécessaires, d'une artillerie puissante, d'effectifs considérables de troupes anglaises et indiennes, car il est bon de ne pas oublier que l'armée de Mésopotamie contient une grande proportion de troupes indiennes qui se sont comportées, au milieu de toutes les épreuves, avec la plus grande bravoure et le plus entier dévouement.

Très prochainement nous entendrons de nouveau parler de Sir Stanley Maude et de l'armée de Mésopotamie.

MILES.

A L'ARMÉE D'ORIENT

IMPRESSIONS ET NOTES D'UN OFFICIER

I. — La retraite. Krivolak, Demir Kapu.

(*20 novembre-6 décembre 1915.*)

20 novembre. — A sept heures du matin arrive à Negotin un officier de liaison de l'armée, porteur d'un pli secret[1]. Ce n'est pas sans émotion que nous lisons : « Il est possible que d'ici 48 heures l'ordre soit donné de se replier en arrière du défilé de Demir Kapu... »

Puis venaient des indications sur la manière dont le mouvement devait s'exécuter : ramener tout d'abord toutes les troupes sur la rive droite de la Cerna, et tenir les ponts; progresser sur la rive gauche du Vardar, de manière à assurer la libre circulation des trains de jour et de nuit sur la voie ferrée Krivolak-Demir Kapu.

Le matériel d'artillerie devait être évacué sur Demir Kapu; les ambulances sur Guevgueli. Une division devait organiser et occuper une tête de pont en avant de Demir Kapu, de manière à permettre l'embarquement dans cette gare de tous les éléments ramenés en arrière. Le repli des troupes commencerait lorsque celui du matériel serait terminé.

Cet ordre ne surprit pas le général; .... il avait de tout temps prévu l'éventualité de la retraite, et étudié la manière dont ce mouvement difficile pourrait être conduit. Il ordonna sur le champ à l'état-major et aux services : Intendance, Artillerie, Santé, de préciser les moyens d'exécution. Ce n'était pas une chose aisée,

[1] En langage militaire, on appelle *pli secret* toutes les lettres ou documents se rapportant aux mouvements et opérations.

étant donné d'une part l'importance des approvisionnements que l'on avait rassemblés dans la zone que nous occupions; de l'autre, le faible rendement du chemin de fer à voie unique, notre seul lien avec l'arrière.

Limitée sur deux de ses faces par des rivières larges et rapides, et bornée sur une autre face par des montagnes difficilement franchissables, la région Kavadar-Negotin, le Tikvès[1], se prêtait à un stationnement prolongé de nos deux divisions en vue de préparer une reprise de l'offensive. C'était comme un camp retranché naturel. Il avait bien un gros défaut, celui d'être trop étroitement fermé par derrière, car on n'en pouvait sortir que par le défilé de Demir Kapu, où coulait le Vardar, et où ne passait pas d'autre chemin que la voie ferrée; il est vrai qu'on espérait avoir le temps d'en construire. En tout cas, on avait amené dans cette zone de grandes quantités de vivres et de munitions. L'Intendance s'occupait activement d'aménager les locaux existants pour en faire des magasins, ou d'en édifier de toutes pièces. A Kavadar, elle avait employé à cet effet les bâtiments d'un séminaire musulman resté inachevé depuis 1912; à Negotin, elle faisait daller avec de grandes pierres plates l'emplacement de maisons détruites pendant la dernière guerre, et relever leurs murs, dont il restait des pans encore debout. En les recouvrant de bâches, elle obtenait des magasins où elle entassait les sacs d'avoine, de sucre, de café, les boîtes de conserves, les caisses de biscuits, nécessaires pour le ravitaillement des deux divisions.

De son côté, l'artillerie avait reçu de nombreux wagons d'obus et de cartouches en caisses : il ne fallait pas risquer de se trouver à court de munitions un jour de bataille. Mais aujourd'hui, cet approvisionnement n'était plus qu'un embarras.

Un autre, et plus sérieux, nous venait de nos voitures. Lors de notre départ d'Alsace, on avait profité du petit séjour que nous fîmes au camp de la Valbonne pour échanger les fourgons et les voitures à quatre roues contre des voitures à deux roues, du type dit « *araba* ». De construction américaine, celles que nous touchâmes ainsi étaient à la fois plus lourdes et moins solides que les vraies arabas avec leurs grandes roues et leur fond à claire-voie, qui sont en service dans les convois du Maroc. Eussent-elles même été plus légères, elles n'auraient pas davantage pu circuler sur les pistes muletières, seuls chemins dont nous disposions dans certaines zones du pays que nous devions traverser pour nous replier. Depuis notre arrivée en Macédoine, il était

[1] A proprement parler, le Tikvès s'étend aussi sur la rive gauche du Vardar, mais sa partie essentielle correspond à la région occupée par nous.

question de les remplacer en totalité par des mulets. Mais l'échange n'était encore fait que pour les voitures à munitions des régiments d'infanterie et il restait dans les divisions plus de sept cents voitures à deux et à quatre roues.

De Kavadar à Salonique, il n'y a pas de route, ni sur la rive droite ni sur la rive gauche du Vardar. La vallée du fleuve forme plusieurs bassins, que séparent des massifs montagneux où il s'est frayé entre les rochers d'étroits passages. Ces bassins, dont la surface est plus ou moins ondulée et accidentée, sont parcourus par des pistes où les voitures peuvent rouler par temps sec; dès qu'il pleut, ces pistes deviennent impraticables sur une partie de leur parcours. Tel est le Tikvès, entre la Cerna et le massif de Marianpka. Le fleuve en sort par le défilé de Demir Kapu, long de vingt kilomètres, et si resserré en certains endroits que la piste n'a même pas pu trouver de place à côté de la voie ferrée.

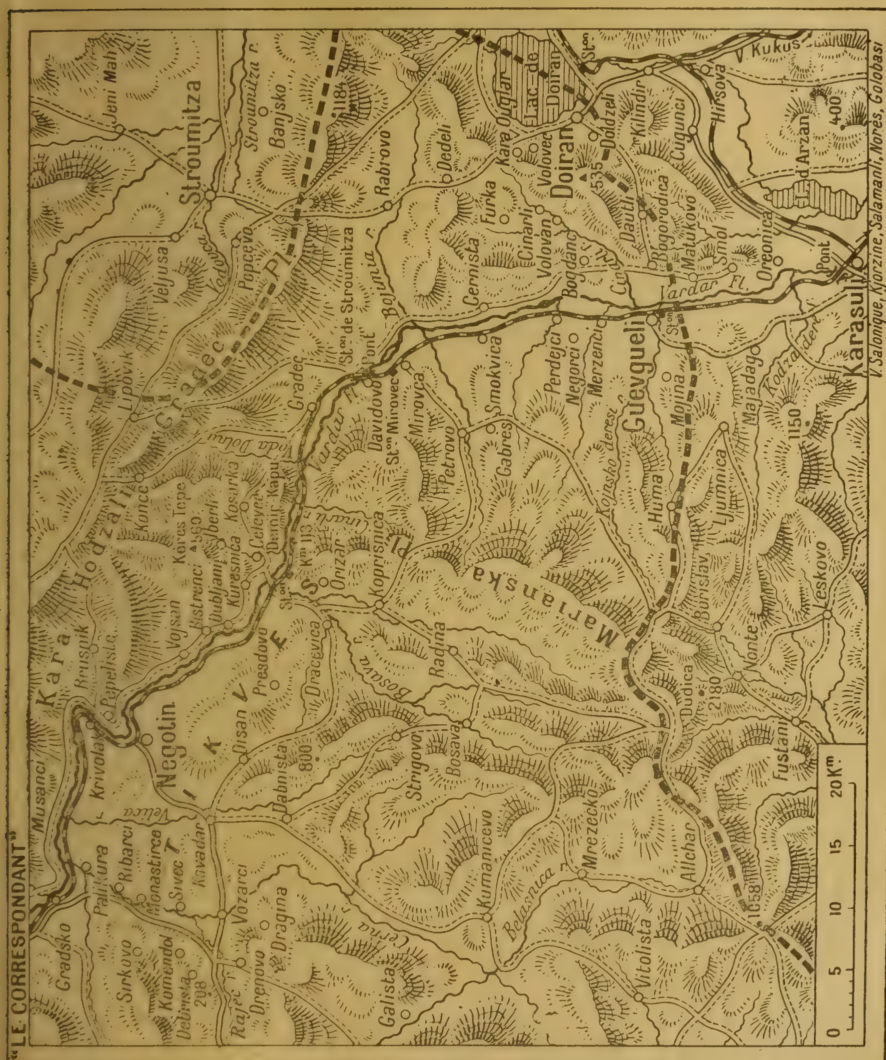
Au nord du défilé se dresse le massif montagneux de Gradec, qui atteint l'altitude de 750 mètres; au sud, celui de Marianpka, dont la crête se tient entre 950 et 1423 mètres. Tous les deux ne sont traversés que par de mauvais sentiers muletiers, débouchant sur le bassin de Guevgueli. Dès notre arrivée à Negotin, on s'était préoccupé d'améliorer ces sentiers, qui nous étaient indispensables pour nous retirer vers Salonique, le cas échéant. Mais les travaux, bien que commencés par les deux extrémités, n'avaient pas pu être terminés, de sorte que, pour faire passer nos voitures dans la région de Guevgueli, nous disposions de la seule voie ferrée.

De Guevgueli à Salonique, même pénurie de routes. Il faut donc prévoir l'emploi exclusif du chemin de fer pour l'évacuation des voitures. Les gares imposées sont Krivolak et Demir Kapu; toutes les deux ne comportent qu'une voie d'évitement et une voie de garage, avec un quai permettant de charger à la fois trois wagons. Les embarquements seront donc longs et difficiles. Pour y remédier dans une certaine mesure, le général donne l'ordre de construire des quais de bois.

La ligne est à voie unique; sept machines seulement sont en service, le nombre des wagons plats est très limité. Quel rendement obtiendrons-nous dans ces conditions?

Nous ne pouvons pas compter sur plus de cinq trains pour vingt-quatre heures, ou plutôt par nuit, la circulation de jour sur la voie ferrée étant entravée par l'artillerie bulgare. En admettant qu'on se décide à passer de jour quand nous aurons avancé assez loin sur la rive gauche pour empêcher les batteries ennemies de tirer, nous atteindrons une moyenne de sept trains par vingt-quatre heures... Or les premières prévisions pour l'enlèvement

des vivres, des munitions, des batteries de 75, des convois, des ambulances, des unités d'infanterie que l'on veut reporter à l'arrière pour servir de repli, des détachements téléphoniques, des



postes de télégraphie sans fil, des sections sanitaires automobiles, du matériel des escadrilles d'avions, des bateaux anglais employés pour le passage du Vardar donnent un total d'une centaine de trains. L'évacuation demandera donc quinze jours.

L'ennemi nous laissera-t-il ce délai? Pour le moment nous

tenons tête aux forces qu'il nous oppose; nous leur résisterons plus facilement encore quand nous aurons ramené tout notre monde sur la rive droite de la Cerna; il suffira de faire sauter les ponts (celui du chemin de fer au confluent et le pont de bois de Vozarci) pour nous trouver à peu près en sécurité. Mais cette sécurité ne sera pas indéfinie. Une fois l'armée serbe complètement rejetée en Albanie et tout le territoire serbe occupé, les Bulgares, peut-être même les Allemands, peuvent amener contre nous de nouvelles forces, nous tourner par la haute vallée de la Cerna et couper notre retraite vers la station de Strumiça et Guevgueli. Il est donc essentiel de faire l'opération du repli sans perdre un jour. Aussi nous ne comprenons pas l'ordre de rassembler le matériel à Demir Kapu ni même à Guevgueli. Dès l'instant qu'on se décide à la retraite, il faudrait tout diriger sur Salonique et ne garder avec les troupes que ce qui leur est indispensable pour vivre et combattre quelques jours.

En tout cas, l'armée ne paraît pas inquiète, car à onze heures du soir un télégramme nous prescrit de surseoir à tout commencement d'exécution et interdit de faire sauter le pont de chemin de fer sur la Cerna avant l'ordre formel du général en chef.

21 novembre. — Nous recevons à dîner les journalistes en tournée qui reviennent de visiter le front. On les a conduits au delà de la Cerna jusqu'aux gorges du Rajec et ils s'y sont justement trouvés à point pour entendre la fusillade et des coups de canon, de sorte qu'ils sont enchantés. Quelques-uns d'entre eux connaissent les pays balkaniques; un autre a fait l'été dernier un voyage en Europe; il est passé à Vienne et à Berlin. Ils racontent ce qu'ils savent, d'ailleurs rien de nouveau; ce sont toujours les mêmes idées et les mêmes faits. Mais nous sommes trop sevrés de nouvelles pour ne pas en accueillir avec plaisir la réédition ou la confirmation. .... Nos rapports avec la Grèce sont assez tendus; il faut que d'ici quelques jours la situation soit réglée dans un sens ou dans l'autre. Le ministre de France à Athènes, nous dit-on aussi, ayant demandé au président du Conseil que les Serbes qui se retireraient en Grèce fussent traités comme les Français et les Anglais, celui-ci a commencé par prendre vingt-quatre heures de réflexion, puis a répondu : « Les Français et les Anglais seront traités comme les Serbes. »

Un autre explique comment notre situation morale serait meilleure dans les Balkans si nous avions su nous servir de la presse. Alors que les Allemands ont dépensé 12 millions en Grèce pour acheter des journaux et des hommes politiques, nous n'avons consacré à cette œuvre essentielle que des sommes insignifiantes.

Et quand des hommes avertis signalaient l'infériorité qui en résultait pour nous, on leur répondait au quai d'Orsay : « La France est assez connue à l'étranger pour n'avoir pas besoin de se faire une réclame payée... »

22 novembre. — Nous apprenons que la division est repassée cette nuit tout entière sur la rive droite de la Cerna. Vers 3 heures de l'après-midi, au moment où les journalistes quittaient le terrain, une attaque enveloppante s'est produite à la fois dans la région de Debrista, sur la cote 208 et sur les hauteurs au sud de Drenovo, visant les hauteurs de Dragina qui dominent le pont de Vozarci à portée de canon. La gauche, complètement débordée et prise à revers, a cédé; les compagnies qui étaient au pont du Rajec ont lâché pied et sont revenues un peu vite au pont de la Cerna, subissant l'attraction du point de passage qui était leur unique salut.

Le général de division prit alors sur-le-champ les dispositions nécessaires pour organiser le repli des cinq bataillons qui s'étendaient à droite sur un très grand front. Le mouvement s'exécuta dans la nuit en bon ordre, les Bulgares n'ayant pas poursuivi leur succès. Nous n'avons donc plus personne sur la rive gauche de la Cerna. Mais nous devons nous estimer heureux que l'ennemi soit aussi mauvais manœuvrier, et ne pousse jamais ses attaques à fond.

A 13 heures, arrive l'ordre de commencer l'évacuation du matériel. Celui de faire sauter les ponts avait été reçu cette nuit.

On charge d'abord les approvisionnements qui sont à la gare. En faisant marcher toutes les voitures des convois administratifs des deux divisions, l'Intendance y ramène la totalité du contenu de ses magasins de Kavadar et de Negotin. Les munitions d'artillerie sont rassemblées de même; mais impossible de les mettre à Krivolak où elles seraient exposées au risque du bombardement. Si peu dangereux que soient les obus bulgares, un seul bien placé suffirait pour faire sauter un magasin, comme il a incendié l'autre jour un wagon de foin. On les transporte donc à l'endroit appelé le « coude du Vardar ». C'est le point où la voie ferrée qui longe le fleuve se trouve le plus rapprochée de Negotin. Faute de quai, l'embarquement des caisses devra se faire en pleine voie, au prix de beaucoup de fatigue et de difficultés pour les hommes.

Le général en chef attire notre attention sur la nécessité d'empêcher l'ennemi de menacer Demir Kapu par la haute vallée de la Bosava : c'est la direction dangereuse qui nous a toujours inquiétés, depuis que nous savons que les Serbes ne peuvent tenir à Prilep.

23 novembre. — Un officier de l'état-major de l'armée arrivant de Salonique nous raconte que les choses se gâtent avec la Grèce. Il y a un mois juste, le jour de notre débarquement, comme nous nous étonnions de cette mobilisation qui remplissait les rues de Salonique d'un grouillement si pittoresque et apportait tant de gêne à notre installation, on nous répondait en affirmant le dévouement des Grecs à notre cause : ils allaient venir se battre à nos côtés, et, ajoutait-on, c'était pour couvrir leur concentration que nous étions lancés en flèche à 150 kilomètres de Salonique. Ces affirmations nous avaient surpris. Mais elles étaient données avec tant d'assurance... Aujourd'hui, voilà ces mêmes Grecs animés des pires intentions, et devenus très dangereux, si bien que, le 21, les cuirassés français et anglais ont pris ostensiblement le dispositif de combat, prêts à canonner la ville dont ils s'étaient réparti les divers quartiers; les paquebots et les transports qui se trouvaient devant eux se sont retirés pour ne pas gêner le tir. Les troupes du camp de Zeitenlik étaient alertées; les compagnies de mitrailleuses avaient leurs objectifs désignés. Un ultimatum a été adressé au gouvernement d'Athènes : « L'attitude de la Grèce envers les Alliés continuant à rester indécise, ceux-ci se voient obligés de prendre contre elle des mesures de coercition. » Décidément, la situation des petits Etats n'est pas facile par le temps qui court..... Ces mesures de coercition consistent pour le moment en un blocus; il sera très sensible aux Grecs, qui souffrent déjà d'une disette de blé et de charbon[1].

Violentes protestations de la presse hellénique contre cette contrainte, alors que la Grèce, prétend-elle, a fait preuve jusqu'à présent de la neutralité la plus bienveillante à l'égard de l'Entente. « Que les Anglais soient certains que nous mangerons des rats morts (*sic*) plutôt que de nous laisser traiter comme des sujets des colonies anglaises. Pourquoi la Grèce irait-elle se sacrifier pour l'Angleterre, alors que les Anglais ne veulent pas s'imposer à eux-mêmes le sacrifice du service militaire obligatoire? Qu'ils commencent par nous donner l'exemple, » etc., etc... Sur ce terrain, les Grecs ont beau jeu. Ils savent aussi bien que nous qu'aujourd'hui les Anglais n'ont encore mis en ligne, pour

[1] Inutile d'insister en ce moment sur les erreurs commises...
le roi . Celui-ci a toujours protesté que les arrangements faits par M. Venizelos l'avaient été sans son assentiment. Erreur d'autant plus grave que nous étions prévenus : qu'on relise à ce sujet ce qu'écrivait dès 1913, dans les *Questions diplomatiques et coloniales*, le commandant de Thomasson sur la grande influence personnelle que Constantin exercerait sur le gouvernement (n° du 1er septembre 1913, p. 258). Qu'on relise aussi les nombreux articles publiés par le *Correspondant* sur les questions balkaniques, sous la signature ***.

défendre la Serbie, qu'une division, soit une dizaine de mille hommes.

Nous apprenons aussi que M. Denys Cochin s'entremet pour atténuer le mauvais effet de ces menaces. C'est habile. Les Grecs ne font pas difficulté de reconnaître que nous nous montrons à leur égard moins brutaux que nos alliés, mais ils ajoutent que « le miel français est incapable d'adoucir le whisky britannique ».

D'ailleurs, nous autres combattants, nous n'avons rien à voir dans ces réflexions à l'usage des diplomates. L'essentiel est qu'on nous assure les meilleures conditions pour remplir notre tâche, et, dans les circonstances présentes, il est évident que l'intimidation seule peut réussir. Je ne parle pas de notre sécurité : l'idée que les Grecs pourraient marcher contre nous paraît peu vraisemblable, pour beaucoup de raisons, dont la meilleure est qu'ils ne veulent pas se battre. Mais ils nous gênent par des entraves de toute sorte ; il faut les arrêter sur-le-champ pour leur enlever toute velléité d'aller plus loin. Il faut surtout prendre des précautions contre leur fourberie, car, incapables de résister ouvertement, ils essaieront de s'en tirer par des promesses qu'ils seront bien décidés à ne pas tenir.

Pendant ce temps-là, le général continue la réalisation de son plan en élargissant la zone de sécurité sur la rive gauche du Vardar. Le a occupé hier sans difficulté Kires Tepe. Un bataillon du et deux compagnies du ont occupé de leur côté Voysan et le piton au sud-ouest de Brusnik. Cette opération fut assez vivement disputée ; les Bulgares dirigèrent sur le piton plusieurs attaques pour l'enlever au , mais il resta entre nos mains : le régiment maintient sa réputation gagnée dans les Vosges et au Kara Hodzali. Dès lors, les trains peuvent passer de jour entre Krivolak et Demir Kapu.

De son côté, la brigade continue à préparer l'opération sur Kosarka, qui doit nous permettre la libre circulation sur la voie ferrée et la rive gauche du Vardar dans le défilé. Toujours prudent et méthodique, le général ordonne d'envoyer des colonnes par les quatre chemins qui convergent sur le village, et les trois qui convergent sur la hauteur 590 ; en faisant marcher toutes ces colonnes à la fois, on se donne l'avantage de pouvoir déployer plus de monde que l'ennemi ; et d'autre part aucune colonne n'aura rien à craindre, puisque, si l'ennemi se tourne vers l'une d'elles, les autres avanceront rapidement et le prendront à dos. Ainsi conduite, l'affaire doit réussir à coup sûr et avec des pertes aussi faibles que possible.

Une instruction de l'armée règle les conditions du repli ; elle

complète les télégrammes précédemment reçus. On constituera à proximité de chaque corps de petits dépôts de vivres et de munitions. Les voitures des trains régimentaires et des sections de munitions, devenues alors inutiles, seront transportées par chemin de fer. La tête de pont de Demir Kapu sera tenue par notre division. L'autre se retirera par Disan le Haut et Dracevica, une brigade sur Gradec, l'autre sur Mirovca. De Demir Kapu, la appuiera à droite dans la vallée du Cinarli.

Nous évacuons des approvisionnements de vivres, des caisses de cartouches d'artillerie et d'infanterie, les blessés et les malades qui étaient soignés dans les ambulances, une centaine d'arabas, des convois de l'Intendance avec leurs attelages. Pas d'incidents. Le bombardement de la gare continue, mais est toujours inoffensif.

25 novembre. — A 11 h. 50 arrive un télégramme : le repli du matériel doit se terminer cette nuit, et celui des troupes commencer demain 26, à moins d'impossibilité motivée; nous n'avons qu'à demander les trains qui nous sont nécessaires. — Cette prescription ne manque pas de saveur alors que jusqu'à présent nous n'avons jamais pu obtenir ceux que nous demandions! — Si l'ennemi ne suit pas, nous nous arrêterons vingt-quatre heures dans la tête de pont de Demir Kapu, puis nous irons dans la zone fixée vers Guevgueli; il importe que toute l'armée soit le plus tôt possible à Salonique.

Il semble d'après cette dépêche qu'on soit pressé de nous voir en sûreté. En effet, le radiogramme allemand pris cette nuit par notre poste de T. S. F. nous apprend que les Allemands sont à Mitroviça et les Bulgares à Pritchina; la campagne contre les Serbes touche donc à sa fin et nous pouvons, d'ici peu, être attaqués par les divisions bulgares et allemandes devenues disponibles. Mais pourquoi un arrêt à Demir Kapu et un autre à Guevgueli au lieu de se décrocher carrément, ce qui ne paraît pas difficile en ce moment, mais le deviendra à mesure que l'ennemi se renforcera [1]?

En tout cas, il est absolument impossible que le repli du matériel soit terminé cette nuit. C'est ce que répond le général. Il y a encore vingt trains de matériel à enlever, y compris les sections de munitions et les convois administratifs. Faute de locomotives, la ligne ne peut donner que cinq trains cette nuit, sept le 26 et peut-être neuf à partir du 28. Il faut donc ou abandonner le matériel ou attendre le 28 pour le repli des troupes. Il ajoute que, si la pré-

[1] L'armée avait certainement ses raisons pour ordonner le mouvement de cette manière. Ici, comme toujours, je note simplement les impressions des exécutants.

sence des troupes est nécessaire au delà du défilé de Demir Kapu, il peut entremêler les trains de troupes et les trains de matériel.

Quant aux munitions d'artillerie, elles seront poussées jusqu'à Guevgueli et non arrêtées à Demir Kapu comme il avait été prescrit. Il est inutile et dangereux d'augmenter l'encombrement dans cette gare, le stock étant plus que suffisant pour entretenir le combat si la tête de pont est attaquée. D'ailleurs, en cas de besoin, il serait toujours facile d'en faire monter de Guevgueli.

Les embarquements continuent normalement; nous enlevons deux sections de munitions, caissons et attelages, et une soixantaine de wagons de matériel de toute sorte. Pour faciliter les opérations, on a poussé à Krivolak les éléments qui doivent embarquer dans les quarante-huit heures, de manière que les diverses unités s'entendent entre elles pour compléter les trains, dont aucun wagon ne doit rester inemployé. Les troupes qui sont sur la rive gauche du Vardar font repasser toutes les voitures sur la rive droite; elles seront ravitaillées en vivres par leurs mulets à munitions et ceux des compagnies de mitrailleuses. Les bivouacs se multiplient autour de la gare; heureusement le tir de l'artillerie ennemie est inefficace. Nous ne comprenons pas que les Bulgares, qui ont du 120 dans la région (ils ont tiré avec sur le Kara Hodzali), ne fassent pas l'impossible pour le mettre en batterie de manière à bombarder la gare.

Le occupe sans difficulté Kosarka et Ibirli. Une vingtaine d'irréguliers bulgares ont tiré des coups de fusil pour retarder sa marche afin de laisser à la population le temps de se sauver et d'emmener le bétail.

26 novembre. — La neige tombe en flocons pressés. Que de souffrances pour les troupes et de difficultés pour les mouvements!

Dans la nuit arrive un nouveau télégramme de l'armée, assez rassurant. La situation est bonne à Salonique. Le mouvement de repli doit être exécuté avec la plus grande célérité, mais avec méthode et calme. Inutile d'envoyer des troupes tout de suite en arrière du défilé. Mais le mauvais temps fait sentir son effet; la voie se trouve encombrée par un train que la neige a mis en détresse, de sorte que nous ne pouvons en faire partir que deux en tout.

Nous continuons à recevoir des déserteurs bulgares; ils sont fatigués et mal nourris : on leur donne, disent-ils, un pain de 225 dramas (600 grammes) par jour pour trois hommes; ils ne touchent que du maïs; ni haricots, ni fèves, ni pois chiches. La viande est très rare : les plus favorisés ont, deux fois par semaine, deux moutons à se partager entre 400 hommes; on en fait un bouillon sans sel: le sel manque absolument. Certains ne mangent que de

la chèvre, d'autres n'ont pas touché de viande depuis dix jours[1]. Ils disent avoir déserté pour échapper aux souffrances qu'ils endurent. Même chez ceux qui sont habillés et équipés à neuf, les chaussures sont usées; la plupart des hommes que nous voyons portent le soulier en cuir, à bout recourbé, qui est la chaussure nationale.

Les officiers traitent les hommes avec une brutalité tout allemande. Ainsi, sur la route de Sofia à Istip, des soldats tombant de fatigue ont été relevés à coups de crosse; quelques-uns, ayant refusé de marcher, ont été abattus à coups de revolver. Il est avéré que des troubles ont eu lieu au moment de la mobilisation; on parle même de corps qui se seraient mutinés.

Presque tous avouent une grande répugnance à se battre contre

[1] Voici à titre documentaire la traduction du carnet de route d'un sous-officier (chef de section) de la 7e compagnie du 45e régiment de réserve, tué à l'attaque de la position du Kara Hodzali le 3 novembre 1915.

« Le 9/22 septembre fut décrétée la mobilisation; le 11/24 nous partîmes de Tirnovo pour Bourgas où nous arrivâmes le 26; nous y restâmes jusqu'au 28, campés sous la tente. Le 28 au soir nous fûmes embarqués en chemin de fer pour Kustendil où nous parvînmes le troisième jour, après le dîner. Le soir même nous fûmes mis en route vers le massif Sultan-Tepe. Nous passâmes la nuit sur une montagne; il faisait très froid et nous étions très fatigués Le lendemain, nous modifiâmes la direction de notre marche et prîmes plus à droite... A midi, nous atteignîmes la frontière et aperçûmes le 46e régiment déjà installé.

« Le 1/14 octobre, à midi, le feu fut ouvert et nous marchâmes de l'avant. A notre gauche était le 46e de réserve et à notre droite le 29e actif... Toute la nuit le 46e se battit... La pluie et la neige ne cessèrent de tomber et il faisait très froid... Le 4/17, nous passâmes la nuit sur une hauteur. Le lendemain soir, nous nous installâmes au bivouac près d'un village. Il n'y avait pas de pain, mais les soldats prirent des moutons aux paysans et les firent cuire. (6/19)... Le 7/20, nous repartîmes et traversâmes une rivière dans un terrain très escarpé... Nous passâmes par un monastère serbe où se trouvait un pope qui cachait une trentaine de Serbes; on s'en empara, puis on les relâcha pour nous faire cuire du pain... Le 9/22, nous reçûmes un pain pour huit et de la soupe maigre. Le 23, nous passâmes la rivière Gajnja. Je tirai là sur un Serbe qui ne voulait pas se rendre et nous l'enterrâmes... Nous passâmes la nuit près du village de Sopat... Le lendemain, nous nous dirigeâmes vers Vakscina (N. de Kumanovo) où nous couchâmes. Il s'y trouvait beaucoup de tabac; nous prîmes tout. Nous entrâmes ensuite dans la ville de Kumanovo où nous restâmes deux heures; puis on nous en fit sortir pour camper sur une hauteur voisine et le soir, comme il n'y avait pas de pain, nous mangeâmes des poireaux crus. Le 12/25 nous revînmes à Kumanovo où nous logeâmes... Nous partîmes pour Ichtib le 26 octobre. Nous eûmes beaucoup de difficultés, car il y avait beaucoup de boue, et nous marchâmes jusqu'à 10 heures du soir. Heureusement nous passâmes une excellente nuit dans le village Saint-Nicolas (Kliseli)... Le 15/28, après avoir traversé le village Seurnitcha, nous arrivâmes à Ichtib où nous ne pûmes trouver de logement. Nous campâmes sur une hauteur voisine au milieu des vignes; nous étions très fatigués. Le 16/29 nous nous remîmes en route et descendîmes dans la vallée de Lengadina (Lakasnitsa) et traversâmes le village de Stapentsa (Stapence) d'où nous gagnâmes la hauteur voisine. Le terrain était d'ailleurs très escarpé et c'est avec beaucoup de difficultés que nous atteignîmes le village de Patrick. Le soir nous fûmes envoyés en soutien. »

les Russes et les Français. Bien qu'il y en ait parmi eux un certain nombre qui ont pu puiser l'amour de la France dans les collèges français des Assomptionnistes de Philippopoli et de Varna — ceux-là viennent à nous en se disant catholiques — il ne faut pas attacher plus d'importance qu'il ne convient à ces déclarations intéressées. Je préfère cette réponse que nous fit un blessé : « Nous sommes des soldats et non des diplomates. Nous marchons contre les Russes si nos officiers nous disent de marcher ». Le gouvernement bulgare a tout mis en œuvre pour monter le peuple contre la Russie; on lui a fait croire que ce sont les agissements de la Russie qui ont empêché la Bulgarie d'annexer la Macédoine et de recueillir ainsi le fruit légitime de son effort militaire contre la Turquie. C'est elle aussi, disent les Bulgares, qui, au cours de la seconde guerre balkanique, a provoqué l'intervention armée des Turcs et les a poussés à reprendre Andrinople.

Tous nourrissent une haine violente contre les Serbes et ne demandent qu'à se battre contre eux : la guerre contre la Serbie est la guerre sainte; le mot d'ordre est : pas de quartier pour les Serbes. Voici en quels termes un journal bulgare[1] trouvé sur un déserteur s'adresse aux soldats : « Faites tout votre devoir. Achevez de rendre cette Macédoine endeuillée à la mère patrie. Châtiez le peuple parjure qui, deux années durant, sema la mort et la désolation dans nos belles vallées macédoniennes et qui, pour la satisfaction de son incommensurable orgueil, déchaîna sans remords le plus effroyable des cataclysmes qu'ait enregistrés l'histoire du monde! En reprenant la Macédoine, c'est votre sol, vos coutumes et vos arts que vous reprendrez. » Tous les déserteurs s'accordent à dire que jamais ils ne se rendraient à un poste serbe, de peur d'être massacrés : crainte justifiée. Par contre ils prétendent que la seule chose qui empêche leurs camarades de se rendre en masse aux Français est la peur d'avoir en face d'eux des troupes noires, qui ne font pas de prisonniers. Il est vrai que dans les régiments de la division Bailloud il y a quelques nègres des Antilles. Mais les Bulgares ne sont pas tenus de savoir que ces électeurs n'ont rien de commun avec les fameuses troupes noires.

Rien ne peut donner une idée de la haine qui règne entre Serbes et Bulgares; nous venons encore d'en avoir un exemple : les comitadjis serbes que nous employons veulent brûler les villages de la rive gauche du Vardar, Voysan, Ibirli, Celevec, sous le prétexte que la population est bulgare. Ils ont déjà commis un certain nombre d'assassinats[2], qu'ils décorent du nom d'exécu-

[1] *Echo de Bulgarie* du 10 novembre.

[2] Ou exécutions préventives, destinées à répandre la terreur, telles que les Allemands les ont pratiquées en Belgique et en Lorraine.

tions; et ils opèrent en territoire serbe, sur des sujets serbes. Que serait-ce en pays ennemi? Que les Macédoniens de la région que nous occupons aient des tendances bulgares, c'est incontestable. Quand nous sommes arrivés, les Serbes nous ont dit que dans le pays il n'y avait pas d'autres Serbes que les fonctionnaires. Un d'eux a même ajouté : « Et ils ont ici la même situation que les fonctionnaires allemands dans votre Alsace-Lorraine. »

27 novembre. — La neige continue à tomber. Le vent l'amasse dans les creux; la circulation doit être difficile dans la montagne. C'est heureux pour nous, car cela protège notre gauche et nos derrières contre ce mouvement des Bulgares que la division voisine paraît tant redouter. Dans l'idée du général, le détachement qu'il a envoyé au sud (chasseurs d'Afrique,   bataillon de chasseurs) a surtout une mission de reconnaissance et de renseignement; il n'est pas assez fort pour résister. Aussi le général se décide à envoyer un régiment (   ) et 2 batteries à Prezdovo; le mouvement, qui se fera le 29, n'a aucun des inconvénients qu'aurait présenté celui d'une force importante poussée vers le sud, puisqu'il achemine un régiment vers le point final de Demir Kapu et rentre ainsi dans le plan général.

Malgré la neige, j'essaie d'employer l'auto pour aller à la gare de Krivolak. Des milliers d'alouettes couvrent la route; elles ont été surprises par le froid, qui est exceptionnel paraît-il dans la région. Elles cherchent sur la piste boueuse tracée dans la neige quelque chose à picorer et s'envolent sous les roues de la voiture pour se reposer dès qu'elle est passée.

L'auto roule tant bien que mal. Au pied d'une petite côte elle s'arrête, impuissante à monter; les pneus patinent; plusieurs fois elle se lance avec un grand bruit de moteur, mais en vain; elle donne l'impression d'un animal essoufflé. Il faut descendre et continuer à pied. Dans les bivouacs les animaux ont l'air en bois; le dos tourné au vent, les quatre pattes ramenées sous eux, la queue entre les jambes, sans un mouvement, on les dirait gelés. Je croise des colonnes sur la route; elles évoquent les estampes représentant la retraite de Russie; les hommes avancent lentement dans la neige qui tourbillonne, beaucoup s'appuient sur une canne; ils ont sous le casque le passe-montagnes tricoté; un épais cache-nez leur entoure le cou; la neige s'est amassée dans les plis des capotes, sur les sacs, sur le chargement des chevaux et des mules; de gros flocons restent accrochés dans les crinières et les queues et les font paraître herminées. En arrivant à l'étape, les troupes ne trouveront pas d'abri; elles dresseront les tentes sur la neige. Pour diminuer leurs souffrances, le général ordonne que

l'on emploie dans la plus large mesure le cantonnement, jusqu'alors interdit par raison d'hygiène; on s'installera dans les maisons, dont on expulsera au besoin les habitants. Elles seront désinfectées par la fumée, en y faisant brûler de la paille et du foin.

Nous ne pouvons expédier que cinq trains, et encore avec bien de la peine; les matériels vides ne remontent pas; les Grecs, paraît-il, les retiennent à Salonique.

D'autre part, un télégramme de l'armée confirme que, le chemin muletier entre Demir Kapu et Strumiça ne pouvant être transformé en temps utile en un chemin praticable aux arabas, toutes les voitures et toute l'artillerie, excepté les batteries de montagne, devront être évacuées par la voie ferrée. Dans ces conditions, il faudra recommencer à charger à Demir Kapu le matériel qu'on y a débarqué. Mieux vaudrait faire filer directement sur Salonique tout ce que l'on pourrait sans compromettre la résistance.

28 novembre. — La neige a cessé de tomber; le ciel se découvre et le froid devient plus vif. Sur la route de Krivolak, aux alouettes se sont joints de nombreux pigeons ramiers; si farouches en temps habituel, ils s'envolent à peine pour laisser passer l'automobile. La gelée rend le chemin plus roulant, mais sur les pentes le verglas fait patiner les roues, garnies de pneus lisses. Où sont les pneus cannelés et cerclés de chaînes que nous avions dans les Vosges, et grâce auxquels on montait et descendait par tous les temps les lacets des chemins de montagne?

Le docteur L..., qui met au service de son dévouement une activité jamais lasse, est allé visiter le   au Kara Hodzali; il nous rapporte ses impressions. Les souffrances des hommes sont grandes : le thermomètre est descendu à 22 degrés au-dessous de zéro. Le vent rend le froid intolérable; il fait tourbillonner la neige, qui comble les tranchées et les boyaux et pénètre jusque dans les abris; en travaillant jour et nuit, on n'arrive pas à les déblayer; des portions de tranchées, dégagées après un dur labeur, sont de nouveau comblées en quelques instants par une rafale.

La neige soulevée du sol en poudre très fine aveugle littéralement les sentinelles forcées de faire face à la direction du vent et rend toute observation impossible. Les cils sont perlés de glaçons, la capote devient en quelques minutes une chape hérissée d'aiguilles de glace. Des hommes vigoureux pleurent dans la tranchée, à la fois de douleur et de rage de se sentir à bout. Les jeunes gens arrivés avec les derniers renforts sont les plus atteints. Sous la tempête de neige, quelques-uns erraient comme des fous. Le colonel qui accompagnait le docteur en rencontre un : « Où est votre fusil? — Là-haut. — Allez le chercher. » L'homme s'en

retourne comme un automate. Un autre se plaint : « Mes parents sont à Lille, qu'est-ce que je viens faire ici? » Les anciens du régiment, des réservistes de 30 à 40 ans, mariés pour la plupart, les réconfortent et les aident paternellement : « Allons, gosse, donne-moi ton fusil et va te chauffer au brasero. Tu reviendras dans vingt minutes. »

Le ravitaillement, qui a toujours été difficile et ne peut se faire que la nuit sur une partie du parcours, est devenu extrêmement pénible. Dans la partie basse du versant exposé au soleil, les animaux enfoncent dans la boue malgré les empierrements; dans le haut, ils ne peuvent pas se tenir à cause du verglas. A chaque montée, quatre ou cinq roulent en dehors du chemin, quelques-uns plusieurs fois. La veille, un mulet tombé dans un creux de neige n'a pu être remis debout qu'après quatre heures de travail.

Malgré tout, l'esprit des hommes reste si bon que parmi les malades peu se font évacuer et descendent de bon gré; presque tous demandent à rester. Le nombre des accidents causés par le froid est plus que double de celui des évacuations, qui sont faites seulement dans les cas pouvant entraîner des suites graves.

Le général donne des ordres pour qu'on monte à ces braves gens du bois de chauffage, pris sur l'approvisionnement que les autorités serbes ont formé à Kavadar. Il prescrit aussi de diminuer de moitié l'effectif maintenu aux avant-postes sur la montagne, le mauvais temps rendant improbable une attaque de l'ennemi. Les unités ainsi relevées iront cantonner à Pepeliste.

29 novembre. — Belle journée; à midi le soleil est si ardent qu'on en est gêné dans les chambres; mais à cinq heures du soir, il gèle déjà à 8° au-dessous de zéro.

.... Seuls les Serbes, qui sont restés, ont payé tant bien que mal.

Des groupes de Turcs viennent réclamer à Negotin. Un vieux à barbe blanche, nez droit, dont les beaux yeux bleus sont profondément enfoncés sous d'épais sourcils, implore pour qu'on lui rende une partie de ce qu'on lui a pris : sept bœufs, une vache et son veau, cinq ânes, cinq moutons. Il parle avec une vive émotion, nous baise les mains, le pan de nos manteaux. Le général concède qu'on laissera aux gens le tiers de leur bétail. Jamais ils n'auront été si doucement traités.

A Negotin, les moutons et les chèvres, parqués dans une cour sur la neige sans rien à manger, bêlent désespérément. Comme on fait observer au sous-intendant qu'il risque de voir mourir de faim la moitié de son troupeau, il répond tranquillement : « Oh! ces bêtes du pays, elles sont bien habituées; elles ne mangent jamais davantage ». Il exagère.

Nouvelle lettre de la division voisine pour attirer notre attention sur le danger qui nous menace du côté du sud-ouest[1]. Il existe, partant de la région de Strigovo sur Radina et, de là sur Petrovo et sur Guevgueli, c'est-à-dire en arrière de notre zone de réunion prochaine, un réseau de bons chemins muletiers. De Radina, les Bulgares peuvent être en une marche sur nos derrières, à Petrovo ou même à Guevgueli, avant que nous-mêmes, par la ligne du Vardar, ayons pu atteindre cette région. Il est donc essentiel de renforcer le détachement du sud de manière qu'il puisse étendre son action jusque vers Radina. Dracevica devrait être occupé par le détachement de Prezdovo.

Les évacuations par chemin de fer continuent, mais lentement, toujours par suite de la pénurie de wagons plats. Pour y remédier on embarque dans les wagons couverts tout ce qu'on peut, jusqu'à des caissons d'artillerie et des arabas.

Il nous reste encore à enlever les convois de la division, son groupe de brancardiers, les automobiles sanitaires, deux sections de munitions, tous les trains régimentaires, les quartiers-généraux des deux divisions, soit une quarantaine de trains. Tout le matériel de l'aviation est enfin parti, non sans de petits drames : les aviateurs sont très exigeants et se plient difficilement aux règlements. « Ce sont des artistes, dit le général, des dilettantes. Il faut les traiter en conséquence. »

Heureusement les Bulgares ne nous inquiètent pas encore; la neige entrave leurs mouvements dans la zone montagneuse par laquelle ils peuvent nous tourner.

30 novembre. — Ce matin, le thermomètre marque 17 au-dessous de zéro dans la cour. L'absence de vent rend ce froid supportable.

Le général, qui sent l'urgence de précipiter le mouvement, décide pour hâter l'évacuation de Krivolak que les voitures qui restent iront par la piste à Demir Kapu, où elles seront embarquées. Dans trois jours, nous aurons donc fini à Krivolak. Le repli des troupes commencera le 3 décembre, à la nuit. Le général arrête lui-même le détail du mouvement pour toutes les unités. Il organise sur chaque rive une tête de pont, tenue par trois bataillons et des batteries. Deux bataillons et le groupe des escadrons à pied occupent les hauteurs à l'ouest du défilé, pour protéger l'écoulement des trains et des troupes contre l'attaque de flanc si menaçante.

Les Serbes se montrent pressés de partir. Il y a trois jours, ils nous ont demandé des wagons pour emmener les fonctionnaires, leurs familles et les jeunes gens capables d'être enrôlés par les Bulgares : cinq cents personnes environ. Nous leur en donnons

[1] L'événement a montré à quel point ces vues étaient justes.

tous les jours un certain nombre. Ils reviennent à la charge et ont même fait intervenir le général en chef. Leur hâte se comprend, car l'occupation bulgare suivra de près notre départ. Tous ces gens passent par Negotin pour aller s'embarquer à Krivolak; c'est dans la neige fondante un défilé de petits ânes chargés de gros ballots; sur des chars à bœufs sont entassés des meubles, et ces coffres décorés d'ornements rouges et verts et d'applications métalliques qui sont d'un usage courant dans le pays. On voit aussi de vieilles victorias, couvertes de boue, sautant sur leurs ressorts cassés, traînées par des chevaux étiques.

Grande émotion à Kavadar. Des déserteurs rapportent que les Bulgares préparent des passerelles pour franchir la Cerna. En même temps, un gendarme serbe complètement ivre dénonce un complot fomenté chez ses camarades pour mettre la main, pendant la nuit, sur le général de division et son état-major. On ne le croit pas tout d'abord, mais on prend des précautions et on enquête. Un camarade donne des précisions; le fait paraît assez certain pour que trois des suspects soient fusillés. C'étaient des Autrichiens plus ou moins slaves, faits prisonniers en décembre 1914, que les Serbes avaient dits être Serbes et avaient enrôlés à ce titre, sans s'assurer si leurs sentiments répondaient à leur nationalité prétendue.

1er décembre. — Le temps s'adoucit, il dégèle un peu. Le quartier général part pour Guevgueli, où nous espérons le rejoindre dans sept ou huit jours.

Huitième journée d'embarquements; nous faisons partir le 52e train; la moyenne dépasse six par vingt-quatre heures, malgré tous les obstacles qui sont venus se mettre en travers de l'opération. Mais quel labeur pour embarquer des voitures d'artillerie la nuit, dans une gare qui n'est pas éclairée! Une fois on a essayé d'allumer une lampe à acétylène; les obus sont arrivés sur-le-champ comme des papillons qu'attire la lumière. Les hommes, déprimés par le froid et le mauvais temps, sont éreintés de fatigue. Les batteries qui viennent des hauteurs de la rive droite de la Cerna ont des difficultés incroyables pour sortir de leurs positions, sans chemins, dans des terres détrempées par la neige fondue.

On paraît moins tranquille à Salonique; un télégramme nous invite à accélérer le mouvement pour pouvoir sans désemparer continuer le repli au delà du front de Gradec. Craindrait-on une attaque dans notre flanc? Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons pas aller plus vite à moins d'abandonner du matériel. Le seul moyen de hâter le mouvement serait de nous donner un plus grand nombre de trains, ce qui paraît impossible.

3 décembre. — Le général part à cheval pour Demir Kapu. Tout doit être fini ce soir. Comment y arrivera-t-on? Autour de la gare s'entassent encore de nombreux bivouacs : convois, ambulances, batteries. Nous nous demandons par quel tour de force tout cela pourra être enlevé dans la journée. Il le faut pourtant, car le repli des troupes doit commencer à la nuit. Dès qu'elles auront lâché le Kara Hodzali et Pepeliste à notre droite, nous pouvons recevoir des coups de fusil de la rive gauche du Vardar. Et vingt kilomètres seulement nous séparent de la Cerna. Par conséquent, si les Bulgares, comme on le dit, ont préparé des passerelles, leur cavalerie peut être à la gare au milieu de la nuit.

Un beau temps nous favorise. Les embarquements continuent; les sapeurs du 5e génie mènent leur ingrate besogne sans bruit, avec une intelligence, un zèle, un dévouement qui font depuis le début notre admiration. Voici un détachement qui arrive à la gare; un champ de choux s'est trouvé sur sa route et chaque homme a le sien; les malins le portent dans leur casque, tenu par la jugulaire comme un panier à salade. Sur une automobile s'entassent des poêles avec leurs tuyaux; des arabas sont chargées de bois : on ignore ce que l'on trouvera plus loin comme ressources, et il ne faut rien laisser à l'ennemi. Des cuisiniers passent, portant le matériel d'une popote d'officiers; puis des secrétaires d'état-major, lourdement chargés avec des cantines, des caisses à archives, leur inséparable machine à écrire. Ils s'installent gaîment sur un truc où sont déjà trois arabas, et en route pour Demir Kapu comme dans une « baladeuse » de tramway. Un beau soleil brille et on les félicite de cette manière agréable de faire le trajet au lieu de rouler péniblement sur la piste boueuse.

J'entends des cris : quelques fonctionnaires serbes avec leur famille ont chargé leur mobilier sur un truc; des sapeurs du génie le débarquent malgré leurs protestations; tous les wagons doivent être réservés aux besoins militaires. Une femme pleure à grand bruit et se tord les bras parce qu'on l'empêche de partir : elle redoute les pires attentats de la part des Bulgares. On lui fait entendre qu'ils ne sont pas encore là et qu'on ne la laissera pas en danger. Cette malheureuse s'est échappée de Belgrade, où elle a subi le bombardement; après avoir fui de ville en ville devant l'ennemi, elle avait échoué à Kavadar, où elle croyait être tranquille.

Un Turc amène ses deux femmes, vêtues d'une robe noire avec une sorte de pèlerine. Mais pourquoi ont-elles, pour patauger dans cette boue liquide, l'une des bas blancs, l'autre des bas roses, dans des souliers découverts? L'une d'elles porte sur ses bras un bébé de quelques mois. Je m'approche et caresse le petit qui sourit. La mère détourne la tête et colle contre le wagon sa figure

voilée. Des soldats échangent leurs impressions : « Faut pas leur en vouloir à ces femmes, c'est leur religion. »

Le général Q... et les camarades de la brigade m'invitent à partager le dernier repas qu'ils prennent dans cette gare, où ils sont depuis le 19 octobre. A midi, ils passent sur la rive gauche du fleuve; le général réunit ses colonels pour leur donner ses dernières instructions et va prendre la direction du mouvement de repli.

Tandis que le pont volant les porte rapidement sur l'autre rive, je remonte, le long du Vardar, quelques centaines de mètres pour prendre un peu de repos loin de l'agitation qui règne à la gare. Après la neige et les grands froids des jours précédents, il fait aussi bon au soleil que le 27 octobre, jour de notre arrivée. Assis au bord du fleuve, bien abrité du vent par le talus du chemin de fer, à travers le bruit continu des flots qui coulent sur le barrage j'entends le murmure, aussi doux que la soie qu'on froisse, que fait l'eau dans les remous; arrêtée par je ne sais quelle force invisible, elle se met à tourbillonner, enroule et déroule ses moires, se creuse, puis repart, emportée dans la masse du courant. Derrière moi, Krivolak sur son promontoire; devant, de l'autre côté du Vardar, Pepeliste; son minaret svelte s'élance sur le ciel blanchâtre au-dessus des collines proches qui bornent aujourd'hui la vue, la brume masquant les montagnes. Les toits et les murs sont si gris que, malgré le soleil qui les éclaire en plein, ils se détachent à peine du terrain. Je pense aux jolis villages de nos provinces françaises, dont les maisons blanches sous les tuiles rouges piquent des taches si claires dans nos campagnes. A droite, le soleil tend sur le fleuve une nappe brillante, éclatante comme un métal en fusion, dont la coulée semble absorber toute la lumière du paysage. Au loin, du côté de la Cerna, le canon bulgare roule sans arrêt; l'écho répercute longuement les sons comme dans les Vosges. De temps à autre, des obus tombent près de la gare. Ceux qui éclatent ne font guère plus de bruit qu'un coup de fusil; ils entament à peine le sol. Les hommes en plaisantent; ils ne se doutent pas de la situation critique où nous pouvons nous trouver dans quelques heures.

Même jour, 4 heures après-midi. — L'heure est arrivée de couper la communication entre les deux rives du Vardar. On démolit les « portières » qui formaient les ponts volants, faites de deux bateaux accouplés et reliés par un plancher. Les bateaux qui sont venus de Salonique par le chemin de fer ont un tirant d'eau trop fort pour pouvoir descendre le fleuve; faute de temps et de wagons pour les emmener, on va les détruire. Des Turcs, habitants de Krivolak et de Pepeliste, travaillent à les décharger;

ils enlèvent, pour le porter à la gare, tout le matériel, poutres, madriers, cordages. Tous vêtus de même, en rouge, bleu, brun, ils ont l'air de soldats en uniforme. Dociles aux ordres d'un sapeur qui les commande assez rudement, une équipe de neuf, enfants, hommes, vieillards, chargent sur leurs épaules inégales une longue poutrelle. Ils n'ont pas pris soin de se placer en alternant de part et d'autre du fardeau, si bien qu'ils marchent de travers, poussés par son poids. Le chef s'en aperçoit : « Ils se mettent tous du même côté; tas de c...! », dit-il avec le dédain que nos soldats ont toujours à l'égard des indigènes.

Les bateaux sont vides, il n'y a plus qu'à les couler pour qu'ils ne puissent pas servir à l'ennemi. On va les percer d'un coup de hache ou de pioche. Mais un sapeur découvre que ce sera bien plus amusant d'y lancer des grenades, dont l'explosion les défoncera. Justement il en reste deux caisses. L'officier chargé de la destruction exprime quelques réserves; il serait plus simple d'y donner un coup de hache : « N'ayez pas peur, mon lieutenant, on ne veut pas les manquer. » Il cède; ne faut-il pas laisser aux hommes un peu de détente, après les quatre semaines qu'ils ont passées sur le fleuve nuit et jour, par la tempête et la neige, à transporter d'une rive à l'autre vivres, canons, munitions, fantassins, canonniers, mulets? Les voilà joyeux comme des enfants, comme toutes les fois qu'on leur permet de détruire, — qu'il s'agisse de razzier des troupeaux ou d'abattre les plus beaux arbres des forêts d'Alsace.

Deux sapeurs retiennent le bateau : « Lâche la commande, pousse l'arrière ». Rendu libre, il se détache de la rive et file dans le courant. Une première grenade, lancée d'une main sûre, tombe au milieu. D'autres suivent. Une explosion : des morceaux de fonte et des éclats de bois montent en l'air. « Il a son compte », disent les hommes. Les autres explosions se produisent dans le fleuve où sont tombées les grenades. Elles soulèvent de belles gerbes d'eau. « Visez en avant du bateau : l'explosion sous le fond le fera sauter. » — « Oh! il ne veut pas aller loin ». Et pour l'achever, ils courent le long du rivage et redoublent de grenades. La victime se balance, prise en travers par le courant; elle enfonce peu à peu : c'est l'agonie. Le flot arrive au niveau des bords, les enveloppe, les baise longuement, puis engloutit sa proie. Cependant le fleuve se teinte de rose et de vert pâle aux reflets du ciel où meurt la lumière; le soleil a disparu derrière la crête dentelée des montagnes, la nuit tombe. C'est fini. La caisse à grenades elle-même est jetée à l'eau. « Il y en a du matériel au Vardar », dit un sapeur en forme de conclusion. Et des hommes aussi, hélas; plusieurs ont été précipités dans le courant par un choc,

ou emportés dans un bateau qui a sombré. Mais ceux qui restent ne s'en soucient guère, tout à l'impression du moment.

Quelques coups de canons sur le Kara Hodzali; on entend la fusillade; c'est le repli qui commence. Serait-on suivi par l'ennemi? Du côté de la Cerna, toujours le même roulement. « Ça tape de tous les côtés. Heureusement qu'ils ne sont pas si méchants que les Boches; nous ne serions plus à la gare ».

A 18 heures on songe à dîner. Mais où et comment? la gare est entièrement déménagée. Le chef de bataillon commandant les compagnies qui restent se fait l'aimable amphitryon des isolés en rupture de popote. On retrouve une table dans une petite salle; nous nous asseyons autour sur des caisses vides. Pas d'autre éclairage que l'obscure clarté que donne une lanterne « tempête [1] ». Comme vaisselle, une écuelle d'étain pour chacun. Le mouton indigène fait tous les frais du repas sous forme de rognons comme entrée, puis de gigot comme rôti. Nous en mangeons presque tous les jours; il alterne avec le bœuf congelé d'excellente qualité que distribue l'Intendance.

Pas de bon dîner sans l'accompagnement d'un coup de téléphone. Entre nos deux plats de mouton on nous a annoncé de Guevgueli la montée d'un train vide. Heureuse nouvelle. Pressons les embarquements. Voici, errant dans l'obscurité le long du train, les femmes turques de ce matin. Je leur fais donner une place sur un truc, où se trouve l'automobile du général X. Elles y montent avec leur bébé et leurs provisions. Quelques minutes après elles sont de nouveau sur le quai avec leur mari; le groupe paraît fort en peine. Le chauffeur a jugé bon de les faire descendre, estimant sans doute que leur compagnie n'était pas sûre ou pas honorable pour la « voiture du général ». J'use de mon autorité et les fais remonter. Cette fois elles ne sont plus effarouchées comme le matin, et rient aux éclats du plaisir de se voir sauvées, si grande a été leur angoisse de rester après notre départ. C'étaient les femmes du commissaire de police de Kavadar. Je retrouve aussi, installée sur un wagon plat, avec plusieurs de ses compatriotes, la femme serbe que j'avais vue si désespérée; elle me raconte, en allemand bien entendu, ses malheurs depuis le commencement de la guerre. « Mein süsser Belgrad, meine süsse Serbien, dit-elle ». (Mon doux Belgrade, ma douce Serbie).

L'avant-dernier élément à embarquer est une batterie. Cela ne va pas vite. Le capitaine, un grand barbu, parle très fort, entouré de ses lieutenants.

[1] C'est la lanterne à verre épais et courbé, cerclée de gros fils de fer qu'emploient la nuit les charretiers. Elle s'éteint moins souvent que les autres par le vent.

— Qu'on me donne un train du type régulier, crie-t-il, et je charge ma batterie en quarante minutes. Mais on me fait charger par moitié, par tiers...

— Vous chargerez par quart, s'il le faut. L'essentiel, c'est de filer d'ici. Vous vous recollerez à l'arrivée.

Il se radoucit et convient qu'il avait tort. Pendant ce temps, les équipes d'embarquement travaillent; des hommes sont appliqués aux roues, d'autres soutiennent le timon. Pour obtenir un effort simultané, le sous-officier commande : *Attention*... Deux secondes après part le commandement de : *Ferme*. Alors tous font effort à la fois, et le canon est poussé sur le truc. Avec lui, on charge un avant-train, et puis un arrière-train de caisson; un chargement bien fait comporte trois essieux par truc; on y arrive par un engerbage ingénieux.

Les chevaux entrent sans peine dans leurs wagons; ils ont tant voyagé! Mais leur docilité ne leur évite pas les jurons des conducteurs.

Après la batterie, on embarque le bataillon, notre dernier élément de protection. La fusillade a complètement cessé sur la rive gauche du Vardar. Du côté de Voysan flambent de grands incendies : sans doute des approvisionnements que l'on n'a pas emportés et que l'on brûle.

Les heures semblent longues dans la salle où nous venons de temps en temps nous abriter contre le brouillard glacial. Impossible de se chauffer; le poêle a été enlevé. Nous nous inquiétons de la canonnade entendue dans la soirée du côté de la Cerna. Pourvu que les Bulgares n'aient pas réussi une attaque de vive force! Un lieutenant du apporte des nouvelles. Les avant-postes ont vu des colonnes descendre de Sirkovo sur Kamendol et de Gradsko sur Musenci. Une fraction ennemie a même passé la rivière, peut-être à la nage, entre Ribarci et Monastirci.

— Mais, puisqu'on les a vus, comment n'a-t-on pas tiré dessus pour les arrêter?

— On ne leur voyait que la tête.

— Que sont-ils devenus?

— Ils se sont blottis dans un petit bois au bord de la rivière, et une mitrailleuse les a tous détruits!

— Comment le sait-on? Une mitrailleuse ne détruit pas une troupe couchée qu'on ne voit pas.

L'essentiel est qu'ils n'aient pas été suivis par d'autres. Les pertes causées par la canonnade ont été insignifiantes et, la nuit venue, les troupes ont lâché leurs tranchées sans difficulté.

Enfin tout ce qu'il y avait dans la gare comme unités constituées est enlevé. Un train de *ramasse* recueille le matériel restant. Les

sapeurs démontent les appareils téléphoniques qui, jusqu'à la dernière minute, nous ont tenus en liaison avec l'arrière. A trois heures du matin, nous partons après avoir fait sauter les aiguillages, le réservoir à eau, et mis le feu aux installations en bois, de manière que l'ennemi ne puisse pas de longtemps se servir de la gare.

C'est la première étape de la retraite. Pendant ce temps là, les troupes exécutent les mouvements prévus. Celles de la rive gauche viennent s'établir en arrière de la ligne Bistrenci-Dubljani, confiée au . Le a quitté les tranchées du Kara Hodzali à la nuit, dans un silence tel que les Bulgares ne se sont aperçus de rien et ne lui ont pas envoyé un coup de fusil. Tout le matériel qui se trouvait dans les tranchées et avait été monté au prix de grands efforts : munitions, fusées, grenades, outils, fils de fer, tôle ondulée, avait été enlevé les jours précédents, malgré les difficultés extraordinaires provenant de l'état des chemins à moitié dégelés; ils étaient si glissants que les mulets ne pouvaient pas être employés à la descente; tout était descendu à bras d'hommes jusqu'au point où le sentier devenait praticable aux animaux de bât, et là seulement on les chargeait.

Chacun a mis son amour-propre à ne rien abandonner sur la position, pas même les poêles. Ces braves gens ont dépensé une somme énorme de travail et d'efforts : « Porteurs, conducteurs, gradés, dit le colonel, y ont mis un véritable acharnement. » Il a été fait en une seule nuit jusqu'à deux cents voyages d'animaux de bât, ce qui représente huit cents voyages d'hommes de corvée, porteurs de charges, depuis le piton jusqu'au fond du ravin où les mulets sont chargés. Ces transports ont continué jusqu'au dernier moment, puis les fractions se sont repliées chacune à l'heure prévue, en s'arrêtant pour rendre les honneurs aux tombes des camarades tués pendant la défense de la position et au cours de l'occupation. Quoi de plus émouvant que ce geste dans de pareilles circonstances? Ce sont les hommes qui en ont eu l'idée.

Toute la nuit, la colonne marche dans un terrain très accidenté, coupé de ravins pleins d'eau, sur un mauvais sentier où la neige fondue et la boue causent des chutes fréquentes. Elle arrive à Kuresnica au jour. Malgré ses soixante-trois ans, le général Q... a tenu à partager cette rude épreuve; il a fait toute l'étape à pied, donnant à tous le plus bel exemple d'endurance. Aucun de ceux qui l'ont vu cette nuit-là ne l'oubliera.

4 décembre. — A six heures du matin, le train qui a ramassé, le long de la voie, des isolés, télégraphistes ou sapeurs de chemin de fer employés aux destructions, s'arrête à la gare de Demir Kapu. Obscurité, brouillard froid et humide. Tout dort dans la

gare. Une rame de wagons vides est rangée devant le quai de bois, construit par nos sapeurs, mais on ne la charge pas. Un officier d'état-major arpente le quai, frileusement engoncé dans son manteau. Qu'attend-il? L'ordre était pourtant de charger dans la nuit deux trains de cent arabas chacun. Encore sous le coup de l'émotion du départ de Krivolak, et dans la fièvre du travail de la nuit, cette inaction nous choque. De son côté, le colonel Clermont-Tonnerre, bouillant comme un jeune homme, secoue, pour les réveiller, les dormeurs étendus sur le plancher de ce qui fut la salle d'attente. Il faut s'y mettre, et sans perdre un instant. Les Bulgares prendront certainement dans la journée le contact avec nos avant-postes; ils se renforceront rapidement, et alors, combien de jours pourrons-nous résister? Deux tout au plus. Il importe donc que le 6 au soir la gare soit évacuée et la voie coupée pour arrêter la poursuite.

Il suffit d'avoir vu ce défilé de Demir Kapu pour se rendre compte combien la situation peut devenir dangereuse, pour peu que l'ennemi se montre pressant. Nos troupes sont des deux côtés du Vardar, sans autre moyen de communiquer entre elles que deux ponts volants qui doivent d'ailleurs être supprimés au cours de la dernière journée. Sur les deux rives, elles peuvent se trouver d'un instant à l'autre aux prises avec un ennemi enhardi par la certitude qu'il a de notre retraite.

Sur la rive gauche elles n'ont pour se replier qu'un sentier de montagne, par le col de Celevec; de ce côté le fleuve vient battre le pied d'une falaise calcaire haute et abrupte où s'accrochent quelques buissons. Sur la rive droite, s'ouvre la vallée de la Bosava; à 300 mètres en aval de la station, la voie ferrée traverse le torrent par un pont métallique long de 120 mètres. Peu à peu rejetée contre le Vardar par les contreforts de la montagne, elle s'en rapproche jusqu'à le longer, sur un remblai que de gros blocs de rochers protègent contre les assauts perpétuels d'un courant furieux. A un kilomètre de la station, le fleuve s'engouffre dans les « portes de fer » (Demir Kapu), qui s'ouvrent dans la montagne, et la voie passe sous le tunnel. L'étroit couloir se prolonge quelques centaines de mètres, le fleuve et la voie resserrés entre les murailles à pic. Puis un mauvais sentier s'amorce le long du chemin de fer qu'il suit pendant 20 kilomètres, jusqu'à la station de Strumiça à la sortie sud du défilé. A moitié chemin la voie franchit le Vardar, au fameux pont du kilomètre 113, célèbre par les tentatives de destruction dont il fut l'objet de la part des comitadjis; c'est un grand pont métallique à dix travées, les deux extrêmes de 12 mètres, les autres de 25.

Telle est la seule issue que nous ayons pour échapper à l'étreinte

qui se resserre autour de nous. Il avait été décidé le 2 que, pour gagner du temps, les voitures seules seraient embarquées en chemin de fer; tous les atteiages devaient s'en aller par la piste. Mais en trois points où cette piste n'existe pas, sur des longueurs variant de 600 à 2000 mètres, il faut emprunter la voie ferrée, notamment au passage du Vardar sur le pont du kilomètre 113. Depuis dix jours déjà, les sapeurs du génie travaillent à l'aménager en conséquence; ils répandent du sable sur la plate-forme pour atténuer les inégalités provenant des traverses, et surtout transforment en ponts routiers les ponceaux et les ponts à claire-voie jetés sur les nombreux torrents qui descendent au Vardar. Grâce à ces travaux, les chevaux devraient pouvoir passer sans trop de difficultés. Mais des précautions s'imposent pour parer aux accidents, car les trains circulent dans les deux sens et leur horaire est trop irrégulier pour qu'on puisse établir un graphique combinant les marches des trains et celle des convois d'animaux. On décide alors de laisser marcher ceux-ci librement; on les fractionne seulement en colonnes longues de 500 mètres au maximum, séparées par des distances de 300 mètres. Dans chaque section de voie qu'ils empruntent, leur sécurité sera assurée au moyen d'un système de signaleurs, chargés d'arrêter les trains à l'entrée de la section lorsqu'une colonne sera engagée sur la voie et d'arrêter les colonnes suivantes jusqu'après le passage du train.

Une instruction est rédigée en hâte pour préciser aux corps la manière de préparer l'embarquement de leurs voitures; ils doivent les grouper en alternant les grandes avec les petites, de sorte qu'il n'y ait pas de place perdue sur les trucs. Si c'est nécessaire, on les videra, afin de pouvoir mieux les engerber; leur contenu sera chargé sur le truc à côté d'elles et entre les roues. Il faut s'ingénier, car nous disposons seulement de deux rames de wagons plats; elles font la navette entre Demir Kapu et Strumiça ou Guevgueli, et, faute d'un personnel suffisant, restent cinq heures en déchargement dans ces gares. Nous n'arriverons pas à faire partir dans les vingt-quatre heures plus de quatre trains, enlevant près de 400 voitures. Sur notre demande une troisième rame nous est promise, qui activera le mouvement demain, il faut l'espérer.

Il nous est arrivé une instruction générale n° 1 réglant le repli des divisions [1] sur la région de Salonique. La se repliera sur Guevgueli et de là sur Topcin, à 14 kilomètres de Salonique sur la route de Monastir; la par Smol et Karasuli sur Topcin;

[1] En plus des divisions dont il a été parlé, qui étaient sur la Cerna, la division Bailloud ( ) occupait la crête au nord et à l'est de la station de Strumiça où elle avait gagné un peu de terrain à la suite de durs combats.

la nôtre sur Doiran et Karasuli et de là sur Salonique. Nous passons donc à la droite du dispositif français. Nous y serons en liaison avec la division anglaise qui doit aller à Doiran par Dedeli. Le mouvement de repli commencera seulement lorsque les transports par voie ferrée seront terminés. Ils sera couvert par une brigade de la division sur la rive droite du Vardar, dans la région Strumiça-station, Mirovca, Petrovo, et par notre division établie en arrière de la Bojimia. Nous nous retirerons ensuite sous la protection de notre arrière-garde.

Dans la soirée nous apprenons ce qui s'est passé après notre départ de Kavadar et de Negotin. Dès que les Bulgares se sont aperçus que nous avions quitté nos positions, ils ont franchi la Cerna sur plusieurs points à Palikura, Ribarci, Monastirci, Sivec, Vozarci; au petit jour ils se trouvaient en contact avec les patrouilles des dragons. Dès notre départ de Kavadar, trois grands incendies avaient été allumés dans la ville. Signal, ou vengeance contre des habitants qui se seraient montrés trop accueillants pour nous? A sept heures du matin, notre escadron en partait; à sept heures vingt, un escadron bulgare y entrait. En ce moment, ils sont à Negotin, fouillent les locaux où étaient les bureaux et le logement de l'Etat-Major, la maison du général, questionnent longuement les gens sur notre compte. Ce serait bien intéressant de savoir comment ils se comportent. Ont-ils fait du mal à la petite fille qui, lorsque le général lui demandait : « Comment t'appelles-tu ? » répondait si drôlement sur un ton chantant : « Mademoiselle Anas-ta...sia »? Il est peu probable qu'ils aient commis des violences sur la population : les fonctionnaires et les rares habitants à tendances serbes sont partis; ceux qui restent veulent être Bulgares et ne paraissaient nullement effrayés par l'approche de l'ennemi.

Inutile de songer à nous procurer d'autres renseignements; jamais les fonctionnaires serbes n'ont pu trouver d'agents dans le pays, et les seules indications qu'on nous a quelquefois fait parvenir étaient fausses et destinées à nous induire en erreur.

5 décembre. — Nuit et journée pénibles. Le brouillard ne cesse pas, retardant encore le lever du jour et avançant la tombée de la nuit en ces tristes journées de décembre où le matin et le soir se touchent de si près. Le piétinement des hommes et des chevaux a transformé les abords de la gare en un marécage plein de fondrières; la boue noire, tenace, glissante, rend très difficiles les mouvements des voitures; le plus petit trajet devient un supplice; on hésite à faire les cent mètres qui séparent le quai d'embarquement de la masure où loge le général. Elle est bien misérable. Nous y mangeons dans une petite pièce où est installé le bureau

et où couche un camarade; son lit sert de banc au moment des repas. Les secrétaires sont en face; pendant que les uns travaillent à la mauvaise lumière d'une lampe à acétylène qui ne marche pas, les autres dorment, allongés par terre dans les coins obscurs, éreintés par les veilles; depuis plus de deux semaines, pas de nuit où l'on ne soit pas plusieurs heures sur pied; les ronflements font la basse au tic tac irrégulier de la machine à écrire, tandis qu'un poêle de fonte chauffé au rouge dégage une chaleur malsaine.

Le général reçoit du général en chef un télégramme le félicitant pour la manière dont il a conduit la première partie de la retraite. « Je compte, ajoute le général en chef, que vous conduirez de même la nouvelle opération qui vous est confiée pour mettre la division dans la région Gradec-Mirovca et la dans la région du Cinarli. »

La tâche sera dure. L'ennemi avance. De la rive gauche du Vardar, le voit, de l'autre côté du fleuve, défiler de fortes colonnes. Elles marchent avec une telle apparence de sécurité qu'il ne peut pas croire que ce soient des Bulgares et avant d'ouvrir le feu demande par téléphone si ce ne sont pas nos troupes de la rive droite qui exécutent leur repli. Elles disparaissent dans les ravins, dispersées par les obus et les tirs des mitrailleuses.

La fusillade n'arrête pas de la journée. Sur la gauche elle se fait plus vive à la tombée de la nuit. C'est le bataillon B. du qui se trouve là. S. avait vu dans la matinée le commandant B. fumant pipes sur pipes, et en possession d'un excellent moral, bien qu'il sentît sa situation assez risquée, malgré le calme apparent du front. Ses inquiétudes augmentent à mesure que la nuit vient, d'autant plus qu'il connaît l'approche de la colonne bulgare qui a été canonnée de la rive gauche. Il ne voit pas reparaître une reconnaissance d'une demi-section commandée par un officier : elle a dû se faire enlever dans le brouillard. A seize heures, l'attaque attendue se produit; les avant-postes se replient; .... à dix-neuf heures, en pleine obscurité, le général monte à cheval pour aller voir ce qui se passe. Il revient bientôt, tout s'est calmé. Une fois de plus les Bulgares s'arrêtent après avoir donné un coup de boutoir.

Pendant ce temps-là, une partie des troupes ont commencé à s'écouler et ont franchi le défilé.

6 décembre. — Nuit calme, les Bulgares ne bougent pas. Mais s'ils reprennent leur attaque la situation peut devenir intenable d'une heure à l'autre.

En dehors de l'infanterie et des batteries de montagne qui doivent prendre la voie de terre, il reste encore à embarquer la moitié des trains régimentaires de la brigade; deux sections

de convoi administratif, qu'on a dû garder jusqu'au dernier moment pour le ravitaillement ; une ambulance nécessaire aussi pour soigner des hommes blessés dans les combats quotidiens ; un groupe de brancardiers, quatre batteries de campagne, enfin des wagons chargés de munitions et de denrées. Le matériel seul de ces formations fait la charge de sept trains au moins.

Mais l'évacuation de la gare doit être terminée demain avant le jour. Nous disposons donc de vingt heures, représentant quatre trains au plus ; encore ce nombre de quatre n'a-t-il été atteint jusque là qu'en vingt-quatre heures. Pour comble, nous apprenons à sept heures du matin qu'un éboulement s'est produit sur la voie à la sortie du tunnel, à l'endroit où le génie creuse des puits de mine pour faire sauter le remblai après notre passage.

On avait songé à démolir le tunnel dont la destruction arrêterait la circulation sur la voie pendant de longs mois. Mais pour la faire il fallait trois ou quatre semaines de travail, et des quantités d'explosifs dont nous étions loin de disposer. On avait donc dû se rabattre sur une destruction de la voie à un endroit où elle se trouvait en remblai entre le fleuve et la paroi rocheuse, opération délicate, car elle risquait de provoquer un effondrement ; il s'est produit, et la réparation, assure l'officier du génie, demandera quatre ou cinq heures. Il sera dit que tous les accidents et contrariétés possibles seront venus se mettre en travers de notre opération : train bloqué par la neige, déraillement, éboulement, lenteurs de déchargement des trains, manque de wagons par suite de la mauvaise volonté des Grecs à renvoyer les wagons vides.

Inutile de récriminer ; le fait est que nous ne disposerons plus que de trois trains. La décision est donc prise de faire filer une partie des voitures par la voie ferrée, employée comme route. Ce n'est qu'un pis-aller, car malgré les aménagements exécutés la circulation y sera certainement difficile. Mais impossible de faire autrement. Il s'agit maintenant d'intercaler entre les trains ce convoi long de plus de quatre kilomètres, qui ne peut pas se garer comme le feraient des chevaux non attelés. La voie sera réparée vers dix heures ; on nous enverra immédiatement un train de matériel vide. Dès qu'il sera arrivé, c'est-à-dire vers midi, le train qui est chargé en gare partira. On ne pourra pas nous envoyer d'autre matériel avant dix-sept heures. Nous disposons donc de cinq heures. C'est plus qu'il ne faut pour que le convoi ait franchi le pont du kilomètre 113 : onze kilomètres de trajet, plus la durée d'écoulement, qui ne dépasse pas une heure et demie. Au delà il n'aura plus besoin d'emprunter la voie.

L'ordre est donc donné sur-le-champ qu'à partir de midi les cuisines roulantes et les voitures à quatre roues seront seules

embarquées; toutes les voitures à deux roues et les voitures d'artillerie suivront en colonne la voie ferrée et iront bivouaquer à la station de Strumiça.

Le convoi comprendra toutes les voitures de l'ambulance et du groupe de brancardiers; celles du génie; les trains régimentaires et les échelons de combat des batteries de 75, excepté les forges et les chariots de batteries qui sont trop lourds; deux canons avec leurs caissons de chacune de ces batteries, l'autre section étant suffisante pour tenir la place s'il y a combat dans la journée; les trains régimentaires des batteries de montagne; les voitures des convois des deux divisions, moins une trentaine qui étaient occupées à porter aux unités de première ligne leurs vivres et munitions.

Voilà donc réglé le mouvement du convoi. Les troupes reçoivent aussi l'ordre pour le repli. L'essentiel est de ne pas se laisser accrocher par l'ennemi. Aussi le mouvement une fois commencé devra se continuer sans autres arrêts que ceux nécessaires pour faire filer les blessés, le cas échéant. Sur la rive droite, le repli doit être réglé de manière que les derniers éléments aient dépassé le tunnel au point du jour. A l'heure fixée, minuit, toutes les compagnies du sous-secteur de gauche (   ) quitteront à la fois leurs tranchées sans faire le moindre bruit, et formeront autant de colonnes qu'il y a de chemins pour rejoindre le tunnel; elles le passeront en se serrant. Elles seront suivies par les troupes du sous-secteur de droite (   ). Le lieutenant-colonel B..., commandant ce régiment, est chargé, après s'être assuré que tout le monde est passé, de remettre à l'officier du génie l'ordre de faire sauter les mines.

Sur la rive gauche, le mouvement doit commencer demain à 2 heures du matin; il se fera sous la protection des compagnies qui sont à Kires Tepe et au mamelon de Kuresnica. Mais vers 11 heures, le   est attaqué; ses tranchées sont canonnées par une batterie placée sur l'autre rive du Vardar, qui les prend de flanc et par derrière. L'effet produit par des coups qui viennent dans le dos est très pénible; nos batteries ne peuvent pas répondre : elles sont déjà parties. Grâce au brouillard, l'ennemi amène deux ou trois bataillons qui se lancent en masse avec de grands cris sur les grand'gardes, les bousculent et poussent d'un trait jusqu'à Dubliani, où la compagnie de réserve est surprise. Ils s'arrêtent devant la seconde ligne. Les tranchées ont été enlevées parce qu'elles n'étaient pas protégées par des fils de fer : le régiment n'avait pas pu en obtenir malgré ses demandes; il n'en restait plus à Demir Kapu. Les Bulgares se sont montrés plus mordants que d'habitude; ils sont arrivés sur les mitrailleuses qui ont tiré jusqu'à la dernière seconde. Ils sentent que

nous battons en retraite. Mais ils ne poursuivent pas, et s'attardent à vider les sacs, piller les prisonniers, manger la soupe qui était prête. La nuit vient. Le régiment tient sur la seconde ligne jusqu'à 23 h. 30 ; à partir de ce moment il démasque le et se retire pour remettre de l'ordre dans ses unités.

A midi, je vais voir le départ du convoi avec le lieutenant-colonel C., commandant l'artillerie. Il fait doux, un pâle soleil essaie de percer le brouillard, mais en vain. C'est la première fois que nous le devinons depuis que nous sommes dans ce triste Demir Kapu. Toutes les voitures sont parquées derrière la gare; une partie sont déjà attelées, les conducteurs et les chevaux s'agitent autour des autres. La file s'ébranle lentement, s'écoule dans le chemin; la boue gicle sous les roues et les pieds des animaux. Derrière une voiture est attaché un cheval efflanqué; il tombe sur les genoux, puis se couche les jambes raides, le col allongé, la tête traînant dans la boue. La voiture continue à rouler, la corde fixée au licol se tend et lui soulève la tête. A grands cris on l'arrête. Un cercle se forme : « Je le disais bien qu'il ne pourrait pas suivre, voilà deux fois déjà qu'on a voulu l'évacuer, jamais il ne pourra marcher. » Sans trop de brutalité, les hommes font effort pour relever l'animal; remis debout, il retombe. On le relève encore. On le pousse en dehors du convoi, il se couche dans l'eau comme sur la meilleure des litières, la tête haute, et regarde d'un air satisfait les camarades qui reprennent leur marche lente et coupée d'arrêts brusques... Une balle mettra fin à sa carrière.

Tout à coup arrivent, discutant et gesticulant, deux sous-officiers, l'un du génie, l'autre du train des équipages.

— Le poste du génie ne veut pas nous laisser passer sur la voie, crie celui-ci très animé.

— Comment?

— Oui, mon capitaine, répond le sapeur; la consigne est formelle : défense de laisser passer une voiture sur la voie. Ce matin, le général a mis huit jours de prison au caporal de garde pour avoir laissé passer un caisson.

— La consigne est changée : laissez passer tout le monde.

— Mais, mon capitaine...

— Ordre du général.

— Alors, je retire mon poste, conclut-il d'un ton vexé.

— Retirez votre poste.

Et le défilé reprend. Les voitures descendent dans le lit de la Bosava, au pied du pont du chemin de fer; le gué est excellent, l'eau court rapide et claire sur un fond de galets et de sable fin, mais quelques chevaux hésitent à y entrer; ils reculent, se jettent

de côté et ne se décident que lorsqu'ils ont vu passer devant eux un attelage plus docile.

Le convoi s'engage d'abord sur la piste qui longe la voie; au bout de 500 mètres, il passe sur la voie elle-même. La manœuvre est difficile, faute de la précaution qui consistait à racheter au moyen de bois ou de terre la différence de niveau entre les rails et le ballast. Il s'agit de placer les voitures, les roues à cheval sur le rail de droite, la roue droite serrant le rail, car pour peu qu'elle s'en écarte, elle tombe en dehors de la plate-forme. L'accident se produit plus d'une fois, malgré les recommandations. Néanmoins la colonne avance régulièrement. La tête s'engage dans le tunnel. Nous l'en voyons sortir, la voie décrivant une courbe à cet endroit. Nous nous félicitons. Mais elle semble arrêtée; on regarde à la jumelle; c'est bien vrai. L'arrêt se propage bientôt jusqu'au point où nous sommes. Qu'y a-t-il? Une voiture versée? L'ordre formel était donné, si on ne pouvait pas la relever tout de suite, de jeter son chargement dans le Vardar et de la précipiter elle-même au bas du talus. Nous attendons; l'arrêt se prolonge, nous commençons à nous inquiéter. Arrive au grand trot le long de la colonne l'officier qui marchait en tête.

— Les sapeurs nous ont arrêtés, dit-il, parce qu'ils ne veulent pas qu'on passe sur leurs puits de mine. J'ai eu beau parlementer; rien à faire avec eux. L'officier du génie m'a dit qu'il faudrait, pour avancer, passer sur le corps de ses hommes.

C'est grave; il faut intervenir. Maugréant contre les malencontreux sapeurs, nous courons aussi vite que nous pouvons sur le ballast pour rejoindre la tête. Nous la trouvons arrêtée à plus d'un kilomètre, à la sortie du tunnel, devant le fameux puits de mine. Le lieutenant du génie discute avec le médecin-chef de l'ambulance, qui marche en tête, et un officier d'artillerie. Il est très monté et paraît désespéré; il parle de ses ordres, de sa responsabilité.

— Mais il est essentiel de faire filer le convoi avant tout. Vous avez le temps pour vos puits de mine, et vous les continuerez après.

— Mes ordres...

— L'ordre du général est que le convoi passe.

— Mais je n'ai pas de matériaux pour boucher les trous.

— Pas de matériaux? Mais ces planches?

Et je lui montre un tas de madriers tout prêts pour le boisement de son puits. Il prétend qu'ils sont trop courts pour pouvoir servir. Je les fais empoigner par des sapeurs et poser sur les trous. Des galets, de la terre pour boucher les intervalles et refaire le ballast, et voilà le chemin rétabli, avec de fortes bosses, mais praticable.

Les premières voitures qui passent sont celles de l'ambulance : de grandes arabas avec un chargement très haut. Elles penchent

à faire croire qu'elles vont verser; elles se redressent et continuent. Impassibles autant que paresseux de marcher, les conducteurs restent juchés sur leur siège. Nous les faisons descendre : en cas d'accident, ils ne seront pas écrasés sous la voiture.

Après l'ambulance viennent les batteries : canons et caissons, attelés à six chevaux, roulent sans difficulté. Puis les arabas de l'Intendance, avec des chargements extraordinaires. Des chèvres et des moutons sont attachés par derrière, entremêlés de bourricots écrasés sous leur charge; un homme pousse une truie noire avec deux petits; il y a même trois chameaux qu'un régiment a trouvés dans la montagne, au delà de la Cerna. Tout cela marche; l'écoulement dure une heure et demie. S'il ne survient pas de nouvel accroc, le convoi aura passé le pont du Vardar au kilomètre 113 en temps voulu pour que le train montant puisse quitter Strumiça vers dix-sept heures et arriver une heure et demie après.

Je rentre à la gare. Deux trains sont chargés, prêts à partir; le temps passe vite; on s'inquiète du ; pourra-t-il tenir jusqu'au bout? Oui, si les Bulgares, après leur premier succès, s'arrêtent comme ils ont toujours fait jusqu'à présent.

Dix-sept heures arrivent. Pas de nouvelles du train montant. Du poste du kilomètre 113, où se trouve une voie de garage, on téléphone que le convoi est presque immobilisé en ce point et n'avance que très lentement. Les heures se succèdent. A vingt et une heures, le convoi est toujours arrêté; impossible de savoir pourquoi. S..., qui est parti avec les chevaux de l'état-major, doit se trouver là; je le fais appeler au poste téléphonique, je lui demande des renseignements précis et lui prescris en tout cas, quelle que soit la situation du convoi, de le faire garer pour débarrasser la voie. En attendant sa réponse, nous discutons la situation. Elle devient grave, puisqu'en mettant les choses au mieux nous n'aurons plus qu'un train; qu'il manque, et nous sommes forcés d'envoyer les batteries par la voie ferrée, en pleine nuit; les voitures les plus lourdes devront être abandonnées.

Jean Saison.

La suite prochainement.

LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE

APRÈS LE CONGRÈS DE BERLIN

LA MISSION DU COMTE DE SAINT-VALLIER[1]

(Décembre 1877-Décembre 1881)

I

Durant les quarante-trois années qui se sont écoulées entre la guerre de 1870 et celle de 1914, la France a été représentée à Berlin par sept ambassadeurs. Le vicomte de Gontaut-Biron, le comte de Saint-Vallier, le baron de Courcel, M. Jules Herbette, le marquis de Noailles, M. Bihourd et M. Jules Cambon se sont succédé dans ce grand poste dont la dernière guerre avait accru l'importance et y ont secondé avec autant de dévouement que d'habileté l'action du gouvernement français en vue du maintien de la paix. Antérieurement au premier d'entre eux, l'ambassade avait été gérée à titre provisoire par un chargé d'affaires, le marquis de Gabriac, qui n'y resta que quelques mois et eut l'honneur et le mérite de préparer les voies à ses successeurs.

Ces missions diplomatiques, quand on les étudie de près, permettent de suivre les divers changements qui se sont opérés dans la mentalité du gouvernement impérial en ce qui concerne ses rapports avec la France. C'est ainsi qu'on peut établir, et surtout après la lecture des Mémoires et des Souvenirs publiés par le marquis de Gabriac et par le vicomte de Gontaut-Biron[2], que la mission du premier fut une période de défiance et la mission du second une période d'irritabilité de la part de Bismarck.

[1] Sauf un très petit nombre d'exceptions, les citations qui figurent dans cette étude sont inédites. — E. D.

[2] Les *Mémoires de Gontaut-Biron* mis en ordre par M. André Dreux, 2 vol., et les *Souvenirs diplomatiques du marquis de Gabriac*. (Plon.)

La mission du comte de Saint-Vallier rappelle au contraire une période de détente; elle symbolise en quelque sorte le calme après la tempête. Elle présente en outre un autre intérêt : elle précise le moment où le gouvernement d'Allemagne a cru à la possibilité d'éteindre dans l'âme française toute pensée de revanche et où le prince de Bismarck « délivré de Gontaut » a poursuivi ce but avec opiniâtreté en comblant la France dans la personne de Waddington, ministre des affaires étrangères, et dans celle de l'ambassadeur Saint-Vallier d'attentions, de prévenances et d'offres de concours qui, maintes fois, furent acceptées.

Mon intention n'est pas néanmoins d'en raconter chronologiquement tous les incidents; je me bornerai à retenir au passage ceux qui intéressent plus particulièrement notre pays et où se révèlent plus ou moins les projets du chancelier. D'autre part, on ne s'étonnera pas que je passe rapidement sur les difficultés entre lesquelles eurent à se débattre Gabriac et Gontaut, puisqu'ils les ont eux-mêmes racontées. Je ne les rappellerais même pas si je n'avais quelques traits à ajouter au tableau qu'ils en ont dressé et si elles ne constituaient le prologue des événements qui caractérisent l'ambassade de leur successeur.

Personne n'ignore qu'au lendemain de la guerre le président Thiers avait eu pour principal souci de donner le plus grand éclat à la représentation de la France à l'étranger; on le voit alors choisir comme ambassadeurs dans les grandes capitales les hommes les plus considérables de notre pays sans se préoccuper de leurs opinions politiques. Il voulait montrer au dehors une France toujours unie quand il s'agissait de réparer ses désastres et prouver partout qu'elle ne songeait à cette heure à aucune revendication susceptible de rallumer la guerre. Il envoie à Londres le duc de Broglie, à Constantinople le marquis de Vogüé, à Saint-Pétersbourg le général Le Flô, à Vienne le marquis de Banneville, et dans les postes secondaires il maintient comme ministres de France les agents de l'ancien régime impérial, diplomates de carrière, dont les services n'étaient ni contestables, ni contestés.

Les nominations faites, restait à pourvoir à l'ambassade de Berlin. Mais, d'accord avec l'Allemagne, il décidait qu'il n'y serait pourvu que lorsqu'auraient été résolues les diverses questions que soulevait le paiement de l'indemnité de guerre; en attendant, la France ne serait représentée en Allemagne et l'Allemagne en France que par des chargés d'affaires.

Lorsqu'au début du conflit il entreprenait à travers l'Europe la tournée patriotique qui lui fit tant d'honneur bien qu'elle n'ait pas donné les résultats qu'il en attendait, il était reçu à Saint-

Pétersbourg par le premier secrétaire de l'ambassade de France, à qui, sur l'ordre du gouvernement de la Défense Nationale, le dernier ambassadeur impérial, le général Fleury, avait délégué ses pouvoirs. C'était M. de Gabriac. Durant son court séjour en Russie, Thiers avait apprécié les mérites de ce chargé d'affaires et quelques mois plus tard, ayant à envoyer un agent à Berlin « pour essuyer les plâtres » et préparer les voies à un ambassadeur définitif, il s'était souvenu de lui.

Le marquis de Gabriac confesse dans ses Souvenirs qu'il hésita durant quelques heures à se charger d'une mission qu'on ne lui imposait pas, mais qu'on lui demandait d'accepter pour rendre service à son pays. Il prévoyait d'avance combien nos défaites et l'enthousiasme avec lequel l'Allemagne les célébrait rendraient douloureux le rôle en vue duquel on faisait appel à son patriotisme. Mais ce patriotisme même lui faisait un devoir de ne pas se dérober à la tâche dont on désirait le charger. Quelques jours plus tard, il était à Versailles, recevait ses instructions et se mettait en route pour Berlin.

Il a raconté, et nous renvoyons le lecteur à son récit, ce que fut sa première entrevue avec le chancelier de l'Empire. Bismarck l'accueille avec courtoisie, mais il ne lui cache pas qu'il se défie des dispositions de la France et que, lorsqu'elle proclame par la voix de ses gouvernants qu'elle ne poursuit qu'une œuvre de paix, il ne croit pas à sa sincérité. Il sait bien qu'elle n'est pas encore en état de recommencer la guerre et qu'elle paiera sans difficulté les premiers milliards de l'indemnité; mais il prévoit que, lorsqu'il faudra payer les milliards complémentaires, elle se révoltera et prendra les armes. Il assigne même une date à cette levée de boucliers. C'est en 1874 qu'elle éclatera. Le chargé d'affaires proteste avec énergie en des termes qu'il n'y a pas lieu de reproduire ici. Mais le langage que lui a tenu Bismarck, il le retrouve dans les propos des sous-ordres du chancelier. C'est à l'un d'eux, Delbruck, sous-secrétaire d'Etat, que, lassé d'entendre des accusations imméritées, il fait une réponse qui nous le montre résolu à détruire partout où il les rencontrera les soupçons injustes dont son pays était l'objet.

Peu de temps avant, dans l'Est, des soldats allemands appartenant au corps d'occupation avaient été assassinés par des paysans. Traduits en cour d'assises par la juridiction française, les assassins avaient été acquittés et Delbruck, en des propos violents et amers, imputait au gouvernement de Thiers la responsabilité de cet acquittement : « Vous ne nous comprenez pas, s'écrie Gabriac. L'Allemagne est victorieuse; son régime intérieur

n'est pas contesté par les partis. Elle peut donc être calme. En est-il de même de nous? Le nouvel empire germanique a-t-il vu ses départements envahis, son territoire démembré? Doit-il payer une contribution de guerre écrasante? Puisqu'il n'en est pas ainsi, l'Allemagne devrait être modérée et ne pas donner tant de retentissement à quelques acquittements scandaleux. Est-il juste de faire tomber sur la France la faute de quelques personnes? Est-il juste de dire, comme le fait votre presse, que nous sommes une nation sans honneur? Il ne faut pas pousser un peuple au désespoir. Vous désirez la paix, je n'en doute pas, mais vous vous trompez si vous croyez l'assurer par un régime de dureté. Vous avez reconnu le légitime orgueil de la France; ne lui faites pas d'incurables blessures. Quand nous nous efforçons de libérer notre territoire et de tenir nos engagements, ne nous rendez pas la tâche impossible, car nous serions débordés par le parti radical et hors d'état de les remplir. »

Delbruck s'émeut de cette protestation, il bat en retraite, il reconnaît qu'il y a du vrai dans ce qu'il vient d'entendre et se contente d'observer qu'il faut de part et d'autre beaucoup de prudence.

Au lendemain de cette algarade, Gabriac écrivait à Rémusat, son ministre [1] : « Il y a un point qu'il sera bien important de faire accepter chez nous en principe, c'est qu'aujourd'hui, à quelque point de vue que l'on se place, celui de l'acceptation douloureuse du fait accompli ou celui d'une revanche dans l'avenir, le vrai patriotisme consiste à se taire. Imitons la Russie qui a dévoré en silence pendant quinze ans l'outrage de la limitation de sa flotte dans la mer Noire et qui n'a élevé la voix que le jour où elle a été à même de déchirer un traité humiliant. L'exemple que donne le gouvernement français devrait bien être imité par le pays, car on ne saurait croire combien les provocations de la presse et celles de la tribune nous font du tort ici. Quand on n'est pas assez fort pour jeter quelqu'un à la porte, il faut l'inviter poliment à s'en aller et ne pas lui laisser comprendre que lorsqu'il aura franchi votre seuil on lui tirera un coup de revolver dans le dos. Mais je m'aperçois que je prêche un converti et qu'il est inutile d'insister auprès de vous. »

Ce langage répondait aux instructions que Gabriac avait reçues de Thiers au moment de quitter Versailles. « Gardez-vous, lui avait dit le président, de prendre un air mécontent, dédaigneux ou boudeur qui déplairait sans profit pour personne et vous fermerait toutes les portes. Il vaut mieux dévorer en silence les faits accomplis et faire bonne mine à mauvais jeu. »

[1] Cette lettre ne figure pas dans ses Souvenirs.

Le jeune chargé d'affaires ne pensait pas autrement et son attitude lui valut d'inspirer bientôt une confiance dont le prince de Bismarck et l'empereur lui-même lui donnèrent un témoignage au moment où il se préparait à quitter Berlin, le premier en allant lui-même à l'ambassade pour le remercier d'avoir favorisé la reprise des bons rapports, et le second en lui offrant la décoration de l'Aigle-Noir, que d'ailleurs le diplomate refusa, considérant qu'il ne lui convenait pas de l'accepter, alors que les armées allemandes occupaient encore une partie du territoire français.

Au terme de sa mission, il pouvait donc se féliciter d'avoir facilité la tâche de son successeur. Mais ce n'était pas sans avoir traversé des jours difficiles. Partout et à tout instant, il se heurtait à une opinion qui peut se résumer en quelques mots : L'Allemagne trouvait que la France se relevait trop vite. De là le langage haineux de la presse germanique. Les discours de Thiers à l'Assemblée nationale, ses visites dans les camps, toutes les entreprises ayant pour but la réorganisation militaire étaient prétextes à des articles violents, qui n'étaient que l'écho des récriminations du cabinet de Berlin, ou à des notes impertinentes du comte de Waldersée, chargé d'affaires d'Allemagne à Paris. Lutz, ministre de l'instruction publique en Bavière, étant venu à Berlin, déclare à un membre du corps diplomatique, qui répète le propos à Gabriac, « que la haine contre la France est plus forte que jamais ». Il ajoute « que les Alsaciens sont de vraies brutes qui ne peuvent comprendre les Allemands et que leur ignoble patois est inintelligible pour ceux-ci. Voilà, fait-il, le résultat de deux siècles d'abjection ».

De tels propos ne peuvent qu'offenser l'oreille du représentant de la France, mais ses yeux ne sont pas plus épargnés. Le retour de la garde impériale à Berlin donne lieu à des manifestations qui retentissent cruellement dans son cœur de patriote. A Cologne, à Cassel, à Francfort, à Hanovre, à Dresde, se déroule le même spectacle. Le kronprinz Frédéric revient exprès d'Angleterre pour célébrer à Munich le triomphe des armées allemandes. A la tête des officiers bavarois qui ont été ses auxiliaires pendant la campagne, il défile devant le roi Louis II.

D'autre part un rapprochement s'opère entre l'Autriche et l'Allemagne. Guillaume I[er] et François-Joseph, après une rencontre à Ischl, se retrouvent à Gastein, et le comte de Beust, chancelier austro-hongrois, assiste avec le prince de Bismarck aux divers entretiens qu'ont entre eux les deux empereurs. Il s'agit pour le vieux Guillaume de ramener entre son neveu Alexandre II et le souverain d'Autriche une confiance détruite par leurs rivalités en Turquie. François-Joseph par son attitude seconde cette tentative

pour plaire à l'Allemagne. Il donnera ainsi satisfaction aux quelques millions d'Allemands qu'il compte parmi ses sujets et s'assurera une base protectrice contre la dissolution des nationalités qui menace son empire depuis ses déboires en Italie. Redoutant un rapprochement entre la Russie et la Turquie qui affaiblirait sa situation en Orient, il cherche à le conjurer, pour contenter à la fois ses sujets slaves et ses sujets allemands sans altérer ses rapports avec ses sujets hongrois. Il veut enfin se faire pardonner ses sympathies françaises d'avant la guerre. Tel sera pour l'Autriche le résultat de l'entrevue de Gastein.

Ce résultat n'est pas moins avantageux pour l'Allemagne, puisque l'entrevue des souverains et de leurs chanceliers équivaut à la reconnaissance par l'Autriche de l'Empire allemand. Bismarck travaille à se créer ainsi partout des appuis contre la France. Il entrevoit déjà une alliance entre Vienne et Berlin. L'Autriche n'y est pas prête encore; elle hésite à aller jusque là. Mais c'est beaucoup pour Bismarck de s'être assuré de l'hommage du souverain qu'il combattait cinq ans plus tôt. Il ne néglige rien pour persuader à ses voisins que les menaces contre la paix ne peuvent venir que de la France et que c'est contre elle qu'il faut se protéger. Sa manœuvre est couronnée de succès et il peut se flatter d'avoir créé entre la Russie, l'Allemagne et l'Autriche une ligue en défiance du pays qu'il a vaincu.

L'attitude du comte de Beust lui facilite ce succès diplomatique. Le chancelier austro-hongrois déclare à propos de Bismarck, en se séparant de lui : « Nos deux esprits ont été comme une clef dans une serrure. » Il ne se rend pas compte que la personne maîtresse de l'entrée est celle qui a la clef en main.

Du reste aucun des deux hommes d'Etat qui semblent tenir en ce moment les destinées du monde ne prévoit qu'avant peu les esprits en Europe seront déconcertés par le vide que laisse la France dans le concert européen. « L'Europe, dira un diplomate, a toujours besoin d'être peu ou prou gouvernée. Aura-t-elle à se louer que la suprématie de la France soit remplacée par celle de Bismarck? Six mois de campagne ne donnent pas la prédominance intellectuelle et morale; il y faut des siècles. »

C'était l'opinion du marquis de Gabriac et, alors que tant d'événements contradictoires mais douloureux à son patriotisme se déroulaient sous ses yeux, il attendait avec confiance le jour plus ou moins prochain où, s'inquiétant déjà des entreprises de l'Allemagne avide d'établir son hégémonie sur le monde, les nations européennes reconnaîtraient qu'elles s'étaient trompées en laissant la France complètement à la merci du vainqueur et applaudiraient

à son relèvement avec l'espoir d'en tirer parti si le péril germanique devenait trop menaçant.

Entre temps le cabinet de Berlin et le cabinet de Versailles s'étaient entendus pour régulariser leurs relations diplomatiques. Le comte d'Arnim était nommé ambassadeur d'Allemagne à Paris et le vicomte de Gontaut-Biron, ambassadeur de France auprès de l'Empereur allemand. Les Mémoires de Gontaut, universellement connus aujourd'hui, nous dispensent de nous attarder au récit des événements qui caractérisent son ambassade. Elle embrasse une période de six années pendant lesquelles éclata la fameuse crise qui est entrée dans l'Histoire sous le nom de « crise de 1875 ». Nous n'en voulons retenir qu'un trait, à savoir que Bismarck ne pardonna jamais à Gontaut le rôle joué par celui-ci dans cette affaire et l'habileté avec laquelle il avait contribué, de concert avec le duc Decazes et le général Le Flô, à déjouer la manœuvre du chancelier.

Jusqu'à ce jour, et malgré les discussions toujours courtoises mais parfois assez vives qui les mettaient aux prises, les relations des deux personnages étaient restées cordiales. Bismarck se défiait des opinions royalistes de l'ambassadeur français, le rétablissement d'une monarchie en France étant considéré par lui comme le plus grand malheur qui pût arriver à l'Allemagne. Il disait volontiers que, tant que la France resterait en république, elle n'était pas à craindre et qu'elle ne deviendrait redoutable que si la royauté y était rétablie, parce qu'alors elle trouverait des alliances que le régime républicain ne lui permettait pas de contracter. Toutefois cette opinion, dont on retrouve les échos dans sa correspondance avec le comte d'Arnim et dans ses confidences à son historiographe Moritz Busch, n'était pas formulée par lui comme un grief contre le représentant de la France.

Mais il n'en fut plus de même après la crise de 1875. A dater de ce moment Gontaut devient de sa part l'objet d'une malveillance systématique. Il incrimine la faveur dont ce brillant gentilhomme, allié aux grandes familles de l'aristocratie mondiale, jouit à la cour de Berlin. Il ne lui pardonne pas d'y avoir accès et d'y être reçu presque comme un ami. Il l'accuse d'avoir inventé de toutes pièces, avec la complicité de l'impératrice Augusta et de la princesse royale, les projets belliqueux qu'on lui attribue et qu'il affirme n'avoir jamais existé. Il comprend dans la même accusation la reine de la Grande-Bretagne et le chancelier de Russie Gorchakoff. Mais, à l'en croire, c'est Gontaut qui a machiné cette intrigue et, dès lors, il lui voue un ressentiment qui ne s'apaisera plus. Il demande son rappel en alléguant que les opinions

légitimistes et ultramontaines de M. de Gontaut, ses relations d'amitié avec les adversaires du gouvernement allemand ne permettent pas que les rapports entre lui et le cabinet de Berlin restent satisfaisants. Si le gouvernement français veut que le prince de Bismarck lui conserve sa confiance, il doit remplacer M. de Gontaut. « Il y va de la bonne entente entre les deux pays. »

Ces propos étaient au plus haut degré calomnieux. Aussi le duc Decazes refusa-t-il d'obéir à l'injonction qui lui était faite. C'est seulement après sa chute que son successeur Waddington donna satisfaction au chancelier, ayant estimé que le maintien de Gontaut constituait une entrave à la bonne marche des affaires : le chancelier avait rompu ses relations personnelles avec l'ambassadeur et laissé à Bülow, le secrétaire d'Etat, le soin de le recevoir.

C'est au mois de décembre 1877 que Gontaut fut rappelé. A peine en possession de la nouvelle, Bismarck écrivait : « Le changement de l'ambassadeur de France m'a causé une joie extraordinaire. Si quelque chose pouvait développer chez nous la confiance dans les dispositions pacifiques de la France, c'est bien le rappel de Gontaut, qui avait noué d'étroites relations avec tous les éléments hostiles de l'empire ». Il entassait ainsi mensonges sur mensonges pour se justifier d'être resté deux ans sans recevoir l'ambassadeur de France. Mais les témoignages de sympathie et de regret que reçut celui-ci au moment de son départ infligent à ce langage un éclatant démenti. Gontaut était sacrifié à la haine de Bismarck.

II

Le comte de Saint-Vallier, qui venait d'être désigné par le gouvernement français pour remplacer Gontaut, appartenait depuis vingt-six ans à la carrière diplomatique. Né en 1833, il y était entré en 1852; attaché d'abord à la Légation de France à Lisbonne, il avait conquis tous ses grades dans divers postes, soit à l'étranger, soit à Paris. On peut le suivre à Munich, à Vienne, à Constantinople, puis à Paris au ministère d'Etat comme chef du cabinet de Rouher, à l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères et enfin à Stuttgart où, en 1868, il est envoyé comme ministre de France.

Durant les deux années de sa mission auprès du gouvernement wurtembergeois, il fut le confident des récriminations qu'arrachaient aux cabinets des Etats du Sud de l'Allemagne les visées que trahissait l'attitude de la Prusse. Leurs inquiétudes dataient de la guerre de 1866 et du traité de Prague. Ils redoutaient que

la Prusse ne s'efforçât de les englober dans le groupe qui formait la Confédération du Nord.

Les manifestations d'un particularisme qui dans ces divers Etats conservait la forme la plus vivace ne furent pas refroidies par les incidents qui se produisirent en Allemagne et en France quand éclata la nouvelle de la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne. Les Etats du Sud, à l'exception du grand-duché de Bade, prenaient entre eux, sinon d'une manière formelle, du moins implicitement, la résolution, si la guerre éclatait entre la Prusse et la France, de ne pas y participer. La diplomatie française accréditée dans ces royaumes tirait de l'attitude des gouvernants cette conclusion que, si un conflit éclatait entre la France et la Prusse, ceux-ci observeraient une neutralité rigoureuse. Mais le jour où le gouvernement français, ne se contentant pas du renoncement du prince de Hohenzollern à la couronne d'Espagne, voulut exiger du roi de Prusse qu'il se portât garant pour l'avenir de ce renoncement, tout changea; l'édifice particulariste s'écroulait et les gouvernements du Sud, oubliant leurs dispositions précédentes, se rangèrent avec plus ou moins de regret du côté de la Prusse. Ce fut pour le ministre de France une très cruelle déception et, comme ses collègues accrédités dans les capitales allemandes, il dut quitter son poste pour ne pas se trouver plus longtemps en pays ennemi. Du moins il avait appris à connaître l'Allemagne et les Allemands.

En 1871, après la conclusion de la paix, cette circonstance le désigna au choix du gouvernement français lorsque celui-ci eut à se donner un représentant auprès du maréchal de Manteuffel, commandant du corps d'occupation, afin de résoudre d'accord avec lui les difficultés qui éclataient à toute heure entre les troupes allemandes et les populations des pays qu'elles occupaient. Dans ces fonctions délicates, Saint-Vallier rendit de très importants services au cabinet de Versailles, dont il était le délégué, et sut gagner à ce point l'estime et la confiance des chefs allemands qu'à plusieurs reprises le vieux maréchal chanta ses louanges à Berlin et prépara de cette manière la faveur dont le jeune diplomate, quand il fut désigné pour aller y représenter la France, fut l'objet dès son arrivée.

Lorsqu'il prenait possession de son nouveau poste, la situation en Allemagne, comme d'ailleurs dans toute l'Europe, restait si troublée et si grosse de périls qu'il était difficile d'en prévoir l'issue. La guerre russo-turque venait de se terminer par les victoires de la Russie sur les Ottomans; le Congrès de Berlin, imposé au cabinet de Saint-Pétersbourg par l'Angleterre et par

l'Autriche, avec la complicité de Bismarck, se préparait à reviser le traité de San-Stefano. Les négociations engagées pour faire accepter d'avance au gouvernement russe les décisions que prendrait ce Congrès traînaient en longueur et se heurtaient à des obstacles dont l'Europe s'alarmait.

Des difficultés non moins graves, quoique d'une autre nature, se multipliaient à l'intérieur de l'empire. A la veille même du Congrès, elles allaient devenir plus inquiétantes, car déjà on sentait monter, autour des institutions impériales, le flot sans cesse grossissant du socialisme dont les progrès, dans ces dernières années, étaient devenus singulièrement encourageants pour les fauteurs de désordre. Les 69 voix qu'à Berlin les élections pour le Reichstag lui donnaient en 1867 avaient suivi une progression telle que dix ans plus tard, en 1877, il en recueillait plus de 30 000.

Les Allemands, qui s'étaient longtemps flattés d'être à l'abri de ce fléau et s'étaient plu à penser qu'il ne franchirait pas leurs frontières, le voyaient avec stupeur se développer. En 1876, Bismarck avouait que « le socialisme était avec l'ultramontanisme le plus grand ennemi que l'empire eût à combattre ». Après avoir affecté de prendre en pitié les pays que menaçaient les doctrines anarchistes, on s'alarmait maintenant et par toute l'Allemagne régnait une inquiétude qui était l'écho de l'immense déception dont souffrait, dans son orgueil, le gouvernement allemand. Tels sont, résumés à grands traits, les incidents qui, sans parler du Kulturkampf dont la fin s'annonçait, agitaient l'Allemagne au début de l'année 1878, lorsque Saint-Vallier débarquait dans la capitale. Le surlendemain, il recevait la visite du comte de Bülow, secrétaire d'Etat à la Wilhelmstrasse, lequel venait lui apprendre que l'empereur s'était informé de son arrivée et le recevrait aussitôt qu'il le demanderait. Bismarck, qui était alors à Varzin, lui faisait dire qu'il se réjouissait de sa nomination.

« Oui, ajouta Bülow, nous sommes heureux de vous voir ici, car vous représentez une politique absolument conforme aux vues pacifiques et amicales de notre gouvernement à l'égard de la France. Je suis en vous parlant ainsi, sans aucune espèce de réserve, l'organe du chancelier. Il n'en aurait pas été de même avant le 14 décembre qui a vu disparaître les hommes du 16 mai. Ils nous inspiraient des défiances bien motivées, car nous ne pouvions voir en eux que des serviteurs du parti ultramontain et le produit de la coalition des partis monarchiques, formée pour détruire la république et la remplacer par l'une des anciennes monarchies qui n'aurait pu se maintenir qu'en nous faisant la

guerre. Avec un ministre comme M. Waddington et un ambassadeur comme M. de Saint-Vallier, nous n'avons plus les mêmes craintes. »

Le secrétaire d'Etat terminait en décrivant le séduisant tableau de ce que seraient désormais les rapports de l'Allemagne avec la France et de leurs représentants. Il y mettait tant d'éloquence que Saint-Vallier glissait railleusement cette courte remarque : « Ce sera l'âge d'or. »

Il ne prenait pas au pied de la lettre cette brûlante déclaration d'amour. Il savait déjà par expérience qu'en Allemagne « rien ne s'oublie et que dans les cœurs allemands les rancunes et les griefs se transmettent comme un héritage ». Mais s'il se défendait ainsi d'illusions dangereuses, et qui lui auraient valu d'amers déboires, il n'en était pas moins heureux de l'accueil qu'il recevait du comte de Bülow et qui semblait de nature à faciliter sa mission.

Cet accueil ne fut pas démenti par celui que lui firent l'empereur Guillaume et le prince de Bismarck. Là encore il fut couvert de plus de fleurs qu'il n'en avait attendu; il débutait donc à Berlin sous les plus favorables auspices. Bismarck, étant venu le voir en rentrant de Varzin, lui avait dit que son discours à l'empereur, en présentant ses lettres de créance, répondait entièrement aux vues du cabinet de Berlin et définissait dans un langage doré le terrain sur lequel celui-ci voulait marcher de concert avec l'ambassadeur de France.

Dès ses premiers rapports avec les princes et princesses de la famille impériale, le monde de la cour et ses collègues du corps diplomatique, Saint-Vallier pouvait constater combien étaient nombreuses et graves les questions qui préoccupaient l'Allemagne et s'imposaient à l'attention de son gouvernement. Dans la pensée du prince de Bismarck l'heure était venue de substituer à la persécution contre l'Eglise une politique d'apaisement et de pacification; il consentait à répondre aux avances du Saint-Siège formulées par le pape Léon XIII et s'engageait, contrairement à ses résolutions antérieures, sur le chemin de Canossa, — transformation totale de sa politique et qui nécessitait de sa part une prodigieuse habileté pour que sa renommée dans l'empire ne fût pas atteinte.

Les difficultés de plus en plus accentuées que rencontrait en Alsace-Lorraine l'œuvre de germanisation étaient aussi une cause de soucis. Il fallait également tenir la main au développement de la puissance militaire de l'Allemagne. C'était de même la préparation du congrès de Berlin et les négociations engagées entre les puissances européennes pour résoudre les difficultés soulevées par la guerre russo-turque et par les victoires de la Russie. C'était enfin

les progrès vertigineux du socialisme, lesquels exigeaient des mesures immédiates et radicales pour porter remède à une situation devenue plus menaçante de jour en jour. Mais l'ambassadeur de France constatait aussi que, parmi ces préoccupations, les deux dernières dominaient en ce moment toutes les autres.

On sait que le gouvernement français ne prit part aux négociations qui précédèrent le congrès que pour déclarer qu'il était uniquement acquis à la cause de la paix et qu'il donnerait son concours à toute mesure susceptible d'en assurer le développement d'une manière conforme à la justice et à l'intérêt des populations. En fait, au mois de mai, la réunion du congrès était assurée par le consentement unanime de toutes les puissances. La date en était fixée au 13 juin et c'est le chancelier qui devait le présider. Quant à la question du socialisme, elle allait se poser, comme on le verra tout à l'heure, d'une manière imprévue et tragique. Mais entre temps surgissaient des incidents de nature très différente et qui donnaient tour à tour à l'ambassadeur de la République des satisfactions et des inquiétudes.

Son idéal consistait à établir avec le cabinet de Berlin des relations cordiales et à dissiper toutes les causes de dissentiment. Il avait amèrement regretté que l'Allemagne eût refusé de participer à l'Exposition universelle qui devait s'ouvrir à Paris en 1878. Il était maintenant trop tard pour qu'il pût espérer qu'elle reviendrait sur cette décision, mais il n'en était pas de même pour l'Exposition des Beaux-Arts, à laquelle le gouvernement allemand pouvait concourir par le simple envoi des œuvres de peinture et de statuaire qu'il possédait dans ses musées ou dans ses collections particulières. Pénétré de la pensée qu'il pouvait y avoir là pour la France l'occasion d'une victoire diplomatique, Saint-Vallier avait rédigé un projet qu'il présenta à la Wilhelmstrasse; le secrétaire d'Etat Bülow le reçut de ses mains pour le soumettre au chancelier. Peu de jours après, le baron de Holstein, secrétaire de la chancellerie, venait faire à Saint-Vallier, de la part de Bismarck, une déclaration qui comblait ses vœux. Le gouvernement consentait à prendre part à l'Exposition des Beaux-Arts. « Je suis chargé de vous dire, ajouta l'envoyé du chancelier, qu'en vous choisissant pour venir la représenter à Berlin, la République Française nous a remis une carte de visite amicale qui appelait la nôtre et que nous sommes heureux de lui rendre ».

C'était pour les débuts de l'ambassadeur un succès qui lui permettait d'augurer favorablement des démarches qu'il pourrait avoir à faire dans l'avenir. Le 6 mars, le prince Rodolphe, archiduc héritier d'Autriche, étant venu à Berlin, offrit un dîner à l'Empe-

reur Guillaume à l'ambassade austro-hongroise. Saint-Vallier y fut convié et profita de l'occasion pour remercier le souverain allemand. Mais, dès ses premières paroles, Guillaume Ier l'interrompit : « Ne me remerciez pas, Monsieur l'Ambassadeur, fit-il; c'est moi qui devrais vous remercier, puisque votre attitude depuis que vous êtes parmi nous me permet aujourd'hui de prendre une décision qui répond à mes plus vifs désirs. J'avais vivement regretté de ne pouvoir la prendre à une autre époque, bien que je fusse animé déjà des mêmes sentiments qu'aujourd'hui; mais j'avais dû m'incliner, en souverain respectueux de la Constitution, devant l'avis unanime de mes ministres; il était alors contraire au mien et je me réjouis qu'il soit devenu aujourd'hui, grâce à vos efforts, conforme à mon propre sentiment. Je vous promets de contribuer à l'éclat de votre exposition en y envoyant les plus beaux tableaux de mes palais; je vois dans ma décision un gage de concorde profitable à nos deux pays. »

En présence de cette déclaration, Saint-Vallier était autorisé à se demander si « cet âge d'or » annoncé par Bülow dans leur premier entretien allait produire d'autres heureux effets. Peut-être put-il en douter lorsque, durant les jours suivants, la lecture des journaux allemands lui apporta la preuve que tout le monde à Berlin n'approuvait pas la décision impériale. On en était plus surpris que satisfait; on allait même jusqu'à taxer d'inconséquence la conduite du gouvernement allemand.

Une autre circonstance vint d'ailleurs jeter un nuage sur la satisfaction de Saint-Vallier. Une ambassade marocaine était arrivée à Berlin et avait reçu l'accueil le plus empressé. Des chevaux et des voitures de la cour, des piqueurs des écuries impériales avaient été mis à la disposition des envoyés du sultan du Maroc; des revues avaient été données en leur honneur; on leur avait offert des loges au théâtre et des dîners au palais impérial. Lorsqu'ils étaient partis, ils avaient été accompagnés à la frontière par une escorte d'honneur et l'empereur avait voulu payer sur sa cassette tous leurs frais de voyage et de séjour. Le général Chanzy, gouverneur de l'Algérie, s'était ému de cette réception; on n'eût pas mieux fait pour un souverain. Il craignait que, dès ce moment, l'Allemagne n'essayât d'obtenir un port sur la côte du Maroc ou sur celle de Tripoli.

Saint-Vallier, consulté, n'en disconvint pas. Mais il ne croyait pas que Berlin eût un objectif immédiat. On avait voulu laisser aux envoyés marocains une impression favorable et durable de leur séjour en Allemagne et les éblouir par le spectacle de la puissance militaire de l'empire, qu'on leur avait fait admirer

chaque jour dans des revues et des manœuvres. On espérait que, grâce à la bienveillance de l'empereur et de la cour, ils seraient disposés, en rentrant dans leur pays, à y préparer un terrain propice à l'influence allemande, lequel pourrait être utilisé plus tard. On avait posé des jalons pour avoir sous la main, le cas échéant, un facteur efficace. Pour dissimuler ces intentions, on avait feint de travailler surtout à obtenir du Maroc une commande pour les usines d'Essen, que les envoyés avaient visitées avant de quitter la Prusse pour aller par la Suisse s'embarquer à Marseille.

Après cette explication, Saint-Vallier, en homme soupçonneux et prévoyant, était d'avis qu'il fallait tenir compte des renseignements donnés par le général Chanzy et veiller, à Berlin, à Tanger et en Algérie, sur les faits et gestes des Allemands et des Marocains. A ce moment, c'est-à-dire à la veille du congrès, Bismarck n'avait pas fait encore à la France les ouvertures sur la Tunisie qu'entendit quelques jours plus tard Waddington dans la bouche du chancelier; et si notre ambassadeur trouvait exagérées les craintes de Chanzy en tant que menace d'un effet immédiat, il ne les écartait pas pour l'avenir, donnant ainsi comme lui un témoignage de sa perspicacité. L'année 1878 n'était pas encore achevée que les ambitions coloniales allemandes se faisaient jour à travers les multiples incidents de la politique impériale.

Elles s'étaient éveillées déjà en 1866 dans la Confédération et plus particulièrement dans les villes hanséatiques, mais la résistance de la Prusse en avait entravé l'expansion et en fait elles s'étaient endormies. Persévérant dans un principe qu'il déclarait conforme à l'intérêt de la monarchie prussienne, Bismarck avait écarté diverses offres venues de l'extérieur, formulées par des puissances secondaires qui voulaient se défaire de colonies improductives. La Hollande avait offert l'île de Curaçao; le Danemark, l'île de Sainte-Croix, et après le départ des ambassadeurs marocains, ou apprenait en Allemagne qu'ils avaient proposé de lui ouvrir un port sur la côte du Riff où elle pourrait établir un dépôt de charbon, un bassin de radoub et même construire un fort de défense. « Nous avons refusé, racontait Bismarck lorsqu'il rappelait ces souvenirs. Curaçao est une terre inculte; à Sainte-Croix les indigènes massacreraient nos colons, et quant au Maroc, nous ne pourrions y prendre pied sans entrer en conflit avec l'Espagne. »

Désormais l'opinion du chancelier, à la faveur d'un incident qui se produisait au mois de novembre dans l'archipel des Navigateurs, à l'île de Samoa, prenait une autre direction. L'initiative privée avait créé dans cette île un petit établissement allemand,

d'un caractère purement commercial, mais qu'il était devenu nécessaire de protéger. Un navire de guerre y fut envoyé à cet effet, non sans provoquer les défiances des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Il y eut une discussion dans le Conseil des ministres afin de décider quelle réponse il convenait de faire à ces deux gouvernements. Le chancelier, à l'avis duquel s'était rangé le prince impérial, soutint qu'il était de l'intérêt de l'Allemagne de n'avoir pas de colonies. « Elle commence à peine à être puissance maritime, dit-il, et ne peut espérer d'égaler l'Angleterre, la France ou l'Espagne qui sont colonisatrices depuis des siècles. Pour dominer des populations barbares et posséder des territoires d'une valeur contestable nous nous exposerions à de graves embarras, à des risques excessifs et à beaucoup de dépenses dont nous ne tirerions aucun profit. »

A la suite de ce conseil, les entreprises coloniales parurent abandonnées. Mais elles ne l'étaient que provisoirement et Saint-Vallier pouvait prédire qu'elles reprendraient une vie nouvelle et plus intense lorsque l'Allemagne posséderait une importante flotte de guerre. C'était aussi l'avis de Bismarck. Mais son sentiment à cet égard devait encore se modifier sous la poussée des influences contraires qui s'exerçaient dans l'empire depuis la prise de possession de l'île de Samoa. Dès 1880 on verra le gouvernement et la presse à ses gages vanter les avantages d'un empire colonial. La pensée dont s'inspirent alors les ambitieux promoteurs de cette doctrine nouvelle est d'amener peu à peu l'opinion allemande à se convaincre du profit qu'il y aurait à changer le courant de l'émigration qui s'est porté jusque là vers les Etat-Unis et à le diriger vers des territoires qui appartiendraient à la mère-patrie et dont elle assurerait la prospérité.

Pour comprendre ce désir qui se manifestait pour la première fois, il faut se rappeler l'importance qu'avait prise depuis dix ans, c'est-à-dire depuis la guerre de 1870, l'émigration allemande. Les lourds impôts, les exigences du service militaire, la crise agricole et industrielle l'avaient rendue plus importante et plus active. Elle résultait, on le voit, de la situation intérieure de l'empire et du malaise économique, mais elle se fortifiait aussi par suite de l'imagination vagabonde du Germain et de son esprit d'aventure, se développant ou se ralentissant tour à tour, suivant les bonnes ou les mauvaises années. Dans la Saxe, en Bavière, en Posnanie, on voyait s'expatrier des villages entiers, se dépeupler des contrées agricoles dont les habitants, découragés par les mauvaises récoltes, ruinés par les impôts, décimés par la loi militaire, abandonnaient leurs cabanes et leurs terres, sans même

toujours trouver à les vendre, pour s'enfuir vers l'Eldorado américain où les attiraient les parents et les amis qui les y avaient précédés. Beaucoup succombaient dans ce long voyage; ceux qui arrivaient au terme n'y trouvaient pas tous la richesse rêvée; mais l'exemple de quelques pionniers du Far-West suffisait pour encourager et enflammer les autres. Du reste, leur existence dût-elle demeurer précaire, ils considéraient comme un bien inestimable qui leur était assuré d'avoir affranchi leurs fils de l'esclavage militaire de l'empire.

Au surplus, transportés dans le nouveau monde, ils n'y oubliaient pas la patrie. Ils lui demeuraient fidèles, s'intéressaient à sa grandeur, donnaient leur concours à toutes les œuvres auxquelles ils pouvaient participer, conservant leur langue, leurs mœurs, leurs coutumes. Des écoles allemandes, des temples allemands, des journaux en langue allemande, des librairies pourvues surtout d'ouvrages allemands surgissaient comme par miracle partout où se créait un centre de population germanique. On avait pu apprécier pendant la guerre de 1870 combien les Allemands établis en Amérique s'étaient passionnés pour la cause de la métropole et nous les avons vus en ces derniers temps se passionner encore davantage pour la mère-patrie et pousser le dévouement qu'ils lui ont conservé jusqu'à trahir le noble et grand pays où ils avaient reçu l'hospitalité.

Mais, malgré la vivacité de ces sentiments, on objectait, à l'époque dont nous parlons, que ces émigrés n'étaient plus les sujets de l'empire et que les éléments si considérables qu'ils représentaient étaient perdus pour l'Etat. Aussi le gouvernement avait-il cherché, à diverses reprises, à entraver le courant de l'émigration. Il avait successivement tenté de le diriger vers les régions incultes de la Prusse orientale ou vers l'Alsace-Lorraine. Mais le sol pauvre et glacé de la première et l'hostilité marquée des habitants de la seconde avaient rendu vaines ces tentatives. C'est ainsi qu'avait pris faveur avec une énergie extraordinaire l'idée de créer des colonies lointaines dans des parages où l'Allemagne pourrait acquérir des territoires vierges encore de toute domination européenne, et d'y porter peu à peu les émigrants en les tentant par la perspective d'avantages plus grands qu'aux Etats-Unis : terres fertiles largement distribuées, concours financier pour les frais de premier établissement, transport gratuit; et surtout en faisant vibrer la note patriotique d'un grand service à rendre à l'Allemage, de nouveaux domaines à lui assurer, d'importants débouchés à donner à son commence, à son industrie; en donnant enfin aux colons la satisfaction de demeurer sujets de

l'empire sans être astreints aux impôts et aux charges de la métropole. A la faveur de ces considérations, le gouvernement germanique était conduit à modifier la politique qu'il avait pratiquée jusque-là quant à son action au-delà des mers et, quelques mois après son arrivée à Berlin, l'ambassadeur de France voyait s'ouvrir la voie dans laquelle l'Allemagne allait marcher à grands pas vers le but, atteint depuis, de se constituer un empire colonial vaste et puissant.

Cette résolution prise, le gouvernement ne reculera devant aucun moyen pour en assurer le succès. Ses journaux ne cesseront pas d'appeler l'attention sur le brillant avenir que promet au commerce allemand cette importante entreprise. Dès 1880, il fondera une grande société coloniale océanienne dont le développement sera le principal levier dont il compte se servir. Dans des tableaux statistiques publiés périodiquement, il montrera les incessants progrès des échanges de l'Allemagne avec ses établissements océaniens.

Ces progrès sont attestés ainsi par des chiffres qui mettent en lumière l'importance des avantages rémunérateurs ; ils démontrent non sans orgueil que, tandis qu'en 1868 le total des exportations allemandes n'atteignait pas 750 000 marks, en 1880 il avait sextuplé. Dès lors, quel avenir colonial n'était pas réservé à l'Allemagne ! Bien qu'encore à ce moment elle ne parût le chercher qu'en Océanie et que ses espérances ne semblassent pas se porter sur les contrées riveraines de la Méditerranée, ne pouvait-on prévoir qu'un jour viendrait où ses ambitions encore limitées ne subiraient plus aucun frein et se porteraient vers des rivages où d'autres nations s'étaient constitué de vastes possessions ? L'Afrique et l'Asie étaient, comme l'Océanie, des proies bonnes à saisir et d'autant plus enviables que depuis longtemps ces pays étaient prospères. Ce n'était là, d'ailleurs qu'une hypothèse et, en supposant qu'en 1878 les débuts de la puissance coloniale de l'Allemagne eussent été de nature à inspirer à la France des inquiétudes pour son empire africain, elle allait bientôt se rassurer par suite des propos du prince de Bismarck à Waddington, venu à Berlin pour prendre part au congrès, et au comte de Saint-Vallier, déjà désigné en sa qualité d'ambassadeur pour y siéger avec lui.

Mais avant de les rappeler, nous devons mentionner un événement qui venait assombrir tout à coup la période solennelle dont se réjouissaient les Berlinois en raison des distractions qu'elle leur promettait. Le 11 mai, au retour d'une promenade dans la capitale avec sa fille, la grande-duchesse de Bade, l'empereur rentrait au palais lorsqu'un ferblantier de Leipzig, nommé Hædel, qui l'attendait au passage, tira sur lui un coup de revolver. Heu-

reusement, Guillaume Ier ne fut pas atteint et l'assassin se laissa arrêter sans opposer aucune résistance.

Bien que cette tentative de meurtre n'eût pas abouti, elle produisit par toute l'Allemagne une émotion considérable que le gouvernement interpréta comme la preuve que le pays, qui aimait et respectait son vieux souverain, demandait des lois de répression. Un projet qui livrait à la police la liberté de la presse, la liberté d'association et la liberté de réunion fut déposé au Reichstag. Contrairement à l'attente du chancelier, ce projet eut pour effet immédiat de provoquer une réaction violente. Dans la pensée de la partie la plus éclairée de la nation, c'était par des réformes et non par des lois d'exception qu'après avoir châtié inexorablement un forfait abominable, il fallait en conjurer le retour. Mais le 2 juin, avant qu'un débat se fût ouvert au Reichstag sur ce point, l'empereur était l'objet d'un second attentat et celui-là plus grave que le premier. L'auteur, un certain docteur Nobiling, homme de condition assez relevée, avait tenté de tuer le souverain à l'aide d'un fusil de chasse. L'attentat n'avait réussi qu'à moitié; aucune des blessures n'était mortelle, mais elles étaient assez nombreuses pour occasionner une perte de sang qui n'était pas sans danger, étant donné l'âge de la victime. Après les avoir examinées, les médecins déclarèrent que l'état de l'empereur ne s'améliorerait que s'il se condamnait à un repos absolu. Lui-même comprenait qu'il n'était pas en état de s'occuper des choses du gouvernement. Sa famille le pressait d'ailleurs de renoncer provisoirement à l'exercice du pouvoir et de confier la régence au prince impérial. Ce n'est pas sans regret ni sans appréhension qu'il se décida à nommer son fils régent de l'empire pendant la durée de sa maladie, regret d'autant plus vif qu'il savait le Kronprinz hostile aux mesures exceptionnelles de rigueur dont lui-même, en reprenant connaissance après l'attentat, avait violemment affirmé la nécessité.

Si de telles mesures pouvaient suffire à désarmer l'anarchie, elles eussent été justifiées en cette circonstance par le langage de Nobiling : « Oui, j'ai voulu tuer l'empereur, avouait-il dans son premier interrogatoire, et je regrette qu'il ne soit pas mort. J'avais cependant tout fait pour que les blessures fussent mortelles. Mais si j'ai manqué mon coup, un autre réussira. J'ai laissé derrière moi cinquante compagnons prêts à recommencer; ils ont juré de marcher comme moi, si comme moi ils sont désignés par le sort pour en finir non seulement avec Guillaume Ier mais encore avec ses successeurs, et ce qui se passe en Allemagne se passera dans tous les pays; nous ne voulons plus d'empereurs ni de rois. »

Ce langage menaçant porté par les journaux à la connaissance

de leurs lecteurs terrorisait ceux-ci. Il était évident qu'on se trouvait en présence d'un complot dont les auteurs répandus à cette heure par toute l'Europe ne reculeraient devant aucun moyen pour réaliser leurs projets criminels. On rappelait qu'à Saint-Pétersbourg, quelques semaines plus tôt, le tsar Alexandre II avait failli périr sous le plomb d'un assassin. Ce souvenir de date si récente, rapproché des deux tentatives de meurtre dont Berlin venait d'être le théâtre, ne prouvait que trop combien était grand le péril qui menaçait les souverains de tous les Etats. Eux-mêmes s'en rendaient compte. Le 18 juin, l'ambassadeur de France étant allé à Dresde pour porter au roi et à la reine de Saxe, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de leur mariage, les félicitations du maréchal de Mac-Mahon, président de la République Française, ils ne lui avaient pas dissimulé les inquiétudes que leur causaient les forfaits anarchistes. Ils s'alarmaient de l'état de l'Allemagne, révélé par les attentats et confirmé chaque jour par des offenses contre l'empereur, par les lettres anonymes qu'il recevait et qui lui annonçaient qu'il serait assassiné s'il osait se montrer dans les rues de la capitale.

Il est cependant remarquable que, sauf dans le monde de la Cour et dans les milieux militaires, personne ne paraissait vouloir des lois d'exception. Ces projets déposés au Reichstag étaient généralement désapprouvés. Le prince de Bismarck n'en était pas moins résolu à les défendre, bien que l'attitude des députés témoignât d'une ferme volonté de les repousser. Le 8 juin, huit jours après l'attentat, ils les condamnaient par un vote auquel le pays paraissait disposé à applaudir. Mais comme le vote venait d'être émis, le chancelier se levait et donnait lecture d'un rescrit impérial qui prononçait la dissolution du Reichstag ; un autre décret convoquait les électeurs de l'empire pour le 30 juillet suivant.

Les députés dont le nom sortit des urnes et qui allaient former le nouveau Reichstag étaient en majorité plus complaisants que ceux qu'ils venaient remplacer. Il s'y trouvait cependant plusieurs membres résolus à refuser leurs voix au gouvernement, et en particulier ceux d'Alsace-Lorraine où le vote des électeurs des deux provinces avait prouvé leur fidélité à la France et le peu d'influence du germanisme. Partout ses candidats avaient été battus ; le parti autonomiste mordait la poussière et des noms chers aux amis de la France reparaissaient au Reichstag. A cette occasion, les journaux de Paris ayant constaté que les pays annexés n'avaient rien oublié, la presse allemande répondit qu'ils n'avaient rien appris et que c'était tant pis pour eux s'ils faisaient ajourner « les bienfaits qu'on leur réservait ».

A la veille de l'ouverture de la session, annoncée pour le 9 septembre, une opposition très vive s'agitait contre les lois nouvelles; le chancelier était contraint pour obtenir certaines concessions d'en promettre plusieurs autres; il cherchait un terrain d'entente pour annihiler ses adversaires, mais le parti du Centre ne se prêtait pas à des arrangements tels que les souhaitait Bismarck. L'un des chefs de ce grand parti, Schorlemer-Alst, avouait nettement qu'il repousserait les lois antilibérales : « Si l'on m'offrait d'un côté la paix religieuse, disait-il, telle qu'elle existait avant le Kulturkampf et de l'autre la restriction des libertés publiques et l'augmentation des impôts, je me refuserais à cette transaction. La liberté religieuse ne peut exister sans la liberté civile, ni la liberté civile sans la liberté religieuse, et ces deux biens étant inséparables, toute transaction est impossible. » On pouvait donc craindre qu'une fois de plus les projets gouvernementaux ne fussent repoussés par le nouveau Reichstag comme ils l'avaient été par l'ancien. Mais cette éventualité ne se produisit pas, l'habileté du chancelier, son consentement à diverses modifications eurent raison de tous les obstacles et finalement la loi fut votée à la fin d'octobre.

Son application suivit immédiatement le vote. Déjà dans Berlin l'autorité militaire avait été investie de pouvoirs dictatoriaux : postes doublés et visités à tout instant, les soldats munis de cartouches à balle, la capitale sillonnée de patrouilles nuit et jour; mêmes mesures dans les grandes villes et enfin, de toutes parts, affirmation par les journaux officieux de l'existence au dedans et au dehors de groupements anarchistes. Vraies ou inventées, ces rumeurs amenaient les populations à se résigner à ces mesures rigoureuses.

Néanmoins les socialistes redoublaient d'audace et les innombrables condamnations prononcées par les tribunaux restaient sans effet comme si elles n'eussent plus effrayé personne. Un témoin écrivait : « Une explosion serait à craindre dans un pays moins accoutumé à se plier sous le joug d'une discipline de fer; mais le gouvernement s'appuie sur deux forces puissantes et encore intactes, une dynastie respectée et incontestée, une armée fidèle et résolue. »

Au cours de ces événements l'empereur s'était peu à peu rétabli et à Kissingen, où s'achevait sa convalescence, il s'irritait des accrocs que subissait l'exécution de sa volonté. Il en accusait son fils, sachant que celui-ci n'approuvait pas les atteintes portées à la liberté et les dépenses engagées par le gouvernement sous le prétexte de défendre l'empire contre les fauteurs de complots alors que la misère des classes ouvrières était à son comble. Lassé des reproches de son père, le Kronprinz déclarait qu'il avait hâte de ne plus

gouverner et c'est avec une satisfaction marquée qu'il vit l'empereur reprendre les rênes du gouvernement, malgré les supplications de l'impératrice qui aurait voulu qu'il prolongeât sa période de repos.

Au mois de janvier 1879, Guillaume Ier, rentré à Berlin, recevait le corps diplomatique et lui annonçait l'intention de former contre les assassins une Sainte-Alliance entre les chefs d'Etat. Il s'engageait à ne pas faillir à sa tâche, mais il comptait sur l'aide des autres gouvernements. Il disait à l'ambassadeur de Russie : « Ecrivez à mon neveu que si j'étais moins vieux et moins brisé j'irais le trouver à Saint-Pétersbourg pour fêter avec lui la Saint Georges et m'unir à lui dans un serment commun et dans une confraternité d'armes et de danger au moment de commencer la croisade moderne contre les hommes de crime et de désordre. »

C'étaient là des paroles de combat destinées à rester sans écho. La Sainte-Alliance dont parlait le vieil empereur était inexécutable dans l'état où se trouvait l'Europe, en proie à des rivalités que le congrès de Berlin, bien qu'il se fût flatté de les éteindre, laissait, malgré les apparences contraires, aussi vives qu'avant la signature du traité qui avait couronné ses travaux. Ils s'étaient terminés au mois de septembre, et les plénipotentiaires s'étaient séparés en se félicitant d'avoir assuré à l'Europe une ère de paix solide et durable.

Les péripéties et les débats auxquels avait donné lieu cette réunion diplomatique sont définitivement entrés dans l'histoire et sont aujourd'hui trop connus dans leurs origines, leurs incidents et leurs conséquences pour qu'il soit utile d'en rappeler les détails. Nous n'en retiendrons ici que ce qui est de nature à démontrer que le prince de Bismarck y trouva l'occasion de manifester envers la France les sentiments bienveillants dont le comte de Saint-Vallier à son arrivée à Berlin avait recueilli les témoignages de la bouche du chancelier et de celle de l'empereur. Ce n'était au surplus qu'un début dans la voie nouvelle où s'était engagée l'Allemagne envers la nation qu'elle avait vaincue et spoliée en 1870. Autant il s'était montré défiant envers Gabriac, soupçonneux et même malveillant envers Gontaut-Biron, autant maintenant il allait être tout miel et tout sucre envers Saint-Vallier.

III

Cette bienveillance inattendue s'était manifestée dès qu'il avait été question de la réunion d'un congrès à Berlin, pour reviser le traité de San-Stefano. On sait que d'abord le chancelier, alléguant que l'Allemagne était désintéressée dans la question, avait refusé

de participer à cette réunion diplomatique; c'est seulement à la demande formelle du comte Andrassy, chancelier d'Autriche-Hongrie, qu'il s'était décidé à y prendre place et avait consenti à ce qu'elle eût lieu à Berlin. Constatant alors que le gouvernement français ne tenait pas à s'y faire représenter, il s'était ingénié à le convaincre de la nécessité de sa présence parmi les plénipotentiaires dont la mission consistait à pacifier l'Orient.

Son désir d'attirer la France dans cette grande manifestation était tel qu'il avait offert à Waddington la présidence du congrès, offre assurément flatteuse pour notre pays, mais que son représentant avait eu la sagesse de décliner, considérant qu'à cette heure encore, la France, tout entière à son relèvement, ne devait pas se donner l'apparence de prendre des initiatives en ce qui concernait la direction des affaires européennes. Mais, sur les instances pressantes de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Angleterre, il avait consenti à siéger dans le congrès, assisté de Saint-Vallier et de Desprez. Presqu'aussitôt il était récompensé de son consentement.

A cette heure, le gouvernement français se heurtait en Tunisie, où il s'efforçait de maintenir son influence séculaire, à l'hostilité déclarée du Bey d'alors, dont notre consul général à Tunis avait depuis longtemps à se plaindre, hostilité d'autant plus irritante et dangereuse que la résistance de ce potentat rencontrait à Constantinople un appui effectif. Sur cette terre africaine, limitrophe de nos possessions algériennes, il provoquait et favorisait les intrigues qui menaçaient la sécurité de notre colonie et qui se traduisaient souvent par des incursions de tribus voisines en deçà de notre frontière. Le gouvernement français, bien qu'il s'efforçât de dénouer pacifiquement ces difficultés, s'était vu obligé à plusieurs reprises de défendre par les armes l'accès de son territoire. Mais le Bey de Tunis, dont le successeur est devenu depuis notre protégé très loyal et notre ami très dévoué, persistait à nous témoigner son mauvais vouloir et à se dérober aux demandes légitimes que nous lui adressions pour mettre un terme à une situation qu'il semblait prendre à cœur de rendre intolérable.

Au cours des loisirs que lui laissaient les travaux du congrès, le chancelier d'Allemagne, causant avec les plénipotentiaires français, s'était étonné de la longanimité de notre gouvernement envers le prince tunisien et, dans des entretiens caractérisés par leur cordialité, il les invitait à en finir avec ce péril en prenant possession de la Tunisie : « C'est une terre qui vous appartient de droit. Elle doit vous revenir tôt ou tard. Sa possession sera la sauvegarde de votre sécurité dans votre colonie algérienne et de votre influence dans le bassin de la Méditerranée. Allez-y, vous ne m'y

trouverez pas et je me ferai un devoir de vous seconder à cet effet dans la mesure où je le pourrai. »

Dans ses conversations avec les plénipotentiaires anglais et italiens qu'il savait peu disposés à laisser la puissance française se développer sur les rivages africains, il exprimait la même opinion. « A mon sens, leur déclarait-il, la Tunisie fait partie du domaine français et ne peut lui être disputée par aucune puissance. Je crois devoir vous prévenir que, si la France jugeait à propos de s'en emparer, elle aurait l'appui de l'Allemagne. »

Bien que Waddington et Saint-Vallier eussent ainsi constaté que les entreprises de leur gouvernement en Tunisie ne rencontreraient de la part de Bismarck que des encouragements, ils étaient d'avis qu'il n'y avait pas lieu encore pour la France de renoncer, dans ses rapports avec le Bey, aux procédés de conciliation, mais elle ne recevait de son attitude aucun résultat satisfaisant. A la fin de l'année 1878, la situation en Tunisie était devenue intolérable et de plus en plus s'accusait la nécessité de mesures énergiques.

Dans la dernière semaine de décembre 1878, Bismarck, qui se trouvait alors à Friedrichsruhe, invita le comte de Saint-Vallier à venir y passer quelques jours auprès de lui. L'ambassadeur se rendit à cette invitation le 5 janvier suivant. Dès son premier entretien avec son hôte, il entendit, plus accentués encore qu'à Berlin, les propos bienveillants et encourageants que celui-ci lui avait déjà tenus. : « Eh! bien, lui fut-il dit, je crois que la poire tunisienne est mûre et qu'il est temps pour vous de la cueillir. L'insolence du Bey a été le soleil d'août de ce fruit africain qui pourrait bien maintenant se gâter ou être pris par un autre si vous le laissiez trop longtemps sur l'arbre. J'ignore si cela vous tente et ce que vous voulez faire, mais je tiens à vous rappeler ce que j'ai dit en juillet à M. Waddington; mon désir est de vous donner des gages de bon vouloir dans les questions qui vous touchent et où il n'y a pas d'intérêts allemands opposés aux vôtres. »

Saint-Vallier remerciait. Mais Bismarck reprenait : « Ce n'est que juste, car j'apprécie les efforts que vous avez faits, lui et vous, pour apaiser les passions et ramener la sécurité et la confiance entre nos deux pays. Je tiens trop à la paix pour ne pas apprécier la valeur du service et je désire le reconnaître. Je me félicite donc que l'affaire de Tunis me donne l'occasion de vous déclarer que M. Waddington au ministère et vous ici vous êtes à mes yeux des gages de paix et d'entente. Je connais vos difficultés intérieures et je veux vous aider à donner à votre opinion publique des satisfactions nécessaires pour un grand peuple qui

a souffert et qui a besoin de sentir qu'on le respecte à l'étranger. L'intérêt de ma politique me commande d'ailleurs cette conduite, car pas plus que l'empereur, qui veut mourir glorieux et tranquille, je ne me soucie d'avoir encore en ma vie une autre guerre sur les bras. Je ne veux plus d'annexions, je vous l'ai déjà dit; nous n'en avons fait que trop. Je repousse donc les aventures et je tiens au calme et à la sécurité garantis par des rapports amicaux. »

Saint-Vallier n'était pas surpris de ces propos car, à plusieurs reprises, il en avait entendu d'analogues. Il n'en ressentait pas moins une grande satisfaction, car ils lui prouvaient que l'âge d'or annoncé par Bülow ne serait pas un vain mot et qu'il faciliterait la politique de paix qui s'imposait pour longtemps à la France, puisqu'elle n'était pas en état de faire la guerre.

« On a dit, continuait Bismarck, que j'étais favorable à la République en France, parce que j'y voyais une cause de faiblesse pour votre pays. Le traître Arnim a voulu accréditer cette calomnie; la vérité, c'est que la République sage et modérée comme vous l'avez en ce moment est à mes yeux une garantie de paix, parce qu'elle n'a pas besoin de redorer dans le creuset de la victoire le prestige indispensable aux dynasties sans racine comme la dernière que vous avez eue. Voilà pourquoi je souhaite le maintien de la République en France; voilà pourquoi je suis prêt à vous seconder dans vos entreprises non contraires à nos intérêts. Je crois qu'il faut au peuple français des satisfactions d'amour-propre, et je désire vivement lui voir obtenir celles qu'il peut rechercher dans le bassin de la Méditerranée, sa sphère d'expansion naturelle. Plus il aura de succès de ce côté, moins il sera porté à faire valoir contre nous des griefs et des douleurs, dont je ne discute pas la légitimité, mais qu'il n'est pas en notre pouvoir d'apaiser. »

Bismarck terminait en annonçant confidentiellement à son interlocuteur qu'il avait conseillé aux gouvernements amis d'inviter leurs agents à Tunis à la modération.

Saint-Vallier ne pouvait que se réjouir de ce qu'il venait d'entendre. Mais certaines de ces affirmations le laissaient incrédule, notamment celle qu'avait émise Bismarck en faveur de la République. Lorsqu'il déclarait que ce n'était pas pour affaiblir la France qu'il souhaitait qu'elle conservât cette forme de gouvernement, il ne disait pas la vérité. Ses confidents savaient déjà, et il devait encore le leur répéter, que, selon lui, une France républicaine ne trouverait pas d'alliances en Europe, et que sans alliances elle ne pourrait jamais entreprendre une guerre de

revanche. Dans presque toutes les paroles prononcées par lui relativement à notre pays, il y a toujours une part de dissimulation et de mensonge. Dans, la circonstance que nous rappelons, les propos qu'il a tenus à Moritz Busch démentent en partie ceux qu'il tenait à Saint-Vallier. Celui-ci les enregistrait comme des symptômes pacifiques, mais il se demandait quelle était la cause de tant d'empressement à nous venir en aide et pourquoi Bismarck nous offrait son concours avant de savoir si nous le désirions et si nous le lui demanderions.

Il n'en est pas moins vrai que les démarches officieuses qu'il avait faites dans l'intérêt de notre cause auprès des puissances européennes ne tardaient pas à porter leurs fruits. Peu de jours après l'entretien que nous venons de reproduire, le Bey de Tunis accordait à la France les satisfactions qu'elle avait exigées et l'incident était clos. Malheureusement cette détente devait être de courte durée. On verra bientôt de nouvelles difficultés éclater en Tunisie et se prolonger jusqu'au moment où le gouvernement français se décidera à recourir à des mesures énergiques pour faire respecter ses intérêts et ses droits. Bismarck, de son côté, restera animé des dispositions dont il a fait part à Saint-Vallier, fidèle à ses promesses et encouragé par son empereur à persévérer dans la voie où il s'est engagé pour établir entre la France et lui des rapports cordiaux et durables. Mais le 30 janvier, à l'improviste, un nuage passait sur cette situation rassurante.

Dans la soirée de ce jour, on apprenait à Berlin que le maréchal de Mac-Mahon, président de la République, avait donné sa démission à la suite d'un désaccord qui s'était produit entre lui et le ministère Dufaure sur la question des commandements de corps d'armée. L'événement, on s'en souvient, eut par toute l'Europe un bruyant retentissement et des conséquences qui d'abord firent craindre qu'un changement radical ne se produisît dans la politique du gouvernement français. Mais, dès le lendemain, le congrès réuni à Versailles choisissait Grévy comme président de la République, et celui-ci, le ministère Dufaure s'étant retiré, chargeait Waddington d'en former un nouveau.

A la nouvelle de l'événement, Saint-Vallier avait quitté Berlin en y laissant le comte de Moüy, comme chargé d'affaires. Appartenant au Sénat, l'ambassadeur était tenu d'aller prendre part à l'élection présidentielle; il était en même temps résolu à ne pas conserver le poste qu'il occupait en Allemagne si Waddington ne restait pas au pouvoir. Dès qu'il sut que son ami gardait le portefeuille et adjoignait à sa fonction la présidence du Conseil, ses velléités de démission se dissipèrent et il se pré-

para à repartir. Mais plusieurs de ses collègues accrédités dans les grandes capitales prirent un autre parti. De Saint-Pétersbourg, le général Le Flô prévenait son gouvernement de son intention de prendre sa retraite. Il avait voulu la prendre l'année précédente, après la mort de sa femme. Mais à la prière du maréchal-président, il était resté à son poste. Maintenant, il considérait que ce n'était plus possible ; il tenait à s'en aller avec lui, « étant convaincu comme lui que les armées, comme la diplomatie, ne sauraient, sans de graves dangers pour les gouvernements, être soumises aux fluctuations de la politique ».

De Vienne, notre ambassadeur, le marquis de Vogüé, faisait connaître sa résolution de se retirer. Il ne dissimulait pas le mauvais effet produit dans les milieux officiels par la chute de Mac-Mahon. Sans doute, on admirait la rapidité et le calme avec lesquels s'était opérée la transmission des pouvoirs. On les admirait et on nous enviait d'avoir si promptement mis fin à cette crise. « C'est même trop beau, observait un homme d'état russe, le prince Lobanoff; j'y aurais aimé un peu moins de facilité, car c'est pour d'autres d'un bien mauvais exemple. Un peu de sang répandu n'aurait pas été un mal et aurait évité à l'Europe dans l'avenir de plus redoutables commotions. » Mais on s'inquiétait surtout du lendemain; on redoutait les progrès du parti révolutionnaire et la défaite plus ou moins prochaine des partis modérés. Le marquis de Vogüé se gardait bien d'ailleurs de laisser voir au gouvernement auprès de qui il représentait la France qu'il partageait ses inquiétudes. Lorsqu'il alla prendre congé de l'empereur François-Joseph, celui-ci ne les lui dissimula pas. Il s'alarmait des tendances des hommes nouveaux qui arrivaient au pouvoir. L'ambassadeur démissionnaire était trop bon patriote pour ne pas s'attacher à dissiper ces alarmes. Son langage fut tel qu'il laissa l'empereur entièrement rassuré pour l'avenir ou tout au moins feignant de l'être. En le quittant, le marquis de Vogüé écrivait avec autant de vérité que de justice envers lui-même : « J'ai la conscience d'avoir fait mes efforts pour représenter dignement mon pays, pour lui acquérir des sympathies et pour inspirer confiance dans sa puissance et dans son avenir. » Il conformait sa conduite à ses paroles et, loin de montrer de l'humeur et de sortir en faisant claquer les portes, il ne quittait son poste qu'à la fin du mois de mars.

Ayant pris la résolution de conserver le sien tant que Waddington dirigerait les affaires de la République, Saint-Vallier rentrait à Berlin le 18 février. Invité pour le surlendemain à une soirée que Guillaume I[er] offrait au corps diplomatique, il fut

charmé de voir le vieux souverain revêtu du grand cordon de la Légion d'honneur; c'était une attention à laquelle l'ambassadeur ne pouvait ne pas être sensible et qui témoignait de dispositions bienveillantes à l'égard du nouveau Président de la République. L'élection de Versailles avait rassuré Guillaume, et sa tranquillité, troublée un moment lorsqu'il avait appris la démission du maréchal, lui avait été rendue grâce au retour de Saint-Vallier.

Il ne le lui cacha pas : « Vous voilà donc enfin de retour parmi nous, Monsieur l'Ambassadeur, lui dit-il, nous avions regretté votre absence tout en la comprenant. Soyez doublement le bienvenu et pour le plaisir que j'ai à vous revoir et parce que votre présence me donne un gage de confiance et de sécurité. »

Il s'engagea ensuite dans une dissertation technique de laquelle il résultait que, selon lui, le maréchal était dans son droit en se refusant à laisser les partis lui imposer leur volonté en ce qui touchait les questions militaires. Il parlait avec autant de vivacité que de conviction, tandis que l'ambassadeur écoutait sans répondre. Revenant ensuite à ce qui touchait celui-ci, il continua : « Je sais par les rapports du prince de Hohenlohe, mon ambassadeur à Paris, que vous avez lié votre sort politique à celui de M. Waddington et que vous êtes décidés l'un et l'autre à quitter immédiatement les affaires si elles prenaient une couleur dont nous pourrions avoir à nous inquiéter. Je ne puis que vous approuver. Mais dites-moi si Hohenlohe nous a exactement renseignés.

— Oui, sire, telle est bien notre intention.

— Je vous en félicite; M. Waddington nous inspire une grande confiance; c'est même un regret pour moi de n'avoir pas été en état de le recevoir quand il est venu ici; nous avons apprécié la droiture et la loyauté de son caractère. Hohenlohe me fait un grand éloge du président Grévy. Je m'étais ému de la démission du digne maréchal parce que je le connais depuis bien des années et que j'ai pour lui une profonde sympathie; mais je vois qu'avec M. Grévy rien ne sera changé. »

En s'éloignant de l'empereur, Saint-Vallier se trouva en présence de l'impératrice. Depuis qu'il résidait à Berlin, elle avait toujours été pour lui attentive et prévenante; elle le fut encore davantage ce soir-là et lui tint des propos qui n'étaient qu'une répétition de ceux du souverain. Du reste, il semblait qu'un mot d'ordre eût été donné pour le convaincre que ce qui venait de se passer à Paris ne modifierait ni les dispositions ni l'attitude du cabinet de Berlin.

Bismarck était alors à Friedrichsruhe, mais le secrétaire d'Etat Bülow parla à sa place. « Hohenlohe, dit-il, nous a tenus au cou-

rant de tous les incidents de la crise et a envoyé des appréciations rassurantes qui nous ont permis de calmer l'empereur. Comme chef d'Etat et comme chef d'armée, il se sentait froissé des conditions imposées au maréchal sur le terrain militaire. Mais le rapport de notre ambassadeur a remis les choses au point et vous avez pu voir que notre vieux maître est de ce côté complètement rassuré. Cependant il s'inquiète encore un peu du langage des socialistes réfugiés à Londres et à Genève. A les en croire, la France va leur être livrée et leur servira de point d'appui dans leurs campagnes contre les monarchies. Dites bien à l'empereur qu'il n'en sera rien et que ni le changement présidentiel, ni la retraite de M. Dufaure ne modifieront l'esprit qui a présidé jusqu'ici à vos relations avec nous. »

Saint-Vallier n'eut aucune peine à donner cette assurance à son interlocuteur. Les instructions qu'il avait reçues en quittant Paris étaient de nature à le rendre sur ce terrain éloquent et persuasif. Cette soirée eut encore un autre résultat. Les journaux de Berlin, ayant laissé entendre que le gouvernement impérial se montrait défavorable aux changements survenus à Paris, reçurent et durent publier un démenti formel. Dans la note qu'ils insérèrent, on constatait que des assurances amicales avaient été échangées entre les deux gouvernements et que le prince de Hohenlohe avait offert une soirée au nouveau Président de la République française.

La confiance paraissait donc complètement rétablie; elle s'accentua lorsque l'on connut à Berlin les choix qu'avait faits le gouvernement français pour remplacer à l'étranger les ambassadeurs démissionnaires; on se montra particulièrement rassuré en apprenant que le général Chanzy était nommé à Saint-Pétersbourg en remplacement du général Le Flô.

Un mois plus tard, le nouvel ambassadeur en se rendant à son poste s'arrêta à Berlin, — Saint-Vallier, avec qui il était lié, ayant pensé qu'il serait utile qu'il fût connu de l'empereur Guillaume et du prince de Bismarck. Le chancelier lui fit l'accueil le plus cordial et l'invita à dîner avec l'ambassadeur. Naturellement, la conversation tomba sur la Russie. A la grande surprise de ses convives, le chancelier fit de l'empire moscovite, de son gouvernement et de sa population le tableau le plus sombre : « Fatigué, mal secondé, mal renseigné, le tsar n'exerce plus d'une façon assez constante et assez énergique l'action directe qui est la condition essentielle d'un gouvernement autocratique. La Russie est un pays en pleine décomposition. » Il y avait vécu, il prétendait en parler en connaissance de cause. Il sembla cependant à Saint-Vallier que ces

critiques étaient exagérées et dépassaient la mesure : « Il veut atténuer l'intérêt que nous portons à la Russie et détruire la confiance qu'elle cherche à nous inspirer en vue de l'avenir. »

On pouvait croire, en effet, en entendant Bismarck, qu'il s'attachait à jeter le trouble dans l'esprit de Chanzy et à le mettre en garde contre les impressions favorables que les Russes s'efforceraient de lui inspirer.

Après s'être livré à des critiques amères, il passa à un autre sujet, parlant avec volubilité, s'écoutant avec complaisance et ne dissimulant pas l'effort qu'il faisait pour prouver à ses convives qu'aucun des faits qui s'accomplissaient en Europe, grands et petits, politiques et sociaux, n'échappait à son observation. Il se plaignit particulièrement de l'invasion des idées nouvelles dans tous les pays, là même où on ne croyait pas qu'elles fussent acceptées : « Elles ont, en Allemagne, envahi la bourgeoisie qui n'a plus assez de ressources pour vivre comme elle l'entend. Le socialisme fait la tache d'huile et pénètre sans qu'on s'en rende suffisamment compte dans toutes les institutions qui sont destinées à le surveiller et à l'enrayer. A Berlin, la police elle-même contient de nombreux adeptes. On a eu l'idée de soustraire ces agents à cette influence en leur créant, par une rémunération plus large de leur service, une vie meilleure. Les résultats obtenus en Saxe par ce moyen ont prouvé qu'il ne valait rien et on en est resté là. »

Ayant ainsi constaté le mal et les périls que le socialisme faisait courir à tous les gouvernements, il indiquait le remède à l'aide duquel on pourrait les conjurer, mais démontrait aussitôt son inefficacité ou plutôt l'impossibilité de l'appliquer : « Le remède serait dans la sagesse des Parlements appuyant un pouvoir fort et ayant conscience des véritables besoins du peuple. Malheureusement la composition même de ces Parlements s'y oppose. Il n'arrive là que des gens qui recherchent une position honorable ou agréable et qui bientôt s'occupent d'eux beaucoup plus que du pays. En France, l'attrait de Paris, la rétribution des fonctions parlementaires excitent bien des convoitises. Ici, au Reichstag, nombre de gens sont enchantés de vivre à Berlin alors qu'ils seraient moins pressés d'exercer leur mandat ailleurs. »

Le chancelier était amené de la sorte à parler du retour des Chambres françaises à Paris; il considérait cette mesure comme une faute parlementaire, une complication sérieuse pour le gouvernement et un danger pour le pays : « Dieu a mis le cerveau de l'homme dans la partie de son organisme la plus abritée; il l'a enfermé dans une boîte qui est évidemment la partie la plus

résistante de sa charpente osseuse. Il y a là un enseignement dont il faudrait tenir compte. » Il finissait en blâmant la loi d'amnistie que venaient de voter les Chambres françaises. Par contre il les approuvait d'avoir renoncé à faire le procès des ministres du 16 mai, « ce qui eût été, disait-il, une concession dangereuse à un entraînement irréfléchi. »

Il n'y a pas lieu d'extraire de ce monologue une citation plus longue; on sait que le chancelier était verbeux et qu'il aimait, surtout en présence d'étrangers, à juger les hommes et les choses. Chanzy ne dissimula pas l'intérêt qu'il avait pris à cette conversation, mais il ne se laissait pas séduire par les raisonnements qu'il venait d'entendre; il comprenait que Bismarck avait surtout parlé pour l'enguirlander et l'éblouir. Il poussa la coquetterie jusqu'à laisser croire qu'il l'était et par cette feinte il gagna en une soirée la sympathie du chancelier de l'empire.

Du reste, il laissait derrière soi la meilleure impression; sa visite à l'empereur lui valut des sympathies analogues. Guillaume lui parla de sa carrière, des fonctions qu'il venait de remplir en Algérie. « Votre mission à Saint-Pétersbourg vous intéressera. Vous recevrez de l'empereur Alexandre le meilleur accueil. Nous travaillerons tous à la paix, c'est mon désir et ma volonté; je ne cesse d'agir en conséquence. »

Dans un pays imprégné de militarisme, un général illustre devait forcer l'estime et le respect, et l'accueil qui lui fut fait dans la famille impériale lui prouva qu'il avait largement réussi. Le kronprinz Frédéric fit gracieusement allusion à leur rôle réciproque pendant la guerre : « Nous avons fait loyalement notre devoir, général; nous pouvons nous donner la main. J'ai toujours aimé la France et je tiens à vous le répéter. » En réalité, alors qu'à Berlin, comme à Saint-Pétersbourg et à Vienne, on s'était inquiété de la démission du maréchal de Mac-Mahon et de l'avènement de Grévy, en se demandant si la politique française n'allait pas s'orienter à l'intérieur vers le socialisme, la présence et le langage de Chanzy rassuraient, comme avaient déjà rassuré le maintien de Waddington dans le ministère français et celui de Saint-Vallier à l'ambassade de Berlin, et on estimait que, pas plus qu'eux, il ne consentirait à servir et encore moins à représenter à l'étranger un gouvernement révolutionnaire et qu'aussi longtemps que des hommes semblables à ceux-là, professant leurs opinions et animés de leur esprit, conserveraient leurs fonctions, le socialisme international devenu de plus en plus menaçant ne trouverait ni complaisance ni complicité dans le gouvernement de la République : constatation qui ne pouvait que le faire bien voir de celui de

Berlin en un moment où le monde impérial était si gravement préoccupé des menées anarchistes.

Ainsi, à ce début de l'année 1879, la confiance des cabinets étrangers, et plus particulièrement de ceux d'Allemagne et de Russie, dans la sagesse de notre gouvernement et dans son caractère conservateur était entière et, semble-t-il, dépourvue de toute arrière-pensée. Malheureusement elle allait être bientôt ébranlée par certains votes de la Chambre des Députés et la tâche de nos ambassadeurs dans les grandes capitales allait devenir plus lourde. Néanmoins l'heure n'avait pas encore sonné où cette éventualité se produirait. Saint-Vallier pouvait donc consacrer tout son zèle à entretenir de bons rapports avec le gouvernement impérial. L'empressement de Bismarck à lui donner la réplique facilitait sa marche vers le but qu'il s'était proposé.

Il le poursuivait avec persévérance sans perdre de vue toutefois les devoirs imposés à son patriotisme. Au mois de mai, de grandes manœuvres allaient avoir lieu en Alsace en présence de Guillaume Ier. Le gouvernement français avait été invité à y envoyer une mission militaire. Consulté sur le point de savoir quelle réponse il convenait de faire à cette invitation, l'ambassadeur écrivait : « Le soin de notre dignité, les égards que nous devons aux populations de nos chères et regrettées provinces, le souci même de la plus vulgaire prudence doivent interdire absolument à nos officiers de prendre part aux manœuvres du XVe corps et de paraître en uniforme français dans l'état-major allemand, comme des hôtes de l'empereur d'Allemagne, sur un sol que la fortune de la guerre nous a récemment arraché. »

C'étaient là du reste des faits accidentels qui formaient en quelque sorte le courant ordinaire des préoccupations de l'ambassadeur et auxquels il serait sans intérêt de s'attarder. D'autres faits d'un ordre plus grave allaient se produire et créer à notre gouvernement et à ses représentants à l'étranger de cuisants soucis avec lesquels nous allons les voir aux prises.

Ernest Daudet.

La suite prochainement.

A TRAVERS
LES PROVINCES DE FRANCE[1]

POITIERS. — LIMOGES. — CETTE. — MONTPELLIER.

Poitiers, avec « sa couronne de monastères », est un des reliquaires de la France. Les souvenirs les plus antiques et les plus vénérables de notre histoire se dressent à chaque pas dans la vieille cité qui, placée sur la route des invasions, fut un des points du monde où s'entrechoquèrent la civilisation et la barbarie. Un des premiers sanctuaires des Gaules, le *temple Saint-Jean*, est encore debout sur cette vieille terre druidique. Ce pays est vraiment l'œuvre des saints : saint Martin, le moine-soldat; sain Hilaire, l'évêque grand seigneur et lettré, et Radegonde, la reine et la sainte. Ils y ont semé les monastères; ils en ont défriché le sol. Ils ont canalisé les eaux vagabondes ou paresseuses d'où montaient les maladies et la mort, ces eaux que la légende compare à des serpents, et qu'elle glorifie saint Hilaire d'avoir captées et jetées dans le Clain.

Ville guerrière et ville religieuse, Poitiers lit ses traditions sur ses pierres : sur ses remparts, ses tours, son palais, ses églises romanes et gothiques, et sur ses maisons de style Renaissance. Sa terre, d'une inépuisable richesse archéologique, ne lui a pas encore livré tous ses secrets. Et les âmes y sont, comme la terre, riches de tout ce que les générations passées ont déposé en elles.

La crypte de sainte Radegonde est émouvante. Depuis des siè-

[1] Voir le *Correspondant* des 25 décembre 1916, 10 février, 10 avril et 10 juillet 1917.

— Ces pages n'ont pas l'ambition de fixer la physionomie si complexe des provinces françaises; l'auteur s'est seulement appliqué à noter avec toute l'exactitude possible ce qu'il a vu et entendu au cours de l'enquête que nous lui avons confiée. — N. D. L. R.

cles, les douleurs de toute la province viennent y pleurer. La guerre en a accru le nombre. Tous les soldats du Poitou sont ici. La chapelle souterraine est tapissée de leurs photographies, de leurs képis, de cartes postales, de lettres à la sainte. Son tombeau en est couvert. Les bras de la reine, tendus vers les suppliants, sont chargés de requêtes. A ses pieds est déposée une corbeille remplie de membres en cire : bras, jambes, pieds et mains, et de figurines qui représentent des enfants. On y voit aussi des cœurs : membres menacés de mort, enfants malades, cœurs blessés. Ces images d'un modelé rudimentaire constituent une industrie du quartier exercée aujourd'hui comme jadis par de vieilles femmes, et qui vient du fond des âges.

A Poitiers, on espère toujours le miracle. A *Notre-Dame la Grande*, il y a une Vierge qui a sauvé la ville, lorsqu'en 1202 les Anglais l'assiégeaient. Un traître avait offert de leur livrer les clés que l'échevin gardait la nuit sous son oreiller. Mais quand il voulut les prendre, elles avaient disparu. On les retrouva au doigt de Notre-Dame. Pourquoi les miracles d'autrefois ne se renouvelleraient-ils pas?

Le départ des soldats, en 1914, avait eu la beauté des anciens départs pour la croisade. Le ralliement avait lieu sur la place d'Armes....... Toute la population faisait cortège à la troupe. Chacun se connaît dans une ville comme Poitiers; et on prenait congé familièrement des soldats : « Au revoir, Jean ! — Au revoir, Emile ! » On eût dit qu'il n'y avait là qu'une seule famille. Un enthousiasme intérieur soulevait les âmes de ceux qui partaient. Des femmes s'attachaient à eux en pleurant; mais il les repoussaient, et repoussaient même leurs enfants. « On reviendra, leur disaient-ils. Et puis, vive la France ! » Mais combien peu sont revenus ! Souvent à la peine et à l'honneur, le 125e a été plusieurs fois reformé. Et les fils de cette terre, fertilisée par des saints, ont rivalisé d'héroïsme.

Poitiers n'est pas seulement une ville guerrière et une ville de foi : c'est aussi une ville d'étude. La tradition en remonte aux premiers siècles de l'Eglise et de la France, quand, sous l'inspiration de saint Hilaire, elle devint un foyer de doctrine catholique. Le dogme de la Trinité y fut alors ardemment, passionnément défendu par le grand évêque qui multiplia dans la région les couvents de religieux et de religieuses *Trinitaires*. Au moyen âge, l'Université de Poitiers était une des plus célèbres de l'Europe. On venait y étudier la Théologie et le Droit. C'était aussi une ville de couvents et d'écoles. La disparition de la plupart de ces couvents ne lui a pas enlevé son caractère de recueillement. On y voit encore, — moins nombreux toutefois que par le passé, — des

étudiants et des élèves de pays étrangers et lointains : des Espagnols, des Russes, même quelques Siamois et quelques Japonais. Les Pères Jésuites avaient porté la renommée de l'Université poitevine jusqu'en Extrême-Orient. Leur collège de Sainte-Marthe, qu'ils tenaient de Henri IV, un des plus importants qu'ils eussent en France, et plus tard celui de Saint-Joseph, qu'ils construisirent après que leur antique maison leur eut été enlevée, ont toujours compté des élèves étrangers.

Le cardinal Pie avait fondé une faculté de théologie qui attira des prêtres canadiens. Avant la guerre, de nombreux étudiants allemands suivaient les cours de l'Ecole de droit. On a connu parmi eux le fils du bourgmestre de Metz. Quelques-uns de ces hôtes d'hier, parfaitement indésirables, sont revenus en prisonniers ennemis dans la région, et les soldats qui les gardent sont étonnés de leurs connaissances détaillées. Ils avaient beaucoup étudié les routes. Leurs places sont maintenant occupées par des Serbes. Le recteur de l'université de Belgrade s'est aussi établi pour quelque temps dans cette calme cité; et M. de Wulff, professeur à l'université de Louvain, ami et collaborateur littéraire de S. E. le cardinal Mercier, y a donné, l'hiver dernier, une série de conférences très suivies sur la philosophie de l'art. J'assistai à son dernier cours : la salle était pleine d'hommes âgés, de dames et de jeunes filles. Un auditoire aussi brillant et fidèle n'est point exceptionnel à Poitiers, où le public s'intéresse à la vie universitaire.

Cette ville que le silence enveloppe est éminemment studieuse. Sa bibliothèque et ses archives se sont enrichies des fonds des prieurés, des chapitres, des monastères de la région, et surtout des Bénédictins de Saint-Cyprien, où Dom Fonteneau avait réuni 89 volumes in-folio de pièces qui constituent un trésor inestimable.

Un érudit archéologue poitevin, M. Ginot, fait dévotieusement admirer aux visiteurs les reliures rares et les merveilleux manuscrits dont la garde lui est confiée. Il en est un surtout qui, en un temps où l'on a trop parlé de la science allemande et de la conscience scientifique allemande, lui cause une joie toujours nouvelle : c'est la *Vie de sainte Radegonde*, par Fortunat, poursuivie par Baudonivie, dont M. Ginot a contribué à éclaircir quelques obscurités [1] et qui a été « oubliée » ou ignorée par le savant allemand Krusch, dans son ouvrage soi-disant définitif sur la sainte reine.

L'archéologie est fort en honneur en Poitou, et la *Société des antiquaires de l'Ouest*, fondée en 1839, est une des plus importantes de nos sociétés en province. Elle a publié 68 volumes de

[1] Voir « Les peintures du manuscrit 250 de la bibliothèque de Poitiers », *Bulletin archéologique* de 1902, par M. P. Ginot.

mémoires et de travaux. Un des plus illustres archéologues de notre époque, le R. P. de la Croix, mort en 1911, vivait et travaillait à Poitiers. On l'avait surnommé « le premier fouilleur de France ». Originaire de Tournai, il était venu, jeune jésuite, à Poitiers. Il avait 80 ans lorsqu'il y mourut. Les trente dernières années de sa vie furent consacrées à interroger cette terre antique. On lui doit toutes les grandes découvertes faites dans la région : le *Pompéi gaulois* de Sancey; l'*Hypogée martyrum* de Poitiers, une Minerve gallo-romaine, des thermes, des tombeaux, des murailles. Sa réputation était universelle et, ce qui est plus rare, elle était reconnue dans le pays même où il l'avait conquise. La pipe aux dents, la soutane relevée et fourrée dans ses bottes, les manches retroussées sur des bras d'athlète, le P. de la Croix, inclinant vers le sol « sa tête barbue et chevelue de roi mérovingien », piochait avec ses ouvriers. Il n'avait pas confiance dans les archéologues qui ne fouillent pas eux-mêmes. On le rencontrait parfois sur les routes, rudement cahoté dans une petite voiture que traînait un vigoureux bourricot. Il allait à Prémarie, non loin de Ligugé, faire visite à un autre vieillard, à un autre savant, que dans la province, et au-delà, on appelait tour à tour « le Sorcier » ou « le dernier alchimiste de France ».

M. Léon Daudet, dans ses derniers livres, a parlé de « ce vieux médecin d'une pénétration prodigieuse » qu'il avait rencontré un jour, voilà tantôt quinze ans, et qu'il n'avait plus oublié.

On n'oubliait pas facilement le Dr Favre, avec ses longs cheveux blancs, sa longue barbe blanche, ses yeux enfoncés sous l'arcade sourcilière, où luisaient des étincelles et qui dardaient un regard aigu. Lorsqu'on l'avait entendu, on restait émerveillé d'une science qui tenait de la clairvoyance et de la divination.

Ce savant poitevin avait été, aux environs de 1860, une célébrité parisienne. Ami et collaborateur de Berthelot, il avait recherché les lois et la nomenclature chimiques. Directeur de la *France médicale*, il pressentit et annonça dans ses articles quelques-unes des découvertes que d'autres, plus tard, mirent au point. Inspirateur et collaborateur spirituel d'Alexandre Dumas, on lui doit l'idée de *la Femme de Claude* (qui lui est dédiée). Ami et médecin de George Sand, il l'assista jusqu'à la fin.

Ces figures de vieux savants conviennent au cadre et à la lumière de Poitiers, et ce cadre et cette lumière leur conviennent. Je ne sais pourquoi l'on pense que les types d'originaux sont plus nombreux dans d'autres pays, comme l'Angleterre, que chez nous. Notre province n'a rien à envier aux provinces étrangères les plus riches. L'originalité y est toujours vivace, et les lueurs de génie

ne s'y éteignent point. Et de même les petites villes d'Espagne ou d'Italie, tant et si justement vantées, ne sont pas plus pittoresques que les nôtres, ni plus abondantes en souvenirs émouvants. Mais, il faut bien le reconnaître, en ce qui concerne les monuments et l'ordonnance particulière et pour ainsi dire personnelle des cités, la Révolution leur a porté un coup dont elles ne se relèvent pas encore. On a partout l'impression d'une survie ou d'une continuation de vie ralentie et décolorée plutôt que d'une vie intense et toujours neuve.

La société est divisée, à Poitiers, en catégories très tranchées, et qui, avant la guerre, s'ignoraient ou affectaient de s'ignorer. La noblesse, assez appauvrie, vit à l'écart, repliée sur elle-même. Elle habite, en général, le quartier Saint-Hilaire, éloigné du centre, tranquille, silencieux, quasi désert. Quelques beaux hôtels s'y cachent derrière des portails massifs. Les maisons, d'un aspect plus bourgeois, y prennent aussi un air de réserve hautaine, avec leurs fenêtres obstinément closes et voilées de tulle blanc. Elles ne sont guère occupées que par une seule famille, car on n'a pas, à Poitiers, l'habitude de louer des appartements.

Les dames sortent peu, et presque uniquement pour assister aux offices religieux ou à quelque « leçon » de l'Université : le cours de M. de Wulff les y attirait cette année. Cependant on les rencontre à certaines heures sur la promenade seigneuriale de Blossac, peu fréquentée en semaine, d'où l'on embrasse un large horizon. Les jeunes filles sont élevées chez elles par des institutrices, ou dans des maisons d'éducation assez fermées. Les fils entrent très jeunes à Saint-Joseph.

Les deux ou trois autres « sociétés » qui se partagent la ville ont aussi leurs maisons d'éducation préférées. Et l'on me disait que, d'une valeur à peu près égale, elles avaient chacune un cachet particulier qui, mieux qu'un uniforme, différencie leurs élèves dans la rue et dans la vie.

Sans les abolir définitivement peut-être, la guerre a abaissé les barrières qui séparaient nobles, bourgeois, fonctionnaires, commerçants, ouvriers. Comme partout la mobilisation avait déterminé un grand élan de fraternité. Lorsque se levèrent les jours d'angoisse, on pria et on souffrit avec le même cœur, et les misères de la Belgique et du Nord, qui en août et en septembre 1914 cherchèrent un refuge à Poitiers, y trouvèrent l'accueil du dévouement et les ressources de tous les habitants. Rien n'avait été préparé en vue d'une telle invasion : on logea d'abord ces milliers de malheureux un peu partout et jusque dans les monuments historiques. Puis ils furent répartis entre la Vienne et les départe

ments voisins. Cependant l'ancien hôtel Fumée ou de la *Prévôté* continue d'hospitaliser les groupes de réfugiés qui arrivent encore, et abrite les familles jusqu'à ce qu'elles aient un autre logement. Cette belle demeure Renaissance, fleurie de sculptures, et qui mériterait d'être entretenue comme un joyau, est assez délabrée. Elle est remplie des cris et des rires de petits enfants dont les tragédies qu'ils ont traversées n'ont point pâli les joues ni assombri la joie.

Les blessés succédèrent aux réfugiés. On les a installés dans d'anciens couvents et dans des établissements d'éducation qui possèdent de beaux jardins; et on les voit peu dans la ville.

La vieille cité a donc repris sa physionomie paisible et recueillie d'avant la guerre. On n'y a pas monté de grosses usines : le centre industriel de la région est Châtellerault. Poitiers n'a jamais été une ville commerçante. Elle ne devait son animation qu'aux régiments d'artillerie et d'infanterie qui y étaient casernés, et aux étudiants de son Université. En tout temps on y respire une paix très douce. Il est des rues où les pas d'un promeneur retentissent au fond des maisons. Le long du Clain, devant les jardinets qui leur servaient de petits ports, des canots sont amarrés, laissés à l'abandon : leur flottille était autrefois la vie joyeuse de la rivière. Aujourd'hui les battoirs des laveuses rompent seuls le silence. Mais à certaines heures, le matin et le soir, une foule bruyante se répand dans les quartiers populaires et aux alentours de la gare : ce sont les ouvriers employés à Châtellerault qui se rendent aux ateliers ou qui en reviennent. Plusieurs centaines de femmes vont y travailler à la manufacture d'armes, et à l'usine Bessonnet-Favre, où l'on fabrique par centaines de mille mètres la chaîne inventée à Prémarie par le gendre du vieux savant. On l'emploie dans l'armée anglaise et sur tous nos fronts pour vider les tranchées inondées, et pour aller chercher de l'eau pure à de grandes profondeurs, sans qu'on ait besoin de creuser des puits.

Les femmes gagnent aux usines 6 à 7 francs par jour. Parmi ces abonnées du chemin de fer, il y en a un certain nombre dont les maris, mobilisés dans l'industrie, touchent de gros salaires et qui pourraient — et devraient — rester dans leur famille, *comme elles le faisaient autrefois*. Mais elles aiment mieux se donner pendant quelque temps une vie plus large. Si l'on parle d'économie à elles ou à leurs hommes, ils répondent que *puisque cela ne durera pas ils veulent en profiter*. Les femmes achètent des manteaux de fourrure, des flacons de parfums qui coûtent 15 francs et des bottines qu'elles paient 60 francs. Un bottier m'a dit que le samedi, jour de paie, il recevait en moyenne cinq à six commandes. On fréquente assidûment les cinémas, qui n'ont pas une

heureuse influence sur la population, et surtout sur la jeunesse. Les feuilletons où l'on voit comment opèrent les cambrioleurs, et où les maîtres chanteurs mettent en œuvre leurs combinaisons, ont fait lever toutes sortes de mauvais ferments. J'ai entendu dire que l'autorité avait été amenée à interdire la reprise des *Mystères de New-York* parce qu'une bande d'adolescents, imitateurs des bandits new-yorkais, troublait la ville. La figure cachée sous un mouchoir rouge, ces gamins assaillaient les dames et s'emparaient de leur sac à main. (On a vu le même fait se produire dans certains quartiers de Paris.) De paisibles bourgeois reçurent des lettres comminatoires, où on leur annonçait qu'ils seraient cambriolés si, à tel jour, à telle heure, ils ne se rachetaient par le versement de mille ou deux mille francs.

Ces derniers mois, la vie est devenue plus difficile et beaucoup plus dispendieuse. En mars on ne trouvait plus ni charbon ni pétrole; le sucre était rare; le beurre l'était encore davantage, et le lait manquait même pour les malades et les enfants. On demandait au marché trente sous d'un chou-fleur, et 5 fr. 50 d'un poulet moyen. L'oie valait 2 francs la livre. C'est le mets favori des Poitevins. Des trains d'intérêt local qui sillonnent la campagne apportent par milliers à Poitiers ces oies blanches de la Vienne dont la peau, exportée en Russie, nous revient ensuite sous le nom de *peau de cygne*. Depuis la guerre il y a moins de trains et moins d'oies. Mais on en achète tout de même. L'oie rôtie est une tradition dominicale. Une famille vit toute la semaine de pain, de pois et de pommes de terre, et dépense vingt-cinq francs le dimanche à un seul repas. Mais depuis la guerre, c'est au moins deux oies par semaine que l'on mange dans les familles ouvrières, et on n'achète plus les poulets que par paire.

Cependant un certain mécontentement se manifestait pour la première fois dans le peuple. Le pain rassis en était la cause. Les Poitevins de la ville et de la campagne sont de grands mangeurs de pain. Mais ils l'aiment frais. De tout temps ils se sont montrés difficiles sur cet article. En 1769 il y eut une famine et Parmentier conseilla de mélanger des pommes de terre écrasées à la farine. L'Alsace et l'Allemagne se trouvaient bien de ce procédé, qui fut appliqué à Paris et dans quelques parties de la France. Mais dans le Poitou le peuple resta sourd aux conseils et aux édits. « On acceptera tout dans notre pays, m'a-t-on-dit, excepté de ne pas avoir de pain à sa suffisance. »

Le plumage des oies, qui est à peu près l'unique industrie populaire et féminine locale, est bien abandonnée depuis la guerre. Elle consiste à écorcher délicatement les bêtes, qui sont ensuite

vendues meilleur marché, et à en trier le duvet. Les plumeuses d'oies sans ouvrage forment la majorité des femmes qui travaillent à présent aux usines. Elles habitent en général un quartier qui fut jadis le *beau quartier* de Poitiers. Les rues y sont tortueuses et défoncées; mais les maisons délabrées ont des portes sculptées, et les fenêtres, où les vitres manquent, sont ornées de rinceaux et de moulures. On y découvre, au fond d'une cour, la façade ravissante d'un hôtel où vécut Diane de Poitiers. Un amateur l'a acheté et le défend d'une ruine complète. Les autres logis bourgeois ou seigneuriaux sont occupés par des ouvriers. On m'a dit que dans la plupart de ces vieilles demeures le soleil n'entrait jamais et que l'air ne s'y renouvelait guère. Ces habitations mesurent quelquefois cent mètres de profondeur, et sont louées chambre par chambre à un nombre incroyable de locataires. Les enfants grouillent dans cette pénombre et dans la rue fangeuse. Les grands prennent soin des plus jeunes. Quelques mères, en partant le matin pour Châtellerault, confient les leurs à une voisine qui se fait de bonnes journées à garder dans sa chambre une dizaine de marmots. Dans cette même rue, des religieuses tiennent une crèche. L'installation en est très modeste, mais d'une propreté parfaite, et les petits ont bonne mine. Il n'y en a que 25... On préfère la voisine. Puis le bruit a couru que si on mettait ses enfants à la crèche des sœurs on perdrait l'allocation.

Je ne connais pas de campagne plus fertile et plus charmante que la campagne poitevine. Elle n'offre point de ces grands paysages qui s'imposent à l'admiration; mais ses champs où les pâturages succèdent aux vignes, et la tremblante avoine aux épis drus et lourds, ses vallons, ses bois, ses eaux vives respirent la douceur et la sécurité. Les paysans qui l'habitent sont sobres et durs à la besogne. Race courageuse et d'humeur gaie, race de buveurs de vin, et de vin de sa vigne : vins blancs et légers du Loudunais, vin rouge de Saint-Georges-les-Baillargeaux, riche en tannin, qui rappelle certains crus de Bourgogne et se conserve indéfiniment. Au dix-septième siècle, on en exportait en Russie. Quelques caves creusées dans le roc, dont la pierre a servi à bâtir à côté la maison, gardent encore, *dans des cruches de grès*, le reste des récoltes fameuses de 1845, 1865 et 1870. Les femmes sont solides et laborieuses. D'après Robert du Dorat, lieutenant général de la sénéchaussée de la Basse-Marche, elles doivent une partie de leurs qualités au pain de seigle, qui était jadis le pain ordinaire du pays, et que la guerre a remis en usage. « A en user, dit-il, les femmes étaient rendues plus belles, le teint plus frais,

avec un corps robuste et succulent. » Le bétail est d'aussi bonne race que les hommes. Les bœufs du Dorat recueillaient à Paris les honneurs du carnaval; et Saint-Cyr, le cheval offert par M. Loubet au roi d'Espagne, descendait de ces étalons sarrasins, à robe claire, dont l'espèce s'est perpétuée en Poitou depuis les grandes invasions. Dans les dernières cinquante années, la culture et l'élevage avaient pris un grand développement; et le pays était très riche. Les cultivateurs avaient l'orgueil de leurs champs, de leur blé, de leurs bêtes. En 1913 il y eut à Poitiers un concours agricole auquel prirent part les Allemands. Ils avaient accompagné leurs produits d'un tableau où l'on voyait, en face de paysans allemands gras et bien vêtus, qui présentaient de très beau blé, des paysans français d'aussi chétive mine que leur froment. Mais cette image injurieuse et mensongère fut arrachée, le premier jour, par la population agricole indignée.

La guerre a fait la solitude dans la campagne. Par un beau jour de mars je suivais à pied la route qui va de Poitiers à Ligugé. Un peu de neige éclairait encore les sous-bois. Des feuillages roux et des sapins verts se détachaient sur le ton gris-bleu du paysage où s'attardait la brume d'hiver. Les champs étaient vides; dans le silence on n'entendait que le grondement des chutes d'eau qui actionnent les moulins, et de lointains et sourds échos de cognée. Mes amis me dirent qu'on avait coupé des milliers de jeunes chênes par suite du manque de charbon. La filature de Ligugé, où l'on tisse la toile des tentes et des musettes, dévore, à elle seule, 24 stères de bois par jour.

Cette filature, qui fournit du travail aux habitants du pays, est cause qu'ils n'ont pas trop souffert du départ des religieux. Grâce à elle encore, ils ne souffrent pas non plus de la guerre. On a logé dans l'Abbaye des soldats belges convalescents. Ils occupent les cellules des moines et la bibliothèque où les Bénédictins avaient réuni des trésors (qu'ils ont heureusement sauvés). Autour du monastère fondé par saint Martin, le village s'est groupé entre des peupliers et des chênes. Le Clain coule tout près de là. En face, à flanc de coteau, j'ai vu la maison où Huysmans était venu s'établir, et où il croyait et espérait finir ses jours. C'est une habitation toute neuve et munie de « tout le confort moderne », mais qui a des pignons, des fenêtres à rampants pareilles à celles de l'Abbaye et une galerie couverte, sorte de cloître extérieur, d'où l'on domine la campagne. Quelques amis de Huysmans, qui avaient imité sa retraite du monde, s'étaient logés autour de lui, dans de plus modestes demeures. Ils suivaient, en qualité d'oblats, tous les offices des moines; et à leur suite

ils ont quitté ce Ligugé paisible et charmant, à l'air si pur.

Avant la guerre, des pèlerins venaient prier dans une chapelle qui touche l'Abbaye, et où saint Martin ressuscita un mort. C'est pourquoi l'hôtellerie, ordinairement très fréquentée, est plus vaste que ne le comporte le village. Elle est désertée aujourd'hui et la patronne en soupire. Mais quoi, les clients reviendront. A tout prendre, elle a seulement « manqué à gagner ». Dans cette salle d'auberge, autour de l'âtre où brûlait un feu de souches et qui répandait l'odeur des pommes rissolant sous la cendre, quelques vieux et des femmes, au retour du marché, nous ont dit des choses bien attristantes.

Dans ce Poitou si fertile, il y a, paraît-il, beaucoup de terre en friche, et il y en aura davantage l'année prochaine. Le sol a été cultivé, jusqu'à présent, par les hommes âgés et par les femmes. Des vieillards de soixante-dix ans se sont remis à la glèbe. « Voilà qu'on allait se reposer, ont-ils dit; mais puisqu'il le faut, on reprendra le travail jusqu'à temps que le fils revienne ou que les petits soient en âge. » Quant aux femmes, elles ont travaillé « à en mourir ». Et beaucoup en sont mortes, et beaucoup d'autres sont malades, et le resteront. Malgré leur vaillance, elles ne peuvent pas labourer, et le prix de la main-d'œuvre est ruineux. Un ouvrier agricole exige 6, 7 et 10 francs par jour, plus la nourriture, et une nourriture « de ville », avec de la viande. Au plein des travaux, la journée arrive à coûter 12 francs et monte à 15 francs avec les repas. Tout le bénéfice y passe. Autant vaut ne rien faire : il y a la fatigue en moins. Et comme si le travail n'était pas déjà assez dur, on le rend plus dur encore par ignorance. Ainsi les bœufs ont été réquisitionnés pour l'armée. Rien de plus juste : il faut que nos soldats soient bien nourris. Mais on a pris les vieux bœufs, qui étaient formés au labour, habitués à obéir, qui connaissaient leur monde à la voix et la maîtresse à la main. Il a fallu employer à leur place de jeunes bêtes point dressées, difficiles et même dangereuses pour des femmes. Et plusieurs fermières ont été tuées en les attelant à la charrue. Bien des femmes ont abandonné leurs fermes. Elles sont allées vivre, avec leurs enfants, chez leurs parents, et l'allocation leur suffit. Si elles savent coudre, elles travaillent pour l'habillement militaire et gagnent 3 francs et même davantage par jour.

Ce sont surtout les grandes exploitations qui semblent menacées. D'après le système du métayage qui règne en Poitou, la moitié du bétail, à l'expiration du bail, revient au métayer, déduction faite du cheptel nécessaire à l'exploitation, qui appartient au domaine. En majorant d'un tiers, parfois même de la

moitié, le prix du bétail, la guerre a fait surgir une tentation presque irrésistible : celle de réaliser immédiatement un gain considérable, en vendant des animaux dont le prix ne peut que baisser, et que l'on nourrit difficilement. On attendra ensuite, en cultivant un lopin juste assez grand pour nourrir la famille, que les terres incultes et dépréciées se vendent à vil prix.

Les propriétaires et les paysans se plaignent qu'on ne comprenne pas la gravité de la situation. Les permissions agricoles ont été accordées trop tard : les semailles étaient faites. C'est en novembre qu'elles eussent été le plus utiles, au moment des labours. Les vieux entrevoient un autre danger : c'est que les jeunes gens se désaccoutument et se dégoûtent de la campagne. Maintenant ils n'ont plus des mains de laboureurs.

Avec son sang, la campagne a donné son or. Elle en avait beaucoup. Il lui en reste encore. Mais elle en a versé la plus grosse part à la Banque de France, d'abord parce que les prêtres et les notables ont dit qu'il fallait le faire : et chacun y a mis un point d'honneur. Puis la rumeur s'était répandue que l'on poinçonnerait les pièces, et que celles qui ne seraient pas marquées perdraient de leur valeur. On a vu des choses bien touchantes. On m'a raconté qu'une vieille femme avait porté à la Banque tout ce qu'elle possédait : quelques centaines de francs en or. Elle ne voulait pas accepter les billets qu'on lui tendait en échange. Elle n'avait compris qu'une seule chose : « qu'il fallait donner tout ce qu'on avait pour la France. » Et cette vieille paysanne était un peu le symbole de la campagne française.

*
* *

Sous la pluie, Limoges est particulièrement morose. Il pleuvait lorsque j'y passai, et tout me parut avoir la même couleur d'argile jaunâtre. C'est une ville très populeuse, ni ancienne, ni moderne, avec des rues assez larges, inégalement pavées, bordées de maisons irrégulières et de mine peu élégante. A certaines heures on y circule avec difficulté, car Limoges est un centre manufacturier, et sa population se compose surtout d'ouvriers porcelainiers, tisseurs de drap, cordonniers, et de beaucoup d'autres de métiers divers, qui travaillent aux usines de la guerre. A la sortie des ateliers, leur foule se répand dans les cafés et les estaminets, et j'ai été péniblement surpris du nombre d'adolescents, de femmes et de jeunes filles qui assiégeaient les comptoirs de zinc.

Cependant, loin du centre, de vieux quartiers gardent un peu de calme et quelque distinction. On y voit encore d'anciens hôtels aux visages muets. Çà et là, un peu de verdure déborde un mur

grisâtre, et, dans une solitude presque désertique, on découvre la belle cathédrale gothique de Saint-Etienne, son porche sombre, ses voûtes hardies, et les roses aux mille feuilles de ses vitraux. J'y suis entré vers le soir, tandis que la vie populaire coulait bruyamment par la ville. Dans la mort du jour l'église était vide et sombre. Mais des lueurs et des murmures sortaient d'une chapelle sur les bas-côtés. C'était l'heure des prières pour la France. Quelques voix d'orphelins, dont les corps étaient noyés dans la demi-obscurité, montaient vers les voûtes. Et on ne distinguait autour d'eux que des cornettes blanches qui palpitaient doucement.

Les autres églises que j'ai visitées à des heures différentes m'ont paru presque aussi désertes, à l'exception de Saint-Aurélien, le patron des bouchers, dont l'église appartient par tradition à cette antique corporation, la seule peut-être en France qui ait survécu à la Révolution. Les bouchers de Limoges, qui tenaient de saint Louis le privilège d'escorter les visiteurs royaux ou princiers de leur ville, et qui eurent l'honneur de prêter de l'argent à Henri IV, sont restés très religieux. Ils ont su défendre leur église et son trésor contre la Révolution, puis contre les inventaires, ainsi que la belle croix monolithe achetée de leurs deniers lors de la démolition d'un couvent de Carmes, et la *Pieta* qui orne leur place, au bas de la rue Torte. Leur corporation, composée de cinq familles dont les branches se distinguent par des sobriquets que les pères lèguent à leurs enfants, habite depuis un temps immémorial de très vieux logis dans cette rue Torte, la plus ancienne de Limoges.

Les étaux bordent l'étroite rue, et les femmes s'y livrent en plein vent à toutes sortes de préparations qu'ailleurs on cache à la vue des clients. On lave des tripes dans des bassins; on nettoie des foies et des cœurs sanglants que l'on dispose en guirlandes. Des têtes de veaux et de moutons baignent ou cuisent dans des chaudrons; et l'odeur fade du sang monte des bassines fumantes. Derrière l'étal, c'est la maison. On entrevoit une vaste salle sombre avec des plafonds à solives d'où pendent de lourds crochets; des meubles en bois massif, noircis par la fumée et polis par l'âge; d'immenses cheminées au manteau proéminent, garnies de landiers en fer forgé. Dans presque chaque logis, la cheminée ressemble à une sorte d'autel : des images pieuses, des fleurs en papier, des veilleuses allumées entourent des portraits de soldats. Quelquefois les fleurs éclatantes sont voilées d'un crêpe de deuil. La corporation a été bien éprouvée.

Jusqu'à présent, à Limoges, le travail n'a pas manqué. L'indus-

trie de la chaussure, une des plus importantes, n'a jamais chômé. Mais les fabriques ne travaillent que pour l'armée. Et comme elles ne suffiraient pas à pourvoir nos soldats de godillots et de bottes, de petits cordonniers se sont improvisés entrepreneurs et fournisseurs de l'intendance. On en cite qui ont déjà fait de grosses fortunes, car on m'a affirmé qu'ils gagnent presque cent pour cent. Le tissage du drap militaire emploie aussi beaucoup de mains. Le gouvernement fournit la laine aux fabriques qui tissent à façon, et livrent par jour 3500 mètres d'étoffe. L'habillement militaire a fait gagner à domicile de bonnes journées aux femmes.

Les fabriques de porcelaine avaient été arrêtées, au début de la guerre, pendant quelques mois. Mais depuis deux ans, elles ont repris les affaires avec l'Amérique qui est leur principal débouché. « On n'a même pas pu exécuter la moitié des commandes », m'a dit un manufacturier dont je visitais la maison encombrée. Ces derniers mois, les torpillages ont retardé les expéditions. J'ai vu de grandes salles remplies de cette porcelaine blanche et laiteuse, tout unie, comme on l'aime là-bas, et dont la délicate simplicité est si reposante aux yeux. Les services de table ne sont pas composés comme les nôtres : ils comportent une infinité de petites assiettes de fantaisie, destinées à la salade, aux légumes, aux condiments que les Américains se servent à part.

M. B..., le propriétaire de cette manufacture, est un des deux ou trois industriels qui ont entrepris la fabrication des têtes de poupées et de bébés, qui venaient auparavant d'Allemagne. On n'a pas idée des difficultés qu'ils rencontrèrent pour arriver à produire cette chose fragile et si simple en apparence. Le modèle obtenu après bien des essais, il fallut résoudre le problème de la cuisson. Les fours de Limoges sont destinés à une porcelaine qui cuit à 1600 degrés, et qui doit à cette haute température son magnifique émail lisse et dur. Le biscuit des têtes allemandes ne cuisait qu'à sept ou huit cents degrés. On est obligé, à Limoges, de cuire les têtes comme la porcelaine. Elles sont plus belles, plus solides... mais plus chères. Le *Bébé dormeur* a donné une peine incroyable à cause des matières qui entrent dans la composition et le fonctionnement des yeux : l'émail, qui venait d'Italie; et le plomb des ressorts, réservé aujourd'hui pour les besoins de la guerre, et qu'il a fallu remplacer par un autre produit. Mais les fillettes américaines ne veulent pas d'autres bébés que ceux qui savent ouvrir et fermer les yeux. On est parvenu à établir vingt-quatre grosseurs de têtes. On fabrique aussi par milliers la petite poupée toute en biscuit, dite « Mignonnette », et le « Baigneur ».

Malgré les commandes importantes qui lui sont faites, l'entre-

prise de M. B. est plutôt une question de patriotisme qu'une affaire très avantageuse. Mais les fabricants qui créent cette industrie au prix de tant d'efforts sont résolus à surveiller de près le commerce du jouet, et à dépister les têtes « boches » qui tenteraient dorénavant de s'introduire à nos foyers.

La classe ouvrière a joui à Limoges, autant ou plus qu'ailleurs, d'une aisance qu'elle n'avait peut-être jamais connue. Et elle en a profité pour vivre largement. Jusqu'en mars dernier, rien n'avait manqué; mais certaines denrées commençaient à se raréfier. On se préoccupait déjà de la récolte. Le seigle, que l'on cultive dans la région, permettait d'espérer qu'on atteindrait la moisson sans qu'il y eût besoin de recourir au rationnement, qui n'eût pas été sans quelque danger chez ce peuple d'ouvriers gros mangeurs de pain. Mais en même temps, on se plaignait du pain rassis dont la mie ou trop sèche ou trop molle était aux trois quarts perdue. Les pommes de terre surabondaient, me dit un négociant. On les avait vendues 8 francs le quintal, faute de pouvoir les expédier dans les villes où l'on eût été heureux de les payer le double. J'ai entendu dans un tramway des employés de chemin de fer dire qu'à une station voisine 26 000 kilos attendaient depuis le mois de décembre. Le régime des restrictions battait son plein. Les pâtisseries fermaient le mardi et le mercredi, mais le lundi et le jeudi la vente était considérable. Les hôtels et les restaurants appliquaient très consciencieusement le décret des deux plats. A propos de ces deux plats qui, en ville, étaient strictement mesurés, j'entendis dans le train des propriétaires ruraux raconter comment « on s'en tirait » dans les auberges de campagne. L'un d'entre eux cita le menu d'un déjeuner qu'on lui avait servi dans une petite commune. Il avait eu, pour hors-d'œuvre, une mayonnaise de poulet et du pâté de lièvre; puis ses deux plats : des truites, et un tournedos garni de champignons frais. « Et ainsi, disait-il, on est en règle avec la loi ».

Mais le grand sujet d'inquiétude c'était le charbon qui n'arrivait pas. Pour le chauffage des maisons particulières, on pouvait le remplacer par du bois, le Limousin étant couvert de forêts. Mais ce bois atteignait le prix scandaleux de 28 francs le stère. Malheureusement il est impossible de chauffer avec du bois les fours à porcelaine. Une seule fournée dévore 14 000 kilos de charbon. Plusieurs fabriques avaient été fermées dans la semaine et on prévoyait la fermeture des autres. Seules les quatre maisons qui travaillent pour la guerre continueraient de fabriquer des isoloirs électriques et des ustensiles destinés aux laboratoires de chimie et de munitions. On s'attendait à voir bientôt dix mille ouvriers et

ouvrières inoccupés, et cette perspective assombrissait les fronts et faisait l'atmosphère plus pesante.

*
* *

En descendant vers le Midi, l'encombrement des stations de chemin de fer augmente. La gare de Toulouse, où je ne fis que passer, me parut résumer tout ce qui a été dit ou écrit à ce sujet. On voyait sur les quais des monceaux de colis, de caisses, de ballots, de bicyclettes, entre lesquels courait une foule éperdue et hurlante de voyageurs civils et militaires à la recherche de leurs trains. « Quel terrible tohu-bohu ! » murmurai-je en achetant un journal. La marchande qui en pliait un pour un petit soldat opina, et, avec un accent savoureux : « C'est bien vrai qu'on ne s'y reconnaît plus dans cette république ! »

Cependant j'admirai sur le quai, bruyant et surchauffé, la magnifique boutique de fleurs où des jeunes femmes déballaient des paniers de violettes blanches, de roses soufre et d'œillets panachés.

Plus bas, à Narbonne, à Béziers, à Cette, l'affluence des voyageurs était également considérable. J'entendis quelqu'un dire que les trains remontant vers Paris avaient dû en laisser un assez grand nombre en arrière, faute de places.

Si je n'étais pas allé à Cette, je n'aurais jamais eu l'idée de ce que pouvait être l'encombrement d'un port marchand en France au printemps de 1917. La petite ville lumineuse et charmante est bâtie en amphithéâtre sur une colline. Mais la cité des affaires s'étend dans la plaine, depuis la mer jusqu'à l'étang de Thau, et le long des canaux, incapables de recevoir aujourd'hui tous les navires qui attendent leur tour, ancrés en rade. Aussi les marins et les négociants déplorent-ils, avec une exubérance toute méridionale, que le canal voté en 1903 ne soit pas fait. Il aurait permis aux grands chalands de la Saône et du Rhône de venir chercher une partie de ces marchandises dont on ne sait comment se débarrasser.

Cette a toujours été le port des vins. Les vins d'Espagne et d'Algérie entraient par là en France, et les vins français du Midi prenaient par Cette la route de l'étranger. Le port recevait aussi beaucoup d'autres cargaisons. En 1914, tout le trafic fut interrompu, et ce fut la mort de cette bourdonnante petite cité. Mais le débarquement des troupes africaines y ramena du mouvement. Le ravitaillement de la Suisse y a fait augmenter les importations dans d'énormes proportions. Les frets ont monté à des hauteurs imprévues. D'Algérie en France on paie 130 à 180 francs la tonne au lieu de 14. D'Angleterre à Cette, ce qui coûtait 8 francs de transport en coûte 150. Un bateau de 600 000 francs avant la guerre vaut

3 millions, et le moindre « sabot » trouve acquéreur à un million.

Cette est envahi par les ouvriers étrangers que l'on emploie au chargement et au déchargement des navires, et qui sont loin d'avoir l'habileté des Cettois. N'est pas débardeur qui veut! Il y a un art, une tradition de l'arrimage et de l'équilibre que les gens de ce pays possèdent de père en fils. Ils passent, à cet égard, pour être supérieurs même aux Marseillais, et c'est une science qui a son prix, car la stabilité d'un navire, par les gros temps, dépend souvent de la manière dont il est chargé. Ce travail assez dur se paie très cher aujourd'hui. Les hommes y gagnent couramment de 15 à 20 francs par jour. Ce sont en général des Espagnols. Ils font regretter les Italiens, plus travailleurs et d'un commerce plus agréable. Il en arrive sans cesse. Les bateaux versent sur les quais ces troupeaux farouches, vêtus de hardes sordides. Les femmes et les enfants portent leurs matelas et des ustensiles de ménage enfilés ensemble. Plusieurs familles s'entassent dans une seule chambre. Au bout de la première semaine, les femmes apparaissent, bien coiffées, des accroche-cœurs collés aux tempes, leurs cheveux luisants de brillantine, piqués de grosses épingles. L'élégance apprêtée de leur coiffure annonce la prospérité de la famille. Elle en demeurera d'ailleurs le seul témoignage. Ces gens vivent très chichement, au contraire des ouvriers français. Ils dépensent peu dans le pays, et drainent le plus de monnaie qu'ils le peuvent.

Depuis la guerre, l'industrie s'est développée dans la région, et d'abord la fabrication des futailles, qui se fait autour de l'étang de Thau où grandissent plusieurs petits ports. Saint-Gobain a par là des usines de produits chimiques. Il y a aussi des raffineries de pétrole et de soufre. On forme le projet de creuser plus profondément un canal qui ne sert à présent qu'à la navigation intérieure, ce qui permettra aux navires de fort tonnage d'entrer dans l'étang et d'arriver aux portes mêmes des usines.

Cette est une des villes de France où travaillent le moins de femmes, bien qu'il y en ait un certain nombre employées et rétribuées dans les hôpitaux. La vie est à la fois large et chère. Les Cettois ont l'habitude de dépenser à peu près tout ce qu'ils gagnent; et la guerre ne les a pas changés. Les patrons seuls économisent. Lors de mon passage on commençait à appliquer le régime du pain rassis. La population ouvrière, qui ne l'aimait pas, le remplaçait, au premier déjeuner, par de la brioche.

*
* *

J'arrivai à Montpellier vers le milieu du jour. Je crus d'abord qu'il s'y passait quelque événement. La place de la Comédie et

l'esplanade étaient couvertes d'une foule qui commençait à s'écouler lentement par les rues latérales. Mais j'appris que c'était jour de revue des troupes; et que, chaque semaine, presque tout Montpellier y assistait.

La ville produit un grand effet. Elle est peu étendue, mais certaines parties en sont très belles. Elle a connu au moyen âge, puis au quinzième et au dix-huitième siècles, deux périodes de prospérité, presque de grandeur, qui l'ont enrichie de souvenirs et de parures bien supérieurs à sa situation actuelle de chef-lieu départemental. S'il faut en croire un voyageur allemand, le professeur Schultes, conseiller du roi de Bavière, qui traversa Montpellier en 1811, aucune autre ville, non seulement de France, mais d'Europe, ne posséderait de promenade comparable au Peyrou, dont les terrasses superposées pourraient contenir plus de cent mille personnes. La statue équestre de Louis XIV s'y dresse en face du large horizon de montagnes. Un arc de triomphe, un petit temple classique qui sert de château d'eau à la ville, un aqueduc presque romain, dont la double rangée d'arcades chevauche la plaine où règnent la vigne et l'olivier, achèvent de composer un décor dont l'harmonie ressuscite le grand siècle. La cathédrale, flanquée de quatre tours crénelées et chaperonnées, ressemble à un château fort; mais elle écrase les petites rues et les habitations modernes qui l'environnent. L'intérieur ne tient pas les promesses de la façade vraiment imposante et conçue pour une église qui devait être deux fois plus vaste. Elle est adossée à un ancien monastère qui est devenu l'Ecole de médecine.

Il y a à Montpellier des hôtels du dix-septième et du dix-huitième siècles si ravissants, si bien conservés, qu'ils suffiraient à la réputation d'une ville. Les noms des rues où ils sont situés : rue *de l'Argenterie*, *des Trésoriers de la Bourse*, *des Trésoriers de France*, témoignent de l'importance qu'avait alors la capitale du Bas-Languedoc, ville de hauts fonctionnaires royaux et de grands seigneurs. Un trait local les distingue cependant des habitations du même temps que l'on peut admirer en d'autres villes françaises : ils n'ont pas de façades extérieures. La véritable façade, très décorée, ouvre sur une cour séparée de la rue par des murs élevés et de lourds portails. Peut-être retrouverait-on là de lointaines influences espagnoles ou sarrasines [1].

Le musée de Montpellier est peut-être notre plus beau musée de province. On y voit une collection de maîtres hollandais et

[1] *Formation et évolution de Montpellier*, conférence prononcée et publiée par M. Joubin, professeur à la Faculté des Lettres de Montpellier, à l'occasion du 6e centenaire de l'Université.

flamands, et des Houdon admirables, parmi lesquels le moulage en terre cuite du célèbre *Voltaire*. La plupart de ses richesses lui viennent d'un peintre montpelliérain, nommé Fabre, assez bon portraitiste, qui, dans sa jeunesse, avait eu l'heur de plaire à la comtesse d'Albany, veuve du Prétendant Charles Edouard, et amie d'Alfieri. Il lui enseigna le dessin, fut aimé d'elle, et à sa mort fut son héritier et aussi l'héritier d'Alfieri. La reconnaissance de Montpellier les a tous réunis sur le même panneau : le Stuart, Alfieri, la comtesse et Fabre. Beaucoup d'Italiens viennent contempler ces souvenirs, notamment les habitants d'Asti, qui ne se consolent pas de ne posséder aucune relique de leur illustre concitoyen. Et le culte d'Alfieri a renoué les liens qui existaient jadis entre Montpellier et l'Italie.

Ces liens remontent au douzième siècle, à l'époque la plus florissante de Montpellier qui, jusqu'à la construction du port d'Aigues-Mortes, sous saint Louis, était la reine de la Méditerranée. Son petit fleuve, le Lez, et des étangs, dont une partie s'est desséchée, la faisaient communiquer avec la mer. Et c'était une cité puissante et de grand négoce. On y trouvait des marchandises de tous les pays. On y parlait « toutes les langues de la terre »; et le juif Benjamin de Tudèle, qui la traversa durant le voyage qu'il entreprit de synagogue en synagogue, jusqu'à Samarkand, en Asie centrale, a rencontré à Montpellier « des gens de la Lombardie et de toutes les parties de l'Egypte et de la terre d'Israël, de la Grèce et de la Gaule et du royaume de la Grande Rome ».

Au sein de cette prospérité matérielle qui dura du douzième au quatorzième siècle, et dont les guerres de religion achevèrent la ruine, Montpellier avait développé une vie intellectuelle très riche. Ses écoles étaient célèbres. Ses étudiants appartenaient « à tous les diocèses de la chrétienté », Pétrarque a célébré dans sa vieillesse les heureuses années qu'il y passa. Mais l'Ecole de médecine était surtout, et déjà, la véritable gloire de la ville[1]. Les pontifes et les rois en faisaient venir les maîtres pour leur guérison. Elle eut un des premiers amphithéâtres d'anatomie, et un *Jardin des simples*. On y enseignait la botanique, alors qu'ailleurs on ignorait encore que les plantes eussent une histoire et une vie propres. En un temps où régnaient partout les méthodes scolastiques, l'Ecole de Montpellier proclamait la supériorité de l'expérience : *Experientia optima rerum magistra*.

Elle a gardé ce caractère et cette tradition. Montpellier, bien que déchue, comme ville, de son ancienne splendeur, continue

[1] *Histoire de l'Université de Montpellier*, conférence de M. Thomas, professeur à la Faculté de Montpellier.

d'avoir une Ecole de médecine renommée, et une Faculté des sciences autour de laquelle se sont créés des écoles et des laboratoires spéciaux : — pharmacie, agriculture, sériciculture, viticulture, — qui entretiennent la réputation de l'antique cité.

On dit cependant que, depuis la guerre, la ville est bien plus morne. Le commerce du vin y attire moins d'étrangers. Montpellier est surtout habitée par des rentiers : il n'est guère de famille qui ne possède un bout de vigne. On a l'impression d'une large aisance. Le reste du commerce avait repris, là comme ailleurs. Pendant mon séjour, des modistes et des couturières de Toulouse vinrent exposer des modèles de toilettes et de chapeaux, et recueillirent des commandes importantes. Deux marchandes de tapisseries et d'ouvrages de dames, établies à Tours, firent aussi une exposition dans un des salons de l'hôtel où j'étais descendu. Et, durant trois jours, le défilé des Montpelliéraines ne discontinua pas. Ces commerçantes me dirent qu'on ne leur avait jamais autant commandé que depuis la guerre de grands ouvrages échantillonnés à des prix élevés : sièges, canapés, tentures murales.

Les rues centrales sont assez animées, mais on voit peu de monde sur les promenades. Le joli Jardin des plantes, à l'abri du vent, sous les murs de la ville, était presque désert; et la solitude avait envahi le Peyrou lumineux. Quelques semaines plus tôt, on y avait organisé une vente de charité qui avait rapporté plus de cent mille francs.

La campagne autour de Montpellier est aride et plate, parsemée de petites villas neuves aux tuiles rouges dont quelques-unes sont agrémentées de tourelles. Les vignes courtes étendaient à perte de vue leurs bras secs et noueux. Mais des arbres fruitiers précoces, des amandiers pâles, des pêchers au ton vif égayaient cette monotonie de leurs branches délicatement fleuries. Cette banlieue n'est pas d'ordinaire aussi déserte, et surtout au printemps, par les beaux jours et les soirs clairs. Mais je ne rencontrai personne sur la route qui mène à une délicieuse propriété dix-huitième siècle dont d'autres villes seraient fières et qu'on laisse dans un tel abandon que la plupart des touristes l'ignorent. Un intendant royal du Languedoc, M. de Saint-Priest, l'avait fait dessiner, planter, orner, vers 1751. On l'appelait le *Château d'O;* mais elle est plus généralement connue sous le nom de *Villa de Monseigneur*; car elle faisait partie des biens épiscopaux. La maison n'a point de style et point d'âge; mais tout autour s'étendent un jardin à la française et un parc, avec des statues, des vases, des charmilles, des cyprès taillés en fuseau, et d'autres arbres majestueux et échevelés. Sur une hauteur qui domine un immense

bassin desséché, on voit un banc de pierre monumental gardé par des lévriers couchés. De là, M. l'Intendant général voyait le déclin du soleil sur la ville et sur la campagne. Le point de vue est merveilleux. Une infirmière y avait amené en promenade trois soldats convalescents, dont un était un ouvrier parisien que la négligence où on laissait cette œuvre d'art indignait. « Si les Boches en avaient autant, disait-il devant moi, vous verriez quel « chichi » ils feraient autour. » Il était allé quelques années auparavant en Allemagne.

Cette guerre, qui rend désertes les routes où roulaient jadis tant de voitures et d'autos, n'appauvrit presque personne. Bien que la vie ait enchéri, elle est encore sensiblement meilleur marché que dans d'autres villes, et surtout qu'à Paris. A la campagne, on souffre de quelques privations. Une châtelaine racontait que son village, situé à 50 kilomètres de Montpellier, avait été privé de pain pendant deux jours, parce que la farine n'arrivait pas. La difficulté des transports était pour toute la région un grave sujet de souci. On ne pouvait se procurer de fourrage, même en le payant 35 francs le quintal au lieu de 8 francs, et il abondait dans les départements voisins. Le lait était rare, alors qu'il valait 0 fr. 30 dans l'Ariège. Les vieilles gens rappelaient le temps où l'Hérault se suffisait à lui-même et produisait céréales, huiles, pommes de terre. Mais il y a beau jour qu'on a mis en vigne jusqu'au moindre lopin, et maintenant on dépend d'un chacun : des transports qui roulent à vide, et de l'intendance, et du ravitaillement « qui vous réquisitionneraient le pain dans la bouche ».

On sait que l'Hérault est le département qui fournit le plus de vin. Si les récoltes de 1915 et de 1916 ont été inférieures à celles des années précédentes, le prix élevé du « pinard », — 70 francs l'hectolitre au lieu de 20 francs, — laisse encore, malgré l'augmentation des frais, des bénéfices considérables aux viticulteurs. Cela ne les empêche pas de se plaindre. Je me suis trouvé dans un petit train local avec un vieux propriétaire et un mobilisé « qui connaissait le vin ». « Vous autres, par ici, vous vous plaignez toujours, disait-il au vigneron. » Le Languedocien s'emportait, tempêtait. Il prétendait nous démontrer que sa récolte ne lui permettrait même pas de payer l'intérêt de ses hypothèques.

« Mais pourquoi hypothéquez-vous? » lui demandai-je.

Le bonhomme rit. « Nous autres Méridionaux, nous ne sommes pas comme les gens du Nord. Nous avons la main large. Nous sommes généreux, et nous voyons grand. »

Mais il redevint sérieux, et fut même éloquent pour décrire le labeur du vigneron, les soins anxieux qu'il donne à sa vigne, et la

déception de la famille lorsque le mildiou ou le mauvais temps anéantit ses espérances, et le courage des recommencements, et la patience des longues attentes. Car une vigne refaite ne donne rien avant quatre ans.

Les ouvriers agricoles sont rares, dans l'Hérault comme ailleurs. Les grands propriétaires emploient des Espagnols médiocrement laborieux, et qu'il faut payer très cher. Les femmes ont fait le sulfatage et le soufrage des vignes; mais on dit que les allocations en détournent un grand nombre de ces rudes besognes, excepté naturellement celles qui font valoir leur propre bien. L'aide des enfants est insignifiante : on ne les a pas habitués à se rendre utiles. A quatorze ans, ils consentent à travailler et exigent des journées d'hommes. Jusque-là, ils passent le plus clair de leur temps à poser des pièges et à dénicher des oiseaux. Le jardin scolaire obligatoire, inutile ailleurs et quelquefois gênant, est, par ici, une excellente innovation.

Mais la véritable cause du prix exorbitant du vin est, paraît-il, l'insuffisance des wagons réservoirs. Et l'on raconte à ce sujet de telles histoires de brigands que, dans l'impossibilité de les vérifier, je préfère ne pas m'en faire l'écho.

Montpellier est un centre d'hospitalisation très important. On y a envoyé des blessés, des malades et des mutilés. La générosité des Montpelliérains pourvoit très largement à leurs besoins. Parmi les maladies, on soigne surtout les psychonévroses, parce que Montpellier possède dans le docteur Grasset un des premiers neurologistes de notre temps. Curieuse figure que celle de ce savant : un homme frêle, avec des traits menus et irréguliers, à qui un regard perçant et une très longue barbe donnent un peu l'air d'un magicien. Et n'est-ce pas vraiment un magicien, celui dont le pouvoir s'exerce sur les forces les plus mystérieuses de l'être, dans ce domaine redoutable qui forme la frontière entre l'âme et le corps, entre le monde sensoriel et le monde invisible?

La guerre a considérablement accru le nombre des « nerveux ». Les blessures graves, certaines opérations, et en particulier la trépanation, ont pour contre-coup des névroses, souvent difficiles à guérir. Il en est qui affectent une forme très impressionnante, comme la courbure en deux, qui oblige les hommes ainsi frappés à marcher le front tourné vers la terre, appuyés sur de courtes béquilles. Ces cas, si douloureux à la vue, sont cependant parmi les plus guérissables. La science du médecin, sa pénétration, sa patience arrivent à redresser les corps et les volontés. On dit que le docteur Grasset y excelle, et que tels malades, apportés à son

cabinet sur une civière, sont sortis droits et sur leurs jambes des mains du bienfaisant magicien.

Plus lentes à guérir, et plus cruelles, sont les névroses qui résultent d'émotions répétées et trop violentes, d'une surtension de l'énergie, et du surmenage physique et mental. On cite des hommes qui, après deux ans d'héroïsme, ont été pris soudainement d'un désordre nerveux dont la répercussion, uniquement morale, défiait tout traitement. Partagés entre la volonté de retourner à leur poste et la crainte de n'être pas capables de supporter leurs responsabilités, ils devenaient la proie de scrupules et de luttes qui en ont conduit quelques-uns au suicide. Pour ces malades, les meilleurs remèdes sont encore le beau ciel de Montpellier, ses vastes paysages, sa lumière calme.

L'école de Montpellier, qui rééduque les mutilés de la guerre, est une des plus importantes de France, tant par le nombre de ses « élèves », — 300, — que par son organisation et par les résultats obtenus. Elle est installée dans une partie des jardins de l'hospice. On dirait un petit village très riant, entouré d'arbres, de pelouses et de fleurs. Comme dans les autres écoles de ce genre, on y enseigne surtout les métiers indispensables à la vie des villages où la plupart des rééduqués retourneront : cordonniers, tailleurs, bourreliers, menuisiers, ferblantiers, etc. On leur enseigne aussi la fabrication, la réparation et le perfectionnement des appareils orthopédiques, ainsi que des outils. On s'est occupé particulièrement des manchots : l'école a fabriqué des pinces de plusieurs modèles pour dessinateurs, graveurs, tourneurs en bois et agriculteurs, car la région est essentiellement agricole. On expérimente les nouveaux appareils sur un grand terrain consacré à la culture maraîchère. J'y ai vu des amputés du bras droit travailler avec un air d'aisance surprenant. Il paraît que le *godet articulé* qui remplace leur main absente se prête à tous les travaux de la terre et en particulier de la vigne. Un homme à qui les deux bras manquaient pouvait manger et boire seul au moyen d'un autre appareil fabriqué dans la maison ; il cultivait aussi la terre, et jouait même aux boules, grâce à un anneau spécialement inventé pour lui. L'originalité de l'école montpelliéraine consiste dans le caractère individuel du traitement de réadaptation des blessés à *leur vie*. On pourrait dire qu'en France elle est une sorte de laboratoire, où l'on recherche constamment tout ce qui peut contribuer à l'amélioration de l'état physique et psychologique des mutilés.

Dans l'Hérault, le diocèse et le département ont pleinement réalisé l'*union sacrée* autour des œuvres de guerre. Avant la tempête, les autorités religieuses et politiques s'ignoraient. La

société était séculairement divisée entre les catholiques et les protestants. Ces derniers, bien qu'en minorité, tenaient dans le pays une place considérable. Mais depuis tantôt trois ans, on a résolument écarté le souvenir des divisions anciennes, et même des griefs les plus légitimes. Le mérite en revient à Son Em. le cardinal de Cabrières qui, dès les premiers jours, prit l'initiative de ces relations nouvelles avec les représentants du gouvernement. La population apprit avec stupeur que Son Eminence avait rendu visite au préfet. Puis qu'elle acceptait d'assister à un dîner offert par la préfecture à M. Carton de Wiart, et que M. le Préfet avait déjeuné à l'évêché. Des événements aussi étranges bouleversèrent d'abord les esprits. Mais le prestige de Mgr de Cabrières, l'affectueuse vénération que lui ont acquise quarante années d'épiscopat ramenèrent promptement le calme.

Ce prélat, un des plus vieux noms du Midi, lettré délicat et grand orateur, est bien le pasteur qui convient à cette cité apte à saisir les harmonies profondes. Mgr de Rovérié de Cabrières rappelle beaucoup le Pape Léon XIII. Il en a la fragilité apparente et la spiritualité, le fin regard et l'aisance aristocratique. Chez le cardinal, l'esprit s'unit à la bonté, et cet esprit lui inspira un jour un geste qui l'a rendu populaire dans tout le Midi. C'était en 1907. Les campagnes étaient agitées par une question vinicole, et les villages envoyaient à Montpellier des délégations qui défilaient à travers la ville, musique en tête, et précédées du maire et du curé. Des milliers de manifestants, très excités, se réunirent ainsi à Montpellier. Des troupes y avaient été concentrées pour maintenir l'ordre, mais les habitants de la ville étaient inquiets, car on a la tête chaude, là-bas. La nuit approchait; on ne savait que faire de ces gens qui se refusaient à partir, et les locaux dont la ville disposait étaient déjà pleins. Mgr de Cabrières donna l'ordre d'ouvrir à ces sans-abri les églises, « qui sont la maison de Dieu ». Et ils y dormirent paisiblement et respectueusement. Il y a dans cet épisode un rappel de l'ancienne histoire, une grandeur qui parlent à l'imagination et au cœur.

Quatre ans plus tard, lorsque Mgr de Cabrières revint de Rome cardinal, le peuple de la campagne et de la ville lui témoigna sa reconnaissance par une réception triomphale qui commença à Nîmes pour se terminer à la cathédrale de Montpellier. Les villageois qui n'avaient pu venir jusqu'au chef-lieu s'étaient portés sur le passage du train. Mais dans la ville épiscopale on n'avait pas souvenir d'un pareil enthousiasme. Une foule délirante d'orgueil et de joie acclamait son évêque comme un souverain rentrant dans son royaume, et comme un

père qui revient, après une longue absence, parmi ses enfants.

Il existait, à Montpellier, des traditions d'union charitable dont Mgr de Cabrières, longtemps avant la guerre, avait fortement encouragé la renaissance. Je veux parler des confréries de pénitents, qui datent du douzième siècle. C'étaient, au moyen âge, de véritables sociétés de secours mutuels, dont les membres se devaient assistance en cas de maladie, prières, sépulture, aide morale et matérielle. Cette assistance était si effective qu'au dix-huitième siècle les hospices de Montpellier refusaient de recevoir les malades des confréries, parce qu'ils étaient suffisamment secourus par leurs frères.

La Révolution ruina ces associations; mais une fois le Concordat promulgué, elles se reformèrent plus nombreuses et plus ferventes. En 1811 on retrouvait déjà à Montpellier l'antique confrérie de la Vraie Croix, les *Crouzets*, qui comptaient cinq cents membres; celle de Saint-Joseph, mieux connue sous le nom de Josépés; la *Dévote et royale compagnie des Pénitents bleus*. La confrérie des Augustins achetait l'église Saint-Augustin. La *dévote et respectable compagnie des Pénitents blancs*, la doyenne de toutes les autres, dont la chapelle de Sainte-Foy avait été brûlée, célébrait déjà ses cérémonies dans l'église des Pères de la Merci.

Ces confréries ont gardé leurs statuts et jusqu'aux cagoules sous lesquelles les « Frères » de toutes les classes sociales assistent aux funérailles et aux cérémonies religieuses où ils jouissent de certains privilèges. Leurs frocs gris, bleus ou blancs faisaient cortège à la pourpre du cardinal le jour de son entrée. Ils honoraient en lui non seulement leur évêque et un prince de l'Eglise, mais un « Frère ». Car Mgr de Cabrières fit partie, dès sa jeunesse, de la compagnie des Pénitents Blancs.

Le prélat, très favorable à ces groupements, souhaitait depuis longtemps que, tout en conservant leurs coutumes, ils offrissent à leurs membres un but de charité ou de zèle plus en rapport avec l'époque actuelle. « Pourquoi, disait-il, ces associations ne se rajeuniraient-elles pas en se donnant, et en donnant à ceux qui les composent, un objet plus voisin des conditions de la vie contemporaine? »

La *Mutualité de Sainte-Foy*, fondée en 1862 par la *Dévote et respectable compagnie des Pénitents blancs*, et réorganisée en 1904, réalise le vœu de son illustre membre; car, ainsi que le faisait remarquer M. Pierre Roussel, son président, l'évêque de Montpellier est le premier cardinal de France qui soit membre participant d'une société de secours mutuels. La Sainte-Foy prévoit surtout le cas de maladie. Elle assure aux mutualistes et à leurs familles les médicaments à prix coûtant, et le droit d'être

soignés dans une clinique et de s'y faire opérer gratuitement par le chirurgien *de leur choix*.

Avant la guerre, les confréries de Pénitents, qui sont nombreuses dans le Midi, songeaient à former une vaste Fédération. On espérait ressusciter d'un bout à l'autre de la France ces pieuses ligues, devancières du mouvement mutualiste moderne. Les grands « Frères » entrevoyaient même l'union des Pénitents de la latinité. Et on avait projeté de convoquer à Lourdes les confréries de France, d'Espagne et d'Italie. En attendant qu'un aussi beau rêve pût se réaliser, les Pénitents de notre Midi se réunirent à Arles, en juin 1913, à l'occasion des fêtes constantiniennes. Son Eminence et « Frère » de Cabrières conduisait ceux de son diocèse. Le poète Mistral, prieur honoraire des Pénitents blancs de Montpellier, se joignit à eux sous le portail de Saint-Trophime. Et il y eut pour la foule enthousiaste une minute d'inoubliable émotion : celle où le cardinal serra dans ses bras le poète, symbolisant ainsi l'union séculaire de l'Eglise catholique et de l'art.

Mgr de Cabrières veut, depuis trois ans, que la paix et l'union règnent dans sa famille montpelliéraine, — comme elles devraient régner entre tous les membres de la grande famille des Français. Sous son influence, les œuvres de guerre ont été unifiées : toutes, des œuvres soutenues avec une extraordinaire générosité par les habitants de l'Hérault. Et la question même des Orphelins de la guerre a reçu dans ce département la solution la plus heureuse et, paraît-il, la plus rare. On y a formé, pour une durée de 25 ans, une *Œuvre méridionale des Orphelins de la guerre*, qui réunit tous les orphelins, sans distinction d'opinions politiques ou religieuses. Avec Son Eminence, elle a pour présidents d'honneur : le préfet, le général, le premier président, le recteur d'académie, le maire de Montpellier, le président du Conseil général. Son comité est composé de savants, de professeurs, de magistrats, d'hommes d'affaires. Des prêtres, des pasteurs, un rabbin y figurent. On y voit des hommes de toutes les croyances et de toutes les incroyances... Mais tous sont des hommes de bonne volonté.

Marc Hélys.

EN CAMPAGNE

IMPRESSIONS D'UN OFFICIER DE LÉGÈRE[1]

XIII. — Nuit dans les gaz

Sous Verdun, 22 juin 1916.

Nous dînions. Les lampes, apportées de tous les gourbis, éclairaient notre cave et la longue table chargée de vaisselle grossière, de timbales et de bouteilles. Nous sentions peser sur nous une sorte de gêne venue de notre inquiétude et du désir que nous avions de la dissimuler, contraste pénible avec nos repas habituels où régnaient, du moins en apparence, l'insouciance et la bonne humeur. Mais, ce soir-là, tous les visages étaient inquiets. Du bout de la table où j'étais placé, j'étudiais l'expression des convives.

Le général et le chef d'état-major, en face l'un de l'autre, ne disaient mot. Le général mangeait à peine et ses yeux, sans cesse fixés devant lui, paraissaient étudier attentivement la structure de la voûte par-dessus la tête du commandant F... J'admirais sa force de volonté qui lui permettait de dissimuler ses préoccupations sous l'apparence de l'impassibilité; son attitude, son visage aux lignes saillantes et robustes respiraient le calme et auraient dû inspirer la confiance. Autour de lui, les autres officiers affectaient de penser à toute autre chose qu'à la guerre; le médecin divisionnaire, inclinant vers l'interprète son profil de gentilhomme ligueur, lui racontait à mi-voix une des innombrables histoires qu'il avait rapportées de ses campagnes coloniales. Chacun semblait prêter une oreille attentive et nul n'écoutait : les esprits

[1] Voir le *Correspondant* des 10 et 25 décembre 1914, 25 janvier, 10 et 25 février, 25 mars, 25 avril 1915, 10 mars, 10 avril, 25 mai, 25 juin et 25 juillet 1917.

étaient absents de cette salle, volaient au loin, vers les lignes. Et pourtant, le canon s'était tu.

Après l'effroyable bombardement de la journée, ce silence est plus terrible que le vacarme de la canonnade. Sur tout le pays bouleversé par les obus, semé de débris, jonché de morts et de blessés, plane une lourde angoisse et, dans la nuit qui vient doucement, les yeux de milliers de soldats s'ouvrent tout grands. L'homme ne craint pas la lutte, il redoute le piège; il a foi dans sa propre vaillance pour repousser les vagues d'assaut quand elles surgiront, mais il sait qu'il ne combat pas seulement les guerriers d'Allemagne. Il sait qu'il a d'autres adversaires plus perfides, les chimistes à lunettes d'or, les inventeurs de poisons, de gaz, d'explosifs, de liquides enflammés. L'ennemi a frappé formidablement toute la journée; il a nivelé les tranchées, anéanti les réseaux de fil de fer, fauché les arbres, décimé les bataillons; la division voisine a dû reculer de plusieurs centaines de mètres, découvrant notre flanc droit. Et maintenant règne sur toute la ligne cette torpeur qui suit les grands bouleversements. L'heure propice aux attaques est venue. L'ombre descend sur le champ de bataille; nos soldats sont saturés de souffrances, de fatigue et leurs nerfs sont à bout. Non, l'heure ne sera jamais plus favorable aux régiments du Kronprinz pour tenter de frapper le coup de grâce. Et ils restent immobiles; et ils se taisent.

Notre artillerie, inquiète,. ne sait où diriger ses coups. Par rafales brèves, elle fouille au hasard les plis du terrain, les restes de bois, les ravins où peuvent se glisser les files d'hommes aux casques semblables à des mufles de bête, aux uniformes couleur de terre. Mais rien ne lui répond. Le cœur de l'armée de Verdun bat à grands coups; son regard se dilate dans la demi-nuit violette. L'attente commence et l'inquiétude, de minute en minute, grandit.

Et, tout à coup, pendant un de ces silences qui, de temps en temps, s'imposent parmi nous, notre oreille perçoit un étrange bruit venant du dehors. Il nous semble entendre des sifflements légers, multiples, qui se succèdent sans discontinuer, comme si des milliers d'oiseaux, fendant l'air d'un vol vertigineux, s'enfuyaient au-dessus de nous et s'engouffraient par nuées dans le ravin des Hospices. C'est une chose nouvelle et incompréhensible, et pourtant elle ne nous surprend pas. Chacun se dit : « Voilà ce que nous attendions, ce qu'ils ont préparé, ce contre quoi il va falloir lutter. » Et, d'un mouvement semblable, sans échanger un mot, nous nous levons.

A ce moment, la porte, poussée brutalement du dehors, s'ouvre et va heurter la paroi de pierre avec un bruit sourd. Un homme

casqué entre brusquement, sans frapper, sans se faire annoncer : il faut qu'il se passe quelque chose de grave. Il fait un pas dans la cave, puis, intimidé, s'arrête, refait un pas en arrière, semble rassembler ses esprits égarés et, rectifiant la position, salue.

— Mon général...

Nous avons reconnu un des sergents de planton, prudent et gros réserviste, que les secrétaires ont surnommé le *Père Fusant* en raison de la crainte qu'il montre à l'égard de cette sorte de projectile. Cette fois, il semble encore plus impressionné que de coutume. Ses yeux font deux taches blanches dans l'ombre de la visière, et sa mâchoire inférieure est agitée d'un tremblement qui fait ondoyer drôlement sa barbe blonde et frisée. Il semble ne plus savoir ce qu'il voulait dire en entrant. La voix métallique du général rompt le silence :

— Allons! Qu'y a-t-il?

— Mon général..., ce sont des obus..., des milliers d'obus... qui passent... et qui n'éclatent pas.

Nous nous regardons, inquiets.

— Allons voir cela, dit le général.

Et nous sortons sur le terre-plein. La nuit n'est pas encore close. A notre droite, au-dessus de Verdun, l'horizon est teinté de jaune pâle et nous pouvons toujours distinguer, en face, les ruines blanches des quartiers Chevert et la masse sombre des bois de la Haie Houry.

Le ciel est pur; des milliers d'étoiles brillent. Et dans cette atmosphère sereine passent, passent, passent des milliers de sifflements; on dirait que d'innombrables hirondelles sillonnent l'air, cherchant leur pâture. Au loin, derrière nous, on entend le roulement sourd des départs, mais devant nous, dans la direction où fuit ce vol nocturne, on n'entend aucun bruit d'éclatement. Cependant une odeur âcre, écœurante, une odeur de pourriture mélangée à des relents de vinaigre monte du ravin jusqu'à nous. Des voix étranglées chuchotent : « Les gaz!... Ce sont les gaz! »

Oui, c'est cela. Les Allemands inondent d'obus asphyxiants le ravin au fond duquel serpente la route d'Etain et ce ravin est le seul cheminement par où peuvent arriver chaque nuit nos munitions et nos vivres. Si nous n'entendons pas les éclatements des projectiles qui passent au-dessus de nous, c'est que la violence de la chute suffit à briser la mince enveloppe contenant le gaz. Ils passent, ils passent. Tous leurs canons, sans doute, sont employés à l'œuvre de mort, puisqu'on n'entend plus d'autre bruit que celui de ce poison qui file dans la nuit. Comment pouvons-nous encore voir le bleu sombre du ciel, la clarté apaisante des

étoiles? La multitude des monstres qui volent sur nos têtes devrait former une voûte assez dense pour nous cacher le firmament, car jamais on n'entendit pareil concert de sifflements. Loin de diminuer, leur tir paraît devenir plus intense et l'odeur ignoble monte, monte toujours. Sans que nous ayons échangé une parole, chacun de nous se pose la terrible question : « Comment va-t-on remplacer les centaines, les milliers de tonnes de munitions dépensées? Comment va-t-on faire la relève du bataillon très éprouvé qu'on a mis en réserve aux côtes de Belleville? Comment apportera-t-on les vivres, l'eau à nos soldats? » Et la même angoisse nous saisit.

J'observe les figures qui m'environnent et qui, dans l'ombre, paraissent plus pâles; tous les regards sont soucieux, toutes les bouches contractées. A côté de nous, les secrétaires de la brigade, sortis de leur abri, ont tourné leurs yeux vers le général comme vers celui qui peut répondre à l'interrogation commune. Et on n'entend aucun autre bruit que ces obus, toujours ces obus qui passent.

Et subitement, toute seule, imperceptible, tremblante et lointaine, la sonnerie du téléphone grelotte au fond de l'abri. Donc la communication, coupée tout à l'heure, a été rétablie par les sapeurs. On va pouvoir reprendre contact avec les premières lignes. Le capitaine C... s'est précipité dans notre cave; on distingue à peine sa voix qui répond par des mots brefs, par des interjections à la parole grêle qui lui parvient. Penchés sur le parapet de « sacs à terre » qui protège l'entrée de la sape, nous tournons anxieusement nos regards vers la porte basse où brille la lumière des lampes. La silhouette sombre du capitaine s'y encadre brusquement; dans l'ombre de la voûte nous voyons la blancheur de son front levé vers nos têtes inclinées.

— Eh! bien?

— Fleury téléphone que tout le front de la brigade est arrosé de projectiles asphyxiants... Les précautions sont prises, les masques sont mis, mais la ligne est très, très éprouvée, tous les travaux bouleversés..., on tâche de remettre de l'ordre dans les unités. Il paraît que les pertes sont lourdes. Mais le général fait dire qu'on tiendra... Seulement, il demande des cartouches..., de l'eau...

— Ah!... ah!...

Des cartouches! De l'eau! Notre ravitaillement parviendra-t-il dans cette atmosphère de mort? Et nos corvées... viendront-elles chercher les munitions et les vivres destinées aux combattants? Nous attendons, à neuf heures, pour faire ce transport, trois cents territoriaux. Pourront-ils monter jusqu'ici? Le général demande d'un ton calme :

— Dites-moi, C..., pouvez-vous avoir Souville?

— Je vais essayer, mon général.

Et, de nouveau, le capitaine disparaît dans l'abri. Les obus muets passent, passent. La nuit devient plus noire, l'odeur plus forte; il semble que chaque seconde rende nos yeux plus aveugles et fasse paraître le danger plus terrible. Et la voix assourdie du capitaine C... arrive jusqu'à nous :

— Souville...

Du même mouvement, notre groupe a reflué vers la sape et s'est penché sur le parapet.

— Souville ne répond pas.

Dans le silence que troublent seulement les sifflements, nous entendons la dégringolade de deux hommes le long du talus de la route; les cailloux, les débris accompagnent leur glissade sur le déblai qui domine l'abri. Ils vont passer devant nous; les voici dans le rayon de lumière qui vient de la cave. On les arrête. Ils ont le visage blême, couvert de sueur, et on voit leur poitrine haleter sous leur vareuse ouverte. Tous deux tiennent leur masque à la main et le premier n'a plus de casque. On lit dans leurs yeux une épouvante qui n'est pas encore dissipée. On les presse d'interrogations et leur essoufflement leur permet à peine de répondre.

— Nous suivions le fil... près du fort, pour trouver la coupure... et puis... les gaz nous ont pris... On n'y voyait plus... Le bois du Chapitre et la coulée en avant du fort sont déjà noyés dans un nuage gris... Nous avions mis nos masques, seulement... on a dû les retirer pour courir...

Ainsi tout le secteur est soumis au même bombardement. Le plan que poursuit l'ennemi est très clair : après avoir écrasé nos lignes sous le feu de son artillerie lourde pendant toute la journée, il va, pendant toute la nuit, répandre des gaz asphyxiants sur les combattants et sur les voies de ravitaillement. Et, au petit jour, il donnera l'assaut...

Les obus muets passent, passent. Et l'odeur devient tellement insupportable que nous sommes pris de suffocation, secoués par une toux douloureuse, opiniâtre, qui augmente à chaque effort que nous faisons pour reprendre notre respiration normale. A notre tour, nous devons mettre nos masques.

Je regarde autour de moi. Au travers les plaques de mica tendues devant mes yeux je vois un paysage obscur, teinté de jaune. Malgré la nuit venue je distingue les arbres, les pans de mur, et, devant moi, la masse des bois et les ondulations du terrain; mais tout cela a pris la couleur passée des choses mortes.

Des hommes errent du poste de commandement au poste des

secrétaires. Sont-ce des hommes? On dirait des êtres venus de quelque planète inconnue; ils ont une face sans nez et sans bouche où toute la vie semble s'être réfugiée dans deux yeux énormes, ronds comme des yeux de batraciens. Ils marchent avec des gestes maladroits et ridicules et l'on dirait que leurs orbites démesurées ont été créées pour voir sous un ciel autre que le nôtre. Ils vont doucement, avec précaution, et quand deux d'entre eux se rencontrent ils semblent hésiter, ne pas se reconnaître; ils se toisent de haut en bas. Se parlent-ils? J'en vois un qui se penche à l'oreille de son voisin et il sort des grognements assourdis de son visage difforme. Pourtant je sais que ce sont mes compagnons de tout à l'heure; les deux formes qui viennent de se glisser dans la sape portaient sur la manche l'une des étoiles d'argent, l'autre quatre galons d'or... Puisque le général et le chef d'état-major sont rentrés dans le poste de commandement, je vais tâcher de passer de l'autre côté du boqueteau où est dissimulée la batterie de Rimailhos; et là, sur le promontoire qui domine le ravin, je tâcherai de comprendre ce qui se passe et de mesurer l'étendue de notre malheur.

J'avance à tâtons. Pourtant la nuit est claire et je connais bien le sentier qui traverse les fourrés, puisque je dois le suivre plusieurs fois chaque jour. Mais mon regard est troublé par les lames de mica qui me gênent les yeux et je comprends maintenant ce que doit souffrir le malheureux dont la vie diminue peu à peu, et qui sent venir le moment où la lumière s'éteindra pour lui. Autour de moi tout prend des allures sournoises; je crois voir surgir une ombre là où, au faible souffle du vent, bouge simplement une branche basse; le contact des feuilles me fait tressaillir et, à chaque pas, j'ai l'impression que le sol se dérobe devant moi. En vain je me force à marcher lentement. Déjà la sueur perle sur mon visage, elle dépose une buée sur le tissu qui tapisse l'intérieur de mon masque et le transforme en une compresse humide et tiède. J'ai l'impression que j'étouffe. Et je suis saisi d'une crainte folle : si ce masque qu'on m'a donné, que j'ai négligé de garder longtemps sur ma face pour m'y accoutumer, si ce masque était de mauvaise fabrication, si la respiration allait me manquer complètement tout à coup... Les suppositions les plus insensées traversent à la fois mon esprit et ma frayeur grandit. J'ai un instant la pensée d'arracher mon masque et d'aspirer largement un air qui, quel qu'il soit, me paraîtra plus pur que celui où je suis plongé. Mais ma volonté parvient encore à dominer mes nerfs et ma main, déjà levée, retombe. Je continue ma route.

J'avais à peine deux cents mètres à faire et il me semble que je

marche depuis une heure; ma tête est brûlante et il me semble que ma bouche laisse entrer au fond de moi des vapeurs chaudes. Vraiment, ma raison chancelle. Je maudis la guerre, je maudis l'injustice du sort, je voudrais être transporté sur l'heure à cent lieues de là, baigner ma figure dans de l'eau fraîche et boire des choses glacées.

Ma vue se brouille complètement et pourtant je sens que je suis sorti du taillis, car une lueur un peu plus nette parvient jusqu'à mes yeux. Et puis je sens sous mes pas, au lieu du sentier rocailleux, l'herbe haute qui couvre la pente de la colline. Un peu d'espoir me revient. Pour reprendre courage, je m'asseois un instant au bord d'un trou d'obus qui m'a fait trébucher. Ce court repos me rend des forces. Sans doute, j'avais involontairement marché trop vite, car je recommence à respirer presque normalement et je m'habitue un peu à mon instrument de supplice. Maintenant, le paysage se précise à mes yeux. Oui, ici sont les bois, là les champs, et même voici à l'ouest la masse sombre de Verdun qui se détache sur l'horizon où traîne encore une clarté. Allons! encore quelques pas et me voici sur l'arête rocheuse qui domine la route d'Etain.

Alors, il me semble voir à mes pieds comme un brouillard qui monte. Je me demande si ce n'est point un mirage perçu par mes yeux lassés. Et puis, pour être plus sûr de ne pas me tromper, je me propose d'enlever mon masque pendant l'espace d'une minute : je veux voir avec mon véritable regard. Durant ce court laps de temps je retiendrai ma respiration, et je songe que, sur cette hauteur, les vapeurs lourdes des gaz n'auront pu encore s'élever en quantité suffisante pour être dangereuses. Toutes ces raisons qui me paraissent excellentes, jointes au besoin impérieux de me retrouver à l'air libre, me décident. Je retire vivement mon masque. Et sur mon front brûlant je goûte avec délices la fraîcheur de la nuit; je secoue ma tête pour la mieux baigner dans la douceur du soir et augmenter la caresse de la brise. Le courage, la vigueur me reviennent, mais aussi, avec le bien-être retrouvé, mes bonnes résolutions s'enfuient. Je respire.

Aussitôt, me voici pris de nausées; j'avale, me semble-t-il, une vapeur acide et suffocante et la toux me reprend. Instinctivement, je mets mon mouchoir en tampon sur ma bouche, je le mords pour empêcher le poison de pénétrer dans mes poumons. Puis, le désir de voir me reprend et je me penche sur la coulée qui file au pied de la colline et où doit serpenter le ruban blanc de la route. Je ne l'aperçois plus. A sa place, couvrant le fond de la vallée, longeant les pentes, s'insinuant dans toutes les anfrac-

tuosités des hauteurs, les gaz s'accumulent. Il me semble voir une immense chenille grise qui rampe dans l'obscurité, émerge du faubourg Pavé, s'allonge entre les hauteurs de la Haie Houry et des Hospices et disparaît vers le fort de Tavannes. Au-dessus de moi, sans trêve, les obus passent, passent. D'où je suis, maintenant, je perçois le bruit mou qu'ils font en se brisant sur le sol, au fond du ravin. Au loin, très loin derrière moi, continue le roulement sourd que font les canons allemands.

Un découragement immense m'envahit. A quoi bon lutter? A quoi servent tant de bravoure et tant de sacrifices?

Penché sur le ravin d'où devraient monter vers nous les vivres, les munitions, les renforts, tout ce qui fait vivre l'armée, lui permet de résister, d'attaquer et de vaincre, je songe que jamais notre tempérament français ne saura imaginer un plan aussi infernal. Sur ce point la lutte sera toujours inégale : nous pourrons tenter de les imiter, jamais nous ne les devancerons. Et quand, à notre tour, nous voudrons user des mêmes armes, ils auront, eux, trouvé la parade qui déjouera nos plans et essaieront déjà quelque nouvel engin, quelque nouveau produit meurtrier que nous n'attendions pas. Ceci est dans leur nature et constitue, pour ainsi dire, leur but de vie : dominer, écraser, être *über alles* par tous les moyens, même les plus ignobles. Lorsqu'on songe à cela loin de la bataille on en ressent une grande fierté; il n'en est pas de même lorsqu'on se trouve livré à leurs inventions diaboliques. Alors, on maudit malgré soi la noblesse de notre caractère et on lui donne les noms d'insouciance, de naïveté ou de faiblesse. C'est la vie des nôtres qui est en jeu, l'avenir de la race, celui de la patrie : quand deux champions combattent dans la lice, ne doivent-ils point lutter à armes égales?

Cependant un grand bruit frappe mes oreilles du côté de Verdun. Qu'est cela? On entend des cris, des jurons, des claquements de fouet, un grand fracas de roues et une galopade échevelée. Quel contraste avec le silence pesant qui écrase le fond du ravin! Cela vient de la route stratégique...... Il n'y a pas à s'y tromper : ce sont des caissons d'artillerie! Comment ont-ils fait pour passer? Sans me soucier de remettre mon masque, je pars en courant de toutes mes forces pour rejoindre, à quelques centaines de mètres d'ici, le point où cette route atteint le sommet de la côte. Toussant, pleurant, j'oublie les risques de mon imprudence dans la hâte où je suis d'apprendre une bonne nouvelle; mon espoir renaît aux moindres chances de salut. En quelques minutes j'ai regagné les ruines des quartiers M   , traversé la partie ouest où, à l'abri des pans de murs, se trouve

entassé le matériel du génie, et me voici près de la route.

A l'embranchement des deux chemins, j'aperçois dans la nuit les formes indécises des caissons arrêtés. Je m'approche. Les conducteurs sont restés à cheval; inquiets, silencieux, ils épongent leur visage. Les chevaux, hors d'haleine, le flanc battant, le poil ruisselant, soufflent avec bruit et tendent leur encolure vers le sol. J'interroge un sous-officier qui a retiré son casque et en essuie la coiffe avec son mouchoir. Ses yeux brillent sous des sourcils en broussaille. C'est un grand diable maigre, au visage osseux barré d'une maigre moustache tombante. En m'expliquant la prouesse que ses camarades et lui ont accomplie il est à la fois très ému et très fier :

— Quand, à la sortie du faubourg Pavé, nous avons vu la nappe de gaz déjà épaisse, il y a eu chez nous un instant d'hésitation. Et puis, celui qui était en tête a pris le parti de foncer dedans. Il a enlevé sa section au galop et s'est lancé à toute bride dans le nuage. Les autres ont suivi... Ah! nos braves chevaux!... On eût dit qu'ils comprenaient le danger : ils ont monté la côte au train de charge, cette terrible côte qu'ils ont tant de peine, chaque nuit, à monter au pas. Maintenant, on respire... Mais si vous aviez vu cela, en bas... c'était à couper au couteau... Heureusement que nos chevaux nous ont portés, sans quoi nous y serions tous restés.

— Quelles batteries ravitaillez-vous?

— Les batteries de 75 de ... Mais les autres sont devant... Nous attendons qu'ils dégagent. Quand les camarades auront leur ration d'obus, nous mettrons nos masques et nous attendrons pour voir comment nous ferons pour redescendre sur Verdun. L'essentiel est que nos canons aient ce dont ils ont besoin. N'est-ce pas, mon lieutenant?

Je serre la main du sous-officier. Je voudrais pouvoir serrer celle de tous ces soldats qui accomplissent si crânement des actes merveilleux et obscurs. Mais la section précédente a disparu dans l'ombre. Elle s'éloigne au grand trot avec ce bruit de ferraille qui accompagne la marche des attelages d'artillerie.

Je remets mon masque car, ma fièvre tombée, je recommmence à suffoquer et je sens ma tête qui tourne. A petits pas, très lentement, je reprends le chemin du *P. C.* Maintenant que le fracas des caissons s'est éloigné, une grande tranquillité descend en moi. Sans nous l'avouer, nous avions tous eu peur de voir nos canons manquer de munitions. Tout le reste, les cartouches, les vivres, les hommes même auraient pu faire défaut dans les tranchées, c'eût été un grand malheur, ce n'eût pas été la fin certaine. Mais que nos batteries fussent réduites au silence, nul sacrifice ne pou-

vait empêcher les Allemands de briser notre ligne et de passer.

Les yeux aveugles, la tête vide mais l'esprit calme, je regagne le poste de commandement en m'appuyant aux murs écroulés qui guident ma marche. Je ne prête même plus attention au sinistre bruissement qui sillonne l'air au-dessus de cette campagne ravagée, ni aux rafales de nos canons qui, inquiets, hésitants, frappent tantôt ici, tantôt là, tâchant de dresser leurs barrages devant le danger inconnu. Un seul désir m'obsède : trouver un endroit paisible où je puisse me reposer, retirer ma carapace remplie de buée malodorante et respirer, respirer comme un homme ordinaire respire à chaque heure de sa vie.

Enfin, voici le *P. C.*   . Dans le boyau qui descend vers l'entrée, on a disposé les toiles *hyposulfitées* qui doivent faire obstacle aux gaz, la porte est soigneusement calfeutrée et, quand je l'ai refermée avec précaution, quand j'ai retiré mon masque et me suis laissé tomber sur un banc, il me semble que, au fond de cette cave, je respire un air aussi pur que celui des plus hautes montagnes. J'ai l'impression de revenir d'un immense voyage dans des contrées inconnues, dangereuses et de me trouver enfin à l'abri, chez nous. En m'épongeant le visage, je regarde avec étonnement les gens qui m'entourent. Pourquoi ont-ils l'air soucieux? Pourquoi le général parle-t-il à voix basse avec ce pli qui barre son front? Ne sommes-nous pas sauvés puisque des caissons innombrables, bondés de projectiles, roulent vers nos batteries qui continuent à rugir?

Le capitaine H... vient vers moi et m'explique :

— Les canons ont ce dont ils ont besoin..., c'est déjà bien. Mais l'infanterie n'a presque plus de cartouches et les colonels implorent qu'on leur en envoie... Il leur faut cela et de l'eau... Pour les vivres, on peut s'en passer au besoin... Mais nous craignons que les corvées ne puissent arriver jusqu'ici... Il va être neuf heures... Il faudrait aller voir...

J'ai compris. Et, aussitôt, ma fatigue disparaît; je sens que mes muscles ont retrouvé toute leur force. Qu'est notre misère à côté de celle de nos camarades, là-bas, en première ligne? Vivement, je remets le masque et me voici de nouveau dans la nuit. Toujours aussi nombreux, les obus silencieux passent, passent.

Je me dirige au travers des ruines, des amas de décombres où je trébuche, vers les maisons à demi détruites où furent aménagés, tant bien que mal, des magasins à vivres et à munitions. C'est là que doivent se rassembler les corvées de territoriaux qui viennent chaque nuit pour ravitailler les troupes engagées. Tout en marchant, j'adresse à ces braves, du fond de mon âme, tout ce

que je ressens pour eux d'admiration et de pitié. De tous les courages que j'ai pu admirer pendant cette guerre, nul ne m'a paru plus merveilleux.

Ce sont des hommes de quarante-trois à quarante-cinq ans, au poil gris, aux physionomies résignées. Ils grimpent le long de la rude pente, à travers champs, dans la nuit mi-close, dans la chaleur encore lourde. Ils sont sans armes, munis seulement d'un solide bâton, car, pendant plus de deux kilomètres, ils vont avoir de lourdes charges à porter dans des chemins affreux, défoncés par quatre mois de combat. Chaque jour, à la nuit tombante, leurs longues files s'insinuent lentement dans les ruines des quartiers M , longeant les pans de murs encore debout, contournant les monceaux de pierres écroulées. Quand un obus éclate à proximité, leur troupe oscille comme sous l'effort d'une bourrasque soudaine. Un instant, la colonne mouvante disparaît, aplatie contre la terre; puis, quand la pluie des éclats est terminée, elle recommence à vivre, elle reprend sa marche ondulante vers le dépôt de ravitaillement. Là, on les charge en hâte, afin de dissoudre ce rassemblement où une *marmite* ferait un carnage épouvantable. Et, aussitôt, toujours résignés et tenaces, ils repartent les uns derrière les autres, avançant vers l'enfer de la première ligne. Mais, alors, la nuit est complète et ils ont sur les épaules le poids accablant d'une caisse de grenades, celui d'un sac rempli de biscuits ou de boîtes de conserves. Il va falloir cependant parvenir jusqu'à ceux qui se battent... Et voilà pourquoi, chaque nuit, sans arme, sans gloire à récolter, sans défense possible, malgré les tirs de barrage et malgré les rafales des mitrailleuses, trois cents vieux soldats vont, sans mot dire, à leur devoir. Et voilà aussi pourquoi, chaque matin, quand, à l'aube, ils regagnent leurs tanières, il manque toujours à l'appel quelques-uns des territoriaux de Verdun.

Mais ce soir..., ce soir..., comment feront-ils? Leurs abris doivent être environnés par le nuage de gaz. Comment auront-ils pu se rassembler et se diriger dans cette nuit, parmi la nuée qui s'amasse? Nous en attendions trois cents, cent cinquante pour les cartouches, cent cinquante pour les munitions. Ils devraient être ici à l'heure qu'il est.

Voici le dépôt. Personne autour. Sur le pas de la porte, tranquillement accoudé, je distingue le garde-magasin, celui que nous appelons l'Avocat. Car, avant la guerre, il était, en effet, avocat. Il fait partie d'un détachement de vieux soldats chargé du déblayage et des travaux dans les ruines. Il a été désigné comme garde-magasin parce que, parmi eux, il était le seul possédant le

peu d'instruction nécessaire. Ainsi, on peut savoir à toute heure, grâce à un contrôle qu'il tient minutieusement à jour, ce que contient sa réserve. L'avocat a pris goût à ses fonctions de comptable; il sait toujours exactement le chiffre des boîtes de conserves et celui des caisses de cartouches. Il vit au milieu de ses provisions et de ses munitions comme un seigneur en son logis et il dort parmi l'entassement des grenades avec autant de sécurité que dans un lit. Nous l'aimons bien à cause du zèle qu'il met à remplir une tâche si peu en rapport avec sa profession et de l'importance qu'il attache à ses nouvelles fonctions.

Le voici, accoté au chambranle de la porte, les bras croisés, l'air soucieux, tortillant l'extrémité de sa barbiche poivre et sel. Les étoiles mettent un reflet dans les verres de son binocle. Il n'a pas mis son masque et, à chaque instant, une quinte de toux le secoue. Et, comme je crie au travers de ma carapace pour lui reprocher son imprudence :

— Il n'y a pas danger de mort, mon lieutenant, me répond-il. Les brancardiers me l'ont affirmé en passant, tout à l'heure. Les gaz s'amassent dans les fonds : ici, nous n'avons encore rien à craindre. D'ailleurs ceci n'a aucune importance. Ce qui est terrible, c'est que nos hommes n'arrivent pas.

Il dit « nos hommes » avec l'assurance qu'y mettrait le général en chef. Aussi troublé que nous le sommes nous-mêmes, il voudrait pouvoir distribuer comme de coutume ses caisses et ses sacs bien disposés par tas, à l'avance, prêts à être enlevés. Mais le silence est retombé entre nous. A quoi bon discuter? Est-ce que l'impossibilité de venir jusqu'ici a besoin d'être démontrée ou affirmée? Elle saute aux yeux et, si nous nous taisons, c'est que tous deux nous nous demandons : « Comment pourrait-on faire? Par quel moyen amener jusqu'aux troupes engagées ce dont elles ont besoin?... » Et toujours les obus passent, passent.

Et, tout à coup, surgissant de la nuit, apparaît une troupe d'ombres. Elles émergent de derrière un amas de ruines, marchent vite, arrivent vers nous et s'écroulent à terre, le dos au mur. Il y a là une douzaine de soldats, la capote ouverte, haletants. Ils arrachent leur masque et, sans dire un mot, aspirent l'air empesté à pleins poumons. Pour mieux me faire entendre, entraîné d'ailleurs par leur exemple et celui de l'Avocat, je retire également le mien. Penché vers ces hommes, je demande :

— Qui êtes-vous?... Etes-vous de la corvée de vivres?... De celle des munitions?

Une voix, entrecoupée par la suffocation, dit derrière moi :

— Nous sommes venus pour les vivres... Nous étions cent

cinquante... Mais nous avons été pris dans la nappe de gaz... Je ne sais où sont passés les autres... Ah! c'est terrible!

Je reconnais, malgré l'obscurité, un vieux sous-lieutenant de territoriale que j'ai déjà vu plusieurs fois venir ici, un de ces hommes modestes, tenaces, dont nous admirons tant le zèle silencieux. Cette fois, vraiment, il semble désespéré. Nous nous serrons la main sans rien dire. Et le silence, de nouveau, plane. Je cherche à deviner, dans l'ombre, ce que disent les physionomies. Mais l'obscurité est trop épaisse pour que je puisse lire dans les yeux de ces hommes vautrés à terre et la muraille du magasin intercepte la clarté d'un mince croissant de lune qui vient de se montrer. Assis sur le sol, les jambes allongées, ils s'essuient le visage avec leur mouchoir ou avec leur manche. La sueur ruisselle sur ces fronts dénudés ou parmi les mèches grises. Mais aucune parole de découragement, aucune protestation. On ne perçoit que les respirations un peu sifflantes et la toux continuelle causée par les gaz.

— Attendons un peu, dis-je. Ils se sont sans doute dispersés et vont rejoindre.

L'officier lève les épaules sans répondre. Je continue :

— Avez-vous vu la compagnie qui devait emporter les munitions?

— Non... Nous n'avons vu, au moment où nous partions, que la tête de colonne du bataillon du ...me qui venait pour la relève. Il était à ce moment à hauteur du Cabaret et déjà le désordre s'y mettait. Il nous a laissé passer. Depuis, je ne sais plus...

— C'est vrai!... le bataillon... J'oubliais.

La relève des côtes de Belleville ne pourra pas se faire non plus. Je songe à ces pauvres gens, décimés par une semaine de bombardement, de luttes sans trêve, qui comptaient regagner ce soir un cantonnement presque tranquille. Ils vont devoir passer encore cette nuit sous les obus, dans les tranchées inachevées de la ligne de réserve. Et demain, quand l'assaut allemand va se déclancher sur la première ligne anéantie, il n'y aura que cette troupe exténuée, réduite au tiers de son effectif, pour se porter à la contre-attaque.

Un bruit de pas, une voix étouffée par le masque, c'est le capitaine C... qui crie pour se faire reconnaître et entendre, demandant où est la corvée. Sur mes explications, il donne l'ordre d'expédier d'abord des cartouches de mitrailleuses vers la brigade de Fleury.

— ... Le reste viendra après, si d'autres hommes arrivent... Les munitions d'abord..., les munitions..., les munitions...

Et il disparaît. Sans un murmure et sans une plainte, les douze hommes se sont levés et rapprochés de la fenêtre où se fait la distribution. L'officier dit :

— Allons... Prenons tout ce que nous pouvons porter.

Et l'avocat, aidé d'un autre sòldat, met sur les épaules de chacun une charge double de celle qu'il porte d'habitude.

— Donnez-m'en aussi, dit le vieux sous-lieutenant. Aujourd'hui chacun doit y mettre du sien... Songeons à ceux qui sont là-bas... Mais ce sera dur.

Un des hommes, tout à coup, sans raison, se met à rire fébrilement. Je distingue à peine les trous noirs de ses orbites et la tache que fait sur son visage osseux une grosse moustache inculte.

— J'aime mieux ça..., dit-il.

Avant d'achever sa pensée, il rit encore et sa gorge rend un son rauque. Il regarde autour de lui comme s'il cherchait une approbation; puis, comme les autres restent muets, il tousse, crache, s'essuie avec sa manche, puis continue :

— J'aime mieux ça que les tirs de barrage... Seulement... pour le masque... N...i...ni..., c'est fini, je veux plutôt y laisser ma peau.

L'officier se penche vers moi et me dit à voix basse, paternellement, comme pour excuser un enfantillage :

— Je le leur ferai mettre en descendant au fond du vallon, avant d'arriver aux carrières. Vous comprenez, avec cela sur le dos...

Et, courbé sous sa charge, à longues enjambées, il s'éloigne. Derrière lui, ses hommes le suivent un par un, ombres pitoyables et admirables qui s'évanouissent dans la nuit, tandis qu'au-dessus d'elles, sans répit, les obus muets toujours passent, passent.

Je suis resté seul sur le chemin qui, d'un bout à l'autre, traverse les quartiers détruits. De nouveau, je sens en moi cette lassitude qui m'avait envahi au début : à quoi bon?... à quoi bon lutter?... Tous ces efforts individuels qui sont autant de sacrifices, et cet effort collectif qui tend à ramasser les débris de nos troupes pour barrer le passage à l'ennemi, tout cela est inutile, je le sens. Songez à ces quelques hommes qui viennent de s'éloigner dans le sentier noir. Quelle chose adorable et ridicule! Douze hommes pour remplir une tâche destinée à trois cents; douze pauvres vieux hommes ridés, cassés, héroïques et navrants qui s'en vont vers le pays de mort, trébuchant, suffocant, suant — et silencieux; admirables comme des martyrs, admirables comme des preux. O vous, modestes compagnons de mes angoisses dans cette nuit unique, je voudrais que toute la France, penchée sur vous, pleure d'admiration et d'amour en voyant dans cette plaine immense vos douze silhouettes noires zigzaguant parmi les trous d'obus. Et dire que cela reste ignoré! On cite avec enthousiasme les soldats qui sortent des tranchées malgré le tonnerre des canons, et c'est justice. Mais ne devrait-on pas aussi raconter des courages tels que

ceux-ci? Ils sont quotidiens, innombrables, et nul n'en parle. Pourtant rien ne saurait être plus beau que ce départ vers le feu des douze vieux territoriaux résignés.

Encore des ombres devant moi. Celles-ci glissent entre les décombres et s'interpellent d'une voix haletante; elles se rapprochent, s'écartent, semblent chercher une direction. Sont-ce des damnés? Elles poussent des imprécations et semblent prendre le ciel à témoin de leurs souffrances. En voici un groupe qui m'a aperçu et s'avance vers moi.

— Qui va là?...

— ...me de ligne; ...me bataillon.

— Ah!...

C'est le bataillon de relève. Il a donc pu passer. Autour de moi se groupent une vingtaine d'hommes masqués, casqués, le dos courbé sous le sac, écrasés de fatigue, s'appuyant sur leur fusil. Des voix rauques et assourdies se croisent.

— Vous n'avez pas vu le chef de bataillon?... Quelle misère!... Et le capitaine?... Est-ce ici, Marceau? Et la Fourche?... C'est malheureux! On est perdu, sûrement!

Voyant mon visage découvert, plusieurs retirent leur masque, et j'entrevois, dans la pénombre, des figures d'enfants, des traits bouleversés où l'on devine encore l'épouvante de la mort.

Je ne sens plus ici la résignation de mes territoriaux. Les âmes des jeunes sont moins fortement trempées pour traverser de telles épreuves : les unes se révoltent contre le destin; les autres, désemparées, ne trouvant plus la force de lutter, se laissent aller au courant du malheur. Le nombre des hommes qui m'entouraient s'accroît encore; sans cesse d'autres ombres surgissent du chaos; les unes, dès qu'elles ont retrouvé leurs camarades, se laissent choir sur les blocs de pierre; les autres poussent des jurons, ou se lamentent. On sent passer ici la vague qui courbe les volontés, amène le désespoir. Je dois crier pour dominer le tumulte.

— Silence!... Qui est-ce qui commande, ici?

Toutes les voix se sont tues instantanément. Ces êtres désespérés, égarés dans la nuit, étouffant sous leur carapace empestée, sont heureux d'avoir trouvé quelqu'un pour les commander. Une des ombres s'avance de quelques pas et je vois, à la clarté de la lune, les galons de sergent qui brillent faiblement.

— Mon lieutenant, on ne sait pas... Tout le bataillon devait monter vers Souville... Mais, après le Cabaret, il y a eu un grand désordre : on a mis les masques..., on s'est dispersé..., puis retrouvé, et nous sommes montés par ici, quelques-uns. Nous cherchons le commandant... Dame! on ne sait plus...

Tous se sont resserrés autour de moi; ceux qui étaient couchés se sont levés; ils sont là une cinquantaine de soldats devenus tout à coup attentifs et obéissants, malgré l'émoi que cause toujours le passage sinistre des obus.

— Calmez-vous, dis-je en élevant le ton pour que tous m'entendent. Vous seuls êtes dans la bonne voie; le reste de votre bataillon devrait être ici. Il se sera perdu, et ce n'est pas étonnant...

Le cercle se rapproche encore et un murmure de voix approuve :

— Bien sûr! Bien sûr!...

— Alors, sergent, vous allez remettre de l'ordre dans votre troupe et je vais vous faire conduire tranquillement par deux coureurs jusqu'aux tranchées de réserve. Petit à petit, votre bataillon rejoindra ainsi. Surtout, du calme et que chacun y mette du sien.

— Allons!... disent des voix!... Allons! Par un!... dépêchons.

Les ombres, dociles, se rangent sur la route, tandis que je m'éloigne de quelques pas pour gagner l'abri des coureurs. Je descends les trois marches qui mènent à leur cave, je soulève la toile de l'entrée... Ah! mes chers petits chasseurs... Quelle joie, quelle confiance je ressens dès que je me retrouve parmi eux! Ils sont là quatre qui jouent paisiblement aux cartes, deux qui causent, un autre lit un morceau de journal, le reste dort comme ils dormiraient dans un cantonnement de repos. Tous ceux qui étaient éveillés se sont levés quand j'ai pénétré dans leur réduit. Et je suis resté là quelques instants sans parler, me remplissant les yeux du spectacle de ces hommes vigoureux, jeunes, insouciants qui attendent mon ordre, immobiles et souriants. La fumée des pipes flotte parmi la lumière des chandelles, l'air est chargé d'odeurs âcres montant des vêtements poussiéreux, du linge imprégné de sueur, des gamelles qui traînent, auxquelles s'ajoute peu à peu celle des gaz qui filtrent sournoisement par la fermeture imparfaite. Et pourtant je me sens bien, là, parmi les miens; je voudrais me taire, regarder, écouter, rester au milieu d'eux... Mais il faut songer aux autres. Je demande :

— A qui de marcher?

— A moi, à nous, disent ensemble Michellaud et Debeury, deux des joueurs.

— Allez, mes amis, vite! vos masques, vos casques. Vous allez conduire des fantassins aux tranchées de soutien.

Déjà, ils montent l'escalier derrière moi en se bousculant. Ils semblent heureux de se rendre utiles, malgré les dangers et malgré la fatigue des nombreuses courses déjà faites. Ils ont vite fait d'être camarades avec les fantassins. Michellaud, le Parisien gouailleur, prend d'autorité le commandement du détachement.

— Allons, vieux frères, crie-t-il, par un, derrière moi... Je vais vous faire visiter le pays.

Et, à grandes enjambées, il s'éloigne, dans la nuit, vers les côtes de Belleville. Derrière lui s'allonge la file des hommes courbés, semblables à un long serpent noir rampant sur le sol.

Et les obus passent, passent toujours. Maintenant, cependant, ils sont moins nombreux; au-dessus de moi, j'entends distinctement chaque sifflement. Les Allemands cherchent simplement à alimenter la nappe de gaz qu'ils savent accumulée au fond des vallonnements. Leur volonté d'empêcher tout ravitaillement continue à être certaine. Heureusement, grâce à l'énergie et au dévouement de nos sections de munitions, le principal danger est écarté : les canons auront leurs obus. Mais quelle doit être l'angoisse de nos pauvres fantassins! Je les devine, là-bas, étouffant sous le masque, attendant, le cœur serré, les premières lueurs du jour. Et cette heure-là va décider du sort de Verdun.

Harassé, toujours toussant, larmoyant, respirant avec peine, je redescends vers le P. C. Je croise encore deux ombres masquées qui filent dans la direction du poste de secours. Je reconnais, dans la première, notre aimable médecin divisionnaire. Dès qu'il m'aperçoit, il vient à moi, me prend par le bras et me crie à l'oreille :

— Voulez-vous bien vite mettre votre masque, misérable! Vous voulez donc être complètement intoxiqué!... Vous savez, elle ne pardonne pas, leur saleté...

— Voyons, docteur, il n'y a pas de danger... Les gaz sont restés dans les fonds..., l'air n'est même pas troublé, par ici... A peine s'aperçoit-on de cette odeur... Les picotements dans la gorge, dans le nez, dans les yeux... ce n'est rien, tout cela...

— Taisez-vous, tête de bois!... Vous me feriez croire que vous cherchez à vous faire évacuer sur l'arrière.

Et le bon docteur s'échappe vers le poste des brancardiers divisionnaires. Un peu ému par ces paroles, je rentre vivement dans notre cave. Il n'y a plus que le capitaine C... et l'interprète S... Le général et les autres officiers se sont retirés dans l'abri réservé au troisième bureau, contigu au nôtre. Je cherche à avoir des renseignements. Des coureurs ont apporté de Fleury et de Souville d'assez bonnes nouvelles : les troupes, d'abord désemparées, se sont ressaisies. Maintenant, elles sont remplies de rage contre la sauvagerie de l'ennemi : les hommes voudraient lui faire payer cher le supplice de cette nuit. Une seule chose est vraiment inquiétante : le petit nombre de cartouches.

Les heures s'écoulent lentement. Quelle attente! Et comme l'on voudrait être plus vieux, savoir ce que sera le jour qui se prépare.

Les coudes sur la table et la tête dans mes mains, je poursuis mon cauchemar. Il me semble par instant que ma raison s'égare ou que mon crâne va éclater. Le picotement des yeux est insupportable et la fatigue me courbe. Peut-être pourrais-je sommeiller un peu. Mais à peine mes paupières s'abaissent-elles que je suis secoué de ma torpeur par le bruit de la porte qui s'ouvre brusquement ou par la sonnerie du téléphone, — car l'arrière demande constamment des nouvelles, — et la vibration du timbre brise mon tympan. D'heure en heure, je vois entrer deux hommes couverts de poussière; ce sont mes coureurs qui apportent des nouvelles de la ligne de feu, car les communications téléphoniques avec le front sont rompues de nouveau. Ils remettent le pli au capitaine, attendent le reçu et, silencieux, graves, saluent et sortent.

Un des officiers vient de temps en temps nous dire la situation : l'ennemi est calme; il continue à entretenir son tir d'obus asphyxiants, mais il ne fait aucune tentative pour tâter nos lignes. Dès le lever du jour, toutes nos batteries seront prêtes pour exécuter sur le front entier un tir de barrage serré. Dans le faubourg Pavé sont massés des bataillons de renfort et des convois de cartouches, de grenades, d'obus. Si, au jour, les Allemands cessent leur envoi de gaz, on commencera le ravitaillement, coûte que coûte... L'espoir revient une fois de plus. Tout ce qui pouvait être fait a été fait : il n'y a plus qu'à attendre... attendre.

... Quelle heure est-il? Deux heures. Ai-je dormi? Je ne sais, mais il me semble que je suis un peu moins las. On n'entend aucun bruit dehors, que quelques coups de canons espacés, lointains. Autour de moi, tout est calme : l'interprète a disparu et le capitaine C... dort, un coude sur la table, la bouche grande ouverte. Le téléphoniste, la tête renversée en arrière, ronfle. Doucement, je me lève et gagne la porte. Je l'ouvre, sors et la referme sans heurt. Me voici sur le terre-plein.

Bzzz... Un obus arrive, file, file et puis le silence retombe. Quelques secondes se passent et en voici un autre aussi rapide, aussi mystérieux, aussi muet. L'odeur du gaz subsiste, un peu moins forte, peut-être. Jamais, depuis que nous sommes à Verdun. je n'avais joui d'une nuit aussi paisible. Il n'y a plus un souffle de vent et la fraîcheur commence à s'épandre dans l'air; la nuit est tellement claire que l'on croirait déjà percevoir les premiers palpitements de l'aube. Comment croire que, tout à l'heure, l'ennemi va se ruer hors de ses lignes, se précipiter sur les nôtres? Avant une attaque, on sent l'énervement qui, chez l'adversaire, précède la sortie à découvert, sous la menace des barrages, et le canon continue jusqu'au bout son œuvre de démolition; le moindre

mouvement perçu déchaîne le crépitement des mitrailleuses, de la fusillade. Ici, rien de tout cela : en comparaison des nuits passées, nous sommes environnés d'une paix sereine, inattendue. Et je croirais volontiers que l'ennemi a renoncé à son plan d'attaque, mais l'obus qui continue de siffler, l'obus sournois, persévérant, envoyé avec une régularité mathématique, me prouve que sa volonté n'a pas changé. Il faut attendre encore.

Je rentre dans l'abri. Mes deux compagnons sont toujours endormis tels que je les ai laissés. J'hésite un moment à les imiter. Et puis, je songe qu'il y a encore une heure à attendre avant le jour et une heure de repos suffirait à me rendre l'esprit clair, le corps dispos, pour la tâche qui sera rude.

Je me jette sur ma couchette et, peu à peu, dans l'obscurité complète qui m'environne, j'oublie...

23 juin, 5 heures du matin. — Des milliers de canons font trembler la terre. Je me suis redressé, ahuri, effrayé. Jamais pareil cataclysme ne s'était déchaîné sur le monde. Mon Dieu! Mon Dieu! qu'est-ce donc?... J'ai oublié... Ah! oui, les gaz... Je saute en bas de ma couche en m'adressant des injures à moi-même. Quelle honte! Avoir dormi, une nuit pareille... Ma montre marque cinq heures : c'est l'assaut! Un grand frisson me saisit. Vite! je passe dans la première cave.

Tout de suite je me rassure un peu en voyant le calme du capitaine C... qui rajuste avec soin sa cravate devant une petite glace. Il est un peu pâle et ses yeux sont cernés, mais sa physionomie n'indique pas l'approche d'un désastre. Le cuisinier du général, tranquillement, essuie avec soin chacun des bols qu'il place sur la grande table pour le café du matin. Et les coups de canon se succèdent, semblables à un interminable roulement de tambour. La lampe suspendue à la voûte par un fil de fer vibre sans cesse comme quand passe un autobus dans une rue étroite.

— Mon cher, s'écrie le capitaine C... de sa voix aiguë, ces gens d'en face sont de véritables brutes... Ils sont à la fois malins comme des singes et bêtes comme des oies... Malins pour organiser adroitement quelque malpropre entreprise et stupides quand il s'agit d'en tirer parti... Car, il faut bien l'avouer maintenant, leur coup des gaz était admirablement monté. S'ils avaient attaqué à l'aube ils n'auraient pas rencontré de résistance sérieuse. Nos hommes étaient à bout de force et les cartouchières étaient vides.

— Et alors?...

— Alors, ils ont manqué l'occasion, mon cher; ils ont jugé la préparation insuffisante et, depuis plus d'une heure, ils ont arrêté leur tir d'obus axphyxiants et recommencé leurs tirs de destruc-

tion. On a effectué le ravitaillement à la pointe du jour, malgré la visibilité... Les renforts arrivent... Ils peuvent faire ce qu'ils voudront; maintenant, nous les tenons.

J'oublie la situation encore horrible de ceux qui sont soumis à cet ouragan d'acier. Qu'est cela à côté de ce qu'eût été l'assaut livré à l'aube, nos lignes enfoncées, Souville pris peut-être, la route de Verdun ouverte? Je sors de la cave et je me sens le cœur plein de joie et d'espoir. Un merveilleux soleil inonde la campagne, un vrai soleil de jour de fête. Les canons hurlent comme s'ils poussaient des clameurs de vengeance. Toute la colline est secouée d'un frémissement formidable. A chaque minute, un obus de 210 allemand vient s'écraser parmi les ruines. De tous côtés montent d'épaisses colonnes de fumée. Les départs et les arrivées se confondent; il me semble voir dans l'air flotter une buée qui tremble et tous mes muscles tressaillent.

Je traverse le petit bois où la batterie des Rimailhos rugit. Les hommes, en manches de chemise, s'empressent autour des pièces. Chacun met toute son âme, toutes ses forces à l'accomplissement de sa tâche, et je frémis d'allégresse à la pensée des barrages effroyables qui doivent se dresser devant les Allemands.

Je poursuis ma route vers le promontoire de rochers qui domine la route d'Etain. Une ignoble odeur pharmaceutique rôde encore par là, mais elle est cependant supportable. Le soleil inonde de ses rayons les labours dont les molles ondulations s'étendent jusqu'à Bévaux. Parmi leur masse brune, je distingue de longues colonnes de caissons qui, suivant les pistes plus claires, remontent à vide vers les parcs.

Et, à mes pieds, tout le long de la pente couverte d'herbe drue, des bataillons d'infanterie, en files sombres, montent du même mouvement lent et sûr. Mon cœur bat plus fort. Je voudrais crier mon bonheur, je voudrais embrasser tous ces hommes qui viennent vers nous. Ma joie, impuissante à se manifester, remplit mes yeux de larmes.

Maintenant, il me semble que toutes les forces de la France, accourues à notre cri de détresse, viennent se rencontrer ici. Elles sortent des ravins avec nos fantassins, de tous les bois avec nos canons qui hurlent, de Bévaux, de Verdun où d'autres régiments, amenés dans la nuit, commencent à affluer. Le rempart, un instant ébranlé, se dresse de nouveau, plus fier, plus robuste qu'avant; ils ne passeront pas.

Marcel Dupont.

LE SERVICE DES RAPATRIÉS

A ÉVIAN

Pour des milliers d'internés civils français, la ville d'Evian-les-Bains est devenue la porte de la France. C'est Annemasse qui, la première, a eu cet honneur. Mais les difficultés du transbordement à travers Genève, de la gare de Cornavin à celle des Eaux-Vives, l'exiguïté des locaux de réception et l'insuffisance des hôtels ont amené l'administration à choisir une autre ville pour y accueillir les rapatriés. A la date du 14 juillet dernier, 110 000 d'entre eux étaient déjà rentrés en France par Evian.

Depuis la mi-janvier, — et avec deux interruptions d'une quinzaine, — deux fois par jour, vers 7 heures du matin et 7 heures du soir, un train venant de Suisse déverse 500 de nos compatriotes dans la jolie ville du Chablais. Après avoir été déportés pendant trois ou quatre mois en Belgique, ces habitants de nos régions envahies ont reçu enfin l'autorisation de rentrer dans la « France libre », comme ils disent. La joie que leur donne cette nouvelle ne peut se décrire. Et quelles émotions pendant le voyage! En passant dans une gare allemande, des rapatriés voient des prisonniers français qui travaillent sur la voie; ils se mettent à chanter la *Marseillaise*, et, en les entendant, les prisonniers prennent leurs outils et se mettent à danser comme des fous! Un autre convoi de rapatriés s'arrête un moment dans une gare près d'un train de grands blessés français. Rencontre émouvante : ils ne résistent pas à la joie d'embrasser des frères! Ils cassent les vitres, se précipitent les uns vers les autres aux cris de « Vive la France! » jusqu'à ce que les employés du chemin de fer aient baissé les stores et surtout fait partir un des deux trains.

Les rapatriés sont transportés par Schaffouse, Zurich, Berne, Lausanne, Saint-Maurice et le Bouveret. Durant la traversée de la Suisse, nos malheureux compatriotes reçoivent toutes sortes de

secours et de marques de sympathie. Le jour de notre fête nationale, comme le 1er août — fête nationale de la Confédération helvétique —, tous les petits Français sont arrivés à notre frontière avec des drapeaux tricolores que leur avaient remis les Suisses et le souvenir des ovations ou des fanfares qui avaient résonné partout à leurs oreilles. Mais voici qu'ils approchent de la France. Un délégué de la Croix-Rouge d'Evian va les attendre à Lausanne ou au Bouveret pour leur demander quels sont leurs besoins les plus urgents et leur expliquer ce qu'ils ont à faire en touchant au sol natal. Enfin la frontière est franchie à Saint-Gingolph; le train traverse le haut de la ville d'Evian, des bras d'enfants s'agitent aux fenêtres, et le cri de « Vive la France! » court tout le long du convoi. Les voilà dans la gare.

On voit descendre des voitures une foule sombre de vieillards, de femmes entourées d'enfants, et d'enfants isolés, tous maigres et pâles, pauvrement vêtus, las de cinquante ou de soixante heures de trajet sans repos et sans sommeil, ayant pour la plupart les pieds et les jambes enflés par la pression des chaussures et l'incommodité du voyage. Cette troupe se forme en un cortège compact dans la cour de la gare, tandis que les autos sanitaires prennent les impotents ou les malades, et les rapatriés descendent l'avenue qui conduit à la ville. De nombreux habitants sont venus à leur rencontre pour leur faire un cordial accueil. Pendant ce rude hiver, où le train du soir eut souvent plusieurs heures de retard, des ouvriers, des employés de magasin, des soldats permissionnaires allaient les attendre au milieu de la nuit ou au petit jour, et revenaient en soutenant la marche des vieilles femmes ou en portant des bébés dans leurs bras : touchante image de la patrie serrant contre elle les enfants qu'elle avait perdus!

Le cortège se rend ainsi jusqu'au casino... Qui aurait pu prévoir, lorsqu'on inaugurait, en 1913, ces vastes et clairs bâtiments, que ces salles, construites pour le délassement et le plaisir des baigneurs, deviendraient si peu de temps après le lieu choisi pour le soulagement de tant de misères? Là où il y eut un jour musique de joie, petits chevaux et baccara, quelles détresses sont réunies maintenant!

Dans le hall pavoisé, de longues tables sont dressées et les pauvres gens s'asseoient devant le repas qui les attend, pendant que les dames de la ville s'empressent à les servir. C'est d'abord un silence que troublent seulement le bruit des cuillères contre la vaisselle et les cris des petits enfants. Beaucoup des voyageurs ont eu à peine de quoi se nourrir pendant la première partie de leur route; de plus, ils sont si étonnés de se trouver libres dans leur

patrie qu'ils ne peuvent manifester encore aucune joie. La terreur de l'ennemi pèse encore sur ces Français inoffensifs qui l'ont endurée pendant trois ans.

Il faut, pour les y arracher, qu'un personnage officiel — le préfet de la Haute-Savoie, le sous-préfet de Thonon ou le maire d'Evian — prenne la parole, leur affirme que leurs jours affreux sont finis, que leurs compatriotes les reçoivent avec joie, que les dommages qu'ils ont soufferts seront réparés, que la victoire des Alliés les vengera et les paiera de toutes leurs peines... Dès les premiers mots de l'orateur, les visages crispés se détendent, des larmes coulent et des sanglots éclatent. Mais que devient cette émotion quand, le discours terminé, la fanfare attaque la *Marseillaise!* Instant solennel! Les rapatriés se dressent, sauf ceux que les infirmités ou l'âge retiennent à leur place. Je revois un vieillard aux yeux clairs qui regardait avidement et d'un air extatique la tribune des musiciens, tandis que ses lèvres remuaient en prononçant tout bas les paroles de l'hymne sacré. Les petits garçons d'une dizaine ou d'une douzaine d'années frémissent, pensant peut-être à leur père qui se bat. Une femme s'évanouit; une autre pousse des cris tels qu'il faut l'emporter... Cet hiver, une malheureuse est morte subitement pendant la *Marseillaise*; qui sait si elle n'avait pas des raisons personnelles pour comprendre ces mots :

Ils viennent, jusque dans nos bras,
Egorger nos fils, nos compagnes!...

L'hymne achevé, les rapatriés sont réintégrés moralement dans la communauté française : il faut maintenant leur y faire une place matérielle, et la meilleure possible, en attendant qu'ils puissent retourner dans leur pays.

Ce n'est certes pas une petite affaire, ni un travail aisé, que de leur rendre un état-civil, un domicile, et, lorsqu'on le peut, une famille. Le directeur du Service des Rapatriés, M. Perrier, commissaire spécial d'Annemasse, a droit à la reconnaissance des internés civils, de leurs parents et de leurs amis, pour le soin minutieux et la rapidité avec laquelle il accomplit sa tâche. Le service qu'il a créé à Annemasse et perfectionné à Evian peut être considéré comme un modèle d'intelligente et pratique organisation.

Il s'agit avant tout d'établir l'identité des arrivants. Les dames de la Croix-Rouge débarrassent les mamans des enfants en bas âge, qu'elles portent à la pouponnière, puis tous les rapatriés passent dans une grande salle où sont disposées des tables surmontées des lettres de l'alphabet, et chacun se place devant la lettre initiale de son nom. Une équipe d'une centaine de jeunes filles est

chargée d'inscrire sur des fiches individuelles tous les renseignements d'état-civil pour chaque rapatrié, en y ajoutant les motifs de son évacuation en Allemagne, la durée de son internement, le nom et l'adresse de son dernier patron, et ceux des personnes qui l'attendent en France. C'est le premier travail de ce bureau.

Dès qu'il est terminé, — avec les difficultés qui proviennent souvent de l'âge des pauvres gens, de leur manque de mémoire ou de leur ignorance, — on recherche si chaque rapatrié n'a pas été déjà « réclamé » par des parents domiciliés en France libre. Derrière les tables de l'état-civil, une seconde rangée de tables porte toutes les lettres qui sont parvenues au service. Elles arrivent ordinairement au nombre de 800 à 1000 par jour; à la fin de juillet dernier, lorsque les convois, interrompus depuis le 14, ont été sur le point de recommencer, il en est arrivé quotidiennement jusqu'à 6 ou 7000. Dans les vingt-quatre heures, cette énorme correspondance est dépouillée et classée par noms, prénoms, âge des évacués et ordre alphabétique des communes, mais au prix de quelles peines !

Songez, en effet, que, pour les gens d'une même région, les noms de famille, et même les prénoms, sont relativement peu nombreux, et que, dans un même arrondissement, il y a une quantité de Lefèvre ou de Bernard, par exemple, entre lesquels il ne faut pas faire de confusions. En outre, parmi les gens qui réclament des rapatriés, beaucoup font des fautes sur l'orthographe des noms propres; il arrive souvent qu'une même personne soit réclamée sous le nom de Lefèvre, Lefebvre ou Lefaivre, de Démarais, Démarets ou Desmarais, — à telles enseignes qu'après expérience, le Service des Rapatriés a dû adopter l'orthographe phonétique et classer ensemble tous les noms qui ont à peu près la même prononciation.

Considérez enfin que ce travail d'enregistrement, plus délicat et plus précis que celui d'un bibliothécaire, doit-être accompli dans le brouhaha et l'atmosphère que l'on devine, jusqu'à 11 heures du soir, pour le second convoi, et jusqu'au matin si le train n'a pas été exact; que, pendant cet hiver, un froid glacial pénétrait cette salle construite pour la saison d'été et impossible à chauffer... Vous comprendrez alors combien l'effort des jeunes employées de ce service est digne d'éloges, et combien la femme de cœur qui l'a créé et le dirige sans se reposer un jour, Mlle Goossens, a bien mérité de la grande famille française.

Un tel labeur trouve sa récompense dans les joies qu'il apporte aux malheureux. Devant les tables aux fiches, les rapatriés attendent anxieusement et dissimulent leur angoisse de leur mieux. Ceux du département du Nord sont, d'ordinaire, les plus favo-

risés : sur 480 ou 500 personnes de cette région, il n'est pas rare que 420 soient appelées par leur famille, tandis que pour les gens de l'Aisne, il n'y en a guère que 120 ou 150 qui aient ce bonheur... Voici qu'une des employées tend une enveloppe à une vieille dame du convoi : « Madame, vous êtes réclamée par votre fille à une adresse que vous trouverez ici. » La vieille dame prend la précieuse lettre avec dévotion ; puis, avant de l'ouvrir, elle s'écarte un peu, s'assure que personne ne fait attention à elle, déplie enfin le papier, lit quelques mots, s'arrête pour pleurer, et ce n'est qu'un moment après qu'elle va jusqu'au bout de sa lecture.

Cette pudeur de l'émotion est très fréquente chez nos rapatriés : on dirait qu'ils craignent de blesser, par une joie exubérante, ceux de leurs compagnons qui ne sont attendus par personne au sein de la patrie. Quelquefois cependant leur joie déborde ; ils interpellent, d'un bout de la salle à l'autre, leurs voisins de route ou de village : « Hé! Baptiste, Antoine! J'sons r'clâmé! » Mais l'allégresse qui ne connaît ni réserve ni mesure, c'est celle des mères retrouvant la trace des enfants dont elles avaient été séparées. Ce cas s'est présenté maintes fois, surtout au début des rapatriements : lorsqu'une femme était accusée par l'ennemi de posséder des pigeons-voyageurs, elle était mise en forteresse, et ses enfants renvoyés seuls en France! Le Service a vu arriver un jour une mère de cinq enfants, — le dernier encore à la mamelle, — qui avait été prise par les Allemands dans la rue et mise sans eux dans un convoi! Un matin d'août dernier, une évacuée apprend à Evian que ses trois enfants, qui lui avaient été enlevés depuis plusieurs mois, avaient déjà passé dans la ville et se trouvaient en sûreté à une adresse connue. Quels transports, quels cris de joie, quels sanglots!

On devine la question que posent immédiatement les rapatriés qui ont un être cher à la guerre : « A-t-il écrit? » Et s'il n'a pas écrit, c'est un chagrin affreux : « Il est mort! s'écrient-ils. On nous l'avait bien dit! » Que tous les soldats qui ont leur famille dans les régions envahies épargnent à leurs parents cette douleur inutile. Les bruits les plus faux circulent dans ces régions sur le sort des soldats qui en sont originaires. Ces rumeurs servent trop bien la politique de l'envahisseur pour qu'il n'en favorise pas la diffusion, si même il ne contribue pas à les répandre. Donc, que les soldats des pays envahis écrivent à leurs parents, au Service des Rapatriés d'Evian, avec la mention : « A remettre à leur passage. » Ils ont droit à une permission de quatre jours (voyage non compris), pour venir voir leur père, leur mère, leurs frères, leurs sœurs ou leurs enfants, chez les parents ou les amis qui peuvent

les recevoir. Et s'ils n'ont ni parents ni amis en mesure de les accueillir, l'institution des « marraines » aurait ici une belle occasion d'exercer sérieusement sa bienfaisance!... Il est à souhaiter aussi que les formations sanitaires, dans lesquelles sont soignés des militaires blessés ou malades originaires de la France envahie, préviennent de la même manière leur famille à Evian : rien ne doit être négligé de ce qui peut aider à réunir ces familles éparses.

Les demandes des parents des rapatriés doivent être rédigées de manières différentes suivant qu'il s'agit de faire venir des évacués français dans la zone de l'intérieur, à Paris ou dans la zone des armées. Pour l'intérieur, il faut écrire au commissaire spécial du Service des Rapatriés, en le priant de diriger sur tel endroit la personne dont on donne le nom et les prénoms, l'âge et le lieu d'origine, et en joignant à la lettre un certificat d'hébergement légalisé par le maire : aussitôt que cette personne passera à Evian, elle sera transportée gratuitement à l'endroit désigné. Si on veut la faire venir à Paris ou dans la banlieue parisienne, — cette permission n'est accordée que pour des parents très proches, — il faut, en outre, une autorisation de la première division de la préfecture de police; et en attendant cette autorisation, les rapatriés doivent rester, pendant une quinzaine de jours au plus, à Thonon ou à Annemasse. S'il s'agit de la zone des armées ou des bases anglaises, la permission n'est accordée qu'après une enquête, pendant laquelle les rapatriés séjourneront dans une ville située sur leur route, telle que Grenoble. Enfin, s'ils ne sont réclamés par personne, ou s'ils ne peuvent fournir aux autorités toutes les pièces demandées, ils doivent faire partie du « convoi » que l'on dirige, tous les deux ou trois jours, dans un de nos chefs-lieux de département, pour être ensuite logés et placés par les soins des préfectures. Quant aux enfants renvoyés en France sans leurs parents, on les confie à des rapatriés qui vont dans la même direction pour les conduire à leurs familles, ou bien des membres de la Croix-Rouge les emmènent, par groupes, dans des villes où ces familles viennent les chercher. Les pauvres petits qui n'ont plus de parents en France sont réunis dans un service spécial, aux Lilas, près d'Evian, où l'on forme, au bout de quelque temps, un convoi à destination de l'Assistance publique.

En outre des renseignements d'état-civil, le Service des Rapatriés demande aux arrivants de déclarer quelles ressources ils apportent, soit en argent français, soit en bons communaux. Certaines « kommandantur » autorisent les évacués à emporter 50 francs d'argent français, mais d'autres leur refusent cette

faveur. Les bons communaux ne sont remboursés que pour 100 francs, deux fois, à quinze jours d'intervalle; ce qui représente donc 200 francs par mois pour un adulte, — et 50 francs pour un enfant. Les personnes qui attendent un interné civil feront bien de l'avertir à Evian qu'il trouvera, dans une banque désignée, un compte à son nom, et qu'en l'absence de pièces d'identité, ce compte lui sera ouvert moyennant certains signes de reconnaissance qu'on lui indique, — nom d'un aïeul ou d'un autre parent, si l'on veut. Une précaution de ce genre peut épargner aux rapatriés des heures et même des jours de détresse.

Un très grand nombre d'entre eux arrivent sans ressources. Les Allemands pourraient dire pourquoi!... On peut voir sur les fiches d'identité le nom d'une femme qui s'est présentée au Casino, conduisant trois enfants, et munie de la somme de 3 fr. 50; une autre possédait 99 francs, — une fortune pour des rapatriés, — mais elle amenait dix enfants! Ces cas ne sont nullement exceptionnels. Pour secourir tant de misères, la municipalité d'Evian a fondé l'*Œuvre éviannaise d'assistance aux rapatriés* qui a été autorisée officiellement par un arrêté du 25 août 1917. Deux membres du comité regardent la fiche des pauvres gens, au sortir de la salle de l'état-civil, et remettent un secours aux plus nécessiteux, — secours bien faible, puisque l'Œuvre peut à peine dépenser actuellement 500 francs par jour!... Il ne sera peut-être pas indiscret de la signaler ici aux Français que la guerre n'a privés ni de leurs biens, ni de leur toit, ni de la terre natale. Les internés civils ont été la rançon des habitants de la « France libre » : c'est une dette dont il serait juste d'acquitter une partie dès leur retour! Les personnes généreuses peuvent s'adresser aussi à l'œuvre du *Secours aux rapatriés*, fondée par Mme Gillet, née Motte, de Roubaix. Cette œuvre collabore utilement avec l'Etat pour donner les premiers soins aux malheureux rapatriés, spécialement aux vieillards, aux malades et aux tuberculeux, et pour recueillir des enfants orphelins ou isolés.

Lorsque l'identité des arrivants est établie, les majors de service les interrogent sur leur état de santé, et les envoient après examen, s'il y a lieu, soit dans une maison de santé voisine, — à Bellevue, à Etrembières ou à Concise, près de Thonon, — soit dans un des trois hôpitaux d'Evian, qui possèdent près de quatre cents lits. Grâce à ces précautions, l'état sanitaire de la ville n'a jamais cessé d'être excellent. Les vieillards sont réunis à l'hôpital du Collège; celui de Saint-Joseph est employé pour les douches et l'étuvage des vêtements; les gens les plus malades sont soignés

par les admirables religieuses de Saint-Joseph, au couvent des Clarisses.

Cependant il faut pourvoir aux nécessités urgentes, et le problème est d'abord celui-ci : loger convenablement dans une petite ville d'eaux, — sans gêner, pendant la saison d'été, les nombreux baigneurs, — un millier de personnes arrivant tous les jours, de telle manière que leur installation à l'hôtel soit rapide, qu'ils retrouvent leurs bagages sans retard, et que leur nouveau départ soit exactement réglé. On imagine sans peine, en effet, le désordre que les erreurs ou les retards individuels apporteraient dans l'ensemble du mouvement.

Avant de sortir du Casino, les rapatriés passent au vestiaire, où les plus misérables reçoivent du linge et des habits; ils envoient gratuitement un télégramme à leurs parents pour annoncer leur arrivée, puis ils se présentent au service des hôtels. Ceux qui ont de quoi payer leur logement sont envoyés à l'un des hôtels mis à leur disposition; pour les autres, le bureau les répartit dans trois grands hôtels et plusieurs autres moins importants, qui contiennent environ huit cents lits. Les établissements sont classés en *très bons*, *bons* et *moins bons*, et appropriés ainsi aux diverses conditions sociales des rapatriés. De même, ils sont encore divisés en *distants* et *rapprochés* : on remplit d'abord les premiers, puis, à mesure qu'avec l'attente la fatigue des voyageurs s'accroît, on passe aux seconds. C'est un détail, mais il peut contribuer à faire comprendre le sens pratique qui gouverne cette organisation.

Même ingéniosité en ce qui concerne les bagages. Les rapatriés entrent en France avec de grands colis, — de 25 à 30 kilogs par personne, — qui sont mis dans les fourgons et marqués d'un numéro reproduit sur une étiquette que chaque voyageur porte à son cou. Ils apportent aussi de nombreux paquets fort encombrants : on leur laisse les plus « précieux » ou les plus fragiles, mais tous les autres, pauvres « baluchons » de linge ou de vêtements, sont réunis, à partir du Bouveret, dans de grands sacs numérotés et mis aux bagages. A l'arrivée à Evian, ces sacs sont déposés dans des hangars en bois construits dans la cour de la gare, et ils y restent, sous la surveillance de l'autorité militaire, jusqu'à ce que les rapatriés, une fois installés à l'hôtel, aillent reprendre ce qui leur appartient.

Pour éviter que les voyageurs ne s'égarent dans la ville ou ne perdent du temps à la recherche de leur gîte, chacun d'eux reçoit une fiche portant le nom de son hôtel, en sorte que le premier passant venu peut lui indiquer son chemin. La fiche est blanche, si le rapatrié doit attendre quelque temps à Evian; bleue, s'il doit

séjourner à Thonon; jaune, s'il part pour une localité de l'intérieur; verte, s'il se rend à Paris; rouge enfin, — la triste étiquette rouge! — s'il doit faire partie du convoi. Cette fiche porte en outre cette indication : « Départ de l'hôtel pour la gare à ... heures. » L'hôtelier lui-même est responsable du jour et de l'heure de départ de ses rapatriés; il en est responsable par son propre intérêt, car son indemnité est calculée par journées et au moyen de bons. Enfin il est tenu, pour le départ de chaque convoi, de porter à la gare les repas froids nécessaires à ses hôtes de passage. On voit que rien n'est laissé au hasard dans l'organisation du séjour et du voyage des rapatriés.

Comment les installer dans le pays — pour ceux du moins qui n'ont d'attaches nulle part — de telle sorte que la nation et eux-mêmes en retirent le plus grand bien? C'est une question que l'administration centrale s'est posée, et que son représentant au Service des Rapatriés, M. Barrat, inspecteur permanent au Ministère du Travail, cherche à résoudre de la manière la plus simple et la plus efficace.

Lorsqu'un convoi part d'Evian pour se rendre dans un chef-lieu, le Service des Rapatriés informe le préfet du nombre et de l'âge des personnes qui le composent; il lui adresse en même temps la liste nominative des personnes aptes à travailler et des professions qu'elles exercent, en y joignant une cote d'aptitude physique donnée par le médecin-major, de telle sorte que l'administration préfectorale sache à peu près, dès l'arrivée du convoi, quelle espèce et quelle valeur de travail elle peut attendre de ses nouveaux administrés. L'expérience de plusieurs mois a d'ailleurs prouvé que l'on trouve chez eux beaucoup plus de zèle pour le travail que n'en montraient parfois les réfugiés du début de la guerre : les rapatriés n'ont pas cessé de peiner durement sous la domination allemande, et ils sont heureux de pouvoir enfin se rendre utiles à la patrie au lieu de travailler contre elle; ils sont donc désireux d'exercer en France les métiers auxquels ils sont propres et d'être placés en conséquence. Sur 25 000 personnes des derniers convois arrivés par Annemasse, le Service avait placé 400 travailleurs avec leurs familles; sur les 50 000 personnes rapatriées par Evian de janvier à la fin de mars dernier, 1041 ont été placées. La progression est sensible et encourageante.

La répartition des rapatriés dans nos départements pourrait être encore perfectionnée. D'après le système actuel, les préfets savent combien et quelle sorte de travailleurs on leur envoie, mais ils n'ont pas la faculté de les choisir par métiers. Or, comme les besoins de main-d'œuvre varient beaucoup suivant les régions,

il faudrait que le Service des Rapatriés obtînt des préfets la liste des métiers pour lesquels ils ont besoin de main-d'œuvre, et c'est d'après cette liste que l'on ferait, à Evian, la répartition des travailleurs. Les ouvriers agricoles iraient de préférence à Chartres, par exemple, ou à Moulins, ceux de l'industrie textile à Lyon, et les métallurgistes à Saint-Etienne; de la sorte, chaque homme se trouverait à la place où il ne risquerait jamais de manquer de travail ni de ressources, et où il pourrait rendre le plus de services à la collectivité.

Une difficulté se présente ici : elle tient au vif désir que témoignent presque toujours les rapatriés de se rapprocher le plus possible de leur région. Si cette région n'est pas encore libérée, il est facile de leur faire comprendre que leur désir est actuellement chimérique; mais lorsqu'elle nous a été déjà rendue, en totalité ou en partie, on pourrait admettre que, dans la zone qui ne touche pas à la ligne de feu, les travaux de reconstruction ou de remise du sol en bon état fussent confiés à des évacués. Il y a parmi eux un très grand nombre de petits patrons ou de premiers ouvriers techniciens qui seraient capables de conduire les équipes de travailleurs militaires, — annamites ou autres, — et de pousser l'établissement de baraques provisoires ou de bâtiments plus solides. L'interpellation que M. Klotz a soutenue à la Chambre le 27 juillet dernier a montré combien la restauration des régions reconquises était encore lente et malaisée; ce moyen ne serait peut-être pas sans utilité pour une œuvre si pressante, car les rapatriés seraient heureux d'employer toutes leurs forces, sinon encore « chez eux », du moins le plus près possible de chez eux.

Ainsi ceux qui touchèrent, par les rives délicieuses du beau lac et dans la souriante ville d'Evian, au sol ardemment désiré se dispersent presque aussitôt dans le pays, et les groupements communaux des bourgs envahis rentrent peu à peu, familles par familles, individus par individus, dans le corps national, parcelles de notre chair, gouttes de notre sang, pour se mêler de nouveau à la vie universelle de la patrie. Qu'ils soient les bienvenus! Les gens du Nord appellent le crépuscule le « noir quart d'heure » et disent d'un homme insolent ou irrité qu' « il fait des yeux blancs de fer ». Ceux qui nous sont rendus ne voient plus, grâce à Dieu, les yeux « blanc de fer » de l'ennemi. Quant au « noir quart d'heure », il a pris fin pour eux : ils vont attendre parmi leurs frères une aube incomparable, celle du jour où la terre de leurs aïeux fera retour à la douce France!

Hubert Morand.

IN MEMORIAM

Le soleil qui descend vient caresser la treille
Et le vieux banc de mousse est chaud sous ses rayons;
Nous venions là jadis dans une heure pareille
Quand les perdrix chantaient à travers les sillons.

Mon frère, y songes-tu dans la terre vermeille?

Dans la terre vermeille et qu'arrosa ton sang
Te souviens-tu des jours heureux, de la lumière
Qui glissait lentement sur nos fronts en laissant
Un peu plus de clarté dans nos cœurs en prière,

Mon frère, y songes-tu dans ce soir caressant?

Dans ce soir caressant où mon âme est si pleine
De tant de souvenirs dont je voudrais pleurer,
Ta pensée ira-t-elle à côté de la mienne
Rêver près du vieux mur par la brise effleuré?

Mon frère, y songes-tu dans la terre lorraine?

Dans la terre lorraine où septembre est si doux,
Mon frère, n'est-ce pas que parfois il te semble
Que nous allons ici cueillir les raisins roux
Et que vers le vieux banc nous revenons ensemble.

Mon frère, y songes-tu quand je prie à genoux?

Quand je prie à genoux et que la cloche sonne
Dans le soir recueilli l'*Angelus* éternel,
Frère, ne sens-tu pas que mon âme te donne
Au delà de la mort un baiser fraternel?

Mon frère, rêves-tu parfois du tendre automne?

L'automne ramenait nos courses dans les champs,
Avec ses matins clairs et ses fauves couchants.
Alors, nous nous comprenions mieux et nos pensées
Au rythme de nos cœurs et de nos pas bercées,
Semblables à deux sœurs se tenant par la main,
Côte à côte marchaient dans le même chemin,
Laissant vibrer en nous les voix de la Nature,
O frère et c'est pourquoi ton âme était si pure
Et mon regard limpide ainsi que l'horizon.
..... Le soir nous revenions vers la vieille maison;
Nos deux chiens fatigués nous suivaient à distance,
Nos pas sonnaient dans l'ombre et dans le grand silence...

Quand nous serons enfin côte à côte étendus,
Quand nous serons couchés tous les deux sous la terre,
Quand nous ne ferons plus qu'une même poussière,
Quand la paix descendra sur nos os confondus,
— Mon frère, y songeas-tu dans ton heure dernière? —
D'autres viendront ici cueillir les raisins roux,
D'autres viendront rêver ici sous la tonnelle,
D'autres chemineront gaîment le long des houx,
D'autres habiteront la maison paternelle.

Mais ce seront mes fils qui garderont ce lieu
Et leurs fils qui seront à notre ressemblance
Et vivront après nous dans la même Espérance.
Y songeais-tu le soir de ton suprême adieu?

Mon frère, y songes-tu dans l'éternel silence?
Mon frère, y songes-tu près du trône de Dieu?

Paul Deschamps.

NOTES ET APERÇUS

UN DES ASPECTS DU PROBLÈME DE LA RECONSTRUCTION DE NOS VILLAGES

On ne saurait encore évaluer d'une façon certaine les chiffres de destructions dont la guerre actuelle est, en notre pays, la cause directe ou indirecte : la seule chose indiscutable, pour le moment, c'est que ce chiffre est considérable. Mais tandis que nos soldats luttent pour reconquérir le sol envahi, on se préoccupe, d'ores et déjà, d'organiser la réparation des dommages supportés et de redonner à des milliers de familles le « vêtement de pierre » dont elles ont été dépouillées.

L'œuvre est urgente, passionnante, et beaucoup s'y dévouent ardemment. Toutefois, dans l'empressement à faire vite, il convient de ne pas perdre de vue la part d'esthétique sociale que présente ce problème. Si l'on n'y veille avec soin, nous risquons fort de voir s'élever, à la place de plus d'un de nos vieux et pittoresques villages, une agglomération d'immeubles de rapport, tous identiquement laids, entourant quelque prétentieux « palais » scolaire ou municipal. Mais le goût français, soutenu par le sentiment régionaliste, saura empêcher, nous voulons l'espérer, qu'on inflige cette injure au « visage » aimé de notre patrie.

Cependant, pour réussir dans cette entreprise de préservation, il est indispensable de s'inspirer de principes nets et d'une méthode sûre. On les trouvera exposés, justifiés et développés dans le très beau livre que publie un spécialiste des questions d'art social et, ce qui ne gâte rien, un très sincère ami de la France : j'ai nommé M. de Montenach, député au Conseil des Etats suisses, qui a récemment fait paraître *Pour le Village*[1]. Nous ne pouvons analyser ces cinq et six cents pages, riches en observations et en aperçus originaux ; encore moins aurions-nous la prétention de suppléer à leur lecture. Nous voudrions simplement indiquer quelques-unes des remarques les plus suggestives qu'elles contiennent.

Rien de plus dissemblable que les villages, non seulement dans des contrées différentes, mais parfois dans la même région : villages de plaine, « doucement allongés au milieu des épis blonds », villages maritimes, « chevauchant les falaises », villages montagnards, « dont « les maisons frileuses s'abritent contre la neige et le vent, sous les ailes de leur grand toit ». Certains villages sont dessinés comme des villes, et leurs petites maisons de pierre étroitement unies les unes aux autres forment des rues bien tracées. D'autres centres ruraux sont constitués, au contraire, par un ensemble de demeures éparpillées, noyées dans la verdure, et on chercherait en vain, dans ces milieux-là, les éléments habituels qui caractérisent les bourgades : rues, places, avenues. Et de cette constatation, M. de Montenach con-

[1] Georges de Montenach, député au Conseil des Etats suisses. *Pour le Village. La conservation de la classe paysanne.* (Payot.)

clut que « le premier devoir qui s'impose donc à ceux qui veulent s'occuper du village, de sa conservation et de son perfectionnement esthétique. c'est de le prendre tel qu'il est, sans plan préconçu, sans idées toutes faites, afin de lui garder jalousement tout ce qui le distingue, tout ce qui forme son originalité propre, tout ce qui constitue sa valeur locale ».

Il est vrai que la valeur esthétique des villages est très inégale. Il existe de ces bourgs qui ne valent que par leur harmonie d'ensemble, que par la façon heureuse dont « ils sont amalgamés avec le site et le paysage au milieu desquels ils se trouvent et auxquels il ne doivent ajouter qu'une note discrète »; il en est d'autres, par contre, dont les différents éléments sont riches en détails ornementaux et dont chaque habitation est travaillée comme un coffret. Ce sont, en général, les contrées comme la Suisse alpestre, où la maison de bois domine, qui offrent le plus de variété dans leurs types villageois, le plus de richesse et de fantaisie décoratives. Malheureusement il y a en Europe des régions où le village s'est uniformisé — tout comme le costume des habitants : trop souvent même, il tend à prendre les airs quelque peu sales des faubourgs de nos grandes villes.

D'ailleurs, depuis quelque cent ans, le système de la voirie s'est progressivement modifié dans nos villages. Sans doute, au point de vue pratique, il s'est ordinairement perfectionné, mais au point de vue du pittoresque et, pour tout dire, de l'esthétique, ses modifications ont été beaucoup moins heureuses. Les chemins, remarque très justement M. de Montenach, ont toujours joué dans les dispositions du village un rôle prédominant. Dans le bon vieux temps, ils existaient à peine, défoncés, boueux, balafrés d'ornières et semés de cloaques. Alors les chemins étaient faits pour les maisons, allant de l'une à l'autre, montant, descendant, faisant cent tours. Depuis un siècle, la voirie n'a cessé de s'améliorer et on a repris, moins le souci de la beauté, les traditions romaines, en traçant de larges voies de communication qui se sont étendues comme un réseau à travers le pays. Ce sont ces voies nouvelles qui ont donné au village sa figure d'aujourd'hui, car les maisons sont venues ourler leurs bords; peu à peu les constructions se sont réglées sur leur tracé et la route a enfanté la rue, en même temps qu'elle dotait la localité d'une régularité et d'une symétrie contraires à la vraie physionomie qu'elle doit conserver. La vieille route était sinueuse, flexible; elle gagnait du charme à être coupée de temps en temps par des oppositions, des plans et par des accidents de terrain; des arbres ou bien des habitations se trouvaient, par les courbes, comme placés dans son axe et lui donnaient un fond varié. Maintenant la ligne droite règne en souveraine; or, suivant la boutade d'Henry Maret, là où passe le géomètre, l'art disparaît.

L'automobilisme ne fera sans doute que développer cette tendance à tracer de grandes artères rectilignes et il ne serait pas impossible que, dans la restauration de nos villages, on ne visât souvent à une certaine « haussmannisation ». M. de Montenach le redoute fort; il tient à rectifier, en passant, l'opinion que l'on se fait parfois des idées de l'ancien préfet de l'Empire : « Ce féroce éventreur de maisons, écrit-il, m'a bien souvent confié que tous ses plans avaient une portée politique, et qu'en transformant Paris, il voulut surtout faire disparaître tout ce qui favorisait les émeutes et les faiseurs de barricades. Il ouvrait des perspectives..., mais c'était au service des artilleurs et des

dragons ». Or, ajoute notre auteur, « les révolutions ne partiront jamais de nos villages; nous pouvons donc y maintenir, autant que faire se pourra, les labyrinthes ingénieux des petits chemins, qui vont, tournent et reviennent dans tous les sens, entre les demeures... » Assurément, et au point de vue du pittoresque, il serait difficile d'être d'un avis contraire. Toutefois, à parler franc, je crois que, dans les bourgs relevés de leurs ruines, les jolis petits chemins sinueux feront très souvent place aux avenues larges, droites, évidemment moins agréables à l'œil, mais infiniment plus commodes pour la circulation rapide.

Par contre, il est un point sur lequel on ne saurait, ce me semble, être en désaccord avec M. de Montenach : c'est le respect du caractère régional des maisons villageoises : « La dénationalisation complète de nos villages, le remplacement progressif de toutes nos constructions rurales traditionnelles par des bâtiments vulgaires, sans lien avec le milieu; voilà ce qui serait irréparable, voilà ce qui changerait profondément l'aspect intime du pays; et c'est pourquoi nous devons veiller avec une vigilance extrême à maintenir la maison rustique de nos ancêtres, telle qu'elle s'est associée au paysage, et pour ainsi dire fondue avec lui. » Nous ne suivrons pas l'auteur dans l'exposé de tout ce qu'il convient de faire pour maintenir cette harmonie naturelle entre un paysage et le groupe de maisons qui s'y élève.

On a dit qu'à la campagne, il n'y a d'architecture que dans les églises et dans les châteaux, mais qu'il n'y en a point dans les chaumières. L'auteur de *Pour le village* s'élève véhémentement contre cette opinion.

Les châteaux et les églises, si adaptés qu'ils soient au milieu, sont rarement de la pure race du pays; ce sont des sangs mêlés, il y a dans leur filiation des origines étrangères ; leur destination est bien définie, et cette destination est partout la même, dans n'importe quelle contrée, sous n'importe quel climat. La chaumière, au contraire, est intimement liée au lieu où elle s'élève, elle jaillit du sol comme une fleur indigène qui concentrerait tous les parfums de la forêt et de la prairie natale.

Elle n'a pas d'architecture, dites-vous, la masure normande dont les rejetons innombrables couvrent tous les pays anglo-saxons? Elle n'a pas d'architecture, la blanche bastide provençale si bien conçue pour défier les ardeurs des longs étés? Elle n'a pas d'architecture, la ferme bourguignonne trapue, riante, qui s'agrippe solidement aux champs plantureux Elle n'a pas d'architecture, la belle maison alsacienne qui rit au paysage par les yeux de ses fenêtres coquettes, la maison alsacienne au pignon pointu, reposoir des cigognes? Elle n'a pas d'architecture, la demeure du paysan de l'Ile de France, flanquée de dépendances savamment alignées, qui forment, avec la grande cour ceinte de murailles et le portail surélevé, un ensemble d'une si belle ordonnance? Mais alors, qu'est-ce donc que l'architecture? N'est-ce pas l'art d'habiller, pour ainsi dire, les hommes, les familles dans un vêtement de bois et de pierres, propre à leur genre d'existence, les abritant contre les intempéries qu'ils ont à redouter, profitant de toutes les ressources locales?

Nous nous arrêtons non sans regret. Que de choses intéressantes nous aurions encore à relever dans les chapitres que M. de Montenach consacre à l'église, à la mairie ou à l'école du village! Du moins, le lecteur, ennemi de ce que Montalembert appelait le *vandalisme restaurateur*, saura où trouver ces questions traitées de main de maître.

Max Turmann.

REVUE DES SCIENCES

La préparation et la stérilisation du catgut chirurgical. — La fabrication industrielle du chloroforme anesthésique. — Mise en valeur agricole des terres tourbeuses : méthode hollandaise; écobuage; ensablement; amélioration physique du sol tourbeux. Valeur agronomique des tourbières ensablées.

« Je les pansai, Dieu les guérit », disait modestement Ambroise Paré; et, sans diminuer la gloire du grand précurseur de la chirurgie française, on peut trouver dans ce mot l'aveu des mécomptes et des étonnements qu'il n'a pu manquer d'éprouver en l'état des connaissances médicales au seizième siècle. C'est qu'en chirurgie, il ne s'agit pas seulement de bien tailler, il faut recoudre : et la dextérité, scalpel en main, ne serait rien dans bien des cas, s'il ne s'y joignait la technique savante qui permet aux plaies de se cicatriser, aux tissus de se reformer, aux parties séparées de se rejoindre. Il y faut, outre l'habileté professionnelle, qui est de tous les temps, une méthode rigoureuse et un outillage spécial dont, seuls, les progrès de la science, après les immortels travaux de Pasteur et de Lister, devaient révéler la nécessité et rendre possible la réalisation.

Entre tous les accessoires chirurgicaux qui ont été ainsi créés ou modifiés pour le plus grand bien de l'humanité souffrante, l'un des plus utiles et des plus intéressants, c'est assurément le « catgut », ce fil spécial dont les praticiens se servent pour les ligatures et les sutures, pour attacher et pour réunir.

Le catgut, — boyau de chat s'il faut s'en tenir à l'étymologie anglaise, — boyau de mouton en réalité, n'est pas à proprement parler un produit nouveau; on l'utilise pour certaines cordes à violon et aussi pour des montures de ligne fort appréciées des pêcheurs qui ont affaire à de gros poissons. Mais les chirurgiens, à la recherche d'un fil parfaitement approprié aux besoins de la thérapeutique, se sont avisés de l'employer et lui ont vite reconnu de grands avantages; dans la plupart des cas, le catgut, en effet,

se caractérise par une souplesse et une solidité très grandes, unies à une consistance qu'on peut faire varier suivant les nécessités opératoires; il peut être aseptisé dans d'excellentes conditions; enfin, propriété précieuse, il disparaît à la longue, sans laisser de traces dans les organes, résorbé et en quelque sorte digéré par les tissus vivants. On comprend de quelle utilité peut être un pareil produit, surtout dans les circonstances actuelles. Combien de pansements il a facilités! Combien de blessés ne porteront, grâce à lui, qu'une trace insignifiante d'une blessure glorieuse, mais affligeante! Aussi l'Académie de médecine, l'Ecole supérieure de pharmacie et le Service de santé militaire se sont-ils préoccupés de déterminer les meilleures méthodes de préparation du catgut, les plus propres surtout à en assurer l'aseptisation d'une façon absolue. Un comité spécial a nettement spécifié toutes les précautions à prendre au cours des diverses manipulations et réclamé, à bon droit, avec un contrôle rigoureux et des vérifications minutieuses, toute une série de perfectionnements, aussi bien dans l'éducation technique des ouvriers que dans l'installation des fabriques. C'est qu'il faut, avant tout, s'assurer contre les risques d'infection que présenterait un produit éminemment putrescible s'il n'était préparé et conservé avec toutes les garanties nécessaires. A ce point de vue, rien n'est plus propre que l'histoire d'un morceau de catgut à mettre en lumière la conscience, la rigueur, le luxe de soins et de précautions avec lesquels on procède aujourd'hui quand il s'agit de lutter contre cet ennemi si redoutable et si difficile à atteindre : le microbe.

La matière première du catgut est fournie par l'intestin grêle du mouton; la paroi de cet intestin est composée de trois membranes, extérieure, médiane et intérieure : on n'utilise que la seconde, formée de fibres musculaires rigides. La préparation comporte deux séries essentielles d'opérations : la fabrication proprement dite et la stérilisation.

Les boyaux sont recueillis dans les abattoirs aussitôt après la mort de l'animal : on les vide immédiatement du sang et des matières qu'ils contiennent, on les sépare de la graisse adhérente, puis on les entoure de glace et on les transporte à l'usine spéciale. Là, après un premier bain dans l'eau froide, ils passent entre les mains d'ouvriers qui les étendent sur une table de marbre et les râclent soigneusement, au moyen d'outils en bois léger. On enlève ainsi la muqueuse externe, puis — en retournant le boyau, à la façon d'un doigt de gant — la muqueuse interne, de façon à ne plus avoir que la couche intermédiaire, qui est fibreuse et résistante : ainsi isolée, on la plonge dans une solution alcaline

et on la transporte aussitôt dans l'atelier de fendage. A ce moment, le boyau s'est considérablement rétréci; des appareils spéciaux, dont le dispositif, d'ailleurs assez simple, varie suivant les fabriques, permettent de le dilater et de le fendre longitudinalement en longues lanières qui sont enroulées au fur et à mesure sur des sortes de bobines : aussitôt « bobinées », ces lanières sont soumises à un troisième lavage dans une solution de soude caustique, qui achève de les débarrasser de tout ce qu'elles pourraient encore contenir de matières grasses et d'éléments étrangers. Toute cette première série de manipulations doit être terminée dans la même journée après l'abatage, c'est-à-dire avant que la putréfaction ait pu commencer son œuvre. Les lanières sont alors placées dans un bain à base de peroxyde de soude qui complète leur nettoyage et les rend plus résistantes à la réinfection au cours des opérations ultérieures : elles y restent pendant quarante-huit heures.

Puis on procède au filage au moyen de petits appareils à main, sortes de rouets : les lanières sont tordues sur elles-mêmes en cordelettes plus ou moins grosses, qu'on expose pour les blanchir aux vapeurs d'anhydride sulfureux : cette opération du filage et du blanchiment est renouvelée jusqu'à ce que les cordelettes aient acquis la régularité et la netteté désirables; alors, on les passe au séchoir où elles restent pendant plusieurs jours, bien étendues sur des châssis de bois, exposées à un courant d'air sec. Enfin on les assouplit en les battant avec un maillet de bois, on les polit soigneusement au papier de verre, et on les classe sous des numéros différents, d'après leurs grosseurs, et d'après les résultats de quelques épreuves destinées à donner au chirurgien qui les utilisera des renseignements fort importants sur leur élasticité, leur souplesse, leur résistance avec ou sans nœuds. Il ne reste plus, pour le fabricant, qu'à les couper en brins de 2 à 3 mètres et à les livrer aux laboratoires pharmaceutiques qui vont procéder à l'aseptisation proprement dite.

En effet, à leur sortie de la manufacture, les cordelettes de catgut possèdent toutes leurs qualités essentielles et peuvent résister très longtemps à la putréfaction, mais on ne saurait les employer sans les avoir stérilisées au préalable, car elles constitueraient de dangereux agents d'infection; elles peuvent renfermer encore pas mal de germes microbiens fort dangereux, soit que ceux-ci aient résisté, sous l'abri de parcelles grasses, aux précédents lavages, soit qu'ils aient été déposés sur le catgut au cours des diverses manipulations. Une stérilisation rigoureuse s'impose donc, mais elle est difficile à obtenir; aussi les savants

ont-ils dû essayer, à son sujet, et perfectionner un assez grand nombre de procédés divers.

On a d'abord songé à la stérilisation par des substances antiseptiques, en plongeant le catgut dans des bains plus ou moins prolongés d'huile phéniquée forte, de sublimé, d'iode ou d'eucalyptol, etc., et en le conservant ensuite à l'abri de l'air dans des tubes remplis d'alcool que l'on tient cachetés jusqu'au moment de s'en servir. Mais la plupart de ces procédés, outre qu'ils comportent des opérations très longues, — le bain dans l'huile phéniquée, par exemple, doit être prolongé un an, — n'ont pas donné satisfaction. Ils ont l'inconvénient de laisser subsister des germes dans le catgut ou d'agir sur lui en diminuant à la fois sa souplesse et sa résistance à la rupture. On préfère donc, en général, appliquer des méthodes de stérilisation basées sur l'action de la chaleur. La plus usitée, et qui semble avoir les préférences du service de santé militaire français, consiste dans un chauffage dans l'alcool. Les bobines, sur lesquelles sont enroulées les cordelettes de catgut préparé, sont enfermées dans des tubes de verre stérilisés et pleins d'alcool à 90°. Ces tubes, hermétiquement soudés, sont ensuite plongés, cinq jours de suite, pendant dix heures chaque jour, dans de l'eau maintenue à 60°. Il faut bien savoir d'ailleurs que tous les procédés, quelle que soit leur efficacité, ne peuvent donner de bons résultats que si les opérations préliminaires de désinfection à l'abattoir et à l'usine ont été faites assez rigoureusement pour n'avoir laissé subsister aucun germe morbide dans l'intérieur de la matière.

Bien préparé, le catgut est d'une élasticité parfaite et d'une résistance qui dépasse douze fois celle du cuir, quatre fois celle du chanvre. Quand il a baigné dans l'alcool, il arrive qu'il sorte un peu durci du tube où il est renfermé : on l'assouplit alors en le détrempant quelques minutes dans de l'eau stérilisée. Il se résorbe aussi plus ou moins vite, suivant les procédés d'aseptisation auxquels il a été soumis : c'est ainsi que, pour les résorptions lentes, par exemple quand il s'agit de sutures dans les tissus profonds ou dans les parois abdominales, on emploie de préférence le catgut stérilisé à l'acide chromique.

Pendant les dernières années du temps de paix, quelques fabricants allemands de produits pharmaceutiques avaient formé le projet de monopoliser en quelque sorte, à leur profit, l'industrie et le commerce du catgut chirurgical et, appliquant à ce sujet leurs méthodes habituelles de publicité intensive, de lancer sur le marché mondial une marque dont l'excellence serait garantie par les attestations unanimes de toute une série de spécialistes.

L'entreprise ne réussit pas, pour des raisons multiples. Il n'est pas mauvais de constater que, dans l'avenir, elle pourrait fort bien être étudiée de nouveau par l'un quelconque de nos compatriotes, puisque le catgut français, dont nos chirurgiens se servent avec une admirable maîtrise, est — de l'avis unanime des hommes compétents — sans rival, peut-être même sans égal, ce qui l'a fait adopter dans un très grand nombre d'hôpitaux militaires alliés.

*
* *

On en peut dire autant du chloroforme anesthésique qui fut longtemps fourni à nos salles d'opérations par des usines d'outre-Rhin, mais qui, à l'heure actuelle, est tout entier produit dans notre pays.

Depuis une dizaine d'années, en effet, de nombreuses industries se sont créées en France, pour lesquelles le chloroforme est une matière première importante, si bien qu'au moment de la déclaration de guerre, elles avaient en réserve un stock considérable de ce produit et qu'il a été facile, après le désarroi des premières semaines, de reprendre, puis d'étendre les fabrications dans des usines dont l'outillage est simple et dont le fonctionnement continue à être assuré malgré les vides faits dans le personnel ouvrier par la mobilisation.

Le procédé qu'elles mettent en œuvre est fondé sur l'attaque du chlorure de sodium par l'acétone, sous l'influence de l'électrolyse. L'appareil employé est une cornue en fonte émaillée que chauffe de la vapeur circulant dans un double fond ; il peut être clos au moyen d'une fermeture analogue à celle des autoclaves. Un arbre vertical, sur lequel des charbons sont disposés en quinconces, sert d'agitateur ; il est relié au pôle positif d'une dynamo génératrice, tandis qu'un cylindre de cuivre, disposé parallèlement aux parois de la cornue, joue le rôle d'anode. On introduit dans l'appareil 500 litres d'une solution de sel marin à 20 pour 100, puis on fait passer le courant (120 volts et 0,2 ampère par centimètre carré de surface anodique); en même temps on fait lentement arriver l'acétone, de façon qu'il s'en écoule 80 kilogrammes en deux heures.

Une tubulure placée à la partie supérieure de l'appareil a conduit, pendant tout le temps de chauffe, les vapeurs de chloroforme et d'eau dans un serpentin réfrigéré où elles se condensent. Le liquide qui s'écoule ainsi est recueilli dans un vase à décantation ou il se sépare en deux couches : au-dessus, du chloroforme, dans un état de pureté suffisant pour les besoins industriels ; au-dessous, de l'eau mélangée d'une certaine quantité d'acétone.

Pour les usages médicaux et surtout pour l'anesthésie, le chloroforme doit être aussi pur que possible. Raoul Pictet a indiqué pour l'épurer un procédé parfait et d'application facile. Il consiste à en obtenir la cristallisation en le refroidissant entre 80 et 120. Les impuretés restent dans la partie liquide; il n'y a plus alors qu'à ajouter aux cristaux 1 pour 100 d'alcool chimiquement pur pour obtenir un anesthésique de composition toujours identique à elle-même et entièrement débarrassé de toutes les substances étrangères plus ou moins toxiques qu'il pouvait contenir.

Ce produit est transparent, neutre, pourvu d'un parfum agréable; versé sur un carré de papier buvard, il s'évapore complètement sans laisser aucun dépôt et sans dégager aucune odeur fâcheuse. Additionné de quelques gouttes d'acide sulfurique, il ne change pas de couleur; additionné d'une solution forte de nitrate d'argent, il ne donne aucun précipité; additionné d'eau, il ne se trouble pas; additionné d'une solution de potasse, il ne manifeste aucune coloration brune; enfin additionné d'une solution de bilirubine, il se colore en jaune brunâtre. Si, par cette dernière réaction, il donnait une coloration verte, il faudrait le rejeter pour les usages chirurgicaux, parce qu'on aurait la certitude qu'il contiendrait de l'acide chlorocarbonique qui est pour lui une impureté, éminemment toxique.

Ces caractères du bon chloroforme anesthésique doivent être connus de tous à l'heure actuelle, puisqu'il peut arriver que, dans une formation sanitaire improvisée ou fixe du territoire, on ait besoin de vérifier, sans l'assistance d'un chimiste qualifié, la pureté du chloroforme qu'on achète et dont on est appelé à se servir pour endormir les souffrances des blessés de guerre.

*
* *

Il faut revenir sur la question de la tourbe, qui est d'actualité à notre époque où le combustible est rare et où nous ne sommes pas absolument sûrs de n'avoir pas froid cet hiver dans nos maisons. Au cours d'une récente *Revue des Sciences* (10 juin 1917), il a été indiqué par quel procédé on peut, en distillant la tourbe, produire des quantités notables de gaz combustible qu'il est facile de brûler dans un moteur thermique approprié : on recueille en outre des sous-produits dont la valeur marchande suffit à « payer » l'opération. Mais si, pour une raison ou pour une autre, on ne se résout pas à poursuivre ce traitement rationnel, il est nécessaire d'envisager comme souhaitable la mise en valeur agricole des terres tourbeuses. C'est encore un problème dont la solution est de la plus haute importance, parce que, si nous avons besoin de

« fabriquer » de la chaleur, nous avons également besoin de ne laisser en friche aucune partie du territoire national.

Pendant longtemps considérées comme n'étant absolument « bonnes à rien », les terres tourbeuses peuvent parfaitement être cultivées, à la seule condition de les mettre en état de recevoir l'emblavement. Pour cela, les méthodes varient pour chaque pays, sinon pour chaque propriétaire foncier.

Méthode hollandaise. — En Hollande, où les tourbières abondent, l'Etat a fait ouvrir à travers elles de larges canaux qui les mettent en communication avec les grandes artères fluviales ; il a été facile ainsi d'abaisser convenablement le plan d'eau sur des milliers d'hectares. Grâce à quoi, il est possible d'exploiter la tourbe comme combustible, puis, quand elle a été remplacée par d'importants apports minéraux, de cultiver l'emplacement qu'elle occupait, comme on le ferait d'une terre arable quelconque.

Méthode d'écobuage. — En France, on adopte généralement la méthode d'écobuage, pratiquée depuis des siècles en Bretagne, dans le Plateau Central et dans les Landes.

On écroûte le sol sur une épaisseur de huit à dix centimètres et plus s'il est nécessaire, de façon à ne laisser adhérer aux racines que le moins possible de terre. Les larges plaques d'humus ainsi détachées sont retournées, ce qui hâte leur dessiccation au soleil, et, lorsqu'elles sont sèches, rassemblées en tas qu'on incinère. Les cendres sont ensuite réparties sur toute la terre. C'est là une méthode très onéreuse, puisque la totalité des matières organiques et de l'azote est perdue dans l'atmosphère au cours de l'incinération et que, seules, les matières fixes demeurent ; toutefois, si celles-ci ne sont évidemment pas accrues en quantité, leur acide phosphorique, leur potasse et leur chaux sont devenus assimilables et peuvent désormais jouer le rôle d'engrais. Si on se bornait à enfouir la croûte détachée sans prendre la précaution de la brûler, la modification produite ne serait pas sensible et les récoltes resteraient à peu près nulles, alors qu'elles sont, sinon bonnes, du moins passables après écobuage. Cependant l'amendement réalisé n'est que temporaire et s'exerce sur deux ou trois années au plus, suivant la richesse du sol. Il faut alors laisser reposer la terre dont s'empare la végétation spontanée et, quelque vingt-cinq ans plus tard, il est nécessaire de recommencer.

C'est un inconvénient grave que présente la méthode. Du reste, elle affaiblit en outre la terre où la végétation spontanée repart toujours de moins en moins facilement.

Par surcroît, en Allemagne, où les landes et les terres tourbeuses occupent des superficies considérables, la pratique généralisée de l'écobuage a fini par prendre les proportions d'une véritable calamité agricole. Chaque année, dans l'Ems et le Weser, plus de 10 000 hectares sont ainsi incendiés, et la fumée s'y élève sur une hauteur de plusieurs kilomètres, rayonnant sur plusieurs centaines de kilomètres et se faisant sentir jusqu'à Vienne; sur tout son parcours, elle nuit à la fécondation normale du seigle et des arbres fruitiers.

L'écobuage, excusable chez les anciens agriculteurs qui n'avaient pas à leur disposition d'autres moyens pratiques pour fertiliser les tourbières, est de nos jours une grossière erreur. Tout au plus se justifie-t-elle dans les pays neufs, où la valeur presque nulle des terres permet de les abandonner pour s'établir ailleurs dès qu'elles cessent d'être suffisamment productives : c'est ce qui se produit encore à Java, par exemple. On peut aussi recourir à elle lorsque la croûte superficielle est infestée de graines et de racines de mauvaises plantes, scirpes ou caren, d'œufs d'insectes et de chrysalides. Si le sol est couvert d'ajoncs ou de bruyères, importe de les faire disparaître d'abord et, pour cela, on les fauche avec des faux très étroites à lame très épaisse (fauchon), ou bien on y met le feu. L'écobue, sorte de houe à fer très large et légèrement recourbé, intervient ensuite.

Suivant les terres, l'écobuage nécessite des frais plus ou moins considérables. Sur les landes bretonnes, il demande cent journées de travail par hectare, alors qu'en Provence, où la végétation spontanée est ligneuse, soixante-dix jours sont suffisants. Si ce sont des prairies, on peut aller beaucoup plus vite en faisant passer un scarificateur, dont les pièces sont espacées de 50 centimètres en 50 centimètres, afin de séparer les bandes; on utilise ensuite la charrue dans le sens perpendiculaire.

Méthode par ensablement. — La mise en valeur des tourbières se fait aussi par ensablement, méthode due à l'Allemand Rimpau qui, sur une propriété de 1600 hectares qu'il possédait en Saxe, a pu modifier sa tourbe de vallée au point de faire passer sa valeur de 300 francs à 3500 ou 4000 francs l'hectare. Le revenu ne dépassait pas 3 fr. 50 par hectare avant la transformation. Rimpau nivela le sol, fit épierrer, et couper les plantes ligneuses qui constituaient un obstacle au passage des instruments. Il dessécha, par des fossés distants de 18 à 25 mètres, ce qui n'alla pas sans entraîner de gros frais, naturellement. Des drains cimentés de fort diamètre réunirent les fossés de desséchement au canal prin-

cipal. Ces travaux montrèrent que le sol était fait d'une couche de tourbe de 1 mètre à $1^{m},50$ d'épaisseur, au-dessous de quoi se trouvait un sable coloré en jaune par de l'oxyde de fer, mais qui renfermait une moyenne de 90 pour 100 de sable pur. La terre extraite des fossés fut répandue sur le reste, la tourbe d'abord, puis le sable, sur une épaisseur bien uniforme de 10 à 12 centimètres. L'expérience a montré que ce sable rapporté joue le rôle d'amendement, encore qu'il ne soit pas du tout mélangé à la tourbe sous-jacente. Les dimensions des fossés furent donc calculées de telle façon que, sans descendre au-dessous de $1^{m},80$, on retirât du fossé de quoi faire une couche de 10 centimètres de sable sur toute la surface. Le plan d'eau fut ainsi abaissé et maintenu à $3^{m},20$ de la surface. De distance en distance de petits barrages avaient été laissés le long des fossés et, en été, où le desséchement est intense, on les fermait pour diminuer le drainage.

D'une façon générale, il ne faut pas perdre de vue que la tourbe foisonne en hiver et déchire les racines; de plus, par son rayonnement intense, elle est propice aux gelées printanières. En été, elle devient sèche, pulvérulente. Par suite, le sable, empêchant le rayonnement et la trop grande absorption de chaleur, est un admirable régulateur de température; l'eau montant par capillarité dans la tourbe est arrêtée par lui, ce qui diminue l'évaporation de 15 à 18 pour 100, tandis que, par son poids, il s'oppose aux soulèvements de la tourbe.

Mais il ne faut pas dépasser pour lui une épaisseur de 10 à 12 centimètres, d'abord par raison d'économie, ensuite pour une raison d'ordre physiologique : le sable, en effet, étant presque pur, ne saurait fournir des aliments aux plantes; il faut donc que les radicelles soient déjà dans la tourbe lorsque sont épuisées les réserves de la semence.

L'analyse de la tourbe de vallée a montré qu'elle est en moyenne cinq à six fois plus riche en azote que ne le sont les fumiers de ferme. Il faut donc se garder d'y apporter des engrais azotés. La chaux y existe en assez grande quantité. La potasse et l'acide phosphorique n'y figurent qu'en proportions très faibles; aussi faut-il en apporter une fois et demie autant qu'en peut emporter une tonne de récolte, de façon à enrichir progressivement le sol. Les façons culturales se réduisent à des labours superficiels n'entamant que le sable.

Ainsi modifiées, ce sont des terres extrêmement fertiles. Du ray-grass d'Italie, semé au printemps, y donne trois ou quatre coupes la même année. Il y pousse avec une telle rapidité qu'il est presque impossible de faire sécher le foin sur place... Le

trèfle, la féverole, la vesce y viennent également très bien. Les céréales, par contre, y réussissent mal, l'escourgeon excepté. Le colza y pousse admirablement, et, sur les terres de Rimpau, on a pu enlever jusqu'à 100 000 kilogrammes de betteraves fourragères à l'hectare. On y a même sélectionné des betteraves à sucre qui ont une bonne richesse saccharine en dépit de la teneur élevée du sol en azote. Mais, à l'usine, on a remarqué qu'elles encrassent les instruments. Sur certains points dit « places maudites », la semence ne lève pas ou, si elle lève, la plante ne tarde pas à disparaître. L'étude de ces places maudites a montré dans le sol la présence de quantités anormales de soufre dont une partie sous la forme d'acide sulfurique libre; cependant il y avait de la chaux en excès. On suppose que cet acide sulfurique était englobé dans des matières imprégnées de graisses. En outre, la plus grande partie de soufre se trouvait sous la forme de sulfate de fer, qui est un poison pour les plantes. Il faut donc répandre, sur ces places maudites, de la chaux en quantité suffisante pour neutraliser l'acide sulfurique, et, par double décomposition, transformer les sulfates de fer toxiques en sulfates de chaux utiles. En somme, l'ensablement des tourbes présente de grands avantages, mais elle a le gros inconvénient de coûter relativement très cher. Rimpau ne payait ses ouvriers que 2 fr. 25 par jour, plus 0 fr. 15 par mètre cube de terre remué, et le prix de revient a varié entre 225 et 375 francs l'hectare. Il serait au moins quadruple en France à l'heure actuelle.

Du reste, suivant les points, certaines plantes se refusent à pousser; aussi vaut-il mieux, sans doute, transformer simplement ces terres tourbeuses en prairies, après les avoir desséchées et complétées par des engrais pour ne recourir à l'ensablement que si les plantes souffrent de la sécheresse ou si les terres foisonnent à l'excès, rendant impossible toute culture d'hiver. Assez souvent les tourbes nues directement transformées en prairies donnent d'aussi bons résultats que les tourbières traitées par la méthode d'ensablement; toutefois la prairie se forme plus lentement dans les tourbes non sablées et progresse avec le raffermissement du sol. Mais la mise en état coûte cinq ou six fois moins cher.

En tout état de cause, ce qu'il importe de retenir, c'est la possibilité de rendre à l'agriculture ces terres tourbeuses, qui trop souvent restent à l'état de friches improductives, parce qu'un traitement approprié n'est pas intervenu pour leur donner une valeur.

Francis MARRE.

CHRONIQUE POLITIQUE

Le grand fait français de ces derniers temps est la délivrance complète de Verdun. L'échec de la sanglante tentative du kronprinz est désormais définitif. A son acharnement, à la violence des attaques, à toutes les ressources « scientifiques » qu'il avait appelées à son aide, nos troupes ont opposé depuis des mois une résistance qu'il est simplement juste d'appeler héroïque comme l'a fait le général en chef. Il a eu lui-même le mérite et il garde la gloire d'avoir arrêté, dans les pires conditions, l'élan de l'ennemi, et de l'avoir prudemment, méthodiquement refoulé, de sorte que la situation sur ce point de notre front est revenue en somme au *statu quo* d'avant la ruée désormais historique des troupes du prince héritier. C'est un résultat dont nous avons le droit de nous montrer fiers et le devoir d'être satisfaits, — mais en évitant de tomber dans un extrême qui serait trompeur. Ne confondons pas plus aujourd'hui qu'hier « refoulement » avec « percée », parce que ce n'est pas la percée qu'on avait préparée et voulue là, et qu'il faut moins que jamais s'abuser sur le possible et le probable.

Contentons-nous de ce qui est sûr, et qui est déjà un excellent résultat. La note la plus juste me paraît avoir été condensée dans quelques lignes qui ouvrent « la situation militaire » parue dans le *Temps* du 31 août : « Nos soldats de Verdun sont en face d'une nouvelle ligne de défense ennemie dont ils ne pourront se rendre maîtres qu'après une intense préparation d'artillerie. Bien que notre victoire n'ait pas donné un résultat pouvant être qualifié de décisif, elle n'est pas sans importance; nos troupes y ont battu celles des Allemands, qui n'ont pas été prises à l'improviste. » Je ne cache pas que cette appréciation pondérée et raisonnable m'a paru préparer un notable progrès de l'opinion dans la façon de voir et de juger sérieusement les choses de la guerre. Cela ne diminue pas d'une ligne notre satisfaction patriotique, ni notre gratitude pour les chefs et les soldats qui ont reconquis un terrain si violemment disputé depuis longtemps : il ne saurait être question, pour

personne, d'attenter en quoi que ce soit à de tels sentiments. Mais elle a le grand et trop rare mérite de n'amplifier ni les résultats ni les espoirs et de situer, comme il faut, c'est-à-dire sur le plan des exactes réalités, une opération méritoire dont il ne servirait de rien d'exagérer les immédiates conséquences. Ah! si nous pouvions enfin faire la part des amplifications et des dithyrambes, en leur laissant la juste place qui leur revient dans les habitudes et, pour certains esprits, dans la nécessité morale du surchauffage, et habituer la masse du pays à ne pas diluer — en l'affaiblissant — l'exacte portée des événements dans la rhétorique d'une trompeuse et déprimante verbomanie! Nous en serions deux fois plus forts.

En fait, nous avons pris de l'air et avec le moins de pertes humaines possible. Mais il ne faut pas oublier que la position de repli où, après leur recul, se sont accrochés les Allemands est, à leur point de vue actuellement défensif, très solide, — et même plus qu'avant, — sur les hauteurs qui dominent le ruisseau de Forges, avec Montfaucon pour point d'appui. Je ne doute pas qu'après une préparation adéquate, — si l'on peut ainsi parler, — nous ne les en chassions encore, le jour venu; mais cela demandera nécessairement le temps indispensable, et ce n'est pas l'affaire d'une semaine. Il vaut beaucoup mieux le savoir et le dire.

De sorte que, si nous voulons bien dresser la statistique des progrès de notre avance réalisés depuis deux ans, il en ressort d'abord une constatation formelle : c'est que le refoulement de l'ennemi est assuré, certain, parce qu'il est certain que l'ennemi ne pourra pas mieux faire, sur terre, qu'il n'a fait jusqu'ici, et que ses ressources et celles de l'Entente progressent en sens inverse. Il en ressort ensuite, et par un très facile calcul qui se résume en une élémentaire « règle de trois », qu'on peut évaluer avec assez de probabilités la dépense en durée, en hommes, en armements, en munitions, qui sera nécessaire pour reconduire de ce pas l'adversaire jusque chez lui. La victoire de l'Entente semble donc assurée militairement sur terre, à la seule condition de « durer », et la France demeurant le pivot de l'Entente, les mêmes certitudes et la même condition valent pour la partie comme pour le tout. Reste la nécessité pour la France de « durer », non seulement pendant la guerre, mais après. Et c'est ici qu'intervient le rôle du commandement et du gouvernement, en même temps que leur responsabilité. Il ne pourrait échapper qu'aux étourdis qu'une fois l'ennemi chassé de notre sol, — tenons-nous en là pour le moment afin d'être modestes, — chacun de nos co-belligérants rentrera chez lui pour recommencer immédiate-

ment ses affaires, et que nous aurons, nous, à nous remettre en état de recommencer les nôtres. La situation, qui paraît semblable pour tous, ne l'est pas du tout.

Il ne s'agit pas ici, à aucun degré, d'être pessimiste ou optimiste, il s'agit d'être réaliste. Le problème est donc, pour nous, plus aigu que pour d'autres; et il consiste à trouver le moyen de tenir, de durer — et de survivre. La *survie française :* c'est pour cela que nous nous battons et il ne saurait être déprimant de le rappeler sans cesse et à tous, afin que la coordination des efforts et des dépenses de toute sorte tourne, pour nous, autour de cet axe sans le laisser fausser par qui ou par quoi que ce soit. Le salut, notre salut est là et n'est que là. Il n'y a aucun respect humain à vaincre pour le proclamer. Il n'y a pas de logomachie qui puisse obscurcir une idée aussi nette que nécessaire.

En Flandre les armées anglo-franco-belges voient leur essor arrêté par la boue, non seulement celle qu'ont amenée les pluies diluviennes de ces temps derniers, mais celle qui provient des inondations « tendues » par l'ennemi. Elles rendent aujourd'hui, hélas! le même service qu'elles nous rendaient lors de l'offensive allemande. C'était à prévoir, et je pense bien que ce qui arrive n'était pas imprévu. De son côté l'armée italienne fait de bonne besogne en avant de Goritz. Après de violents et durs combats menés sur un front de 70 kilomètres, elle est aux prises, en ce moment, avec les troupes de Conrad von Hœtzendorf sur les pentes du mont San Gabriele qui est le pilier sud dominant la vallée de l'Isonzo vers Goritz. Il paraît que Hindenburg aurait conseillé le repli de l'armée autrichienne sur des positions mieux choisies en arrière. Mais Hœtzendorf se pique au jeu terrible et tient tête sur place malgré les préférences du général allemand. La faiblesse des Autrichiens augmente à vue d'œil, et l'on nous fait savoir que cent mille d'entre eux ont été mis hors de combat par nos alliés d'Italie. Malgré cela ils empêchent encore le généralissime Cadorna d'exploiter son incontestable succès auquel participèrent les artilleries française et anglaise. Ce qui se passe là-bas est de première importance pour mesurer le degré de résistance de l'Autriche.

La manœuvre réussie de Cadorna arrive à point pour redonner aux masses italiennes le coup de confiance dont leur naturelle nervosité commençait à avoir besoin. L'interview accordée par le général en chef à M. Barzilaï ne laisse aucun doute à ce sujet et l'austère déclaration qui la termine équivaut à un appel de tenace ralliement autour du drapeau qui ombrage les voies de l'Italie nouvelle. Le développement de l'offensive italienne aura-t-elle,

ailleurs que dans le domaine des souhaits, le résultat d'amener l'Autriche à la paix? On comprend que la question soit d'importance. Il s'agit de savoir, au fait, si la morsure italienne pourra compenser l'inaction slave, et si, aspirée sur son front adriatique, l'Autriche devra renoncer à poursuivre de concert avec ses alliés la poussée vers la Moldavie et la Bessarabie. On voit que l'enjeu est gros de conséquences, en théorie, pour tous les Alliés, et encore plus pour l'Italie elle-même.

Ceux qui marquent les coups en sont maintenant à tenir pour assurés l'abandon du Trentin et l'internationalisation de Trieste. La partie avance donc régulièrement et devient, pour nos voisins surtout, mais aussi pour nous, plus passionnante que jamais. La Roumanie emploie efficacement des troupes qui méritaient mieux du sort des batailles, après la splendide reconstitution dont elles témoignent. Il est à jamais regrettable que les armées russes n'aient pas tenu, juste au moment où leur concours eût permis un rétablissement escompté. Malheureusement les choses ne s'améliorent guère encore qu'en paroles en Russie. Les télégrammes qu'on nous laisse parvenir affirment que M. Kerenski est satisfait du Congrès de Moscou où il a ausculté l'âme russe. Dieu veuille qu'il voie vrai! S'il faut s'en tenir aux discours que nous connaissons, il y aurait tout de même un hiatus entre les convictions invétérées de Kerenski et les demandes formelles du généralissime Kornilov. Dans le premier élan d'enthousiasme de la révolution, bien des destructions morales furent faites dont on souffre aujourd'hui et qui ne sont pas faciles à réparer. Comme l'a dit Kornilov, l'ancien régime, malgré tous ses défauts, avait fait une armée douée de l'esprit combatif. Il est trop évident, nous avons dit vingt fois pourquoi, qu'elle l'a perdu, et que ce n'est pas avec des comités de régiment qu'on peut organiser et commander une offensive ni même une résistance efficace. La discipline ne s'accommode guère de tant de rouages : c'est ce que Kornilov voit très bien, c'est ce que Kerenski voit peut-être mais veut moins ardemment. Celui-ci a le même but que le général. La question grave est de savoir s'il se décidera enfin à vouloir l'indispensable. Il vient de très loin et a peut-être encore des illusions quant aux effets immédiats de sa voix sur les troupes, car il ne peut parler sur tous les fronts à la fois, et il y a des moments où l'on n'a pas le temps de parler autrement que par un commandement bref et que l'action doit suivre sans hésitation.

Cela étant, on ne peut qu'être soucieux en lisant les dernières informations arrivées quand je dois écrire ceci. « En somme — dit

le vice-président du Conseil des ministres russe, M. Nekrassov, (d'après une dépêche du 3 septembre) — le gouvernement accorde une attention empressée à toutes les réclamations du généralissime qui a assumé pour lui la lourde responsabilité des destinées de l'armée. » Et le correspondant du *Temps* ajoute ce commentaire, dont il suffit de souligner certains mots pour montrer, sous son vrai jour, la vérité du moment : « *Tout prochainement*, le gérant du ministère de la guerre, M. Savinkov, *conférera* avec le généralissime et *élaborera* un *rapport destiné à être présenté* au gouvernement provisoire. Celui-ci est parfaitement d'accord avec le général Kornilov qu'il *faut* prendre aussitôt, sans attendre des catastrophes nouvelles, des mesures sérieuses pour rétablir la capacité combattante de l'armée. » Et ce sont certes d'excellentes intentions; mais que ces mots sont malgré tout dilatoires! Elaboration d'un rapport à présenter, etc... Kerenski a pris le rôle d'un dictateur, avec des mots terribles pour devise. Faut-il avouer que, pour la reconstitution de l'armée, j'aimerais mieux un seul mot fort simple dit à Kornilov : « Allez! » Je crains que, avant l'élaboration, la remise, la discussion et l'exécution du rapport, de nouvelles tristesses ne viennent surprendre rapporteurs et transmetteurs. Le problème est de savoir, au fond, qui voit le mieux les « possibilités » de la Russie : de Kornilov qui voudrait aller vite et ferme, ou de Kerenski, dont la dictature se dépense en superbe éloquence, mais semble craindre que le pays ne « suive » pas un mouvement trop précipité de reconstitution militaire. Je me demande, encore une fois, si ce qui est nécessaire sera possible; et je suis vraiment en admiration devant les conseils simplistes de nos braves conseillers d'Occident qui crient à Kerenski : « Soyez Danton, soyez Carnot », — en oubliant qu'avant d'être le Danton et le Carnot de l'histoire, ces deux hommes avaient été dans le privé autre chose que Kerenski n'a été, et qu'il n'a plus le temps de devenir; en oubliant aussi que Danton et Carnot avaient affaire à la France, et qu'il y a tout de même une différence entre la France de 1793 et la Russie de 1917. Décidément, la révolution russe a... dépassé les espérances de ses patrons!

Ce qui est plus rassurant que tout — bien que le mot soit encore un peu trop explicite — c'est la sorte d'endossement que les Etats-Unis semblent vouloir donner aux affaires russes, — en tout altruisme, bien entendu, et sans l'ombre d'intérêt particulier! Et il serait, en effet, bien préférable, au point de vue actuel, que le tuteur en fût M. Wilson, au lieu d'un protecteur allemand quelconque. Mais, malgré tout, et malgré la vision très pratique qu'a eue du pays M. Elihu Root, les Etats-Unis sont tout de

même de l'autre côté de l'eau, et la télégraphie sans fil peut être insuffisante à suivre d'assez près les fluctuations de l'océan populaire russe.

Que les Etats-Unis soient, en effet, un peu loin, c'est ce que le général Pershing vient de rappeler fort opportunément aux gens pressés. Et, convenons-en, nous sommes tous un peu pressés, de ce côté-ci de la mare! « Je réclame, — a déclaré le chef des contingents américains en France, — un peu de patience à ceux qui se demandent pourquoi nos soldats ne combattent pas encore dans les tranchées. Une armée qui doit représenter efficacement le peuple américain ne peut se battre à la légère. Les officiers et les soldats que nous possédions avant la déclaration de guerre ont été le noyau d'une armée qui pourra finalement se chiffrer par des millions de soldats. Et cette armée, il faut la transporter en France! Nous sommes entrés dans le conflit pour agir de notre mieux et nous ne pourrons le faire avant que l'armée soit bien prête. On ne perd pas son temps quand on se perfectionne. » Nos lecteurs voudront bien peut-être se souvenir que voilà plusieurs semaines que je me suis permis de faire entendre un pareil son de cloche, alors qu'on nous disait déjà que l'armée américaine était au feu. C'était impossible. Je pense qu'on n'en doutera plus après la déclaration du général Pershing; ni que les Etats-Unis veulent faire « bien » les choses. Ils y mettront le temps qu'il faudra et qui leur paraîtra indispensable. Ils sont patients. La difficulté est de faire cadrer leur patience avec notre non moins légitime « impatience »! Nous les comprenons certes fort bien, et je ne doute pas qu'ils ne nous comprennent aussi : ça n'est pas très difficile. Ce qui l'est davantage sans doute c'est d'aller plus vite, non pas que les violons, mais que les bateaux.

En attendant, on peut « causer », et l'on ne s'en prive pas. Avouons même qu'on le fait un peu à tort et à travers. Dieu sait si jamais on le fit davantage qu'à propos de la Note pontificale dont je parlais il y a quinze jours. Il serait assez curieux et édifiant — j'entends dire : « édifiant » au sens laïque! — de faire le relevé chronologique des appréciations de la presse mondiale sur cet épineux sujet. L'on y constaterait par exemple comment, après un accueil plutôt sympathiquement habile ou habilement sympathique, la presse d'un pays voisin changea de ton comme au signal d'un chef d'orchestre; comment telle autre, au contraire, prévint presque entière l'impulsion de l'archet conducteur, etc..., mais ce sont là des philosophies qui n'auront toute leur portée que plus tard, beaucoup plus tard, quand les faits auront, à leur tour, donné le ton fondamental sur lequel toutes sortes de variations

et de fioritures seront possibles, — et nous en verrons de belles! Pour le moment, relevons que la Belgique est la première à avoir répondu au Saint Père, en le remerciant de ce qu'il a dit pour elle et en l'assurant que sa Note sera étudiée avec un sincère respect. Puis ce fut la réponse de M. Wilson que M. Denys Cochin appelle justement l'encyclique. Quant aux Empires centraux, et quant aux alliés de l'Entente, ils n'ont pas encore répondu. Les premiers font savoir que chacun d'eux le fera séparément; les seconds qu'ils ne jugent pas nécessaire de répondre autrement que par l'accusé verbal de réception apporté au Vatican par le représentant de l'Angleterre.

Le silence, de la part de l'Entente, semble avoir pour but de ne pas prendre la parole avant l'ennemi, et il peut se légitimer par là. Il était, sans doute, superflu de donner à l'information en soi une allure peu courtoise et qui n'ajoute rien à sa portée internationale. Si elle ajoutait, en effet, quoi que ce soit au fait du silence, ce serait l'expression d'une certaine hauteur malséante à l'égard d'une autorité morale dont, je l'ai déjà dit, on peut, si l'on veut, apprécier différemment l'intervention, mais dont on ne saurait oublier la part spontanée et considérable qu'elle a eue, et que M. le conseiller fédéral Motta vient de reconnaître hautement, dans les interventions en faveur des prisonniers et des victimes de la guerre. Si je me permets de relever ce qui n'est peut-être que le tort d'une information de presse n'engageant pas la responsabilité des gouvernements, c'est que pareil procédé a été employé dans la transmission des résumés télégraphiques de la réponse de M. Wilson. Ce n'est pas que le texte authentique ne soit lui-même d'une forme assez « distante », puisqu'il n'est même pas, assure-t-on, signé du président; mais il n'est pas comparable pour la rudesse du langage aux premiers résumés qui en avaient été transmis.

Il n'est pas possible de fermer les yeux sur de tels procédés, car ils peuvent être révélateurs d'une arrière-pensée « religieuse » qui ne serait digne de personne, dans les temps que nous traversons. Il suffira, sans y insister cette fois, de remarquer que, plus nombreux sont, dans l'Entente, les chefs d'Etat ou de gouvernement qui ne professent pas la religion d'une grande partie de leurs nations, plus il semblerait que s'impose à eux, à l'égard du Saint-Siège, la persévérance dans les traditions bien connues de la courtoisie diplomatique. Déjà, ce fut une calamité que certaines absences qui auraient dû et pu compenser, au Vatican, de trop obsédantes présences. Ce serait plus qu'un manque de tact, ce serait une grave faute politique de laisser croire aux catholiques

— qui ont au même degré que les autres fait leurs preuves de patriotisme — que leur chef religieux, même s'il se trompait en politique, recevra le traitement du chef « le moins favorisé ». Il y aurait donc lieu si, comme je veux encore le croire, ces impressions manquent vraiment de fondement, de veiller désormais à ce que les « nouvelles » qui forment l'opinion publique ne fussent pas, volontairement ou non, déformées par une rédaction tendancieuse.

Quant à la réponse de M. Wilson considérée en elle-même, elle est peut-être telle que le Saint-Siège ne l'attendait pas, mais elle est bien telle que la faisaient prévoir l'attitude et la place prises par le président des Etats-Unis *depuis* sa réélection. C'est le 7 août dernier que le *Daily Mail* recevait de New-York un télégramme ainsi conçu : « Le président Wilson a déclaré, par l'intermédiaire du sénateur Lewis, qu'il considère pour le moment tous pourparlers de paix comme oiseux. *Il se réserve d'être le premier à agir en faveur de la paix dès que le moment sera venu.* »

Cette conception particulière de la démocratie, — qui fait du Président un véritable autocrate par délégation, plus puissant, ainsi qu'on le relevait ces jours-ci, qu'un monarque de la vieille Europe, — rend plus caractéristique encore le dilemme adressé à l'Allemagne et qui fait le fond de la réponse au Souverain Pontife. Pas de paix avec les Hohenzollern. Paix possible avec l'Allemagne démocratisée. Tout le reste est pour ainsi dire noyé dans ce grand principe auquel M. Wilson, — prenant la suite du mouvement que j'ai signalé depuis longtemps en Angleterre, — semble tenir avant tout. Peut-être, de loin, le président s'abuse-t-il un peu sur le résultat qu'aurait la transformation démocratique de l'Allemagne, à la supposer possible. On nous a déjà dit, au début de la campagne : guerre d'officiers. Il a fallu déchanter et con-

venir que le soldat prussien, pour ne parler que de celui-là, est aussi féru de « bochisme » que le junker le plus hautain. M. Wilson dit aujourd'hui : guerre de l'empereur. Sera-t-il permis d'insinuer qu'à ce compte-là, il paraît y avoir d'innombrables empereurs de l'autre côté du Rhin ; et que rien n'est moins sûr que la confiance à faire à la nation ? Pour ces motifs, et pour d'autres encore, il semble bien que, politiquement, le dilemme présidentiel ne puisse guère avoir de conclusion pratique. Mais pût-il en avoir, ne se heurte-t-il pas à l'autre principe posé et qui proclame le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ? Et s'il plaît à l'Allemagne de jouer les Sganarelles, quel principe leur appliquera-t-on ?

Tout cela est décidément fort compliqué sous des apparences simples. Et il resterait alors, en résumé, que l'on se bat finalement pour le salut social de l'Allemagne. Ce serait lui témoigner beaucoup d'intérêt. Et soit les buts, soit les moyens de guerre nous paraissent, à nous, bien autres ; car, encore une fois, nous ne savons absolument pas si l'on pourrait avoir en l'Allemagne démocratique plus de foi qu'en l'Allemagne impériale. Quiconque a dû traiter des affaires avec des Allemands sait parfaitement qu'ils sont toujours à surveiller pour qu'ils ne « gagnent pas à la main » : cela ne dépend pas de l'empereur ! De sorte que, plus on y réfléchit, plus le dilemme américain devient aléatoire dans ses résultats. L'infinitésimale pincée de socialistes vraiment démocrates n'y est pas un encouragement à l'espoir. Ces quelques réflexions en marge de retentissantes déclarations n'ont pour but que de montrer la difficulté du nouveau problème proposé à l'attention générale. S'il n'a pas surtout pour but d'écarter par une question préalable une discussion importune, — ce qui est possible, — on n'en voit guère la solution vraiment pratique. Pour le reste, pas plus que M. Denys Cochin, je n'aperçois de telles différences de fond entre la pensée présidentielle et la pensée pontificale, et je ne m'explique pas la faveur rencontrée par l'une et la clameur qui a accueilli l'autre. Il y a, dans l'expression de l'une et de l'autre, des suggestions qui contredisent les projets caressés jusqu'ici. Ce n'est pas une raison pour que ces projets n'aboutissent pas. Et il y a, malgré l'apparence, beaucoup de points communs. Comme dans toutes les affaires humaines, pourquoi ne pas négliger ce qui sépare pour mettre en valeur ce qui unit ? Il y suffirait souvent, non pas certes de foi, mais de bonne foi.

INTÉRIM.

5 septembre 1917.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Les lettres au service de la patrie, par Georges Lecomte. 1 vol. in-12. (Fasquelle.)

Le distingué président de la Société des gens de lettres, dont on connaît l'activité en faveur des livres et des écrivains français, réunit ici un bon nombre de ses discours et conférences, d'ordinaire si favorablement accueillis. Le recueil est fort varié, et il va des silhouettes d'écrivains ou des questions de détails jusqu'aux problèmes les plus généraux de la littérature et au rôle du livre dans l'action patriotique. Même si l'on en discute quelques appréciations, on admire toujours la noblesse et la générosité d'un écrivain qui sert également bien la patrie et les lettres.

L'Eglise et la famille, par le R. P. Gillet. 1 vol in-12. (Desclée)

Ces dix conférences, données à l'Institut catholique, abordent avec netteté la question trop actuelle de la natalité. La vigueur de la pensée, une documentation au courant des études et des faits du jour aussi bien que de l'enseignement théologique, enfin une grande franchise unie à une grande hauteur de vues en font un livre à la fois éclairant et bienfaisant.

Les prisonniers allemands au Maroc. 1 broch. in-8° illustré. (Hachette.)

Composé d'après des documents nombreux et précis, en particulier d'après les rapports des visiteurs neutres et le témoignage des prisonniers, cet ouvrage a pour but de répondre aux accusations lancées par les Allemands contre nos camps de prisonniers au Maroc. Pour éviter à nos propres soldats internés en Allemagne les « représailles » de nos ennemis, le gouvernement français a évacué les prisonniers allemands du Maroc, mais ce volume montre que cette mesure ne signifie nullement que les plaintes ennemies aient été justifiées.

L'avenir français. Tâches nouvelles, par Henri Joly. 1 vol. in-12. (Bloud et Gay.)

Cette série d'études très diverses, puisqu'on y examine aussi bien l'avenir de l'art que celui de la moralité, celui du patron que celui de l'officier, se rapporte toujours à d'importants problèmes économiques, sociaux, politiques que pose la préoccupation de l'après-guerre. L'auteur tâche de les résoudre avec la compétence, la prudence et la documentation précise qu'on lui connaît. On retrouvera dans ce volume les articles publiés ici même sur l'avenir de la coopération franco-belge et l'extension du travail des femmes.

Les lois de la guerre, par J. Laurentie. 1 vol in-12. (Marchal et Godde.)

Voici un volume très actuel, qui renferme, clairement groupées, expliquées et faciles à consulter, les lois et coutumes du droit des gens relatives aux divers problèmes que pose la guerre : guerre en général, guerre terrestre, aérienne, maritime, sanctions, neutralité et blocus, fin de la guerre.

La campagne anglo-belge de l'Afrique orientale allemande, par Ch. Stiénon. Préf. du baron de Broqueville. 1 vol. in-12. Illustr. et cartes. (Berger-Levrault.)

On retrouvera, dans cette étude copieuse et détaillée, l'abondance, la précision et la sûreté d'informations qui ont été remarquées dans les études du même auteur parues ici-même. Ce sont des documents précieux à consulter dès maintenant et qui faciliteront la tâche des historiens futurs.

Ce qu'est le germanisme, par Georges Dumesnil. Préf. de Louis Bertrand. 1 vol. in-12. (Renaissance du Livre.)

Œuvre d'un philosophe universitaire et catholique, mort tout récemment, ce recueil d'essais intéressera les esprits avertis. Il manifeste, avec quelques-unes des idées maîtresses de l'auteur et son spiritualisme vigoureux, l'originalité de pensée et de style qui avait frappé ceux mêmes qui ne partageaient pas toutes ses tendances.

Stances du temps de guerre, par A. Métérier. 1 broch. in-12 (Impr. du Journal de Maine-et-Loire, Angers.)

Ce sont trois pièces d'une haute inspiration, d'une poésie originale et pénétrante, où des recherches de technique ne font que servir la pensée, où des images neuves et vivantes enchantent l'imagination, mais ne veulent qu'éclairer davantage un sentiment profond. Ce mince volume révèle un jeune poète extrêmement doué, qui mérite de fixer l'attention des délicats.

Tout ce qui concerne la Rédaction de la Revue doit être adressé à M. Edouard Trogan, Directeur du *Correspondant*, 31, rue Saint-Guillaume, à Paris, VIIe.

L'un des Gérants : JULES GERVAIS.

PARIS. — L. DE SOYE, IMPR., 18, R. DES FOSSÉS-S.-JACQUES.

LA RÉVOLUTION RUSSE

ET LE PRINCIPE ÉLECTIF

Au début de l'une de mes précédentes études[1], j'indiquais, comme l'un des graves dangers qui menacent la Russie nouvelle, l application subite du principe électif, sur des bases d'une largeur sans exemple, à des fonctions auxquelles jusqu'à présent aucun grand Etat, même républicain, n'a osé appliquer ce mode de sélection. Je me propose, après avoir marqué la nature du danger, d'examiner dans quelle mesure la nation russe a pu, jusqu'à présent, se préparer à un usage conscient de l'arme redoutable que l'on remet entre ses mains, comment elle se décompose, comment elle a été employée depuis le commencement de la Révolution, enfin quels sont les résultats probables que l'on peut attendre de cette innovation.

*
* *

Je ne crois pas avancer une énormité en affirmant que l'élection, en tant que mode de sélection des hommes appelés à détenir une partie grande ou petite de la puissance publique, apparaît comme un procédé défectueux, qui ne se justifie que dans la mesure où il ne saurait être remplacé par un autre. Ce n'est pas seulement du fait, tant de fois mis en lumière, que la clairvoyance et l'intégrité morale sont les attributs de la minorité, non de la majorité des hommes; plus encore, que lorsqu'il s'agit de juger de l'aptitude d'un homme à remplir des fonctions déterminées, l'infériorité de compétence d'une collectivité quelconque, comparée à celle du chef unique qui nomme un subordonné, est manifeste : celui-ci peut juger personnellement le candidat, enquêter sur lui, s'entourer de renseignements souvent confidentiels, ce qu'une collectivité est d'autant plus incapable d'accomplir qu'elle

[1] Voir le *Correspondant* des 10 juillet et 25 août 1917.

est plus nombreuse, et il porte la responsabilité, au moins morale, parfois effective, de ses mauvais choix, à laquelle l'électeur anonyme échappe absolument. Si malgré cela, toutes les nations libres, ou désireuses de l'être, mettent l'élection à la base de leur constitution politique, c'est qu'elle seule leur assure, — ou tout au moins leur promet, — un certain contrôle de l'autorité, sans lequel il leur serait impossible de se garantir du despotisme, aussi dangereux et plus odieux que la *periculosa libertas*. Toutefois une sorte d'instinct de conservation sociale, ou bien encore l'expérience, portent les nations, même très libres, comme l'anglaise, la française, l'italienne, tout en cherchant dans l'élection la source de l'autorité, à ne pas lui confier le détail de son exercice; l'immense majorité des fonctions par lesquelles elle s'affirme procèdent de la désignation hiérarchique, avec subordination et responsabilité à l'égard d'un chef.

Il est évident que non seulement le point de savoir lequel de ces deux dangers, la liberté avec tous ses risques, ou le despotisme avec toutes ses humiliations, est le moins menaçant pour une nation donnée, mais aussi la mesure dans laquelle cette nation est capable de trouver en elle-même, par le procédé de l'élection, le contrepoids du despotisme, dépendent entièrement de son degré de développement intellectuel et moral d'un côté; de l'autre, de l'expérience qu'elle peut avoir de ce procédé de sélection.

Au premier égard, le lecteur, s'il veut bien se reporter à mes précédentes études, est à peu près édifié. J'ai déjà dit que l'immense majorité de la nation russe se compose de gens dont les facultés intellectuelles innées, en somme pareilles à celles des autres Européens, sont restées encore à peu près au point de développement où en étaient ces derniers il y a quelques siècles; inconscients, non seulement des problèmes de plus en plus ardus qui se posent devant l'Etat, mais de l'existence de ces problèmes, ou même de l'idée de l'Etat.

Toutefois, c'est en forgeant que l'on devient forgeron; si le suffrage universel, ou à peu près, qui est le dominant en Europe, quels qu'en soient les résultats effectifs, fonctionne avec des formes qui lui donnent l'apparence d'un appareil régulier, c'est que presque partout l'éducation politique des masses populaires s'est faite d'une manière progressive, tant par l'extension graduelle du droit de suffrage que par l'initiation aux campagnes électorales, où la foule, de plus en plus nombreuse, était spectatrice d'abord, puis actrice elle-même. Voyons dans quelle mesure la foule russe actuelle a été initiée à la pratique de l'électorat politique.

Ce mot lui-même n'a de sens en Russie que depuis 1906, date

de l'institution de la Douma. Mais, depuis plus d'un demi-siècle déjà, en dehors de toute idée de souveraineté ou de représentation nationales, le procédé même de l'élection n'était pas absolument inconnu des classes populaires russes. Depuis l'abolition du servage (1861), les paysans, constitués en communes de caste fermées, élisaient au suffrage égal des chefs de famille seuls, des « élus », des dizainiers, des centeniers, des « aînés » de village qui, à leur tour, élisaient tous ensemble les autorités de la commune ou *volost* (d'une étendue au moins égale à un canton français, d'une population de 6 à 12 000 habitants), c'est-à-dire le maire ou *starchina* et les juges au tribunal communal, compétent seulement entre paysans. Toutes ces élections se faisaient par vote oral et public, la *vodka* jouant un rôle considérable. Les fonctions inférieures étaient considérées comme une simple servitude et imposées habituellement à ceux que des fils ou frères adultes pouvaient remplacer comme travailleurs, ou qui ne savaient pas se récupérer de ce « malheur ». Au contraire, les fonctions de *starchina*, et surtout de juges, étaient trop souvent considérées, plus souvent encore devenaient des sources de revenus illicites. Ces tribunaux étaient, grâce autant à l'ignorance qu'à la vénalité habituelle de leurs membres, tombés en un tel discrédit que, lors de la réforme votée par la Douma, non encore introduite au moment de la guerre, ce furent surtout les paysans qui réclamèrent énergiquement le remplacement de cette justice de caste, élue par eux-mêmes, par des juges de paix nommés par le gouvernement ou les *Ziemstvos*, et qualifiés par leur instruction.

Les paysans étaient représentés au *Ziemstvo* (assemblée locale de district), mais ces représentants étaient, non pas élus, mais choisis par les gouvernements de province.

Les villes et bourgs élisaient leurs municipalités, et leurs représentants très peu nombreux au *Ziemstvo*, mais le droit de suffrage n'appartenait qu'aux propriétaires ou locataires d'immeubles, d'un cens relativement élevé. L'élection s'opérait par bulletins. Enfin, les propriétaires fonciers nobles, d'un cens au-dessus de 15 000 roubles (40 000 francs), d'après l'évaluation pour l'impôt, en réalité au moins triple, élisaient leur « maréchal » de district ou de province, et leurs représentants au *Ziemstvo*, par boules blanches et noires. Cette assemblée comptait rarement plus d'une centaine de membres, parfois moins qu'il n'y avait de mandats.

Nous arrivons en l'an 1906, à la création de la Douma comme représentation nationale, et à l'initiation de la population russe aux procédés de l'élection politique. Les lois électorales de 1906

et 1907 ont été l'objet d'études spéciales dans le *Correspondant* (10 avril 1906 et 25 décembre 1912) et je n'en rappellerai que les grandes lignes. La Douma est conçue, non comme l'organe de la souveraineté de la nation que Nicolas II devait nier jusqu'à sa chute, mais comme un auxiliaire de la couronne dans sa fonction législative; il plaît à la couronne de rechercher la coopération de trois classes ou castes, à savoir : la grande propriété rurale, l'élément urbain, la caste paysanne; tout ce qui est en dehors n'est ni consulté ni représenté. Les membres de la Douma sont, en dernier ressort, élus par des assemblées *ad hoc*, une pour chaque province, ou pour chacune des six plus grandes villes de l'Empire (Pétersbourg, Moscou, Varsovie, Riga, Kiev, Odessa), à raison d'un député pour 250 000 habitants à peu près; ces assemblées, de 65 à 240 membres, sont elles-mêmes élues à deux ou même trois degrés. Les propriétaires fonciers, censitaires de 15 000 roubles, et les délégués des censitaires moindres d'une part, les délégués des paysans à raison de deux par volost de l'autre, — se réunissent en comices distincts, au chef-lieu de district, et à leur tour nomment des électeurs du suprême degré à l'assemblée provinciale; dans les villes et bourgs, les censitaires, propriétaires ou locataires, — et encore les ouvriers de fabrique par l'entremise de délégués, — font de même. Tous ces super-délégués concourent à l'assemblée provinciale, ou dans les six grandes villes, à une assemblée distincte : ce sont ces assemblées qui, en dernier lieu, choisissent *exclusivement dans leur sein* et en salle close, avec interdiction absolue de tous débats ou délibérations, les députés à la Douma. Quel que soit le nombre fixé, il doit y avoir obligatoirement un propriétaire foncier, un paysan et un urbain (sauf dans les six grandes villes où ils le sont tous). Donc, sauf dans ces six grandes villes, pas de place pour l'agitation électorale, les affiches, les programmes, parce que, jusqu'au tout dernier moment, on ignore quels seront les candidats, qui ne surgissent habituellement que dans des conciliabules tenus isolément par chaque ordre, la veille même de l'élection définitive. En somme, tous les électeurs du premier degré n'ont nommé que des plénipotentiaires à mandat général, sans avoir idée de l'homme ou des hommes qui les représenteront réellement à la Douma, ni de leurs programmes politiques.

Telle est la préparation que, seulement au cours des onze dernières années, a subie la nation russe à l'exercice de sa souveraineté électorale. A quoi la convie-t-on désormais?

Aucun des actes du Gouvernement provisoire russe actuel n'a, et ne peut avoir, le caractère d'une législation méthodique, com-

plète et stable. Toutefois, en ce qui touche le droit de suffrage, il a été l'objet d'études, de discussions et de résolutions au sein d'une grande commission spéciale qui a publié ses conclusions, et, ce qui est plus décisif, le système adopté par elle a déjà été préalablement appliqué sur une très vaste échelle, au renouvellement de tous les conseils municipaux, des assemblées provinciales, et des innombrables commissions ou directoires locaux qui, en fait, administrent les provinces. Nous sommes donc en face d'un système que, à moins de bouleversements profonds de l'état de choses actuel, il faut considérer comme la charte électorale de la Russie nouvelle. Examinons-le.

A tous les degrés, qu'il s'agisse d'élections législatives, ou provinciales, ou communales, il ne doit plus y avoir qu'un droit électoral unique. Est électeur tout Russe, de l'un ou l'autre sexe, qui a atteint l'âge de *dix-huit* ans, qui n'a pas été judiciairement privé de ses droits, ou reconnu comme aliéné. Aucun cens, bien entendu, d'aucune sorte. Ancune condition de domicile; pour l'instant, les organisations provisoires, plus tard les municipalités, dresseront d'office les listes des électeurs qui se trouvent dans leurs rayons, ceux qui sont de passage ayant droit de se faire inscrire et, le jour du vote, de se présenter au scrutin. Un point, c'est tout. Ces bases du droit électoral paraissent avoir été peu discutées. Si vous recherchez quelles sont les raisons qui ont justifié toutes ces extensions du suffrage universel tel qu'il est pratiqué ailleurs, vous les trouverez dans le commentaire qu'en a fait un journal d'ailleurs relativement modéré, la *Rietch*; soit qu'il s'agisse de l'abaissement de l'âge à dix-huit ans, ou de l'extension aux deux sexes, ou de l'absence des conditions de domicile, le critique ajoute chaque fois avec satisfaction cette observation qui lui paraît péremptoire : Aucun grand Etat n'a encore osé aller si loin. Cela suffit.

On s'est arrêté plus longtemps, au sein de la commission, sur le choix entre le scrutin majoritaire et la représentation proportionnelle. Celle-ci, selon le système connu de la division du nombre des votants par celui des mandats, devait l'emporter haut la main : elle est toute neuve. Mais, le principe posé, on ne s'est pas arrêté, faute de temps ou d'expérience, à tous ces détails qui, en France, à la veille même de la guerre, passionnaient tellement les parlementaires, tandis que le gros public n'y voyait qu'un insupportable casse-tête, notamment la fameuse attribution des restes.

Pour les élections locales, la circonscription électorale se composera, bien entendu, de la division administrative correspondante, province, district ou commune. Pour les élections légis-

latives, ce sera la province. On table sur une assemblée de 800 membres (la minorité de la commission en réclamait 1600), soit un député pour un peu plus de 200 000 habitants. De cette façon, sauf pour les provinces d'Esthonie, Olonetz et Arkhangel, qui n'auraient que deux députés, toutes les autres en auraient de cinq à vingt. La proportionalité aura du jeu. L'énormité des distances, l'impossibilité pour les familles rurales d'abandonner pour une ou plusieurs journées la maison, les bêtes et tout le village à la garde des mineurs et des mineures de moins de dix-huit ans, non moins l'indifférence, largement escomptée, de la masse des électeurs, et surtout des électrices, présagent un nombre formidable d'abstensions; on a donc renoncé à tout minimum de votants : l'élection sera valable quel que soit le nombre des suffrages exprimés. Dans certaines provinces du Nord, de l'Est, ou de la Sibérie, on s'attend déjà à ce qu'il reste au-dessous du dixième des ayants-droit.

L'élection sera secrète, c'est-à-dire par bulletins écrits ou imprimés. Mais comment parer à ce que 50 pour 100 de la population mâle dans les provinces les plus favorisées, 95 à 98 pour 100 dans l'Est et 99 pour 100 des femmes du peuple sont absolument inaptes à épeler un nom? On espère s'en tirer à l'aide d'un stratagème ingénieux. Le scrutin de liste étant seul admis, chaque liste sera imprimée sur un bulletin de couleur différente, déposé dans une enveloppe de couleur uniforme. Qu'arrivera-t-il si, parmi les subterfuges innombrables qu'un pareil système électoral présage à coup sûr, certains agents électoraux s'avisent d'imprimer leur liste sur du papier de la couleur concurrente ou de distribuer aux électeurs, supposés hostiles, des bulletins de leur couleur, mais vides de noms? Est-ce la couleur qui l'emportera ou la liste? Ou encore, lorsque le nombre des listes déclarées sera, — ce qui est fort probable, avec des listes de quinze à vingt noms, que l'on devra établir dans une vingtaine de provinces peuplées de plus de 3 millions d'habitants, — supérieur à celui des couleurs que seules connaissent les neuf dixièmes de la population, soit le noir, le blanc, le rouge, le bleu, le vert et le jaune? Comment ces électeurs et électrices, dont beaucoup apprennent au régiment, ou n'apprennent jamais, à distinguer leur droite de leur gauche, distingueront-ils entre le violet et le mauve, le bleu et l'indigo, le rouge et l'amarante? Je ne sache pas que l'on se soit arrêté à ces détails.

Ici, je prie le lecteur français, habitué au fonctionnement du suffrage universel chez lui, de considérer à quelles conditions et dans quelles conditions il s'exerce dans son pays : population

dense, voies de communication parfaites, unités administratives peu étendues, un nombre d'illetrés infime, la lecture des journaux généralisée, enfin une longue pratique. Qu'il compare cet ensemble de conditions aux conditions russes, la population, même en Russie d'Europe, trois fois moins dense, les voies de communications par rails proportionnellement dix fois moins développées, et par routes bâties, cent fois moins, les circonscriptions administratives et judiciaires infiniment plus clairsemées [1], une population, pour la plus grande majorité, toute proche de l'état de nature et n'ayant aucune idée de la vie politique ; je suppose que le lecteur arrivera à cette conclusion que : s'il s'agit simplement d'étonner l'univers, de risquer quelque chose « qu'aucun autre grand Etat n'a encore osé risquer », on aura réellement couché sur le papier quelque chose de surprenant. Que si l'on envisage le résultat, on reconnaîtra, ainsi qu'il a été dit pour le projet agraire de distribution du sol selon les facultés de travail, que ce système électoral ne sera pas réalisé selon sa formule, parce qu'il est irréalisable. Il y aura, sans nul doute, des procès-verbaux d'élections, et il y aura des députés proclamés élus, mais il n'y aura pas de représentation de la volonté nationale, si même il y en avait une définissable. Sauf dans les villes, — où il se trouvera un certain nombre d'électeurs conscients, — les autres, une dizaine de millions d'hommes et de femmes, plutôt moins, sur les 90 millions soi-disant appelés, déposeront des bulletins d'une couleur quelconque, dont ils ne sauront pas le contenu, et il en sortira quelque chose. Quoi? La Constituante.

Quelle sera-t-elle? Ici, on ne peut établir que des séries d'hypothèses, dont aucune ne présente des chances particulières de probabilité. Si l'on se guide sur la statistique, elle serait élue dans la proportion de 12 pour 100 par les éléments urbains, de 88 pour 100 par les éléments ruraux. Partant, les électeurs doués de quelque instruction seront absolument noyés dans la masse des ouvriers et prolétaires, et surtout des paysans. Pour les premiers, la devise est et restera : « Mort au « bourjoui [2] »; ils considèrent comme tels même les prolétaires intellectuels, s'ils ne mènent pas une vie de bohême et n'ont pas de casier judiciaire. Toutefois ces électeurs urbains, de par leur condensation sur des espaces restreints et leur développement intellectuel relatif,

[1] La Russie d'Europe, dix fois plus vaste et trois fois plus peuplée que la France, a moins de gouverneurs de province que la dernière de préfets, trois fois moins de tribunaux de première instance et de cours d'appel.

[2] Le lecteur devine que ce mot, emprunté au français, désigne le « bourgeois », la bête noire de tous les révolutionnaires du monde.

seront plus faciles à organiser, et ils seront, moins que les paysans, hypnotisés par l'espoir de partager l'indemnité parlementaire, car leurs salaires propres s'en rapprochent et la répartition donnerait trop peu par tête. Ces deux raisons peuvent les porter à choisir, non parmi eux, mais parmi les souffleurs actuels des innombrables *soviet* dont la Russie entière est couverte, chez lesquels abondent les anciens conspirateurs et terroristes rentrés en masse de l'exil, et aussi, en nombre stupéfiant, les anciens espions du régime tsariste, successivement démasqués, enfin les simples repris de justice, y compris certain parricide double (père et mère) échappé de la prison de Schlusselbourg; car, jusqu'à présent, les lieux de détention ne sont que des pensions gratuites, que l'on quitte à peu près comme on veut, pour rentrer quand on a faim. Evidemment le mot d'ordre de tous ces députés sera, avec des variantes de détail, la continuité de la Révolution, à l'infini.

Que feront sortir des urnes les 88 pour 100 d'électeurs et électrices ruraux? A première vue, rien que des moujiks. Non seulement, aussi longtemps que la possession de toutes les terres non paysannes, dont ils se sont en fait approprié une bonne partie, ne leur aura pas été légalement attribuée, ils resteront obstinément méfiants à l'égard de tous « messieurs » quelconques, mais il y a une question qui, pour puérile qu'elle paraisse, peut jouer un grand rôle : c'est celle de l'indemnité parlementaire. Aux deux premières Doumas, où les députés paysans étaient élus exclusivement par leurs pairs, ils ne dépassaient pas les comices primaires sans s'être engagés à reverser la plus grande partie de leur indemnité, parfois jusqu'aux neuf dixièmes, au *mir* qui les avait élus. A la troisième et à la quatrième Doumas, où ils étaient élus par l'ensemble de l'assemblée électorale de la province, c'est-à-dire par une majorité de « bourjoui », ils empochaient consciencieusement le tout. Cette question peut influer sur la composition des listes de candidats.

Mais c'est là justement que se dressera pour les paysans la grosse difficulté. Avec le scrutin de liste et des circonscriptions qui compteront le plus souvent de un à deux millions d'électeurs et d'électrices et l'élection d'emblée sans minimum de votes émis, tout dépendra, non de la puissance numérique des partis, mais uniquement de leur organisation et de leur capacité de propagande. C'est là que le moujik (et aussi sa *baba* [1]), accoutumé à ne rien voir ni connaître au-delà de la coupole de sa paroisse, qui n'a jamais élu que des pairs à lui qu'il connaissait

[1] Bonne femme, vieille femme ou même femme en général.

individuellement, se trouvera à l'égard de tous autres groupes, ordres, castes ou classes, dans un état d'infériorité complet. Si chaque *volost* ou commune dresse sa liste d'hommes à elle, cela fera par province quelque 200 listes totalement différentes, dont chacune ne réunira pas, même à l'unanimité, plus de 2 à 3000 voix, plus probablement un millier, grâce aux abstentions. Ce nombre dépendra moins de celui des habitants, électeurs et électrices, que de l'éloignement des villages et hameaux du local du scrutin, de l'état des chemins, de la présence ou du manque de quelques agitateurs résolus pour faire marcher au scrutin ce troupeau désemparé. En ce cas, comment, si la province entière, celle de Kiev, je suppose, a droit à 20 mandats, si le chef-lieu de 500 000 habitants et 250 000 électeurs, où l'on vote au bout de la rue, donne deux listes de 100 000 voix chacune, qui leur vaudront ensemble dix mandats, comment attribuera-t-on les dix mandats restants aux 200 000 voix de la campagne, dispersées sur 200 listes totalement différentes, d'un millier de voix chacune en moyenne, soit un vingtième de ce qu'il faut pour assurer un mandat? J'avoue y perdre mon latin.

Cependant le moujik a l'air de se réveiller. Aux dernières nouvelles il y a déjà deux embryons d'organisation générale de la caste paysanne, avec ramifications à travers tout le pays. L'une de ces organisations est celle des Soviet de délégués paysans, qui tâchent de se joindre aux Soviet des ouvriers ou soldats pour peser avec eux sur le gouvernement, mais que ces derniers tiennent en suspicion et s'efforcent de laisser à l'écart comme suspects de modérantisme; effectivement, ils se reconnaissent socialistes, plutôt par contagion, puisque le socialisme, en dehors de la question agraire, ne leur profiterait pas, mais ils ne sont ni anarchistes, ni surtout « défaitistes ». Et il y a aussi une « Union paysanne » qui date d'avant la guerre, greffée sur la représentation de castes à la Douma et les comices locaux.

Ces deux organisations, encore assez lâches, paraissent reproduire deux courants qui, au dire de correspondances issues de diverses parties de la Russie, divisent l'énorme masse paysanne; ils répondent à la nature des choses, telle que je l'ai exposée dans mon étude sur la crise agraire. Il y a la masse des « forts », de Stolypine, des chefs de famille travailleurs, rangés, habituellement sobres et relativement aisés; et il y a la masse de ceux que, d'une manière pittoresque, on appelle là-bas les « sans cheval », parce qu'ils ont tout gaspillé ou bu, leur bétail, les moutons, et enfin le cheval, sans lequel il n'y a pas de culture. Ce ne sont pas, pour la plupart, des prolétaires « en droit », puisqu'ils ont, grâce

à la communauté dont les effets ne sont pas encore épuisés, de la terre, peu ou prou. Mais ils le sont de fait parce que, ne pouvant pas cultiver leur lot, trop paresseux pour louer chez le *barine*, ils afferment eux-mêmes leur champ à quelque « fort » et vivent surtout de la location de leurs bras, que la suppression de la grande propriété rurale rendra inutiles. Les premiers, les « forts », veulent, bien entendu, la terre des seigneurs, et voilà tout; après cela, le plus d'ordre, d'autorité, de tranquillité que l'on pourra, comme on pourra; de la politique, de la république et autres denrées pareilles, ils ne veulent rien savoir. Les seconds, au contraire, sont tout prêts pour la propagande socialiste, ou communiste, ou anarchiste, ce qu'ils ne sauraient distinguer, enfin pour tout ce qui promet quelque chose qui viendrait tout seul, qui du moins réduirait à leur niveau, non seulement les « Messieurs », mais aussi leurs voisins, ceux qui ont le cheval. De la sorte, il ne faudrait pas s'étonner si, les agitateurs aidant, il y avait même au sein des villages deux ou plusieurs listes.

Il faut prévoir que les élections rurales seront fortement influencées par ce qu'on appelle là-bas le « troisième élément », c'est-à-dire la masse considérable des agents inférieurs des *Ziemstvos*, tels qu'instituteurs, agents voyers, infirmiers, statisticiens locaux, et surtout les écrivains ou secrétaires de *volost*, qui ont largement alimenté depuis douze ans la propagande et les complots révolutionnaires; les « écrivains » sont mal famés, même dans la classe paysanne, trop souvent spécialisés dans le « tripatouillage » des jugements rendus, aux tribunaux de caste, par des juges à peu près illettrés. Tout ce monde, s'il contribue à malaxer la pâte électorale paysanne, le fera sous l'inspiration du socialisme révolutionnaire urbain et réussira peut-être, grâce aux votes ruraux eux-mêmes, à mettre l'élément rural en minorité à la Constituante.

Enfin, tout au moins en ce qui touche la Constituante prochaine, entrera en scène un élément jusqu'à présent inconnu dans les élections politiques du monde entier, je veux dire l'armée. Combien compte-t-elle d'hommes? Des déclarations officielles des gouvernants actuels, il appert qu'ils n'en savent rien eux-mêmes. Le gouvernement déchu avait convoqué tout ce qu'il pouvait, moins pour renforcer le front qui manquait de matériel et non d'hommes, que pour tenir sous la férule des cours martiales le plus possible de « matériel humain » révolutionnaire. D'après le nombre des classes appelées, on suppose qu'il y en a, défalcation faite des pertes qu'au bout de trois ans on estime à 6 millions, quelque 8 millions, moitié sur le front, moitié à l'arrière; beaucoup rôdent à travers le pays, ce sont eux qui, toujours, sont les initiateurs

des innombrables pillages déjà accomplis, les paysans n'intervenant que pour parachever leur œuvre. Ces électeurs-là, tous groupés, fourniront le minimum d'abstentions, pourront à eux seuls déléguer à la Constituante une centaine de membres au moins, et cela suffira pour lui donner le caractère et les tendances d'un soviet suprême, mais muni d'un pouvoir absolu, y compris celui d'extraire de son propre sein le pouvoir exécutif et de lui imposer les mutations dans le commandement. Bien entendu, comme candidat, Tartarin de Tarascon, mobilisé, l'emportera haut la main sur Guillaume le Taciturne.

Ce système électoral a déjà partiellement fait ses preuves, au renouvellement de tous les *Ziemstvos*, conseils municipaux et communaux, ainsi que pour l'élection des innombrables comités administratifs dont je parlerai plus bas. Les journaux de toutes nuances s'accordent à reconnaître que ces élections ont généralement été inconscientes et incorrectes en la forme. Votait qui voulait, hommes et femmes. Partout des scènes de violence, les bulletins arrachés des mains, remplacés par d'autres, toujours par des « on » venus on ne sait d'où. Les femmes musulmanes de Bakou ont, par l'entremise de leur comité pour l'égalité des droits des sexes, publié une curieuse protestation, où l'on voit entre autres que, n'ayant pas le droit, de par leur religion, de se grouper avec les hommes, et ayant obtenu comme lieu de vote une mosquée spéciale, leur troupeau était cependant poussé par des étudiants ou collégiens armés de bâtons amplement utilisés, qu'*on* leur avait substitué leurs bulletins dans les mains, que le même *on* avait forcé de reprendre la queue et de voter à nouveau celles qui s'étaient montrées dociles, qu'*on* leur avait affirmé que les indociles devenaient « kiafre » (infidèles à la foi), etc... Mêmes plaintes venues des communes rurales : toujours le *on*, et toujours le bâton, parfois mortel. Le bon peuple russe n'avait pas attendu la Révolution ni les droits de l'homme pour créer ce joli proverbe : « Celui qui saisit le bâton devient caporal. »

Tel est dans ses grandes lignes ce système électoral « plus étendu que dans aucun Etat du monde ».

C'est le moment de se demander quelles sont les raisons qui ont pu décider les chefs du gouvernement révolutionnaire russe, en tête desquels il faut placer MM. Kerenski et Milioukov, à infliger à leur pays un système électoral que bien des radicaux français, qui considèrent le suffrage universel, dans leur pays, comme un dogme sacré, regardent pourtant, appliqué à la Russie, comme une dangereuse lubie. Il y a plusieurs raisons.

M. Kerenski et ses coreligionnaires socialistes avaient trouvé

le suffrage universel « à quatre pattes » (universel, égal, direct, secret) installé de longue date dans le programme du parti *cadet*, qui n'est en somme qu'un parti radical; et, dans tous les pays du monde, une loi de nature pousse les socialistes, sur toutes les questions généralement quelconques, à surenchérir sur les radicaux; autrement, ils perdraient leur rang d'attaque. C'est pourquoi ils ont ajouté les femmes, les mineurs et les non-domiciliés. Mais pourquoi les cadets eux-mêmes ont-ils adopté, dès 1905, en tête de leur programme le « quadrupède » au lieu de réclamer une extension raisonnable, et surtout l'épuration, des systèmes électoraux en vigueur sous le tsarisme, que j'ai décrits plus haut? Ils connaissaient cependant cette fameuse « réalité russe », si différente des constitutions, des lois, des déclarations et affirmations qui devraient la refléter, celle que les écrivains, littérateurs et philosophes, de là-bas décrivent si bien avec leur merveilleux talent de peintres, et ignorent si délibérément dès qu'ils versent dans la politique.

Oui, mais ces cadets sont des radicaux et des doctrinaires. C'est, même dans d'autres pays que la Russie, le propre des adeptes de cette secte, tant pour couper court d'avance (quoique en vain) à la surenchère que pour arrondir leurs programmes, de ne pas considérer la minuscule parcelle de temps dans laquelle ils se meuvent, où ils ne sont, eux, leurs programmes et toute l'humanité autour d'eux, que d'imperceptibles atomes; de ne tenir aucun compte des milliers de générations à l'arrière, des milliers à l'avant d'eux-mêmes, de repousser dédaigneusement la pensée qu'il suffirait largement à leur gloire d'avoir accompli la tâche dévolue, dans la chaîne infinie des générations, à leur propre génération. Ils se posent en Moïses, en Mahomets ou en Zarathustras, appelés à dire pour toujours le dernier mot sur tout, étalent leur programme, où tout est au premier plan et doit s'accomplir simultanément, et, le brandissant devant l'humanité, proclament : « A présent, ne bougeons plus, surtout ne nous faites pas bouger... du sommet où nous sommes installés. »

Ces réformateurs, cadets ou social-démocrates, sont de plus des Russes, c'est-à-dire les plus dangereux, les plus incurables raisonneurs-logiciens du monde, incomparables pour entasser imperturbablement des monceaux de syllogismes sur une prémisse erronée, mensongère ou imaginaire, au sujet de laquelle ils n'acceptent pas de discussion. Admettez-vous, oui ou non, que le progrès soit la loi de l'humanité? Le suffrage quadrupède *est* un progrès, alors? Quant à la « réalité russe », faites-moi le plaisir de n'en pas parler, ce n'est pas du raisonnement, ni du syllogisme, mais du « bourjouisme »!

D'autre part, les doctrinaires les plus farouches ne sont pas sourds aux suggestions de l'intérêt de parti et un système électoral ne perd rien à être celui que le parti a le plus de chances d'utiliser à son profit. Les cadets de 1905, et après eux les socialistes de 1917 ont pensé, non sans raison, que la matière électorale est d'autant plus facile à pétrir qu'elle est plus nombreuse, plus fruste, plus inexpérimentée, donc plus moutonnière. Ce fait, déjà vérifié en France au temps du second Empire, a été depuis abondamment confirmé dans des pays précisément peu développés intellectuellement. Tout, alors, est affaire de propagande et d'organisation. Or le parti cadet et le parti socialiste-révolutionnaire seuls en Russie sont, depuis 1905, fortement organisés. Les partis conservateurs ou modérés sont là, comme ailleurs, incurablement passifs et veules; les fameux *cent-noirs* [1], tsaristes mais nullement conservateurs, se recrutaient dans les mêmes éléments que les « maximalistes » révolutionnaires, faisant appel aux mêmes bas instincts, jouant, avec un succès plus bruyant que réel, au jeu du clou qui chasse l'autre, — surtout ils n'agissaient pas *contre* le gouvernement, comme il leur faudrait faire aujourd'hui, mais *avec* lui. L'organisation des cadets a cet avantage que c'est dans ses rangs que l'on trouve le plus grand nombre de talents remarquables et connus : talents exclusivement littéraires ou oratoires du reste, ce qui ne veut pas dire talents d'hommes d'Etat. L'éloquence, surtout l'éloquence pathétique et entraînante, n'est pas, loin de là (et c'est un des grands vices du régime parlementaire), la pierre de touche du politique et de l'homme d'Etat, qui doit être avant tout un homme de pensée en temps calme, et en temps troublé un homme de volonté. Pendant le peu de temps où ils en ont eu l'occasion, les cadets, M. Milioukov en tête, ont passé comme politiques un bien médiocre examen. Absolument maîtres du gouvernement où figuraient d'abord cinq cadets, six octobristes ralliés à eux et un seul socialiste (ce même M. Kerenski), ils se sont piteusement laissé dominer, encercler, amputer, puis éconduire par ce dernier et ses co-socialistes. S'ils comptent sur l'inévitable réaction, ils peuvent bien se tromper; elle passera plutôt par-dessus leur tête, bien plus à droite, car le Russe, ver-

[1] On appelait ainsi, par allusion à la « centaine » (escadron) cosaque, les bandes organisées, tout de suite après la réforme constitutionnelle de 1905, par l'association ultra-réactionnaire dite « Union du peuple russe » que Nicolas II eut la maladresse de protéger ouvertement. Son programme était le retour à l'absolutisme pur, ses procédés les « pogromes » de juifs ou d. marchands aisés, au besoin l'assassinat de députés « cadets ». L'épithète de *noirs* était donnée à ces groupements comme un péjoratif évoquant des idées sinistres.

satile et impulsif, fait rarement demi-tour; il préfère le tour complet. Toutefois les ressources oratoires dont ils disposent sont un fort atout pour la propagande électorale; ils en ont un autre. Le cadetisme n'est pas seulement une doctrine, c'est une coopérative, toute prête pour garnir une « république des camarades », et il n'aura pas à improviser son personnel d'agitation électorale.

Le parti social-démocrate n'est guère moins bien armé. Il a, par le gouvernement actuel, le bénéfice de la possession, et c'est à lui probablement plutôt qu'aux « cadets » qu'ira l'armée du « troisième élément » dont j'ai parlé plus haut. A l'heure qu'il est, les deux partis représentés par MM. Kerenski et Milioukov espèrent, quoique avec des chances inégales, canaliser à leur profit ce Niagara électoral.

Il se peut fort bien qu'ils en soient tous les deux pour leurs espoirs. C'est le moujik, s'il arrive à s'organiser, qui décidera; or, nous l'avons dit, le moujik, tout au moins le moujik « qui a le cheval », veut de la terre et de l'ordre. Avec qui, et par qui? Il y a aussi l'élément féminin qui double du coup les quarante-cinq millions d'électeurs mâles. Les électrices consentiront-elles à se déranger pour voter? Si oui, quel sera leur mot d'ordre? Entre les hypothèses diverses, je choisirais : le mot d'ordre de leur petit-père le pope. D'après des correspondances venues des coins divers de l'Empire, un programme politique très répandu parmi les « babas » serait : la terre, bien entendu, — pas de fonctionnaires, ni élus, ni nommés, tous des vampires, — mais, « sans Dieu, et sans tsar, il n'y a pas moyen ».

Un pronostic paraît assuré : cette assemblée, plus probablement émiettée qu'homogène, contiendra trop peu d'éléments instruits pour pouvoir, de son initiative, résoudre les immenses problèmes constitutionnels et législatifs qui seront posés devant elle. Cela ne veut pas dire du tout qu'elle opinera du bonnet. En lisant les comptes-rendus du Soviet des ouvriers et soldats, on est frappé de l'aplomb avec lequel ces primaires tranchent des questions, notamment les stratégiques et les financières, dont, il y a quelques mois, ils ne soupçonnaient pas l'existence. Cela fait songer à ce passage de Tolstoï dans *Guerre et Paix* où, recherchant sur quoi s'appuie la présomption du Français, de l'Anglais, de l'Allemand, il attribue celle du Russe au fait que « non seulement il ne sait rien et ne veut rien savoir, mais n'admet même pas que quelqu'un d'autre puisse savoir quelque chose ». Si cette assemblée n'est pas, comme le Soviet central actuel, bonne à tout empêcher et brouiller, impuissante à rien décider, le mieux que l'on puisse encore espérer est qu'elle se résoudra à sanctionner en bloc ce

que lui aura préparé le gouvernement d'alors, s'il est assez uni et assez fort pour cela, ce qui, à son tour, dépendra beaucoup de l'attitude de la rue.

Que M. Kerenski et les cadets, — que l'on devine dans la coulisse de son cabinet, — se soient déjà rendu compte des difficultés qui les attendent, on en a la preuve dans l'ajournement répété des élections à la future Constituante (actuellement, on projette de la faire élire fin novembre et siéger le 11 décembre) et dans la convocation de l'Assemblée de Moscou. La difficulté de dresser légalement les listes électorales est un prétexte. Pour dresser légalement ces listes de quatre-vingt-dix millions de noms, les « organisations sociales », — lisez les conseils communaux ou municipaux, Ziemstvos, etc., — sont deux fois incompétentes : au point de vue du droit, parce qu'elles ont elles-mêmes été élues « au petit bonheur », et en fait, grâce à l'ignorance profonde de l'immense majorité de leurs membres. Personne ne doute que les élections à la Constituante se feront également « au petit bonheur ». Votera qui voudra.

Il est plus que probable que « l'Assemblée des Notables » des 28-31 août à Moscou était destinée, si elle réussissait, à former un « Ersatz » à la Constituante, comme les aliments artificiels dont se nourrissent actuellement les Allemands. A ce point de vue elle n'a pas réussi : elle s'est trouvée tellement divisée et composée d'éléments tellement irréductibles entre eux, tous les intellectuels d'un côté, tous les « primaires » de l'autre, qu'on ne lui a même proposé aucune résolution concrète. Elle n'a pas affaibli la situation de M. Kerenski, elle ne l'a guère consolidée non plus. Après avoir à la première séance promis de rétablir l'ordre et la discipline « par le fer et le sang », quitte à « rappeler les procédés du Ksarisme », ce qui supposait avant tout la suppression totale des Soviet, à la dernière séance il a préféré lui-même prendre leur défense, ce qui n'est pas « tsariste » du tout.

D'autre part l'on a essayé d'une première entorse au suffrage « quadrupède »; craignant probablement qu'un Conseil municipal ainsi élu ne fût incapable de faire convenablement le ménage de la capitale, le Gouvernement provisoire, après avoir commencé par faire élire au suffrage universel direct des conseils de quartiers, jusque là inexistants, dont on ne voit pas bien la compétence, avait annoncé que ces conseils à leur tour auraient à élire le Conseil municipal central. Cela aurait pu former un précédent utile. En un avenir plus calme, dans l'impossibilité de rattraper le monstre une fois lâché, on lui couperait une patte sur quatre, la « directe ». Pour le principe, le suffrage resterait uni-

versel et égal, et en restreignant l'éligibilité aux gens capables de lire couramment (comme il fut fait pour les anciennes Doumas) ce suffrage indirect pourrait être vraiment secret. Il n'en serait peut-être pas plus conservateur, mais il aurait des chances considérables d'être plus conscient. Toutefois au dernier moment on a reculé devant cette « hérésie ». Les élections ont eu lieu au suffrage décrit plus haut. Malgré la nouveauté de la chose et les facilités matérielles, un cinquième à peine des électeurs inscrits ont pris part au scrutin, et ont fourni une majorité, par moitié socialiste-révolutionnaire, et extrémiste (léniniste, défaitiste) écrasante.

Quoiqu'il en soit, si on réussit, une fois la Constituante élue tant bien que mal, à lui faire voter une constitution et des lois, il restera encore à les faire appliquer. Cela, c'est l'affaire de l'énorme appareil administratif. Voyons ce qu'en a fait, ou est en train d'en faire, l'invasion du principe électif.

*
* *

Ici je dois me livrer à une digression.

Il me semble indiscutable qu'en dehors d'un nombre restreint d'idéologues, et d'ambitieux qui espérent s'élever plus vite grâce à leur facilité de parole ou de plume qu'ils ne feraient par le travail et l'application, pour la grande masse de ceux qui forment le « bon peuple », les formes de gouvernement, monarchique ou républicain, absolu ou constitutionnel, parlementaire ou personnel, n'ont pas une importance suffisante pour les engager à risquer le va-tout de leur sécurité et de leur bien-être dans une révolution violente. Ce qui leur importe, ce n'est pas l'origine, mais la teneur des lois ou règlements qu'on leur impose; ce n'est pas non plus la source de l'autorité qui permet à un « Monsieur » de leur dire : « Pas d'observations », — que cette source soit la faveur des princes et de leurs sous-ordres ou celle de la foule et de ses délégués, — qui leur importe, mais bien la manière dont cette autorité est exercée. Il leur faut une bonne police, de bons tribunaux, de bonnes routes, chemins de fer, postes ou télégraphes, hôpitaux, institutions de secours et de prévoyance etc... dont dépendent leur sécurité, leur liberté individuelle, leur bien-être matériel et moral.

Tout cela peut être assuré, ou peut être refusé, aussi bien par la monarchie que par la république, par le régime parlementaire que par le personnel, témoins la Prusse et le Japon d'un côté, la Russie tsariste ou la Turquie de l'autre, les républiques des Etats-Unis et de Suisse par ici, celles de l'Amérique centrale par là. Chaque forme de gouvernement peut verser dans l'exagération de

son principe, de celui d'autorité jusqu'à l'oppression, de celui de liberté jusqu'à l'anarchie, l'une et l'autre intolérables au bon peuple. Ce qu'il lui faut, c'est une bonne *administration* (dans le sens le plus large du mot) et de bons fonctionnaires, n'importe le principe et l'emblème qui seront au sommet.

Or, si la nation russe, après avoir pendant plus de mille ans, avec une résignation vraiment inépuisable, chantée par son grand satirique Chtchedrine dans son ode à « l'endurante échine russe », supporté l'autocratie, l'a secouée d'un coup au risque de rouler avec elle dans l'abîme, ce n'est pas parce qu'elle ne répondait pas à ses « principes » ou à son « idéal », qui étaient au contraire essentiellement simplistes, c'est parce que cette autocratie, — au lieu de lui donner, comme la demi-autocratie allemande, une administration excellente, qui assure à son « bon » peuple tous les conforts modernes, même celui de pouvoir fructueusement massacrer et piller ses voisins (si seulement il avait eu la précaution de sérier ses entreprises), — lui a au contraire donné l'administration la plus pitoyable de la chrétienté, une administration qui *organisait* la famine au milieu de l'abondance, et la défaite avec une écrasante supériorité des forces.

C'est donc sur ce point là, sur la réorganisation, l'assainissement, le disciplinement des énormes machines administrative et militaire, que, aussitôt écarté l'obstacle au sommet, aurait dû porter d'abord tout l'effort de ceux qui ont pris sur eux le redoutable héritage du tsar, s'ils s'étaient réellement souciés d'être ce que prétendent être tous les révolutionnaires au moment où ils s'emparent du pouvoir, les sauveurs de la patrie en péril. Au lieu de cela, ils ont, sous le feu de l'ennemi, versé à pleins seaux dans les deux machines le dissolvant du principe électif. Rarement on a vu un « sabotage » plus subit et plus complet.

On peut assurer que toute l'efficacité, tout le rendement utile, que l'on peut attendre de quiconque, du sommet au poste le plus infime, détient et exerce une part de l'autorité, repose sur ces deux bases : compétence, responsabilité. Toute collectivité est mauvais juge de la compétence, pour les raisons que nous avons dites au début. Quant à la responsabilité de l'élu, elle disparaît aussi en fait, puisque l'électeur individuel a épuisé son pouvoir d'investiture au moment même qu'il l'a exercé ; au pis aller c'est la responsabilité que le régime parlementaire, dont jouit à présent presque toute l'Europe, inflige aux hommes d'Etat qui ont entraîné leur patrie dans les plus mauvais pas ; ils reviennent à leurs chères études, jouissent de leurs économies, et obtiennent leur vie durant du « Monsieur le Ministre ».

C'est la responsabilité de la cuisinière qui a manqué son rôt.

Cette intrusion désorganisatrice du principe électif a, dès le premier jour, corrompu celui de tous les organismes, qui faute d'une discipline rigoureuse, instantanée dans ses effets, tourne le plus tôt à la cohue informe et impuissante, l'armée. Le principe avait à peine été lâché que le gouvernement qui l'avait apporté « recula épouvanté » et, parallèlement aux élections d'officiers, se hâta de les devancer par les nominations; cependant il résulte des discours de M. Kerenski et du généralissime Kornilov qu'au moment de la récente assemblée de Moscou (28-30 août), elles se produisaient encore. Ajoutons l'adjonction, aux conseils de guerre, de jurys *élus* par la troupe, et, pis que tout, les *Soviet* de compagnies, de bataillons, de régiments, de divisions et d'armées, qui discutent tous les ordres et croient renforcer le prestige du commandement en télégraphiant au chef suprême de l'armée, M. Kerenski, qu'après avoir soumis le discours qu'il a tenu devant elle « à une critique raisonnée » la 2e armée est heureuse de lui exprimer son approbation. A l'inverse, le bataillon de réserve du régiment de grenadiers de la garde, tout en témoignant sa confiance au ministre de la guerre, blâme l'offensive et approuve la conduite des autres bataillons qui, sur le front, ont refusé de marcher. Inutile de multiplier les exemples; on sait, dans l'ensemble, ce qui est résulté de ce « progrès ». Les détails donnés le 28 août à l'assemblée de Moscou par le généralissime Kornilov sont terrifiants. Je ne reproduis pas sa harangue parce que, publiée dans les journaux anglais et italiens, elle a été, dans la presse française, remplacée par du blanc. Ce blanc n'a pas prévenu l'abandon de Riga deux jours après.

Il n'est pas impossible, étant donné le courant actuel, que ces périlleuses lubies viennent à disparaître dans l'armée, au moins à la surface, et non sans laisser des souvenirs dangereux. Il est à craindre, grâce au doctrinarisme invétéré des gouvernements « populaires », que le microbe électif ne continue à produire, dans l'administration civile, des ravages durables.

Dans les services dépendant du ministère de l'intérieur, principalement chargés d'assurer l'ordre et la tranquillité, les anciens chefs des circonscriptions administratives, gouverneurs de province, *ispravniks* de district (sous-préfets) ou chefs terriens (cantonaux) et maîtres de police dans les villes, ont été, comme de raison, remplacés par des commissaires de la République; mais, indépendamment du renouvellement au suffrage plus qu'universel des divers conseils qui à côté d'eux et sous leur surveillance géraient les intérêts locaux, on a immédiatement flanqué tous ces

agents de l'autorité centrale, dont la principale utilité consiste dans la rapidité et l'unité des décisions, de comités élus aussi « au petit bonheur » sur les bases électorales décrites plus haut; chaque décision administrative est prise, bien entendu, après de copieuses palabres, renouvelées à propos de l'exécution, en descendant l'échelle hiérarchique. Il y a aussi, échelonnés, des « comités terriens » pour prévenir ou encourager, régulariser et renforcer, du poids du fait accompli, les envahissements des propriétés privées. C'est déjà fait dans la riche province de Penza. Il arrive que les comités destituent, ou même font arrêter les commissaires chargés de les diriger (système Ledru-Rollin) en les suivant.

Quant aux autres grandes branches de l'administration, un exemple typique montrera ce qu'elles sont en train de devenir. Il s'agit du Ministère des voies de communication (chemins de fer), du fonctionnement desquels dépend en ce moment la vie même de la nation et de l'armée. Voici ce qu'a imaginé, non pas quelque syndicat de cheminots mutinés, mais le Ministre lui-même. Je puise dans la *Rietch* : Tout le personnel, y compris les plus simples travailleurs (soit au moins un demi-million d'hommes), est constitué en une sorte d'union professionnelle, à laquelle passeront le pouvoir directeur et le contrôle de l'exploitation. Ce pouvoir exercera ses fonctions par l'intermédiaire d'une série d'organes élus (encore des Soviet!) locaux et centraux, qui jugeront *les actes de l'administration et le degré de capacité de chacun de ses représentants*. Ces organes forment une chaîne d'instances qui trancheront les différends et les malentendus qui pourront surgir au sein de l'administration. Au bout de cette chaîne, il y a le Gouvernement provisoire qui connaît des désaccords entre l'organe central et le Ministre.

Pas besoin de commentaires; le lecteur aperçoit déjà le fonctionnement de cette Administration, composée de 500 000 « tovarichtch » (compagnons), ministre compris. Cette organisation au commencement de juillet avait déjà pris corps dans une circulaire, datée du 9 juin, du Ministre des voies de communication, qui exprimait l'espoir qu'elle « garantirait le fonctionnement normal du service des chemins de fer et son bon ordre ». Fonctionne-t-elle déjà? Si oui, on comprend qu'à la grande assemblée de Moscou un orateur ait prédit qu'avant la fin de l'année toute circulation serait arrêtée, alors que, paraît-il, le trafic actuel ne représente plus que 25 pour 100 du rendement normal. Le commentateur de la circulaire en question ne s'oppose pas à son application parce que, dit-il, elle est fondée sur l'espoir du miracle et que le miracle seul désormais peut sauver les transports

en Russie; il observe avec raison que cette innovation repose sur une double hypothèse : d'un côté que les chefs qui jusqu'à présent ont eu la direction de l'exploitation manquent totalement des capacités nécessaires, de l'autre que tous les subordonnés en sont abondamment pourvus et apporteront tous dans l'accomplissement de leur tâche une tension constante de l'esprit et de la volonté « voisine de l'extase ». — Il a trouvé le mot, ce journaliste. Les vraies révolutions — et la russe mérite par son envergure cette appellation, autant que celle de 1789, — font surgir de ces idées et de ces systèmes qui semblent tomber de quelque planète dont les habitants seraient faits au rebours de ceux que nous connaissons ici-bas, justement parce qu'elles ont le don de plonger des peuples entiers dans une sorte d'état extatique, pour lequel un médecin trouverait une épithète plus désobligeante.

Etendra-t-on cette organisation aux autres grands services et aux ministères des finances, de la justice, de l'instruction publique? Là, du moins, l'essai serait moins dangereux; on peut y palabrer sans crainte qu'une minute de retard ou d'avance dans la délivrance d'une contrainte, la signification d'un jugement ou l'ouverture d'une leçon entraîne la mise en bouillie d'une centaine d'hommes, comme il arrive avec les chemins de fer. Jusqu'à présent, l'état extatique comme principe d'organisation n'a pas fait ses preuves.

En revanche, il y a deux principes, vieux comme le monde, sur lesquels reposait jusqu'ici l'efficacité des grandes organisations, ou militaires, ou civiles, que ces envahissements du principe électif détruisent jusqu'à leurs racines : ce sont le principe d'obéissance et celui de hiérarchie. Dans les organisations efficaces, l'obéissance aux ordres reçus ne doit pas être péniblement consentie, mais acceptée comme une nécessité naturelle, autrement la machine fonctionnerait comme un véhicule qu'il faudrait faire démarrer à chaque tour de roue; ceci suppose chez l'inférieur le sentiment de subordination à l'égard du chef dont l'ordre émane.

Or, si on laisse de côté les Anglo-Saxons, qui ont l'auto-subordination et l'auto-contrainte dans le sang, car ils la pratiquent depuis la nuit des temps, les peuples même très civilisés, et à coup sûr le peuple russe qui n'a cessé d'obéir et d'être poussé du dehors depuis ses origines, ne reconnaissent vraiment et ne s'abstiennent de discuter que l'autorité extérieure à eux-mêmes, dont ils ne ramènent pas l'origine à un acte de leur propre volonté. Si, — dans les « Volost », — les « starchina », centeniers et autres élus par les paysans arrivaient, très péniblement, à se faire obéir de leurs frères et électeurs, c'était encore parce que ceux-ci

sentaient immédiatement derrière ces mannequins d'autorité le dépositaire véritable, le « chef terrien » nommé par l'administration qui était un « Monsieur »... Joignez la différence de *caste* : jusqu'au 14 mars 1917 tout le peuple russe avait ce sentiment instinctif que l'humanité est composée de deux catégories tranchées d'êtres : les uns qui portent du drap et du linge fin ou des galons, faits pour commander, les autres vêtus à la « proste » (vulgaire), faits pour obéir. C'est pourquoi, dans l'armée, les officiers qui étaient « Votre Noblesse » se faisaient facilement obéir, tandis qu'avec les gradés sortis du rang (non des engagés d'un an), il y avait toujours du « tirage ». Tout cela a croulé en une nuit, dans l'armée surtout, grâce au fameux « ordre du jour n° 1 » sur les droits du soldat, et n'a été remplacé par aucun de ces autres sentiments ou idées qui sont ailleurs à la base de l'obéissance, qu'un trait de plume ne fait pas naître.

Si j'ai appuyé ainsi sur l'intrusion du principe électif dans les rouages administratifs, c'est parce que, même après que la période inflammatoire de la Révolution russe sera passée, même après qu'il aura été expulsé de l'armée, ce qui ne sera pas long si réellement elle doit se ressaisir, il sera bien plus difficile à déraciner de l'administration civile, où ses effets se traduiront par la paralysie progressive, non par la catastrophe qui appelle et justifie les remèdes héroïques. Or plus que jamais la Russie a le besoin urgent d'un mécanisme administratif efficace; lui seul lui permettrait de mettre en valeur ses très grandes ressources que, à défaut de la direction de l'Etat, le manque de capitaux et d'initiative privés laissera indéfiniment inertes. En ce cas, ce ne sera pas, comme avant 1914, la simple stagnation, mais bien, grâce aux pertes économiques et aux charges financières déjà accumulées, l'irrémédiable ruine que M. Miloukov, au Congrès de Moscou, déclarait déjà accomplie.

C'est ce qui me porte à placer l'extension et l'application irraisonnées du principe électif au nombre de ces « dangers mortels » qui, au dire de M. Kerenski lui-même, menacent la Russie nouvelle.

***

SILHOUETTES DE GUERRE

LORD RHONDDA

De toutes les questions dont dépend l'heureux succès de la guerre, il n'en est pas, après la conduite des armées, de plus importante que celle des vivres. Les mesures prises par Lord Devonport, comme « Food Controller », ont été complètement insuffisantes. Malgré beaucoup de promesses, il n'est arrivé à aucun résultat, les prix n'ont fait que progresser, aucune des menaces adressées à ceux qu'on appelle en Angleterre les « profiteers » n'a été suivie de la moindre sanction. La presse indépendante s'est fait, malgré la censure, l'écho du mécontentement général croissant et Lord Devonport a dû, « pour raisons de santé » suivant la formule universellement consacrée, donner sa démission, et rentrer dans la vie privée en ajoutant dix boules d'argent aux six boules de sa couronne, car de baron il a été, à sa retraite, fait vicomte.

Il a été remplacé comme « Contrôleur des vivres » par Lord Rhondda, le Président du Local Government Board, qui du premier coup a pris des mesures énergiques, efficaces, et fait preuve d'une initiative, d'une résolution et d'une largeur de vues dont aucun de ceux qui le connaissent ou qui savent sa carrière n'ont été surpris.

Lord Rhondda est en effet une des personnalités les plus remarquables, les plus intéressantes de la grande industrie anglaise. Il est au tout premier rang parmi ceux que nos voisins appellent « les grands capitaines d'industrie », et l'on peut dire de lui qu'il n'a rien entrepris qu'il n'ait réussi.

David Alfred Thomas, car ce n'est que l'année dernière, en 1916, qu'il est entré à la Chambre des Lords, comme baron Rhondda of Llanwern, dans le comté de Monmouth, pairie du Royaume Uni, est né le 26 mars 1856, à Yseyborwen (Aberdare). Son père, feu Samuel Thomas, était propriétaire de mines de

charbon, et dès sa prime jeunesse le jeune homme prit le plus vif intérêt à toutes les questions concernant l'industrie des houillères. Après avoir commencé son éducation dans sa famille, il la continua à Manilla Hall, Clifton, puis à Caius College, Cambridge[1]. Il prit ses « degrés » avec « mathematical honours » en 1880, et en 1883 passa sa licence ès lettres (M. A. master of Arts). Mais avant ce temps, à la mort de son père, survenue en 1879, lui et son frère, M. John Howard Thomas, étaient devenus associés-directeurs des « Cambrian Collieries. »

Tout en étudiant selon tous ses aspects la question du charbon, depuis le travail manuel du mineur au fond du puits jusqu'aux détails les plus complets de l'administration de la mine, M. David Thomas se sentait porté vers la vie publique et, en 1888, il se présentait comme candidat libéral pour Merthyr Burghs (Clamorganshire). Il était élu. Pendant vingt-deux ans, il ne cessa de représenter au Parlement cette « constituency » (circonscription électorale), l'une des plus importantes et des plus essentiellement industrielles du Royaume.

Il y a eu dans les annales intérieures du pays, a écrit M. David Evans[2], peu de périodes plus intéressantes et plus excitantes que celle pendant laquelle le jeune Thomas vint de Cambridge où il s'était distingué tout particulièrement dans les mathématiques, et commença sa carrière d'homme politique. Lord Salisbury était au pouvoir. La grande scission historique dans le Parti libéral sur la question du Home Rule pour l'Irlande venait de se produire, et les élections générales de 1886 avaient donné aux Conservateurs et aux Libéraux Unionistes une majorité foudroyante.

Dans les Galles, le mouvement dans les questions de politique et d'éducation était en pleine marche. En 1886, Dillwyn avait déposé dans la Chambre des Communes une motion déclarant que la « Church of England », l'Eglise d'Angleterre dans les Galles, était une anomalie et une injustice qui ne pouvaient pas être tolérées plus longtemps. Dans les Galles du Nord, les fermiers étaient en révolte contre le paiement des « Tithes » (Dîmes). D'un bout à l'autre de la Principauté, les Gallois avaient été profondément remués par l'ardeur de cette campagne pour l'éducation qui devait finalement conquérir pour eux un « Act » intermédiaire d'Educa-

---

[1] Gonville and Caius College (prononcez Keys) est un des plus anciens collèges de l'Université de Cambridge. Tous ceux qui ont visité la vieille ville universitaire connaissent les trois portes datant de 1353 de « Humility, Virtue and Honour » qui ont été préservées quand la première cour du collège a été refaite. C'était jadis par la porte d' « Humility » qu'on entrait dans le collège.

[2] M. David Evans, de Cardiff, est un des écrivains les plus compétents sur toutes les questions relatives aux charbonnages des Galles du Sud. Il est l'auteur de nombreux écrits. Son livre *Labour Strife in the South Wales Coalfield, 1910-1911*, est l'exposé le plus clair et le plus impartial qui ait paru sur les troubles graves qui affectèrent le bassin houiller sud-gallois il y a cinq et six ans.

tion, et une Université galloise; en même temps qu'un zèle passionné pour le « Non conformisme » avait en fait emporté toutes les villes et tous les villages de Glamorgan à Anglesey, et de Pembroke à Flint. Ces mouvements étaient inspirés et dirigés par un groupe brillant de jeunes Gallois. Parmi eux étaient M. Lloyd George, M. S. T. Evans et feu Tom Ellis. Ellis était déjà au Parlement; il avait été élu en 1886. Lord Rhondda fut élu en 1888, et Lloyd George et S. T. Evans en 1890. De ces quatre hommes, aucun ne donnait de plus grandes espérances qu'Ellis. Sa mort prématurée fut un malheur national. Mais les nouvelles Galles étaient déjà un fait établi, et le nationalisme gallois brûlait d'une ardeur qu'il n'avait pas eue depuis bien des générations.

Ce fut dans ces circonstances que le futur Lord Rhondda entra pour la première fois au Parlement. Jusqu'à ces derniers temps aucun membre de la Chambre des Communes n'avait été élu par d'aussi grandes majorités consécutives. En 1892, il battit par une majorité de 9644 voix son adversaire conservateur. En 1895, il fut élu avec une majorité de 2700 voix. En 1900, il eut 4594 voix de plus qu'un candidat libéral indépendant et 2800 de plus que feu M. Keir Hardie, le « junior member », le second membre. En 1906, il fut encore élu avec une majorité de plus de 6000 voix contre un libéral indépendant et avec 3800 voix de plus que M. Keir Hardie. Depuis vingt-deux ans il siégeait pour Merthyr, où sa réélection était constamment assurée, certaine. Cependant en 1910, à la requête pressante du parti libéral, il abandonna ce siège, dont il était sûr, pour disputer un siège fort douteux à Cardiff, et, dans cette élection, non seulement il réussit et fut élu, mais il obtint une majorité plus grande que celle qu'y avait jamais pu obtenir aucun autre candidat.

Jamais membre des Communes, et ces élections successives en sont la preuve, n'a possédé au plus haut degré, ou pour une plus longue durée, la confiance du corps électoral.

Pendant toute cette période il n'a cessé naturellement de jouer un rôle important et d'exercer une très grande influence dans la vie politique des Galles. Mais dans le Parlement les gouvernements qui se succédèrent aux affaires ne rendirent pas à ses mérites et à son rôle la justice qu'ils méritaient. Libéral sincère, honnête, et d'une orthodoxie exempte de toutes les compromissions misérables dont pour tant de politiciens est faite la vie parlementaire, partisan essentiellement convaincu des idées gladstoniennes surtout en ce qui touchait le commerce et les finances, possédant dans toutes les questions intéressant les charbonnages, questions qui pèsent d'un tel poids dans la vie économique de l'Angleterre, une compétence telle que, un jour, en pleine séance des Communes, M. Gladstone lui rendit cet hommage de déclarer qu'il « en savait plus sur l'industrie charbonnière que n'importe

quel membre du Parlement », et que, à maintes reprises, M. Asquith, alors qu'il était « Home Secretary » (ministre de l'Intérieur), eut à sentir la force de ses critiques au cours des débats sur la législation des mines et des affaires galloises, il ne fut jamais appelé, pendant toute sa carrière parlementaire comme membre des Communes, à « partager les douceurs » du pouvoir, autrement dit à faire partie d'une de ces combinaisons ministérielles où nous avons vu se succéder tant d'incapacités ambitieuses.

La raison en est bien simple et elle fait à Lord Rhondda le plus grand honneur.

Le parlementarisme anglais, jusqu'à la révolution accomplie par M. Lloyd George en décembre dernier, a reposé uniquement sur ce qu'on appelle le « Party System », régime sous lequel il est tacitement admis que le membre d'un parti n'a pas le droit d'avoir une autre opinion, une autre idée que celles indiquées par les leaders du parti. Le membre pour Merthyr, et plus tard pour Cardiff, n'a jamais consenti à être le très obéissant serviteur des chefs du parti auquel il appartenait. Il a toujours revendiqué le droit de mettre, avant et au-dessus de la discipline de parti, son opinion personnelle sur des questions qu'il avait mûrement étudiées. La largeur de ses vues, ses connaissances approfondies sur certains sujets, son intelligence claire et vigoureuse, son absence absolue de mesquines ambitions, et il est permis d'ajouter la complète indépendance que lui donnait sa très grande fortune l'empêchaient de suivre aveuglément la ligne prescrite par ses leaders. Il n'hésitait pas à les critiquer ou à désapprouver leur politique lorsqu'il le jugeait utile, et plus d'une fois il s'est révolté contre des mesures ou des théories qu'il jugeait fausses ou dangereuses. S'il approuvait une mesure, quand elle se recommandait à son jugement, elle n'avait pas de partisan plus énergique et plus chaleureux, mais il se considérait toujours, en toutes circonstances, comme le représentant responsable et accrédité de ses électeurs et non simplement comme le « cheval de renfort » d'un parti.

L'exemple du discrédit dans lequel est tombé en Irlande le groupe nationaliste pour avoir suivi la méthode diamétralement opposée est là, avec bien d'autres, pour prouver que Lord Rhondda était dans la voie honnête et vraie. Un homme qui mettait son indépendance plus haut que la faveur des puissants du jour devait tout naturellement être l'adversaire de mesures, d'où qu'elles vinssent, que condamnaient sa raison et son expérience.

Après quelques années où il se désintéressa plus ou moins de débats législatifs où l'intérêt national n'était pas toujours le facteur déterminant, il se retira en 1910 de la vie parlementaire et se consacra à ses grandes affaires commerciales et industrielles.

*
* *

D'après ce qui précède on voit que Lord Rhondda ne doit point aux liens des partis politiques la grande situation qu'il occupe aujourd'hui dans le gouvernement actuel.

A aucun moment de sa carrière parlementaire, il n'avait cessé de s'occuper activement des questions charbonnières.

En 1895, les « Cambrian Collieries » avaient subi une grande transformation et étaient devenues les « Cambrian Collieries Limited ». La vente du charbon de la nouvelle compagnie avait été confiée à une firme dont M. Thomas était un des directeurs. Cette position lui permit d'acquérir l'intime connaissance des marchés du charbon à l'étranger, que nul ne possède mieux que lui.

En 1896, il publia une petite brochure sur l'industrie charbonnière [1] qui excita lors de son apparition le plus vif intérêt, exerça une influence notable sur le budget de 1901, — rétablissant la taxe d'exportation sur le charbon, abandonnée depuis longtemps, — et est encore aujourd'hui de grande valeur au point de vue statistique et spéculatif. Sept ans plus tard, en mai 1903, il lut une étude sur les « Coal Exports » (les exportations du charbon) qui lui fit attribuer la Médaille Guy de la Société Royale de Statistiques et qui est aujourd'hui la meilleure œuvre sur l'industrie des exportations du charbon pendant la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Ces ouvrages établirent sa réputation et le consacrèrent comme l'une des plus grandes autorités dans toutes les questions touchant aux aspects commerciaux de la question charbonnière.

Mais en 1907 il passa du domaine de la théorie dans celui des faits et commença cette carrière véritablement prodigieuse qui, de 1907 à 1916, n'est qu'une suite ininterrompue de succès étonnants et d'entreprises mondiales. En 1907, les intérêts commerciaux de Lord Rhondda se bornaient à peu près à posséder une part dans la propriété des Cambrian Collieries dans la région minière des Galles du Sud et à être le principal partner dans la firme de marchands de charbons Thomas et Davey. La mine Cambrienne, à Clydach Vale, dans la fameuse vallée de Rhondda, — d'où est extrait le meilleur charbon à vapeur que le monde produise, — avait un rendement d'environ un million de tonnes par an et employait de trois à quatre mille mineurs. En décembre dernier, Lord Rhondda était à la tête d'une grande alliance charbonnière avec un rendement annuel approximatif de 10 millions de tonnes,

[1] Le titre complet de cet opuscule est : *Notes of Present State of the Coal Trade, together with a proposal for the prevention of undue competition and for maintaining prices at a remunerative level.*

employant de 25 à 30 000 mineurs et entretenant une population de 100 000 individus.

Il y a huit ou neuf ans, il n'était directeur que d'une seule affaire. Quand le Premier Ministre lui a demandé d'accepter de faire partie du Gouvernement National, il était président (Chairman) ou directeur de près de quarante compagnies anonymes et firmes, avec des intérêts en France, en Espagne, en Algérie, en Italie, en Russie, dans l'Amérique du Sud, les Etats-Unis et le Canada. A l'origine, ses entreprises se bornaient à l'extraction du charbon dans les Galles du Sud. Dans ces dernières années, avant la guerre, elles s'étendaient à l'exportation du charbon, à la possession de navires, de dépôts de charbon, à de grands intérêts financiers, à l'agriculture, à l'exploitation de la terre, et à une foule d'affaires des genres les plus divers. En même temps, les capitaux qui sont sous le contrôle de Lord Rhondda, soit comme président soit comme directeur, qui étaient au début représentés par des milliers de livres sterling se comptent aujourd'hui par millions de livres.

Dans les provinces du Far West du Canada, il se fonde un nouvel empire. Si l'on jette les yeux sur la carte du grand Dominion Britannique dans l'Amérique du Nord on voit au nord de la ligne du « Grand Trunk Pacific Railway » d'immenses étendues de territoires où ne sont marqués que les noms des montagnes, des rivières et des lacs, et où les signes d'occupation par des êtres civilisés ne sont indiqués que par des petits établissements primitifs et isolés. Ces territoires embrassent la plus grande partie des provinces de la Colombie Britannique, de l'Alberta, et du Saskatchewan. De grandes et de petites rivières leur assurent un remarquable système d'irrigation naturelle, le sol est extrêmement fertile, et les richesses minérales sont immenses. Il y a quatre ans, Lord Rhondda s'est intéressé à cette grande région vierge. En 1914 un syndicat commandité par lui obtint du Gouvernement Canadien les chartes nécessaires pour en assurer le développement et l'exploitation. Les plans établis comportent l'établissement d'une ligne de chemin de fer de 2500 kilomètres, allant d'un port sur la côte du Pacifique de la Colombie Britannique à Prince Albert dans le Saskatchewan, la construction de steamers pour la navigation sur les lacs et les rivières, la mise en exploitation de sources pétrolifères, de gisements de charbon et autres richesses minérales, l'aménagement de forêts, la création d'entreprises agricoles, de pêcheries, de chasses pour les pelleteries, etc.

La guerre est venue interrompre cette œuvre et tous ces grands projets prendront, dans tous les cas, de longues années avant d'être accomplis; mais l'histoire du District de la Peace River sera toujours associée au nom de Lord Rhondda. A cette gigantesque

entreprise se rattachent l'exploitation de mines de charbon en Virginie, des services de transports par voies intérieures avec les Etats-Unis, de grandes affaires financières à New-York, etc.

Toutes ces entreprises si diverses embrassant dans le monde entier des intérêts si considérables ne sont pas l'œuvre d'une vie qui y aurait été tout entière consacrée. Elles ne sont que le produit de sept ou huit années de l'existence d'un homme qui avait passé vingt-trois ans dans la Chambre des Communes et qui n'avait jamais rien pu faire pour son pays parce les mesquineries de la politique parlementaire l'avaient empêché de rien faire et que, pendant ces vingt-trois ans, les gouvernements qui s'étaient succédé au pouvoir ne lui avaient jamais donné l'occasion de faire quoi que ce soit.

Toutes les affaires qu'il a créées ou organisées ont réussi, il les a toutes rendues prospères. C'est pourquoi sa carrière est si étonnante et pourquoi on peut dire, sans exagération, qu'elle tient du roman.

Une des grandes raisons peut-être qui ont permis à Lord Rhondda de faire tant de choses en aussi peu de temps, c'est qu'il possède à un point exceptionnel des qualités qu'on ne trouve pas fréquemment réunies. Il a toute la précision, la puissance de raisonnement d'un mathématicien, — ses succès universitaires ont montré combien il avait la « bosse » des mathématiques, — et il a l'imagination de l'artiste le mieux doué. Il vous dira lui-même que le don de l'imagination est aussi essentiel pour la conduite des grandes affaires commerciales et leur réussite qu'il est nécessaire à un peintre ou à un poète. Il n'aurait d'ailleurs pas pu concevoir les grandes entreprises qu'il a menées à bien s'il n'avait pas été largement doué de cette qualité. Universitaire, nul n'estime plus haut que lui l'éducation universitaire appliquée à la solution des problèmes industriels et commerciaux et, pendant plusieurs années, c'est à des hommes élevés à l'Université qu'il a confié les quatre situations les plus importantes dans les Cambrian Collieries. S'il a l'imagination pour concevoir de grands projets, il a aussi, poussé à l'extrême, le courage nécessaire pour les exécuter. Individualiste jusqu'au bout des ongles, aucun patron, aucun chef d'industrie n'a soutenu avec plus de fermeté les droits du capital. Mais il y en a bien peu qui aient montré, non pas en paroles dans des discours au Parlement ou dans de sonores meetings électoraux, mais par des faits et des actes, plus de sympathie à l'égard du travail ou qui aient contribué autant que lui au confort et au bien-être des ouvriers.

Les mineurs employés dans les charbonnage du « Cambrian Combine » sont parmi les mieux payés de toute la région minière

des Galles du Sud. Le nombre des ouvriers travaillant dans les charbonnages contrôlés et dirigés par Lord Rhondda a augmenté dans des proportions considérables, car, grâce à lui, des entreprises industrielles qui n'avaient pas réussi et qui étaient dans un état de stagnation ou de décadence sont devenues prospères et ont dû augmenter leur personnel. Il s'est attaché également à améliorer les conditions des logements ouvriers. Il y a bien peu d'années encore, dans aucun pays de l'Europe occidentale les ouvriers n'étaient logés dans des conditions plus déplorables qu'en Angleterre. Aujourd'hui encore il y a énormément à faire dans ce sens, et les « slums » de certains centres industriels sont un spectacle navrant. Partout où Lord Rhondda a eu la haute main, des habitations salubres ont été construites sur les principes des « Garden Cities »[1]. Les ouvriers y sont infiniment mieux logés que dans la plupart des centres ouvriers, et cette considération mérite d'être soulignée à un moment où ce qu'on appelle le scandale *of housing* (du logement) soulève de tous côtés dans le Royaume-Uni tant d'énergiques protestations.

Lorsque Lord Rhondda commença sa grande entreprise, il avait à triompher de difficultés formidables. Tous les districts du meilleur charbon à vapeur étaient déjà accaparés, le marché du charbon était principalement dominé par des firmes d'exportation ou des intermédiaires indépendants et il régnait dans le bassin houiller une méfiance générale des combinaisons de syndicats. Sans tenir compte de ces difficultés il se mit à l'œuvre avec une détermination caractéristique et avec une croyance entière dans la possibilté de faire aboutir et réussir ses projets. Son premier exploit fut la destruction du pouvoir d'un « Ring » d'importateurs qui s'était rendu maître de la fourniture des bois de mines aux charbonnages et en déterminait les prix. Il arriva à ce résultat en formant un syndicat de propriétaires de charbonnages qui, par l'entremise de la firme de Lysberg Ltd, établie particulièrement pour atteindre ce but, obtint un accès direct et indépendant sur le marché des bois de mines, fournit aux membres du syndicat tout le bois dont ils avaient besoin presque à prix coûtant et fit concurrence au « Ring » sur le marché de Cardiff. En six mois, les prix du

[1] Les « Garden Cities » sont construites dans le dessein de procurer aux ouvriers des grands centres industriels, entassés dans des logements étroits et malsains, des habitations confortables, saines et agréables, où chaque famille a son jardin et dont l'ensemble est entouré par une large ceinture de terres cultivées ou aménagées en parcs. Le mouvement remonte à M. E. Howard, qui publia, il y a une vingtaine d'années, un livre intitulé : *Garden Cities of To-morrow*. Un mouvement semblable a commencé en France en 1904, lorsque M. Benoît-Lévy inaugura « l'Association des Cités-Jardins de France ».

marché à Cardiff pour les meilleurs bois de mines étaient tombés de 40 shillings par tonne à 17 shillings 3 pence (50 francs et 21 fr. 55). En 1908, les bases du « Coal Combine » furent établies par l'acquisition des intérêts considérables qu'avaient MM. W. W. Hood et James A. Hood dans la Clamorgan Coal Company Ltd. Cette acquisition fit passer les quantités de charbon dépendant de M. Thomas et du conseil d'administration de la Cambrian Company de 1 000 000 tonnes à plus de 2 000 000. Dans l'été 1908 vint l'acquisition d'intérêts dominants dans la Naval Colliery Company, ce qui porta à 3 millions de tonnes les quantités de charbon.

Par cette opération également, Lord Rhondda acquit un intérêt considérable dans la firme d'exportation de charbon de L. Gueret Ltd (Cardiff) et dans la Société générale des Houillères et Agglomérés (Paris) et plus tard dans son rejeton, la firme de Amaral, Sutherland et C° Ltd. En 1910, conjointement avec la firme d'exportation Beynon (Cardiff et Newport) et M. Leonard Llewelyn, il acheta les charbonnages de Fernhill et Blaen Rhondda, situés à l'extrémité nord-ouest de la vallée de Rhondda. L'année suivante, 1911, il acheta les propriétés de la Britannic Merthyr Colliery Company, et acquit en même temps de grandes parts dans d'autres compagnies de charbonnages. D'autre part il était nommé administrateur de l'Ebbw Vale Steel, Iron and Coal Company, de la Rhymney Iron Company, de la Taff Vale Railway Company, et du Port Talbot Docks et Railway Company [1].

Mais ces acquisitions ne constituaient qu'une partie de la tâche que Lord Rhondda s'était proposée. Elles furent immédiatement suivies par une réorganisation complète des finances de ces compagnies, par des modifications profondes dans le système de production, par la mise totale au rebut des vieilles machines et par l'installation des appareils les plus modernes et les plus perfectionnés, par des changements radicaux dans le personnel, par la spécialisation des fonctions, par la création de nouveaux organes d'exécution, enfin par toutes les autres réformes difficiles et délicates nécessaires pour arriver à la concentration des intérêts de compagnies différentes qui, jusqu'alors, avaient été indépendantes. Dans un pays aussi conservateur pour sa vie industrielle que l'est la Grande-Bretagne, ces difficultés ont souvent fait échouer de grands projets, mais dans ce cas toutes ces difficultés s'évanouirent comme par enchantement. Elles n'entravèrent même pas un instant les rapides progrès que Lord

[1] Voir dans le *Times* du 1er décembre 1913, *Fuel Number* (numéro du Combustible) : « The Cambrian, A Romance of Mining and Facts about the South Wales Coalfield ».

Rhondda avait en vue. Aujourd'hui son œuvre, le Cambrian Combine, domine toutes les autres entreprises dans l'industrie des charbonnages et constitue un des plus remarquables monuments industriels de l'Angleterre.

Les quelques informations ci-dessous vont montrer au lecteur qu'il n'y a dans cette assertion aucune exagération.

Les quatre sociétés de charbonnages qui constituent principalement le Cambrian Combine proprement dit sont les Compagnies Cambrian, Glamorgan, Naval et Britannic Merthyr. Elles sont contiguës et situées pour la plus grande partie dans la vallée de Rhondda. Elles s'étendent sur une surface de plus de 10 500 hectares. En trois ou quatre ans, Lord Rhondda avait fait un tout administratif compact des quatre compagnies produisant entre elles de 3 à 4 millions de tonnes de charbon par an. Il avait ensuite amené à une alliance intime avec le Cambrian Combine neuf autres compagnies avec un rendement combiné de 5 1/2 à 6 millions de tonnes, et il avait ajouté à toutes ces entreprises de production des firmes de marchands de charbon, d'exportateurs de charbon, d'importateurs de bois de mines, d'armateurs, dont l'ensemble des affaires avec les pays étrangers est infiniment plus considérable que celui d'aucune autre entreprise de charbonnages dans le Royaume. Bien loin d'être une source de troubles dans l'industrie charbonnière, tous ces changements révolutionnaires se sont faits silencieusement et presque imperceptiblement [1].

Mais ils ont eu pour le bien général des effets surprenants. D'affaires industrielles qui végétaient péniblement ils ont fait des entreprises prospères, de districts où le développement de la population était nul ou même rétrograde ils ont fait soudain des centres pleins de vitalité et de progrès, de villages misérables ils ont fait des agglomérations où règne le bien-être, de charbonnages qui depuis de bien longues années ne donnaient pas de dividendes ou en donnaient d'insignifiants, ils ont fait des sociétés qui, non seulement paient de 10 à 20 pour 100 d'intérêts annuels, mais distribuent des salaires plus élevés à un nombre plus considérable d'ouvriers. Des actions que pendant longtemps il a été impossible de vendre sont maintenant au premier rang parmi les meilleures valeurs négociées à la Bourse de Cardiff.

En 1913, les intérêts des quatre compagnies initiales avaient été unis par la formation du « Consolidated Cambrian Limited ». Cette nouvelle compagnie avait un capital actions entièrement payé de 1 790 474 livres sterling. Le principe d'après lequel le Cambrian Trust Ltd avait à l'origine réuni ces quatre compagnies

[1] Voir pour tous les détails techniques « The Cambrian Coal Combine » dans *The Welsh Coal and Shipping Handbook*.

était celui de l'acquisition d'intérêts prépondérants ; c'est le même principe qui réunit aujourd'hui les diverses firmes associées au Combine et qui ont toutes leurs sièges dans le véritable palais appelé les Cambrian Buildings, aux docks de Cardiff. Toutes ces opérations financières ont été faites au nom des Cambrian Collieries Ltd, et la facilité avec laquelle le Cambrian Trust les a menées à bien a été une merveille de capacité en matière de finances.

La plus grande partie du charbon produit est exporté en pays étrangers et les meilleurs et les plus importants marchés sont les clients des compagnies associées. Dans tous les dépôts de charbon de la Marine Royale Britannique, dans tous les dépôts de charbon étrangers, il n'y a pas de charbons gallois mieux connus et plus demandés que ceux de la Cambrian Navigation, de Hood's Merthyr, de Naval Merthyr. Tous sont sur la liste de l'Amirauté anglaise; mais, bien que par excellence des charbons de soute, ils sont aussi consommés en très grandes quantités par les compagnies de chemins de fer étrangers. La demande dépasse généralement les quantités disponibles, aussi sont-ils cotés toujours aux prix les plus élevés du marché. La guerre n'a pas arrêté le développement des entreprises de Lord Rhondda. En mars 1916, il a acheté, avec M. A. Mitchelson, la majorité des actions des Celtic Collieries dans le district de Maesteg, augmentant ainsi considérablement sa sphère d'intérêts dans les Galles du Sud.

En juillet le Cambrian Combine absorbait la grande compagnie des Ferndale Collieries, D. Davis and Sons Limited, et les Coedely Collieries de la Welsh Navigation Steam Coal Company, affaire de 2 millions sterling (50 000 000 francs). Le rendement en charbon de ces deux sociétés est de 1 850 000 tonnes. Je ne parle pas ici de tous les sous-produits, mais je rappelle en passant que les sous-produits des fours à coke des Coedely Collieries fournissent en quantités, entre autres, du toluol. Deux mois s'étaient à peine écoulés après l'absorption de la Welsh Navigation Steam Coal Company qu'il en était de même des charbonnages d'une autre compagnie importante, les North's Navigation Collieries. En octobre, Lord Rhondda augmentait encore ses intérêts dans le district de l'anthracite par l'acquisition du capital actions de la Gwaun-Cae-Gurwen Colliery.

A la fin de 1916, Lord Rhonda prit en outre la présidence de l'International Company, dont les ventes furent transférées à la Lysberg Company. Ces cinq transactions eurent pour résultat de porter à près de 10 millions de tonnes le rendement de charbon sous la direction suprême de Lord Rhondda, c'est-à-dire qu'il eut ainsi le contrôle du rendement total du district houiller des Galles du Sud. Les compagnies de transport du charbon par voie de mer,

d'importation de bois de mines et de navigation à vapeur qui sont plus ou moins en connexion avec le Cambrian Combine sont aujourd'hui : Güeret Ltd, Lysberg Ltd, Amaral, Sutherland and Company Ltd, l'Anglo-Argentine Coal Company Ltd, et l'Anglo-Spanish Coaling Company Ltd. Gueret Ltd est une des plus anciennes firmes d'exportation de charbon des docks de Cardiff, et il passe entre ses mains, par l'intermédiaire de ses agences, plus de charbon dans le cours d'une année qu'entre celles d'aucune autre firme des Galles du Sud. Elle opère à Londres par la firme Gueret Gait Ltd en France, par la Société Générale de houilles et agglomérés, Paris, en Italie par la Società Britannico-Italiana Gueret Ltd, dans l'Amérique du Sud par Amaral, Sutherland and Co Ltd, et l'Anglo-Argentine Company Ltd.

Elle possède aussi les Anchor Patent Fuel Works, Maindy, Cardiff, dont la capacité de rendement annuel n'est pas inférieure à 150 000 tonnes, et a de grands intérêts dans nombre d'entreprises similaires en France et dans l'Afrique du Nord. Une importante flotte de navires charbonniers appartenant à la même firme est aujourd'hui administrée par les armateurs français Delmas frères. Gueret Ltd est aussi propriétaire des Naval and Albion Collieries.

Lgsberg Ltd, bien qu'une des firmes de Cardiff de création toute récente, est une des plus prospères. Etablie d'abord, comme il a été dit plus haut, pour agir comme agents du Syndicat des Compagnies du Combine qui avaient décidé d'obtenir leurs bois de mines de divers marchés, entre autres du département des Landes, elle a bientôt étendu ses opérations. M. Ernest Plisson, placé à la tête de la nouvelle firme, avait apporté des relations d'affaires avec plusieurs importantes entreprises françaises qui, en 1908, formèrent la Compagnie des Chargeurs français. En 1914, il enregistrait la Plisson Steam Navigation Company, et en 1916, formait la Sociedad Anonima Naviera Espanola. La firme est chargée de la vente du charbon de la Clamorgan Company, des North Navigation Collieries, de l'Imperial Navigation, et de l'International Coal Company. Elle est propriétaire d'un dépôt de charbon à Bayonne et d'un dépôt de bois de mines à Boucau, et, par l'Anglo-Spanish Coaling Company, elle a la haute main sur des dépôts de charbon à Barcelone, Valence, Cadix, Oran, Bilbao, Vigo, Corcubion, Marin et Carthagène. Elle est en outre un des principaux fournisseurs de charbon des Galles pour la marine française.

Depuis la guerre les services qu'a rendus Lord Rhondda, aussi bien par le Cambrian Combine que personnellement, ont été considérables. Il est permis de rappeler que, peu après l'ouverture des hostilités, on craignit qu'il ne fût impossible d'obtenir de France les bois de mines nécessaires et que ce fut à Lysberg Ltd que fut

confiée la mission de fournir aux charbonnages qui approvisionnaient en charbon les flottes alliées les bois indispensables pour l'entretien des puits.

Lord Rhondda personnellement, d'autre part, a rempli les missions les plus importantes, en dehors du Combine. Il a été chairman (président) de la Commission du charbon, le « Coal Committee », nommé pour étudier les problèmes industriels et commerciaux de l'après-guerre, il a été membre de la Commission de Lord Balfour of Burleigh sur la politique industrielle et commerciale, et membre également de la Commission sur les contrats du War Office. Il a rempli de la manière la plus brillante et avec un succès complet une mission en Amérique au nom du ministère des Munitions. Enfin, en décembre dernier, lorsque M. Lloyd George constitua son gouvernement, il accepta de faire partie du nouveau ministère comme Président du Local Government Board. Il y a rendu d'éminents services jusqu'au jour où, sur les instances du Premier Ministre, il a consenti à se charger de la tâche délicate et difficile à laquelle renonçait Lord Devonport.

*
* *

Il est d'autant plus qualifié que, à ses grands mérites comme organisateur et administrateur, il joint des connaissances fort étendues sur toutes les questions touchant à l'agriculture et à l'élevage. Lord Rhondda est, en effet, le second plus grand propriétaire foncier de tout le Monmouthshire. Ses terres sont admirablement cultivées, et il a remporté dans l'élevage du bétail des succès qui l'ont mis au premier rang des éleveurs anglais.

Il a, sur la plupart de ceux qui s'occupent aujourd'hui des problèmes de l'alimentation, l'avantage de savoir combien coûtent à produire cent hectolitres de blé et un animal bon pour la boucherie, et quels sont les meilleurs procédés pour les produire. On n'en peut dire autant de la plupart des « compétences ».

Le rôle du Food Controller a une importance capitale, matérielle et politique. Il existe actuellement en Grande-Bretagne, dans les classes ouvrières et dans d'autres également, un grand et croissant mécontentement, tel que le gouvernement a dû, on le sait, nommer une Commission d'enquête chargée d'étudier les causes de l'agitation industrielle. Cette commission, dont les rapports ont été présentés au Parlement dans le courant de juillet dernier, conclut unanimement que deux des causes principales du « Labour Unrest », de l'agitation ouvrière, sont la cherté croissante des vivres, d'une part, et, de l'autre, le ressentiment causé par les profits scandaleux faits sur les articles alimentaires de première nécessité par de très nombreuses per-

sonnes, producteurs, intermédiaires, marchands, que le peuple englobe sous le terme général de « profiteers ». Dans la séance de la Chambre des Lords du 26 juillet dernier, Lord Sydenham, faisant allusion à ces rapports, a demandé quelles mesures le gouvernement avait en vue pour remédier à cet état de choses. La réponse de Lord Rhondda a été d'une netteté absolue. Il a dit clairement ce qu'il entendait faire, et les clameurs et les protestations des « profiteers » prouvent qu'il a touché juste. Je ne crois pas que, dans aucun pays belligérant, ou neutre, — car, partout dans l'univers, cette question domine toutes les autres, — aucun ministre de l'Alimentation ait entendu prendre des mesures plus sages pour la défense des intérêts du public et pour la répression des exploiteurs.

Son prédécesseur avait bien fixé des prix maxima, mais comme il n'avait pas édicté de sanctions, il n'en avait pas été tenu le moindre compte. Le grand argument économique des profiteurs est que les prix sont régis par la loi de l'offre et de la demande, et que toute tentative de fixation de prix porte atteinte à cette loi. Lord Rhondda, après avoir dit que, « en temps ordinaires, il serait le dernier à vouloir manquer à ce principe, mais que nous vivons dans des temps fort extraordinaires », a exposé la méthode qu'il avait résolu d'adopter.

Ma politique, dit-il, dans ses grandes lignes, est de fixer les prix des denrées de première nécessité sur la fourniture desquelles je puis obtenir un contrôle effectif à tous les degrés, depuis le producteur jusqu'au détaillant. Ces prix seront, autant que possible, fixés d'après le principe de permettre un profit raisonnable à ceux qui produisent et à ceux qui distribuent au public telle ou telle denrée. En fait, ma politique sera de déterminer les profits à chaque stade, bien que cette mesure doive prendre la forme de prix fixés. Tous les efforts doivent tendre à prévenir la spéculation et les intermédiaires inutiles doivent être éliminés. Les agences existantes seront utilisées pour effectuer les distributions contrôlées par des autorisations et des permis spéciaux, et sous la surveillance de contrôleurs locaux des vivres, à nommer par les autorités locales. Je me propose de décentraliser, autant que possible, le travail du Ministère de l'alimentation et de confier les fonctions importantes aux autorités locales, et de cette manière d'exercer une surveillance sévère sur la distribution des ressources, et en particulier d'arriver à une distribution du sucre plus équitable qu'actuellement. Vos Seigneuries apprécieront l'importance et les difficultés de la tâche imposée au Ministère de l'alimentation. Le temps et les moyens à notre disposition rendent impossible d'arriver à quoi que ce soit approchant d'une organisation parfaite, et nous ne pouvons espérer éviter au public des inconvénients ou des privations, et peut-être, dans certains cas, de commettre des injustices à l'égard des commerçants. Naturellement nous ferons tous nos efforts pour réduire ces nécessités au minimum et pour éviter, autant que possible, des traitements différents, mais nous sommes en guerre et chacun et tous doivent être prêts à faire des sacrifices.

Le noble Lord a abordé ensuite la question du « Profiteering ».

Quand des profits excessifs, a-t-il dit, ont été faits à l'abri de la légalité, les gouvernements, passés comme présents, doivent être tenus comme grandement responsables pour les avoir permis, et doivent porter leur part entière du blâme que ces pratiques méritent. Quand des profits ont été faits illégalement, j'ai peine à croire qu'infliger une amende soit, en bien des cas, un détersif suffisant et j'insisterai pour l'emprisonnement dans tous les cas que je considère suffisamment graves, sans tenir compte ni de l'âge ni de la situation du délinquant. Selon mon opinion nul n'a le droit de réaliser aucun gain par suite des nécessités de la nation, surtout dans des temps comme ceux-ci; et sans essayer d'arriver à une définition exacte du « profiteer », je propose de l'éliminer en fixant des prix à chaque stade sur la base des profits d'avant-guerre.

Poursuivant son discours, Lord Rhondda a expliqué toute l'importance qu'il comptait donner aux Commissions locales de contrôle des vivres. Leurs fonctions se résument en quatre points :

1° Exercer certains pouvoirs pour faire exécuter les ordres du Ministre de l'Alimentation;

2° Enregistrer les noms des marchands au détail des diverses denrées qui, lorsqu'ils manqueront à se conformer aux ordres donnés, seront rayés du registre établi à cet effet, sans préjudice des peines que pourront leur infliger les tribunaux;

3° Continuer la campagne pour faire faire au public des économies dans la consommation des vivres;

4° Appliquer une nouvelle méthode pour la distribution du sucre.

Tous les « profiteurs » sont, naturellement, parmi les plus belliqueux partisans de la guerre jusqu'à l'anéantissement complet des puissances centrales et même plus longtemps encore s'il était possible. Comme le fermier de la vieille caricature que *Punch* republiait dans un de ses derniers numéros (29 août 1917), ils espèrent bien qu'il n'y a aucun « danger » prochain de paix, mais c'est à la condition qu'ils puissent continuer à « profiter ». Aussi les mesures annoncées par Lord Rhondda ont-elles causé une vive agitation et les protestations se sont fait entendre de toutes parts. Même dans la Chambre des Lords, les mesures prises pour produire une baisse dans le prix extravagant auquel, pour le plus grand profit des fermiers, des bouchers et d'autres encore, est arrivée la viande ont amené des récriminations de la part de ceux qui sont à l'Angleterre ce que les « Agrariens » sont à l'Allemagne.

Dans la séance de la Chambre Haute du 2 août, Lord Rhondda a répondu à ces critiques, insistant avec raison sur le mécontentement croissant des classes ouvrières auquel s'ajouterait celui de la petite classe moyenne si celle-ci, par définition, n'était pas incapable de se faire entendre.

Je sais, dit-il, comme plusieurs nobles Lords l'on fait remarquer, que je m'embarque dans une entreprise très hasardeuse, et que les propositions que j'ai faites ne peuvent être appliquées sans risque. Comme je l'ai

dit à la Chambre la semaine dernière, je n'aurais jamais pensé, dans des circonstances ordinaires, à faire de semblables propositions, mais je crois que les nobles Lords ne se rendent pas suffisamment compte combien les circonstances sont changées. Nous ne vivons pas en temps de paix, mais en temps fort anormaux. Je confesse que je verrais avec grande alarme toute augmentation dans les prix des denrées alimentaires essentielles pour le peuple. La raison de l'agitation croissante dans le pays, donnée par la Commission, agitation qui doit finalement aboutir à la lassitude de la guerre si on la laisse continuer, est le prix très élevé de la nourriture. Ce prix a augmenté en moyenne du double sur ce qu'il était avant la guerre, et le coût de la vie s'est accru de plus de 75 pour 100. Y a-t-il une de vos Seigneuries qui puisse envisager cet état de choses sans de sérieuses inquiétudes? Pouvez-vous voir sans inquiétudes le cas de classes considérables d'hommes et de femmes dont les salaires n'ont augmenté en quoi que ce soit, on n'ont augmenté que très faiblement, alors que depuis le début de la guerre le pouvoir d'achat du souverain n'est plus que de dix shillings?

Après avoir donné des explications détaillées sur les prix de la viande, et avoir déclaré que la base sur laquelle avaient été établis les prix nouveaux était 63 pour 100 au-dessus des prix de 1914, « je pense, a-t-il dit à ce sujet, que c'est donner là une marge de profits très large », et il a conclu en ces termes :

Je sais que nous marchons dans un sentier nouveau, plein d'incertitudes, dans lequel on n'a pas essayé de marcher de notre temps jusqu'ici. Je reconnais pleinement tous les risques, mais il faut faire quelque chose pour réduire les prix. J'ai confiance que nos propositions fonctionneront raisonnablement bien quand elles seront mises en pratique. Sans nul doute de petites erreurs seront faites de ci et de là, mais je ne voudrais pas m'embarquer dans cette entreprise et je ne voudrais pas y risquer ma réputation si je ne croyais pas que, avec la bonne volonté du pays et le concours de tous les gens animés d'un esprit patriotique, nous réussirons à réduire réellement les prix des vivres, et que, par là en tout cas, nous dissiperons le mécontentement qui existe aujourd'hui dans le pays.

Son dernier mot, en réponse aux récriminations relatives aux prix qu'il avait fixés pour la viande, a été fort net : « En ce qui concerne les prix déjà fixés pour la viande, je ne puis encourager les nobles Lords à espérer qu'un changement y sera apporté[1]. »

Lord Rhondda n'a pas perdu son temps en paroles. Successivement des ordres ont été publiés par le Ministère de l'alimentation fixant les prix maxima pour la plupart des denrées de première nécessité, pain, lait, beurre, fromage, viande, etc. Ces ordres ont soulevé de vives protestations de la part des producteurs et des intermédiaires, notamment ceux concernant la viande. Les fermiers, qui ont cependant été favorisés et qui, depuis la guerre, ont réalisé des profits comme ils n'en avaient jamais fait précédemment, — dans divers comtés, ces profits ont été tels que certains ont pu acheter leurs fermes avec leurs béné-

[1] Hansard, *Parliamentary Debates*, séances de la Chambre des Lords des 26 juillet et 2 août 1917.

fices, — ont été parmi les plus ardents protestataires, avec quelques grands propriétaires. Le 6 septembre une députation de fermiers s'est rendue auprès du Food Controller pour lui demander de revenir sur les prix récemment fixés par lui, déclarant que, à ces prix, il serait impossible d'élever des bestiaux dans des conditions rémunératrices et que, ayant moins de bestiaux, ils auraient moins de fumier, ce qui compromettrait la récolte de l'année prochaine. Lord Rhondda, répondant à la députation, a dit qu'il était impossible d'accéder à ces demandes, qu'il avait trouvé que certains fermiers ne comprenaient pas la nécessité suprême de faire des sacrifices qui ne seraient jamais demandés en temps de paix; qu'il avait toutefois confiance que, quand la situation serait comprise, les agriculteurs n'hésiteraient pas à remplir le devoir qui, clairement, leur incombe : produire, même au prix de sacrifices, des vivres pour les armées en campagne et pour les ouvriers dans le pays. — Après leur avoir rappelé que, au cours des deux dernières années, ils avaient gagné plus d'argent qu'à aucun moment depuis plus d'une génération, il a terminé en faisant appel à leur patriotisme et en leur demandant de lui donner leur concours loyal dans cette crise, la plus grave de l'histoire de la nation.

On est obligé de constater que cet appel n'a pas fait jusqu'à présent grand effet sur un certain nombre d'intéressés dont les protestations n'ont fait que croître. De leur côté les bouchers font preuve de fort mauvais vouloir, et beaucoup se refusent à afficher, ainsi qu'il est prescrit, les prix officiels, tandis que, particulièrement dans les petites villes, beaucoup ne tiennent aucun compte de ces prix. Mais le « Food Controller » a pour lui l'opinion publique.

« Les bouchers, dit le *Daily Sketch* (8 septembre 1917), montrent dans leur ensemble une grande mauvaise volonté à afficher dans un endroit bien en vue, ainsi que le prescrit l'ordre, la liste officielle des prix. En dépit de leurs protestations en corps de « loyale coopération », de nombreux commerçants n'aiment pas le nouveau régime. Qu'ils prennent garde, Lord Rhondda est résolu à ce que ses ordres ne soient pas éludés et l'on s'attend à ce qu'il prenne de promptes mesures pour faire respecter son autorité. »

L'opinion publique dans les villes, dit le *Times* du 8 septembre, accueille avec satisfaction le ton de la réponse de Lord Rhondda à la députation des fermiers qu'il a reçue le 6 septembre au sujet de la production de la viande. On se rend compte que, en face de la menace des sous-marins, beaucoup dépend de l'agriculteur dans le pays et il est difficile de croire que les fermiers adopteront une attitude signifiant que leurs efforts patriotiques dépendent de la rémunération financière qu'ils peuvent obtenir. La situation demandait une action énergique et il n'est guère douteux que Lord Rhondda soit très fortement approuvé dans sa détermination d'amener une baisse des prix de la viande.

Truth qui, autant que la censure le permet, a conservé son franc parler est l'interprète fidèle de l'opinion générale.

Maintenant, écrit-il (5 septembre 1917), Lord Rhondda a à se mettre vigoureusement à l'œuvre et, si ses nombreux ordres atteignent leur but, il deviendra l'idole des ménagères d'Angleterre. Elles lui seront reconnaissantes, non seulement pour les réductions réelles dans le prix des vivres, mais aussi pour la réconfortante assurance que les prix ne monteront pas de semaine en semaine simplement pour satisfaire la cupidité de commerçants ou de spéculateurs, en gros et en détail. Lord Rhondda mérite aussi des félicitations spéciales pour la fermeté avec laquelle il a résisté à la pression exercée par de puissants intérêts agricoles relativement au prix de la viande. Les fermiers et les marchands prédisent encore que la viande manquera peu après Christmas, mais le Food Controller sait que cela ne pourrait se produire que si les approvisionnements étaient détenus de propos délibéré et il a donné un avertissement très net que des mesures sévères seront prises contre ceux qui joueront ce jeu-là.

Il aura encore à vaincre bien des résistances de la part de trop de gens sur le « patriotisme » desquels, malgré leurs phrases, les plus naïfs commencent à ouvrir les yeux. Les Commissions locales des vivres nommées par les municipalités sont trop fréquemment composées de marchands intéressés à la hausse des prix. Lord Rhondda ne peut intervenir dans les désignations faites par les autorités municipales, mais il a tout pouvoir pour intervenir dans les décisions qui seraient injustes à l'égard des consommateurs.

La question a pris aujourd'hui une gravité qu'il est inutile d'essayer de dissimuler. Au Congrès des Trade Unions qui vient de se tenir à Blackpool, la question du prix des vivres a été au premier plan dans la séance du 7 septembre et le Congrès, qui sur ce sujet manifestait une vive excitation, a voté une résolution demandant que le gouvernement assumât le contrôle absolu de tous les vivres et en fixât les prix.

M. J.-R. Clynes, membre du Parlement et Secrétaire parlementaire du Ministre de l'Alimentation, a expliqué de nouveau ce que son département entendait faire et, après avoir avoué que, si les demandes du Travail avaient été écoutées il y a deux ans, la situation serait aujourd'hui bien différente, il a conclu : « Il n'y aura plus de « profiteering » sur les vivres. Lord Rhondda est résolu à agir, et tous ses actes sont dans l'intérêt du consommateur. »

S'il est en Angleterre un homme qui, par son génie organisateur, ses connaissances spéciales approfondies, son énergie, son dédain des influences et sa ferme volonté de mener à bien l'œuvre qu'il a acceptée par patriotisme dans des conditions exceptionnellement difficiles, résultat de longues et multiples fautes antérieures, cet homme est Lord Rhondda. Si par malheur il échouait, les conséquences de cet échec pourraient être désastreuses.

Miles.

DANS LES RÉGIONS DÉVASTÉES

MONT-RENAUD — NOYON — CHAUNY — JUSSY

FEUILLES D'UN CARNET DE VOYAGE

Nous sommes en route, aux portes de Paris, sur le « pavé du Roi », où roule à fond de train l'auto qui nous mène vers les régions dévastées.

Je suis satisfait d'aller là, d'y recueillir directement les impressions et les images, d'y puiser pour moi les enseignements de l'évidence, d'y acquérir devant les autres la valeur du témoin, de pouvoir dire à tous ceux qu'il me sera donné de rencontrer demain, non point : « J'ai lu, j'ai appris, on m'a raconté », mais : « J'ai vu, j'ai touché, j'ai constaté... »

J'ai d'aimables guides : un civil, M. C..., secrétaire d'ambassade, et un militaire, le capitaine J.... Je suis accompagné de Mgr Deploige, président de l'Institut de philosophie de Louvain, naguère spectateur et acteur du grand drame que l'on sait, valeureux exilé qui va pouvoir comparer les crimes de l'Oise et de l'Aisne aux crimes de Belgique. Nous avons aussi dans notre équipe un compagnon de route d'une culture raffinée et d'une conversation charmante, M. Mac Laghan, conservateur du Musée de South-Kensington et correspondant de presse.

Autour de nous, un ciel gris, doux et triste; une matinée brumeuse, une sorte de silence de formes autant que de sons; quelque chose d'amorti, de recueilli, d'étouffé : comme une soucieuse méditation de la nature sur les maux du genre humain...

Voici le premier paysage de guerre. Gardé par des sentinelles, un camp d'aviation aux étendues démesurées, bordé de ses tentes

énormes et de ses constructions de bois. Dans la grisaille matinale, avec leurs proportions insolites, ces masses monstrueuses de toile aux tons verts et sourds, aux dos bombés écrasés sur le sol, ont un je ne sais quoi de préhistorique étrangement en désaccord avec les derniers progrès de la science humaine qu'elles abritent et représentent. Des avions volent. L'un d'eux prend son essor près de nous. L'autre atterrit. Un troisième tournoie comme un oiseau qui cherche en vain sa pâture et qui erre, amèrement désœuvré, dans le ciel. Parmi les lambeaux de brume emportés par le vent, il semble contempler quelques désolations lointaines. Quand verrons-nous, tout blancs sur un ciel clair qu'ils rempliront de leur bourdonnement joyeux, rentrer en foule, en nuée, rentrer par milliers, pour la grande revue du triomphe, les hardis papillons de la victoire! Il est doux d'y rêver, à cette heure...

Nous passons à travers Senlis, où s'évoque un des crimes d'hier, prélude déjà bien atroce des crimes d'aujourd'hui : c'est un lugubre jalon sur la route qui nous mène vers le théâtre de ceux-ci. Voici la ville provinciale et si agréablement désuète : on semble l'avoir sortie d'une boîte à joujoux pour enfants modernes qui savent leur histoire et apprécient, dès le bas-âge, le style. Son dix-septième siècle, plus avancé, plus noble et plus orné, me rappelle celui que j'ai quitté naguère à Paray-le-Monial, plus primitif, plus simple et plus villageois. Ici l'on songe aux tournées pastorales d'un Bossuet, d'un Fléchier; là on respire je ne sais quel parfum du temps de la Fronde et de Port-Royal. Quelles maisons délicieuses et qui sont encore des maisons, l'abri à la taille de l'homme et de la famille! Quel grand et bon air un peu gauche! Ce n'est encore ni la caserne, ni l'auberge, ni la chose banale à procurer des rentes, échafaudage de calculs sur terrain coûteux. C'est le cadre restreint et précis de la vie « civile », de « l'urbanité » à ses débuts. L'ennemi a passé par là il y a deux ans et y a semé autant de stupéfaction peut-être que de terreur. La bonne petite ville de tout repos a été incendiée comme on le sait. Ses plaies sont encore ouvertes à notre regard. Que de maisons éventrées, ruinées, évidées; que de pans de murs branlants qui semblent parfois, parmi des écroulements déjetés, faire le geste de bras crispés sur des entrailles sorties de leurs flancs!

Une descente nous mène hors de Senlis, non loin, nous dit-on, de la place où le vieux maire, torturé, puis fusillé, fut enterré la tête en bas...

Nous nous arrêtons à Compiègne pour expédier un peu plus tôt le déjeuner et l'empêcher de couper une journée qui sera très pleine. Là, entre autres anecdotes savoureuses, M. Mac Laghan

nous conte l'étonnante histoire d'un article naguère paru dans une revue allemande : une trentaine de pages de graves « considérations sur la réceptivité au pou comme signe infaillible du degré de civilisation » (ceci, soudé en un seul mot composé, est le titre même de la monographie). L'auteur après d'amples raisonnements et de copieuses statistiques, présentés avec toute la pédanterie désirable, conclut, aux dernières lignes, en déclarant 1° que la péditulométrie est une science exacte; 2° que le plus bas degré de l'échelle humaine, d'après le péditulomètre, est occupé par la Russie. c. q. f. d.. La conclusion a tout l'air d'avoir été la première chose écrite et pensée.

Nous repartons sans retard dans le joli pays vallonné qui suit la ville; nous parcourons, par sa portion la plus déchiquetée et la plus entamée, l'extrême bord de la grande forêt toute meurtrie, sillonnée de sentiers de guerre et d'anciennes tranchées, encombrée d'abris; la circulation se fait plus difficile, on croise des convois plus nombreux. Avec Ribécourt la série des méfaits allemands commence à être plus marquée. Les pauvres maisons que l'on salue au passage ont l'air de poignardées, d'assassinées. Ces façades qui ont si aisément, pour qui les regarde, une figure n'ont plus qu'un aspect de plaie, une informe apparence de visage fracassé.

Ribécourt! Mgr Deploige en contemple les ruines avec émotion. Des souvenirs particuliers le lient à ce village, atrocement détruit : ceux des messes célébrées là, par lui, une fois par an, durant de longues années, en plein air, à la gare, pour les grands malades belges des pèlerinages qu'il n'a cessé depuis vingt ans de conduire à Lourdes : les pèlerins se groupaient de leur mieux devant l'autel du wagon-hôpital et leurs prières montaient là aux premières heures du jour, accompagnées du chant des alouettes. Les bons habitants de Ribécourt, après l'office, durant le long arrêt du train spécial, venaient combler de soins délicats et de gâteries toutes ces souffrances en marche vers l'espoir. Le dernier passage de notre ami, dans ces conditions, est daté de juin 1914. Six semaines après, les infirmières de son pèlerinage étaient à Louvain pour y soigner non plus des malades, mais des victimes, et les mêmes wagons-hôpitaux recueillaient les épaves humaines ramassées aux bords de l'Yser. Quant à Ribécourt, tombé aux mains des Allemands, il a été laissé par eux dans l'état où nous l'apercevons. Si proches et déjà si lointains, ces souvenirs viennent flotter avec une amère douceur sur ces décombres, où les oiseaux eux-mêmes se sont tus.

Nous avons passé ce qui naguère formait les premières lignes

allemandes; les vastes espaces couverts de fil de fer barbelé sont en l'état où la lutte les a laissés, beaucoup de tranchées subsistent encore telles quelles. Ce n'est pas sans une poignante émotion que je franchis cette sorte de seuil, marqué par d'héroïques sacrifices, la première frontière sanglante d'où, après deux ans d'efforts, la victoire a bondi. Je sens combien tout me rattache à cette terre : le cœur, les années de jeunesse, de puissants liens de sang, la forme même de mon âme et de ma vie.

La route a été ici sans cesse coupée, défoncée, creusée d'entonnoirs et d'embûches. Elle a été réparée avec une célérité étourdissante. De chaque côté des piles de madriers indiquent le premier stade de cette réfection : une espèce de pontonnement continu qui a permis la circulation à fins stratégiques avant que la route même fût en état; et qui, levé ensuite avec méthode par fragments successifs, a permis la reconstitution graduelle des voies de communication sans arrêter sensiblement le transit. Voici des châteaux dévastés à côté d'autres curieusement épargnés, asiles sans doute jusqu'au dernier moment de quelque Allemand de marque; le départ a dû être d'ailleurs par ici plus précipité; on rencontre moins d'arbres fruitiers coupés, en revanche les arbres écorcés abondent : ils sont ainsi presque aussi sûrement condamnés à mort et cela demande moins de temps que l'abattage. A eux seuls, ces innombrables arbres écorcés viennent démentir la légende de buts militaires qui auraient motivé et excuseraient l'abattage barbare généralement infligé aux arbres fruitiers : il n'y a là que l'anéantissement voulu d'une source de richesse des non-combattants, une déprédation systématique de la propriété privée, un coup économique durable porté au pays convoité que l'on quitte la rage au cœur. Comme pour souligner la signification de l'acte, voici un bouquet de peupliers intacts mêlé aux pommiers, aux pruniers; l'arbre au bois médiocre est épargné, l'arbre qui rente et qui fait vivre son homme est abattu. Après Chiry nous longeons Passel; un grand christ, resté debout, tend les bras au-dessus des branches massacrées et des décombres de maisons, rendu plus grand et plus impérieux par l'isolement que les mains criminelles ont fait autour de lui. On voit mieux et de plus loin, ainsi, le vengeur des innocents. D'énormes poteaux de ciment armé porteurs de fils pour force motrice ont été démolis par des cartouches de dynamite et jonchent régulièrement le sol, frappés tous à la même hauteur avec parfois des coudes étranges de lignes dus à leur armature de fer.

Mais voici qu'une forte montée se dessine; une colline qui domine la vallée de l'Oise s'érige, en pentes puissantes, à droite.

On arrête les autos. C'est Mont-Renaud, avec son château devenu forteresse allemande et, quand le recul a été décidé, lieu de macabres exploits avant que vînt s'avérer le définitif départ. Devant la porte d'entrée tout juste, nous croisons une escouade de prisonniers chargés d'instruments de travail : l'endroit témoin d'un de leurs forfaits les plus répugnants est devenu l'abri de leur captivité ; ils vont boucher les tranchées qu'ils ont creusées dans la chair même de la terre de France avec une insolence d'envahisseur rapace, et qu'ils abolissent avec une résignation disciplinée de vaincus; ils font la tâche très volontiers : ils ne comprennent pour eux et pour autrui que la force ; ils sont prêts à céder obséquieusement à tous les jugements de la force. Ils viennent de déjeuner. Leurs faces rondes de blonds oxydés expriment une espèce de satisfaction et d'indifférence animales. Ils passent gris sur le gris du ciel, silhouettes ingrates, avec leurs grosses oreilles décollées, la pelle et le hoyau posés sur leurs épaules rectilignes.

Devant nous, sur l'extrême sommet de la colline, se profile le château vers lequel nous montons par une série de sentiers et d'escaliers rustiques en bois, à travers d'autres files de prisonniers. J'examine ceux-là de plus près. En général ce sont des figures jeunes. Sur ces faces amorphes la casquette traditionnelle, petite et plate. Ils tiennent à peine dans leurs uniformes tendus où leurs méplats paraissent ficelés. Ils traînent des pieds lourds. Ils parlent entre eux, avec un fort accent du Nord, un dialecte provincial. Le travail de fagots auquel ils sont astreints ne paraît pas leur déplaire. Ils ont l'aspect florissant de bons campagnards rompus à ce métier; d'un geste pesant et sûr, ils ébranchent, ils ébranchent, comme ailleurs ils ont massacré les arbres. Partout où il y a un coup brutal, brusque, sans trop y regarder, ils sont dans leur élément.

Après avoir passé devant un espalier fort bien entretenu qui a échappé à la dévastation, et longé des rangées zigzaguantes de fils de fer barbelé que commence à ronger une rouille très heureusement symbolique, nous arrivons au sommet de la colline. Une vue exquise nous y attend, douloureuse antithèse avec ce que nous allons voir tantôt, avec le peu que nous voyons déjà. On domine tout un pays de fins horizons, de bois, de collines, d'eaux qui serpentent. Des massifs bien placés distribuent le paysage en tableaux variés. Au centre, le château Louis XIII, en brique et pierre d'un côté, en pierre avec deux « loggie » à l'italienne de l'autre. Tout est pillé, brisé aux alentours. Des fers tordus jonchent le sol; les façades sans vitres ont quelques abris de fortune pour boucher les ouvertures. Une des fenêtres ainsi obstruées porte une inscription en gros caractères, réclame de magasin sans doute, dont

l'inattendu frappe : « A Louis XIV » sans rien de plus. Puisse-t-il y avoir, sur les traces du grand roi auquel notre pensée se reporte, un passage du Rhin et bientôt! A nos pieds, à gauche, Pont-l'Evêque encombré de trains que l'on réorganise. Pendant que nous regardons, se font entendre les premiers tonnerres lointains du canon, étouffés, graves, fréquents.

En jetant au passage un coup d'œil sur la façade du château qu'entame largement le trou creusé par une grosse pièce, nous nous acheminons vers le lieu où s'est commis un des plus sinistres et des plus odieux méfaits des Allemands en retraite, une de leurs nombreuses violations de sépulture. Ils ont emmené comme otage le propriétaire de la maison, le marquis d'Esquayrac; ils ont voulu déménager aussi les défunts, et jeter leurs restes aux quatre vents du ciel.

Au pied d'une colonnade de fausses ruines que semblent railler les ruines trop authentiques d'alentour, sous d'épais ombrages, un trou se dessine soudain dans la pelouse fanée où l'on nous mène; il a été ouvert par une petite mine ou un travail de pioche, procédés plus expéditifs que le forcement de la porte de fer fermée à clef qui sert d'entrée normale au caveau. Une échelle y descend dans une terre jaune et fine qui pleure à notre passage. De grosses lanternes de bateau nous précèdent, portées par un brave poilu qui paraît plus dégoûté encore qu'indigné et plus attristé qu'irrité de l'infamie dont nous allons être témoins. Il nous conduit là avec une sorte de pudeur chagrine — presque sans parler. On se faufile dans les éboulis de terre et de pierres qui coupent l'entrée habituelle du caveau. A gauche, voici le caveau lui-même. Les yeux se font à l'obscurité et démêlent bientôt, à la clarté douteuse de la lanterne, des objets. Des poutrelles de fer portent, en étagère, ce qui fut des cercueils. Il n'y a plus ni maçonnerie ni plaques, tout cela gît probablement dans le tas de débris que nous venons de franchir. Les restes de cercueils eux-mêmes sont là en désordre, les uns tirés en avant, les autres culbutés à moitié; il y en a neuf grands et deux petits. Les grands ont été odieusement violés, avec une brutalité d'attaque toute particulière; on a fait voler en éclat le vieux bois, puis, au prix de peines sérieuses, on a éventré l'épaisse couche de plomb qui enveloppait les corps. Le cratère déchiré dans le flanc du métal mesure une quarantaine de centimètres, il a les lèvres atroces, remontées, d'une plaie sans nom; on a dû fouiller à pleines mains là-dedans comme dans une valise; par l'ouverture, le corps entier n'a pu sortir qu'en fragments. Au milieu, un cercueil plus récent; oreiller de la pauvre tête posée là par des

mains pieuses, un paquet d'ouate est encore bien visible; le linceul à peine rendu fauve par la misère de la mort pend et déborde des ais découverts; une forme humaine s'y marque, déjetée, bousculée, dérangée par des mains infâmes jusque dans ce dernier sommeil. C'est de là que vient l'odeur douloureuse qui flotte dans la crypte. Y a-t-il simple atteinte au repos des morts? Y a-t-il eu arrière-pensée de vol, surenchérissant sur le tout encore? On pourrait le croire à voir les deux petits cercueils d'enfants restés seuls intacts; posés de travers tout en haut, avec un air pitoyable de sacs dans le filet d'un wagon, ils ont été déplacés, mais point ouverts, comme si leur contenu ne présentait pas assez d'intérêt.

Je n'ai jamais mieux compris l'horreur du mot : violation de sépulture. Il y a quelque chose du stupre, de la honte impudique dans cet abus d'une innocence désarmée, dans ce lâche outrage à cette passivité dernière de la mort, sans défense contre les passions humaines; il y a, dans un pareil attentat à cette chose si douloureusement sale et si misérablement chaste qu'est le cadavre, un mélange complexe de sacrilège, de volupté ordurière et de sadisme qui vous prend à la gorge. C'est le vrai goût de Satan. Devant cette virginité de la mort bassement et vainement violentée, au fond de la pièce, une petite statue de la Sainte Vierge, les mains ouvertes, dans l'attitude de la Médaille miraculeuse, porte, sous le nom du caveau de famille « Sépulture de famille Boileau de Maulainville », cette inscription, gravée avec soin sur le métal, en cursive (un autographe peut-être) et bien terrible à lire au premier abord : *Elle est notre gardienne.* Je n'ai bientôt plus trouvé d'ironie du sort dans cette affirmation. Ces cendres ont reçu là, dans la profanation diabolique qui les a dispersées, comme un martyre posthume; ces âmes confiantes en la Mère de leur Dieu, qui les saurait atteindre? et Celle qui les protège et les garde là où elles sont leur concédera, au nom même du crime commis, la grâce d'une plus sûre intercession pour la victoire de la patrie tant aimée, pour la plus prochaine revanche de la juste cause, pour le triomphe de la vieille France de Notre-Dame.

Je regarde la statuette d'un regard qui s'apaise et se rassure de plus en plus. Ces mains de la Vierge qui, dans l'intention du sculpteur, étaient ouvertes et tendues vers la terre pour signifier des dons de grâce, elles semblent maintenant tracer le geste d'une compassion infinie; d'un appel au témoignage, aussi. Ainsi tournée vers les visiteurs, la maternelle « Gardienne » semble dire, répéter sans fin, comme les mères qui souffrent, les mêmes

paroles : « Voyez ce que ceux-là ont fait; voyez ce qu'ils ont fait de mes enfants... » et les mains indicatrices ne se lassent pas.

Ceux qui ont à leur actif de pareilles choses ne peuvent ni vaincre, ni prévaloir dans le monde, pour l'honneur de Dieu, pour la grande pitié de la Providence sur la terre. Et là encore, celle que représente la petite statuette vient nous dire que le monde où elle a pu fleurir n'est ni un monde méprisé, ni un monde abandonné aux seules restitutions de l'autre monde.

Je sors de là avec une conscience affermie par l'odieux même de l'acte qui sépare davantage l'armée du mal de la nôtre.

Le marteau de Thor ne se contente pas de démolir les cathédrales, il force la porte des tombeaux et fait des moulinets devant la Vierge. Le « Boche » a du reste une horreur spéciale pour celle-ci. On n'a pas oublié la haineuse apostrophe adressée au début de la guerre à la « Rebouteuse de Lourdes », apostrophe que l'on a transformée, à la française, en un cantique réussi (chose bien rare pour cette littérature généralement mauvaise).

Ce n'est point un fait isolé que ces profanations mortuaires en pays dévasté. Elles semblent le passe-temps favori des amateurs de danses macabres et d'actes contre nature, si nombreux outre-Rhin. Nous devions aller voir le cimetière de Champier soumis, comme plusieurs autres, au même traitement. Dans certaines localités, ils se sont contentés d'arracher les pierres tombales et de démolir les monuments funéraires français pour construire avec leur matériel de prétentieux ossuaires à la mémoire des soldats allemands.

Nous remontons et, le cœur encore serré de ce que nous venons de voir, nous nous dirigeons vers la chapelle; au dehors, elle est assez peu endommagée; bâtie en style de la première Renaissance française, elle est assez dans le goût du château d'Ecouen. L'intérieur présente un aspect d'indicible désolation. Tout a été brisé ou démonté. Une litière de foin jonche le sol de la chapelle elle-même et couvre aussi les dalles d'une autre chapelle adjacente, celle de la sacristie sans doute. Toutes deux ont dû servir de dortoir aux hommes ou aux bêtes. Rien sur les autels dégarnis : les portes des deux tabernacles ont été forcées, enlevées de leurs gonds et lancées au loin; là, le vol a sans doute guidé la main autant que le sacrilège; mais où l'esprit de profanation se montre seul et dûment éclairé, c'est dans la façon méthodique dont on a descellé et jeté de côté les deux pierres sacrées des autels. De plus, dans la seconde chapelle, à la place et dans la niche où sous l'autel on met les corps des martyrs, une couchette a été établie; quelqu'un a dû reposer là, assez incommodément, mais au chaud et avec la savoureuse arrière-pensée, chez l'auteur de cette ins-

tallation, d'une atteinte directe portée aux choses saintes. Des éclats de vitraux multicolores couvrent les dalles; une bonne partie est encore restée aux verrières, mais le vent qui siffle aigrement à travers les bris multiples aura tôt fait d'abattre sur le pavé les images de saints qui se morcèlent et s'effritent.

On repart. Plus nous avançons et plus nous pénétrons dans un pays pétri par la guerre. La face tragique de ces maisons de chaque côté de la route! Les débris ici, comme mâchés sur place, là comme vomis et affaissés; la circulation incessante des convois, des ambulances, des trains de munitions; par places un fourmillement de choses aux mouvements graves, brusques, puissants, cet affairement massif, cette espèce de rudesse virile à l'égard des objets, pour un but essentiel impérieusement poursuivi, qui est la marque de l'état de guerre. Et toujours, et partout, ce cauchemar des arbres coupés. Combien l'on sent, en présence de méfaits pareils à ceux que nous croisons à chaque pas, s'imposer sans cesse davantage des mesures comme la proposition naguère mise en avant par un de nos amis : l'établissement dès maintenant, pour le jour du règlement de comptes, à la veille de la paix, d'un grand-livre tenu à la façon des livres de commerce, où seraient consignés dans une colonne tous les dommages appréciables, avec une précision de statistique pure et sans une ligne de commentaire; dans l'autre colonne l'acquit de la dette par les empires centraux, restitution et réparation également précises et pénalité de surcroît; le tout plutôt en nature qu'en valeurs financières, quand faire se peut; pour les destructions de capital, il y aurait une servitude spéciale jusqu'à reconstruction.

Ainsi, pour ces arbres massacrés, durant les vingt années qui s'écouleraient jusqu'à complète réfection et plein rapport du bien détruit, — réfection et plein rapport obtenus en replantant à leur place aussitôt des plants de choix pris dans les pépinières allemandes, — on percevrait un impôt en nature qui porterait sur les récoltes allemandes de fruits et équivaudrait aux récoltes françaises perdues. Et l'on devrait faire de ces liquidations la clause formelle opérante de telle ou telle libération consécutive à la guerre. Pour les bibliothèques anéanties ou les musées appauvris, on prendrait le système des équivalences : Bonn par exemple referait Louvain, Berlin boucherait les vides d'Anvers ou de Lille; afin que la leçon porte davantage, outre la simple reprise par équivalence, il pourrait y avoir comme sanction la proportion de deux objets pour un. L'ensemble serait à compléter, surtout au point de vue agricole et industriel, par la « sécularisation » des usines malfaisantes; on exigerait, à côté d'une interdiction de travail militaire, une servi-

tude en nature de machines destinées à l'agriculture et à l'industrie des pays désolés par la guerre, rançon qu'elles auraient à fournir gratuitement, intensivement et exclusivement pendant une période donnée. Un ensemble de fondations, *expiatrices*, de bienfaisance (surtout pour les orphelins et les mutilés), rattachées aux odieux enrichissements des parasites de guerre, plus puissants et plus nommément responsables du conflit actuel que tous en Allemagne, viendrait avec bonheur donner la dernière main à l'œuvre de justice et de thérapeutique sociale qu'on attend et qu'on réclame comme compensation d'une aussi cruelle épreuve.

Tout ceci rentrerait d'ailleurs parfaitement dans le cadre de réformes et dans le programme idéal que la coalition des Alliés, avec plus de netteté encore depuis l'entrée en action de l'Amérique, tient à faire prévaloir. La prémisse est sans doute l'hypothèse d'une pleine et définitive victoire, bien dure peut-être à obtenir, mais que l'on ne manquera pas d'avoir; serait-il d'ailleurs mauvais, en attendant, de faire connaître avec fermeté de pareilles intentions comme bien arrêtées dans l'esprit des gouvernements alliés? Elles feraient peut-être réfléchir davantage les « Boches » avant d'anéantir le bien d'autrui — leur précision et leur clarté obvie entreraient aisément dans les têtes les plus carrées et en outre elles n'ont pas le caractère trop vague d'autres menaces, plus énergiques peut-être mais stériles de toute leur indétermination et moins visiblement alarmantes pour les coupables.

Tandis que nous devisons, s'égrènent à nos côtés d'interminables files de camions décorés d'emblèmes classificateurs. Voici une série de chars où dans un cercle lunaire un chat noir fait le gros dos; là c'est un lion blanc qui en une dizaine de plaques de gouache stylise le Lion de Belfort; là, plus modeste d'imagination, un double V calligraphié trône avec des ronds de jambe; tout ceci est en général d'un joli dessin et appliqué au patron. Ces hiéroglyphes des derniers temps ont leur intérêt; dans le chaos compliqué de la bureaucratie, ils apportent la simplification utile d'inscriptions longues et confuses parfois; la logique humaine et la pression des faits travaillent de nouveau à la façon primitive, dans les signes.

*
* *

Nous voici à Noyon; des faubourgs maltraités, les carrefours surtout, où des mines puissantes ont été placées de façon à détruire non seulement la route, — opération militaire utile, normale et plus que défendable, — mais les maisons avoisinantes, et le plus possible de maisons. Le système est employé partout avec

une méthode cruelle; là où l'on pouvait ne faire que barrer le chemin aux armées, on a tenu à chercher le point où, du même coup, on portait atteinte aux biens des non-combattants. Le cas se vérifie par milliers dans toute la région. Nous notons l'aspect lamentable d'une maison ainsi coupée dans toute sa hauteur; un lit de fer noir et or, au premier, reste suspendu là, avec ses draps qui flottent encore au vent. Sur un plancher effondré, traînent des cretonnes hachées; on entrevoit des rougeurs de fauteuils et de rideaux parmi les traces fumeuses de l'explosion et de l'incendie. Là « le travail » ou bien a surpris l'habitant chez lui, ou l'a chassé sans lui laisser rien emporter.

.A Noyon, nous entrons dans une zone plus strictement soumise aux lois de guerre; notre itinéraire doit être contrôlé et approuvé; il arrive assez souvent que le danger d'une opération dans le voisinage force à modifier le plan d'abord arrêté à Paris; notre guide militaire va faire son rapport et prendre langue; nous l'attendons; en face, des rideaux se lèvent aux fenêtres, c'est une ambulance : les figures qui se montrent aux carreaux ont l'air enfantin des convalescents pour qui le monde réapparaît neuf et le temps a changé de valeur comme la vie d'occupations.

; une vierge couronnée, du type de Notre-Dame de France, occupe le fond de la cour. On nous annonce que le colonel T... demande à nous voir; il nous reçoit dans une pièce aux murs tapissés de cartes récemment mises au courant; sa main nous y montre Saint-Quentin serré de près par les lignes allemandes actuelles enchevêtrées à faire frémir; on dirait un lacis de veines cérébrales, compliqué et plein d'anastomoses; c'est vers le sud qu'elles se montrent surtout formidablement organisées pour la résistance. Il nous parle de ce que nous avons déjà commencé à voir, les arbres coupés, les instruments aratoires sabotés partout. Pour les premiers, c'est une des choses qui, plus que les autres atrocités, a bouleversé les paysans de France; c'est aussi une de celles qui ont le plus effrayé ceux qui ont reçu l'ordre de l'exécuter : les soldats allemands disaient aux réfugiés avant de les quitter : « Après cela, nous l'avons compris, c'est la lutte sans pardon; ou vous, ou nous, nous devons disparaître. » Quant aux instruments aratoires, lorsqu'on n'a pu les rassembler et les détruire en masse dans des bûchers ou par explosions collectives, on les a privés tous d'une pièce essentielle, *la même* chez tous, de façon qu'il ne soit pas possible de les réassortir l'un par l'autre. Le colonel nous donne quelques détails sur l'horreur de cette retraite d'enragés, sur les déportations de notables, de jeunes gens, de jeunes filles; au sujet de ces dernières, il

nous dit avoir vu de ses yeux un « bon de réquisition de jeune fille ». Certains traits racontés par les réfugiés révèlent des scènes atroces, le désespoir de quelques-unes de ces malheureuses, auxquelles, avec une morgue tragi-comique, un Allemand répondait : « Il n'y a pas de quoi crier; c'est un très grand honneur que de pouvoir servir « d'ordonnance » à un officier prussien... » Après le colonel T..., c'est le général ... qui veut bien nous recevoir.

Il habite une jolie petite maison provinciale aux murs d'entrée couverts d'un lierre que l'hiver inusité de cette année a tristement roussi. nous reçoit avec une cordialité charmante dans une bibliothèque où se font face deux documents historiques d'un caractère bien différent : d'un côté, une plaque de cuivre apprend au visiteur que la bonne dame propriétaire de l'immeuble a eu l'honneur d'y recevoir le cardinal Amette, archevêque de Paris; juste à l'opposé, un énorme calendrier de plusieurs pieds carrés, avec des chiffres « kolossaux » d'un pied et demi, témoigne d'une autre visite : la trop longue présence, durant deux ans, du général allemand commandant de la place; il a laissé là, dans la hâte d'un départ qui s'avère plutôt désordonné, son numérotage quotidien pour éléphants presbytes.

Le général ... tient à y effeuiller successivement les jours de la défaite allemande. Il nous raconte une foule de choses intéressantes et nous en raconterait davantage, — il en a tant vu, — si l'inexorable temps ne nous forçait à lever la séance. Quelques-unes méritent une notation spéciale. Une des anecdotes les plus typiques est celle-ci : Noyon étant de toutes les localités la plus épargnée (je dirai plus loin pourquoi), on a voulu, lors de la réoccupation, y installer dans toute maison décente quelque service public ou quelque hôpital; les autorités avisent, dans le nombre, un immeuble qui leur paraît adapté au but qu'elles poursuivent. On s'y rend. Une odeur infecte, d'une intensité inouïe, surprend dès le seuil. C'est sans doute, pour la cent millième fois, une des « plaisanteries » coutumières des Boches; ils tiennent à mettre de leurs ordures partout, à souiller tout objet précieux ou délicat de leurs déjections, fût-ce au prix des plus étranges labeurs (on sait que dans les localités qu'ils abandonnent, les châteaux où ils passent, ils se croient tenus de garnir ainsi les tiroirs des meubles, les rayons des armoires, les bibelots, les piles de lingerie, les lits, etc., etc...). On donne des ordres en conséquence, immédiats et péremptoires. La saleté, chose curieuse, n'y dépasse pas la moyenne; on y remédie. Mais l'atmosphère demeure, à la lettre, irrespirable : l'infection paraît même s'accroître. Qu'y a-t-il donc? On opère un curage foncier des fosses et des caves, une désinfection

aromatique du haut en bas. Rien n'y fait. Des soldats exaspérés ont enfin l'idée de monter sur le toit, seule région non explorée et non purifiée encore. Ils y trouvent le corps du délit, chef-d'œuvre de patiente et folle ignominie. Le réservoir des eaux de la maison y était installé; privé d'eau, il avait été rempli des matières de toute la garnison. Quand on pense aux quelques mètres cubes du réservoir et aux ascensions répétées qu'un tel travail avait dû requérir, on demeure rêveur. Toute la tuyauterie et la robinetterie de la maison devait distribuer l'essence de cet amas d'horreurs, dans tous les coins. Mais ce n'était pas assez : à côté de cette canalisation d'ordures, plus ou moins close et trop soumise aux hasards des volontés humaines, le génie inventif des ennemis en avait imaginé et réalisé une autre, œuvre laborieuse et rare, opérant toute seule : toute une série de tuyaux à échappement libre étaient adaptés au réservoir et versaient le poison en vingt endroits des murailles. Le mal est irrémédiable. Il faudra démolir cette maison qui, intacte en apparence, ne peut plus servir à rien, et demeure, tant qu'elle existe, un danger pour la santé publique...

Le général nous lit une série de lettres saisies sur les prisonniers : presque toutes contiennent des lamentations sur l'insuffisance de la nourriture et sa mauvaise qualité; le fait est confirmé par le témoignage des habitants; écrasés de misère, ils disent que les soldats ennemis « n'en menaient pas beaucoup plus large » : un réfugié en témoignait devant le ministre des finances de Belgique qui nous a précédés de quelques jours : « Ils venaient souvent nous demander et même nous acheter un supplément de nourriture; ils n'avaient à manger que des « ordures ». Les permissionnaires partaient avec des provisions de restes de pain et de vieux rogatons recueillis partout pour alimenter l'arrière, encore moins bien servi que le front.

Tandis que nous attendons les autos rechargés de benzine qui vont nous entraîner vers Chauny et Jussy, des écriteaux rouges avec ces mots : « eau dangereuse, ne pas boire » viennent frapper nos yeux. Les Allemands ont infecté tous les puits de la région, en y jetant, surtout, du fumier. Nous allons faire une pointe dans la belle cathédrale, heureusement moins atteinte qu'on n'aurait pu le croire. Elle a sous le soleil qui l'illumine un air sérieux et accueillant à la fois. A la croisée du transept, quatre faisceaux de drapeaux vous donnent un petit coup au cœur dans cette terre reconquise. Ce n'est pas un pavoisement, mais un rappel discret et ému. On sent qu'ils sont chez eux; espoir des envahis, signe vivant des revanches de la Providence, après deux ans d'exil et d'horribles tourmentes, les voilà revenus; le « Christ qui aime

les Francs » et les Francs qui aiment le Christ se sont retrouvés. La petite lampe du sanctuaire m'a paru là d'une clarté bien douce et bien rassurante. L'orgue seul porte la trace de la dévastation; toutes les orgues de la région ont subi le même sort; leurs tuyaux, matière première précieuse en temps de guerre, leur ont été ravis: en parcelles attachées aux obus, ils sifflent dans l'air un refrain meurtrier au lieu de chanter des hymnes; ils vont tuer ceux qu'ils faisaient prier. C'est la kultur. Les cloches aux voix ailées et les orgues, âmes vivantes des grandes nefs, ont été, jusqu'au cœur du pays ennemi, les premières victimes de leur guerre. Leurs propres clochers sont muets; le pieux Tyrol lui-même les a dépouillés de tout bronze. Il se fait chez eux le silence significatif de gens qui n'ont plus à parler au ciel, tandis qu'ils traînent après eux, sur la culasse de quelque 420, chargé de leur apporter avec l'écrasement du prochain le paradis sur terre, l'horrible petite idole de fer du vieux dieu allemand.

A côté de la cathédrale se tapit un cloître charmant tout encombré des herbes folles d'un trop long abandon; beaucoup de pierres tombales avec des chevaliers et des dames pieusement couchés, le livre de prières entre leurs mains fines rejointes en geste qui dure — de vieux vers français du quinzième siècle avec une épitaphe humble et grognonne... Au dehors, un ensemble de constructions plein de saveur : la vieille tour ruinée de gauche; la série des maisons des chanoines toutes semblables, petites avec d'énormes porches très ornés devant une modeste cour, carrée et fleurie; une sorte d'hôtellerie antique aux bois apparents, aux écussons émoussés. Les blessures de la guerre et les fureurs dévastatrices des Teutons ont relativement respecté cette ville. Pourquoi? une revue protestante de Suisse va peut-être nous mettre sur la voie : c'est, dit-elle, la cité de Calvin et l'Allemagne, qui s'apprête en octobre à célébrer à grand fracas, à fêter œcuméniquement le quatrième centenaire de la Réforme, aurait voulu par là donner une preuve visible, à tous les protestants du monde, de ses égards pour des souvenirs qu'elle juge sacrés, en les épargnant seuls, au milieu de l'impitoyable déchaînement de sa colère.

On sort de Noyon à travers des rues où les traces de combats se remarquent toujours davantage. Pas de passants. Pas de magasins ouverts, sauf un débit de cartes postales, premier signe de vie des localités qui renaissent, avec la clientèle presque immédiate des empressements informateurs. Les lamentables réfugiés qui, durant quelques jours, avaient donné à la petite cité une animation douloureuse, mais réelle, ont été évacués vers l'arrière pour les soins et les secours que requérait leur état.

Quelques enfants qui jouent sont, à part les nombreux militaires, les seuls êtres rencontrés à notre passage. On a dû commencer par leur défendre de ramasser tout ce qu'ils pouvaient trouver à terre; en effet, maints jouets et objets explosifs avaient été laissés sur le sol pour des fins homicides; le même système avait été largement employé à Bucarest, les toupies, les montres, les porte-feuilles et les porte-monnaies détonants y avaient fleuri trois mois durant, ainsi que les bonbons empoisonnés ou infectés de microbes, — jusqu'ici ces produits de l'industrie teutonne n'avaient pas encore fait d'apparition bien marquée sur le versant occidental; — l'Orient est plus loin et moins sujet au contrôle. Il a débuté; mais maintenant qu'on sent n'avoir plus rien ni personne à ménager, on y va de toute la lyre, même en Occident.

*
* *

Nous roulons de nouveau dans des pays désolés, toujours plus près du front, d'où vient plus nourrie la voix rauque des canons, et nous croyons mettre notre main dans une plaie, à la façon de saint Thomas. Ce n'est pas sans reconnaître, comme lui, à ce contact quelque chose... Et c'est toujours plus intense l'impression de la maison lésée, mise à mal, le caractère presque sacré de cela, perçu plus clairement dans la destruction, et trop oublié dans la vie courante...; cet abri de famille, cette enveloppe de la cellule nationale, cette nichée d'âmes... qu'on a longé, insouciant, des millions de fois, et qui vous obsède maintenant de sa *vraie face*, déchirée peut-être, mais plus reconnaissable ainsi.

De ci de là quelques essais de culture essaient de rendre à la vie le terrain même le plus bouleversé.

Nous courons parmi des files de camions. Voici Chauny; des faubourgs encore peu touchés : ce sont ceux où les Allemands ont concentré les malheureux qu'ils ne voulaient pas emmener avec eux, vieillards, malades, impotents; là-bas, deux cent cinquante vieillards ont été entassés, à la veille de la retraite et de la destruction de la ville, presque sans vêtements, sans nourriture et sans abri; ils ont, dans ces conditions, subi le froid atroce des nuits, tandis qu'à côté d'eux la cité devenait un volcan de mines et la proie des flammes; l'assaut des intempéries en a fait périr une cinquantaine; puis ce faubourg soi-disant préservé, halte d'agonie, a été l'objet d'un bombardement spécial, qui a fait, dans le groupe misérable des survivants, affolés par cette cruauté inattendue, quinze nouvelles victimes (mais peut-on appeler victimes ceux qu'une prompte mort a ainsi délivrés de leurs bourreaux?). Chez ceux qu'on a pu ramener, c'était un indicible état de misère

et d'hébétude; la vermine grouillait sur eux des pieds à la tête, plaie coutumière de tous les pauvres réfugiés. Une dame de bonne famille était enroulée dans une innommable couverture, sans robe; tout vêtement de laine et tout tissu chaud avaient été impitoyablement réquisitionnés avant l'évacuation, laissant les gens à moitié nus dans la pluie ou la neige, avec, pour se réchauffer, à quatre cents mètres de là, leurs maisons incendiées.

Après les faubourgs, voici la ville, ou plutôt ce qui fut la ville; la destruction ici a été rageuse, chaotique, rapide. Il est resté de cet orage de fureur humaine une sorte de Pompéi, où le fléau aurait seulement volé et pillé avant de sévir. La dynamite est venue donner un coup d'éponge sur ce qui a été fait. Tout ce qui a été fait l'a été d'ailleurs avec une hâte particulière, l'ennemi sur les talons. Le bel ordre symétrique à l'allemande y manque un peu. Des bouts de murs innombrables et des tas de pierres jetées en tous sens y témoignent d'un travail précipité, sans grâce. Les lignes aiguës des pans de murailles déchirées par l'explosion dentellent à deux ou trois mètres du sol, en général, la ligne des décombres; sur un ciel devenu d'un bleu profond et doux, des langues noires et rousses les sillonnent, traces de l'incendie qui a complété la besogne. L'église montre un grand profil de mâchoire d'âne, qu'un monstrueux Samson aurait posée sur le sol, les dents en l'air. La grand-place nous fait voir un hôtel de ville coupé par le milieu avec un toit qui plane, en invraisemblable porte-à-faux. sur le vide; dans la dégringolade des murs, des flots d'ardoises, traîne la carcasse d'un pignon qui fut ridicule et prétentieux, pauvre vanité, bien morte, de province; d'énormes esquilles de pierre tremblent à moitié détachées de leur bloc originel, mordues par l'explosif brisant des réverbères tordus comme un ressort; des gouttières, transformées en sortes de serpents aux flancs déchirés, se dégagent des gravois, et, sur le tout, errent des pages d'écritures administratives; des statistiques y lavent de tout reproche des fonctionnaires heureux de calligraphier les enregistrements; au premier, sur un fond d'un rouge pompeux, orné de semis d'un héraldisme contestable, très haut, là où se lit l'ironique inscription : « Salle du conseil », un buste de plâtre de la République, le nez noirci par la fumée, repose sur sa planchette. Ce reste du bric-à-brac officiel nous offre la seule image qu'il y ait d'une figure humaine, aussi loin qu'on puisse jeter les yeux, dans ce désert de mort, indéfini, inhabité et inhabitable. L'objet est resté là, on ne sait par quel étrange hasard, dans le bouleversement général. Un rideau déchiré flotte, à gauche, comme un appel de détresse. En face ; la Caisse d'épargne de la petite

ville cossue, aux 17 000 habitants; quatre murs découverts, sans rien entre eux, où le vent joue; le théâtre aux cadres de verrières soulevés et faussés par la poussée des gaz et par le feu; le palais de justice également tout vidé; trois boîtes de vieux carton ébréchées, telle est la silhouette de ce côté de la place jadis coquette. Sur le dernier édifice, une inscription allemande est soigneusement effacée.

Mon compagnon de route, Mgr Deploige, se croit à Louvain; c'est tout à fait, paraît-il, le même type de ruines; ici la dynamite, là le feu ont eu la part principale, mais le résultat est analogue.

Et les ruines continuent ainsi, aussi loin que peut porter le regard. On empêche l'un de nous de s'aventurer dans les décombres où des mines inexplosées et des grenades abondent encore. Une boucherie de la place a l'air particulièrement sinistre; toute charpentée en métal, elle a été secouée et détruite de fond en comble. Les poutres de fer du plancher ont été coudées par le milieu sous la violence de l'explosion qui les a chassées en l'air; les grilles sont tordues. Ce comptoir d'aliments, devenu un cratère noir de débris innomés, pue la mort méchante.

A la sortie de la ville, une usine anéantie, prostrée sur le sol, attire le regard; nous reprenons notre course par des routes camouflées où des rideaux de fausses plantes posées sur un réseau trompent adroitement les calculs ennemis. Nous longeons des tas de douilles des derniers combats. Puis ce sont des trains de munitions encore et toujours. Nous passons Villequier-au-Mont pour entrer dans un paysage presque exclusivement composé d'arbres fruitiers coupés et laissés tels quels à côté de leur moignon resté debout. Et nous voici maintenant à Frières-Faillouel, village cruellement supprimé, entièrement ruiné; pas une maison sur pied; dans un appentis près d'un ex-café de carrefour dont un mur seul demeure, . Tous les arbres ont été mis en pièces jusqu'aux plus petits, gros à peine comme une canne; un marronnier, jeté par terre et gisant à deux pas de ses racines, depuis de longs jours ouvre ses bourgeons et laisse pointer quelque verdure, quand même; j'emporte une branche de cet entêté qui voudrait vivre; mise dans l'eau à Paris, j'ai eu l'étonnement, une semaine après, de la voir pousser en feuilles et presque fleurir (la grappe y est, mais en boutons), vaine, mais touchante protestation de la vie contre les faiseurs de néant.

C'est de là que nous partons pour faire une pointe vers un étrange but de promenade, la butte Eitel-Friedrich, merveille due à l'initiative du second fils de l'Empereur : un observatoire en forme de tumulus sur le type, cher aux populations primitives, qui passe pour avoir été selon le goût de son patron,

Attila. Le pâté de terre, conçu suivant l'esthétique du sauvage, a été réalisé avec la régularité affligeante d'un géomètre tudesque du Polytechnicum; un petit fossé, qui a tout juste la largeur d'un bon pas et où croupit une eau savamment conduite jusque-là, veut donner au tout un petit air moyenâgeux, seigneurial; un pont rustique de rondins le traverse, un sentier et un escalier de même matière font suite, ils mènent au sommet de la butte où trône un pavillon de chasse, un kiosque également construit en rondins de bouleaux. Une inscription baptise le royal pavillon « Hubertus-Haus »; deux sabres de bois croisés lui servent d'armoiries et d'enseigne; sur le devant, une table — fâcheusement ronde — est faite d'un énorme tronc de sapin massif, coupé ras et apporté à grand peine, de loin sans doute, pour servir à l'impériale fantaisie; une demi-douzaine de champignons de bois peint l'entourent, à titre de sièges (on a choisi le type vénéneux, rouge tacheté de blanc). Ce sont de ces horreurs dont on meuble les jardins allemands, en compagnie de petits gnomes de terre cuite polychromée. Chose étrange, ce belvédère de l'envahisseur triomphant semble par sa position avoir été prédestiné à surveiller la retraite et le recul; la vue y est infiniment plus étendue du côté hier encore allemand que du côté toujours demeuré français et d'attaque. L'œil y plane sur un très vaste panorama; on aperçoit de là, fantôme gris qui se détaille mieux à la lunette, les tours de la cathédrale de Saint-Quentin, à droite; on devrait par un temps plus clair apercevoir celles de Laon, derrière les mamelonnements de la forêt de Saint-Gobain.

Au moment où nous gravissons la butte, les soldats de garde nous annoncent qu'un avion allemand vient de lancer des bombes tout près, ; nous apprendrons à , heureusement, que c'est sans le moindre succès. Le concert des canons ne cesse pas, à l'ouest de Saint-Quentin et à l'est de Laon surtout; ce sont des voix aux timbres divers où de plus exercés que nous sauraient reconnaître les auteurs du dialogue : de larges sphères de fumée à l'horizon, et de temps en temps des poussées de terre noire, fumeuse, lente, au fond; obus de gros calibre ou mines. Sous cet immense ciel, l'énigme de ce qui se passe là devant nous et celle de l'avenir semblent se faire plus oppressantes. Autour de nous, à perte de vue, des pentes verdoyantes très douces; sur tous les champs que l'on peut voir, des arbres fruitiers par milliers, par dizaines de milliers, innombrables, tous coupés à la même hauteur, tombés dans le même sens auprès du bout de tronc demeurant; abattus avec une méthode et une précision implacables, ils ont des poses

d'évanouis, d'agenouillés qu'on aurait assassinés. Cette uniformité d'orientation, cette universalité dans la mesure de destruction posément exécutée, méticuleusement observée, au milieu d'une poussière de villages anéantis, produisent une étrange impression rituelle. On croit assister au résultat de quelque grand sacrifice barbare fait pour l'acquit de leur conscience à je ne sais quelle informe divinité de mort, supposée et soupçonnée par des cerveaux à peine dégrossis. La prosternation de tous ces arbres vers le tertre, l'écrasement des villages rasés qui ne doivent pas pouvoir laisser se lever des yeux humains jusqu'à la butte sacrée prennent, dans le silence que seul souligne d'un effroyable murmure le mugissement informe de la canonnade, une sorte de solennité imposée, stupide et profonde. Le décor immédiat, ridicule et mesquin ramène à des proportions moins grandioses ces horreurs, grands crimes de petites âmes.

L'équivoque Eitel-Friedrich, en promenant son obésité, sanglée dans son uniforme grisâtre, sur le terre-plein de l'observatoire, a dû simplement, avant de quitter pour toujours la place, trouver le spectacle plus délicieux ainsi. Le premier Eitel Attila disait que là où son cheval avait passé l'herbe ne repoussait pas. L'herbe est trop peu de chose pour les amoureux du kolossal. Le second Attila ne veut pas qu'il y ait des arbres là où son regard s'est posé, pas de récolte là où sa pensée a décidé de la supprimer pendant des années, pas de demeures d'homme là où les semelles de ses soudards ont dû décamper. Mais il a pour ce faire, sans grand mérite ni grande imagination, toutes les précieuses ressources de la science moderne qui manquaient à son prédécesseur.

Je regarde de plus près les arbres massacrés; ils sont en général très forts de diamètre, et pour l'espèce, si sujette ailleurs, lors des récoltes de fruits, à des mauvais traitements qui les blessent et les pourrissent, étonnamment sains; la section, bien faite par des abatteurs experts et exercés, laisse voir un bois intact et net, un vrai bois de menuiserie. C'était l'orgueil et la richesse de la région, patrie des confitures et des gelées cristallines, et le paysan les entourait de soins respectueux.

Nous redescendons du haut du sanctuaire grotesque et sinistre de la Germania. Sur la droite, en regagnant Frières-Faillouel, parmi la désolation des maisons calcinées, se montre un carré de couleurs fraîches. C'est un bout de jardin, si petit qu'on ne pourrait y voir qu'un jardin d'enfant. Il doit avoir un mètre et demi de côté; il est entouré de décombres; des débris le jonchent; entre les morceaux de fer et de briques, soigneusement disposées en

plates-bandes, des fleurs multicolores : des primevères, d'un rose vif, d'un jaune clair, d'un orangé éclatant, d'un blanc très pur, semées avec art, ont poussé, toutes nouvelles et toutes fraîches, depuis qu'il n'y a plus de maître, plus de village, plus rien. Soigné comme un jardinet funéraire qu'entretiendraient des mains pieuses, il en a la taille et, de par la Providence, dirait-on, la fonction. Le bon souvenir de ce pauvre coin de terre, si petit, si petit, si joli, si étonné d'être, si mystérieusement attendrissant...

*
* *

Quelques tours de roue en un pays encombré de services d'arrière, où l'artillerie fourmille, et nous voilà bientôt arrivés devant le chef-d'œuvre, le type le plus achevé de la destruction allemande, systématique, féroce, laborieuse, complète, à   . Ce village, à 25 kilomètres des lignes, n'avait pas été touché par un obus : il n'en reste rien ; du gros bourg cossu de près de 2000 habitants, il ne reste absolument plus rien ; une série de tas de cailloux sans même un mur debout ; une mer pesante et inerte aux vagues pétrifiées de tous petits fragments de briques ; qu'on s'imagine une aire de quelques hectares couverte de gravois à peine mamelonnés, quelques millions de mètres cubes de matériaux *pilés*. Voilà   . Le travail a été fait maison par maison jusqu'à radical anéantissement ; on n'a pas idée de ce que cela a pu représenter comme préparation, comme labeur, comme temps d'exécution même. Il y a été employé des tonnes d'explosif qui devaient faire ressembler la contrée à quelque volcan en éruption. L'Empereur avait dit que, s'il devait rendre l'Alsace à la France, il la rendrait chauve. On sait maintenant ce qu'il entend par là ; par bonheur, pour de pareils crimes et à si grande échelle, il faut beaucoup de temps et de moyens. En tous cas, ces gens ont fait là de l'inoubliable et dressé entre eux et le reste de l'humanité, de leurs propres mains, une barrière qu'il sera bien difficile de franchir de nouveau.

Un tas de débris, un peu plus haut que les autres, représente l'église. J'erre, avec mes compagnons de route, parmi les menus fragments, cherchant à voir si j'y découvre quelques débris à sauver, quelque horrible et pieux souvenir. Arrivés près de la place du maître-autel, un soldat nous fait signe de ne plus avancer d'un pas et nous montre de la main une mine non explosée qu'il vient de déterrer à moins d'un mètre de nous ; pour éviter de terribles accidents dans le style de ceux de Bapaume, il plante près de la place dangereuse une baguette indicatrice qu'il surmonte d'une feuille de papier. L'engin est en ligne droite au-dessous du tabernacle ; on en voit une portion de trente ou quarante centi-

mètres de longueur sur cinq de diamètre environ; c'est un gros tube de fer plein de dynamite ou de lyddite; la mèche éteinte rampe à côté comme une vipère. L'instrument de crime gît là, providentiellement inutilisé; il est resté comme pour nous attendre et nous permettre de porter un témoignage nouveau sur une abomination nouvelle.

Cette église détruite comme elle l'a été, déjà chargée d'explosifs de façon à n'en rien laisser subsister, on a tenu à lui infliger l'inutile blessure suprême, le vain et direct attentat à la place sacrée entre toutes, le coup droit porté au lieu de la « présence réelle ». La preuve est là sous nos yeux, par une déroutante ou miraculeuse préservation, bien inattendue dans le cyclone de feu qui n'a rien respecté et qui devait effacer toutes les traces. A côté, traînent des squelettes de lustres tordus, aux cristaux mis en miettes; avec l'aide d'un poilu apitoyé, nous dégageons des décombres de l'autel la nappe de communion et la moitié du « canon de la messe », pauvre chromolithographie de village toute déchirée et toute fripée, où les paroles de la consécration, isolées par les morsures de l'explosion et du feu, incrustées de pierres en miettes, semblent avoir des échos douloureux et nouveaux...

Un de mes compagnons ramasse une tête de Christ, bien émouvante, sur laquelle il allait marcher; ce devait être, à l'origine, un affreux plâtre de Saint-Sulpice; mais écrasée, décapitée, avec sa doublure de ficelle hachée qui l'auréole d'un désordre misérable, d'une chevelure d'horreur, cette face présente une étrange beauté de chemin de croix, de figure qui a traîné sur la voie, tirée par les cheveux, égratignée, striée de crachats, de boue et d'ordures. Je l'emporte comme une sorte de relique et le regard de cette image fracassée que je tiens à la main me suivra toute la journée.

Des clefs de voûte bleu et or, d'un bleu rustique violent comme l'outremer des blanchisseuses, avec des dorures étincelantes, gauches à souhait, évoquent ce qu'a dû être dans sa parure criarde l'église de campagne. Une seule pierre est restée debout, elle domine de quelques pouces le reste des débris, au bord du terre-plein rectiligne qui soutenait l'église. Elle porte en caractères d'un demi-pied, largement entaillés dans le grès, cette inscription énigmatique qui prend à cette heure une signification profonde et une tragique beauté : *A la mémoire de nos pères*. Qu'est-ce que cela? A quoi faisait allusion, dans la petite église de , cette inscription si grave, si laconique, si solennelle et qui, en raison même de ses dimensions, paraissait attachée à quelque souvenir important? Je ne sais. Mais cette seule pierre parlante dans ce désert de ruines ruinées, parmi ces tombereaux de pous-

sière anonyme, cette voix deux fois d'outre-tombe, avec cet appel au passé, ce lieu divin et humain de l'église, des morts, de la vieille terre paternelle, cette espèce d'injonction et de défi contre l'oubli, d'encouragement, de leçon et de conseil donnés au présent, m'ont remué plus que je ne saurais dire. Aujourd'hui comme hier, demain plus qu'aujourd'hui, quelque chose vit et vivra sur cette terre, malgré les pires violences du sort. Tout cela se tient, devant Dieu surtout, et cela résiste à tout; la vraie France, la vieille France poussée sur ses racines, ni les « Boches » du dehors, ni les sans-patrie du dedans n'arriveront à la faire disparaître parce qu'elle est la seule qui soit vraiment et possède le secret de sa vie.

Le tas de l'église pulvérisée est, nous l'avons dit, plus haut que les autres; on domine de là toute la contrée : un paysage lunaire, sidéral, où le soleil se réverbère durement, dans des flots d'âcre poussière blanche que viennent ensanglanter de menus fragments de briques. Les hirondelles déroutées sont venues, paraît-il, l'autre jour; elles sont reparties après avoir, pendant douze heures, rempli l'air de leurs cris et de leurs cercles affolés. Dans cette désolation, cet émiettement de choses qui n'ont plus ni forme ni nom, grouille, peu visible au premier coup d'œil, mais bientôt reconnue intense, une vie fourmillante de soldats — ils mettent déjà une note d'activité, d'espoir, de gaîté même dans cette nécropole. On ne les voit pas d'abord autant qu'on pourrait l'attendre, car ils sont enfouis dans d'invraisemblables tanières parmi les décombres. Ils sont là terrés Dieu sait comme : de vraies niches de chien, elles-mêmes tour de force d'ingéniosité, là où il n'y a pas un mur debout et dans un village doué de deux seules caves, dont le privilège a été réservé aux autorités. Le général a fait construire pour ses hommes des baraquements plus commodes et plus décents. Les hommes n'en ont pas voulu; ils préfèrent aux grands hangars géométriques et ennuyeux leur petit terrier dans les plâtras, abominable mais individuel et « orné » à leur goût. « Ça sent trop la caserne là-bas », disent-ils. Ils ont tenu à dissiper l'atmosphère de deuil en mettant devant l'entrée de leur « cagna » des pots de fleurs trouvés dans les jardins abandonnés d'alentour; le long de la route, déblayée, presque chaque domicile improvisé est marqué par quelque verdure, coquettement installée dans des bidons de fer battu, des boîtes de « singe », des écuelles de terre. Des inscriptions humoristiques ornent le seuil : « American-Palace », « téléphone n° 107 582 », etc., etc...

Ce qui a été mieux accueilli que l'idée des baraquements, par exemple, c'est la création d'un établissement de douches qui peut

donner cinq cents douches par jour; on vient de l'installer et il ne désemplit pas. En ce moment, une cuisine mobile fabrique des torrents de café noir pour ces braves gens. Ils sont intéressants à regarder, ceux au travail dans une tenue plus libre, débraillée et pittoresque, ceux qui circulent ou sont en service, d'une étonnante et simple correction sans raideur. Ils ont la silhouette de l'emploi, de même que la note juste, en fait d'état d'âme. C'est le moment où quelque Raffet — s'il y en avait! — pourrait incarner avec le plus de bonheur le grognard moderne. Il s'est façonné son extérieur sans le savoir, il s'est patiné à souhait, il n'a plus l'air ni costumé, ni exceptionnel.

C'est le soldat de la plus grande guerre, qui se trouve là chez lui, avec le tact spontané des grandes réalités qu'il s'est assimilées. Je suis frappé de l'aspect discrètement soigné des équipements, chez les soldats et chez les officiers; mais jamais cela ne tourne à cet aspect factice, endimanché et presque industriel des effectifs allemands, qui paraissent fabriqués comme à la grosse avec un idéal directeur dérivé du parallélogramme. Il y a là, avec une élégance involontaire, une aisance d'allures qui plaît autant qu'elle rassure. Et pour se présenter ainsi en de pareils moments, il faut un je ne sais quoi qui n'est pas dénué de valeur morale.

Voici que vient à nous le général T... .
En nous contant mainte histoire il nous conduit à ses « appartements ». Ils sont représentés par l'une des deux seules caves trouvées intactes à . Pour y aller nous passons le canal sur un pont coquet dressé en un clin d'œil par le génie militaire, avec une perfection de travail qui réjouit la vue, à la place de celui qu'on a détruit. Nous entrons dans la cave généralice. On descend dans les ténèbres, accueilli par les glapissements frénétiques de deux petits chiens venus du Maroc avec leur maître; agités par la perpétuelle attente d'une bienheureuse sortie au grand air, ces « poilus » se ruent affectueusement sur nous; ils sont dotés de noms maugrabins; ce bull et ce fox ont fait deux campagnes. Le bull, frétillant, remue la tartine de cirage de sa face dans le noir d'instant en instant moins sombre du réduit souterrain. On distingue une table, une couchette, une lampe à acétylène, des livres. Nous remontons pour faire honneur au thé qui nous est offert dans une baraque en planches qu'en un tournemain, toujours soucieuses de dissiper la cruelle atmosphère créée par les atrocités allemandes, les autorités militaires françaises ont transformée en une salle charmante et gaie; des étoffes aux couleurs vives, andrinoples et lustrines, tendent les murs; de la verdure et des faisceaux de drapeaux alliés la décorent. On vient d'y installer le

drapeau américain improvisé sur les lieux avec des étoiles hâtives, très bien intentionnées, et des bandes assez droites; mais c'est un peu compliqué, un drapeau qui a des étoiles autant qu'un consommé et des bandes qu'il faut tirer au cordeau sur l'étoffe qui voudrait boire!

On cause; le général, qui passe pour n'avoir guère été et n'être guère clérical, fait le plus aimable accueil à Mgr Deploige. C'est même plaisir de voir comme ils ont l'air de se bien entendre. Il tient à lui présenter les aumôniers militaires et les prêtres-soldats du régiment et fait leur éloge avec des mots sentis, très à leur place. A la sortie, près de la porte, gisent les restes d'un avion anglais dont le pilote a été tué, l'observateur gravement blessé lors de la dernière offensive; le moteur est, pour le moment, encore demeuré sur le champ où il a atterri. Il serait important d'aller le reprendre, car il est en bon état et peut rendre de précieux services; mais la tâche est délicate : il pèse 400 kilos, se trouve entre les lignes et on ne peut l'emporter qu'en ayant recours à un ouvrier expérimenté autant que courageux, capable d'aller en rampant, au péril de sa vie, le démonter pièce à pièce à la faveur de la nuit et le véhiculer ainsi, en plusieurs voyages, jusque dans les lignes françaises.

Tandis que nous devisons près de ce débris criblé de balles, un drachen français paraît dans l'air avec des balancements d'éléphant qui aurait bu; nous en avions vu un autre, il y a quelques moments, de la butte Eitel-Friedrich. Le capitaine J... ne voit pas sans appréhension ces engins se profiler sur le ciel; ils sont sans cesse les victimes des aéroplanes ennemis qui fondent dessus et se nichent quand ils le peuvent derrière une petite nuée d'où ils laissent tomber de très haut, inaccessibles et presque cachés, une pluie de grenades qui touche trop souvent l'objet visé; leur conducteur, rompu à ce genre de sport, se sauve dix-neuf fois sur vingt grâce à son parachute; mais l'émotion est intense chez le spectateur qui voit l'attaque réussie, le ballon détruit descendant en flammes vers la terre, la petite loque humaine tombant comme une pierre pendant 40 ou 50 mètres jusqu'au complet déploiement du parachute, et pour finir la poursuite furieuse du rescapé par l'oiseau de proie; notre guide vient d'avoir encore, il y a peu de jours, en conduisant dans les mêmes parages une autre escouade de visiteurs, le spectacle angoissant d'un drame pareil, d'autant plus fait pour donner sur les nerfs que, cette fois, il a fallu attendre plusieurs heures avant de savoir l'aéronaute sauvé. Le général T..., à ce propos, nous conte l'histoire d'un gars de moins de vingt ans, grand amateur d'obser-

vations en drachen, qu'il vient de faire décorer pour sa crânerie; voilà trois fois en peu de temps qu'observant les Allemands avec une audace inouïe, il a été descendu par leurs avions; à la dernière randonnée, avant de se jeter dans le vide, il a dévissé la petite mitrailleuse du drachen, pris une provision de cartouches et, mitraillé à fond par les aéroplanes ennemis, s'est mis tranquillement, à travers une pluie de balles, à les canarder de son mieux de dessous son parapluie, peu fait pour résister à un pareil orage et qui pourtant put arriver à dégringoler tant bien que mal ses quelques centaines de mètres. Un pareil tour de force et la calme bonhomie avec laquelle il fut exécuté valaient la décoration qui fut donnée au jeune héros de l'histoire.

Nous faisons à nos hôtes des adieux vraiment chaleureux; il y a tant de cordiale simplicité, tant de bonne grâce et de bon ton dans leur accueil; et puis viennent nous rapprocher tant d'idéals communs et de peines communes traversées, une si haute fraternité contractée dans la noble lutte et l'heure grave. On promet de ne pas se perdre tout à fait de vue : on échange des adresses et des cartes. C'est le retour, un retour plus précipité que le plan ne l'avait d'abord comporté, car nous nous sommes, chemin faisant, un peu trop attardés; nous devions traverser Roye et Nesle qui sortent maintenant du programme; nous rentrons au plus court par Flavy-le-Martel et le village si éprouvé de Guiscard. Du reste le spectacle est partout le même, le procès-verbal sinistrement semblable. Nous jetons un dernier coup d'œil sur le paysage d'horreur de   . Il s'en élève, plus on l'étudie, une impression très nette qui vient nous rassurer et n'est pas sans valeur, à sa place, comme indice de l'issue finale de la guerre; cette destruction effrénée, ce qui l'a produite, ce n'est pas seulement le délire de la cruauté, l'ivresse de l'artisan de mal qui se soucie peu de se voir mettre au ban du genre humain pourvu qu'il affirme la puissance de son bras et l'inflexibilité de son vouloir, c'est aussi, c'est plus que tout, de façon de plus en plus visible, la rage du coupable vaincu, qui sent venir, fatale, la sanction et qui se venge, préventivement, sur tout ce qui représente pour lui le vainqueur, en marche, de demain. A cet élément inavoué, mais qui se crie toujours plus haut malgré soi, s'en joint un autre : le calcul erroné, sorti de la piètre psychologie du Teuton, qui lui fait croire à la possibilité d'une paix imposée par la terreur, à la mauvaise paix, consentie au rabais par ses antagonistes, pour éviter trop de dommages avant la fin de la guerre, et fiévreusement bâclée ainsi avant la perte de tous les gages territoriaux qui représentent sa dernière carte.

Puis la route file à travers bois. Voici des abris et d'anciennes lignes allemandes; les creux des tranchées, avec leurs dentelures compliquées et régulières, leurs enchevêtrements savants, dessinent sur la terre une sorte de puzzle diabolique. Nous sommes à 4 kilomètres de Tracy-le-Val, objet de tant d'âpres luttes. Les maisons ruinées abondent de chaque côté du chemin, mais ici c'est surtout du bombardement qu'elles ont souffert; elles ont un air de boîtes de construction édifiées et défaites d'un coup de pied par un enfant; la grosseur des blocs de grès qui les composent et les porte-à-faux insensés permis par la brusquerie du coup de bélier sont la cause de cet étrange aspect.

Ce sont ensuite les anciennes lignes françaises avec les restes des grandes niches à pièces lourdes; voici le siège d'une batterie. Un beau crucifix reçoit un peu plus loin les derniers rayons du soleil. Ici des montagnes de fils de fer barbelés attendent un départ pour le front. Nous pénétrons plus avant dans le cœur de la forêt; sous les ombrages se dessine une vraie ville de fortune, formée de magasins de munitions, de réserves de toute sorte : un petit Decauville, masqué par les branches protectrices comme les hangars eux-mêmes, l'a utilement desservie au temps où le front était là tout près. Tout ceci se démonte à présent pour suivre et talonner l'ennemi. Plus nous avançons et plus le déménagement s'accentue, se complète, fait avec un ordre qui satisfait l'œil et semble d'heureux indice comme de bon augure : les baraquements défaits sont là, comme pliés, chacun à sa place, en piles exactes, prêts à se transplanter ailleurs.

La nuit vient, dans des teintes délicates, des roses atténués, des blonds légers, des bleus lavés de blanc, des verts presque phosphorescents; une vraie nacre sur laquelle une gaze flotterait. Un soir de printemps tardif qui ressemble à certains soirs d'automne doux et pourtant sévères dans leur grâce. J'y trouve après la grise matinée d'aujourd'hui, décor de tristesse recueillie, le décor souhaité pour songer à nos espoirs meurtris, mais fiers et justifiés, et mes pensées vont dans ce cadre qui leur convient au triomphe attendu, chèrement payé, mais bien méritoirement acquis, que nous accueillerons avec une sorte de respect craintif et de grave bénédiction.

Vladimir J. Ghika.

LA GUERRE
ET LES PAYS SCANDINAVES[1]

La conférence de Stockholm et la question du blocus ont ces temps derniers ramené l'attention sur la Scandinavie. Les révélations faites par M. Lansing sur le rôle d'intermédiaire que jouait la Suède entre l'Allemagne et ses légations dans des pays neutres viennent de jeter brusquement la lumière sur les dessous de la politique suédoise. Ces services rendus par le Ministre de Suède à Buenos-Aires, ces dépêches chiffrées qui passaient par le Ministère des Affaires étrangères de Stockholm en violation de la neutralité, dans lesquelles il ne s'agissait de rien moins que de faire périr des êtres humains, ont révolté les sentiments de droiture et d'humanité non seulement chez les adversaires de l'Allemagne, mais chez les Scandinaves, victimes eux-mêmes des forfaits des sous-marins, et chez la plupart des Suédois. Les trois peuples du Nord ont eu déjà beaucoup à souffrir de la guerre, de la gêne apportée par le blocus dans leur vie économique et plus cruellement de la chasse faite à leurs navires par les pirates allemands. Ceux-ci ont poussé plus loin la barbarie de leurs procédés. Sans considération pour la neutralité des nations scandinaves, ils ne se contentaient pas de détruire leur marine par des torpillages, ils transportaient et fabriquaient dans leurs villes des engins destinés à faire disparaître plus promptement et plus sûrement leurs bateaux et leurs matelots coupables d'avoir continué des relations avec l'Entente. Quel sera l'effet de tant de crimes accumulés? S'il n'y a bientôt plus de neutres, au moins de cœur, qui en est responsable? On dirait que les Allemands travaillent à accroître sans cesse le nombre de leurs ennemis.

[1] Voir le *Correspondant* des 10 juin et 25 août 1915, 25 août et 10 novembre 1916, 25 avril 1917.

*
* *

L'entrée en guerre des Etats-Unis, qui ont pris en main la direction du blocus, a transformé les conditions du ravitaillement des neutres. Le gouvernement suédois laissait traîner en longueur depuis plus d'un an ses négociations avec Londres. Le Danemark, qui a adopté le système des accords entre belligérants et associations de négociants ou d'armateurs, a envoyé en Angleterre au mois de juin une très nombreuse mission; deux des membres les plus importants, M. C. E. Clausen, président de la Corporation des marchands de Copenhague, et M. Alex. Foss, député, président du Conseil central des industries danoises, sont venus jusqu'à Paris. La Norvège, à cause de l'étendue de ses côtes et de ses nombreux ports, a admis des conventions entre l'Entente et des firmes ou groupes de firmes qui promettent de ne pas réexporter ce qu'elles reçoivent de ce côté-là; les autorités garantissent que les engagements pris seront strictement observés. Aussitôt qu'elle a été informée que ses importations allaient dépendre de l'Amérique, elle y a délégué l'explorateur Nansen. Le Danemark a aussi un envoyé auprès du gouvernement américain. De Suède est parti M. Lagercrantz qui a déjà été remplacé par M. Lundholm, directeur d'une grande entreprise métallurgique.

M. Hoover, chargé à Washington du blocus, a procédé à de vastes enquêtes sur les ressources des neutres; les chiffres présentés par lui ont été contestés par les délégués scandinaves, surtout par celui du Danemark. Sur ce terrain il est, en effet, fort malaisé de prouver ce qu'on affirme de part et d'autre. On a reproché aux Danois de ne pas publier de statistiques. Les Suédois viennent de faire paraître celles de 1915. Elles montrent, assure-t-on, une forte augmentation sur les années précédentes des exportations en Allemagne. Le Bureau central de statistique norvégien donne tous les mois le chiffre des échanges de la Norvège avec les pays étrangers.

La famine a provoqué en Suède des troubles graves. Des médecins et des savants ont prouvé que la population n'était pas suffisamment nourrie, malgré les précautions, — cartes de pain, de sucre, de café, — prises il y a près d'un an. Les libéraux et les socialistes ont accusé le ministère Hammarskjöld, aujourd'hui tombé, d'avoir amené cette situation économique par sa raideur à l'égard de l'Angleterre et par sa complaisance à l'égard de l'Allemagne à qui il a laissé vendre une trop grande quantité de produits. Le manque de tourteaux et de maïs, que l'Entente ne veut plus fournir aux agriculteurs suédois, et la sécheresse de cet

été vont les obliger à abattre 175 000 têtes de bétail. Ces animaux devront alors être vendus à l'Allemagne qui est très disposée à donner en échange 100 000 tonnes de blé qu'elle a en quantité suffisante tandis que la viande lui fait grand défaut. Mais on peut conserver cette viande dans des appareils frigorifiques. Le gouvernement assure qu'il n'y en a pas en Suède, l'opposition soutient qu'on pourrait en installer rapidement. On se rappelle que l'accord conclu au printemps dernier avec l'Angleterre, au sujet des bâtiments qu'elle avait retenus dans ses ports et qui transportaient pour 22 millions de blé, n'a servi à rien, puisqu'ils ont été coulés par les sous-marins allemands. Le gouvernement anglais en a laissé immédiatement partir d'autres. Il garde encore une certaine quantité de navires suédois, ayant établi la règle de ne relâcher un transport que lorsqu'il est remplacé par un autre.

Dans toutes les circonstances difficiles, la Norvège a été plus prompte à prendre des décisions. Des compagnies productrices de nickel étaient obligées, d'après des contrats antérieurs à la guerre, de livrer des quantités considérables de ce métal à l'Allemagne, qui s'en servait pour la construction des sous-marins avec lesquels elle torpillait les bâtiments norvégiens. Le gouvernement a décrété alors l'interdiction de l'exportation du nickel. Des accords de même nature contraignaient les pêcheurs du Finmark à livrer 15 pour 100 du produit de leur pêche aux Allemands. Ceux-ci avaient déclaré zone dangereuse les eaux où ils naviguaient et faisaient disparaître les embarcations qui s'y aventuraient. Ils ont consenti à une modification de la zone interdite.

On ne se représente guère ce qu'est l'existence des paysans danois qui, l'hiver dernier, ont été complètement privés de pétrole pour s'éclairer, ou même celle des habitants de Copenhague. Ils sont sans pain, sans feu et sans lumière; on peut ajouter sans eau, puisqu'à Copenhague il faut la faire monter à l'aide d'une force motrice, arrêtée faute de charbon. Pour économiser le gaz, dans les familles, on ne prend de repas chaud qu'une fois par jour. Dans ce pays de circulation intense, sur les lignes de chemin de fer, il n'y a aujourd'hui pas plus de trains qu'il y a trente ans. Le prix des vivres a augmenté de la moitié, celui des vêtements et des chaussures de 90 pour 100, du charbon et de l'éclairage de 120 pour 100.

On s'attend à ce que le resserrement du blocus par l'Amérique rende la vie encore plus difficile. Elle ne laissera chaque Etat recevoir que l'écart qu'il y a entre ce qu'il produit et ce qui lui est nécessaire; or ce calcul ne sera pas fait d'après la quantité des marchandises, mais sur la base des unités physiologiques, les

calories, en sorte que le poisson par exemple pourra compenser le blé. Ce sera là une rigueur toute scientifique.

Entre tous les neutres, l'Espagne a la situation la plus facile parce qu'elle ne vend que ses vins à l'Allemagne, et n'a pas besoin de ses importations, la Suisse, la Hollande et le Danemark ont la situation la plus difficile. On pourrait craindre que la politique de l'Amérique ne jetât des pays producteurs de blé et de bétail comme le Danemark et la Hollande du côté de l'Allemagne qui serait à même de leur fournir les choses dont ils ont le plus besoin, le charbon et les matières premières nécessaires à leur industrie; ils ne souffriraient pas beaucoup, semble-t-il d'abord, de voir leurs communications maritimes interrompues; mais ayant toute une population qui vit de la mer, il leur faut la faculté de naviguer. D'autre part leur tonnage nous est utile et devient pour eux un objet d'échange.

La Hollande a déjà mis à notre disposition 80 000 tonnes de sa flotte marchande. La Norvège possédait avant la guerre 3 millions de tonnes; 1 million a été coulé par l'Allemagne, elle a besoin d'un million de tonnes pour son ravitaillement; Nansen a offert à l'Amérique le troisième million qui sera utilisé dans le Pacifique, en tous cas hors de la zone déclarée dangereuse par l'Allemagne, et sera rendu six mois après la guerre. On a dit qu'à ce prix des conventions avaient été faites pour le transport du blé. La Hollande comme la Suède devaient en recevoir une certaine quantité, à condition qu'elles céderaient une partie de leur stock à la Belgique; mais d'après des informations plus récentes, on les laisserait épuiser leur moisson, avant de leur permettre de transporter du blé; on aurait calculé que leur stock durerait jusqu'à la fin de l'année. Les pays qui, comme la Hollande, la Norvège et le Danemark, avaient des accords avec l'Angleterre seront les plus favorisés, parce que ces conventions témoignaient de leur bonne volonté, et qu'ils pourront s'en réclamer pour les calculs sur lesquels on basera leur approvisionnement.

*
* *

Le redoublement de la guerre sous-marine s'est marqué surtout à l'égard de la Suède; elle ne pouvait être plus impitoyable qu'elle ne l'était pour les Norvégiens. Six bâtiments suédois allant en Finlande ont été coulés, quinze bateaux de pêcheurs ont été torpillés sur les côtes du Bohuslän, la campagne de pêche a été arrêtée, les autres pêcheurs ayant refusé de prendre la mer. Un commandant de sous-marin allemand en train de faire son opération habituelle l'a dit sans ambages :

« Nous coulons tout ce qui est sur l'eau. » En effet, que ce soit des bâtiments venant des ports anglais ou des ports neutres, qu'ils assurent les relations entre deux parties d'un même pays comme l'Islande et le Danemark, tout doit disparaître. Sept transports norvégiens chargés de vivres pour la Belgique, ayant leurs sauf-conduits, ont été torpillés. Dans l'affaire du *Herold*, au milieu de juin dernier, le commandant du sous-marin, torpillant dans des circonstances particulièrement cruelles ce vapeur qui ramenait du charbon d'Angleterre, voulut expliquer sa conduite : « Pourquoi, dit-il, allez-vous chercher du charbon en Angleterre? Il y en a chez nous. » Le bâtiment s'arrête au premier coup de canon. On met les canots à la mer sous le feu qui ne cesse point; les obus atteignent différentes parties du pont, les hommes s'embarquent, le dernier canot ne peut être descendu parce que les câbles ont été endommagés par les projectiles. Le commandant et les six hommes qui sont restés se jettent dans l'eau. Le second essaye de faire approcher son canot, mais il ne le peut à cause des coups de canon qu'on tire encore; il ne parvient à sauver que deux hommes. Quand la canonnade cesse, on n'aperçoit plus personne sur l'eau. Les marins allemands ont tiré des coups de canon et même de fusil sur les équipages du *Theodor William*, du *Borgila*, de la *Gerda*, du *Stegg*, de l'*Os* et du *Polluk*. Les balles de fusil pleuvent sur les canots du *Star*. Lorsqu'on coule le *Valdemar*, vaisseau danois, on détruit l'embarcation du second qu'on a fait venir à bord du sous-marin et on jette celui-ci à la mer. L'équipage du *Benguela*, à son arrivée dans un port américain, raconta qu'il avait été capturé par un *U-Boot*. Le commandant avait envoyé à bord un officier de prise qui y resta seize jours, le sous-marin naviguait à proximité prêt à s'immerger, car il avait l'espoir d'attirer d'autres bâtiments norvégiens qu'il aurait aussi torpillés. Au bout de ce temps, se voyant trompés dans leur espoir, les Allemands coulèrent le *Benguela*; les marins furent recueillis par des Espagnols; le commandant du sous-marin leur avait dit en refusant de les laisser prendre leurs instruments : « C'est inutile, vous n'atteindrez pas la terre. » Des personnes qui ont fait récemment la traversée de Copenhague à un port anglais nous ont raconté les péripéties de leur voyage. Le vapeur qui les transportait et qui naviguait de conserve avec plusieurs autres était convoyé par des bâtiments de guerre de la marine anglaise. Pour dépister les sous-marins on monta au nord jusque dans les fjords de Norvège. Malgré ces précautions, un matin, à la pointe du jour, un torpilleur qui les avait guettés pendant la nuit lança une torpille

contre un des bateaux sur lequel flottait le pavillon norvégien; il coula en trois minutes. Au bruit de l'explosion, les passagers des autres navires se précipitèrent sur le pont, mais il n'y en avait déjà plus trace.

Dans l'affaire du *Thorunn*, les marins allemands se sont montrés non pas plus cruels, mais plus dépourvus qu'en aucune autre circonstance de toute considération pour le droit des gens. Au mois de mai, un bâtiment frété par l'Etat et portant un chargement de foin pour la Norvège septentrionale part de Christiania. Il devait préalablement transporter de la viande. Un sous-marin allemand épiait sa sortie du fjord de Langesund; il l'arrête dans les eaux norvégiennes à trois milles de la côte, et lui demande ses papiers; le capitaine norvégien n'en a pas. La cale est visitée et, à la surprise des Allemands, on n'y trouve pas de viande. Des officiers allemands s'installent à bord et donnent des ordres aux Norvégiens en braquant leurs revolvers sur eux ou en les menaçant de leur lancer des grenades à main. On aperçoit de la fumée du côté de la terre; ce sont deux torpilleurs norvégiens, l'*Orm* et le *Raket*; le sous-marin plonge. Le commandant de l'*Orm* monte à bord du *Thorunn* et ordonne au capitaine de hisser de nouveau le pavillon norvégien, de mettre le cap sur Langesund et de ne pas abandonner le commandement, la prise faite dans les eaux norvégiennes étant sans valeur. Les Allemands protestent, l'*U-Boot* reparaît; l'officier allemand et l'officier norvégien parlementent. Le résultat est que le *Thorunn* hisse le pavillon allemand et prend la direction du sud. Le même soir, l'officier de prise demande au capitaine le drapeau norvégien que celui-ci a fait disparaître et qu'il a l'idée d'arborer pour se préserver des sous-marins allemands; il veut que l'équipage l'aide à le chercher, tout le monde refuse. Il tire son revolver, vise le capitaine en lui disant : « Je vous accorde deux minutes pour réfléchir. — Je n'ai pas besoin de réfléchir, répond le capitaine, vous pouvez prendre ma vie, mais non le drapeau que je ne vous donnerai pas vivant. » Devant cette résistance, l'Allemand est obligé de céder. Le capitaine Puntervold avoua plus tard, devant le tribunal norvégien, que, poussé à bout par une autre exigence du chef de prise, il l'avait un jour saisi par le collet et jeté loin de lui.

Le capitaine et le second furent condamnés à 800 et 500 marks d'amende à Swinemünde où ils furent jugés avec l'équipage. Le *Thorunn* fut déclaré de *bonne* prise, mais relâché « par complaisance pour la Norvège ». Dans les négociations qui eurent lieu à ce propos avec le gouvernement norvégien, la première condition posée par l'Allemagne fut « que pareil fait ne se reproduirait pas »,

ce qui voulait dire qu'un capitaine dont le bâtiment était capturé ne résisterait pas et qu'il ne communiquerait pas avec des bâtiments de guerre norvégiens, même si les officiers qui les commandaient se trouvaient à portée de la voix.

La déclaration de l'amirauté allemande, datée du 8 juillet dernier, donne une nouvelle marge au droit de prise exercé par des marins ; il devient véritablement illimité. Un bâtiment neutre peut être capturé (ou coulé) lorsqu'il navigue en dehors de la zone déclarée dangereuse, lorsqu'il est chargé d'objets appartenant au citoyen d'un Etat ennemi, ou à un neutre établi dans un Etat ennemi, ou encore à un neutre ayant rendu des services à un gouvernement ennemi. Les autorités allemandes ne s'embarrassent pas de longues excuses; des sous-marins allemands vont se promener dans le port de Christiania; ils y arrêtent le 12 juin deux vapeurs danois qu'ils y rencontrent, le *A. N. Hansen* et l'*Union;* le fjord a été déclaré port de guerre par un décret royal du 21 août 1914; on donne pour excuse que les commandants des sous-marins n'en savaient rien.

Les procédés des Allemands sont mis en lumière par le fait suivant. Après avoir rendu le cabotage impossible sur les côtes de la Norvège en raison de leurs torpillages, ils établissent à la place des lignes de navigation norvégiennes des lignes leur appartenant qui ont sur les norvégiennes l'avantage de la sécurité. Lorsqu'on veut interdire le trafic des bâtiments allemands, ils se réclament d'un traité du 18 février 1859, conclu par la Prusse et les autres Etats allemands avec le Danemark et la Norvège, qui reconnaissait aux pays contractants un droit mutuel de cabotage et assurait, à charge de réciprocité, que les marines norvégienne et danoise seraient traitées comme la marine allemande dans les Etats allemands. La Société de navigation allemande *Jordaberg* organise des transports hebdomadaires le long de la côte, de Drammen à Hammerfest; ils sont reliés à Hambourg, Lübeck et Stettin. On annonce dans un journal de Bergen que les vapeurs *Strauss*, *Clara Blumenfeld*, *Barmen*, *Greif* et *Richer* commenceront leur parcours dès le mois de juillet et que le prix du fret sera particulièrement bon marché. La compagnie *Jordaberg* fait encore plus : elle prévient qu'elle construit à Hambourg 15 vapeurs destinés à ces lignes, mais que, lorsqu'ils seront achevés, ses chantiers seront prêts à fournir des bâtiments aux armateurs norvégiens. La marine de guerre coule et les constructeurs maritimes placent leurs produits; tout est profit pour l'Allemagne.

Nous avons déjà donné le chiffre des pertes de la marine norvégienne qui a été diminuée d'un tiers pendant ces trois années de

guerre. Depuis le redoublement de la guerre sous-marine, le 1er février, 500 000 tonnes environ ont été coulées, des centaines d'hommes ont disparu. Il est présentement impossible de renouveler les bâtiments qui manquent, les navires commandés aux Etats-Unis devant être réquisitionnés par l'Etat. La chasse aux bâtiments semble en ce moment diminuer d'intensité, grâce sans doute aux nombreuses destructions de sous-marins opérées par les flottes de l'Entente et aux mesures qui ont été prises en Norvège contre les espions. Du 21 au 28 avril, les pertes étaient de 36 000 tonnes, tandis que du 14 juillet au 21, époque plus favorable au torpillage à cause des nuits claires, elles ont été de 500 tonnes seulement. La marine suédoise a été proportionnellement aussi éprouvée que celle de la Norvège; depuis 1914, elle a perdu 136 bâtiments d'une capacité totale de 125 000 tonnes; 46 ont été torpillés dans les premiers mois de 1917. Les Danois, de leur côté, ont eu leurs communications avec l'Angleterre interrompues pendant six semaines à partir du 11 février. 150 de leurs navires ont été coulés, et 210 marins danois ont péri.

Des zeppelins ont maintes fois survolé les territoires danois, suédois ou norvégien. Généralement, ils suivent les côtes; celles de la Suède méridionale ont pour eux un attrait particulier à cause du grand nombre de bâtiments anglais qui les longent pour passer de la Baltique dans la mer du Nord ou pour faire le même parcours dans le sens opposé. Au commencement de juin, un zeppelin passa au-dessus des eaux territoriales danoises; dans la baie de Kjöge une compagnie armée de mitrailleuses l'accueillit par un feu nourri. Il se dirigeait sur la côte suédoise vers Ystad. Deux bâtiments de la flotte de guerre suédoise qui patrouillaient dans ces parages tirèrent dans la même direction; on crut bien que quelques-uns de leurs coups avaient porté. L'un de ces croiseurs était le *Pollux* qui, sous le commandement du capitaine Rudberg, avait en novembre 1915 empêché un croiseur allemand de capturer, dans les eaux suédoises, le *Telma*, vapeur anglais qui allait de la Baltique dans la mer du Nord. Le capitaine Rudberg avait été surnommé l'*aiglon* par les Suédois à cause de la hardiesse et de la fermeté de son attitude ce jour-là. Après ce second incident sa popularité a redoublé.

Une autre fois, on aperçoit deux avions allemands qui semblent venir de Landskrona; on ne voit pas qu'ils sont Allemands et un aviateur, qui est prêt à voler, monte vers eux pour leur adresser son salut. Quand il en est à trente ou quarante mètres, il voit l'observateur diriger sur lui le feu de sa mitrailleuse. Il s'empresse de descendre.

Quelles mesures croit-on qu'aient prises les autorités? L'Etat-major de la marine suédoise a proposé de n'autoriser désormais que les aviateurs belligérants à voler dans ces parages qui devraient être interdits aux Suédois afin d'éviter tout conflit. Cela peint les deux courants qui se partagent la Suède et la façon dont elle est dirigée.

M. Branting s'est plaint que les protestations que le gouvernement suédois allait adresser, pour la quinzième fois, au gouvernement allemand ne fussent que des manifestations platoniques. Il terminait cet article du *Social Demokrat* en proclamant ce fait, dont l'évidence ne frappe pas tous les Suédois, que la victoire de l'Entente fera disparaître l'esprit de barbarie qui caractérise la guerre de l'Allemagne.

Le 13 juin, dans la séance du Storting norvégien où l'on discuta le cas du *Thorunn*, M. Hagerup Bull stigmatisa la conduite de l'Allemagne. Il a paru plus significatif, parce que cela marquait une évolution, que M. Mocwinkel, un des présidents de la Chambre, qui avait jusqu'alors montré des tendances germanophiles, ait formellement attaqué l'Allemagne et qu'il ait constaté que chez elle « la valeur de la vérité n'avait pas l'importance qu'elle doit avoir ». Le gouvernement norvégien a décidé de publier un livre, qui aura deux mille pages, contenant les procès-verbaux de tous les torpillages de ces bateaux marchands.

*
* *

En dehors du monde politique, l'indignation s'exprime plus librement encore et avec plus de force. Une conférence internationale des gens de mer de la marine marchande, à laquelle ont assisté non seulement des marins anglais, français, russes, belges et italiens, mais aussi des marins hollandais, danois, suédois et norvégiens, a été tenue le 17 août à Londres pour juger la conduite des officiers des sous-marins autrichiens et allemands et de leurs équipages que l'on rend également responsables des crimes commis et pour savoir si l'on conduirait les délégués socialistes à la conférence de Stockholm. On n'a pas assez fait ressortir l'importance de cette réunion et celle de la présence de ces neutres. Jamais assemblée de ce genre n'avait eu lieu. Depuis les capitaines jusqu'aux derniers matelots et aux chauffeurs, tous les degrés de la hiérarchie maritime y étaient représentés; on ne se traita pas de « camarades », l'expression ayant une consonnance trop « boche », on se donna le titre de collègues. M. Havelock Wilson, qui présidait, demanda que l'on s'engageât après la guerre à ne pas remuer un clou pour la marine allemande et que l'on traduisît devant un tribunal tous ceux qui avaient pris

part à la guerre sous-marine et qui devraient être jugés d'après le droit commun. Il ne voulait pas que l'on se fiât aux traités pour assurer les châtiments; ce soin revenait aux marins. Il affirma que l'on devait faire retomber sur tout le peuple allemand la responsabilité des forfaits de leurs chefs politiques et de leurs chefs militaires, puisque les socialistes, avec les cinq millions de voix qu'ils ont derrière eux, n'ont jamais élevé de protestation. La résolution de « refuser à l'avenir de jamais naviguer sur un bâtiment ayant à bord des marins de nationalités autrichienne ou allemande à moins que ne cesse immédiatement la guerre sous-marine austro-allemande » a été votée à l'unanimité aussi bien par les délégués scandinaves que par les marins alliés, de même que celle de ne pas transporter les socialistes à Stockholm. Cette dernière décision a été votée le lendemain par 300 représentants anglais des trade-unions.

Insistant encore sur ce qui avait été résolu à Londres, « l'Association danoise des gens de mer », assemblée en congrès, a récemment renouvelé au représentant de « l'Union des gens de mer et chauffeurs britanniques », M. Wright, de passage à Copenhague, l'assurance qu'ils étaient solidaires de l'Union britannique des gens de mer et qu'ils voulaient exiger de l'Allemagne des indemnités pour leurs bâtiments détruits et pour les familles des victimes des torpillages.

Voici un autre genre de protestation qui a associé les marins et le monde intellectuel danois. Des comédiens allemands ayant dû venir à Copenhague, les capitaines de navires ont déclaré qu'ils ne permettraient pas qu'ils parussent dans un théâtre danois, tandis qu'un jeune philosophe, M. Knud Ferlow [1], prévenait que lui et ses amis loueraient toute la salle et que, si les acteurs

[1] Dans un article publié par *Ugens Tilskuer*, revue qui est très répandue parmi la jeunesse universitaire, M. Knud Ferlow a parlé de la *Pensée française pendant la guerre* d'une façon bien intéressante. L'auteur, traducteur de M. Bergson, très ami de la France où il venait de faire un séjour, est né protestant et il n'a certainement aujourd'hui d'attache avec aucune église; c'est ce qui rend plus significatives les observations que nous relevons ici. De Descartes et de Malebranche à Maine de Biran, à M. Boutroux et à M. Bergson, il y a une philosophie qui se transmet et qui doit au catholicisme la pondération qui la caractérise.

« On se tromperait, dit-il, si l'on regardait la philosophie contenue dans le catholicisme comme une conception du monde moyen-âgeuse, morte depuis longtemps. Sa manière de juger la vie subsiste chez beaucoup de ses adversaires, et ce n'a pas été une des moindres raisons de l'équilibre caractérisant la pensée du peuple qui en a été le plus pénétré. Le catholicisme, à un bien plus haut degré que le protestantisme, a évité une confusion des catégories et pris l'habitude de tenir Dieu en dehors du monde.

entraient en scène, on verrait se renouveler les scènes qui avaient eu lieu lorsque Björn Björnson avait voulu raconter en public son voyage au front allemand. On se rappelle que les cris et les coups de sifflet ne lui avaient pas permis d'ouvrir la bouche. A Christiania, la police, en raison de l'excitation des esprits, a dû interdire à Arthur Nikisch de donner un concert.

Une manifestation toute spontanée, dont le récit a rempli les journaux norvégiens, provoquée par l'arrivée d'un lieutenant de la marine norvégienne qui avait rendu aux Allemands un prisonnier anglais évadé, révèle encore mieux l'état d'esprit qui règne en Norvège. Il a été prouvé depuis que le second n'avait fait qu'obéir aux ordres du capitaine et que celui-ci était absolument forcé de rendre le prisonnier sous peine d'avoir à souffrir les représailles allemandes. Mais il importe peu; ce qui intéresse, dans cet incident, ce sont les sentiments dont il a permis de mesurer la vivacité.

La veille du jour où le *Ranveig* quitta Lübeck, un jeune Anglais de dix-huit ans était venu sur le pont et avait demandé s'il pouvait se cacher dans le bâtiment; il était prisonnier et cherchait à s'enfuir; il avait appris que sa mère était mourante en Angleterre et voulait la revoir à tout prix. Les hommes de l'équipage répondirent qu'ils ne savaient comment dissimuler sa présence au moment de quitter le port. Le lendemain, lorsqu'on fut en mer, il sortit de derrière la machine, pieds nus, portant des vêtements en loques, trempé de sueur, affamé, épuisé. Le second, devant qui il se montra, l'enferma dans l'armoire où l'on rangeait les pots de peinture, en lui donnant une cruche d'eau, et, le jour suivant, comme on était encore dans les eaux allemandes, il avertit un vaisseau allemand qu'il avait à bord un prisonnier anglais. On livra donc le malheureux enfant en larmes; on a raconté depuis qu'il avait été fusillé.

Lorsque le *Ranveig* arriva à Bergen, l'équipage, indigné, raconta cette histoire de côté et d'autre. Au départ, les matelots du port se rassemblèrent sur le quai et, lorsque le second se montra, ils l'accueilirent par un concert de sifflets. L'histoire avait atteint Aalesund avant le bâtiment; aussitôt qu'il fut annoncé, plusieurs centaines de personnes se précipitèrent pour l'attendre;

Ce n'est pas un hasard si le philosophe qui le premier a fait sortir la pensée française de son équilibre et qui lui a insufflé une fausse mystique apportait des habitudes de pensée suisses et protestantes. Il y a dans Rousseau une confusion de Dieu et de l'Etat idéal dont la pensée française avait été préservée... et il n'est pas sans importance de le savoir pour la compréhension du peuple qui en ce moment provoque l'admiration du monde et qui, en dépit de beaucoup d'erreurs, quoiqu'il ait souvent changé de but, est pourtant toujours resté fidèle à sa nature. »

à son arrivée, on siffla, on lança des pommes de terre, des œufs pourris, des pierres. Le second se cachait prudemment; on crut l'apercevoir derrière un hublot, et de jeunes garçons cassèrent les vitres derrière lesquelles on s'imaginait qu'il regardait la foule. Pendant ce temps, quelqu'un arrachait le drapeau norvégien et suspendait à la place un sac en loques en criant : « Notre drapeau n'est pas fait pour une pareille canaille. Voilà le drapeau qui lui convient. » Des applaudissements soulignèrent ce geste. Les ouvriers syndiqués refusèrent de décharger le vapeur qu'on voulut faire couler lorsqu'il démarra.

A Christiansund, les mêmes scènes se répètent; le *Ranveig* ne peut même pas rester contre les quais, il ne peut faire descendre ses marchandises et son équipage veut même l'abandonner. A Trondhjem, il trouve la même résistance chez les ouvriers du port, qui ne cèdent que lorsqu'on leur apprend que le second a quitté la ville et que le capitaine aussi s'est éloigné.

Tout cela n'a pu rester ignoré en Allemagne. On voyait presque en même temps les Norvégiens investis de fonctions consulaires allemandes donner leur démission les uns après les autres. L'un des derniers fidèles, le consul de Bergen, M. Mohr, un vieil ami de l'empereur Guillaume II, s'en tirait à l'aide d'une histoire qui a couru toute la Norvège. Invité, lors d'un récent voyage en Allemagne, à se rendre au grand quartier et à s'asseoir à la table impériale, il y aurait reçu la confidence que la guerre serait finie dans trois mois. La paix conclue, cet été même, celui qui s'achève, le *Kriegsherr* aurait repris ses chères croisières sur la côte norvégienne. Sa première visite eût été pour Bergen où il se serait empressé d'offrir, sur son yacht, une fête à ses excellents amis de là-bas. « Je crains bien, aurait répondu le consul, qu'il n'y ait que moi et Mlle Eriksen pour accepter l'invitation de Votre Majesté. » Mlle Eriksen est la fille d'un marchand de parapluies avec qui l'empereur venait causer familièrement lorsqu'il abordait à Bergen; à sa mort, il a envoyé une splendide couronne. Il est douteux que celles qu'il enverrait pour tous les Norvégiens torpillés lui assureraient plus d'hôtes sur le *Hohenzollern*. Vraie ou fausse, l'histoire, répandue par le consul parmi ses compatriotes, pour leur apprendre qu'il aurait ainsi parlé à l'empereur, ou imaginée par ceux-ci, indique bien, sous la forme la plus douce, les dispositions de la Norvège.

*
* *

Tous ces torpillages supposaient un immense réseau d'espionnage, étendu sur les trois pays, dont la réalité a été révélée

par d'incroyables découvertes. La chasse aux bateaux n'est possible que si les sous-marins guettent leur proie dans certaines passes. Une patrouille perpétuelle le long des côtes ne donnerait aucun résultat. Il leur faut des indications. On soupçonnait qu'ils en recevaient de terre. Le commandant d'un sous-marin allemand, prêt à torpiller un vapeur norvégien, s'était plaint qu'il fût arrivé en retard sur l'heure prévue par son horaire. Une autre fois les hommes d'un bâtiment coulé avaient aperçu sur le sous-marin le journal d'une petite ville norvégienne daté de la veille. Mais tandis qu'il y avait en Suède, en Norvège et en Danemark des centres d'espionnage et des dépôts de bombes en relation les uns avec les autres et avec les légations d'Allemagne, les polices des trois royaumes poursuivaient leurs recherches individuellement, et lorsqu'elles saisissaient un personnage suspect, elles se contentaient de l'expulser dans le pays voisin où, après avoir passé sa tâche à un de ses collègues, il reprenait une autre partie du travail.

La presse a dénoncé les méthodes déplorables de la police et demandé une entente des détectives scandinaves. Le *Tidens Tegn*, de Christiania, a indiqué la piste qui a amené la découverte du *Spioncentral* de Göteborg. Hjalmar Branting surtout a demandé que l'on fît des razzias d'espions et que l'on cessât les exportations de fer dont l'Allemagne a tant besoin si elle continuait à infester de ses agents les pays du Nord. La répression que pourrait exercer la Suède est d'autant plus difficile qu'indépendamment de la mauvaise volonté de ses dirigeants, elle n'a pas de loi contre l'espionnage fait chez elle aux dépens d'une nation étrangère; naturellement, les espions n'avouent avoir informé l'Allemagne que des mouvements de bateaux russes et anglais. Quant à la Norvège, elle n'a pas légalement le moyen de condamner les transports d'explosifs.

En Danemark on a arrêté au moins 300 espions. Les coups de fusil tirés sur les côtes et les lumières qu'on agite sont des manœuvres d'une simplicité bien enfantine; elles ont été pratiquées avec d'autres plus perfectionnées. On a trouvé sur des agents de la *Kunardt*, la Société de navigation de Hambourg, un code servant à leur correspondance; il était rarement question d'affaires dans leurs lettres; s'il y était question de « 10 tonnes de hareng », cela voulait dire un bâtiment chargé, de « dix vingtaines d'anguilles », un torpilleur. Chez un autre espion, on a mis la main sur la liste des entrées et des sorties de tous les bâtiments qui avaient passé dans le port de Copenhague.

Il y avait en Suède, à Göteborg, dans Vasagatan, un centre d'espionnage dirigé par un capitaine de la marine allemande,

Walsöe, d'où partait l'argent, où l'on rassemblait les renseignements, où se trouvaient les cartes avec les indications confidentielles, les chiffres, les papiers de légitimation et les passe-ports de rechange. On y attirait, par des annonces discrètes, des gens qu'on formait au métier d'espion. Chacun d'eux donnait dix photographies parce que leurs collègues ne devaient les reconnaître que d'après leur signalement; ils ne s'abordaient jamais dans la rue et ne se saluaient pas non plus.

A Bergen, la succursale était tenue par Filchener, l'explorateur du pôle sud qui, en bon Allemand qu'il est, ne craignait pas de se commettre dans de pareilles affaires et de se servir des relations qu'il s'était faites par ses voyages et sa science pour étendre le champ de ses informations.

Un journaliste, Harthern, opérait à Christiania. Correspondant de la *Gazette de Francfort*, il avait télégraphié à son journal, en septembre 1916, les déclarations d'un « diplomate norvégien en activité » qui, d'après les indications contenues dans l'interview, ne pouvait être que M. Ihlen, le ministre des Affaires étrangères. Il avait affirmé, dans son entretien, que le gouvernement n'avait aucune raison de regarder le torpillage des navires norvégiens comme contraire au droit international et que, quoique pénible, c'était un devoir pour les Allemands de poursuivre la guerre sous-marine. Ces prétendues communications avaient été alors formellement démenties.

Un autre agent à Christiania était une manière d'homme de lettres et d'artiste, Frantz Hugo Gossow, qui prenait le nom de Gramatski; il avoua, dans un interrogatoire, avoir été en contact avec un attaché militaire de la légation allemande. Au-dessous d'eux travaillaient une masse de gens dispersés dans tous les ports. On a pu rattacher directement des désastres arrivés en mer à la présence de tel d'entre eux dans l'endroit que venait de quitter le bâtiment victime de l'attentat. Il y a même eu des Norvégiens pour s'associer à leur travail criminel. Un capitaine et un lieutenant de la marine marchande norvégienne ont fourni des renseignements; ils disent aujourd'hui que c'était pour acheter la sécurité de leurs bâtiments. Le procès de la plupart de ces espions, qui s'est jugé au mois de juin à Bergen, a vraiment été un scandale; les plus coupables s'en sont tirés avec neuf mois de prison. Un autre groupe d'entre eux jugés récemment ont été condamnés à quatre et cinq ans de prison.

L'affaire des bombes a été plus romanesque encore et plus révoltante que celle de l'espionnage. En Norvège, elle a achevé de détacher de l'Allemagne les derniers partisans qu'elle pouvait

avoir. Un ancien officier suédois entré au service de l'Allemagne, le baron de Rosen, vint en Suède, puis se rendit en Finlande où il demeura assez longtemps. Il y recruta des collaborateurs finnois. D'autre part, il avait envoyé à Haparanda, la dernière ville suédoise avant la frontière finlandaise, un Allemand nommé Dahlén; cet individu se disait négociant et Finlandais-Suédois. Là il se fit de nombreux amis, surtout parmi les officiers. Il donnait de beaux déjeuners auxquels assistaient le consul d'Angleterre et le consul de Russie, mais où ne paraissaient jamais d'Allemands. Il disparut un jour en laissant à un autre marchand un sac que celui-ci prit sans défiance; on y découvrit plus tard deux bombes.

En septembre de l'année passée, Rosen expédia deux autres de ses complices à Gellivare, dans la Laponie suédoise. Il les rejoignit après avoir fait plusieurs fois le voyage entre cette ville et Stockholm pour transporter des explosifs qui furent déposés à Vittangi d'où ils partirent une nuit de novembre pour franchir la frontière. Leur but était de détruire en Russie des ponts et des voies de chemin de fer. Ils furent arrêtés par le maire à qui leurs allures avaient paru suspectes. Il y avait dans leurs bagages, dont une partie avait déjà passé la frontière, des bombes, des *stylos* qui renfermaient des matières provoquant une chaleur intensive, des morceaux de sucre contenant des ampoules minuscules avec des bacilles de maladies d'animaux. On trouve encore de temps en temps dans les fermes de ces régions du « sucre » de même espèce laissé par ces visiteurs de passage. Rosen soutint qu'il emportait le sucre pour s'empoisonner lui-même s'il était pris par les Russes; les stylos devaient remplacer les allumettes si l'humidité venait à gâter les siennes. Les membres de l'expédition remis en liberté, puisque les engins étaient destinés au peuple voisin, passèrent en Norvège. Rosen y fut arrêté et retenu cinq semaines sans que l'on ait eu l'idée de visiter ses malles, puis il retourna en Suède et de là en Allemagne où il est aujourd'hui.

On se demandait comment tant d'explosifs étaient arrivés en Scandinavie. Au mois de mai, la police eut vent qu'il y avait deux dépôts de bombes à Christiania et à Stockholm. Il était difficile de saisir les personnes qui trempaient dans le complot parce qu'elles semblaient se renouveler sans cesse, mais tout paraissait converger vers le baron de Reutenfels, le courrier diplomatique allemand, qui, entre ses voyages à Berlin, vivait à Stockholm dans une pension de famille.

Le 14 juin, il débarqua à Christiania. En même temps que la police apprenait qu'il était arrivé, elle était informée qu'il y avait à la gare un sac à main contenant deux bombes, à destination de

Bergen. On put mettre la main sur les deux hommes qui l'y avaient déposé et par eux on découvrit un dépôt de bombes dans une maison de Christiania; on y trouva non seulement des bombes, mais tout un arsenal de machines infernales, de mouvements d'horlorgerie pour les faire exploser au moment voulu, d'explosifs dissimulés dans des morceaux de charbon, de cigarettes et de tabac à chiquer empoisonnés, même une certaine quantité d'une matière qui, mêlée à la graisse des machines, les arrête immédiatement, et enfin les morceaux de sucre et les stylos employés par Rosen; les stylos portaient une inscription d'une ironie suprême, *Ideal safety*. Reutenfels fut arrêté; sa « valise » renfermait cinquante-six bombes. Il n'y avait plus de doute et des aveux le prouvèrent, ces instruments de destruction devaient servir, ils avaient déjà servi à la destruction de bâtiments scandinaves; on les transportait à Bergen, à Vardö, à Haugesund. On a attribué à des bombes, — deux morceaux de charbon contenant des explosifs, — introduites dans leur chargement, la perte du *Rjukan*, arrivée dernièrement sur la côte norvégienne, et de tant de navires dont on avait jamais eu de nouvelles. Le feu avait pris un jour sur le *Nils Nilsen* allant d'Amérique à Bombay. Après avoir éteint l'incendie, on trouva les restes de l'enveloppe d'une bombe. La veille de l'incendie de l'*Ara* à Narvik, un des hommes aux bombes, qui était dans ce port, en avait reçu une des mains d'un de ses complices. Il s'y trouvait encore quand éclata un incendie qui détruisit un stock de marchandises venant d'Angleterre et à destination de la Russie. Il venait de quitter cette ville lorsque le *Gurre* chargé de pyrites sortit du port et périt avec dix-neuf de ses matelots.

Les Norvégiens sont convaincus qu'il y a en Allemagne des usines entières occupées à produire ces engins pour l'invention desquels les savants allemands déploient tout ce qu'ils ont de génie. A Christiania, on a trouvé cinq appartements ou caves où on les entreposait et où elles étaient fabriquées. On frémit en pensant aux catastrophes qui pouvaient en résulter et qui étaient d'autant plus à craindre que les incendies sont fréquents en Norvège. Ces bagages d'un genre spécial passaient souvent une nuit ou deux dans des hôtels, de ceux où ne descendaient que des Anglais et des Russes. On portait les clefs des dépôts de bombes au consulat d'Allemagne, et le *Bombcentral* de Christiania dépendait du *Bombcentral* de Stockholm, 52 Sturegatan, qui était sous la direction même de l'attaché commercial du consulat d'Allemagne, Lassen. Un savant allemand, qui a pour spécialité la technique des explosifs, travaillait en Scandinavie avec des collaborateurs dont deux, des Finlandais, étaient inscrits aux univer-

sités d'Upsal et de Stockholm, dont le troisième, de même nationalité, était un juriste.

Reutenfels, Allemand, né en Finlande de parents allemands, dont le vrai nom était von Gerich, a été relâché. Les Allemands, avec cette audace qui leur est coutumière, avaient protesté les premiers lorsqu'on avait arrêté leur courrier. Ils assurent aujourd'hui qu'il a été privé de ses fonctions. Ils ont expliqué que les explosifs avaient été mis dans la valise par un service dépendant de la guerre et non des Affaires étrangères. Le ministre à Christiania a été changé. Pour être agréable à la Norvège on y a envoyé l'amiral von Hintze qui avait eu l'occasion de lui rendre service pendant une mission précédente à Mexico.

Les Norvégiens ne sont pas dupes de pareilles amabilités quand ils lisent dans la presse allemande de ces mots révélant une brutalité naturelle en harmonie avec des actes aussi odieux que ceux qui viennent d'être découverts. Les journaux allemands se plaignent avant tout que les Norvégiens soient agressifs. Parlant des torpillages, ils affirment que si la Suède a été spécialement épargnée en raison des liens de race qui l'unissent à l'Allemagne et de la correction de sa neutralité, un grand peuple qui combat pour son existence ne peut cependant pas prendre en considération des entreprises privées (les transports maritimes) inspirées seulement par l'amour du lucre. Cette presse défend l'usage qui a été fait des bombes en pays neutre. Il faut, écrivent les journaux, employer les moyens nécessaires, même si on y éprouve quelque répugnance, et attaquer son ennemi dans le dos. Le *Social Demokrat* de Copenhaque, qui visiblement est inspiré par l'Allemagne, a dit, à propos des histoires de bombes, ce mot de la fin : telle est la guerre.

On a fait dans une île du fjord de Christiana, à Hovedö, une exposition des explosifs découverts. Il n'y avait pas moins de 107 bombes explosives, 104 bombes incendiaires, 30 sous la forme de morceaux de charbon, 35 percuteurs, 269 détonateurs, 470 ampoules avec des germes de maladies diverses, 33 paquets de tabac à chiquer, 31 cigarettes. Ces objets étaient enveloppés de papier marqué au sceau des Affaires étrangères allemandes. Les membres du parlement se sont rendus un jour à Hovedö pour voir cet arsenal, un capitaine d'artillerie leur donnait des explications. M. Hjalmar Branting, venu à Christiania pour la conférence interparlementaire scandinave, y est allé aussi ; il a télégraphié à son journal un article qui a fait beaucoup de bruit. Il y accusait à demi mots, qu'on n'a pas bien compris alors, le gouvernement suédois d'avoir favorisé ces attentats, imputation que les ministres repoussèrent avec mépris.

*
* *

La Suède exerce une certaine influence sur la Finlande et de son côté la crise finlandaise en a sur la Suède. Observant de très près ce qui se passe de l'autre côté de la Baltique et d'ailleurs très partagée dans ses sentiments, la Suède conservatrice qui manifestait le plus d'inquiétude à l'égard du danger russe et le plus de souci du grand-duché le voit aujourd'hui dans sa lutte contre la Russie livré à la pire des tourbes socialistes; elle l'encourage pourtant au désordre par la voix de ses journaux réactionnaires, *Afton-bladet* et *Nya Dagligt Allehanda*. D'autre part, la Suède socialiste constate que cet Etat, où les socialistes ont la majorité et détiennent le pouvoir, est dans l'anarchie la plus profonde et que, loin de résoudre les difficultés économiques, il les a laissées croître d'une façon inquiétante. La Norvège et le Danemark jugent sévèrement aujourd'hui la Finlande. La répercussion dans les pays scandinaves de l'agitation finlandaise nous autorise à revenir sur une question traitée brillamment ici [1]. On a toujours de la sympathie pour un peuple qui a souffert et qui veut conquérir sa liberté; mais les Finlandais gâtent en ce moment leurs meilleures chances. L'autonomie, les anciens privilèges dont ils jouissaient leur ont été généreusement reconnus par la révolution russe dès son début et ils n'ont pas su fonder leur avenir sur cet acte spontané. Ils veulent que l'on fasse du règlement de la question finlandaise une question internationale, tandis qu'il appartenait à eux seuls de fixer le sort de leur patrie. Une haine étroite, entêtée, contre le pays qui a été et qui devrait être leur soutien naturel, haine qui disait autrefois n'être inspirée que par le régime impérial, a subsisté et même augmenté avec le nouveau régime. Cette condamnation violente de tout ce qui est russe éclate dans la lettre d'une Finlandaise suédoise publiée par la *Gazette de Lausanne* du 25 juillet; elle laissait paraître toutes les rancunes de la Finlande contre la France et l'Angleterre qui, pour elle, ont commis le crime de s'allier à la Russie [2]. Tel a été le point de départ de l'influence allemande chez les Finlandais; on n'a pas assez vu avant la guerre combien elle était forte. C'est l'Allemagne qui leur souffle la plupart de leurs exigences, qui les pousse à demander le départ des troupes russes et notamment l'évacuation militaire

[1] Voir le *Correspondant* du 25 août 1917.

[2] L'article d'un Finlandais, dans le même journal, quelque temps après (26 août), demande que le congrès qui terminera la guerre assure l'indépendance de la Finlande. Il manifeste les mêmes sentiments que l'auteur de la lettre.

des villes les plus importantes au point de vue stratégique. Les enrôlements de Finlandais dans l'armée allemande ont assez montré quelles étaient leurs tendances.

Les partis bourgeois, svécomanes, vieux-finnois, jeunes-finnois sont eux-mêmes effrayés des troubles qui règnent dans leur pays. Ils ont, presque unanimement, blâmé la façon dont a été faite, le 18 juillet, la déclaration d'indépendance; ils ont affirmé que l'adoption de cette constitution était un coup d'Etat et la rupture d'un pacte centenaire; ce n'est pas qu'ils ne fussent partisans de l'autonomie, mais ils la voulaient préparée d'accord avec la Russie. Les membres bourgeois du Sénat (pouvoir exécutif) ont voté pour la promulgation du décret de dissolution de la Diète et avec leurs six voix ajoutées à celle du président, le gouverneur général, M. Stakhovitch, l'ont emporté sur les six voix des ministres socialistes. Ils ont également refusé de s'associer à la résolution de la Diète dont les membres socialistes et agrariens voulaient continuer à siéger; la tentative faite par ces derniers pour se réunir a échoué grâce à l'intervention des cosaques et des mitrailleuses. Les chefs du parti socialiste sont eux-mêmes débordés par les masses. Dans une séance du comité des grèves, leurs leaders, M. Tokoy, vice-président du Sénat, et M. Manner, président de la Diète, n'ont pu se faire entendre, si grande était l'excitation. Le 15 août, la grève générale fut décrétée et dura jusqu'au 17; elle ne cessa que devant la menace venue de Pétrograd d'arrêter les envois de vivres. Le 18 août, les désordres provoqués par les difficultés du ravitaillement ont amené la crise ministérielle qui n'est pas encore résolue. On s'en est pris au gouvernement de la famine qui sévit, et la population a voulu se charger de l'administration des vivres, ce qui ne l'a pas améliorée. Mais ce sont surtout les grèves surgissant partout, au moindre prétexte, qui ont causé la misère générale. On mange aujourd'hui de ce fameux pain d'écorce dont on parle dans l'histoire de la Finlande comme de la chose qui a caractérisé les époques les plus terribles. Les paysans sont dévalisés avant d'arriver au marché; on vit dans la terreur. Les soldats russes ne mettent pas l'ordre, mais ne marchent pas avec les grévistes comme ceux-ci l'espéraient; ils se battent entre eux. Les marins russes stationnés en Finlande viennent de faire savoir à M. Kerenski que, si un point de la côte était menacé, ils se battraient jusqu'au bout.

*
* *

La plus grande difficulté qu'aient à résoudre les gouvernements scandinaves, après celle du ravitaillement, est de faire respecter

leur neutralité. Le Storting norvégien a voté successivement en juin et en juillet des crédits extraordinaires de 18 et de 20 millions de couronnes pour la défense.

Le gouvernement danois a passé par une petite crise à la suite de la part, compromettante aux yeux de quelques-uns, prise par M. Stauning à la préparation de la conférence de Stockholm; le résultat, vraiment paradoxal, a été une scission de la droite en plusieurs groupes. Elle demandait qu'il donnât sa démission du ministère où, dans les mêmes conditions que M. Rottböll, conservateur, et que M. J. C. Christensen, leader de la gauche démocratique, il exerçait un contrôle au nom de son parti. Le président du Conseil, M. Zahle, repoussa ces exigences en déclarant que ce n'était point son affaire, que le parti de M. Stauning seul était juge de sa conduite et que lui ne le condamnait pas. Lui et les socialistes ont adopté ce principe, assez répandu aujourd'hui, qu'une même personne peut agir d'une façon comme membre d'un parti, d'une autre comme ministre, sans que le second soit responsable des actes du premier. La droite considérait que le pacte d'union sacrée conclu le 30 septembre 1916, date de l'élargissement du ministère, était rompu et voulait retirer son mandataire dans le ministère; mais celui-ci refusa d'obéir aux injonctions de son parti et d'abandonner son portefeuille; il a trouvé quelques conservateurs pour partager son sentiment, et la droite, déjà fractionnée, se divise aujourd'hui en quatre groupes. M. Zahle, complaisant, désireux de voir subsister la paix sacrée qui assure la durée de son ministère, a proposé à la droite une nouvelle combinaison; elle pourrait élire une commission de deux ou trois membres à qui le ministre ferait les mêmes communications qu'au Conseil des ministres. Les droites ont refusé et, reprenant leur liberté, sont devenues un parti d'opposition. Le roi paraît avoir soutenu M. Rottböll et s'attacher à conserver le ministère comme il l'a déjà fait au moment de la vente des Antilles danoises, quand le gouvernement a failli être renversé.

Il aurait pu tomber à propos de la diminution des effectifs mobilisés depuis le commencement de la guerre qu'il a proposée et qu'il est parvenu à imposer; malgré les oppositions rencontrées dans le commandement et dans le pays, il a enfin exécuté cette réduction des « forces de sûreté »; en réalité elles avaient déjà été libérées, petit à petit, sans qu'on l'eût annoncé, dans une proportion de 75 pour 100. La population, qui gémit sous le poids des charges militaires, ne voit cependant pas sans inquiétude affaiblir sa défense. Car il ne faudrait pas croire que, parce que les chefs socialistes, Stauning et Borgbjerg qui a porté au Soviet

les messages des socialistes allemands, sont d'ardents germanophiles, le peuple ni même la masse des socialistes soient favorables à l'Allemagne.

L'espionnage et les torpillages entretiennent la répulsion qu'ils ressentent contre elle et la pensée des souffrances du Slesvig rendent ces sentiments encore plus amers. Des masses de déserteurs passent la frontière; on sait que les Slesvigois ont été tués par milliers dans les rangs allemands et que souvent ils ont été placés délibérément par leurs chefs aux endroits les plus exposés. On a fait au Danemark une souscription en faveur des Sud-Jutlandais les plus malheureux.

Les habitants de la ville de Vejle, qui est située tout près de la frontière, ont voulu aussi venir en aide aux Slesvigois, en prenant chez eux, pendant les vacances de l'été, une centaine de leurs enfants dont ils auraient payé l'entretien; les autorités allemandes s'y sont opposées, tandis que deux cents enfants allemands environ ont été amenés dans l'île de Seeland, à Huleröd, aux frais des Allemands naturellement, mais sans qu'on ait pu s'y opposer.

Les journaux danois ont relevé les paroles de M. Hanssen-Nörremolle, le député du Slesvig qui, au moment de voter la proposition de paix du Reichstag, est monté à la tribune pour dire qu'il « comptait avec une confiance ferme, inébranlable, qu'on ferait droit aux désirs et aux réclamations des Slesvigois dans toute leur étendue à la conclusion de la paix ».

On parle plus ouvertement, en Danemark, de la réunion du Slesvig à l'ancienne patrie, surtout depuis que la question a été expressément posée dans le questionnaire de la Conférence de Stockholm. Si les amis de l'Entente n'insistent pas sur celui des deux camps adverses qui peut leur rendre le Slesvig, c'est par prudence et parce que tout le monde comprend. Les germanophiles affectent de croire que la victoire de la démocratie à l'intérieur de l'empire ou même la victoire tout court pourrait amener l'Allemagne à des concessions au sujet du Slesvig; ces illusions, qui sont si favorables à leur propagande, sont naturellement entretenues par l'Allemagne.

*
* *

En réalité les élections suédoises à la seconde chambre, commencées il y a trois semaines et non encore terminées à l'heure où nous écrivons, se font sur la politique extérieure. Malgré les efforts que l'on a tenté pour les rejeter sur la question de constitution, il s'agissait d'accepter ou de repousser un minis-

tère Branting ou du moins un ministère dont il fût membre, c'est-à-dire de vouloir ou non un changement d'orientation de la Suède. Les révélations de M. Lansing, survenues brusquement au cours de la consultation nationale, ne pouvaient que renforcer ce mouvement.

Les desseins plus ou moins avoués de la droite d'entraîner la Suède dans la guerre ont été dévoilés depuis longtemps par ses adversaires. Impuissants à réaliser leur projet de collaboration avec l'Allemagne, les activistes ont voulu retourner contre les libéraux et les socialistes l'arme qui les avait atteints. Branting, qui est le chef de l'opposition, a été accusé de conduire la Suède à la guerre contre l'Allemagne. On rappelait toutes les paroles compromettantes pour la neutralité qu'il avaitprononcées. Un conservateur, M. Nils Wohlin, passait récemment en revue, dans le *Svenska Dagbladet*, les différents partis et leurs leaders; il essayait de montrer d'abord une louable impartialité. Arrivant à M. Branting, il affirmait qu'il était l'homme politique le plus connu que la Suède ait eu depuis deux cents ans et le premier qui depuis bien longtemps ait eu de l'influence à l'étranger. « Il aura sa statue, écrivait-il, devant laquelle les peuples viendront en pèlerinage; ils y déposeront des couronnes nouées avec des rubans rouges et des rubans de toutes les teintes de l'arc-en-ciel, mais les rubans jaunes et bleus (les couleurs de la Suède) y seront rares, car s'il est sorti du sein de la nation comme Engelbrekt (grand paysan qui délivra la Suède du joug d'Erik de Poméranie) et s'il a la puissance d'un homme du moyen âge, il n'a cependant pas défendu sa patrie de la pression de l'étranger et ne l'a pas rendue plus forte. Au contraire il l'a rendue plus faible. Le mot de traître ne convient pas... Mais on ne saurait douter que la politique de Branting ne soit un terrain glissant. En comparaison de l'activisme en faveur de l'Entente dont le danger est suspendu sur la Suède, l'activisme allemand n'était rien... » M. Hildebrand a appelé le leader socialiste l'homme le plus dangereux de la Suède. On l'a accusé d'être allé à Pétrograd au début de la révolution pour dire qu'il fallait continuer la guerre. On a été jusqu'à lui reprocher l'offensive de Broussilov.

Sur ces attaques suédoises sont arrivés les avertissements, et les menaces de l'Allemagne. *La Gazette de Cologne* a consacré récemment un de ses articles de fond à l'examen de la politique suédoise. Elle envisageait la possibilité d'un gouvernement de coalition dans lequel les représentants des gauches prendraient place. « Si M. Branting devait former le ministère suédois, disait-elle, la situation deviendrait sérieuse pour nous... Il est l'ennemi conscient de l'Allemagne. »

Ce sont aujourd'hui autant d'arguments pour Branting. D'autres hommes politiques comme le baron Palmstierna n'ont pas manifesté moins franchement leurs sympathies pour l'Entente. Dans son discours du 6 août, devant plus de 5000 personnes, il les proclamait en même temps qu'il faisait le procès du gouvernement et dénonçait ses complaisances pour l'Allemagne.

La revision de la Constitution que devaient décider les élections a moins d'importance que la position de la Suède dans la guerre. Elle a cet intérêt que les changements apportés contribueraient à enlever aux conservateurs, si dociles aux directions de l'Allemagne, si peu soucieux des conditions d'une vraie neutralité, si sourds aux appels du droit violé, un de leurs principaux avantages. Il s'agit, en effet, d'introduire le suffrage universel dans les élections communales. Le suffrage est aujourd'hui proportionnel aux impôts, de sorte qu'un homme peut disposer d'une voix et un autre de quarante. Or c'est des élections communales que dépend la Chambre haute, aujourd'hui forteresse de la droite. La seconde question est celle du vote des femmes qui a été rejeté il y a quelques mois par cette Chambre. Les socialistes demandent que le suffrage dans les élections communales ne soit l'objet d'aucune restriction, que les citoyens inscrits à l'assistance publique puissent même voter; les libéraux veulent qu'on ne soit électeur que si l'on a un revenu ou un gain annuel d'au moins 500 couronnes. Ces propositions légèrement différentes ont amené des divisions dans les partis qui d'ailleurs, avec le suffrage proportionnel, ont toujours des tendances à se fractionner. Des considérations de classe ont détaché les paysans de la droite; ils trouvent que leurs intérêts ne peuvent être associés à ceux des capitalistes, des hommes d'affaires, qu'ils accusent d'avoir fait des réglementations à leur avantage, et ils vont former une sorte de centre gauche.

Il s'est dessiné aussi deux grands courants parmi les socialistes, sans compter de moindres variations qu'on peut négliger ici. Il y a, comme partout, les socialistes parlementaires et les révolutionnaires ou jeunes socialistes. Ces derniers trouvent le chef, M. Branting, trop opportuniste; ils lui reprochent de n'être pas assez préoccupé de ce qui a trait au ravitaillement; ils menacent de la grève générale, moyen que repousse M. Branting, et demandent l'abolition de la royauté. Sur les 86 socialistes de la Chambre que l'on renouvelle en ce moment, il y en avait 15 appartenant à la gauche socialiste, qui comptait aussi 1 membre à la Chambre haute. Ce sont des Zimmervaldiens qui étaient opposés à la conférence de Stockholm. Leur propre congrès

de la paix, qui s'est ouvert le 3 septembre, n'a pu avoir qu'une séance. Il avait été organisé d'accord avec eux par les socialistes finlandais, les maximalistes et les minimalistes russes à l'occasion du voyage à Stockholm de Ledebour et de Dittmann.

Quant à la conférence de Stockholm, qui a fait tant de bruit, il y a aujourd'hui moins de chances que jamais qu'elle ait lieu. Les intrigues allemandes autour de M. Huysmans n'ont pourtant pas cessé; elles jouent de son désir de reconstruire l'Internationale et veulent le persuader que son honneur, sa réputation sont engagés au succès de la conférence. La participation de M. Branting à ce projet né parmi les socialistes hollandais n'avait pas été spontanée le moins du monde. Assez opposé tout d'abord à cette idée dont il ne voyait pas l'intérêt, il s'est, sur l'intervention de M. Longuet, rendu aux raisons qui, d'après le socialiste minoritaire, militaient en faveur d'une pareille assemblée et il a accepté de la présider pour la maintenir dans le cadre qu'il voulait lui assigner. Il y a des journaux de droite qui font remarquer que Branting a joué dans la conférence un rôle beaucoup moins grand que Borgbjerg, le socialiste danois; il est curieux d'observer que la presse conservatrice a parlé avec enthousiasme de la conférence, qu'elle s'est indignée de voir l'Entente refuser les passe-ports.

Le questionnaire rédigé par le comité hollando-scandinave et la création de commissions nationales ont fourni l'occasion à des socialistes de tous les pays de venir à Stockholm ou d'envoyer l'exposé de leurs idées sur les buts de guerre. On a vu défiler M. Scheidemann, dont on a lu l'habile plaidoyer, des Turcs, des Persans, des Egyptiens; on devine à qui l'énoncé de leurs réclamations était agréable. La déposition des socialistes polonais de Galicie et de Silésie a dû l'être un peu moins aux Allemands, car ils ont demandé l'union de tous les tronçons de la Pologne, devenue Etat souverain, avec accès à la mer. Les Polonais de Varsovie n'avaient pas été autorisés à se rendre en Suède. La décision définitive sur la date où la conférence pourrait être tenue, en admettant qu'on n'y renonce pas, a été prise ces jours-ci au moment de l'arrivée des délégués du Soviet.

*
* *

En réalité les deux ailes du socialisme sont favorables à notre cause, mais le socialisme de droite, si l'on peut ainsi parler, comprend mieux notre guerre. On se souvient que M. Branting a insisté sur les dangers d'une paix prématurée et qu'il a averti

qu'il n'y avait rien à attendre d'un changement de régime en Allemagne pendant le conflit, rien à espérer des socialistes allemands en ce moment. Il est un des rares Suédois qui adoptent notre point de vue sur l'Alsace-Lorraine, dont le sort et la situation ont provoqué ces temps-ci diverses manifestations intéressantes dans les pays scandinaves [1].

Un de ses plus grands mérites est d'avoir mis la Suède en contact avec l'étranger et, quoi qu'en dise un adversaire comme M. Wohlin, c'est moins les étrangers qui lui en doivent être reconnaissants que son propre pays; on s'y croit très informé parce qu'on y lit beaucoup de journaux, jusqu'à des journaux japonais et chinois, et cependant on reste loin de tout, sans avoir une notion exacte de la réalité. M. Branting la faisait toucher du doigt lorsque, interpellant le gouvernement, il demandait qu'il intervînt en faveur des malheureuses populations arméniennes. M. Lindmann, ministre des Affaires étrangères, répondait qu'il ne le pouvait, en raison des principes de non intervention qui guident la Suède, ce qui sonne d'une façon étrange aujourd'hui après les révélations américaines. Mais là encore M. Branting a avec lui le gros de ses compatriotes, ceux qui sont bien informés d'une part, et de l'autre le peuple qui juge avec ses sentiments. Les nombreux meetings en faveur de l'Arménie tenus dans toutes les villes suédoises en témoignent. Le martyre de la Belgique a trouvé de plus en plus d'écho à la suite de diverses interventions parmi lesquelles il faut signaler l'œuvre active du commandant de Gerlache, l'explorateur bien connu qui l'est particulièrement dans les pays scandinaves. S'il n'y a pas eu en Suède une vente d'œuvres d'art belges comme celle de la Norvège qui a produit 276 000 francs, on a vu en revanche une souscription toujours ouverte où l'on apporte continuellement des sommes dont la modicité indique qu'elles viennent de milieux modestes. Le 1er mai, le drapeau belge a été promené avec la procession populaire dans tout Stockholm et il a été accueilli partout sur son passage par les cris de : « Vive la Belgique! » [2]

[1] Notons en Suède, où ces manifestations sont moins fréquentes qu'en Norvège et qu'en Danemark, la brochure récente de M. A. Nyström, *L'Alsace-Lorraine est-elle allemande ou française?* Elle reproduit des articles publiés en 1902 à la suite d'un voyage dans les pays annexés et parus alors dans l'*Aftonblad*, aujourd'hui germanophile, qui a été l'un des meneurs de la campagne activiste.

[2] La revue *Forum* a publié l'année dernière la lettre de l'épiscopat belge aux évêques allemands en prévenant, dans un avant-propos, qu'elle s'empresserait de donner la réponse dès qu'elle lui serait parvenue. Cette publication était particulièrement opportune dans un pays où les Alle-

M. Branting n'a pas été le seul à parler pour le droit. Un des meilleurs poètes suédois, K. G. Ossian-Nilsson, a écrit contre ceux qui s'en vont répétant : « Tout le monde a raison », une brochure intitulée : *Où est le droit dans la grande guerre*[1] ? Sous une forme vive, parfois éloquente, il déclare que l'Angleterre, la France et la Russie ont raison dans cette lutte mondiale. « Ses compatriotes, dit-il, ont vu petit et depuis trois ans vivent de demi-vérités. »

Pour la droite, c'était avant tout une question de parti ; pour la gauche, chaque combattant signifiait un crime nouveau contre l'idéal pacifiste et une prolongation de la guerre. La fureur de la droite s'adressait naturellement aux Etats qui prenaient fait et cause pour l'Entente : l'Italie, le Portugal, la Roumanie. Le jugement fut particulièrement sévère pour l'Italie ; on s'est habitué en Suède à l'apostropher avec une sévérité toute pédagogique. La Turquie, grande puissance pacifique, bien organisée et sympathique, est chaudement défendue... La Suède a-t-elle contemplé la guerre au point de vue de la justice? Ou bien a-t-elle pris parti suivant ses préventions et ses sympathies? Notre conscience nationale ne s'est-elle pas endormie et n'a-t-elle pas été étouffée à un degré qui attirera la vengeance sur tout notre avenir?... Nous aurions pu faire les frais d'une protestation au sujet de la violation de la neutralité de la Belgique. Sa position était la nôtre. Elle était neutre. La Suède était et demeure neutre. Si une neutralité aussi solennellement garantie que celle de la Belgique peut être violée impunément, quel péril plus grand la neutralité de la Suède, qui n'est pas garantie par les traités, ne court-elle pas?... Le réveil ne sonnera-t-il pas bientôt pour la Suède? La conscience de cette nation ne sera-t-elle pas bientôt émue? Notre peuple sera-t-il le seul qui ait pris parti pour l'injustice?

*
* *

Le dernier effort qu'ait fait la Suède, dans le même sens que les démarches qu'on dit avoir été tentées par elle successivement pour empêcher l'entrée en guerre de l'Italie, de la Roumanie, voire des Etats-Unis, a été cette réunion des puissances neutres qu'elle a conviées à venir à Stockholm aviser aux moyens de protéger leurs intérêts « au moment de la conclusion de la paix et après », en réalité pour résister aux exigences nouvelles des Etats-Unis et pour mettre obstacle à la guerre économique qui peut continuer le conflit armé. L'idée en avait déjà été émise à la conférence des ministres scandinaves qui eut lieu à Copenhague au mois de mars de 1916, à celle de Christiania en septembre de la même année. La Norvège et le Danemark avaient fait cette objection qu'une entente

mands ont largement répandu l'idée que les « atrocités belges » avaient été commises par les Belges sur les Allemands.

[1] La traduction française, due à Mlle S. Harel, a paru à Stockholm, et la traduction anglaise à Londres.

de ce genre paraîtrait fatalement dirigée contre un des groupes de belligérants, et qu'on pourrait croire aussi qu'elle était inspirée par le désir de se poser en médiateurs. L'invitation, discutée de nouveau à la conférence des ministres qui eut lieu en mai à Stockholm, fut lancée définitivement au mois de juillet. L'Espagne, la Hollande, la Norvège n'ont pas jugé utile de « causer » entre elles et avec la Suède. La Norvège, pour sa part, est moins que jamais tentée d'associer son sort à celui de la Suède qui, de tous les neutres, se trouvait dans la plus mauvaise posture à l'égard de l'Amérique, même avant qu'elle se fût compromise avec la diplomatie allemande. La Norvège, comme le Danemark d'une certaine façon, est tournée vers l'Amérique, et elle veut traiter directement.

Elle n'éprouve pas l'inquiétude de la plupart des neutres qui songent parfois avec angoisse à leur sort dans la nouvelle Europe, après une paix et des traités auxquels ils n'auront pas eu part. Elle pourrait envisager des avantages qui lui seraient faits en retour des services que sa marine marchande a rendus à l'Entente; on accorderait à ses bateaux un traitement spécial de la part des Alliés; peut-être lui donnerait-on le Spitzberg ou même l'Islande, que le Danemark, retrouvant sa province perdue en 1864, abandonnerait.

Le 22 août, le ministre suédois des Affaires étrangères, M. Lindmann, avait prononcé un discours où il annonçait que, si les Etats-Unis exigeaient l'engagement de cesser les relations commerciales avec l'Allemagne, il préférerait renoncer à toute importation venant de l'Occident. On ne posera évidemment pas à Washington des conditions sous cette forme, mais le ministre prévenait ainsi qu'il ne consentirait pas à réduire les exportations en Allemagne. Cette intransigeance à l'égard de l'Entente explique pourquoi tant de fois les négociations avec l'Angleterre ont échoué, quitte à ce que le pays meure de faim. La famine ou une abondance relative dépendait de ces accords, les troubles grondaient. Les gouvernants, en dépit de tout, demeuraient intraitables.

*
* *

Le mécontentement et la colère déjà provoqués par le manque de vivres ne pouvaient qu'augmenter avec les derniers incidents. Ils devaient apparaître encore plus justifiés devant ces révélations si opportunément graduées de M. Lansing, qui montraient d'abord à Buenos-Aires, puis à Mexico, la collaboration prêtée à l'Allemagne par les diplomates suédois. Ainsi le gouvernement facili-

tait aux Allemands ces torpillages de neutres dont les Scandinaves et les Suédois mêmes étaient les premières victimes. On se mettait dans le cas d'attirer les représailles des Alliés et d'allumer la guerre dans le Nord. Dès le début, la Norvège indignée déclara qu'une pareille conduite rendait impossible toute collaboration entre les Etats scandinaves et privait la Suède de la situation prépondérante qu'elle avait prise dans leurs conseils et dans leurs accords.

Le gouvernement chercha d'abord à se justifier dans un communiqué des plus embarrassés où il s'excusait très mal en assimilant sa complaisance aux services qu'il rend lorsqu'il se charge des intérêts allemands dans les pays en guerre avec l'Allemagne. Il n'exprimait point de regrets et paraissait plutôt accuser les Etats-Unis d'avoir manqué de savoir-vivre dans la manière dont ils avaient publié leurs étranges découvertes.

Les journaux suédois et même M. Branting ont fait remonter à l'ancien cabinet, qui a quitté le pouvoir au mois de mars dernier, et à M. Wallenberg, alors ministre des Affaires étrangères, ami notoire de l'Entente, de pareils procédés que M. Lindmann aurait simplement acceptés en arrivant au pouvoir. Il est vrai qu'en 1915, sous le ministère Hammarskiöld, l'Angleterre s'était déjà plainte avec insistance des facilités télégraphiques abusives que procuraient à l'Allemagne les chancelleries suédoises. La Suède avait dû promettre qu'elle cesserait de transmettre ainsi des télégrammes allemands chiffrés.

Il faudra sans doute attendre quelque temps pour savoir où il faut chercher toutes les responsabilités. L'attitude de notre presse a été très correcte à l'égard de la Suède. Elle a évité de confondre la nation et son gouvernement.

Les circonstances permettent aujourd'hui au peuple suédois de montrer clairement ses sentiments. Les communications de M. Lansing sont tombées au milieu des élections qui s'annonçaient comme devant être déjà favorables aux libéraux et aux socialistes. L'évolution qu'elles marquaient ne pourra que s'accentuer fortement. Quoique le nouveau Riksdag ne doive s'assembler qu'en janvier et bien que le régime parlementaire n'existe pas en Suède dans toute son étendue, les nouveaux élus, le peuple lui-même, qui au printemps était descendu dans la rue pour réclamer le suffrage universel communal et surtout pour demander du pain, sauront exiger les sanctions qui s'imposent. Peut-être sa vindicte montera-t-elle plus haut que les ministres et que leur parti. Aucune révolution ne paraît nécessaire. Les Suédois ont en M. Branting quelqu'un dont le nom est un programme; à son

défaut d'autres hommes politiques en qui ils peuvent mettre leur confiance garantiront leur loyauté à l'égard de l'étranger.

Il est à souhaiter que les sanctions descendent plus bas. Le secrétaire des Affaires étrangères a déjà été déplacé. L'indication n'est que trop juste. Le ministère des Affaires étrangères est composé presque entièrement de germanophiles; il a fallu d'ailleurs de telles conditions pour rendre possible le rôle d'intermédiaire joué par la Suède pour la correspondance chiffrée entre l'Allemagne et ses agents. On a vu des diplomates suédois servir l'Allemagne avec un empressement qui ne s'explique que par la religion qu'ils professent pour sa culture et leur intimité habituelle avec leurs collègues allemands. A côté de représentants de la Suède d'autrefois qui, comme les chefs de mission de Paris, de Londres et de Rome, conservent les vieilles traditions, il y a aussi, surtout parmi les jeunes, des observateurs peu bienveillants, sous des apparences aimables, des pays où ils vivent et des serviteurs inconscients de l'Allemagne. Quant aux bureaux de la place Gustave-Adolphe, sauf deux ou trois personnes que l'on pourrait citer, c'est un bloc germanophile. La Suède ne pourra garder une franche neutralité tant qu'elle sera servie par des hommes « capables, comme l'a dit M. Branting, de se compromettre autant par sottise que par méchanceté. » Pour se convaincre qu'ils ne représentent pas la Suède, il n'y a qu'à se rappeler les déclarations énergiques des marins suédois qui, comme nous le rapportions plus haut, ont décidé de faire cause commune avec les gens de mer anglais, français et italiens.

Nous pouvons être sûrs que la Suède, trompée par ceux à qui elle avait remis son sort, saura se délivrer de ses mauvais bergers. La France et l'Entente n'ont pas autre chose à lui demander que d'adopter et de maintenir une politique de franche neutralité.

Jacques DE COUSSANGE.

LA BATAILLE DE LA MARNE

RÉCIT SUCCINCT

Trois ans déjà se sont écoulés depuis que les armées alliées de France et d'Angleterre livraient, du 5 au 12 septembre 1914, au sud de la Marne et sur un front supérieur à 200 kilomètres, une des batailles les plus grandes que l'histoire du monde ait enregistrées. Du coup, la ruée allemande fut arrêtée, contrainte de reculer, et Paris directement menacé fut sauvé en même temps que la cause de la civilisation était gagnée.

Quelque capital que soit cet événement, on n'en possède pas encore un récit détaillé. Nous n'hésitons cependant pas à dire que, de toutes les batailles livrées depuis le commencement de la guerre actuelle, la bataille de la Marne est, sans conteste, celle dont la relation est la plus facile à faire : le temps a eu raison de certaines polémiques plus ou moins intéressées; bien que peu nombreux, les documents authentiques respectés par l'anonymat imposé à tant d'autres événements sont suffisants pour permettre de donner une impression d'ensemble convenable de la lutte.

Nous n'avons, d'ailleurs, pas eu d'autre ambition que de retracer la *physionomie* de cette bataille, non sans regretter d'être contraint de nous contenter parfois d'une vérité approximative. Nous libérant de tel ou tel parti, nous nous sommes seulement appliqué à dégager la vérité.

Le public ne possède encore ni les ordres donnés par les commandants d'armées, ni les rapports des commandants de corps d'armée, ni les journaux de marches et d'opérations des différentes unités; leur dépouillement sera effectué dans un avenir plus ou moins éloigné. Toutefois nous possédons les ordres si nets du général en chef Joffre et nous connaissons les modifications imposées à l'ordre de bataille par les exigences successives

de la lutte; c'est déjà beaucoup pour qui s'est fait un devoir de visiter consciencieusement plusieurs fois les différents secteurs de la lutte et de mener prudemment à bonne fin les enquêtes nécessaires.

Ajoutons que nous avons trouvé une précieuse ressource dans le travail à la fois si pondéré et précis de M. Gustave Babin [1] : chargé d'une mission officielle, cet écrivain eut la bonne fortune d'être guidé sur le champ de bataille par des officiers distingués qui, ayant pris part à la lutte, le renseignèrent utilement, répondirent à ses questions et lui fournirent, en somme, des données ayant un caractère semi-officiel.

Notre étude est divisée en deux parties : la première est consacrée à un simple exposé des faits parfois même minimes, quand nous avons pu remédier à l'ingratitude officielle en mettant en lumière des acteurs plus ou moins obscurs; la deuxième renferme des impressions n'ayant d'autre valeur que leur loyauté, favorables ou défavorables, avec le désir bien vif de conserver le ton qui, à tous égards, convenait, mais sans atténuer la vérité.

Encore un mot. On voudra bien nous excuser d'avoir procédé autrement que les historiens qui nous ont précédé. Au lieu d'exposer la bataille journée par journée, nous avons, en effet, retracé successivement, en allant de la gauche à la droite de l'ordre de bataille, le rôle joué par chaque armée dans la lutte : notre justification se dégagera, nous l'espérons, au fur et à mesure du récit.

Première partie.

Historique.

Période préparatoire du 25 août au 5 septembre 1914. — Ordres généraux donnés, le 4 et le 5 septembre, par le général en chef Joffre. — Composition de l'armée allemande. Ses emplacements le 5 septembre au matin. — Composition de l'armée franco-britannique. Ses emplacements le 5 septembre au matin. Journée du 5 septembre pour la 6e armée. — Appel adressé le 6 septembre à l'armée par le général Joffre. — Rôle joué, du 6 au 10 septembre : par la 6e armée; par l'armée britannique. — Rôle joué jusqu'à la poursuite par la 5e armée. — Rôle joué, du 6 au 10 septembre, par la 9e armée. — Rôle joué jusqu'au 11 septembre : par la 4e armée; par la 3e armée. — Exécution de la poursuite. — Rôle joué par les 2e et 1re armées.

[1] Aussi a-t-on eu raison de vanter la probité de l'historien et de dire que son récit est à la fois « le guide le plus consciencieux, le plus sûr. »

Période préparatoire du 25 août au 5 septembre 1914. — Lorsque, le 25 août, des échecs répétés en Belgique eurent convaincu le général en chef Joffre de la nécessité de faire rétrograder l'armée franco-britannique vers le Sud, il s'y résigna, mais avec la ferme résolution de lui faire faire volte-face pour reprendre l'offensive dès que l'occasion lui semblerait propice.

A la même date, le 25 août, il eut soin de donner connaissance de ses intentions pour raffermir le moral de tous : beaucoup de soldats et même d'officiers, n'admettant pas qu'ils eussent été battus, ne comprenaient pas, en effet, pourquoi on se dérobait.

La manœuvre offensive n'ayant pas été exécutée, les opérations ultérieures seront réglées de manière à reconstituer à notre gauche, par la jonction des 4e et 5e armées, de l'armée anglaise et de forces nouvelles prélevées sur la région de l'Est, une masse [de manœuvre] capable de reprendre l'offensive, pendant que les autres armées contiendront, le temps nécessaire, les efforts de l'ennemi.

Le passage suivant concernait les « forces nouvelles » :

... Dans la région d'Amiens, un nouveau groupement de forces constituées par les éléments transportés en chemin de fer [7e corps, 4 divisions de réserve et peut-être un autre corps d'armée actif], groupé du 27 août au 2 septembre. Ce groupement sera prêt à passer à l'offensive en direction générale Saint-Pol — Arras ou Arras — Bapaume.

Ces « forces nouvelles » devinrent la 6e armée.

En se ménageant sur sa gauche une masse de manœuvre, le général Joffre voulait être en état de faire avorter la tentative présumable des Allemands d'agir contre son aile gauche pour la couper de Paris et la rejeter vers l'Est.

L'instruction se terminait par l'énumération des zones de marche des armées, jusqu'au 1er ou au 2 septembre, et par la recommandation de multiplier les contre-attaques sans toutefois se laisser accrocher.

Le mouvement sera couvert par des arrière-gardes laissées sur les coupures favorables du terrain, de façon à utiliser tous les obstacles pour arrêter, par des contre-attaques courtes et violentes, dont l'élément principal sera l'artillerie, la marche de l'ennemi ou du moins la retarder...

Le *Bulletin des armées* du 8 juin 1915 a fait suivre cette citation d'une observation importante :

... Le but de la manœuvre [en retraite] est ainsi, dès le 25 août, clairement fixé ; elle prépare non point une action défensive, *mais l'offensive qui sera reprise aussitôt que les circonstances le permettront...*

On suit la même idée dans deux dépêches envoyées entre le 25 août et la décision :

On reculera jusqu'à l'Aube, au besoin jusqu'à la Seine. Tout sera subordonné à la préparation du succès de l'offensive.

Le 1er septembre, le général Joffre, estimant que le moment impatiemment attendu approchait, ordonna aux troupes en retraite de ne point dépasser la ligne Bray-sur-Seine — Nogent-sur-Seine — Arcis-sur-Aube — Vitry-le-François — région au nord de Bar-le-Duc. On voit qu'il avait décidément cru inutile de se porter derrière la Seine.

En date du 2 septembre :

Le généralissime avise le maréchal French, le ministre de la guerre et le gouverneur de Paris qu'il est impossible d'envisager actuellement une manœuvre d'ensemble sur la Marne avec la totalité de nos forces.

Le 4 septembre, la ligne était jalonnée lorsque

les reconnaissances de notre cavalerie, celles des avions de l'armée britannique, de l'armée Maunoury (la 6e) et du gouvernement militaire de Paris font connaître que la droite allemande, armée von Kluck, infléchit sa marche vers le sud-est (Meaux et Coulommiers) abandonnant ainsi la direction de Paris.

Depuis le 26 août, le général Gallieni était gouverneur militaire de Paris et, à ce titre, commandait l'armée du camp retranché. La proclamation qu'il lança le 3 septembre apprit à cette armée, comme aux habitants de la capitale, que le gouverneur détestait les paroles inutiles et que tous pouvaient absolument compter sur sa fermeté déjà bien connue :

Les membres du gouvernement de la République ont quitté Paris pour donner une impulsion nouvelle à la Défense nationale.
J'ai reçu le mandat de défendre Paris contre l'envahisseur.
Ce mandat, je le remplirai jusqu'au bout.

Comme il était naturel et nécessaire afin de réussir à coordonner les opérations en dehors du camp retranché de Paris, le général Gallieni ne tarda pas à être placé, le 2 septembre, sous les ordres du général Joffre qu'il seconda loyalement et efficacement.
Or, dès le matin du 3 septembre, il avait semblé aux officiers du gouverneur établis sur la ligne des avant-postes et au service de l'aviation de la gauche, que la droite de l'armée allemande infléchissait sa marche vers le sud-est, s'écartant ainsi de la direction de Paris.
Le même jour, à midi, le gouverneur en informait la garnison :

Un corps d'armée allemand, vraisemblablement le IIe, s'est porté de Senlis vers le sud, mais n'a pas poursuivi son mouvement sur Paris et paraît avoir obliqué vers le sud-est. D'une manière générale, les forces

allemandes qui se trouvaient en face de la 6[e] armée paraissent s'être orientées vers le sud-est.

Dans la matinée du 4, Gallieni put s'assurer personnellement que ce mouvement oblique était réel et qu'il s'accentuait. En conséquence, il écrivit à neuf heures au général Maunoury :

... En raison du mouvement des armées allemandes qui paraissent glisser en avant de notre front dans la direction du sud-est, *j'ai l'intention de porter votre armée en avant dans leur flanc*, c'est-à-dire dans la direction de l'est, en liaison avec les troupes anglaises.

Dans l'après-midi, Gallieni, qui avait déjà signalé au général Joffre la nouvelle, eut avec lui trois fois des entretiens par téléphone et insista notamment sur l'opportunité de charger le général Maunoury d'*attaquer l'aile droite allemande* et de faire le possible pour l'envelopper.

Ordres généraux donnés, le 4 et le 5 septembre, par le général en chef Joffre[1]. — Le général en chef eut le mérite d'adopter cette idée. Le soir même, en effet, il lançait de Vitry-le-François, vers 6 heures, l'ordre général suivant enjoignant de prendre l'offensive le 6 au matin, la journée du 5 devant être consacrée à exécuter les mouvements préparatoires nécessaires :

1° Il convient de profiter de la situation aventurée de la I[re] armée allemande pour concentrer sur elle les efforts des armées alliées d'extrême-gauche.

Toutes dispositions seront prises dans la journée du 5 septembre, en vue de partir à l'attaque le 6.

2° Le dispositif à réaliser pour le 5 septembre au soir sera :

a) Toutes les forces disponibles de la 6[e] armée [général Maunoury] au N.-E., prêtes à franchir l'Ourcq, entre Lizy-sur-Ourcq et May-en-Multien, en direction générale de Château-Thierry. Les éléments disponibles du 1[er] corps de cavalerie [général Sordet] qui sont à proximité seront remis aux ordres du général Maunoury pour cette opération.

b) L'armée anglaise, établie sur le front Changis-Coulommiers face à l'Est, prête à attaquer en direction générale de Montmirail;

c) La 5[e] armée [général Franchet d'Espérey], resserrant légèrement sur la gauche, s'établira sur le front général Courtacon-Esternay-Sézanne, prête à attaquer en direction générale S.-N., le 2[e] corps de cavalerie [général Conneau] assurant la liaison entre l'armée anglaise et la 5[e] armée;

d) La 9[e] armée [général Foch] couvrira la droite de la 5[e] armée, en tenant une partie de ses forces sur le plateau au nord de Sézanne.

3° L'offensive sera prise par ces différentes armées dès le matin.

Le 5 au matin, les 4[e] et 3[e] armées situées à l'Est, recevaient l'ordre général les concernant :

4[e] armée [général de Langle de Cary]. — Demain, 6 septembre, nos armées de gauche attaqueront de front et de flanc les I[re] et II[e] armées

[1] Voir les cartes n[os] 1 et 2, pp. 1067, 1072 et 1073.

allemandes. La 4e armée, arrêtant son mouvement vers le Sud, fera tête à l'ennemi, en liant son mouvement à celui de la 3e armée, qui, débouchant au nord de Revigny, prend l'offensive en se portant vers l'Ouest.

3e armée [général Sarrail]. — La 3e armée, se couvrant vers le Nord-Est, débouchera vers l'Ouest, pour attaquer le flanc gauche des forces ennemies qui marchent à l'ouest de l'Argonne. Elle liera son action à celle de la 4e armée qui a ordre de faire tête à l'ennemi.

L'immense front de bataille s'appuierait donc au Nord-Est sur le camp retranché de Verdun, au Sud-Ouest sur celui de Paris.

L'offensive serait prise sur tout le front. Les ailes faisant face à l'Ouest, celle de droite, et à l'Est, celle de gauche, étaient bien disposées pour tenter d'envelopper les ailes ennemies correspondantes[1].

Le rôle des 2e et 1re armées, qui tenaient la droite de l'immense front, se dégageait de la situation : continuer à tenir le Grand Couronné de Nancy, les Vosges méridionales et l'Alsace.

Le général Joffre pouvait être satisfait de la façon dont ses recommandations du 25 août avaient été comprises et exécutées sur l'Othain, dès Spincourt le 24 août, sur la Meuse et dans les Ardennes, à la Fosse-à-l'Eau le 28, à Bertoncourt le 30, ainsi qu'à Guise le 29 et à Saint-Quentin.

*
* *

Composition de l'armée allemande. Ses emplacements le 5 septembre au matin[2]. — L'intention des Allemands était vraisemblablement, après avoir précipité leur marche sur Paris, de lancer leur aile droite (von Kluck) contre notre aile gauche, formée par la 6e armée et l'armée anglaise; ils comptaient beaucoup sur leur forte supériorité numérique.

Les armées allemandes se succédaient ainsi de la droite à la gauche de leur front[3].

Ire armée (général von Kluck). Elle comprenait : quatre corps d'armée actifs, les IIe, IIIe, IVe et IXe; trois corps de réserve, les IIIe, IVe et IX[4]; le corps de cavalerie von Marwitz fort de trois divisions. Cette armée se dirigeait sur Paris en suivant

[1] Le général Joffre avait conçu ce dispositif dès le début de la retraite, ainsi qu'il résulte de l'attestation suivante : « Le général Joffre a dit à un officier qui m'a répété ses paroles : « J'attaquerai quand mes deux ailes « auront une position enveloppante. » Bidou (Henry), « Conférence donnée le 31 janvier 1917 ». (La *Revue hebdomadaire* du 10 février 1917.)

[2] Voir les cartes nos 1 et 2.

[3] Comme nous le faisons depuis quarante ans environ, nous désignerons les forces allemandes par des chiffres romains, les forces françaises ou britanniques par des chiffres arabes.

[4] Le IXe corps de réserve, retenu devant Maubeuge, ne rejoignit la Ire armée que le 14 septembre.

la rive droite de l'Aisne. Le 5 septembre, elle occupait le front Mantheraud-Esternay. Le IVe corps de réserve était sur la rive droite de la Marne.

IIe armée (général von Bülow). Elle comprenait : la Garde; deux corps actifs, les VIIe et IXe; deux corps de réserve, les VIIe et Xe; un corps de cavalerie (von Falkenhayn). — Après un arrêt à Guise, cette armée s'était dirigée par Laon sur Epernay. Le 5 septembre, son front s'étendait entre Montmirail et Ecury-le-Repos.

IIIe armée (général von Hausen). Elle comprenait : trois corps saxons actifs, les XIe, XIIe et XIXe; un corps saxon de réserve, le XIIe. — Entrée en France par la rive droite de la Meuse, cette armée s'était dirigée de Rethel sur Châlons. Le 5 septembre, elle occupait le front Normée-Huiron.

IVe armée (duc Albrecht de Wurtemberg). Elle comprenait : deux corps actifs, les VIIIe et XVIIIe; deux corps de réserve, les VIIIe et XVIIIe. — Le 5 septembre, elle s'étendait entre Vitry-le-François et Sainte-Menehould.

Ve armée (prince impérial de Prusse). Elle comprenait : trois corps actifs, les VIe, XIIIe et XVIe; deux corps de réserve, les Ve et VIe; la 33e division de réserve; une division de cavalerie.

Cette armée, dont la mission consistait à immobiliser entre Verdun et Bar-le-Duc le pivot français, si elle ne pouvait réussir à le faire sauter, avait franchi la Meuse en aval de Verdun, puis était descendue vers l'Ornain et la basse Saulx par les deux versants de l'Argonne.

Le 5 septembre, elle occupait les emplacements suivants : le VIe corps actif était descendu par le défilé des Islettes sur Passavant et Charmontois; le XIIIe corps actif venu de Sainte-Menehould avait atteint Triaucourt; le XVIe corps actif se trouvait à Froidos-sur-Aire; le VIe corps de réserve était sur la rive gauche de la Meuse, dans la région de Montfaucon; le Ve corps de réserve était encore sur la rive droite du fleuve, dans la région de Consenvoye. La vallée de l'Aire faisait communiquer tous les corps qui se trouvaient sur la rive gauche de la Meuse.

Deux autres armées, la VIe (prince Ruprecht de Bavière) et la VIIe (général von Heeringen) étaient opposées en Lorraine à nos 2e (général de Castelnau) et 1re (général Dubail) armées qui occupaient respectivement le Grand-Couronné de Nancy, les Vosges et la Haute-Alsace.

L'évaluation des forces allemandes que le général en chef Joffre allait avoir à combattre est assez difficile; elles devaient vraisemblablement, si on tient compte des effectifs connus de plusieurs armées, approcher du chiffre d'un million d'hommes; elles ont pu le dépasser. Toute cette masse disposait, très approximativement,

de 4000 pièces de campagne, de 450 batteries de canons lourds et de 700 mitrailleuses ou mortiers.

On peut remarquer qu'aucune réserve générale n'est mentionnée dans l'énumération précédente : il est hors de doute qu'elle fit bien défaut derrière les IIIe et IVe armées.

Exposons maintenant, en allant de l'Ouest à l'Est, la situation des armées alliées au moment où la lutte allait s'engager.

Composition de l'armée franco-britannique. Ses emplacements le 5 septembre au matin[1].

6e armée (général Maunoury[2]). — Elle comprenait au début : le groupe du général de Lamaze formé de deux divisions de réserve, les 55e et 56e, et d'une brigade d'infanterie marocaine; le 7e corps, commandé par le général Vautier, comprenant la 14e division active et la 63e division de réserve; une brigade de cavalerie. — Nous énumérerons au fur et à mesure les renforts qui lui parvinrent du 6 au 9 septembre, renforts sérieux puisque, paraît-il, son effectif aurait, de proche en proche, atteint le chiffre de 120 000 hommes.

Le 5 au matin, la 6e armée occupait le front Dammartin-en-Goële — Claye.

Armée anglaise. — Commandée par le maréchal Sir John French, cette armée comprenait six divisions réparties en trois corps d'armée numérotés de droite à gauche 1, 2 et 3. Elle avait été désignée par le général en chef pour combler l'intervalle entre les 6e et 5e armées. On a lu qu'elle devait garnir, le 5 au soir, le front Changis-Coulommiers, face à l'Est, pour attaquer le lendemain « en direction générale de Montmirail »; or,

se trouvant entre la forêt d'Armainvilliers et Tournan, elle ne put se porter, le 6, vers Montmirail : il en résulta que cette armée ne donna pas, en temps utile, à la 6e armée, l'aide sur laquelle le général Joffre avait compté, pour lui permettre de franchir l'Ourcq et aussi de gagner du terrain vers l'Est, sur les derrières de la droite de la Ire armée.

Lorsque, dans l'après-midi du 4, le général Gallieni, accompagné du général Maunoury, s'était rendu au grand quartier général de l'armée anglaise, à Melun, pour s'y entendre avec le maréchal French, celui-ci étant absent, ils ne purent avoir affaire qu'à son chef d'état-major.

5e armée (général Franchet d'Espérey). — Etablie sur les plateaux situés du nord de Provins jusque vers Sézanne, elle com-

[1] Voir les cartes n°s 1 et 2.

[2] Pour des raisons que nous donnerons dans la seconde partie, nous écartons la dénomination d' « armée de Paris ».

prenait : quatre corps d'armée, les 18e, 3e, 1er et 10e; un groupe de trois divisions de réserve, les 51e, 53e et 69e; une brigade légère de la 2e division. Son objectif était Montmirail.

Le corps de cavalerie Conneau, fort de trois divisions, les 4e, 8e et 10e, se trouvaient entre les 5e et 9e armées, à Courtacon.

9e armée (général Foch). — Formée le 29 août, elle se composait : de la 42e division d'infanterie; du 9e corps comprenant la 1re division de marche marocaine[1] et la 17e division; du 11e corps fort de deux divisions, les 21e et 22e; des 52e et 60e divisions de réserve. Faisant face aux marais de Saint-Gond, elle occupait, dans l'ordre suivant le front camp de Mailly — Sézanne, 42e division et division marocaine, région de Mondement, Saint-Prix, Villeneuve-lès-Charleville; 9e corps, région de Fère-Champenoise, avec avant-gardes vers Morains-le-Petit et le nord des marais de Saint-Gond; 11e corps, région Lenharrée, Sommesous, avec réserves au nord de l'Aube; 60e division de réserve, région Villiers-Herbisse, Herbisse-Allibaudière, au sud de Semoine.

Rattachée à cette armée, la 9e division de cavalerie, forte de deux brigades, se trouvait vers Mailly avec mission de relier les 9e et 4e armées.

4e armée (général de Langle de Cary). — Etablie au sud de l'Ornain, de Sermaize à Humbauville ou à Sompuis, face à Vitry-le-François, elle comptait trois corps d'armée, les 17e, 12e, 2e et un corps colonial. Suivant le point où s'appuyait réellement sa gauche, elle était séparée de la droite de la 9e armée par un intervalle d'environ 20 kilomètres que la 9e division de cavalerie ne pourrait combler sérieusement.

3e armée (général Sarrail). — Son front qui de Souilly à Revigny formait, face à l'Ouest, un angle obtus avec celui de la 4e armée, se prolongeait suffisamment vers le Nord-Est pour que sa droite pût se trouver en liaison avec la défense mobile de Verdun et des Hauts-de-Meuse. Elle comprit au début : trois corps d'armée actifs, les 4e, 5e, 6e; un groupe de trois divisions de réserve (général Léon Durand), les 65e, 67e et 75e; une division de cavalerie, la 7e, en arrière, à l'Isle-en-Barrois, où elle fut maintenue longtemps.

Nous verrons que cette armée fut amoindrie : le 6 septembre, de la 42e division affectée à la 9e armée, mais remplacée en partie par une brigade de la 54e division; le 8 septembre, du 4e corps (général Boëlle), que le général Joffre envoya comme renfort à la 6e armée.

[1] Cette division avait été affectée, à partir du 20 août, au 9e corps en remplacement de la 18e division (Lefèvre) : maintenue en Lorraine jusqu'au 6 septembre, celle-ci partit ce jour-là pour Troyes d'où elle rejoignit la 9e armée dont elle grossit le 11e corps.

D'une façon générale, le front de bataille de l'armée franco-britannique, — dont l'effectif put être inférieur d'environ 200 000 hommes à celui de l'armée allemande, — comprenait un centre constitué par les 4e, 9e et 5e armées, et deux ailes formées, celle de droite par la 3e armée, celle de gauche par l'armée britannique et la 6e armée : placées obliquement par rapport au centre, ces ailes seraient à même, le cas échéant, de tenter un mouvement enveloppant sur les flancs correspondants de l'ennemi.

Quoique la 3e armée fût en partie garantie à droite par la place de Verdun, sa situation était précaire : elle pouvait, en effet, être attaquée à revers par un corps qui, venu de Metz, serait parvenu à franchir la Meuse. Il est incontestable qu'aucune des autres armées n'était aussi sérieusement menacée.

Le général Joffre ne s'était pas attribué une réserve générale, cette arme du général en chef : il sut, en tirant un remarquable parti des voies ferrées, faire jouer ce rôle à trois corps d'armée qui intervinrent en temps voulu là où il les envoya.

Indiquons maintenant, d'une façon générale — en tenant compte par anticipation des déplacements opérés, — les éléments offensifs ou défensifs qui se trouvèrent opposés les uns aux autres.

La 6e armée qui reçut plusieurs fois des renforts, eut à lutter progressivement contre le IVe corps de réserve, le IIe et le IVe corps actifs de l'armée von Kluck; l'armée britannique eut directement affaire à deux corps de von Kluck et au corps de cavalerie von Marwitz (9e division et cavalerie de la Garde).

Le IIe corps actif formait deux groupements, l'un entre Montheraud et la Celle-sur-Morin, l'autre de Faremoutiers à Saint-Augustin; le IVe corps actif fut partagé entre Beautheil et Amillis, Petit-Beaufour et Chevru; le IVe corps de réserve placé en arrière de la droite de la Ire armée s'étendait de Marcilly à Penchard par Barcy et Chambry.

La 5e armée eut affaire : au IIIe corps actif qui occupait au début le front Cerneux-Sancy, puis le front Monceaux-lès-Provins à Courgivaux; au IXe corps de réserve qui, appartenant aussi à la Ire armée, était au début échelonné en profondeur sur le front Tréfols-Neuvy et sur le front Morsains-Esternay; au Xe corps de réserve de la IIe armée établi dans la région de Montmirail et à un corps de cavalerie. Le VIIe corps actif de la IIe armée devait franchir le Petit Morin à Montmirail et à l'Ouest.

La IIe armée (von Bülow), après avoir atteint, le 5 au soir, la grande route de Châlons entre Montmirail et Bergères-les-Vertus, avait pris le contact avec nos 5e et 9e armées sur le front général la Villeneuve-lès-Charleville — Saint-Prix — Morains-le-Petit —

Ecury-le-Repos; elle attaqua à la fois la 5e et la 9e armée, Franchet d'Espérey et Foch.

La 9e armée eut à soutenir l'attaque du Xe corps actif (IIe armée) parti de la région Beaunay-Congy, de la Garde (IIe armée), établie d'abord entre les bois de Toulon et Ecury-le-Repos, du XIIe corps actif (IIIe armée) dont une division, la XXXIIe, marcha contre le front Normée-Lenharrée et du XIIe corps de réserve (IIIe armée) vers Sommesous.

L'armée de von Hausen (IIIe) se morcela aussi pour attaquer à la fois Foch et Langle de Cary. La 4e armée fut, en effet, assaillie successivement par la division disponible (XXVe) de la IIIe armée qui, par Vitry et Coole, se porta sur Sommesous et par la IVe armée (duc Albrecht de Wurtemberg) tout entière : le VIIIe corps contre Vitry-le-François, le VIIIe corps de réserve vers Ponthion, le XVIIIe actif qui, très éprouvé, ne tarda pas à être remplacé, vers Somme-Yèvre et Possesse.

Quant à la 3e armée, elle fut attaquée dans les conditions qu'imposait au chef de la Ve armée l'échelonnement de ses divers éléments exécutant une marche de flanc entre Aisne et Aire avec Bar-le-Duc comme objectif... lointain : le VIe et le XIIIe corps actifs étaient — nous l'avons dit — les plus avancés vers le Sud; puis se présenteraient successivement le XVIe actif, le VIe de réserve; seul le Ve de réserve n'avait pas encore franchi la Meuse.

*
* *

Journée du 5 septembre pour la 6e armée[1]. — L'ordre du général en chef du 4 septembre concernant la 6e armée établie au nord-est de Meaux était précis, bien qu'on ignorât alors la présence du IVe corps de réserve de la Ire armée en face de la 6e armée et le rôle que lui avait assigné le général von Kluck : employer la journée du 5 à s'avancer de l'Ouest à l'Est jusqu'à l'Ourcq et à en maîtriser les ponts de Lizy à May-en-Multien pour pouvoir franchir le cours d'eau le 6 au matin.

Il va donc de soi que, dès le 5 au matin, la cavalerie attribuée à cette armée aurait dû être employée à explorer le terrain : le général Maunoury eût appris à temps que l'artillerie allemande était établie sur les hauteurs de Monthion (160 mètres d'altitude) et de Penchard (164 mètres) pouvant ainsi battre sur une très grande profondeur tout le terrain situé à l'Ouest; il n'en fut rien. Il était midi lorsque, le 5 septembre, la 6e armée quitta le front Dammartin-en-Goële — Claye pour se diriger vers l'Est; elle était précédée par un mince rideau de cavalerie.

[1] Carte numéro 1, page 1067.

Le groupe du général de Lamaze qui tenait la droite s'avançait en trois colonnes ayant pour objectifs, du Sud au Nord, Penchard, par Charny; Monthion, par le Plessis-aux-Bois; Saint-Soupplets, par Montgé.

A gauche, le général Vautier remontait vers le Nord, avec le 7e corps, pour se rabattre ensuite vers l'Est et prolonger le front de Lamaze.

Les troupes du général de Lamaze ne tardèrent point à se heurter contre un ennemi solidement établi en première ligne sur les hauteurs de Saint-Soupplets, Monthion, Penchard, en seconde à Marcilly et à Barcy : c'était le IVe corps de réserve que, se conformant aux principes, le général von Kluck avait envoyé vers l'Ouest en flanc-garde, sur la rive droite de l'Ourcq pour protéger de ce côté le flanc de son armée en marche.

Le général de Lamaze eut à livrer de violents combats. A la fin de la journée, son groupe occupait les points de Charny, Villeroy, le Plessis-aux-Bois, Cuisy et Montgé.

Bien qu'il y ait eu, dans cette après-midi, à peu près égalité de forces de part et d'autre, la 6e armée était encore bien éloignée de l'Ourcq.

Pendant la nuit, la 56e division (de Dartein) enleva Saint-Soupplets.

Appel adressé, le 6 septembre, à l'armée par le général en chef Joffre. — Le 6 septembre au matin, comme l'armée franco-britannique avait engagé la bataille sur tout le front, elle reçut communication d'un ordre général à jamais mémorable[1] :

Au moment où s'engage une bataille dont dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière; tous les efforts doivent être employés à attaquer et refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra, coûte que coûte, *garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer.* Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée.

Signé : Joffre.

La situation était, avec une nuance importante, jugée de la même façon dans les deux camps, ainsi que le prouve un extrait de l'ordre du jour signé le 7 septembre [10 h. 30 m.], à Vitry-le-François, par le général Tulff von Tscheppe und Weidenbach :

... Le but poursuivi par nos marches longues et pénibles est atteint. Les principales forces françaises ont dû accepter le combat après s'être continuellement repliées : la grande décision est indiscutablement proche.

Demain donc, la totalité des forces de l'armée allemande, ainsi que

[1] On a le regret de dire que certains corps n'en eurent connaissance qu'après la victoire.

toutes celles de notre corps d'armée, devront être engagées sur toute la ligne allant de Paris à Verdun. Pour sauver le bien-être, l'honneur de l'Allemagne, j'attends de chaque officier et soldat, malgré les combats



durs et héroïques de ces derniers jours, qu'il accomplisse son devoir entièrement et jusqu'à son dernier souffle. Tout dépend du résultat de la journée de demain.

*
* *

Rôle joué, du 6 au 10 septembre, par la 6e armée[1]. — Dès le matin du 6, l'armée Maunoury reprend l'offensive de la veille.

[1] Carte n° 1.

Vers 9 heures, le groupe de Lamaze qui, maître de Saint-Soupplets, a enlevé Monthion, atteint le front Chambry — Barcy — Gesvres — Forfry — Oissery.

Vers 10 heures, l'aile gauche du groupe Vautier, qui prolonge le précédent, se heurte au sud de Betz, vers Etavigny, contre des troupes que l'on reconnaît appartenir au IIe corps d'armée allemand.

Déjà, en effet, le général de Lamaze, auquel fait face le IVe corps de réserve allemand, a rendu compte que des troupes ennemies évaluées à environ deux divisions se sont présentées sur l'Ourcq à Vareddes et à Lizy [1]. Le renfort envoyé par von Kluck au IVe corps de réserve n'était donc pas douteux.

A midi, le IVe corps de réserve est manifestement refoulé vers l'Est, mais il ne tarde pas à recevoir un renfort, qui lui permet de se maintenir sur la rive droite de l'Ourcq.

Le soir, la 6e armée occupe une ligne qui, de Chambry, s'étend, par Marcilly et Puisieux, à Acy-en-Multien; elle a donc un peu progressé.

Elle a reçu le matin de Paris trois groupes de batteries de sortie qui ont été attachées au groupe Lamaze dépourvu d'artillerie de corps.

Dans la journée, la 45e division (Drude) qui, venue d'Algérie, a traversé Paris le 5 au soir, a gagné, par Gonesse, Dammartin-en-Goële où elle a formé dans la nuit la réserve générale.

Dans la journée du 7, le général Maunoury reçut comme renforts un corps de cavalerie et une division d'infanterie. Fort de trois divisions, d'ailleurs très fatiguées, le corps de cavalerie (Sordet) a été arrêté dans la région de Nanteuil-le-Haudouin.

Envoyée de Paris, en chemin de fer, la 61e division de réserve (groupe Ebener) est venue prolonger, à Villers-Saint-Genest, la gauche du 7e corps (Vautier).

Pris spécialement à partie par le IIe corps, à Etavigny, le 7e corps finit par être rejeté d'Acy-en-Multien après un sanglant combat.

Le groupe Lamaze lutta énergiquement à Marcilly, à Barcy et à Chambry qui furent pris et repris.

Etablie entre Vareddes et May-en-Multien, l'artillerie lourde allemande intervint puissamment.

A Vareddes, réduit du IVe corps, nos troupes ont soutenu avec avantage un sérieux combat à la baïonnette.

En somme, la journée à été bonne pour la 6e armée qui occupe les points de Penchard, Chambry, Barcy, Marcilly, Puisieux, ferme-modèle Nogeon, et la crête au nord-ouest d'Etavigny. Deux drapeaux allemands ont été pris [2].

[1] Le gros franchit la rivière entre ces deux points, à Isles-les-Meldeuses.

[2] C'est là à Nogeon que le réserviste *Guilmard* s'empara de l'un d'eux, du drapeau des fusiliers de Magdebourg décoré de la croix de guerre

Sur la rive gauche de la Marne, au sud-est de Meaux, notre 8e division établie à Saint-Fiacre et à Villemareuil, a tenu en échec un ennemi occupant les bois de Meaux.

Dans l'après midi, le général Maunoury a été informé que, en avant du front de la 5e armée (Franchet d'Espérey), de nombreuses colonnes refluaient vers la Marne. Il a reçu du général Joffre, qui ne le croit pas tenu aussi sérieusement en échec, l'ordre de manœuvrer de façon à envelopper l'aile droite de l'ennemi.

Sur ces entrefaites, informé du danger que court la gauche de la 6e armée, le général Gallieni a réquisitionné 1100 auto-taxis de Paris [1] pour leur faire transporter « au compteur », — à raison de quatre hommes au moins par voiture, — la majeure partie de la 7e division du 4e corps actif [2] débarquée dans la journée à Paris : effectué de nuit, ce transport eut lieu de Sevran-Livry et Gagny à Nanteuil-le-Haudouin et au Plessis-Belleville.

En deux voyages, le gros de la division se trouva rendu à destination au point du jour; le reste de l'infanterie rejoignit en chemin de fer; quant à l'artillerie, elle vint par voie de terre.

Si le général Maunoury, qui put disposer, le 8, dès l'aube, de la 7e division, comptait attaquer vers Etrepilly, avec la 4e division, la droite allemande [3], tout en la faisant tourner par la 61e division de réserve, le commandement allemand avait formé un projet semblable; aussi renforça-t-il le plus possible sa droite et ordonna-t-il d'organiser un repli fortifié.

La journée tout entière fut remplie par des luttes opiniâtres.

A l'aile droite de la 6e armée, la 45e division partie de la base Barcy-Marcilly prononce son attaque sur Vareddes, sur Etrepilly et l'accentue jusqu'à ce que, vers 7 heures du soir (19 h.), une violente canonnade partie de la boucle de Vareddes et l'arrivée de renforts importants l'obligent à rétrograder.

A l'aile gauche, la 7e division d'infanterie, encadrée par la 61e division de réserve et le 7e corps, lutte depuis peu de temps, lorsque tout à coup elle est assaillie par des troupes du IVe corps

en 1870; il reçut la médaille militaire au lieu de la croix de la Légion d'honneur qu'un pareil début méritait.

[1] L'idée était heureuse et, d'ailleurs, conforme à ce qui se passait, depuis le commencement de la guerre, dans le camp retranché de Paris : c'est, en effet, à l'aide de cet expédient que s'y effectuait le transport journalier des vivres.

[2] Nous avons dit que ce corps (Boëlle) composé des 7e et 8e divisions fut, par ordre du général Joffre, détaché de la 3e armée (Sarrail) et mis à la disposition du général Maunoury qui, nous le verrons, n'utilisa d'abord que la 7e division.

[3] L'ennemi occupait Betz et Thury-en-Valois.

actif qui, ayant échappé aux Anglais à Rebais, a successivement franchi sur des pontons la Marne à Charly, puis l'Ourcq. On se bat vers Etavigny et le Bas-Bouillancy. A Acy-en-Multien, la 63e division (Lombard) du 7e corps lutta pendant toute la journée.

Chargé de déborder la droite ennemie avec le concours de l'artillerie, le corps Sordet était resté à peu près collé à notre infanterie. Or, vers 5 h. 30 du soir (17 h. 30), une division de cavalerie allemande s'était impunément montrée à découvert au nord-est de Betz du côté de Thury-en-Valois.

Lorsque, vers 8 heures du soir (20 h.), le feu cesse de part et d'autre, le général Maunoury se rend compte qu'il est peu probable qu'il puisse réussir à rejeter ses trop nombreux adversaires sur la rive gauche de l'Ourcq et à les y suivre; il donne donc l'ordre d'organiser, en employant la 62e division de réserve, une position de repli sur la ligne Monthion — Saint-Soupplets — le Plessis-Belleville.

Dans la journée, Maunoury avait reçu à Saint-Soupplets, où se trouvait son quartier général, la visite du gouverneur : comme il lui exprimait la crainte légitime d'être lui-même tourné, Gallieni, tout en cherchant à le rassurer, l'engagea à manœuvrer de façon, s'il était obligé de céder du terrain, à maintenir l'ennemi face à l'Ouest pour faciliter l'action possible de l'armée anglaise; il lui annonça, en outre, qu'il pouvait compter sur le concours de la 62e division de réserve qui serait répartie entre Dammartin et Montgé et qui fut encore envoyée en autos.

Vers 8 heures du soir (20 heures), des éléments d'un corps de Bülow sollicités par von Kluck avaient atteint le point de Saint-Gengoulph situé à 10 kilomètres à l'Est de l'Ourcq.

Dans la nuit du 8 au 9, un détachement de zouaves transporté en autos vers Creil et Senlis, par ordre de Gallieni, causa une panique sur les derrières de l'ennemi.

La journée du 9 mit à une rude épreuve la 6e armée, même renforcée, et son chef; ils eurent, en effet, à soutenir le choc violent de trois corps d'armée allemands qui allaient protéger la retraite de l'armée de von Kluck, en attendant qu'ils pussent se dérober à leur tour : c'étaient, répétons-le, le IVe corps de réserve, les IIe et IVe corps actifs, qui opposèrent environ douze divisions à six. Il fallut, en somme, pour n'être point battu, se cramponner au terrain : si on ne recula qu'un peu à la gauche, il faut reconnaître qu'on n'avança pas.

Le général Maunoury reçoit le matin la 8e division du 4e corps, qu'il avait prêtée la veille au maréchal French qui avait cru en avoir besoin. Jusque vers 3 heures du soir, l'artillerie lourde allemande crible de ses projectiles Chambry, Marcilly et Barcy; son tir cesse vers cette heure et, d'autre part, des reconnais-

sances du général Vautier constatent l'évacuation des tranchées.

A notre gauche, des troupes du IVe corps actif débouchent d'Anthilly, de Betz; le 7e corps et la 7e division du 4e luttent vaillamment; toutefois ils doivent évacuer Nanteuil-le-Haudouin, Villers-Saint-Genest et se replier sur Silly-le-Long.

A un certain moment, une colonne ennemie a débouché de Baron sur nos derrières : ce n'était qu'une brigade de landwehr chargée de la garde des voies de communication; néanmoins sa vue détermina un mouvement de recul.

Vers 11 heures, Betz nous ayant été abandonné, nous pourrions croire que l'ennemi a entamé sa retraite, s'il ne tenait encore à Nanteuil et à Etavigny.

Ce n'est que vers la fin de l'après-midi que les deux IVe corps allemands se replient au nord-est de Nanteuil et à Etavigny. Etabli au nord de cette localité, le général Boëlle multiplie audacieusement ses contre-attaques et retarde ainsi la marche de la colonne la plus rapprochée de lui : le général Joffre a, en effet, ordonné, tout en annonçant les succès des 5e et 9e armées, qu'on renouvelle les tentatives d'enveloppement contre la droite de l'armée de von Kluck.

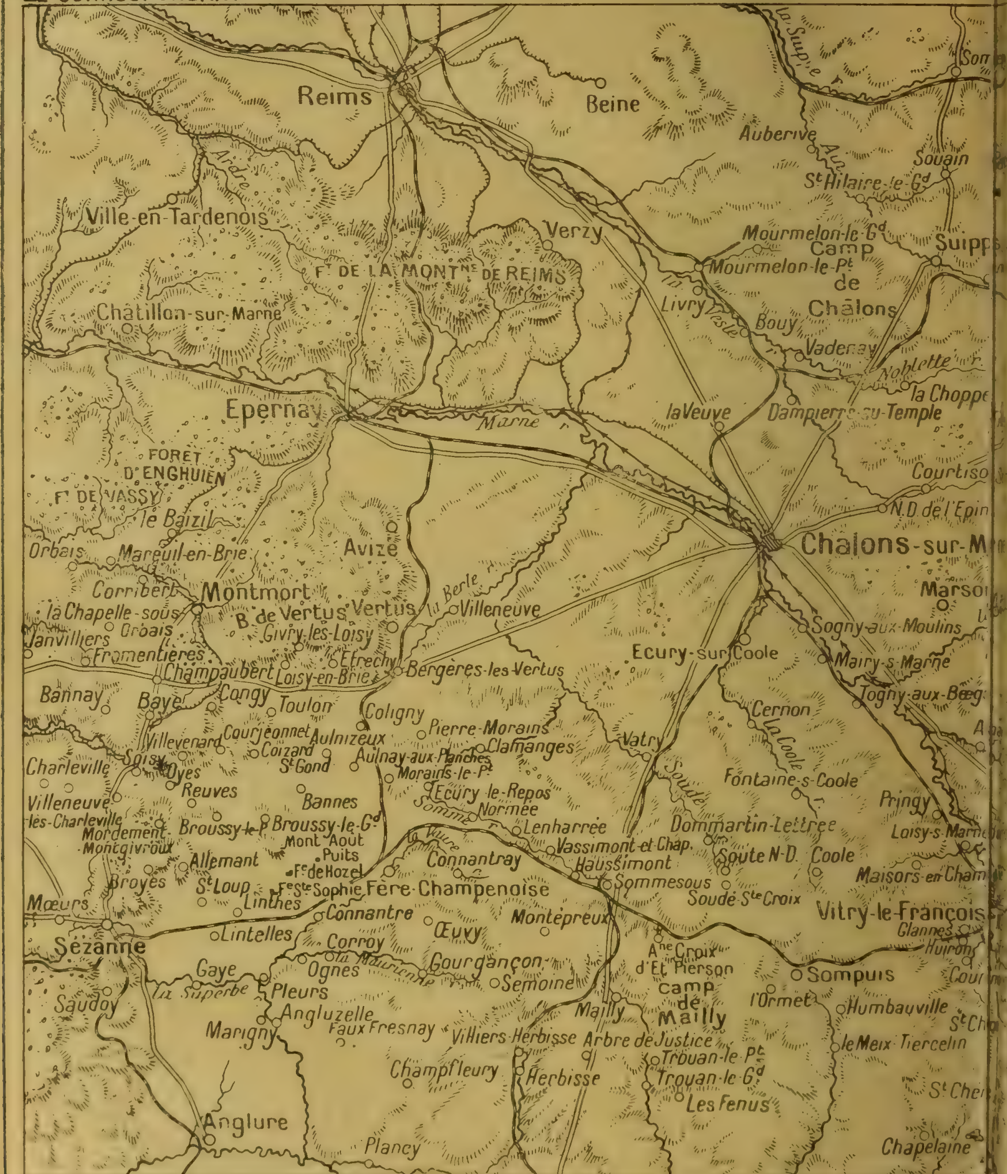
Vers la fin du jour, la 6e armée occupe la ligne Etrepilly — Puisieux — Chèvreville — Silly-le-Long. Si on considère que le point de droite de cette ligne se trouve encore, à vol d'oiseau, à 7 kilomètres, et à plus de 8 par la route de Lizy, du cours de l'Ourcq, on comprend l'inquiétude qui étreignit le cœur de l'énergique chef de la 6e armée : depuis cinq jours et quatre nuits, ses braves troupes luttent presque sans repos contre un adversaire qui, sans cesse renforcé, paraît avoir atteint un effectif double du leur; les pertes éprouvées sont sérieuses. Il était donc en droit de se demander, lorsque, pendant la nuit, il reçut du généralissime l'ordre de reprendre l'offensive le 10, au point du jour, de concert avec l'armée anglaise, si ses troupes seraient capables de faire ce nouvel effort.

Il est informé, en même temps, que le général Sordet est remplacé par le général Bridoux dans le commandement du corps de cavalerie.

Décidé à attaquer de nouveau par sa gauche, dès le matin du 10, Maunoury la renforce en appelant à Silly-le-Long la 8e division du 4e corps demeurée tout le jour à sa droite.

Pendant la nuit, il envoie l'ordre au commandant du 4e corps sur lequel il sait pouvoir absolument compter de se faire tuer sur place, s'il le faut.

Cependant les nouvelles envoyées le 9, à partir de 5 heures du soir (17 heures), par nos avions et relatives à la marche en


"LE CORRESPONDANT"
Reims
Beine
Auberive
Souain
St Hilaire-le-Gd
Ville-en-Tardenois
Verzy
Mourmelon-le-Gd
Camp
Mourmelon-le-Pt
de
Châlons
Suipps
F. DE LA MONTNE DE REIMS
Châtillon-sur-Marne
Livry
Bouy
Vadenay
la Chappe
Epernay
Marne
laVeuve
Dampierre-au-Temple
FORET D'ENGHUIEN
F. DE VASSY
le Baizil
Courtisol
N.D. de l'Epin
Orbais
Mareuil-en-Brie
Avize
Chalons-sur-M
Corribert
Montmort
Marson
la Chapelle-sous Orbais
B. de Vertus
Vertus
Villeneuve
Janvilliers
Givry-les-Loisy
Sogny-aux-Moulins
Fromentières
Etrechy
Champaubert
Loisy-en-Brie
Bergères-les-Vertus
Ecury-sur-Coole
Mairy-s-Marne
Bannay
Baye
Congy
Toulon
Coligny
Cernon
Pierre-Morains
Villevenard
Courjeonnet
Aulnizeux
Clamanges
Vatry
Coizard
St Gond
Aulnay-aux-Planches
Charleville
Oyes
Morains-le-Pt
Fontaine-s-Coole
Reuves
Ecury-le-Repos
Villeneuve-lès-Charleville
Bannes
Normée
Pringy
Mordement
Broussy-le-Pt
Broussy-le-Gd
Lenharrée
Dommartin-Lettrée
Loisy-s-Marne
Montgivroux
Mont Aout
Vassimont-et-Chap.
Allemant
Puits
Connantray
Haussimont
Soude N.D.
Coole
Maisons-en-Cham
Broyes
St Loup
Fe de Hozel
Fe Ste Sophie
Fère-Champenoise
Sommesous
Mœurs
Linthes
Soude Ste Croix
Connantre
Montepreux
Vitry-le-François
Sézanne
Lintelles
Œuvy
Corroy
Glannes
Huiron
Gaye
Ognes
Gourgançon
Ane Croix d'Et. Pierson
Sompuis
La Superbe
Pleurs
Semoine
camp de Mailly
Saudoy
Mailly
l'Ormet
Humbauville
Angluzelle
Marigny
Faux Fresnay
Villiers-Herbisse
Arbre de Justice
le Meix Tiercelin
Trouan-le-Pt
Champfleury
Herbisse
Trouan-le-Gd
St Cher
Les Fenus
Anglure
Plancy
Chapelaine


Montfaucon d'Argonne
Louvemont
Douaumont
Vaux
Fleury
Danloup
Cheppy
Esnes
Marre
Varennes-en-Argonne
Avocourt
Charny s-Meuse
Belleville
Eix
Ville-sur-Tourbe
FORET
Vienne-le-Chateau
Verdun
Chatillon-s-les-Cotes
Hurlus
Neuvilly
Fremereville
Sivry-la-Perche
Betrup
Watronville
Dombasle
Jouy-dev-Dombasle
Belleray
Haudainville
Haudiomont
Parois
Brabant-en-Argonne
Landrecourt
Dugny
D'ARGONNE
Somme-Suippes
Somme-Tourbe
Ste Menehould
Clermont-en-Argonne
Jubecourt
Souhesmes la-Grande
Dieuer
Rupt-en-Woevre
Villers-s-Cousances
Vadelaincourt
Senoncourt
la Lune Aubge
Dommartin
Dampierre-s-Auve
Froidos
Julvecourt
Osches
FORET DE SOUILLY
Mouilly
Genicourt-s-Meuse
Gizaucourt
Passavant
Aulnecourt
Ippecourt
Souilly
Troyon
Brizaux
Foucaucourt
St Andre
Sivry-s-Ante
Balainville
Heippe
Lacroix-s-Meuse
Somme-Vesle
Dommartin-s-Yevre
Triaucourt
Evres
Deuxnoux
Ft DE Charmontois-le-Roi
Charmontois-l'Abbe
Beauzee
Neuville-en-Verdunois
Bannoncourt
Poix
BELVAL
Belval
Sommaine
Courouvre
Somme-Yevre
Remicourt
Ft DE BELHOMME
Vaubecourt
Erize-la-Pte
les Paroches
Moivre
St Mard-sur-le-Mont
les Merchines
Rembercourt-aux-Pots
Pierrefitte
Chauvoncourt
Possesse
Laheycourt
l'Isle-en-Barrois
Erize-la-Gde
Fresnes-au-Mont
St Mihiel
Nettancourt
Noyers
Villotte-devt-Louppy
St Jean-devt-Possesse
Louppy-le-Chau
Genicourt
Charmont
Villers-aux-Vents
Louppy-le-Pt
Erize-St-Dizier
Vanault-le-Chatel
Vernancourt
Brabant-le-Roi
Meuse
Rancourt
Revigny
Vavincourt
Alliancelles
Neuville-s-Ornain
St Amand
Contrissen
Vassincourt
Varney
St Lumier-en-Champagne
Heiltz-le-Maurupt
Mussey
Fains
Heiltz-l'Eveque
Sermaize
Andernay
Megeville
Bar-le-Duc
Pargny-s-Saulx
Ponthion
Robert Espagne
Maurupt-le-Montois
Ft DE COMMERCY
Dompremy
Trois Fontaines
Longeville
Blesmes
FORET DE TROIS FONTAINES
Saulx
Marolles
Vaucler
Favresse
Ligny-en-Barrois
Frignicourt
Heiltz-le-Hutier
Ecriennes
Tieblemont
FORET DE LIGNY
Moncet-l'Abbaye
Marne
St Dizier
Ancerville
Ornain
St Remy-en-Bouzemont
Ft DU VAL
FORET DE MORLEY
0 5 10 20 Km

retraite de plusieurs colonnes ennemies l'avaient autorisé à supposer que la solidité de l'ennemi était sérieusement ébranlée.

*
* *

Rôle joué, du 6 au 10 septembre, par l'armée britannique[1]. — Il est naturel de rapprocher l'armée britannique de la 6e armée, puisque le général en chef comptait sur elle pour faciliter en s'avançant la marche de Maunoury.

Or nous avons vu que, le 5 septembre au soir, l'armée britannique n'occupait pas la ligne Coulommiers-Changis d'où, suivant l'ordre reçu, elle devrait se diriger, le 6 au matin, vers Montmirail.

Aussi, le 6, vers midi, le général Gallieni adressa-t-il un télégramme au maréchal French, dont le quartier général était toujours à Melun, le priant d'appuyer la 6e armée pour que les Allemands « ne puissent pas, disait-il excellemment, ramener contre elle les éléments [IIe et IVe corps] se trouvant en face de l'armée anglaise et aussi pour réaliser l'offensive générale prescrite. »

Néanmoins, renonçant au bénéfice de l'initiative, le maréchal avait été attaqué le matin par les IIe et IVe corps, au sud-ouest de Coulommiers, sur le front de Vaudoy-Pézarches-Hautefeuille et lisière nord de la forêt de Crécy. Pendant qu'il hésitait à se porter résolument en avant, ces deux corps, appelés par von Kluck au secours du IVe corps de réserve, s'étaient dérobés derrière un fort rideau de cavalerie et à la faveur d'une canonnade intense. Les conséquences de cette temporisation furent graves, car le IVe gagna sans encombre la région de Rebais et le IIe put remonter vers Trilport et Changis.

L'étonnement des Anglais fut grand lorsque, vers 10 heures, les attaques cessèrent. Ce ne fut cependant que vers le soir que le maréchal se décida à pousser ses avant-postes jusqu'à la ligne Villiers-sur-Morin — Crécy — Coulommiers (2e corps) — Choisy (1er corps) et à garnir les hauteurs que l'artillerie allemande avait occupées.

Nous avons vu que, sur la demande du maréchal, le général Maunoury, — auquel le général Joffre avait recommandé de demeurer en liaison avec la gauche de l'armée anglaise, — mit généreusement à sa disposition la 8e division appartenant au 4e corps qui lui était envoyé.

Le 7 septembre au matin, l'armée britannique opère une conversion à gauche, la droite en avant vers Rebais. Le corps de cavalerie von Marwitz, continuant à faire rideau, se retire lentement devant elle.

[1] Carte n° 1, p. 1067.

Pendant ce temps, le IVe corps actif passe la Marne près de Charly, puis se dirige vers Montreuil-aux-Lions.

A la nuit, l'armée britannique, couverte par sa division de cavalerie parvenue à l'est de Choisy, est établie entre Choisy (1er corps) et Maisoncelles (3e corps), par Coulommiers (2e corps) et Giremoutiers.

En ce qui concerne la 6e armée, camarade de combat, les IIe et IVe corps actifs, qui ont pu, n'étant pas accrochés par les Anglais, repasser la Marne, s'avancent rapidement à la rescousse contre elle.

Le 8 septembre, le maréchal Sir John French, ayant eu connaissance par ses avions du mouvement général de retraite de l'armée de von Kluck vers le Nord et le Nord-Est, fait canonner les ponts de la Marne à la Ferté-sous-Jouarre.

Dans la matinée, la 8e division (4e corps) a coopéré avec sa gauche à l'offensive qui s'est développée sur le front Pierre-Levée — Villemareuil; puis, réclamée, nous l'avons dit, par le général Maunoury, elle rejoindra, le 9 au matin, la 6e armée.

Vers une heure (13 heures), le maréchal Sir John French a été informé par ses aviateurs qu'un mouvement général de retraite de la Ire armée s'effectuait vers le Nord-Nord-Est et qu'il était couvert par un rideau d'arrière-gardes laissées vers Orly sur le Petit-Morin. Plus tard, il apprit qu'il y avait un gros encombrement de troupes sur la grand-route de Paris-Châlons vers la croisée de chemins de Hondevilliers.

A la droite anglaise, l'infanterie du 1er corps, faisant enfin vitesse, livre un combat entre la Trétoire, au nord de Rebais, et Saint-Cyr, pendant que le 2e atteint le Petit-Morin entre la Ferté-sous-Jouarre à l'ouest duquel se trouvent des tranchées allemandes, Archet et Saint-Cyr et que le 3e prononce son attaque entre Signy-Signets et la Ferté-sous-Jouarre, dans la direction de la Ferté, avec l'appui d'un groupe d'artillerie française de la 5e armée.

Dans la soirée, l'aile droite britannique a gagné, — après avoir forcé les passages du Petit-Morin, — le front la Ferté-sous-Jouarre — Viels-Maisons.

Rejointe au moment où elle allait se reposer, la cavalerie allemande (IIe division) a dû se retirer précipitamment.

Pour le 9, l'ordre a été donné à l'armée britannique de franchir la Marne près de Château-Thierry et de pousser vers le Nord.

Dans la matinée, les 1er et 2e corps franchissent la rivière, — entre la Ferté-sous-Jouarre, où le 3e se trouve arrêté par suite de la rupture des ponts, et Château-Thierry, — à proximité de Luzancy, Saacy, Nanteuil-sur-Marne, Charly et Nogent-l'Artaud.

C'est en vain que, continuant son rôle de surveillance et s'efforçant de ralentir encore la marche des Anglais, le général von Marwitz, ayant encore l'espoir d'y réussir, ne se décide point à se replier : attaqué et repoussé vers quatre heures, sur la route de Lizy à Château-Thierry, puis à Montreuil-aux-Lions, il doit céder le terrain, avec conscience d'avoir pleinement rempli sa mission.

C'est après cet échec que Marwitz appela l'attention du général von Kluck sur le danger qu'allait courir la droite de son armée. Or déjà la 5e armée (Franchet d'Espérey), qui avait fait vitesse, formait un échelon en avant de l'armée anglaise et menaçait sérieusement son flanc gauche. Von Kluck prit immédiatement son parti, quoiqu'il lui en coutât, mais il n'y avait pas de temps à perdre pour éviter le double enveloppement dont il était menacé. C'est à la faveur de la nuit du 9 au 10 que, se dérobant habilement, il dirigea son armée sur Soissons, en la couvrant par de sérieuses arrière-gardes.

Le mouvement du 1er corps britannique vers Château-Thierry fut, sur la demande du maréchal au général Franchet d'Espérey, appuyé, vers midi, par un corps, le 18e (de Maud'huy), de la 5e armée.

A 6 heures (18 heures), le maréchal apprenait par les rapports de ses avions que, d'une façon certaine, toute la Ire armée allemande était en retraite à l'ouest de Château-Thierry et que sa marche s'effectuait rapidement dans la région de Jaignes, Mary, Lizy-sur-Ourcq et Coulombs.

Une heure plus tard, les quartiers généraux de son armée étaient établis sur la rive droite de la Marne : celui du 3e corps à Tarterel, près de la Ferté-sous-Jouarre; celui du 2e à Saacy, au sud de la ligne Coupru — Montreuil-aux-Lions, celui du 1er au sud de la ligne Coupru — le Thiolet — Château-Thierry.

*
* *

Rôle joué jusqu'à la poursuite par la 5e armée. — Cette fois encore, il est logique de rapprocher l'une de l'autre l'action de la 5e et de la 9e armée.

Dans l'idée du général Joffre, — ainsi que l'indique l'ordre général du 5 septembre auquel il convient de toujours se reporter, — la 9e armée devait couvrir « la droite de la 5e armée »; mais, dans la réalité, les circonstances l'exigeant, ce fut la 5e armée qui couvrit la gauche de la 9e armée à la lutte de laquelle le 10e corps s'associa très utilement du 7 au 10 septembre, en dernier lieu avec le concours reconnu nécessaire du 1er corps.

Le 6 septembre, la 5e armée, — dont le quartier général était

à Romilly-sur-Seine, — doit se porter en ordre échelonné, la droite en avant, vers Montmirail [1]. La veille, le contact avait été pris avec l'ennemi en partant de la ligne Courchamps — Villiers-Saint-Georges et vers Sézanne; le corps de cavalerie Conneau se trouvait à gauche du côté de l'armée britannique.

Dès sept heures du matin, la lutte s'engage violemment avec l'aile gauche de l'armée von Kluck, formée par les III[e] et IX[e] corps actifs, et avec le X[e] corps actif de von Bülow. Monceaux-les-Provins et Courgivaux sont déjà occupés par nous lorsque le 1[er] corps est tenu en échec devant Châtillon-sur-Morin : utilisant le couvert du bois de la Noue, son chef porte vers le Nord une division qui attaque le flanc gauche du X[e] corps; menacé aussi sur sa ligne de retraite, l'ennemi se retira, mais non sans avoir brûlé le village.

De proche en proche, nous progressâmes et, dans la nuit, nous étions maîtres d'Esternay. Un mouvement dans la forêt du Gault avait été repoussé.

Dans la région de Courtacon, le corps de cavalerie Conneau s'était opposé à une tentative d'offensive allemande. Le soir, le général Mangin (5[e] division) avait énergiquement répondu à une contre-attaque de l'ennemi.

Dans la matinée du 7, l'armée de von Kluck, que l'envoi de renforts importants au IV[e] corps de réserve va diminuer de proche en proche, et la droite de l'armée de Bülow (II[e]) gagnent vers le Nord-Est — en se couvrant par la cavalerie du I[er] corps que soutiendront de forts détachements d'infanterie — de nouvelles positions. La marche en avant vers Montmirail entamée par la 5[e] armée fait accentuer ce mouvement rétrograde. Le commandant de la 5[e] armée est informé par ses aviateurs que des colonnes allemandes d'un effectif sérieux se dirigent vers le Nord-Ouest, et le Nord. Son offensive, facilitée à la vérité par la résistance opiniâtre de la 6[e] armée, commence à produire son effet.

Le général Franchet d'Espérey, ayant appris, vers midi, la résistance tenace que rencontre la gauche de la 9[e] armée, répond sans hésiter à l'appel du général Foch en mettant à sa disposition un de ses corps d'armée, le 10[e]. Ce corps d'armée, entravé dans sa marche vers le Nord-Est par une vigoureuse contre-attaque partie de la forêt du Gault, est secondé efficacement par le 1[er] corps qui reprend ensuite sa marche vers le Nord, laissant le 10[e] à Charleville, à La Rue-Lecomte et à Soisy-aux-Bois, après qu'il a capturé, dans la forêt du Gault, environ 1000 hommes, une compagnie de mitrailleuses et une grande

[1] Nous savons que ce point avait été donné comme objectif, le 5 septembre, à l'armée britannique : le temps perdu ne lui permit pas même d'y songer.

quantité de munitions au Xe corps de réserve (IIe armée) : celui-ci se replia par ordre non sans abandonner sur place de nombreux caissons de munitions.

Tout en continuant sa marche vers Montmirail, le général Franchet d'Espérey chargea sa droite de chercher à couper la retraite de l'ennemi sur ce point. On a donc pu dire, non sans une très légère exagération, que la 5e armée commença la poursuite dès le 7 : en réalité, elle brusqua un mouvement rétrograde déjà entamé.

Le soir, la 5e armée n'avait pas atteint le Petit-Morin, mais elle occupait, au nord d'Esternay, avec les 3e et 18e corps, la ligne Tréfols-Moutils sur laquelle le 1er les rejoignit. Le quartier général fut installé à Villiers-Saint-Georges où il demeura le jour suivant.

Dès le 8 au matin, la marche est reprise : l'aile gauche doit se porter à hauteur de la droite qui, par ordre du général en chef, continuera à soutenir la 9e armée. On peut dire que, ce jour-là, il s'agit vraiment d'une poursuite.

La Ville-sous-Orbais, Corrobert et Fontenelle sont respectivement donnés comme objectifs, de l'Est à l'Ouest, aux 1er, 3e et 18e corps. Le 3e corps fut donc encadré à distance par le 18e et le 1er corps.

A droite, le 1er corps atteint, à l'est de Montmirail, vers Châlons, le plateau de Vauchamps; il couvrait ainsi la gauche du 10e corps engagé, face à l'Est, vers Bannay, pour soulager la 42e division de la 9e armée.

Au centre, le 3e corps (général Hache) déloge la forte arrière-garde laissée dans Montmirail.

A gauche, le 18e corps (général de Maud'huy) qui s'est avancé par Montolivet, tout en livrant des combats à Sancy et à Monceaux-les-Provins, force le passage du Petit-Morin et s'établit, à l'issue d'un sérieux combat, à Marchais-en-Brie, bourg situé au nord-ouest de Montmirail, à proximité de la fourche des deux routes conduisant l'une à Paris par Meaux, l'autre à Soissons par Château-Thierry[1].

L'exécution ayant répondu à la conception, de pareils mouvements ne pouvaient manquer de réussir.

La journée du 9 ayant été remplie par la poursuite, nous la relaterons à ce titre.

*
* *

Rôle joué, du 6 au 10 septembre, par la 9e armée[2]. — Le rôle réservé à la 9e armée avait été nettement fixé par l'ordre général

[1] Là se dresse la colonne commémorative des combats livrés dans cette région par Napoléon en février 1814.

[2] Nous avons utilement consulté l'ouvrage de Charles Le Goffic intitulé : *Les marais de Saint-Gond*. — Carte n° 2, pp. 1072-1073.

du 4. Le 6 au matin, elle occupait les emplacements suivants :

42e division et division marocaine, croupe de Saint-Prix, lisière nord du bois de Saint-Gond, Soisy-aux-Bois et la Villeneuve-lès-Charleville. De ce côté, c'est-à-dire à gauche, la liaison était assurée à Charleville avec la 5e armée.

Au centre, le 9e corps occupait la région de Fère-Champenoise, avec avant-postes ou avant-gardes vers Morains-le-Petit et au nord des marais de Saint-Gond;

A droite, le 11e corps était réparti dans la région Sommesous-Lenharrée-Semoine, avec avant-postes au nord des Marais.

Les divisions de réserve avaient été maintenues temporairement au nord de l'Aube.

Si la gauche de la 9e et une moitié de son centre se trouvaient couvertes par les marais de Saint-Gond dont nous apprécierons plus tard l'importance, il n'en était de même ni pour le reste du centre, ni surtout pour son aile droite : le terrain qui les précédait offrait bien quelques obstacles, mais était d'un parcours facile.

Fait autrement grave, l'extrême droite de la 9e armée était complètement découverte : entre Sommesous, point qui marquait la droite du 11e corps, et Humbauville, où s'appuyait la gauche de la 4e armée (Langle de Cary), il existe un intervalle peu inférieur à vingt (20) kilomètres; on conviendra que, même activement maniée, la division de cavalerie de l'Espée, partant de Mailly, devait être impuissante à en interdire l'accès à un ennemi renseigné par ses aviateurs et quelque peu audacieux.

Il paraît que, par une coïncidence assez singulière, un intervalle d'une certaine importance, dont nous ne pûmes profiter que tardivement, existait aussi entre la IIIe armée (von Hausen) et la IVe (prince de Wurtemberg).

Le général Foch avait reçu l'ordre d'appuyer vers le Nord-Ouest l'offensive de la 5e armée, mais aussi de se maintenir défensivement sur le reste de son front jusqu'à ce que les progrès de la 4e armée lui permissent de prendre l'offensive à son tour; il donna ses ordres en conséquence.

A l'ouest des Marais, la 42e division (général Grossetti) et la division marocaine (général Humbert), après avoir dégagé la route d'Epernay, infléchiraient leur marche sur Vauchamps, tout en demeurant à la droite du 10e corps de la 5e armée.

Le 9e corps (général Dubois) garderait à Bannes, à Broussy-le-Grand, à Broussy-le-Petit, à Reuves et à Oyes les débouchés sud des routes principales qui traversent les Marais; en outre, son chef ferait occuper solidement au nord Aulnizeux, Coizard, Joches et Villevenard d'où partent ces voies de communication. Lorsqu'il pourrait se porter en avant, il gagnerait Champaubert situé au

croisement des routes de Sézanne à Epernay et de Montmirail à Châlons-sur-Marne.

Le 11ᵉ corps (général Eydoux) s'établirait défensivement de Lenharrée à Morains-le-Petit. La 60ᵉ division de réserve était plus à l'Est.

La 9ᵉ division de cavalerie (général de l'Espée) s'avancerait jusqu'à la ligne de la Somme-Soude à Vatry; elle assurerait la liaison avec la 4ᵉ armée, mais était d'ailleurs autorisée d'avance à se replier, s'il le fallait, sur Sommesous.

La journée du 6 ne fut pas, en somme, favorable à la 9ᵉ armée. A gauche, la 42ᵉ division et la division marocaine durent, après avoir perdu l'avancée de Saint-Prix, subir, à Soisy-aux-Bois et sur la lisière septentrionale du bois de Saint-Gond, les assauts vigoureux et répétés du Xᵉ corps actif de la IIᵉ armée (von Bülow) qu'elles eurent de la peine à contenir. Toutefois la liaison fut étroitement maintenue avec la 5ᵉ armée et l'occupation des bois des Grandes Garennes, de l'Homme blanc et de Saint-Gond couvrirent Mondement que les Allemands qui s'étaient glissés dans le bois du Botraid menaçaient.

Au centre, la gauche du Xᵉ corps actif et la Garde dégagèrent la partie nord des Marais en occupant, de proche en proche, Villevenard, Courjeonnet, Coizard, Joches, — malgré l'opiniâtre résistance des 135ᵉ et 77ᵉ régiments, — Aulnizeux et Aulnay aux Planches.

Le soir, le 9ᵉ corps avait même perdu Broussy-le-Petit, le Mesnil-Broussy et Broussy-le Grand dont les batteries du Mont-Août commandent le débouché; en somme, à l'exception d'une compagnie demeurée coûte que coûte à Aulnay-aux-Planches, il s'étendait de la Petite Ferme à Oyes, par le sud de Bannes, le Mont-Août, Broussy et Reuves.

A droite, le 11ᵉ corps avait vigoureusement résisté aux Saxons du XIIᵉ corps de la IIIᵉ armée (von Hausen). Néanmoins, le soir, vers 8 heures (20 heures), Morains-le-Petit, — défendu jusqu'à la dernière extrémité par le 32ᵉ que le colonel Mézières y maintint avant d'être frappé à mort, — est en feu, Ecury-le Repos et Normée, après avoir été soumis à un bombardement intense, sont évacués; leurs défenseurs ont reculé jusqu'aux bois situés au sud. Lenharrée et Sommesous, comme Normée, brûlent partiellement; mais Bannes, le Champ de bataille et la Petite Ferme, solidement fortifiés, constituent de véritables îlots défensifs. Harangués par Foch, les régiments venus de Bretagne ont énergiquement répondu à son appel patriotique.

Pendant tout le jour, l'artillerie lourde allemande, établie sur les crêtes Toulon-la-Montagne, Courjeonnet, les Hauts de Congy,

la côte de Chenaille et le bois d'Andecy a sérieusement favorisé les progrès de la Garde et du XII[e] corps.

Inaccessible au découragement, incapable de se faire un « tableau », cet écueil des chefs qui ne sont pas de véritables hommes de guerre, le général Foch s'est borné à préparer la journée du 7 par l'ordre suivant dont on appréciera la simplicité :

Le général commandant compte que toutes les troupes de la 9[e] armée déploieront la plus grande activité et la plus forte énergie pour étendre et maintenir de façon indiscutable les résultats obtenus sur un ennemi fortement éprouvé et aventuré.

De pareilles paroles ne pouvaient manquer de trouver un écho dans les cœurs de tous les combattants.

Pendant la journée du 7, la 9[e] armée se maintint sur ses positions de la veille, mais la lutte fut terrible en maint endroit.

La 42[e] division et la division marocaine sont toujours destinées à jouer un rôle offensif, mais il sera entravé par de violentes attaques dans la région de la Villeneuve-lès-Charleville, Soisy, Mondement et dans les bois; la liaison est maintenue avec le 10[e] corps qui se rendit maître le soir de la Rue-le-Comte et du Reconde, « écarts » de Charleville.

Des coteaux de Choisy, du Mont Août et de Broyes, nous tirons sur Saint-Prix, Broussy, Villevenard, Courjeonnet, Coizard et Aulnizeux que nous occupions la veille.

Dès le matin, nos avions ont signalé les emplacements des batteries allemandes à Andecy, Chenaille, Congy et Courjeonnet.

Le château de Mondement est bombardé avec une violence telle que le général Humbert doit, dans l'après-midi, transporter son poste de commandement au château de Broyes. Le château de Mondement fut sauvé grâce à la coopération de la 42[e] division marocaine et du 77[e] régiment de la 17[e] division (général Moussy).

Nous demeurons maîtres d'Oyes, de Reuves et de Bannes, mais une tentative de coup de main dirigée de ce dernier point sur Aulnizeux échoue.

Le 11[e] corps, qui avait reçu l'ordre de se maintenir sur le front qu'il occupait la veille au soir, y parvient, mais il doit renoncer à gagner du terrain, ainsi qu'il y a été invité, vers Clamanges, à plus forte raison sur Coligny, village situé à l'Ouest. Son chef a recours à une division de réserve[1] qui, — postée sur les hauteurs commandant les débouchés de Lenharrée, Vassimont et Haussimont, — la couvrit à droite.

Lorsque Morains, point de liaison de la 21[e] division (général Radiguet) du 11[e] corps, eut été occupé par la Garde, le général

[1] La 18[e] (général Lefèvre) composée des 34[e] et 35[e] brigades.

Radiguet s'efforça, avec le concours du général Moussy (17e division), de le lui reprendre.

Vers l'Est, le 11e corps était prolongé par la division du général Joppé (60e de réserve) qui, de Sommesous à Normée, tira un bon parti de la ligne de défense constituée par la Somme Soude.

La 9e division de cavalerie parvint, — tout en exerçant sa mission de surveillance, — à établir sa liaison, vers Sommesous, avec le 17e corps qui formait la gauche de la 4e armée.

Pendant la nuit, Bülow crut nécessaire d'appeler ses réserves; von Hausen fit de même : d'un commun accord, ils allaient prendre sérieusement l'offensive.

Quant au général Foch, calme et toujours confiant, il aurait dit aux officiers de son état-major : « ... Bah! puisque l'ennemi s'évertue avec cette furie à nous enfoncer, c'est qu'ailleurs ses affaires vont mal et qu'il cherche une compensation ».

La journée du 8 a réellement constitué pour la 9e armée la phase critique de la bataille; l'ordre à la fois laconique et réconfortant que l'on a reproduit de son chef la domina tout entière : « La situation est excellente : j'ordonne à nouveau de reprendre vigoureusement l'offensive. » L'ennemi l'avait déjà devancé.

En envoyant cet ordre, vers 7 heures du matin, Foch ignorait que, pendant la seconde moitié de la nuit, les Allemands, qui disposaient avec la Garde et les Saxons d'une forte supériorité numérique, s'étaient emparés de Lenharrée au prix d'un combat meurtrier. Les 19e et 116e régiments de la 22e division (général Pembet) du 11e corps, le 336e et le 225e de la 60e division de réserve (général Joppé), chargés de défendre les passages de la Somme Soude, avaient été tournés à Lenharrée, où deux compagnies du 225e se conduisirent héroïquement pendant que, derrière elle, le village brûlait.

Enveloppé, le 32e régiment se dégagea à la baïonnette au prix de pertes sérieuses. D'abord sérieusement contrariée, la retraite s'opéra assez lentement, grâce à l'appui prêté par une artillerie demeurée presque intacte, en partie vers Fère-Champenoise[1] et en partie sur Connantray, bourg situé à cinq kilomètres à l'est de Fère-Champenoise.

Il existe entre Fère-Champenoise et Œuvy une hauteur importante, puisqu'elle relie Connantray au moulin de Connantre, hauteur qu'il eût été logique d'occuper. Malheureusement les troupes du 11e corps qui reculaient vers Fère-Champenoise furent arrêtées au nord de cette ville sur un terrain défavorable couvert d'un grand

[1] Plus de trente officiers (dont le colonel Mézières du 32e) appartenant à des régiments différents sont ensevelis dans le cimetière de cette ville.

nombre de boqueteaux et où l'artillerie était totalement privée de vues; on ne le reconnut que trop tard, mais certaines unités y furent ralliées.

Plus à l'ouest, le reste de la ligne du 11e corps et l'aile droite du 9e s'étaient repliés au sud de Morains et d'Ecury-le-Repos; la Grosse et la petite Ferme, Vassimont, Haussimont et Sommesous avaient été évacués de proche en proche.

Quant à la 60e division de réserve, elle recula de Normée à Sommesous en luttant, mais non sans éprouver de fortes pertes. Ses énergiques efforts furent très utilement soutenus par son artillerie dont le colonel Bérubé dirigea le feu. Cette division conserva, non sans peine, sa liaison avec les troupes du 11e corps, la 35e brigade principalement de la 18e division.

L'ennemi ne pouvait manquer d'utiliser la large trouée ainsi produite : il s'y précipita, jeta le trouble dans une brigade du 9e corps qui fut en partie surprise et bombarda pendant un peu de temps Fère-Champenoise que nous quittâmes vers 9 heures : la Garde prussienne et les Saxons y entrèrent vers 10 h. 30 [1] et, sans perdre de temps, entamèrent d'un commun accord la poursuite vers Connantre, Corroy et Gourgançon.

Il faut reconnaître que, à défaut de documents officiels, toutes les relations publiées jusqu'ici sont, volontairement ou non, plus ou moins embrouillées.

Il est hors de doute que, de ce côté, malgré certains arrêts offensifs des plus honorables, la majorité de ces troupes fut refoulée jusque sur la ligne du ruisseau de la Maurienne où l'ennemi finit par occuper Ognes, Corroy, la Colombière, Gourgançon puis Semoine. Bref, plus d'un corps d'armée se trouva, malgré les efforts de ses divisionnaires, complètement séparé, jusqu'au lendemain, du reste de la 9e armée.

Il ne fallut rien moins que l'intervention énergique du général Foch accouru de ce côté pour que le désastre ne s'aggravât pas encore. Il fit reculer son quartier général de Pleurs à Plancy-sur-Aube; puis, appelant à lui de Broyes le 77e régiment, il le chargea d'occuper Saint-Loup, Chalmart, Linthes et établit face à l'Est un front défensif.

Vers 1 heure du soir, après une sérieuse préparation effectuée par 15 batteries établies à l'ouest de Sainte-Sophie sur le chemin de Broussy-le-Grand à Connantre, il lance vers Fère-Champenoise la 52e division de réserve (général Battesti); elle est ramenée.

[1] C'est l'heure qu'un aumônier militaire, l'abbé L. Néret, curé de Vertus, qui célébrait la messe à cette heure même, donne dans son opuscule, *Au centre de la bataille de la Marne, le général Foch et la 9e armée*, p. 25. C'est aussi l'heure adoptée à Fère-Champenoise.

De 5 heures (17 heures) à 7 h. 30 (19 h. 30), une nouvelle attaque finit par échouer sous le feu des mitrailleuses établies sur la route de Bannes à Fère-Champenoise. Les troupes se dirigeaient sur Connantre; elles sont arrêtées, dirigées sur le Puits et prévenues que l'offensive sera reprise le 9 de bon matin.

A l'Est, la 60e division de réserve a pu être établie, vers 2 h. (14 h.), par son chef, après avoir été très bombardée, sur la ligne cote 161-cote 171 (route de Semoine à Mailly) où elle passa la nuit.

La portion du 9e corps demeurée au sud des Marais s'y était maintenue au prix de sérieux efforts.

Tout à fait à l'Ouest, la 42e division et la division marocaine avaient été soumises à de rudes épreuves qui eussent eu raison de troupes moins solides et moins bien commandées. Le soir, elles avaient réussi, grâce au précieux concours du 10e corps (général Defforges), à réoccuper Saint-Prix et à rejeter au nord des Marais le Xe corps de réserve et une partie de la Garde, mais au prix de quelles pertes !

Dès 3 heures du matin, après une sérieuse préparation entamée en pleine nuit par l'artillerie, l'ennemi, tirant un bon parti des couverts et des mouvements de terrain, avait assailli le château de Mondement. Il fut tenu à distance par le général Humbert à la disposition duquel le général Dubois avait mis son solide régiment, le 77e, commandé par le colonel Lestoquoi [1]; malheureusement le général Foch fut contraint, comme nous l'avons dit, de l'appeler à Saint-Loup pour parer à un danger pressant.

Vers 3 heures du soir (15 heures), l'ennemi tenta, par Saint-Gond, un nouvel effort. Lorsque la nuit ralentit le combat, Reuves était bien en son pouvoir et Oyes brûlait, mais la ténacité du général Humbert, traduite par de nombreuses contre-attaques, avait fini par l'emporter.

A notre extrême droite, le général de l'Espée, ayant sous ses ordres les brigades de Sailly et Liouville, avait tiré un bon parti de la 9e division de cavalerie; tout en se maintenant en liaison avec la 4e armée, il l'avait même fait participer, dans l'après-midi, à une attaque dirigée par celle-ci aux environs de Sompuis.

Il est à noter que, malgré l'énergie et la répétition de ses attaques, l'ennemi songeait à prendre ses précautions en cas d'insuccès. Ce jour-là, en effet, on trouva, sur un officier blessé, un ordre en vertu duquel les timons des trains régimentaires devaient être tournés vers le Nord.

Pendant la mémorable journée du 9 septembre, bien des actes

[1] Ce régiment appartenait, nous l'avons vu, à la 36e brigade de la 17e division.

divers se succédèrent; finalement, l'inébranlable confiance et l'énergie du général Foch l'emportèrent.

A son aile gauche que constitue le 10e corps de la 5e armée, dans la région Charleville-Corfélise et Toult, les progrès vers Fromentières et Baye sont lents. Informé des difficultés rencontrées, le général Franchet d'Espérey fait porter l'ordre à son 1er corps, qui était parvenu à Vauchamps, de marcher droit sur Baye et Villevenard : ainsi menacé sur son flanc droit, le Xe corps finit par abandonner la partie après avoir perdu Corfélise et Talus. D'ailleurs, la perte de Montmirail était faite pour inquiéter von Bülow.

Pendant ce temps, la division marocaine était parvenue, au prix de lourds et glorieux sacrifices, à dégager le terrain situé au nord de Mondement.

Tout à coup, à la faveur d'un brouillard qui masqua plus ou moins ses mouvements, une brigade allemande, partie du sud d'Oyes où elle était parvenue à dissimuler sa présence, débouche brusquement de Reuves sur le château de Mondement, s'en empare après une lutte inégale de courte durée, puis le met rapidement en sérieux état de défense : deux batteries qui se trouvaient sur l'esplanade purent cependant se dégager à temps, non sans que le colonel d'artillerie Barthal fût vraisemblablement tué là.

Il n'était pas possible d'abandonner à l'ennemi la clef des Marais, aussi le général Humbert s'employa-t-il sans tarder à la reprendre. Dès que le général Grossetti a mis à sa disposition son bataillon de chasseurs, le 16e, pour renforcer ses vaillantes troupes bien réduites de nombre, il attaque le château, mais échoue.

Il se trouve alors contraint d'attendre, pour tenter une seconde attaque, l'arrivée du 77e d'infanterie, demandé par le général Dubois au commandant de l'armée, absorbé à la droite où il s'efforce de rétablir l'équilibre rompu. Dès la pointe du jour, en effet, le 9e corps et le 11e, dont les liens tactiques ne sont encore qu'imparfaitement rapprochés, ont été violemment attaqués par la Garde, par les deux XIIe corps et rejetés vers l'Ouest.

Les troupes dont pouvait disposer là le général Foch occupèrent successivement, pendant un temps plus ou moins long, les trois lignes suivantes : Mont-Août — Puits; Mont-Août — Sainte-Sophie[1]; cote 182 — le Chalmont — Linthes.

Si nous négligeons notre extrême droite qui, éparpillée entre

[1] Elle fut tenue pendant une heure environ, de 10 h. 30 à 11 h. 30 par la 17e division (général Moussy) et aussi par la 52e division de réserve. Elles reçurent des projectiles venus de Toulon situé à environ 12 kilomètres de là.

Gourgançon et Salon, était réellement séparée du gros de l'armée [1], nous constatons que la ligne défensive opposée à l'ennemi venant de l'Est formait, avec la ligne Allemant — Broyes opposée au Nord, un angle obtus se rapprochant de l'équerre mais ouvert du côté de l'Ouest. On est donc en droit de dire que rarement une armée se trouva dans une situation aussi critique et de se poser cette question : que serait-il advenu si l'adversaire, disposant d'une réelle supériorité numérique et dont le moral était excité par le succès, avait foncé délibérément vers Saint-Loup ? Il ne le fit pas [2], probablement parce déjà von Bülow et von Hausen préparaient leur retraite; d'ailleurs, la présence du général Foch sur cette partie du champ de bataille valait bien du monde. Dès la veille, à 10 heures du soir (22 heures), après avoir obtenu du général Franchet d'Espérey que le 10e corps remplacerait complètement la 42e division, il avait pris la décision d'appeler à lui, dès le lendemain matin, cette division d'élite et de la lancer, pour produire une décision, sur le flanc droit des troupes de von Hausen. Cette résolution est bien établie et se trouve à l'abri de toute discussion. Ce n'est que dans l'après-midi du 9 qu'il apprit par l'aviation qu'un intervalle s'était produit entre les IIe et IIIe armées.

Revenons au château de Mondement, sans épuiser toutefois la question que nous reprendrons dans la seconde partie de cette étude.

En attendant l'arrivée du renfort annoncé, le général Humbert avait fait bombarder sans discontinuer le château par 9 batteries [3] disposées en demi cercle au nord de Broyes et dont le feu concentrique eut pour directeur le colonel Boichut.

La relève de la 42e division, opération délicate qui exigeait du temps, avait commencé avant l'occupation du château par les Allemands; en somme, malgré toute la diligence apportée, la 42e division, si impatiemment attendue par le général Foch, ne put

[1] Il serait toutefois injuste de passer sous silence les généreux efforts qui furent faits pour arrêter la poursuite.

Les Saxons de von Hausen, partis de Fère-Champenoise, atteignirent Gourgançon vers une heure (13 heures) après l'avoir bombardé. De son côté, la Garde entra à peu près à la même heure dans Connantre, après avoir été retardée, au prix de lourdes pertes, par l'héroïque résistance à la Fe Saint-Georges de la 23e compagnie du 290e, dont son chef, le lieutenant Bugnet, fut tué.

Refoulé d'Œuvy, après une belle résistance, le général Radiguet, commandant la 21e division, recula sous le feu de l'artillerie lourde saxonne. Il occupa au sud-est de Corroy la position indiquée par la cote 129, puis fut contraint de se retirer d'abord sur Fresnay et de là sur Faux.

[2] Il ne dépassa pas la ligne Fe de Hozet (ou Nozay) — Connantre par Sainte-Sophie.

[3] Celles de la division marocaine et temporairement celles de la 42e division.

quitter Broyes qu'entre 2 heures (14 heures) et 3 heures (15 heures).

Quant au 77e régiment, il se trouvait près de Saint-Loup, entre Linthes et Péas, lorsque, vers 8 heures du matin, il reçut l'ordre de revenir à Mondement avec 2 bataillons, le 3e devant se rendre à Allemant auprès du colonel Eon commandant la 36e brigade. On renversa, non sans un certain regret, les marmites [1] et on partit. Les deux groupes, réunis plus tard à Broyes, arrivèrent à destination vers 10 h. 30.

Dès que le général Humbert eut reçu le 77e auquel il adjoignit le 3e zouaves et le 2e tirailleurs, il fit préparer trois colonnes pour attaquer le château par le Sud, l'Ouest et l'Est; elles s'élancèrent à 2 h. 30 du soir (14 h. 30), mais leurs débris durent, après une heure de lutte qui coûta près d'un tiers de l'effectif engagé, se replier, tout en restant à proximité du château.

Une nouvelle attaque, vigoureusement conduite, commença à 5 h. 30 s. (17 h. 30), et à 7 heures s. (19 heures) le colonel Lestoquoi avait réoccupé le village de Mondement et le château qu'une partie de sa garnison avait vraisembablement abandonné entre les deux attaques.

La 42e division se dirigea de Broyes vers Linthelles en marchant parallèlement au chemin qui, par Péas et Saint-Loup, met ces deux points en communication. Couverte contre les vues du Nord par la falaise de Champagne, cette marche eut lieu cependant sous les yeux d'un aviateur allemand qui s'éclipsa lorsque la direction vers le Sud-Est ne fut plus douteuse; nous le retrouverons.

Chemin faisant, le général Grossetti fut rejoint par les estafettes que le général Foch lui envoyait pour l'inviter à précipiter l'allure.

D'après des témoignages dignes de foi sur lesquels nous reviendrons, la division atteignit Linthelles vers 5 heures du soir (17 heures) et y fut arrêtée, puis bivouaquée dans la zone Linthes-Linthelles (quartier général) — Connantre — Ognes — Corroy — Pleurs. D'après les mêmes témoignages, elle y aurait passé la nuit et n'en serait partie que le lendemain, 10 septembre, vers 5 heures du matin.

La discussion que nous entamerons dans la seconde partie de cette étude nous fait un devoir, pour demeurer complètement impartial, de reproduire ici le récit à la fois officiel et officieux des événements qui terminèrent la bataille au centre et à la droite de la 9e armée. On lit dans le « Résumé officiel » publié le 8 juin 1915 dans le *Bulletin des Armées* :

Du 6 au 9 septembre, l'armée Foch subit des assauts répétés, mais le 9 au soir, la gauche de cette armée, se portant d'ouest en est vers la Fère-

[1] Le régiment venait de recevoir une distribution de viande après s'être nourri, pendant trois jours, de betteraves crues.

Champenoise, prend en flanc la garde prussienne et les corps saxons qui attaquaient au sud-est de cette localité. Cette manœuvre audacieuse décida du succès; les Allemands se retirèrent précipitamment, et, le 11 au matin, le général Foch entrait à Châlons-sur-Marne.

D'autre part, M. G. Babin s'exprime ainsi, toutefois avec une netteté moindre que d'habitude puisqu'il n'entre pas dans le détail qui serait cependant nécessaire.

... C'est là qu'à 16 heures vient la trouver [il s'agit de la 42e division] l'ordre de contre-attaquer sur la Fère-Champenoise. Le général Foch entend que cette contre-attaque soit le signal d'une reprise d'offensive acharnée sur le front de son armée.

Aussitôt que cet ordre reçoit son commencement d'exécution, il amène le dégagement de la gauche du 11e corps, à ce moment très fortement pressé par des troupes débouchant de la Fère-Champenoise. Il va décider, en faveur de la 9e armée, de l'issue de la lutte [1].

Aucun historien n'a dit que cette « offensive » se soit étendue jusqu'à Fère-Champenoise; en quoi les uns et les autres ont bien fait, car nous pouvons affirmer, après enquête sur place, que, si l'orgie entamée dès le 8 vers 2 heures du soir (14 heures) cessa brusquement le lendemain vers 5 h. 30 (17 h. 30) et fut suivie du départ silencieux des troupes occupant Fère-Champenoise, la ville fut traversée, pendant la majeure partie de la nuit, par les troupes allemandes (Garde et Saxons) venues des deux vallées de la Vaure (Connantre) et de la Maurienne (Ognes, Corroy et Gourgançon).

Quoiqu'il en soit, au soir de cette émouvante journée, la 9e armée occupait les emplacements suivants : à gauche, le 10e corps de la 5e armée tenait Fromentières, Bannay et Baye; la division marocaine était répartie entre Mondement et le bois d'Allemant; — au centre, le 9e corps, dont la gauche était appuyée à ce bois, s'étendait vers Connantre; — à droite, d'une part, le 11e corps et la 18e division occupaient, à au moins huit (8) kilomètres de Connantre, les bois au sud de Gourgançon, d'autre part, la 60e division de réserve était au sud de Semoine; — quant à la 9e division de cavalerie, elle se trouvait au sud de Mailly, à l'Arbre-de-la-Justice.

Nulle part on ne mentionne la 42e division : si nous avons été bien renseigné, on sait où elle se trouvait, en réserve générale.

*
* *

Rôle joué, jusqu'au 11 septembre, par la 4e armée [2]. — L'ordre du 5 septembre commun aux 4e et 3e armées les avait liées l'une à

[1] *La bataille de la Marne*, p. 59.
[2] Carte n° 2, pp. 1072-1073.

l'autre. Il y était, en effet, expressément prescrit : au général de Langle de Cary, de lier son mouvement, tout en faisant tête à l'ennemi, à celui de la 3e armée, qui, « débouchant au nord de Revigny », avait à se porter offensivement vers l'Ouest ; au général Sarrail, de marcher vers l'Ouest, tout « en liant son action à celle de la 4e armée ».

En somme, les deux armées de droite allaient avoir à exécuter, tout en demeurant unies le plus possible, un changement de front à gauche (vers l'Ouest), la 4e armée formant temporairement le pivot, la 3e l'aile marchante.

Ces deux armées, dont celle de gauche était séparée de la droite de la 9e par un intervalle d'environ 20 kilomètres, livrèrent en réalité, tout en concourant au but commun, une bataille séparée ; réunissons-les donc dans une même narration, comme pour les 5e et 9e armées, comme nous aurions voulu pouvoir le faire, au point de vue utile, pour l'armée britannique et la 6e armée.

Le 5 septembre au soir, le front de la 4e armée était compris, au sud de l'Ornain, entre Sermaize et Sompuis (ou Humbauville) ; les corps les composant s'y succédaient dans l'ordre suivant : à droite, le 2e corps (général Gérard) à Sermaize et à Maurupt ; au centre, le corps colonial (général Lefebvre) et le 12e corps [1] (général Roques), le premier à Blesmes et à Dompremy, le second faisant face à Vitry-le-François, à Vauclerc, Huiron et Courdemange ; à gauche, le 17e corps (général J.-B. Dumas) s'étendant vers Sompuis.

Le quartier général était à Brienne, le poste de commandement à Chavanges, entre Brienne et Vitry.

Adossée à Châlons-sur-Marne, l'armée du duc Albrecht de Wurtemberg, arrêtée dans sa marche de Sedan sur Vitry-le-François, se présentait ainsi de l'Ouest vers l'Est : VIIIe corps actif vers Vitry-le-François ; VIIIe corps de réserve vers Ponthion ; le XVIIIe corps actif très réduit de nombre et, à sa gauche, le XVIIIe corps de réserve, partis de Sainte-Menehould, s'avançaient par Somme-Yèvre et Possesse.

Opposées aux 4e et 3e armées, les armées du duc de Wurtemberg et du Kronprinz étaient destinées à percer notre ligne entre Vitry et Bar-le-Duc. Si elles avaient pu atteindre Saint-Dizier, elles auraient tourné la droite de l'armée française et Verdun se serait trouvé en danger.

Le 6 septembre, le 2e corps est violemment attaqué à Sermaize

[1] Affaibli par de grosses pertes, le 12e corps n'était sérieusement représenté que par six bataillons, mais son chef avait demandé et obtenu une batterie lourde qui fut bien utilisée... même par ses voisins du corps colonial.

mais ne se laisse pas entamer. Il en est de même sur plusieurs autres points du front; c'est ainsi que le corps colonial gagne un peu de terrain et que, à la gauche, le 17e corps repousse le XIXe saxon qui formait la gauche de l'armée (la IIIe) du général von Hausen.

Le 7 septembre, le général de Langle de Cary est en butte à des assauts rudes et répétés.

Attaqué de nouveau, cette fois par des forces supérieures, — les deux XVIIIe corps, — le 2e corps perd Sermaize et est rejeté vers l'Ouest où il doit se défendre à Pargny-sur-Saulx et à la ferme du Sorton.

Au centre, le corps colonial repousse l'attaque des deux VIIIe corps; il gagne même du terrain vers Vaucler et Reims-la-Brûlée.

A la gauche, le 17e corps lutte, après avoir obtenu un succès sur le XIXe corps, contre la XXIIIe division de réserve du XIIe corps saxon.

La lutte avait été assez rude pour que, en prévision du lendemain, le général de Langle de Cary sollicitât du général Sarrail un appui qui lui fut accordé.

Le 8, en effet, lorsque, de grand matin, le 2e corps est mis en mauvaise situation par le XVIIIe corps de réserve, des troupes de la 3e armée le secourent efficacement : pendant qu'une brigade du 15e corps contre-attaque de flanc l'ennemi vers Robert-Espagne, le gros marche sur Contrisson et le 5e corps dépasse Laimont.

A la gauche, un peu après 10 heures, le 17e corps a été attaqué sur ses deux flancs par la XXIIIe division saxonne et par le XIXe corps saxon; la lutte se prolongea jusqu'à 10 h. du soir (22 h.).

A 3 h. du soir (15 h.), le combat était généralisé; on se battait, en effet, avec des fortunes diverses, de Sermaize à Sampuis, à Blesmes, à Frignicourt, à Vaucler, à Favresse, à Pargny-sur-Saulx, même au sud d'Andernay et Mognéville.

En somme, bien que le gain de l'ennemi eût été faible, la 4e armée devait être secourue. Mis au courant de la situation, le général Joffre envoya par voie ferrée le 21e corps : emprunté à l'armée des Vosges, il débarqua le soir même dans la région Vassy-Montiérender, d'où il fut dirigé sur Mont-Marains et sur Dampierre[1].

Le 9 septembre, la situation de la 4e armée se dégage enfin brillamment.

A l'aile gauche, le 17e corps lutte énergiquement sur la ligne Meix-Tiercelin-Courdemange, jusqu'à ce que la division (18e)

[1] La division (43e) qui arriva là venait de parcourir 50 kilomètres.

du 21e corps, venue de Mont-Marains entre en ligne à sa gauche : les Saxons ont été déjà contraints à se retirer plus ou moins en désordre, lorsque la division (43e) de Dampierre arrive à son tour.

Au centre, le corps colonial et le 12e corps ne se sont pas laissé entamer.

A droite, le 2e corps a marché, dès le matin, avec l'appui des troupes de la 3e armée, contre la ligne Vassincourt-Mognéville-Contrisson.

A gauche, on signale la marche d'une colonne ennemie se dirigeant sur Trouan-le-Petit et la présence d'autres troupes dans la région Coole-Maisons-en-Champagne, au nord-ouest de Vitry-le-François à proximité de laquelle se trouve une brigade.

Néanmoins le général de Langle de Cary, après avoir reçu l'ordre d'attaquer par sa gauche, juge possible de l'exécuter. En conséquence, il porte dans la soirée, vers le Nord, à l'ouest de la Marne, le 21e corps, le 17e corps, une division du 2e corps et une du corps colonial.

Au cours de la journée du 10, les troupes de l'armée de von Hausen et du duc de Wurtemberg, qui avaient lutté contre la 4e armée, reculent plus ou moins rapidement devant elle, sauf en face de son centre, qui se trouva arrêté assez longtemps devant des ouvrages fortement armés, construits à Glannes, Frignicourt et Maroles. Hausen ne commença à évacuer Vitry que le 11, à partir de 4 heures du matin.

Conformément à leur sauvage habitude, les Allemands ne manquèrent pas d'incendier les villages et bourgs qu'ils quittèrent ou traversèrent. Ainsi furent réduites en cendres dix-sept localités dont Sermaize, Saint-Lumier, Maurupt, Contrisson et Revigny.

C'est le 12 que Langle de Cary entra dans Vitry-le-François.

*
* *

Rôle joué, du 6 au 11 septembre, par la 3e armée[1]. Le 5 septembre, cette armée, dont le quartier général était à Ligny-en-Barrois, se trouva déployée de Souilly (au sud-ouest de Verdun) à Revigny et dans l'ordre suivant :

A droite, groupe des trois divisions de réserve (général Léon Durand) formé par les 65e, 67e et 75e; au centre, le 6e corps et la brigade de la 54e division dans la région de Beauzée-sur-Aire et la gauche appuyée au canal de la Marne au Rhin; à gauche, le

[1] Nous savons que, diminuée de la 42e division du 6e corps passée à la 9e armée, elle avait reçu une brigade de réserve de la 54e division et que le 4e corps fut envoyé comme renfort, le 8 septembre, à la 6e armée. Voir carte n° 2.

5e corps et la 7e division de cavalerie assurant la liaison avec la 4e armée vers Sermaize.

Nous avons déjà vu que le front général de cette armée qui couvrait Saint-Mihiel et Bar-le-Duc formait, face au Nord-Ouest, un angle obtus avec celui de la 4e armée et que des rapports étaient assurés avec le camp retranché de Verdun [1] et les Hauts de Meuse.

En cas de besoin, ce front oblique serait protégé sur ses derrières, — contre les tentatives de la VIe armée (prince Ruprecht de Bavière) et de la VIIe (général von Heeringen), — par celle du général Castelnau (2e) qui, établie à Pont-à-Mousson, protégeait Nancy et par celle du général Dubail (1re) allant de Lunéville à Saint-Dié et même un peu au delà.

Si les choses ne se passèrent pas du côté de la 3e armée comme l'avait désiré le général Joffre, c'est que le général Sarrail eut à surmonter des difficultés imprévues et très sérieuses, mais l'offensive fut prise et accentuée.

La Ve armée, dont nous avons indiqué la composition et les emplacements à la date du 5, était couverte en avant de son front et du côté de la Meuse par le corps de cavalerie no IV.

Les ordres donnés à la 3e armée pour la journée du 6 furent les suivants : le 6e corps de la droite, en arrière duquel deux des divisions de réserve se tiendront, marchera contre le front Nubécourt-Sommaine; le 5e corps se portera dans la région Laheycourt — Villotte-devant-Louppy; la troisième des divisions de réserve sera placée d'abord à Chaumont-sur-Aire; la 54e division de réserve ira vers Rambercourt-aux-Pots; un appui sera établi vers Souhesmes-la-Grande avec la 72e division de réserve venue de Verdun; quant à la 7e division de cavalerie, elle s'établira entre les 6e et 5e corps, à l'Isle-en-Barrois.

Or, d'après les ordres donnés la veille, à 8 h. du soir (20 h.) par le Kronprinz qui voulait attaquer dans la direction générale de Revigny — Bar-le-Duc, c'est-à-dire entre les 3e et 4e armées, le 5e corps allait avoir à lutter contre le VIe corps actif venant de Charmontois et Triaucourt [2] et la 54e division de réserve à subir le choc du XIIIe corps actif chargé spécialement d'occuper les ponts de Mussey, de Varney et de Fains sur le canal de la Marne au Rhin. Quant au XVIe corps actif, il devait simplement prendre Bar-le-Duc, la « ville de M. Poincaré », disaient aimablement les Allemands. Le VIe corps de réserve était devant Verdun, ainsi que sa division de landwehr.

[1] Le général Coutanceau qui le commandait mit à la disposition du général Sarrail la 72e division de réserve.

[2] Il était, en outre, chargé d'occuper ensuite les ponts de Revigny et de Neuville-sur-Ornain.

Le commandant impérial de la Ve armée, qui croyait n'avoir qu'à poursuivre, avait donné l'ordre au prince de Wurtemberg de le seconder en appelant de Saint-Mard-sur-le-Mont et de Givry-en-Argonne son XVIIIe corps de réserve. Le commandant du corps de cavalerie n° IV se porterait de Saint-Mard-sur-le-Mont vers la ligne Dijon — Besançon — Belfort. Il eût été prudent de l'employer d'abord à déterminer les emplacements de la 3e armée.

Le 6 septembre, la lutte est entamée, à sept heures du matin, vers Triaucourt et Beauzée-sur-l'Aire au Nord et à l'Ouest en avant de Revigny, que le VIe corps finit par occuper : malmené, le 5e corps se maintient avec peine à Villotte-devant-Louppy et, plus au Sud, à Laimont, situé à l'est de Revigny.

Le 6e corps, la 7e division de cavalerie et la 54e division de réserve ont également à maintenir leurs positions.

Lorsque la lutte cesse, à la nuit, le front de la 3e armée est jalonné, de la droite à la gauche, par les points suivants : Villers-s.-Cousances, Osches, Saint-André, Deuxnoux, Sommaine, les Merchines, Villotte, Laimont, Neuville-sur-Ornain et Vassincourt [1].

La journée du 7, marquée sur tout le front par des combats opiniâtres, ne modifia pas sensiblement les situations respectives.

A notre gauche et à notre extrême-gauche, le VIe corps tout entier va agir avec le concours d'une partie du XVIIIe corps de réserve (IVe armée).

En avant de notre droite définitivement formée par la 72e division de réserve, se trouve le VIe corps de réserve spécialement chargé de protéger la ligne de ravitaillement de la Ve armée qui passait par Damvillers, Consenvoye, Montfaucon, Avocourt et Clermont-en-Argonne.

La veille, le général Sarrail avait appris, d'une façon certaine, que le Ve corps allemand, sorti de Metz, était chargé de prendre à revers son armée après avoir forcé le passage de la Meuse. Il parera à cette menace en employant des formations de réserve du 15e corps; il pourra ainsi disposer de toutes ses forces contre la Ve armée qui va entrer tout entière en ligne.

Le 8 septembre, le général Sarrail engage à fond son armée; elle résistera énergiquement.

Les nouvelles reçues des Hauts de-Meuse et de la Woëvre n'étant pas plus rassurantes, il donne l'ordre de ne point hésiter à couper les ponts sur la Meuse, dès que les circonstances l'exigeront.

[1] Le général Sarrail sait qu'il ne tardera pas à être renforcé par le 15e corps pour une division duquel une place est réservée, non loin du cours de l'Ornain, entre Longeville et Ligny-en-Barrois.

Le matin, à la gauche, le 5e corps a progressé en avant de la ligne Laimont — Neuville-sur-Ornain — Vassincourt; au centre, le 6e corps a repoussé une attaque du XIIIe corps parti de Triaucourt; à la droite, les deux divisions de réserve se sont maintenues sur le front Saint-André-Nubécourt contre le XVIe corps actif dont l'artillerie a eu beaucoup à souffrir. Le soir, le 15e corps a rétabli les affaires du 2e de la 4e armée.

En marche sur Saint-Mihiel dont les ponts ont été détruits, l'ennemi a commencé, vers une heure du soir, à bombarder le fort de Troyon.

En somme, la journée a été bonne pour la 3e année.

Très rude, la journée du 9 septembre enregistre plusieurs succès. A gauche, le 15e corps, toujours en collaboration avec la 4e armée, ainsi que le 5e ont repris avec énergie la lutte entamée la veille; on progresse vers Trois-Fontaines.

Au centre, le 6e corps a gardé ses positions. Il en a été de même à la droite pour les deux divisions de réserve du groupe Durand.

L'activité de la 72e division de réserve ne s'est pas démentie, bien que ses attaques incessantes contre la ligne de communication de l'ennemi aient été coûteuses pour elle.

Le fort de Troyon a subi et repoussé trois assauts. Le fort de Génicourt a été bombardé, mais Saint-Mihiel n'a pas été attaqué.

La journée du 10 septembre allait décider le Kronprinz à battre à son tour en retraite sous peine de demeurer seul sur le champ de bataille; elle fut naturellement remplie par des combats acharnés.

Accentuant son succès contre le XVIIIe corps de réserve, le 15e corps prend pied là où fut Sermaize et s'étend vers Revigny qui est réoccupé, après avoir dépassé Vassincourt, Andernay et Trois-Fontaines.

Au centre, le 5e corps tient en respect le VIe corps actif.

A droite, le 6e corps résiste vers Souilly aux attaques répétées du XVIe corps actif; puis, renforcé à temps par deux divisions de réserve, il a réussi à repousser les XIIIe et XVIe corps actifs que n'a pas tardé à appuyer le VIe corps de réserve.

A l'extrême-droite, le Ve corps de réserve, accouru pour prolonger la gauche allemande, n'a pu avoir raison de la 72e division de réserve : celle-ci, postée à Vadelaincourt d'où elle a continué ses attaques contre la ligne des communications ennemies, a été utilement appuyée par des troupes envoyées de Verdun.

Le soir, on apprend que le fort de Troyon a repoussé deux nouvelles attaques, qu'il tient ferme et que l'ennemi est toujours sur la rive droite de la Meuse.

Exécution de la poursuite[1].

Ainsi que nous l'avons donné à penser en retraçant le rôle joué par chaque armée, la poursuite fut exécutée non pas simultanément, ce qui démontre bien le caractère fragmentaire de cette lutte grandiose, mais par échelons d'armée, la lutte demeurant toujours dominée par l'idée commune qui se dégageait des deux ordres initiaux donnés le 4 et le 5 septembre.

Il convient de faire d'abord une remarque s'appliquant à toutes les armées. Si cette poursuite ressembla parfois à une simple conduite, ce ne fut pas la faute des commandants d'armée, tous désireux d'obtenir les plus grands résultats possibles, mais bien des circonstances : notre cavalerie qui était éreintée ne put guère marcher qu'au pas; nous n'avions pas assez d'artillerie lourde pour lutter contre celle de l'ennemi; enfin nos pertes étaient grandes. Sinon, la retraite des Allemands eût été transformée partout, comme cela se produisit sur certains points, en une véritable déroute dont nous citerons deux exemples.

Voyons maintenant comment les cinq armées françaises et l'armée britannique participèrent à la poursuite.

5e *armée*. — Lorsque, le 7 septembre, le général Franchet d'Espérey marcha sur Montmirail, avec le projet bien accusé que sa droite contrariât la retraite de l'ennemi, il accompagna plutôt qu'il ne poursuivit; le lendemain, 8, il en fut autrement. Ce jour-là, en effet, il poursuivit réellement, bien que sa droite demeurât chargée en partie de soutenir la gauche de l'armée du général Foch.

Lorsque le soir, son quartier général fut établi à Villiers-Saint-Georges, la 5e armée occupait, de la droite à la gauche, les points suivants : plateau de Vauchamps (1er corps), Montmirail (3e corps), Marchais-en-Brie (18e corps). Le 10e corps, faisant face à l'Est, était en mesure de continuer son appui à la 42e division (9e armée).

Le 9 septembre, la 5e armée accentue, surtout à gauche, son offensive. Chargé d'un rôle très important, le général Conneau avait reçu l'ordre de franchir la Marne et de manœuvrer contre le flanc de la colonne de gauche de l'ennemi en retraite vers le Nord; son corps de cavalerie était renforcé d'une brigade d'infanterie et d'une nombreuse artillerie : c'était donc une sérieuse colonne mixte.

Le soir, le 18e corps s'est rendu maître de Château-Thierry; appelé de l'arrière, le groupe de réserves s'est avancé par Artonges; parvenu au nord-ouest de Fromentières, le 1er corps a reçu l'ordre, ce que nous avons dit, de soutenir le 10e corps en agissant, sur

[1] Voir les cartes 1 et 2, p. 1067 et 1072-1073.

Baye et Villevenard, contre le flanc droit du Xe corps allemand qui doit abandonner la lutte contre le 10e corps et la 42e division.

Le général Franchet d'Espérey a tellement le sentiment de la victoire finale, — qui ne sera cependant vraiment complète que le 12, mais que lui a obtenue pour son compte, — qu'il adresse à la 5e armée un bel et vibrant ordre du jour que l'on trouvera reproduit dans la seconde partie de cette étude.

Le lendemain, 10 septembre, toute la 5e armée, en avant de laquelle le 18e corps forme échelon à gauche, borde la Marne; le 1er corps l'a ralliée après avoir contribué sérieusement à la retraite de l'aile droite de la IIe armée.

Le corps de cavalerie, auquel l'intervention du 18e corps a facilité le passage de la Marne, s'est élevé vers Oulchy-le-Château et Fère-en-Tardenois.

Le 11 et le 12 septembre, la 5e armée continue sa poursuite vers l'Aisne; le 13, elle le franchit avec le 18e corps, le corps de cavalerie et le groupe de divisions de réserve, mais elle s'y heurta contre une résistance désespérée. Le 18e corps a pris pied à Corbeny-Craonne et jusqu'au chemin des Dames.

Le même jour, le général Franchet d'Espérey a fait une entrée solennelle dans Reims, avec une partie du 1er corps.

Le groupe des divisions de réserve, ayant eu à essuyer une petite fusillade dans la région de Prouvais, ne tarda point à repasser la rivière sous prétexte de s'aligner sur le 3e corps qui occupait les hauteurs à l'ouest de Reims.

Quant au corps de cavalerie, il était réparti, le 13 au soir, par division, à Sissonne, à Marchais et à Notre-Dame de Liesse, lorsque son chef donna un ordre débutant ainsi :

Il n'y plus d'ennemi devant nous.
En conséquence, la 4e division de cavalerie prendra à revers les troupes allemandes qui attaquent le 18e corps sur le plateau de Craonne...

Cependant, lorsque le général Conneau apprit qu'il était découvert sur sa droite et que le tronçon le plus rapproché de lui de l'armée de Bülow, dont le centre avait été percé dans la journée, menaçait de le couper des passages de l'Aisne, il se décida à revenir sur la rive gauche : le mouvement s'exécuta, dans la nuit du 13 au 14, par le pont de Pontavert. Le général von Bülow regroupa alors son armée et, ayant reçu le renfort du IXe corps de réserve (armée de von Kluck) que la reddition de Maubeuge avait rendu disponible, il contraignit le général de Maud'huy (18e corps) à abandonner Craonne, mais non pas à repasser immédiatement l'Aisne. Le 19 septembre, le 18e corps qui avait combattu vigoureusement à la Ville-aux-Bois, à Craonne, à Hurte-

bise, à la Creute et à Pessey, fut cité à l'ordre de l'armée[1].

La 5e armée fut groupée à proximité de Reims.

6e armée. — Le général Maunoury avait fait le nécessaire; le 9 au soir, bien que l'état de lassitude de sa vaillante armée lui inspirât des inquiétudes, pour être à même de reprendre l'offensive par la gauche, le 10 au matin, en exécution de l'ordre du général Joffre. Il dut éprouver un soulagement véritable lorsque, le matin du 10, il eut la certitude que les Allemands s'étaient dérobés pendant la nuit et qu'il n'avait plus devant lui que des arrière-gardes, sauf à Nanteuil-le-Haudouin et à Etavigny, qui furent évacués après une courte lutte. La poursuite commença aussitôt.

Vers midi, la gauche de l'armée atteint Levignen, pendant que la 45e division qui tenait la droite, son flanc extérieur étant protégé par la brigade de cavalerie Gillet, remontait les deux rives de l'Ourcq. On se heurta bientôt contre les arrière-gardes établies, de l'Ouest à l'Est, de Bonneuil-en-Valois à Autheuil-en-Valois, par Vez — Largny et le sud de la forêt de Villers-Cotterets; déjà les gros, dont la droite était renforcée par une force occupant le front Séry — Fresnois-la-Rivière, avaient atteint la région Rétheuil-Mortefontaine-Montgobert.

On lira dans la seconde partie de cette étude l'ordre de remerciements bien mérités que le général Maunoury adressa ce jour-là de Claye à l'armée dont le dévouement avait si pleinement répondu à son énergique direction.

A partir du lendemain, la poursuite continua sans encombre et fut prolongée jusqu'à la ligne Soissons-Ribécourt.

Donnons ici le premier exemple de la physionomie que revêtit la retraite de l'ennemi sur la rive gauche de l'Ourcq. A la Ferté-Milon surtout,

> au dire unanime des habitants, la retraite allemande a revêtu le caractère d'une véritable déroute. Ce fut presque une fuite éperdue. Les vaincus, qui, quelques jours auparavant, lors de leur premier passage, s'informaient avec arrogance de la distance qui les séparait encore de Paris, où bientôt, à leur dire, ils feraient une entrée triomphale, repassaient en troupeau où toutes les unités, toutes les armes étaient confondues... Ils allaient l'arme à volonté, la tête basse, les traits tirés par la fatigue; ils marchaient d'un pas lourd et automatique, avec des membres ankylosés qui disaient leur éreintement[2].

Armée britannique. — Le 9, l'armée britannique franchit la Marne, avec deux de ses corps, vers Luzancy, Saacy, Nanteuil-

[1] Le 25, son chef fut fait commandeur de la Légion d'honneur.

[2] D'Estre (Henry). *D'Oran à Arras. — Feuilles détachées d'un carnet de guerre.*

sur-Marne, Charly et Nogent-l'Artaud, pendant que le troisième était arrêté, entre Château-Thierry et la Ferté-sous-Jouarre, par la rupture des ponts.

Partons donc des emplacements que cette armée occupa dans la soirée, vers 7 heures.

Dans la matinée du 10, le 3e corps anglais débouche en totalité sur la rive droite de la Marne. En possession de tous ses moyens, le maréchal Sir John French, que la 6e armée et la 5e ont tour à tour secouru et que l'une et l'autre encadrent, se porte enfin franchement en avant; il cherche à gagner les derrières de l'ennemi dans la direction de Neuilly-Saint-Front et de la Ferté-Milon. Le soir, sa droite est parvenue à Neuilly-Saint-Front. Son quartier général est à Fère-en-Tardenois.

Le 11, l'armée britannique occupait des positions où elle se maintint jusqu'à ce que l'armée tout entière reçût des emplacements définitifs.

4e armée. — Le 10 septembre, bien inspiré, le général de Langle de Cary avait lancé à son tour, dans l'intervalle qui séparait son armée de celle du général Foch, — la fissure, dit-on aujourd'hui, — une masse formée par le 17e corps, le 21e [1], d'autres forces disponibles, et fait reculer la droite ennemie; le lendemain, il put, après être entré dans Vitry-le-François, entamer la poursuite. Le choc de la veille avait produit un tel effet que, Vitry-le-François évacué, ses troupes ne rencontrèrent pas de résistance sérieuse.

Le 11 au soir, la 4e armée était ainsi déployée de la droite à la gauche : le 2e corps garnissait l'Ornain d'Etrépy à Sermaize où il se reliait avec la 3e armée; le corps colonial avait franchi la Saulx entre Heiltz-l'Evêque et Brusson; le 12e corps, rejoint à Vitry par sa 21e division, occupait Pringy et Couvrot; le 21e se trouvait entre Mairy-sur-Marne et Togny-aux-Bœufs; le 17e, qui formait la gauche de l'armée, s'étendait entre Sogny-aux-Moulins et Châlons-sur-Marne.

Le 12 septembre, trois corps, — les 12e, 21e et 17e, — franchissent la Marne entre Vitry-le-François et Mairy; puis, effectuant un changement de front à droite, se dirigent respectivement sur Somme-Yèvre, Poix et Courtisols. Simultanément, le corps colonial et le 2e corps marchent sur Charmont et Possesse, prolongeant le front de la 4e armée vers la 3e : l'armée du duc de Wurtemberg et les corps de gauche de l'armée de von Hausen sont définitivement refoulés.

Le 13, la poursuite continua sans incidents.

[1] Le général Joffre avait détaché ce corps de l'armée des Vosges (général Dubail).

9e armée. — Le mouvement de repli des corps ennemis opposés à cette armée s'étant accentué le 10, vers midi, son chef put ordonner, de Fère-Champenoise, à 1 heure (13 heures), que du front Sommesous — Morains-le-Petit, elle allât s'établir sur le front Villeneuve — Renneville — Germinon — Vatry, ce qui était effectué le soir. Le 10e corps, qui devait rejoindre le lendemain la 5e armée, avait été dirigé sur la région de Coligny et de Bergères-lès-Vertus. La 9e division marcha vers Châlons-sur-Marne, avec la recommandation de s'efforcer de contrarier la retraite de l'ennemi.

Le 11, la 9e armée n'eut qu'à refouler devant elle quelques arrière-gardes qui cédèrent facilement le terrain. La 42e division (Grossetti), qui avait quitté ses bivouacs vers 5 heures du matin pour se diriger d'abord vers Connantray, avait redressé son axe de marche sur Normée, où elle eut à livrer un combat qui commença à 4 heures du soir (16 heures).

Sur un autre point, le 347e subit un choc autrement sérieux : un de ses bataillons se heurta, en effet, à Ecury-le-Repos, contre une forte arrière-garde saxonne qui lui mit hors de combat 254 hommes dont le chef de bataillon et 3 officiers furent tués.

Le 11 et le lendemain, elle participa au mouvement qui aligna l'armée, le 12, entre Revigny et Compiègne par Somme-Yèvre, Poix, Courtisols, Châlons-sur-Marne (où le général Foch établit son quartier général), Epernay, Bazoches, Fère-en-Tardenois et Villers-Cotterets.

La 9e armée fut à même, dans sa marche en avant, de se rendre compte des énormes sacrifices d'hommes et de matériel que, dans leur retraite, l'armée de von Bülow et l'aile droite saxonne avaient dû accepter; donnons ici le second des exemples annoncés.

Le temps lui manquant pour enlever ses blessés et ses morts de la journée, déjà rangés en longues files le long des routes, l'ennemi les avait tout simplement abandonnés. Sur la route d'Oyes à Villevenard, ils formaient ainsi une longue allée funèbre... Ces morts, ces blessés, des ambulances entières avec leur section sanitaire au complet, comme celle de Lenharrée, (pleine de soldats allemands, fantassins, artilleurs, garde impériale [1]), des batteries culbutées, des caissons démontés, des prolonges d'artillerie engagées dans des culées de pont, des monceaux d'obus qu'on n'avait pas eu le temps d'emporter et un extraordinaire entassement de fusils, de gibernes, de cartouches, de havre-sacs, d'objets de pansement, de paquets de correspondance, de boîtes de conserves, de quartiers de viande avariée, de bouteilles de champagne vides et même de pièces d'appareils cinématographiques, ce fut, avec les inévitables traînards que laisse

---

[1] 450 hommes au total. Quant aux blessés allemands, il y en eut plus de 400 à Congy et plus de 500 à Baye.

derrière elle une armée de retraite, tout le butin de cette première journée. Il devait s'enrichir singulièrement par la suite[1]...

3e armée. — Le 11 au matin, un silence impressionnant régnait devant le front de la 3e armée : le canon allemand ne se faisait plus entendre et nul mouvement de troupes n'était signalé. Renseigné sur la situation des autres armées qui se trouvaient à sa droite, le Kronprinz s'était décidé à battre en retraite au nord de la Marne et de la Saulx. Dès que le général Sarrail en fut certain, il ordonna d'entamer une offensive qui ne devait pas tarder à se transformer en poursuite.

En conséquence, le 5e corps entame le mouvement; bientôt, avec le concours de l'artillerie du 15e corps qui dépasse le canal de la Marne au Rhin, il réoccupe Laimont et Villotte-devant-Louppy.

Vers l'Est, pendant que la 7e division de cavalerie explore du côté de Saint-Mihiel et après que des patrouilles sont rentrées de Souilly, le 6e corps et deux divisions de réserve s'avancent entre Souilly et Neuville-en-Verdunois; devant eux, une colonne ennemie se dirige vers le Nord.

Un peu après 7 heures du soir, le 15e corps qui servait de trait d'union entre les deux armées collatérales, — la 4e et la 3e, — franchit le canal de la Marne au Rhin entre Contrisson et Neuville-sur-Ornain. Deux heures plus tard, après avoir poursuivi le XVIIIe corps de réserve se repliant vers le Nord-Ouest et lui avoir enlevé quatre canons, cinq mitrailleuses et quinze caissons, le 15e corps occupe Revigny, Rancourt et Alliancelles; puis, sans s'attarder, il marche vers Brabant-le-Roi.

Cependant le 6e corps s'était heurté contre le VIe corps de réserve qui, suspendant sa retraite sur Laheycourt, s'était retranché fortement au sud-ouest de Souilly.

Des Hauts-de-Meuse on reçoit, dans la soirée, les nouvelles suivantes : le fort de Liouville n'a pas été attaqué; le fort de Troyon est toujours bombardé, mais il a fait avorter une nouvelle attaque; Bannoncourt est également bombardé.

Partout, d'ailleurs, les Allemands précipitent leur retraite qui, pour certains corps, dégénère en une déroute véritable attestée par de nombreux témoins.

La journée du 12 ne fut marquée par aucun incident sérieux.

Le lendemain, bien que l'ennemi continuât à battre en retraite, devant le front des deux armées de droite, la 3e se heurte contre une ligne fortifiée s'étendant de Rembercourt-aux-Pots à Villers-

[1] Le Goffic (Charles), *op. cit.*, p. 223, et Parmentier (Florian), *Visions de guerre.*

aux-vents par Louppy-le-Château. Elle dut employer les journées des 13 et 14 à la forcer.

La Ve armée continua alors sa retraite sur Vienne-la-Ville, Clermont-en-Argonne; puis, au delà du défilé des Islettes, par lequel passe le chemin de fer de Verdun à Sainte-Menehould, sur Varennes-en-Argonne, Montfaucon d'Argonne et Consenvoye.

Le fort de Troyon se trouva dégagé par le mouvement de retraite du Ve corps qui rentra à Metz.

Le 16 septembre, les Allemands, renonçant par intérêt à la guerre de mouvement si conforme à leurs principes pour adopter la guerre de siège en rase campagne, la guerre souterraine en un mot, s'établissaient et se fortifiaient sur le front étendu que nous ne connaissons que trop : le coup de massue de la Marne ayant ruiné leurs espérances relatives à Paris, ils allaient se tourner du côté de la Russie.

Rôle joué par la 2e et la 1re armée. — Cet exposé de la bataille de la Marne serait incomplet si nous passions sous silence les services rendus à la cause commune par les généraux Castelnau et Dubail opérant en Lorraine et en Alsace où ils luttèrent du 23 août au 12 septembre.

Leur résistance admirable retint loin du théâtre de l'action de la Marne des forces dont l'intervention eût pu rendre sensible notre infériorité numérique.

La lutte fut terrible, on le sait, sur tout le front du Grand-Couronné de Nancy et du Donon à la forêt de Champenoux.

Castelnau et Dubail, dont les deux noms méritent de demeurer associés, bénéficièrent à leur tour de la grande victoire remportée par le général Joffre et ses lieutenants : elle avait détourné d'eux une masse ennemie importante; il leur fut donc moins difficile de reprendre la lisière de Champenoux, Gerbéviller, Lunéville, Saint-Dié, Baccarat et Pont-à-Mousson, c'est-à-dire toute la ligne de la Meurthe.

Général F. CANONGE.

La suite prochainement.

L'ACTION SOCIALE DE LA FEMME
A LA CAMPAGNE EN 1917

Certaines vérités semblent devenues banales à force d'avoir servi. Elles ont éclairé tant d'âmes, agité tant de consciences, provoqué tant d'actions et de réactions successives, elles sont si vieilles, qu'au moment de les examiner de nouveau pour découvrir, s'il est possible, à leur lumière les forces de reconstitution et de renaissance que tout généreux pays porte en soi, quelque doute peut effleurer l'esprit... Gardent-ils leur vertu première, ces principes d'autorité, de responsabilité personnelle, de devoirs découlant d'une charge — principes généralement respectés sinon toujours suivis — en des époques plus stables, et n'allons-nous pas, en les tirant du vague, de l'indéterminé dans lequel ils sommeillent pour tant de consciences, trahir leur indigence et leur vétusté? S'il s'agissait uniquement de l'interprétation de la vérité, l'objection pourrait avoir sa valeur, car tout ce qui est humain est fatalement transitoire. Mais le propre d'une idée juste n'est-il pas de se prêter constamment aux méditations de l'intelligence et de fournir indéfiniment à la volonté des motifs d'action? Depuis deux mille ans, l'humanité vit sur quelques paroles, — divines il est vrai, — dont elle n'épuisera jamais la signification. Chaque siècle a cependant enfermé dans une forme personnelle sa prière et sa philosophie : au trésor commun, il a su emprunter ce qui lui était immédiatement nécessaire. Ainsi se répétant toujours, mais allant toujours au-delà du dernier point conquis, chaque génération a marqué les étapes d'un avenir meilleur guidé par les vérités éternellement jeunes, indéfiniment fécondes, sur lesquelles reposent les fondements du véritable ordre social.

Que ce fait d'expérience serve donc d'excuse à cette nouvelle et modeste étude sur une bien vieille forme de la charité : l'action sociale et économique de la femme à la campagne et les œuvres

qui, aujourd'hui et demain, aideront à l'étendre, à la perfectionner, à l'adapter le plus intelligemment possible aux nécessités patriotiques du moment.

*
* *

Nulle forme de bienfaisance n'a des titres plus anciens et plus vénérables; dans nul domaine le rôle de la femme n'a été plus grand, mieux accepté, moins entravé. Ce rôle est-il toujours parfaitement rempli? Il serait exagéré de le prétendre : sans doute, les défaillances et les incapacités furent nombreuses, mais que cette conception du devoir existât, que ces chrétiennes habitudes fussent en honneur dans la plupart des familles terriennes, il suffit, pour s'en convaincre, d'ouvrir les livres de raison de l'ancienne France, de feuilleter nos vieux testaments, d'observer surtout ces touchants vestiges de liens séculaires qui unissent encore, en certains pays, propriétaires et exploitants du sol.

Hélas! cet ensemble de traditions, d'habitudes, de sympathies réciproques tend à devenir définitivement : le Passé. Divisions politiques, bouleversements sociaux, transformations économiques rapides, tout contribue à modifier la physionomie de la France rurale. Les rapports sont moins faciles entre gens qui se connaissent peu. La bonhomie affectueuse d'une part, le respect un peu familier de l'autre disparaissent lentement. Nos vies dispersées, nos fortunes incertaines, nos foyers perpétuellement instables se prêtent mal à une action sociale de quelque durée. Combien de femmes ardentes et généreuses, dévouées aux œuvres même, ne songent pas, n'ont jamais songé peut-être, qu'elles demeurent, dans l'obscure mémoire des humbles, les continuatrices, les remplaçantes de la dame inconnue dont l'effigie archaïque gît peut être encore dans quelque chapelle du voisinage. Si elles voulaient essayer cependant!... L'homme a-t-il tant changé? N'y a-t-il plus d'ignorants à instruire, de préjugés à dissiper, de services à rendre? A travers chaque siècle, si raffiné ou si matériel que nous le supposions, la misère et la miséricorde ne se tendent-elles pas éternellement les bras! Et combien davantage à une époque de douleur comme la nôtre, lorsque tant de cœurs portent d'inguérissables plaies, lorsque de chaque foyer, pour ainsi dire, s'élève le cri de Rachel pleurant ses fils « parce qu'ils ne sont plus ». Ah! que la divine communion de la souffrance et de la pitié unisse dans un faisceau idéal ce qu'il y a de plus vénérable ici-bas et permette de vivre à celles qui ont tout perdu en perdant leur amour!

D'ailleurs, il faut choisir : le château, la grande maison, la

villa, tout ce qui dépasse le niveau commun, de quelque nom qu'on l'appelle, ne saurait demeurer indifférent au village. On l'aime et on le consulte; on le craint et on le subit. Facteur d'ordre et de paix ou élément de trouble et de démoralisation : tel est le dilemme dont la solution dépend presque toujours de la femme, plus dégagée par nature des suggestions de l'égoïsme et de l'intérêt. C'est à elle qu'il appartient de faire encore de sa maison un refuge non plus contre les barbares — nul château n'est aujourd'hui à l'épreuve des barbares ! — mais contre l'erreur, le mensonge et l'envie, qui courent le monde sans passeports et empoisonnent nos paisibles villages après nos grandes cités.

*
* *

Noble rôle certes, mais non des plus aisés à remplir !... « Dieu a voulu qu'aucun bien ne se fît à l'homme qu'en l'aimant et que l'insensibilité fût à jamais incapable soit de lui donner la lumière, soit de lui inspirer la vertu », a dit Lacordaire. Mais l'amour suppose la connaissance... Avant d'agir, il convient donc d'étudier le milieu sur lequel on veut exercer son influence, de l'étudier sans illusion, sans parti pris, avec ses défauts, ses ressources, ses qualités naturelles. Or ce monde des champs, enveloppé de réserves séculaires, est peut être de tous le plus difficile à pénétrer. Silencieux, concentrés, défiants, le paysan et la paysanne ne se livrent jamais qu'à demi. « Ils ne parlent pas notre langue, ils n'entendent pas nos expressions, ils ne nous comprennent pas toujours parfaitement : que de raisons pour eux de rester sur une certaine défensive ! » A cet embarras de leur part correspond trop souvent de la nôtre une sorte de timidité, de gêne, qui paralyse les meilleures dispositions; ce sentiment est tout à fait inexplicable au paysan qui y voit de la hauteur et s'imagine qu'on le dédaigne ou qu'il ennuie. Heureusement, à la campagne, les existences ne sont pas séparées les unes des autres par des cloisons étanches, on se rencontre, on se salue, on se parle, les occasions de se rapprocher se présentent tous les jours lorsqu'on les cherche sincèrement, et les plus simples sont les meilleures. En promenade par exemple, quoi de plus facile que de s'arrêter un instant pour demander des nouvelles d'un enfant, pour échanger quelques mots avec le laboureur qui rentre son foin, d'entrer dans une chaumière, de s'asseoir un instant près de l'aïeule qui sommeille au coin de l'âtre. Menues attentions que l'on pourrait appeler la politesse de la charité et qui contribuent bien plus qu'une aumône orgueilleuse à renverser les barrières qui nous séparent des humbles !

« Le résultat ne se fait guère attendre pour peu qu'on s'y applique avec persévérance. Accoutumé jadis à recevoir du château des avantages qu'il rendait en déférence, suivant l'heureuse et juste formule de Crétineau-Joly, le paysan reprend bientôt l'habitude de se tourner vers lui dans ses embarras. » Alors et alors seulement, on peut vraiment lui faire quelque bien, soulager son corps, atteindre son âme, l'aider, l'élever de toutes façons.

Soulager, diminuer la souffrance semble à la fois la première vocation, et le don par excellence de la femme. Elle va naturellement vers ceux qui pleurent, qui peinent, qui gémissent. Et devant son intelligente compassion, les âmes se font moins fermées, moins défiantes. L'homme le plus fier accentue sa dépendance momentanée et retrouve pour celle qui le soigne avec amour un peu de la candeur obéissante de l'enfant. Aussi la visite et le soin des malades sont-ils parmi les premières œuvres à conseiller pour gagner le cœur d'une population. Les pauvres gens de la campagne, privilégiés à bien des égards, sont réellements à plaindre lorsqu'ils souffrent. Peu de médecins : ils sont loin et la visite coûte cher! Pas d'hôpitaux, presque pas de garde-malades et dans les familles une ignorance, une incapacité navrantes!... Les soins les plus élémentaires et surtout ce que l'on pourrait appeler « le confort de la maladie » font partout défaut. Un bon lit, un bon fauteuil, des coussins pour reposer un membre fatigué, une boisson rafraîchissante, ce sont des détails superflus pour l'être vigoureux auquel le travail sert d'apéritif et de somnifère, mais le pauvre malade grelottant sur un banc de bois, le vieux tordu par les rhumatismes, la femme qui relève de couches ont grand besoin de ces petites douceurs. Au fond, ce n'est pas le médecin qui manque, la plupart des chefs-lieux de cantons en avaient avant la guerre et le paysan ne s'en servira jamais que dans les cas graves; c'est la garde-malade, c'est l'infirmière à domicile, c'est la femme de cœur et d'expérience qui apprendrait à la mère d'abord « à ne pas nuire » et ensuite à placer le pauvre patient dans les meilleures conditions de guérison possible.

Voilà un champ d'action tout naturel pour les jeunes filles qui, après s'être dévouées trois ans et plus dans les hôpitaux, chercheraient autour d'elles quelque infortune à soulager. Leur tâche prudemment surveillée et contrôlée au besoin par un médecin sera d'autant plus aisée qu'en général les accidents de la vie rurale se réduisent à peu de chose, c'est le manque de soin, de propreté surtout qui les aggrave. « En soignant un panaris, une brûlure, un abcès, une femme intelligente a mille occasions de glisser un conseil d'hygiène, de tempérance, de panser la plaie morale, après

avoir apaisé la souffrance physique. Le mal est-il sans remède, elle peut du moins pleurer avec ceux qui pleurent, les consoler, les plaindre. Ainsi d'émotions partagées, de joies et de larmes mises en commun se tissent entre les âmes ces liens vivants qui ne se rompent jamais[1] ».

L'entr'aide économique n'est pas une forme moins efficace de l'action sociale. A première vue, elle paraît plutôt réservée à l'homme et sans doute c'est au propriétaire, au grand agriculteur qu'appartiennent, en général, les initiatives importantes et coûteuses. « Les grands propriétaires sont nécessaires dans une société, observait Bonald il y a plus d'un siècle, car eux seuls peuvent cultiver en grand, cultiver avec intelligence et se livrer à des essais qui donnent à vivre aux pauvres et tournent toujours au perfectionnement de l'agriculture. » Dans le même esprit, M. Bonjean conseillait de placer les enfants abandonnés de préférence chez le grand agriculteur « parce que, disait-il, *seul* il peut en faire de bons ouvriers, de bons conducteurs de machines en mettant entre leurs mains les outils nécessaires et en nombre suffisant[2] ».

Mais si à première vue l'action de la femme dans ce domaine paraît plus discrète, plus effacée, elle n'en existe pas moins. A la basse-cour, au jardin, à l'étable, dans toutes les dépendances de la ferme, la paysanne est l'indispensable auxiliaire du cultivateur. Elle a généralement de son métier une expérience quelque peu routinière et une pratique quotidienne qui lui font éviter de trop grosses fautes et que nous nous garderons bien de mésestimer, mais l'idée du mieux, le stimulant du progrès, la science théorique du ménage lui font presque totalement défaut. Là encore quelques notions précises, vivifiées par l'observation et l'étude, permettraient à la femme du monde de donner des conseils utiles sans paraître les imposer. Elle peut encore faire davantage si ses goûts la portent vers l'agriculture. Pourquoi n'entreprendrait-elle pas dans son propre jardin quelques-unes de ces expériences qui exigent du temps, de la méthode, parfois des années d'observations minutieuses : cultures perfectionnées de différentes espèces de blés, de variétés de pommes de terre, de haricots, expériences que le grand agriculteur, surchargé de besogne, a rarement le temps de mener à bien, mais dont il lui est facile d'utiliser les résultats, une fois acquis, sur une vaste échelle, leur donnant ainsi une consécration définitive. N'oublions pas que la science agricole se compose d'une multitude de petites observations

[1] Conférence faite à l'Action sociale de la Femme par la comtesse de Kéranflech-Kernezne.

[2] Rapport présenté à la Section d'enseignement.

patiemment contrôlées. L'expérience ne réussît-elle qu'à demi, elle n'en aurait pas moins la valeur d'un exemple. Or c'est surtout par la vertu de celui-ci, par le conseil donné avec tact et à propos, qu'une femme intelligente et dévouée arrive à former à tout ce qui l'entoure une impulsion salutaire.

A côté de cette forme indirecte et en quelque sorte professionnelle de l'entr'aide, il en est une autre d'un intérêt trop actuel, hélas! C'est le concours qui peut être donné au cultivateur dans l'éducation de ses enfants. Que de réflexions ce sujet appelle, que de *mea culpa* il provoque! Ne parlons pas de l'école, oublions pour un instant les luttes qui la paralysent, ignorons les reproches faits à des programmes uniformes aussi mal adaptés que possible aux besoins de futurs agriculteurs. L'instruction a fait néanmoins quelques progrès, mais l'éducation! Ici tout est à apprendre ou plutôt à *rapprendre*, car les enquêtes faites par le Play démontrent qu'il y avait jadis une éducation dans ces robustes familles souches, orgueil et richesse de nos villages. Aujourd'hui la plupart des parents n'ont aucune idée des conditions nécessaires au développement physique et moral de l'enfant. Ils oscillent d'une faiblesse excessive à une sévérité capricieuse. Ils ne sont plus obéis parce qu'ils ne savent pas commander. Quels services une mère de famille, instruite par sa propre expérience, par les difficultés auxquelles elle-même se heurte chaque jour, ne pourait-elle pas leur rendre? Nos paysannes aiment leurs enfants, maladroitement peut-être, mais avec une réelle tendresse; elles aspirent inconsciemment à leur préparer un avenir meilleur. En se servant de ce désir, qui pour s'exprimer parfois d'une façon vaniteuse et un peu ridicule n'en est pas moins légitime, on obtiendrait beaucoup d'elles. Mais, dira-t-on : « Il est peut être imprudent d'exalter leurs ambitions maternelles? » C'est une question de mesure... Que l'on veuille bien y réfléchir; il faut un grain d'ambition dans la vie la plus humble : en style populaire cela s'appelle « se tirer d'affaire », « pourvoir ses enfants d'un bon métier ». Chaque famille a ainsi son idéal latent qu'elle s'efforce de réaliser dans ses fils et lorsque cet idéal est honnête, lorsque les moyens qui servent à l'atteindre sont le travail, l'épargne et l'effort, l'ascension profite à la société autant qu'à l'individu. Elever, d'ailleurs, n'est-ce pas tendre plus haut : plus haut que la nécessité immédiate, plus haut que le gain de l'année, plus haut que l'effort quotidien. N'ayons donc pas peur de l'instruction, mais attachons-nous surtout à l'éducation sans laquelle celle-ci n'est que danger, source de déceptions et de misères : et pour procurer à l'enfant du cultivateur cette éducation précieuse, sachons uti-

liser les ressources de sa profession qui se prête admirablement au développement de l'esprit, puisqu'elle exige de l'observation et de la prévoyance. C'est ainsi que nous arriverons à le rendre plus savant et plus habile sans le déclasser ni le dépayser.

*
* *

Soulager, élever, aider, ces mots n'épuisent pas toutes les formes que sait prendre le dévouement à la campagne. Mais si le contact discret, indulgent, perspicace, demeure la première condition du succès et la véritable clef des cœurs, l'action la plus généreuse risquerait d'être insuffisante, ou du moins de n'atteindre qu'un tout petit nombre de privilégiés, sans le secours des œuvres, c'est-à-dire d'organisations éprouvées qui étayent et soutiennent une volonté de bienfaisance, parfois aussi ardente que novice, et lui permettent de secourir, avec un minimum d'efforts judicieusement distribués, de très nombreuses misères. Les œuvres ont encore l'avantage d'enlever aux bienfaits leur caractère étroitement personnel et de les rendre ainsi plus acceptables à certaines natures indépendantes, trop fières pour se plier à un joug, fût-il tendre et dévoué. Bien loin de s'exclure, l'action individuelle et l'action par les œuvres se complètent donc l'une l'autre, chacune apportant à la tâche sociale ses qualités propres et ses lumières spéciales. Pas plus que les autres pratiques de la charité chrétienne, notre temps n'a inventé les œuvres rurales. Chaque siècle a eu les siennes : pittoresques et inattendues quelquefois, tels ces ponts que de hardis religieux jetaient sur le Rhône « en grande pitié des povres pèlerins », ces maisons-Dieu qui servaient de refuge et d'hostellerie aux voyageurs indigents. Plus tard c'est vers l'instruction des petits villageois que s'est porté le zèle des âmes charitables. Le dix-septième siècle finissant avait semé nos campagnes d'une multitude de petites écoles, dont quelques-unes donnaient déjà une sorte d'enseignement professionnel. Mais s'il serait injuste de représenter la France rurale d'autrefois comme entièrement désheritée, on doit reconnaître que les ruines s'y relevèrent plus lentement qu'ailleurs. Le dix-neuvième siècle, qui a eu dans le domaine social de si magnifiques initiatives, a longtemps négligé la campagne. A part quelques louables exceptions, ce n'est guère que depuis une vingtaine d'années que la charité française dans son ensemble s'est portée vers elle avec un nouvel élan comme si elle pressentait hélas ! les terribles sacrifices que la Patrie allait bientôt demander à cette vaillante classe paysanne, inépuisable réservoir de nos énergies nationales.

A cette abstention il y a plusieurs excuses : les œuvres

sont difficiles à établir, à faire vivre, à diriger. Conçues trop souvent pour les villes, elles présentent quelquefois des complications, des apparences de luxe qui mettent en défiance le cultivateur déjà mal disposé contre tout ce qui est nouveau. Sans doute une femme de bonne volonté, ayant de l'expérience, arrive vite à trouver les modifications légères qui donnent à sa création un caractère de terroir et la font accepter de tous, mais enfin il y a une adaptation à faire et tout le monde n'en est pas capable.

Autre difficulté : ces œuvres sont chères parce qu'elles sont presque toujours gratuites et que l'on est rarement plusieurs à en supporter les frais. On dira bien : « Cela ne doit pas être, la gratuité est un principe détestable. » D'accord, mais le moyen de l'éviter?... N'oublions pas que l'œuvre la plus utile, celle qui semble répondre le mieux possible aux besoins de la population, une école ménagère par exemple, n'est tout d'abord que *supportée*... Il faut qu'elle puisse vivre jusqu'à ce que ses preuves soient faites. Les œuvres rurales souffrent encore de l'isolement de celle qui les dirige : « Il faut agir et lutter seulement sans pouvoir réchauffer son enthousiasme défaillant à celui d'une compagne plus expérimentée ou plus ardente; il faut répéter bien des fois la même chose avant d'être compris, cacher ses impatiences, ses déceptions, prendre sans conseil des décisions délicates. Tout cela n'a rien de bien tentant[1]. » Enfin, lorsque courageusement on a pris son parti de ces multiples obstacles : il reste encore... l'embarras du choix. Que faire pour tomber juste, pour atteindre du premier coup le cœur de la place? En ville, quelques tâtonnements ne tirent pas à conséquence, le public se renouvelle et l'oubli vient vite; mais à la campagne, les impressions sont tenaces. L'idée la plus féconde peut être ruinée dans les esprits pour bien longtemps par une fausse manœuvre.

Pour aider les bonnes volontés dans cette recherche angoissante, rappelons en quelques mots les principales œuvres rurales. Selon le but qu'elles poursuivent, on peut les ranger en quatre catégories : Œuvres religieuses; — Œuvres d'éducation; — Œuvres professionnelles; — Œuvres d'assistance et de prévoyance sociales.

1° *Œuvres spécialement religieuses ou du moins ayant l'apostolat pour objet.* — Dans ce groupe se placent les Associations d'Enfants de Marie, de Mères chrétiennes, les Ligues pieuses, les réunions du catéchisme, de chants religieux, de patronages, etc... Leur direction appartenant de droit au clergé de la paroisse et

[1] Conférence déjà citée.

leur établissement dans telle ou telle région étant une question d'opportunité à examiner avec lui, il n'y a pas lieu de s'y arrêter longuement, si ce n'est pour rendre hommage au bien fait dans un grand nombre de villages par ces œuvres qui sont quelquefois les doyennes et la pépinière de toutes les autres.

2° *Œuvres d'éducation.* — Les écoles libres ou publiques devraient tenir ici le premier rang, mais dans l'état où elles se présentent communément on ne peut guère les considérer comme « œuvres spécialement rurales », car les exigences des programmes, des examens, la nécessité de donner à l'enfant en très peu d'années une teinture générale des choses qu'il doit savoir ne leur permettent guère de faire prendre à leur enseignement un caractère spécial. Certains instituteurs s'y sont appliqués cependant, c'est une initiative que l'on ne saurait trop encourager.

L'*Ecole ménagère* jouit, à cet égard, d'une plus grande liberté. Sans doute, le repassage, la cuisine, le raccommodage et la coupe, les soins à donner aux malades se ressemblent en tous pays, mais il est facile de conserver aux cours une forme, une empreinte locales qui contribuent à leur popularité. Autant que possible, on complétera les leçons d'économie domestique par un enseignement professionnel comprenant la laiterie, les soins de la basse-cour, du jardin, de l'étable, la fabrication du beurre et du fromage, etc... Ainsi, bien adaptée au milieu, écartant soigneusement de son programme tout ce qui pourrait effrayer les familles raisonnables et donner à la jeune paysanne des goûts de dépense, l'école ménagère rendra les plus grands services. Chaque village devrait avoir la sienne, tantôt simple classe comprenant deux heures de théorie par semaine et un cours pratique le jeudi matin, tantôt greffée sur un ouvroir ou un patronage, tantôt enfin prenant le caractère d'une école ambulante, s'adressant de préférence aux jeunes filles plus âgées et déjà aux prises avec les difficultés de l'existence.

Cette école serait heureusement complétée par l'*Œuvre du trousseau* et la *Caisse dotale* qui, sous une forme aimable, enseignent à la jeune fille l'ordre, la prévoyance et l'économie. On sait que le but de l'Œuvre du trousseau est de faire confectionner à l'enfant son trousseau, année par année, moyennant une légère cotisation destinée à l'achat des matières premières. La joie de posséder ce linge de bonne qualité, soigneusement cousu, orgueil de la famille pauvre, n'est que la moindre partie du bénéfice qui se trouve dans l'habitude de l'épargne, du travail persévérant, méthodique, le goût de l'ouvrage bien fait, de la

netteté sur soi et autour de soi. La Caisse dotale, constituée grâce aux économies personnelles des adhérentes, privations d'une petite jouissance, d'un plaisir, d'une fleur ou d'un ruban, en vue de la famille future, entraîne l'enfant à faire de celle-ci le centre de ses pensées, de ses affections et de ses espoirs, au lieu de les concentrer égoïstement sur soi-même, travers qui se rencontre dans tous les milieux.

3° *Œuvres professionnelles.* — Avec ces trois œuvres, vivifiées par un esprit chrétien de sacrifice et de dévouement, on peut dire que la formation de la jeune fille en vue de la famille est assurée. Il reste à lui donner cette éducation particulière qui en fera, dans le cadre de sa modeste destinée, une « valeur sociale » et transformera, si les circonstances l'exigent, l'active et prévoyante ménagère, la femme d'intérieur, en chef d'exploitation. C'est le but que se proposent les œuvres professionnelles, parmi lesquelles nous rangerons les cercles de fermières, complétés au besoin par les Coopératives et la Mutualité.

« Le *Cercle de fermières* est une association professionnelle qui a pour but de propager les notions d'hygiène, d'économie domestique, d'enseignement ménager, d'enrayer l'exode rural en augmentant sur place les ressources des campagnes, de répandre des idées plus pratiques sur l'éducation rationnelle des enfants, enfin de chercher de toute manière à améliorer la situation matérielle et morale de la population[1]. » Il embrasse, on le voit, tous les sujets susceptibles d'intéresser la mère de famille. En outre, association professionnelle au même titre que le syndicat, il en a tous les avantages et peut rendre à ses membres les mêmes services. L'institution a pris naissance au Canada, dans les premières années du vingtième siècle, et s'est rapidement répandue aux Etats-Unis, en Belgique et en Pologne. Introduite en France à l'état d'exemples isolés à partir de 1905[2], elle s'est rapidement développée, surtout depuis 1910, sous l'énergique impulsion de Mgr Gibier, évêque de Versailles, du Syndicat de Champagne et de quelques autres initiateurs. Les cercles de fermières français commençaient à gagner la faveur du public et tout faisait espérer que, stimulés par le voisinage de la Belgique, ils donneraient bientôt de brillants résultats. La guerre est venue entraver leur essor, en rendant à peu près impossibles les réu-

[1] Rapport présenté à l'assemblée générale de la Société des Agriculteurs de France en 1914, par la comtesse de Keranflech-Kernezne.

[2] Cercle d'Avaux-le-Château, novembre 1905; — Saint-Gilles Vieux-Marché (Côtes-du-Nord), novembre 1909.

nions statutaires[1]. Or le grand moyen d'action du cercle est la conférence suivie de discussion et surtout le contact fréquent entre les adhérentes, qui apprennent ainsi à profiter de l'expérience les unes des autres, à se découvrir des intérêts communs, à s'élever au-dessus des préoccupations quotidiennes.

Beaucoup d'idées neuves, ingénieuses, fécondes se répandaient ainsi dans nos campagnes, éclairant les intelligences, apportant un utile complément d'instruction pratique aux femmes trop âgées pour s'asseoir sur les bancs de l'école ménagère. Quelques cercles organisaient une *coopérative*, d'autres une *mutualité*, presque tous une *bibliothèque*. Moyennant certaines formalités, rien n'était plus simple que de leur adjoindre une *Caisse de retraites*, une *Société de secours mutuels*. En un mot, le cercle jouit en tant qu'association professionnelle de tous les privilèges du syndicat agricole, il est comme celui-ci un organisme vivant, susceptible de rendre aux familles rurales tous les services qui dépendent d'une action commune. C'est dire combien, après la cessation des hostilités, le cercle de Fermières pourrait aider à la restauration et au prompt relèvement des villages envahis, auxquels un malheur commun aura montré sans doute la nécessité de l'union!

4° *Œuvres d'assistance et de prévoyance sociales.* — Les œuvres de ce genre, si nombreuses et si variées dans nos grandes villes sont peu développées à la campagne, peut-être parce que la charité individuelle pourvoit largement au soulagement de la misère, misère moins sombre, moins absolue, moins dénuée d'ailleurs que celle des taudis parisiens. Il y aurait cependant quelque chose à chercher pour résoudre le problème de la maladie, soit en multipliant le nombre des petits hôpitaux, dispensaires et sanatoriums qui permettraient aux patients d'être soignés dans de bonnes conditions à peu de distance de chez eux; soit, plus économiquement, en remplaçant tant bien que mal cette « sœur des malades » si populaire jadis dans nos villages et qui a disparu, hélas! avec les derniers vestiges des écoles congréganistes.

D'autres œuvres, — très nombreuses déjà, — peuvent encore se ranger dans cette catégorie : ce sont celles qui ont pour objet de prévenir ou d'enrayer l'émigration de la jeunesse. N'est-ce pas là de la haute prévoyance sociale? Tantôt ces organisations don-

[1] Exception doit être faite pour quelques-uns : le Cercle de Châteaudun notamment n'a cessé de fonctionner régulièrement et affirmait hier encore son esprit de solidarité par une vigoureuse protestation commune contre certains abus de l'Intendance commis au préjudice de quelques-uns de ses membres.

nent sur place un travail rémunérateur à la femme et à la jeune fille pour l'empêcher de quitter le foyer. L'*Aiguille au foyer* de M[lle] de Marmier, l'*Association des dentellières lozériennes* de la comtesse de Las-Cazes sont à ce point de vue des modèles; tantôt elles s'efforcent de développer une industrie, un métier déjà connus dans la région, qui occupera des mois d'hiver sans faire une concurrence désastreuse à l'agriculture; telles sont par exemple les industries de broderie et d'horlogerie dans le Jura, de jouets d'enfants dans la Lozère, de bonneterie dans le Centre, etc... Ces œuvres demandent à être dirigées avec beaucoup de prudence, afin de ne pas nuire aux intérêts de l'agriculture qui se confondent en général avec ceux de la famille.

Voici enfin une idée neuve. *La Maison et le travail aux champs* s'efforce de combattre la dépopulation des campagnes en recherchant dans les grandes villes les familles d'agriculteurs, non encore entièrement déracinés, pour les renvoyer aux champs dans de bonnes conditions, pourvus d'une maison, d'un jardin, et les réacclimater avant que l'alcoolisme et la tuberculose n'aient eu le temps d'en faire des épaves [1]. Œuvre ingrate, difficile, mais singulièrement féconde, à laquelle il faut souhaiter le plus brillant avenir.

Cette énumération, forcément incomplète et restreinte, ne peut guère qu'indiquer les divers courants de la bienfaisance et les formes qu'elle a prises le plus volontiers à la campagne depuis quelques années. En fait la liste des œuvres ne sera jamais close. A de nouveaux besoins, à de nouvelles souffrances, la charité prévoyante invente sans cesse de nouveaux remèdes. Puisse-t-elle, sans se lasser, continuer à répandre dans nos campagnes ces précieuses semences de joie, d'ordre et de paix qui font les foyers heureux et les peuples prospères !

* * *

A la réflexion et après avoir rendu un juste hommage au mérite de chacune de ces œuvres prise en particulier, on constate dans leur fonctionnement au village une infériorité. Nous avons parlé de leur isolement... Presque toutes parent à ce danger en se groupant en unions, soit régionales, soit nationales, ce qui permet à la plus jeune, à la plus petite d'entre elles de s'appuyer dès le début sur les forces d'une puissante association. Cela est fort bien vu, mais ces Unions elles-mêmes, fondées pour un but spécial,

[1] *La Maison et le travail aux champs*, 5, rue Edouard VII, à Paris, rapatrie à la campagne les familles et les ouvriers agricoles. Elle leur procure du travail, un mobilier modeste, une maison et un jardin. Cette œuvre a déjà placé plus de 90 familles.

n'envisagent guère que ce but : c'est à la fois leur force et leur faiblesse! Eloignées des difficultés locales, elles risquent fréquemment de ne pas les comprendre et de chercher avant tout leur propre développement et leur prospérité personnelle. Il faudrait, pour que leur action fût entièrement bienfaisante, que les intérêts supérieurs de la profession, qui pratiquement se confondent avec ceux de la famille rurale, fussent représentés auprès de ces œuvres par un organe modérateur qui maintiendrait entre elles un harmonieux équilibre. Ainsi groupées en faisceau et cependant libres, indépendantes mais non abandonnées, elles acquerraient plus de force et un large courant de vie circulerait incessamment de l'une à l'autre, profitant à toutes. En fait cet organisme existe et remplit depuis longtemps cette fonction à l'égard d'un grand nombre d'entre elles, par l'intermédiaire de son *Union centrale des syndicats* : c'est la *Société des agriculteurs de France*, institution presque unique qui, sans appui, sans soutien, sans subventions officielles, par le seul exercice de son activité et de son libre dévouement, étend depuis bientôt trois quarts de siècle sa tutélaire influence des hautes sphères agricoles jusqu'au plus humble syndicat perdu dans quelque bourgade de Provence ou de Cornouailles. L'histoire des services rendus par la *Société des agriculteurs de France* à la cause agricole déborderait de toutes parts la cadre de cette modeste étude : elle est d'ailleurs assez connue pour qu'il soit inutile d'insister. Mais il est un côté de son action moins remarqué peut-être, tout au moins du public féminin, ce sont les efforts qu'elle a faits depuis la guerre de 1870 pour intéresser les femmes aux travaux et aux besoins de la campagne.

Rien n'est ingrat comme le rôle de précurseur... On parle longtemps dans le désert, et lorsqu'après des années de patients efforts la semence germe enfin, lorsque l'idée, fraîche et vivante, jaillit à la fois d'une multitude de consciences, elle échappe à son premier auteur et devient le bien de la collectivité tout entière. Il se passe, en ce moment, quelque chose de semblable pour la Société des Agriculteurs de France. Sous l'impression des nécessités actuelles, chacun s'efforce de trouver un nouveau remède à la désertion des campagnes : elle n'a pas à le chercher, car *toute son œuvre* a précisément pour but de combattre cette désertion. On parle de retour à la terre, d'œuvres rurales féminines, on en invente tous les jours de nouvelles... mais pour rendre possibles ces œuvres, il fallait d'abord qu'une mentalité se créât. Cette mentalité, qui l'a faite? Cette évolution bienfaisante, qui l'a préparée?...
Certes de nombreuses personnalités y travaillent chaque jour; mais, au premier rang, notre juste reconnaissance doit placer la Société

des Agriculteurs de France. A peu près toutes les idées présentées aujourd'hui comme neuves, toutes les panacées réputées infaillibles ont été de longue date discutées dans ses commissions : orphelinats agricoles, fermes-écoles, petites familles, enseignement agricole supérieur des femmes, enseignement de l'horticulture dans les écoles de filles, soins ménagers, écoles de laiterie, — chacune de ces questions a fait l'objet de rapports détaillés, circonstanciés, portant l'indéniable empreinte des choses vues. Depuis des années, le marquis de Gouvello, MM. de la Loyère, Bonjean, Boitelle, etc.. plaident la cause de l'orphelinat agricole; MM. Cestac, Bézouotte, Haroué, Smermesnil appliquent leurs idées, sollicitent leur patronage et leur direction. Depuis des années, l'infatigable Mme de Pages réclame l'école supérieure d'agriculture féminine que nous attendons encore aujourd'hui, et multiplie les appels au gouvernement en faveur de l'introduction de l'enseignement ménager agricole dans les pénitenciers, les ouvroirs, les hospices et même les maisons de convalescence. Depuis des années le F. Abel, les Frères de Ploërmel propagent sans se lasser l'enseignement agricole dans les écoles primaires. Depuis des années la Société institue des prix pour les instituteurs, pour les chefs de famille, pour les exploitations bien tenues, distribue des médailles, des subventions, des diplômes, si bien que l'on peut dire sans exagération que la magnifique éclosion d'œuvres rurales à laquelle nous assistons aujourd'hui a été préparée par les soins désintéressés de toute une génération d'agriculteurs. Ainsi d'innombrables gouttes d'eau patiemment amassées par le glacier se forme avec lenteur le fleuve majestueux auquel tout un pays devra la fécondité et la vie.

Telle est l'histoire du passé : aujourd'hui la Société des Agriculteurs de France n'a pas interrompu sa tâche bienfaisante. Sans doute, elle s'adresse tout d'abord et de préférence aux hommes, propriétaires et chefs d'exploitation en contact immédiat et obligatoire avec les travailleurs, mais elle est trop avertie de l'importance du rôle de la ménagère à la ferme, trop réaliste au meilleur sens du mot, pour refuser l'entrée de ses réunions aux femmes désireuses de s'instruire. Les 14 sections de la Société qui embrassent toutes les questions intéressant l'agriculture, depuis l'élevage jusqu'à la législation rurale, leur furent ouvertes dès l'origine. Elles pouvaient, elles peuvent toujours y trouver un enseignement supérieur donné par des spécialistes et que continue pour celles qui sont éloignées un bulletin mensuel. Les sessions annuelles résument les travaux de chaque commission, et tiennent pendant une huitaine de jours une sorte de congrès. Ces

réunions suffisent à informer des praticiens qui d'ordinaire ne se déplacent qu'à de rares intervalles et ne peuvent consacrer à la théorie des œuvres qu'un temps limité.

Parmi les différentes sections, celle de l'enseignement a toujours fait appel au concours de la femme, mais depuis 1912, d'accord avec l'Union centrale des syndicats qui l'avait précédée de quelques années dans cette voie, elle a créé dans son sein une section spéciale de dames [1] dans le double dessin : « 1° d'intéresser les femmes, qui par leur situation, leurs aptitudes ou leurs goûts sont appelées à exercer une influence bienfaisante, aux œuvres agricoles féminines, et de leur fournir des renseignements précis et pratiques sur toutes les questions professionnelles concernant la femme rurale, afin de les mettre à même de travailler ensuite plus efficacement et avec une autorité plus grande à son éducation ménagère, morale et sociale; 2° de faire connaître et multiplier les généreux efforts déjà tentés dans un grand nombre de villages en faveur des paysannes. En un mot cette section est destinée à être à la fois une œuvre d'idées et une œuvre d'action : œuvre d'idées en s'efforçant d'éclairer les intelligences et de provoquer les initiatives; œuvre d'action afin de rendre celles-ci possibles, durables, prospères. »

Enfin, depuis la guerre, tout en continuant de rendre les multiples services qui lui ont acquis une si grande autorité parmi nos populations rurales, la Société des Agriculteurs de France s'est penchée vers les infortunes nées de ce terrible fléau. Non contente d'organiser en faveur des régions envahies des subventions, des distributions de semences, de machines et d'outils destinées à faciliter leur prompt relèvement, elle a créé une commission spéciale dite « des œuvres de guerre » qui s'occupe particulièrement des mutilés et des orphelins. Après une entente avec les principaux établissements d'enseignement agricole et horticole avec lesquels elle est en relation, elle vient encore tout dernièrement de fonder en faveur des fils et des filles d'agriculteurs tués à l'ennemi des bourses qui leur permettront de recevoir une formation professionnelle complète et de devenir dans leur classe des membres de l'élite.

Ainsi par la nature de ses études, orientées tout entières vers le bien de l'agriculture, par les multiples services que ces bureaux rendent aux cultivateurs, par les innombrables syndicats affiliés à son Union Centrale, la Société des Agriculteurs de France repré-

[1] On trouvera de nombreux détails sur l'œuvre de la Section des Dames dans le rapport présenté par la comtesse de Kéranflech à l'Assemblée générale de la Société des Agriculteurs de France le 20 février 1914 et dans les autres brochures publiées par la Section.

sente en quelque sorte « la profession organisée ». A ce titre elle est souvent consultée par les pouvoirs publics, et ses observations marquées au coin de la sagesse et du bon sens ont plus d'une fois influencé nos législateurs. Elle est donc tout indiquée pour servir de guide, de conseil et de modèle à celles qui ont la noble ambition de se dévouer aux œuvres rurales.

*
* *

En terminant cet exposé quelque peu aride, — et je m'en excuse, — après avoir évoqué une dernière fois dans un regard d'ensemble les multiples besoins de nos campagnes et les efforts laborieux qui ont été faits pour les diminuer, comment se défendre de rapprocher dans un sentiment de sympathie émue notre sol déchiré par tant de convulsions et les épaves douloureuses de cette guerre, les femmes qui n'ont plus de foyer, les jeunes filles qui ont vu tant souffrir! Il semble que ces deux détresses s'attirent et s'associent naturellement. Combien parmi ces victimes ont désormais horreur du contact des légers, des satisfaits, des heureux, combien soupirent après la solitude qui leur permettrait de vivre avec leur Passé! La terre suppliciée les appelle..., la nature sera douce à ces blessées de la vie qui ne veulent point guérir.

... Elles aspirent à vivre en communion intime avec les absents. Nulle part elles n'en seront plus proches... Chaque lambeau de notre territoire est aujourd'hui une vivante relique.

O toi qui les portas, terre leur nourricière,
Garde jalousement ce suprême dépôt;
Il est quelque vertu même dans leur poussière,
Et le laurier fleurit au champ de leur repos.
Près du sol consacré par des héros sans nombre,
Faibles, nous reviendrons guérir notre langueur,
Et leur voix nous dira fraternelle dans l'ombre :
« Amis, touchez la terre et reprenez vigueur. »

Ce viril conseil puisse-t-il fortifier quelque pauvre veuve, puisse-t-il surtout être entendu et compris de nos jeunes filles, gardiennes de la race et mères de demain! Au contact de ce sol, si passionnément disputé, à l'école de cette vaillante nature qui répare inlassablement ses pertes, elles apprendront le secret des patients efforts qui préparent les renaissances, le secret des vertus qui engendrent les races fécondes et les peuples victorieux.

Comtesse de Keranflech-Kernezne.

LE BLEU-HORIZON

DANS LES ANCIENS UNIFORMES

DE L'ARMÉE FRANCAISE[1]

Le 9 décembre 1914, la *Notice descriptive des nouveaux uniformes*, où se consacre la vie légale des costumes militaires, annonça la naissance laïque et ministérielle de la nouvelle tenue de nos armées en ces quelques mots froids :

« Les nouveaux uniformes sont en drap bleu clair. »

Ainsi qu'un prénom fâcheux et difficile à porter, ce qualificatif un peu sec ne resta pas longtemps à ce dernier-né des uniformes : tout le monde se trouva d'accord pour l'appeler « bleu-horizon », et c'est bien le diminutif de guerre qui pouvait le mieux lui convenir. Pour le soldat, c'est bien plus qu'un mot : c'est l'évocation d'une chose amie, presque celle d'un second corps — en drap celui-là — dans la trame duquel les pluies, le soleil ou le vent ont tour à tour pétri et fondu les innombrables et changeants décors des durs combats. Pour ceux qui pleurent un absent, il ajoute la douceur d'être celui du rude linceul qui, jusque dans la tombe, a conservé au soldat disparu un peu de la tendresse du ciel natal. Pour ceux enfin qui sont un instant sortis de l'interminable bataille, ses syllabes légères, même prononcées à voix basse, raniment et font bruire ce que Diderot appelait superbement « le chamaillement des armes »...

Cette poésie du nom était certes négligeable pour les promoteurs du bleu-horizon qui n'avaient à envisager que des résultats pratiques. Mais aucun d'eux ne s'est probablement douté que tout

[1] Voir Dr Lienhart et R. Humbert, *Les uniformes de l'armée française depuis 1690 jusqu'à nos jours*, Leipzig, 1897-1906, 5 vol. in-4°. — Général Susane, *Histoire de l'infanterie française*, Paris, 1876, 5 vol. in-18, et *Histoire de la cavalerie française*, Paris, 1874, 3 vol. in-18.

un passé précédait déjà l'innovation et que, depuis plus de deux cents ans, l'usage ou la fantaisie des règlements avait parfois nuancé de bleu clair l'uniforme de certains de nos vieux régiments.

Il est facile de savoir en quelles circonstances le bleu a été utilisé depuis le dix-huitième siècle dans le costume militaire; mais la difficulté augmente lorsqu'il s'agit de préciser l'emploi, non pas d'une couleur nette et franche, mais d'une nuance au sujet de laquelle les sèches nomenclatures officielles ne nous fournissent que des renseignements très approximatifs. Rien n'est en effet plus imprécis et plus arriéré que la manière de dénommer les couleurs, même de nos jours. Il semblerait élémentaire que le rapport entre la nuance et son nom soit constant et intangible; or, tout au contraire, il varie sans cesse, comme si c'était un langage sacré dont les artistes seuls doivent posséder le droit d'être les interprètes. Il arrive constamment qu'en moins d'un siècle une même couleur change plusieurs fois de noms : elle en reçoit successivement de populaires et de rares, de scientifiques et de tendres qui, suivant les caprices de la mode, épanouissent puis évaporent leurs vies fragiles et mystérieuses... Certaines couleurs employées au moyen âge ou durant la Renaissance ont ainsi disparu de l'usage sans que l'on en connaisse rien depuis lors. Il y a des couleurs qui n'ont plus de noms et des noms qui ont perdu leurs couleurs.

Cette versatilité dans les dénominations des couleurs date de loin et complique singulièrement les recherches : il ne faut donc tenir aucun compte de leur habituelle terminologie et trouver ailleurs des éléments de comparaison. Des gravures coloriées, quelques aquarelles, de trop rares miniatures ou même, dans quelque liasse d'archives, de précieux échantillons de draps encore épinglés à leurs factures : voilà ce qui peut aider à reconstituer l'emploi d'une couleur. Plusieurs nuances anciennes ont correspondu à notre actuel bleu-horizon : c'étaient parfois le gris argentin, plus souvent le gris de fer et le bleu céleste, en suivant la gamme des plus légères aux plus foncées. Le gris argentin et le gris de fer s'en rapprochent peut-être le plus, le bleu céleste rappelant davantage le bleu plus soutenu de ton porté par nos hussards et nos chasseurs avant cette guerre : toutes trois cependant sont à retenir, car de nombreuses circonstances ont pu modifier l'usage de l'une ou de l'autre après une adoption qui semblait définitive. L'ordonnance du 1er octobre 1786 avait ainsi attribué au 3e régiment de hussards la pelisse, le dolman et la culotte gris argentin; les premiers uniformes furent bien taillés dans un drap de cette teinte, mais celle-ci, dès

les premiers remplacements d'uniformes nécessaires, fut supplantée par un franc bleu céleste, plus facile à se procurer, dont l'usage persista jusque sous le Consulat[1]. Des altérations équivalentes se présentent encore chez nous, bien qu'elles aient été surtout marquées au début de l'adoption du bleu-horizon, lorsque l'urgence des besoins, les difficultés de fabrication et la diversité des provenances firent surgir sur le dos de nos soldats la série complète des bleus clairs et des gris-bleus.

Une particularité essentielle distingue d'ailleurs les anciennes tenues de celles portées dans la guerre actuelle par toutes les armées combattantes : tandis qu'autrefois — à de très rares et temporaires exceptions près — l'uniforme n'était jamais entièrement d'une même nuance, c'est devenu aujourd'hui une règle générale. Jadis[2], on en choisissait les couleurs pour des soucis, sinon de pure élégance, du moins d'effet ou de sens pratique : actuellement, au contraire, des raisons de moindre visibilité et d'économie humaine font vêtir les masses armées d'une nation d'une même et neutre nuance se confondant, autant que possible, avec les différents aspects du terrain. Adieu, les coquets uniformes aux avantages desquels les recruteurs pleins de promesses engluaient la naïveté des jeunes gens!... Adieu, les habits blancs et les gilets chamois, les culottes bleues et les doublures rouges, les pelisses vertes ou jaunes, les parements et les retroussis amarante ou citron!... Tout ce qui chatoyait les jours de revues et palpitait dans les remous de la bataille... Pour un rien, pour l'avènement d'un prince, le caprice d'un colonel imberbe ou l'humeur capricieuse d'un ministre, toutes ces couleurs virevoltaient : le gilet devenait vert et la pelisse écarlate; et les ordonnances, les règlements, les édits, les arrêts, en imposant aux uniformes d'autrefois leur absolutisme fréquemment renouvelé, leur faisaient des vies brèves, tout juste le temps d'aller parader un an ou deux à Nantes ou à Strasbourg, de se battre un peu en Prusse ou en Amérique et de s'en revenir invalidés de trous et de coups... Aujourd'hui, tout est bleu-horizon, khaki, gris-vert

[1] J. Margerand, *Notes et documents sur la tenue, l'armement et l'équipement des armées de la Révolution et de l'Empire*, dans le *Carnet de la Sabretache* (1908), p. 504 et s.

[2] En l'an XII, il y eut des réunions des chefs de corps en vue de préciser des réformes à apporter dans la coiffure et l'habillement des troupes : parmi les desiderata exprimés, revient assez fréquemment la proposition de changer la couleur de l'uniforme, le bleu de ciel et le gris de fer étant préférés comme moins chers et plus solides. (*Documents relatifs à la tenue provenant des archives du général baron de Stabenrath* dans le *Carnet de la Sabretache* (1908), p. 41.)

ou feld-grau et les différentes armes se distinguent à peine par les couleurs des écussons et des minces passepoils.

Aussi, dans cette courte histoire d'une couleur ne peut-il être question de rechercher les précédents emplois du bleu-horizon que dans les détails et non dans l'ensemble des uniformes anciens.

Primitivement, au cours du dix-septième siècle, les capitaines avaient la charge d'habiller leurs compagnies; ils étaient maîtres d'agir à leur fantaisie et ne s'en privaient guère. Les vêtements militaires différaient peu du costume civil : habit à grandes basques, ample veste et feutre à bords larges, plats et ronds. L'uniforme fut donné aux troupes d'infanterie en 1670, mais le port n'en fut réglementé de manière définitive que plus de vingt ans après. En 1697, l'habit de drap blanc ou gris blanc devint réglementaire pour les régiments français : il était rouge pour les régiments suisses ou irlandais et bleu pour les régiments allemands, un bleu turquin pour Alsace et un bleu un peu plus pâle pour Sparre, La Marck, Lenck et Royal-Bavière. Telle était la situation à la fin du siècle.

C'est la cavalerie qui prit l'initiative de porter le bleu céleste et, des différentes troupes à cheval, les hussards furent les premiers à s'en revêtir [1]. Ils venaient d'être créés en 1691, sous la direction d'officiers déserteurs des armées impériales. Leur habillement, selon leur historien, le P. Daniel, consistait alors en « une espèce de pourpoint ou de veste de couleur bleu céleste n'allant que jusqu'à la ceinture et à manches très étroites se retroussant avec un bouton, un pantalon de même couleur et des bottes sans genouillères. » C'est ainsi que Delaistre les a encore représentés, en 1721, dans de fines aquarelles à la gouache, vêtus de bleu clair et coiffés de bonnets rouges garnis de fourrures : les régiments de Rattky, de Berchény, de Saint-Geniès, de Polleretzky, de Beausobre, de Raugrave et de Ferrary s'habillèrent ainsi jusqu'en 1743, en y ajoutant les fantaisies qui leur plaisaient. L'année suivante seulement un règlement s'occupa de résoudre la question d'une façon générale : le 26 octobre 1744, du camp devant Fribourg, Louis XV, constatant que « les habillemens des régimens des hussards... étaient de différentes couleurs et en partie semblables à ceux des hussards ennemis... voulant prévenir les suites de cet inconvénient » ordonnait que « doréanavant, tous lesdits régimens seront habillés en pelisses, vestes et culottes de couleur bleue céleste et équipés en housses rouges, laissant seulement aux colonels la liberté de les distinguer par les bonnets,

[1] Général Vanson. *Archives des hussards. Les manuscrits du maréchal de Berchény* dans le *Carnet de la Sabretache*, 1898, p. 449.

galons ou boutons ainsi qu'ils aviseront bon être. » Mais cette ordonnance, qui contrecarrait les très grandes initiatives des colonels jusqu'alors librement tolérées, rencontra d'abord une certaine opposition. L'un des plus anciens de ces corps en particulier, celui de Linden, recruté d'Allemands, protesta avec vigueur; sa mauvaise humeur ne fut pas irréductible cependant, car il adopta en fin de compte le nouvel uniforme, ainsi que Turpin. Les tempéraments frondeurs purent se rabattre sur les parements, les galons, les tresses et les soutaches au sujet desquels cette ordonnance ne fut presque jamais appliquée.

Le bleu céleste fut maintenu par le règlement du 15 mai 1752, au moins pour Berchény, Rattky et Nassau, mais, dix ans plus tard, tous les hussards recevaient l'uniforme vert, des couleurs dictinctives étant affectées à chaque corps. Deux régiments cependant retrouvèrent vite le privilège de leur ancienne nuance : le 25 mai 1776, Berchény reprenait son uniforme bleu céleste auquel il était resté fidèle depuis son origine; il le conserva jusqu'en 1802. Avec lui, Lauzun-Hussards — ex-Volontaires de Lauzun — endossa la tenue bleu céleste et la culotte citron. En 1789, entre ses appels fougueux aux volontaires et les départs des régiments, la Révolution opéra de vastes combinaisons de couleurs, chez les hussards; le 1er régiment seul garda le dolman, la pelisse et la culotte bleu céleste : les 5e, 9e et 13e se distinguaient par la pelisse ou le dolman blanc chez l'un, rouge chez l'autre, écarlate chez celui-ci[1]. Et c'est ainsi vêtu que le 5e hussards, en janvier 1795, rafla une partie de la flotte hollandaise emprisonnée dans les glaces du Texel. Sous le premier Empire plusieurs décrets répartirent diversement entre les corps le bleu céleste qui, à dater de 1815, ne se vit plus que partiellement dans l'uniforme des hussards, soit au dolman, soit à la pelisse, soit à la culotte. Il fallut attendre près de soixante ans pour que le décret du 12 avril 1872 restituât aux hussards cette couleur classique de la cavalerie légère : le pantalon seul resta de couleur garance.

L'infanterie fut un peu plus lente à s'habiller de bleu clair, sous l'ancien régime, et encore ne fut-ce d'abord que partiellement. En 1747, Royal-Cantabres, formé des Volontaires-Cantabres, choisit l'habit bleu céleste pour une existence qui devait être courte, avant d'être remis en quatre compagnies franches; il portait avec cela le collet et les parements cramoisis, la veste, la culotte et les retroussis blancs; les doublures étaient garance et les boutons blancs avec des agréments pareils : enfin une écharpe

[1] G. Cottreau. *Hussards de Berchény* dans le *Carnet de la Sabretache*, 1910, page 702.

cramoisie à glands blancs barrait cet uniforme que compléta d'abord un béret bleu de ciel, vite remplacé par un chapeau galonné de blanc. Le bleu céleste n'était donc encore que bien modestement représenté.

Il fit tache et s'étendit bientôt. En passant au service de la France, Royal-Deux-Ponts, fier de ses parements cramoisis, la poitrine barrée de grands brandebourgs blancs, l'endossa juste à temps, en 1757, pour l'emmener faire la guerre de Sept ans : et c'est toujours en bleu clair que, plus tard, il passa la mer à l'appel de Rochambeau et se distingua à Yorck-Town. Par l'ordonnance du 21 décembre 1762, quelques-uns des vieux régiments, Picardie, Champagne, Navarre, Piémont, Normandie, La Marine, reçurent un habit blanc piqueté de bleu céleste, comme pommelé d'azur, avant de revenir à l'antique habit blanc, en 1775. Enfin, presque en même temps, Royal-Bavière prit l'habit bleu céleste avec la veste blanche et la culotte noire. A son exemple, Royal-Corse, supprimé depuis trois ans, réapparaissait en 1765 avec un habit gris-bleu qui se mua, un peu plus tard, en franc bleu-céleste.

Sous le règne de Louis XVI, de nombreuses ordonnances réglementèrent l'emploi du bleu de ciel pour les régiments étrangers. Celle du 21 mai 1776, tout en le maintenant dans Royal-Deux-Ponts et Royal-Bavière, l'étendait à l'habit et à la redingote de drap de Bouillon et de Nassau. Par contre, le règlement du 21 février 1779 en enleva l'usage à Royal Bavière. Il faut joindre à ces corps les deux groupes de chasseurs à pied à cinq compagnies, dont une de grenadiers, qui avaient été créés en 1760 et rattachés aux régiments de hussards de Berchény et de Turpin; ils portèrent tous deux l'habit bleu céleste foncé avec culotte et veste rouges jusqu'à ce que l'ordonnance royale du 8 mai 1784, en les constituant en deux bataillons, les eût gratifiés de l'uniforme vert foncé qu'ils devaient si longtemps conserver.

Avec la gendarmerie, dont la compagnie de l'Ile-de-France et les trente compagnies de maréchaussée étaient vêtues de bleu-de-ciel, ce sont là toutes les troupes régulières qui portèrent cette couleur pendant l'ancien régime. Quelques corps francs, non enrégimentés, dont les propriétaires étaient les chefs, l'introduisirent à leur exemple, au dix-huitième siècle, dans leur tenue. Les Volontaires Bretons, levés le 30 octobre 1746, avaient un costume à la hussarde : veste longue et culotte bleu-de-ciel. La Légion Corse, née en 1769 de la suppression de Royal-Corse, avec infanterie et cavalerie, reçut également l'uniforme bleu-céleste, la veste et les doublures étant blanches pour l'infanterie,

la cavalerie se distinguant par un gilet et une culotte chamois[1].

La Révolution puis l'Empire bousculèrent tous ces uniformes : le bleu-foncé dit « national » — celui des gardes nationaux — imposa le civisme de sa nuance à presque toutes les troupes à pied. Mais le bleu-céleste resta vivace, malgré tout, dans les corps irréguliers et étrangers dont le nombre augmenta dans une grande proportion durant cette période.

La Légion du Midi, née du décret du 27 avril 1792, fut dotée d'un habit, d'une veste et d'une culotte bleu de ciel ainsi que la Légion de Westermann, organisée le 31 mai suivant, et la Légion du Danube, levée en septembre 1799. C'est encore le bleu céleste qui devait habiller la fameuse armée de réserve créée par un arrêté des Consuls du 17 ventôse an VIII. On tablait vraisemblablement sur les beautés de l'uniforme pour réunir les 60 000 hommes qu'elle ne compta jamais que sur le papier et qui devaient se concentrer à Dijon; il fut choisi bleu de ciel pour l'infanterie légère et gris argentin, c'est-à-dire d'un bleu très pâle, avec d'imposants brandebourgs d'argent, pour les hussards. Malheureusement l'essentiel de cette belle armée fit défaut : les volontaires s'abstinrent, dédaigneux de l'apparat d'un si brillant costume. Ce fut un insuccès presque complet, puisque les effectifs de ceux que l'on appelait déjà officieusement les volontaires de Bonaparte ou la Légion du Premier Consul atteignirent à grand peine à un pauvre bataillon d'infanterie et un unique régiment de hussards auxquels leur pelisse jaune fit donner le surnom de « canaris[2] ».

Comme si le bleu de ciel possédait une vertu particulière d'appel et d'entraînement, il habilla encore indifféremment le régiment d'Isembourg, mis sur pied le 1er novembre 1805, qui devint en 1811 le 2e régiment étranger, les Vétérans Romains, organisés le 30 avril 1810, et les Hussards Croates, gratifiés le 23 février 1813 du dolman bleu-céleste.

A côté de ces corps francs, la Confédération du Rhin fit entrer dans nos armées, à partir de 1806, nombre de troupes alliées vêtues de bleu clair. Oublions aujourd'hui que, sous cette couleur, l'infanterie bavaroise, l'artillerie wurtembourgeoise, les dragons de Bade et les hussards de Westphalie ou de Saxe ont combattu dans nos rangs pour ne nous souvenir que des dragons et du génie de la République Batave de 1804 et des hussards du royaume de Naples.

Il y eut cependant des régiments de notre infanterie qui, vers

[1] G. Cottreau. *Officier de la Légion Corse* dans le *Carnet de la Sabretache*, 1911, p. 126.

[2] G. Cottreau. *Hussard volontaire de la réserve (1800-1801)* dans le *Carnet de la Sabretache*, 1911, p. 186.

le même temps, portèrent le bleu de ciel. Hâtons-nous d'ajouter que ce furent des circonstances bien spéciales qui en firent habiller certains corps de l'armée d'Egypte[1]. Les fatigues d'une campagne particulièrement dure amenèrent rapidement une grande pénurie d'étoffes de couleurs réglementaires; dès l'apparition des premiers froids, on manqua vite du strict nécessaire, si bien que l'infanterie fut obligée de se vêtir de coton bleu vers avril 1798. Ces vêtements se trouvèrent naturellement insuffisants et, en 1799, on chercha à utiliser tout ce qui tombait sous la main : les draps des nuances les plus diverses furent réquisitionnés et achetés partout où on en trouvait, et l'on se mit à en confectionner à la hâte les habits-vestes nécessaires. Cette improvisation prit du temps et, quelques semaines seulement après le départ de Bonaparte, un ordre du jour de Kléber, daté du 9 vendémiaire an VIII (1er octobre 1799), au Caire, prononça pour chaque demi-brigade des affectations de couleurs d'une pittoresque audace. C'est ainsi que la 21e légère demi-brigade recevait un « habit bleu-céleste, à retroussis et parements jaunes, passepoil blanc »; le collet était également jaune à passepoil blanc, mais fut remplacé, vers brumaire, par de l'aurore. La 22e légère demi-brigade avait un « habit bleu-céleste, à retroussis et parements cramoisis, passepoil blanc »; le collet fut cramoisi avec un passepoil blanc. Un pantalon et un gilet de toile blanche complétaient cet uniforme. Etait-ce l'effet du séjour en Orient? Ce fut entre les corps une vraie débauche de couleurs, où l'amour de la diversité et parfois un plaisir de rivalité, bien amusant à considérer maintenant, faisaient habiller de bleu clair les musiques et les tambours des demi-brigades écarlates, tandis que le corps des dromadaires alliait avec sérénité un dolman bleu de ciel à un « habit long, à la romaine, en écarlate »...

Mais ces fantaisies orientales n'avaient plus guère d'échos dans la métropole. Le bleu-céleste y vieillissait : il prenait en quelque sorte sa retraite dans des services tranquilles. En l'an X, des Parisiens pouvaient voir les commissaires des guerres réformés, se promener en habit bleu-céleste, uni et sans broderies, de ce même bleu qui s'égarait en 1811 sur le pacifique habit des ouvriers d'administration; bien souvent, d'ailleurs, c'est le gris de fer qui l'y remplaça.

La Restauration et le Second Empire le favorisèrent peu. A peine peut-on noter en 1822 que les Carabiniers reçurent un habit bleu clair réservé à la petite tenue seulement : créés par Henri IV

[1] Général Vanson. *Les tenues spéciales à l'armée d'Egypte* (*1798-1801*), dans le *Carnet de la Sabretache*, 1894, p. 248, et 1898, p. 744.

sous le nom de carabins, pour combattre tantôt à pied, tantôt à cheval, constitués ensuite en compagnies rattachées chacune à régiment de cavalerie, organisés enfin en un régiment, Royal-Carabiniers, ils conservèrent jusqu'en 1791, à quelques détails près, un uniforme identique à celui des autres régiments de cavalerie. En 1825, la grande tenue prit la même couleur qui leur resta jusqu'en 1866, date où ils furent fusionnés dans la Garde.

La campagne d'Algérie, qui amena la création de nos vaillantes troupes africaines, habilla, en 1831, les chasseurs d'Afrique et, en 1853, nos tirailleurs algériens d'un peu de ce même bleu clair qu'ils vinrent éparpiller, en 1870, sur les coteaux de Wissembourg et de Saint-Privat. Rappelons enfin qu'en 1872 nos hussards et nos chasseurs ont abandonné, pour reprendre leur antique bleu céleste, le vert septuagénaire qu'ils portaient depuis le premier Empire.

Telles sont les étapes du bleu de ciel dans l'historique de nos vieux uniformes. Aujourd'hui toutes les troupes métropolitaines, y compris la prévôté des armées, en sont vêtues, restaurant ainsi l'une des plus anciennes traditions de costumes de l'armée française, en même temps que nos troupes coloniales, au contraire, donnent le baptême du feu, sur nos champs de bataille, au khaki d'origine étrangère.

Mons, Rocoux, Laufeld, Yorck-Town, Jemmapes, Nerwinde, Vérone, Novi, Marengo, Austerlitz, Friedland, Essling, Wagram, Leipzig... Toutes ces batailles ardentes ont vu frémir et s'élancer vers la victoire des lignes ou des escadrons bleu de ciel... Avec les troupes dorées de Louis XIV, les cavaliers du Régent, les fantassins poudreux de Bonaparte et du duc d'Aumale, ce bleu avait déjà couru sous tous les glissants horizons du monde et escorté nos drapeaux dans toutes les capitales. Par les millions d'hommes qu'il habille maintenant, comme il rapetisse ce mot fier de Cambronne : « Nous étions 600 000 hommes vêtus de bleu et nous ne nous mêlions pas ! »

Lorsqu'il défilera, aux heures joyeuses du retour, lui, le témoin de l'Artois, de la Champagne, de Verdun et des grands jours qui viennent, j'imagine que nos yeux auront un mirage et croiront, à travers leurs larmes, que c'est notre tendre, notre doux ciel de France, tout gonflé de notre héréditaire amour et riche de nos gloires vieilles et neuves, qui coulera sous l'Arc de triomphe et par les avenues en fête, avec l'eau bruissante et claire de nos bataillons victorieux...

François Boucher.

LES BRISQUES

IMPRESSIONS DE LA GUERRE SUR MER

La décision ministérielle qui accorda à tous les marins embarqués le droit aux « brisques de présence » fut accueillie parmi les équipages avec une grande satisfaction.

Cette affirmation officielle de leur qualité de combattants, qui les rangeait d'emblée dans la catégorie des « poilus », ne leur assurait-elle pas des droits incontestables à la reconnaissance du pays?

Mais surtout les marins, qui sont par bien des côtés de grands enfants, ne furent pas fâchés de penser que les brisques attireraient sur eux désormais, si peu que ce fût, l'attention bienveillante des non-combattants. Car la sympathie des non-combattants va, de préférence, aux poilus que distingue quelque signe extérieur, croix, médaille, blessure ou glorieuse mutilation.

A ce point de vue, les brisques équivalaient un peu à une décoration, puisque le droit de les porter était réservé — au moins dans le principe — aux seuls citoyens qui avaient réellement risqué leur existence pour la défense de la Patrie. Dès lors, il n'est pas étonnant que les marins aient mis un joyeux empressement à se parer d'un insigne qu'ils jugeaient glorieux.

Quelques jours après l'apparition des premières brisques, arriva le « tour de permission » de Langlois, canonnier breveté, attaché à ma personne en qualité de « maître d'hôtel ».

Malgré ce titre pompeux, que la tradition maritime décerne généreusement à l'ordonnance de tout officier commandant; malgré la bonne volonté dont il fait preuve dans l'accomplissement de ses délicates fonctions, Langlois est encore très loin d'atteindre à la perfection d'un maître d'hôtel de bonne maison. Mais c'est un excellent garçon, intelligent, sympathique et dévoué, dont la gaîté

et l'inaltérable bonne humeur ont fait le boute-en-train de mon petit équipage.

Langlois est bien aussi le marin le plus *enfant* que je connaisse. La perspective de partir en permission avec ses brisques lui mit le cœur en fête et, je crois, la tête un peu à l'envers. Lorsqu'il quitta le bord pour se rendre à la gare, je m'amusai d'observer qu'il ne pouvait se tenir de jeter à la dérobée un regard d'orgueilleuse satisfaction vers les brisques neuves dont la double bande rouge mettait une note gaie sur le bleu sombre de sa manche.

Sans doute savourait-il par avance la joie de se sentir l'objet de l'admiration discrète que les gens de « chez lui » ne pouvaient manquer de montrer à l'égard d'un poilu authentique.

Je ne vous dirai pas dans quelle ville, village ou simple hameau il allait passer ses « six jours » auprès de sa famille. Je préciserai seulement que Langlois n'est pas Breton. En Bretagne, le marin a toujours été « bien vu », comme on dit là-bas, et je doute que les brisques aient pu contribuer à y développer encore dans la population des sentiments de sympathie qui, dès le temps de paix, semblaient avoir atteint leur maximum.

Six jours de permission passent vite. Langlois revint. Il reprit aussitôt ses occupations avec son zèle accoutumé, mais sans entrain. Plusieurs jours s'écoulèrent sans que j'eusse l'occasion d'entendre mon maître d'hôtel lancer à « ceux du pont » une de ces joyeuses plaisanteries grâce auxquelles il réussit souvent à dérider les plus moroses.

Je m'en étonnai un peu. Et comme le dévouement de Langlois, sa fidélité à me servir m'autorisent à le traiter avec une affectueuse familiarité, je l'interrogeai sur les causes de cette tristesse persistante et anormale :

— Voyons! Langlois, « ça ne va pas » depuis ton retour de permission! Aurais-tu, toi aussi, gagné le cafard?...

— Non, commandant, protesta-t-il aussitôt, ce n'est pas le cafard qui me tracasse. J'ai assez de raison pour me dire qu'on ne peut pas être toujours en permission, et je suis connu pour « ne pas m'en faire ». Seulement je suis furieux, voilà! Et ça me change le caractère. C'est vrai! Mais c'est plus fort que moi.

« Et dire, ajouta-t-il, que c'est la faute de ces sales brisques! Une riche idée qu'on a eue de nous faire porter ces « machines-là! »

— Comment! m'écriai-je, tu étais si content de les coudre sur ta manche! Au moins maintenant, disais-tu, on ne pourra plus nous prendre pour des embusqués.

— Eh! bien, justement, commandant, je me trompais. L'autre

fois, quand je suis allé en permission, les gens, chez moi, me prenaient déjà pour un embusqué, j'en suis sûr. Seulement ils ne le disaient pas et se contentaient de penser que j'avais de la chance d'avoir choisi le « bon poste » pour la guerre. Tandis que cette fois-ci! Quand ils ont vu que je portais les brisques, ils sont devenus furieux, et je n'ai pas eu une minute de tranquillité :

« Pourquoi tu les portes? qu'on me disait. Tu n'as pas le droit! C'est honteux! Un homme qui n'a jamais été dans les tranchées! »

Car le front, pour eux, c'est les tranchées; n'importe où ailleurs, ça ne peut pas être le front. Ils sont butés et ne sortent pas de là. J'ai bien essayé de me défendre, de leur expliquer que je suis embarqué, que nous naviguons jour et nuit, que nous risquons beaucoup, et que nous sommes en première ligne tout comme les poilus des tranchées; ils ne veulent pas comprendre.

« Si tu es au front, qu'ils disent, comment se fait-il, depuis le temps, que tu n'as pas seulement une blessure ou la croix de guerre? »

Qu'est-ce que vous voulez répondre à ça, commandant?

— Il n'y a rien à répondre, ai-je dit, il n'y a qu'à laisser parler et à faire son devoir.

Mais déjà mon Langlois, heureux de pouvoir enfin « se décharger le cœur », continuait :

— Tout de même, c'est dur, commandant, d'être aussi mal traité, quand on fait son devoir, comme vous dites. Pas de blessures? Pas de croix de guerre? Qu'est-ce que ça prouve? On passe peut-être bien souvent à côté de la mort sans le savoir, et on ne meurt pas tous les jours, heureusement. On n'a pas non plus tous les jours l'occasion de se distinguer. Est-ce de notre faute? Si la chose arrivait, pourtant, je ne serais pas plus « empoté » qu'un autre, et je saurais peut-être, moi aussi, gagner la croix de guerre. En tout cas, avant de nous regarder comme des embusqués, faudrait penser à tous les pauvres « bonhommes » qui sont déjà au fond, sans croix du tout, même pas la croix de bois.

— Tu as raison, l'interrompis-je, mais il ne faut pas te frapper. L'excuse des gens de chez toi est qu'ils *ne savent pas*. Ils ne sont pas les seuls en France... *Quand ils sauront*, peut-être seras-tu, par eux, sacré héros, même si, personnellement, tu n'as rien accompli d'héroïque, et uniquement parce que tu porteras le col bleu. Ceci compensera cela. Ainsi vont les choses, et il sied d'être philosophe.

— Je veux bien, conclut mon têtu de Langlois, n'empêche que c'est tout de même vexant.

Cet incident me revient en mémoire toutes les fois que j'apprends la perte d'un de nos navires de guerre. La funèbre liste

est déjà longue, et il n'y a pas encore très longtemps nous y ajoutions, à quelques jours d'intervalle, les noms du *Suffren*, du *Cassini* et du *Danton*.

Comme ils nous paraissent lointains, ces premiers mois de la guerre, où l'on accusait volontiers la marine de rester inactive, peut-être pour l'unique raison qu'elle n'avait pas assez de pertes!

Parce que l'Angleterre s'était, dès le début, rangée à nos côtés, l'Angleterre, dont la flotte formidable peut, à elle seule, défier les forces navales ennemies, il semblait à la plupart que notre marine n'eût plus aucun rôle à jouer. Au premier jour de la mobilisation, de nombreux réservistes de la marine furent versés dans les régiments, parce que l'on ne pensait pas pouvoir les utiliser sur mer, et l'on forma, dans le même temps, la brigade des fusiliers marins.

L'Allemagne et l'Autriche, hypnotisées par la marche victorieuse de leurs armées sur Paris et se croyant sûres d'arriver bientôt par la défaite de la France à une conclusion heureuse de la lutte, gardaient prudemment leurs navires de guerre dans leurs ports et n'avaient pas encore inauguré la campagne sous-marine.

Aussi, même parmi les marins, nombreux étaient ceux qui estimaient *qu'il ne se passerait rien sur mer* et qui, un peu honteux de ne pas courir plus de dangers, dans un moment où tant de Français se faisaient tuer vaillamment pour la défense du pays, se félicitaient que, du moins, la brigade des fusiliers marins, en arrêtant l'ennemi sur l'Yser avec l'héroïsme que l'on sait, eût, selon leur expression, « sauvé l'honneur de la marine française ».

Hélas! tous les marins, sans exception, devaient apprendre bientôt à pratiquer la vertu de sacrifice.

La perte du contre-torpilleur *Mousquet*, coulé par l'*Emden* en Extrême-Orient, passa à peu près inaperçue, à l'heure où tous les regards étaient anxieusement tournés vers la frontière, et fut considérée comme un simple « accident de guerre », ainsi que disent les Anglais.

La disparition du *Bouvet*, — un cuirassé, cette fois, — qui sombra sur une mine au cours d'une tentative de forcement des Dardanelles, émut davantage l'opinion publique, malgré le peu de valeur militaire du bateau, mais la perte en hommes était sérieuse.

La première émotion passée, on s'étonna : « La marine faisait donc quelque chose! » Puis on réfléchit que l'accident s'était produit dans des circonstances très spéciales et ne se répéterait plus vraisemblablement de sitôt. Le forcement des Dardanelles ne pouvait évidemment s'effectuer « sans casse ». Mais les Dardanelles ne constituaient, en somme, qu'un tout petit coin de l'immense champ de bataille européen. Partout ailleurs, enten-

dait-on seulement parler de la flotte, occupée, disait-on, à une obscure mais bien peu dangereuse besogne de surveillance?

Le 28 avril 1915, on apprit tout à coup que le *Léon-Gambetta* venait d'être torpillé par un sous-marin, dans le canal d'Otrante, pendant une croisière de nuit. 700 victimes! Cette fois, la nouvelle provoqua de la stupeur, et, dès lors, on commença de soupçonner que les marins couraient peut-être de graves dangers, même lorsqu'ils paraissaient être le moins exposés.

Que d'autres bateaux perdus depuis! Quelques-uns, moins importants qu'un *Bouvet*, un *Gambetta*, un *Suffren* ou un *Danton*, périrent aussi plus discrètement. Mais leur disparition ne resta pas ignorée de la masse des Français qui, de jour en jour mieux éclairés sur le rôle de la flotte, tressaillaient un peu plus douloureusement à chaque nouveau désastre.

Pourtant, malgré les efforts désespérés de nos ennemis, malgré l'extension qu'ils n'ont cessé de donner à la guerre sous-marine, nous restons, nous et nos alliés, les maîtres de la mer.

Tandis que nos navires de commerce continuent à assurer les transports de troupes et le ravitaillement, nos navires de guerre, cuirassés, croiseurs, destroyers, sous-marins, torpilleurs, dragueurs de mines, patrouilleurs, coopèrent à la surveillance des routes de navigation, bravant les mines et les torpilles, sauvant les naufragés, toujours et partout présents par un miracle d'inlassable activité réalisé au prix des plus dures fatigues, toujours prêts à se dévouer et à prouver que l'héroïsme de « ceux de la mer » reste égal à celui des légendaires « Demoiselles aux pompons rouges ».

Chaque jour, marins « du service » et marins du commerce — ne les séparons pas, qu'ils soient ensemble à l'honneur puisqu'ils sont ensemble au danger et à la peine! — continuent de mourir, en marins, vaillamment.

Pour eux, la première ligne, c'est toute l'étendue des mers, champ de bataille sans limites où l'on ne peut se vanter d'être nulle part hors d'atteinte des coups de l'adversaire; zone toujours dangereuse au-dessous de laquelle, invisible et silencieux, le sous-marin creuse inlassablement sa patiente sape.

La mine qu'il a mouillée sur son passage ou la torpille qu'il s'apprête à lancer sont à craindre aussi bien près des côtes qu'en pleine mer, et le danger commence pour le marin aussitôt que s'est éloigné du quai le bateau qui le porte et que les promeneurs, sur la plage ou au bout des jetées, regardent passer parfois avec des regards d'envie, lorsque le soleil inonde de lumière le miroir éclatant d'une mer apaisée.

Trop souvent, hélas! la belle promenade en mer finit pour nous tragiquement. Nous le savons, mais « A Dieu vat! ». Le temps de paix aussi avait pour les marins ses risques. Et c'est pourquoi ils acceptent avec une tranquille résignation les risques de guerre qui sont venus s'ajouter aux premiers.

Tous sont risques de mort pourtant, et de quelle mort! Pensez aux marins du *Suffren*. Pour eux, la catastrophe dut être terriblement brutale et soudaine, puisque nul poste de T. S. F., en mer ou sur la côte, n'intercepta le moindre appel de détresse, puisque nulle épave n'a été jusqu'ici rencontrée.

Il est probable qu'un sous-marin ennemi — peut-être prévenu de la route suivie par le cuirassé — l'aura guetté et torpillé au passage.

Songez à l'horreur de cette disparition! La vie du navire brusquement interrompue par l'explosion... Un millier d'hommes jetés à la mer... Un millier d'hommes dont on ne connaîtra plus rien, ni l'endroit où ils ont péri, ni le splendide courage qu'ils durent montrer à l'heure de la mort et dont un ennemi haineux et ricanant fut peut-être le seul témoin.

Une grande partie de l'équipage, sans doute, fut aussitôt engloutie avec le navire ou entraînée par d'irrésistibles et mortels remous. Mais combien d'autres survécurent des minutes, des heures peut-être!

Ceux-là — comme le soldat qui vient d'échapper par miracle à l'explosion d'un obus — ont dû connaître d'abord la joie instinctive et animale de se retrouver encore vivants après le choc brutal. Vivants! Sauvés? Le marin n'est jamais sauvé, tant que la mer le tient.

Patiemment d'abord, parce qu'ils se sentaient forts et pleins de courage, puis plus anxieusement, d'heure en heure, ils ont attendu la venue de quelque secours inespéré. Mais, autour d'eux, rien que la mer, et, sur le cercle de l'horizon, pas un indice visible de la présence des hommes.

Imaginez l'atroce et lente agonie de ces malheureux, leur lutte désespérée contre le froid, la faim, la soif, la fatigue, précédant l'enlisement fatal! Voyez leurs cadavres raidis glissant un à un à l'abîme, avec, dans leurs yeux révulsés, un dernier regard d'inutiles supplications vers le ciel! Et songez aussi à l'obsédant regret — qui dut jusqu'à la fin torturer leurs cerveaux affaiblis — d'une mort inutile survenant au moment où ils allaient, après de rudes mois de guerre, connaître enfin quelques jours de repos, dans le port, au pays, auprès de leurs familles!

Les vrais poilus — ceux des tranchées — auront plaint davan-

tage, j'en suis sûr, ces pauvres disparus à qui le sort fatal réservait cette mort « pendant la relève », dont la crainte, sur le front, suffit certains jours à rendre nerveux les plus braves.

Paix aux âmes héroïques de « ceux du *Suffren* ». Leur sacrifice est accompli. Ils goûtent maintenant sur le sable des profondeurs inviolées, parmi les algues, le grand repos définitif, celui dont on ne se réveille qu'au jour éclatant de la justice éternelle.

Le Suffren, qui n'a pas donné de ses nouvelles depuis plusieurs jours, est présumé s'être perdu corps et biens... Tout le drame a tenu en deux lignes de communiqué.

Comme ils se ressemblent tous, ces communiqués de la guerre navale! A peine s'ils diffèrent entre eux par des détails, le nombre des victimes ou les circonstances de l'accident. Parfois, comme il est arrivé après le torpillage du *Cassini*, ils donnent au monde civilisé une nouvelle preuve de la brutalité et de la mauvaise foi allemandes. *Il résulte des témoignages formels des survivants que, pendant qu'ils essayaient dans la nuit de gagner à la nage les radeaux qui flottaient, ils ont entendu des voix crier : « Approchez, camarades! ». Un instant après, ils ont aperçu la masse sombre du sous-marin qui a tiré sur eux plusieurs coups de fusil ou de mitrailleuse et un obus. Celui-ci, en tombant, a touché un des radeaux.*

Mais toujours ces communiqués célèbrent l'héroïsme de nos marins, et ils mériteraient d'être longuement médités par les quelques Français — de plus en plus rares, heureusement, mais il en est encore — qui s'obstinent dans leur opinion que *les marins ne font rien*, ce qui est tout de même vexant, pour parler comme mon fidèle Langlois.

Ils sont encore trop nombreux, je le répète, ces pessimistes pour lesquels tout événement maritime est prétexte à critiquer.

Des navires de commerce sont torpillés? c'est la faute des marins dont la surveillance est inefficace. Et si le communiqué annonce un raid de destroyers allemands vers les côtes anglaises ou vers le Pas-de-Calais, aussitôt nos pessimistes triomphent bruyamment : « La voilà, la preuve irréfutable que les marins sont incapables de rien faire. » Ils le crient parfois si fort qu'ils jettent le doute dans l'esprit de quelques timides.

Pourtant, supposez qu'une nuit, une auto rapide, montée par des bandits décidés, se rue sur les boulevards, à l'heure où ils sont le plus animés, tire sur les passants quelques coups de revolver et reparte à toute allure pour rentrer dans quelque garage proche et insoupçonné!

Devrons-nous incriminer la mollesse ou l'incapacité de la police

et crier : « Nous ne sommes pas gardés ! » parce que les autos lancées dès l'alerte donnée à la poursuite des fugitifs n'auraient pu les rattraper ou leur couper la route?

Et peut-on concevoir une police organisée *uniquement* en vue de réprimer des actes aussi exceptionnels? Ce serait, évidemment, laisser Paris en tout temps à la merci des malandrins ordinaires.

Sans doute des dispositions seront prises pour arrêter l'auto mystérieuse et il est possible que, le hasard aidant, les bandits soient enfin capturés. Mais avant cela, combien de fois auront-ils impunément renouvelé leur exploit criminel? C'est là toute l'histoire des raids de destroyers.

Les marins chargés de la police des mers ont à remplir un rôle bien défini : la surveillance de la navigation et la chasse aux sous-marins. Mission ingrate, qui rapporte plus de fatigues que de satisfactions et d'autant plus décevante qu'elle permet rarement un résultat tangible.

Pour un sous-marin que nous coulons, combien d'autres que nous ne pouvons atteindre? Mais nous réussissons au moins à les gêner, les obligeant à plonger, à changer de route et nous sauvons ainsi de nombreux cargos qui peuvent, grâce à nous, passer librement.

Ceux qui prétendent nous juger se préoccupent des navires coulés et non pas de tous ceux qui ne furent pas inquiétés, parce que les marins faisaient bonne garde.

Ils ne songent pas, non plus, que cette chasse au sous-marin nécessite l'éparpillement de nos forces navales, puisqu'il faut battre la plus grande surface de mer possible, tandis qu'elles devraient être constamment rassemblées pour s'opposer efficacement à chacun de ces raids hardis contre lesquels on nous reproche de rester impuissants.

D'ailleurs les destroyers allemands qui font ces expéditions hasardeuses ont dans leur jeu des atouts formidables : leur vitesse, l'obscurité, le choix de leur route qui reste inconnue des poursuivants et le peu de durée de leur sortie. A peine ont-ils été signalés qu'ils sont déjà repartis vers leur base, ils y sont rentrés depuis longtemps que les escadrilles chargées de leur couper la retraite les cherchent encore dans le rayon si étendu où ils *pourraient* être.

Rentrent-ils tous indemnes? Rien n'est moins sûr; car ils n'évitent pas toujours les embûches dressées d'avance sur leur passage probable. Mais sans tenir compte de ces pertes possibles que les Allemands se gardent bien d'avouer, quel est donc le résultat de ces fameux raids? Il se réduit le plus souvent à lancer, de très

loin, quelques obus sur une ville sans défense ou à couler, — honneur bien mince, — quelque malheureux patrouilleur.

Petit bateau, fidèle à la consigne, il s'en allait lentement, guettant dans la nuit l'apparition du sous-marin qu'il avait mission d'attaquer. Des masses noires, surgies de l'ombre tout à coup, sont passées en trombe, ouvrant le feu sur lui à bout portant. Quelques éclairs rapides, quelques détonations. Les destroyers ont déjà fait demi-tour et repartent, tandis que le patrouilleur, blessé à mort sans avoir combattu, s'enfonce lentement, non sans lancer à tous l'appel d'alerte, dont le crépitement dans les antennes accompagne de sa musique grêle les plaintes des blessés et des mourants ! Pauvres marins des petits bâtiments de patrouille ! Notre maîtrise des mers est faite en grande partie de leur labeur obscur, de leurs fatigues, souvent de leur sacrifice ignoré.

Ecoutez cette histoire de l'un d'eux, simple et tragique. Ils étaient là-bas, quelque part dans le Nord, un certain nombre de petits bateaux, construits pour la pêche et dont les noms n'avaient rien de guerrier, puisqu'ils invoquaient Jésus, Marie, Joseph et des saints ou des saintes. Les pêcheurs, réservistes pour la plupart, qui formaient leurs équipages avaient plus l'habitude de haler à bord le lourd chalut que de tirer le canon.

Pourtant, placés en patrouille, près des côtes occupées par l'ennemi, sur les routes constamment suivies par les sous-marins quittant ou rejoignant leurs bases, ils faisaient bonne garde, tenant la mer pendant des jours et des jours, dans des parages où le moindre vent soulève une mer très dure, rendue plus mauvaise encore par les ressacs qui se forment sur les petits fonds.

Mais ces marins hardis ne craignaient pas la mer et ils avaient depuis longtemps pris l'habitude de cette existence sans confort. Ils avaient assez de courage aussi pour résister à l'angoisse qui leur étreignait le cœur lorsque tombait la nuit, la nuit pleine de pièges, propice aux embuscades, aux attaques par surprise. Nuit et jour ils veillaient, et les sous-marins ennemis qui passaient auprès d'eux évitaient rarement leurs attaques.

Tous les matins nous allions, nous, les contre-torpilleurs, faire une visite à ces patrouilleurs d'avant-postes et leur demander des nouvelles de la nuit. On devine avec quelle joie ils voyaient se dessiner nos silhouettes sombres sur le ciel blanchissant et quelle satisfaction tenait dans le joyeux « Rien de nouveau » qu'ils nous criaient au passage.

Or, un matin d'été, — le soleil qui se levait mettait de ci de là quelques paillettes d'or sur les eaux grises, — nous les trouvâmes groupés, contrairement à leur habitude. De l'un à l'autre, les

marins s'interpellaient avec animation. Dès que nous fûmes à portée :

— Avez-vous connaissance du ? demanda une voix.

— Le ? Non, nous ne l'avons pas vu.

Durant quelques secondes, un silence angoissant plana, puis de nouveau celui qui nous parlait reprit :

— Hier au soir, il tenait son poste dans le Nord. Vers minuit, nous avons entendu une grosse explosion de son côté. Au jour, on s'est aperçu qu'il manquait.

Le avait disparu. Nous ne rencontrâmes pas la moindre épave, et la mer a gardé jalousement les cadavres des marins du petit patrouilleur.

Le lendemain, dans le communiqué allemand, on pouvait lire : « Un de nos sous-marins a torpillé et coulé, pendant la nuit, un bâtiment de patrouille ennemi sur les bancs de Flandre. »

Ainsi, comme les marins du *Suffren*, comme tant d'autres, ceux du sont morts sans avoir combattu.

Nos soldats, rentrés dans leurs foyers, après la victoire, auront à conter des souvenirs et pourront accrocher de glorieux trophées aux murs qu'ils ont préservés.

Mais nos marins, que diront-ils ? Sinon qu'ils ont couru les mers, beaucoup peiné, beaucoup souffert, sans jamais connaître l'ivresse de la lutte qui excite et qui grise.

Et comme je les excuse, ces hommes qui, de temps en temps, se présentent devant moi, le front barré d'une ride d'obstination, et qui, tournant nerveusement leur bonnet dans leurs doigts, me disent un peu brutalement, comme s'ils craignaient de s'arrêter au milieu de leur phrase : « Commandant, je veux *mettre mon nom* pour partir sur le front. »

— Sur le front? Mais vous y êtes ici, et vous faites le métier pour lequel on a besoin de vous.

— Je ne dis pas, commandant, mais je veux voir les « Boches ».

Voir les Boches ! C'est leur refrain.

Or, un jour, j'ai reçu la visite de deux poilus qui avaient vu les Boches, car tous deux portaient la croix de guerre, et sur leurs manches, avec des « brisques de présence », des « brisques de blessures ».

C'étaient deux officiers d'infanterie. Comme ils passaient sur le quai auquel était amarré mon torpilleur :

— Pardon, mon capitaine, me dit l'un d'eux, nous n'avons jamais visité de navire de guerre. Voudriez-vous nous autoriser à voir le vôtre?

— Volontiers, répondis-je, bien que, comme navire de guerre,

celui-ci soit d'un échantillon plutôt modeste, et je serai heureux de vous en faire moi-même les honneurs.

En s'excusant, ils descendirent à bord par l'échelle de fer du quai et nous commençâmes la visite... Je dus tout leur montrer, car tout les intéressait. Les torpilles au mécanisme précis et compliqué, la machine si ramassée et pourtant si robuste, la passerelle, les chaufferies, les organes de transmission d'ordres et de signaux, la barre, le banc de quart et le minuscule « poste d'équipage »,

— C'est bien petit, dit l'un, et quand il fait mauvais ce ne doit pas être très confortable.

— Vous pouvez du moins vous abriter ailleurs que sous cette méchante toile, dit l'autre.

— Hélas! non. Si je m'abrite, je ne vois plus et il faut que je voie, pour naviguer comme pour attaquer. Et, si longtemps que dure ma croisière, je dois rester à mon banc de quart, puisque je suis seul pour donner les ordres à la barre, aux machines et aux torpilles.

Nous descendîmes au carré qu'ils trouvèrent gentil. Au dehors tombait une petite pluie, il faisait bon chez moi, ils y restèrent quelque temps. Ils me dirent leur vie dans les tranchées, je leur donnai quelques détails sur la nôtre et sur la guerre que nous faisons malgré nous. Ils m'écoutaient avec intérêt, avec étonnement aussi. Peut-être avaient-ils tendance jusque-là à considérer les marins comme des embusqués.

— Dis donc, mon vieux, dit l'un d'eux tout à coup, s'adressant à son camarade, *en fait de filon*, sais-tu que j'aime encore mieux *le nôtre?*

Tous deux avaient acheté, très cher, de leur sang, le droit de s'exprimer dans le langage pittoresque des poilus.

Le soir même, je fis part à mon brave Langlois de cette réflexion d'un « officier de terre ».

— Ils avaient pourtant les brisques, la croix de guerre *et tout*, remarqua mon maître d'hôtel dont le visage s'éclaira d'un sourire.

Quand il remonta sur le pont, après m'avoir servi, Langlois entama une romance. Et je compris qu'il oubliait et pardonnait enfin aux « gens de chez lui. »

Daniel Parège.

LUCIOLES

HAEC OLIM MEMINISSE...

O mes rêves d'enfance ineffablement doux!
Les beaux matins baignant dans la limpide aurore!
Matins où l'on nourrit les songes les plus fous,
Matins où l'on attend..., matins où l'on ignore...!

Et ces soirs imprécis dans les horizons flous;
Crépuscules changeants, où la terre se dore,
Où le soleil lassé s'abaisse jusqu'à nous;
Soirs divins où l'on croit savoir..., où l'on adore!

Troubles délicieux, qu'êtes-vous devenus?
Vos charmes sont pour moi désormais inconnus :
Je les vois maintenant avec indifférence.

Leur éclat m'a paru lentement se ternir;
Et ce que j'aime en eux n'est que le souvenir
Ineffablement doux de mes rêves d'enfance!

REFLETS SUR L'EAU

La nuit a déployé son voile d'ombre grise
Sur l'eau mystérieuse et calme de l'étang,
Dont la nappe frémit encore par instant
Au caressant baiser de la dernière brise.

Le contour imprécis de ce miroir flottant,
Sous le pâle rayon de la lune, s'irise;
Et le parfum léger des grappes de cytise
Mêle aux senteurs de l'eau son arôme grisant.

Le ciel illuminé reflète sa coupole
Entre les nénuphars, dont la blanche corolle
Retrouve la fraîcheur de son éclat terni.

Et, mirage troublant, illusion magique,
On croit apercevoir sur l'eau mélancolique,
Glissant parmi les fleurs, un lambeau d'infini.

Capitaine d'Anchald.

En captivité à Torgau-sur-Elbe.

IL L'A REVUE!...

Il l'a revue. Elle a vieilli. Comme elle est lasse!
C'est peu de chose; mais le temps qui vole et passe
L'a touchée au visage, au front, là, dans ses yeux
Où l'on voyait jadis un clair rayon joyeux.
Il l'a revue. Il sent son cœur battre : sa mère!
Elle est assise. Elle a le front dans la lumière.
Il peut mieux suivre ainsi les pauvres traits, le cou
Où se creuse un sillon apparu tout à coup.
C'est elle. Il la regarde. Il se doutait à peine
Qu'elle aurait à subir la loi fatale, humaine;
Et voici que ce soir ses mains tremblent un peu.
Au fond de ses regards, il sent déjà l'adieu
Quand, posés sur les siens, ils ont l'air de sourire.
Alors, un grand sanglot l'étouffe et le déchire.
Mais il se tait. Il faut paraître heureux. Il dit
Ce mot qu'il prononçait quand il était petit :
« Maman! » Et tous les deux demeurent en silence.
Lui revoit son passé, le destin, son enfance :
Sa Mère, c'est cela! — Les larmes, les soucis,
Sur son tendre visage encore sont écrits —
Et c'est, pour le présent, le cœur sûr et tranquille
Où viennent, les grands fils, poser leur front fébrile
Quand, en passant, la vie en eux a déchiré
Leurs cœurs d'hommes, leur rêve et leur amour sacré.
Il l'a revue. Elle se tait. Que dirait-elle?
Le pressentiment sombre et ce qui veille en elle?
Mieux vaut n'écouter plus que sa joie : Il est là,
Tout hâlé du soleil lointain qui le brûla.
Et lui, pour qu'en son âme elle ne puisse lire,
Il raconte sa gloire en essayant de rire;
Et demain, à la nuit, quand il repartira,
Qu'il lui faudra quitter le vieux toit — il prendra
Un air content malgré la blessure qu'il porte.
Elle, l'accompagnant au seuil, jusqu'à la porte,
Après l'avoir baisé lentement sur le front
Comme on le fait à ceux qui pour jamais s'en vont,
Elle regardera longtemps, dans la nuit sombre,
Décroître et s'effacer la silhouette d'ombre
Et, n'entendant plus rien, ni son pas, ni sa voix,
Elle dira tout bas : c'est la dernière fois.

Marguerite Henry-Rosier.

CHRONIQUE POLITIQUE

Nous avons eu la crise ministérielle que la démission de M. Malvy faisait prévoir. Je n'appuierai guère sur la façon dont elle fut résolue. Il faudrait, pour cela, des lumières qui me manqueraient peut-être, et une liberté d'appréciation qui me manquerait certainement. M. Ribot, qui à propos de l'anniversaire de la bataille de la Marne était monté éloquemment au Capitole, trouva peu de jours après sa Roche Tarpéienne; et, finalement, se rassit dans le fauteuil de Talleyrand, tandis que M. Painlevé renouvelait l'attelage ministériel sans la participation des socialistes. Ce fut une jolie riposte et qui étonna quelque peu ceux qui ne connaissaient pas la souplesse de notre ministre de la guerre, devenu depuis lors notre Président du Conseil. L'absence d'une équipe socialiste n'a pas empêché la constitution du ministère, sans doute le plus nombreux que nous ayons encore vu, et qui s'adorne d'un nombre inusité de sous-secrétaires à la guerre. Théoriquement, cette distribution hiérarchisée de tâches concordantes paraît une excellente chose. Inutile de dire que nous souhaitons vivement que les résultats soient dignes du cadre ainsi constitué. Peut-être y aura-t-il quelque houle au début de la croisière. Toutefois, par la plume des plus notoires socialistes, et en particulier de M. Albert Thomas, qui a quitté le pouvoir, il nous est annoncé que cette « bande à part » ne nourrit contre M. Painlevé aucun malicieux dessein, et que l'union nationale ne sera pas atteinte par cette scission que l'on s'efforce de nous montrer plus formaliste que fondamentale. Tout cela se vérifiera à l'œuvre, et le remplacement des nouveaux ministres dans leurs précédentes fonctions ne sera pas non plus sans intérêt, par exemple celui de M. Klotz à la présidence de la Commission du budget.

Pendant ce temps, les publications de papiers et documents plus ou moins secrets vont leur train, et il faut convenir que les Etats-Unis en jouent d'une supérieure façon. C'est bien la prépa-

ration de l'opinion que nous avions annoncée; elle est dosée avec un art suprême. Je n'en dirai pas autant des « affaires » qui se succèdent chez nous avec une habileté moins parfaite. En quelques semaines, voici l'affaire de la mort d'Almereyda avec son cortège de procès-verbaux, d'enquêtes, de procédures, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas claire; puis celle de Bolo-Pacha, qui semble un chapitre extrait des *Tribunaux comiques* de Moinaux; puis celle de M. Turmel, qui n'est pas sans imprévu. Et l'on a l'impression formelle que tout cela eût pu être apuré, classé, jugé beaucoup plus rapidement en temps utile, au lieu de s'étaler au long des colonnes de reportage, comme les romans chez la portière. Pourquoi ces révélations à long feu et contées à la petite semaine comme les « suites au prochain numéro »? Et dans quel but ce battage à la porte comme si l'on avait, — ce qu'à Dieu ne plaise, — quelque intérêt à cacher la cuisine intérieure? Ces grands effets de tréteaux ne me disent jamais rien qui vaille à aucune époque, et aujourd'hui pas plus qu'à un autre moment. Plus on semble attirer l'attention sur ces énormes faits divers, plus je me sens porté à chercher ce qui la mériterait sans doute mieux ailleurs. Mais où?

Tandis que j'écris ceci, loin de Paris, la Chambre fait passer au nouveau Cabinet cette sorte d'examen pour le brevet de capacité, qui s'impose traditionnellement après chaque remaniement ministériel. De la « déclaration » non moins traditionnelle, — et qui me paraît un des sacrifices les plus inutiles qui soient à la déesse Parole, — il n'y a pas grand chose à conclure. Elle exprime, en d'autres termes, les mêmes idées que les précédentes et dose congrûment les désirs, les possibilités et les résolutions. Ce n'est pas là-dessus qu'on peut juger un gouvernement, mais sur ce qu'il fera. Jusqu'ici, la Compagnie a l'air de bien se sentir les coudes, ce qui est essentiel à son œuvre future. D'excellentes choses sont dites sur les buts poursuivis et les indispensables conditions pour y parvenir. On y relève aussi une formule qui aura du succès : « Prolonger la guerre un jour de trop, ce serait commettre le plus grand crime de l'histoire, mais l'interrompre un jour trop tôt serait livrer la France au plus dégradant des servages, à une misère matérielle et morale dont rien ne la délivrerait plus. » Tout le monde est d'accord là-dessus; mais personne ne peut savoir, pour l'instant, et personne ne sait quel sera le jour où l'on pourra être sûr qu'il n'est ni trop tôt ni trop tard. La grosse question est là. Rien n'est plus facile que de proclamer loyalement des principes unanimement acceptés. La difficulté commence à les appliquer non moins loyalement.

Il faut convenir que certains des buts de guerre indiqués par notre Premier peuvent réclamer une très épineuse mise au point. « Désannexion de l'Alsace-Lorraine », le mot est heureux et fera fortune parce qu'il dit bien ce qu'il faut dire. « Réparation des préjudices et des ruines causés par l'ennemi », c'est également bon et, je le dirai plus loin, beaucoup plus facile à arranger qu'on ne le croit. Ce qui suit est plus complexe et peut-être moins pratique : « Conclusion d'une paix qui ne soit pas une paix de contrainte et de violence renfermant en elle-même le germe de guerres prochaines, mais une paix juste où aucun peuple puissant ou faible ne soit opprimé, une paix où des garanties efficaces protègent la Société des Nations contre toute agression d'une d'entre elles. » Certes, pour employer l'expression de M. Painlevé, ce sont là de « nobles buts »; mais qui ne voit de quelles difficultés morales ou matérielles ils sont entourés. Pesez les termes de ces conditions de paix. C'est tout simplement le millenium. Je crains bien qu'il ne faille se contenter d'une paix où, tout de même, il entrera quelque contrainte... Et, d'autre part, puisque la Société des Nations devra se protéger contre une agression possible d'une d'entre elles, comme je ne pense pas qu'on suspecte aucun des Alliés d'aujourd'hui, c'est donc que l'on vise l'agression possible de ceux qui perdront la partie, et, par voie de conséquence, c'est donc que les empires centraux feront partie de la Société des Nations. Le millenium, vous dis-je. Et, pour mon compte, je ne demande pas mieux! Cependant l'affaire m'apparaît bien compliquée et aléatoire. Mais il ne faut décourager aucune bonne volonté. Il serait seulement prudent de ne pas se préparer de nouvelles désillusions, et c'est contre ce danger que je me permets d'élever une timide voix.

C'est le naturel effet de ces visées généreuses et humanitaires, que de ne pas montrer à temps le revers de la médaille. Et il n'entre dans ma pensée aucun désir chagrin de dénigrement à le remarquer. Je crois cependant qu'il est prudent de limiter l'essor des rêves et même des désirs les plus légitimes, afin que la terrible logique des peuples ne puisse ni en abuser, ni s'abuser à leur sujet. La vieille formule de M. Briand : « L'unité de front », reparaît aujourd'hui ainsi complétée : « ... Il faut que [les Alliés] agissent comme s'ils constituaient une seule nation, une seule armée, un seul front. » Très bien. Ce serait le rêve. Et l'on poursuit : « Puisque la défaite de l'un serait la défaite de l'autre, puisque la victoire sera la victoire de tous, ils doivent mettre *en commun leurs hommes, leurs armes, leur argent.* » Et je vois bien que le raisonnement vise à ce que je n'ai

jamais cessé de poser comme l'enjeu suprême : la *survie française :* « Une telle politique permettra à la France de faire face à la fois sans s'épuiser à ses besoins économiques et à la garde de ses frontières. Depuis août 1914, l'armée française a été l'invincible bouclier de la civilisation. Son sang a coulé à flots, il importe, pour l'heureuse issue de la guerre, qu'elle garde jusqu'au bout la plénitude de sa vigueur. » Dieu sait, et mes lecteurs s'en doutent, si j'applaudis de tout mon cœur à de telles déclarations ! Ce que je redouterais, c'est que la portée de la formule ne fût trop générale, et que de trop exigeants logiciens ne voulussent abuser de « la mise en commun des hommes » et de « l'unité de front » pour nous appeler sur le leur au lieu de venir sur le nôtre! Il faut, sans hésiter, couper net à la racine ce raisonnement captieux. Je ne doute pas que telle soit l'intention du gouvernement, et c'est pourquoi il ne peut être indiscret de la mettre en totale lumière.

Lorsqu'il est question des conditions de paix, et des contributions pécuniaires par lesquelles l'Allemagne, supposée vaincue, devra faciliter le relèvement des pays envahis, notamment en Belgique et en France, il n'est pas rare de se heurter à des doutes sur les possibilités financières de nos ennemis. Je ne les crois pas fondés, mais pour un autre motif que celui qu'on donne ordinairement : ressources du pays, exploitations à surveiller, etc. Il me paraît y avoir une probabilité infiniment plus simple et dont la réalisation me semble économiquement fatale. On ne peut oublier, en effet, que les Etats-Unis souffrent d'une pléthore d'or, la plus grande partie de celui d'Occident ayant pris le chemin de leurs caisses. Il faut que cet or reprenne sa circulation mondiale pour remédier d'un côté à une congestion, de l'autre à une dépression. Deux moyens s'offrent pour cela. Le premier, dont on use déjà, est l'achat par les troupes américaines de certaines armes ou de certaines fournitures chez les alliés et chez nous en particulier; mais ces achats ne feront rentrer qu'une part minime de numéraire, car l'incomparablement plus grande partie des fournitures nécessaires continuera à être envoyée d'Amérique à l'armée américaine. Je pense bien, d'autre part, qu'on n'est pas dupe des « prêts » considérables consentis par les Etats-Unis à leurs alliés, et qui, étant donné les besoins de ceux-ci, ne font pas sortir d'Amérique un louis ou un souverain. Il restera donc le moyen suprême auquel il me paraît qu'on sera, comme on voudra, porté, réduit ou acculé : et c'est, tout simplement que les Etats-Unis avancent à l'Allemagne, au règlement des comptes, la somme, même formidable, qu'elle devra payer aux victimes de sa rage et

que les Etats-Unis pourront verser directement aux alliés, au compte débiteur qu'ils ouvriront à l'Allemagne.

De la sorte la reconstitution des pays envahis pourrait se faire sans retard; tous règlements seraient accélérés et la machine ronde roulerait de nouveau sans trop de dures secousses. Je n'ai aucun indice personnel que les choses se passeront ainsi; mais il me paraît impossible, à l'heure où nous sommes, qu'elles se passent autrement. Du reste, que l'on veuille bien se reporter aux réserves sans cesse exprimées par M. Wilson sur l'existence future de l'Allemagne, et l'on se rendra peut-être compte qu'elles s'adaptent à la façon de procéder que j'indique, bien loin de la contrarier. Mais encore, dira-t-on, faudrait-il que l'Allemagne fût « démocratisée », suivant le *quos ego* du Président? En cette espèce, constatons que, si M. Wilson a énoncé le principe dont je crois avoir montré la caducité en se tenant à la rigueur des termes, M. Lansing n'a pas tardé à équilibrer les choses, en faisant remarquer que les Etats-Unis resteront toujours juges du degré de démocratisation allemande, qui leur paraîtrait indispensable à la fois et suffisant : et nous voici remis sur un terrain à la fois aussi plus solide et moins délimité.

En tout cas, d'une façon ou de l'autre, c'est désormais des Etats-Unis que viendra aux Alliés le salut financier. Pendant un temps, l'Angleterre détint ce privilège; mais la guerre a duré plus qu'on ne l'avait prévu même chez elle, et aujourd'hui le privilège est détenu par les cousins d'Amérique. Nul ne peut mieux le savoir que le chancelier de l'Echiquier, et nul ne l'affirme avec une plus nette et loyale franchise. Il est indispensable de connaître de telles déclarations faites avec l'autorité incontestée que l'on reconnaît partout à M. Bonar Law. Voici donc le texte même des paroles prononcées par lui, le 12 septembre, au déjeuner offert, à la Chambre des Communes, à M. Medill McCornick, membre du Congrès des Etats-Unis, et où l'on retrouve la note déjà donnée, on s'en souvient, au lendemain de l'accession des Etats-Unis à l'Entente, par M. Winston Churchill :

« On a regardé parfois les Allemands comme des êtres surhumains en sagesse et en puissance. A certains égards, c'était vrai; la puissance dont ils ont fait preuve dans tout ce qui touche à la force militaire réelle a été merveilleuse. Il n'y a jamais eu aucun avantage à nier ce qui existe bien chez nos ennemis, y compris leur bravoure personnelle. Dans tout ce qui touche à l'art militaire, ils se sont montrés passés maîtres; mais, heureusement pour nous, chaque fois qu'il s'est agi d'avoir affaire à la nature humaine, ils ont commis des fautes qui, plus d'une fois,

ont sauvé les Alliés et les causes pour lesquelles les Alliés se battent...

« Les Etats-Unis possèdent des ressources plus grandes qu'aucun autre peuple sur la surface de la terre. Nous savions le caractère de leurs peuples. Nous savions que, dans tous les arts de la paix, ils ont montré un esprit de ressource, une énergie, une promptitude à s'adapter à de nouvelles méthodes, qu'ils montreraient, nous en étions sûrs, dans les arts de la guerre et dont nous recueillerions les avantages à mesure que les mois passeraient. Nous avions là quelque chose qu'il était satisfaisant pour nous de sentir. Nous comptons (*we do rely*) sur les Etats-Unis. Je vois constamment répété dans les journaux allemands qu'ils sont la dernière espérance des Alliés. Oui, nous comptons sur eux et pour une bonne raison : car moi, chancelier de l'Echiquier, je suis prêt à dire aujourd'hui ce que j'eusse été fâché d'admettre il y a six mois : sans l'aide des Etats-Unis, la situation financière des Alliés serait aujourd'hui très désastreuse... »

Telle est la situation exposée par M. Bonar Law. Ne vaut-il pas mieux la connaître que de se perdre dans les nuées... ou dans un blanc? On n'a sans doute pas manqué de tenir compte d'une assez récente information d'après laquelle les Etats-Unis ne consentiraient une nouvelle avance à la Russie que s'ils étaient plus satisfaits de la marche de ses affaires intérieures? Je ne vois pas le profit qu'il pourrait y avoir à ne pas laisser l'opinion prendre conscience d'un fait, à la vérité nouveau, mais d'un fait incontestable et dont les suites méritent d'être méditées : à savoir quelle place tiennent et tiendront de plus en plus les Etats-Unis dans les affaires du monde et spécialement de l'Entente. Cela était, dès l'origine, visible à l'œil nu; c'est ce que nous n'avons pas eu grand mérite à prévoir puisqu'il s'agissait simplement de regarder les faits sans les déformer suivant un bon plaisir subjectif, et c'est ce dont il y a le plus grand et le plus grave intérêt pour nous à nous bien convaincre, pour en tirer toutes les conséquences qu'il écherra.

Peut-on voir aussi clair dans les affaires de Russie? C'est difficile, pour l'excellente raison que nous ne savons pas assez exactement ce qui s'y passe. Quand je prenais la liberté, dès le 5 septembre, de marquer l'hiatus qui séparait Kornilov de Kerenski, j'appréhendais ce qui s'en est suivi, mais je n'aurais certainement pas eu l'autorisation de le faire prévoir. Mes lecteurs, je l'espère, n'auront du moins pas été surpris par l'événement qui a suivi de près ces constatations. On s'est un peu « emballé » derrière Kornilov, sans tenir assez compte de l'état, vingt fois

exposé ici, de l'armée. La grosse difficulté en Russie, c'est d'obtenir que la masse regarde à l'extérieur. Elle est hypnotisée par ses affaires internes et ne se rend pas compte qu'elles peuvent dépendre, à un point extrême, de celles de l'extérieur. On n'y peut rien que verser goutte à goutte la conviction contraire en des cerveaux peu habitués à ces contrôles et à ces résolutions. La situation, en ses « facteurs premiers », reste la même : la Russie, même pacifique, ou avec nous, ou avec l'Allemagne c'est-à-dire contre nous. Je conviens que l'affaire est pénible et compliquée, même assez énervante. Mais, en politique, surtout en politique étrangère, il ne sert de rien de s'énerver, il vaut mieux prévoir et agir en conséquence. Or l'action repose essentiellement, non sur les préférences personnelles que peuvent avoir peuples ou gouvernements, mais sur les faits dont il est urgent de tirer le meilleur parti à notre point de vue. Il me semble, et je ne l'ai pas caché depuis plusieurs mois, que nous nous sommes laissés guider, en ce qui concerne les affaires russes, plus par notre sentiment propre, par nos préférences ou nos répugnances personnelles que par le sens des possibilités d'abord et ensuite des nécessités, même pénibles, qui découlaient de ces possibilités. On ne fait pas, hélas! la plupart du temps, la politique que l'on préfère, mais celle qui s'impose en vue de *notre* meilleur avenir. Serions-nous, décidément, d'incorrigibles « primaires » dès qu'il s'agit de se décider en dehors de certains cadres préconçus?

Je ne suis pas suspect, ici, d'illusions sur la Russie et j'ai soulevé assez de colères en essayant, quand il en était temps encore, de délivrer nos yeux du bandeau qui y était chèrement appliqué; je suis d'autant plus fondé à crier aujourd'hui « casse-cou » à ceux qui prennent leur parti de la nouvelle situation avec une légèreté véritablement folle. Avant que les Etats-Unis puissent arriver à la rescousse, le nœud de la situation internationale est en Russie — et ce n'est pas un nœud gordien, d'abord, et puis Alexandre est mort, qui l'eût peut-être tranché. Tâchons seulement de ne pas transformer ce nœud, qui n'est pas gordien, en un nœud coulant plus dangereux encore. Je répéterai pour la centième fois : ne nous payons pas de mots!

INTÉRIM.

19 septembre 1917.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Dans l'Orient byzantin, par Charles Diehl. 1 vol. in-12. (De Boccard.)

Volume charmant et varié, où l'excellent archéologue se montre aussi l'artiste et l'écrivain que l'on sait. Evocations de l'ancienne Constantinople byzantine ou musulmane, pages coloriées sur diverses parties de l'Orient, Jérusalem, Salonique ou Chypre, curieuse histoire de la princesse de Trébizonde, étude de Santa Maria Antica de Rome, d'autres encore donnent à l'érudition, qui ne se fait pas encombrante, une séduction qui la fait goûter du grand public.

Les diverses familles spirituelles de la France, par Maurice Barrès. 1 vol. in-12. (Emile Paul.)

L'auteur a réuni en un volume spécial ceux de ses articles où il étudie successivement l'attitude, en face de la guerre, des divers représentants de la grande famille française. Socialistes ou conservateurs, catholiques ou libres-penseurs, les hommes des opinions les plus diverses s'y coudoient et tous s'unissent dans l'héroïsme et le dévouement à la patrie. Beaux et vivants témoignages de l'union sacrée, que le grand talent de l'écrivain met admirablement en valeur et magnifie comme il sait le faire.

Le dernier Romanof, par Charles Rivet. 1 vol. in-12. (Perrin.)

Ses longs séjours en Russie ont permis au distingué correspondant du *Temps* une foule de détails précis et caractéristiques. Il fait revivre dans son volume toute l'ancienne cour du Tsar, avec les influences qui s'y exerçaient, le milieu politique et social qui l'entourait, les scènes de la révolution et la fin du tsarisme; et il tire des fautes passées d'intéressantes conclusions.

L'idéal français dans un cœur breton : l'héroïque commandant de Robien, par le comte Guy de Robien. Préface du général Cherfils. LII 459 pages in-16. (Plon.)

Le commandant de Robien, d'une illustre famille bretonne, était un officier d'élite, que des dénonciations politiques avaient empêché d'obtenir son cinquième galon. Rappelé à l'activité lors de la déclaration de guerre, il demanda bientôt à passer d'une formation territoriale dans un régiment de zouaves. Au moment où il venait d'être nommé lieutenant-colonel et appelé au commandement d'un régiment d'infanterie, il voulut mener une dernière fois ses zouaves à l'assaut, et tomba à l'issue d'un combat victorieux. Cette vie exemplaire, couronnée par un sacrifice héroïque, a été racontée par le fils du commandant, dans un livre où il y a sans doute exubérance de descriptions, de digressions, d'épisodes plus ou moins imaginés ou arrangés, mais qui n'en demeure pas moins infiniment émouvant et réconfortant.

Sainte Paule, par le R. P. Génier. 1 in-12. Coll. *Les Saints*. (Gabalda.)

La grande figure de cette noble Romaine, devenue une humble et austère chrétienne, l'une des premières « fondatrices » de monastères, esprit cultivé qui assista saint Jérôme dans ses travaux scripturaires, est retracée ici avec beaucoup de vie et de précision par un savant Dominicain de l'Ecole Biblique, qui n'a pas épargné les recherches et qui sait « travailler ».

Les campagnes ardentes, par Lévis-Mirepoix. 257 pages in-16. (Plon.)

Pour procéder d'une autre inspiration, d'une autre « poétique » aussi, que les *Souvenirs et portraits* publiés il y a un siècle par un autre duc de Lévis, ce volume n'en est pas moins très digne du nom dont il est signé comme du sujet qu'il traite. Le jeune chef d'une illustre famille de la vieille France, lieutenant de réserve aux armées de la troisième République, y conte quelques épisodes dont il a été témoin. Familiers sans vulgarité, réalistes sans grossièreté, délicats aussi sans mièvrerie et colorés sans maniérisme, ces brefs récits compteront à coup sûr parmi les meilleurs « livres de la guerre ». Ils se terminent par un conte de Noël qui est exquis de fantaisie, d'émotion, et qui par ces temps d'union sacrée n'est point absolument invraisemblable.

Natalité et régime successoral, par René Worms. 1 vol. in-12. (Payot.)

On sait qu'un des remèdes fréquemment proposés contre la dépopulation est une réforme de notre régime successoral. C'est la question qu'après une étude sur la natalité, traite l'auteur avec précision et compétence, examinant les divers systèmes à partir de celui de Le Play et les appréciant dans un esprit d'impartialité; la conclusion est modérée et n'admet que des réformes prudentes et limitées. Ce volume est un mémoire couronné, au concours Rossi, par la Faculté de Droit de Paris.

La bataille du Jutland, par Olivier Guihéneuc. 1 vol. in-12. (Perrin.)

Etude détaillée de la grande rencontre navale de mai 1916. L'auteur nous en fait suivre avec précision et clarté toutes les péripéties (reconstituées d'après les diverses versions officielles et les récits des survivants). Il en tire des conclusions qui méritent d'être examinées et discutées par les spécialistes et qui intéresseront le grand public.

Le P. Louis Rivet, par Albert Valensin. Préf. de Mgr Lavallée. 1 broch. in-12. (Vitte.)

Pages sobres et d'une belle tenue où revit une belle âme : celle d'un jésuite professeur à l'Université grégorienne de Rome, spécialiste du droit canonique, esprit élevé, d'une piété humble et austère, auquel la mobilisation redonne les galons de lieutenant qu'il avait laissés autrefois pour se consacrer à Dieu, et qui meurt héroïquement à Neuville-Saint-Vaast. C'est une des plus nobles victimes de la guerre et des plus regrettables.

Les voix profondes, par Emmanuel Vitte. 1 vol. in-12. (Plon.)

Une noble inspiration, un vers harmonieux, un art délicat et mesuré, souvent aussi un beau souffle de lyrisme donnent à ces poèmes une valeur et un attrait remarquables. Les évocations de nature et les séduisants tableaux de la campagne bressoise, les vers d'intimité, les méditations chrétiennes s'y unissent à des pièces d'une grande largeur où frémissent toute l'émotion et la foi patriotiques du poète.

La Justice aux armées, chronique d'un conseil de guerre au front (1915-1916), par René de Planhol. 237 pages in-12. (Attinger.)

Les lecteurs du *Correspondant*, qui ont eu la primeur de ces pages, savent combien les pittoresques et dramatiques souvenirs retracés d'une plume alerte et adroite y illustrent de judicieuses réflexions sur le fonctionnement de la justice militaire en campagne, souvent critiquée par ceux qui ne l'ont point vue de près. C'est un livre à relire et à répandre.

Les établissements d'artillerie belge pendant la guerre, par le commandant Willy Breton. 1 vol. in-8° illustré. (Berger-Levrault.)

Ce bel ouvrage nous fait suivre de près un des efforts les plus remarquables — et sans doute les moins connus — de l'organisation belge pendant la guerre. Il décrit — autant que les circonstances le permettent — les vastes établissements créés depuis deux ans, tant en France qu'en Angleterre, pour approvisionner l'armée belge de canons, d'armes diverses, de munitions, de matériel de transports. Il intéressera particulièrement les techniciens et les militaires.

Un sillon catholique, par Robert Pigelet. 1 br. in-8°, 0 fr. 50. (« L'Aube Nouvelle », 77, rue de Bagnolet.)

Cette étude explique d'une façon très claire, où une pensée fort intéressante s'unit à une généreuse ardeur, le but et les moyens d'action d'un nouveau groupement, destiné à l'éducation religieuse et morale principalement de notre jeunesse. Très originale, mais strictement soumise à l'autorité catholique, cette œuvre qu'avait souhaitée Pie X est approuvée par le cardinal Amette et la brochure se présente revêtue de l'imprimatur.

Chignole, par Marcel Nadaud. 1 vol. in 12. (Albin Michel.)

Le sujet de ce petit roman est neuf et fait pour piquer la curiosité du public : il fait revivre avec humour et émotion l'existence des aviateurs en temps de guerre; l'auteur, aviateur lui-même en même temps qu'écrivain et journaliste distingué, a pu l'observer de fort près. Et on se plaît fort aux aventures, sans doute vraies, du jeune gavroche de Paris, héroïque et malicieux, qui anime tout le récit.

Au Grand Hostel Dieu, par José de Bérys. 1 broch. in-12. (Oudin.)

Croquis d'hôpital pris sur le vif, brefs, alertes, pittoresques, où se reconnaît la plume d'un bon écrivain qui sait conter et décrire. C'est une lecture fort agréable et très littéraire.

Tout ce qui concerne la Rédaction de la Revue doit être adressé à M. Edouard Trogan, Directeur du *Correspondant*, 31, rue Saint-Guillaume, à Paris, VIIe.

L'un des Gérants : JULES GERVAIS.

TABLE ANALYTIQUE

ET ALPHABÉTIQUE

DU TOME DEUX CENT SOIXANTE-HUITIÈME

(DEUX CENT TRENTE-DEUXIÈME DE LA NOUVELLE SÉRIE)

FIN DE LA TABLE ANALYTIQUE DU TOME DEUX CENT SOIXANTE-HUITIÈME

TABLE

DU TOME DEUX CENT TRENTE-DEUXIÈME DE LA NOUVELLE SÉRIE
(DEUX CENT SOIXANTE-HUITIÈME DE LA COLLECTION)

1re LIVRAISON. — 10 JUILLET 1917.

2e LIVRAISON. — 25 JUILLET 1917.

3e LIVRAISON. — 10 AOUT 1917.

4e LIVRAISON. — 25 AOUT 1917.

5e LIVRAISON. — 10 SEPTEMBRE 1917.

6e LIVRAISON. — 25 SEPTEMBRE 1917.

PARIS. — L. DE SOYE, IMPR., 18, R. DES FOSSÉS-S.-JACQUES.

LE

CORRESPONDANT

PARAISSANT LE 10 ET LE 25 DE CHAQUE MOIS

PRIX DE L'ABONNEMENT

A DATER DU 1er OCTOBRE 1917

Paris. . . . . . . Province . . . . Colonies	Un an : 40 fr. » 6 mois : 21 fr. »	Étranger	Un an : 45 fr. » 6 mois : 23 fr. 50

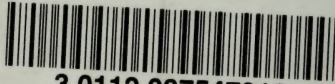
Un Numéro : 2 fr. 50

25 SEPTEMBRE 1917

PARIS

31, RUE SAINT-GUILLAUME, VIIe

PARIS. — L. DE SOYE, IMPR., 18, R. DES FOSSÉS-S.-JACQUES.


UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
054 CO C001 v.268 JY-S(1917
Correspondant : religion-- philosophie--
3 0112 087547912